

Histoire de l'Inquisition au Moyen-âge

Henry Charles Lea,
Salomon Reinach



G282.14
L462

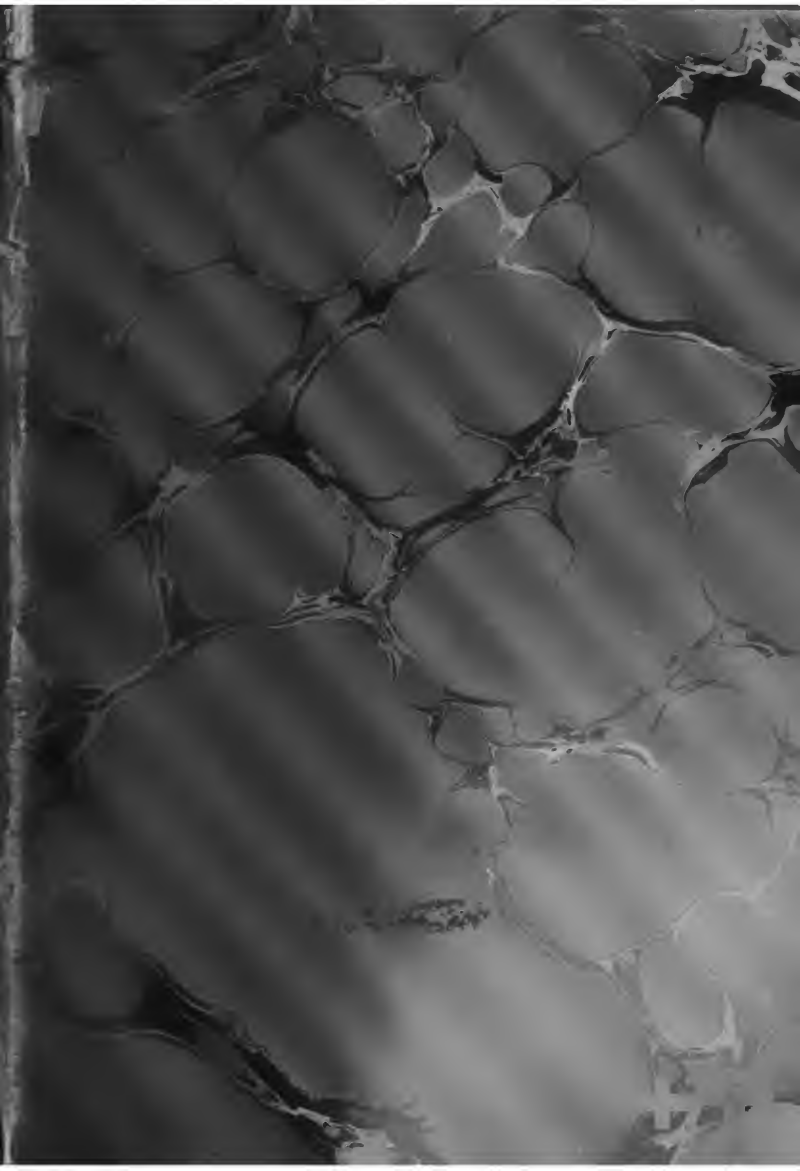


LIBRARY
OF
THE UNIVERSITY OF TEXAS
THE GENARO GARCÍA
COLLECTION

[REDACTED]

2 G282.14 L462 V.3 LAC
2





9 - 7
XX11-8-19

~~XX11-8-19~~ Google

HISTOIRE DE L'INQUISITION

III

OUVRAGES DE M. H.-CH. LEA

Histoire de l'Inquisition au moyen âge. Trad. par S. Reinach.
Tome I. — 1 vol. de XL, 631 pages, 3 fr. 50.

Histoire de l'Inquisition au moyen âge. Trad. par S. Reinach.
Tome II. — 1 vol. de 682 pages, 3 fr. 50.

A History of Auricular Confessions and Indulgences in the Latin Church. 3 vol. in-8°.

A History of the Inquisition of the Middle Ages. 3 vol. in-8°.
Chapters from the Religious History of Spain connected with the Inquisition. 1 vol. in-12.

Superstition and Force. Essays on the Wager of Law, the Wager of Battle, the Ordeal and Torture. 4^e édit. 1 vol. in-12.

Studies in Church History. The Rise of the Temporal Power, Benefit of Clergy, Excommunication, the Early Church and Slavery. 2^e édit. 1 vol. in-12.

A Formulary of the Papal Penitentiary in the Thirteenth Century. 1 vol. in-8°.

An historical Sketch of Sacerdotal Celibacy in the Christian Church. 2^e édit. 1 vol. in-8°.

The Moriscos of Spain. Their Conversion and Expulsion. 1 vol. in-12.

OUVRAGES DE M. S. REINACH

Manuel de philologie classique. 2 vol. in-8°.

Bibliothèque des Monuments figurés grecs et romains. 4 vol. in-4°.

Répertoire de la Statuaire grecque et romaine. 3 vol. in-12.

Répertoire des Vases grecs et étrusques. 2 vol. in-12.

Traité d'Épigraphie grecque. 1 vol. in-8°.

Chroniques d'Orient. 2 vol. in-8°.

Antiquités nationales. 2 vol. in-8°.

L'Album de Pierre Jacques de Reims. 1 vol. in-8°.

L'Origine des Aryens. 1 vol. in-12.

Esquisses archéologiques. 1 vol. in-8°.

Grammaire latine. 1 vol. in-8°.

HENRI-CHARLES LEA

HISTOIRE DE L'INQUISITION

AU MOYEN-AGE

Ouvrage traduit sur l'exemplaire revu et corrigé de l'auteur

PAR

SALOMON REINACH

MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME III

DOMAINES PARTICULIERS
DE L'ACTIVITÉ INQUISITORIALE

UNIV OF TEXAS

PARIS

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

17, RUE CUVAS, 17

—
1902

205422

INNOCENTIAE VINDICI

SACRVM

Plura quid inscribam vigilatis nomina chartis
Sufficit hæc morum nulli non agnita imago

*Justitiæ columen, patriæ decus et decus ævi,
Ac mulus antiquæ laudis, pars optima nostræ,
Miles, in æternum civilibus inclytus ausis,
Omnibus exemplar, meliorum cinctus amore.*

AVANT-PROPOS DU TRADUCTEUR

Ce volume si long, d'un intérêt si poignant, n'a pas besoin d'une préface. Qu'il me suffise, au terme de mon labeur, de remercier derechef mon collaborateur, M. A. Créhange, de dire à nouveau l'admiration profonde que m'inspire l'œuvre de Henry-Charles Lea et de remettre au public, juge souverain des écrits et des consciences, le dernier volume d'une traduction entreprise pour l'éclairer et le servir.

23 avril 1902.

S. R.

TABLE DES MATIÈRES

N. B. — Les chiffres renvoient à la pagination inscrite en marge du texte, qui est celle de l'édition américaine.

LIVRE III

Domaines particuliers de l'activité inquisitoriale

CHAPITRE I. — LES FRANCISCAINS SPIRITUELS

Pages.

<u>Dissensions dans l'Ordre Franciscain</u>	<u>1</u>
<u>Joachim de Flore. — Sa réputation de prophète</u>	<u>10</u>
<u>Ses spéculations apocalyptiques au sujet de la Troisième Ère</u>	<u>14</u>
<u>Sa doctrine est adoptée par les Franciscains Spirituels</u>	<u>18</u>
<u>L'Évangile Éternel. — Condamnation de ce livre.</u>	<u>20</u>
<u>Déposition de Jean de Parme.</u>	<u>23</u>
<u>Persistance de l'hérésie des Joachites.</u>	<u>25</u>
<u>Vifs débats sur la question de la pauvreté</u>	<u>27</u>
<u>Bulle <i>Exiit qui seminat</i></u>	<u>30</u>
<u>Persécution des Spirituels italiens</u>	<u>32</u>
<u>Les Spirituels français. — Jean Pierre Olivi.</u>	<u>42</u>
<u>Arnaud de Villeneuve</u>	<u>52</u>
<u>Discussion devant Clément V. — Décision du concile de Vienne.</u>	<u>57</u>
<u>Nouvelle persécution des Spirituels.</u>	<u>61</u>
<u>Première tentative de rébellion. — Dissensions parmi les re- belles</u>	<u>62</u>
<u>Élection de Jean XXII. — Caractère de ce pape.</u>	<u>66</u>
<u>Jean impose l'obéissance.</u>	<u>69</u>
<u>Sanglante persécution des Olivistes</u>	<u>73</u>
<u>Les Olivistes forment une église nouvelle</u>	<u>7</u>

	Pages.
Fanatisme de ces sectaires. — Naprous Boneta.	81
Extermination de la secte. — Destinée des Olivistes en Aragon	84
Jean de la Rochetaillade. — Survivance du Joachisme	86

CHAPITRE II. — GUILLELMA ET DOLCINO

Incarnation du Saint-Esprit en Guillelma	90
Les Guillelmites forment une Eglise nouvelle	94
L'Inquisition persécute ces sectaires.	98
Sort des Guillelmites.	100
L'Ordre des Apôtres. — Tendances spiritualistes.	103
Gherardo Segarelli. — Il meurt sur le bûcher en 1300	104
Dolcino devient chef de la secte	109
Révolte ouverte, écrasée au prix de quatre croisades	113
Durée et nature de cette hérésie	120

CHAPITRE III. — LES *FRATICELLI*

La question de la pauvreté du Christ	129
Réaction contre l'idéal de pauvreté.	130
La doctrine de la pauvreté du Christ qualifiée d'hérésie.	134
La question de la pauvreté complique la querelle avec Louis de Bavière.	135
Marsiglio de Padoue et Guillaume d'Ockham.	139
Hostilité croissante entre le Saint-Siège et les Franciscains.	142
Louis dépose Jean XXII comme hérétique.	145
Révolte de Michele da Cesena	147
Utilité de l'Inquisition. — Soumission de l'antipape	149
Lutte en Allemagne. — Les Franciscains soutiennent Louis.	153
Louis gagne du terrain. — Sa mort.	156
Les Franciscains dissidents appelés <i>Fraticelli</i>	158
Sympathie qu'ils rencontrent au cours de la persécution	160
Doctrine des <i>Fraticelli</i>	162
<i>Fraticelli</i> de France et d'Espagne	167
Ascétisme orthodoxe. — Jésuites. — Observantins.	171
Les Observantins remplacent les <i>Fraticelli</i>	174

CHAPITRE IV. — L'HÉRÉSIE POLITIQUE UTILISÉE PAR L'ÉGLISE.

L'opposition au pape qualifiée d'hérésie.	181
Les Stedingers. — Dîmes imposées par des croisades.	182
Croisades pour la défense des intérêts italiens de la papauté.	189
Importance de l'Inquisition comme instrument politique.	190

	Pages.
Avantages de l'accusation d'hérésie.	191
Manfred de Naples. — Les Colonna. — Ferrare.	193
Jean XXII et les Visconti.	196
Cola di Rienzo. — Les Maffredi.	203
L'Inquisition au service de la Papauté durant le Grand Schisme.	204
Cas de Thomas Connecte.	208
Jérôme Savonarole.	209

CHAPITRE V. — L'HERÉSIE POLITIQUE UTILISÉE PAR L'ÉTAT.

L'Inquisition au service des princes séculiers.	238
Les Templiers. — Croissance de l'Ordre.	238
Causes de sa ruine. — Avantages que présentait l'Inquisition.	249
Appel à la complicité du pape. — Rôle de l'Inquisition.	257
Erreurs reprochées aux Templiers.	263
Innocence des Templiers.	264
Tergiversations de Clément. — L'Assemblée de Tours.	277
Marché entre le roi et le pape. — Clément s'associe à la persécution	281
Poursuites dans toute l'Europe. — Méthodes employées en France.	284
La commission pontificale. — Ses travaux.	289
On supprime toute défense en brûlant ceux qui rétractent leurs confessions	295
Poursuites en Angleterre. — L'Inquisition nécessaire.	298
L'action en Lorraine et en Allemagne.	301
Poursuites en Italie et en Orient.	304
Poursuites en Espagne et à Majorque.	310
Application de la torture et préparation du rapport au concile de Vienne	317
Procédés arbitraires employés au concile.	319
Sort des biens et des personnes des membres de l'Ordre.	322
Sort de Jacques de Molay.	325
Sympathie populaire acquise aux victimes.	326
Répartition des biens de l'Ordre.	329
Cas du docteur Jean Petit.	334
Cas de Jeanne Darc. — Etat de la monarchie française.	338
Carrière de Jeanne jusqu'à sa capture.	340
Jeanne réclamée par l'Inquisition et livrée à l'évêque de Beauvais.	357
Son procès.	360
Sa condamnation et son exécution.	372
Ses émules et sa réhabilitation.	376

CHAPITRE VI. — MAGIE ET ARTS OCCULTES.

Satan et le monde des Esprits.	379
Incubes et Succubes.	383
Ministres terrestres de Satan. — Magiciens.	385
Pénalités édictées par la loi romaine.	392
Lutte entre la théurgie païenne et la théurgie chrétienne . . .	393
Répression de la magie par l'Eglise primitive.	395
La magie chez les Barbares	400
Douceur de la législation barbare	408
Législation de l'Eglise et de l'Etat sous les Carolingiens	412
Tolérance pratique au début du Moyen-Age.	416
Indifférence de la législation séculière.	427
L'Inquisition assume la juridiction en matière de magie	431
La Magie qualifiée d'hérésie	435
L'Astrologie. — Pierre d'Abano. — Cecco d'Ascoli	437
Divination par les songes.	446
Offices religieux détournés de leur but	447
L'Inquisition stimule la magie par la persécution	448
Influence fâcheuse de Jean XXII.	452
Progrès de la magie au xiv ^e siècle.	454
Nouveaux progrès au xv ^e siècle.	464
Cas du maréchal de Rais	468
Enrique de Villena	489

CHAPITRE VII. — LES SORCIÈRES.

Origine de la superstition relative aux sorcières, au xv ^e siècle. .	492
Le Sabbat. — Considéré d'abord comme une illusion dia-	
bolique	493
Admis comme une réalité par l'Eglise.	497
Le cérémonial du Sabbat.	500
Puissance et malignité des sorcières.	501
Impuissance de l'Eglise à combattre les maléfices.	506
La crédulité nourrie par la persécution	508
Les Sorcières perdent toute puissance devant la justice.	509
Juridictions séculière et ecclésiastique en matière de sorcellerie .	511
La procédure inquisitoriale adaptée à la sorcellerie	513
Les sorcières du Canavèse	518
Les Vaudois d'Arras.	519
Lent développement de la superstition relative aux sorcières . .	534
L'Inquisition et l'Eglise stimulent la superstition	538
Influence du <i>Malleus Maleficarum</i>	543
Résistance à l'Inquisition. — Cornelius Agrippa	544

	<u>Pages.</u>
Opposition à Venise. — Les sorcières de Brescia	546
Terrible développement de la persécution au xvi ^e siècle	549

CHAPITRE VIII. — LA RAISON ET LA FOI.

Les aberrations intellectuelles considérées comme peu dangereuses	550
Développement des subtilités théologiques	551
Roger Bacon	552
Nominalisme et Réalisme	555
Rivalité entre la philosophie et la théologie	557
L'Averroïsme	558
Tolérance en Italie au xv ^e siècle	565
Averroïsme modifié. — Pomponazio. — Nifo	574
Raymond Lulle	578
Évolution du dogme. — La Vision Béatifique	590
L'Immaculée Conception	596
Censure littéraire	612

CHAPITRE IX. — CONCLUSION

De quelques hérésies négligées par l'Inquisition	616
<i>Quæstuarii</i> , ou vendeurs d'indulgences	621
Simonie	624
Démoralisation de l'Église	627
Mœurs de la société laïque	641
Éléments de progrès dans l'humanité	645
La Réforme inévitable	647
Jugement d'ensemble sur l'Inquisition	649

HISTOIRE DE L'INQUISITION

LIBRE III

DOMAINES PARTICULIERS DE L'ACTIVITÉ INQUISITORIALE

CHAPITRE PREMIER

LES FRANCISCAINS SPIRITUELS

Dans un chapitre précédent de cet ouvrage, nous avons montré les Mendiants prenant une part active à l'extermination de l'hérésie. Nous allons voir maintenant comment les Franciscains subirent à leur tour les effets de cet esprit de persécution qu'ils avaient tant contribué à fortifier.

Les deux Ordres avaient une mission commune : relever l'Église de la profonde dégradation où elle était tombée. Mais les Dominicains étaient particulièrement armés pour agir dans le monde. Ils attiraient de préférence les âmes ardentes et belliqueuses. Comme devaient le faire de nos jours les Jésuites, ils s'adaptaient bien à l'existence séculière. Cet esprit « mondain », lié au succès de l'Ordre, souleva peu d'opposition dans son sein. Volontiers on accepta la puissance et le luxe et l'on en jouit sans remords. Thomas d'Aquin lui-même, après avoir, comme on sait, défendu éloquemment, contre Guillaume de Saint-Amour, les mérites de la pauvreté absolue, admit plus tard que cette

pauvreté fût proportionnée à la tâche que l'Ordre était appelé à remplir (1).

- 2 Il n'en était pas de même des Franciscains. Sans doute, nous savons que les fondateurs de l'Ordre avaient eu dessein de créer quelque chose de plus qu'une confrérie vouée à la vie contemplative. Pourtant, l'idée de contribuer au salut de l'individu en lui offrant une retraite, loin du monde et des tentations humaines, tenait dans leur esprit une place plus importante que dans celui de Dominique et de ses continuateurs (2). L'absolue pauvreté et l'abnégation étaient les principes fondamentaux de l'Ordre, qui attirait inévitablement les âmes, désireuses de chercher un refuge contre les tentations de la vie, vers la contemplation, la méditation et le renoncement à tous les plaisirs du monde.

Tandis que l'institution croissait en prospérité et en puissance, des divergences surgissaient dans son sein. D'une part se développait un penchant au mysticisme, autorisé sans doute par la désignation d'Ordre Séraphique que revendiquait le Franciscanisme, mais dont les adeptes trouvaient parfois un peu lourdes les chaînes de l'orthodoxie. D'autre part, les hommes qui continuaient à partager les théories des fondateurs sur l'obligation de la pauvreté absolue, souffraient dans leur conscience à voir une accumulation croissante de richesses et, comme conséquence, un déploiement continu de faste; ils repoussaient avec indignation les sophismes par lesquels on

(1) Th. Aquin. *Summ. Sec. Sec. Q. cxxxviii. art. 7. ad. 1.*

(2) Même le grand prédicateur franciscain Berthold de Ratisbonne, qui mourut en 1272, n'accordait qu'un mérite « qualifié » au travail dirigé vers le salut des âmes; or, ce travail peut être aisément poussé trop loin. L'homme a des devoirs plus importants à remplir envers lui-même, par la prière et la dévotion. — Beati Fr. Bertholdi a Ratisbona *Sermones* (Monachii, 1882, p. 29). Voyez également la comparaison établie par le même Berthold entre l'existence contemplative et la vie active; la première est Rachel, la seconde est Léa, et cette dernière est très périlleuse quand elle est entièrement consacrée aux bonnes œuvres (*Ibid.* p. 44-5).

De même, le célèbre Franciscain Spirituel, Pierre Jean Olivi, déclare : « *Est igitur totius rationis summa, quod contemplatio est ex suo genere perfectior omni alia actione.* » Cependant il admet qu'on consacre une partie de son temps au salut du prochain. — Franz Ehrle, *Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte*, 1887, p. 503.

cherchait à concilier la prospérité matérielle de l'Ordre avec le renoncement à tout bien terrestre.

D'ailleurs, des trois vœux de pauvreté, d'obéissance et de chasteté, aucun ne pouvait être rigoureusement observé. Le premier était incompatible avec les nécessités humaines; les deux autres trouvaient un obstacle dans les passions individuelles. En ce qui concerne la chasteté, toute l'histoire de l'Église montre combien l'application de cette règle était impraticable. L'obéissance, interprétée comme l'abandon complet de la volonté, ne pouvait se concilier avec la conduite des affaires humaines; c'est ce qui apparut de bonne heure, lorsque Frère Haymo de Feversham renversa le provincial de Paris, Grégoire, et, peu après, tint tête au général Élias, dont il obtint la destitution. Quant à la pauvreté, nous verrons quelles inextricables complications provoqua cette question, en dépit des efforts tentés successivement par les papes, jusqu'au jour où l'impérieuse volonté et le bon sens résolu de Jean XXII ramenèrent l'Ordre, du haut de ses sommets séraphiques, à l'intelligence des nécessités pratiques de l'existence. Malheureusement, l'intervention du pape donna naissance à un schisme. Ce qui accrut encore le trouble, c'est que saint François, prévoyant qu'on tenterait de secouer le joug de sa Règle, avait, dans son testament, strictement interdit tout changement, toute glose, toute interprétation, et ordonné que ces instructions fussent lues dans tous les chapitres de l'Ordre. De plus, la légende franciscaine, en se développant, fit de la Règle une sorte de révélation divine, égale en autorité à l'Évangile, si bien que saint François fut bientôt glorifié plutôt comme un être divin que comme un homme (1).

Même avant la mort du fondateur, en 1226, on trouve un

(1) Thom. de Eccleston, *de Adventu Minorum* Coll. v. — S. Francis. Testament. (Opp. 1849, p. 48). — Nicolai PP. III, Bull. *Exiit qui seminat* (lib. V. Sexto xn. 3). — Lib. Sentent. Inq. Tolos. p. 301, 303.

Même à une époque relativement récente, en 1642, un érudit franciscain s'exprime en ces termes : « *La Regola Apostolica di S. Francesco non fù dettata nè composta dall' intelletto e prudenza sua humana, ma dell' istesso Christo, ed ogni parola che in quella si contiene fù ispirata dal Spirito S.* » — Michel Angelo di Bogliasco, *Indulgenza di Portiuncula*, Livorno, 1662, p. 146.

Franciscain professant ouvertement, à Paris, certaines hérésies, dont on ne nous dit pas la nature, et qui probablement devaient être les rêveries mystiques d'un cerveau déséquilibré. Comme il n'existait pas d'Inquisition à cette époque et que le coupable n'était pas justiciable de l'autorité épiscopale, on le fit comparaître devant le légat du pape. En présence de ce juge, il proféra nombre d'assertions contraires à la foi orthodoxe et fut puni d'emprisonnement à vie. Ce fut là comme un symptôme de ce qui allait suivre. Toutefois, il s'écoule un temps assez long avant qu'on n'entende parler à nouveau de faits analogues (1).

Les premières difficultés qui se présentèrent concernaient l'obligation de la pauvreté. Le second de saint François, dans l'Ordre fondé par lui, était Élias. François, avant de partir en mission pour convertir le Soudan, avait envoyé Élias, comme provincial, dans les pays d'outre-mer. Lui-même, lorsqu'il revint de son expédition, ramena Élias avec lui. Au premier chapitre général, en 1221, comme François était trop faible
4 pour présider, Élias remplit l'office d'orateur. François, assis aux pieds de son disciple, tirait la robe d'Élias chaque fois qu'il désirait que celui-ci prit la parole. En 1223, on voit Césaire, provincial d'Allemagne, se rendre en Italie « auprès du bienheureux François ou du Frère Élias ». Quand, devenu infirme, ou se sentant incapable de maintenir la discipline, François abandonna le généralat, Élias devint vicaire-général de l'Ordre, et François se soumit à ce nouveau chef avec l'humilité du plus infirme de ses Frères. A la mort du saint, en octobre 1226, ce fut Élias qui fit connaître la nouvelle aux Frères répandus sur toute la surface de l'Europe et qui leur révéla les stigmates que François, dans son humilité, avait toujours tenus cachés. En février 1227, Giovanni Parenti, de Florence, fut élu Général; mais, en fait, Élias paraît être resté le chef de l'Ordre. Élias était mondain et ambitieux; il avait la réputation d'être un des plus habiles hommes d'affaires que possédât alors l'Italie. Il prévoyait la haute influence qui devait s'attacher à la direction

(1) Chron. Turonens. ann. 1326 (D. Bouquet, XVIII. 319). — Alberic. Trium Font. Chron. ann. 1228.

de l'Ordre et, pour atteindre à cette puissance, il se montrait peu scrupuleux dans le choix des moyens. Il entreprit, à Assise, l'édification d'une somptueuse église destinée à recevoir les restes de l'humble François et, pour mener à bien cette entreprise, n'épargna pas les demandes d'argent. Le seul fait de manier ainsi de l'argent était une abomination aux yeux de tous les Frères fidèles. Pourtant, toutes les provinces furent invitées à fournir leur contribution; un coffre en marbre fut placé devant la façade de l'édifice pour recevoir des offrandes. C'était là plus qu'on ne pouvait tolérer. Frère Léon se rendit à Pérouse pour consulter le bienheureux Giles, qui avait été le troisième disciple immédiat de saint François. Giles déclara que ces pratiques étaient contraires aux préceptes du fondateur. « Faut-il donc que je brise le coffre ? » demanda Léon. « Oui », répondit Giles, « si vous êtes mort; mais si vous êtes vivant, laissez faire, car vous ne seriez pas capable d'endurer les persécutions d'Élias. » Malgré ce bon avis, Léon alla à Assise et, aidé de quelques compagnons, brisa le coffre. Élias remplit la ville des éclats de sa fureur et Léon dut se réfugier dans un ermitage (1).

Quand l'édifice fut suffisamment avancé, en 1230, on tint un chapitre général pour effectuer la translation solennelle des restes du saint. Élias chercha à profiter de cette occasion pour se faire élire général. A cet effet, il convoqua seulement les Frères dont l'appui lui était acquis. Mais Giovanni eut vent de la chose et multiplia les convocations. Alors Élias fit transférer le corps de saint François avant que les Frères se fussent assemblés. Ses partisans tentèrent d'anticiper sur l'action du chapitre, enlevèrent Élias de sa cellule, enfoncèrent les portes de la salle et placèrent leur chef sur le siège réservé au général. Giovanni se présenta soudain et, après une tumultueuse discussion, les amis de ce dernier l'emportèrent. Les perturbateurs

(1) *Frat. Jordani Chron.* c. 9, 14, 17, 31, 50 (*Analecta Franciscana*, Quaracchi, 1885, I, 4-6, 11, 16). — *S. Francis. Testament.* (*Opp.* p. 47); *Ejusd. Epist.* vi, vii, viii (*Ibid.* 10-11). — *Amoni Legenda S. Francisci*, p. 106 (Roma, 1880). — *Wadding. ann.* 1229, n° 2. — *Chron. Glassberger*, ann. 1227 (*Analect. Franciscana*, II, p. 45).

furent dispersés dans les diverses provinces. Élias se retira dans un ermitage, où il laissa croître ses cheveux et sa barbe. Par cette marque de piété, il se réconcilia avec l'Ordre. Finalement, au chapitre de 1232, il vit son ambition satisfaite. Giovanni fut déposé et lui-même élu général (1).

Ces intrigues montrent avec quelle rapidité les partis se dessinaient au sein de l'Ordre. Presque dès l'origine, des dissentiments avaient surgi au sujet de l'insoluble problème que constituait le principal objet de la Règle, la pauvreté absolue. Dans la première relation de la vie de François, écrite par son bien-aimé disciple Frère Léon et remontant, d'après les calculs de M. Sabatier, à 1227, l'historien rapporte que François ne fut pas satisfait de sa première Règle et qu'il en élabora une seconde. Celle-ci se perdit fort à propos; saint Bonaventure accuse Élias de l'avoir fait disparaître. Alors François se retira de nouveau sur le mont Alverno, en compagnie des frères Léon et Bonizo, et rédigea une troisième Règle, sous la dictée du Christ. Nombre de serviteurs de l'Ordre, redoutant que la rigueur de la Règle ne fût insupportable, vinrent, avec Élias, rejoindre le saint et déclarèrent qu'ils ne se laisseraient pas lier par ses prescriptions. François, levant les yeux au ciel, dit : « Seigneur, ne t'avais-je pas annoncé qu'ils refuseraient de me croire ? » Mais une voix d'en haut répondit : « François, il n'y a rien de toi dans cette Règle. Elle émane tout entière de moi et ma volonté est qu'elle soit observée à la lettre, sans discussion. Je sais ce que peut supporter la faiblesse humaine. Que ceux qui ne veulent pas obéir abandonnent l'Ordre. » Les serviteurs se retirèrent, dit-on, émerveillés et terrifiés; néanmoins ils effacèrent de la Règle le commandement divin : « N'emportez rien pour le chemin, ni bâton ni sac, ni pain ni argent, et n'ayez point deux habits (2). » Même en admettant qu'on ait plus tard introduit dans ce récit l'élément miraculeux, l'histoire n'en atteste pas moins la lutte que François dut soutenir

(1) Thomæ de Eccleston *Collat.* xii. — Jordani *Chron.* c. 61 (*Analecta Franc.* l. 19.). — Chron. Anon. (*Ibid.* l. 289).

(2) Luc, ix, 3.

contre ses disciples immédiats. On peut sans peine croire ce que rapportent ses historiens des difficultés qu'il éprouva à imposer l'observance du précepte ordonnant aux moines de ne posséder qu'une robe (1). Les factions qui déjà se dessinaient étaient irréconciliables et leur antagonisme s'accrut constamment au cours des progrès de l'Ordre lui-même.

Le parti mondain chercha bientôt à s'affranchir de la lourde contrainte que lui imposaient les Règles du fondateur. Le testament de François n'était pas encore vieux de cinq ans, que déjà l'on avait méprisé les instructions par lesquelles le fondateur avait paré aux interprétations artificieuses couvrant des infractions à la Règle. Le chapitre de 1231 s'était adressé à Grégoire IX pour savoir si, à cet égard, le testament avait pour l'Ordre une autorité obligatoire. Le pape répondit négativement, vu que François ne pouvait enchaîner ses successeurs. Les Frères demandèrent aussi ce que valait l'interdiction de posséder de l'argent ou des terres. Grégoire conseilla ingénieusement d'employer, à cette fin, des personnes tierces, qui conserveraient l'argent et paieraient les dettes des Frères; ces gens devraient être considérés non comme les agents des Franciscains, mais comme les agents de ceux qui versaient les sommes ou de ceux à qui les sommes devaient être payées.

Ces gloses, faussant le sens de la Règle, ne furent pas acceptées sans une énergique opposition qui menaça de causer un schisme. On imagine sans peine avec quelle amertume les membres convaincus de l'Ordre assistaient à cette rapide corruption; leurs sentiments ne furent pas atténués par l'usage qu'Élias fit de son pouvoir. On assure que la sensualité et la cruauté de cet homme désorganisèrent l'Ordre tout entier. Son gouvernement était le pur arbitraire: pendant sept ans, au mépris des règles établies, il ne tint pas un seul chapitre. Pour achever le vaste édifice d'Assise, il leva sur toutes les provinces

(1) *Speculum Perfectionis*, cap. 1-10 (éd. Sabatier, Paris, 1898. Cf. p. 242-54).

Bien significative est la façon dont Thomas de Celano glisse sur la question de la pauvreté dans sa première *Vie de saint François*, écrite en 1228, alors qu'il attache une grande importance à cette même question dans sa seconde *Vie*, composée après la chute d'Élias.

des tributs écrasants. Les hommes qui lui résistaient se voyaient reléguer dans des pays lointains. Même, n'étant encore que vicaire, il avait fait fouetter jusqu'au sang saint Antoine de Padoue, venu à Assise en pèlerinage au tombeau de François ; Antoine, pour toute protestation, se contenta de dire : « Dieu vous pardonne, mes Frères ! » Plus à plaindre fut Césaire de Spire, nommé en 1221 provincial d'Allemagne par saint François lui-même et organisateur de l'Ordre au nord des Alpes. Chef des austères mécontents connus sous le nom de *Césariens*, Césaire éprouva le poids de la colère d'Élias. Jeté en prison, il resta dans les fers pendant deux ans. A la fin, on le délivra de ses chaînes, et, au début de l'année 1239, comme son geôlier avait laissé ouverte la porte de son cachot, Césaire osa sortir pour détendre sous le soleil d'hiver ses membres engourdis. Le geôlier revint et crut à une tentative d'évasion. Redoutant l'impitoyable courroux d'Élias, il courut après le prisonnier et lui porta un coup mortel avec un gourdin. Césaire fut le premier des nombreux martyrs qui versèrent leur sang pour la rigoureuse observance d'une Règle toute empreinte d'amour et de charité (1).

La coupe était pleine à déborder. En 1237, Élias avait envoyé, dans les diverses provinces, des visiteurs dont la conduite avait provoqué une exaspération générale. Les Frères de Saxe en appellèrent à Élias contre le personnage chargé de visiter leur province. Comme cet appel restait vain, ils transmirent leur plainte à Grégoire. Le pape finit par intervenir. Un chapitre général fut convoqué en 1239. Là, après une scène orageuse à laquelle assistèrent Grégoire et neuf cardinaux, le pape annonça à Élias qu'il était prêt à accepter sa démission.

(1) Gregor. PP. IX. Bull. *Quo elongati* (Pet. Rodulphii *Hist. Seraph. Relig.* lib. II, fol. 164-5). — Rodulphii *op. cit.* lib. II, fol. 177. — Chron. Glassberger, ann. 1230, 1231 (Analecta, II, 50, 56). — Frat. Jordani *Chron.* c. 18, 19, 61 (Analecta, I, 7, 8, 19). — Franz Ehrle (*Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1886, p. 123). — Wadding, ann. 1239, n° 5.

Les arguties de casuistique, à l'aide desquelles les Conventuels se convainquirent que le moyen suggéré par Grégoire IX leur permettait de s'enrichir sans transgresser la Règle, sont expliquées dans leur défense devant Clément VI en 1341, telle que l'a publiée Franz Ehrle (*Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1887, p. 107-8).

Peut-être y eut-il, dans cet acte, une intention politique autant qu'un scrupule d'ascétisme. Mais Élias était adroit diplomate et s'était assuré la bienveillance de Frédéric II. L'Empereur manifesta aussitôt son mécontentement, car Élias, disait-on, 7 travaillait alors à réparer la brèche entre la papauté et l'empire. En tout cas, il est certain qu'Élias trouva aussitôt asile auprès de Frédéric, dont il devint l'ami intime. Grégoire essaya de s'emparer de sa personne en l'invitant à une conférence, mais cette tentative échoua. On accusa alors Élias d'avoir, à Cortone, visité, sans permission, de pauvres femmes, et comme il refusait de comparaître, il fut excommunié (1).

Ainsi se formèrent, dans l'Ordre franciscain, deux partis bien caractérisés, qui furent désignés sous le nom de *Spirituels* et de *Conventuels*. Les premiers adhéraient rigoureusement à la lettre même de la Règle; les autres cherchaient à en relâcher la rigueur en alléguant les exigences de la nature humaine et de l'existence mondaine. Après la chute d'Élias, la suprématie appartint aux Spirituels pendant les courts généralats d'Albert de Pise et de Haymo de Feversham. En 1244, les Conventuels triomphèrent dans l'élection de Crescenzo Grizzi da Jesi, sous le généralat duquel arriva ce que les Spirituels appelèrent la *Troisième tribulation*; car, d'après leurs spéculations apocalyptiques, ils devaient subir sept tribulations avant que le règne du Saint-Esprit vint ouvrir le Millénaire. Crescenzo suivit les errements d'Élias. En 1242, sous Haymo, on avait tenté de concilier la Règle et la déclaration faite par

(1) Jordani *Chron.* c. 62, 63 (Analecta, I. 18-19). — Thomæ de Eccleston *Collat.* xn. — Chron. Glassberger, ann. 1239 (Analecta, II. 60-1). — Huillard-Bréholles, *Introd.* p. 501; *Ibid.* VI. 69-70.

Élias réussit encore à exciter des désordres parmi les Franciscains. Il mourut excommunié; un gardien franciscain fit déterrer ses restes, que l'on jeta ensuite à la voirie. Frà Salimbene donne d'abondants détails sur les mauvaises mœurs d'Élias et sur le tyrannique usage qu'il fit de son autorité. Quand il se fut retiré auprès de Frédéric II, un refrain populaire courut par toute l'Italie :

« *Hor attorna fratt Helya,
Ke pres' ha la mala via.* »

(Salimbene, *Chronica*, Parma, 1837, p. 401-13.)

Pourtant, Affò affirme qu'Élias fut absous à son lit de mort. — *Vita del Beato Giovanni di Parma*, Parma, 1777, p. 31. Cf. Chron. Glassberger, ann. 1243-4.

Grégoire en 1231. Quatre des plus réputés docteurs de l'Ordre, ayant pour chef Alexandre Hales, avaient publié la *Declaratio Quatuor Magistrorum*, mais toute leur subtilité de logiciens avait échoué. L'Ordre grandissait sans cesse; sans cesse, il acquérait des biens et voyait croître ses besoins matériels.

- 8 Nous avons une image de ce qui se passait dans l'Europe entière par la bulle dans laquelle, en 1239, Grégoire IX autorisait les Franciscains de Paris à acheter un nouveau terrain pour agrandir leur monastère de Saint-Germain des Prés. En 1244, au chapitre qui élut Crescenzo, l'Anglais John Kethene obtint, malgré l'opposition de presque toute l'assemblée, le rejet de la *définition* de Grégoire. Mais le triomphe des Puritains fut de courte durée. Crescenzo sympathisait avec le parti conventuel et demanda l'appui d'Innocent III. En 1245, le pape répondit par une déclaration dans laquelle il renouvela celle de Grégoire IX autorisant le dépôt de sommes d'argent entre les mains de personnes qui seraient considérées comme les agents des donateurs et des créanciers; en outre, il déclarait ingénieusement que les immeubles et les domaines, dont la possession était interdite à l'Ordre, devaient être tenus comme appartenant au Saint-Siège et mis par ce dernier à la disposition des moines. L'autorité pontificale elle-même ne pouvait faire que ces subterfuges transparents levassent les scrupules des Spirituels.

La sécularisation croissante de l'Ordre provoquait une agitation continuelle. Avant de prononcer ses vœux, Crescenzo avait été juriste et médecin; aussi se plaignait-on, de plus, qu'il encourageât les frères à acquérir la vaine et stérile science d'Aristote plutôt qu'à se pénétrer de la sagesse divine. A l'instigation de Simone da Assisi, de Giacompo Manfredo, de Matteo da Monte Rubiano et de Lucido, soixante-douze Frères, trouvant Crescenzo sourd à leurs remontrances, préparèrent un appel à Innocent. Crescenzo prit les devants et obtint du pape une décision en vertu de laquelle il châtia les récalcitrants, en les dispersant, deux par deux, dans les diverses provinces. Heureusement, son règne dura peu. Tenté par l'évêché de Jesi, il

se démit de sa dignité et eut pour successeur, en 1248, Giovanni Borelli, plus connu sous le nom de Jean de Parme. Celui-ci était, à cette époque, maître de théologie à l'Université de Paris (1).

L'élection de Jean de Parme marqua une réaction en faveur 9
de la stricte observance. Le nouveau général était animé d'un zèle pieux pour l'idéal de saint François. Les Spirituels exilés furent rappelés et autorisés à choisir leurs résidences. Au cours des trois premières années, Jean visita, à pied, tous les établissements de l'Ordre. Accompagné parfois de deux moines, parfois d'un seul, toujours pauvrement vêtu, il réussissait à n'être pas reconnu et pouvait ainsi passer plusieurs jours dans un couvent, observant l'attitude et la conduite des Frères; puis il se faisait connaître et corrigeait les abus. Dans l'ardeur de son zèle, il n'épargnait les sentiments de personne. Un *lecteur* de la Marche d'Ancône, revenant de Rome dans son pays, s'étonne de l'extrême sévérité d'un sermon prononcé par Jean et affirme que les Frères de la Marche n'auraient jamais permis qu'une autre personne leur adressât de telles paroles. Comme on lui demandait pourquoi les maîtres présents n'étaient pas intervenus : « Comment l'eussent-ils pu faire ? » répondit-il, « c'était un torrent de feu qui coulait des lèvres de cet homme. » Jean suspendit l'application de la déclaration d'Innocent IV

(1) Thomæ de Ecclest. *Collat.* viii, xii. — Wadding, ann. 1242, n° 2; ann. 1245, n° 16. — Potthast, n° 10825. — Angeli Clarinens. *Enist. Excusator* (Franz Ehrle, *Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1885, p. 535; 1886, p. 113, 117, 120). — *Hist. Tribulation.* (*Ibid.* 1886, p. 256 sq.)

L'*Hist. ia Tribulationum* relève le mépris des Spirituels pour le savoir humain. Adam, y est-il dit, fut poussé à la désobéissance par la soif du savoir, et revint à la grâce par la foi et non par la dialectique, la géométrie ou l'astrologie. La malignité des arts d'Aristote, la douceur corruptrice de l'éloquence de Platon sont, pour l'Eglise, de nouvelles plaies d'Egypte. (*Ibid.* 264-5). C'était dans l'Ordre une vieille tradition que François avait prédit sa ruine par suite d'une in'empérance de savoir (Amoni *Legenda S. Francisci*, App. cap. xi).

Karl Mülller (*Die Anfänge des Minoritenordens*, Freiburg, 1885, p. 180) dit que l'élection de Crescenzo fut le triomphe des Puritains et que ce personnage se distinguait par son zèle ardent pour la rigoureuse observance de la Règle. Cela est si peu vrai que, le soir même de son élection, Crescenzo réprimanda les plus zélés des Frères (Th. Eccleston, *Collat.* xii). L'histoire de son généralat confirme le portrait que nous fait de lui l'*Histoire des Tribulations*. Affo (*vita di Giovanni di Parma*, p. 31-2) pense que Crescenzo s'efforça de conserver une attitude impartiale, mais qu'il finit par persécuter les opposants irréconciliables.

jusqu'au jour où le pontife, mieux informé, aurait donné son avis. Cependant il ne put enrayer les tendances croissantes au relâchement de la Règle; le seul résultat de ses efforts fut d'accentuer l'opposition des deux partis. Après une consultation entre plusieurs membres influents de l'Ordre, on décida de soumettre à Alexandre IV des accusations formelles contre Jean et ses amis. En fait, l'attitude agressive des Spirituels donnait à cette attaque quelque couleur de raison (1).

- 10 Pour comprendre la position des Spirituels à cette époque et celle qu'ils assumèrent plus tard, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur un des plus remarquables mouvements d'opinion qu'ait vus naître le xiii^e siècle. Dans les premières années de ce siècle était mort Joachim de Flore, qui fut, en quelque sorte, le fondateur du mysticisme moderne. Issu d'une famille riche et noble, formé à la vie de cour auprès du normand Roger, duc d'Apulie, Joachim fut pris, tout jeune, du désir de voir les Saints Lieux et partit pour l'Orient avec une suite nombreuse. Quand il arriva à Constantinople, la peste faisait rage dans la ville. Joachim fut si vivement ému des misères et des vanités de ce monde qu'il congédia ses gens et poursuivit sa route en humble pèlerin, n'emmenant qu'un seul compagnon. Sa légende rapporte que, dans le désert, il tomba à terre, épuisé par la soif; il eut alors une vision. Un homme, debout auprès d'une rivière d'huile, lui apparut et lui dit : « Abrenne-toi de cette onde. » Joachim but jusqu'à satiété et, quand il s'éveilla, bien qu'il eût été jusqu'alors illettré, il posséda soudain la connaissance parfaite de l'Écriture. Il passa le Carême suivant dans une vieille citerne du Mont Tabor. Pendant la nuit de la Résurrection, il se vit entouré d'une rayonnante clarté; son âme se remplit d'une illumination divine, si bien qu'il comprit la concordance de l'Ancienne Loi et de la Loi Nouvelle, et que toute difficulté, toute obscurité disparut pour lui. Ces contes, transmis jusqu'au xvii^e siècle, montrent

(1) *Hist. Tribulat.* (*loc. cit.* 1886, p. 267-8, 274). — Affé, p. 38-9, 54, 97-8. — Wadding, ann. 1256, n° 2.

quelle profonde et durable impression Joachim laissa dans l'esprit des hommes (1).

Dès lors, Joachim consacra sa vie au service de Dieu. Quand il fut revenu dans son pays, il évita la maison paternelle et commença à prêcher parmi le peuple. Mais, la prédication étant interdite aux laïques, il entra dans le clergé en se faisant admettre dans le sévère Ordre cistercien. Nommé abbé de Corazzo, il s'enfuit, mais fut ramené de force et contraint à assumer les devoirs de sa charge jusqu'en 1181, époque où il se rendit à Rome et obtint de Lucius III la permission de se démettre. Comme la rigoureuse discipline de Cîteaux ne satisfaisait pas sa soif d'austérité, il se retira dans un ermitage à Pietralata. Là, sa réputation de sainteté lui attira des disciples. Malgré son amour pour la solitude, il se trouva bientôt à la tête d'un Ordre nouveau, dont la Règle, antérieure à celle des Mendiants et prescrivant déjà la pauvreté, fut approuvée par Célestin III en 1196. Bientôt l'Ordre déborda hors de la maison-mère de San Giovanni in Fiore et essaima dans plusieurs autres monastères (2).

Joachim se considérait comme inspiré. Si, en 1200, il soumit 11 sans réserve ses œuvres au Saint-Siège, il n'hésita pourtant pas à déclarer qu'elles émanaient d'une révélation divine. Il eut, sa vie durant, la réputation d'un prophète. Quand Richard d'Angleterre et Philippe-Auguste arrivèrent à Messine, ils s'enquirent auprès de Joachim de l'issue de leur croisade; le saint homme leur annonça que l'heure de la délivrance de Jérusalem n'était pas encore venue. On rapporte de lui nombre d'autres prophéties qui se réalisèrent également. Le mysticisme des spéculations apocalyptiques qu'il laissa en mourant, contribua à accroître son renom de prophète et de voyant. Pendant des siècles, son nom fut communément invoqué par tous les rêveurs et tous les fourbes désireux de se concilier l'attention des hommes; on vit naître toute une littérature apocryphe.

(1) Tocco, *L'Eresia nel Medio Evo*, Firenze, 1884, p. 263-70. — *Prophetie dell' Abate Gioachino*, Venezia, 1646, p. 8.

(2) Tocco, *op. cit.* p. 271-81. — Célestin. PP. III. *Epist.* 279.

composée d'œuvres faussement attribuées à Joachim. Un peu plus d'un siècle après sa mort, le Dominicain Pipino dressa un long catalogue des œuvres du défunt, en témoignant d'un profond respect pour ses prédictions. En 1319, Bernard Bèlicieux professait une confiance illimitée en un livre prophétique de Joachim, où se trouvaient les portraits de tous les papes futurs, soulignés d'inscriptions et de symboles. Bernard note les différents pontifes de son époque même, prédit le destin de Jean XXII et déclare que, depuis deux cents ans, nul mortel n'a reçu autant de révélations que Joachim. Cola di Rienzo trouva, dans ces pseudo-prophéties, un encouragement à sa seconde tentative pour s'emparer du pouvoir à Rome. Le traité franciscain *De ultima Ætate Ecclesie*, écrit en 1356 et longtemps attribué à Wickliff, témoigne d'une extrême vénération pour Joachim, dont les prophéties sont souvent citées. Le *Liber conformitatum*, écrit en 1385, allègue à plusieurs reprises que Joachim aurait prédit la fondation des Ordres mendiants, symbolisés par la Colombe et la Corneille, et annoncé les tribulations auxquelles la première allait être exposée. Peu après, l'ermite Telesforo da Cosenza tira de la même source des prophéties concernant le cours et la solution du Grand Schisme, et la série des papes futurs jusqu'à la venue de l'Antéchrist. Ces prophéties éveillèrent tant d'intérêt qu'elles provoquèrent une réfutation d'Henry de Hesse, un des premiers théologiens du temps. Même dans la lointaine Catalogne, on voit les prophéties de Joachim servir à stimuler l'effort de Jayme, comte d'Urgel, pour obtenir la couronne d'Aragon, en 1410, après la mort du roi Martin. Le cardinal Pierre d'Ailly parle avec respect des prophéties de Joachim au sujet de l'Antéchrist et compare l'auteur à la prophétesse sainte

12 Hildegarde. D'autre part, le rationaliste Cornélius Agrippa s'efforce d'expliquer, par la puissance occulte des nombres, les prédictions du même Joachim. En 1530 encore, le docteur Jean Eck jugeait nécessaire de réfuter l'erreur de l'abbé Joachim au sujet du livre de Luc et d'affirmer qu'on ne devait pas attendre de nouvel Évangile. En plein dix-septième siècle, on

publia sous son nom des prophéties concernant la série des papes, avec des figures symboliques, des inscriptions et des explications, ouvrage apparemment analogue aux *Vaticinia Pontificum* qui avaient séduit Bernard Délicieux. Ce fut encore au dix-septième que les Carmes publièrent l'*Oraculum Angelicum* de Cyrille, accompagné du commentaire attribué à Joachim, comme une preuve de l'antiquité de leur Ordre. Enfin, en 1664, l'abbé de Lauro publia à Naples deux volumes in-folio pour établir que Joachim avait réellement joui du don de prophétie (1).

L'immense et durable réputation de Joachim comme prophète fut moins due à ses œuvres authentiques qu'aux apocryphes qui circulèrent sous son nom : *Prophéties de Cyrille*, *Prophéties de la Sibylle d'Érythrée*, *Commentaires sur Jérémie*, *Vaticinia Pontificum*, traités *De Oneribus Ecclesiæ* et *De septem Temporibus Ecclesiæ*. Dans certains de ces ouvrages, il est question de Frédéric II, ce qui place l'époque de leur composition vers l'année 1250, alors que la lutte était particulièrement ardente entre la papauté et l'empire. On faisait largement intervenir, à titre de commentaires, les prophéties courantes de Merlin. Les auteurs de ces fraudes étaient sans doute des Franciscains du parti puritain; leur audace à dénoncer les maux de leur temps montre à quel

(1) *Lib. Concordiæ Præf.* (Venet. 1519). — Fr. Francisci Pipini *Chron.* (Muratori, *S. It.* I. IX. 498-500). — Rog. Hovedens, ann. 1190. — Mss. Bib. Nat. fonds latin, n° 4270, fol. 260-2. — Comba, *La Riforma in Italia*, I. 388. — Lechler's *Wickliffe*, Lorimer's translation, II. 321. — *Lib. Conform.*, I. 1. 2; IX, 2 (fol. 12, 91). — *Telesphori de magnis Tribulationibus, Præm.* — Henric. de Hassia, *Contra Vatican.* *Telesphori*, c. XI (Pez, *Thesaur.* I. n. 521). — Franz Ehrle (*Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1886, p. 331). — Documents inédits de Aragon, T. X, p. 453. — P. d'Ailly, *Concord. Astron. Veritat.* c. LIX (August. Vindel. 1490). — H. Cornel. Agripp. *de Occult. Philosoph.* Lib. II. c. II. — Jo. Ecklii *Homiliarum*, t. I. p. 49.

Les *Vaticinia Pontificum* du pseudo-Joachim restèrent longtemps populaires. J'en ai trouvé des éditions publiées à Vico de Sorrente en 1585, à Venise en 1527, 1589, 1600, 1605 et 1646, à Cologne en 1570, à Ferrare en 1591, à Francfort en 1608, à l'adoue en 1625, et à Naples en 1660; il y en eut évidemment beaucoup d'autres.

Dante représente Bonaventure lui désignant les saints :

« Raban è quivi, e lucemi dallato

Il Calavrese abate Gioracchino

Di spirito profetico dotato. »

(*Paradiso* XII.)

- 13 degré d'irritation ils étaient parvenus. Les prophéties apocalyptiques étaient interprétées librement comme ayant trait aux excès coupables de l'esprit charnel qui envahissait tous les rangs de l'Eglise; tous sont réprouvés, nul n'est élu; Rome est la Prostituée de Babylone; la Curie romaine est la plus vénale et la plus rapace de toutes; l'Eglise Romaine est le figuier stérile et maudit par le Christ, destiné à être mis en pièces par les Nations. Les auteurs de ces écrits allaient jusqu'à considérer l'Empire comme l'instrument divin qui ruinerait l'orgueil de l'Eglise. De telles paroles de rébellion excitaient une émotion très vive, en particulier au sein même de l'Ordre. Adam de Marisco, le plus grand Franciscain d'Angleterre, envoie à son ami Grosseteste, évêque de Lincoln, quelques extraits de ces ouvrages qui lui ont été récemment apportés d'Italie. Il parle de Joachim comme d'un homme à qui l'on a justement attribué le don prophétique; il demande qu'on lui renvoie ces fragments après en avoir pris copie, et conseille à l'évêque de redouter le prochain éclat de la colère divine, excitée par les vices innombrables de son temps (1).

Parmi les œuvres authentiques de Joachim, celle qui fut la plus remarquée à son époque est peut-être le traité sur la nature de la Trinité, attaquant la définition de Pierre Lombard et affirmant que ce théologien attribuait à Dieu une « Quaternité ». Les subtilités de la théologie étaient dangereuses et Joachim, au lieu de prouver que le Maître des Sentences était hérétique, échappa lui-même de fort peu à une semblable accusation. Treize ans après sa mort, en 1215, sa théorie fut jugée assez importante pour que le concile de Latran la condamnât comme erronée, après en avoir élaboré une réfutation qu'on inséra dans la loi canonique. Innocent III prononça, à ce sujet,

(1) Pseudo-Joachim, *de Oneribus Ecclesiarum*, c. III, XV, XVI, XVII, XX, XXI, XXII, XXXIII, XXX. — Ejusd., *super Hieremiam*, c. I, II, III, etc. — Salimbene, p. 107. — Monumenta Franciscana, p. 147 (M. R. Series).

L'auteur du Commentaire sur Jérémie avait probablement été puni pour son intempérance de langage en chaire, car (chap. I) il dénonce comme « bestiale » cette prétendue liberté de parole qui enchaîne la liberté de l'esprit et ne permet au prédicateur que de discourir sur les vices de la chair.

un sermon, en présence des Pères assemblés. Heureusement, dès 1200, Joachim avait soumis tous sés écrits au jugement du Saint Siège et avait affirmé sans réserves son orthodoxie. Aussi le concile s'abstint de condamner l'auteur lui-même et approuva l'Ordre de Flore. Néanmoins, les moines se virent insulter 14 comme sectateurs d'un hérétique, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu d'Honorius III, en 1220, une bulle reconnaissant formellement Joachim comme bon catholique et interdisant qu'on fit injure à ses disciples (1).

Cependant les plus importants ouvrages de Joachim furent les commentaires de l'Écriture qu'il composa à la demande de Lucius III, d'Urbain III et de Clément III. Ces livres étaient au nombre de trois : la *Concordia*, le *Décachordon* ou *Psalterion decem Cordarum* et l'*Expositio in Apocalypsin*. Le système de l'auteur consiste à voir dans chaque incident survenu sous l'Ancienne Loi l'annonce symbolique d'un fait correspondant de la Nouvelle Révélation ; partant de là, le jeu des « dates parallèles » lui permettait de révéler l'avenir. Ainsi, suivant lui, l'humanité doit passer par trois phases : sous la loi du Père jusqu'à la naissance du Christ, ensuite sous la loi du Fils, enfin sous la loi du Saint-Esprit. A l'aide de diverses spéculations apocalyptiques, il conclut que le Règne du Fils, ou du Nouveau Testament, durerait pendant quarante-deux générations, soit 1.260 ans. En effet, Judith resta veuve pendant trois ans et demi, soit quarante-deux mois, soit 1.260 jours ; ce dernier chiffre représente le nombre des années durant lesquelles il faut se soumettre au Nouveau Testament ; de sorte qu'en 1260 le Règne du Saint-Esprit succèdera à celui du Fils. A la quarante-deuxième génération aura lieu une purification qui séparera le froment de la

(1) Concil. Lateran. IV. c. 2. — Theiner, *Monument. Slavov. Meridional*, t. 63. — Lib. i. Sexto, 1, 2 (Cap. *Damnamus*). — Wadding, ann. 1256, n° 8, 9. — Salimbene, *Chron.* p. 103.

Environ un demi-siècle plus tard, Thomas d'Aquin considérait encore les spéculations de Joachim sur la Trinité comme méritant une réfutation détaillée. Vers la fin du quatorzième siècle, Eymerich reproduisit encore toute la controverse. — *Direct. Inquis.* p. 4-6, 13-17.

paille ; ce seront des tribulations telles que l'homme n'en a jamais encore endurées. Heureusement l'épreuve sera courte ; sinon, tout être vivant y périrait. Puis la religion renaîtra ; l'homme vivra dans la paix, la justice et la joie, comme Dieu, le jour du Sabbat, après les travaux de la création. Tout l'univers, d'une mer à l'autre, connaîtra Dieu, jusqu'aux extrêmes limites de la terre, et la gloire du Saint-Esprit sera sans mélange. Dans cette plénitude finale de grâce spirituelle, les observances de la religion ne seront plus nécessaires. Comme l'agneau pascal a été supplanté par l'Eucharistie, le sacrifice accompli sur l'autel deviendra, à son tour, superflu. Un nouvel Ordre monastique surgira et convertira le monde. La vie contemplative du moine étant le plus haut essor de l'humanité, le monde entier deviendra comme un vaste monastère (1).

En édifiant ainsi le plan de la future grandeur de l'homme, Joachim reconnaissait pleinement les maux de son temps. Il montre l'Église profondément livrée à l'avarice et à la cupidité. S'abandonnant sans pudeur aux plaisirs de la chair, elle néglige ses enfants, que lui ravissent de zélés hérétiques. Cette Église du second Règne est, aux yeux du prophète, semblable à Agar. L'Église du troisième Règne sera Sarah. Avec une abondance débordante, il expose le caractère progressif des rapports entre Dieu et l'homme au cours des phases successives de l'humanité. Le premier Règne, sous la Loi de Dieu, était celui de la circoncision ; le second, sous la Loi du Christ, est celui de la crucifixion ; le troisième, sous la Loi du Saint-Esprit, sera le Règne de la paix. Sous le premier Règne existait l'ordre des époux ; sous le second, existe l'ordre de la prêtrise ; sous le troisième, existera l'ordre du monachisme, qui a déjà trouvé, en saint Benoît, son précurseur. Le premier Règne fut celui de Saül ; le second est celui de David ; le troisième

(1) *Joachimi Concordiæ*, lib. iv. c. 31, 34, 38 ; lib. v. c. 58, 63, 65, 67, 68, 74, 78, 89, 118.

On prétendit que Joachim avait prédit la naissance des Ordres Mendiants (v. 43). mais ses prophéties avaient exclusivement trait au monachisme contemplatif.

sera celui de Salomon et jouira de la paix parfaite. Durant le premier Règne, l'homme était soumis à la loi; sous le second, il est soumis à la grâce; sous le troisième, il sera doté de la grâce plénière. Les races du premier Règne ont pour symbole le prêtre Zacharie; celles du second, Jean-Baptiste; celles du troisième, Jésus-Christ lui-même. Sous le premier Règne l'humanité eut le savoir; sous le second, la piété; sous le troisième, elle possédera le savoir parfait. Le premier Règne, fut un état de servitude; le second, un état d'obéissance filiale; le troisième sera l'état de liberté. Le premier état avait été marqué par des châtimens, le second par l'action, le troisième sera celui de la contemplation; le premier se passa dans la crainte, le second dans la foi, le troisième sera celui de l'amour; le premier fut le temps des esclaves, le second celui des hommes libres, le troisième sera celui des amis; le premier fut le temps des vieillards, le second celui des adolescents, le troisième sera celui des enfans; le premier fut la clarté des étoiles, le second l'aurore, le troisième sera le grand jour; le premier fut l'hiver, le second le printemps, le troisième sera l'été; le premier vit pousser des orties, le second des roses, le troisième verra s'épanouir des lis; le premier fut la pousse verte, le second, le grain dans la tête de l'épi, le troisième sera le froment mûr; le premier fut l'eau, le second le vin, le troisième sera l'huile. Enfin, le premier Règne appartient au Père, créateur de toutes choses; le second, au Fils, qui s'incarna dans notre limon mortel; le troisième appartiendra au Saint-Esprit (1).

16

Fait assez curieux : tandis que les subtilités métaphysiques

(1) Joachimi *Concordiæ*, lib. i. Tractat. ii. c. 6; iv. 25, 26, 33; v. 2, 21, 60, 63, 66, 84.

En 1255, la Commission d'Anagni alléguait l'interprétation forcée d'un passage de la *Concordia* (ii. i. 7) pour accuser Joachim d'avoir justifié le schisme des Grecs (Denifle, *Archiv. f. Lit.-u. K.* 1885, p. 120). Cette pensée était si loin de l'esprit du prophète, qu'il ne perdit jamais l'occasion de décrier l'Eglise orientale, en particulier à cause du mariage des prêtres grecs (e. g., v. 70, 72). Pourtant, comme il avait affirmé que l'Antéchrist était déjà né à Rome, et qu'on lui objectait que Babylone était assignée comme lieu de naissance à l'Antéchrist, il n'hésita pas à déclarer que Rome était la Babylone mystique. — Rad. de Coggeshall, *Chron.* (Bouquet, XVIII. 76).

de Joachim, au sujet de la Trinité, étaient l'objet d'une solennelle condamnation, personne ne paraît avoir reconnu à cette époque le danger bien plus grand de ces rêveries apocalyptiques. Loin d'être brûlés comme hérétiques, ses écrits étaient tenus en haute estime par les papes ; Joachim fut honoré comme un prophète jusqu'au moment où ses audacieux imitateurs poussèrent à bout les conséquences qui résultaient nécessairement de ses théories. L'importance de ces théories réside, à nos yeux, dans ce fait capital attesté par elles, que les plus pieux esprits confessaient l'insuccès pratique du Christianisme. Sous la Nouvelle Loi, l'humanité n'était guère devenue meilleure ; les vices et les passions se donnaient libre cours tout comme avant la venue du Rédempteur. L'Église même était mondaine et charnelle ; au lieu de grandir l'homme, elle s'était abaissée jusqu'à lui ; elle avait failli à ses promesses et donnait l'exemple du mal au lieu d'offrir le modèle du bien. Des hommes tels que Joachim ne pouvaient admettre que le crime et la misère fussent le dernier mot et l'irrémédiable condition de l'existence humaine ; or, le Sacrifice divin avait jusqu'alors médiocrement contribué à rapprocher cette vie de l'idéal. Le Christianisme ne devait donc pas être la fin de l'existence terrestre ; ce n'était qu'un état transitoire, auquel succéderait une ère nouvelle : sous le Règne du Saint-Esprit, la loi d'amour, vainement prêchée par l'Évangile, deviendrait enfin une réalité ; les hommes, affranchis des passions charnelles, verraient s'accomplir les promesses dont on les avait si longtemps leurrés. Joachim lui-même évitait peut-être ces déductions hardies ; mais d'autres ne pouvant manquer de les tirer de ses prémisses, rien n'était plus menaçant pour l'ordre établi de l'Église, au spirituel comme au temporel.

17

Néanmoins, pendant un certain temps, ces spéculations attirèrent peu l'attention et ne furent l'objet d'aucun blâme. Il est possible que la condamnation de la doctrine de Joachim sur la Trinité ait jeté une ombre sur les autres œuvres de l'abbé calabrais et en ait retardé la diffusion. Elles n'en étaient pas moins conservées précieusement par des esprits de même

ordre ; des copies en parvinrent dans divers pays où elles furent l'objet des mêmes soins. Il est assez étrange que le premier écho de ces écrits nous vienne des audacieux hérétiques connus sous le nom d'Amauriens, ceux-mêmes que l'on a vu exterminer à Paris en 1210. Parmi les erreurs qu'ils professaient, on citait la croyance aux trois Ères, doctrine évidemment empruntée à Joachim, avec cette différence que, pour eux, la troisième Ère était déjà entamée. Le pouvoir du Père n'avait duré qu'autant que la Loi mosaïque ; avec la venue du Christ, tous les sacrements de l'Ancien Testament se trouvaient annulés. Le règne du Christ a duré jusqu'au temps présent ; maintenant, c'est la souveraineté du Saint-Esprit qui commence. Les sacrements du Nouveau Testament, baptême, eucharistie, pénitence, etc., sont tombés en désuétude et ne méritent plus aucune attention. Le pouvoir du Saint-Esprit se manifestera par l'intermédiaire des êtres en qui il est incarné. Nous avons vu que les Amauriens disparurent rapidement. Les sectes dérivées, Ortlibenses et Frères du Libre-Esprit, semblent avoir négligé cette particularité de l'hérésie amaurienne ; du moins n'en est-il plus question (1).

Cependant, les œuvres de Joachim se répandaient peu à peu. Quand on lui eut attribué les fausses prophéties qui apparurent vers le milieu du siècle, le crédit qui s'attachait à son nom grandit encore. Ce fut surtout en Provence et en Languedoc que ses doctrines furent accueillies avec avidité. Ces pays, épuisés successivement par les Croisades et l'Inquisition, encore mal réconciliés avec l'Église, fournirent un nombreux contingent d'esprits ardents et disposés à chercher, dans ces rêves de Joachim, un soulagement aux misères présentes. Ils trouvèrent même un apôtre dans la personne d'un homme d'indiscutable orthodoxie. C'était un ermite d'Hyères, Hugues de Digne, très réputé pour son érudition, son éloquence et sa sainteté. Ancien provincial franciscain de Pro-

18

(1) Rigord. *de Gest. Phil. Aug.* ann. 1210. — Guillel. Nangiac. ann. 1210. — César. *Heisterb. dist. V. c. xxii.*

vence, il avait renoncé à cette charge pour satisfaire son zèle d'austérité. Sa sœur, Sainte Douceline, passait sa vie dans de continuelles extases qui la soulevaient de terre. Hugues était lié avec les hommes les plus célèbres de l'Ordre. On cite parmi ses amis intimes Alexandre Hales, Adam de Marisco et le général Jean de Parme. Entre ce dernier et lui existait un lien particulier, tous deux étant d'ardents Joachites. Hugues possédait toutes les œuvres, authentiques et apocryphes, de Joachim, et avait une extrême confiance en leurs prophéties, qu'il tenait pour des révélations divines ; il contribua beaucoup à les faire largement connaître, tâche d'autant plus aisée qu'il passait pour un prophète lui-même (1).

La fraction spirituelle des Franciscains fut rapidement pénétrée de ces idées. Sur des esprits enclins au mysticisme, pleins de trouble, mécontents de voir leur idéal si peu réalisé et en appelant avec ardeur la réalisation, les promesses de l'abbé calabrais, dont le terme paraissait désormais si proche, devaient exercer une fascination irrésistible. Si ces Franciscains Joachites développèrent, avec une nouvelle audace, les idées du maître, leur témérité avait de fortes excuses. Ils constataient, de leurs yeux, l'échec moral subi par une tentative de laquelle on avait attendu la régénération de l'humanité. Ils avaient vu comment les saints enseignements de François et la nouvelle révélation dont il avait été l'instrument, se trouvaient pervertis par des hommes d'inclinations mondaines, pour des fins d'ambition et de lucre ; comment l'Ordre, qui aurait dû être le germe de la rédemption humaine, s'entachait chaque jour davantage de soucis charnels et comment ses saints étaient martyrisés par leurs compagnons. A moins que l'univers ne fût une immense erreur et que les promesses de Dieu ne fussent mensongères, il fallait que la perversité et la misère des hommes eussent un terme. Puisque l'Évangile du

(1) Salimbene, *Chron.* p. 97-109, 124, 318-20. — *Chron.* Glassberger, ann. 1286. — Vie de Douceline (Meyer, *Recueil d'anciens Textes*, p. 142-46).

Salimbene, énumérant les plus intimes amis de Jean de Parme, qualifie nombre d'entre eux de « grands Joachites ».

Christ et la Règle de François n'avaient pu sauver l'humanité, un nouvel Évangile était indispensable. De plus, Joachim avait prédit la naissance d'un autre Ordre religieux destiné à diriger le monde et l'Église durant l'ère bien heureuse du Saint-Esprit. Ils ne pouvaient douter que cette prédiction ne désignât les Franciscains Spirituels, qui s'efforçaient alors de maintenir, dans toute sa rigueur, la Règle établie par leur fondateur (1).

Telles devaient être les idées qui troublaient l'âme des ardents Spirituels, tandis qu'ils méditaient les prophéties de Joachim. Dans leur exaltation, certains d'entre eux étaient ravis en extase et jouissaient de visions prophétiques. Des membres importants de l'Ordre avaient déjà adopté les doctrines de Joachim et appliquaient ses prédictions à tous les événements qui survenaient. En 1248, le chroniqueur Salimbene, déjà gagné à la foi nouvelle, rencontra, au couvent franciscain de Provins (Champagne), deux condisciples également zélés, Gherardo da Borgo San Donnino et Bartolommeo Ghiscolo de Parme. Saint Louis partait à ce moment pour sa fatale croisade d'Égypte. Les Joachites eurent recours aux commentaires du pseudo-Joachim sur Jérémie et annoncèrent que l'expédition échouerait, que le roi serait fait prisonnier et que la peste décimerait l'armée. Cette prédiction ne contribua pas à les rendre populaires. La paix des bons Frères fut douloureusement interrompue par des querelles et les Joachites jugèrent utile de quitter le couvent. Salimbene se rendit à Auxerre et Ghiscolo à Sens. Gherardo alla à Paris, où son savoir le fit admettre à l'Université comme représentant de la Sicile, et lui valut une chaire de théologie. Il y poursuivit ses méditations apocalyptiques pendant quatre ans (2).

(1) *Protocoll. Commiss. Anagninæ* (Denille, *Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte*, 1885, p. 111-12).

(2) *Hist. Tribut.* (*ubi sup.* p. 178-79). — Salimbene, p. 102, 233

D'après l'exégèse des Joachites, Frédéric II devait atteindre l'âge de 70 ans. En 1250, quand l'Empereur mourut, Salimbene re'usa de croire à la nouvelle de cette mort, et demeura incrédule jusqu'au jour où Innocent IV, dans sa marche triomphale depuis Lyon, arriva à Ferrare, près de dix mois plus tard. Salimbene assista à l'échange de félicitations auquel donna lieu la mort de l'Empereur. Fra Gherardino de Parme, se tournant vers l'incrédule, lui dit : « Maintenant vous êtes

20 Soudain, en 1234, Paris fut surpris par l'apparition d'un livre intitulé l'*Évangile Éternel*, titre emprunté à l'Apocalypse : « Et je vis un autre ange voler au milieu du ciel portant l'Évangile Éternel pour l'annoncer à ceux qui vivent sur la terre, à toute nation, à toute tribu, en toute langue et à tout peuple (1). »

Ce livre se composait de trois œuvres authentiques de Joachim, accompagnées de gloses explicatives et précédées d'une longue introduction dans laquelle l'audacieux auteur développait, sans crainte et sans réserve, les idées du prophète. Cette tentative téméraire eut immédiatement, auprès du peuple, un immense succès, attestant à quel point toutes les classes de la société partageaient les convictions dont elle s'inspirait. Les vers suivants de Jean de Meung témoignent que l'œuvre était plus recherchée des laïques que du clergé et que les femmes montraient, à cet égard, autant de zèle que les hommes :

« Ung livre de par le grant diable
Dit l'Évangile pardurable...
A Paris n'eust home ne feme
Au parvis devant Nostre-Dame
Qui lors avoir ne le peüst
A transcrire, s'il li pleüst (2) ».

On ne saurait concevoir un ouvrage d'inspiration plus révolutionnaire, plus dangereuse pour l'ordre établi de l'Église. L'auteur acceptait les calculs de Joachim et affirmait que, dans

instruit; laissez-là votre Joachim et appliquez-vous à la sagesse. » (*Ibid.* p. 107, 227).

(1) Apocalypse, xiv, 6.

(2) Renan, *Nouvelles Études*, p. 296.

Joachim avait déjà employé le terme d'*Évangile Éternel* pour désigner l'interprétation spiritualiste de l'Évangile qui devait désormais guider le monde. Son disciple crut naturellement que les commentaires de Joachim étaient cette interprétation spiritualiste et constituaient l'Évangile Éternel, auquel il ajouta une glose et une introduction. Les Franciscains étaient nécessairement l'Ordre contemplatif qui devait répandre l'œuvre. (Voyez Denifle, *Archiv für Literatur*, 1883, p. 54-59, 61.) Suivant Denifle (p. 67-70), la publication de Gherardo consistait seulement en l'introduction et la *Concordia*, l'Apocalypse et le *Decachordon* devaient paraître ensuite; mais cette aventureuse entreprise fut interrompue.

six ans, en 1260, le règne du Christ prendrait fin, et commencerait le règne du Saint-Esprit. Dès l'an 1200, l'esprit de vie a abandonné l'Ancien Testament et le Nouveau, pour faire place à l'Évangile Éternel, comprenant la *Concordia*, l'*Expositio* et le *Decachordon*, développement et spiritualisation de toutes les révélations antérieures. De même que Joachim s'était attaché à établir la gradation ascendante des trois Ères, l'auteur de l'Introduction caractérisait les méthodes progressives des trois Écritures. L'Ancien Testament est le premier ciel; le Nouveau Testament, le second ciel; l'Évangile Éternel, le troisième ciel. Le premier est semblable à la lumière des étoiles; le second, à la lumière de la lune; le troisième, à la lumière du soleil. Le premier est le porche; le second, le sanctuaire; le troisième, le Saint des Saints. Le premier est la coque verte; le second, la noix; le troisième, l'amande. Le premier est la terre; le second, l'eau; le troisième, le feu. Le premier est littéral; le second, spirituel; le troisième est la loi promise au trente-et-unième chapitre de Jérémie. La prédication et la vulgarisation de cette suprême et éternelle loi de Dieu sont confiées à l'Ordre déchaux (les Franciscains). Au seuil de l'Ancienne Loi se tenaient trois hommes, Abraham, Isaac et Jacob; au seuil de la Nouvelle Loi se tenaient trois autres hommes, Zacharie, Jean-Baptiste et le Christ; au seuil de l'Ère prochaine se tiennent trois autres personnages, l'homme vêtu de toile (Joachim), l'Ange à la faucille aiguisée et l'Ange porteur du stigmaté du Dieu vivant (François). Dans la félicité du prochain Règne du Saint-Esprit, les hommes vivront sous la loi d'amour, alors que, durant la première Ère, ils ont vécu dans la crainte et, durant la seconde, dans l'état de grâce. Joachim avait déclaré qu'il serait inutile d'observer les sacrements; Gherardo les regardait comme des symboles et des énigmes, dont l'homme serait affranchi dans le temps à venir, car l'amour remplacerait toutes les observances fondées sur la seconde Révélation. Une semblable théorie détruisait tout le système sacerdotal, bon désormais à reléguer dans les limbes du passé. Une autre assertion presque aussi révolutionnaire était que

21

l'Abomination de la Désolation serait un pape simoniaque, lequel recevrait la pourpre vers la fin du sixième âge, c'est-à-dire à une date très rapprochée (1).

- 22 Cet audacieux défi, lancé à une Église infaillible, fut longtemps attribué à Jean de Parme lui-même; mais il est à peu près certain qu'il fut l'œuvre de Gherardo, le fruit de ses études et de ses rêveries durant les quatre années qu'il passa à l'Université de Paris. Il est possible, cependant, que Jean de Parme y ait quelque peu collaboré. Tout au moins, comme Tocco le fait justement observer, il est évident que Jean vit cette œuvre d'un œil favorable, car il ne punit jamais l'auteur, en dépit du scandale que cette publication causa dans l'Ordre. Bernard Gui rapporte que, de son temps, l'ouvrage était communément attribué au général franciscain. J'ai déjà dit avec quelle joie Guillaume de Saint-Amour saisit cette arme au cours de la querelle entre les Mendiants et l'Université, et quel avantage momentanément celle-ci en tira. Étant données les circonstances, ce livre ne pouvait avoir alors ni amis ni défenseurs. C'était un assaut trop téméraire livré à toutes les institutions existantes, temporelles et spirituelles. La seule mesure à prendre était de le faire disparaître le plus discrètement

(1) Protocol.¹ Commiss. Anagnine (H. Denifle, *Archiv. f. Lit.*, etc., 1885, p. 99-102, 109, 126, 135-6).

Il me paraît que les laborieuses recherches du Père Denifle ont suffisamment prouvé que les erreurs communément imputées à l'Évangile Éternel (D'Argentre, l. i. 162-5; Eymeric, *Direct. Inq.* P. ii. Q. 9; Hermann. Korneri *Chron. ap. Eccard. Corp. Hist. Med. Aevi* II. 849-51), sont dues aux accusations partiales que Guillaume de Saint-Amour (*ubi sup.* p. 76-86) envoya à Rome et qui provoquèrent une interprétation erronée et exagérée des tendances rebelles de l'ouvrage. Cependant le Père Denifle prétend établir que le seul résultat de la Commission d'Anagni, en juillet 1255, fut la condamnation des doctrines de Gherardo, et que les œuvres de Joachim, à l'exception du traité contre Pierre Lombard, n'ont jamais été condamnées par l'Église. Pourtant, si l'on laisse de côté les exagérations de Guillaume de Saint-Amour, il y a, en réalité, une bien minime différence de principes entre Joachim et Gherardo; si le premier ne fut pas condamné, la faute n'en est pas à la Commission d'Anagni, qui les classa tous deux ensemble; elle s'efforça énergiquement de prouver l'hérésie de Joachim et même de montrer que cet hérétique n'avait jamais abandonné sa erreur concernant la Trinité (*ubi sup.* p. 137-41).

Mais s'il y avait peu de différence dans la lettre, il y avait une divergence d'esprit marquée entre Joachim et son commentateur. Le premier édifiait, le second détruisait dans le domaine de l'Église existante. Voyez Tocco, *Archivio Storico Italiano*, 1886.

possible. Cette mesure était dictée par la prudence autant que par la considération dont jouissait l'Ordre franciscain : bien que des centaines de victimes eussent été brûlées pour des hérésies moins dangereuses, il fallait se garder d'attirer maladroitement l'attention sur un tel ouvrage. La commission qui siégea à Anagni, en juillet 1255, pour procéder à la condamnation, avait devant elle une tâche qui ne pouvait prêter à la discussion. Pourtant, j'ai déjà noté le contraste entre la réserve qui présida à cette condamnation et la clameur vengeresse au milieu de laquelle on ordonna de brûler le pamphlet de Saint-Amour contre les Mendiants (1).

La fraction spirituelle des Franciscains était gravement compromise. Le parti mondain, qui avait subi avec impatience la règle rigoureuse de Jean de Parme, vit qu'il lui était possible de reprendre le dessus. Sous l'impulsion de Bernardo da Bessa, le compagnon de Bonaventure, on présenta à Alexandre IV des chefs formels d'accusation contre le général. On lui reprochait de n'admettre aucune discussion sur la Règle et sur le Testament, de croire que les privilèges et les déclarations des papes n'étaient d'aucun poids auprès des instructions données par François. On n'insinua pas qu'il fût impliqué dans la publication de l'Évangile Éternel, mais on alléguait qu'il prétendait être doué de l'esprit prophétique : il annonçait qu'un schisme se produirait, au sein de l'Ordre, entre les Frères qui avaient obtenu les faveurs allégeantes des papes et ceux qui adhéraient strictement à la Règle et que ces derniers prospéreraient ensuite sous la rosée du ciel et la bénédiction divine. 23

(1) Matt. Paris ann. 1256 (éd. 1644, p. 632). — Salimbene, p. 102. — Bern. Guidon, *Vit. Alex. PP. IV* (Muratori, *S. R. I.* III. i. 593). — Cf. Amalr. Auger, *Vit. Alex. PP. IV* (*Ibid.* III. ii. 404).

Pour la paternité de l'Évangile Éternel, voyez Tocco, *L'Eresia nel Medio Evo*, p. 473-4, et l'étude du même sur Denifle et Haupt, dans l'*Archivio Storico Italiano*, 1886; Renan, 248, 277; Denifle, *ubi sup.* p. 57-8.

Une des accusations portées contre Guillaume de Saint-Amour fut qu'il s'était plaint du retard apporté à la condamnation de l'Évangile Éternel. Il répliqua à cette accusation en faisant allusion à l'influence des gens qui défendaient les erreurs de Joachim. — Dupin, *Bibl. des Auteurs Ecclés.* T. X. ch. vii.

Thomas de Cantimpré affirme que Saint-Amour aurait remporté la victoire sur les Ordres Mendiants s'il n'avait eu contre lui l'érudition et l'éloquence d'Albert le Grand. — *Bonum Universale*, lib. ii. c. ix.

De plus, il manquait d'orthodoxie ; il défendait les erreurs de Joachim au sujet de la Trinité ; ses amis immédiats n'avaient pas hésité, dans des sermons et des écrits, à louer immodérément Joachim et à attaquer les principaux chefs de l'Ordre. En cette circonstance, comme dans la suite de l'affaire, le silence étudié que l'on gardait, en ce qui touchait l'Évangile Éternel, montre combien ce sujet était périlleux ; même les passions furieuses engagées dans la lutte redoutaient de compromettre l'Ordre en admettant que quelqu'un de ses membres fût responsable de cette publication incendiaire (1).

- 24 Alexandre se laissa aisément persuader : le 2 février 1257, un chapitre général, présidé par le pape lui-même, se réunit à l'Ara Cœli. On conseilla à Jean de Parme de résigner ses fonctions, ce qu'il fit en alléguant son âge et son état de fatigue. Après avoir, pour sauver les apparences, feint de refuser sa démission, on l'accepta, et on pria Jean de nommer son successeur. Il choisit Bonaventure, qui, à peine âgé de trente-quatre ans, s'était déjà signalé dans la lutte contre l'Université de Paris, comme digne d'inspirer à l'Ordre les plus belles espérances, et qui s'était abstenu d'adhérer à aucun des deux partis. Il fut dûment élu. Les chefs du mouvement exigèrent qu'il poursuivît Jean et ses partisans. Bonaventure hésita d'abord, puis finit par consentir. Gherardo refusa de se rétracter et Bonaventure le manda à Paris. En passant par Modène, Gherardo rencontra Salimbene, qui avait plié devant l'orage et renoncé au Joachisme comme à une folie. Les deux amis eurent ensemble un long entretien, au cours duquel Gherardo offrit de prouver que l'Antéchrist était déjà né en la personne d'Alphonse le Sage de Castille. Ce Gherardo était instruit, doué d'une âme pure, modéré, simple et aimable ;

(1) Wadding, ann. 1256, n° 2. — Affò (lib. n. c. iv) soutient que la démission de Jean de Parme fut toute spontanée, qu'il ne fut l'objet d'aucune accusation et que le pape et les Franciscains se laisserent difficilement convaincre de permettre qu'il se retirât. Affò cite Salimbene (*Chronica*, p. 137), comme affirmant la répugnance du chapitre à accepter cette démission ; mais il ne mentionne pas l'assertion du même auteur, que Jean déplaisait à Alexandre et à nombre des ministres de l'Ordre par suite de sa foi trop ardente en Joachim (*ibid.* p. 131).

c'était, en un mot, un caractère digne d'admiration et d'affection. Mais rien ne pouvait faire fléchir ses convictions. Cependant, durant son procès, on observa, comme à l'ordinaire, un discret silence au sujet de l'Évangile Éternel, et il fut condamné seulement comme défenseur des spéculations de Joachim sur la Trinité. S'il n'avait été Franciscain, il aurait été brûlé. Par une clémence d'un prix douteux, on le relégua dans un donjon où, chargé de chaînes, nourri de pain et d'eau, il attendit, pendant dix-huit ans, la fin de sa douloureuse existence. Jusqu'à la mort, il ne dévia jamais de sa foi. On jeta ses restes dans un coin du jardin qui entourait le couvent où il mourut. Le même sort était réservé à son ami Leonardo et à un autre moine nommé Piero de Nubili, qui refusa de restituer un livre de Jean de Parme (1).

Jean lui-même fut ensuite jugé par une cour spéciale, dont Alexandre confia la présidence au cardinal Caietano, plus tard Nicolas III. L'accusé rétracta volontiers son plaidoyer en faveur de Joachim; mais son attitude exaspéra les juges et, avec l'assentiment de Bonaventure, il aurait partagé le sort de ses amis, sans l'intervention courageuse d'Ottoboni, cardinal de Saint-Adrien, plus tard Adrien V. Bonaventure permit à Jean de choisir sa retraite, et Jean se retira dans un petit couvent voisin de Rieti. C'est là, dit-on, qu'il mena pendant trente-deux ans une vie évangélique, sans renoncer à sa foi en Joachim. Jean XXI, qui avait beaucoup d'affection pour l'ancien général franciscain, songeait à le faire cardinal, en 1277, quand la mort l'empêcha de donner suite à ce dessein. Nicolas III, qui avait présidé au jugement, offrit, quelques années après, le chapeau à Jean de Parme, dont il désirait s'assurer les bons

25

(1) Wadding, ann. 1256, n° 35. — Salimbene, p. 102, 233-6. — *Hist. Tribulat.* (*Archiv für L.-u. K.* 1886, p. 283). — Bien que Salimbene eût abandonné prudemment le Joachimisme, il ne perdit jamais sa foi en la puissance prophétique de Joachim. Longtemps après, jugeant des Segarellistes suspects, il donne comme raison de sa méfiance que, si ces gens étaient inspirés de Dieu, Joachim aurait prévu leur Ordre comme il avait prédit ceux des Mendians (*Ibid.* 123-4).

Il faut remarquer le silence que garde l'*Histoire des Tribulations* en ce qui touche l'Évangile Éternel. D'un commun accord, cette œuvre dangereuse fut, semble-t-il, ignorée de tous les partis.

conseils ; mais le Franciscain répondit doucement : « Je pourrais donner de salutaires avis s'il se trouvait quelqu'un pour m'écouter ; mais, à la cour de Rome, on ne songe guère qu'aux combats et aux triomphes et l'on ne se soucie point du salut des âmes. » Cependant, en 1289, malgré son âge avancé, il accepta de Nicolas IV une mission auprès de l'Église grecque ; mais il mourut, peu de temps après son départ, à Camerino. Enseveli en celieu, il ne tarda pas à se révéler par des miracles et devint l'objet d'un culte qui dure encore. En 1777, il fut officiellement béatifié, en dépit de l'opposition soulevée par suite de sa prétendue participation à l'Introduction de l'Évangile Éternel (1).

Ces revers n'abattirent nullement la foi des Joachites. Guillaume de Saint-Amour jugea nécessaire de revenir à la charge en publiant contre eux un nouveau libelle diffamatoire. Il partage leur croyance à un changement imminent ; mais ce ne sera pas, dit-il, le règne d'amour du Saint-Esprit qui commencera : ce sera le règne de l'Antéchrist, que personnifient, à ses yeux, les Moines. Il déclare que, si la persécution a mis un terme à la diffusion ouverte des doctrines pestiférées contenues dans l'Évangile Éternel, l'œuvre conserve toujours en secret un grand nombre de fidèles. Le midi de la France était le quartier général de la secte. Florent, évêque d'Acre, avait été l'accusateur officiel devant la Commission d'Anagni en 1255 ; il avait été gratifié, en 1262, de l'archevêché d'Arles et tint, en 1265, un synode provincial à l'effet de condamner les Joachites, encore nombreux dans sa province. On jugea nécessaire d'élaborer une réfutation complète des erreurs professées dans l'Évangile Éternel. On déplorait que tant d'hommes érudits se laissassent encore égarer par elles et que des livres contenant ces doctrines passassent continuellement de main en main. On décrétait l'anathème contre cette propagande. Mais on n'adopta, semble-t-il, aucune mesure de persécution active. Nous ne

(1) Wadding, ann. 1256, n° 6 ; ann. 1289, n° 26. — *Hist. Tribulat.* (loc. cit. p. 285). — Salimbene, *Chron.* p. 131-33, 317. — Tocco, p. 476-77. — P. Rodulphi *Hist. Seraph. Relig.* lib. I, fol. 117. — Affò, lib. III, c. x.

voyons pas non plus que l'Inquisition ait fait aucune tentative en vue de détruire cette hérésie. La semence demeura longtemps implantée dans le sol du Languedoc et de la Provence et le Joachisme exerça une influence décisive sur les Franciscains Spirituels de ces régions. Peu importait que la fatidique année 1260 arrivât et s'écoulât sans que la prophétie fût accomplie. D'ardents fidèles savent toujours trouver des excuses à ces erreurs de calcul. L'époque fixée pour la venue du Saint-Esprit fut reculée de jour en jour, de façon à stimuler sans cesse l'espoir tenace d'un affranchissement prochain (1).

Le départ de Jean de Parme avait été une victoire pour les Conventuels; mais le choix de Bonaventure pouvait sembler propre à assurer aux Spirituels la continuité de leur suprématie. Dans sa controverse avec Guillaume de Saint-Amour, le nouveau général avait pris une attitude extrêmement avancée, en niant que le Christ et les apôtres eussent possédé des biens d'aucune sorte et en identifiant la pauvreté avec la perfection. « Une profonde pauvreté est louable, disait-il; cette proposition est vraie en soi. Donc, une plus profonde pauvreté est plus louable encore, et la plus profonde pauvreté est la plus louable. C'est la pauvreté de celui qui ne possède rien en propre, ni personnellement, ni en commun avec d'autres... Renoncer à tout bien, personnel ou collectif, c'est la perfection chrétienne, non seulement suffisante, mais abondante. C'est le principal conseil de la perfection évangélique, c'en est le principe fondamental et l'essence. » En outre, Bonaventure était pénétré de mysticisme. Ce fut lui qui, le premier, donna une expression autorisée à l'*Illuminisme*, source future de tant de soucis pour l'Église. Sa *Mystica Theologia* forme un vif contraste

27

(1) Lib. de Antichristo P. i. c. x, xiii, xiv (Martène, *Ampl. Coll.* IX. 1273, 1313, 1325-35). — Thomæ Aquinat. *Quæst. contra Impugn. Relig.* c. xxiv. 5, 6. — Concil. Arelatens. ann. 1260 (1265), c. 1 (Harjuin. VII. 509-12). — Fisquet, *La France Pontificale, Métropole d'Air*, p. 577. — Renan, p. 254.

se repentir de ses péchés dans ses veilles silencieuses et chercher Dieu par son propre effort. Elle ne doit demander à autrui ni aide ni direction; ne comptant que sur elle-même, elle doit se hausser à la vision de la divinité. Par la Voie de Purification, elle monte jusqu'à la Voie d'Illumination et se prépare à recevoir le Rayonnement Divin. Finalement, elle atteint la Troisième Voie, qui mène à l'union avec la Divinité et à la participation à la Divine Sagesse. Les spéculations auxquelles s'abandonnèrent plus tard Molinos et Madame Guyon n'eurent rien de plus dangereux que celles-là. De tels enseignements furent un puissant stimulant aux tendances mystiques des Spirituels (1).

La lutte que se livraient, au sein de l'Ordre, la propriété et la pauvreté, devait inévitablement s'aggraver. Sans cesse, en effet, surgissaient des affaires prouvant l'incompatibilité entre les vœux institués par saint François et le fonctionnement d'un Ordre devenu un des facteurs importants d'une église riche et mondaine. En 1255, on voit les Sœurs du monastère de Sainte-Élisabeth se plaindre à Alexandre IV que les autorités ecclésiastiques leur imposent l'observance de la Règle chaque fois que des biens leur sont donnés ou légués, en les obligeant à s'en dessaisir dans l'espace d'un an, soit par vente, soit par don. Le pape promet avec bonne grâce de s'opposer à ce qu'il en fût de même à l'avenir. Vers la même époque, Jean de Parme se plaignait que ses moines, lorsqu'ils étaient promus à l'épiscopat, emportassent avec eux des livres et d'autres objets dont ils n'avaient, à proprement parler, que l'usufruit, puisqu'il leur était interdit, au péril de leurs âmes, de posséder aucun bien. Avec une égale bonne grâce, Alexandre répondit que les Frères promus à l'épiscopat devaient restituer à leur provincial tout ce qu'ils avaient entre les mains. Ces difficultés se présentaient sans doute journellement. Il était inévitable que le conflit incessant provoquât un schisme. Quand le bienheureux Giles, troisième disciple de saint François, fut conduit à Assise

(1) S. Bonavent. *de Paup. Christi*, Art. 1. n° 1, n. — *Ejusd. Mystic. Theol.* cap. 1. Partic. 2; cap. n. Partic. 1, 2; cap. iii. Partic. 1.

pour admirer le somptueux édifice construit en l'honneur de l'humble saint, on le mena dans trois magnifiques églises, auxquelles étaient annexés un vaste réfectoire, un dortoir spacieux et d'autres salles et cloîtres, ornés de voûtes élancées et de larges portails. Comme le visiteur restait silencieux, un de ses guides cherchait vainement à tirer de lui un mot d'admiration. « Mes Frères, » dit alors Giles, « il ne manque que vos femmes. » Cette dure parole sembla d'abord peu motivée; mais Giles expliqua que les vœux de pauvreté et de chasteté étaient également obligatoires. Puisqu'on négligeait l'un, on pouvait aussi bien violer l'autre. Salimbene rapporte avoir rencontré, au couvent de Pise, Frà Boncampagno di Prato, lequel, au lieu des deux tuniques neuves distribuées annuellement à chacun des Frères, n'en voulait accepter qu'une vieille, déclarant qu'il avait peine à se faire pardonner de Dieu l'acceptation de cette seule tunique. Ces scrupules excessifs de conscience devaient être particulièrement exaspérants pour les membres mondains de l'Ordre, dont ils soulignaient sans indulgence les relâchements (1).

Sans perdre un instant, les Conventuels s'étaient employés à tirer parti de leur victoire sur Jean de Parme. Dès qu'on eut obtenu la démission du général et avant même que Bonaventure fût arrivé de Paris, ils décidèrent Alexandre, le 20 février 1257, à renouveler la déclaration par laquelle Innocent IV avait permis à l'Ordre de manier de l'argent et de détenir des propriétés sous le couvert d'agents et au nom du Saint-Siège. Ce spectacle écœurait au plus haut degré le parti puritain. Le respect implicite dû à la papauté ne suffisait pas à empêcher une explosion de menaçants murmures et des discussions sur le pouvoir attribué aux papes de lier et de délier les fidèles. Tout cela, avec le temps, devait aboutir à la rébellion ouverte. Ayant proclamé que la Règle était une révélation égale, en autorité, à l'Évangile, on avait le droit de douter que le successeur même de saint Pierre pût la

(1) Wadding, *Regest. Alex. PP. IV.* n° 39-41; Annal. ann. 1262, L° 36. — Salimbene, p. 122.

négliger. Ce fut probablement vers cette époque que Berthold de Ratisbonne, le plus célèbre prédicateur franciscain du temps, dans un sermon sur l'état monastique prononcé devant ses Frères, déclara audacieusement que les vœux de pauvreté, d'obéissance et de chasteté étaient *trop obligatoires* pour que le pape lui-même pût les atténuer par voie de dispense. C'était là, d'ailleurs, un principe admis partout. Vers 1290, le provincial dominicain d'Allemagne, Hermann de Minden, y fit allusion, dans une encyclique, comme à une vérité établie. Moins d'un quart de siècle plus tard, nous verrons de telles assertions qualifiées d'hérésies et rigoureusement punies du bûcher (1).

- 29 Nous avons dit que Bonaventure chercha sincèrement à contenir le relâchement croissant de l'Ordre. Avant de quitter Paris, le 23 avril 1257, il adressa une encyclique aux provinciaux, appelant leur attention sur les vices dominants des Frères et sur le mépris auquel ils exposaient l'Ordre tout entier. Quelques dix ans plus tard, à la demande de Clément IV, il lança une seconde épître de même caractère, dans laquelle il exprimait vivement l'horreur que lui inspirait l'oubli de la Règle, se manifestant par l'avidité éhontée de tant de moines, les procès incessants, conséquence de la chasse aux legs et aux sépultures, le faste et le luxe des édifices. Il invitait les provinciaux à faire cesser ces désordres par l'infliction de pénitences, par l'emprisonnement ou l'expulsion des coupables. Mais, si ardemment zélé que pût être Bonaventure, et quelle que fût l'abnégation dont son existence propre offrait exemple, il n'avait pas cette énergie enflammée qui permettait

(1) Wadding, ann. 1256, n° 4; *Regest. Alex. PP. IV*, n° 66. — Bertholdi a Ratispona *Sermones*, Monachii, 1882, p. 68. — H. Denifle, *Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1886, p. 649.

Pour les vrais Franciscains, la Règle et l'Évangile étaient une seule et même chose. C'est ce qu'exprime Thomas de Celano : « *Il perfetto amatore dell' osservanza del santo vangelo, e della professione della nostra regola, che non è altro che perfetta osservanza del vangelo, questo [Francesco] ardentissimamente amava, e quelli che sono e saranno veri amatori, dovò a essi singular benedizione. Veramente, dicea, questa nostra professione a quelli che la seguitano, esser libro di vita, speranza di salute, arra di gloria, melodia del vangelo, via di croce, stato di perfezione, chiave di paradiso, e patto di eterna pace.* » — *Ameni Legenda S. Francisci*. App. c. xxix.

à Jean de Parme de traduire par des actes sa conviction intime. La profonde dégénérescence de l'Ordre apparaît dans une plainte adressée à Clément IV en 1265. En beaucoup de localités, les autorités ecclésiastiques jugeaient que les moines, étant morts au monde, se trouvaient dans l'incapacité d'hériter. On demandait au pape de remédier à ce mal. Clément lança une bulle déclarant les Frères capables d'hériter et leur accordant la liberté de posséder les biens légués ou de les vendre, et d'employer ces biens ou le produit de la vente à telles fins qu'il leur conviendrait (1).

La question de la pauvreté était évidemment de celles qu'on ne pouvait résoudre de façon durable et satisfaisante. Un incurable dissentiment divisait l'Ordre. Ce fut en vain que, vers 1275, on fit appel à Grégoire X, et que le pape ordonna la stricte observance des injonctions par lesquelles la Règle proscrivait la possession de biens individuels ou collectifs. Le parti mondain persista à faire valoir l'incompatibilité de ces observances avec les exigences de la nature humaine, déclarant que c'était tenter Dieu et réduire les individus au suicide. La querelle s'envenima de plus en plus. En 1279, Nicolas III résolut d'y mettre fin par une déclaration formelle. Pendant deux mois, il travailla secrètement à élaborer cette déclaration, en consultant les deux cardinaux franciscains de Palestrina et d'Albano, le général de l'Ordre, Bonagrazia, et plusieurs provinciaux. Puis, le résultat de ces études fut soumis à une commission où se trouvait Benedetto Caietano, le futur Boniface VIII. Finalement, la déclaration fut lue et adoptée en plein consistoire. Vingt ans plus tard, on l'adjoignit à la loi canonique, lors de la collation et de la publication ordonnées par Boniface. Peu de proclamations apostoliques furent plus soigneusement préparées et revêtues d'une autorité plus haute

(1) S. Bonavent. *Op.* I. 485-6 (éd. 1584). — Wadding. ann. 1257, n° 9, Regest. Clem. PP. IV, n° 1.

Pierre Jean Olivi déclare avoir lui-même entendu Bonaventure, dans un chapitre tenu à Paris, affirmer qu'il consentirait à être réduit en poudre, si jamais il prétendait ramener l'Ordre à l'état conçu par saint François. — Franz Ehrle, *Archiv f. L.-u. K.* 1887, p. 517.

que la bulle *Exiit qui seminat*, alors lancée au monde et destinée à devenir le sujet de si tragiques controverses (1).

Aux termes de cette bulle, la Règle franciscaine est l'inspiration du Saint-Esprit, transmise au monde par saint François. Le renoncement à toute propriété, tant commune qu'individuelle, est méritoire et saint. Cet absolu renoncement est semblable à celui que pratiquèrent le Christ et les apôtres, et qu'ils inculquèrent à leurs disciples. Il est non seulement méritoire et parfait, mais légal et possible, car il faut distinguer l'usage, qui est permis, de la possession, qui est interdite. Suivant l'exemple donné par Innocent IV et Alexandre IV, le pape attribuait désormais la propriété de tous les objets dont se servent les Franciscains à l'Église Romaine et au pontife, lequel pouvait en concéder aux moines l'usufruit. Il convient de faire respecter la règle qui interdit de recevoir ou de manier de l'argent. Les emprunts sont spécialement prohibés. Cependant, en cas de nécessité urgente, ces opérations peuvent être effectuées par l'intermédiaire de tierces personnes; mais les Frères doivent s'abstenir de manier l'argent, d'en régler l'emploi ou de le dépenser. Quant aux legs, il ne faut pas les destiner directement aux moines, mais seulement à leur usage.

31 Des dispositions minutieuses réglaient l'échange et la vente des livres et des objets divers. La bulle se terminait par des instructions prescrivant que la décision pontificale fût lue et enseignée dans les écoles; mais il était interdit à tous, sous peine d'excommunication entraînant la perte des charges ou bénéfices, d'ajouter quoi que ce fût à l'exposé littéral. Nul ne devait se permettre de glose, de commentaire, de discussion ou de réfutation. Doutes et questions seraient tous soumis directement au Saint-Siège. Quiconque discuterait ou commenterait la Règle franciscaine ou les prescriptions de la bulle, serait passible d'une excommunication révocable par le pape seulement.

Si la question avait comporté une solution définitive, cette

(1) Lib. v. Sexto xii, 3. — Wadding, ann. 1279, n° 11.

solennelle déclaration aurait coupé court à toute controverse. Malheureusement, la nature humaine conserve ses passions et ses instincts de lutte, même derrière les murs d'un couvent franciscain. Malheureusement aussi pour la cause de l'apaisement, il y avait des consciences trop délicates pour se contenter de distinctions subtiles, imaginées en vue de dissimuler la vérité. Si la bulle *Exiit qui seminat* procura quelque repos à la papauté, harassée de cette querelle inextricable, elle ne put mettre un terme aux dissensions intestines de l'Ordre. Les récalcitrants, il est vrai, n'étaient pas nombreux, mais ils se distinguaient par leur piété et leur vertu. Peu à peu, ils constituèrent deux groupes, l'un en Italie, l'autre dans la France méridionale. Tout d'abord, ils s'entendirent parfaitement et, pendant un temps assez long, agirent d'un commun accord. Mais bientôt leurs divergences de vues s'accrochèrent au point de donner naissance à deux sectes, résultat dû surtout à l'influence particulièrement forte qu'exerçaient, en Languedoc et en Provence, les traditions de Joachim et de l'Évangile Éternel.

Nous avons vu comment la soif de la pauvreté ascétique, souvent accrue par le désir d'échapper aux soucis de l'existence journalière, poussa des milliers d'hommes à adopter la pratique de la mendicité errante. Depuis l'institution du monachisme, les *Sarabites* et *Circumcelliones*, moines vagabonds qu'aucune règle ne liait, avaient été une des plaies de l'Église. Au ^{xiii}^e siècle, la croyance aux mérites suprêmes de la pauvreté communiqua une ardeur nouvelle à la foule des hommes qui préféraient la fainéantise des rues ou des ermitages aux privations et aux labeurs d'une vie régulière. Le concile de Latran avait eu beau interdire la formation d'Ordres nouveaux et non autorisés; le merveilleux succès des Mendians leur suscita de nombreux imitateurs, qui ne se mirent pas en peine de solliciter l'approbation pontificale. Il y avait, dans cette multitude de pieux mendiants, une charge pour le peuple et une honte pour l'Église. Quand, en 1274, Grégoire X

32

convoqua le concile général de Lyon, ce fut là un des maux auxquels les Pères eurent à remédier. On promulgua de nouveau le canon de Latran prohibant la formation d'Ordres non autorisés. Grégoire était d'avis qu'on supprimât toutes les congrégations d'ermites ; pourtant, à la prière du cardinal Richard, on consentit à tolérer, jusqu'à nouvel ordre, l'existence des Carmes et des Augustins. Mais on condamna l'audace des autres associations qui n'avaient pas encore reçu l'approbation apostolique. et, en particulier, les mendiants, dont, la multitude, déclarait-on, dépassait toute mesure. Seuls étaient autorisés les Ordres mendiants qui avaient obtenu confirmation depuis le concile de Latran. Encore leur était-il interdit d'admettre de nouveaux membres, d'acquérir de nouvelles maisons, de vendre ce qu'ils possédaient sans une licence spéciale du Saint-Siège. L'Église comprenait évidemment que le moment était venu d'arrêter, par des mesures radicales, le flot montant de la pieuse mendicité (1).

Des rumeurs vagues et inexactes, au sujet de cette législation sévère, parvinrent en Italie, y provoquèrent une explosion et furent le signal de la plus extraordinaire série de persécutions dont la perversité humaine ait offert le scandale. D'une part, on constate chez les victimes une merveilleuse constance, l'acceptation joyeuse du martyre pour une idée presque inintelligible à l'esprit moderne. Les bourreaux, de leur côté, montrèrent cette férocité en apparence gratuite qui persécute pour le plaisir de persécuter et que seule peut expliquer, avec les rivalités existant au sein de l'Ordre, la résolution d'assurer à tout prix la soumission ou la disparition des dissidents.

On racontait que le concile de Lyon avait, par décret, autorisé les Mendiants à posséder des biens. Un grand nombre de Frères acceptèrent assez facilement la chose. Mais ceux qui voyaient dans la Règle une révélation divine, à laquelle nulle autorité ici-bas ne pouvait apporter de changements, déclara-

(1) Concil. Lugdunens. II, c. 23 (Harduin. VII). — Salimbene p. 110-11.

raient que cette réforme serait une apostasie et qu'on ne pouvait l'admettre à aucun prix. Des controverses s'engagèrent et ne servirent qu'à confirmer chacun dans sa conviction. Un point qui provoquait une animosité particulière était le refus des Spirituels de prendre part aux quêtes journalières d'aumônes en espèces, coutume qui s'était établie en beaucoup de localités. Les relations entre les fractions rivales étaient si tendues qu'on entama aussitôt des poursuites pour hérésie contre les moines qui refusaient de mendier. La rumeur fut reconnue fausse; l'agitation s'apaisa; on laissa sommeiller les poursuites pendant quelques années; puis on les reprit de peur qu'en accordant l'impunité à ces opinions extrêmes, on ne leur permit, à la longue, de l'emporter. Liberato da Macerata, Angelo da Cingoli (il Clareno), Traymondo, Tommaso da Tollerentino et un ou deux autres dont les noms ne sont pas parvenus jusqu'à nous, étaient les plus obstinés et ne voulaient, même en théorie, admettre aucune concession. Angelo, auteur d'un récit de cette affaire, déclare qu'ils étaient prêts à observer une obéissance implicite, qu'on ne put les convaincre d'aucune faute, mais qu'ils furent néanmoins condamnés, comme schismatiques et hérétiques, à l'emprisonnement perpétuel dans les chaînes. La sentence était d'une rigueur inhumaine. Ils devaient être privés des sacrements, même à l'article de la mort, ce qui était tuer l'âme en même temps que le corps; durant toute leur vie, nul ne devait leur adresser la parole, même pas le geôlier qui apportait dans leurs cellules la pitance quotidienne de pain et d'eau et qui vérifiait l'état de leurs fers pour prévenir toute tentative d'évasion. De plus, en manière d'avertissement, on ordonna de lire chaque semaine la sentence dans tous les chapitres, où personne ne devait se permettre de la critiquer. Ce n'était pas là une vaine menace. Le moine Tommaso da Casteldemillio, ayant dit que l'arrêt déplaisait à Dieu, fut jeté également dans un cachot où il mourut misérablement quelques mois plus tard. Les tyrans auxquels appartenait la direction de l'Ordre avaient

évidemment résolu d'imposer tout au moins le respect du vœu d'obéissance (1).

- 34 Les prisonniers restèrent enfermés, semble-t-il, jusqu'après l'élection de Raymond Gaufridi au généralat, à Pâques 1289. Dans un voyage à la Marche d'Ancône, où les malheureux étaient incarcérés, le général fit une enquête sur l'affaire, blâma sévèrement les auteurs de cette iniquité et, en 1290, mit en liberté les martyrs. En dépit de la bulle *Exiit qui seminat*, l'Ordre était devenu plus relâché que jamais dans l'observance de la Règle. Matteo d'Acquasparta, qui fut général de 1287 à 1289, était un homme doux et affable, plein de bonnes intentions, mais dépourvu d'énergie et peu disposé à l'effort qu'aurait exigé le maintien de la Règle. Le respect des vœux diminuait chaque jour. On plaçait dans les églises des coffres destinés à recevoir les offrandes; le prix des messes et l'absolution des péchés étaient soumis à des marchandages; on postait aux portes des églises de jeunes garçons chargés de vendre des cierges pour obtenir l'intercession des saints; les moines avaient coutume d'aller mendier de l'argent par les rues en se faisant accompagner de serviteurs qui recevaient et transportaient les aumônes; on recherchait avec avidité le privilège d'inhumier les riches, ce qui provoquait de scandaleuses querelles avec les héritiers et le clergé séculier. Partout régnaient l'égoïsme et le désir de mener une vie d'oisiveté et de luxe. Il est vrai que les défaillances de la chair étaient toujours rigoureusement punies; mais la fréquence des affaires de ce genre prouve que les Frères étaient généralement des débauchés. La démoralisation générale était telle que le provincial de France, Nicolas, osa même écrire un traité où il discutait la bulle *Exiit qui seminat* et l'exposé de la Règle

(1) Angel. Clarinens. *Epist. Excusat.* (Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte, 1885, p. 523-4). — *Histor. Tribulation.* (Ibid. 1886, p. 302-4). — Ubertini, *Responsio* (Ibid. 1887, p. 68). — Cf. Rodulphi *Hist. Seraph. Relig.* lib. II, fol. 180.

C'est ici la première fois qu'il est possible de relater avec quelque exactitude le développement et l'histoire des Franciscains Spirituels, grâce à Franz Ehrle, S. J., qui a publié les plus importants documents relatifs au schisme de l'Ordre, en les élucidant à l'aide de toutes les ressources d'une exacte érudition. Les nombreux renvois à ses articles montrent combien ses travaux m'ont aidé dans mon étude.

contenue dans cette bulle. Cet acte étant en contravention directe avec la bulle elle-même, Acquasparta fut obligé de condamner l'œuvre, de punir l'auteur et ses fauteurs. Mais le mal persista. Dans la Marche d'Ancône et ailleurs, la réaction contre l'ascétisme fut si violente qu'on ordonna officiellement de brûler le testament du vénéré François. C'était le principal rempart des Spirituels contre le relâchement de la Règle. Un jour on brûla une copie de ce précieux document sur la tête d'un moine, N. de Recanate, qui s'était sans doute rendu odieux en insistant sur l'autorité du testament (1).

Raymond Gaufridi désirait ardemment rétablir la discipline; mais le relâchement de l'Ordre était devenu incurable. La mise en liberté des Spirituels détenus à Ancône souleva de menaçants murmures contre le général, que l'on tournait en ridicule comme protecteur de ces hommes à l'esprit déréglé et superstitieux. On ourdit des intrigues continuelles jusqu'à la destitution de Raymond, qui eut lieu en 1295. Ce fut peut-être pour conjurer ces manœuvres que Raymond envoya Liberato, Angelo, Tommaso et deux hommes de même caractère, Marco et Piero, en Arménie, où ces moines amenèrent le roi Haito II à entrer dans l'Ordre franciscain. Cependant, même en Orient, la haine de leurs confrères était si vive qu'ils durent revenir en 1293. A leur arrivée en Italie, le provincial Monaldo refusa de les recevoir ou de leur permettre de rester dans le pays jusqu'à ce qu'ils eussent fait part de leur venue à Raymond; il déclara qu'il aimerait mieux loger des fornicateurs! (2)

La rage furieuse qui poursuivait ces adeptes de la pauvreté fut mise en échec, en 1294, quand le conclave, à bout de res-

(1) *Histor. Tribulat.* (loc. cit. 1886, p. 305). — *Ubertini Responsio* (*Ibid.*, 1887, p. 69, 77). — *Articuli Transgressionum* (*Ibid.* 1887, p. 105-7). — Wadding. ann. 1289, n° 22-3. — *Ubertini Declaratio* (*Archiv.* 1887, p. 168-9). — Dante oppose Acquasparta à Ubertino de Casale, dont nous parlerons plus longuement ci-après :

« Ma non sia da Casal ne d'Acquasparta
La onde vegnon tali alla Scrittura
Ch'uno la fugge e l'altro la coarta. »
(*Paradiso*, xii.)

(2) *Histor. Tribulat.* (loc. cit. 1886, p. 306-8). — Angel. Clarinens. *Epist.* (*Ibid.* 1885, p. 524-5). — Wadding. ann. 1292, n° 14.

sources, finit par choisir l'ermite Pier Morrone, qui se trouva soudain transporté, de sa grotte sur la montagne, dans le palais pontifical à Rome. Sur le trône de Saint-Pierre, Célestin V conserva le goût de la solitude et de l'ascétisme qui lui avait fait embrasser jadis la vie d'anachorète. Raymond remit aux mains du nouveau pape le sort des Spirituels qu'il était lui-même incapable de protéger. Célestin écouta avec bienveillance les plaintes des moines et les invita à entrer dans l'ordre des Bénédictins Célestins, fondé par lui. Mais ils lui représentèrent que leurs vœux différaient de ceux des Célestins et dénoncèrent le mépris de leurs Frères pour l'observance de la Règle. Alors, en audience publique, le pape leur ordonna de se soumettre strictement à la Règle et au Testament de François; il les dispensa d'obéir à tout autre qu'à lui-même et à Liberato, qu'il leur donna pour chef. Le cardinal Napoleone Orsini fut déclaré leur protecteur, et l'abbé des Célestins

36 reçut l'ordre de leur fournir des ermitages. De la sorte, ils étaient comme rejetés de l'Ordre et ne devaient même plus s'appeler Minorites ou Franciscains. Il était à présumer que leurs Frères seraient non moins heureux d'être débarrassés de ces gens qui prétendaient à une piété supérieure, qu'eux-mêmes d'échapper à l'oppression (1).

Pourtant, la haine engendrée par la querelle était trop profonde pour se détourner de ses victimes. Le répit dont jouirent les Spirituels fut de courte durée. Le pontificat de Célestin se termina brusquement. Complètement incapable de remplir son office, le pape devint bientôt un instrument aux mains d'hommes ambitieux. Fléchissant sous le fardeau, il se laissa persuader d'abdiquer, moins de six mois après son élection, en décembre 1294. Son successeur, Boniface VIII, redoutant qu'il ne revint sur une abdication dont la légalité était discutable, le jeta immédiatement en prison. Tous les actes de Célestin, tous les privilèges accordés par lui furent immédiatement annulés. On effaça si complètement toute trace de son activité,

(1) Angel. Clarinens. *Epist.* (op. cit. 1885, p. 526). *Hist. Tribulationum* (*Ibid.* 1886, p. 308-9).

qu'il fallut confirmer, par un nouveau mandat, jusqu'à une nomination de notaire émanée de lui. Boniface méprisait trop le saint enthousiasme des ascètes pour qu'on pût attendre de lui une exception en faveur des Spirituels. A ses yeux, l'Ordre franciscain était simplement un instrument utile à la réalisation de ses ambitieux desseins. Les tendances séculières de l'Ordre méritaient d'être stimulées plutôt que réprimées. Il est vrai qu'il inséra, dans le sixième Livre de ses Décrétales, la bulle *Exiit qui seminat*; mais l'interprétation qu'il en fit apparaît dans deux bulles lancées le 17 juillet 1296. Par l'une, il assignait aux Franciscains de Paris une somme de mille marcs, à prélever sur les legs faits pour des œuvres pies; par la seconde, il leur attribuait une somme de trois cents livres, léguée par dame Ada de Pernes au bénéfice de la Terre-Sainte. Sous de tels auspices, la décadence de l'Ordre ne pouvait que s'accroître rapidement. Boniface n'avait pas encore un an de pontificat quand il résolut de destituer le général des Franciscains, Raymond. Le 29 octobre 1295, il lui offrit l'évêché de Pavie. Comme Raymond alléguait qu'il ne se sentait pas la force d'assumer ce fardeau, Boniface le déclara incapable de supporter le fardeau plus lourd encore du généralat et l'en délivra sur-le-champ. On comprend que l'insolence des Conventuels se soit alors déchainée. Certains d'entre eux allèrent visiter Célestin dans sa prison, raillant, avec force

37

insultes, le pape déchu, pour la faveur qu'il avait témoignée aux Spirituels. Le même état d'esprit inspira sans doute les poursuites pour hérésie que Boniface ordonna, en mars 1295, contre Frà Pagano di Pietra-Santa (1).

Boniface alla plus loin. Aux yeux de cet homme soucieux

(1) *Hist. Tribut.* (loc. cit. 1886, p. 309-10). — Faucon et Thomas, *Registres de Boniface VIII*, n° 37, 1232, 1233, 1292, 1825. — Wadding, ann. 1295, n° 14.

supprimer le mal. En 1296 et 1297, Boniface envoya à tous les évêques l'ordre de forcer les vagabonds ou ermites, communément appelés *Bizochi*, soit à quitter leur costume religieux et à changer de vie, soit à se faire admettre dans quelque Ordre reconnu. Les inquisiteurs étaient chargés de dénoncer tous les suspects aux évêques; en cas de négligence des prélats, ils devaient en avertir le Saint-Siège. Une clause spéciale donnait qualité aux inquisiteurs pour poursuivre ceux des *Bizochi* qui se trouveraient appartenir à leurs Ordres mêmes, preuve que la mendicité n'était pas assimilée à une hérésie, sans quoi les inquisiteurs n'auraient pas eu besoin de pouvoirs spéciaux (1).

L'année suivante, Boniface prit des mesures plus énergiques. Il enjoignit au Franciscain Matteo da Chieti, inquisiteur d'Assise, de visiter en personne les montagneuses régions des Abruzzes et de la Marche d'Ancône, afin de chasser de leurs repaires les apostats des divers Ordres religieux et les *Bizochi*, qui infestaient ce pays. Les décisions antérieures de Boniface étaient apparemment restées sans effet. Il est possible aussi que le pape ait été poussé à une action plus décisive par l'attitude insubordonnée des Spirituels et des mendiants proscrits. Non contents de discuter l'autorité pontificale, ces rebelles commençaient à soutenir que la chaire de Saint Pierre était vacante. Loin d'admettre la bulle *Exiit qui seminat*, ils prétendaient que l'auteur de cette bulle, Nicolas III, avait été privé par Dieu des fonctions de pape et n'avait eu, par suite, aucun successeur légitime. A dater de ce jour, disaient-ils, nulle ordination de prêtres ou de prélats n'avait été valable; eux seuls constituaient la véritable Église. Pour remédier à ce désordre, 38 Frère Matthieu de Bodici était venu de Provence, apportant avec lui les livres de Pierre Jean Olivi, et, dans l'église Saint-Pierre de Rome, avait été élu pape par cinq Spirituels et treize femmes. Boniface lança immédiatement l'Inquisition à la poursuite de ces gens. Mais ils s'enfuirent en

(1) Franz Ehrle, *Archiv für L.-u. K.* 1886, p. 157-8.

Sicile, où, comme nous le verrons plus loin, s'établit par la suite le quartier général de la secte (1).

Le moine Jordan, auquel on doit la relation détaillée de ces faits, prétend que Liberato et ses compagnons furent impliqués dans ce mouvement. Les dates et la succession des événements sont ici d'une confusion désespérante; mais il semble plutôt que les Spirituels groupés autour de Liberato se soient tenus à l'écart de toutes ces menées révolutionnaires. Les souffrances de ces hommes furent réelles et prolongées; mais s'ils avaient commis le crime de participer à l'élection d'un antipape, ils n'auraient eu que le choix entre l'emprisonnement perpétuel et le bûcher. On les accusait de prétendre que Boniface n'était pas légalement pape, que l'autorité de l'Église avait été conférée à eux seuls et que l'Église grecque était préférable à l'Église romaine. C'était là, en d'autres termes, du Joachisme. Mais Angelo déclare expressément que rien de tout cela n'est vrai; la constance avec laquelle il supporta, pendant quinze ans, la persécution et les plus dures épreuves, lui donne en vérité quelque droit à notre confiance. Il rapporte qu'après avoir été reconnu par Célestin V, ses amis et lui vécurent en ermites, conformément au privilège accordé par le pape. Ils séjournèrent, en pauvres et en étrangers, partout où ils purent trouver une retraite, s'abstenant strictement de prêcher ou de recevoir des confessions, à moins d'un ordre exprès donné par les évêques auxquels ils devaient obéissance. Même avant l'abdication de Célestin, les autorités franciscaines, irritées de voir leurs victimes leur échapper, firent bon marché de l'autorisation pontificale et, à la tête d'une force armée, s'efforcèrent de capturer les malheureux, qui furent probablement avertis du danger par Célestin lui-même. Les zéloteurs, reconnaissant qu'ils ne pouvaient résider en paix en Italie, résolurent de s'expatrier et de chercher quelque endroit écarté où il leur fût

(1) Raynald, ann. 1297, n° 53. — Jordani *Chron.* cap. 236, Partic. 3 (Muratori *Antiq.* IX. 766).

Pierre Jean Olivi participa si peu à ce mouvement de rébellion qu'il écrivit un ouvrage pour prouver la légalité de l'abdication de Célestin et de la succession de Boniface (Frauz Ehrle, *Archiv. f. L.- u. K.* 1887, p. 525).

39

permis de satisfaire leur goût pour l'ascétisme et d'adorer Dieu sans que les hommes vinssent les troubler. Ils traversèrent l'Adriatique et s'établirent dans une île déserte et lointaine sur la côte d'Achaïe. Là, loin des regards de tous, ils jouirent, pendant deux ans, de la seule période de tranquillité qu'ils aient connue. A la fin, on eut vent de leur retraite. Aussitôt on dépêcha aux nobles et aux évêques du continent des lettres accusant les Spirituels de Catharisme. En même temps on faisait savoir à Boniface que ces gens se refusaient à voir en lui le pape et prétendaient constituer seuls la véritable Église. En 1299, Boniface chargea Pierre, patriarche de Constantinople, de juger les Spirituels, qui furent condamnés sans avoir été entendus. Charles II de Naples, suzerain de la Morée, reçut l'ordre de les expulser et transmit cet ordre à Isabelle de Villehardouin, princesse d'Achaïe. Cependant les autorités locales avaient reconnu la fausseté des accusations. En effet, les réfugiés célébraient quotidiennement la messe, priaient pour le pape Boniface et consentaient à manger de la viande. Mais cette constatation ne les affranchit pas de la surveillance et des tracasseries. Un de leurs principaux persécuteurs fut un certain Geronimo, qui leur apporta des livres d'Olivé et qu'ils durent chasser à cause de son immoralité. Dès lors, il se fit leur accusateur et fut récompensé de son infamie par un évêché (1).

La pression devenait trop forte; la petite communauté dut enfin céder. Les Spirituels avaient songé un moment à accompagner Frà Giovanni da Monte dans une mission en Tartarie; mais il fallut abandonner ce projet, par suite de l'excommunication qu'emportait la sentence prononcée par le patriarche de Constantinople. Liberato envoya d'abord deux Frères, puis deux autres, porter un appel à Boniface; tous furent arrêtés et ne purent arriver jusqu'au pape. Alors Liberato partit secrètement en personne et parvint à Pérouse. Mais la mort subite

(1) Angel. Clarin, *Epist. (Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte)*, 1885, p. 522-3, 527-9). — *Hist. Tribulat.* (*Ibid.* 1886, p. 314-18). — Franz Ehrle (*Ibid.* 1886, p. 335).

Franz Ehrle pense que le refuge des Spirituels fut l'île de Trizonia, dans le golfe de Corinthe (*Ibid.* 1886, p. 313-14).

de Boniface (11 octobre 1303) anéantit ses projets. Les autres Spirituels revinrent à des époques diverses; Angelo fut le dernier et ne rentra en Italie qu'en 1303. Il trouva ses Frères en fâcheuse posture. Ils avaient été cités par l'inquisiteur dominicain, Tommaso di Aversa, et avaient docilement comparu. Tout d'abord, le résultat leur fut favorable. Après un interrogatoire qui dura plusieurs jours, Tommaso les déclara orthodoxes, et les renvoya en disant publiquement : « Frà Liberato, 40 j'en atteste Celui qui m'a créé; jamais il n'a été offert, du corps d'un pauvre homme, le prix que j'aurais pu avoir du vôtre. Vos Frères boiraient votre sang, si cela leur était possible ! » Il veilla même à les faire reconduire sains et saufs jusqu'à leurs ermitages. Puis, lorsqu'il vit que rien ne pouvait apaiser la rage des Conventuels, il donna aux Spirituels le conseil de quitter nuitamment le royaume de Naples et de se rendre, par des chemins cachés, jusqu'auprès du pape. S'ils pouvaient rapporter des lettres émanant du pontife ou d'un cardinal, lui-même les défendrait tant qu'il détiendrait sa charge. L'avis fut suivi; Liberato quitta Naples le soir même, mais tomba malade en route et mourut après deux ans de lente consommation. Pendant ce temps, ainsi que nous le verrons plus loin, les exploits de Dolcino en Lombardie excitaient une terreur générale et faisaient de toutes les confréries irrégulières un objet de suspicion et de crainte. Les Conventuels profitèrent de cet état de choses et poussèrent Frà Tommaso à citer à son tribunal quiconque portait indûment l'habit monacal. Les Spirituels furent de nouveau sommés de comparaître, au nombre de quarante-deux; cette fois, ils n'échappèrent pas aussi aisément à leurs ennemis et furent condamnés comme hérétiques. Andrea da Segna, sous la protection duquel ils avaient vécu, s'interposa en leur faveur. Mais Tommaso les emmena à Trivento où il les fit torturer pendant cinq jours. Comme cette cruauté avait excité la compassion de l'évêque et des nobles de la ville, Tommaso partit avec ses victimes pour Castro Mainardo, lieu désert où pendant cinq mois les malheureux subirent les plus affreux tourments. Deux des plus jeunes Frères cédèrent,

s'accusèrent eux-mêmes et chargèrent leurs camarades; mais, une fois libres, ils rétractèrent leurs déclarations. Plusieurs moururent. Finalement, Tommaso ordonna que les survivants fussent fustigés nus dans les rues de Naples; puis il les bannit du royaume, bien que, dans sa sentence, il n'alléguât contre eux aucun grief spécial d'hérésie. A travers toutes ces épreuves, la résolution de la petite troupe ne fléchit jamais. Convaincus d'être les seuls qui suivissent la voie du salut, ils ne se laissèrent pas réintégrer de force dans l'Ordre. A la mort de Liberato, ils choisirent pour chef Angelo, et, au milieu de la persécution et de la réprobation, constituèrent, dans la Marche d'Ancône, la congrégation des *Clareni*, qui tirait son nom du surnom de son chef et qui eut pour protecteur le cardinal Napoleone Orsini (1).

- 41 Ces hommes n'avaient pas été seuls à combattre le relâchement de la Règle, bien qu'ils fussent les seuls qui eussent réussi à secouer le joug de leurs adversaires. Aseïn de l'Ordre même, les Spirituels étaient nombreux; mais la politique de Boniface VIII soutenait les Conventuels dans leurs efforts pour tenir en sujétion le parti rigoriste. Parmi ces Spirituels, le plus remarquable peut-être fut Jacopone da Todi, auteur du *Stabat Mater*, qui, par ses vers injurieux à l'adresse du pape, ne contribua guère à rétablir l'harmonie. Après la prise de Palestrina en 1298, Boniface le jeta dans un donjon infect, où le poète se consola de sa captivité en composant des cantiques débordant d'ardeur mystique et d'amour divin. On rapporte qu'un jour Boniface, passant devant la grille de la cellule, interpella ironiquement le prisonnier en ces termes : « Jacopo, quand sortirez-vous d'ici ? » Jacopo répliqua : « Le jour où vous y entrerez ». La prophétie fut partiellement vérifiée, car un des premiers actes de Benoît XI, en décembre 1303, fut de libérer Jacopone à la fois de la prison et de l'excommunication (2).

(1) Angel. Clarin. *Epist.* (op. cit. 1885. 529-31). — *Hist. Tribulat.* (Ibid. 1886, 323-6.) — Wadding ann. 1302, n° 8; 1307, n° 2-4.

2) Cantù, *Eretici d'Italia*, I, 129. — Comba, *La Riforma in Italia*, I, 314. L'es-

Un autre membre important du groupe des Spirituels fut le bienheureux Corrado da Offida. Il avait été ami de Jean de Parme. Pendant cinquante-cinq ans il porta une unique robe, qu'il rapiécail sans cesse. Ce vêtement constituait, avec la corde qui lui servait de ceinture, toute sa fortune temporelle. Avec cette exaltation mystique qui caractérisait la secte, il était sujet à de fréquentes visions et à des extases, qui le soulevaient de terre à la façon des saints. La légende rapporte qu'il ne ressuscita pas moins de six morts. Quand Liberato et ses compagnons se furent retirés dans leur île d'Achaïe, il songea à venir les rejoindre avec Jacopo de' Monti et plusieurs autres; mais une cause que nous ignorons empêcha l'exécution de ce projet (4).

Ni la douceur ni la sévérité ne pouvaient avoir de prise sur des hommes si profondément convaincus de la sainteté de leur vocation. Ce fut en vain qu'au chapitre tenu à Gènes, en 1302, le général Giovanni di Murro publia un « précepte » déplorant que l'Ordre eût abandonné la sainte pauvreté, comme l'attestaient la possession de terres, de fermes, de vignobles, et l'usurpation de charges qui impliquaient les moines dans des soucis temporels, des querelles et des litiges. Il ordonnait la vente de toute propriété et interdisait aux membres de l'Ordre d'ester devant aucun tribunal. Pourtant, s'il se montrait sévère au sujet de la propriété, il ne s'opposait nullement à l'usage et condamnait comme pernicieuse la doctrine d'après laquelle le vœu de pauvreté prohibait la jouissance de tout bien terrestre.

42

prit de l'époque apparaît dans le spécimen suivant des attaques de Jacopone contre Boniface :

« *Ponesti la tua lingua
Contra religione
A dir blasfemia
Senza niun cagione.*

*O pessima avarizia
Sete induplicata
Bever tanta pecunia
E non esser saziata! »*
(Comba, *op. cit.*, 312.)

Savonarole rapporte, dans un sermon, une histoire qui assurément avait quelque fondement de vérité. Jacopone, introduit un jour devant le consistoire des cardinaux et invité à prêcher, aurait solennellement déclaré par trois fois : « Je m'étonne qu'en raison de vos péchés la terre ne s'ouvre pas pour vous engloutir. » — Villari, *Frà Savonarola*, 2^e ed. T. II, p. 3.

(1) *Hist. Tribulat.* (*loc. cit.* p. 311-13). — Tofi da Bettona, *Trattato dall'Indulgenza Plenaria*, Urbino, 1644, p. 150.

D'ailleurs, il était résolu à faire cesser le schisme de l'Ordre et son influence sur Boniface fut une des causes qui provoquèrent la persécution des Spirituels. Ceux-ci rejetaient opiniâtrement toutes les tentatives de conciliation et estimaient à leur juste valeur ces efforts de réforme. Avant la fin de l'année, Giovanni fut nommé cardinal-évêque de Porto et autorisé à confier la direction de l'Ordre à un vicaire. Les réformes furent partiellement appliquées, pendant quelques temps, dans plusieurs provinces, puis elles tombèrent en désuétude et les abus reprirent comme devant (1).

En France, où l'influence de Joachim et de l'*Évangile Éternel* fut plus durable et plus prononcée qu'en Italie, l'histoire des Spirituels a pour centre un des plus remarquables personnages de l'époque, Pierre-Jean Olivi. Né en 1247, Olivi entra dans l'Ordre franciscain à l'âge de douze ans et se forma à l'Université de Paris, où il obtint le grade de bachelier. Sa gravité, tempérée d'une grande vivacité d'esprit, ses mœurs irréprochables, son éloquence enflammée, son savoir étendu lui concilièrent le respect général. En même temps, par sa piété, sa douceur, son humilité, son zèle pour la pauvreté, il acquit la réputation d'un saint doné du pouvoir prophétique. Il était naturel qu'un tel homme s'associât aux Spirituels; non moins naturelle était l'inimitié qu'il s'attira en blâmant sans réserve le relâchement où était tombée, dans l'Ordre, l'observance de la Règle. Dans ses volumineux écrits, il professait que la pauvreté absolue était la source de toute vertu et de toute sainteté, que la Règle prohibait toute propriété, tant individuelle que collective, que leur vœu contraignait les membres de l'Ordre à faire le plus parcimonieux usage des choses indispensables, à porter les plus humbles vêtements, à se passer de chaussures, etc. Il ajoutait que le pape n'avait nullement le pouvoir d'accorder des dispenses ou des absolutions; encore moins pouvait-il autoriser quelque pratique contraire à la Règle. Le couvent de

(1) Wadding, ann. 1302, n° 1-3, 7; ann. 1310, n° 9 — Franz Ehrle (*Archiv für Lit.- u. K.* 1886, p. 385).

Béziers, auquel appartenait Olivi, devint le foyer des Spirituels. Olivi montra la force de son caractère lorsqu'il fut, pour la première fois, mis en échec. En 1278, certains écrits consacrés par lui à l'éloge de la Vierge furent considérés comme touchant de trop près au Marianisme. C'était un délit dont l'Ordre n'était pas encore coutumier. Une plainte fut adressée au général Geronimo d'Ascoli, plus tard Nicolas IV. Celui-ci lut les livres et condamna Olivi à les brûler de ses propres mains. Olivi obéit immédiatement, sans manifester la moindre confusion. Comme ses confrères s'étonnaient qu'il pût supporter avec un tel calme une si cruelle mortification, il leur répondit qu'il avait accompli ce sacrifice en toute tranquillité d'esprit : il n'avait pas éprouvé plus de plaisir à écrire ces livres qu'à les brûler sur l'ordre de son supérieur. La perte était minime, car, si cela était nécessaire, il pourrait aisément les écrire à nouveau et sous une forme meilleure. Cet homme imperturbable, à ce point maître de lui, ne pouvait manquer d'imposer ses convictions à tous ceux qui l'entouraient ou qui l'approchaient (1).

Quelles étaient réellement ces convictions ? C'est là un problème qu'il est aujourd'hui malaisé de résoudre. Par ses ardentes attaques contre les individus aussi bien que contre le relâchement général de l'Ordre, Olivi excita des haines acharnées, si bien que les dernières années de sa vie se passèrent dans une série d'enquêtes pour suspicion d'hérésie. En 1282, au chapitre général de Strasbourg, on décida que ses écrits seraient examinés. En 1283, le général, Bonagrazia di S. Giovanni, vint en France, réunit ces livres et les confia à sept des principaux membres de l'Ordre. Ceux-ci y trouvèrent des propositions qu'ils qualifièrent diversement de fausses, hérétiques, présomptueuses et dangereuses, et ordonnèrent que les volumes contenant ces propositions fussent remis par tous ceux qui les pos-

44

(1) Wadding, ann. 1278, n° 27-8. — Franz Ehrle, *Archiv f. L.-u. K.* 1887, p. 505-11, 528-9.

Quand Geronimo d'Ascoli fut élu pape, on le pressa de poursuivre Olivi. Mais il refusa, exprima sa très haute considération pour le talent et la piété de cet homme, et déclara qu'en le châtiant jadis il avait eu simplement dessein de l'avertir (*Hist. Trib. loc. cit.* 1886, p. 289).

sédaient. Olivi souscrivit au jugement en 1284, tout en se plaignant qu'on ne lui eût pas permis de comparaître en personne devant ses juges et d'expliquer les passages censurés qu'on avait, disait-il, mal interprétés. Non sans peine, il se procura des exemplaires des ouvrages incriminés et se mit en mesure de se justifier. Le cercle de ses disciples s'élargissait toujours davantage. Ces disciples étaient secrètement imprégnés de Joachisme, et, non contents de propager paisiblement leurs principes, excitaient des tumultes et des séditions dont on fit retomber la responsabilité sur Olivi. En 1285, le chapitre de Milan élut comme ministre-général Arlotto di Prato, l'un des sept juges qui avaient condamné Olivi, et décréta la recherche et la saisie de tous les ouvrages incriminés. De plus, le nouveau général manda Olivi à Paris, pour y subir une nouvelle inquisition, dont les promoteurs furent deux membres de la commission antérieure, Richard Middleton et Giovanni di Murro. L'affaire traina en longueur jusqu'en 1286; à ce moment, Arlotto mourut et tout fut abandonné. Matteo d'Acquasparta attesta l'orthodoxie d'Olivi en le nommant professeur à l'école générale de l'Ordre à Florence. Raymond Gaufridi, qui succéda à Matteo d'Acquasparta en 1290, était l'ami et l'admirateur d'Olivi; mais il ne put empêcher une nouvelle procédure, bien qu'il eût nommé Olivi professeur à Montpellier. L'agitation, en Languedoc, était devenue telle que Nicolas IV, en 1290, dut ordonner à Raymond de frapper les perturbateurs. Il chargea Bertrand de Cigotier, inquisiteur du comtat Venaissin, de faire une enquête et un rapport pour que l'affaire pût venir au chapitre général qui devait se tenir à Paris. En conséquence, Olivi comparut en 1292 devant le chapitre, déclara accepter la bulle *Exiit qui seminat*, affirma qu'il n'avait jamais sciemment professé ou écrit autre chose, révoqua et abjura tout ce qu'il pouvait avoir dit, par inadvertance, en contradiction avec cette bulle. On le laissa aller en paix; mais vingt-neuf de ses zélés partisans, jugés coupables par Bertrand de Cigotier, furent punis. Les quelques années qui lui restaient à vivre se passèrent, semble-t-il, dans une tranquillité relative. Deux lettres écrites en 1295,

l'une à Corrado da Offida, l'autre aux fils de Charles II de Naples, qui, alors retenus comme otages en Catalogne, lui avaient demandé de leur rendre visite, montrent qu'il était tenu en haute estime, qu'il voulait faire fléchir le zèle fanatique des Spirituels intransigeants et que lui-même ne pouvait se garder des spéculations apocalyptiques. En 1298, sur son lit de mort, il prononça une profession de foi dans laquelle il affirmait son absolue soumission à l'Église romaine et à son chef Boniface. Il soumettait toutes ses œuvres au jugement du Saint-Siège et, au sujet des questions en litige au sein même de l'Ordre, émettait une déclaration de principes ne contenant rien que Bonaventure eût refusé de contresigner, rien que Nicolas III eût pu condamner comme contraire à la bulle *Exiit*, bien qu'il réprouvât vivement le relâchement de l'Ordre et l'habitude qu'on y avait prise de manier l'argent (1).

Il fut enterré avec de grands honneurs à Narbonne. Bientôt les controverses s'engagèrent, plus violentes encore, au sujet de sa mémoire. Ses restes devinrent l'objet d'un culte assidu, en dépit de prohibitions répétées; d'innombrables miracles se produisirent sur son tombeau, vers lequel les pèlerins accouraient en foule; son anniversaire devint une des grandes solennités de l'année; lui-même passait pour un des saints les plus puissants du calendrier. Tout cela montre l'estime du peuple

(1) Wadding, ann. 1282, n° 2; ann. 1283, n° 1; ann. 1285, n° 5; ann. 1290, n° 11; ann. 1292, n° 13; ann. 1297, n° 33-4. — Chron. Glassberger, ann. 1283. — *Hist. Tribulat.* (loc. cit. p. 294-5). — Franz Ehrle, *Archiv*, 1886, p. 383, 389; 1887, p. 417-27, 429, 433, 438, 534. — Raym. de Fronciacho (*Archiv*, 1887 p. 15).

On assigne généralement la date de 1297 à la mort d'Olivé; mais le *Transitus Sancti Patris*, un des livres favoris de ses disciples, dit que cette mort survint le vendredi 14 mars 1297 (Bernard. Guidon. *Practica*, P. v); or, le 14 mars tombait un vendredi en 1298. L'habitude de commencer l'année à Pâques explique la substitution de 1297 à 1298.

On croit que ses os furent exhumés et brûlés quelques mois après l'inhumation, sur l'ordre du général Giovanni di Murro (Tocco, *op. cit.* p. 503). Wadding affirme même qu'ils furent deux fois exhumés (ann. 1297, n° 36). Eymeric mentionne une tradition d'après laquelle ses restes auraient été portés à Avignon et jetés nuitamment dans le Rhône (Eymerici *Direct. Inquis.* p. 313). Le culte dont ces reliques furent l'objet prouve que cette tradition n'était pas fondée. Bernard Gui, la meilleure autorité que l'on puisse invoquer ici, en commentant le *Transitus*, dit que les restes d'Olivé furent emportés en 1328 et cachés en un lieu que nul ne connaît — sans doute par des disciples désireux d'empêcher qu'on profanât ces restes par une exhumation.

46 pour les vertus du mort et le zèle des hommes qui se considéraient comme ses disciples. Il est certain que le concile de Vienne, en 1312, traita la mémoire d'Olivé avec beaucoup d'égards : alors qu'il condamnait avec une impitoyable sévérité les extravagances mystiques des *Frères du Libre-Esprit*, il ne releva, dans les volumineux écrits d'Olivé, que quatre erreurs d'ordre purement spéculatif et telles qu'il s'en rencontrait fréquemment chez les scolastiques de l'époque. Encore ces erreurs étaient-elles notées sans qu'on les lui attribuât, sans même que son nom fût mentionné. Ses disciples immédiats nièrent qu'il les eût entretenues. Pourtant, l'une d'entre-elles était devenue, un moment, comme une sorte de *schibboleth* parmi les Olivistes. Elle consistait à croire que le Christ vivait encore sur la croix lorsqu'il fut percé de la lance. On prétendait que la relation originale différait sur ce point, chez Mathieu, de la version donnée par Jean, et que le texte de Mathieu avait été altéré pour rétablir l'harmonie. Les autres questions relatives aux doctrines d'Olivé furent débattues devant les Pères par Bonagrazia da Bergamo, accusateur, et Ubertino da Casale, défenseur; puis le concile laissa aux Franciscains le soin de prendre parti, ce qui, apparemment, lui semblait d'importance secondaire. Ainsi le concile ne condamna ni la personne, ni les écrits du défunt.

On vit dans ce résultat un hommage à l'orthodoxie du Spirituel, comme l'atteste l'enthousiasme au milieu duquel on célébra sa fête à Narbonne en 1313. La ville reçut, à cette occasion, un concours de visiteurs égal à celui qu'attirait l'anniversaire des indulgences de la Portiuncule. De plus, quand l'ardeur de la controverse se fut apaisée, la condamnation portée dans la suite par Jean XXII contre les livres d'Olivé fut levée par Sixte IV, vers la fin du xve siècle. On peut conclure de là que les théories du Spirituel ne contenaient pas de doctrines vraiment révolutionnaires. Toutefois, peu de temps après sa mort, tous les Franciscains de Provence durent signer une abjuration de ses erreurs, au nombre desquelles figurait celle qui avait trait à la blessure du Christ. Mais il n'était pas fait mention des plus

graves écarts de doctrine qui lui furent attribués plus tard (1).

D'autre part, il est certain qu'Olivi fut, en France comme en Italie, l'hérésiarque des Spirituels, qui virent en lui le successeur direct de Joachim et de François. L'*Historia Tribulationum* prétend trouver, dans les prophéties attribuées à Joachim, l'annonce de tous les événements qui illustrèrent la carrière d'Olivi. D'enthousiastes Spirituels, qui adhéraient aux doctrines révolutionnaires de l'Évangile Éternel, attestèrent devant l'Inquisition que le troisième âge de l'Église avait commencé avec Olivi, lequel avait ainsi supplanté saint François lui-même. Olivi était inspiré du ciel; sa doctrine lui avait été révélée à Paris, disaient certains adeptes, pendant qu'il se lavait les mains. Une autre opinion voulait que l'illumination lui fût venue dans une église, vers la troisième heure du jour. Aussi ses écrits avaient-ils une autorité égale à ceux de saint Paul. L'Église devait y obéir à la lettre. On ne saurait s'étonner que ses ennemis le rendissent responsable des extravagances de gens qui avaient pour lui une vénération aussi intransigeante et qui reconnaissaient en lui leur chef et leur maître (2).

Quand Olivi mourut, son ancien juge, Giovanni di Murro, était général de l'Ordre. Ce personnage, si fortes que fussent ses propres convictions ascétiques, se hâta d'achever l'œuvre qu'il n'avait pas réussi à mener à bien antérieurement. Il condamna la mémoire d'Olivi comme celle d'un hérétique et exigea la restitution de tous ses livres, par un ordre dont l'exécution fut menée avec une impitoyable rigueur et poursuivie par son successeur, Gonsalvo da Balboa. Pons Botugati, moine d'une piété et d'une éloquence remarquables, refusa de rendre

47

(1) Wadding, ann. 1291, n° 13; 1297, n° 35; 1312, n° 4. — Lib. Sentent. Inq. Tolos. p. 306, 319. — Coll. Doat, XXVII. fol. 7 sq. — Lib. 1. Clement. l. 1. — Tocco, *op. cit.* p. 509-10. — Mss. Bib. Nat. n° 4270, fol. 168. — Franz Ehrle (*ubi sup.* 1885, p. 544; 1886, p. 389-98, 402-5; 1887, p. 449, 491). — Raymond de Fronciacho (*Archiv.* 1887, p. 17).

La haine invétérée des Conventuels fut encore assez puissante, en 1400, pour obtenir que le chapitre tenu à Terni défendit, sous peine d'emprisonnement, à tout membre de l'Ordre, de posséder des livres d'Olivi. — Franz Ehrle (*ubi sup.* 1887, p. 457-8).

(2) *Hist. Tribulat.* (*loc. cit.* p. 288-9). — Coll. Doat, XXVII. fol. 7 sq. — Lib. Sente. Inq. Tolos. p. 306, 308. — Bernard. Guidon. *Practica*, l. 1.

les livres prohibés, et fut étroitement enchainé au mur d'un humide et fétide donjon où on lui jetait avec parcimonie du pain et de l'eau; là il pourrit jusqu'à sa mort dans l'ordure, au point que lorsqu'on enfouit à la hâte, sans sacrements, son corps dans une fosse, on s'aperçut que la chair était déjà, de part en part, trouée par les vers. Nombre d'autres récalcitrants furent emprisonnés de même et traités avec une rigueur presque égale. Au chapitre général qui suivit, on interdit formellement la lecture de toutes les œuvres d'Olivî. Beaucoup de volumes incendiaires, attribués directement ou indirectement au défunt, circulaient dans le public, comme le montre un catalogue de livres Olivistes où sont traitées des questions très dangereuses, telles que le pouvoir du pape pour accorder des dispenses de vœux, la légalité de ses prétentions à l'obéissance implicite en matière de foi et de morale, et d'autres thèses imprégnées de l'esprit de rébellion (1).

48

L'œuvre d'Olivî qui souleva les plus grandes discussions et sur laquelle les témoignages sont particulièrement contradictoires, est son commentaire de l'Apocalypse. C'est de cet ouvrage que furent tirés les principaux arguments à l'appui de sa condamnation. Une sentence inquisitoriale de 1318, montre qu'à cette époque les écrits du Spirituel furent, sur l'ordre de Jean XXII, soumis à un nouvel examen. On les tenait pour la source de toutes les erreurs que les sectaires expiaient alors sur le bûcher, et, entre toutes ces œuvres, le livre sur l'Apocalypse était considéré comme spécialement dangereux. Aussi, jusqu'à la décision pontificale, nul ne devait se permettre de voir en Olivî un saint ou même un catholique. Quand fut rédigé, en 1319, le rapport de huit maîtres en théologie, qui concluaient à une condamnation, les Spirituels considérèrent que l'outrage ainsi commis envers la foi privait de toute efficacité le sacre-

(1) *Hist. Tribulat.* (loc. cit., p. 300-1). — Tocco, p. 489-91, 503-4.

Wadding (ano. 1297, n° 33-5) voit, en Pons Botugati, saint Pons Carbonelli, l'illustre maître de saint Louis de Toulouse. Franz Ehrle (*Archiv für L.-u. K.* 1886, p. 300) déclare ne pouvoir trouver aucune preuve de cette identité entre les deux personnages. D'autre part, l'auteur de l'*Hist. Tribulat.*, en rendant compte de cette affaire sans négliger un seul détail, n'aurait pas omis un fait aussi important pour la cause qu'il servait.

ment de l'autel. Cependant le jugement formel ne fut rendu que le 8 février 1326 : Jean XXII, après un scrupuleux examen en Consistoire, finit par condamner le Commentaire de l'Apocalypse, et le chapitre général de l'Ordre en interdit la lecture ou la possession. Un des rapports des experts nous a été conservé. Il est impossible de supposer que ces gens eussent, de propos délibéré, fabriqué les extraits sur lesquels ils fondaient leurs conclusions. Or, ces extraits suffisent à montrer que l'ouvrage était un écho des plus dangereuses doctrines de l'Évangile Éternel. Le cinquième âge tire à sa fin : sous la figure de l'Antéchrist mystique se trouvent des prophéties relatives au faux pape, à de faux Messies, à de faux prophètes, exprimées en des termes qui désignent clairement la hiérarchie romaine. Le faux pape se fera connaître par ses hérésies sur la perfection de la pauvreté évangélique (ce sera, comme nous le verrons, le cas de Jean XXII). Les prophéties attribuées à Joachim sur Frédéric II sont citées pour montrer comment seront pourchassés les prélats et le clergé qui défendent la Règle. L'Église charnelle est la Grande Prostituée de Babylone ; elle enivre et corrompt les nations par sa bestialité et opprime les rares justes qui subsistent, comme les avait opprimés jadis l'idolâtrie païenne. Quarante générations après la moisson des apôtres aura lieu 49 une nouvelle moisson des Juifs et du monde entier. Cette moisson sera engrangée par l'Ordre Évangélique, auquel sera dévolue tout autorité. Il y aura un sixième et un septième âge, après lequel viendra le Jour du Jugement. On ne saurait calculer la date de ce jour ; mais le sixième âge s'ouvrira à la fin du xiii^e siècle. L'Église charnelle, ou Babylone, expirera et le triomphe de l'Église spirituelle commencera (1).

Les historiens ont longtemps pensé que cette résurrection de l'*Évangile Éternel* était l'œuvre d'Olivi. Mais les dernières années de sa vie prouvent avec évidence qu'il ne pouvait avoir

(1) Baluz. et Mansi, II. 249-50. — Bern. Guidon, *Pract.* P. v. — Doat, XXVII. fol. 7 sq. — Bern. Guidon, *Vit. Johann. PP. XXII* (Muratori, *S. R. I.* III. n. 491). — Wadding ann. 1325, n° 4. — Alvar. Pelag. *de Planetis Eccl.* s. lib. II. ar. 5^o. — Baluz. et Mansi, II. 266-70.

mis en avant des doctrines aussi incendiaires, ce que confirme le silence gardé à ce sujet par le concile de Vienne, alors que d'autres erreurs sans gravité étaient condamnées après un ample débat entre ses ennemis et ses amis. D'ailleurs, Bonagrazia, au nom des Conventuels, attaqua avec acharnement la mémoire d'Olivi et produisit une longue liste d'erreurs, mentionnant au passage certaines prophéties du Commentaire de l'Apocalypse et l'appellation de *Grande Prostituée* lancée contre l'Église. Si les passages cités plus haut avaient existé, l'accusateur s'y fût longuement arrêté pour rendre impossible toute défense. Cependant Ubertino, répondant à Bonagrazia, déclara que l'accusation était tout à fait mensongère; Olivi, dit-il, avait toujours parlé avec le plus grand respect de l'Église et du Saint-Siège : le Commentaire même s'achevait par un hommage à l'Église Romaine, maîtresse de l'univers, et, dans le corps de l'ouvrage, le Saint-Siège était plusieurs fois désigné comme le siège de Dieu et du Christ; il y était dit que l'Église Militante et l'Église Triomphante sont les sièges de Dieu et dureront jusqu'à la fin des temps, tandis que les réprouvés sont Babylone et la Grande Prostituée. Il n'est pas admissible qu'Ubertino ait fausement cité ces passages, car Bonagrazia l'aurait trop facilement confondu, et le concile de Vienne aurait rendu un jugement tout différent. On sait, de source sûre, que les doctrines révolutionnaires communément imputées à Olivi étaient soutenues par les hommes qui se considéraient eux-mêmes comme ses disciples et qui étaient réputés tels. On peut donc présumer que ces gens, mal inspirés par leur zèle, introduisirent des interpolations dans le Commentaire, donnant ainsi à leurs rêveries mystiques l'autorité du nom de leur maître (1).

(1) Franz Ehrle (*Archiv f. L.-u. K.* 1886, p. 368-70, 407-9). — Wadding, ann. 1297, n° 30-47. — Baluz. et Mansi, II. 276.

Tocco (*Archivio Storico Italiano*, T. xvii, n° 2; cf. Franz Ehrle, *Archiv für L.-u. K.* 1887, p. 493) a récemment trouvé dans la Bibliothèque Laurentienne un manuscrit du *Commentaire sur l'Apocalypse*, d'Olivi. Le livre contient tous les passages cités dans la condamnation, ce qui prouve que la commission chargée de juger l'ouvrage n'inventa pas ces citations. Mais comme l'exemplaire date du xiv^e siècle, cette découverte n'affaiblit en rien la valeur de notre hypothèse concernant les interpolations introduites par ses disciples après sa mort.

Après la mort d'Olivi, les autorités franciscaines semblent avoir reconnu l'impossibilité d'écraser la secte qui se propageait et s'organisait par tout le Languedoc. Une cause mal connue (peut-être la jalousie qu'inspiraient les Dominicains) empêcha les Conventuels de réclamer le secours de l'Inquisition. De leur côté, les inquisiteurs s'abstinrent d'intervenir contre les adversaires de l'Ordre rival. Cependant on fit appel aux autorités ecclésiastiques régulières ; en 1299, l'archevêque de Narbonne, Gilles, tint à Béziers un synode provincial où furent condamnés les Béguins des deux sexes, qui, sous la direction de savants membres d'un Ordre honorable (les Franciscains), s'adonnaient à des exercices religieux non prescrits par l'Église, portaient des vêtements distinctifs, s'imposaient des pénitences et des abstinences insolites, dictaient des vœux de chasteté, parfois médiocrement observés, tenaient des conventicules nocturnes, fréquentaient des hérétiques, proclamaient l'approche de la fin du monde et soutenaient que le règne de l'Antéchrist avait commencé. Ils avaient déjà causé de nombreux scandales ; de plus grands troubles étaient à craindre. Les évêques recevaient l'ordre d'entamer, dans leurs divers diocèses, une recherche attentive de ces sectaires et de les exterminer. Ces mesures montrent le rapide développement d'une nouvelle hérésie fondée sur l'*Évangile Éternel*, entretenue par un noyau de Franciscains rigoristes et largement répandue parmi la population. Pour cette propagande populaire, le Tiers Ordre présentait des avantages particuliers. Nous verrons plus loin que ceux qu'on appelait généralement Béguins étaient, pour la plupart, des Tertiaires, parfois même des membres de l'Ordre. Cependant aucun motif de cupidité ne pouvait exciter les magistrats épiscopaux à sévir contre des gens dont la principale pratique religieuse consistait à renoncer aux biens terrestres. Aussi peut-on présumer que l'action du concile resta vaine ; elle eut pour seul résultat de justifier la persécution entreprise au sein de l'Ordre. Les Béguins laïques jouirent sans doute d'une immunité pratique, tandis que les moines Spirituels continuaient à subir, de la part de leurs supérieurs, les vexa-

tions auxquelles la vie monastique fournissait d'abondants prétextes. C'est ainsi qu'à Villefranche, comme Raymond Auriol et Jean Prime refusaient d'admettre que leurs vœux permissent le libre usage des choses de ce monde, ils furent emprisonnés, enchaînés et privés de nourriture. Quand Raymond finit par mourir, on lui refusa les sacrements comme à un hérétique. Jean eut grand peine à sortir vivant de son cachot (1).

Ainsi s'acheva ce douloureux XIII^e siècle, qui avait vu tant de hautes aspirations non réalisées, tant de rêves brillants s'évanouir comme des visions, tant d'espoirs incessamment déçus. L'intelligence humaine s'était éveillée, mais la conscience sommeillait encore, sauf en de rares hommes qui généralement payèrent de leur repos ou de leur vie leurs scrupules prématurés. Ce siècle étrange, en disparaissant, laissait sans doute comme héritage à son successeur un vaste progrès dans l'activité intellectuelle ; mais, dans le domaine spirituel, l'héritage était nul. Tous les efforts tentés pour relever l'idéal humain avaient misérablement échoué. La société était plus cruelle et plus brutale, plus bestiale et plus attachée aux biens matériels qu'elle ne l'avait jamais été. Il n'est pas excessif de dire que l'Inquisition avait largement contribué à ce résultat, par sa soif insatiable des châtements, par sa prétention de faire régner une orthodoxie toute machinale, par son insouciance des abus et de la corruption de l'Église. La tristesse de ce siècle d'efforts et de souffrances est comme symbolisée dans les deux papes qui en virent le début et la fin, Innocent III et sa contrepartie, Boniface VIII. Ce dernier, suivant un dicton populaire du temps, « arriva comme un renard, régna comme un lion, mourut comme un chien ». Par l'intelligence et par l'érudition, Boniface était supérieur à son modèle ; par l'orgueil impérieux, il était l'égal d'Innocent III ; pour la sincérité, le dévouement, l'élévation des desseins, en un mot tout ce qui ennoblit l'ami-

(1) Concil. Biterrens. ann. 1299, c. 4 (Martène, *Thesaur.* IV. 226). — Ubertini *Declaratio* (Archiv f. Lit.-u. K. 1887, p. 183-4).

bition, il lui était bien inférieur. Rien d'étonnant que les spéculations apocalyptiques de Joachim prissent un nouvel empire sur l'esprit des hommes qui ne pouvaient concilier le désert moral où ils vivaient avec leur conception de la providence divine. Ils jugeaient impossible que Dieu permit la persistance de cette perversité cruelle, envahissant l'Église et, par l'Église, infectant la société tout entière. Remédier à ces abus, ou seulement les atténuer, était une tâche trop lourde pour les forces de quelques ardents zélateurs ; il fallait que l'intervention divine créât un monde nouveau, où habiteraient seuls les Élus, sous le règne de la pauvreté ascétique et de l'amour universel.

Un des plus énergiques et des plus impétueux missionnaires de cette foi fut Arnaud de Villeneuve. Nous avons depuis peu, grâce aux recherches de Señor Pelayo, appris à connaître parfaitement cet homme qui fut peut-être, à certains égards, le personnage le plus remarquable de son temps. Comme médecin, il n'avait pas de rival. Les rois et les papes se disputaient ses soins ; ses volumineux ouvrages sur la médecine et l'hygiène furent six fois réimprimés pendant le xvi^e siècle, sans parler des nombreux traités spéciaux qu'il avait publiés. Comme chimiste, la part qu'il prit à plusieurs découvertes utiles n'est pas établie de façon certaine. Comme alchimiste, il passa pour fabriquer des lingots d'or à la cour de Robert de Naples, grand protecteur de la science. Ses traités sur ce sujet furent compris dans les collections d'ouvrages de ce genre réimprimés même au xviii^e siècle. Versé dans la connaissance de l'arabe et de l'hébreu, il traduisit des écrits de Costa ben Luca sur les incantations, les « aiguillettes nouées » et autres pratiques de magie. Il écrivit des livres d'astronomie et d'oniromancie, car il était habile dans l'art d'expliquer les songes et aussi dans l'arpentage et la vinification. Il élaborait, pour Frédéric de Sicile, des lois que ce monarque avisé promulgua et mit en vigueur. Arnaud se montra homme d'État consciencieux dans les avis qu'il donna à Frédéric et au frère de celui-ci, Jayme II d'Aragon, sur leurs devoirs de monarques. Un

jour que Jayme lui demandait l'explication d'un songe, Arnaud, non content de satisfaire la curiosité du roi, se mit à lui représenter que le premier devoir du souverain était de rendre la justice, aux pauvres d'abord, puis aux riches. Il demanda à Jayme combien de fois il donnait audience aux pauvres ; le roi répondit qu'il les recevait une fois par semaine et qu'il écoutait aussi leurs doléances au cours de ses promenades.

- 53 Arnaud lui adressa alors de sévères reproches. Le roi, disait-il, courait à sa perdition ; le riche avait accès auprès de lui tous les jours, le matin, à midi, le soir ; le pauvre n'approchait de lui que rarement ; Jayme traitait Dieu comme le cochon de saint Antoine, nourri de ce dont personne ne voulait. S'il désirait gagner le salut, il devait se dévouer aux pauvres ; sinon, malgré les enseignements de l'Église, ni psaumes, ni messes, ni jeûnes, ni aumônes même ne le sauveraient. Ainsi Arnaud était, pour Jayme, non seulement un médecin, mais un conseiller parlant haut et ferme ; il fut, à plusieurs reprises, envoyé en mission diplomatique par les rois d'Aragon et de Sicile (1).

Si multiples que fussent ses occupations, elles n'absorbaient qu'une partie de son infatigable activité. En dédiant à Robert de Naples son ouvrage sur l'arpentage, il fait ainsi son propre portrait :

« *Yeu, Arnaut de Vilanova...*
Doctor en leys et en decrets,
Et en siensa de strolomia,
Et en l'art de medicina,
Et en la santa teologia. »

Bien qu'il fût laïque, marié et père de famille, le domaine favori de son activité était la théologie, qu'il avait étudiée auprès des Dominicains de Montpellier. En 1292, il débuta par un ouvrage sur le *Tetragrammaton*, ou nom mystérieux de Jéhovah, dans lequel il cherchait à expliquer par des raisons

(1) Petayo, *Heterodoxos Españoles*, t. 450-61, 475, 590-1, 726-7, 772. — M. Flac. Illýs, *Cat. Test. Veritatis*, p. 1732 sq. (éd. 1603).

naturelles le mystère de la sainte Trinité. Embarqué dans de semblables spéculations, il devint bientôt Joachite convaincu. Un homme d'aspirations morales aussi hautes, un cœur aussi ouvert à la compassion, devait avoir horreur de la perversité et de la cruauté des hommes de son temps, et particulièrement des crimes commis par les ecclésiastiques dont les pires, à ses yeux, étaient les Mendiants. Il fouailla impitoyablement leurs vices et tomba naturellement dans les spéculations des Joachites, annonçant la venue prochaine de l'Antéchrist et du Jour du Jugement. Dans de nombreux ouvrages rédigés en latin et en langue vulgaire, il commenta les livres de Joachim et alla jusqu'à déclarer que la révélation de Cyrille était plus précieuse que toute l'Écriture. Il était porté, par sa généreuse nature, à sympathiser avec les Spirituels persécutés. Il entreprit audacieusement de les défendre dans divers traités. En 1309, comme Frédéric de Sicile lui demandait l'explication d'un rêve, 54 Arnaud profita de cette occasion pour invoquer la commisération du monarque en faveur des moines opprimés. Il exposa à Frédéric que ces malheureux, lorsqu'ils voulaient en appeler au Saint-Siège, étaient persécutés et massacrés par leurs confrères, et que la pauvreté évangélique était traitée comme le plus grand des crimes. Il usa de même de son influence à la cour de Naples; c'est grâce à lui que les opprimés devaient un jour trouver un refuge auprès d'elle (1).

Son tempérament impulsif ne pouvait rester à l'écart de la lutte acharnée qui faisait rage à ce moment. Avant la fin du xiii^e siècle, il adressa aux Dominicains et aux Franciscains de Paris, aux rois de France et d'Aragon et même au Sacré Collège, des lettres annonçant la prochaine fin du monde. Les catholiques pervers et, en particulier, les ecclésiastiques étaient les membres de l'Antéchrist, dont la venue était imminente. Ces déclarations soulevèrent une ardente controverse, au cours de laquelle les deux partis se montrèrent sans pitié l'un pour l'autre. Après une bataille à coups de plume, les Dominicains

(1) Pelayo, I. 454, 458, 464-6, 468-9, 730-1, 779. — Franz Ehrle, *Archiv für Lit.- und Kirchengeschichte*, 1886, 327-8.

catalans accusèrent formellement Arnaud devant l'évêque de Girone. Arnaud répliqua que ces moines n'avaient nul droit d'ester en justice, attendu que c'étaient des hérétiques et des fous, des chiens et des imposteurs. Lui-même les cita à comparaître devant le pape au Carême suivant. Il dut certainement à la faveur royale d'échapper au bûcher qui avait puni tant de controversistes moins téméraires. En 1300, quand le roi Jayme l'envoya en mission auprès de Philippe le Bel, l'audacieux hérésiarque présenta à l'Université de Paris son ouvrage sur la venue de l'Antéchrist. Les théologiens virent d'un mauvais œil le livre d'Arnaud ; au mépris de l'immunité diplomatique, l'auteur fut arrêté sans même un avertissement préalable, à la veille de son départ, sur l'ordre de l'Official. L'archevêque de Narbonne s'interposa inutilement. Le prisonnier ne fut mis en liberté que sous caution de trois mille livres, somme que fournirent le vicomte de Narbonne et d'autres amis. Puis il comparut devant les maîtres de théologie et, sous la menace de l'emprisonnement, dut rétracter sur l'heure ses allégations, sans qu'on lui accordât le droit de se défendre. Il rapporte (et il y a tout lieu de l'en croire) que, parmi les plus violents de ses juges, se trouvait un Franciscain, dont le zèle était sans doute enflammé par l'apparition d'un autre Olivi, enfant de ce Midi si fécond en hérésiarques (1).

55

Arnaud adressa à Boniface un appel formel et se présenta ensuite, en personne, à la cour pontificale. Accueilli d'abord par des moqueries, il provoqua des rigueurs par son opiniâtreté. Comme relaps, il était passible du bûcher. On se contenta de l'emprisonner et de le contraindre à une seconde rétractation ; ce qui n'empêcha pas que Philippe le Bel, en 1303, à l'assemblée du Louvre, en accusant Boniface d'hérésie, mit à la charge du pape l'approbation d'un livre d'Arnaud, antérieurement brûlé sur l'ordre du roi et de l'Université de Paris. En réalité, quand Boniface rendit la liberté au prisonnier, — tout en reconnaissant sa science médicale au point de

(1) Pelayo, I. 460, 464-8, 739-45.

le nommer médecin de sa cour, — il lui ordonna de garder désormais le silence en matière de théologie. Arnaud se tint tranquille pendant quelque temps. Mais un ordre céleste l'obligea à rentrer en scène. Il avertit solennellement Boniface que le pape serait frappé par la vengeance divine s'il persistait à ignorer le devoir qui lui incombait de détourner l'imminente colère de Dieu par une réforme complète de l'Église. La catastrophe d'Anagni suivit de près cette prédiction. Aussi Arnaud, qui avait quitté la cour pontificale, vit-il naturellement, dans cet événement, la confirmation de sa prophétie. Dès lors, il se considéra comme un messenger de Dieu. Dans une ardente dénonciation des vices du clergé, il renouvela l'avertissement à Benoît XI, qui répondit en infligeant une pénitence au prophète et en saisissant tous ses écrits apocalyptiques. Un mois après environ, Benoît mourut à son tour. Arnaud annonça qu'un troisième message serait envoyé au successeur du pape défunt. « Il ne m'a pas été révélé, disait-il, à quel moment et par qui serait apportée cette parole ; mais je sais que si le pape en tient compte, Dieu l'ornera des dons les plus éclatants ; s'il rejette cet avis, Dieu le frappera d'un jugement terrible dont le monde entier sera stupéfié (1). »

Pendant quelques années, nous perdons de vue Arnaud. Cependant sa plume féconde s'exerçait avec ardeur et presque sans interruption. L'Église s'efforçait vainement de détruire ses écrits. En 1305, Fray Guillermo, inquisiteur de Valence, excommunia et chassa de l'Église un serviteur du roi Jayme, Gambaldo de Pilis, coupable de posséder et de répandre ces ouvrages. Le roi demanda à Guillermo les raisons de cette mesure. Comme l'inquisiteur refusait de fournir des explications, Jayme écrivit une lettre irritée à Eymerich, général des Dominicains. Le roi déclarait que les livres d'Arnaud étaient

(1) Pelayo, l. 470-4, 729, 734. — D'Argentré, l. u. 417. — Du Puy, *Histoire du Différend*, Pr. 103.

Une des accusations portées, en 1319, contre Bernard Delicieux, était d'avoir envoyé à Arnaud certaines formules magiques pour envouter le pape Benoît. On trouva un témoin prêt à jurer que ces pratiques avaient causé la mort du pape. — Mss. Bib. Nat. fonds latin, n° 4270, fol. 12, 50, 51, 61.

- 56 lus avidement par lui-même, par la reine et par les infants, par les archevêques et les évêques, par le clergé et par les laïques. Il demandait que la sentence fût révoquée comme contraire à la loi canonique ; sinon, il punirait sévèrement Fray Guillermo et ferait peser son mécontentement sur tous les Dominicains de ses domaines. Ce fut probablement cette faveur royale qui sauva Arnaud, lorsqu'il faillit être brûlé à Santa-Christina et se tira de ce mauvais pas avec une simple flétrissure, comme nécromant et magicien, hérétique et pape des hérétiques (1).

Alors que la persécution des Spirituels, en Provence, était à son plus haut période, Arnaud obtint de Charles le Boiteux de Naples, comte de Provence, l'envoi au général Gérard d'une lettre qui, pour quelque temps, arrêta ou atténua la persécution. En 1309, on trouve Arnaud à Avignon, envoyé en mission par Jayme II et bien reçu par Clément V, qui prisait fort sa science médicale. Arnaud tira bon parti de sa situation en persuadant secrètement au pape de mander les chefs des Spirituels afin d'apprendre d'eux, oralement et par écrit, quels étaient leurs sujets de plainte et quelles réformes ils désiraient voir apporter à leur Ordre. En ce qui concernait ses affaires personnelles, il ne fut pas aussi heureux. En audience publique, devant le pape et les cardinaux, au mois d'octobre 1309, il annonça que la fin du monde arriverait au cours du siècle et que l'Antéchrist apparaîtrait dans les quarante premières années. Il s'étendit longuement sur la dépravation du clergé et des laïques, et se plaignit amèrement de la persécution dirigée contre les hommes qui voulaient vivre en l'état de pauvreté évangélique. C'étaient là des déclarations qu'on s'attendait à entendre de sa bouche ; mais il y ajouta l'incroyable indiscretion de lire une relation détaillée des songes de Jayme II et de Frédéric de Sicile, en exposant les doutes des souverains et les explications et exhortations par lesquelles il y avait répondu. C'étaient là des choses d'un caractère confi-

(1) Pelayo, I. 481, 772.

dentiel aussi sacré que la confession d'un pénitent. Le cardinal Napoleone Orsini, protecteur des Spirituels, écrivit à Jayme pour le féliciter de sa piété, révélée par maître Arnaud, par cet homme sage et éclairé qu'enflammait l'amour de Dieu. Mais cette démarche ne put conjurer la tempête. Le cardinal de Porto et le provincial dominicain d'Aragon, Ramon Ortiz, se hâtèrent d'apprendre à Jayme qu'Arnaud avait représenté les deux souverains comme des hommes de foi hésitante et qui croyaient aux présages des songes. Ils conseillaient au roi d'Aragon de renoncer à employer comme ambassadeur un hérétique tel qu'Arnaud. Jayme fut profondément blessé dans son orgueil. Ce fut en vain que Clément lui assura lui-même n'avoir prêté aucune attention au discours d'Arnaud. Le roi écrivit au pape, aux cardinaux et à son frère, une lettre dans laquelle il niait l'histoire du songe et traitait Arnaud d'imposteur. Frédéric n'était pas aussi susceptible ; il écrivit à Jayme que l'histoire du songe ne pouvait leur faire aucun tort et que la véritable infamie, de leur part, consisterait à abandonner Arnaud à l'heure du danger. Il offrit un refuge à son ancien conseiller et, peu après, l'envoya de nouveau en mission à Avignon. Arnaud mourut au cours du voyage. On ignore la date exacte de sa mort, certainement antérieure au mois de février 1314. Clément le regretta pour des raisons de pur égoïsme. Il lança une bulle annonçant qu'Arnaud avait été son médecin et lui avait promis un livre très utile ; l'auteur était mort sans tenir sa promesse ; en conséquence, quiconque détenait le précieux volume était sommé de le remettre au pape (1).

57

L'intervention d'Arnaud fit briller aux yeux des Spirituels l'espoir d'une délivrance inattendue. Depuis le Languedoc jusqu'à Venise et à Florence, ils subissaient la plus douloureuse persécution ; on les jetait dans des donjons où ils mouraient

(1) *Hist. Tribulationum* (Archiv für Lit.-u. K. 1886, I. 129). — Pelayo, I. 481-3, 773, 776. — Wadding, ann. 1312, n° 7. — Cf. Trithem. *Chron. Hirsaug.* ann. 1310 ; P. Langii *Chron. Citiens.* ann. 1320.

de faim ; on leur infligeait les innombrables vexations auxquelles la vie monastique offrait mille prétextes. Arnaud persuada à Clément de tenter un énergique effort pour apaiser le schisme de l'Ordre et pour faire taire les accusations que les Conventuels portaient contre leurs frères. Une occasion se présenta. Les citoyens de Narbonne adressèrent au pape un appel où ils affirmaient que les livres d'Olivé avaient été injustement condamnés, que la Règle de l'Ordre était méprisée et que les hommes qui l'observaient étaient persécutés. Ils demandaient, en outre, que le Saint-Siège autorisât le culte particulier des reliques d'Olivé. Une commission d'importants personnages fut chargée d'examiner la foi d'Angelo da Clarino et de ses disciples, établis dans le voisinage de Rome. Ces hommes furent déclarés bons catholiques. De notables Spirituels, tels que Raymond Gaufridi, l'ancien général, Ubertino da Casale, chef intellectuel de la secte, Raymond de Giniac, ancien provincial d'Aragon, Gui de Mirepoix, Bartolommeo Sicardi, d'autres encore, furent mandés à Avignon où on leur ordonna de dresser une liste des points sur lesquels ils jugeaient nécessaire la réforme de l'Ordre. Pour leur permettre d'accomplir cette tâche en toute sécurité, le pape les prit sous sa protection. A cet effet, il lança une bulle dont les minutieuses dispositions montrent la réalité des périls encourus par ceux qui cherchaient à ramener l'Ordre à sa pureté primitive. Ce furent sans doute ces avertissements qui poussèrent le général Gonsalvo à faire adopter par le chapitre de Padoue, en 1310, plusieurs prescriptions restreignant le luxe et réformant les abus répandus dans tout l'Ordre ; mais le mal était bien profondément enraciné. D'ailleurs, le même général était décidé à imposer l'obéissance aux Spirituels, si bien qu'entre les deux factions, la haine reprit avec une intensité plus vive encore (1).

(1) Franz Ehrle (*Archiv für Lit.-u. K.* 1886, p. 380-1, 384, 386; 1887, p. 36). — Raym. de Fronciacho (*Ibid.* 1887, p. 48). — Eymerich, p. 316. — Angeli Clarini *Litt. Excus.* (*Archiv*, 1885, p. 531-2). — Wadding, ann. 1210, n° 6. — Regest Clément. PP. V. T. v. p. 379 sq. Romæ, 1887.

A l'heure même où le général Gonsalvo cherchait à réprimer la cupidité des moines, ceux-ci obtenaient de l'empereur Henry VII un décret annulant un statut

Les plaintes, énumérées en trente-cinq articles et soumises à Clément V par les Spirituels, sur l'ordre donné par ce pontife, constituaient un terrible réquisitoire contre le relâchement et la corruption de l'Ordre. Les Conventuels répondirent par une assez faible défense, tantôt en niant la vérité des allégations, tantôt en essayant de prouver, par des subtilités dialectiques, que la Règle n'avait pas la signification adoptée par les Spirituels, tantôt encore en accusant leurs adversaires d'hérésie. Clément confia à une commission de cardinaux et de théologiens le soin d'entendre les deux parties. Pendant deux ans, le conflit fit rage. Au cours des débats, Raymond Gaufridi, Gui de Mirepoix et Bartolommeo Sicardi moururent, empoisonnés, disent les uns, par leurs adversaires, usés, disent les autres, par les mauvais traitements et les avanies. Clément avait provisoirement relevé les délégués des Spirituels de la juridiction de leurs ennemis. Ceux-ci eurent l'audace, le 1^{er} mars 1311, de rédiger une protestation formelle contre cette mesure, alléguant que les Spirituels étaient des hérétiques excommuniés et n'avaient aucun droit à une telle protection. Dans cette discussion prolongée, les deux principaux antagonistes étaient Ubertino da Casale et Bonagrazia (Boncortese) da Bergamo. Le premier, alors que, sur le Mont' Alverno, théâtre de la transfiguration de saint François, il était absorbé dans la dévotion, avait été oint par le Christ et élevé au suprême degré de la vie spirituelle. L'histoire que voici montre combien sa réputation était grande. Tandis qu'il travaillait avec beaucoup de succès en Toscane, il fut mandé à Rome par Benoît XI, pour répondre de certaines accusations portées contre lui. Peu après, les habitants de Pérouse envoyèrent une solennelle ambassade porter au pape deux requêtes, demandant qu'Ubertino leur fût rendu, et que le pape et les cardinaux consentissent à résider à Pérouse. Benoît répondit en souriant : « Je vois que vous ne nous aimez que médiocrement, puisque vous

59

local de Nuremberg, par lequel il était défendu aux citoyens de leur donner plus d'une seule pièce d'or ou d'une seule mesure de blé à la fois. — Chron. Glassberger, ann. 1310.

nous préférez Frà Ubertino. » Ubertino était, d'ailleurs, Joachite; il n'hésitait pas à qualifier l'abdication de Célestin d' « horrible innovation » et l'avènement de Boniface d' « usurpation ». Bonagrazia l'emportait peut-être en érudition sur son adversaire; il ne lui était pas inférieur par le dévouement à ce qu'il croyait être la vérité, bien qu'Ubertino le qualifiât de *frère lai*, uniquement versé dans les finesses astucieuses du droit. Nous verrons plus loin qu'Ubertino était prêt à subir la persécution pour la défense de son idéal de pauvreté. L'antagonisme de ces deux hommes sur les points litigieux montre de façon frappante combien étaient insolubles les questions qui suscitèrent une lutte si ardente et firent couler tant de sang (4).

Les Spirituels ne réussirent pas à obtenir le décret de séparation qui leur eût permis de vivre en paix. Mais, à d'autres égards, la décision des commissaires leur fut entièrement favorable, bien que les Conventuels se fussent efforcés de faire oublier le véritable objet du litige, en appelant l'attention sur les prétendues erreurs d'Olivé. Clément accepta la décision et, en plein consistoire, devant les deux parties, ordonna à tous de vivre dans l'affection et la charité mutuelles, d'ensevelir le passé dans l'oubli et de renoncer à s'injurier réciproquement au sujet de leurs différends d'autrefois. Ubertino répondit : « Saint-Père, ces hommes nous appellent hérétiques et fauteurs d'hérésie; il existe, dans vos archives et dans celles de l'Ordre, des livres entiers pleins de ces allégations. Il faut qu'ils prouvent ces assertions et nous laissent nous défendre, ou bien qu'ils les rétractent. Autrement, il ne saurait y avoir de paix entre eux et nous. » Clément répondit : « Nous déclarons comme pape que, d'après ce qui a été dit devant nous de part et d'autre, nul ne doit vous appeler hérétiques ou fauteurs d'hérésie. S'il existe à ce sujet quelque document dans nos

(4) *Archiv für L.-u. K.* 1887, p. 93 sq. — *Hist. Tribulat.* (*Ibid.* 1886, p. 130, 132-4). — Ehrle (*Ibid.* 1886, p. 366, 380). — Wadding, ann. 1310, n° 1-5. — Chron. Glassberger, ann. 1310. — Ubertini de Casali *Tract. de septem statibus Ecclesiarum*, c. iv

archives ou ailleurs, nous l'annulons entièrement et le proclamons sans valeur contre vous. » Le résultat de ce colloque fut, au concile de Vienne (1311-1312), l'adoption du canon connu sous le nom d'*Exivi de Paradiso*, destiné à clore définitivement la controverse. Angelo da Clarino déclare que ce canon était entièrement fondé sur les propositions d'Ubertino et qu'il consacra le triomphe des Spirituels. En communiquant cette nouvelle à ses Frères, il sent son cœur déborder de joie. Le canon définit, dit-il, quatre-vingts questions relatives à l'interprétation de la Règle ; désormais, ceux qui servent le Seigneur dans des ermitagès, s'ils obéissent à leurs évêques, sont assurés contre toute molestation. Il ajoute que les inquisiteurs étaient placés sous le contrôle des évêques, mesure à laquelle il attachait évidemment une importance spéciale, car, en Provence et en Toscane, l'Inquisition était franciscaine et, par conséquent, aux mains des Conventuels.

Nous avons vu que Clément tarda à publier les décrets du concile. Après une revision attentive, il était sur le point d'entreprendre enfin cette publication, quand il mourut en 1314. Le long interrègne qui suivit fut cause d'un nouvel ajournement. Jean XXII, élu en août 1316, voulut, lui aussi, prendre le temps de reviser à nouveau les décrets, et ce fut seulement en novembre 1317 que les canons furent finalement publiés. Il est plus que probable qu'ils subirent des modifications au cours de ces formalités. Le canon *Exivi de Paradiso* se prêtait tout particulièrement à des altérations. Le texte qu'on en possède aujourd'hui ne justifie certainement pas l'hymne triomphal d'Angelo. Sans doute, le décret insiste sur une plus rigoureuse observance de la Règle ; il interdit de placer dans les églises des coffres destinés à recevoir de l'argent ; il déclare les moines incapables de bénéficier des legs ; il réproouve la construction d'églises somptueuses et de couvents qui ressemblent trop à des palais ; il interdit l'acquisition de vastes jardins et de grands vignobles ; il prohibe même l'accumulation du blé dans les greniers et du vin dans les caves, partout où les Frères peuvent vivre au jour le jour en mendiant ; il attribue à

61

l'Église de Rome la propriété de tout ce qui est donné à l'Ordre, ne laissant aux moines que l'usufruit, attendu que la Règle s'oppose à toute propriété individuelle ou collective. Bref, c'est une justification absolue des plaintes portées par les Spirituels et une interprétation de la Règle conforme à leurs idées. Mais loin de permettre aux Spirituels, comme le prétendait Angelo, de vivre dans la paix et l'idépendance, le décret les soumettait à leurs supérieurs. C'était les maintenir en esclavage, attendu que les Conventuels possédaient dans l'Ordre une forte majorité et qu'irrités de leur défaite ils redoutaient de voir appliquer la Règle dans toute sa rigueur. Leur mauvais vouloir fut encore accru par l'action du général Gonsalvo, qui se mit assidûment à l'œuvre pour accomplir les réformes prescrites. Il parcourut les diverses provinces, démolissant les édifices somptueux, exigeant la restitution des dons et des legs aux donateurs ou à leurs héritiers. Il excita ainsi une grande indignation parmi les Conventuels relâchés et sa mort prématurée, en 1313, fut attribuée à des pratiques criminelles. L'élection de son successeur, Alessandro da Alessandria, un des plus ardents Conventuels, montre que la majorité des Franciscains n'était pas disposée à s'incliner humblement devant les décisions du pape et du concile (1).

Comme il était à prévoir, la lutte entre les partis redevint plus âpre que jamais. Clément montra, en 1313, son inclination pour l'ascétisme en canonisant Célestin V; mais quand les Spirituels lui demandèrent protection contre leurs confrères, il se contenta de leur enjoindre de retourner dans leurs couvents, en ordonnant, toutefois, qu'on les traitât avec bienveillance. Les haines mutuelles étaient trop fortes pour que les puissants n'abusassent pas de leur force. Clément essaya, du mieux qu'il pût, de contraindre les Conventuels à la soumission. Dès juillet 1314, il avait intimé à Bonagrazia l'ordre de

(1) Ubertini *Responsio* (*Archiv für L.-u. K.* 1887, p. 87). — Baluz. et Mansi, II. 278. — Franz Ehrle (*Archiv für L.-u. K.* 1885, p. 541-2, 545; 1886, p. 362). — *Hist. Tribulat.* (*Ibid.* 1886, p. 438-41). — C. 1, Clément. v. 11. — Wadding. ann. 1312, n° 9; ann. 1313, n° 4. — Chron. Glassberger, ann. 1312. — Alvar. Pelag. de *Planct. Ecc'es.* lib. II. art. 67.

se retirer au couvent de Valcabrère en Comminges et de n'en sortir que sur une autorisation spéciale du Saint-Siège. En même temps il citait à comparaître devant lui le provincial de Provence, Guiraud Vallette, et quinze des principaux fonctionnaires de l'Ordre dans le Midi de la France, considérés comme les chefs du parti hostile aux Spirituels. En consistoire public, il réitéra ses ordres, réprimanda les prévenus de leur désobéissance et de leur rébellion, releva de leurs fonctions ceux d'entre eux qui occupaient des charges et déclara les autres inéligibles. Il remplaça les personnages révoqués par des hommes capables auxquels il enjoignit expressément de veiller au maintien de la paix et de traiter avec bienveillance une minorité douloureusement éprouvée. Néanmoins, les scandales et les plaintes persistèrent jusqu'au jour où le général Alessandro accorda aux Spirituels les trois couvents de Narbonne, Béziers et Carcassonne, en ordonnant qu'on mit à leur tête de dignes supérieurs. Ce changement ne fut pas obtenu sans violence; les Spirituels eurent pour eux la sympathie populaire, et les couvents ainsi favorisés devinrent des refuges pour les Frères mécontents des autres maisons. Pendant quelque temps, le calme régna; mais à la mort de Clément, en 1314, la querelle se rouvrit. Sous prétexte de maladie, Bonagrazia quitta son lieu d'exil et fomenta avec ardeur les désordres renaissants. Les fonctionnaires disgraciés firent de nouveau sentir leur influence. Les Spirituels se plaignirent d'être injuriés et diffamés en secret et publiquement, couverts de boue et lapidés, privés de nourriture et des sacrements mêmes, dépouillés de leurs vêtements et dispersés dans des localités éloignées, parfois même jetés en prison (1).

Peut-être Clément aurait-il trouvé quelque moyen pour rétablir un semblant d'accord entre ces irréconciliables factions, si les Spirituels italiens ne s'étaient montrés très indociles. Ils avaient presque perdu patience durant les longues

(1) Jordan. *Chron.* c. 326, Partic. iii (Muratori, *Antiq.* XI. 767). — *Hist. Tribut.* Arch. 1886, 140-1). — Franz Ehrle (*Ibid.* 1886, p. 158-64; 1887, p. 33, 40) — Raym. de Franciacho (*Ibid.* 1887, p. 27).

conférences qui précédèrent le concile de Vienne. Exposés à des vexations quotidiennes, désespérant de trouver le repos au sein de l'Ordre, ils écoutèrent avec avidité les conseils d'un sage et saint homme, le chanoine Martin de Sienne, qui, en dépit de leur petit nombre, affirmait leur droit à se constituer en congrégation distincte et à élire leur propre général. Sous la direction de Giacopo di San Gemignano, ils suivirent cet avis et formèrent une organisation indépendante. Ce fut là une vraie révolte, très dommageable à la cause des Spirituels d'Avignon. Clément ne voulut consentir à aucune concession envers des gens qui manquaient ainsi à l'obéissance. Il envoya promptement des délégués chargés de les juger ; les Spirituels italiens furent excommuniés comme « schismatiques et rebelles, fondateurs d'une secte superstitieuse, propagateurs de doctrines fausses et pestiférées ». La persécution contre eux fit rage avec plus de violence que jamais. Dans certaines localités où ils avaient l'appui des laïques, ils chassèrent de leurs maisons les Conventuels et se défendirent par la force des armes, au mépris des censures de l'Église. D'autres se frayèrent tant bien que mal un chemin jusqu'en Sicile. D'autres encore, peu avant la mort de Clément, envoyèrent au pape des lettres où ils protestaient de leur soumission et de leur obéissance. Mais leurs amis craignirent de se compromettre et n'osèrent même pas présenter ce message. Après l'avènement de Jean XXII, les rebelles firent une nouvelle tentative pour parvenir jusqu'au pape ; mais, cette fois, les Conventuels, en pleine possession du pouvoir, jetèrent les messagers en prison, comme hérétiques excommuniés. Ceux des prisonniers qui réussirent à s'évader s'enfuirent en Sicile. Remarquons qu'en tous lieux ces prétendus hérétiques, par leurs vertus et leur sainteté, gagnaient la faveur du peuple et s'assuraient ainsi une protection plus ou moins efficace. Ce fut surtout le cas en Sicile. Le roi Frédéric, se souvenant des enseignements d'Arnaud de Villeneuve, reçut les fugitifs avec bienveillance et leur permit de s'établir dans l'île, malgré les remontrances répétées de Jean XXII. Déjà Henry da Ceva, que nous retrouverons

au cours de ce récit, avait cherché en ce pays un refuge contre la persécution dirigée par Boniface VIII et avait préparé la voie aux futurs réfugiés. En 1313, la chronique fait allusion à un pape nommé Célestin, élu en Sicile par les « Pauvres », et constituant, avec un collège de cardinaux, la seule véritable Église qui eût droit à l'obéissance des fidèles. Si insignifiant que ce mouvement pût paraître à cette époque, il n'en contribua pas moins plus tard à faire éclore la secte de ces *Fratricelli* qui bravèrent si longtemps, avec une merveilleuse constance, l'impitoyable rigueur de l'Inquisition italienne (1).

Les hommes qui avaient été, à l'origine, les chefs des Spirituels italiens ne furent pas obligés de suivre les dangereux sentiers de la rébellion. En effet, affranchis de toute obéissance aux Conventuels, ils pouvaient consentir à demeurer soumis à Rome. Angelo da Clarino écrit à ses disciples que la torture et la mort sont préférables à l'abandon de l'Église et du chef de l'Église; le pape est l'évêque des évêques et confère toutes les dignités ecclésiastiques; le pouvoir des clefs émane du Christ et la soumission est obligatoire malgré les persécutions. Pourtant, à côté de ces recommandations, on trouve d'autres déclarations qui montrent quelle situation sans issue avait créée la foi ardente en la mission évangélique de saint François et en l'autorité révélée de la Règle. Si rois ou prélats ordonnent un acte contraire à la foi, il faut obéir à Dieu seul et accueillir la mort avec joie. François a mis dans sa Règle les prescriptions que le Christ lui dictait; il faut se soumettre à cette Règle plutôt qu'aux ordres des prélats. Même après la persécution subie par les Spirituels sous Jean XXII, Angelo cite une prophétie attribuée à François : « Des hommes surgiront qui rendront

64

(1) *Hist. Tribu'at.* (loc. cit. p. 139-40). — Lami, *Antichità Toscane*, p. 596-59. — Franz Ehrle, *Archiv*, 1885, p. 156-8. — Johann. S. Victor, *Chron.* ann. 1319 (Muratori, *S. R. I.* III. u. 479). — Wadding, ann. 1313, n° 47. — l'Argentré, l. 1. 27. — Arch. de l'Inq. de Carcass. (Doat, XXVII. fol. 7 sq.). — Raym. de Fronciacho *'Archiv*, 1887, p. 31).

Frà Francesco del Borgo San Sepolcro, qui fut jugé, en 1311, par l'Inquisition à Assise, pour avoir prétendu posséder le don de prophétie, était probablement un Joachite toscan qui refusa de se soumettre (Franz Ehrle, *Archiv für L.-u. K.* 1887, p. 11).

l'Ordre odieux et corrompent l'Église entière; il y aura un pape dont l'élection sera consommée au mépris des lois canoniques et qui refusera d'admettre la vraie croyance relativement au Christ et à la Règle; il se produira une scission dans l'Ordre et la colère de Dieu frappera les hommes qui s'attacheront à l'erreur. » Faisant clairement allusion à Jean, Angelo déclare que si un pape condamne, comme erreur, la vérité évangélique, il faut abandonner ce pontife au jugement du Christ et des docteurs; si ce pape excommunie, comme hérésie, la pauvreté évangélique, il est lui-même excommunié par Dieu et hérétique aux yeux du Christ.

Cependant, bien que la foi et la soumission des Spirituels fussent mises ainsi à de rudes épreuves, Angelo et ses disciples ne tentèrent jamais de provoquer un schisme. Angelo mourut en 1337, épuisé par soixante années de souffrances et de persécutions. Cet homme avait l'âme la plus forte et la plus douce, les aspirations les plus saintes : il avait vécu en des jours malheureux et s'était épuisé en vains efforts pour concilier ce qui était inconciliable. Bien qu'il eût été autorisé par Jean XXII à adopter l'habit et la Règle des Célestins, il avait dû vivre dans une retraite cachée; sa demeure n'était connue que de quelques fidèles amis et disciples, dont certains, dit-on, comparurent en 1334 devant l'Inquisition, comme *Fraticelli*. Il habitait dans l'ermitage solitaire de Santa Maria di Aspro en Basilicate. Trois jours à peine avant sa mort, le bruit se répandit qu'un saint mourait en ce lieu; une foule si nombreuse accourut qu'il fallut placer des gardes et admettre les visiteurs, deux par deux, à contempler l'agonisant. Le mort opéra des miracles éclatants et fut béatifié par l'Église qui, pendant deux générations, n'avait jamais cessé de l'accabler. La petite congrégation qu'il avait formée, bien qu'échappant aux regards pendant que se déployait l'audace des *Fraticelli*, continua cependant à exister. Après que les Observantins eurent repris, sous de plus favorables auspices, la traditionnelle doctrine de l'abnégation, la secte survécut encore, jusqu'au jour où elle fut

65

finalement absorbée par cet Ordre, en 1517, lors de la réorganisation effectuée par Léon X (1).

En Provence, même avant la mort de Clément V, il se trouva d'ardents esprits qui, chérissant les rêveries de l'Évangile Éternel, ne se contentèrent pas de la victoire remportée au concile de Vienne. En 1314, quand des Conventuels attaquèrent la mémoire d'Olivé, un des griefs allégués fut que le défunt avait institué des sectes rebelles. Celles-ci prétendaient que sa doctrine avait été révélée par le Christ; qu'elle avait une autorité égale à celle de l'Évangile; que, depuis Nicolas III, la suprématie papale leur avait été transmise; aussi élisaient-elles un pape pour elles seules. Ubertino ne nia pas la vérité de ces accusations; il déclara seulement qu'il ignorait les faits allégués, et que, si le rapport était authentique, Olivé ne devait pas être rendu responsable d'erreurs entièrement contraires à sa doctrine, car il n'avait jamais dit ou écrit un seul mot à l'appui de telles insanités. Pourtant il existait incontestablement des sectaires qui s'intitulaient disciples d'Olivé, parmi lesquels fermentait le levain révolutionnaire et qui ne pouvaient reconnaître aucune autorité à l'Église corrompue et mondaine. En 1313, on voit un certain Frère Raymond Jean, dans un sermon public prononcé à Montréal, prophétiser que ces gens subiront des persécutions pour leur foi. Comme, après le sermon, on lui demandait le sens de ces paroles, il répondit, en présence de plusieurs personnes : « Les ennemis de la foi sont cachés parmi nous. L'Église qui nous gouverne est symbolisée par la Grande Prostituée de l'Apocalypse, qui persécute les pauvres et les serviteurs du Christ. Vous voyez que nous n'osons pas marcher au grand jour devant nos frères. » Il ajouta que le seul vrai pape était Célestin, qui avait été élu en Sicile, et que

(1) Franz Ehrle (*Archiv f. L.-u. K.* 1885, p. 534-9, 553-5, 558-9, 561, 563-4, 566-9; 1887, p. 406). — S. Francisci *Prophe.* xiv (Op. éd. 1849, p. 270-1). — Chron. Glassberger. ann. 1502, 1506, 1517.

la seule vraie Église était celle que ce pape avait organisée (1).

66

Les spirituels ne constituaient donc nullement un parti unifié. Une fois délivrés du joug de l'autorité, ils avaient trop d'individualité et un trop ardent fanatisme pour s'arrêter tous à des convictions identiques. Aussi étaient-ils divisés en petits groupes et en sectes; ce morcellement neutralisait le peu de force qui leur aurait permis de mettre en péril la puissante organisation de la hiérarchie. Pourtant, que ces doctrines fussent humblement résignées comme celle d'Angelo ou révolutionnaires comme celle de Raymond Jean, elles étaient toutes coupables du même crime d'indépendance. Ces hommes se permettaient de concevoir des idées personnelles sur des sujets interdits à la pensée libre et de croire à une loi plus haute que celle des décrétales romaines. Leur constance devait être bientôt mise à l'épreuve. En 1314, le général Alessandro mourut; après une vacance de vingt mois, son poste échut à Michele da Cesena. Les Spirituels de Narbonne adressèrent au chapitre de Naples, où fut élu le nouveau général, un long mémoire énumérant les torts et les vexations subies par eux depuis que la mort de Clément les avaient privés de la protection pontificale. La nomination de Michele semblait être une victoire remportée sur les Conventuels. Ce personnage était un théologien distingué, d'un caractère inflexible, décidé à imposer la stricte ordonnance de la Règle. Moins de trois mois après son élection, il lança un ordre général exigeant la rigoureuse obéissance aux prescriptions de François. Il y décrivait minutieusement les vêtements que devaient porter les Frères. Nul moine ne devait recevoir d'argent, sauf en cas d'absolue nécessité. La vente des produits de la terre était interdite, ainsi que la construction d'édifices somptueux. Les repas devaient être de la plus simple frugalité; les Frères n'avaient pas le droit de voyager à cheval; ils ne pouvaient même porter de chaussures que sur une autorisation écrite

(1) Franz Ehrle (*Archiv für Lit.-u. K.* 1886, p. 371, 411). — Arch. de l'Inq. de Carcassonne (Doat, XXVII. fol. 7 sq.)

accordée par leurs couvents. Les Spirituels crurent posséder enfin un général répondant à leurs désirs. Mais ils s'étaient écartés de l'obéissance; or, Michele avait décidé de rétablir l'unité à tout prix et de ramener de force tous les égarés au bercail (1).

Quinze jours après la publication de cet ordre, le long interrègne s'achevait par l'élection de Jean XXII. Peu de papes incarnèrent aussi complètement que lui les tendances dominantes de leur temps et exercèrent sur l'Église une influence aussi étendue, en bien comme en mal. De naissance relativement humble, Jean, par ses talents et sa force de caractère, s'était élevé, par degrés, jusqu'à la chaire de Saint-Pierre. Il était de petite taille, mais de santé robuste; il s'emportait facilement et son inimitié, une fois excitée, était durable. Quand le malheur frappait ses ennemis, il laissait éclater une joie peu digne du pasteur de la Chrétienté. Tenace et inflexible, il poussait jusqu'au bout toutes ses entreprises, sans se soucier d'aucune intervention, amicale ou hostile. Il était particulièrement fier de ses connaissances théologiques, plein d'ardeur dans la controverse, mais incapable de supporter la contradiction. Il était pieux à la façon de ses contemporains, célébrait la messe presque tous les jours et se levait presque toutes les nuits pour réciter l'Office ou pour travailler. Parmi ses meilleurs ouvrages, on cite un poétique récit de la Passion de Jésus-Christ, se terminant par une prière. L'auteur satisfaisait sa vanité en proclamant de nombreuses indulgences pour quiconque lirait le livre en entier. Mais les défauts dominants de Jean XXII étaient l'ambition et l'avarice. Pour contenter le premier de ces vices, il engagea, contre les Visconti de Milan, des guerres sans fin, dans lesquelles, dit un contemporain, le sang répandu aurait pu rougir toutes les eaux du lac de Constance, et les corps des morts former un pont d'une rive à l'autre. Quant à son avidité, il n'en donna que trop de preuves par son habileté à changer en monnaie courante le trésor de salut dont il pos-

67

(1) Franz Ehrle (*loc. cit.* 1886, p. 160-4). — Wadding. ann. 1316, n° 5.

sédait la clef. Ce fut lui qui, le premier, établit le système des « Taxes de la Pénitencerie », offrant, à des prix déterminés, l'absolution pour toutes les formes de la perversité humaine, depuis cinq gros pour l'homicide et l'inceste, jusqu'à trente-trois gros pour l'ordination avant l'âge canonique. Moins de deux ans après son élection, il s'arrogea le droit de présentation à tous les bénéfices collégiaux de la Chrétienté, sous prétexte de réprimer la simonie. Il retira ensuite d'énormes richesses de la vente de ces charges. Plus lucrative encore fut la méthode nouvelle qu'il employa pour le choix des dignitaires. Au lieu de nommer aux évêchés vacants par avancement, il établit un système qui consistait à promouvoir des ecclésiastiques d'un siège médiocre à un siège plus riche, puis à l'archiépiscopat, de telle sorte que chaque vacance était l'occasion de nombreux changements et permettait de lever des taxes sur chaque bénéficiaire. En outre de ces sources régulières de profits indignes, il était fertile en expédients de toute sorte. C'est ainsi qu'en 1326, ayant besoin d'argent pour ses guerres lombardes, — comme l'Allemagne lui était fermée par sa querelle avec Louis de Bavière, — il demanda à Charles le Bel l'autorisation de lever un subside sur les églises de France.

- 68 Charles commença par refuser; puis on convint de partager le butin, et le roi de France accorda l'autorisation en échange de l'abandon que lui faisait le pape de deux années de dime. Comme le fait remarquer un contemporain, *et ainsi sainte yglise, quant l'un le tont, l'autre l'escorche*. De certains prélats il obtint une dime entière, d'autres une demi-dime, d'autres enfin il tira tout ce qu'il put; quiconque détenait un bénéfice émanant de l'autorité pontificale dut payer le revenu plein d'une année. Pour faire excuser son insatiable avidité, le pape alléguait que cet argent était destiné à une croisade. Mais comme il atteignit quatre-vingt-dix ans sans mettre à exécution ce projet, un contemporain, Villani, observe, avec une prudence justifiée, qu'« il eut peut-être en effet cette intention ». Bien qu'il fût généralement économe, Jean dépensa des sommes immenses pour seconder les vues de son

neveu — ou fils — le cardinal-légat Poyet, qui s'efforçait de fonder une principauté dans l'Italie du nord. Il gaspilla aussi beaucoup d'argent pour faire d'Avignon la résidence permanente de la papauté; mais il était réservé à Benoît XII d'acquiescer et d'agrandir l'énorme palais-forteresse des papes. Pourtant, après la mort de Jean, lorsqu'on dressa l'inventaire des biens du défunt, on trouva dans son trésor dix-huit millions de florins d'or et des joyaux et vêtements dont la valeur fut estimée à sept autres millions. Même aux yeux des commerçants florentins, cette somme parut si fantastique que Villani, dont le frère était au nombre des experts-priseurs, crut devoir expliquer que chaque million comprend mille milliers. Si nous songeons à la pauvreté de cette époque et à la rareté des métaux précieux, nous pouvons juger quelle somme formidable de souffrances représentait un tel trésor, extorqué, en dernière analyse, à la misérable classe des paysans, que l'agriculture d'alors, si imparfaite, parvenait à peine à nourrir. Et qui dira ce que ce trésor représentait d'actes de simonie, de justice vendue ou refusée aux malheureux, de rémissions du purgatoire, de pardons de péchés, accordés aux innombrables fidèles qui demandaient à l'Église une part des trésors de salut! (1)

(1) Villani, *Chronica*, lib. xi. c. 20. — Chron. Glassberger, ann. 1334. — Viteodun. *Chron. Eccard. Corp. Hist. Med. Aet.*, I (1806 8). — Friedrich, *Statut. Synod. Wratislav. Hannoveræ* 1827, p. 37, 38, 41. — Grandes Chroniques, V 200. — Guillel. Nangiac. *Contm.* ann. 1326. — La collection des brefs pontificaux relatifs à la Saxe, récemment publiée par Schmidt (*Päbstliche Urkunden und Regesten*, p. 87-295) explique les sommes immenses tirées, par Jean XXII, de la vente des canoniciats. Ce n'est pas exagérer de dire que plus de la moitié des rescrits lancés durant son pontificat concernent des nominations de ce genre.

Les comptes du receveur pontifical pour la Hongrie en 1320 montrent avec quelle exigence la curie réclamait les premiers revenus des plus pauvres bénéfices, et quels énormes frais entraînaient la procédure. Le receveur porte à son actif 4913 florins d'or qu'il a reçus et dont 32 seulement furent versés au trésor pontifical. (Theiner, *Monumenta Slavica. Meridional* i. 147).

Des apologistes modernes se sont efforcés d'expliquer, à l'aide d'arguments divers et ingénieux, la remise des crimes et des péchés dans les Taxes de Chancellerie et de l'énitencerie. Il suffit de faire observer que, quelle que fût la théorie, la pratique consistait à vendre l'impunité en voilant à peine ce trafic de raisons qui ne trampaient personne. Quand devinrent trop pressantes les voix réclamant la convocation d'un concile général pour arrêter les progrès du Luthéranisme, et quand Rome s'efforça de détourner l'orage par des promesses de réforme, Pie III, vers 1536, demanda conseil à ses cardinaux. Un des rapports qu'on lui soumit

69 Le malaise prolongé que provoqua cet impudent trafic des bénéfices et la réputation que le pontife laissa en mourant, apparaissent dans les doléances apportées un siècle plus tard, au concile de Sienne, par les délégués du clergé gallican. Ils déclarent que, pendant le pontificat de Jean, l'Église a gardé pour elle-même tous les bénéfices; les grâces, les expectatives, etc., étaient publiquement vendues au plus offrant, sans souci du mérite; aussi, en France, nombre de bénéfices étaient ruinés par suite des charges écrasantes qu'on leur avait imposées. On ne saurait donc s'étonner de la réserve discrète que témoigna la Vierge, dans la seconde moitié du xiv^e siècle, lorsqu'elle apparut à sainte Brigitte. Plusieurs Franciscains, désireux de savoir si les décrétales de Jean au sujet de la pauvreté du Christ étaient correctes, avaient rendu visite à la Sainte. Celle-ci eut deux visions successives, dans lesquelles la Vierge rassura les scrupules des moines et déclara les décrétales pures de toute erreur, mais ajouta qu'elle ne pouvait révéler si l'âme du pape défunt était au ciel ou en enfer. Tel était l'homme auquel l'ironie cruelle de la destinée confiait le soin d'apaiser les scrupules qui tourmentaient les délicates consciences des Spirituels (1).

Jean avait pris une part active aux délibérations du concile de Vienne et connaissait parfaitement la question en litige. Quand, peu après son avènement, il reçut une requête du général, Michele, le priant de rétablir la concorde dans l'Ordre déchiré par les dissensions, il se laissa aller à son humeur impérieuse et prit immédiatement des mesures énergiques. Il

reconnait que les laxés de la chancellerie scandalisent beaucoup d'âmes pieuses, mais s'efforce de justifier ces taxes en arguant que le montant en est payé, non pour l'absolution, mais comme « satisfaction » ou pénitence pour le péché; il est donc juste que cet argent soit employé aux innombrables œuvres pies du Saint-Siège (Döllinger, *Beitrag zur politischen, kirchlichen und Culturgeschichte*, III, 210). Cette casuistique ne satisfait pas la commission de cardinaux qui, en 1538, élabora le célèbre *Consilium de emendanda Ecclesia*. Les prélats déclaraient hautement que la Pénitencerie et la Datarie sont le refuge de quiconque achète à prix d'or l'impunité causant, par toute la Chrétienté, un scandale indescriptible. L'Église, disaient-ils, n'hésitait pas à conserver des abus qui mènent à la ruine tout royaume ou toute république (Le Plat, *Monument. Concil. Trident.* II, 441).

(1) Jo. de Ragusio *Init. et Prosecut. Basil. Concil.* (Monument. Concil. Sæc. XV. T. I, p. 32). — Revelat. S. Brigittæ lib. VII, c. VIII.

ordonna au roi Frédéric de Sicile d'arrêter les Spirituels réfugiés dans l'île et de les livrer à leurs supérieurs afin que ceux-ci leur infligeassent la fustigation. Le provincial d'Aquitaine, Bertrand de la Tour, fut chargé de réduire à l'obéissance les rebelles des couvents de Béziers, Narbonne et Carcassonne. Bertrand essaya d'abord de la persuasion. Le signe extérieur des Spirituels était l'habit. Leurs capuchons étaient plus petits, leurs frocs plus courts, plus étroits et plus grossiers que ceux des Conventuels. Ils croyaient par là se conformer aux précédents établis par François. C'était pour eux un article de foi, comme l'absence de greniers et de caves et le refus de manier de l'argent. Quand le provincial les pressa d'abandonner ces vêtements, ils répondirent que sur ce point ils ne pouvaient lui obéir. Alors, sur un ton autoritaire, il invoqua le rescrit pontifical. De leur côté, ils adressèrent au pape un appel, signé par quarante-cinq moines de Narbonne et quinze de Béziers, réclamant du pontife une enquête plus approfondie. Au reçu de l'appel, le 27 avril 1317, Jean donna à tous les appelants l'ordre péremptoire de se présenter en personne avant dix jours, sous peine d'excommunication. Ils partirent, au nombre de soixante-quatorze, ayant à leur tête Bernard Délicieux. En arrivant à Avignon, ils ne se risquèrent pas à loger dans le couvent franciscain, mais bivouaquèrent pour la nuit sur la place publique, devant les portes du palais pontifical (1).

On voyait en eux des rebelles bien plus dangereux que les Spirituels italiens. Ces derniers avaient déjà obtenu une audience dans laquelle Ubertino da Casale avait réfuté les accusations portées contre eux. Ubertino, Goffrido da Cornone et Philippe de Caux, tout en exprimant leur sympathie pour Olivi et ses disciples et en se déclarant prêts à les défendre, avaient clairement fait voir qu'ils ne se considéraient nullement comme solidaires de ces hommes. Jean établit la même distinction. Angelo da Clarino fut bien emprisonné un moment

(1) Wadding. ann. 1317, n° 9-14. — *Hist. Tribulation.* (*Archiv für L.-u. K.* 1886, p. 142). — Joann. S. Victor. *Chron.* ann. 1311, 1316 (Muratori, *S. R. I.* III, II, 460, 478).

En vertu d'une vieille condamnation prononcée par Boniface VIII; mais il fut bientôt remis en liberté et autorisé à adopter l'habit et la Règle des Célestins. Ubertino fut avisé que s'il voulait retourner pour quelques jours dans le couvent franciscain, on prendrait des mesures pour assurer son avenir. Il répondit à ces ouvertures de façon significative : « Après être demeuré un seul jour chez les moines, je n'aurai plus besoin en ce monde d'aucune mesure prise en ma faveur par vous ou par quelque autre. » On lui permit alors de se faire admettre dans l'Ordre des Bénédictins, autorisation qui fut accordée aussi à plusieurs de ses compagnons. Il ne jouit cependant que d'un répit momentané; nous verrons plus loin comment, en 1323, il dut chercher un refuge auprès de Louis de Bavière (1).

71

Les Olivistes ne devaient pas se tirer d'affaire aussi facilement. Le lendemain de leur arrivée, ils furent reçus en audience. Bernard Délicieux soutint leur cause si habilement qu'on ne put lui répondre qu'en l'accusant d'avoir fait obstacle à l'Inquisition. Jean le fit arrêter. François Sanche reprit alors le plaidoyer : aussitôt il fut accusé d'avoir publiquement vilipendé l'Ordre; Jean le livra aux Conventuels, qui s'empresèrent d'incarcérer le malheureux dans une cellule voisine des latrines. Guillaume de Saint-Amand assumait à son tour la défense des Olivistes. Mais les moines l'accusèrent d'avoir commis des dilapidations et d'avoir abandonné le couvent de Narbonne. Jean le fit également arrêter. Alors Geoffroi tenta l'aventure. Mais Jean coupa la parole à l'orateur, en disant : « Nous sommes grandement surpris de voir que vous réclamez la stricte observance de la Règle, alors que vous portez cinq robes. » Geoffroi répliqua : « Saint Père, vous avez été induit en erreur, car, sauf le respect que je vous dois, il n'est pas vrai que je porte cinq robes. » Jean répondit, en s'échauffant : « Ainsi, nous mentons ! » Puis il ordonna que Geoffroi fût tenu en prison jusqu'à ce qu'on eût déterminé combien il

(1) *Hist. Tribulat.* (ubi sup. p. 132-44, 151-2). — Franz Ehrle, *Archiv*, 1887, p. 546.

portait de robes. Les Frères, terrifiés, voyant leur cas jugé d'avance, tombèrent à genoux en criant : « Saint Père, justice ! justice ! » Le pape leur enjoignit de se rendre tous au couvent franciscain, pour y être gardés en attendant qu'il eût décidé ce qu'il convenait de faire d'eux. Bernard, Guillaume, Geoffroi et certains autres furent, sur l'ordre du pape, soumis à l'emprisonnement dans les chaînes. Nous avons déjà vu quel fut le sort de Bernard. Quant aux autres, on entama à leur sujet une inquisition. A l'exception de vingt-cinq rebelles, tous se soumirent. Les Conventuels triomphants leur imposèrent de rigoureuses pénitences (1).

Les vingt-cinq récalcitrants furent livrés à l'Inquisition de Marseille, sous la juridiction de laquelle ils avaient été arrêtés. L'inquisiteur était frère Michel le Moine, un des Conventuels dégradés et emprisonnés par Clément V à cause de leur zèle à persécuter les Spirituels. Il put alors savourer tranquillement sa vengeance. Michel avait toute liberté pour agir à sa guise, car le pape n'avait pas attendu, pour condamner les Spirituels, que ceux-ci eussent présenté leur défense. Dès le 17 février, il avait ordonné aux inquisiteurs de Languedoc de dénoncer comme hérétiques tous ceux qui s'intitulaient *Fraticelli* ou *Fratres de paupere vita*. Puis, le 13 avril, il avait lancé la constitution *Quorumdam*, dans laquelle il tranchait définitivement les deux questions désormais les plus brûlantes de la querelle, le caractère du costume que devaient porter les moines et la légalité des provisions de blé dans les greniers, de vin et d'huile dans les caves. Il transmettait ces questions au général de l'Ordre, avec pouvoir absolu de les résoudre. D'après les instructions de Michele, les ministres et les gardiens établiraient, pour chaque couvent, quelle était la quantité requise de provisions, dans quelles proportions on pouvait les emmagasiner et dans quelle mesure il était permis aux moines de mendier pour les acquérir. Les décisions qui interviendraient devaient être suivies à la lettre ; nul n'avait le droit de penser

72

(1) *Hist. Tribulat.* (Archiv f. L.-u. K. p. 145-6). — Raymond, de Fronciacho *Ibid.* 1887, p. 2).

ni de prétendre qu'elles fussent une dérogation à la Règle. La bulle s'achevait sur ces mots significatifs : « La pauvreté est une grande chose, mais plus grande encore est l'innocence, et l'obéissance parfaite est la plus grande de toutes. » Le gros bon sens qui dictait ces paroles peut nous sembler bien vulgaire ; ce fut cependant là ce qui décida la défaite des Spirituels et leur laissa tout juste le droit de choisir entre la soumission et la révolte (1).

Cette bulle fut la base de la procédure inquisitoriale engagée contre les vingt-cinq récalcitrants. D'après les termes de ce document, l'affaire était parfaitement claire. Tous les actes commis par les Spirituels postérieurement à la publication étaient rébellion flagrante, par exemple le refus de changer leur costume et l'appel adressé au pape pour demander un supplément d'enquête. Avant qu'on les eût remis aux mains de l'Inquisition, on les avait amenés devant Michele da Cesena. Les dépositions qu'ils firent devant ce dernier avaient été lues en consistoire et jugées hérétiques ; les auteurs étaient déclarés passibles des pénalités frappant l'hérésie. On avait naturellement tenté d'obtenir leur soumission, mais en vain. Ce fut seulement le 6 novembre 1317 que Jean et Michele da Cesena publièrent des lettres ordonnant à l'inquisiteur Michel de procéder au jugement. Nous ne connaissons pas les détails de la procédure ; mais il y a tout lieu de croire qu'on n'épargna aux accusés aucune des mesures de rigueur employées d'ordinaire en pareil cas pour briser la force morale de l'inculpé et le réduire à merci. D'ailleurs, cela est attesté d'abord par la lenteur de la procédure, qui dura exactement six mois, car la sentence ne fut rendue que le 7 mai 1318, puis par le fait que la plupart des accusés se laissèrent contraindre à l'abjuration. Quatre d'entre eux seulement eurent assez d'endurance physique et morale pour tenir bon jusqu'à la fin. Ce furent Jean Barrani, Déodat Michel, Guillem Sainton et Pons Rocha. Ils furent, le jour même, abandonnés aux auto-

73

(1) Coll. Doat, XXXIV. 147. — Extrav. Joann. XXII. Tit. xiv. cap. 1.

rités séculières de Marseille et dûment brûlés. Un cinquième, Bernard Aspa, qui, dans sa prison, avait déclaré se repentir, mais refusé de rétracter ses erreurs et d'abjurer, fut charitablement condamné à la prison perpétuelle, bien qu'aux termes de toutes les lois inquisitoriales il eût dû partager le sort de ses complices. Les autres furent tenus d'abjurer publiquement et d'accepter les pénitences imposées par l'inquisiteur. On les avertit de plus que, s'ils ne publiaient pas leur abjuration partout où ils avaient prêché leurs erreurs, ils seraient brûlés comme relaps (1).

Quoique la sentence déclare que l'hérésie de ces victimes dérive de la doctrine empoisonnée d'Olivi, et bien que l'inquisiteur ait lancé des lettres interdisant à tous la possession ou la lecture des écrits d'Olivi, il n'est fait allusion à aucune erreur Joachite. Le délit frappé était simplement la désobéissance à la bulle *Quorumdam*. Les coupables jugeaient la bulle contraire à l'Évangile du Christ, qui leur interdisait de porter des vêtements autres que ceux qu'ils avaient adoptés, et d'emmagasiner des approvisionnements de blé ou de vin. Le pape n'avait pas qualité pour les contraindre à cette désobéissance. Refusant de se soumettre à l'autorité pontificale, ils se déclaraient résolus à persister dans l'observance de la Règle jusqu'au Jour du Jugement. Si les points en litige étaient incontestablement frivoles, la querelle impliquait cependant des intérêts plus graves. C'était, d'une part, un cas de conscience d'où l'âpreté de la controverse avait depuis longtemps banni tout raisonnement; c'était, d'autre part, pour l'autorité, la nécessité d'imposer l'obéissance. Si l'on permettait au jugement individuel de faire échec aux injonctions des décrétales, c'en était fait, pour la papauté, du pouvoir moral comme de la suprématie temporelle. Pourtant, au fond de tout cela, fermentait le vieux levain du Joachisme, qui contestait l'autorité spirituelle de l'Église romaine et affranchissait les Élus de l'obéissance implicite aux décrets. En 1319, quand Bernard

(1) Baluz. et Mansi, II. 248-51. — *Hist. Tribut.* (loc. cit. p. 147).

74 Délicieux parti d'Avignon pour Castelnau-dary où il devait être jugé, il s'entretint librement avec son escorte pendant le trajet, et ne dissimula pas son admiration pour Joachim II alla même jusqu'à dire qu'il avait effacé, dans son exemplaire du *Decretum*, le canon de Latran condamnant l'erreur de Joachin relative à la Trinité, et que, s'il était pape, il abrogerait ce canon. L'influence de l'Évangile Éternel apparaît dans ce fait que, parmi les hommes qui abjurèrent à Marseille et furent emprisonnés, nombre s'enfuirent auprès des infidèles, en laissant entre les mains de leurs persécuteurs une audacieuse profession de foi, annonçant qu'ils reviendraient triomphalement après la mort de Jean XXII (1).

Ainsi, avant d'avoir accompli la première année de son pontificat, Jean avait réussi à créer une hérésie nouvelle, consistant, pour les Franciscains, à regarder comme illégitimes le port des robes flottantes et la possession de greniers ou de caves. La perversité humaine s'est manifestée sous mille formes diverses; mais elle ne prit peut-être jamais un aspect plus odieux et plus ridicule à la fois qu'au temps où nous sommes parvenus. On a peine à croire que des hommes pussent faire brûler leurs semblables pour de tels motifs et qu'il se trouvât des gens inflexibles, prêts à braver les flammes, pour la défense de tels principes. Sans doute Jean, par suite de son genre d'esprit et de son éducation, ne pouvait croire que des hommes fussent assez fortement épris de la sainte pauvreté pour sacrifier leur vie à cette doctrine; il ne voyait en eux que

(1) Raym. de Franciacho (*Archiv. f. L.-u. K.* 1887, p. 31). — Baluz. et Mansi, II. 248-51, 271-2. — Joann. S. Victor, *Chron.* ann. 1319 (Muratori, *S. R. I.* III. n. 478-9). — Mss. Bib. Nat. fonds latin, n° 4270, fol. 188, 262. — Pourtant, dans son interrogatoire, Bernard nia ces allégations, ainsi que la doctrine d'Olivé affirmant que le Christ était vivant quand il avait été frappé de la lance pendant la Crucifixion. Cependant il déclara que certains manuscrits de saint Marc autorisaient cette opinion (fol. 167-8).

On ne sait pas bien quel fut le sort des autres Olivistes jugés à Marseille. D'après le texte, il appert que certains d'entre eux, du moins, furent emprisonnés. Les autres furent probablement renvoyés avec des pénitences légères, car, en 1325, un cordonnier de Narbonne, Blaise Éoeril, comparaisant devant l'inquisition de Carcassonne, confessa qu'il avait rendu visite un jour à trois d'entre eux, un autre jour à quatre de ces Olivistes, domiciliés à Marseille, qu'il les avait reçus chez lui et les avait ensuite reconduits. — Doat, XXVII. 7 sq.

des rebelles obstinés. Il fallait les contraindre à la soumission ou leur faire subir la peine méritée. Jean avait pris position en faveur de l'autorité de Michele da Cesena; toute résistance, active ou passive, ne pouvait que le fortifier dans son dessein.

La bulle *Quorundam* avait produit une émotion considérable. Un ouvrage rédigé, pour la défense de cette bulle, par un inquisiteur de Carcassonne et de Toulouse, probablement Jean de Beaune, montre que les dispositions nouvelles avaient causé un grand trouble dans l'esprit des hommes instruits, et que ceux-ci n'étaient pas convaincus de l'orthodoxie du canon, bien qu'ils ne fussent pas disposés à tenter une résistance ouverte. On dit aussi qu'un prêtre persista à soutenir les erreurs condamnées par la bulle et fut livré au bras séculier; mais il se rétracta avant que les fagots fussent allumés et fut admis à la pénitence. Pour couper court à toute discussion, Jean assembla une commission de treize prélats et docteurs, parmi lesquels se trouvait Michele da Cesena. Après une longue délibération, les commissaires condamnèrent comme hérétiques les propos des hommes qui contestaient au pape le droit de lancer une telle bulle, et qui conseillaient de désobéir aux prélats lorsque ceux-ci ordonnaient l'abandon des robes courtes et étroites et prescrivaient les approvisionnements de blé et de vin.

75

Toutes ces mesures contribuèrent à hâter le schisme. Les bulles *Sancta Romana*, du 30 décembre 1317, et *Gloriosam ecclesiam*, du 23 janvier 1318, étaient dirigées contre les gens qui, sous le nom de *Fraticelli*, Bégains, *Bizochi* et *Fratres de paupere vita*, en Sicile, en Italie et dans le Midi de la France, organisaient un Ordre indépendant, prétendaient observer strictement la Règle de François, recrutaient des adhérents, construisaient des maisons ou en recevaient en don, mendiaient et élisaient des supérieurs. Tous ces sectaires étaient déclarés excommuniés *ipso facto*; tous les prélats recevaient l'ordre de travailler à la prompte extirpation de la secte (1).

(1) Baluz. et Mansi, II. 270-1, 274-6. — Extravagant. Joann. XXII. Tit. vu. — Mag. Bull. Roman. I. 193.

Dans le peuple, les hommes qui conservaient quelque sang-froid arguaient que si le vœu franciscain faisait de toute propriété un péché, ce n'était pas un vœu de sainteté, car, en ce qui touche les objets de consommation, tels que le pain et le fromage, l'usage devenait propriété. Par conséquent, celui qui prononçait ce vœu le violait par le seul fait qu'il vivait, et ne pouvait donc être en état de grâce. Cependant le suprême mérite de la pauvreté avait été prêché si assidûment pendant un siècle qu'une grande partie de la population sympathisait avec les Spirituels persécutés. Beaucoup de laïques, mariés ou célibataires, se joignaient à eux à titre de Tertiaires ; des prêtres même embrassaient leurs doctrines. Ils devinrent bientôt une secte, qui ne se borna pas aux seuls Franciscains et qui occupa l'activité de l'Inquisition à la place des Cathares presque entièrement exterminés. La vieille histoire recommença, les saints persécutés ayant toujours à leurs talons les familiers inquisiteurs et trouvant toujours un refuge ou une cachette auprès de zélés défenseurs.

On peut citer, comme exemple, un prêtre de Béziers, Pierre Trencavel. Le nom de ce personnage revient fréquemment, dans les interrogatoires subis devant l'Inquisition, comme celui d'un des principaux chefs de la secte. Il finit par se laisser prendre et fut jeté dans la prison de Carcassonne. Mais il put s'évader et fut condamné, dans un *auto de fé*, comme hérétique manifeste. Alors les sectaires firent entre eux une collecte pour l'envoyer en Orient. Après quelques années d'absence, il revint et reprit son existence active, parcourant, sous des déguisements, tout le Midi de la France, partout protégé par les adeptes de sa secte. On ne sait trop quelle fut sa fin. Il périt probablement sur le bûcher comme hérétique relaps, car, en 1327, on le trouve, avec sa fille Andrée, entre les mains de l'impitoyable Michel de Marseille. Jean du Prat, alors inquisiteur de Carcassonne, réclama les inculpés auxquels il voulait arracher les noms de leurs disciples et de leurs hôtes. Michel refusa sans doute de livrer sa proie, car il fallut, pour obtenir le transfert des prisonniers, un ordre péremptoire de Jean XXII.

En 1325, Bernard Castillon de Montpellier confesse avoir abrité sous son toit nombre de Béguins et avoir ensuite acheté pour eux une maison, où il leur rendit visite. Un autre accusé reconnaît avoir reçu chez lui à Montpellier beaucoup de fugitifs. Ces malheureux rencontraient partout une sympathie qu'ils méritaient en effet par la sincérité de leurs convictions (1).

L'exécution des quatre martyrs de Marseille fut le signal d'une campagne active de l'Inquisition. Par toute la région infectée, le Saint-Office s'appliqua sans relâche à écraser la nouvelle hérésie. Comme il n'avait pas été nécessaire, jusque-là, de dissimuler ses opinions, on mit facilement la main sur les suspects. Aussi la récolte fut-elle abondante. La rigueur déployée par l'Inquisition apparaît dans l'ordre lancé, en février 1322, par Jean XXII, prescrivant que tous les Tertiaires, dans les districts soupçonnés, fussent sommés de comparaître et soumis à une enquête attentive. Cet ordre causa une terreur générale. Les archives de Florence possèdent de nombreuses lettres, adressées à la Curie romaine en février 1322, par les magistrats et les prélats des cités toscanes, intercédant en faveur des Tertiaires et demandant en grâce qu'on ne confondit pas ces derniers avec la secte récente des Béguins. Il en fut sans doute de même en d'autres lieux. La crainte répandue partout était justifiée par la liste, tous les jours plus longue, des martyrs. L'épreuve était simple. Il s'agissait d'établir si l'accusé

(1) Guill. Nangiac. *Contin.* ann. 1317. — Coll. Doat, XXVII. 7 sq., 170; XXXV. 18. — Lib. Sentent. Inquis. Tolos. p. 301, 312, 381.

Le cas de Raymond Jean éclaire d'un jour tout particulier l'existence des Spirituels persécutés. Dès 1312, cet homme avait commencé à dénoncer l'Eglise comme la Prostituée de Babylone et à prophétiser son propre sort. En 1317, il était au nombre des appelants qui furent mandés à Avignon, où il fit sa soumission. Replacé sous le contrôle de son Ordre, il fut envoyé par son supérieur au couvent d'Anduse, où il demeura jusqu'au jour où il apprit le sort qu'avaient subi, à Marseille, ses courageux compagnons. Il s'enfuit alors avec un frère, et arriva à Béziers, où tous deux trouvèrent refuge dans une maison, en compagnie de plusieurs femmes, également rebelles à l'Ordre. Ils demeurèrent cachés dans cette retraite pendant trois ans. Puis Raymond mena une vie errante et s'associa pendant quelque temps à Pierre Trencavel. Il fit un voyage outre-mer. A son retour, il adopta l'habit de prêtre séculier et se consacra à la cure des âmes, d'abord en Gascogne, puis à Rodez ou à l'est du Rhône. Capturé finalement en 1325, il comparut devant l'Inquisition de Carcassonne et, à la suite de souffrances prolongées, se résigna à abjurer. La sentence qui le frappa n'est pas connue; ce dut être l'emprisonnement perpétuel. — Doat, XXVII. 7 sq.

croyait que le pape eût le pouvoir d'accorder des dispenses de vœux, particulièrement en ce qui touchait la pauvreté et la chasteté. Comme nous le savons, la négation de ce pouvoir était un lieu commun professé dans les écoles et péremptoirement établi par Thomas d'Aquin. Même, dès 1311, les Conventuels, dans la discussion soutenue devant Clément V, avaient admis que nul Franciscain ne pouvait détenir des biens ou prendre femme sur l'ordre du pape. Mais depuis ce temps, les choses avaient changé. Désormais, ceux qui adhéraient à la doctrine établie avaient à choisir entre l'abjuration et le bûcher. Naturellement, il n'y eut qu'un nombre restreint d'accusés assez fermes pour résister jusqu'au bout aux méthodes par lesquelles l'Inquisition savait si bien dompter les consciences. Comme il y eut cependant beaucoup de victimes, c'est que les sectaires étaient très nombreux. Les documents sont rares et fragmentaires; mais on sait qu'à Narbonne, où les évêques essayèrent d'abord de protéger les malheureux, trois victimes furent brûlées en 1319, dix-sept pendant le Carême de 1321, d'autres en 1322. A Montpellier, la persécution était très active en 1319. A Lunel, dix-sept sectaires furent brûlés; à Béziers, deux en une fois, sept en une autre; à Pézenas, plusieurs, à la tête desquels était Jean Formayron; à Toulouse, quatre personnes furent suppliciées en 1322, d'autres à Cabestaing et à Lodève. A Carcassonne, des bûchers flambèrent en 1319, 1320, 1321. Henri de Chamay y déploya son activité de 1325 à 1330. On a conservé une partie de ses registres, comportant un nombre très restreint de condamnations au bûcher; mais Mosheim possédait une liste de *cent treize personnes* exécutées, comme Spirituels, à Carcassonne, de 1318 à 1350 environ. Toutes ces affaires avaient été jugées par des inquisiteurs dominicains; mais les Franciscains montraient plus de zèle encore, si nous en croyons Wadding, qui affirme qu'en 1323 *cent quatorze malheureux furent brûlés par les seuls inquisiteurs franciscains*. D'ailleurs, à Marseille, l'Inquisition était aux mains des Franciscains et passait pour témoigner d'une sévérité extrême à l'égard des membres récalcitrants de l'Ordre. Dans une

affaire qui se présenta en 1329, le gardien de Béziers, Frère Guillem de Salvelle, déclare que les accusés furent traités très durement et que leur emprisonnement fut des plus rigoureux. Assurément, Angelo da Clarino avait le droit de dire que les Conventuels, dans leur triomphe sur leurs antagonistes, se conduisirent comme des chiens et des loups enragés, torturant, assassinant, rançonnant sans merci. Si triviale que nous semble la cause de cette querelle, nous ne pouvons nous refuser à respecter la ferveur résignée qui poussa tant de zélateurs à sceller de leur sang leurs convictions. Beaucoup d'entre eux, dit-on, aspiraient au martyre et recherchaient avidement le bûcher. Bernard Léon de Montréal fut brûlé pour avoir soutenu que, s'il avait fait vœu de pauvreté et de chasteté, il n'obéirait pas au pape lui enjoignant de prendre femme ou d'accepter une prébende (1).

Cette féroce persécution eut, naturellement, pour seul résultat de fortifier les convictions des opprimés et leur hostilité à l'égard du Saint-Siège. Quant à l'objet apparent de la controverse, Pierre Tort qui comparut, en 1322, devant l'Inquisition de Toulouse, déclare qu'il est permis d'emmagasiner une provision de blé et de vin suffisante pour huit ou quinze jours, du sel et de l'huile pour six mois. Au sujet des vêtements, Michele da Cesena, usant du pouvoir que lui conférait la bulle *Quorumdam*, lança, en 1317, un « précepte » ordonnant que la robe fût faite d'étoffe grossière, et ne descendit pas plus bas que la moitié du pied, et que la cordelière fût de chanvre et non de lin. Bien qu'il ait, semble-t-il, négligé la brûlante question du capuchon, cette réglementation aurait pu satisfaire à de raisonnables scrupules, s'il n'y avait eu là un cas de conscience n'admettant pas de compromis. Les Spirituels déclaraient

(1) Raynald, ann. 1322, n° 51. — Archivio di Firenze, Prov. del Convento di Santa Croce, Feb. 1322. — S. Th. Aquin. *Summ. Sec. Sec. Q. LXXXVIII. Art. XI; Q. CLXXXVI. Art. VIII. ad. 3.* — Franz Ehrle (*Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1887, p. 156). — Lib. Sentent. Inq. Tolos. p. 300, 313, 381-93. — Coll. Doat, XXVII, XXVIII. — Mosheim, *de Beghardis*, p. 499, 632. — Vassette, IV, 182-3. — Wadding, ann. 1317, n° 45. — *Hist. Tribulat.* (loc. cit. p. 449). — Arch. de l'Inq. de Carcass. (Doat, XXVII. 162). — Johann. S. Victor. *Chron.* ann. 1316-19.

- 79 qu'ils n'étaient pas tenus, malgré les ordres du pape ou du général, d'abandonner les robes plus courtes et plus communes encore attribuées par leur tradition à Saint-François. On prêtait à cette question futile une importance extraordinaire. Si, disait-on, les quatre martyrs de Marseille avaient été brûlés, c'était pour avoir porté les vêtements humbles et étriqués qui distinguaient les Spirituels (1).

En thèse générale, les Spirituels étaient dans leur droit. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, on avait universellement admis jusqu'alors que le pape ne pouvait accorder de dispenses de vœux. Quand Olivi poussa à bout cette thèse et affirma que le pontife ne pouvait ordonner aucun acte contraire à un vœu évangélique, cette affirmation ne fut pas comptée parmi les erreurs que condamna le concile de Vienne. Cependant, bien que cette opinion fût admise comme un postulat théorique, lorsque on prétendit l'opposer aux injonctions d'un pape tel que Jean XXII, elle devint une hérésie qu'il fallait écraser à tout prix. En même temps, il était impossible que les persécutés reconnussent l'autorité qui les envoyait au bûcher. Des hommes qui s'offraient spontanément aux flammes en disputant au pape le pouvoir d'accorder des dispenses de vœux; qui déclaraient que, s'il n'y avait qu'une femme au monde et que cette femme eût fait vœu de chasteté, le pape ne pourrait lui donner de dispense valable, fût-ce pour empêcher l'extinction du genre humain; qui reprochaient à Jean XXII d'avoir péché contre l'Évangile du Christ en tentant de permettre aux Franciscains la possession de greniers et de caves; qui, accordant que le pape eût autorité sur d'autres Ordres, lui refusaient toute suprématie sur l'Ordre de Saint-François, parce que la Règle de cet Ordre était de révélation divine et que nul n'avait le droit d'y changer ou d'en effacer un mot; de tels hommes ne pouvaient se défendre contre le pape qu'en attaquant la source de son autorité. Toutes les idées Joachiques qui sommeillaient au fond des âmes se réveillèrent et devinrent

(1) Lib. Sentent. Inq. Tolosan. p. 320, 325. — Wadding. ann. 1317, n° 23. — Coll. Doul. XXVII. 7 et 8.

les principes directeurs de la secte. Jean XXII, quand il eut lancé la bulle *Quorundam*, personnifia l'Antéchrist mystique, le précurseur du véritable Antéchrist. L'Église romaine était l'Église charnelle; les Spirituels formeraient la véritable Église qui lutterait contre l'Antéchrist et qui, sous la conduite du Saint-Esprit, ouvrirait l'ère nouvelle, pendant laquelle l'homme serait gouverné par l'amour, dans la pauvreté et l'abnégation universelles. 80

Certains Spirituels annonçaient ces événements pour 1325, d'autres pour 1330, d'autres pour 1335. C'était la doctrine professée par l'Évangile Éternel. Il y avait deux églises; l'une était la charnelle Église de Rome, la Prostituée de Babylone, la Synagogue de Satan, ivre du sang des saints, à laquelle Jean XXII prétendait présider, bien qu'il eût forfait sa dignité et fût devenu hérétique entre les hérétiques, en laissant mourir les martyrs de Marseille; l'autre église était la véritable Église, l'Église du Saint-Esprit, qui bientôt triompherait grâce aux armes de Frédéric de Sicile. Saint François ressusciterait en chair; alors commencerait le troisième âge, le septième et dernier état de l'humanité. En attendant, les sacrements étaient déjà tombés en désuétude et devenus inutiles au salut. C'est sans doute à cette époque d'exaltation frénétique que des interpolations furent introduites dans les écrits d'Olivi (1).

Cette église nouvelle avait un rudiment d'organisation. Dans le procès de Naprous Boneta, jugée à Carcassonne, en 1325, il est fait allusion à un certain Frère Guillem Giraud, ordonné pape par Dieu à la place de Jean XXII, lorsque ce dernier, coupable d'un péché égal au péché d'Adam, avait été déposé par la volonté divine. Outre François et Olivi, les saints et les martyrs ne faisaient pas défaut. On conservait comme pieuses reliques des fragments de chair et d'os ayant appartenu à ceux qui périrent sur le bûcher. On recueillait même des morceaux

(1) Lib. Sent nt. Inq. Tolosan. p. 208-93, 302-6, 316. — Bern. Guidon. *Practica*, P. v. — Doat, XXVII. 7 sq. — Johann. S. Victor. *Chron.* ann. 1316-19 (Muratori, S. R. I. III. n. 478-9).

des bûchers sur lesquels ils avaient souffert pour leur foi. Ces reliques étaient placées devant des autels dans les demeures ou portées, comme des amulettes, par les fidèles. Les quatre martyrs de Marseille étaient honorés d'un culte particulier. Leurs suffrages étaient aussi puissants que ceux de saint Laurent ou de saint Vincent. En eux le Christ avait été spirituellement crucifié sur les quatre bras de la croix. Un pauvre homme, qui fut brûlé à Toulouse en 1322, avait inséré dans ses litanies les noms de soixante-dix Spirituels martyrisés. Il les invoquait parmi les autres saints, attribuant une égale valeur à l'intercession de tous. C'était là, assurément, une dévotion habituelle et reconnue. Pourtant le culte des Spirituels était plus simple que celui de l'église orthodoxe, car on estimait inutiles les offrandes aux saints. Au lieu de vouer un cierge à quelque saint ou à la Sainte-Vierge, ou d'accomplir un pèlerinage à Compostelle, mieux valait donner aux pauvres l'argent que coûtaient ces œuvres (1).

L'église que constituaient ces hommes enthousiastes rompi toute relation avec les Spirituels italiens, dont le zèle mieux réglé lui paraissait tiède. Les prisonniers que Bernard-Gui jugea en 1322 à Toulouse déclarèrent que l'Ordre franciscain était divisé en trois sections : les Conventuels, qui prétendaient garder leurs greniers et leurs caves ; les *Fraticelli* de Sicile, à la tête desquels était Henry da Ceva, et les Spirituels, ou Bèguins, alors en butte à la persécution. Les deux premiers de ces groupes, dirent-ils, n'observaient pas la Règle et seraient détruits ; mais leur propre secte durerait jusqu'à la fin du monde. Ils dénoncèrent même, comme apostat, le saint Angelo da Clarino, si longtemps et si cruellement éprouvé ; il se trouvait des flatteurs extravagants qui voyaient en lui l'Antéchrist mystique. D'autres étaient disposés à conférer ce douloureux honneur, ou même la dignité de *grand Antéchrist*, à Philippe de Majorque, frère de ce Fernand auquel nous avons vu offrir la souveraineté de Carcassonne. Par soif d'ascétisme, Philippe

(1) Doat, XXVII, 7 sq. — Lib. Sentent. Inq. Tolos. p. 305, 307, 310, 383-5. — Bern. Guidon. *Practica*, P. v.

avait été amené à abandonner la cour de son frère, pour se faire Tertiaire de saint François. Angelo parle, à diverses reprises, de ce personnage, en exprimant pour lui une grande admiration. Il le jugeait digne de prendre place auprès des saints les plus parfaits de jadis. Dans les discussions orageuses qui suivirent l'avènement de Jean, Philippe était intervenu en faveur des Spirituels, demandant pour eux l'autorisation de constituer un Ordre distinct. Après avoir prononcé tous les vœux, il renouvela cette supplique en 1328; mais il essuya un refus de la part du consistoire assemblé; après quoi, on le voit errer par l'Europe en mendiant pour vivre. En 1341, avec l'appui de Robert de Naples, il fit une troisième tentative. Mais Benoît XII rejeta la requête en alléguant que Philippe était l'auxiliaire et le défenseur des Bèguins, assertion que celui-ci avait justifiée, après la condamnation des Bèguins, en tenant publiquement des propos mensongers et hérétiques au sujet du Saint-Siège. Tels étaient les hommes dont le dévouement paraissait tiède aux yeux des fanatiques et en qui ceux-ci voyaient des objets de réprobation ! (1)

Le degré d'exaltation auquel ces malheureux poussaient le délire religieux se personnifie dans Naprous Boneta, que la secte vénérât comme une prophétesse inspirée. Dès 1315, elle était tombée entre les mains de l'Inquisition de Montpellier et avait été jetée en prison, puis remise en liberté. Elle et sa sœur Alissette s'intéressèrent vivement au sort des Spirituels persécutés et donnèrent asile, dans leur maison, à beaucoup de fugitifs. Comme la persécution se faisait plus violente, l'exaltation de Naprous grandit en proportion. En 1320, elle commença à avoir des visions et des extases qui la transportaient au ciel, où elle s'entretenait avec le Christ. Finalement, le Jeudi-Saint 1321, le Christ lui communiqua l'Esprit divin aussi com- 82

(1. Lib. Sentent. Inq. Tolos. p. 303, 309, 326, 330. — Bern. Guidon. *Practica*, p. v. — Franz Ehrle (*op. cit.* 1885, p. 540, 543, 557). — Ravm. de Fronciacho (*ibid.* 1887, p. 29. — Guillet. Nangiac. Contin. ann. 1330. — Wadding. ann. 1341, n° 21, 23.

Une subdivision des *Fraticelli* italiens prit le nom de *Frères de Fray Fel pe Ja Mallorca* (Tocco, *Archivio Storico Napolitano*, 1887, fasc. 1).

plètement que l'avait reçu la Vierge, en disant : « La Sainte Vierge Marie enfanta le Fils de Dieu; tu enfanteras le Saint-Esprit. » Ainsi les promesses de l'Évangile Éternel allaient s'accomplir. L'œuvre de la Troisième Ere était proche. Élie, disait-elle, était saint François, et Enoch était Olivi. Le pouvoir accordé par Dieu au Christ avait duré jusqu'au jour où Dieu avait donné le Saint-Esprit à Olivi et avait investi ce dernier de toute la gloire accordée jadis à la personne humaine du Christ. La papauté avait cessé d'exister; les sacrements de l'autel et de la confession étaient vaincus; le sacrement du mariage subsistait cependant. Celui de la pénitence existait toujours, mais il était purement intérieur; la contrition fervente efface les péchés sans l'intervention sacerdotale et sans l'infliction de pénitences. Une remarque qu'elle émit par hasard devant ses juges, mérite d'être citée comme montrant l'amour et la charité sans bornes dont ces âmes simples étaient enflammées. Elle déclara que les Spirituels et les Léprieux livrés au bûcher étaient semblables aux Innocents massacrés par Hérode: c'était Satan qui avait fait brûler les Spirituels et les Léprieux. Ce propos était une allusion aux horribles actes de cruauté perpétrés, comme on sait, contre les Léprieux en 1321 et 1322, alors que la France entière était affolée de terreur par la rumeur attribuant à ces parias l'empoisonnement des sources. A ce moment les Spirituels eurent assez de raison et d'humanité pour sympathiser avec les victimes et pour blâmer le massacre des malades. Naprous fut finalement amenée devant Henri de Chamay, inquisiteur de Carcassonne en 1325. Elle avait une foi sincère en sa mission divine, raconta spontanément et sans crainte toute son histoire et exposa sa croyance. Dans ses répliques aux interrogatoires, elle fit preuve d'une vivacité d'intelligence tout à fait remarquable (1). Quand on lui donna lecture de ses déclarations, elle en confirma la vérité et, comme on l'exhortait à l'abjuration, répondit avec calme qu'elle voulait vivre et mourir en la foi

(1) Coll. Doat, XXVII. 7 sq., 95.

qu'elle tenait pour vraie. Elle fut abandonnée au bras séculier, et scella ses convictions au milieu des flammes.

De telles extravagances d'opinion ne s'accompagnaient pas d'extravagances de conduite. Bernard Gui lui-même ne trouve rien à blâmer dans le genre de vie adopté par les hérétiques, si ce n'est que l'école de Satan imitait l'école du Christ, comme les laïques « singent » les pasteurs de l'Église. Tous faisaient vœu de pauvreté et menaient une existence de sacrifice ; certains s'occupaient à des travaux manuels, d'autres mendiaient par les chemins. Dans les villes et villages ils avaient de petits logis qu'ils appelaient *Maisons de Pauvreté*, où ils habitaient en commun. Les dimanches et jours de fête, leurs amis s'assemblaient pour écouter des lectures : préceptes et articles de foi, vies des saints, livres pieux écrits par les sectaires eux-mêmes en langue vulgaire. Ils vénéraient surtout, comme des révélations envoyées par Dieu, les ouvrages d'Olivi et le *Transitus Sancti Patris*, récit légendaire de la mort d'Olivi. Le seul signe extérieur auquel on pût reconnaître ces gens était, dit Bernard, qu'en se rencontrant les uns les autres ou en entrant dans une maison, ils disaient : « Béni soit Jésus-Christ » ou « Béni soit le nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ ». Quand ils priaient, dans des églises ou autres lieux, ils s'asseyaient la face tournée vers le mur, la tête couverte d'un capuchon, sans se lever, s'agenouiller ni frapper des mains, selon la coutume des orthodoxes. A dîner, après avoir prononcé une bénédiction, l'un d'entre eux s'agenouillait et récitait le *Gloria in excelsis*, et, après le dîner, le *Salve Regina*. Tout cela était assez inoffensif ; mais les sectaires se distinguaient encore par une particularité que Bernard, en sa qualité d'inquisiteur, jugeait extrêmement répréhensible. Devant le tribunal, ils consentaient assez facilement à confesser leur foi, mais rien ne pouvait les amener à trahir leurs compagnons. Dans leur simplicité, cette trahison leur apparaissait comme une violation de la charité chrétienne, que rien ne pouvait légitimer. L'inquisiteur perdait sa peine à prouver que c'était charité envers ses semblables, et non mé-

chanceté, de leur donner l'occasion de se convertir ! (1)

Évidemment, ces pauvres gens auraient été peu dangereux si on les avait laissés en paix. Une secte dont le principe fondamental était le renoncement absolu à tout bien, et qui s'adonnait aux rêveries apocalyptiques de l'Évangile Éternel, ne pouvait jamais devenir redoutable, bien qu'elle fût déplaisante par sa protestation silencieuse, ou parfois véhémement, contre le luxe et la mondanité de l'Église. Si l'on n'y avait pas prêté attention, elle se serait probablement éteinte très vite. Surgissant dans un pays et à une époque où l'Inquisition était parfaitement organisée, elle n'avait aucune chance de vie et ne tarda pas, en effet, à succomber sous l'effort énergique de la répression. Pourtant, on ne saurait fixer avec précision la date de sa disparition. Les documents font défaut ; ceux mêmes que nous possédons négligent de distinguer les Spirituels des Franciscains orthodoxes, qui furent, comme nous le verrons, poussés à la rébellion par Jean XXII, à propos de la pauvreté du Christ. Ce dernier point de dogme acquit rapidement une telle importance que les rêveries des Spirituels furent perdues de vue ; aussi est-il probable que les victimes des dernières exécutions furent des *Fraticelli*. Pourtant, on relate plusieurs poursuites engagées en 1329, à Carcassonne, contre des gens qui étaient certainement des Spirituels. Parmi ces accusés se trouvait Jean Roger, un prêtre tenu en haute estime à Béziers. Il avait accompagné Pierre Trencavel dans ses pérégrinations ; mais il ne se vit infliger qu'une pénitence assez légère, ce qui tend à faire croire que l'ardeur de la persécution diminuait. Cependant on dit que les sectaires conservaient toujours comme reliques les os des martyrs de Marseille. Jean XXII n'était pas d'humeur à permettre un relâchement de vigueur ; en février 1331, il publia à nouveau sa bulle *Sancta Romana*, augmentée d'une préface adressée aux évêques et inquisiteurs, dans laquelle il déclarait que la secte était toujours aussi florissante

(1) Bern. Guidon. *Practica*, P. v.

et ordonnait qu'on prit les plus actives mesures pour l'exterminer. Cette injonction fut sans doute l'occasion de nouvelles poursuites; mais dès lors on perd de vue la secte, du moins en tant que groupement bien défini (1).

A l'époque où elle avait une existence active, la secte s'était répandue, au-delà des Pyrénées, en Aragon. Avant même que le concile de Béziers eût, en 1299, pris officiellement connaissance de l'hérésie naissante, les évêques d'Aragon, assemblés à Tarragone en 1297, instituèrent des mesures de répression contre les Béguins qui propageaient leurs erreurs à travers le royaume; tous les Tertiaires franciscains furent soumis à une surveillance. On redoutait particulièrement leurs ouvrages en langue vulgaire; aussi en ordonna-t-on la restitution. Ces précautions ne diminuèrent pas le mal. Comme nous l'avons vu, Arnaud de Villeneuve se fit le chaud avocat des Spirituels; il mit à leur service sa plume infatigable; ses livres eurent une vogue immense et l'influence de l'auteur auprès de Jayme II fut la sauvegarde des opprimés. Quand Arnaud et Clément V furent morts, la persécution commença. Au lendemain de la mort de Clément, en 1314, l'inquisiteur Bernardo de Puycerda, un des contradicteurs acharnés d'Arnaud, entreprit d'exterminer les sectaires. Ceux-ci avaient à leur tête un certain Pedro Oler, de Majorque, et Fray Bonato. Tous persistèrent dans l'erreur, furent livrés au bras séculier et brûlés, à l'exception de Bonato, qui abjura au moment où il se sentit lécher par les flammes. On arracha le pénitent du bûcher embrasé, on le soigna et on le condamna à l'emprisonnement perpétuel. Mais au bout d'une vingtaine d'années, on découvrit qu'il était secrètement resté Spirituel et on le brûla comme relaps en 1335.

L'avènement de Jean XXII donna une nouvelle audace aux persécuteurs. En novembre 1316, l'inquisiteur Juan de Llotger et le prévôt du siège vacant de Tarragone, Jofre de Cruilles, convoquèrent une assemblée de Dominicains, Franciscains et Cisterciens. Cette assemblée condamna les écrits apocalyp-

(1) Doat, XXVII. 156, 170, 174, 215; XXXII. 147.

tiques et spiritualistes d'Arnaud, et ordonna que les exemplaires en fussent restitués avant dix jours, sous peine d'excommunication. Si la sentence n'exagère pas les erreurs condamnées, on comprend aisément l'indignation qu'éprouvaient les moines d'avoir vu si longtemps l'audacieux écrivain protégé par Jayme II. En effet, il est dit qu'Arnaud représente l'Église, depuis le plus haut dignitaire jusqu'au plus humble clerc, comme attirée à l'apostasie par Satan. La persécution continua. Durán de Baldach fut, en 1325, brûlé comme Spirituel, en compagnie d'un disciple. Vers la même époque, Jean XXII lança plusieurs bulles ordonnant qu'on procédât à une recherche rigoureuse des hérétiques, par tout l'Aragon, à Valence et dans les îles Baléares. Les Spirituels étaient soumis à la juridiction des évêques et des inquisiteurs, au mépris de tous les privilèges ou immunités auxquels leur qualité de Franciscains leur donnait droit. Pourtant, l'hérésie semble n'avoir jamais réussi à s'implanter solidement dans le sol espagnol. Elle pénétra néanmoins jusqu'en Portugal, car Alvaro Pelayo rapporte qu'il se trouvait à Lisbonne des pseudo-Franciscains attachés à la doctrine d'après laquelle Pierre et ses successeurs n'auraient pas reçu du Christ le pouvoir que Jésus possédait sur terre (1).

- 86 Les principes du Joachisme se retrouvent, sous une forme quelque peu différente, chez le Franciscain Juan de Pera-Tallada ou Rupescissa, plus connu, peut être, sous le nom, que lui donne Froissart, de Jean de la Rochetaillade. Éminent prédicateur et missionnaire, il porta sa parole depuis son pays natal, la Catalogne, jusqu'à la lointaine cité de Moscou. Il s'adonna dans une certaine mesure aux sciences occultes; on lui attribuait divers traités d'alchimie, parmi lesquels, au dire

(1) Concil. Tarraconens. ann. 1297, c. 1-4 (Martène, *Ampl. Coll.* VII. 305-6). — Fymeric. p. 265-6. — Raynald. ann. 1325, n° 20. — Mosheim, *de Byhardia*, p. 641. — Pe ayo, *Heterodoxos Es años*., I. 777-81. 783. — Villanueva, *Viaje Literario*, T. xix. p. 321. — Pour le sort des écrits d'Arnaud de Villeneuve dans l'*Index Expurgatorius*, voyez Reusch, *Der Index der verbotenen Bücher*, I. 33-4. Deux des ouvrages condamnés en 1316 ont été retrouvés, traduits en italien, dans un manuscrit de la Bibliothèque Magliabecchi, par Torco, qui en donna la description dans l'*Archivio Storico Italiano*, 1886, n° 6, et dans le *Giornale Storico della Lett. Ital.* viii. 3.

de Pelayo, il est difficile de discerner les ouvrages authentiques des écrits douteux. Il ne se contenta pas de suivre Arnaud de Villeneuve sur ce terrain ; il fouailla, comme son devancier, les corruptions de l'Église et commenta aussi les prophéties du pseudo-Joachim. Il semblait qu'aucun homme de cette école ne pût s'empêcher de s'adonner à la divination ; Jean acquit une grande réputation par des prédictions que les événements justifiaient, par exemple en annonçant la bataille de Poitiers et le grand Schisme. Peut-être lui eût-on pardonné ses prophéties s'il n'avait également annoncé que l'Église serait dépouillée du superflu dont elle avait si honteusement abusé. On citait fréquemment une métaphore dont il était l'auteur. L'Église, disait-il, était un oiseau né sans plumes. auquel tous les autres volatiles avaient fourni un plumage qu'ils réclameraient à cause de son orgueil et de sa tyrannie. Comme les Spirituels, Jean se reportait avec amour, par la pensée, vers les temps primitifs de sainte pauvreté où avaient été posés, avant Constantin, les principes de la foi. Il évita, semble-t-il, l'hérésie formelle concernant la pauvreté du Christ. En 1349, quand il vint à Avignon pour proclamer sa doctrine, on ne réussit pas à le condamner au bûcher, mais on le jeta promptement en prison. Il était *durement grand clerc* et ses accusateurs ne réussirent pas à prouver sa culpabilité. Mais c'était un homme trop redoutable pour qu'on le laissât en liberté ; aussi le garda-t-on sous les verrous. On ignore la date exacte de sa libération ; mais si Pelayo est bien informé lorsqu'il déclare que Jean ne revint chez lui qu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans, on doit croire que sa mise en liberté succéda à une très longue détention (1).

Le motif apparent de son châtement était une spéculation joachique sur l'Antéchrist. Cependant, comme le remarque Wadding, nombre de saints hommes s'adonnaient aux mêmes

87

(1) Pelayo, *Heterodoxos Españoles*, t. 500-2. — Jo. de Rupesciss. *Vade mecum* (Fascic. Rer. Expetend. et Fugient. II. 497) — Froissart, Liv. I. P. II. ch. 124 ; Liv. III. ch. 27. — Rolewink, *Fascic. Temp.* ann. 1364 — Mag. Chron. Belgic. (Pistorii III. 336). — Meyeri *Annal. Flandr.* ann. 1359. — Henr. Rebotier, *Annal.* ann. 1351. — Paul Emili de *Reb. Gest. Francor.* (éd. 1569, p. 491-2). — M. Flac. Illyr. *Cat. Test. Veritat.* lib. xviii, p. 1766 (éd. de 1608).

spéculations sans encourir de blâme; c'est ainsi qu'en 1412 saint Vincent Ferrer, non content d'annoncer la venue de l'Antéchrist, affirma que cet Antéchrist était déjà âgé de neuf ans. Pourtant Ferrer, loin d'être persécuté, fut canonisé. Milicz de Cremsier, lui, fut poursuivi, comme nous l'avons vu, mais il obtint un acquittement. Les rêveries de Fray Jean touchaient à celles de l'Évangile Éternel, tout en demeurant dans les bornes de l'orthodoxie. En novembre 1349, il écrivit, dans sa prison, le récit d'une miraculeuse vision dont il avait été honoré en 1345, en récompense de son assiduité à la prière et de ses macérations. Louis de Bavière était l'Antéchrist qui subjuguait l'Europe et l'Afrique en 1336, tandis qu'un autre tyran surgirait en Asie. Puis surviendrait un schisme, au cours duquel régneraient deux papes. L'Antéchrist dominerait par toute la terre et nombre de sectes hérétiques apparaîtraient. La mort de l'Antéchrist serait suivie de cinquante-cinq années de guerres; les Juifs seraient convertis, et, avec la destruction du royaume de l'Antéchrist, s'ouvrirait le Millénaire. Alors les Juifs convertis posséderaient le monde; tous seraient Tertiaires de saint François et les Franciscains seraient des modèles de sainteté et de pauvreté. Les hérétiques se réfugierient dans des montagnes inaccessibles et dans les îles de la mer, d'où ils surgiraient à la fin du Millénaire. Le second Antéchrist paraîtrait alors, amenant une période de longue souffrance, jusqu'au jour où le feu du ciel le détruirait et exterminerait ses disciples. Puis viendrait la fin du monde et le Jour du Jugement (1).

La méditation solitaire de la prison modifia quelque peu, semble-t-il, les vues prophétiques de Jean. En 1356, il écrivit son *Vade mecum in Tribulatione*, dans lequel il annonçait que les vices du clergé causeraient la perte de toutes les richesses de l'Église; dans six ans, l'Église serait réduite à la pauvreté apostolique et, vers 1370, elle commencerait à recouvrer sa dignité; l'humanité entière serait alors soumise à la domina-

(1) Wadding, ann. 1357, n° 17. — Pelayo, *op. cit.* I, 501-2.

tion du Christ et de son représentant sur la terre. Dans l'intervalle, les plus terribles calamités fondraient successivement sur le monde. De 1360 à 1365, les reptiles terrestres se dresseraient et détruiraient toutes les bêtes, jusqu'aux oiseaux. La tempête, le déluge et les tremblements de terre, la famine, la peste et la guerre balayeraient les méchants. En 1365 apparaîtrait l'Antéchrist, et les apostats seraient si nombreux, qu'il ne resterait plus que de rares fidèles. Le règne de l'Antéchrist serait de courte durée. En 1370, un pape élu conformément à la loi canonique ramènerait l'humanité au christianisme; après quoi tous les cardinaux seraient choisis dans l'Eglise Grecque. Au cours de ces tribulations, les Franciscains seraient presque entièrement exterminés, en punition du relâchement de la Règle. Mais les survivants se reformeraient et l'Ordre remplirait la terre de ses adeptes, innombrables comme les étoiles du ciel. D'ailleurs, deux Franciscains de la plus humble pauvreté seraient l'Élie et l'Énoch qui guideraient l'Eglise à travers ces désastreuses vicissitudes. En attendant, Jean conseillait à ceux qui désiraient survivre aux convulsions de la nature et de la société, d'accumuler, dans les cavernes des montagnes, une ample provision de fèves et de miel, de viandes salées et de fruits secs. Après la mort de l'Antéchrist commencerait le Millénaire. Pendant sept cents ans, c'est-à-dire jusqu'à l'an 2.000 environ de l'ère chrétienne, le genre humain serait vertueux et heureux; mais ensuite commencerait une décadence. Les vices existants renaîtraient, particulièrement dans les rangs du clergé, préparant la venue de Gog et de Magog, que suivrait l'Antéchrist final. — Il fallait que la hiérarchie romaine fût singulièrement impressionnable pour juger dignes d'une répression sévère ces inoffensives divagations d'hystériques (1).

L'influence de l'Évangile Éternel n'était pas encore entièrement épuisée. J'ai fait plus haut allusion à Thomas d'Apulie, qui, en 1388, s'entêta à prêcher aux Parisiens que le règne du Saint-Esprit avait commencé et que lui-même avait été

(1) Fascie Rer. Espetend. et Fugient. II, 494-508.

chargé par Dieu d'en être le messager. Sa mission fut interrompue, car on l'enferma comme fou. Nicolas de Buldesdorf eut une carrière analogue, à l'issue près. Vers 1443, il proclama que Dieu lui avait ordonné de faire savoir que le temps du Nouveau Testament avait pris fin, comme avait pris fin jadis le temps de l'Ancien Testament; que la Troisième Ère et le Septième Âge du monde étaient arrivés, sous le règne du Saint-Esprit, qui rétablirait l'homme en l'état d'innocence première. Quant à Nicolas lui-même, il était le Fils de Dieu, délégué pour répandre la

89 bonne nouvelle. Il envoya au concile, qui siégeait encore à Bâle, divers traités contenant ces doctrines; il eut même finalement l'audace de se présenter, en personne, devant les Pères. On jeta rapidement les écrits au feu et l'auteur en prison. Puis on tenta vainement, par tous les moyens, de l'amener à rétracter ses erreurs. Mais les Pères de Bâle n'avaient pas pour la folie autant d'égards que les docteurs de Paris : Nicolas périt sur le bûcher en 1446 (1).

Pourtant on continuait à chérir la conviction que le péché et la misère ne pouvaient être la fin ultime de l'existence humaine et que l'Église corrompue, qui prétendait représenter le Christ, devait faire place à une organisation plus parfaite, introduite par une révélation nouvelle. Vers 1466, à Eger, deux laïques de noble extraction, Janko et Livin de Wirsberg, se mirent à répandre des prophéties apocalyptiques, émanant, disaient-ils, d'un moine qui avait abandonné le cloître. À les entendre, le pape était l'Antéchrist, dont les cardinaux et prélats étaient les membres. Les indulgences étaient inutiles; les cérémonies de l'Église étaient vanité; mais le jour de la délivrance était proche. Déjà était né l'Oint du Christ, qui ramènerait tous les fidèles au bercail, après un massacre du clergé où seuls seraient épargnés les quatre Ordres mendiants. Le précurseur de ce nouveau sauveur serait un certain Jean de l'Est, probablement Janko lui-même, qui apparaitrait en 1467. À la faveur de l'agitation morale qui précéda la Réforme, il n'était pas difficile

(1) Füesslin, *Neue u. unpartheyische Kirchen-u. Ketzehistorie*, Frankfurt, 1772, II. 63-66

de trouver des gens disposés à admettre de telles espérances. Aussi l'hérésie se propagea-t-elle rapidement à Eger et aux environs. George Podiebrad parut d'abord favoriser les sectaires; mais il leur retira sa protection quand les autorités ecclésiastiques eurent entamé des poursuites. Le 3 décembre 1466, les deux frères furent cités devant l'évêque Henry de Ratisbonne; après quoi le nom de Janko disparaît de la procédure, soit qu'il fût mort, soit qu'il eût pris la fuite. Livin méprisa la citation; mais, au printemps de 1467, il fut arrêté par le comte palatin Otto. L'Inquisition épiscopale lui donna à choisir entre la rétractation ou le bûcher. Il opta pour le premier parti et abjura solennellement dans la cathédrale. Condamné à la prison perpétuelle, il retomba dans ses erreurs et écrivit, de sa prison, à l'évêque, des lettres où il affirmait à nouveau ses hérésies. On ouvrit contre lui une seconde procédure, mais, par une mort fort opportune, il échappa au sort qui l'attendait. On n'entendit plus parler de ses disciples (1).

Mais le monde ne fut pas définitivement débarrassé de ce genre de spéculations. Les temps modernes mêmes n'ont pas amélioré la condition humaine au point de mettre un terme au désir d'une transformation spirituelle de la société. En 1840, Pierre Michel Vintras, contre-maitre d'une fabrique de papier voisine de Bayeux, fonda une association qu'il appela l'Œuvre de la Miséricorde, et dont le but était de hâter la venue de la Troisième Ère, du règne du Saint-Esprit, sous lequel l'humanité serait régénérée et la terre deviendrait un paradis. Il séduisit habilement les dévots en ajoutant à son projet la doctrine de l'Immaculée Conception, que l'Église n'avait pas encore admise, et la restauration de l'introuvable Louis XVII. Malgré la condamnation prononcée, le 8 novembre 1843, par Grégoire XVI, la secte se multiplia par toute la France; ce fut en vain qu'en 1849 et 1850 les conciles de Paris, de Rouen, de Tours, d'Avignon et d'Albi lancèrent contre elle les plus terribles anathèmes. En 1851, Pie IX la

(1) H. Haupt, in *Deutsche Biographie*, s. v. Wirsberg. — Chron. Glassberger, ann. 1466 (*Analecta Franciscana*, I, 422-6).

condamna de nouveau, mais sans grand résultat, comme une association abominable. Heureusement, l'Église du xix^e siècle n'avait pas à sa disposition les ressources qui, cinq siècles plus tôt, lui avaient permis de dissiper les rêves par le sang et par le feu. Elle eut cependant assez d'influence pour obtenir, en 1843, la condamnation de Vintras à cinq ans d'emprisonnement et 4 000 francs d'amende, pour avoir escroqué des fonds sous des prétextes fictifs. L'arrêt fut rendu malgré le témoignage favorable de ceux mêmes qui avaient versé les fonds. En prison, sa conduite fut exemplaire; son temps était presque achevé quand la Révolution de 1848 le délivra. Mais le cléricalisme du Second Empire fut moins libéral; Vintras dut se retirer à Londres et la secte s'éteignit peu à peu (1).

(1) André, *Affaire Rosette Tamisier*, Carpentras, 1851. — Conciliorum Collectio Lacensis, T. iv. p. 16, 68, 281, 322, 421, 520. — Erdan, *La France Mystique*, I. 236 sq.

CHAPITRE II

GUILLELMA ET DOLCINO

L'exaltation spirituelle qui provoqua, parmi les Franciscains, 90 les troubles étudiés par nous dans le chapitre précédent, ne se limita pas aux seuls membres reconnus de l'Ordre. Elle se manifesta d'une façon plus désordonnée encore dans le petit groupe des *Guillelmites* et dans la démonstration plus redoutable des *Dulcinistes*, ou *Frères apostoliques*.

Vers 1260 arriva à Milan une femme qui s'appelait Guillelma. Elle amenait avec elle son fils, ce qui attestait qu'elle avait vécu de la vie du siècle et qu'elle en avait éprouvé les vicissitudes. Il est probable que l'enfant mourut jeune, car il n'est plus question de lui par la suite. La femme avait quelque fortune et passait pour être fille de Constance, femme du roi de Bohême. Cette naissance illustre est douteuse; mais la question ne mérite guère la discussion qu'elle a provoquée (1).

Guillelma était d'une piété remarquable et se vouait aux bonnes œuvres, sans pourtant s'adonner à des pratiques particulièrement austères. Peu à peu elle attira autour d'elle un petit cénacle de disciples auxquels, à en juger par les quelques documents conservés, elle donnait de salutaires leçons de

(1) Constance, fille de Bela III de Hongrie, fut la seconde femme d'Ottokar I^{er} de Bohême, qui mourut en 1230, à l'âge de 80 ans. Elle-même mourut en 1240, laissant trois filles; l'une, Agnès, fonda le couvent franciscain de Saint-Janvier, à Prague, et y entra le 18 mai 1236; la seconde, Béatrice, épousa Othon le Pieux de Brandebourg; la dernière, Ludomilla, épousa Louis I^{er} de Bavière. Il est difficile de croire que Guillelma fût une de ces trois filles (Art de Vérif. les Dates, VIII. 17). Son disciple, Andrea Saramita, certifia qu'après la mort de Guillelma il avait fait le voyage de Bohême pour obtenir le remboursement de certaines dépenses; il ne réussit pas, mais il vérifia la parenté de Guillelma avec la famille royale de Bohême (Andrea Ogniben, *I Guglielmisti del Secolo XIII*, Perugia, 1867, p. 10-11). — D'autre part, un chroniqueur allemand contemporain affirme qu'elle venait d'Angleterre (Annal. Dominican. Colmariens. ann. 1301. — Crstisii III. 33).

91

morale. Ces disciples adoptèrent un simple vêtement brun, identique à celui qu'elle avait coutume de porter, et constituèrent, semble-t-il, une association sans organisation précise, fondée sur une dévotion commune à l'adresse de la pieuse Guillelma (1).

A cette époque, il n'était pas facile d'assigner des bornes à la vénération. On sentait qu'il existait une relation très étroite entre le monde spirituel et le monde matériel ; la croissance du Joachisme montre avec quelle facilité on accueillait les doctrines annonçant un prochain changement, la venue d'une ère nouvelle pour l'humanité. Les disciples de Guillelma en arrivèrent bientôt à voir en elle une sainte et une thaumaturge. Certains lui attribuaient des cures miraculeuses : elle avait guéri d'un trouble de la vue le docteur Giacobbe da Ferno et d'une fistule Alberto de' Novati. Puis on dit qu'elle avait reçu l'honneur suprême des stigmates. Ces stigmates n'apparurent pas aux yeux des personnes qui apprêtèrent son cadavre pour l'ensevelir ; mais ce fut, alléguait-on, par suite de leur indignité. On prédisait avec confiance qu'elle convertirait les Juifs et les Sarrasins et instituerait par tout le genre humain l'uniformité de la foi. Enfin, vers 1276, plusieurs disciples poussèrent l'enthousiasme jusqu'à répandre à voix basse le bruit qu'elle était l'incarnation féminine du Saint-Esprit, la Troisième Personne de la Trinité, tout comme le Christ était la Seconde Personne, incarnée dans le corps d'un homme. Elle était à la fois toute divine et toute humaine ; ce n'était pas seulement le corps du Christ qui avait subi la Passion, mais encore la personne du Saint-Esprit, si bien que la chair même de Guillelma était la chair du Christ. Les promoteurs de cette étrange doctrine furent un personnage haut placé à Milan, Andrea Saramita, et sœur Maifreda di Pirovano, une *Umiliata* de l'ancien convent de Biassono, cousine de Matteo Visconti. Il n'est pas probable que Guillelma ait encouragé ces absurdes histoires. Andrea Saramita fut le seul témoin qui déclarât les

(1) Ogniben, *op. cit.* p: 56, 73-5, 103-4.

tenir d'elle-même ; encore avait-il, quelques jours auparavant, attesté le contraire. Les autres disciples immédiats affirmèrent qu'elle n'avait aucune prétention à un pouvoir surnaturel. Quand les gens demandaient à Guillelma de les guérir ou de les délivrer de quelque indisposition, elle leur disait : « Passez votre chemin ; je ne suis pas Dieu. » Comme on lui rapportait les étranges opinions qui couraient à son sujet, elle soutint énergiquement qu'elle n'était qu'une misérable femme et un humble ver de terre. Un moine de Chiaravalle, Marchisio Secco, témoigna qu'il avait eu sur cette question une querelle avec Andrea ; tous deux avaient décidé de s'en rapporter au jugement de Guillelma elle-même ; elle leur répondit avec indignation qu'elle était faite de chair et d'os, ayant, comme on sait, amené son fils à Milan, et que, si Secco et Andrea ne faisaient pénitence pour avoir proféré de semblables blasphèmes, ils seraient condamnés à l'enfer. Pourtant, les esprits nourris des promesses de l'Évangile Éternel croyaient fermement qu'une incarnation comme Guillelma ouvrirait l'ère du Saint-Esprit ; ils ne voulaient pas être désabusés (1).

92

Guillelma mourut le 24 août 1381, en laissant tous ses biens à la grande communauté cistercienne de Chiaravalle, près de Milan, dans laquelle elle désirait être enterrée. Il y avait guerre, à cette époque, entre Milan et Lodi ; les routes n'étaient pas sûres ; aussi fut-elle provisoirement ensevelie dans la ville, pendant qu'Andrea et Dionisio Cotta allaient demander au marquis de Montferrat une escorte de troupes pour accompagner le cortège. La translation du corps eut lieu en octobre et fut célébrée avec grande pompe. Les Cisterciens accueillirent joyeusement l'occasion qui s'offrait d'ajouter à l'opulence et aux revenus de leur établissement. L'exploitation des nouveaux saints était, à cette époque, une industrie extrêmement lucrative, que

(1) Ogniben, *op. cit.* p. 12, 20-1, 35-7, 69, 70, 74, 76, 82, 84-6, 101, 104-6, 116.

Le Dr Andrea Ogniben, auquel on doit la publication des restes fragmentaires du procès intenté aux Guillelmites, pense que Maifreda di Pirovano était par sa mère, Anastasia di Pirovano, cousine de Matteo Visconti (*op. cit.* p. 23). Le continuateur de Guillaume de Nangis voit en elle la demi-sœur de Visconti (Guillel. Nangiac. ann. 1317).

l'on exerçait avec toute l'énergie nécessaire. Salimbene se plaint amèrement de cet abus en faisant allusion à la spéculation engagée, en 1279, à Crémone, autour des restes d'un marchand de vins ivrogne, nommé Alberto, dont le culte attirait une foule de fidèles porteurs d'offrandes, au grand profit de tous les intéressés. Ces abus étaient constants, comme nous l'avons vu notamment dans le cas d'Armanno Pongiluppo, bien que les canons défendissent, au dire de Salimbene, la vénération d'un saint nouveau, jusqu'au jour où l'Église romaine l'avait officiellement reconnu. D'ailleurs, Salimbene se trompait. Zanghino Ugolini, qui est une autorité bien plus sûre, affirme qu'il n'y avait pas d'hérésie dans le culte de saints non canonisés, si l'on croyait que les miracles étaient opérés par Dieu sur leur intercession; mais si l'on croyait que ces miracles étaient opérés, sans l'assentiment de Dieu, par les reliques seules, l'Inquisition pouvait intervenir et punir. Tant qu'un saint n'avait pas reçu la canonisation, son culte était soumis à la discrétion de l'évêque, qui pouvait le suspendre à tout instant. Le fait seul du miracle n'était pas une preuve, car c'était là souvent un moyen employé par les démons pour abuser des fidèles (1).

Dans le cas qui nous occupe, l'archevêque de Milan ne fit aucune opposition et le culte de Guillelma fut bientôt établi de façon solide. Un mois après la translation, Andrea fit exhumer le cadavre, le transporta dans l'église, le lava avec du vin et de l'eau et le revêtit d'une somptueuse robe brodée. Le liquide fut précieusement conservé, pour servir de chrême à l'usage des malades. On le plaça sur l'autel du couvent des nonnes de Biassono et Maifreda l'utilisa pour oindre les parties atteintes des gens qui venaient se faire guérir. Une chapelle et un autel ne tardèrent pas à s'élever sur sa tombe. On montre encore à Chiaravalle le petit oratoire où la tradition rapporte qu'elle fut couchée, et son prétendu portrait qui décore la paroi

(1) Ogniben, *op. cit.* p. 30, 44, 115. — Salimbene, *Chronica*, p. 274-6. — Chron. Parmens. ann. 1279 (Muratori, *S. R. I.* IX. 731-2). — Zanchini, *Tract. de Hæret.* c. xxii.

du cénotaphe. La sainte est représentée à genoux devant la Vierge, vers laquelle elle est conduite par Saint Bernard, patron de l'abbaye. Une foule d'autres personnages entourent le groupe et l'ensemble de l'œuvre indique que ceux qui la dédièrent voyaient en Guillelma une sainte, mais non une incarnation de la Divinité. Dionisio Cotta plaça un autre portrait de la sainte dans l'Église de Santa-Maria fuori di Porta Nuova ; deux lampes brûlaient sans cesse devant l'image pour obtenir le suffrage de Guillelma en faveur du frère de Cotta, enterré en ce lieu. D'autres portraits ornaient l'église de Sainte Euphémie et le monastère des nonnes de Biassono. Dans tous ces sanctuaires, les bons moines de Chiaravalle n'étaient pas inactifs. Ils entretenaient des lampes allumées devant l'autel. Deux fêtes étaient assignées à la sainte, les anniversaires de sa mort et de la translation de son corps. En ces circonstances, les dévots s'assemblaient à l'abbaye ; les moines offraient un modeste banquet hors des murs (car la Règle cistercienne proscrivait comme une profanation la présence d'une femme à l'intérieur de l'enceinte consacrée) ; plusieurs des Frères prononçaient d'éloquents discours sur la sainteté de Guillelma, la comparant à d'autres saints, à la lune et aux étoiles, et recevaient les offrandes des pieux fidèles. Ce n'était d'ailleurs pas le seul profit de l'abbaye. Giaccobe de' Novati, un des adeptes, appartenait à l'une des plus nobles familles de Milan ; dans son château, les Guillelmites tenaient d'ordinaire leurs assemblées. Ce personnage, en mourant, institua l'abbaye sa légataire, et l'héritage ne devait pas être méprisable. Il y eut sans doute d'autres exemples de libéralités analogues, bien que les témoignages n'en soient pas venus jusqu'à nous (1).

94

Tout cela était assez innocent. Mais parmi les fidèles de Guillelma, on comptait un petit groupe d'initiés qui voyaient en elle une incarnation du Saint-Esprit. L'histoire des Joachites nous a montré la tendance de l'époque à considérer le chris-

(1) Ogniben, *op. cit.* p. 20-1, 25-6, 31, 36, 49-50, 56-7, 61, 72-3, 74, 93-4, 104, 116. — Tamburini, *Storia dell' Inquisizione*, II. 17-18.

tianisme comme une phase temporaire de la religion, à laquelle succéderait à bref délai le règne du Saint-Esprit, l'organisation d'un système nouveau et plus parfait remplaçant l'Église de Rome. Aussi les Guillemites purent-ils sans peine s'imaginer qu'ils avaient joui de la société du Paraclet qui devait paraître bientôt, alors que le Saint-Esprit descendrait en langues de feu sur les disciples, que les païens et les Juifs seraient convertis et qu'une nouvelle Église ouvrirait l'ère d'amour et de béatitude si ardemment désirée par l'humanité au cours de ces siècles d'épreuves.

Le principal apôtre de cette doctrine était Andrea. Il prétendait être le premier, le seul fils spirituel de Guillelma, et avoir reçu d'elle la révélation, qu'il embellit pour plaire à la crédulité des disciples. L'archange Raphaël avait annoncé à la bienheureuse Constance que le Saint-Esprit s'incarnerait en elle; un an après, à la sainte date de la Pentecôte, Guillelma était née; elle avait choisi la forme féminine, car si elle avait été homme, elle aurait péri comme le Christ et, avec elle, le monde entier. Un jour, dans sa chambre, elle avait changé une chaise en bœuf et avait invité Andrea à retenir l'animal s'il le pouvait; mais la bête disparut quand Andrea voulut la saisir. En visitant le tombeau de Chiaravalle, on pouvait obtenir, disait-il, des indulgences égales à celle que procurait un pèlerinage au Saint-Sépulchre. L'azyme que l'on consacrait en le posant sur la tombe était partagé avidement entre les disciples, qui instituaient ainsi une nouvelle communion. En outre des deux fêtes régulières, il existait une autre solennité pour les initiés, fixée à dessein au jour de la Pentecôte, époque où l'on s'attendait à voir reparaitre la sainte. En même temps, 95 on stimulait la dévotion des fidèles en rapportant que Guillelma s'entretenait avec ses représentants, tantôt sous sa forme propre, tantôt sous celle d'une colombe. Les sectaires se contentaient de preuves bien légères, comme l'atteste un incident qui les remplit d'aise en 1293. Pendant un banquet donné dans la maison de Giaccobe da Ferno, une ardente discussion s'éleva entre ceux qui doutaient encore et ceux dont la conviction était

établie. Une des plus ferventes dévotes, Carabella, femme d'Amizzone Toscano, s'était assise sur son manteau. Quand elle se leva, elle trouva dans les cordons trois nœuds qui n'y étaient pas auparavant. On vit là un grand miracle et la pleine confirmation de la vérité (1).

S'il n'avait dû finir en tragédie, le Guillelmitisme n'aurait été qu'une farce, car cette Église, qui prétendait abattre le solide édifice du christianisme latin, était aussi ridicule par sa conception générale que par le détail de ses croyances. Les Évangiles devaient faire place aux écrits sacrés publiés par Andrea, ouvrages dont plusieurs étaient déjà préparés, sous les noms de divers initiés: « L'Épître de Sibilia aux Novarais », « La Prophétie de Carmeo le Prophète à toutes les cités et nations », et un exposé de la doctrine de Guillelma, commençant par ces mots : « En ce temps-là, le Saint-Esprit dit à ses disciples... ». Maifreda composa également les litanies du Saint-Esprit et des prières à l'usage de l'Église. A la seconde venue de Guillelma, quand la papauté disparaîtrait, Maifreda deviendrait pape, vicaire du Saint-Esprit ; elle posséderait les clefs du ciel et de l'enfer et baptiserait les Juifs et les Sarrasins. Un nouveau collège de cardinaux serait constitué, dont il semble qu'on n'eût jusqu'à ce moment choisi qu'un seul membre, — une jeune fille nommée Taria. Celle-ci, à en juger par les réponses qu'elle fit devant l'Inquisition, et par les termes méprisants dont se servent, à son adresse, certains sectaires, fut le digne représentant du projet dans toute son absurdité. En attendant son élévation au pontificat, Maifreda était l'objet d'une vénération spéciale. Les disciples lui baisaient les mains et les pieds, et recevaient sa bénédiction. Quand Boniface VIII, par la proclamation du jubilé, attira à Rome des centaines de milliers de pèlerins avides d'indulgences, ce fut probablement l'excitation causée par cet événement qui poussa les Guillelmites à annoncer la venue du Saint-Esprit pour la Pentecôte de 1300. Les fidèles firent preuve d'un étrange matérialisme en apprè-

(1) Ogniben, *op. cit.* p. 21, 25, 30, 36, 55, 70, 72, 96, 101.

tant, pour le Dieu attendu, des vêtements splendides. un manteau de pourpre à boucle d'argent, valant trente livres de *terzioli*, des étoffes de soie brodée d'or et des mules dorées. Pietra de' Alzate fournit quarante-deux douzaines de perles et Catella de' Giorgi en donna une once. Pour se préparer à ses nouvelles et saintes fonctions, Maifreda entreprit de célébrer les mystères de la messe. Pendant les solennités de Pâques, elle se para de vêtements sacerdotaux et consacra l'hostie, tandis qu'Andrea, sous la dalmatique, lisait l'Évangile. Puis elle administra la communion aux assistants. Elle devait, le jour de la résurrection de Guillelma, répéter cette cérémonie à sainte Marie Majeure. Déjà, à cet effet, on s'était procuré des vases sacrés d'une richesse extravagante, ayant coûté plus de deux cents livres (1).

Les sommes ainsi gaspillées montrent que les sectaires appartenaient à la classe riche. Mais la chose la plus singulière en cette affaire, fut qu'une croyance aussi absurde ait pu trouver prise sur des hommes cultivés et intelligents. On voit par là combien étaient répandus l'esprit de révolte, la propension à accepter toute promesse, si folle qu'elle fût, d'un soulagement aux misères de l'époque. Il y avait, à Milan, peu de familles plus illustres que celle des Garbagnati, Gibelins étroitement alliés aux Visconti. Gasparo Garbagnate occupa nombre de postes importants; si son nom ne figure pas dans la liste des sectaires, sa femme et ses deux fils, Ottorino et Francesco, adhérèrent à la secte, ainsi que Bella, femme de Giaccobe. Francesco était un personnage marquant, tant comme diplomate que comme légiste. Envoyé, en 1309, par Matteo Visconti en mission auprès de l'empereur Henri VII, il s'assura une haute faveur à la cour impériale et réussit pleinement dans sa mission. Il acheva sa vie comme professeur de droit à la célèbre Université de Padoue. Pourtant cet homme, qui devait avoir de l'érudition et du jugement, fut un ardent Guillelmite : il acheta des étoffes de soie brochée d'or pour la résurrection de

(1) Oguiben, *op. cit.* p. 17, 20, 22, 23, 30, 34, 37, 40, 42, 47, 54, 62, 72, 80, 90, 94, 106.

Guillelma et composa des prières en son honneur. Un des crimes pour lesquels Matteo fut frappé, en 1323, par l'Inquisition, était d'avoir gardé à son service Francesco Garbagnate, alors que ce dernier avait été condamné au port de croix pour sa participation à l'hérésie guillelmite. En 1324, Jean XXII, confirmant la sentence, ajouta que Matteo avait intimidé les inquisiteurs pour sauver son fils Galeazzo, également Guillelmite (1).

Quand l'hérésie vint à être connue, la rumeur publique attribua naturellement aux sectaires les abominations sexuelles que l'on imputait sans scrupule à quiconque s'écartait de l'orthodoxie. La légende raconte, pour expliquer la découverte de la secte, la même histoire que nous avons vu conter à Cologne au sujet des Frères du Libre-Esprit : un mari suit sa femme à un rendez-vous nocturne et apprend ainsi les horribles pratiques des sectaires. Cette fois, le héros du conte est Corrado Coppa, dont la femme, Giacobba, était une fervente adepte de l'hérésie (2).

Par le nombre, la secte était insignifiante. On rapporte qu'un jour, à un banquet donné en l'honneur de Guillelma par les moines de Chiaravalle, il y avait cent vingt-neuf personnes présentes ; mais, parmi ces gens, se trouvaient évidemment des hommes qui, en Guillelma, honoraient seulement une sainte. Le véritable cénacle d'initiés était sans doute plus restreint. Les noms des inculpés, dans les confessions reçues par l'Inquisition, sont au nombre d'une trentaine seulement ; on peut donc penser qu'il n'y eut jamais plus de trente-cinq ou quarante sectaires (3).

Il ne faut pas croire que cette hérésie ait pu, pendant près de vingt ans, échapper entièrement à la vigilance des inquisiteurs milanais. En 1284, peu d'années après la mort de Guillelma, deux des disciples, Allegranza et Carabella, révélèrent imprudemment les mystères de leur foi à Belfiore, mère

(1) Ogniben, *op. cit.* p. 65-7, 83-4, 90-1, 110. — Ughelli, t. iv. p. 286-83 (éd. de 1652) — Raynald. ann. 1324, n° 7-11.

(2) Philip. Bergomat. *Supplem. Chron.* ann. 1298. — Bern. Corio, *Hist. Milanese*, ann. 1300.

(3) Ogniben, *op. cit.* p. 1, 2, 34, 74, 110. — Tamburini, *op. cit.* II. 67-8.

98 de Frà Enrico di Nova, qui aussitôt rapporta le fait à l'inquisiteur Frà Manfredo di Donavia. Andrea fut immédiatement cité, ainsi que sa femme Riccadona, sa sœur Migliore et sa fille Fiordebellina. Il en fut de même de Maifreda, de Bellacora de' Carentani, de Giaccoba dei Bassani, et probablement de quelques autres. Les inculpés abjurèrent et furent traités avec une mansuétude exceptionnelle, car Frà Manfredo les renvoya absous en les frappant sur l'épaule avec une baguette, comme symbole de la fustigation qu'ils avaient méritée. Il attachait, semble-t-il, peu d'importance à cette affaire et ne les contraignit pas à révéler les noms de leurs complices. En 1293 et en 1296, une nouvelle enquête fut entamée par l'inquisiteur Frà Tommaso di Como. On ne possède aucun détail à ce sujet; sans doute, elle ne fut pas poussée bien loin (1).

Nous ignorons comment l'attention de l'Inquisition fut attirée sur la secte au printemps de l'an 1300. Il est probable que l'attente de la résurrection annoncée pour la prochaine Pentecôte et les préparatifs faits en vue de cet événement provoquèrent, parmi les disciples, une agitation, accompagnée peut-être de révélations imprudentes. Vers Pâques (10 avril), les inquisiteurs citèrent et interrogèrent Maifreda, Giaccoba dei Bassani et quelques autres sans doute, mais sans résultat précis. Cependant on les surveilla, on recueillit des informations secrètes. Le 18 juillet, un certain Frà Ghirardo se présenta devant Lanfranco de' Amizzoni, révéla toute l'affaire et livra les noms des principaux disciples. Andrea découvrit le traître et chercha à savoir ce qu'il avait dit, mais on lui conseilla de veiller à son propre salut, car les inquisiteurs prenaient une attitude très menaçante. Le 20, Andrea fut cité. Il affirma n'avoir jamais entendu dire que Guillelma fut considérée comme supérieure aux autres saintes; apparemment, on accepta ses explications, car on le renvoya en lui enjoignant de revenir le lendemain et de garder, en attendant, le secret le plus absolu (2).

(1) Ogniben, p. 14, 23, 33, 36, 39, 60, 72, 101, 110, 114.

(2) Ogniben, p. 13, 30, 33, 39.

Andrea et Maifreda furent fort effrayés. Redoutant que leurs disciples ne fussent également cités par les inquisiteurs, ils conjurèrent leurs amis de les sauver tous deux de la mort, en gardant le silence au sujet des deux hérésiarques. L'hostilité entre les deux Ordres mendiants était si notoire que le premier mouvement des sectaires fut de demander assistance aux Franciscains. Dès que les citations eurent été lancées, Andrea, accompagné du docteur Beltramo da Ferno, un des plus ardents membres de la secte, se rendit au couvent des Franciscains. Là les accusés apprirent de Frà Daniele da Ferno que Frà Guidone de Cocchenato et les autres inquisiteurs n'avaient aucun pouvoir pour agir, attendu que leurs mandats avaient été annulés par le pape et que Frà Pagano di Pietra Santa avait reçu une bulle à cet effet. Il devait y avoir là-dessous quelque intrigue qu'il serait intéressant de démêler, car nous retrouvons en cette occasion de vieilles connaissances. Frà Guidone est assurément cet inquisiteur que nous avons vu en 1279 participer au jugement de Corrado da Venosta. Quant à Frà Pagano, nous le connaissons déjà comme ayant été, en 1295, l'objet d'une poursuite pour hérésie. Ce fut peut-être ce souvenir qui stimula son zèle contre les inquisiteurs, car lorsque, le lendemain, les Guillelmites lui rendirent visite, il leur montra la bulle et les pria d'obéir à la citation; ils lui fourniraient ainsi la preuve que les inquisiteurs étaient dénués en fonctions, preuve qu'il payerait volontiers, disait-il, du prix de vingt-cinq livres. C'est là un curieux témoignage du secret impénétrable qui enveloppait les opérations du Saint-Office : Frà Pagano avait, jusque-là, vainement cherché à savoir de façon certaine quels hommes occupaient les fonctions inquisitoriales ! Peu de temps auparavant, comme on avait brûlé un hérétique à Balsemo, Pagano avait envoyé des gens s'enquérir par qui la sentence avait été rendue, mais il n'avait pu le savoir.

Les Guillelmites s'adressèrent à l'abbé de Chiaravalle et à un de ses moines, Marchisio di Veddano, suspect lui-même de guillelmitisme. Ces personnages demandèrent copie de la

bulle; cette copie fut dûment rédigée par un notaire et leur fut remise. Ils la portèrent à l'archevêque de Milan, alors à Cassano, et demandèrent au prélat de leur confier le soin de mener une enquête sur cette affaire. L'archevêque promit d'intervenir; mais s'il tint promesse, il dut probablement apprendre que, d'après l'aveu facilement arraché aux inculpés, ceux-ci ne considéraient pas Boniface VIII comme pape; par conséquent, l'archevêque nommé par ce faux pape n'était pas réellement archevêque. Pour cette raison ou pour quelque autre, le zèle du prélat tiédit : il ne fit plus d'opposition à la procédure entamée (1).

100 L'Inquisition comptait sur place de nombreux agents. Outre Frà Guidone, qui, par son âge et son expérience, fut, semble-t-il, le protagoniste de la tragédie, et Lanfranco qui y joua un rôle assez effacé, on rencontre un troisième inquisiteur, Rainerio di Pirovano. Ces trois personnages étaient remplacés, pendant leur absence, par des délégués, Niccolò di Como, Niccolò di Varenna et Leonardo da Bergamo. On mena l'affaire avec une énergie soutenue, non sans recourir fréquemment à la torture. Il est vrai que les dépositions des accusés sont muettes sur ce point; mais leur silence ne prouve rien, car l'emploi de la torture était chose habituelle et n'avait pas besoin d'être relevé. Non seulement les historiens de l'affaire parlent sans réserve de l'application qui en fut faite, mais le caractère des interrogatoires successifs subis par les principaux inculpés l'atteste de façon évidente. Ce sont, d'abord, d'audacieuses affirmations d'ignorance et d'innocence, suivies, à des intervalles plus ou moins longs, d'aveux complets. On relève surtout ces variations dans les dires de ceux qui avaient déjà abjuré en 1284, par exemple Andrea, Maifreda et Giaccoba. Ceux-ci, étant relaps, savaient qu'en reconnaissant leur persistante

(1) Ogn ben, p. 24, 40, 42, 78-9.

Dionese de' Novati déposa (p. 93) que Maifreda la avait coutume de dire que Boniface n'était pas vraiment pape et qu'un autre pontife avait été élu. Nous avons vu que les Franciscains Spirituels avaient, eux aussi, à un moment donné, élu un nouveau pape. Il y avait peu de points communs entre eux et les Guillelmites; cependant ce détail permet de croire qu'il existait quelque relation entre les deux sectes.

hérésie, ils se condamnaient eux-mêmes au bûcher ; ils n'avaient donc rien à gagner en avouant, si ce n'est qu'ils échappaient ainsi à une nouvelle application de la torture (1).

Les documents sont trop incomplets pour qu'on puisse reconstituer l'histoire du procès et établir avec certitude quel fut le sort des accusés. En Languedoc, une fois tous les témoignages recueillis, on aurait tenu une réunion pour fixer les peines ; puis elles eussent été notifiées au cours d'un *Sermo* solennel et le bûcher aurait reçu sa proie. Mais, à Milan, la procédure était plus expéditive. La seule sentence à nous connue fut rendue le 23 août, dans une assemblée où l'archevêque siégeait à côté des inquisiteurs. Le jugement concernait uniquement Sœur Giacobba dei Bassani, qui, en qualité de relapse, fut régulièrement livrée au bras séculier pour être brûlée. Il y a lieu de penser qu'auparavant Ser Mirano di Garbagnate, un prêtre gravement impliqué dans l'affaire, avait subi la même peine. Andrea et Maifreda furent exécutés probablement entre le 4^{er} et le 9 septembre. Mais on ignore la date des autres exécutions ; on ne sait à quelle époque les os de Guillelma furent exhumés et brûlés. Les interrogatoires des disciples se prolongèrent jusqu'au milieu d'octobre. Autre particularité digne de remarque : pour l'infliction des pénalités mineures, les inquisiteurs ne s'adjoignirent pas d'experts et ne consultèrent même pas l'archevêque. Ils agirent entièrement à leur guise ; un seul *Frate* absolvait ou frappait de pénitences chaque inculpé. Apparemment, l'Inquisition lombarde avait peu de déférence pour l'épiscopat, même pour celui de l'Église Ambrosienne (2).

101

Pourtant, l'Inquisition faisait preuve d'une remarquable

(1) Comparez le premier interrogatoire d'Andrea, du 20 juillet (Ogniben, *op. cit.* p. 8-13), et le second, du 10 août (p. 56-7), avec l'audacieuse profession de foi qu'il fit le 13 août (p. 68-7). Comparez de même le premier interrogatoire de Maifreda, du 31 juillet (p. 23-6), avec sa confession, du 6 août, et avec la révélation des noms de ses fidèles (p. 33-5). Rapprochez aussi les dénégations de Giacobba dei Bassani (3 août) de sa confession du 11 août (p. 39). Il en est de même de ceux qui n'étaient pas coupables de « rechute ». Voyez les dénégations positives de sœur Agnese dei Montanari, le 3 août, et sa confession du 11 août (p. 37-8).

(2) Ogniben, p. 19-20, 77, 91.

mansuétude, étant donné surtout le caractère révolutionnaire de l'hérésie. On ne saurait établir rigoureusement le nombre des victimes livrées au bûcher ; mais il ne dut pas y en avoir plus de quatre ou cinq. C'étaient les survivants de ceux qui avaient abjuré en 1284 ; comme hérétiques relaps et endurcis, ces gens ne méritaient aucune clémence. Les autres furent frappés de peines singulièrement légères. Tel fut le cas de Sibilia Malcolzati, qui avait figuré parmi les plus zélés sectaires. Dans ses premiers interrogatoires, elle s'était résolument parjurée et on ne l'avait pas sans peine amenée à confesser l'erreur ; néanmoins, quand elle comparut, le 6 octobre, devant Frà Rainerio, elle demanda humblement à être déchargée de l'excommunication qu'elle avait encourue, et l'inquisiteur, ému de ses prières, consentit à lever la censure, en lui imposant, suivant l'usage, l'obligation de se soumettre aux ordres de l'Église et de l'Inquisition et d'accepter les pénitences qui lui seraient infligées. Deux sœurs, Catella et Pietra Oldegardi, furent traitées avec une douceur plus extraordinaire encore : Frà Guidone leur donna l'absolution après qu'elles eurent abjuré leur hérésie, et se contenta de laisser à leurs confesseurs le soin de choisir la pénitence qu'elles devraient subir. En exceptant les peines qui frappèrent les relaps, le plus sévère châtiment des autres hérétiques fut le port des croix ; encore cette pénalité, infligée en septembre et octobre, fut-elle commuée, au mois de janvier, en une amende de vingt-cinq livres payable en février, ce qui montre que la confiscation n'intervint pas dans la répression. Taria elle-même, bien que cardinal en expectative de l'Église future, fut frappée de cette pénitence et profita également de la commutation. Mais, lorsqu'il s'agissait de coupables condamnés à mort, l'Inquisition se hâtait d'opérer la confiscation. C'est ainsi qu'au lendemain de l'exécution d'Andrea, la femme de la victime, Riccadona, dut fournir l'inventaire de ses biens meubles et du vin de sa cave. On a conservé aussi un fragment de l'interrogatoire subi, le 12 février 1302, par un moine de Chiaravalle, Marchisio Secco. Ce document indique que le Saint-Office luttait alors contre

l'abbaye pour arracher aux moines la restitution des sommes léguées par Guillelma. L'Inquisition appuyait ses revendications sur l'hérésie de la défunte, qui annulait toutes ses dispositions testamentaires. On ignore l'issue du débat ; tout porte à croire que l'abbaye fut obligée de céder. D'ailleurs, il y avait entre les moines et les hérétiques une complicité si apparente, qu'on s'étonne de ne trouver, dans la liste des condamnés, le nom d'aucun religieux (1).

Ainsi s'acheva cette aventure. L'hérésie guillelmite n'a d'importance ni par ses origines ni par ses conséquences ; mais elle jette un jour curieux sur les aberrations spirituelles de l'époque et sur la procédure de l'Inquisition lombarde. Elle mérite surtout d'être citée comme un exemple à peu près unique de la clémence inquisitoriale (2).

Tandis que Guillelma s'établissait à Milan, ou vers la même 103

(1) Ogniben, p. 42-4, 63, 67-8, 81-2, 91-2, 95-6, 97, 101, 110, 113, 115-16. Le prof. Felice Tocco a récemment publié une analyse détaillée de cette affaire, y compris un bref inédit de Jean XXII (1322), ordonnant à l'archevêque de Milan et aux inquisiteurs de juger Matteo Visconti, auquel on impute surtout à crime de favoriser les Guillelmites (*Accademia dei Lincei*, Rome, 1901.)

(2) Les excentricités religieuses comme le Guillelmitisme ne sont spéciales à aucune époque, à aucun état de civilisation. Qui ne connaît l'histoire de Joanna Southcott et de l'Eglise Southcottienne, dont l'existence se prolongea, à Londres, jusqu'au milieu du XIX^e siècle ? En juillet 1886, les journaux américains racontèrent qu'on avait découvert, à Cincinnati, une secte étroitement apparentée à celle des Guillelmites et à peu près aussi nombreuse. Les membres s'en intitulaient *Perfectionnistes* et voyaient, en deux sœurs mariées, des incarnations divines : l'une, M^{lle} Martin, incarnait Dieu, tandis que M^{lle} Brooke incarnait le Christ. Comme les Guillelmites de Milan, ces sectaires ne comprenaient pas seulement des illettrés ; des gens intelligents et cultivés avaient renoncé à toute occupation mondaine dans l'attente du prochain Millénaire, — l'ère finale annoncée par l'Evangile Eternel. Le manque de ressources désorganisa l'association ; certains membres se retirèrent ; d'autres, parmi lesquels les deux sœurs, adhérèrent à une Eglise méthodiste. Cependant leur foi n'avait pas varié, si bien qu'en juin 1887, après une enquête, l'Eglise méthodiste les expulsa. Un des griefs invoqués contre eux était qu'ils voyaient en l'Eglise actuelle Babylone et l'Abomination de la Terre. — L'Angleterre, elle aussi, a assisté à une manifestation analogue : une paysanne, qui ne se distinguait nullement par la moralité de sa vie, fut jusqu'à sa mort, le 18 septembre 1886, considérée par ses disciples comme une nouvelle incarnation du Christ. Elle donnait d'elle-même la définition suivante : « Je suis la Seconde Apparition et la Seconde Incarnation de Jésus, le Christ de Dieu, la Fiancée, l'Epouse de l'Agneau, la Mere-Dieu, le Sauveur, la Vie Céleste », etc., etc. Elle signait « Jésus le Premier et Dernier, Mary-Ann Girling ». Sa secte compta un moment cent soixante-quinze adeptes, dont quelques-uns assez riches pour faire d'importantes donations à leur communauté ; mais les tracasseries et les vexations dont elle fut l'objet de la part de la population réduisirent peu à peu ce nombre finalement, les membres se dispersèrent.

époque, une autre évolution anormale du grand mouvement franciscain se dessinait à Parme. Le succès des Ordres mendiants, l'exaltation des mérites suprêmes de la pauvreté, l'institution de la mendicité comme le mode d'existence le plus saint de tous, avaient donné une impulsion nouvelle au développement du monachisme. Aussi, dans la formation des nombreuses confréries organisées sur le modèle des Mendiants, est-il malaisé de discerner quelle part revient au désir de la perfection spirituelle et quelle part incombe aux séductions de la fainéantise et du vagabondage sous le beau ciel de l'Italie. Il fut d'abord impossible d'appliquer la prohibition décrétée par le concile de Latran contre les Ordres religieux non reconnus. On continua à voir des hommes s'associer, de façon plus ou moins régulière, dans des souterrains et des ermitages, dans les rues des villes, le long des routes, dans des masures abandonnées et des églises désaffectées. Après une lutte prolongée, les ermites Carmes et Augustiniens finirent par se faire reconnaître et constituèrent des Ordres réguliers; avec les Franciscains et les Dominicains, cela porta à quatre le nombre des Ordres Mendiants. D'autres, moins honorables peut-être, ou plus attachés à leur indépendance, étaient l'objet de condamnations et, quand ils refusaient de se disperser, traités en rebelles et en hérétiques. L'atmosphère morale était si agitée qu'il se trouvait facilement des gens prêts à admirer et à suivre quiconque concevait et mettait en pratique le genre de vie le plus rapproché de la vie végétative. Si, de plus, ce chef de secte avait quelque aptitude au commandement et à l'organisation, il lui était facile de constituer une confrérie et de s'attirer, en même temps que la vénération des fidèles, un abondant tribut d'offrandes.

L'année 1260 devait, d'après les prophéties de l'abbé Joachim, ouvrir l'Ère du Saint-Esprit. L'excitation religieuse se manifesta dans le peuple par l'apparition soudaine des Flagellants. L'Italie du nord fut couverte de processions de pénitents qui se donnaient la discipline. Un mutuel oubli des injures procura à ce pays troublé un court intervalle de paix. Quand l'esprit public tra-

verse une semblable crise, l'enthousiasme communicatif s'attache volontiers à toute entreprise répondant aux tendances du moment. Aussi la mortification que s'imposa un jeune homme de Parme, Gherardo Segarelli, trouva-t-elle de nombreux imitateurs. Segarelli, personnage de très humble naissance, dépourvu de toute culture et de toute intelligence, avait vainement cherché à se faire admettre dans l'Ordre franciscain. Cet honneur lui ayant été refusé, il passait son temps dans l'église franciscaine, où il s'abîmait dans la rêverie. La béatitude de l'extase, poussée jusqu'à l'annihilation de la conscience, n'a pas été le monopole des Brahmanes et des Bouddhistes. C'était une pratique bien connue des moines du Mont Athos, auxquels la pieuse contemplation de leur nombril avait valu le nom d'*Umbilicani*, et Jacopone da Todi nous montre que ces dangereuses extases étaient familières à ses dévots contemporains (1). Cependant Segarelli n'était pas insensible à toutes les impressions extérieures au point de ne pas remarquer les peintures religieuses qui ornaient les murs de l'église. Il admira les tableaux où figuraient les apôtres vêtus des costumes que l'art leur avait assignés. Il acquit peu à peu la conviction que la vie et l'habit apostoliques constituaient les éléments d'une existence religieuse supérieure même à celle des Franciscains. Il commença donc par vendre le peu de bien qu'il possédait; puis, montant sur la tribune de la Piazza, il jeta l'argent que lui avait rapporté cette vente aux oisifs qui se chauffaient au soleil. Aussitôt ceux-ci allèrent perdre cet argent au jeu, non sans jurer et blasphémer. Segarelli, imitant le Christ à la lettre, se fit circoncire; puis, emmaillotté dans des langes, il se fit bercer et allaiter par une femme. Ce noviciat une fois achevé, il entama

(1)

« *O glorioso stare
In nihil quietato!
Lo' intelletto posato
E l'affetto d'umire!
Annichinarsi bene
Non è potere humano
Anzi è virtù divina! »*

(Comba, *La Riforma in Italia*, I. 310.)

sa carrière d'apôtre, laissant pousser ses cheveux et sa barbe, se drapant dans un manteau blanc, ceignant ses reins de la cordelière franciscaine et portant aux pieds des sandales. Sous cet accoutrement, il errait par les rues de Parme en criant : *Penitenz agite!* — ce qui était sa manière de prononcer le *Pœnitentiam agite!* traditionnel (1).

105 Il demeura quelque temps sans imitateurs. Dans sa course érrante à la recherche de disciples, il arriva à Collecchio, village voisin de Parme. Là, s'arrêtant au bord de la route, il se mit à crier : « Entrez dans ma vigne ! » Les passants, habitués à sa folie, n'y prêtèrent aucune attention ; mais des étrangers prirent ce cri pour une invitation à cueillir les grappes mûres d'un vignoble voisin, qu'ils mirent aussitôt au pillage. A la fin, il trouva un associé dans la personne d'un certain Robert, serviteur des Franciscains. Salimbene rapporte que ce personnage, fieffé menteur et trop paresseux pour travailler, fut un membre important de la secte sous le nom de Frà Glutto, et finit par apostasier et épouser une femme-ermite. Gherardo et Glutto traînèrent par les rues de Parme leurs manteaux blancs et leurs sandales, en invitant le peuple au repentir. Ils réunirent des adeptes et bientôt leur secte compta trois cents membres. Ils acquirent une maison où ils prenaient leurs repas et passaient leurs nuits. Ils ne manquaient de rien, car les aumônes affluaient chez eux plus encore que chez les Mendiants réguliers. Ceux-ci étaient fort surpris de ce succès, car ces prétendus Apôtres ne donnaient rien en retour des offrandes ; ils ne pouvaient prêcher, ni entendre les confessions, ni célébrer la messe, et ne priaient même pas pour le salut de leurs bienfaiteurs. C'étaient, pour la plupart, des paysans ignorants, porchers et bouviers, séduits par une vie de fainéantise qui leur assurait une abondance de vivres en même temps que la vénération populaire. Quand ils se réunissaient en assemblées, ils contemplaient Segarelli d'un air rêveur et répétaient en son honneur « Père ! Père ! Père ! » (2).

(1) Salimbene, p. 112-13.

(2) Salimbene, p. 114-16.

En 1274, quand le concile de Lyon s'efforça d'enrayer cette épidémie d'associations mendiantes non-autorisées, il n'en prononça pas la dissolution, mais se contenta d'interdire la réception de membres nouveaux, espérant qu'ainsi ces confréries s'éteindraient d'elles-mêmes. Les Apôtres surent éluder cette décision : quand se présentait un néophyte, ils plaçaient devant lui un habit religieux et disaient : « Nous ne pouvons vous agréer comme membre, car cela nous est défendu, mais if ne vous est pas défendu de venir à nous. Faites donc comme il vous plaira. » Ainsi, au mépris des volontés pontificales, l'Ordre s'accrut et se multiplia, dit-on, dans des proportions incalculables. En 1284, on voit une troupe de soixante-dix postulants traverser Modène et Reggio pour aller à Parme se faire admettre par Segarelli; quelques jours plus tard arrivèrent de même douze jeunes filles, enveloppées dans leurs manteaux blancs et s'intitulant *Sœurs Apostoliques*. A l'imitation de Dominique et de François, Segarelli envoya des disciples par toute l'Europe et au-delà des mers pour évangéliser le monde. Ces sectaires se répandirent jusque dans des régions lointaines; dès 1287, on voit le concile de Würzburg stigmatiser comme vagabonds ces Apôtres errants et interdire à tous de leur fournir des vivres. Pedro de Lugo (Galice) qui, en 1322, abjura devant l'Inquisition de Toulouse, déclara qu'il avait été gagné à la secte, vingt ans auparavant, par un certain Richard, Apôtre venu d'Alexandrie de Lombardie. Ce dernier avait activement propagé l'hérésie au-delà de Compostelle. Ce fut probablement la présence d'autres disciples de ce Richard en Catalogne qui provoqua les mesures prises par le concile de Tarragone, en 1305, en vue de leur arrestation et de leur expulsion (1).

106

Malgré la vénération que lui témoignaient les Frères, Segarelli refusa toujours d'assumer la direction de l'Ordre, déclarant que chacun devait porter son propre fardeau. S'il avait

(1) Concil. Lugdun. ann. 1274, c. 23. — Salimbene, p. 117, 119, 329-30. — Concil. Herbipolens. ann. 1287 (Harduin. VII. 1141). — Lib. Sentent. Inq. Tolosan. p. 360. — Aguirre, VI. 372.

été bon organisateur, il aurait pu, disposant de pareilles ressources, compromettre gravement la paix de l'Église; mais il était indolent et n'éprouvait nullement le désir de renoncer à la vie contemplative. Il hésita quelque peu sur le point de savoir quelle forme il convenait de donner à l'association et il demanda à Alberto de Parme, un des sept notaires de la Curie, s'il fallait élire un supérieur. Alberto le renvoya à l'abbé cistercien de Fontanaviva; celui-ci fut d'avis que les adeptes s'abstinissent de fonder des maisons, qu'ils continuassent à errer à travers le pays, enveloppés dans leurs manteaux; ils ne pouvaient manquer de trouver un abri auprès des personnes charitables. Segarelli était tout disposé à suivre ce conseil; mais Guidone Putagi, frère du podestat de Bologne, qui avait adhéré à l'Ordre ainsi que sa sœur Tripia, était d'humeur plus énergique. Voyant que Segarelli ne voulait pas gouverner, il s'empara de la direction des affaires et la garda pendant nombre d'années. Mais il froissa les sentiments des Frères en renonçant à la pauvreté, qui était le principe fondamental de la secte. Il menait, dit-on, un train splendide, possédait une écurie bien garnie et gaspillait l'argent à la façon d'un cardinal ou d'un légat, si bien que les Frères finirent par se lasser et lui donnèrent un successeur dans la personne de Matteo d'Ancone. L'élection de ce dernier provoqua une scission. Guidone s'empara de Segarelli et l'emmena à Faenza. Les partisans de Matteo le poursuivirent et essayèrent de lui arracher Segarelli; les deux fractions en vinrent aux coups et les Anconitains eurent le dessous. Pourtant, Guidone ne se crut pas en sécurité et, abandonnant les Apôtres, alla se joindre aux Templiers (1).

107 L'évêque de Parme, Opizo, neveu d'Innocent IV, avait de la sympathie pour Segarelli et, par égard pour lui, protégeait les Apôtres, ce qui explique la croissance ininterrompue de la secte. Cependant, en 1286, trois des Frères commirent à Bologne un méfait flagrant et furent sommairement pendus

(1) Salimbene, p. 114-116.

par ordre du podestat. Cet événement appela sans doute l'attention d'Honorius IV sur les sectaires, car ce fut vers cette époque que le pape lança une bulle spécialement dirigée contre eux. Il leur ordonnait de quitter leur costume distinctif et d'adhérer à quelque Ordre reconnu; il enjoignait aux prélats d'exiger l'obéissance sous peine de prison, et d'avoir recours, en cas de besoin, au bras séculier; enfin, il interdisait aux fidèles de faire l'aumône ou d'accorder l'hospitalité aux rebelles. C'était la proscription formelle de l'Ordre. L'évêque Opizo se hâta d'obéir. Il bannit les Frères de son diocèse et mit Segarelli aux fers; puis il se radoucit et le garda dans son palais avec l'emploi de bouffon. Il paraît qu'après boire l'Apôtre devenait plaisant! (1).

Pendant quelques années, on n'entend plus guère parler de Segarelli et de ses disciples. La condamnation pontificale les avait un moment découragés; mais on y obéit avec mollesse. Bien que leur nombre eût diminué et que la charité publique se fût quelque peu détournée d'eux, ils restaient encore assez nombreux, continuant à porter leurs manteaux blancs et à mendier par voies et par chemins. L'insuccès de la bulle lancée par Honorius appert de la publication nouvelle que Nicolas IV jugea nécessaire d'en faire en 1291. Les Apôtres étaient à ce moment en révolte ouverte contre le Saint-Siège; rebelles et schismatiques, ils menaçaient de devenir de véritables hérétiques, encourant à juste titre la persécution. En 1294, quatre d'entre eux, deux hommes et deux femmes, furent brûlés à Parme, tandis que l'évêque Opizo condamnait Segarelli à l'emprisonnement perpétuel. On trouve aussi mention d'un ardent missionnaire de la secte, nommé Étienne, qui s'était rendu redoutable par l'éloquence de sa prédication et fut brûlé par l'Inquisition. Segarelli avait sauvé sa tête en abjurant. Peut-être aurait-il été remis en liberté quelques années plus tard s'il n'avait persisté dans ses erreurs; l'Inquisiteur de Parme, Frà Manfredo, le condamna comme hérétique relaps et le fit

(1) Salimbene, p. 117, 371. — Mag. Bull. Rom. I. 158.

108

brûler à Parme en 1300. Cette exécution fut suivie d'une active persécution contre les disciples. Nombre de ceux-ci furent arrêtés par l'Inquisition et frappés de peines diverses; finalement, Parme put se féliciter de voir l'hérésie à peu près extirpée (1).

La persécution produisit, une fois de plus, ses résultats habituels : en dispersant les hérétiques, elle les confirma dans leur foi et orienta leur hérésie dans le sens d'une hostilité plus vive contre l'Église. Les disciples de Segarelli n'étaient pas tous des paysans ignorants. En Toscane, un Franciscain renommé pour sa piété et son savoir s'était fait le propagateur de la secte et avait même essayé de gagner à ses doctrines Ubertino da Casale. Ubertino l'attira, puis le trahit. L'Apôtre dut révéler les noms de ses disciples, ce qui laisse à penser qu'il fut soumis à la procédure inquisitoriale ordinaire. Cet incident montre les relations qui existaient entre les Apôtres et les Franciscains dissidents, relations attestées par le soin même que prirent les Spirituels de désavouer tout rapport avec ces hérétiques. Les Apôtres étaient profondément imbus de Joachisme; mais les Spirituels s'efforcèrent de dissimuler ce fait en attribuant les erreurs des Segarellistes à l'hérétique réprouvé, plagiaire de Joachim, Amaury, déjà bien oublié. D'ailleurs, les Conventuels ne manquèrent pas d'user de cette arme offensive et, dans le débat engagé devant Clément V, les Spirituels durent affirmer qu'ils n'avaient rien de commun avec les Dulcinistes (2).

On ne constate pas que Segarelli ait professé des doctrines particulières. Son caractère ne le prédisposait guère aux spéculations profondes; d'autre part, la tolérance dont il jouit presque jusqu'à la fin de son existence l'empêcha probablement de formuler des théories subversives. Porter l'habit de la secte, vivre en l'état de pauvreté absolue, s'abstenir de

(1) Mag. Bull. Rom. I. 158. — Chron. Parmens. ann. 1294 (Muratori, *S. R. I.* IX. 826). — Hist. Tribulat. (*Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1886, p. 130). — Addit. ad Hist. Frat. Dulcini (Muratori, IX. 450).

(2) *Hist. Tribulat.* (*ubi sup.*). — *Ubertini Responsio* (*Archiv f. L.-u. K.* 1887, p. 51).

tout travail et compter sur la charité publique, ne pas songer au lendemain, errer sans gîte en invitant le peuple au repentir, observer l'absolue chasteté, telle était, en somme, toute la doctrine de Segarelli; telle demeura, jusqu'au dernier moment, la seule règle apparente des Apôtres. Mais l'observance en était rigoureuse. Les Franciscains les plus austères admettaient que les moines eussent deux robes; les Apôtres rejetaient cette concession faite à la santé et au bien-être. Nul ne devait posséder plus d'une robe; s'il voulait la faire laver, il était tenu de rester au lit jusqu'à ce que la robe fût sèche. Comme les Vaudois et les Cathares, les Apôtres réprouvaient, semble-t-il, l'usage du serment. Ils furent l'objet de l'accusation ordinaire d'immoralité; ce qui donnait à ce reproche une couleur de raison, c'était la confusion des sexes dans leur existence vagabonde et aussi la redoutable épreuve de continence qu'ils s'imposaient habituellement, à l'exemple des premiers Chrétiens, en couchant tout nus ensemble. Cependant la liste de leurs erreurs dressée par les inquisiteurs, qui les connaissaient bien, pour l'édification de leurs collègues, atteste que cette licence n'était pas article de foi. On ne saurait affirmer pourtant que la paresse et l'insouciance d'une existence vagabonde n'eussent pas valu à la secte l'adhésion d'hommes et de femmes de mauvaise vie (1).

109

Vers l'époque de la mort de Gherardo, la persécution avait été assez sévère et assez prolongée pour amener les Apôtres à rejeter l'autorité du Saint-Siège et à formuler des doctrines nettement hostiles à l'Église. Une épître écrite par Frà Dolcino, un mois environ après l'exécution de Segarelli, montre que des esprits plus vigoureux que celui du fondateur s'étaient

(1) Salimbene, p. 113, 117, 121. — Lib. Sentent. Inq. Tolos. p. 360-1. — Muratori, S. H. I. IX. 455-7. — Bern. Guidon. *Practica*, P. v. — Eymeric, P. II. Q. 11.

L'épreuve de continence, pour laquelle les inquisiteurs entretenaient une sainte horreur, avait été cependant pratiquée par saint Aldhelm et considérée alors comme une marque d'éminente sainteté (Girald. Cambrens. *Gemm. Eccles.* Dist. II. c. xv). Il y a, d'ailleurs, une curieuse analogie entre les dangereuses folies des Apôtres et celles des dévots chrétiens du ^{xiii} siècle, décrites et reprouvées par saint Cyprien (*Epist. IV. ad Pom. on.*)

employés à élaborer une série de principes appropriés au goût des disciples. Ceux-ci, en effet, supportaient avec impatience la domination d'une Église corrompue et appelaient de leurs vœux un enseignement plus élevé. Joachim avait promis que l'ère du Saint-Esprit s'ouvrirait en 1260. Cette prophétie s'était accomplie par l'apparition de Segarelli, dont la mission avait commencé à ce moment. Acceptant implicitement cette coïncidence, Dolcino décrivait ensuite les quatre états successifs de l'Église. Le premier avait duré depuis la Création jusqu'à l'époque du Christ; le second, depuis le Christ jusqu'à Silvestre et Constantin, période de sainteté et de pauvreté; le troisième, depuis Silvestre jusqu'à Segarelli, période durant laquelle l'Église avait déchu, malgré les réformes apportées par Benoît, Dominique et François, jusqu'à la perte entière de la divine charité. Le quatrième état avait commencé avec Segarelli et durerait jusqu'au Jour du Jugement. Dolcino rappelait ensuite des prophéties qui semblent inspirées de celles du pseudo-
 110 Joachim, auteur des Commentaires sur Jérémie. L'Église est aujourd'hui honorée, riche et perverse, elle demeurera telle jusqu'au jour où tous les clercs, moines et religieux seront anéantis par une mort cruelle, qui les surprendra avant trois ans. Le roi Frédéric de Sicile, qui n'avait pas encore fait la paix avec le Saint-Siège, était, aux yeux de Dolcino, le vengeur promis, sans doute à cause de ses relations avec les Spirituels et de la faveur qu'il leur témoignait. L'épître s'achevait par une accumulation de prophéties apocalyptiques concernant la prochaine venue de l'Antéchrist, le triomphe des saints, le règne de la pauvreté et de l'amour sous un pape pieux. Les anges des sept Églises sont : pour l'Église d'Éphèse, Benoît; pour celle de Pergame, Silvestre; pour Sardes, François; pour Laodicée, Dominique; pour Smyrne, Segarelli; pour Thyatire, Dolcino lui-même; pour Philadelphie, le saint pape à venir. Dolcino annonce que lui-même a été envoyé par Dieu pour élucider les Écritures et les prophéties. Quant aux ecclésiastiques, réguliers ou séculiers, ce sont les ministres de Satan; ils sont aujourd'hui persécuteurs, mais seront anéantis bientôt,

quand Dolcino, ses disciples et tous ceux qui se joindront à eux auront définitivement conquis le pouvoir (1).

Ainsi, Segarelli avait péri sur le bûcher le 18 juillet et déjà se présentait, en août, un homme qui assumait avec assurance le rôle périlleux d'hérésiarque, se proclamait le porte-parole de Dieu et promettait à ses disciples une prompte victoire, en récompense des épreuves qu'ils subiraient sous sa direction. Avait-il vraiment lui-même foi en ses prophéties? Était-il un fanatique ou un charlatan? C'est ce qu'on ne saurait dire de façon certaine. Mais il me semble probable qu'il était sincère. En dépit de ses dons innés pour la direction des hommes, peut-on supposer, s'il n'avait pas cru à sa mission, qu'il eût inspiré à ses disciples un attachement capable de résister aux plus cruelles souffrances? Il ne lui fallait pas seulement 111 l'audace, mais une conviction profonde pour s'engager dans une entreprise où les moyens répondaient si peu à la fin, pour tenter presque seul de renverser tout l'imposant édifice de l'Église et de la féodalité. Dante reconnaît la valeur de Dolcino lorsqu'il le représente comme le seul homme vivant auquel Mahomet, saluant un génie frère du sien, daigne envoyer un message du fond de l'enfer. Les bons Franciscains Spirituels, qui subirent sans résistance une persécution incessante, ne purent expliquer la carrière de l'hérésiarque que par une révélation faite au-delà des mers à un serviteur de Dieu, à savoir que Dolcino était possédé d'un mauvais ange nommé Furcio (2).

Dolcino était fils, soit d'un certain Giulio, prêtre de Trontano dans le Val d'Ossola, soit d'un autre Giulio, ermite de Prato dans le Valsesia près de Novare. Amené tout enfant à Verceil,

(1) Muratori, IX. 449-53. — Guill. Nangiac. Contin. ann. 1306. — R. Fran. Pipini *Chron.* cap. xv (Muratori, IX. 599). — Cf. Lib. Sentent. Inq. Tolos. p. 360. — Pelayo, *Heterodoxos Españoles*, I. 720.

(2) *Hist. Tribulat.* (ubi sup.). — Dante :

*Or di a Frà Dolcin dunque che s'armi,
Tu che forse vedrai il sole in breve,
S'egli non tu l'qui tosto seguirarmi;
Sì di vivanda, che stretta di neve
Non rechi la vittoria al Novarese,
Ch' altrimenti acquistar non saria lieve.*

(*Inferno*, xxviii.)

il fut élevé, dans la paroisse de Saint-Agnès, par un prêtre nommé Agosto, qui lui fit donner une éducation soignée. Doué d'une intelligence brillante, il devint bientôt un excellent écolier; bien qu'il fût de petite taille, il avait un extérieur agréable et se conciliait l'affection de tous. Plus tard, son éloquence devint si persuasive que personne, dit-on, ne pouvait résister à son charme. Son séjour à Verceil fut subitement interrompu. Le prêtre perdit une somme d'argent et soupçonna du vol son serviteur, nommé Patras. Cet homme saisit le petit Dolcino et lui arracha par la torture un aveu, vrai ou mensonger. L'intervention du prêtre empêcha que l'affaire ne s'ébruitât; mais Dolcino, pris de honte et de terreur, s'enfuit secrètement. On le perd de vue jusqu'au jour où on le trouve à Trente, devenu chef d'une bande d'Apôtres. Il avait adhéré à la secte en 1291. Il dut y prendre très vite une place importante, car, dans sa confession dernière, il avoua être tombé trois fois entre les mains de l'Inquisition et avoir trois fois abjuré. En agissant ainsi, il n'avait pas forfait son grade dans la secte, car les 112 Apôtres admettaient en principe qu'on pouvait tromper le Saint-Office, prêter serment avec les lèvres et non avec le cœur, mais que, si la mort devenait inévitable, il fallait la subir avec joie et résignation, sans jamais trahir ses complices (1).

Pendant les trois années qui suivirent son épître d'août 1300, on sait peu de chose de l'activité de Dolcino. Cependant il fit parler de lui à Milan, Brescia, Bergame et Côme. Ce furent sans doute des années consacrées à la propagande et à l'organisation. L'époque de la délivrance promise arriva et passa sans que l'Église eût été troublée ou se fût amendée. Pourtant, l'arrestation de Boniface VII à Anagni en septembre 1303, suivie de la mort de ce pontife, pouvait sembler le début de l'ère nouvelle promise par les prophéties. Aussi Dolcino fit-il paraître, en décembre 1303, une nouvelle épître, dans laquelle

(1) Benvenuto da Imola (Muratori, *Antiq.* III. 457-9). — Bescapè, *La Novara Sacra*, Novara, 1878, p. 157. — Baggiolini, *Dolcino e i Patarini*, Novara, 1838, p. 35-6. — Hist. Du'cin. Hæresiarch. (Muratori, *S. R. I.* IX. 436-7). — Addit. ad Hist. (*Ib.* d. 457, 460).

il annonçait, comme une révélation divine, que la chute de Boniface avait inauguré la première année des tribulations que l'Église aurait à subir. En 1304, Frédéric de Sicile deviendrait empereur et ferait périr les cardinaux, ainsi que le mauvais pape récemment élu par eux; en 1305, l'Empereur sèmerait la désolation dans les rangs des prélats et des ecclésiastiques dont la perversité croissait de jour en jour. A ce moment, les adeptes, jusqu'alors obligés de se cacher pour éviter la persécution, apparaîtraient au grand jour, se joindraient aux Spirituels des autres Ordres, recevraient la grâce du Saint-Esprit et constitueraient la nouvelle Église. En attendant, Dolcino se proclamait chef de la Congrégation Apostolique, société qui comptait quatre mille membres affranchis de toute obéissance extérieure et soumis à la seule loi de l'Esprit. Une centaine d'entre eux, hommes et femmes, étaient chargés de surveiller leurs frères. Dolcino lui-même avait quatre lieutenants principaux, Longino Cattaneo da Bergamo, Federigo da Novara, Alberto da Otranto et Valderigo da Brescia. Au-dessus de ceux-ci l'hérésiarque avait fait une place éminente à sa bien-aimée sœur en Jésus-Christ, Margherita. Margherita di Trank était issue, dit-on, d'une famille noble et très riche. D'une beauté remarquable, elle avait été élevée au couvent de Sainte-Catherine, à Trente. Dolcino fut quelque temps au service de ce couvent et y fit la connaissance de Marguerite. Elle s'éprit de lui, s'enfuit avec lui du couvent et lui demeura fidèle jusqu'à la fin. Dolcino affirma toujours qu'il n'y avait entre eux que des relations purement spirituelles; mais, naturellement, on ne crut que médiocrement à cette assertion. Les gens d'Église prétendirent que Marguerite lui avait donné un enfant dont la naissance avait été représentée aux yeux des fidèles comme l'opération du Saint-Esprit (1).

113

Bien que Dolcino eût constaté, dans cette lettre de décembre

(1) Corio, *Hist. Mi'anesa*, ann. 1307. — Benv. da Imola, *loc. cit.* — Additamentum (Muratori, IX. 454-55, 459). — Baggolini, p. 36-7.

Les deux épîtres de Dolcino furent formellement condamnées par l'évêque de Parme et par l'inquisiteur Frà Manfredo, ce qui indique qu'elles furent répandues en dehors de la secte (Eymeric, *Direct. Inq.* P. n. Q. 29).

- 1303, la nécessité, pour les sectaires, de se tenir cachés, lui-même se relâcha de sa prudence. En 1304, il revint aux lieux de son enfance avec quelques disciples portant les manteaux blancs et les sandales de l'Ordre et commença à opérer des conversions dans le voisinage de Gattinara et de Serravalle, deux villages du Valsesia, à quelques lieues en amont de Verceil. L'Inquisition découvrit bientôt sa trace et, n'ayant pas réussi à s'emparer de lui, fit payer cher aux habitants de Serravalle la faveur qu'ils avaient témoignée à l'hérésiarque. Le profond mécontentement soulevé par l'Eglise et par les seigneurs féodaux peut seul expliquer l'aide que fournit à Dolcino, le jour où il leva l'étendard de la révolte, la population qui vivait dans les contreforts des Alpes. A quelque distance au nord de Serravalle, sur la rive gauche de la Sesia, cours d'eau alimenté par les glaciers du Mont-Rose, se trouve Borgo di Sesia, dans le diocèse de Novare. C'est là que Dolcino fut appelé par un riche cultivateur, nommé Milano Sola, personnage fort estimé de ses voisins. L'hérésiarque passa en ce lieu plusieurs mois sans être inquiété, opérant des conversions, entretenant ses disciples. Il semble qu'à ce moment il ait mandé auprès de lui les sectaires domiciliés au loin, comme s'il avait résolu de prendre un parti décisif en profitant de la célébrité acquise par ses prophéties. Cependant, on tenta de le déloger de sa position. Il comprit qu'il ne trouverait de sécurité que dans les Alpes ; guidés par Milano Sola, les Apôtres remontèrent vers les sources de la Sesia et s'établirent sur un pic presque inaccessible, où ils construisirent des cabanes. Ainsi s'écoula l'année 1304. Le nombre des sectaires n'était pas méprisable : ils étaient environ quatorze cents des deux sexes, enflammés d'ardeur religieuse, voyant en Dolcino un prophète, dans ses moindres paroles autant de lois. Par le seul fait qu'ils s'étaient ainsi réunis, au mépris des sommations inquisitoriales, ils se trouvaient en
- 4 rébellion ouverte contre l'Eglise. Bientôt ils se brouillèrent aussi avec l'Etat. Au début de l'année 1305, comme leur maigre provision de vivres était épuisée, ils se ravitaillèrent par des rapines aux dépens de la population des vallées : c'était là

comme une déclaration de guerre au pouvoir séculier (1).

L'Église ne pouvait supporter une si audacieuse provocation; d'ailleurs, tout le pays se plaignait des ravages et des sacrilèges commis par les sectaires. Pourtant Dolcino inspirait une telle crainte qu'on eut recours au pape et que, sous les auspices du pontife, on prêcha une véritable croisade en vue de lever une force armée suffisante pour exterminer les hérétiques. La rédaction des bulles de croisade fut un des premiers actes de Clément V, au lendemain de son élection, le 5 juin 1305; ensuite se réunit, le 24 août, une assemblée où une ligue fut formée et où fut signé, par tous les nobles présents, l'engagement de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la destruction des *Gazzari* qui, chassés de Sesia et de Biandrate, n'avaient pas cessé de molester le pays. En vertu de mandats pontificaux, Rainerio, évêque de Vercell, et les inquisiteurs levèrent une troupe imposante et marchèrent contre le refuge montagnoux des Apôtres. Dolcino, voyant l'inutilité de la lutte, leva le camp pendant la nuit et établit sa petite communauté sur un sommet escarpé. Les Croisés, pensant que leurs ennemis s'étaient dispersés, se retirèrent. La situation de Dolcino était difficile. Son seul espoir de salut était la résistance : puisque l'Église voulait la guerre, les hérétiques vendraient du moins leur vie le plus chèrement possible. La nouvelle retraite des Dulcinistes était le Parete Calvo (Mur Chauve), montagne dont le nom même indique la nature, qui domine le village de Campertogno. Les Apôtres s'y fortifièrent, construisirent de leur mieux des habitations et de là ravagèrent les vallées voisines pour se procurer des vivres. Le podestat de Varallo réunit les gens du Valsesia pour déloger les hérétiques; mais Dolcino, ayant disposé une embuscade, attaqua le podestat à coups de pierre et avec toutes les armes que les Apôtres purent se procurer; l'ennemi fut fait prisonnier avec presque tous ses hommes et Dolcino tira de ces captifs des rançons qui couvrirent pendant quelque temps les frais d'entretien des hérétiques. Les pillages

(1) Hist. Dulcin. (Muratori, IX. 423-9). — Besençon, *loc. cit.*

continuèrent; bientôt toute la région avoisinante fut réduite à l'état de désert; les églises étaient dépouillées, les habitants chassés (4).

- 115 L'hiver de 1305-1306 éprouva rudement l'endurance des hérétiques réfugiés sur l'aride sommet de la montagne. Quand arriva le Carême, ils en furent réduits à manger des rats, d'autres bêtes impures et du foin cuit dans la graisse. La situation n'était plus tenable. Pendant la nuit du 10 mars, ils quittèrent le Parete Calvo, laissant derrière eux les moins valides que la nécessité les contraignait à abandonner. Ils se frayèrent des chemins où il semblait impossible de s'aventurer, sur les hauteurs couvertes de neiges épaisses. Enfin, ils s'établirent sur le Monte Rubello, dominant le village de Triverio, du diocèse de Verceil. A ce moment, la disette et l'épuisement avaient fait des vides dans leurs rangs. Ils n'étaient plus qu'un millier et apportaient pour toutes provisions quelques morceaux de viande. Leur déplacement avait été effectué si vite et si mystérieusement que le peuple de Triverio ne connut la venue des redoutables hérétiques que lorsqu'ils vinrent nuitamment piller la ville. On ne voit pas que les habitants aient offert de résistance ni qu'aucun d'eux ait été tué; mais on assure que trente-quatre Apôtres trouvèrent la retraite coupée et furent mis à mort. L'alarme se répandit dans toute la région. L'évêque de Verceil leva une nouvelle armée de Croisés qui marchèrent bravement contre le Monte Rubello. Dolcino faisait son apprentissage de stratège; il opéra une sortie et, bien que la plupart de ses soldats ne fussent, dit-on, armés que de pierres, les troupes de l'évêque furent repoussées et perdirent nombre de prisonniers qu'on échangea ensuite contre des vivres (2).

Alors les hérétiques organisèrent leur campement en vue d'un établissement définitif. On construisit des fortifications et des maisons, on creusa un puits. Ayant ainsi rendu leur position inexpugnable, les Apôtres se crurent assurés contre toute

(1) Hist. Dulcin. (Muratori, IX. 430-1). — Bescapè, *loc. cit.*

(2) Hist. Dulcin. (Muratori, IX. 430-2).

attaque du dehors. Isolés sur leur sommet alpestre, odieux à l'humanité tout entière, ils attendaient avec calme la réalisation des prophéties de Dolcino. Le danger immédiat était la famine. La crête montagneuse n'offrait aucune ressource et les restes de l'armée épiscopale, occupant Mosso, avaient établi un blocus rigoureux. Dans les premiers jours de mai, Dolcino, pour se procurer des vivres, provoqua, par un adroit stratagème, une attaque des assiégeants, les surprit dans une embuscade, les dispersa et fit de nombreux prisonniers qu'il échangea, cette fois encore, contre des provisions. Les forces de l'évêque étant épuisées, il fit de nouveau appel à Clément V, qui consentit volontiers à anathématiser les hérétiques et à offrir indulgence plénière à quiconque servirait pendant trente jours contre eux dans l'armée du Seigneur, ou qui payerait une recrue pour ce service. On donna aux lettres pontificales une publicité très étendue et les gens de Verceil secondèrent ardemment leur vieil évêque, qui prit lui-même part à la croisade. On leva une forte troupe, on s'empara des hauteurs avoisinantes, où l'on dressa des machines qui lancèrent des pierres sur le campement hérétique et démolirent les cabanes. Une lutte désespérée s'engagea pour la possession d'un pic qui dominait la place. Le carnage rougit les eaux du Riccio au point qu'on changea le nom de la rivière en celui de *Rio Carnaschio*. Cette bataille fit sur l'esprit populaire une impression si profonde qu'en plein xviii^e siècle il n'aurait pas été prudent pour un voyageur sceptique de prétendre, à portée de l'oreille d'un montagnard, que la couleur de la rivière était semblable à celle des torrents voisins (1).

116

La troisième croisade ne fut pas plus heureuse que les précédentes. Les assaillants furent repoussés et refoulés jusqu'à Mosso, Triverio et Crevacore. Dolcino, profitant de l'expérience, fortifia et garnit de troupes six des hauteurs avoisinantes, d'où il se précipitait sur le pays environnant pour ravitailler son armée. Pour arrêter ces ravages, les Croisés cons-

(1) Hist. Dulcin. (Muratori, IX. 432-4). — Baggiolini, p. 131.

truisirent deux forts où ils laissèrent une forte garnison ; mais cette précaution ne servit de rien. Mosso, Triverio, Cassato, Flecchia, d'autres villes encore, furent brûlées ; le nombre des églises que les hérétiques pillèrent et profanèrent dit assez la haine qui les animait contre le sacerdoce. Poussés à bout, ces hommes avaient abandonné la loi d'amour qui était le principe de leur foi, pour pratiquer la cruauté que leur enseignaient leurs adversaires. Afin de leur couper les vivres, on avait interdit aux troupes croisées d'échanger les prisonniers contre des provisions ; aussi mettaient-ils à mort, sans pitié, quiconque tombait entre leurs mains. Au dire d'un inquisiteur contemporain auquel on doit le récit détaillé de cette lutte, jamais, depuis Adam, il n'y avait eu de secte à ce point exécrable, abominable, horrible, ayant en si peu de temps causé tant de maux. Pour comble de malheur, Dolcino avait insufflé à ses partisans son ardeur indomptable. Le fanatisme rendait ces gens invincibles. Ils inspiraient une si grande terreur que les
117 fidèles fuyaient devant ces chiens dont une poignée était, disait-on, capable de mettre en déroute et d'anéantir complètement une armée entière. Les habitants quittaient le pays et, en décembre, les Croisés, saisis d'une panique soudaine, évacuèrent un des forts. On eut grand'peine à sauver la garnison de l'autre fort, composée de sept cents hommes (1).

Le fanatisme de Dolcino et son habileté stratégique avaient conservé l'avantage sur le terrain. Mais la faiblesse incurable de sa situation était l'impossibilité où il se trouvait de faire vivre ses partisans. L'évêque de Verceil s'en rendit bientôt compte et fit élever, autour du retranchement des hérétiques, cinq nouveaux forts. Si l'on songe que toutes les routes et toutes les passes étaient gardées, afin que nul secours ne pût parvenir aux assiégés, on doit croire qu'en dépit des déprédations qu'ils avaient été contraints de commettre, ils conservaient encore des amis parmi la population du pays. Le plan adopté par l'évêque fut couronné de succès. Pendant l'hiver

(1) Hist. Dulcin. (Muratori, IX. 434, 437-8).

de 1306-1307, les souffrances des Apôtres furent affreuses, au milieu des neiges qui couvraient la montagne. La faim et le froid firent leur œuvre. Beaucoup de sectaires périrent d'épuisement, d'autres se nourrirent à grand peine d'herbes et de feuilles. On finit par dévorer les corps des ennemis tombés dans les sorties victorieuses et jusqu'aux cadavres des compagnons morts de faim. Le pieux chroniqueur, en relatant ces horreurs, déclare qu'elles furent l'effet des prières et des vœux qu'élevaient vers le ciel le bon évêque et ses ouailles (1).

Le dénouement était inévitable; même l'ardent génie de Dolcino ne pouvait ajourner indéfiniment la catastrophe. Vers la fin de mars, comme s'achevait ce douloureux hiver, l'évêque organisa une quatrième croisade. On leva une armée considérable pour attaquer les spectres décharnés qui survivaient encore. Une chaude bataille s'engagea pendant la semaine de Pâques et, le Jeudi-Saint (23 mars 1307), les derniers retranchements furent emportés. La résistance avait été opiniâtre; cette fois encore, le Rio Carnaschio fut rouge de sang. On ne fit pas de quartier. « En ce jour, plus de mille hérétiques périrent dans les flammes, dans la rivière ou par le glaive, de la plus cruelle des morts. Ainsi ceux qui s'étaient ri de Dieu le Père et de la foi catholique reçurent, le jour de la Cène, par la faim, le fer, le feu, la peste et toutes les calamités, la honte et la mort affreuse qu'ils avaient méritées. »

L'évêque avait ordonné de prendre vivants Dolcino et ses deux principaux adeptes, Marguerite et Longino Cattaneo. 118
Grandes furent les réjouissances quand, le samedi suivant, ces prisonniers furent amenés devant le prélat au château de Biella (2).

Leur cas était des plus clairs; cependant l'évêque jugea nécessaire de consulter le pape Clément, — formalité parfait-

(1) Hist. Dolcin. (Muratori, IX, 433-40).

(2) Hist. Dolcin. (Muratori, IX, 439).

Ptolémée de Lucques, contemporain de ces événements, estime que le nombre des Apôtres faits prisonniers avec Dolcino fut de cent cinquante. Quant à ceux qui périrent de disette et par le glaive, ils ne furent pas plus de trois cents environ. — Hist. Eccles. lib. xxiv (Muratori, IX, 1227).

tement superflue dont la seule explication, nous dit Gallenga, est que l'évêque eut ainsi l'occasion de solliciter des subsides pour son diocèse ruiné et son trésor épuisé. Clément avait été fort ému de l'audacieuse rébellion des Dolcinistes, comme l'atteste le ton de triomphe sur lequel il se hâta de transmettre à Philippe le Bel l'heureuse nouvelle, le soir même de la réception du message. Il accordait aux évêques de Verceil, Novare et Pavie et à l'abbé de Lucedio les annates de tous les bénéfices qui deviendraient vacants sur leurs territoires respectifs au cours des trois années suivantes. De plus, l'abbé était dispensé, sa vie durant, de toutes les exactions des légats pontificaux et recevait encore d'autres privilèges.

Pendant qu'on attendait cette réponse, les prisonniers étaient tenus enchaînés par les mains, les pieds et le cou, dans le donjon de l'Inquisition à Verceil. On avait établi un poste de gardes pour prévenir toute tentative de les délivrer, preuve qu'on leur connaissait de vives sympathies dans la population. On fit les efforts ordinaires pour obtenir la confession et l'abjuration des coupables; mais ils affirmèrent audacieusement leur foi et restèrent sourds à toute offre de réconciliation. Dolcino persista même à prédire que l'Antéchrist apparaîtrait dans trois ans et demi; à ce moment, l'hérésiarque et ses disciples seraient transportés au ciel. Après la mort de l'Antéchrist, Dolcino reviendrait sur la terre et serait le saint pape de la nouvelle Église; tous les Infidèles seraient alors convertis.

Deux mois environ s'écoulèrent avant qu'on reçut de Clément l'ordre de juger et de punir les hérétiques sur le théâtre même de leurs criminels exploits. L'assemblée d'experts fut convoquée à Verceil. La culpabilité des accusés n'était pas douteuse : ils furent abandonnés au bras séculier. L'Église ne se crut pas responsable de l'inutile cruauté de leurs bourreaux; elle fut l'expression de la terreur qui s'était emparée des autorités séculières et qui les poussa à détourner, par un exemple terrible, le danger toujours imminent d'une révolte des campagnes. Le 1^{er} juin 1307, les prisonniers furent tirés de leur

cachot. La beauté de Marguerite éveilla la compassion dans tous les cœurs. Sa réputation de richesse aidant, beaucoup de nobles lui offrirent mariage et pardon si elle consentait à abjurer. Mais, fidèle à sa foi et à Dolcino, elle préféra marcher au bûcher. On la brûla à petit feu sous les yeux de l'hérésiarque; puis commença pour lui une torture plus lente encore. On le hissa sur un chariot portant des brasiers, destinés à tenir chauds les instruments de torture; on le promena ainsi lentement sur les routes, pendant toute la durée de cette longue journée d'été, en le déchirant, morceau par morceau, à l'aide de tenailles rougies au feu. Dolcino fit preuve d'une constance extraordinaire : il subit jusqu'au bout ce supplice sauvage sans que les tortionnaires pussent saisir la moindre altération dans ses traits. Cependant, quand on lui arracha le nez, on remarqua un léger tressaillement de ses épaules et, quand on lui infligea une ablation plus cruelle encore, un unique soupir lui échappa. Tandis que Dolcino périssait ainsi dans ces interminables tourments, Longino Cattaneo offrait de même, à Biella, un salutaire avertissement au peuple. C'est ainsi que ces fanatiques expièrent le crime d'avoir rêvé la régénération de l'humanité (1).

L'échec de Dolcino était complet; mais le caractère et le destin de l'hérésiarque laissèrent une impression ineffaçable dans l'esprit de la population. Le Parete Calvo, son premier refuge dans la montagne, passa pour être hanté par des esprits malins qu'il avait laissés en ce lieu comme gardiens d'un trésor enfoui dans un souterrain; ces démons excitaient de telles tempêtes, chaque fois que quelqu'un s'aventurait sur leur

(1) Mariotti (A. Galenga), *Frà Dolcino and his Times*, London, 1853, p. 287-88. — *Regest. Clement. PP. V. T. II*, p. 79-82, 88 (éd. Benedictina, Rome, 1886). — Mosheim, *Ketzergeschichte*, I. 395. — Ughelli, *Italia Sacra*, éd. 1652, IV. 1104-8. — Hist. Dulcin. (Muratori, IX. 436, 440). — Benv. da Imola (Muratori, *Antiq.* III. 460). — Bernar J. Guidon. *Vit. Clement. PP. V* (Muratori, III. 1. 674). — Escapè, *loc. cit.*

Le châtimant infligé à Dolcino et à Longino n'avait rien d'exceptionnel. Aux termes d'un statut milanais de 1393, tout attentat secret à la vie d'un membre d'une famille chez laquelle vivait le criminel était passible d'une peine identique, à ce détail près que le supplice s'achevait sur la roue, on l'on attachait le criminel et ou on le laissait mourir après une agonie prolongée. — *Antiqua Ducum Mediolan. Decreta*, p. 187 (Mediolani, 1654).

120 domaine, que les gens de Triverio durent entretenir des gardes chargés d'écarter les opiniâtres chercheurs du trésor. Dolcino exerça une influence plus durable encore sur sa citadelle du Monte Rubello. Cette hauteur fut appelée désormais *Monte dei Gazzari*. C'était un lieu maudit, où les prêtres prirent l'habitude de reléguer les démons qu'ils exorcisaient lors des tempêtes de grêle. Les démons assemblés sur la montagne causèrent bientôt des orages si terribles que tous les pays avoisinants furent ruinés, les moissons détruites, les habitants réduits à la mendicité. Finalement, le seul remède pour les habitants de Triverio fut de faire vœu, à Dieu et à saint Bernard, d'élever au sommet du pic une chapelle à saint Bernard, si la Providence mettait un terme au fléau qui les affligeait. Ainsi fut fait ; la montagne reçut alors son nom actuel de *Monte San Bernardo*. Chaque année, le 15 juin, fête de saint Bernard, toutes les paroisses des environs envoyaient un homme par « feu » ; ces fidèles formaient une imposante procession, précédée des desservants portant croix et bannières ; on célébrait un service solennel en présence d'une foule considérable qu'attiraient l'espoir du pardon offert par le pape et l'attrait d'une distribution de pain, produit d'une contribution spéciale levée sur les paroisses de Triverio et de Portola. Cette coutume dura jusqu'à l'invasion française sous Napoléon. Reprise en 1815, elle fut abandonnée en raison des désordres qu'elle provoquait. Rétablie à nouveau en 1839, la cérémonie fut troublée par un ouragan qu'on attribua encore, dans le Valsesia, à l'intervention de l'hérétique. Aujourd'hui même, les paysans croient apercevoir sur la crête de la montagne une procession de Dolcinistes, pendant la nuit qui précède la fête. La population des vallées a conservé le souvenir de Dolcino, comme celui d'un grand homme qui périt en voulant affranchir le peuple de la tyrannie temporelle et spirituelle (1).

Ainsi furent exterminés Dolcino et ses disciples immédiats. Il subsistait cependant des milliers d'Apôtres, répandus à travers

(1) A. Artico (*Rivista Cristiana*, 1877, 145-51). — Hist. Dolc'n. (Muratori. IX. 441-2). — Baggiolini, p. 163-71.

le pays et secrètement attachés à leur foi. L'astuce de l'Inquisition aggrava les inoffensives excentricités de Segarelli et les transforma en une hérésie violemment antisacerdotale et hostile à Rome ; c'est exactement ce qui s'était passé, comme nous l'avons vu, pour l'ascétisme exagéré des Olivistes. Les deux sectes avaient beaucoup de théories communes, car toutes deux s'inspiraient de l'*Évangile Éternel*. Comme les Olivistes, les Apôtres prétendaient que le Christ avait retiré sa faveur à l'Église de Rome, à cause de la corruption de la hiérarchie ; Rome était la Prostituée de Babylone et tout pouvoir spirituel avait été transféré à la Congrégation Spirituelle, ou Ordre des Apôtres, suivant le nom qu'ils se donnaient. Le temps s'écoula sans que s'accomplissent les promesses apocalyptiques ; Frédéric de Sicile n'assuma pas le rôle de libérateur ; l'Antéchrist différa sa venue. Les sectaires renoncèrent sans doute à leurs espérances, ou, du moins, cessèrent de les exprimer ; mais ils continuèrent à entretenir la conviction qu'ils avaient atteint à la perfection spirituelle, qu'ils s'étaient affranchis de toute obéissance à un homme et qu'il n'y avait pas de salut hors de leur communauté.

L'antisacerdotalisme prit ainsi chez eux la plus grande extension. L'admission des néophytes était célébrée avec une extrême simplicité, soit dans l'église devant l'autel, soit en tout autre lieu. Le postulant se dépouillait de ses vêtements, en signe de renoncement à tout bien et d'initiation à l'état parfait de pauvreté évangélique. Il ne prononçait aucun vœu ; mais, au fond de son cœur, il se jurait de vivre désormais dans la pauvreté. Après quoi il ne devait jamais recevoir ou porter sur lui de l'argent ; il devait se nourrir à l'aide d'aumônes spontanément offertes et ne jamais rien garder pour le lendemain. Il ne promettait obéissance à aucun homme, mais à Dieu seul, dont il était le sujet, comme les Apôtres du Christ étaient les sujets du Maître. Aussi toutes les observances extérieures de la religion étaient-elles prosrites. Les églises étaient inutiles ; l'homme pouvait adorer le Christ dans les bois ; la prière adressée à Dieu était aussi efficace dans une

étable à pores que dans un édifice consacré. Les prêtres, prélats et moines ne faisaient que du tort à la foi. Les seuls qui méritassent les dîmes étaient ceux qui n'en avaient nul besoin, s'étant volontairement voués à la pauvreté. Le sacrement de la pénitence n'était pas expressément rejeté, mais le pouvoir des clefs était virtuellement ruiné par ce principe que le pape ne pouvait accorder l'absolution s'il n'était aussi pieux que Saint Pierre, s'il ne vivait dans la pauvreté et l'humilité absolues, s'il ne s'abstenait des guerres et des persécutions et s'il permettait à tous les fidèles de vivre librement. Comme tous les prélats, depuis le temps de Silvestre, avaient été, à l'exception de Frà Pier di Morrone (Célestin V), des imposteurs et des prévaricateurs, il s'ensuivait que les indulgences et les pardons, si libéralement vendus par toute la Chrétienté, étaient sans valeur. Les Apôtres partageaient aussi l'opinion hérétique des Vaudois concernant l'interdiction du serment, même devant un tribunal (1).

- 122** Par la description que Bernard Gui fait des Apôtres, pour seconder ses confrères dans la découverte de ces sectaires, on voit jusqu'à quel point ceux-ci mettaient en pratique les préceptes de leur simple religion. Ils portaient un vêtement spécial, assez analogue à l'habit conventuel, et comprenant, probablement, le manteau blanc et la cordelière adoptés par Segarelli. Ils présentaient tous les signes extérieurs de la sainteté. Ils erraient par voies et chemins en chantant des hymnes ou en récitant des prières et des exhortations au repentir. Ils mangeaient avec reconnaissance tout ce qu'on leur offrait spontanément; une fois leur faim apaisée, ils laissaient les restes du repas et n'emportaient aucune provision. Dans leur humble mode d'existence, ils imitaient, de leur mieux, les Apôtres du Christ et poussaient la pauvreté jusqu'à un excès d'abnégation qu'Angelo da Clarino lui-même aurait envié. Bernard Gui déplore leur intraitable endurcissement; il rapporte qu'il dut tenir l'un d'entre eux en prison pendant

(1) Addit. ad Hist. Dulcin. (Muratori, IX. 455-7). — Bern. Guidon. *Pract.* P. v.

deux ans et le soumettre à de fréquents interrogatoires avant de l'amener à la confession et au repentir, non sans recourir à des arguments persuasifs dont nous pouvons nous imaginer la douceur (1).

C'était là, semble-t-il, la plus inoffensive des hérésies : pourtant, l'impression produite par les exploits de Dolcino fit considérer la secte comme une des plus redoutables. L'ardeur avec laquelle les sectaires opéraient des conversions présentait d'autant plus de danger que leurs principaux arguments étaient tirés de la vie honteuse des clercs. Quand les *Frères du Libre-Esprit* furent condamnés par les Clémentines, Bernard Gui écrivit à Jean XXII pour lui demander instamment de faire insérer une clause concernant les Apôtres, lesquels, disait-il, croissaient comme de mauvaises herbes et se répandaient hors de l'Italie, dans le Languedoc et en Espagne. C'est sans doute là une des exagérations habituelles en pareille matière ; cependant, vers cette époque, un Dolciniste nommé Jacopo da Querio fut découvert et brûlé à Avignon.

En 1316, Bernard Gui trouva d'autres hérétiques dans son propre district et les chassa au-delà des Pyrénées. Il adressa alors à tous les prélats d'Espagne des lettres pressantes, où il donnait le signalement des sectaires et demandait leur prompt extermination. Le résultat fut, comme je l'ai déjà dit, l'arrestation, dans la lointaine cité de Compostelle, de cinq hérétiques, sans doute les derniers disciples de l'Apôtre Richard. Peut-être cette persécution obligea-t-elle quelques-uns d'entre eux à chercher de nouveau un refuge en France, car, dans l'*auto de fé* de septembre 1322, à Toulouse, figure le Galicien Pedro de Lugo, déjà nommé plus haut, qui, pendant une année, avait subi, dans sa prison, une pression énergique. Il abjura et fut emprisonné à vie, au pain et à l'eau. Dans le même *auto* parut un autre condamné dont la destinée montre bien l'horreur et l'effroi inspirés par les doctrines des Dolcinistes. Guillem Ruffi avait été auparavant contraint à l'abjuration comme

123

(1) Bernard. Gu'don. *Practica*, P. v.

Béguin; il avait ensuite dénoncé deux de ses anciens compagnons, dont l'un fut brûlé et l'autre emprisonné. Il semblerait qu'il eût ainsi suffisamment attesté son zèle pour l'orthodoxie; mais il eut le malheur de raconter qu'il y avait en Italie des *Fraticelli* aux yeux desquels nul n'était parfait s'il ne pouvait sortir victorieux de l'épreuve de continence rapportée plus haut; il ajouta qu'il avait lui-même subi avec succès cette épreuve et l'avait enseignée à plus d'une femme. Ces révélations parurent suffisantes, et, sans pousser plus avant la procédure contre lui, on le brûla incontinent comme hérétique relaps (1).

Contrairement aux craintes exagérées de Bernard Gui, la secte ne provoqua plus de trouble sérieux, bien qu'elle continuât à exister quelque temps encore. Le concile de Cologne, en 1306, et celui de Trèves, en 1310, font allusion aux Apôtres, ce qui montre que ces sectaires n'étaient pas inconnus en Allemagne. Pourtant, vers 1335, Alvar Pelayo, historien bien informé d'ordinaire, traite Dolcino de Béghard, ce qui laisse penser que l'on oublia vite les caractères distinctifs de la secte. Cependant, à cette époque même, un certain Zoppio propageait secrètement l'hérésie à Rieti, où il opéra, semble-t-il, de nombreuses conversions, surtout parmi les femmes. Frà Simone Filippi, inquisiteur de la province romaine, se hâta d'accourir, arrêta Zoppio, et, après interrogatoire, le livra aux autorités en ordonnant qu'on le tint sous bonne garde. Quand le juge inquisitorial voulut entamer le procès, les magistrats refusèrent de rendre leur prisonnier et injurièrent l'inquisiteur. Celui-ci fit appel à Benoît XII, qui réprimanda vertement les magistrats rebelles « pour avoir défendu une hérésie si horrible que la décence même interdit d'en faire le tableau »; le pape les menaçait d'un châtimement exemplaire; s'ils redoutaient quelque tort pour la réputation de leurs femmes, Benoît promettait de faire traiter celles-ci avec dou-

(1) Addit. ad Hist. Dulein. (Maratori, IX, 458). — Bernard. Guidon. *Practica*, P. v. — Bernard. Guidon. *Gravam*. (Doat, XXX, 120-4). — Raym. de Fronciacho (*Archiv für Lit.-u. K.* 1887, p. 10). — Lib. Sentent. Inq. Tolos. p. 360-3, 381.

ceur et de leur épargner toute pénitence humiliante pourvu qu'elles fournissent les noms de leurs complices (1).

Longtemps après, les Apôtres firent encore parler d'eux dans le Languedoc. En 1368, le concile de Lavaur appelle l'attention sur ces hommes qui errent à travers le pays, au mépris de la condamnation lancée par le Saint-Siège, et propagent des hérésies sous le couvert d'une apparente piété. Les Pères ordonnent aux tribunaux ecclésiastiques d'arrêter et de punir ces hérétiques. En 1374, le concile de Narbonne jugeait nécessaire de réitérer cette injonction. Enfin nous avons vu comment, en 1402 et 1403, le zèle de l'inquisiteur Eylard fut récompensé, à Lubeck et à Wismar, par la capture et l'exécution de deux Apôtres. C'est là le dernier renseignement authentique qu'on possède au sujet d'une secte qui, cent ans auparavant, avait inspiré une terreur presque générale (2).

Une hérésie apparentée à celle des Dolcinistes et formant un lien entre ceux-ci et la secte allemande des Frères du Libre Esprit, surgit avec les hérétiques italiens connus sous le nom de sectateurs de l'Esprit de Liberté. On ne possède à leur sujet que de maigres informations. Ils avaient, semble-t-il, évité le panthéisme des Allemands et ne professaient pas que l'âme retourne vers son Créateur ; mais ils adoptèrent la dangereuse doctrine de la perfectibilité, suivant laquelle l'homme pouvait devenir, en cette vie, aussi parfait que le Christ. On peut arriver à cette fin par les péchés comme par les vertus, car les uns et les autres sont semblables aux yeux de Dieu qui gouverne toutes choses et ne laisse à l'homme aucun libre-arbitre. L'âme est purifiée par le péché ; plus la jouissance des passions char-

(1) Concil. Coloniens. ann. 1306, c. 1, 2 (Hartzheim, IV. 100, 102). — Concil. Trevirens. ann. 1310, c. 50 (Martene, *Thesaur.* IV. 250). — Alvar. Pelag. *de Planctu Eccles.* lib. III. art. II (fol. 166, 172, éd. 1517). — Wadding. ann. 1335, n° 8-9. — Raynald. ann. 1335, n° 62.

(2) Concil. Vaurens. ann. 1368, c. 24 ; Concil. Narbon. ann. 1374, c. 5 (Harduin VII. 1818, 1880. — Herman. Corneri *Chron.* ann. 1200, 1402 (Eccard. *Corp. Hist. Med. Aevi*, II. 506, 1185).

J'ai déjà rappelé (vol. II, p. 429) comment furent persécutés à Frague, en 1315, certains hérétiques que Dubravius qualifie de Dolcinistes, mais qui étaient probablement des Vaudois et des Luciférains.

nelles est grande. plus ces passions rapprochent l'homme de
 125 Dieu. Il n'y a pas de punition éternelle; les âmes qui ne se sont pas suffisamment purifiées ici-bas subissent une nouvelle purification et sont ensuite admises au ciel (1).

On trouve pour la première fois ces sectaires parmi les Franciscains d'Assise. Là, grâce à d'actives mesures, sept moines confessèrent et abjurèrent l'erreur et furent condamnés à la prison perpétuelle. En 1309, quand Clément V chercha à résoudre les points litigieux qui divisaient Spirituels et Conventuels, la première des quatre questions qu'il posa tout d'abord aux factions en présence avait trait aux relations de l'Ordre avec cette hérésie, relations que les deux partis s'empressèrent de désavouer. On entend de nouveau parler de ces sectaires en avril 1311; il se multipliaient rapidement, dit-on, parmi les ecclésiastiques et les laïques de Spolète. Clément envoya dans cette ville Raimundo, évêque de Crémone, avec mission d'extirper l'hérésie naissante. Cet effort fut infructueux, car, en 1327, à Florence, l'inquisiteur Frà Accursio dut condamner à la confiscation et au port des croix Donna Lapina, appartenant à la secte de *l'Esprit*, dont les membres se croyaient impeccables. Deux ans après, en 1329, Frà Bartolino da Perugia, en annonçant une inquisition générale qu'il allait entreprendre dans la province d'Assise, citait, parmi les hérésies qu'il se proposait d'anéantir, celle de *l'Esprit de Liberté*. Plus tard se présenta un cas plus important, celui de Domenico Savi d'Ascoli, qui passait pour un homme d'une piété exemplaire. En 1337, il abandonna femme et enfants pour se faire ermite; l'évêque fit construire, à son intention, une cellule et un oratoire. Sa réputation grandit encore et son influence devint si grande que lorsqu'il commença à répandre les doctrines de *l'Esprit de Liberté* en mettant en circulation des traités manuscrits, il récolta, dit-on, dix mille disciples. Il

(1) Ms. Bibl. Casatratense A. iv. 49. — Je dois à l'obligeance de M. Charles Molinier la communication de ce document. Voir encore Amati, *Archivio Storico Italiano*, n° 38, p. 44.

Pour les rapports entre ces hérétiques et les Dolcinistes, comparez *Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1886, p. 131, et 1887, p. 123-4.

ne tarda pas à éveiller la méfiance de l'Inquisition. Il fut jugé, et rétracta ses erreurs; ses écrits furent brûlés par ordre du Saint-Office. Cependant sa conviction était trop forte pour qu'il pût rester orthodoxe. Il retomba dans l'hérésie, fut jugé une seconde fois, adressa un appel au pape et finalement fut condamné par le Saint-Siège en 1344, livré au bras séculier et brûlé à Ascoli. Comme on ne possède aucune donnée relative au sort de ses disciples, on peut croire qu'ils échappèrent au bûcher par l'abjuration. On classe généralement cet hérésiarque parmi les *Fraticelli*; mais les erreurs qui lui furent imputées ne ressemblent nullement aux doctrines de cette secte et sont évidemment l'exagération des théories de l'*Esprit de Liberté* (1).

Avant d'aborder un autre sujet, il n'est peut-être pas inutile de jeter un rapide coup d'œil sur la carrière d'un prophète plus récent. Cette histoire, venant à l'appui de ce que nous savons des Guillelmites modernes, prouve que les phénomènes religieux sont communs à tous les temps et que, même à notre époque rationaliste, les mystères de la nature humaine n'ont pas changé.

Dolcino n'avait fait qu'organiser un mouvement dont l'évolution avait commencé près d'un demi-siècle plus tôt et qui répondait au sentiment général de l'époque. David Lazzaretti d'Arcidosso fut à la fois créateur et martyr. Il avait été roulier dans les montagnes de la Toscane méridionale et était connu dans tout son pays natal pour sa force herculéenne et la facilité de sa parole. Soudain, après une jeunesse quelque peu aventureuse et dissipée, il devint un ascète des plus sévères, vivant dans un ermitage sur le Monte Labbro et honoré de révélations divines. Ses pratiques austères, ses visions et ses prophéties lui attirèrent bientôt des disciples, dont beaucoup adoptèrent son genre de vie. Les paysans d'Arcidosso le vénéraient comme un

(1) *Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1887, p. 51, 144-5. — Raynald. ann. 1311, n° 65-70. ann. 1318, n° 44. — Archiv. di Firenze, Prov. S. Maria Novella, 1327, Ott. 31. — Franz Ehrle, *Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1885, p. 160. — D'Argentré, l. I. 336-7. — Cantu, *Eretici d'Italia*, I. 133.

prophète. Il prétendait avoir été, dès 1848, chargé de travailler à la régénération du monde ; sa conversion subite avait été provoquée par l'apparition de saint Pierre, qui imprima sur le front du jeune homme une marque (O + C) pour attester la mission qu'il lui confiait. Lazzaretti ne montra pas une grande consistance dans les étapes successives de sa carrière. Volontaire patriote en 1860, il soutint ensuite la cause de l'Église contre les assauts de l'hérétique Allemagne ; mais en 1876, dans son livre, *Ma Lutte avec Dieu*, il révéla son désir de propager une religion nouvelle et se représenta transporté au ciel et conversant avec Dieu. Cependant il prétendait encore rester fidèle à Rome et à la papauté. L'Église dédaigna l'aide que Lazzaretti lui offrait et condamna ses erreurs : dès lors, il devint un hérésiarque. Au printemps de 1878, il fit campagne en faveur du mariage des prêtres, condamna les jeûnes, administra la communion à ses disciples suivant un rite inventé par lui et composa pour eux une profession de foi dont le vingt-quatrième article était : « Je crois que notre fondateur, David Lazzaretti, oint du Seigneur, jugé et condamné par la Curie romaine, est réellement le Christ, notre maître et juge ». Le peuple accepta si bien l'hérésiarque que, trois dimanches consécutifs, le desservant d'Arcidosso trouva son église vide de fidèles. David fonda une « Société de la Sainte Ligue » ou « Confrérie Chrétienne », et annonça la venue de la République ou du Royaume de Dieu, qui procéderait à l'égale répartition des biens. Ce communisme même n'effraya pas les petits propriétaires qui constituaient la majorité de ses adeptes. Le mécontentement était alors général, causé par une succession de mauvaises récoltes et par le poids chaque jour plus écrasant des impôts. Le 14 août 1878, comme Lazzaretti avait fait savoir qu'il s'en irait pacifiquement, avec ses disciples, inaugurer sa république théocratique, la population tout entière s'amassa sur le Monte Labbro. Après avoir passé quatre jours en exercices religieux, l'extraordinaire croisade se mit en marche ; les croisés de tout âge et de l'un et l'autre sexe, vêtus d'un uniforme rouge et bleu, portant des bannières et des guirlandes de fleurs,

se préparèrent à révolutionner le monde. Mais leur marche triomphale fut vite arrêtée. Au village d'Arcidosso, la route leur fut barrée par une escouade de neuf carabiniers, qui firent feu sur la foule sans défense. Trente-trois Lazzaristes tombèrent, tués ou blessés; dans ce nombre se trouvait David lui-même, frappé d'une balle en pleine poitrine (1). Cet homme fut-il un enthousiaste ou un imposteur? La question n'a pas encore été définitivement tranchée. Les voyages et l'étude lui avaient donné une certaine instruction; il avait cessé d'être un rude paysan des montagnes et était capable de juger les forces sociales contre lesquelles il levait l'étendard de la révolte. Il dut reconnaître que ces forces ne pouvaient céder que devant un véritable envoyé de Dieu. Peut-être sa renommée durera-t-elle sur les pentes du Monte Amiata comme celle de Dolcino dans le Valsesia. On sait, en tout cas, que nombre de ses disciples attendirent longtemps sa résurrection.

128

(1) Barzelotti, *David Lazzaretti di Arcidosso detto il Santo*. Bologne, 1885.

Un ancien sergent de l'armée italienne, Gabriele Donnici, eut une carrière analogue. Il avait fondé dans les hautes-terres de Calabre une secte qui se décorait du titre de « Saints ». Gabriele avait annoncé la venue d'un nouveau Messie qui devait se présenter, non comme un agneau, mais comme un lion, respirant la vengeance et armé de verges ensanglantées. Le prophète et son frère Abele furent jugés pour avoir tué la femme de ce dernier, Grazia Funaro, qui avait refusé de se soumettre aux pratiques obscènes de la secte. Ils furent condamnés aux travaux forcés et à la prison, puis acquittés, en appel, par la Cour suprême de Cosenza. D'autres méfaits commis par ces sectaires ont occupé récemment l'attention des tribunaux italiens. — *Rivista Cristiana*, 1887, p. 57.

CHAPITRE III

LES FRATICELLI

129 Nous avons vu comment Jean XXII créa et extermina l'hérésie des Franciscains Spirituels, et comment Michele da Cesena imposa, au sein de l'Ordre, le respect des décisions touchant la possession de greniers et de caves, ainsi que le port des robes courtes et étroites. Toutefois, il était impossible de résoudre définitivement ces questions par un compromis aussi arbitraire, vu surtout l'impatient dogmatisme du pape, qui avait résolu de frapper impitoyablement toute dissidence d'opinion. Quand il eut entrepris de faire cesser les discussions qui s'étaient élevées au sujet de la règle de pauvreté et qui avaient causé tant de désordres pendant près d'un siècle, Jean se crut logiquement forcé de pousser jusqu'à leurs conclusions nécessaires les principes exprimés dans ses bulles *Quorundam*, *Sancta Romana* et *Gloriosam Ecclesiam*. D'autre part, il était trop absorbé par ses intérêts temporels pour prévoir l'orage qu'il allait ainsi déchaîner sur l'Église. Un caractère tel que le sien ne pouvait comprendre l'inconséquence honnête d'hommes comme Michele et Bonagrazia, prêts à brûler ceux de leurs frères qui refusaient greniers et caves, et tout disposés, en même temps, à affronter le bûcher pour défendre l'absolue pauvreté du Christ et des Apôtres, doctrine si longtemps tenue comme un principe fondamental de l'Ordre et proclamée comme une vérité irréfragable dans la bulle *Exiit qui seminat*.

En fait, sous un pape tel que Jean, les Franciscains orthodoxes devaient suivre une voie étroite et périlleuse. Les Spi-

rituels étaient brûlés comme hérétiques parce qu'ils prétendaient appliquer leur conception personnelle de la Règle de François; entre cette doctrine réprouvée et l'obligation de la pauvreté officiellement reconnue, la distinction était d'une subtilité presque insaisissable. Les Dominicains reconnurent promptement la position critique de leurs rivaux et se disposèrent à en tirer parti. S'ils pouvaient assimiler les théories reçues de l'Ordre Franciscain à l'hérésie nouvellement définie, ils remporteraient peut-être une victoire décisive. La situation était si fausse et si difficile qu'une catastrophe était inévitable et qu'une bagatelle pouvait en hâter la venue.

En 1321, alors que la persécution faisait rage contre les Spirituels, l'inquisiteur dominicain Jean de Beaune — que nous avons vu collègue de Bernard Gui et geôlier de Bernard Délécieux — était occupé à juger, à Narbonne, un membre de la secte proscrite. Pour la sentence finale, il convoqua une assemblée d'experts, où figurait le Franciscain Bérenger Talon, docteur au couvent de Narbonne. Une des erreurs que l'inquisiteur imputait à l'accusé consistait à croire que le Christ et les Apôtres, suivant la voie de la perfection, ne possédaient aucun bien individuel ou collectif. Comme c'était la doctrine commune des Franciscains, on ne peut voir qu'un défi dans l'invitation qui fut faite à Bérenger de donner son opinion sur ce point. Bérenger répondit que cette croyance n'était nullement hérétique, attendu que la bulle *Exiit* l'avait déclarée orthodoxe. L'inquisiteur s'emporta et demanda au Franciscain une rétractation immédiate. La position était critique; Bérenger, pour échapper à des poursuites, interjeta appel devant le pape. Il se rendit en hâte à Avignon, où il trouva Jean de Beaune qui l'avait devancé. Il fut arrêté. Partout les Dominicains soulevèrent la question et le pape laissa clairement entendre que ses sympathies leur étaient acquises. Pourtant, ce sujet était périlleux pour les controversistes, car la bulle *Exiit* avait frappé d'anathème quiconque tenterait de commenter ou de discuter ses prescriptions. Pour permettre de rouvrir la question, Jean dut, au préalable, lancer, le 26 mars

1322, une bulle spéciale, *Quia nonnumquam*, suspendant, suivant le bon plaisir du pape, les censures prononcées par la bulle *Exiit qui seminat*. Ayant ainsi notifié au monde que l'Église s'était trompée dans sa première définition de la Règle, il se mit en mesure de soumettre à ses prélats et docteurs l'importante question que voici : Y a-t-il hérésie à soutenir que le Christ et les Apôtres ne possédaient rien, soit personnellement, soit en commun (1) ?

131 Les extravagances des Spirituels avaient porté leurs fruits. Une réaction se produisait contre l'absurde exaltation de la pauvreté, qui avait fini par tourner au fétichisme. Rude épreuve pour ceux qui s'étaient consciencieusement habitués à croire que le renoncement à tout bien était la plus sûre voie du salut ! Mais les folies des ascètes étaient devenues gênantes, sinon dangereuses ; il fallait que l'Église reculât au delà de saint Antoine, de saint Hilarion, de saint Siméon Stylite, pour revenir au sens commun de l'Évangile et reconnaître que, comme il a été dit du Sabbat, la religion est faite pour l'homme, et non l'homme pour la religion. Dans un ouvrage composé quelque dix ans plus tard, Alvar Pelayo, pénitencier pontifical et franciscain lui-même, traite la question avec détail et représente, selon toute apparence, l'opinion qui trouva créance auprès de Jean. L'anachorète devrait être entièrement mort au monde et ne jamais quitter son ermitage ; tel l'abbé qui refusa d'ouvrir sa porte à sa mère, de crainte que son œil ne tombât sur une femme ; tel le moine auquel son frère demandait de sortir pour l'aider à dégager un bœuf et qui répondit : « Pourquoi ne t'adresses-tu pas à ton frère qui vit encore dans le siècle ? » « Mais, repartit l'autre, voici quinze ans qu'il est mort ! » « Et moi, reprit le moine, voici vingt ans que je suis mort au monde ! » En dehors de ce renoncement absolu, tous les hommes doivent gagner leur vie par un travail honnête. Malgré l'illustre précédent des moines de Dios qui se privaient de sommeil, le commandement apostolique « Priez

(1) Nicholaus Minorita (Baluz. et Mansi, III. 207.) — Chron. Glassberger, ann. 1321. — Wadding. ann. 1321, n° 16-19; ann. 1322, n° 49-50.

sans cesse » (*Thessal.* v, 17), ne doit pas être pris à la lettre. Les Apôtres avaient de l'argent et achetaient des aliments (*Jean*, iv, 8) et Judas portait la bourse du Maître (*Jean*, xii, 6). Mieux que par une vie de mendicité, l'homme se sanctifie par un labeur honnête, qu'il soit porcher, berger, vacher, maçon, forgeron ou charbonnier, car il accomplit ainsi la tâche pour laquelle il a été créé. C'est un péché pour l'homme valide de vivre de la charité publique et d'accaparer les aumônes dues aux malades, aux infirmes et aux vieillards. — Tout cela était comme une échappée de sens commun dans la nuit théologique du moyen âge ; mais qu'en auraient dit Thomas d'Aquin ou Bonaventure ? N'était-ce pas comme un écho des assertions de leur grand adversaire, Guillaume de Saint-Amour (1) ?

Les réponses à la question posée par Jean ne pouvaient qu'être hostiles à la doctrine de la pauvreté du Christ et des Apôtres. Les évêques étaient universellement considérés comme les représentants de ces derniers ; il ne fallait pas attendre d'eux qu'ils admissent que leurs prédécesseurs eussent reçu du Christ l'ordre de ne posséder aucun bien. Les Spirituels l'avaient affirmé ; Olivi avait prouvé, non seulement que les Franciscains promus à l'épiscopat étaient, plus encore que leurs frères, tenus d'observer toute la rigueur de la Règle, mais que les évêques en général devaient vivre en l'état de

132

(1) Alvar. Pelag. de *Planctu Ecclesiæ*, lib. 1, art. 51, fol. 165-9.

Les avocats de la pauvreté ne manquèrent pas de saisir l'occasion de stigmatiser leurs contradicteurs comme disciples de Guillaume de Saint-Amour. Voir Tocco, *Un Codice della Marciana*, Venezia, 1887, p. 42, 39 (Ateneo Veneto, 1886-1887).

Le manuscrit dont le professeur Tocco a publié les passages les plus importants, accompagnés de notes explicatives, est une collection des réponses faites à la question mise en discussion par Jean XXII, au sujet de la pauvreté du Christ et des Apôtres. Ces réponses portent la marque de la réaction générale contre le dogme qui prévalait auparavant et de l'empressement que mirent les prélats, dès qu'on leur permit d'exprimer librement leur opinion, à répudier toute doctrine condamnant les biens temporels si habilement accumulés par toutes les catégories d'ecclésiastiques. Huit réponses seulement affirmaient la pauvreté du Christ ; elles émanaient de huit Franciscains ; les cardinaux d'Albano et de San Vitale, l'archevêque de Salerne, les évêques de Caffa, Lisbonne, Riga et Badajoz et un docteur inconnu de l'Ordre. Parmi les adversaires on comptait quatorze cardinaux, dont Napoleone Orsini lui-même, le protecteur des Spirituels, un grand nombre d'archevêques, d'évêques, d'abbés et de docteurs en théologie. Sans doute la crainte d'offenser le pape contribua fortement à produire cette unanimité d'opinion — crainte fondée, comme le montra la disgrâce de ceux qui affirmèrent la pauvreté du Christ. — (Tocco, *ubi sup.* p. 35).

pauvreté plus encore que les membres de l'Ordre le plus parfait. Alors que s'offrait aux prélats l'occasion de justifier leur mondanité et leur luxe, il n'était pas vraisemblable qu'ils laissassent échapper cette occasion. Pourtant, Jean lui-même réserva pendant quelque temps son opinion. Dans un débat qui s'engagea devant le consistoire, Ubertino da Casale, l'ancien chef des Spirituels orthodoxes, fut invité à présenter la thèse franciscaine de la pauvreté évangélique, en réponse aux Dominicains. On dit que son argumentation plut beaucoup à Jean. Malheureusement, au Chapitre général tenu à Pérouse le 30 mai 1322, les Franciscains firent appel à la Chrétienté entière par un mandement adressé à tous les fidèles, établissant que l'absolue pauvreté du Christ était la doctrine reçue de l'Église, telle que l'exposaient les bulles *Exiit* et *Exiivi de Paradiso*; ils ajoutaient que Jean XXII lui-même avait approuvé cette doctrine dans sa bulle *Quorumdam*. Une autre proclamation plus générale fut rédigée dans le même sens et reçut les signatures de tous les Franciscains maîtres et bacheliers en théologie de France et d'Angleterre. Dans une discussion avec un homme tel que Jean, cet acte dénotait plus de zèle que de discernement. La colère du pape se déclina aussitôt : il commença à traiter les Franciscains en ennemis.

133

En décembre de la même année il leur porta un coup terrible par la bulle *Ad conditorem*. C'était en vain que son prédécesseur Innocent IV avait éludé les prescriptions de la Règle en attribuant la propriété des biens au Saint-Siège et l'usufruit aux moines. Ce subterfuge n'avait pas diminué la cupidité des Frères, tout en leur faisant concevoir un absurde orgueil de leur prétendue pauvreté évangélique. Avec une implacable logique, Jean prouvait que l'usage et le droit de consommer qui leur étaient accordés équivalaient à la possession et qu'une propriété sujette à un tel usufruit était bel et bien une propriété; c'était sottise de dire que Rome était propriétaire d'un œuf ou d'un morceau de fromage donné à un moine pour sa consommation immédiate. De plus, c'était imposer à l'Église romaine une attitude humiliante que de la

faire intervenir comme plaignante ou défenderesse dans les innombrables litiges où l'Ordre était impliqué ; les procureurs qui se présentaient ainsi au nom de l'Église passaient pour abuser de leur situation et pour faire tort à beaucoup de gens frustrés de leurs droits. En conséquence, Jean annulait les mesures édictées par Nicolas III ; il déclarait qu'à l'avenir nul droit de propriété sur les biens de l'Ordre ne serait revendiqué par l'Église romaine et qu'aucun procureur ne devait agir en son nom (1).

Le coup était adroitement porté, car, sans faire allusion à la question de la pauvreté du Christ, le pape obligeait l'Ordre à renoncer à tout subterfuge et à admettre, dans la pratique, que la propriété des biens était une condition nécessaire de son existence. Cependant les Franciscains avaient trop longtemps entretenu leur illusion pour accepter de rompre avec elle ; en janvier 1323, Bonagrazia, en qualité de procureur muni, à cet effet, d'un mandat spécial, présenta au pape, en plein consistoire, une protestation écrite contre cette mesure. Si Bonagrazia n'avait pas d'arguments à faire valoir, il put du moins citer de nombreux précédents admis par une longue série de papes, depuis Grégoire IX jusqu'à Jean lui-même. Il conclut par un audacieux appel au Saint-Père, à la Sainte-Mère l'Église et aux Apôtres, et bien qu'il protestât ensuite de sa 134
soumission aux décrets de l'Église, il ne put échapper à la colère qu'il avait ainsi provoquée. Peu d'années s'étaient écoulées depuis le jour où il avait été emprisonné par Clément V pour avoir trop violemment combattu les extravagances des Spirituels. Il n'avait pas modifié sa manière de voir : mais cette fois, sur l'ordre de Jean, il fut jeté dans un donjon infect et malsain, pour n'avoir pas su évoluer avec les idées

(1) Franz Ehrle, *Archiv für Lit.-u. K.* 1887, p. 511-12. — Baluz. et Mansi, II. 279-80. — Nicholas Minorita (*ibid.* III. 208-13).

Chose curieuse, Jean fit précisément, dans cette circonstance, ce que ses adversaires, les Spirituels, avaient tant souhaité. Longtemps auparavant, Olivi avait fait ressortir tout ce qu'avait de scandaleux le spectacle d'un Ordre voué à la pauvreté et plaidant avec acharnement pour des droits de propriété, sous le couvert transparent de procureurs pontificaux. (Hist. Tribulat. ap. *Archiv für Lit.-u. K.* 1886, p. 298).

du monde. La seule réponse qu'on fit à sa protestation fut de détacher la bulle *Ad conditorem*, affichée aux portes des églises, pour la remplacer par une édition revue, plus affirmative et plus impérative que la première (1).

Ainsi, Jean avait nettement pris parti contre les Franciscains ; leurs ennemis ne perdirent aucune occasion d'entretenir et d'exciter sa colère. Il refusa de prêter l'oreille à aucun plaidoyer en faveur de la décision prise par le chapitre de Pérouse. En consistoire, un cardinal franciscain et quelques évêques firent timidement observer que peut-être y avait-il quelque vérité dans cette décision ; mais Jean leur imposa violemment silence : « Vous proférez des assertions hérétiques ! », leur cria-t-il, et il exigea une rétractation immédiate. Apprenant que le plus grand scolastique franciscain de l'époque, Guillaume d'Ockham, avait, dans un sermon, déclaré hérétique l'opinion qui attribuait quelques biens terrestres au Christ et aux Apôtres, Jean écrivit aussitôt aux évêques de Bologne et de Ferrare de vérifier l'authenticité de la nouvelle, et, si le propos avait été tenu en effet, de citer Ockham à comparaître devant lui à Avignon avant un mois. Ockham obéit à la citation ; nous verrons plus loin quelles furent les suites de cette affaire (2).

La décision pontificale sur cette importante question parut enfin le 12 novembre 1323, dans la bulle *Cum inter nonnullos*. Elle ne comportait ni équivoque ni hésitation. Elle déclarait nettement qu'on faussait le sens de l'Écriture en prétendant que le Christ et les Apôtres ne possédaient aucun bien ; cette proposition était dénoncée comme erronée et hérétique ; l'audacieuse assertion du chapitre franciscain était formellement condamnée. Ceux qui croyaient à la sainteté suprême de la pauvreté furent stupéfaits de se voir proscrits comme hérétiques pour avoir admis une doctrine reçue depuis plusieurs générations comme vérité immuable et sanctionnée par le Saint-Siège de la façon la plus solennelle. La seule ressource qui

(1) Nicholaus Minorita (Bal. et Mansi, III. 213-24).

(2) Wadding. ann. 1323, n° 3, 15.

leur restât était de changer d'opinion comme avait fait le pape; sinon, ils devaient s'attendre à se voir livrer, ici-bas, à l'Inquisition, et, dans l'autre monde, à Satan (1). 135

Tout à coup entra en ligne un facteur nouveau, qui bientôt transforma la querelle en une question politique de la plus haute importance. Le perpétuel antagonisme entre la papauté et l'empire avait pris depuis peu un caractère plus violent, par suite des procédés impérieux de Jean XXII. Henri VII était mort en 1313; en octobre 1314 avait eu lieu une élection contestée. Louis de Bavière et Frédéric d'Autriche réclamaient tous deux l'empire. Depuis que Léon III, en couronnant Charlemagne en l'an 800, avait rouvert la série des empereurs romains, on considérait comme essentielle la participation du pape au couronnement impérial; aussi le Saint-Siège avait-il peu à peu réussi à revendiquer le droit mal défini de confirmer le choix des électeurs germaniques. Une élection contestée offrait fort à propos l'occasion d'affirmer ces revendications. D'autres complications s'ajoutaient aux difficultés du moment. Le roi angevin de Naples, le papiste Robert le Bon, rêvait de fonder en Italie une grande monarchie guelfe; Jean XXII ne voyait pas d'un mauvais œil ces espérances, d'autant que sa querelle avec les Visconti gibelins de Lombardie paraissait devoir s'éterniser. De plus, l'inimitié traditionnelle entre l'Allemagne et la France rendait celle-ci favorable à tout ce qui pouvait gêner l'empire, et l'influence française était naturellement dominante en Avignon. Ce serait sortir de notre sujet que d'entrer dans le dédale des intrigues diplomatiques qui se nouèrent bientôt à l'occasion de ces graves questions. Une alliance conclue, avec l'assentiment du pape, entre Robert et Frédéric, allait, semble-t-il, assurer la couronne à ce dernier, lorsque, le 28 septembre 1322, la bataille de Mühldorf trancha le

(1) *Nicholaus Minorita* (Bal. et Mansi, III. 224).

La bulle *Cum inter nonnullos* fut insérée dans le *Corpus juris* (Extrav. Johann. XXII. Tit. xiv. cap. 4). Dans la glose qui l'accompagne, on parle du pape comme de Dieu même. Cette témérité fut vivement relevée par les premiers Réformateurs, au grand déplaisir des orthodoxes. — Voir Polacchi, *Comment. in Bull. Sancti Anni Jubilæi*, p. 264-5 (Venet. 1625).

différend. Frédéric tomba prisonnier aux mains de son rival. Ainsi, le sort des armes avait désigné l'empereur légitime. Mais il ne s'ensuivait pas encore que Jean dût consentir à poser la couronne sur la tête de Louis (1).

- 136 Loin de là, le pape prétendit s'instituer juge entre les deux compétiteurs. Louis ne daigna même pas lui répondre et s'employa à régler lui-même l'affaire en traitant avec son prisonnier qu'il mit ensuite en liberté. De plus, il intervint énergiquement en Lombardie, secourut les Visconti que la ligue guelfe était sur le point d'écraser et ruina les projets du cardinal-légat Bertrand de Poyet, neveu ou fils de Jean, qui cherchait à se constituer une principauté. Il n'en fallait pas tant pour éveiller une haine implacable chez ce pape, dont la politique italienne n'avait quelque chance de succès que si Louis était détrôné et remplacé par le roi de France Charles le Bel. Jean se jeta précipitamment dans la mêlée, déclarant qu'il irait jusqu'au bout. Le 8 octobre 1323, en présence d'une foule immense, on lut et on afficha au portail de la cathédrale d'Avignon une bulle pontificale : non content de proclamer que nul ne pouvait agir comme Roi des Romains s'il n'avait reçu la confirmation du pape, Jean reprenait une thèse déjà mise en avant en 1317, suivant laquelle, tant que la confirmation se faisait attendre, le trône impérial était vacant et le gouvernement de l'Empire appartenait au Saint-Siège. Tous les actes de Louis étaient donc considérés comme nuls et nonavenus ; lui-même était sommé de se démettre avant trois mois et de solliciter la confirmation pontificale ; tout serment d'allégeance prêté à Louis était annulé ; la suspension menaçait les prélats, l'excommunication et l'interdit frapperait les cités et les États qui persisteraient à lui obéir.

Louis accueillit tout d'abord ce terrible message avec une singulière humilité. Le 12 novembre, il envoya à Avignon des députés (qui arrivèrent seulement le 2 janvier 1324) avec mis-

(1) Carl Müller, *Der Kampf Ludwigs des Baiern mit der röm'schen Curie*, § 4. — Foltien, *Die Bulle Ne prateret*, Trier, 1885. — Preger, *Die Politik des Papstes Johann XXII*. München, 1895, p. 44-6.

sion de vérifier l'authenticité des nouvelles qui lui étaient parvenues. Si elles étaient vraies, les délégués devaient demander un délai de six mois pour permettre à Louis de se justifier. A cette requête Jean répondit, le 7 janvier, en accordant seulement un délai de deux mois à dater de ce jour. Dans l'inter-
 valle, Louis avait repris courage. Peut-être avait-il été réconforté par le conflit entre Jean et les Franciscains, car les lettres accréditant les délégués avaient été précisément émises le jour où paraissait la bulle *Cum inter nonnullos* (12 novembre). Le 18 décembre Louis lança la *Protestation de Nuremberg*, audacieuse revendication des droits de la nation allemande et de l'empire contre les nouvelles prétentions de la papauté. Dans cette protestation, il réclamait la convocation d'un concile général devant lequel il pût faire valoir ses droits; comme chef de l'empire, il avait le devoir de maintenir la pureté de la foi contre un pape qui se faisait fauteur d'hérétiques. D'ailleurs, il comprenait si mal les questions en litige que, pour appuyer ce dernier grief, il accusait Jean de protéger à outrance les Franciscains, auxquels on reprochait de violer le secret des confessions. Telle était apparemment l'interprétation suggérée à Louis de la condamnation prononcée par le pape contre la thèse de Jean de Poilly, qui jugeait insuffisante la confession faite à un moine mendiant (1).

137

Si Louis crut tout d'abord pouvoir tirer parti de l'hostilité du clergé séculier contre les Mendiants, il comprit bientôt qu'il lui serait plus avantageux d'épouser la cause des Franciscains contre Jean XXII. Le délai de deux mois accordé par le pape expira le 7 mars, sans que Louis se présentât devant le pontife. Le 25 mars, Jean publia contre le contumax une sentence d'excommunication, en menaçant de le destituer de tous droits s'il ne faisait sa soumission avant trois mois. Louis répondit par la *Protestation de Sachsenhausen*. Ce docu-

(1) Carl Müller, *op. cit.* § 5. — Preger, *Politik des Papstes Johann XXII* (München, 1885, p. 7, 54). — Marlène, *Thesaur.* II. 644-51. — Raynald. ann. 1323 n° 34-5.

ment atteste que, depuis le mois de décembre 1323, l'empereur était entré en relations avec les Franciscains hostiles au Saint-Siège, qu'il avait conclu avec eux une alliance et qu'il avait reconnu combien il y aurait profit pour lui à se poser en champion de la foi et à accuser le pape d'hérésie. Après avoir constaté les empiètements de Jean sur les droits de l'empire, la *Protestation* soulève la question des récentes bulles relatives à la pauvreté et entre, à ce sujet, dans une minutieuse controverse. Jean avait déclaré, devant des Franciscains de haut grade, que depuis quarante ans il tenait la Règle de François pour une inapplicable folie. Comme la Règle était une révélation émanant du Christ, cette seule assertion prouvait que le pape était hérétique. De plus, comme l'Église est infaillible dans les articles de foi qu'elle décrète, et comme elle s'était, à plusieurs reprises, prononcée en faveur de la pauvreté du Christ, par la bouche d'Honorius III, d'Innocent IV, d'Alexandre IV, d'Innocent V, de Nicolas III et de Nicolas IV, Jean, en condamnant cette doctrine, fournissait lui-même la preuve de son hérésie. En conséquence, par ses deux statuts *Ad conditorem* et *Cum inter nonnullos*, il s'était retranché de l'Église, comme hérétique manifeste, professant une erreur condamnée, et il s'était rendu indigne d'occuper le siège pontifical. Louis s'engageait par serment à prouver ses allégations devant un concile général convoqué en quelque lieu sûr (1).

Jean continua ses poursuites contre lui en lançant, le 11 juillet, une nouvelle déclaration, dans laquelle, sans daigner tenir compte de la *Protestation de Sachsenhausen*, il annonçait que Louis, par sa contumace, avait forfait tout droit

(1) Martène, *Thesaur.* II. 652-9. — Nich Minorita (Bal. et Mansi, III. 224-33). La date de la *Protestation de Sachsenhausen* n'est pas rigoureusement établie; elle dut être publiée en avril ou mai 1324 (Müller, *op. cit.* I. 357-8). La paternité de ce document est attribuée par Freger à Franz von Lautern, et Ehrle a montré que l'argumentation est en grande partie copiée littéralement dans les écrits d'Olivé (*Archiv. für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1887, 540). Lors des négociations engagées, en 1336, en vue d'un arrangement, Louis signa une déclaration préparée par Benoît XII, dans laquelle on lui faisait dire que le passage relatif à la pauvreté du Christ avait été inséré à son insu, et pour lui faire tort, par son notaire Ulric der Wilde (Raynald, ann. 1336, n° 31-5); mais il fit suivre cette déclaration si humble d'instructions secrètes d'un caractère tout différent (Freger, *Kirchenpolitischer Kampf*, p. 12).

à l'empire; si le rebelle persistait plus longtemps dans son insoumission, il perdrait son duché héréditaire de Bavière et ses autres domaines, Louis était sommé de comparaître le 1^{er} octobre pour entendre du pape la sentence finale. Pourtant Jean ne pouvait laisser sans réplique l'injure faite à son orthodoxie; le 10 novembre, il lança la bulle *Quia quorumdam*, dans laquelle il affirmait n'avoir nullement abusé de son pouvoir en rapportant les décisions de ses prédécesseurs; il stigmatisait, comme une hérésie condamnée, la doctrine que le Christ et les Apôtres avaient simplement l'usufruit, non la propriété légale, des objets dont l'Écriture leur attribue formellement la possession; car si cette doctrine était vraie, il s'ensuivrait que le Christ détenait des biens injustement, ce qui constituerait un blasphème. Quiconque profère, écrit ou professe de telles doctrines se rend coupable d'hérésie et doit être écarté comme hérétique (1).

Ainsi la question de la pauvreté devenait un problème européen. Il est intéressant, pour juger l'état intellectuel du xiv^e siècle, de constater qu'au cours de la querelle entre la papauté et l'empire, alors que les plus graves principes du droit public étaient en jeu, ces principes mêmes n'occupèrent qu'une place secondaire dans les manifestes lancés de part et d'autre. Évidemment, les hommes rusés et adroits qui menaient la controverse comprenaient que, même sur un sujet aussi vulgaire et aussi mesquin, l'opinion publique était plus sensible à des accusations d'hérésie qu'à des raisonnements juridiques sur les droits de l'Église et de l'État (2). Pourtant, lorsque la querelle s'élargit et s'aggrava, des hommes intelligents et hostiles aux prétentions de la papauté se groupèrent autour de Louis et discutèrent les théories du gouvernement et les droits du Saint-

139

(1) Martène, *Thesaur.* II. 660-71. — N'ch. Minorita (Bal. et Mansi, III. 233-6). La bulle du 11 juillet, qui dépouillait Louis de l'empire, fut lue jus-qu'en Irlande, dans toutes les églises, en anglais et en irlandais. — Theiner, *Monument. Hibern. et Scotor.* n° 456, p. 230.

(2) Dans les actes de la seconde procédure de Jean contre Louis, les accusations contre l'empereur débutent constamment par le rappel de l'hérésie opiniâtre consistant à soutenir la doctrine de la pauvreté du Christ. — Martène, *Thesaur.* II. 682 sq. Cf. Guill. Nangiac. Contin. ann. 1323.

Siège avec une liberté de pensée et de parole inconnue jusqu'alors. Leur appui fut évidemment très utile à l'empereur, mais ils avaient contre eux l'esprit de l'époque. L'autorité spirituelle était encore trop imposante pour que la résistance pût l'emporter et quand Louis eut disparu, il ne resta guère qu'un souvenir des hommes courageux qui avaient tenté de le défendre.

De ces champions, le plus audacieux fut Marsiglio de Padoue. Profondément imbu des principes de la jurisprudence impériale, qui comportait la suprématie de l'État et la subordination de l'Eglise, Marsiglio avait constaté en France combien l'influence du Droit romain contribuait à affranchir le pouvoir civil; peut-être avait-il entendu, à l'Université de Paris, les échos des théories professées par Henry de Gand, le célèbre *Doctor Solemnis*, qui affirmait la souveraineté des peuples sur les princes. Marsiglio conçut l'idée d'une organisation politique qui reproduirait celle de Rome sous les empereurs chrétiens, le peuple y étant reconnu comme source première de toute autorité civile. Aidé de Jean de Jandun, il développa cette conception avec hardiesse et habileté dans son *Defensor Pacis*; puis, en 1326, alors que la lutte entre Jean et Louis avait atteint son apogée, les deux auteurs quittèrent Paris pour aller soumettre à l'empereur le résultat de leurs travaux. De plus, dans un court traité, *De translatione imperii*, Marsiglio esquissa l'histoire des origines du Saint-Empire Romain, montrant l'antique sujétion du Saint-Siège au pouvoir impérial et l'inconsistance des prétentions qu'élevait le pape à la confirmation des empereurs. Jean XXII n'hésita pas à condamner comme hérétiques les audacieux écrivains; la protection que leur accordait Louis ajouta un chef de plus à l'accusation d'hérésie lancée contre l'empereur. Incapable d'assouvir sur eux sa vengeance, le pape frappa sévèrement quiconque put être soupçonné de complicité. Un certain Francesco de Venise, ancien condisciple de Marsiglio à Paris, fut arrêté et trainé à Avignon : on l'accusait d'avoir aidé à l'élaboration du mauvais livre et d'avoir fourni de l'argent à

l'hérésiarque. Devant la Chambre apostolique, l'accusé affirma énergiquement qu'il ignorait le contenu du *Defensor Pacis*, qu'il avait prêté de l'argent à Marsiglio, chose habituelle entre étudiants, et que Marsiglio avait quitté Paris en lui devant treize sols parisis. Jean de Jandun mourut en 1328 et Marsiglio, au plus tard, en 1343; leur bonne étoile leur épargna la douleur d'assister à la ruine de leurs projets. Dans la mesure où des conceptions intellectuelles pouvaient peser dans le conflit, ces deux écrivains furent de puissants alliés pour Louis. Le *Defensor Pacis* conteste et réfute le « pouvoir des clefs » avec une dialectique aussi claire que convaincante. Dieu seul a le pouvoir de juger, d'absoudre, de condamner. Le pape n'est rien qu'un simple prêtre et la sentence rendue par un prêtre risque d'être dictée par la haine, la faveur ou l'injustice, ce qui lui ôte toute valeur aux yeux de Dieu. Pour que l'excommunication soit valable, il faut que la sentence émane, non du jugement d'un seul prêtre, mais de la communauté entière, délibérant en pleine connaissance de cause. On ne saurait s'étonner qu'une traduction française de cette œuvre, publiée à Paris en 1376, ait provoqué une vive émotion. On entama une longue enquête, qui dura de septembre à décembre et au cours de laquelle tous les savants de la ville durent affirmer sous serment, devant un notaire, qu'ils ignoraient l'auteur de la traduction (1).

Le scolastique Guillaume d'Ockham fut un controversiste plus véhément et plus abondant encore. Lors de la rupture définitive entre la papauté et les Franciscains rigoristes, Ockham était déjà sous le coup d'un procès inquisitorial. Il s'enfuit d'Avignon avec son général, Michele, et trouva, comme

141

(1) Altmayer, *Les Précurseurs de la Réforme aux Pays-Bas*, Bruxelles, 1886, I. 38. — Guillelm. Nangiac. Contin. ann. 1326. — Fasciculus Rer. Expetendarum et Fugienda. II. 55, éd. 1690. — D'Argentré, I. 1. 304-11, 397-400. — Baluz. et Mansi, II. 280-1. — Martène, *Thesaur.* II. 704-16. — Preger, *Kirchenpolitischer Kampf*, 34, 65. — *Defensor. Pacis*, II. 6.

La façon dont un contemporain, Fritsche Closener, prêtre à Strasbourg, parle du *Defensor Pacis*, montre quelle impression fit ce livre et atteste qu'une partie du clergé n'était pas éloignée d'en adopter les conclusions. — Closeners *Chronik* (*Chroniken der deutschen Städte*, VIII. 70. — Cf. *Chron.* de Jacob von Königshofen, *ibid.* p. 473).

les autres, un refuge auprès de Louis. Il rendit à la cause de l'empereur un service immense en liant adroitement la question de la pauvreté du Christ à celle de l'indépendance germanique. Ceux qui refusaient d'accepter la décision pontificale sur quelque point de foi ne pouvaient justifier ce refus qu'en prouvant que les papes étaient faillibles et ne possédaient pas une autorité sans limites. Aussi la querelle qui s'était engagée sur une simple difficulté du dogme franciscain s'élargit-elle jusqu'à embrasser les graves problèmes qui troublaient la paix de l'Europe depuis le temps d'Hildebrand, c'est-à-dire depuis près de trois siècles. En 1324, Ockham se vanta de tenir tête inébranlablement aux erreurs du « pseudo-pape », affirmant que, tant qu'il aurait une main, du papier, des plumes et de l'encre, nulle injure, nulle calomnie, nulle persécution, nulle exhortation ne l'amènerait à abandonner la lutte. Il tint sa promesse à la lettre : pendant vingt ans, il produisit une série d'ouvrages de controverse pour la défense de la cause à laquelle il avait voué sa vie. Sans adopter les doctrines radicales de Marsiglio sur l'origine populaire du pouvoir politique, il arriva, dans la pratique, aux mêmes conclusions. Tout en admettant la suprématie du pape, il soutenait qu'un pape peut verser dans l'hérésie, aussi bien qu'un concile général et que la chrétienté entière. L'influence du Saint-Esprit ne prive pas l'homme de son libre-arbitre et ne l'empêche pas de succomber à l'erreur, quelque situation qu'il occupe. Rien n'est certain, hormis l'Écriture; le plus pauvre et le plus humble des paysans peut adhérer à une vérité catholique qui lui aura été révélée par Dieu, tandis que papes et conciles peuvent rester dans l'erreur. Au-dessus du pape, le concile général représente l'Église entière. Un pape qui refuse d'accueillir un appel adressé à un concile général, ou qui refuse d'assembler ce concile, ou qui s'arroe l'autorité du concile, est hérétique manifeste; il est du devoir des évêques de le déposer; si les évêques ne veulent pas accomplir ce devoir, la tâche incombe à l'empereur, qui est tout puissant sur la terre. Mais Ockham ne se borna pas à

énoncer des principes généraux : il attaqua impitoyablement les erreurs et les inconséquences de Jean XXII, et prouva que le pape était coupable de soixante-dix hérésies qualifiées. Jusqu'à l'issue malheureuse de la querelle, il soutint la lutte avec la même ardeur. Un à un, ses collègues moururent, le laissant seul ; mais il continua à déverser le ridicule sur la Curie et sur ses créatures dans d'admirables ouvrages de dialectique. La mort même de Louis et la défaite irréparable de sa cause n'arrêtèrent pas sa plume intrépide. Les historiens ecclésiastiques prétendent qu'il finit par faire sa paix et sa soumission en 1349 ; mais c'est là une assertion plus que contestable, attendu que Giacomo della Marca le cite, avec Michele et Bonagrazia, comme un des trois hérétiques impénitents qui moururent excommuniés.

Il est difficile de déterminer avec exactitude quelle influence exercèrent les puissants génies que l'Angleterre, la France et l'Italie mirent ainsi au service de l'Allemagne revendiquant son indépendance. Peut-être encouragèrent-ils Wickliff à révoquer en doute les fondements du pouvoir pontifical et la suprématie de l'Église sur l'État, et à tracer ainsi la voie que devaient suivre les Hussites révoltés. Il est possible aussi qu'ils aient contribué à faire naître le mouvement d'opinion qui donna aux conciles de Constance et de Bâle l'audace de revendiquer leur suprématie sur le Saint-Siège, poussa l'Église gallicane à affirmer ses libertés et l'Angleterre à élaborer la législation hostile des *Statuts des Provisors* et de *Præmunire*. Si les complications incurables de la politique allemande ne leur permirent pas de l'emporter sur le champ de bataille choisi par eux, leurs doctrines devaient du moins porter des fruits dans des pays plus éloignés du théâtre de la lutte (1).

Après avoir jeté ce rapide coup d'œil sur les lignes générales

(1) Martène, *Thesaur.* II. 749-52. — Tocco, *L'Eresia nel Medio Evo*, p. 532-535. — Preger, *Der Kirchenpolitische Kampf*, p. 8-9. — Carl Müller, *op. cit.* II. 251-2. — Trithem. *Chron. Hirsau.* ann. 1323. — Raynald. ann. 1349, n° 16-17. — Jac. de Marchia, *Dial.* (Bal. et Mansi, II. 600).

de la querelle, il nous est possible désormais de comprendre les vicissitudes du débat engagé au sujet de la pauvreté du Christ, débat qui occupa, dans la lutte, une place hors de toute proportion avec son importance doctrinale. Après la publication des bulles *Cum inter nonnullos* et *Quia quorundam*, il y eut comme une trêve entre Jean et les chefs de l'Ordre franciscain. Chacun des partis semblait craindre de hâter, par quelque maladresse, l'explosion du conflit que tous sentaient pourtant inévitable. Entre temps, on prenait position et on engageait de petites escarmouches. En 1325, Michele avait convoqué le chapitre général, qui devait se tenir à Paris. Mais il eut peur que le chapitre ne tentât d'annuler les déclarations faites à Pérouse et que Jean n'exercât une pression par l'entremise du roi Charles le Bel, dont l'influence était considérable grâce aux nombreux bénéfices dont il disposait. Aussi transféra-t-il soudain le lieu de réunion à Lyon, où l'on eut à souffrir des intrigues d'une créature du pape, Gérard Odo, plus tard successeur de Michele. Ce personnage s'efforça d'obtenir un adoucissement de la Règle en ce qui concernait la pauvreté. Mais les Frères tinrent bon, et les tentatives de Gérard Odo échouèrent; d'autre part, on vota un statut menaçant d'emprisonnement quiconque parlerait légèrement ou irrévérencieusement de Jean XXII et de ses décrétales. Cette décision montre quelles violentes passions couvaient sous le calme apparent. Peu après cet événement, on voit soudain entamer des poursuites contre notre vieille connaissance Ubertino da Casale, que ne défendit ni son habit bénédictin, ni la vie paisible et obscure qu'il menait en Italie. On le soupçonnait sans doute d'avoir fourni des arguments à la *Protestation de Sachsenhausen*, au sujet de la pauvreté du Christ. Le 16 septembre 1325 arriva l'ordre de l'arrêter; mais il eut vent de l'affaire et s'enfuit en Allemagne. Ubertino fut le premier des illustres bannis qui s'assemblèrent autour de Louis de Bavière. Il fit cependant sa paix avec l'Eglise en 1330. Jean finit par se lasser de l'insubordination tacite de ces Franciscains qui sans doute ne contestaient pas ouvertement les décisions prises par lui au sujet

de la pauvreté du Christ, mais qu'il savait secrètement attachés à la doctrine condamnée. En 1326, Michele lança un décret soumettant à une rigoureuse censure tous les écrits des Frères et imposant le respect de la Règle qui interdisait la discussion des opinions douteuses. Il imposait ainsi silence à l'Ordre, espérant par là empêcher les dissensions. Mais Jean n'était pas homme à se contenter d'un silence qui dissimulait une opposition. En août 1327, il entama les hostilités. Par la bulle *Quia nonnunquam*, adressée aux archevêques et aux inquisiteurs, il avait déclaré que nombre de gens croyaient encore à la pauvreté du Christ, bien qu'il eût réprouvé cette croyance comme hérétique. Cette fois, il enjoignait aux prélats inquisiteurs de poursuivre vigoureusement les coupables; sans nommer spécialement les Franciscains, il insérait dans son décret une clause privant les accusés de tout privilège pontifical et les soumettant aux juridictions ordinaires, clause qui montre clairement que cet assaut était dirigé contre les moines. Il est fort possible que cette mesure ait été provoquée par quelque agitation au sein des Spirituels modérés d'Italie. Ces hommes, que l'on commençait à appeler *Fraticelli*, ne s'étaient jamais laissé aller au dangereux enthousiasme des Olivistes, mais ils étaient prêts à subir le martyre pour la défense des principes sacro-saints de la pauvreté. Le pape, en niant la pauvreté du Christ, avait dû causer chez ces hommes une vive émotion, en même temps qu'un encouragement leur était offert par le spectacle de l'Ordre tout entier, devenu de plus en plus hostile au Saint-Siège.

144

La Sicile avait longtemps été le refuge des plus ardents Spirituels, chassés d'Italie par la persécution. On les voit à ce moment revenir en Calabre et Jean envoie au ministre de Calabre, Niccolo da Reggio, des instructions féroces pour l'extermination des sectaires. Il faut dresser et transmettre au pape la liste de ceux qui favorisent les Spirituels; le roi Robert est invité à s'associer à l'œuvre sainte. Robert, bien qu'il fût l'allié du pape et que la faveur de Jean lui fût nécessaire pour la réussite de ses projets ambitieux, était partisan sincère des

Franciscains. Il n'oublia jamais, semble-t-il, les enseignements d'Arnaud de Villeneuve. Suivant l'exemple de son père, Charles le Boiteux, qui était intervenu pour protéger les Spirituels de Provence, Robert et la reine s'employèrent de tout leur pouvoir à modérer l'emportement du pape. En même temps, Robert encourageait l'Ordre à tenir bon dans la défense de la Règle. Sa bienveillante protection ne faisait pas de distinction entre la résistance organisée de l'Ordre et la mutinerie irrégulière des *Fraticelli*. A ces derniers, ses domaines offraient un refuge aussi sûr que la Sicile. Le trouble causé par les décisions de Jean provoqua naturellement un nouvel afflux de ces réfugiés. Naturellement aussi, des hommes ardents, mécontents de voir Michele acquiescer en apparence à la nouvelle hérésie de Jean, vinrent grossir les rangs des *Fraticelli*. Ils prirent pour chef Henry da Ceva, qui s'était enfui en Sicile lors de la persécution engagée sous Boniface VIII ; ils l'élirent ministre-général et constituèrent une organisation indépendante. Plus tard, quand Jean triompha de l'Ordre, ce parti groupa tout ce qui restait de récalcitrants et forma une secte dont nous verrons se prolonger, pendant un siècle et demi, l'étrange résistance à la plus cruelle persécution (1).

- 145 Michele da Cesena ne désapprouvait pas cette persécution frappant des Frères insubordonnés ; il n'hésitait pas à croire qu'ils étaient visés par la bulle d'août 1327. Il persista donc dans son attitude soumise. En juin, le pape l'avait mandé de Rome à Avignon, mais Michele s'était dérobé en alléguant son état de santé. Les messagers porteurs de ses excuses furent reçus avec affabilité. Michele lui-même ne se présenta devant Jean que le 2 décembre. Le pape déclara plus tard avoir mandé le général franciscain pour qu'il se lavât de l'accusation d'avoir secrètement encouragé des rebelles et des hérétiques ; en réalité, l'objet de la convocation était de s'assurer de la personne de

(1) Wadding, ann. 1317, n° 9 ; ann. 1318, n° 8 ; ann. 1323, n° 16 ; ann. 1325, n° 6, ann. 1331, n° 3. — Chron. Glassberger, ann. 1325, 1326, 1330. — Raynald, ann. 1325, n° 20, 27. — Franz Ehrle (*Archiv für L.-u. K.* 1886, p. 151). — Martène, *Th. saur* II. 752-3. — Vitoduran. *Chron. (Eccard. Corp. Hist.* I. 4759). — D'Argentre, l.c. 297. — Eymeric, p. 291-4.

Michele. Cependant Jean lui fit un accueil fort bienveillant et prétendit qu'il l'avait appelé pour parer à des désordres qui s'étaient produits dans les provinces d'Assise et d'Aragon. Michele, toujours obéissant, déplaça les ministres de ces provinces. Jusqu'en avril 1328, il resta à la cour pontificale, entretenant, en apparence, les meilleurs rapports avec Jean (1).

Cependant la querelle entre la papauté et l'empire s'était lentement envenimée. Au printemps de 1326, Louis entreprit soudain, sans préparatifs sérieux, une expédition en Italie, pour aller, sur l'invitation des Gibelins, se faire couronner empereur. Quand il arriva à Milan, en avril, pour y recevoir la couronne de fer, Jean lui interdit formellement d'aller plus loin ; l'empereur ayant passé outre, le pape se disposa à l'excommunier de nouveau. Alors commença une nouvelle série de citations et de condamnations pour hérésie. Jean fit prêcher contre le pécheur impénitent une croisade payée des indulgences de Terre-Sainte. Sans se laisser émouvoir, Louis avança lentement jusqu'à Rome, où il entra le 7 janvier 1327 et où, au mépris des prérogatives pontificales, il se fit couronner le 17 par quatre syndics élus par le peuple ; après quoi, selon l'usage, il changea son titre de Roi des Romains en celui d'Empereur. Comme défenseur de la foi, il entreprit de juger le pape, coupable d'une hérésie consistant à nier la pauvreté du Christ. Le 14 avril, il promulgua une loi permettant de poursuivre et de condamner *in absentia* les gens notoirement réputés traîtres ou hérétiques ; en cela, il imitait l'injustice du pape dont il se plaignait lui-même d'être la victime. Le 17, la sentence de déposition fut solennellement proclamée au peuple assemblé devant la basilique de Saint-Pierre. La sentence était rendue à la requête du clergé et du peuple de Rome ; elle récapitulait les crimes du pape et le stigmatisait comme Antéchrist ; elle déclarait Jean hérétique, comme coupable de nier la pauvreté du Christ, et déchu du trône pontifical ; elle menaçait de confis-

146

(1) Martène, *Thesaur.* II. 749. — Baluz. et Mansi, III. 315-16. — Nicholaus Minorita (Baluz. et Mansi, III. 238-40).

cation quiconque prêterait aide ou appui au condamné (1).

Comme l'Église avait absolument besoin d'un pape et que les cardinaux du Collège étaient excommuniés en tant que fauteurs d'hérésie, on eut recours à la méthode primitive d'élection. Le 12 mai, le peuple et le clergé de Rome furent appelés à voter, et on présenta au monde chrétien un nouvel Évêque de Rome en la personne de Pier di Corbario, vénérable Franciscain renommé pour son austérité et son éloquence. Il était ministre de la province des Abruzzes et pénitencier pontifical. Il avait été marié et sa femme vivait encore ; on disait qu'il était entré dans l'Ordre sans le consentement de celle-ci et qu'il était, par suite, « irrégulier ». Cette affaire eut des suites scandaleuses : la femme, qui, jusqu'à ce moment, ne s'était jamais plainte d'avoir été abandonnée, vint réclamer une indemnité. Le nouveau pape prit le nom de Nicolas V ; un collège de cardinaux fut bientôt créé à son intention ; il nomma des nonces et des légats et dégrada les évêques guelfes pour les remplacer par des Gibelins. On pense bien que la confusion créée par ces mesures révolutionnaires permit aux *Fraticelli* de sortir de leurs cachettes et de croire à la prochaine réalisation de leurs beaux rêves (2).

147

Bien qu'un chapitre convoqué à Anagni par le préfet franciscain de la province romaine se fût prononcé contre Pier di Corbario et eût ordonné à l'usurpateur de renoncer à sa dignité illégitime, il était impossible que l'Ordre échappât à la responsabilité de la rébellion et il est vraisemblable que Michele da Cesena ne demeura pas étranger à toute l'affaire. Il était resté tranquillement à Avignon et Jean n'avait pas cessé de le traiter avec cordialité ; soudain, le 9 avril, le pape le manda à une audience et lui adressa de vifs reproches au sujet de la décision prise six ans auparavant par le chapitre de Pérouse, affirmant la pauvreté du Christ. Michele défendit énergiquement la déci-

(1) Chron. Sanens. (Muratori, *S. R. I.* XV. 77, 78). — Martène, *Thesaur.* II. 684-723. — Nicholas Minorita (Bal. et Mansi, III. 240-3).

(2) Nicholas Minorita (Bal. et Mansi, III. 243). — Ptolomæi Lucensis *Hist. Eccles.* cap. 41 (Muratori, *S. R. I.* XI. 1210). — Chron. Sanens. (Muratori, XV. 80). — Wadding, ann. 1323, n° 2-4, 8, 11.

sion du chapitre, déclarant que, si cette opinion était entachée d'hérésie, Nicolas IV et les autres papes qui avaient soutenu la même doctrine devaient être considérés comme hérétiques. La rage du pape se déclina aussitôt. Michele devint « un fou opiniâtre, un fauteur d'hérétiques, un serpent que l'Église avait réchauffé dans son sein ». Quand ce torrent d'invectives fut passé, Michele fut considéré comme prisonnier sur parole ; il reçut défense de quitter Avignon sous peine d'excommunication, de perte de sa charge et d'incapacité future. Quelques jours plus tard, le 14 avril, dans le mystère du couvent franciscain, Michele jeta le masque en faisant dresser par un notaire une protestation solennelle. En présence de Guillaume d'Ockham, de Bonagrazia et d'autres fidèles amis, il soutint que le pape était hérétique ou n'était pas pape ; car, ou bien les opinions actuelles de Jean étaient erronées, ou bien Nicolas IV avait été hérétique ; en ce dernier cas, Boniface VIII et Clément V, qui avaient approuvé la bulle *Exiit qui seminat*, étaient également hérétiques, les nominations de cardinaux effectuées par eux étaient nulles et le conclave qui avait élu Jean n'avait aucune autorité légale. Michele protestait contre tout ce qu'on pourrait faire en dérogation aux droits de l'Ordre, déclarait que lui-même était opprimé et justement inquiet, et que les actes auxquels ils pourrait être contraint devaient être tenus pour nuls et nonavenus. Ce document, dans son ensemble, est une triste constatation des subterfuges que rendaient nécessaires les mœurs violentes de l'époque (1).

Michele fut retenu à Avignon, tandis que se réunissait à Bologne le chapitre général de l'Ordre. Jean envoya Bertrand, évêque d'Ostie, avec mission de provoquer l'élection d'un nouveau général. Mais l'Ordre s'entêta. Le chapitre adressa au pape un message quelque peu provocateur et réélut Michele, en lui demandant de plus de désigner Paris comme lieu de réunion pour le prochain chapitre, qui devait, d'après la Règle, avoir lieu dans trois ans. Michele consentit. En présence du drame

(1) Nicholaus Minorita (Bal, et Mansi, III. 238-40).

148

qui se jouait à Rome, il avait le droit de craindre pour sa vie ou pour sa liberté. On entama des préparatifs de fuite. Une galère fournie, d'après Jean, par l'empereur Louis, mais que des autorités plus dignes de foi affirment avoir été frétée par des réfugiés gènois, fut envoyée à Aigues-Mortes. Michele s'enfuit dans ce port le 26 mai en compagnie d'Ockham et de Bonagrazia. L'évêque de Porto, envoyé en hâte à la poursuite du fugitif, eut une entrevue avec Michele sur le pont de la galère, mais ne réussit pas à lui persuader de revenir. Michele arriva à Pise le 9 juin. Dès lors s'engagea une interminable guerre de manifestes : Michele, excommunié et déposé, établit de son côté que Jean était hérétique et avait justement forfait la dignité pontificale. Mais le Franciscain n'avait pour arme que son éloquence, tandis que Jean pouvait agir autrement. Bertrand de la Tour, cardinal de San Vitale, fut nommé vicaire-général de l'Ordre ; un autre chapitre général fut convoqué à Paris pour le mois de juin 1329 ; on fit, à cet effet, des préparatifs consistant à révoquer tous les provinciaux favorables à Michele en les remplaçant par des hommes sûrs. Sur les trente-quatre membres du chapitre de Bologne, quatorze seulement se retrouvèrent à Paris. Michele fut déposé et Gérard Odo élu général ; mais la pression officielle ne fut pas assez forte pour obtenir du chapitre une déclaration condamnant la doctrine de la pauvreté du Christ. La masse de l'Ordre, réduite au silence, demeura fidèle aux principes représentés par le général déposé, jusqu'au jour où les mesures arbitraires du pape et la leçon terrifiante donnée par le châtimement des rebelles contraignirent les moines à l'obéissance. Cependant Jean ne se montra pas disposé à adoucir la discipline franciscaine et, en 1382, quand Gérard Odo, espérant gagner le chapeau de cardinal, persuada à quatorze provinciaux de se joindre à lui pour soumettre au pape une glose entraînant l'annulation absolue de l'obligation de pauvreté, il ne recueillit que les moqueries du pape et du Sacré Collège (1).

(1) *Nicholaus Minorita* (Baluz. et Mansi, III, 213-349). — Jac. de Marchia, *Dial.* (*Ibid.* II, 598). — *Chron. Sanens.* (Muratori, *S. R. I.* XV, 81). — Vitodurani

La solution de la question dépendait moins de considérations religieuses que des circonstances politiques. Louis avait quitté Rome et s'était établi à Pise, avec son pape, ses cardinaux et ses Franciscains. Mais les Italiens se lassaient peu à peu de leur empereur allemand. Ce fut bien inutilement qu'en janvier 1329 il s'offrit l'enfantine satisfaction de brûler solennellement Jean XXII en effigie; il dut peu après quitter la ville, et, vers la fin de l'année, repartit pour l'Allemagne, emmenant les hommes qui allaient mettre au service de sa cause tout le savoir des écoles et abandonnant à leur destinée ceux de ses partisans qui ne purent le suivre (1).

La procédure qui fut alors entamée à Todi montre avec quelle rapidité l'Inquisition se mit à la poursuite de l'ennemi en retraite, et quel précieux auxiliaire politique était le Saint-Office pour réduire des rebelles à l'obéissance.

Les gens de Todi étaient gibelins. En 1327, comme Jean XXII avait ordonné à Francisco Damiani, inquisiteur de Spolète, de poursuivre énergiquement Mucio Canistrario de Todi pour rébellion contre l'Eglise, et que Mucio avait été emprisonné en conséquence, le peuple s'était insurgé, avait délivré le captif et contraint l'inquisiteur à chercher le salut dans la fuite. En août 1328, Todi avait salué Louis empereur et Pier di Corbario pape et avait enjoint aux notaires de dater tous les actes des années de règne du nouvel empereur. De plus, les citoyens avaient attaqué et pris la ville guelfe d'Orvieto, et, comme toutes les municipalités qui adhéraient à la cause de Louis,

Chron. (Eccard. *Corp. Hist.* I, 1799-1800). Martène, *Thesaur.* II, 757-60. — Alvar. Pelag. *De Planctu Eccles.* lib. II, art. 67.

La carrière du cardinal Bertrand de la Tour montre quelle souplesse de conscience était nécessaire aux serviteurs de Jean XXII. Bertrand de la Tour était un Franciscain de haut grade. Comme provincial d'Aquitaine, il avait persécuté les Spirituels. Promu au cardinalat, il répondit à la consultation de Jean XXII en affirmant la pauvreté du Christ. De concert avec Vitale du Four, cardinal d'Albano, il avait secrètement élaboré la déclaration du chapitre de Pérouse qui irrita si fort le pape. Mais quand Jean decida que le Christ avait possédé des biens, le cardinal changea promptement d'opinion et se mit à persécuter les partisans d'une doctrine dont lui-même avait été un des promoteurs. — Tocco, *Un Codice della Marciana*, p. 40, 43, 45.

(1) *Chron.* Cornel. Zantfliet (Martène, *Ampl. Coll.* V, 187). — Villani, lib. X, c. 126, 144.

Todi avait expulsé les Dominicains. En août 1329, quand Louis abandonna ses alliés, une procédure fut entamée contre la cité par les soins de l'inquisiteur franciscain, Frà Bartolino de Pérouse. Celui-ci annonça qu'il allait entreprendre, par tout le district d'Assise, une enquête rigoureuse contre tous les Patarins et hérétiques, contre ceux qui ne tiennent pas pour péchés les erreurs que l'Église flétrit comme telles, ou qui considèrent ces péchés comme peu importants, contre ceux qui donnent des Écritures une interprétation autre que celle de l'Église, contre ceux qui attaquent l'organisation, les observances et les doctrines de l'Église romaine, enfin contre ceux qui ont dénigré la dignité, la personne et les décrets du pape. Il procéda donc à une recherche attentive des actes commis par les citoyens au cours de la visite de Louis. La moindre marque de déférence à l'égard de celui-ci était considérée comme un crime. Puis, deux séries de poursuites furent entamées, l'une contre les Gibelins de la cité, l'autre contre les Franciscains « rebelles ». Ces derniers furent sommés de répondre à cinq questions. « Était-il vrai qu'ils eussent accordé crédit, faveur et adhésion au Bavarois et à l'antipape usurpateur; qu'ils eussent marché processionnellement, en portant une croix, au-devant de ces hérétiques à leur entrée à Todi; qu'ils eussent obéi et rendu hommage au Bavarois comme empereur et à P. di Corbario comme pape; qu'ils eussent professé ou prêché que les constitutions de Jean étaient hérétiques ainsi que le pape lui-même; qu'après la condamnation et la déposition de Michele da Cesena pour crime d'hérésie, ils fussent restés fidèles à l'homme ou à ses erreurs » ? Cet interrogatoire atteste avec quelle habileté on avait mêlé la religion et la politique, et à quelles enquêtes généralisées se prêtait le mécanisme inquisitorial. La procédure fut longue. Le 4^{er} juillet 1330, Jean condamna les citoyens en masse, comme hérétiques et fauteurs d'hérésie. Le 7 juillet, il transmit la sentence au légat, le cardinal Orsini, en lui enjoignant de citer formellement les citoyens et de les juger, d'après la formule inquisitoriale, « *summario et de plano et sine strepitu et figura* ». Ces mesures contraignirent finalement les

gens de Todi à la soumission. Le cardinal leur envoya Frà Bartolino et son collègue et la ville fut admise à la réconciliation, sous réserve de l'approbation papale. Les habitants, qui avaient dû jadis faire un don de dix mille florins à Louis, eurent à payer maintenant une amende fixée à la même somme, plus une imposition de cent livres par tête frappant cent trente-quatre citoyens. Apparemment, ces conditions ne satisfirent pas Jean, car un bref du 20 juillet 1331 déclarait que la soumission des citoyens avait été une dérision et lançait à nouveau l'interdit sur la cité. Le dernier document que l'on possède sur cette affaire est une liste envoyée, le 1^{er} juin 1332, par le légat à l'évêque de Todi, liste où figurent cent quatre-vingt-dix-sept personnes, parmi lesquelles des Franciscains, des prêtres paroissiaux, des chefs de maisons religieuses, des nobles et des citoyens. Tous ces inculpés sont sommés de comparaître devant le légat à Orvieto, le 15 juin, pour être jugés en vertu de l'inquisition instituée contre eux. Le procès dut être conduit activement, car, la même année, comme le général Gérard Odo se proposait de révoquer le mandat de Frà Bartolino, Jean intervint et prorogea les pouvoirs de l'inquisiteur afin de lui permettre de continuer les poursuites jusqu'à la sentence finale. On peut voir dans cette affaire un exemple de la rigoureuse persécution qui se déchainait partout où les Gibelins n'étaient pas assez puissants pour se défendre par la force des armes (1).

151

Quant au malheureux antipape, il eut un sort plus déplorable encore. Louis l'avait placé, à Pise, sous la protection du comte Fazio da Doneratico, le plus puissant seigneur de la ville. Celui-ci le cacha quelque temps dans un château à Maremma. Le 18 juin 1329, les Pisans se soulevèrent et chassèrent la garnison impériale. Au mois de janvier suivant, ils furent admis à la réconciliation. Une des conditions du marché fut que les citoyens livraient Pier di Corbario, envers lequel Jean promit

(1) Franz Ehrle (*Archiv für L.-u. K.* 1885, p. 159-64; 1886, p. 653-69). — *Archivio Storico Italiano*, 1 Oct. 1865, p. 10-21. — Ripoll, II. 180. — Wadding, ann 1326, n° 9; 1327, n° 3-4; 1331, n° 4; 1332, n° 5.

de se conduire en bon père et en ami bienveillant. De plus, Fazio fut récompensé de sa trahison. Pier abjura publiquement ses hérésies à Pise, puis fut envoyé, sous la garde de deux galères de l'État, à Nice, où il fut remis aux représentants du pape. Dans chaque ville située sur la route d'Avignon, il dut répéter publiquement son abjuration et sa protestation d'humilité. Le 25 août 1330, il comparut, la corde au cou, devant le pape, en consistoire public. Épuisé, brisé par la honte et la souffrance, il tomba aux pieds de son rival et demanda grâce, abjurant et anathématisant ses hérésies, en particulier l'erreur relative à la pauvreté du Christ. Puis on l'obligea, en consistoire privé, à confesser à nouveau une longue liste de crimes et à accepter telle pénitence qu'on lui infligerait. On ne lui épargna nulle humiliation, on ne négligea rien pour rendre complète son abjecte rétractation. Ayant ainsi fait du malheureux l'objet du mépris public, lui ayant ôté tout moyen de nuire, Jean lui épargna charitablement la torture physique. Pier fut confiné dans un appartement du palais pontifical, nourri des mets préparés pour la table du pape et autorisé à faire usage de livres : mais nul n'était admis à lui rendre visite sans un ordre spécial du pape. Cette misérable existence s'acheva bientôt. Quand Pier mourut, en 1333, on l'ensevelit sous l'habit franciscain. A considérer la férocité habituelle de l'époque, on peut estimer que le traitement infligé à l'antipape est un des actes les moins odieux de la vie de Jean XXII. On ne pouvait guère s'attendre à tant de mansuétude après le déchainement de sauvages ressentiments qui avait inspiré la malédiction ernulphienne lancée par Jean, le 20 avril 1329, contre son rival déjà abattu : « Puisse-t-il ici-bas éprouver la colère de Pierre et de « Paul, dont il a cherché à ruiner l'Église ! Que sa demeure « soit déserte et que nul ne consente à vivre sous son toit ! « Que ses enfants soient orphelins, que sa femme soit veuve ! « Qu'ils soient chassés de leur foyer et réduits à mendier ! Que « les usuriers dévorent leur bien et que les étrangers volent le « travail de leurs mains ! Que la terre entière lutte contre cet « homme, que les éléments soient ses ennemis, que les mérites

« de tous les saints habitant le séjour de la béatitude le con-
« fondent et tirent vengeance de lui tant qu'il vivra ! » (1)

Au cours de ce débat, l'opinion publique ne se montra nullement unanime en faveur de Jean ; mais l'Inquisition servit efficacement à réprimer toutes les manifestations hostiles. En 1328, à Carcassonne, un certain Germain Frevier fut jugé par le Saint-Office. On l'accusait d'avoir tenu des propos blasphématoires contre Jean et d'avoir stigmatisé, comme entachée de simonie, l'élection de ce pontife, qui avait promis de ne mettre le pied à l'étrier que pour se rendre à Rome. De plus, Germain avait déclaré que le pape franciscain était le vrai pape et que, pour lui, s'il avait de l'argent, il irait rejoindre Pier et le Bava-rois. Germain n'avait pas de goût pour le martyr ; il commença par nier, puis, quand on l'eut laissé méditer en prison pendant cinq mois, il allégua qu'il avait commis le délit en état d'ivresse et ne sachant pas ce qu'il disait. Un nouveau délai lui fit com-prendre l'inutilité de la résistance ; il confessa ses fautes et implora son pardon (2).

Une autre affaire, qui se présenta en 1329, dévoile les senti-ments secrets d'un grand nombre de Franciscains et les moyens qu'on dut employer pour leur imposer l'obéissance. Devant l'Inquisition de Carcassonne, Frère Barthélemy Bruguière con-fessa qu'en disant la messe, quand il était arrivé à la prière pour le pape, il s'était demandé en faveur de quel pape il devait implorer Dieu ; finalement, il avait exprimé le désir que sa prière allât à celui des deux qui était légalement le chef de l'Église. Beaucoup de ses frères, disait-il, avaient coutume de souhaiter que Dieu donnât à Jean XXII tant d'occupations qu'il en oubliât les Franciscains, car il leur semblait que le pape ne s'attachait qu'à les affliger. Ils estimaient généralement que leur général Michele avait été injustement déposé et excom-munié. Dans une grande assemblée de moines, Frère Barthé- 153

(1) Villani, lib. x, c. 131, 142, 160. — Guill. Nangiac, Contin. ann. 1330. — Wadding, ann. 1330, n° 9. — Martène, *Thesaur.* II, 736-70 ; 806-15. — *Chron.* Cornet. Zantfliet, ann. 1330 (Martène, *Amp'l. Coll.* V, 194-8).

(2) Archives de l'Inq. de Carcassonne (Doat, XXVII, 7 s.).

lemi avait dit : « Je souhaiterais que cet antipape fût un Dominicain ou appartint à quelque autre Ordre. » Un des assistants avait répondu : « Je me réjouis, tout au contraire, qu'il soit Franciscain, car s'il appartenait à un autre Ordre, nous n'aurions pas un seul ami. Aujourd'hui du moins nous possédons un ami dans cet Italien. » Ces paroles avaient été couvertes d'applaudissements. Frère Barthélemi tint ferme pendant quelque temps; puis la prison, la menace des chaînes et du jeûne forcé brisèrent son courage; il s'abandonna à la merci de l'inquisiteur Henri de Chamay. La clémence du magistrat inquisitorial se traduisit par une condamnation à l'emprisonnement perpétuel, avec fers aux mains et aux pieds et, pour toute nourriture, le pain et l'eau. Il est probable que le Dominicain se réjouit de publier son triomphe sur un Franciscain, car il permit à Barthélemi de conserver l'habit religieux. Mais Jean voulait que ses vengeances fussent complètes : un an plus tard, il écrivit à Henri de Chamay que, le délinquant ayant été chassé de l'Ordre, il fallait le dépouiller de son habit et remettre la robe aux autorités franciscaines (1).

En Allemagne, la plupart des Franciscains restèrent fidèles à Michele et à Louis et furent, pour ce dernier, de précieux auxiliaires dans la lutte. Cette fidélité était mise à l'épreuve par l'observance de l'interdit qui, pendant tant d'années, suspendit le service divin d'un bout à l'autre de l'empire, et fut une si douloureuse humiliation pour les croyants. Les Franciscains méprisèrent généralement l'interdit. Ce fut sans grand profit que Jean lança, en janvier 1331, une bulle spécialement dirigée contre eux, dépouillant de tous privilèges et immunités quiconque reconnaissait Louis comme empereur et célébrait des offices en des localités frappées d'interdit, et ordonnant aux prélats et aux inquisiteurs de poursuivre les rebelles. Louis, de son côté, ne manquait pas d'imposer l'obéissance par la persécution, partout où il exerçait quelque pouvoir. Un rescrit

(1) Doat, XXVII. 202-3, 229; XXXV. 87.

impérial de juin 1330, adressé aux magistrats d'Aix, leur enjoit d'aider et de protéger les Franciscains Siegelbert de Landsberg et Jean de Royda, et d'emprisonner tous les Frères que ces deux « maitres de vérité » désigneraient comme rebelles à l'Empire ou à l'Ordre, en attendant que le général Michele décidât du sort des prisonniers. On voit par là que, même en 154
Allemagne, l'Ordre n'était pas unanime dans ses opinions; cependant il est certain que l'excellent Franciscain Jean de Winterthur traduit les sentiments de la majorité lorsqu'il déclare que le lecteur sera frappé d'horreur et de stupéfaction en apprenant les actes par lesquels le pape a bouleversé l'Église. Pris d'une sorte de rage folle, Jean niait la pauvreté du Christ et, comme les Franciscains lui résistaient, il les persécutait sans mesure. Les Dominicains l'encourageaient et il payait généreusement leur appui. L'inimitié traditionnelle entre les deux Ordres trouvait, en cette affaire, ample satisfaction. Les Dominicains, pour exciter contre les Franciscains le mépris public, exhibaient des tableaux où le Christ était représenté tenant une bourse et y plongeant la main pour en tirer de l'argent. Bien plus, à la grande horreur des fidèles, ils affichaient aux murs de leurs monastères, dans les endroits les plus fréquentés, des tableaux où l'on voyait le Christ suspendu sur la croix, une main clouée sur le bois, l'autre mettant de l'argent dans un sac attaché à sa ceinture. Pourtant, l'animosité et le zèle religieux n'éteignaient pas tout patriotisme dans l'âme des Dominicains. Irrités, d'autre part, d'avoir vu condamner Maître Eckart pour hérésie, ils fournirent quelques alliés à la cause impériale. C'est peut-être pour cette raison que Louis trouva un appui en Tauler et aussi en Marguerite Ebner, membre de la secte des *Amis de Dieu*, la plus éminente Dominicaine de l'époque. Il est vrai que nombre de couvents dominicains furent fermés pendant des années, et que les moines furent dispersés et exilés pour avoir opiniâtement refusé de célébrer l'office divin; mais d'autres ne se plièrent qu'à contre-cœur aux ordres pontificaux. A Landshut, ils avaient interrompu le service public; mais quand ils apprirent la

venue de l'empereur, ils s'entendirent secrètement avec le duc de Teck, afin que celui-ci attaquât leur maison, la torche à la main, en menaçant d'y mettre le feu, ce qui leur fournirait, pour reprendre le culte public, le prétexte d'une contrainte violente. La comédie fut jouée avec succès. D'ailleurs, le chapitre général de 1328 se plaignit qu'en beaucoup de communautés allemandes les moines montrassent une grande négligence à publier les bulles papales concernant Louis (1).

155

Ce n'était là, cependant, qu'un épisode de la lutte politique : l'issue devait dépendre des rivalités entre les maisons de Wittelsbach, de Habsbourg et de Luxembourg, ainsi que des intrigues de la France. Louis arriva peu à peu à éveiller et à concentrer sur sa personne l'esprit national, tâche dans laquelle il fut secondé par l'arrogant dédain qu'opposèrent Jean XXII et ses successeurs à ses offres répétées de transaction. En 1330, Louis s'était momentanément assuré l'appui du roi de Bohême, Jean de Luxembourg, et du duc d'Autriche ; ceux-ci s'étaient offerts comme garants de sa bonne foi, affirmant qu'il était prêt à faire tout ce qu'on exigerait de lui, pourvu qu'on reconnût l'indépendance de l'Empire ; mais Jean avait répondu que Louis était hérétique et, par conséquent, frappé d'incapacité ; c'était un brigand, un voleur, un homme pervers, qui s'était associé à Michele, à Ockham, à Bonagrazia, à Marsiglio ; non seulement ce personnage n'avait aucun titre à occuper le trône impérial, mais, s'il était reconnu, la Chrétienté se trouverait dans une situation telle qu'on n'en saurait imaginer de plus déplorable. Une seconde tentative fut faite après la mort de Jean, en décembre 1334 : mais l'intérêt politique de la France et de la Bohême exigeait la prolongation de la lutte, et Benoît XII se montra aussi intraitable que son prédécesseur.

Louis était toujours disposé à sacrifier ses alliés les Fran-

(1) Martène, *Thesaur.* II. 826-8 — Carl Müller, *op. cit.* I. 239. — Vitoduran *Chron.* (Eccard. *Corp. Hist.* I. 1798, 1800, 1844-5, 1871). — Andreas Ratisponens. *Chron. ann.* 1336 (*Ibid.* I. 2103-4). — Preger, *Der Kirchenpolitische Kampf*, p. 42-5. — Denifle, *Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1886, p. 624.

ciscaïns; mais la papauté réclamait le droit de décider en fait à qui devait appartenir l'Empire, si bien que Louis, en faisant habilement appel à l'orgueil national, acquit peu à peu l'appui d'États et de villes chaque jour plus nombreux. En 1338, la Convention de Rhense et le Reichstag de Francfort proclamèrent que le caractère définitif du choix fait par les électeurs était partie intégrante de la loi de l'Empire, et que la papauté n'avait aucun pouvoir de confirmation. On ordonnait, en même temps, de ne pas observer l'interdit dans tous les États adhérent à la cause de Louis; les ecclésiastiques étaient invités à reprendre le culte public avant dix-huit jours, sous peine de subir dix années d'exil. Le clergé pouvait sans trop de difficultés accepter ce dilemme, car, en pareil cas, la Curie romaine vendait pour un florin les absolutions (1).

Dans la querelle entre Louis et la papauté, la petite colonie des Franciscains réfugiés à Munich rendit d'immenses services à la cause impériale; mais elle dura peu. Michele da Cesena mourut le 29 novembre 1342. Son dernier acte avait été un long manifeste prouvant que Jean était mort hérétique impénitent et que les successeurs du défunt, en défendant les mêmes erreurs, étaient également hérétiques; s'il existe dans dans toute la Chrétienté un homme qui possède la vraie foi, cet homme constitue à lui seul l'Église. La palinodie dithyrambique, qui passe pour être la rétractation qu'il prononça à son lit de mort, est sûrement un faux. Jusqu'au dernier moment Michele resta fidèle à ses principes. En mourant, il remit le sceau de l'Ordre à Guillaume d'Ockham, comme Vicaire-général; déjà, en avril 1342, Michele avait nommé deux citoyens de Munich, Jean Schito et Grimold Treslo, syndics et procureurs de l'Ordre; Treslo devint par la suite général. Bonagrazia mourut en juin 1347; jusqu'au dernier souffle, cet homme indomptable affirma que la cause de Louis était juste.

156

(1) Martène, *Theaur.* II. 800-6. — Raynald. ann. 1336, n° 31-5. — Vitoduran. *Chron.* (Eccard. *Corp. Hist.* I. 1842-5, 1910) — Preger, *Der Kirchenpolitische Kampf*, p. 33. — Hartzheim, IV. 323-32. — H. Mutii *Germ. Chron.* ann. 1338 (Pistorii *Germ. Script.* II. 878-81).

La date de la mort de Guillaume d'Ockham est douteuse; elle doit se placer entre 1347 et 1350 (1).

Ainsi disparurent, un à un, les hommes qui avaient si vaillamment défendu la doctrine de la pauvreté du Christ. Quant aux idées politiques conçues par Marsiglio et par Ockham, elles avaient fait leur œuvre et ne pouvaient plus influencer sur la marche des événements. A la mort de Benoît XII, en 1342, Louis fit de nouveaux efforts en vue de rétablir la paix. Mais Jean de Bohême intriguait pour assurer à sa maison la succession du trône impérial. Le seul résultat de cette tentative fut de fortifier la position de Louis, en montrant l'impossibilité d'obtenir des conditions acceptables pour l'empire. Cependant les intrigues du Bohémien se poursuivirent : en juillet 1346, les trois électeurs ecclésiastiques de Mayence, Trèves et Cologne s'assemblèrent à Rhense, avec Rodolphe de Saxe et Jean de Bohême, à l'instigation de Clément VI, et élurent Roi des Romains le fils de Jean, Charles, margrave de Moravie. Mais ce mouvement n'avait pas l'appui du peuple et quand Louis accourut dans les provinces rhénanes, toutes les cités et presque tous les princes et nobles lui apportèrent leur adhésion. Si l'élection avait été ajournée de quelques semaines, elle aurait été impossible, car le mois suivant, à la bataille de Crécy, le vaillant Jean de Bohême périt d'une mort chevaleresque, tandis que le roi nouvellement élu, Charles, cherchait le salut dans la fuite. L'influence française fut momentanément éclipsée. Inauguré sous de si fâcheux auspices, le règne de Charles IV paraissait devoir être de courte durée, lorsqu'en octobre 1347 Louis, en se livrant à la chasse, son passe-temps favori, fut frappé d'une attaque d'apoplexie et tomba mort du haut de son cheval. On crut voir la main de Dieu dans la disparition de tous les ennemis du Saint-Siège : Charles n'avait plus à redouter aucune opposition (2).

157

(1) Vitoduran. *Chron.* (Eccard. I. 484). — *Sächsische Weltchronik*, dritte bairische Fortsetzung n° 9 (Pertz, II. 346). — Baluz. et Mansi, III 34-35. — Muratori, *S. R. I.* III. n. 513-27. — Jac. de Marchia, *Dial.* (Bal. et Mansi, II. 600). — Preger, *op. cit.* p. 35-6. — Carl Müller, *op. cit.* I. 370-2. — Chron. Glassberger, ann. 1342, 1347.

(2) Schmidt, *Päpstliche Urkunden und Reges'en*, p. 362. — Henr. Rehdorff. *Annal. ann.* 1346-7 (Freher et Struv. I. 626-8.

Clément VI s'empessa de tirer le plus grand parti possible de cette bonne fortune inattendue. Il chargea l'archevêque de Prague et l'évêque de Bamberg de « réconcilier » toutes les communes et toutes les personnes qui avaient encouru l'excommunication en prêtant assistance au Bavaïois. La formule d'absolution imposait aux pénitents de jurer qu'ils tenaient pour hérésie la déposition d'un pape par un empereur, et de promettre qu'ils n'obéiraient jamais à un empereur avant que celui-ci eût été reconnu par le pape. Cette formule de serment excita un vif déplaisir ; en beaucoup d'endroits, on ne réussit pas à l'appliquer. Les doctrines de Marsiglio et d'Ockham avaient en tout au moins pour effet de provoquer le dédaigneux rejet des prétentions élevées par le Saint-Siège au contrôle souverain de l'Empire. Le mouvement d'opinion qui se produisit alors en Allemagne apparaît clairement dans les événements dont Bâle fut le théâtre. Cette ville avait respecté l'interdit et en réclamait instamment la levée. Quand Charles et l'évêque de Bamberg se présentèrent aux portes de Bâle, ils furent reçus par les magistrats municipaux et par une grande foule de citoyens. Le bourgmestre Conrad de Barenfels harangua l'évêque. « Monseigneur de Bamberg, lui dit-il, il faut que vous sachiez que nous ne croyons pas et que nous ne confesserons pas que notre défunt maître, l'empereur Louis, ait jamais été un hérétique. Quel que soit celui que les électeurs ou la majorité d'entre eux choisiront comme Roi des Romains, nous le tiendrons pour tel, qu'il demande ou ne demande pas la confirmation pontificale ; en un mot, nous ne ferons rien qui soit contraire aux droits de l'Empire. Mais si vous venez, au nom du pape, avec le dessein de remettre nos péchés, qu'il en soit ainsi. » Puis, se tournant vers le peuple, il s'écria : « Donnez-vous à votre bourgmestre et à Conrad Münch qualité pour demander la rémission de vos péchés ? » La foule approuva à grands cris ; les deux Conrad prêtèrent serment en conséquence, le service divin fut rétabli et le roi et l'évêque entrèrent dans la ville (1).

(1) *Henr. Rebdorff. Annal.* ann. 1347 (Freher et Struv. I. 628). — *Matthiae*

158

Cependant cette question de la pauvreté du Christ, dont Jean et Louis avaient prétendu faire l'objet de leur querelle et à laquelle s'étaient si vivement intéressés certains Franciscains allemands, disparut complètement au nord des Alpes lorsque Louis fut mort et que s'éteignit la colonie des réfugiés de Munich. L'Allemagne possédait elle-même des troupes de mendiants réguliers et irréguliers, ces Bèguins et Béghards qui paraissaient se soucier médiocrement de difficultés purement spéculatives. Sans doute on entend parler à l'occasion de *Fraticelli* habitant dans ces régions; mais l'appellation de *Fraticelli* est plutôt un nom employé par les chroniqueurs pour la commodité du récit que la désignation exacte d'une secte distincte.

Il n'en allait pas de même dans le Midi et particulièrement en Italie. L'Italie était le pays natal du franciscanisme, le centre de ces tendances spéciales qui déterminèrent le développement remarquable de l'ascétisme au sein de l'Ordre. Là persistaient, toujours aussi actives, les convictions qui avaient poussé les premiers Spirituels à supporter jusqu'au bout la plus terrible persécution pour affirmer la sainteté de la pauvreté absolue. Sous Boniface, sous Clément et au début du règne de Jean, ceux qui professaient la doctrine réprouvée s'étaient tenus cachés ou avaient cherché un refuge en Sicile. A la faveur de la confusion créée par le schisme franciscain, ils avaient reparu soudain et s'étaient multipliés. La chute de l'antipape et le triomphe de Jean entraînèrent pour eux une nouvelle proscription. Dans la querelle qui s'était élevée au sujet de la pauvreté du Christ, cette doctrine était naturellement devenue le signe distinctif des sectaires; quand Jean la condamna, les partisans de la pauvreté furent fatalement amenés à nier l'autorité papale et à accuser d'hérésie le Saint-Siège. Pourtant, on ne saurait douter que, même au sein de la fraction orthodoxe de l'Ordre, il se trouvât des moines aus-

tères qui, tout en acceptant les définitions de la papauté, éprouvaient une vive sympathie pour les rebelles dissidents. Quant eut échoué la tentative de résistance à l'impérieuse volonté de Jean XXII, il courut, de couvent en couvent, nombre d'histoires de visions et de miracles, attestant que la colère de Dieu et de saint François s'était déchainée contre les moines, infidèles au saint vœu de pauvreté. Le *Liber Conformitatum* traduit manifestement les aspirations de ceux qui souhaitaient d'appliquer la Règle dans toute sa rigueur, comme une révélation directe du Saint-Esprit. Ces hommes sentaient que l'attitude de leurs frères proscrits était logique et correcte, et ils étaient incapables de concilier les décrets de Nicolas III avec ceux de Jean XXII. Un d'entre eux, dont on dit qu'il fut un homme très aimé de Dieu, demanda à sainte Brigitte de lever ses doutes. A cette occasion, la sainte eut deux visions. La Vierge

159

lui transmet l'ordre de flétrir tous ceux qui croyaient que le pape n'était pas véritablement pape et que les prêtres ne consacraient pas réellement l'hostie dans la célébration de la messe, et de dire à ces gens qu'ils étaient des hérétiques pleins d'une diabolique iniquité. Tout cela dénote, à l'égard des *Fraticelli*, une secrète et forte sympathie, qui se répandait, non seulement parmi le peuple, mais parmi les moines et, parfois même, dans les rangs des prélats, expliquant comment les sectaires purent survivre, de génération en génération, à la persécution presque incessante du Saint Office (1).

(1) Wadding, ann. 1330, n° 14-15. — Alvar. Pelag. de *Planct. Eccles.* lib. II, art. 51 (fol. 169 a). — *Lib. Conformitatum*, lib. I, fruct. IX, p. II. — Re el. S. Brigittæ, lib. VII, c. 8.

protégés par des hommes haut placés et puissants. Tous les inquisiteurs, de Trévise et de Lombardie jusqu'en Sicile, reçurent l'ordre d'entamer une vigoureuse action pour purger l'Église de ces hypocrites impies, et les prélats furent invités à leur prêter un concours effectif. Parmi ceux-ci, quelques-uns tout au moins n'obéirent pas, car, en 1336, Francesco, évêque de Camerino, et Giacompo, évêque de Firmo, furent accusés d'avoir favorisé les sectaires et de les avoir laissé séjourner dans leurs diocèses. D'ailleurs, l'Ordre entier était infecté de ces dangereuses doctrines et l'on ne pouvait l'amener à entretenir, à l'égard des dissidents, l'horreur qu'ils méritaient. Benoit se plaignit que, dans la royaume de Naples, nombre de couvents franciscains offrirent un abri aux Frères pervers ; la même année, dans une bulle réglant l'organisation de l'Ordre, il faisait allusion à ceux des moines qui portaient des vêtements particuliers et qui, sous les dehors de la sainteté, entretenaient des hérésies condamnées par l'Église ; il fallait emprisonner jusqu'à résipiscence ces coupables et leurs protecteurs. Ces ordres n'étaient pas toujours d'une application aisée. L'évêque de Camerino était tenace et l'année suivante, 160 en 1337, l'inquisiteur de la Marche d'Ancône, Frà Giovanni di Borgo, reçut mandat d'entamer une procédure sévère contre le prélat et contre les autres fauteurs d'hérétiques. Par son activité remuante, Frà Giovanni s'attira le mauvais vouloir des nobles du district, qui eurent assez d'influence sur le général Gérard Odo pour obtenir le remplacement de l'inquisiteur par son collègue Giacomo, puis par Simone da Ancona. Mais le cardinal-légat Bertrand intervint ; Benoit rétablit Giovanni dans ses fonctions, et loua hautement les mérites de l'inquisiteur. Malgré l'énergie de la persécution, il est probable que peu de sectaires eurent le goût du martyre et qu'ils se laissèrent contraindre à la rétractation ; mais on n'hésita pas à appliquer les pénalités de l'hérésie à tous ceux qui persistèrent dans l'endurcissement. Le 3 juin 1337, Frà Francesco da Pistoia fut brûlé à Venise, pour avoir obstinément affirmé

la pauvreté du Christ au mépris des instructions données par Jean XXII. Ce ne fut pas la seule victime (1).

Nous avons dit que la pierre de touche de l'hérésie était l'affirmation que le Christ et les Apôtres ne possédaient aucun bien. Ce fait appert de l'abjuration prononcée, en 1344, par Frà Francesco d'Ascoli, lequel rétracte cette croyance et déclare la tenir pour hérétique, conformément aux bulles de Jean XXII. Cette formule demeura habituelle, comme le montre Eymerich, qui invite les inquisiteurs à exiger du pénitent le serment suivant : « Je jure que je crois, en mon âme et conscience, et que je professe que Notre-Seigneur Jésus-Christ et ses Apôtres possédaient en commun, durant leur existence ici-bas, les biens que l'Écriture leur attribue, et qu'ils avaient le droit de donner, de vendre ou d'aliéner ces biens » (2).

L'hérésie était donc purement artificielle et inventée à plaisir par le Saint-Siège ; cela explique la sympathie qu'éveillaient ces ascètes vivant dans la pauvreté et l'abnégation, et portant les marques extérieures de ce que l'Église, pendant des siècles, avait considéré comme la sainteté suprême. Camerino continua à servir de lieu d'asile. En 1343, Clément VI ordonna aux évêques d'Ancône et d'Osimo de citer à comparaître devant lui avant trois mois Gentile, seigneur de Camerino, pour répondre de divers délits, notamment de la protection accordée aux *Fraticelli*, de l'opposition qu'il avait faite au libre exercice des fonctions inquisitoriales et du mépris qu'il avait témoigné, pendant plusieurs années, à l'égard de l'excommunication prononcée par les inquisiteurs. Mais les inquisiteurs eux-mêmes, en particulier dans les districts franciscains, n'étaient pas toujours ardents à la besogne, sans doute parce qu'on ne pouvait guère espérer tirer des confiscations avantageuses de gens qui regardaient comme un péché la possession de tout

161

(1) Wadding. ann. 1335, n° 10-11 ; ann. 1336, n° 1 ; ann. 1337, n° 1 ; ann. 1339, n° 1. — Raynald. ann. 1335, n° 63 ; ann. 1336, n° 63, 64, 66-7 ; ann. 1337, n° 30 ; ann. 1375, n° 64. — Combr., *La Riforma in Italia*, t. 328. — Vit. Prima Benedicti XII. ann. 1347 (Muratori, *S. It. I.* III. u. 531).

(2) D'Argentré, l. i. 343. — Eymeric. p. 486.

bien. En 1346, Clément dut infliger un blâme sévère à ces trop tièdes persécuteurs. Dans les districts ainsi épargnés, les *Fraticelli* se cachaient peu. En 1348, quand Cola di Rienzo s'enfuit de Rome après son premier tribunat, il se réfugia auprès des *Fraticelli* du Mont Majella, fut séduit par leur sainteté et leur pauvreté, entra comme Tertiaire dans l'Ordre et déplora que des hommes d'une vertu exemplaire fussent persécutés par le pape et par l'Inquisition. La Toscane était pleine de *Fraticelli*. Ce fut en vain que, vers cette époque, Florence adopta contre eux de sévères lois, les mettant au ban de la cité, donnant à tout citoyen le droit de les arrêter et de les livrer au Saint-Office, et imposant une amende de cinq cents livres à tout fonctionnaire qui, malgré l'ordre des inquisiteurs, refuserait d'aider à l'arrestation des sectaires. Le seul fait qu'il fût nécessaire de promulguer de telles lois montre combien il était difficile d'exciter la population à seconder les persécuteurs. Mais ces mesures mêmes furent inefficaces. On possède une lettre de Giovanni delle Celle de Vallombrosa à Tommaso de Neri, *Fraticello* de Florence, dans laquelle Giovanni blâme la vanité qui a poussé le *Fraticello* à se faire de la pauvreté une idole. Cette lettre provoqua une réponse et amena une controverse qui fut, semble-t-il, soutenue ouvertement (1).

Pourtant, si trivial que fût, en apparence, l'origine du litige, il était impossible que des hommes acceptassent d'être mis au ban de l'Église sans épouser des principes hostiles à toute l'organisation ecclésiastique. Ils ne pouvaient justifier leur attitude qu'en soutenant qu'eux seuls constituaient la véritable Église, que la papauté était hérétique, qu'elle avait perdu tout droit à l'obéissance des fidèles et qu'elle ne pouvait plus désormais guider la Chrétienté dans la voie du salut. L'état de l'opinion publique en Italie apparaît de façon intéressante dans le fait que, malgré la perfection du mécanisme de persécution, les partisans de semblables doctrines purent propager leurs

(1) Werunsky, *Excerpt. ex Regist. Clem. PP. VI.* p. 23-4. — Raynald, *Ann.* 1346, n° 70. — Comba, *La Riforma*, I. 326-7, 387. — Lami, *Antichità Toscana*, p. 525, 593.

idées presque publiquement et faire de nombreux prosélytes. Vers le milieu du siècle, ils répandirent par toute l'Italie un document écrit en langue vulgaire, « afin que chacun le pût comprendre », dans lequel ils donnaient les raisons de leur rupture avec le pape et les prélats. Ce document se distingue par la modération des termes et la logique de la composition. L'argumentation s'inspire rigoureusement de l'Écriture et des prescriptions de l'Église elle-même ; on n'y trouve ni délire apocalyptique, ni attente de l'Antéchrist ou des ères nouvelles du monde, ni aucune forme de mysticisme. Il n'y est même pas fait allusion à saint François, non plus qu'au caractère révélé et inviolable attribué par certains à sa Règle. Néanmoins, toute la hiérarchie de Rome est stigmatisée comme hérétique et les fidèles sont invités à se détacher d'elle entièrement. 162

Les raisons qui rendent cette rupture nécessaire sont au nombre de trois : l'hérésie, la simonie, la fornication. En ce qui concerne la première, Jean XXII s'est montré lui-même hérétique lorsqu'il a publié les bulles déclarant hérétique la doctrine d'après laquelle le Christ et les apôtres ne possédaient aucun bien. La preuve de cette hérésie est facile à donner, à l'aide des définitions promulguées par les papes précédents et confirmées par le concile de Vienne. Le corollaire inévitable de cette proposition est l'hérésie de tous les successeurs de Jean et de leurs cardinaux. Quant à la simonie, elle appert des canons du *Decretum* et des affirmations des docteurs qui l'assimilent à l'hérésie. Quant à la fornication, il était facile de citer les canons établissant, conformément à la doctrine d'Hildebrand, que les sacrements ne doivent pas être acceptés de prêtres fornicateurs. Sans doute, nombre de prêtres ne sont pas fornicateurs, mais il n'en est pas un qui ne soit simoniaque, c'est-à-dire qui n'ait donné ou reçu de l'argent en échange des sacrements. A supposer même qu'il s'en trouvât un qui fût innocent de tous ces crimes, encore faudrait-il qu'il se séparât des autres prêtres ; car, ainsi que le déclare Raymond de Pennaforte dans la *Summa*, quiconque accepte les sacre-

ments administrés par des hérétiques, est coupable de péché mortel et d'idolâtrie. Les *Fraticelli* ont donc été contraints de se séparer d'une église hérétique ; ils publient le présent manifeste pour justifier leur attitude. Si leurs principes sont erronés sur quelques points, les dissidents demandent qu'on leur montre l'erreur commise ; mais si leur doctrine est correcte, il faut que tous les fidèles y adhèrent ; car, une fois les faits connus de tous, tous ceux qui s'associeraient à des prélats et à un clergé ainsi hérétiques et excommuniés, seraient impliqués dans l'hérésie (1).

- 163 Cependant les *Fraticelli* n'étaient pas unanimement d'accord sur tous les points. Dans le document analysé ci-dessus figure un argument important, tiré de la prétendue viciation des sacrements entre des mains impures, doctrine dangereuse qui sans cesse venait troubler les successeurs d'Hildebrand. Cet argument ne se retrouve pas dans certaines autres déclarations publiées par les sectaires. D'ailleurs, en 1362, on constate que la secte s'est divisée en deux fractions. L'une reconnaissait pour chef Tommaso, ex-évêque d'Aquin ; elle affirmait que Jean XXII et ses successeurs étaient hérétiques et que l'ordination émanant d'eux était nulle, et elle exigeait la réordination de tous les ecclésiastiques admis dans la secte. L'autre, qui tirait son nom de Philippe de Majorque, était organisée irrégulièrement sous la direction d'un ministre-général, et, tout en tenant de même les papes pour hérétiques, admettait l'ordination de l'Église établie. Mais les deux branches de la secte trouvaient une ample justification dans la vénalité et la corruption de l'Église, ce qui était assurément, auprès du peuple, l'argument le plus convaincant. On possède une lettre écrite en langue vulgaire par un *Fraticello* à deux femmes affiliées, pour leur démontrer qu'elles étaient tenues d'abandonner toute communion avec une Église hérétique. Cette Église est la Bête, dont les sept cornes sont l'orgueil suprême, la suprême cruauté, la suprême folie ou rage, la tromperie

(1) Comba, *La Riforma*, t. 568-71.

suprême et la fausseté inimitable, la bestialité ou concupiscence suprême, la cupidité ou avarice suprême, la haine suprême de la vérité ou perversité. Les ministres de cette Église hérétique n'ont pas honte d'entretenir publiquement des concubines et de vendre le Christ pour de l'argent dans les sacrements. De plus, cette lettre déclare que les *Fraticelli* sont les descendants légitimes des Spirituels, à l'aide d'une citation tirée de Joachim, prouvant que saint François est Noé et que, parmi ses enfants, les rares fidèles sont ceux qui, avec lui, furent sauvés du Déluge dans l'Arche (1).

On trouve la constatation d'une parenté plus étroite encore entre les Joachites et les *Fraticelli* dans les termes d'une bulle lancée, vers 1365, par Urbain V. Le pape invite les inquisiteurs à exterminer activement les hérétiques et leur fournit la description des diverses hérésies. Il représente les *Fraticelli* comme adonnés à la gourmandise et à la luxure sous les dehors de la plus stricte sainteté, prétendant être Tertiaires franciscains et mendiant publiquement ou vivant dans des maisons particulières. Cependant il est probable que la description des assemblées dans lesquelles ils lisent le *Commentaire sur l'Apocalypse* et les autres œuvres d'Olivé, est un emprunt à la relation de Bernard Gui sur les Spirituels de Languedoc, plutôt qu'un tableau exact des coutumes adoptées à cette époque par les *Fraticelli* (2).

164

L'Inquisiteur Giacomo della Marca, qui fut l'impitoyable exterminateur de l'hérésie, nous fournit des renseignements dignes de foi sur la forme définitive qu'assuma la doctrine des *Fraticelli*. Dans son *Dialogue avec un Fraticello*, composé vers 1450, il ne dit pas un mot des extravagances familières aux Spirituels et ne fait allusion à aucun dogme étranger. Toute la question roule sur la pauvreté du Christ et sur le caractère hérétique des définitions de Jean. Les *Fraticelli* stigmatisent les orthodoxes du nom de *Joannistes*, et eux-

(1) Tocco, *Archivio Storico Napoletano*, 1887, Fasc. 1. — Comba, *La Riforma*, t. 321-4.

(2) Martini *Append. ad Mosheim de Beghardis*, p. 505.

mêmes sont flétris du nom de *Michaelistes*, ce qui montre qu'à ce moment on avait oublié les aberrations des Spirituels et que les hérétiques passaient pour les descendants des Franciscains schismatiques groupés jadis autour de Michele de Cesena. Les désordres et l'immoralité du clergé leur fournissaient toujours les arguments les plus puissants, dans leur œuvre active de prosélytisme. Giacomo se plaint qu'ils trompent les esprits de la foule ignorante en représentant les prêtres comme simoniaques et concubinaires; les gens du peuple, pénétrés de ce poison, perdent toute confiance dans le clergé, refusent de se confesser aux ecclésiastiques, d'assister à leurs messes, de recevoir les sacrements administrés par eux et de payer les dimes; ils deviennent ainsi des hérétiques, des païens, des enfants du démon, alors qu'ils s'imaginent être les enfants de Dieu (1).

Les *Fraticelli* formaient donc plusieurs sectes distinctes, dont chacune prétendait constituer la seule véritable Église. Les documents insuffisants dont dispose l'histoire ne permettent pas de suivre en détail les vicissitudes de ces diverses fractions; on peut seulement affirmer d'une manière générale que la secte ne se composait pas seulement d'anachorètes et de moines, mais qu'elle avait son clergé régulier et ses fidèles laïques, ses évêques et, à la tête de ceux-ci, un chef suprême ou pape, désigné sous le nom d'évêque de Philadelphie (*Philadelphie* étant le nom mystique de la communauté). En 1357, ce poste était occupé par Tommaso, ex-évêque d'Aquin; on découvrit par hasard la présence d'un autre pape à Pérouse, en 1374; en 1429, on sait qu'un certain Rainaldo fut investi de cette dignité, qui passa, peu de temps après, à un Frère nommé
 165 Gabriel. Il est même question d'un chef des laïques qui s'intitulait *Empereur des Chrétiens* ! (2),

(1) Jac. de Marchia, *Dial.* (Baluz. et Mansi, II. 395 sq.

(2) Raynald. ann. 1344, n° 8; 1357, n° 12; 1374, n° 14. — Jac. de Marchia, *Dial.* (l. c. 599, 608-9).

Les infaillibilistes modernes seront surpris d'apprendre qu'un inquisiteur aussi parfaitement orthodoxe et aussi savant que le bienheureux Giacomo della Marca admit l'existence de papes hérétiques, de papes qui persistèrent et moururent dans

Ce fut en vain que divers papes ordonnèrent à l'Inquisition de prendre les plus actives mesures en vue d'exterminer la secte. Pourtant, à l'occasion, satisfaction leur fut donnée. Sous Urbain V, par exemple, neuf victimes furent brûlées à Viterbe, et en 1389, Frà Michele Berti de Calci subit le même sort à Florence. Cette dernière affaire révèle, dans toute sa chaleur, la sympathie populaire qui favorisait les efforts des *Fraticelli*. Frà Michele avait été envoyé en mission à Florence, par un groupe de sectaires qui tenait ses assemblées dans une caverne de la Marche d'Ancône. Il prêcha à Florence et récolta de nombreuses conversions; le 19 avril, comme il se préparait à quitter la ville, il fut trahi par cinq femmes qui, sous couleur de se convertir, le mandèrent auprès d'elles. Son procès fut rapidement mené. Un de ses collègues échappa au bûcher par la rétractation, mais Michele demeura ferme. Quand il comparut en jugement et qu'on voulut le dégrader de la prêtrise, il refusa de s'agenouiller devant l'évêque et déclara que nul ne devait plier le genou devant un hérétique. Tandis qu'il se rendait au lieu du supplice, beaucoup de gens du peuple le félicitèrent, ce qui provoqua un grand désordre. Lorsqu'on l'eût attaché sur le bûcher dans une sorte de baraque à laquelle on devait ensuite mettre le feu, plusieurs hommes vinrent passer leur tête dans la lucarne pour le supplier d'abjurer. A plusieurs reprises, pour l'effrayer, on remplit de fumée la baraque, mais Michele ne céda pas. Quand il eut été brûlé, bien des gens, dit-on, virent en lui un saint (1).

De telles exécutions ne pouvaient diminuer la faveur dont les *Fraticelli* jouissaient auprès du peuple. Les Deux-Siciles continuèrent à être profondément infectées d'hérésie. En 1362, quand Luigi di Durazzo risqua son infructueuse tentative de rébellion, la popularité des *Fraticelli* lui parut un appoint si

166

l'hérésie. D'ailleurs, Giacomo se console en remarquant que ces papes hérétiques ont toujours eu pour successeurs des pontifes catholiques (*l. c.* p. 599).

(1) Werunsky, *Excerpt. ex Regist. Clem. VI et Innoc. VI.* p. 91. — Raynald. ann. 1354, n° 31; ann. 1368, n° 16. — Wadding. ann. 1354, n° 6-7; 1368, n° 4-6. — Comba, *La Riforma*, t. 327, 329-37. — Cantù, *Eretici d'Italia*, t. 133-4. — Eymeric. p. 328.

précieux qu'il afficha publiquement ses sympathies pour eux, les réunit autour de lui et demanda à Tommaso d'Aquino de célébrer une messe pour lui. Ce fut probablement à cette occasion que le cardinal Albornozi vint à Naples, pour restaurer le pouvoir chancelant de la reine Jeanne : il arrêta, dit-on, les *Fratricelli*, qui étaient nombreux dans cette ville, et les brûla en masse sur un immense bûcher (1). Francesco Marchisio, archidiacre de Salerne, était un *Fratricello*; il fut néanmoins promu au siège de Trivento en 1362, et occupa cette dignité jusqu'à sa mort, quelque vingt ans plus tard. En 1372, Grégoire XI apprit avec horreur qu'en Sicile les ossements des *Fratricelli* étaient vénérés comme des reliques, que l'on élevait en leur honneur des chapelles et des églises et qu'aux jours de leurs anniversaires la populace accourait en foule avec des cierges. Le pape ordonna aux inquisiteurs de mettre un terme à ces inconvenantes manifestations. Mais il est vraisemblable que les ordres pontificaux restèrent sans effet. A Pérouse, en 1368, on persuada aux magistrats de jeter les *Fratricelli* en prison. Cette mesure de rigueur fut inutile; le peuple persista à considérer les *Fratricelli* comme les vrais enfants de saint François et à leur donner asile, tandis qu'il méprisait les Franciscains, à cause du relâchement de leur observance, du luxe de leurs demeures, de la richesse de leurs vêtements et de la somptuosité de leur table. On bafouait les moines et on les insultait dans les rues au point qu'ils finirent par oser à peine se montrer en public. Si l'un d'entre eux laissait par hasard le col de sa chemise apparaître hors de sa robe, quelque mauvais plaisant venait tirer le linge et demandait à la foule moqueuse si c'était là l'austérité prescrite par François. A bout de ressources, les Franciscains appelèrent, en 1374, Paoluccio de Foligno et entamèrent avec les *Fratricelli* une discussion publique. Paoluccio détourna le courant de la faveur populaire en prouvant que l'obéissance au pape était plus importante que l'obéissance à la règle : les *Fratricelli* furent chassés de la

(1) Joann. Gines. *Sepulveda Rer. Gestar. Ægid. Albornozi*. lib. III.

ville. Cependant, après cette victoire, l'Inquisition n'osa pas les poursuivre (1).

Les *Fraticelli* ne se bornaient pas à déployer leur zèle de prosélytes en Italie. Croyant personnifier la véritable Église, ils considéraient comme leur devoir d'apporter le salut au monde entier. Il se trouvait parmi eux des hommes ardents, prêts à rivaliser avec les orthodoxes dans l'évangélisation des infidèles et des barbares. Dès 1344, Clément VI avait dû engager les archevêques, les évêques et tous les fidèles d'Arménie, de Perse et d'Orient, à se tenir en garde contre ces émissaires de Satan, qui cherchaient à répandre parmi les bons chrétiens les germes de l'erreur et du schisme. N'ayant pas en ces régions d'inquisiteurs auxquels il pût faire appel, il enjoignait aux prélats de rechercher et de punir ces hérétiques et, avec un singulier manque de perspicacité, il les autorisait à réclamer, en cas de besoin, le concours du bras séculier. Les *Fraticelli* firent au moins un prosélyte d'importance, car, en 1346, Clément dut citer à comparaitre avant quatre mois l'archevêque même de Séleucie. Ce prélat, infecté des erreurs des pseudominorites, avait rédigé en langue arménienne, et répandait par toute l'Asie, un commentaire sur saint Jean, dans lequel il soutenait la doctrine prohibée de la pauvreté du Christ. En 1354, Innocent VI fut informé que des *Fraticelli* menaient une mission active chez les Chazars de Crimée; aussitôt il ordonna à l'évêque de Caffa de les combattre à l'aide des méthodes inquisitoriales. En 1375, Grégoire XI, à son tour, apprit que les *Fraticelli* faisaient de la propagande en Égypte, en Syrie et en Asie; il se hâta d'enjoindre au provincial franciscain de ces pays d'appliquer aux hérétiques toute la rigueur des lois. Un

(1) Tocco, *Archivio Storico Napoletano*, 1887, fasc. 1. — Raynald, ann. 1368, n° 16; ann. 1372, n° 36. — Wadding, ann. 1374, n° 19-23. — Pet. Rodulphii *Bist. Seraph. Relig.* lib. II, fol. 154a.

Pérouse était alors un centre d'agitation religieuse. Un certain Piero Garigh, qui semble avoir entretenu quelques relations avec les *Fraticelli*, se donna pour le Fils de Dieu et décora ses disciples du nom d'Apôtres. Dans le bref aperçu que nous possédons de sa carrière, il est dit qu'il a trouvé dix Apôtres et qu'il est en quête d'un onzième. On ne sait quel fut son sort. — *Processus contra Valdenses* (Archivio Storico Italiano, 1865, n° 39, p. 50).

nommé Lorenzo Carbonello s'était aventuré à Tunis et infectait de son hérésie les chrétiens du royaume ; Grégoire commanda à Giacomo Patani et à Guillen de Ripoll, capitaines des troupes chrétiennes au service du bey de Tunis, d'arrêter le *Fraticello*, de le charger de chaînes et de l'envoyer à l'archevêque de Naples ou à celui de Pise. Assurément, si l'ordre fut exécuté, les Musulmans durent remercier Allah d'avoir permis qu'ils ne fussent pas chrétiens (1).

En Languedoc et en Provence, la rigueur apportée à l'extermination des Spirituels favorisa, semble-t-il, la répression des *Fraticelli*. Néanmoins l'existence de la secte est attestée par quelques affaires dont on a conservé le souvenir. En 1336, on voit emprisonner dans les donjons pontificaux d'Avignon un certain nombre d'hérétiques, parmi lesquels figure un chapelain du pape. Guillaume Lombard, magistrat chargé de juger les causes ecclésiastiques, reçut l'ordre de traiter les inculpés avec toute la rigueur des lois. En 1354, deux *Fraticelli* toscans, Giovanni da Castiglione et Francesco d'Arquata, furent arrêtés à Montpellier pour avoir prétendu que Jean XXII avait forfait son autorité en altérant les définitions de la bulle *Exiit*, et que les successeurs de ce pontife ne représentaient pas la véritable Église. Innocent VI se fit amener les accusés, mais on ne réussit pas à leur arracher une rétractation ; ils marchèrent tranquillement au bûcher en chantant le *Gloria in excelsis*, et furent vénérés comme des martyrs par un grand nombre de leurs frères. Deux autres, Jean de Narbonne et Maurice, avaient eu, peu auparavant, le même sort à Avignon.

Dans la France septentrionale, on n'entend guère parler de cette hérésie. La seule affaire mentionnée est celle d'un professeur de l'Université de Paris, Denis Soulechat, qui, en 1363, professait que la loi de l'amour divin est ruinée par la possession des biens terrestres et que le Christ et les apôtres n'en possédaient aucun. Cité par l'inquisiteur Guillaume Rochin, il abjura devant la Faculté et adressa ensuite

(1) Raynald. ann. 1344, n° 8 ; ann. 1346, n° 70 ; ann. 1354, n° 31 ; ann. 1375, n° 27.

un appel au pape. A Avignon, où il s'efforça de se justifier devant une assemblée de théologiens, il ne fit qu'ajouter de nouvelles erreurs à son hérésie; on le renvoya au cardinal de Beauvais et à la Sorbonne, qui eurent l'ordre de lui arracher une rétractation et de le punir selon ses mérites en prenant l'avis de l'inquisiteur. En 1368, il dut prononcer une abjuration publique (1).

Quelques affaires qui se présentèrent alors en Espagne attestent que l'hérésie avait débordé au-delà des Pyrénées. A Valence, Fray Jayme Justi et les Tertiaires Guillerino Gelabert et Marti Petri, arrêtés par R. de Masqueta, délégué de l'inquisiteur Leonardo de Puycerda, firent appel à Clément VI qui ordonna à l'évêque de Valence de les remettre en liberté sous caution, avec défense de quitter la ville avant que leur affaire eût été jugée à Avignon. Ils avaient apparemment de riches disciples, car ils purent fournir comme caution la somme énorme de trente mille sols. On leur ouvrit ensuite les portes de la prison. Le tribunal apostolique ne hâta pas la solution de l'affaire. La chose était probablement oubliée lorsqu'en 1353 Clément apprit que les deux Tertiaires étaient morts et que Justi avait coutume de sortir de la ville et de disséminer les doctrines parmi le peuple. Il ordonna donc à Hugo, évêque de Valence, et à l'inquisiteur Nicolas Roselli de reprendre immédiatement les poursuites. Justi se rétracta sans doute, car il fut seulement emprisonné à vie, tandis qu'on exhuma, pour les brûler, les ossements des deux Tertiaires. Un *Fraticello* plus endurci encore fut Fray Arnaldo Mutaner, qui, pendant dix-neuf ans, infecta de la même hérésie Puycerda et Urgel. Il se rendit coupable de contumace en refusant de comparaître pour abjurer. Après avoir consulté Grégoire XI, l'évêque d'Urgel, Bérenger Darili, condamna le rebelle; Eymerich s'associa à cette mesure. La poursuite devint sans doute violente, car le *Frati-*

169

(1) Raynald. ann. 1336, n° 64; ann. 1351, n° 31; ann. 1368, n° 16-17. — Archives de l'Inq. de Carcass. (Doat, XXXV. 130). — Mosheims *Kelzergeschichte*, I. 337. — Henr. Rehdorff. *Annal.* ann. 1353 (Freher. et Struv. I. 632). — Eymeric. p. 358. — D'Argentré, I. I. 383-6.

cello s'enfuit en Orient. C'est en 1373 qu'on entend pour la dernière fois parler de lui : à ce moment Grégoire ordonna à son vicaire, le Franciscain Arnaud, d'arrêter l'hérétique, de le charger de chaînes et de l'envoyer au tribunal pontifical : mais on ne sait si la tentative aboutit. Une bulle lancée par Martin V, en 1426, atteste que les *Fraticelli* subsistaient encore à cette époque en Aragon et en Catalogne, et qu'il fallait user des mesures les plus actives pour extirper la secte (1).

Ce fut probablement une hérésie de même nature que l'on découvrit, en 1442, à Durango en Biscaye. L'hérésiarque était un Franciscain, Alonso de Mella, frère de Juan, cardinal-évêque de Zamora; les sectaires étaient connus sous le nom de *Cerceras*. On rapportait qu'Alonso enseignait à ses disciples toutes sortes d'abominations sexuelles; mais il ne faut voir là qu'une des exagérations habituelles aux orthodoxes. Le roi Jean II, en l'absence de l'Inquisition, envoya le Franciscain Francisco de Soria et Juan Alonso Cherino, abbé d'Alcalá la Real, procéder à une enquête, avec deux alguazils et une troupe assez forte d'hommes armés. Les hérétiques furent appréhendés; quelques-uns furent menés à Valladolid, d'autres à Santo Domingo de la Calçada, où la torture arracha des confessions à nombre d'entre eux; beaucoup de rebelles impénitents furent brûlés. Cependant Fray Alonso de Mella réussit à s'évader et s'enfuit à Grenade, dit-on, avec plusieurs de ses disciples femmes; mais il n'échappa pas à sa destinée, car il fut *acañavereado* par les Maures, c'est-à-dire lentement mis à mort à coups de bâton. Cette affaire dut produire une impression profonde sur l'esprit populaire : jusqu'aux temps modernes, les gens du voisinage reprochèrent aux habitants de Durango les *autos de Fray*
170 *Alonso*. En 1828, un alcade trop zélé, voulant effacer tout souvenir de cet événement, brûla les documents originaux du procès, qui avaient jusqu'alors dormi paisiblement dans les archives de l'église paroissiale (2).

(1) Ripoll, II. 245. — Eymeric. p. 266-7. — Raynald. ann. 1373, n° 19; ann. 1426, n° 18. — Wadding. ann. 1371, n° 26-30.

(2) Garibay, *Comp. Historial de España*, lib. xvi. c. 31. — La Puente, *Epit.*

L'activité violente de Jean XXII, imitée par les successeurs de ce pape, réussit un moment à réprimer l'ascétisme spirituel des Franciscains. Pourtant, cette tendance particulière de l'époque était trop vive pour qu'elle pût s'effacer entièrement dans un Ordre où elle était devenue traditionnelle. La survivance de l'ascétisme apparaît dans la bienveillance témoignée par les Franciscains aux *Fraticelli*, chaque fois que cela se pouvait faire sans trop de péril. Sans doute, nombre de Religieux aspiraient à imiter le fondateur, sans oser pourtant s'affranchir des lois de l'obéissance. Ces hommes ne pouvaient envisager sans alarme et sans douleur le développement croissant de la « mondanité » au sein de l'Ordre, sous l'effet des règles nouvelles imposées par Jean. Assurément, quand le provincial de Toscane eut réussi à amasser cinq cents florins prélevés sur les aumônes recueillies par les Frères, et qu'il eut ensuite prêté cette somme à l'Hôpital de Santa Maria de Sienne au taux de dix pour cent l'an, cette violation des vœux et des canons condamnant l'usure entraîna pour lui la peine de la dégradation; mais il fallut une intervention divine pour faire comprendre à ses collègues toute l'horreur de son péché. Il mourut en 1373 après une pénible agonie et sans les sacrements. D'autres manifestations se produisirent à la même époque et montrèrent à la fois l'étendue du mal et l'impossibilité de le détruire par des moyens humains. Sous Boniface IX, les Franciscains avaient, dit-on, coutume de demander des dispenses pour détenir des bénéfices et même des pluralités; le pape décréta que tout Mendiant désirant passer dans un ordre non mendiant devait, au préalable, payer cent florins d'or à la chambre apostolique. Dans un tel état de choses, on ne pouvait guère prétendre conserver la sainte pauvreté qui avait été l'idéal de François et de ses disciples (1).

Pourtant, la soif ardente de pauvreté et la croyance que la

de la *Crónica de Juan II*, lib. iv. c. 1. — Pelayo, *Heterodoxos Españoles*, I. 516-7. — Mariana, lib. xvi. c. 18. — Rodrigo, *Inquisicion*, II. 11-12. — Paramo, p. 131.

(1) Wadding. ann. 1393, n° 2. — Gobelinæ Personæ *Cosmodrom.* Æt. v. c. 84 (Meibom. *Rer. German.* I. 317).

171

seule voie sûre du salut était le renoncement à tout bien, étaient trop largement répandues pour qu'on pût les étouffer en les réprimant. Un riche et ambitieux citoyen de Sienne, Giovanni Colombini, se sentit soudain attiré vers le ciel. La carrière de cet enthousiaste ressemble d'une façon frappante à celle de Pierre Waldo. La seule différence est que l'Église, devenue plus raisonnable, mit à profit le zèle de l'illuminé au lieu de le combattre. L'Ordre des Jésuates, fondé par Colombini, fut approuvé par Urbain V en 1367. C'était un Ordre de frères laïcs gouvernés par la Règle augustinienne ; analogues aux Cellites et aux Alexiens des Provinces rhénanes, les Jésuates faisaient vœu de pauvreté et se consacraient au soin des malades (1).

Il était inévitable que le mécontentement gagnât les Franciscains les plus épris d'ascétisme, et que les plus zélés d'entre eux cherchassent quelque remède pur de toute hérésie. En 1350, Gentile de Spolète obtint de Clément VI la reconnaissance de quelques couvents de plus stricte observance. Aussitôt on vit se renouveler les querelles qu'avaient soulevées jadis les tentatives d'Angelo et de Liberato. La colère des Conventuels s'enflamma. On accusa les novateurs d'avoir adopté les robes courtées et étroites qui avaient été le signe distinctif des redoutables Olivistes. Au chapitre général de 1353, le général Farignano fut sommé d'exterminer ces rebelles en usant des moyens qui avaient si bien réussi dans le Languedoc. Il se refusa à employer la violence ; mais il mit des espions en campagne, afin d'obtenir des témoignages contre les disciples de Gentile, et bientôt il put les accuser de donner asile à des *Fraticelli*. Ils reconnurent le fait, mais alléguèrent qu'ils espéraient ainsi convertir leurs hôtes hérétiques et qu'ils chassaient ceux qui persistaient dans l'endurcissement : toutefois, ils ne les dénonçaient pas à l'Inquisition, comme l'eût exigé le devoir. Muni de ces armes offensives, Farignano montra à Innocent VI les graves dangers que présentait cette

(1) Baluz. et Mansi, IV. 566 sq. En 1606, Paul V autorisa les Jésuates à recevoir l'ordination.

innovation et obtint le retrait de l'autorisation pontificale. Les Frères furent dispersés ; Gentile et deux de ses compagnons furent jetés en prison à Orvieto ; son coadjuteur, Frà Martino, homme d'une vertu exemplaire, qui devait après sa mort opérer de nombreux miracles, mourut l'année suivante. Les autres Frères furent réduits à l'obéissance. Après une longue captivité, Gentile fut remis en liberté et mourut en 1362, épuisé par ses infructueux efforts pour rétablir la discipline dans l'Ordre (1).

Un sort plus heureux échut à son disciple, Paoluccio da Trinci, de Foligno. Moine simple et peu lettré, Paoluccio avait obtenu de son parent Ugolino, seigneur de Foligno, un donjon où il pouvait satisfaire à son goût pour l'ascétisme. Bien qu'il eût reçu de ses supérieurs l'autorisation de se livrer à ces pratiques, il souffrit beaucoup de l'hostilité de ses compagnons moins austères ; mais il s'acquitt, en revanche, la vénération populaire et fit de nombreux prosélytes. En 1368, le général Farignano se trouva assister à un chapitre provincial tenu à Foligno ; on lui persuada de demander à Ugolino une localité nommée Brulliano, située dans les montagnes qui séparent Foligno de Camerino, pour servir d'ermitage à Paoluccio et à ses partisans. Quand Ugolino eut accédé à la requête, le général redouta qu'un schisme ne se produisît dans l'Ordre et voulut revenir sur sa décision ; mais Ugolino l'obligea à exécuter le projet arrêté. Brulliano était un lieu sauvage, rocheux, marécageux, insalubre, infesté de serpents et à peu près inhabitable. C'est là que Paoluccio emmena ses frères ; ils durent adopter les sabots de bois qui devinrent la chaussure distinctive de leur Ordre. Leur renommée gagna peu à peu du terrain ; les néophytes affluèrent ; il fallut agrandir les demeures ; des succursales se fondèrent en beaucoup d'endroits. Ainsi naquirent les Observantins ou Franciscains de stricte observance. Ce fut, dans l'histoire de l'Église, un événement

(1) Wadding, ann. 1350, n° 15 ; ann. 1354, n° 1, 2 ; ann. 1362, n° 4. — Chron. Glassberger, ann. 1352, 1354, 1355.

qui ne le cède en importance qu'à la fondation première des Ordres Mendiants (1).

Quand Paoluccio mourut, en 1390, il était considéré comme provincial par les membres de son Ordre. Après une courte vacance, il eut pour successeur son coadjuteur, Giovanni Stronconi. En 1405 commença la merveilleuse carrière de saint Bernardin de Sienne, véritable fondateur des Observantins. Ceux-ci portaient simplement le nom de *Frères des Ermitages*; ce fut le concile de Constance qui les institua en congrégation virtuellement indépendante des Conventuels. Dès lors, ils prirent le nom sous lequel ils furent connus dans la suite. Leur institution se répandit partout. De nouvelles maisons surgirent; parfois des monastères de Conventuels leur étaient cédés. C'est ainsi qu'en 1425 ils pénétrèrent dans la province de Strasbourg, grâce à l'intervention de Mathilde de Savoie, femme du comte palatin Louis le Barbu. Connaissant, dès sa jeunesse, les mérites des Observantins, cette princesse, étant à Heidelberg, fit un jour remarquer à son mari les Franciscains qui, dans le jardin de leur couvent, sous les fenêtres mêmes du palais, s'amusaient à des jeux violents. Ce petit fait eut pour conséquence la réforme de tous les couvents situés sur les domaines de Louis et l'introduction de la discipline observantine, transformation qui ne s'opéra pas sans troubles sérieux. En 1453, Nicolas de Cusa, en qualité de légat, contraignit tous les couvents du diocèse de Bamberg à adopter la discipline observantine, sous peine de forfaire leurs privilèges. En 1431, la sainte maison du Mont-Alverno, la Mecque des Franciscains, fut donnée aux Observantins; en 1434, ils reçurent la custodie des Saints Lieux, à Jérusalem. En 1460, on les voit s'introduire jusqu'en Irlande. Il ne faut pas croire que les Conventuels se soumirent paisiblement aux empiètements des ascètes qu'ils avaient victorieusement persécutés pendant un siècle et demi. Il se produisait sans cesse des querelles plus Apres et plus violentes encore

173

(1) Wadding. ann 1368, n° 10-13.

que la lutte contre les Dominicains ; le pouvoir des papes eux-mêmes ne réussissait pas à calmer les colères. Une tentative de conciliation, entamée avec quelque espoir de succès par Capistrano en 1430, sous les auspices de Martin V, fut ruinée par l'incurable relâchement des Conventuels, et la guerre reprit entre les deux partis. En 1435 la lutte devint si aiguë en France que Charles VII fut obligé de faire appel au concile de Bâle, lequel répondit par un décret en faveur des Observantins. La résistance des Conventuels était sans espoir. Leur corruption était si universellement reconnue que Pie II lui-même n'hésite pas à dire que, s'ils sont d'excellents théologiens, la vertu est le moindre souci de la plupart d'entre eux. Au contraire, l'Ordre nouveau, par sa piété, s'attirait la vénération publique et, par son zèle enflammé au service du Saint-Siège, se conciliait la faveur des papes comme les Ordres Mendiants du XIII^e siècle. D'abord simple branche des Franciscains, les Observantins furent ensuite placés sous la direction d'un vicaire-général indépendant des Conventuels ; finalement Léon X, après avoir vainement tenté de rétablir l'accord, donna aux Observantins un ministre général et réduisit les Conventuels à une situation subalterne, sous le gouvernement d'un ministre général (1).

(1) Wadding, ann. 1375, n° 44; ann. 1390, n° 1-10; ann. 1403, n° 1; ann. 1405, n° 3; ann. 1415, n° 6-7; ann. 1431, n° 8; ann. 1434, n° 7; ann. 1435, n° 12-13; ann. 1453, n° 18-26; ann. 1454, n° 21-3; ann. 1455, n° 43-7; ann. 1456, n° 129; ann. 1498, n° 7-8; ann. 1499, n° 18-20. — Chron. Glassberger, ann. 1426, 1430, 1501, 1517. — Theiner, *Monument. Hibern. et Sctor.* n° 801, p. 425, n° 844, p. 460. — *En. Svl. il Op. ined. (Atti della Accademia dei Lincei, 1883, p. 546).* — Chron. Anon. (*Analecta Franciscana*, I. 231-2).

L'apreté de la lutte entre les deux branches de l'Ordre apparaît dans ce fait que l'église franciscaine de Palma, dans l'île de Majorque, frappée de la foudre et partiellement ruinée en 1480, demeura dans cet état pendant près d'un siècle, et ne fut réparée que le jour où les Observantins victorieux en prirent possession. — Damelo, *Pro y Bover, Hist. de Mallorca*, II. 1064-5 (Palma, 1841). On rapporte que, quand Sixte IV, ancien Conventuel, voulut, en 1477, soumettre les Observantins à leurs rivaux, le bienheureux Giacomo della Marca menaça le pape de male mort et que Sixte IV renonça à son projet. (Chron. Glassberger, ann. 1477).

Le relâchement excessif des Conventuels est attesté par des lettres que le général franciscain, Antoine de Perreto, accorda, en 1421, à Frère Liebhardt Forshammer pour l'autoriser à déposer chez un ami sûr toutes les aumônes recueillies par lui et à dépenser ces sommes pour ses propres besoins ou pour le bien de l'Ordre, à sa discrétion; de plus, le moine n'était tenu de se confesser que quatre fois par an. (Chron. Glassberger, ann. 1416). Le chapitre général tenu à Forli, en 1421,

- 174 Cette renaissance religieuse fit surgir, dans les rangs de l'Inquisition, des hommes à la hauteur des Pierre Martyr et des Guillem Arnaud. Vu l'impitoyable énergie de ces persécuteurs, les *Fraticelli* étaient condamnés à mort. A la faveur du Grand Schisme, ils avaient pu prospérer à l'abri des regards et sans être molestés; mais quand l'Église eut pansé ses blessures à Constance et repris une vie nouvelle, on se mit ardemment à l'œuvre pour déraciner l'erreur. Martin V, à peine revenu de Constance, lança de Mantoue, le 14 novembre 1418, une bulle dans laquelle il déplorait la croissance de cette abominable secte, infectant mille régions et, en particulier, la province romaine. Forts de la protection des seigneurs temporels, ces rebelles insultent et menacent les évêques et inquisiteurs qui tentent de les mettre à la raison. Aussi le pape invite-t-il les évêques et les inquisiteurs à les poursuivre énergiquement, sans égards pour les limites de leur juridiction, et à attaquer les fauteurs de ces hérétiques, quand même ils seraient investis de dignités épiscopales ou princières — ce qui laisse à penser que les *Fraticelli* avaient trouvé un accueil favorable auprès des sommités de l'Église et de l'État. Cette intervention du pape eut un effet médiocre, car en 1421, dans une autre bulle, Martin fait allusion aux progrès continuels de l'hérésie et se résout à tenter un nouvel effort en conférant aux cardinaux d'Albano et
- 175 de Porto des mandats spéciaux. Les cardinaux ne réussirent pas mieux que leurs prédécesseurs. En 1423, le concile général de Sienne constata avec horreur qu'il y avait à Peniscola un pape hérétique, entouré d'un collège de cardinaux, qui songeaient peu à se cacher. Les délégués gallicans firent inutilement des tentatives pour amener le concile à prendre des mesures sévères contre les autorités séculières qui, par leur complaisance, encourageaient ces scandaleux abus.

dut interdire aux Frères le commerce et l'usure, sous peine d'emprisonnement et de confiscation. (*Ibid.* ann. 1421). Par les décisions du chapitre d'Ueberlingen, en 1426, on voit que les couvents franciscains avaient pris l'habitude de payer des appointements fixes à certains moines, contre versement d'une certaine somme d'argent. (*Ibid.* ann. 1426). D'ailleurs, les efforts de réforme tentés à cette époque et stimulés par la rivalité des Observantins révèlent à quel point l'Ordre avait oublié toutes les prescriptions de la Règle.

Le cas des trois *Fraticelli*, Bartolommeo di Matteo, Giovanni di Marino de Lucques et Bartolommeo di Pietro de Pise, découverts à cette époque à Florence, montre à quel point était désorganisé le mécanisme de persécution. Martin V, se méfiant sans doute de l'Inquisition franciscaine de Florence, confia spécialement l'affaire à ses légats qui présidaient alors le concile de Sienne. Lors de la dissolution soudaine du concile, les légats revinrent à Rome. Le général dominicain, Leonardo de Florence, se rendit seul à Florence. Ce fut donc à ce religieux que Martin envoya, le 24 avril 1424, l'ordre de terminer l'affaire, en interdisant expressément à l'inquisiteur de Florence d'intervenir. En septembre de la même année, Martin chargea Piero, abbé de Rosacio, recteur apostolique de la Marche d'Ancône, d'extirper les *Fraticelli* de cette région; il reconnaissait lui-même les difficultés de l'entreprise en autorisant Piero, avec une mansuétude inaccoutumée, à « réconcilier » jusqu'aux hérétiques coupables de rechute réitérée (1).

Il fallait évidemment trouver autre chose. On possédait de nombreuses lois pour l'extermination de l'hérésie et une organisation parfaite pour l'application de ces lois; mais il semblait que tout le système fût frappé de paralysie et le Saint-Siège s'épuisait en vains efforts pour le mettre en mouvement. Martin résolut le problème, en 1426, lorsque, négligeant audacieusement l'Inquisition, il nomma deux Observantins inquisiteurs sans limitation territoriale et avec le pouvoir de choisir des délégués, ce qui était leur donner une autorité suprême par toute l'Italie. Il avait confié ce mandat à des hommes que nous avons déjà rencontrés souvent dans des lieux où il fallait terrasser l'hérésie: c'étaient saint Jean de Capistrano et le bienheureux Giacomo da Monteprandone, généralement appelé della Marca. Pleins de zèle et d'énergie, ils méritèrent l'un la canonisation et l'autre la béatification. Il est vrai que Giacomo reçut

176

(1) Raynald, ann. 1418, n° 11; ann. 1421, n° 4; ann. 1424, n° 7. — Jo. de Ragusio, *de Init. Basil. Concil.* (Mon. Conc. Gen. Sæc. XV. T. I. p. 30-1, 40, 55. — Ripoll, II. 645.

simplement le mandat de missionnaire, avec ordre de prêcher la bonne parole aux hérétiques et de les réconcilier; mais, dans la pratique, cette restriction n'était pas sensible et quand, un quart de siècle plus tard, Giacomo jeta un regard attendri sur les exploits de sa jeunesse, il raconta avec orgueil comment les hérétiques craignaient de l'affronter, abandonnaient leurs places fortes et laissaient leurs ouailles à sa merci. Le quartier-général de la secte paraît avoir été la Marche d'Ancône, particulièrement les diocèses de Fabriano et de Jesi. C'est là que les nouveaux inquisiteurs les attaquèrent audacieusement. Ils ne rencontrèrent aucune résistance. Les sectaires cherchèrent le salut dans la fuite; quant à ceux qui furent pris, on devine quel fut leur sort d'après les instructions données par Martin, en 1428, à Astorgio, évêque d'Ancône, lieutenant du pape dans la Marche. Il s'agissait du village de Magnalata. Cet ancien réceptacle d'hérétiques doit être rasé et démoli à jamais; les hérétiques endurcis seront traités conformément à la loi, c'est-à-dire brûlés (ce qui, au dire de Giacomo della Marca, fut le cas pour nombre d'entre eux). On peut réconcilier les pénitents; quant aux chefs, il faut les emprisonner à vie et les torturer, au besoin, pour leur arracher les noms de leurs complices. Les simples gens qui ont été égarés par ces sectaires seront dispersés dans le voisinage, où il leur sera permis de cultiver leurs terres; comme compensation, on répartira entre eux les biens confisqués aux autres. Les enfants des hérétiques seront enlevés à leurs parents et envoyés au loin pour être élevés dans la vraie foi. Les écrits hérétiques seront soigneusement recherchés par toute la province. Enfin, les magistrats et les communes sont avertis que toute faveur ou protection témoignée à des hérétiques entraînera la perte de leurs droits municipaux (1).

De semblables mesures auraient dû être efficaces, de même que les travaux de Capistrano, lequel, après avoir chassé les *Fraticelli* de Masaccio et de Palestrina, fonda en ces villes des

(1) Wadding, ann. 1426, n° 1-4. — Raynald, ann. 1428, n° 7. — Jac. de Marchia, *Dial.* (Baluz. et Mansi, II. 597, 609).

convents observantins, sortes de citadelles de la foi. Mais les hérétiques avaient une ténacité et une endurance à toute épreuve. Quand Eugène IV reçut la pourpre, il renouvela, en 1432, le mandat de Capistrano, inquisiteur général contre les *Fraticelli*. On ne possède aucun détail sur l'activité du persécuteur durant cette période; mais il fut assurément très occupé, bien qu'il eût perdu le concours de Giacomo, absorbé, comme nous le savons, jusqu'en 1440, par ses travaux contre les Cathares de Bosnie et les Hussites hongrois. Les *Fraticelli* d'Ancône restèrent dangereux, car en 1441, Giacomo, à son retour d'Asie, fut envoyé dans la Marche, en qualité d'inquisiteur spécialement chargé de les exterminer. En 1447, quand Nicolas V monta sur le trône pontifical, il s'empessa de renouveler le mandat de Capistrano, et, en 1449, une attaque combinée fut dirigée contre les hérétiques de la Marche. Cette expédition avait peut-être été provoquée par l'arrestation, en pleine cour papale, d'un évêque *fraticello* nommé Matteo, déguisé sous l'habit franciscain. Nicolas se rendit en personne à Fabriano, tandis que Capistrano et Giacomo battaient le pays. Magnalata s'était relevée de ses ruines en dépit de la prohibition pontificale; cette localité, ainsi que Migliorotta, Poggio et Merulo, fut reconquise à la foi par des moyens qu'on imagine sans peine. Giacomo prétend que les hérétiques donnèrent cinquante ducats à un spadassin pour tuer Capistrano; il ajoute que deux cents et, en une autre occasion, cent cinquante ducats furent le prix offert de sa propre tête; mais, chaque fois, les assassins furent pénétrés de remords et vinrent confesser leurs desseins. Ainsi les inquisiteurs jouissaient de la protection spéciale du ciel. La légende de Capistrano rapporte qu'un jour les hérétiques le guettèrent en embuscade. Ses compagnons passèrent en sûreté; quand il parut à son tour, seul, absorbé dans la méditation et la prière, un ouragan soudain, mêlé d'une pluie torrentielle, retint les assaillants dans leur cachette et sauva l'inquisiteur. Giacomo fut divinement sauvegardé de façon analogue. A Matelica, un hérétique se cacha dans une chapelle de la Vierge pour le frapper au passage; mais la

Vierge apparut au sicaire et lui adressa des menaces si terribles que l'homme tomba à terre et demeura inanimé jusqu'au moment où ses voisins arrivèrent et l'emportèrent à l'hôpital. Trois mois s'écoulèrent avant qu'il fût en état de se rendre auprès de Giacomo, à Fermo, où il abjura (1).

- 178 Les malheureux prisonniers, amenés devant Nicolas à Fabriano, furent brûlés. Giacomo déclare que l'affreuse odeur de leur chair persista pendant trois jours et qu'on la sentit jusque dans le couvent où il logeait. Il s'efforça de sauver les âmes des relaps dont les corps étaient condamnés à périr et il réussit toujours, sauf dans un cas. L'hérétique endurci qui lui résista était le trésorier de la secte, un nommé Chiuso. Il refusa de rétracter son erreur, ne voulut appeler à son aide ni Dieu, ni la Vierge, ni les saints et se contenta de dire : « Le feu ne me brûlera pas. » On mit cruellement son endurance à l'épreuve. Pendant trois jours, on le brûla en détail, morceau par morceau; mais sa résolution ne faiblit pas. Il mourut impénitent en dépit des bienveillants efforts tentés pour lui faire gagner le ciel (2).

Cette énergique procédure n'anéantit pas la foi tenace des *Fratricelli*. On retrouve des traces d'hérésie dans la Marche en 1466. Paul II y envoya comme inquisiteur Bertoldo di Callepio. Celui-ci revint à Rome avec un grand nombre de prisonniers, qui furent jugés par une commission composée de l'archevêque de Milan, de Rodrigo, évêque de Zamora, de Nicolas, évêque de Faro et de Jacopo Egidio, maître du Sacré Palais, ce qui montre à quel point l'Inquisition régulière avait été supplantée dans ses fonctions. De la confession arrachée à un des prisonniers il appert que, quelque quarante ans auparavant, une scission s'était produite parmi les *Fratricelli*, leur ministre général ayant refusé de se démettre de sa charge à l'expiration de ses trois années de généralat. Depuis lors, il y avait eu deux sec-

(1) Wadding, ann. 1426, n° 15-16; *Regest.* Mart. v. n° 162; ann. 1432, n° 8-9; ann. 1441, n° 37-8; ann. 1447, n° 10; ann. 1456, n° 108; ann. 1476, n° 24-5. — Raynald, ann. 1432, n° 24. — Jac. de Marchia, *Dint.* (Baluz. et Mansi, II. 610).

(2) Jac. de Marchia, *l. c.*

tions, d'organisation distincte, mais de foi commune. Le pénitent ajouta que lui-même avait été admis dans la secte en Grèce où, depuis le temps de Jean XXII, il y avait une église complète avec un pape, des cardinaux et une florissante communauté monastique. A son retour en Italie, il avait été ministre à Poli, où la moitié des habitants appartenaient à la secte, et parmi eux, le seigneur de la ville, Stefano de' Conti. Un seul de ces hérétiques s'obstina; encore l'application répétée de la torture finit-elle par le convertir. La torture fut d'ailleurs libéralement employée au cours de ces procès et, après quelque difficulté, on obtint des témoignages unanimes affirmant l'existence d'assemblées nocturnes dans lesquelles, les chandelles une fois éteintes, on se livrait à d'infâmes débauches, coutume décorée du nom de *Barilotto*; on raconta également que les hérétiques composaient une poudre sacramentelle avec les cendres d'enfants que l'on tuait en se les jetant de mains en mains. La réconciliation des sectaires fut l'occasion d'une grande cérémonie publique. Huit hommes et six femmes, coiffés de mitres en papier, furent offerts aux insultes de la populace sur un échafaud dressé à l'Aracœli, tandis que le vicaire apostolique et cinq évêques prêchaient pour leur conversion. Leur pénitence consista à être emprisonnés dans le Campidoglio et à porter une longue robe marquée d'une croix blanche sur la poitrine et sur le dos. Les os de leurs frères morts furent exhumés et brûlés; une maison de Poli, qui avait abrité un conventicule, fut rasée. Ce ne fut probablement pas la fin de la persécution; on retrouve, en effet, à la date du 6 juillet 1467, le compte des dépenses afférentes à l'achat d'habits, de bois, etc., pour douze hérétiques, ce qui laisse à penser qu'il y eut à ce moment un autre *auto de fé* où flambèrent de nombreux bûchers. Peut-être fut-ce à cette occasion que l'évêque Rodrigo écrivit un traité sur la pauvreté du Christ, pour prouver que les ecclésiastiques menaient, au milieu de leur prospérité matérielle, une vie évangélique. En 1471, Frà Tommaso di Scarlino fut envoyé à Piombino et sur le littoral de Toscane, pour chasser des *Fratricelli* qu'on avait découverts dans ces régions. C'est la dernière

fois, à notre connaissance, qu'il est fait mention des *Fraticelli*. En 1487, quand l'Inquisition espagnole persécuta divers Observantins, Innocent VIII lança un ordre général prescrivant que les Franciscains emprisonnés par des inquisiteurs-dominicains fussent livrés à leurs propres supérieurs chargés de les juger, et qu'on n'engageât plus désormais de semblables poursuites. C'est donc qu'il n'existait plus de *Fraticelli* et qu'on les avait déjà presque oubliés (1).

179

L'honneur d'avoir exterminé les *Fraticelli* doit être attribué au mouvement observantin, non pas tant parce qu'il fournit les hommes et le zèle nécessaires à cette œuvre, que parce que son organisation donna satisfaction aux tendances ascétiques et parce qu'il absorba la vénération populaire qui avait été si longtemps la sauvegarde des hérétiques. Qu'on songe à la réputation dont jouissait Capistrano parmi ses compatriotes! On dit qu'en 1431, à Vicence, les autorités durent fermer les portes de la ville pour arrêter le flot sans cesse grossissant de la foule, et que, dans les rues, Capistrano était escorté d'une garde de Frères chargés d'éloigner la populace désireuse de le toucher avec des bâtons ou de voler, comme une relique, un morceau de sa robe. A Florence, en 1436, il fallut une garde armée pour empêcher qu'il ne fût étouffé. Cela fait concevoir l'influence énorme dont disposaient ces hommes pour détourner le courant de l'opinion publique et ramener la faveur populaire à l'Église qu'ils représentaient. Comme les Mendiants du xiii^e siècle, ils rendirent à l'Église une grande partie du respect qu'elle s'était aliéné, bien que, si l'on en croit le Pogge, nombre d'entre eux tombassent promptement dans le relâchement et la mollesse (2).

Les Observantins offrirent également un sûr refuge aux

(1) Dressel, *Vier Documente aus römischen Archiven*, Berlin, 1872, p. 1-48. — Pastor, *Geschichte der Päpste*, II. 361. — Steph. Infessuræ *Diar. Urb. Rom.* ann. 1467 (Eccard. *Corp. Hist.* II. 1893). — Platina *Vit. Pauli II* (éd. 1574, p. 308). — Rod. Santii *Hist. Hispan.* I^o m. c. 40 (R. Bel. *Rer. Hist. Script.* I. 433). — Wadding. ann. 1371, n^o 14. — Ripoll, IV. 22.

Une centaine d'années plus tard, le savant Juan Ginés Sepúlveda (*Rer. Gest. Egid. Albornot.* lib. III) reproduit, avec quelques broderies, l'histoire du *Bartolotto*.

(2) Barbarano de' Mironi, *Hist. di Vicenza*, II. 164-5. — Poggii Bracciol. *Dial. contra Hypocrisim*.

hommes que des aspirations malades poussaient vers un ascétisme surhumain. L'Église avait enfin reconnu la nécessité de trouver une issue à ces aspirations, et quand les vieux *Fraticelli* moururent ou furent brûlés, il ne se rencontra personne pour prendre leur place; la secte disparut sans laisser de trace. Il fallait que le goût de l'ascétisme fût singulièrement intense pour ne pouvoir se contenter d'une existence comme celle de Lorenzo da Fermo, qui mourut, en 1481, à l'âge de cent dix ans, après avoir vécu pendant quatre-vingt-dix années chez les Observantins. Sur ces quatre-vingt-dix années, quarante se passèrent pour lui sur le Mont Alverno, où, ne portant ni capuchon ni sandales, il subit les temps les plus rigoureux, tête-nue et nu-pieds, vêtu d'une robe extrêmement légère. S'il se trouvait des âmes qui réclamaient une austérité plus grande encore, l'Église avait appris à les employer à son service ou à les maîtriser. Ainsi fut organisé l'Ordre de la Stricte Observance, plus connu sous le nom d'*Ordre des Récollets*. Le comte de Sotomayor, du plus noble sang espagnol, était entré dans l'Ordre franciscain, et, mécontent du relâchement de la discipline, obtint d'Innocent VIII, en 1487, l'autorisation de fonder une congrégation réformée, qu'il établit dans les solitudes de la Sierra Morena. Malgré l'opposition furieuse des Conventuels et des Observantins à la fois, la tentative réussit et l'Ordre se propagea par toute la France et en Italie. Un effort malheureux fut tenté, peu après, dans le même sens, par Matteo da Tivoli, Franciscain que la soif de l'ascétisme avait poussé à mener l'existence d'un ermite, en compagnie de quatre-vingts disciples environ, groupés dans la province romaine. Ils rejetaient toute obéissance à l'Ordre, séduits par Satan qui apparut à Matteo sous le déguisement du Christ. Matteo fut arrêté et emprisonné; il commençait à douter de la réalité de son apostolat, lorsqu'une nouvelle vision le confirma dans sa foi. Il réussit à s'évader avec un compagnon et vécut dans des souterrains au milieu des montagnes, entouré de nombreux disciples, illuminé par Dieu et doué d'un pouvoir de thaumaturge. Il organisa ses disciples en Ordre indépendant, avec un général.

des provinciaux et des gardiens; mais l'Église réussit à dissoudre cette congrégation en 1495. Matteo finit par retourner auprès des Conventuels; la plupart de ses disciples entrèrent dans l'ordre des Observantins (1).

En étudiant l'histoire de ces aberrations malades auxquelles aboutirent des aspirations si élevées, il est impossible de ne pas reconnaître tout ce que l'Église perdit de sa vitalité par l'arrogance doctrinale et la perversité endurcie de Jean XXII, et de déplorer les souffrances inutiles dont la mémoire de ce mauvais pape est responsable. Avec un peu de tact et de savoir-faire, on aurait pu utiliser le zèle des *Fraticelli*, comme on mit à profit plus tard celui des Observantins. Les incessantes querelles qui surgirent entre ceux-ci et les Conventuels expliquent les persécutions subies par les Spirituels et les *Fraticelli*. Paoluccio eut le bonheur de rencontrer sur sa route des personnalités de haut rang assez sensés pour protéger son organisation naissante jusqu'au jour où il en eut démontré l'utilité et fut capable de la défendre lui-même; cependant, même à l'heure où cette organisation fut devenue l'arme la plus précieuse entre les mains du Saint-Siège, les Conventuels restèrent tout disposés à traiter les Observantins avec autant de cruauté et d'acharnement que les sectateurs d'Angelo, d'Olivieri et de Michele da Cesena.

(1) Wadding, ann. 1481, n° 9; ann. 1487, n° 3-5; ann. 1495, n° 12. — Addis and Arnold's *Catholic Dictionary*, s. v. *Recollects*.

CHAPITRE IV

L'HÉRÉSIE POLITIQUE UTILISÉE PAR L'ÉGLISE

L'identification de la cause de l'Église et de celle de l'État **181**
n'était pas chose nouvelle. Bien avant qu'on n'eût élaboré des lois contre l'hérésie et organisé l'Inquisition pour extirper l'erreur, on avait reconnu ce qu'il y avait d'avantageux à dénoncer comme hérétique quiconque refusait d'obéir aux exigences des prélats ou des papes. Dans la querelle entre l'Empire et la papauté au sujet des investitures, le concile de Latran, en 1102, requit tous les évêques présents de signer une déclaration anathématisant la nouvelle hérésie qui consistait à mépriser l'anathème papal, et bien que l'Église n'eût pas encore décrété la peine de mort contre l'hérésie, elle n'hésita pas à frapper les impérialistes coupables d'opposer les droits traditionnels de l'Empire aux prétentions nouvelles du Saint-Siège. La même année, le moine Sigebert, qui n'était rien moins que partisan de l'anti-pape Albert, fut scandalisé de la cruauté sauvage dont fit preuve Pascal II, en exhortant ses adhérents à tuer tous les sujets de Henri IV. Robert le Hiérosolymitain de Flandre, à son retour de la première croisade, avait pris les armes contre Henri IV et avait prouvé sa dévotion en ravageant le Cambrésis ; aussitôt Pascal lui écrivit pour le féliciter de cette bonne besogne et l'encourager à persévérer ; car ces exploits, disait-il, valaient ses efforts pour la conquête du Saint-Sépulchre. Le pape promettait la rémission des péchés à Robert lui-même et à toute la soldatesque brutale qu'il traînait après lui. Pascal devint à son tour hérétique en 1111, lorsque, cédant à la violence de Henri V, il accorda à l'empereur le droit d'investir

les évêques et les abbés; cependant, quand Bruno, évêque de Segni et abbé de Monte Casino, vint lui jeter son hérésie à la face, il priva de son abbaye l'audacieux discoureur et le renvoya dans son évêché. En concluant sa convention avec Henri, il avait brisé en deux une hostie consacrée, dont chacun avait pris une moitié, et il avait solennellement prononcé ces mots :
182 « Tout comme le corps du Christ est ici partagé, qu'ainsi soit retranché du royaume du Christ celui de nous qui tentera de violer le pacte. » Mais il ne pouvait rester sous le coup de l'accusation d'hérésie; en 1112, il présida le concile de Latran qui déclara nuls le serment et les bulles du pape. Quand Henri se plaignit que Pascal eût violé son serment, le pape répondit tranquillement qu'il avait promis de ne pas excommunier l'empereur, mais non d'empêcher que d'autres l'excommuniasent. Si Pascal ne fut pas formellement contraint d'abjurer l'hérésie, du moins l'abjura-t-il moralement, et il fut établi en principe qu'un pape même ne pouvait pas abandonner un droit dont la contestation avait été qualifiée d'hérétique. Peu après, quand on exigea des prélats allemands, avant la consécration, l'abjuration de toute hérésie et en particulier de l'hérésie Henrienne, ce n'était pas aux erreurs d'Henri de Lausanne que l'on faisait allusion, mais à celles de l'empereur qui avait cherché à enrayer les empiètements du Saint-Siège sur le pouvoir temporel (1).

Quand l'hérésie proprement dite se développa et devint de plus en plus menaçante, que la lutte entreprise pour la détruire se fit plus âpre et prit une forme organisée grâce à un formidable appareil de législation, lorsque l'application du système des indulgences donna à l'Église une milice armée prête à entrer en campagne, à peu de frais, le jour où il plairait à la papauté de proclamer la foi en danger, le Saint-Siège fut naturellement tenté de faire appel au fanatisme de la Chrétienté pour défendre ou seconder ses intérêts temporels. Les croi-

(1) Concil. Lateran. ann. 1102 (Harjuin. VI. n. 1861-2). — Epist. Sigebert. (Mart. *Ampl. Coll.* I. 587-94). — Chron. Cassinens. iv. 42, 44. (Cf. Martène, *Ampl. Coll.* I. 627). — Hartzheim, III. 258-65. — Martène, *Ampl. Coll.* I. 659.

sades albigeoises étaient justifiées — autant que peut être justifié un semblable emploi de la violence — par un véritable antagonisme religieux qui menaçait de scinder le christianisme; le succès de ces expéditions encouragea les vainqueurs à appliquer les mêmes méthodes, alors même qu'on ne pouvait invoquer l'ombre d'un prétexte similaire. Une des plus anciennes de ces affaires, comme l'une des plus caractéristiques, fut la persécution des *Stedingers*.

Les *Stedingers* étaient une population mêlée qui avait colonisé, sur le Bas-Weser, des pays que son labour assidu avait conquis sur les débordements du fleuve et de la mer. Leur territoire s'étendait, au sud, jusque dans le voisinage de Brême. Gens grossiers, à demi barbares sans doute, c'étaient de hardis bergers et pêcheurs, ayant peut-être, à l'occasion, quelque goût pour la piraterie à une époque où l'on chantait partout les exploits des Vikings de Jomsburg. De condition libre, ils avaient pour directeurs spirituels les archevêques de Brême qui, en retour, recevaient d'eux des dîmes. Cette question des dîmes avait été, de temps immémorial, une source d'ennuis, depuis le jour où une teinture de Christianisme s'était répandue dans ces régions. Au ^x^e siècle, Adam de Brême rapporte que, par tout l'archevêché, les évêques vendaient leurs bénédictions et que le peuple, non content de s'adonner à la luxure et à la gloutonnerie, refusait de payer les dîmes. Les *Stedingers* étaient gouvernés par des juges de leur choix, appliquant leurs lois particulières, jusqu'au jour où, vers 1187, des troubles surgirent par la faute des comtes d'Oldenbourg. Ces seigneurs essayaient d'étendre leur domination sur les marais et les îles colonisées, en construisant un ou deux châteaux destinés à tenir la population en respect. Il n'y avait que peu d'églises, et, comme les paroisses étaient grandes, les femmes avaient coutume de mener leurs filles à la messe en voiture. Les soldats des garnisons prirent l'habitude de faire des sorties et d'enlever ces femmes pour charmer leur solitude, si bien que le peuple finit par se soulever, s'empara des deux châteaux, massacra les garnisons, et perça un isthme qui commandait l'accès

de leur territoire, en y laissant seulement une porte d'entrée. Le comte Jean d'Oldenbourg recouvra ses châteaux; mais après sa mort, les Stedingers affirmèrent à nouveau leur indépendance. Parmi leurs droits ils comptaient celui de ne pas payer les dîmes, et ils traitaient avec mépris les prêtres chargés de les contraindre à l'obéissance. Ils fortifièrent leurs ouvrages de défense et, affranchis de toute tyrannie féodale ou ecclésiastique, attirèrent chez eux des réfugiés de tous les pays environnants. On rapporte qu'en 1197 Hartwig, archevêque de Brème, se rendant en Terre-Sainte, demanda à Célestin III de prêcher une croisade contre ces hérétiques; mais c'est là un récit évidemment fabuleux, car, à ce moment, les croisades albigeoises n'avaient pas encore suggéré l'idée d'employer cette méthode en pays chrétien. La situation s'aggrava quand des moines, ayant osé prêcher aux paysans l'obligation de payer les dîmes, eurent été martyrisés. L'aventure suivante compliqua encore les choses. Un prêtre, irrité de la modicité d'une offrande apportée à Pâques par une femme de haut rang, glissa par dérision dans la bouche de la pénitente la pièce de monnaie au lieu de l'Eucharistie. Ne pouvant avaler cette hostie d'un nouveau genre et redoutant de commettre un sacrilège, la femme garda la pièce dans sa bouche jusqu'à son retour au logis; puis elle la cracha dans un linge propre et découvrit ainsi la supercherie. Furieux de cet outrage, le mari tua le prêtre et ce meurtre augmenta l'agitation qui fermentait partout. Quand Hartwig revint, en 1207, il s'efforça de soumettre la population insurgée; mais il n'aboutit à rien, si ce n'est à récolter quelque argent (1).

Pourtant les Stedingers furent accueillis comme de véritables orthodoxes lorsqu'on eut besoin de leur concours dans la lutte qui fit rage, de 1208 à 1217, entre les archevêques rivaux de Brème, d'abord entre Waldemar et Burchard, puis entre

(1) Schumacher, *Die Stedinger*, Bremen, 1865, p. 26-8. — Adam, *Bremens. Gest. Pontif. Hammaburg.* c. 203. — Chron. Erfordiens. ann. 1230 (Schaonat, *Vindem. Lit.* I. 93). — Chron. Rastedens. (Meibom. *Rep. Germ.* II. 101). — Albert. Stadeus. *Chron.* ann. 1207 (Schilt. *S. R. Germ.* I. 299). — Joan. Otton. *Cat. Archiep. Bremens.* ann. 1207 (Menken. *S. R. Germ.* II. 791).

Waldemar et Gerhardt. Ils prirent au début parti pour Walde-
mar; mais quand Frédéric II eut triomphé d'Othon, ils s'alliè-
rent à Gerhardt et décidèrent du succès de ce dernier. En
1217, Gerhardt obtint son siège archiépiscopal et favorisa
généreusement ses alliés jusqu'à sa mort, en 1219. Il eut pour
successeur Gerhardt II, de la Maison de Lippe, prélat belli-
queux qui voulut détruire les libertés de Brême et imposer des
droits de douane à tout le commerce du Weser. Il était impos-
sible que la question des dîmes des Stedingers échappât à son
attention. Des soucis divers, notamment une guerre contre le
roi de Danemark et une lutte contre les citoyens récalcitrants
de Brême, l'empêchèrent de tenter immédiatement un effort
pour subjuguier les Stedingers; mais il finit par avoir les mains
libres. Son frère, le comte Hermann de Lippe, vint à la res-
cousse avec d'autres nobles; l'indépendance des paysans du
Weser était, en effet, un très sérieux ennui pour les seigneurs
féodaux du voisinage. Pour profiter des avantages que présen-
tait la gelée dans ces régions marécageuses, l'expédition se
mit en route au mois de décembre 1229, sous la conduite du
comte et de l'archevêque. Les Stedingers résistèrent vail-
lamment. Le jour de Noël, une bataille s'engagea; le comte Her-
mann fut tué et les Croisés prirent la fuite. Pour célébrer ce
triomphe, les vainqueurs s'amusèrent à nommer, par dérision,
de faux dignitaires, qui furent intitulés, l'un *empereur*, l'autre
pape, d'autres *archevêques* et *évêques*, et qui lancèrent des
messages signés de ces titres. Cette plaisanterie devait leur
coûter cher, car, perfidement exploitée auprès des puissants,
elle les fit passer pour rebelles à toute autorité temporelle ou
spirituelle (1).

Il fallait évidemment trouver quelque moyen plus efficace 185
pour venir à bout de ces indomptables paysans. On s'inspira du
succès qu'avait remporté, en 1230, la croisade prêchée par

(1) Albert. Stadens, *Chron.* ann. 1208-17, 1230. — Joan. Otton, *Cat. Archiep. Bremens.* ann. 1211-20. — Anon. Saxon, *Hist. Imp.* ann. 1229 (Menken. III. 125). — Chron. Raskedens. (Meibom. II. 101).

Une confusion extrême règne parmi les auteurs au sujet de ces faits. J'ai suivi pas à pas les recherches soignées de Schumacher, p. 219-23.

Wilbrand, évêque d'Utrecht, contre les Frisonslibres, coupables d'avoir tué le prédécesseur de l'évêque, Othon, frère de l'archevêque Gerhardt, et d'avoir emprisonné, après leur victoire de Coevorden, l'autre frère de Gerhardt, Dietrich, prévôt de Deventer. Il était presque impossible qu'on ne suivît pas cet exemple. Lors d'un synode tenu à Brême en 1230, les Stedingers furent mis au ban de la Chrétienté comme les plus vils hérétiques; on les accusait de traiter l'Eucharistie avec un mépris indicible, d'interroger des sorcières, de fabriquer des images de cire et de se livrer à beaucoup d'autres pratiques sacrilèges (1).

Assurément, il subsistait à Steding des restes de superstitions païennes, comme d'ailleurs en beaucoup de pays de la Chrétienté. Cette survivance du paganisme servit de base aux accusations; mais, en réalité, il n'y avait pas de principes religieux en jeu; la question était purement d'intérêt politique, comme l'indique la lettre dans laquelle Frédéric II, le 14 juin 1230, loue les Stedingers de l'aide qu'ils ont prêtée à une maison de Chevaliers teutoniques et les engage à conserver leur protection à ces Chevaliers. De plus, on constate que partout les paysans les favorisaient ouvertement et se joignaient à eux quand l'occasion se présentait. C'était donc simplement un épisode dans le développement de la féodalité et du sacerdotalisme. Il fallait détruire le peu d'indépendance que conservaient encore les vieilles tribus teutoniques et, pour cela, on fit appel aux pouvoirs réunis de l'Eglise et de l'État. Nous avons vu, par les travaux de Conrad de Marbourg et par les fables qu'il répandit au sujet des rites secrets du Luciféranisme, avec quelle facilité on pouvait imposer ces accusations à la crédulité populaire. Pourtant, les préparatifs de la croisade furent lents. En 1231 et 1232, l'archevêque Gerhardt résista du mieux qu'il put aux assauts des paysans qui, deux fois, prirent et rasèrent le château de Schlütter, reconstruit par lui pour protéger ses territoires contre leurs agressions. Il demanda l'appui de Rome,

(1) *Emonis Chron. ann. 1227, 1230* (Matthæi *Analecta* III. 128, 13.). — Schumacher, p. 81.

et, en octobre 1232, Grégoire IX, après avoir ordonné qu'une enquête fût menée au sujet de cette hérésie par les évêques de Lubeck, de Ratzebourg et de Minden, vint au secours de l'archevêque Gerhardt en lançant des bulles invitant les évêques de Minden, Lubeck et Verden à prêcher la croisade contre les rebelles. Dans ces bulles, il n'est pas fait allusion aux dîmes, mais les Stedingers sont dépeints comme des hérétiques de la pire espèce, niant l'existence de Dieu, adorant des démons, consultant des sorcières, profanant les sacrements, envoûtant leurs ennemis, commettant les plus infâmes violences contre le clergé, allant parfois jusqu'à clouer les prêtres aux murs en leur écartant les bras et les jambes, pour tourner en dérision le Crucifié. Le long pontificat de Grégoire fut consacré à deux tâches principales, la ruine de Frédéric II et l'extirpation de l'hérésie. Le seul nom d'hérétique semblait éveiller en ce pontife une rage qui le privait de toute raison ; aussi se jeta-t-il dans le débat soulevé par les malheureux paysans du Weser avec autant d'ardeur qu'il en avait porté dans la lutte engagée alors par Conrad de Marbourg contre Satan dans les Provinces rhénanes. En janvier 1233, il écrivit aux évêques de Paderborn, Hildesheim, Verden, Munster et Osnabrück, en leur enjoignant d'assister leurs confrères de Ratzebourg, Minden et Lubeck, chargés par lui de prêcher une croisade, payée d'indulgences plénières, contre les hérétiques appelés Stedingers, qui ruinent les fidèles du pays. Cependant, on avait réuni une armée, qui, pendant tout l'hiver, n'arriva pas à briser la résolution énergique des paysans, et qui se dispersa à l'expiration de son court temps de service. Dans une épître pontificale du 17 juin 1233, adressée aux évêques de Minden, de Lubeck et de Ratzebourg, cet insuccès est imputé à une erreur des Croisés : ceux-ci, ne sachant pas qu'ils gagnaient des indulgences égales à celles de Terre-Sainte, s'étaient retirés après avoir remporté des avantages décisifs. En conséquence, les évêques étaient invités à prêcher une croisade nouvelle, en veillant à ce qu'aucune équivoque ne subsistât au sujet des avantages offerts — à moins que les Stedingers n'eussent, dans l'intervalle, soumis

à leur archevêque et n'eussent abandonné leurs hérésies. Cependant une autre troupe de Croisés s'était déjà organisée et, vers la fin de juin 1233, pénétra sur le territoire oriental de Steding, sur la rive droite du Weser. Ce district s'était, jusqu'alors, tenu à l'écart de la lutte et ne possédait aucun moyen de défense. Les Croisés ravagèrent le pays par le fer et le feu, tuant sans distinction d'âge ni de sexe, et manifestant leur zèle pieux en brûlant vifs tous leurs prisonniers. Néanmoins, la

187 croisade eut une fin peu glorieuse; encouragé par ce facile succès, le comte Burchard d'Oldenbourg, chef des Croisés, osa attaquer le pays fortifié de la rive gauche; il fut tué avec près de deux cents de ses soldats. Le reste trouva à grand peine le salut dans la fuite (1).

La situation s'assombrissait. Les succès des Stedingers dans la lutte pour la défense de leur indépendance éveillaient un certain malaise moral parmi les populations; les nobles féodaux avaient, tout autant que les prélats, intérêt à écraser cette rébellion qui pouvait devenir le noyau d'une révolte générale et dangereuse. On apporta donc, à la prédication de la troisième croisade, une énergie plus grande encore, en associant à l'œuvre sainte des pays auxquels on n'avait pas fait appel antérieurement et, en 1234, on entama les préparatifs en vue d'une expédition capable d'écraser toute résistance. Les Dominicains se répandirent comme un nuage sur toute la Hollande, les Flandres, le Brabant, la Westphalie et les Provinces rhénanes, invitant les fidèles à défendre la religion. En Frise, ils eurent un succès médiocre; la population sympathisait avec ses proches, les Frisons libres, et se montrait disposée à maltraiter les prédicateurs. Mais, en d'autres pays, leurs efforts furent couronnés de succès. Des bulles du 11 février placent sous la protection du pape les territoires de Henri

(1) Hist. Diplom. Frid. II. T. iv. p. 497. — Albert. Stadens, *Chron.* ann. 1232, 1234. — Raynald. ann. 1232, n° 8. — Hartzheim, III. 553. — Jorn. Ottonis *Cat. Archiep. Bremens.* ann. 1234. — Anon. Saxon. *Hist. Imperator.* ann. 1229. — *Chron.* Cornel. Zantliet, ann. 1233. — Epist. Select. Sæc. XIII. T. i. n° 539 (Pertz).

Raspe de Thuringe et d'Othon de Brunswick, ces deux princes ayant pris la croix. Il est vrai qu'Othon de Brunswick était surtout poussé par le désir de servir sa propre cause, car il était l'ennemi de l'archevêque Gerhardt. Le plus fort contingent arriva de l'ouest, sous la conduite d'Hendrik, duc de Brabant; on comptait dit-on, quarante mille hommes ayant pour chefs, outre le *preux chevalier* Florent, comte de Hollande, Thierry, comte de Clèves, Arnould d'Oudenarde, Rasso de Gavres, Thierry de Dixmunde, Gilbert de Zotteghem et d'autres nobles, avides de gagner leur salut et de défendre leurs droits seigneuriaux. Trois cents vaisseaux venus de Hollande assurèrent à la croisade le concours d'une expédition maritime. Au dernier moment, il semble que Grégoire, éclairé par le désastreux résultat de sa coopération aux travaux de Conrad de Marbourg, ait conçu quelques appréhensions, car, en mars 1234, il envoya à l'évêque Guglielmo, son légat dans l'Allemagne du Nord, l'ordre de travailler par des moyens pacifiques à la réconciliation des paysans; mais cet effort venait trop tard. 188

En avril, les troupes étaient déjà réunies : le prélat ne fit rien, et ne put sans doute rien faire, pour détourner le coup fatal. Si écrasante que fût la masse des Croisés, cette poignée de paysans l'affronta. Le 27 mai, les Stedingers prirent position à Altenesch et soutinrent avec une valeur intrépide le choc d'Hendrik de Brabant et de Florent de Hollande; mais grâce à la supériorité du nombre, Thierry de Clèves put, avec des troupes fraîches, engager une attaque de flanc, disperser les paysans et les massacrer sans pitié. Six mille Stedingers restèrent sur le champ de bataille, sans compter ceux qui se noyèrent dans le Weser en essayant de fuir. La protection divine se manifesta si brillamment que sept Croisés seulement périrent, si l'on ajoute foi aux récits des contemporains. Le pays s'ouvrait désormais sans défense devant les soldats du Seigneur, qui affirmèrent leur victoire en mettant tout à feu et à sang, n'épargnant ni l'âgè ni le sexe. Six siècles plus tard, le 27 mai 1834, un monument fut solennellement élevé, sur le champ de

bataille d'Altenesch, à la mémoire des héros qui tombèrent en défendant désespérément leur pays et leur liberté (1).

Si vain que fût le prétexte de cette effroyable tragédie, l'Église en assumait la responsabilité entière et soutint jusqu'au bout son pieux mensonge. Quand le massacre et la dévastation eurent pris fin, on entama la comédie de la réconciliation des hérétiques. Comme le pays était longtemps demeuré en leur pouvoir, les morts avaient été indistinctement enterrés auprès des restes des orthodoxes. Aussi, le 28 novembre 1234, Grégoire fit savoir qu'on renoncerait à l'exhumation des hérétiques en raison de l'impossibilité où l'on se trouvait de les discerner. Mais il fallut que tous les cimetières fussent consacrés à nouveau, pour effacer la souillure causée par la présence des cadavres hérétiques. On dut perdre un temps considérable au règlement de tous ces détails, car ce fut en août 1236 seulement que Grégoire écrivit à l'archevêque pour autoriser la réconciliation. Puisque les Stedingers ont renoncé à la rebellion et demandent avec d'humbles supplications qu'on les admette dans le giron de l'Église, le prélat pourra accéder à leurs prières pourvu que des garanties suffisantes assurent leur obéissance future et leur pénitence pour le passé. Remarquons que cet acte, couronnement d'un drame sanglant, ne mentionne aucune hérésie spécifique ayant servi de motif à l'extermination des paysans. Peut-être l'échec de Conrad de Marbourg avait-il montré la fausseté des accusations portées contre eux; quoi qu'il en soit, ces accusations n'avaient été qu'un moyen pour exciter l'animosité populaire. La désobéissance envers l'Église était un crime suffisant; résister aux revendications ecclésiastiques était une hérésie que devaient punir ici-bas et

189

(1) Emonis *Chron.* ann. 1234 (Matthæi, *Analecta* III. 43) sq.). — Potthast, n° 9399, 9400. — Epist. Select. Sæcul. XIII. T. I. n° 572. — Meyer *Annal. Flandr.* lib. viii. ann. 1233. — *Chron.* Cornel. Zantfliet, ann. 1234. — Schumacher, p. 116-17. — *Chron.* Erfordiens. ann. 1232. — *Sächsische Weltchronik*, n° 376-8. — H. Wolter *Chron. Bremens.* (Meibom. *Her. Ger.* II. 58-9). — *Chron.* Rastedens. (*Ibid.* II. 101). — Joan. Otton. *Cat. Archip.* Bremens. ann. 1234. — Albert. Stadens. ann. 1234. — Anon. Saxon. *Hist. Imperator.* ann. 1229.

dans l'autre monde toutes les rigueurs du glaive temporel et du glaive spirituel (1).

Il ne faudrait pas s'imaginer que Grégoire négligeât d'utiliser pour son intérêt propre les forces morales et matérielles qu'il avait mises à la disposition de Gerhardt de Brème. En 1238, quand il fut impliqué dans une querelle avec les Viterbiens et leur chef Aldobrandini, il annula le vœu de service en Palestine prononcé par le podestat de Spolète et réclama en échange le service de ce prince contre Viterbe; en même temps, il offrait libéralement les indulgences de Terre-Sainte à quiconque s'engagerait sous sa bannière. En 1241, il déclara formellement que la cause de l'Église primait celle de la Palestine; c'était au moment où, à court d'argent pour soutenir la lutte contre Frédéric II, il ordonna d'engager les Croisés à acheter la commutation de leurs vœux tout en gardant les indulgences plénières, ou à tourner leurs armes contre Frédéric, dans la croisade que Grégoire avait fait prêcher contre l'empereur. Innocent IV suivit la même politique lorsqu'il suscita un rival à l'empereur en la personne de Guillaume de Hollande et qu'il fit prêcher, en 1248, une croisade destinée à s'emparer d'Aix-la-Chapelle, cité dont la possession était indispensable pour le couronnement du nouvel empereur; à cette occasion on racheta les vœux de Palestine pour verser le produit de ce rachat entre les mains du pape. Après la mort de Frédéric, le fils du défunt, Conrad IV, fut l'objet de mesures analogues; quiconque portait les armes en sa faveur contre Guillaume de Hollande était passible des anathèmes pontificaux. Pour défendre les intérêts italiens de la papauté, les hommes se massacraient mutuellement en de saintes guerres; d'un bout à l'autre de l'Europe. La désastreuse expédition d'Aragon, qui coûta la vie à Philippe le Hardi en 1284, était une croisade prêchée sur l'ordre de

190

(1) Potthast, n° 9777. — Hartzheim, III. 554.

Un contemporain, l'abbé Emo de Wittewerum, disait, en racontant l'affaire : « *Principalior causa fuit inobedientia, quæ scelere idolatriæ non est inferior* » (Matthæi Analect. III. 142)

Martin IV, pour aider Charles d'Anjou et punir Pierre III, coupable d'avoir conquis la Sicile après les Vêpres Siciliennes (1).

Avec la systématisation des lois contre l'hérésie et l'organisation de l'Inquisition, les affaires de ce genre prirent une forme plus régulière, particulièrement en Italie. C'était surtout comme princes italiens que les papes tiraient profit du Saint-Office. Frédéric II avait dû payer son couronnement, non seulement de l'édit de persécution, mais de la confirmation de la donation faite par la comtesse Mathilde. L'ambition pontificale ainsi excitée aspira à la domination de l'Italie entière; la voie lui semblait ouverte par la mort de Frédéric en 1250, puis par celle de Conrad en 1254. Quand les odieux Souabes eurent disparu, on put croire que l'unification de l'Italie sous la triple couronne était désormais prochaine, et Innocent IV, avant de mourir en décembre 1254, eut la suprême satisfaction de jouer au potentat à Naples, et de se croire le plus puissant pape qui eût jamais illustré le Saint-Siège. Mais les nobles et les communes ne voulaient pas plus se soumettre aux Innocent et aux Alexandre qu'aux Frédéric, et les turbulentes factions des Guelfes et des Gibelins continuèrent la guerre civile dans les moindres localités du nord et du centre de l'Italie. La politique pontificale trouvait un inappréciable avantage dans la faculté de placer, en toute ville un peu importante, un inquisiteur dont le dévouement à Rome était sûr, dont la personne était inviolable, et qui pouvait exiger l'obéissant concours du bras séculier en brandissant la menace de poursuites pour hérésie, au cas d'insuffisante soumission. Un tel agent pouvait lutter contre podestat ou évêque, et la populace la plus dérégulée se risquait rarement à se compromettre par une violence passagère. Comme nous le savons, les statuts des républiques furent modifiés et adaptés aux progrès de la nouvelle organisation, sous prétexte de faciliter l'extermination des hérétiques, si bien que le Saint-Office devint la plus haute expression du dévoue-

(1) *Epist. Select. Sæc. XIII. T. 1, n° 720, 801.* — Berger, *Registres d'Innocent IV.* n° 4181, 4263, 4269. — Ripoll, I. 219, 225. — Vaissette, IV. 46.

ment des Ordres Mendians au Saint-Siège. D'après ces données, il est facile de saisir toute la portée des terribles bulles *Ad extirpanda*, étudiées par nous dans un chapitre précédent. 191

Peut-être fut-ce en vue d'utiliser ainsi l'énergie des deux Ordres qu'on partagea entre eux l'Inquisition dans le nord et le centre de l'Italie, en leur assignant des provinces respectives. Peut-être aussi faut-il voir une intention dans le fait qu'on attribua aux Dominicains, généralement considérés comme plus sévères que leurs rivaux, la province de Lombardie, qui non seulement était la pépinière de l'hérésie, mais conservait encore quelques souvenirs de l'ancienne indépendance de l'Église Ambrosienne et était particulièrement apte à céder aux influences venues d'Allemagne. On ne tarda pas à se rendre compte que, pour attaquer un ennemi politique, le parti le plus facile consistait à l'accuser d'hérésie. Nulle accusation n'était plus aisée à lancer, nulle n'était plus difficile à réfuter ; en fait, d'après ce que nous avons vu de la procédure inquisitoriale, il n'y avait pas d'affaire où l'acquittement fût aussi parfaitement impossible, dès que le tribunal souhaitait une condamnation. Quand on employait cette procédure comme arme politique, on plaçait l'accusé dans la rigoureuse alternative de la soumission ou de la résistance armée. De plus, aucun crime, aux termes des doctrines légales reçues à cette époque, n'entraînait une peine aussi sévère contre un potentat placé au-dessus de toute autre loi. Enfin, la procédure de l'Inquisition exigeait que tout individu cité à sa barre pour suspicion d'hérésie, jurât tout d'abord humblement d'accepter les ordres de l'Église et d'accomplir telle pénitence que celle-ci jugerait bon de lui imposer s'il ne réussissait pas à se laver de tout soupçon. Ainsi le seul fait de citer à comparaître un ennemi politique présentait cet avantage immense, que l'adversaire était tenu de se soumettre d'avance à toutes les conditions qui lui seraient dictées ; s'il refusait de comparaître, il s'exposait à la condamnation par contumace et à toutes les terribles conséquences temporelles qu'emportait cette sentence.

192

Peu importait que les bases d'une accusation d'hérésie fussent sérieuses ou frivoles. Parmi les intrigues compliquées et la lutte des factions qui s'agitaient et bouillonnaient dans toute cité italienne, on devait aisément trouver des excuses à la mise en action du mécanisme inquisitorial, chaque fois qu'on en pouvait tirer quelque profit. Grâce à l'organisation théocratique fondée par Hildebrand, le caractère hérétique de la simple désobéissance, jusqu'alors admis implicitement plutôt que formellement exprimé, fut bientôt rigoureusement formulé. Thomas d'Aquin démontra que la résistance à l'autorité de l'Église romaine constituait le crime d'hérésie. En incorporant dans la loi canonique la bulle *Unam Sanctam*, l'Église accepta la définition de Boniface VIII : celui qui résiste au pouvoir délégué par Dieu à l'Église, résiste à Dieu, à moins qu'il ne croie, comme un Manichéen, à l'existence de deux principes, ce qui suffit à le caractériser comme hérétique. Si le suprême pouvoir spirituel se trompe, il appartient à Dieu seul de le juger ; il n'y a pas d'appel ici-bas contre ses décisions. « Nous disons, déclarons, définissons et proclamons qu'il est nécessaire au salut de toute créature humaine d'être soumise au pontife romain. » Les inquisiteurs avaient donc pleinement le droit d'établir en principe légal que la désobéissance à tout ordre du Saint-Siège était hérésie, de même que toute tentative de refuser à l'Église romaine quelque privilège qu'elle jugeait bon de revendiquer. Le corollaire de ce principe était la reconnaissance du pouvoir des inquisiteurs d'entamer une guerre contre les hérétiques et de donner à cette guerre le caractère d'une croisade en accordant toutes les indulgences offertes pour la délivrance de la Terre Sainte. Armée de semblables prérogatives, l'Inquisition constituait un instrument politique sur l'importance duquel on ne saurait trop insister (1).

(1) Th. Aquinat. *Sec. Sec. Q. 41, n° 2-3.* — C. 1, Extrav. Commun. 1. 8. — Zanchini *Tract. de Hæret.* c. II, xxxvii.

Ce fut probablement comme émanation du saint pouvoir du Siège Apostolique que l'Inquisition reçut juridiction sur les faussaires qui contrefaisaient ou altéraient les bulles papales. On sait que cette industrie fut une des inévitables conséquences de l'autocratie de Rome. Amati a publié, dans l'*Archivio Storico Italiano* (v° 38,

Nous avons déjà fait incidemment allusion à l'emploi de ces méthodes contre Ezzelin da Romano et Uberto Pallavicino ; nous avons vu combien elles furent efficaces, même dans la tumultueuse anarchie de cette époque, pour ruiner ces chefs redoutables. Quand on prêcha, dans le Nord de l'Europe, la croisade contre Ezzelin, on le dépeignit uniquement au peuple comme un puissant hérétique qui persécutait la foi. Mais une application plus remarquable encore de ce principe illustra la grande lutte de laquelle dépendait tout le reste et qui, en fait, décida du sort de la péninsule entière. La ruine de Manfred était une nécessité immédiate pour le succès de la politique papale : pendant des années, l'Église chercha par toute l'Europe un champion que pût allécher la promesse d'une couronne temporelle et du salut éternel. En 1255, Alexandre IV autorisa son légat Rustand, évêque de Bologne, à relever Henry III d'Angleterre de son vœu de croisade s'il consentait à tourner ses armes contre Manfred ; le trône de Sicile fut offert au fils d'Henry, Edmond de Lancastre. Quand Rustand prêcha la croisade et offrit les indulgences attachées au service en Terre Sainte, les ignorants insulaires furent extrêmement surpris d'apprendre qu'on pouvait gagner les mêmes pardons en versant le sang chrétien qu'en massacrant les Infidèles. Ils ne comprenaient pas que Manfred, ennemi du pape, était nécessairement un hérétique et qu'il était plus important, comme le déclara peu après Alexandre à Rainerio Saccone, de défendre la foi dans son pays que de lutter pour elle au dehors. En 1264, comme Alphonse de Poitiers projetait d'entreprendre une croisade, Urbain IV le pressa de changer d'idée et d'attaquer Manfred. Finalement, quand on eut amené Charles d'Anjou à entrer en lice pour remporter ce prix si enviable, tous les rouages de l'Église entrèrent en jeu pour lever une armée au prétendant et l'on prodigua, à cet effet, les trésors du salut. Le fin légiste qu'était Clément IV seconda et justifia l'appel aux armes par un procès pour hérésie. A l'heure même

193

p. 6), des lettres de 1297 donnant mandat à Frà Grimaldo da Frato, inquisiteur de Toscane, pour agir en pareille occurrence.

où la croisade se déchainait, Clément citait Manfred à comparaître en jugement comme suspect d'hérésie. Le délai accordé au prévenu expirait le 2 février 1266. Manfred avait à ce moment de plus pressants soucis et se contenta d'envoyer des délégués offrir en son nom de le purger de cette accusation. Comme l'inculpé ne comparaisait pas en personne, Clément convoqua le consistoire, le 21 février, pour proclamer la condamnation de Manfred comme hérétique rebelle, en soutenant que l'excuse alléguée était sans valeur; l'accusé, disait-on, excitait de la présence de l'ennemi à ses portes, alors que, pour détourner l'attaque, il lui suffisait d'abandonner son royaume ! Comme Manfred périt, cinq jours après, le 26 février, dans la désastreuse bataille de Bénévent, la procédure légale n'eut aucune influence sur le résultat final ; cependant elle montre clairement le zèle avec lequel Rome employait contre ses adversaires politiques les lois qu'elle avait édictées contre l'hérésie (1).

- 194 Le pouvoir impérial était virtuellement ruiné en Italie. Lorsque les Angevins furent établis sur le trône de Naples et que l'Empire fut réduit à l'impuissance par le Grand Inter-règne et ses suites, les papes purent à loisir utiliser les pénalités frappant l'hérésie pour satisfaire leurs haines ou étendre leur domination. Comment ils se servirent de cette arme pour accomplir le premier de ces desseins, c'est ce que montre la querelle de Boniface VIII avec les Colonna : il les condamna comme hérétiques, il chassa d'Italie toute leur famille dont

(1) Th. Cantimpratensis, *Bonum universale*, lib. n. c. 2. — Matt. Paris, ann. 1255 (p. 614) — Ripoll, l. 326. — Raynald, ann. 1264, n° 14. — Arch. de l'Inq. de Carcassonne (Doat, XXXII. 27).

Clément IV (Gui Foucoix) passait pour un des meilleurs légistes de son temps ; mais dans sa sévère application de la loi contre Manfred, il n'eut pas l'appui unanime des cardinaux. Le 20 février, il écrivit au cardinal de S. Martino, son légat dans la Marche d'Ancône, pour lui demander son avis à ce sujet. Manfred et Uberto Pallavicino avaient tous deux été cités à comparaître pour hérésie. Manfred avait envoyé des délégués pour offrir de le laver de l'accusation ; mais Uberto, qui avait méprisé la sommation, était hérétique rebelle. Aussi nul ne s'opposait à la condamnation de ce dernier ; mais certains cardinaux jugeaient raisonnable l'excuse de Manfred qui voyait l'ennemi à ses portes, bien qu'il eût pu, en cédant tout, détourner l'attaque. — Clément. PP. IV. Epist. 232 (Martène, *Thesaur.* II. 379.).

il abattit les palais et vola les biens. Il est vrai que, lorsque Sciarra Colonna affirma son orthodoxie en arrêtant Boniface à Anagni et en causant la mort du pontife, Benoît XI s'empressa de rapporter la sentence, en exceptant la clause de confiscation (1). Quant à la façon dont le principe fut appliqué à l'accroissement de l'autorité temporelle, un exemple nous en est fourni par la tentative de Clément V pour s'emparer de Ferrare. En 1308, le marquis Azzo d'Este mourut sans laisser d'héritiers légitimes. L'évêque de Ferrare était Frà Guido Maltraverso, qui naguère, comme inquisiteur, avait réussi à brûler les os d'Armano Pongiluppo. Le prélat commença immédiatement à intriguer afin d'assurer la possession de la cité au Saint-Siège, qui avait de vagues prétentions fondées sur les donations de Charlemagne. Clément V saisit avidement l'occasion. Il déclara que les droits de l'Église étaient indiscutables; il plaignit les Ferrarais d'avoir si longtemps ignoré la douceur d'un gouvernement clérical et d'avoir été soumis à des gens qui les ruinaient. Il y avait deux prétendants, le frère d'Azzo, Francesco, et le fils naturel du défunt marquis, Frisco. Les Ferrarais ne voulaient ni de l'un ni de l'autre; ils manifestèrent même un profond mépris pour les bénédictions promises par Clément et proclamèrent la république. Frisco demanda secours aux Vénitiens, tandis que Francesco cherchait un appui auprès de l'Église. Frisco obtint le pouvoir, mais s'enfuit quand survint Francesco escorté du légat papal, Arnaldo di Pelagrua, qui assuma le gouvernement de la cité. Comme le fait observer un chroniqueur contemporain, Francesco n'avait pas lieu d'être surpris, car on savait que les ecclésiastiques se conduisaient toujours comme des loups ravisseurs. Mais Frisco, secondé par les Vénitiens, recouvra le pouvoir et la paix fut faite en décembre 1308. Ce n'était là, pour les infortunés citoyens, que le commencement de la lutte. En 1309, Clément déclara une croisade contre les Vénitiens. Le 7 mars, il lança une bulle jetant sur Venise

195

(1) C. 1, Sexto v. 3. — C. 1. Extravag. Commun. v. 4.

l'interdit avec confiscation de tous ses biens, excommuniant le doge, le sénat et tous les gentilshommes de la République et livrant les Vénitiens à l'esclavage dans le monde entier. Par toute la chrétienté, comme les navires de la République abordaient dans tous les ports, nombre de marchands vénitiens furent réduits au servage. Le légat prêcha assidûment la croisade et les évêques de la région s'assemblèrent à Bologne avec toutes les troupes qu'ils purent lever. Pour gagner l'indulgence, les fidèles prenaient en foule la croix ; Bologne, à elle seule, fournit huit mille hommes, si bien que le légat se trouva à la tête d'une armée formidable. Après une bataille acharnée, les Vénitiens furent défaits ; le massacre fut tel que, pour éviter une peste, le légat offrit une indulgence à quiconque enterrerait un cadavre ; les fuyards qui se noyèrent dans le Pô furent si nombreux que l'eau corrompue n'était plus potable. Le légat fit crever les yeux à tous les prisonniers et renvoya les malheureux à Venise ; en entrant dans la ville, il fit pendre en masse les partisans de Frisco. Il nomma un gouverneur au nom de l'Église, retourna à Avignon et fut magnifiquement récompensé des services qu'il avait rendus à la cause du Christ, tandis que Clément félicitait avec onction les Ferrarais de leur retour dans le doux giron de l'Église, et déclarait que nul ne pouvait songer, sans soupirs et sans larmes, à leur misère et à leur affliction sous leurs maîtres héréditaires. Cependant ce peuple ingrat, supportant mal la domination étrangère, se souleva en 1310 et massacra les partisans du pape. Le légat revint alors avec une armée de Bolonais, s'empara à nouveau de la ville et pendit les rebelles, à l'exception d'un seul qui se racheta à prix d'or. De nouveaux désordres éclatèrent, accompagnés de sanglantes représailles et d'effroyables atrocités commises de part et d'autre, jusqu'à ce qu'en 1314, Clément, las de sa conquête,

196 céda la ville à Sancha, femme de Robert de Naples. La garnison gasconne excita la haine de la population qui, en 1317, appela à son secours Azzo, fils de Francesco. Après une résistance opiniâtre, les Gascons se rendirent sur la promesse

qu'on leur laisserait la vie ; mais on ne put contenir la fureur populaire, et ils furent tués jusqu'au dernier. Ce bref épisode de l'histoire d'une ville italienne fournit un exemple instructif de l'ambition papale, servie par la faculté de condamner ses adversaires comme hérétiques et de lever, à son gré, des armées pour défendre la foi (1).

Jean XXII n'était pas homme à laisser rouiller dans le fourreau le glaive spirituel ; nous avons vu incidemment l'usage qu'il fit de l'accusation d'hérésie dans sa guerre à mort contre Louis de Bavière. Son attitude à l'égard des Visconti de Milan fut plus caractéristique encore. A son avènement, en août 1316, sa première pensée fut de réunir l'Italie sous sa domination suprême et de refouler l'Empire au-delà des Alpes. L'élection contestée de Louis de Bavière et de Frédéric d'Autriche semblait offrir une occasion excellente. Dans les premiers jours de décembre, il envoya Bernard Gui, inquisiteur de Toulouse, et Bertrand, ministre franciscain d'Aquitaine, en qualité de nonces pour mener à bien ce projet. Ni les Guelfes ni les Gibelins n'étaient disposés à admettre les prétentions du pape ; les désordres de Ferrare, encore incomplètement terminés, étaient gros de menaces pour l'avenir. Parmi les plus récalcitrants étaient les trois chefs gibelins de Lombardie, Matteo Visconti, dit le Grand, qui gouvernait la plus grande partie du pays et conservait encore le titre de vicaire-impérial à lui décerné par Henri VII, Cane della Scala.

197

(1) Barbarano de' Mironi, *Hist. Eccles. di Vicenza*, II, 153-4. — Regest. Clément. P. P. V. T. III, p. 354 sq. ; T. IV, p. 426 sq., p. 439 sq. ; T. V, p. 412 (éd. Benedictin., Rome, 1836 7). — Chron. Estense, ann. 1309-17 (Muratori, *S. R. I.* XV, 364-82). — Ferretti Vincentini *Hist.* lib. III (*Ibid.* IX, 1037-17). — Cronica di Bologna, ann. 1309-10 (*Ibid.* XVIII, 320-1). — Campi, *Dell' Histor. Eccles. di Ferrara*, P. III, p. 40.

Même le pieux et sage Muratori ne peut s'empêcher de stigmatiser la bulle de Clément contre les Vénitiens, comme « la plus terrible et injuste bolla che si sia mai udita » (*Annal.* ann. 1309). Nous avons vu, à propos de Florence, quelle autorité ces mesures permettaient à la papauté d'exercer sur les républiques commerçantes de l'Italie. En 1381, quand Martin IV se querella avec la cité de Forli et l'excommunia, il ordonna, sous peine d'excommunication, irrévocable même à l'article de la mort, que quiconque devait de l'argent aux citoyens déclarât et acquittât la dette entre les mains de ses représentants. Il récolta ainsi plusieurs milliers de livres appartenant à ses ennemis. — Chron. Parmens. ann. 1281 (Muratori, *S. R. I.* IX, 797).

seigneur de Vérone, et Passerino de Mantoue. Ces seigneurs reçurent les envoyés du Saint-Père avec tous les honneurs dus à leur qualité, mais trouvèrent des défaites pour éluder les ordres pontificaux. En mars 1317, Jean lança une bulle dans laquelle il déclarait que les nominations impériales étaient caduques depuis la mort de Henri ; que, jusqu'à ce que le successeur du défunt eût reçu l'approbation papale, le pouvoir de l'empire était dévolu au Saint-Siège et que quiconque prétendait l'exercer sans permission était coupable de trahison envers l'Église. Entre l'arrogance pontificale et la ténacité des Gibelins, une rupture était inévitable. Il ne nous appartient pas de suivre dans leur dédale confus l'intrigue politique et la campagne militaire qui s'engagèrent alors et dans lesquelles la chance parut favoriser nettement les Gibelins. Le 6 avril 1318 parut une bulle décrétant l'excommunication de Matteo, de Cane, de Passerino, et de quiconque refusait l'obéissance. Cette mesure fut suivie de près par des avertissements formels et des citations à comparaître sous l'accusation d'hérésie ; Matteo et ses fils furent les principaux objets de cette persécution. On n'eut pas de peine à trouver les éléments nécessaires pour édifier les accusations ; les éléments en furent fournis par des transfuges milanais accourus à la cour du pape, Bonifacio di Farra, Lorenzo Gallini et d'autres. Les Visconti furent accusés d'erreurs de foi, particulièrement en ce qui touchait la résurrection ; ils adoraient, disait-on, le Diable, avec lequel ils avaient fait un pacte ; ils protégeaient Guillelmo ; ils étaient fauteurs d'hérétiques et faisaient obstacle à l'Inquisition ; ils avaient pillé des églises, violé des religieuses et tué des prêtres. Les Visconti firent défaut et furent dûment condamnés comme hérétiques. Matteo convoqua les chefs gibelins à une conférence qui se tint à Soncino et où l'on envisagea l'acte du pape comme un effort pour ressusciter la cause agonisante des Guelfes. Une ligue gibeline fut formée, dont les troupes eurent pour capitaine Can Grande della Scala. En réponse, Jean appela la France à son aide, nomma Philippe de Valois vicaire impérial et provoqua une invasion française qui demeura sans effet. Alors il envoya son

198
 fils ou neveu, le cardinal Bertrand de Poyet, comme légat paré du titre de « pacificateur », à la tête d'une armée de Croisés levée grâce à une généreuse distribution d'indulgences. Suivant l'expression de Pétrarque, il attaqua Milan comme s'il se fût agi d'une cité infidèle, de Memphis ou de Damas, et le féroce Poyet, digne fils de Jean, s'y présenta non en apôtre, mais en bandit. Une guerre de dévastation s'ensuivit; l'armée du pape remporta peu de succès; mais le glaive spirituel se montra plus heureux que le glaive temporel. Le 26 mai 1321, la sentence de condamnation fut solennellement promulguée dans l'église de San Stefano, à Bassegnano, et réitérée par les inquisiteurs à Valenza, le 14 mars 1322 (1).

Si étrange que cela puisse paraître, cette procédure eut une influence décisive sur l'opinion publique. Il est vrai qu'au ^{xvii}^e siècle, Paolo Sarpi ayant fait allusion à ces événements et ayant déclaré que le seul crime de Matteo était sa fidélité à Louis de Bavière, le cardinal Albizio, tout en admettant le fait, soutint que quiconque adhérerait à un empereur schismatique et hérétique, ou méprisait les censures de l'Église, se rendait suspect d'hérésie et devenait formellement hérétique. Pourtant, ce n'était pas l'opinion à l'époque qui nous occupe, et Jean avait reconnu qu'il fallait quelque chose de plus que cette accusation d'hérésie purement formelle. Le Continuateur de Nangis, qui reflète avec fidélité la pensée populaire, considère les péchés de Matteo et de ses fils, tels que les énumère la sentence du pape, comme une nouvelle hérésie récemment née en Lombardie; à ses yeux, l'expédition militaire engagée par le pape était une juste croisade destinée à extirper cette hérésie. Bien que ce fût là l'opinion d'un Français, elle n'était pas particulière à la France. En Lombardie, les amis de Matteo

(1) Preger, *Die Politik des Papstes Johann XXII*, München, 1885, p. 6-10, 21. — *Petrarchi Lib. sive Titulo* Epist. viii. — Raynald. ann. 1317, n° 27; ann. 1320, n° 10-14; ann. 1322, n° 6-8, 11. — Bernard. Corio, *Hist. Milanese*, ann. 1318, 1320, 1321-22.

Une bulle de Jean XXII, du 28 janvier 1322, ordonnant la vente d'indulgences au profit de la croisade du cardinal Bertrand, allègue, comme raison de l'attaque, l'hérésie de Visconti et son refus d'obéir aux citations. — Reg. si. Clem. PP. V, Romæ, 1885, T. I. Prolegom. p. cxcviii.

étaient découragés, ses ennemis reprenaient courage. Un parti favorable à la paix se forma bientôt à Milan; on se demanda ouvertement s'il convenait de sacrifier le pays entier au salut d'un seul homme. Bien que Matteo eût réussi à acheter à son tour Frédéric d'Autriche, dont Jean s'était assuré l'appui avec de l'argent et des promesses d'intervention armée, la situation devenait intenable, même pour l'homme de sens rassis qu'était Visconti. Il n'est peut-être pas inutile de noter que Francesco Garbagnate, le vieux Guillelmite dont les relations avec Matteo furent une des preuves de l'hérésie reprochée à celui-ci, contribua grandement à causer la ruine du rebelle, car Matteo s'était aliéné le Guillelmite en lui refusant la capitainerie de la milice milanaise. Matteo envoya demander au légat ses conditions; on lui répondit que seule une abdication serait admise. Il consulta les citoyens et tous lui donnèrent à entendre que Milan ne s'exposerait pas, pour lui, à la ruine. Il céda donc à la tempête; peut-être ses soixante-douze années d'âge avaient-elles quelque peu diminué sa force de résistance; il manda son fils Galeazzo, avec lequel il avait eu une querelle, et abdiqua le pouvoir entre ses mains, en exprimant le regret que son différend avec l'Église eût fait de ses concitoyens ses ennemis. Dès lors, il passa son temps à visiter les églises. A la Chiesa Maggiore, il assembla le clergé, récita à haute voix le Symbole, en proclamant que telle avait toujours été sa foi et que toute assertion contraire était calomnie; puis il fit reproduire sa déclaration par acte public. Il partit ensuite comme un fou et courut à Monza visiter l'église de S. Giovanni Battista, où il se trouva mal. Transporté au monastère de Cresconzago, il mourut trois jours après, le 27 juin, et fut jeté dans une tombe non consacrée. L'Église pouvait se flatter d'avoir brisé l'âme du plus grand Italien de ce temps-là (1).

Les Visconti de la jeune génération, Galeazzo, Lucchino, Marco, Giovanni et Stefano, étaient moins impressionnables et

(1) Sarpi, *Discorso*, p. 25 (éd. Helmstadt). — Albizio, *Risposto al P. Paolo Sarpi*, p. 75. — Continuat. Gill. Nangiac. ann. 1317. — Bern. Corio, ann. 1322. — Regest. Johann. PP. XXIc. n° 89, 93, 94, 95 (Harduin. VII. 1432).

concentrèrent rapidement les troupes gibelines qui paraissaient se désagréger. Pour leur donner le coup de grâce, le pape ordonna, le 23 décembre 1322, à Aicardo, archevêque de Milan, et à l'Inquisition d'attaquer la mémoire de Matteo. Le 13 janvier 1323, Aicardo et trois inquisiteurs, Pace da Vedano, Giordano da Montecucchio et Honesto da Pavia, résidant en sûreté à Asti, lancèrent de cette ville une citation contre Matteo, le sommant de comparaître le 25 février dans l'église de Santa Maria, à Borgo, près d'Alexandrie, pour être interrogé et jugé, présent ou absent ; la citation fut affichée aux portails de Santa Maria et de la cathédrale d'Alexandrie. Au jour fixé, les juges se présentèrent ; mais une démonstration militaire de Marco Visconti les troubla, causant un grand préjudice à la foi et créant un obstacle à l'Inquisition. Les inquisiteurs se transportèrent dans l'enceinte plus paisible de Valenza, entendirent des témoins, recueillirent des dépositions, et, le 14 mars, condamnèrent Matteo comme hérétique rebelle et impénitent. Il avait imposé des taxes aux églises et extorqué ces taxes par la violence ; il avait, par la force, installé ses créatures comme supérieurs dans des monastères et ses concubines dans des communautés féminines ; il avait emprisonné et torturé des ecclésiastiques, dont certains étaient morts en prison, tandis que d'autres y languissaient encore ; il avait chassé des prélats et saisi leurs terres ; il avait arrêté la transmission de l'argent destiné à la Chambre pontificale, et même des sommes réunies pour la Terre Sainte ; il avait intercepté et ouvert des lettres échangées entre le pape et les légats ; il avait attaqué et tué des Croisés assemblés à Milan pour la Terre Sainte ; il avait méprisé l'excommunication, montrant ainsi qu'il errait en la foi au sujet des sacrements et du pouvoir des clefs ; il s'était opposé à l'observance de l'interdit lancé contre Milan ; il avait empêché des prélats de tenir des synodes et de visiter leurs diocèses, favorisant ainsi l'hérésie et le scandale ; ses crimes énormes montraient qu'il était un rejeton d'hérétiques, ses ancêtres ayant été suspects et quelques-uns d'entre eux brûlés ; il avait pour agents et confidents des hérétiques, tels que Francesco Garba-

gnate, auquel avait été infligé le port des croix ; il avait chassé de Florence l'Inquisition et lui avait fait obstacle pendant plusieurs années ; il s'était interposé en faveur de Maifreda qui avait été brûlée ; il invoquait les démons, leur demandant des avis et des oracles ; il niait la résurrection de la chair ; il était resté pendant plus de trois ans sous l'excommunication papale et quand on l'avait sommé de comparaître pour que sa foi fût examinée, il avait fait défaut. Il était donc condamné comme hérétique rebelle ; tous ses territoires étaient déclarés confisqués ; lui-même était privé de tous honneurs, postes, dignités et passible des peines décrétées contre l'hérésie ; sa personne devait être appréhendée, ses enfants et petits-enfants soumis aux incapacités coutumières (1).

201 Cette curieuse chaîne d'accusations méritait d'être reproduite, car elle montre ce qu'on tenait pour hérésie chez un adversaire du pouvoir temporel de la papauté. Les plus simples actes de défense contre un ennemi qui menait une guerre active étaient gravement traités d'actes hérétiques et constituaient des raisons suffisantes pour l'infliction des terribles pénalités prescrites contre les erreurs de la foi. Cependant cette terrible sentence n'eut aucun résultat politique. Galeazzo continua à tenir la campagne et, en février 1324, infligea aux troupes pontificales une écrasante défaite : le cardinal-légat échappa à grand-peine par la fuite et son général, Raymondo di Cardona, fut emmené prisonnier à Milan. Il fallait stimuler les fidèles par de nouvelles mesures comminatoires ; le 23 mars, Jean lança une bulle condamnant Matteo et ses cinq fils, et rappelant la plupart des méfaits mentionnés dans la sentence inquisitoriale. Cependant tous ces griefs étaient si peu solides que le pape omettait une des charges les plus sérieuses, l'adoration du Démon, et reprochait à Matteo, non d'avoir défendu Maifreda, mais d'être intervenu en faveur de Galeazzo, en qui on venait de reconnaître un ancien Guillelmite. La bulle se termine par l'offre des indulgences de Terre Sainte à quiconque

(1) Ughelli, *Italia Sacra*, v. 286-93 (éd. 1672).

attaquera les Visconti. Le 12 avril parut une autre bulle, rappelant que les fils de Matteo avaient été dûment reconnus hérétiques et condamnés comme tels par des juges compétents; en dépit de cette flétrissure, lesdits hérétiques avaient trouvé un appui, contre l'armée des fidèles catholiques, auprès de Berthold de Nyffen, qui s'intitulait vicaire-impérial de Lombardie, et auprès de divers autres représentants de Louis de Bavière. Ces personnages étaient sommés de se démettre, dans un délai de deux mois, de leurs fonctions et de faire soumission, attendu que, comme fauteurs d'hérétiques, ils s'étaient rendus passibles de l'excommunication et de toutes les peines spirituelles et temporelles attachées à ce crime (1).

Il n'est guère utile de pousser plus avant le récit détaillé de ces querelles oubliées. Cependant il convient de noter que le cas des Visconti n'eut rien d'exceptionnel, car Jean se servit des mêmes armes contre tous les adversaires de ses ambitieux desseins. L'inquisiteur Accursio, de Florence, avait poursuivi de la même manière Castruccio de Lucques, qualifié de fauteur d'hérétiques; les inquisiteurs de la Marche d'Ancone avaient condamné Guido Malapieri, évêque d'Arezzo, et divers autres Gibelins coupables d'avoir servi Louis de Bavière. L'inquisiteur de Romagne, Frà Lamberto del Cordiglio, reçut l'ordre de déployer tous ses efforts pour punir les ennemis de l'Eglise résidant dans son district. Louis de Bavière déclare, dans son appel de 1324, que des poursuites analogues furent entamées et des condamnations pour hérésie prononcées contre Cane della Scala, Passerino, les marquis de Montferrat, de Saluces, de Ceva et autres, contre les gens de Gênes, de Lucques, les cités de Milan, Côme, Bergame, Crémone, Verceil, Trino, Vailate, Plaisance, Parme, Brescia, Alexandrie, Tortona, Albenga, Pise, Aretino, etc. Comme spécimen des travaux de Frà Lamberto, on possède une sentence portée par lui le 28 février 1328 contre Bernardino, comte de Cona. Il avait précédemment condamné comme hérétiques Rainaldo et

202

(1) Raynald. ann. 1324. n° 7-12. — Martène, *Thesaur.* II. 754-6.

Oppizzo d'Este; en dépit de cette flétrissure, Bernardino avait rendu visite aux deux condamnés à Ferrare, avait mangé et bu en leur compagnie, et même, disait-on, avait conclu un accord avec eux. Sommé par Lamberto de comparaître devant l'Inquisition pour répondre de ces crimes, Bernardino se présenta docilement, avoua la visite et le banquet, mais nia l'alliance. Lamberto se mit en mesure de recueillir des témoignages, convoqua une assemblée d'experts et, en bonne et due forme, déclara Bernardino fauteur d'hérétiques, le condamna, comme tel, à perdre son rang et sa qualité de chevalier et le proclama incapable de détenir aucun honneur; ses biens étaient confisqués au profit de l'Église; lui-même devait être arrêté et remis entre les mains du cardinal-légit Bertrand ou de l'Inquisition; ses descendants seraient frappés, pendant deux générations, d'inéligibilité à toute charge et à tout bénéfice. Cette persécution était naturellement entreprise *ad maiorem Dei gloriam*, et si, en 1326, Jean pria le clergé d'Irlande de lui envoyer de l'argent, c'était, affirmait-il, pour défendre la foi contre les hérétiques d'Italie. Pourtant le Saint-Siège n'hésitait nullement, si l'occasion lui paraissait favorable, à reconnaître qu'en livrant ainsi ses ennemis à l'enfer, il ne faisait que constituer le pouvoir qui lui permettait, au besoin, de leur ouvrir les portes du ciel. Quand les Visconti se furent réconciliés avec la papauté, Lucchino, désireux de faire enterrer chrétiennement son père, demanda, en 1337, à Benoît XII de rouvrir la procédure. En conséquence, au mois de février de la même année, Benoît écrivit à Pace da Vedano — qui avait été gratifié de l'évêché de Trieste en récompense de ses fructueuses opérations contre les citoyens de Milan, de Novare, de Bergame, de Crémone, de Côme, de Verceil et d'autres localités impliquées dans la même poursuite, — et lui demanda, pour la prochaine Pentecôte, communication de toutes les pièces du procès. L'affaire traîna en longueur, sans doute à cause des vicissitudes politiques du moment; à la fin, en mai 1341, Benoît déclara, sans la moindre confusion, que toute la procédure était irrégulière et injuste et, par suite, nulle et non

avenue. Néanmoins, le même procédé fut employé contre Bernabo Visconti; ce dernier, sommé par Innocent VI de comparaître à Avignon le 1^{er} mars 1363, pour répondre à une accusation d'hérésie, se contenta d'envoyer un représentant. Aussitôt Urbain V le condamna, le 3 mars, et fit prêcher contre lui une croisade. En 1364, le rebelle obtint la paix; mais l'interminable querelle éclata de nouveau en 1372; Bernabo fut excommunié par Grégoire XI et sommé, en janvier 1373, d'affronter, le 28 mars, un nouveau procès pour hérésie (1). 203

L'hérésie fut de même l'accusation la plus facile à porter contre Cola di Rienzo, lorsque celui-ci fit bon marché de la souveraineté du pape sur Rome. Comme il n'obéissait pas aux citations, on l'excommunia pour rébellion; le légat Giovanni, évêque de Spolète, entama contre lui une inquisition et, en 1350, Rienzo fut formellement déclaré hérétique. La décision fut transmise à l'empereur Charles IV qui tint le condamné prisonnier quelque temps à Prague, puis l'envoya à Avignon, ainsi que l'y obligeait son devoir. Dès le premier interrogatoire, Rienzo fut condamné à mort; mais il obtint sa « réconciliation ». On vit qu'il était possible de tirer profit de sa résipiscence, et finalement, on le déclara bon chrétien et on le renvoya à Rome en compagnie d'un légat (2).

L'histoire des Maffredi de Faënza ressemble fort à celle des Visconti. En 1345, on les trouve en pleine faveur auprès de Clément VI. Puis, en 1350, ils font pièce à la politique du pape, qui cherchait à agrandir sa puissance en Romagne. Cités à comparaître pour répondre à des accusations d'hérésie, ils

(1) Martène, *Thesaur.* II. 743-5. — Wadding, ann. 1321, n° 28; ann. 1326, n° 8; ann. 1327, n° 2. — Ripoll, II. 172; VII. 60. — Regesl. Clement. PP. V Romæ, 1885, T. I. Proleg. p. cxxii. — Theiner, *Monument. Hibern. et Scotar* n° 462, p. 234. — C. 4, Septimo v. 3. — Mag. Bull. Rom. I. 204. — Baluz. et. Mansi, III. 227. — Ughelli, IV. 294-5, 314. — Raynald, ann. 1362, n° 13; ann. 1363, n° 2, 4; ann. 1872, n° 1; ann. 1373, n° 10, 12.

Malgré la décision de Benoît, Matteo et ses fils, Galeazzo, Marco et Stefano, n'étaient pas encore ensevelis chrétiennement en 1353; le dernier des fils, Giovanni, tenta alors, une fois de plus, d'obtenir pour eux une sépulture en terre sainte. — Raynald, ann. 1353, n° 28.

(2) Raynald, ann. 1348, n° 14-14; ann. 1350, n° 5. — Muratori, *Antiq.* VII. 884, 928-32.

refusent de se présenter et sont excommuniés par contumace, en juillet 1352. En juin 1354, Innocent VI rappelle leur persistant endurcissement sous le poids de l'excommunication et fixe le 10 octobre comme dernier délai à leur comparution. Au jour dit, il les condamne comme hérétiques rebelles, les déclare privés de toutes terres et de tout honneur et passibles des peines canoniques et civiles qui frappent l'hérésie. Il était plus malaisé d'exécuter la sentence que de la prononcer; mais, en 1356, Innocent eut recours à Louis, roi de Hongrie, qui avait montré son zèle catholique dans la lutte contre les Cathares de Bosnie. Le pape offrit à ce souverain trois années de dimes prélevées sur les églises hongroises, si Louis consentait à terrasser ces enfants des ténèbres, les Maffredi, condamnés comme hérétiques, et d'autres adversaires de l'Église, notamment les Ordelaffi de Frioul. De plus, Frà Fortanerio, patriarche de Grado, fut chargé de prêcher une croisade contre les coupables et réussit à lever une armée que commanda Malatesta de Rimini. L'apparition de quarante mille Hongrois dans la Marche Trévísane terrifia l'Italie entière. Les Maffredi succombèrent et, la même année, Innocent ordonna qu'ils fussent absous et réconciliés. D'ailleurs, le pape n'était pas seul à user de l'accusation d'hérésie comme d'une arme puissante contre des adversaires politiques. En 1349, Guglielmo III, évêque de Chieti, condamna comme hérétique et voua à la damnation Francesco di Torre, un de ses vassaux, qui avait entrepris une guerre contre lui et l'avait chassé de son siège épiscopal (1).

(1) Werunsky, *Excerpta ex Regist. Clem. VI et Innoc. VI*, p. 37, 74, 87, 101. — Wadding, ann. 1356, n° 7, 20. — Raynald, ann. 1356, n° 33. — Ughelli, *Italia Sacra*, éd. 1659, VI, 925.

Cette façon abusive de faire servir le pouvoir spirituel à des fins d'extension territoriale n'échappa pas à l'incisive satire d'Erasme. Il peint « cette terrible foudre qui, sur un signe de tête du maître, envoie au fond de l'enfer les âmes des mortels, et que les vicaires du Christ déchainent avec une rage particulière contre ceux qui, à l'instigation du Démon, cherchent à grignoter une parcelle du Patrimoine de Pierre. C'est de ce nom qu'ils désignent les territoires et les revenus pour la défense desquels ils luttent par le feu et le glaive, et répandent tant de sang chrétien, croyant défendre, comme des apôtres, l'Église, fiancée du Christ, et mettant en fuite ceux qu'ils flétrissent comme ses ennemis, alors qu'elle ne saurait

On pourrait multiplier les exemples à l'infini; mais ceux que nous venons d'étudier suffisent à montrer comment l'Église faisait de l'hérésie un facteur politique et trouvait dans l'Inquisition un instrument propre à servir ses ambitieux desseins. Quand vint le Grand Schisme, les papes rivaux eurent naturellement recours à ce procédé pour se déchirer entre eux. Dès 1382 on voit Charles III de Naples confisquer les biens de l'évêque de Trivento, mort depuis peu, sous prétexte que le défunt, en adhérant à la cause de Clément VII, était devenu hérétique. L'acte par lequel, en 1409, Alexandre V nomme inquisiteur de Provence Pons de Feugeyron, énumère, parmi les hérétiques marqués pour l'extermination, les partisans de Grégoire XII et de Benoît XIII. Frère Étienne de Combes, inquisiteur de Toulouse, se trouvait être du parti de Benoît XIII; en

205

manière de représailles, il emprisonna nombre de Dominicains et de Franciscains, parmi lesquels le provincial de Toulouse et le prieur de Carcassonne, dont le seul péché était d'appartenir à la faction adverse. Aussi le provincial le destitua-t-il, dès que cela fut possible; mais la nomination de son successeur ne laissa pas de soulever de violents désordres (1).

Le rôle que jouait l'Inquisition, dans la lutte entre les factions rivales de l'Église, apparaît en pleine lumière dans les aventures de Jean Malkaw, de Strasbourg en Prusse (Brodnitz).

Ce personnage, prêtre séculier et maître de théologie, était fort instruit, habile controversiste, remarquablement éloquent et brave jusqu'à la témérité. Il épousa, avec tout l'enthousiasme de sa nature ardente, la cause des papes romains contre leurs rivaux d'Avignon, et vint, en 1390, dans les Provinces rhé-

avoir de pires ennemis que des pontifes impies ». — *Encom. Moriae*, éd. Lipsiens, 1829, II, 379.

En 1376, le massacre de Cesena montra que ces guerres papales n'avaient pas changé de caractère depuis les horreurs de Ferrare. Le légat pontifical, Robert, cardinal de Genève, fit passer au fil de l'épée tous les habitants, sans distinction d'âge ou de sexe, bien que ces malheureux, avant d'admettre dans leur ville les bandits et leur chef, eussent été assurés, par un serment solennel, qu'au une violence ne leur serait faite. Il y eut, dit-on, cinq mille victimes. — *Poggii Hist. Florentina*, lib. II, ann. 1376.

(1) *Mss.*. Chioccarello. T. VII. — Wadding, ann. 1409, n° 12. — Ripoll, II, 510, 522, 566.

nanas, où ses sermons excitèrent les esprits et constituèrent, dans la lutte, un appoint considérable. Après avoir passé quelques mauvais moments à Mayence, entre les mains de ses adversaires, il entreprit un pèlerinage à Rome, mais s'attarda à Strasbourg où il trouvait un terrain favorable. La ville avait fait adhésion à Urbain VI et à ses successeurs; mais l'évêque, Frédéric de Blankenheim, s'était, par des mesures oppressives, aliéné une partie de son clergé. Au cours de sa querelle, il avait excommunié les rebelles, qui interjetèrent appel auprès de Rome et furent relevés de l'excommunication. L'évêque et ses partisans se rangèrent alors du côté de Clément VII, l'antipape d'Avignon, ce qui provoqua une confusion inextricable. Cette situation convenait admirablement aux goûts de Malkaw; il se jeta dans la mêlée et bientôt, par son éloquence enflammée, parut sur le point de faire perdre la prépondérance aux ennemis de Rome. A l'en croire, il reconquit promptement quelque seize mille schismatiques ou indifférents; il savait, en effet, faire appel aux passions du moment, comme l'attestent les termes d'un sermon qu'il nous a conservé lui-même. Clément VII, disait-il, était moins qu'un homme, pire qu'un démon; sa place était auprès de l'Antéchrist; quant à ses partisans, ils étaient tous des schismatiques et des hérétiques; les indifférents étaient les derniers des hommes et privés de tous les sacrements. En outre, il assaillait avec une véhémence aussi impitoyable les mœurs dépravées du clergé strasbourgeois, tant régulier que séculier, de sorte qu'au bout de quelques semaines il avait réussi à éveiller la plus vive hostilité. Un complot fut ourdi en vue de le dénoncer à Rome comme hérétique, pour qu'à son arrivée dans la Ville Éternelle il fût appréhendé par l'Inquisition et brûlé; seule la nécromancie avait pu, disait-on, lui permettre d'acquérir son merveilleux savoir; on l'accusait d'être un prêtre fugitif et on songeait à le faire arrêter comme tel; mais le peuple voyait en lui un prophète inspiré et le projet fut abandonné.

206

Après quatre semaines passées dans cette agitation tumultueuse,

tuense, il reprit son pèlerinage, s'arrêta à Bâle et à Zurich pour y remplir sa mission apostolique et, enfin, arriva sain et sauf à Rome. Dans le trajet du retour, en franchissant le passage du Saint-Bernard, il eut le malheur de perdre ses papiers. La nouvelle de cet événement providentiel parvint à Bâle et quand Malkaw arriva dans cette ville, les Mendians, auxquels il était particulièrement odieux, demandèrent à l'évêque Iner de le faire arrêter, comme voyageant sans permission. L'évêque, bien que soumis à Rome, céda à cette requête; mais, peu après, il congédia Malkaw en l'engageant amicalement à regagner son logis. Bientôt l'humeur belliqueuse de Malkaw le poussa à retourner à Strasbourg, où il recommença à prêcher sous la protection du bourgmestre, Jean Bock. Lors de sa première visite, il avait été personnellement menacé par l'inquisiteur dominicain Bœckeler, le même qui, en 1400, persécuta les *Winklers* : cette fois, on résolut d'agir vigoureusement. Il avait à peine prononcé trois sermons lorsqu'il fut arrêté, sans citation, par les familiers de l'inquisiteur; jeté en prison, il fut ensuite chargé de chaînes et mené, en cet état, au château épiscopal de Benfeld, où on le priva de ses livres et où on lui refusa le papier et l'encre. Au cours de divers interrogatoires, on lui tendit des pièges si ingénieux qu'avec toute son habileté il eut grand-peine à n'y point tomber.

Finalement, le 31 mars 1391, Bœckeler convoqua une assemblée composée en majorité de Mendians. Malkaw fut jugé coupable de divers crimes, ce qui montre avec quelle facilité on pouvait échafauder une accusation d'hérésie contre l'homme qu'on voulait faire périr. Son véritable crime était d'avoir attaqué des schismatiques et stigmatisé la corruption du clergé; mais, sur ces points, les accusateurs étaient muets. On prétendait qu'il avait quitté son diocèse sans le consentement de son évêque, ce qui faisait de lui un Lollard; il remplissait les fonctions sacerdotales sans autorisation, ce qui caractérise le Vaudois; comme ses admirateurs mangeaient les mets où lui-même avait mordu auparavant, il était manifestement Frère du Libre-Esprit; comme il défendait qu'on discutât pour savoir

207 si le Christ vivait encore lorsqu'il avait été percé de la lance, on en conclut qu'il professait cette doctrine et qu'il était Oliviste. C'était plus qu'il ne fallait pour le mener au bûcher s'il refusait obstinément de se rétracter; mais, apparemment, on comprit que les magistrats séculiers refuseraient d'exécuter une telle sentence, et l'assemblée se contenta de renvoyer l'affaire devant l'évêque en demandant que le coupable fût banni du diocèse. On ne sait rien de plus sur ce procès; cependant, comme, en 1392, on voit Malkaw demander son immatriculation à l'Université de Cologne, il est à croire que l'évêque se rendit aux vœux de l'assemblée.

On perd de vue Malkaw pour le retrouver vers 1414 à Cologne. Il était resté fidèle à la papauté romaine, mais, à Rome même, il avait fallu choisir entre Grégoire XII et Jean XXIII. Malkaw, en soutenant ce dernier, dénonçait le pape rival aussi impitoyablement qu'il avait attaqué naguère les antipapes d'Avignon. A ses yeux, les Johannites étaient des hérétiques dignes du bûcher. L'audacieux polémiste trouvait à Cologne un terrain favorable, comme à Strasbourg un quart de siècle auparavant. Deux compétiteurs se disputaient le *palatium* et avaient soulevé une sanglante guerre civile; l'un était partisan de Grégoire, l'autre de Jean. Malkaw se signala bientôt comme un homme dont l'éloquence était extrêmement dangereuse au milieu d'une population aussi excitable. L'Inquisition le réclama de nouveau, en qualité d'hérétique. L'inquisiteur, Jacob de Soest, Dominicain et professeur à l'Université, traita Malkaw avec une mansuétude exceptionnelle: pendant l'instruction de l'affaire, le prévenu fut autorisé à demeurer, sur parole, dans le quartier Saint-Ursule. Malkaw ne tint pas sa promesse et se rendit à Bacharach, où, sous la protection de l'archevêque de Trèves et du comte palatin Louis III, tous deux partisans de Grégoire, il soutint la lutte avec sa violence habituelle; non content d'attaquer dans ses sermons l'inquisiteur et les Johannites, il sema l'indignation et l'alarme parmi ses adversaires en les inondant de pamphlets. Quand le cardinal Jean de Ragnse, légat de Grégoire au concile de Constance,

arriva en Allemagne, Malkaw obtint facilement du prélat l'absolution de l'excommunication inquisitoriale et l'acquiescement du chef d'hérésie, mesures qui furent confirmées en juillet 1415, lorsque le concile, en mettant fin au schisme, déclara nulles et non avenues toutes les poursuites ou condamnations encourues de ce fait. Cependant Malkaw avait profondément blessé l'orgueil de l'inquisiteur et de l'Université de Cologne; ses ennemis refusèrent de désarmer, et, une année durant, poursuivirent leurs efforts en vue de faire condamner Malkaw par le concile. Pourtant, leurs délégués les avertirent que la poursuite serait longue, difficile et coûteuse, si bien qu'ils finirent par prendre une résolution très sensée, bien que légèrement illogique : tant que Malkaw se tiendrait éloigné du territoire de Cologne, on considérerait la décision du cardinal de Raguse comme valable; mais on mépriserait cette décision si l'audacieux prédicateur revenait dans la ville. L'entêtement de Benoît XIII et de Clément VIII à conserver leurs positions, malgré les décrets du concile de Constance, prolongea la lutte dans le sud-ouest de l'Europe; en 1428 encore, les adhérents qu'ils conservaient en Languedoc furent poursuivis comme hérétiques par un commissaire apostolique spécial (1).

208

Quand le schisme fut oublié, l'Inquisition resta un docile instrument de répression. Un Carme de Bretagne, Thomas Connecte, présenta quelque ressemblance de caractère avec Jean Malkaw. En 1428, on le voit en Flandre, en Artois, en Picardie et dans les provinces avoisinantes, où il prêche devant quinze à vingt mille personnes et dénonce les vices dominants de l'époque. Sacolère se déchaîna en particulier contre les *hennins*, hautes coiffures que portaient les dames de qualité; il accordait plusieurs jours de pardon à des gamins à la condition qu'ils suivissent les dames ainsi parées en criant : *au hennin!* — ou même leur arrachassent sournoisement leur coiffure. Sous l'effet de ses éloquents sermons, on entassait en manière

(1) H. Haupt, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1883, p. 323 sq. — Vaissette, éd. Privat, X. Pr. 205^o.

de bûcher des dés, des tables, des échiquiers, des cartes, des quilles, des hennins et autres objets de vice et de luxe, auxquels on mettait le feu. Mais ce qui lui gagnait surtout la faveur populaire, c'était la façon dont il fouaillait la corruption générale du clergé, en particulier le concubinage et l'onté des prêtres. Ces attaques lui méritaient les applaudissements et la vénération de la foule. Il finit par conclure, semble-t-il, que le seul remède au péché universel était la restauration du mariage des ecclésiastiques. En 1432, il se joignit à l'ambassade vénitienne et vint à Rome stigmatiser par ses discours les vices de la Curie. D'ordinaire on accueillait ce genre d'attaques avec une patiente indifférence et une tolérance dédaigneuse; mais, cette fois, le moment était mal choisi. L'hérésie hussite avait débuté par des déclamations analogues et l'opiniâtreté des Bohémiens était un avertissement qu'on ne pouvait négliger.

209 De plus, Eugène IV était alors impliqué dans une lutte inégale contre le concile de Bâle, qui s'attachait à réformer la Curie pour répondre aux vœux de la Chrétienté entière; les envoyés de Sigismond faisaient valoir auprès d'Eugène, avec plus d'énergie que de courtoisie, les désastreux résultats qu'on pouvait attendre de ses efforts en vue de proroger le concile. Aussi Connecte avait-il tout l'air d'être un émissaire des Pères de Bâle; en tout cas, son éloquence même était un danger dans l'état de trouble où se trouvait l'opinion publique. Deux fois Eugène le manda; mais il ne se rendit pas à l'invitation, prétextant une maladie. On envoya alors le trésorier du pape le chercher; mais quand parut le messager, Thomas sauta par la fenêtre et tenta de s'enfuir. Promptement arrêté, il fut mené devant Eugène, qui chargea les cardinaux de Rouen et de Navarre de l'interroger. Les prélats jugèrent Connecte suspect d'hérésie. Un procès en règle s'ouvrit; Connecte fut condamné comme hérétique et son zèle turbulent trouva enfin un repos durable sur le bûcher (1).

(1) Monstrelet, II, 53, 127. — Martène, *Ampl. Coll.* VIII. — Altmeyer, *Précurseurs de la Réforme aux Pays-Bas*, I, 237.

Il y a quelque analogie entre Thomas Connecte et Jérôme Savonarole. Mais l'Italien l'emportait sur le Breton par des dons intellectuels et spirituels infiniment supérieurs. Non moins ardemment convaincu, il avait des projets et des aspirations plus élevés et plus redoutables, qui le poussèrent dans une voie politique active dont l'issue fatale parut évidente dès le début.

En Italie, la Renaissance des lettres, tout en élevant le niveau intellectuel, s'accompagna d'une dégradation morale et religieuse très apparente. Sans ruiner la superstition, elle mit à la mode le scepticisme, et affaiblit l'autorité de la religion sans fournir à la morale un autre fondement. Peut-être le monde n'a-t-il jamais vu tant ecclésiastiques que laïques mépriser aussi insolemment toute loi humaine ou divine, que sous les pontificats de Sixte IV, d'Innocent VIII et d'Alexandre VI. Il semblait que l'accroissement de la culture et de la richesse eût pour seul effet d'offrir un attrait nouveau et un champ plus vaste au luxe et au vice. Du plus noble au plus humble des citoyens, chacun lâchait la bride à ses passions, cyniquement, sans même masquer d'hypocrisie son immoralité. Les hommes de foi ardente avaient le droit de croire que la colère de Dieu ne pourrait être longtemps contenue, que d'imminentes catastrophes allaient balayer les méchants de la face du monde et rendre à l'Église et à l'humanité la pureté des âges primitifs. Pendant des siècles, des prophètes avaient surgi sans relâche. Joachim de Flore, sainte Catherine de Sienne, sainte Brigitte de Suède, les *Amis de Dieu*, Tommasino de Foligno, le moine Telesforo avaient été accueillis avec enthousiasme. Mais le temps passait et la perversité humaine devenait chaque jour plus hideuse : il fallait, semblait-il, que Dieu envoyât quelque nouveau messager avertir une fois de plus ses enfants égarés des châtiments qu'ils amoncelaient sur leurs têtes en demeurant sourds à sa voix.

Que Savonarole se crût sincèrement appelé à remplir une semblable mission, c'est ce dont on ne saurait douter lorsqu'on étudie avec impartialité son étrange histoire. Une pareille con-

viction était naturelle chez un esprit tel que le sien; elle fut, en outre, déterminée par son vif sentiment des maux présents, sa foi en une intervention de Dieu qui opérerait les changements nécessaires, tâche trop lourde pour les forces humaines; à tout cela s'ajoutaient l'émotion communicative de son éloquence, ses habitudes de solitude et de méditation profonde, ses fréquentes extases accompagnées de visions. D'ailleurs, les traditions de l'Église admettaient la possibilité, pour tout homme, de se voir confier une telle mission. Cinq ans avant que Savonarole parût pour la première fois à Florence, la ville reçut la visite d'un jeune ermite qui, après avoir exercé son dévouement dans un lazaret de Volterra, vint prêcher et prédire le déchaînement prochain de la colère divine. Ce prophète avait vu saint Jean et l'ange Raphaël, qui lui avaient enjoint de transmettre un message aux oreilles rebelles des hommes. C'était là, dit le chroniqueur auquel on doit le récit de ces faits, une chose qui se présentait journellement. En 1491, Rome fut troublée par un mystérieux prophète qui annonçait la très prochaine explosion de calamités terribles. Ces enthousiastes furent nombreux, mais ils n'eurent pas, comme Savonarole, une influence ou un destin assez marquants pour que l'histoire ait conservé leur souvenir (1).

- 211 En 1481, quand Savonarole, alors âgé de trente ans, arriva à Florence, son âme était déjà entièrement absorbée par sa mission de réformateur. Il profita avec ardeur de toutes les occasions qui s'offrirent pour exprimer ses convictions du haut de la chaire; mais ses sermons impressionnèrent médiocrement une population plongée dans la débauche. Pendant le Carême de 1486, il fut envoyé en Lombardie. Trois années durant, il

(1) Burlamacchi, *Vita di Savonarola* (Baluz. et Mansi, I. 533-542). — Luca Landucci, *Diario Fiorentino*, Firenze, 1883, p. 30. — Steph. Infessuræ *Diario* (Eccard. *Corp. Hist. Med. Aet.* II. 2000).

Villari établit (*La Storia di Gio. Savonarola*, Firenze, 1887, I. p. viii-xi) que la biographie attribuée à Burlamacchi est un *risacimento* d'une biographie manuscrite rédigée en latin par un disciple de Savonarole. Je profiterai de cette occasion pour exprimer ma reconnaissance à M. Villari qui m'a fait tenir, avant la publication, le second volume de la nouvelle édition de son œuvre bien connue par les nombreux renvois qu'on trouvera ci-après, on pourra juger combien je lui suis redevable.

prêcha dans les villes lombardes, acquérant peu à peu le pouvoir de toucher les cœurs et les consciences; quand, en 1489, il fut rappelé à Florence, sur les instances de Laurent de Médicis, il était déjà connu comme un orateur de grand talent. L'effet de sa vigoureuse éloquence était accru par l'austérité de sa vie. Moins d'un an après il fut nommé prieur du couvent de Saint-Marc, maison appartenant à l'Ordre des Dominicains Observantins, dont lui-même faisait partie. En 1494, il réussit à rétablir l'ancienne séparation entre les deux provinces dominicaines de Toscane et de Lombardie; quand il fut nommé vicaire-général de cette dernière province, il fut relevé de tout contrôle autre que celui du général, Giovacchino Torriani, personnage fort bien disposé en sa faveur (1).

Il prétendait être mené par l'inspiration directe de Dieu, qui lui dictait ses paroles et ses actes et lui révélait les secrets de l'avenir. Ses assertions furent acceptées, non seulement par la masse des Florentins, mais par certains des esprits les plus vifs et les plus cultivés de l'époque, tels que François Pic de la Mirandole et Philippe de Commines. Le platonicien Marsile Ficin se laissa séduire aussi; il alla même jusqu'à déclarer, en 1494, que, seule, la sainteté de Savonarole avait, pendant quatre ans, détourné de la perverse Florence la vengeance divine. Nardi rapporte qu'il entendit de ses propres oreilles, en 1495, alors que Pierre de Médicis faisait une démonstration hostile contre Florence, Savonarole prédire que les assiégeants avanceraient jusqu'aux portes de la ville et se retireraient sans avoir mené à bien leur dessein; les choses se passèrent, en effet, de cette manière. D'autres prophéties encore s'accomplirent, notamment les prédictions ayant trait à la mort de Laurent de Médicis, à celle de Charles VIII, à la famine de 1497. Aussi la renommée du prédicateur se répandit-elle par toute l'Italie : à Florence même, son influence devint quasi souveraine. Chaque fois qu'il prêchait, douze à quinze mille personnes buvaient ses paroles. Dans la grande cathédrale de

212

(1) *Processo autentico* (Baluz. et Mansi, IV, 529, 531). — Burlamacchi (Baluz. et Mansi, I, 534-5, 541-2). — Villari, *op. cit.* lib. I, c. 5, 9.

Maria del Fiore, il fallut construire des estrades pour recevoir la foule qui se pressait et qui, sur un mot de lui, se serait jetée au feu. Les enfants tenaient une place spéciale dans ses préoccupations; il les intéressait si bien à son œuvre qu'on ne pouvait, paraît-il, les garder au lit, lorsque Savonarole prêchait le matin, tant ils se hâtaient de devancer leurs parents à l'église. Dans les processions organisées par lui, on voyait parfois cinq ou six mille jeunes garçons; ces pupilles lui étaient précieux dans la tâche de réforme morale qu'il avait entreprise en cette ville dissolue et plongée dans de honteux plaisirs. Ils étaient organisés régulièrement, avec des officiers qui se partageaient les diverses fonctions, et ils devinrent la terreur des méchants. Ils entraient dans les tavernes, dans les tripots, interrompaient les orgies et les parties de dés ou de cartes; nulle femme n'osait se montrer dans la rue autrement que sous une mise décente et dans une tenue modeste. « Voici les pupilles du Frère! » était un cri qui remplissait de crainte les plus hardis malfaiteurs, car leur résister était risquer sa vie. Même les courses de chevaux qui avaient lieu, chaque année, à Santo-Barnabo, furent supprimées. En 1497, quand les membres de la Seigneurie rétablirent ces courses en disant : « Allons-nous donc tous nous faire moines? » on put voir là un symptôme que l'influence de Savonarole diminuait. Florence, naguère la plus joyeuse et la plus perverse des villes, en devint la plus sage, et longtemps les pieuses gens regrettèrent la sainte époque où Savonarole y régnait, tout en remerciant Dieu d'avoir permis qu'ils vécussent pendant ces heureux jours (1).

A certains égards, on peut déplorer le puritanisme de Savonarole et le zèle indiscret de ses pupilles. En 1498, il substitua aux mascarades profanes du carnaval un feu de joie où furent jetés les objets qu'il jugeait immodesles ou malséants. Les contributions volontaires à cet holocauste furent sensible-

(1) Landucci, *op. cit.* p. 72, 88, 91, 103, 108, 109, 123-8, 134. -- *Mémoires de Commynes*, liv. viii, c. 19. — Marsili Ficini *Opera*, éd. 1561, I. 963 — Nardi, *Historie Fiorentina*, lib. II (éd. 1574, p. 58, 60). — Perrens, *Jérôme Savonarole*, p. 312. — Burlamacchi, *loc. cit.* p. 514-6, 552-3, 556-7.

ment accrues par l'énergie des pupilles, qui entrèrent dans les maisons et les palais et emportèrent tout ce qui leur parut bon à brûler. De précieux manuscrits enluminés, des statues, des peintures, des tapisseries rares, d'incalculables œuvres d'art se trouvèrent mêlés aux colifichets et aux inutilités de la parure féminine, aux miroirs, aux instruments de musique, aux livres de divination, d'astrologie, de magie qui contribuèrent à former la masse totale. On peut admettre le sacrifice d'exemplaires de Boccace ; mais Pétrarque aurait dû trouver grâce même aux yeux du sévère et vertueux Savonarole. La valeur des objets sacrifiés pour cet impitoyable *auto de fé* était telle qu'un marchand vénitien en offrit à la seigneurie vingt mille *scudi* ; pour toute réponse, on prit le portrait de l'amateur et on le plaça tout en haut du bûcher. Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'on dût faire garder nuitamment par des hommes armés cet amas de choses précieuses, de peur que les *tiepidi* n'en volassent quelque une (1).

Si Savonarole s'était trouvé en présence des sévères institutions féodales, il aurait probablement exercé une influence plus durable sur les idées morales et religieuses de son temps. Le malheur voulut que dans une république telle que Florence, la tentation de se mêler à la politique fût irrésistible. On ne saurait s'étonner qu'il saisit avec avidité l'occasion — ou ce qu'il crut être l'occasion — de renégérer un puissant État et, par là, d'acquérir une influence prépondérante sur toute l'Italie afin d'opérer une réforme de la Chrétienté. La voix prophétique qu'il entendait lui assurait que la conversion des infidèles suivrait et que la charité chrétienne et l'amour régneraient alors dans le monde entier,

Égaré par ces séduisantes illusions, il n'hésita pas à user, pour des fins pratiques, de l'autorité presque illimitée qu'il avait acquise sur la populace de Florence. Ce furent ses conseils qui provoquèrent la révolution de 1494 et l'expulsion des Médicis ; son humanité sut empêcher les sanglants excès qui accompa-

(1) Landucci, p. 163. — Burlamacchi, p. 558-9. — Nardi, lib. II, p. 56-7.

214 gnaient d'ordinaire ces soulèvements dans les cités italiennes. Pendant l'expédition de Charles VIII contre Naples, en 1494, il travailla activement à cimenter l'alliance de la république avec ce monarque, en qui il voyait l'instrument destiné par Dieu à amener la réforme de l'Italie. En cette même année, lors de la reconstitution de la république, il s'employa plus qu'aucun autre peut-être tant à en organiser les rouages qu'à en élaborer les lois ; lorsqu'il amena le peuple à proclamer Jésus-Christ roi de Florence, il est probable qu'il ne se rendit pas compte lui-même qu'en qualité de porteparole de Dieu, il assumait nécessairement le rôle de dictateur. Ce n'était pas seulement du haut de la chaire qu'il instruisait ses auditeurs sur leurs devoirs de citoyens et donnait libre cours à son inspiration prophétique ; les chefs du parti populaire avaient, en outre, coutume de lui demander constamment son avis et d'obéir à ses conseils. Pourtant, le plus souvent, il se cantonnait dans la retraite la plus austère et laissait le soin des détails à deux agents de confiance, choisis parmi les moines de Saint-Marc ; l'un, Domenico da Pescia, était une tête chaude et un homme de premier mouvement ; l'autre, Salvestro Maruffi, était un rêveur et un somnambule. En s'abaissant, lui, le prophète de Dieu, au rang de chef d'une faction désignée par le peuple sous le nom méprisant de *Piagnoni* ou *Pleureurs*, Savonarole en arriva à fonder toutes ses espérances sur la suprématie persistante de cette faction, de sorte que le moindre échec à ses desseins politiques devenait nécessairement fatal aux vastes et nobles plans dont cette politique était la base. De plus, son attachement résolu à l'alliance avec Charles VIII finit par rendre sa disparition nécessaire au succès des projets d'Alexandre VI, qui rêvait d'unir tous les États italiens pour faire face au danger d'une nouvelle invasion française (1).

Comme si le destin eût voulu rendre son échec certain, une loi datant du xiii^e siècle exigeait que la Seigneurie changeât,

(1) Villari, lib. II, cap. IV, v : T. II. App. p. cccx. — Landucci, p. 92-4, 112. — *Processo autentico* (Baluze et Mansi, IV. 531, 554, 558).

tous les deux mois, de maîtres, si bien qu'elle reflétait tous les aspects passagers des passions populaires. Quand vint l'époque critique du renouvellement, le vent tourna contre Savonarole. L'alliance avec la France, sur laquelle il avait édifié son crédit d'homme d'État et de prophète, eut un résultat désastreux. Charles VIII put à grand-peine, à Fornoue, se frayer une route vers la France avec une armée décimée et ne revint jamais en Italie, bien que Savonarole lui ait fait entendre, à diverses reprises, la menace de la colère divine. Non content de laisser Florence isolée en face de la ligue de l'Espagne, de la papauté, de Venise et de Milan, le roi désappointa le plus cher désir des Florentins en violant sa promesse de leur rendre la citadelle de Pise. Quand cette nouvelle parvint à Florence, le 1^{er} janvier 1496, la populace surexcitée tint Savonarole pour responsable de ce malheur; une foule entoura, le soir, le couvent de Saint-Marc et menaça bruyamment de brûler « ce grand pourceau de Frère ». Le mal s'aggravait d'une affreuse détresse causée par le déclin de l'industrie et du commerce au cours des guerres civiles, par les énormes subsides accordés à Charles VIII et par les dépenses de la guerre contre Pise; de lourdes contributions avaient obéré la ville; le crédit public était ruiné. A tout cela s'ajouta la terrible famine de 1497 et la peste qui suivit. Tant de calamités successives irritèrent les masses ignorantes qui appelèrent de leurs vœux une révolution.

215

Les *Arrabiati*, ou parti de l'opposition, ne tardèrent pas à profiter de la réaction et trouvèrent un appui auprès des gens sans aveu et de tous les citoyens que l'austère réforme avait indisposés. Une association se forma sous le nom de *Compagnacci*. Parmi ces hommes figuraient de jeunes nobles hardis et dissolus, avec leurs clients; à leur tête était Doffo Spini; la puissante maison des Altoviti les soutenait. Leur but immédiat était la ruine de Savonarole; ils étaient prêts à recourir aux mesures extrêmes dès que s'offrirait une occasion favorable (1).

(1) Landucci, p. 110, 112, 122. — Villari, I, 473. — *Mémoires de Commynes*, liv. VIII, ch. 19. — *Processo autentico* (*loc. cit.* p. 524, 541). — Perrens, p. 342.

Cette occasion ne pouvait manquer de surgir bientôt. Si Savonarole s'était contenté de dénoncer simplement la corruption de l'Église et de la Curie, on l'aurait laissé exhaler en paix son indignation comme avaient fait sainte Brigitte, le chancelier Gerson, le cardinal d'Ailly, Nicolas de Clemangis et maint autre ecclésiastique des plus vénérés. Pape et cardinaux étaient habitués à l'outrage et le subissait de la meilleure grâce du monde, pourvu que nul ne s'avisât de toucher aux abus lucratifs. Mais Savonarole était devenu un personnage politique important; son influence à Florence était hostile aux desseins des Borgia. Pourtant, Alexandre VI le traita avec une indifférence souriante qui, un moment, ressembla fort à du mépris. A la fin, quand on reconnut la gravité du danger, il tenta de séduire Savonarole par l'offre de l'archevêché de Florence et de la pourpre cardinalice. L'offre fut rejetée avec une explosion d'indignation prophétique : « Je ne veux que le chapeau du martyr, rougi de mon propre sang ! » L'hostilité ne se manifesta à l'égard de Savonarole que le 21 juillet 1495, après que Charles VIII eût quitté pour toujours l'Italie et laissé les Florentins seuls aux prises avec la ligue dont la papauté était l'âme. Encore se contenta-t-on de l'inviter amicalement à venir à Rome, pour rendre compte des révélations et des prophéties que Dieu lui avait inspirées. Il répondit le 31 juillet, en déclinant l'invitation sous prétexte qu'il était en proie à une fièvre intense et à une crise de dysenterie; de plus, disait-il, la république ne permettrait pas qu'il s'aventurât hors du territoire florentin, par crainte des ennemis qui le poursuivaient; on avait déjà attenté à sa vie par le poison et le fer et il ne sortait jamais de son couvent sans être accompagné; en outre, les réformes de la ville, encore inachevées, réclamaient sa présence. Pourtant, dès qu'il le pourrait, il se rendrait à Rome; en attendant, le pape trouverait tout ce qu'il désirait connaître dans un livre, actuellement sous presse, contenant les prophéties relatives à la rénovation de l'Église et à la transformation de l'Italie; un exemplaire de ce

livre serait soumis au Saint Père, dès que l'impression en serait achevée (1).

Bien que Savonarole affectât de ne point attacher d'importance à cette affaire, il ne négligea pourtant pas cet avertissement et suspendit un moment sa prédication. Soudain, le 8 septembre, Alexandre revint à la charge en confiant aux moines rivaux, les Franciscains de Sainte-Croix, une bulle dans laquelle il ordonnait que la congrégation toscane fût réunie à la province de Lombardie; le cas de Savonarole était soumis au vicaire général de cette province, Sebastiano de Madiis. Domenico da Pescia et Salvestro Maruffi étaient sommés de se transporter, avant huit jours, à Bologne; Savonarole avait l'ordre de cesser de prêcher jusqu'à ce qu'il se fût présenté à Rome. Le 29 septembre, Savonarole répondit par une justification détaillée; il récusait Sebastiano comme juge, ce personnage étant prévenu contre lui, et concluait en demandant que le pape lui fit connaître les erreurs de doctrine qu'on lui reprochait et qu'il était prêt à rétracter; d'ailleurs, il soumettait au jugement du Saint-Siège tout ce qu'il avait pu dire ou écrire. Presqu'aussitôt après cette démarche, l'expédition de Pierre de Médicis contre Florence obligea Savonarole à rompre le silence qu'il s'était imposé : le 11 octobre, sans attendre la réponse papale, il monta en chaire et exhorta violemment le peuple à s'unir pour résister au tyran. Malgré ce symptôme d'insubordination, Alexandre accepta la soumission apparente de Savonarole et, le 16 octobre, se contenta de lui répondre en lui enjoignant de ne plus prêcher en public ou en particulier avant d'avoir pu se rendre à Rome, ou avant qu'on eût envoyé à Florence un personnage ayant qualité pour prendre une décision en cette affaire; si Savonarole obéissait à cet ordre, tous les brefs pontificaux seraient rapportés. Pour Alexandre, c'était là une question purement politique. Sous l'influence du moine, Florence était hostile aux desseins du Saint-Siège; le pape ne tenait pas à pousser les

(1) Guicciardini, lib. III. c. 6. — Burlamacchi, p. 531. — Villari, T. I. p. civ-cvii. — Landucci, p. 106.

choses trop loin; il lui suffisait de battre en brèche l'autorité du Frère et de lui fermer la bouche (1).

Mais la voix du prédicateur était un facteur trop important dans la vie de la cité pour que les amis de Savonarole, occupant le pouvoir, consentissent à ce silence imposé. De longs et ardents efforts furent faits pour obtenir que le pape l'autorisât à reprendre sa prédication durant le Carême suivant, et Alexandre finit par accéder à cette demande. Savonarole prononça alors des sermons sur Amos, qui n'étaient pas de nature à apaiser la Curie : outre qu'il fouaillait avec une véhémence terrible les vices de la cour de Rome, il s'attachait à établir que son obéissance aux ordres du pape devait avoir certaines limites. Ces sermons produisirent une émotion considérable, non seulement à Florence, mais dans toute l'Italie : le dimanche de Pâques (3 avril 1496), Alexandre convoqua quatorze Dominicains docteurs en théologie et dénonça leur audacieux confrère comme hérétique, schismatique, indocile et superstitieux. On lui attribua la responsabilité des malheurs de Pierre de Médicis et, à l'unanimité moins une voix, on décida qu'il fallait trouver un moyen de le faire taire (2).

Il n'en continua pas moins à prêcher librement, de temps à autre, jusqu'au 2 novembre. Même alors, son autorité était si grande qu'Alexandre dut recourir, pour l'atteindre, à des moyens détournés. Le 7 novembre 1496, un bref pontifical institua une congrégation de Rome et Toscane, placée sous la direction d'un vicaire-général nommé pour deux ans et rééligible seulement après un certain temps d'inactivité. Il est vrai que le premier titulaire de cette charge fut un ami de Savonarole, Giacomo di Sicilia; mais la mesure était ingénieusement calculée de façon à ôter à ce personnage toute indépendance; on pouvait, à un moment donné, le transférer de Florence à un autre poste. Savonarole répliqua par un défi public. Il fit imprimer une *Apologia della Congregazione di San Marco*,

(1) Villari, I. 402-7. — Landucci, p. 120. — *Diar.* Johann. Burchardi (Eccard, *Corp. Hist.* II. 2151-9).

(2) Villari, I. 417, 441-5. — Landucci, p. 125-9. — Perrens, p. 361.

- dans laquelle il déclarait que deux cent cinquante moines de son couvent résisteraient jusqu'à la mort, en dépit des menaces et de l'excommunication, à une mesure dont la seule conséquence serait la perte de leurs âmes. C'était une déclaration de guerre ouverte. Le 26 novembre, Savonarole reprit audacieusement sa prédication. Il entama et poursuivit durant le Carême de 1497 une série de sermons sur Ezéchiel, attestant qu'il avait abandonné tout espoir de réconciliation avec Rome. L'Église était pire qu'une bête sauvage; c'était un monstre abominable que les serviteurs de Dieu devaient purifier et réformer; ceux qui entreprenaient cette tâche devaient accueillir avec joie l'excommunication même. D'autre part, ces sermons étaient, en grande partie, des discours politiques; du haut de la chaire, Savonarole dirigeait les affaires municipales de Florence.

218

La cité avait été presque réduite au désespoir par sa lutte inégale contre Pise, Milan, Venise et la papauté; mais la fin de l'année 1496 avait vu quelques succès inattendus justifier la confiance en Dieu dont Savonarole faisait un devoir aux siens. En même temps que la République renaissait à l'espérance, l'autorité du Frère se raffermissait (1).

La colère d'Alexandre devenait plus vive de jour en jour; pourtant, il reculait devant une rupture complète et un conflit violent. Il tenta d'utiliser contre Savonarole la traditionnelle hostilité des Franciscains. Le couvent observantin de San Miniato fut choisi comme centre des opérations; les plus renommés prédicateurs de l'Ordre s'y réunirent : c'étaient Domenico da Poza, Michele d'Aquis, Giovanni Tedesco, Giacomo da Brescia et Francesco della Puglia. Il est vrai que le 1^{er} janvier 1497 les *Piagnoni*, forts de leurs récents succès sur le champ de bataille, élurent Gonfalonier de Justice Francesco Valori, qui essaya d'interdire aux Franciscains la prédication, leur défendit de mendier du pain, du vin et autres secours indispensables, et se vanta de les faire mourir de faim; l'un

(1) Villari, I. 489, 492-4, 496, 499, cxlii; II. 4-6.

d'eux fut même rigoureusement banni de la ville; mais les autres persévérèrent et Savonarole fut dénoncé comme imposteur, au cours du Carême, du haut de la chaire du Saint-Esprit. Pourtant, ses partisans s'émurent peu; son auditoire était plus considérable et plus enthousiaste que jamais. Une religieuse de S. Maria di Casignano vint à Florence tenter une campagne analogue et ne réussit pas davantage (1).

219 A ce moment, la famine était extrême, une peste était à redouter. La Seigneurie, alors composée d'*Arrabiati*, saisit ce prétexte pour mettre un terme à cette guerre de prédications qui, en fait, menaçait la paix de la cité. Le 3 mai on interdit toute prédication à partir de l'Ascension (4 mai), par le motif, disait-on, qu'à l'approche de l'été la réunion de foules considérables risquait d'aider à la propagation de l'épidémie. L'incoercible excitation des esprits se manifesta le lendemain, quand Savonarole prêcha, dans la cathédrale, son sermon d'adieu. On enfonça les portes avant l'heure et l'on souilla d'ordures sa chaire. Les *Compagnacci* avaient fait, presque ouvertement, des préparatifs pour tuer leur ennemi; ils s'assemblèrent en nombre et interrompirent l'orateur par des cris; les amis du Frère se groupèrent, l'épée nue, autour de lui et, protégé par eux, il put sortir sain et sauf (2).

Cette échauffourée causa une vive émotion par toute l'Italie; la Seigneurie montra de quel côté penchaient ses sympathies en s'abstenant de punir les émeutiers. L'évidente faiblesse des *Piagnoni* encouragea Alexandre. Le 13 mai, il envoya aux Franciscains une bulle leur enjoignant de proclamer que Savonarole était excommunié, suspect d'hérésie, et que nul ne devait entretenir commerce avec lui. Le commissaire papal chargé de publier cette bulle fut pris de peur et en différa la publication jusqu'au 18 juin. Le 22 mai, alors qu'on ignorait l'existence de la bulle, Savonarole avait écrit au pape une lettre explicative, dans laquelle il offrait de se soumettre au jugement de l'Eglise; mais, deux jours après la publication de

(1) *Processo autentico*, p. 533-4. — Perrens, p. 182-90. — Landucci, p. 144-6.

(2) Landucci, p. 148. — Villari, II. 18-25.

l'excommunication, il répondit à ce coup par une apologie dans laquelle il s'efforçait d'établir l'invalidité de la sentence; le 25 juin, il poussa l'audace jusqu'à envoyer à Alexandre une lettre de condoléances à l'occasion du meurtre du duc de Gandia, fils du pontife. Heureusement pour lui, un nouveau revirement se produisit dans la politique municipale; ses amis revinrent au pouvoir le 1^{er} juillet; jusqu'à la fin de l'année, les élections furent favorables à son parti et bien que, conformément aux ordres antérieurement donnés par la Seigneurie, il n'y eût pas de prédication, Savonarole ne cessa pas de recevoir et d'administrer les sacrements. Il convient de rappeler qu'à cette époque régnait partout un esprit d'insubordination et que les censures papales étaient assez médiocrement respectées. Nous avons vu plus haut (1) qu'en 1502 tout le clergé gallican, obéissant à une décision de l'Université de Paris, défia publiquement l'excommunication lancée contre lui par Alexandre VI. Il en fut de même, à ce moment, à Florence. Les *Piagnoni* se souciaient si peu de l'excommunication que, le 17 septembre, on présenta à la Seigneurie une pétition des enfants de Florence demandant qu'on permit à leur Frère bien-aimé de reprendre ses prédications; même, le 1^{er} octobre, un Carme prononça un sermon pour défendre Savonarole et déclara que, dans une vision, Dieu lui avait dit que Savonarole était un saint homme, que tous ses adversaires auraient la langue arrachée et seraient livrés aux chiens.

220

C'était là une rébellion manifeste contre le Saint-Siège : cependant, pour tout châtiment, le Carme reçut des officiaux épiscopaux l'ordre de cesser de prêcher. De son côté, la Seigneurie avait entamé d'actives, mais vaines démarches pour obtenir le retrait de la censure. Savonarole avait refusé avec indignation les offres du cardinal de Sienne, le futur Pie III, lequel se faisait fort d'obtenir ce retrait si Savonarole payait à un sien créancier cinq mille scudi. Pourtant, malgré son mépris des censures pontificales, Savonarole croyait être

(1) Vol. II, p. 137.

demeuré fils soumis de l'Église. Il employa les loisirs forcés de cet été à écrire le *Trionfo della Croce*, dans lequel il prouvait que la papauté est la puissance suprême et que quiconque se sépare de l'unité et de la doctrine de Rome se retranche lui-même de l'Église du Christ (1).

En janvier 1498, le gouvernement échut à une Seigneurie composée de zélés partisans de Savonarole, tous mécontents qu'on eût enchaîné cette puissante parole. Une ancienne coutume voulait qu'à l'Épiphanie, anniversaire de l'Église, ils allassent en corps porter des offrandes à la cathédrale: ce jour venu, les citoyens de tous partis furent stupéfaits de voir que Savonarole, toujours excommunié, célébrait l'office, et que les fonctionnaires lui baisaient humblement la main. On alla plus loin dans la rébellion : on décida qu'il reprendrait le cours de sa prédication. Une nouvelle Seigneurie devait être élue en mars, le peuple commençait à obéir moins docilement à Savonarole; il était indispensable que son éloquence vint assurer sa propre sécurité et maintenir les *Piagnoni* au pouvoir. En conséquence, le 11 février, il reparut à la cathédrale, où l'on avait remis en place les anciens gradins et les estrades destinées au public. Pourtant, nombre de *Piagnoni* timorés s'abstinrent de venir écouter un excommunié, prétextant qu'il fallait respecter la sentence de l'Église justement ou injustement rendue (2).

221 Dans les sermons sur l'Exode, prononcés durant le Carême — les derniers que Savonarole ait prêchés — le moine se montra plus violent que jamais. Il ne pouvait justifier son attitude actuelle qu'en prouvant que l'anathème du pape était sans valeur, et il administra cette preuve en termes qui excitèrent à Rome la plus vive indignation. Le 26 février un bref fut précipitamment envoyé à la Seigneurie, pour ordonner, sous peine d'interdit, d'arrêter Savonarole et de l'envoyer à Rome. Cette intervention resta lettre morte; mais, en même temps, on adressa aux chanoines de la cathédrale l'ordre de refuser à

(1) Villari, II, 25-8, 35-6, 79; App. xxxix. — Processo autentico, p. 533. — Landucci, p. 152-3, 157.

(2) Landucci, p. 161-2. — Machiavelli, *Frammenti storici (Opere)*, éd. 1782, II, 53).

Savonarole l'entrée de leur église. Savonarole se rendit à la cathédrale le 1^{er} mars et annonça qu'il allait prêcher à Saint-Marc où la foule des auditeurs le suivit. Pourtant, ce jour même, le destin décida sa perte : le pouvoir passa à une Seigneurie composée en majorité d'*Arrabiati*, à la tête desquels figurait, comme Gonfalonier de Justice, un de ses plus acharnés ennemis, Pier Popoleschi. Savonarole avait encore trop d'autorité sur le peuple pour qu'on pût l'attaquer de front ; on attendit qu'une occasion s'offrit de l'abattre (1).

Le premier acte du nouveau gouvernement fut un appel au pape, le 4 mars : les magistrats demandaient qu'on excusât leur désobéissance aux ordres pontificaux et invoquaient la clémence du Saint-Père en faveur de Savonarole, dont les travaux avaient été si utiles et en qui le peuple de Florence voyait un être supérieur. Peut-être y avait-il là l'insidieux dessein de rallumer la colère du pape ; en tout cas, Alexandre montra, par sa réponse, qu'il comprenait parfaitement l'avantage de la situation. Savonarole est « ce misérable ver de terre » qui, dans un sermon récemment publié, a adjuré Dieu de le livrer à l'enfer s'il demandait jamais l'absolution. Le pape ne perdra pas son temps à écrire des lettres ; il attend désormais, de la Seigneurie, non des paroles, mais des actes. Si les magistrats florentins veulent échapper à un interdit qui durera jusqu'à leur entière soumission, il faut qu'ils envoient à Rome leur monstrueuse idole, ou qu'ils la retranchent de tout commerce avec les hommes. Pourtant, Savonarole n'est pas condamné à un silence éternel ; lorsqu'il se sera humilié comme il convient, la parole lui sera rendue (2).

Ce message arriva à Florence le 13 mars et provoqua de violentes discussions. Nous avons vu que l'interdit lancé par le pape pouvait entraîner, non seulement la perte des privilèges spirituels, mais encore la mise au ban et la saisie en tout lieu de la personne de l'excommunié et de ses biens. C'était la

222

(1) Landucci, p. 164. — Perrens, p. 231. — Villari, II. App. LXVI.

(2) Perrens, p. 232-5, 365-92. Cf. Villari, II. 115.

Le sacrilège appel à Dieu avait été réellement prononcé par Savonarole dans son sermon du 11 février (Villari, II. 88).

ruine pour une population commerçante. Les marchands et les banquiers de Florence recevaient de leurs correspondants de Rome des nouvelles très alarimantes : le pape, dans sa colère, songeait à livrer leurs biens au pillage. La crainte s'empara de la ville ; le bruit se répandit peu à peu que le redoutable interdit avait été prononcé. Telle était encore, cependant, l'influence dont disposait Savonarole, qu'après d'ardents débats sur des projets divers la Seigneurie se décida seulement, le 17 mars, à envoyer de nuit cinq citoyens le supplier de cesser pour quelque temps sa prédication. En déclarant qu'il refusait d'obéir aux ordres du pape, Savonarole avait promis de respecter les désirs du pouvoir civil ; mais quand on lui transmit la requête des magistrats, il répondit que son premier devoir était de consulter la volonté de Celui qui lui avait enjoint de prêcher. Le lendemain, du haut de la chaire de Saint-Marc, il formula sa réponse en ces termes : « Écoutez, car voici ce que dit le Seigneur : En demandant au Frère de renoncer à la prédication, c'est à Moi qu'on adresse cette requête et non à lui, car c'est Moi qui prêche ; c'est Moi qui accède à votre demande et qui la rejette en même temps. Le Seigneur consent en ce qui touche la prédication, mais non en ce qui touche votre salut » (1).

Il était impossible de céder de façon plus maladroite et en laissant mieux paraître son orgueil ; les ennemis de Savonarole n'en conçurent que plus d'audace. Les Franciscains fulminèrent triomphalement du haut des chaires dont ils disposaient ; les amis du désordre, excédés de se voir gouverner par la vertu, commencèrent à s'agiter en faveur d'une licence dont ils exigeaient le prochain retour. Des railleurs malveillants se moquaient du Frère en pleine rue ; une semaine plus tard, on afficha sur les murs des placards conviant le peuple à brûler les palais de Francesco Valori et de Paolo Antonio Soderini, deux des principaux partisans de Savonarole. Les agents du duc de Milan se trompaient de peu lorsqu'ils écrivaient joyeu-

(1) Perrens, p. 237, 238. — Landucci, p. 164-66.

sement à leur maître que la ruine du Frère serait bientôt accomplie, par des voies légales ou criminelles (1).

En cet instant s'offrit une dernière ressource à laquelle Savonarole eut recours. Après avoir, le 13 mars, nettement invité Alexandre à se bien garder, attendu qu'il ne pouvait y avoir désormais de trêve entre eux, Savonarole fit appel aux souverains de la Chrétienté, en des lettres écrites, disait-il, sur l'ordre exprès et au nom de Dieu, pour presser les princes de convoquer un concile général chargé de réformer l'Église. Celle-ci était profondément atteinte, du plus grand au plus humble de ses membres; son infection était si intolérable que Dieu n'avait pas permis qu'elle possédât un chef légitime. Alexandre VI n'était ni pape, ni éligible à la papauté, d'abord en raison de la simonie au prix de laquelle il avait acheté la tiare, et de sa perversité qui, si on la révélait, exciterait l'exécration universelle; puis, parce qu'il n'était pas chrétien et qu'il ne croyait pas en Dieu. Tout cela, Savonarole offrait de le prouver par l'évidence et aussi par des miracles que Dieu opérerait pour convaincre les plus sceptiques. Cette menaçante épître fut adressée, avec quelques variantes sans importance, aux rois de France, d'Espagne, d'Angleterre, de Hongrie et à l'Empereur. Une missive envoyée au préalable par Domenico Mazzinghi à Giovanni Guasconi, ambassadeur de Florence à la cour française, tomba par hasard aux mains du duc de Milan, qui était l'ennemi de Savonarole et qui s'empressa de la transmettre au pape (2).

On s'imagine sans peine quelle fut la colère d'Alexandre. Ce qui l'irrita surtout ce fut, non le débordement d'accusations personnelles que son cynisme était tout disposé à négliger, mais l'appel à la convocation d'un concile qui, depuis les assemblées de Constance et de Bâle, avait toujours été le vœu des réformateurs et la terreur de la papauté. Le mécontentement

(1) Landucci, p. 166. — Villari, II. App. p. LVIII-LXII.

(2) Villari, II. 129, 132-5; App. p. LXVIII-LXXI, CLXXI. — Baluz. et Mansi, I. 584-5. — Perrens, p. 373-5. — Burlamacchi, p. 551. — Dans sa confession du 21 mai, Savonarole déclara que l'idée du concile ne s'était présentée à son esprit que trois mois auparavant (Villari, II. App. cxiii).

actuel de la Chrétienté faisait de cette convocation un danger sans cesse imminent. Peu auparavant, en 1482, une espèce de fou, André, archevêque de Krain, avait bouleversé l'Europe entière en convoquant, de Bâle, un concile sous sa propre responsabilité, et en défiant pendant six mois, grâce à la protection des magistrats, les efforts de Sixte IV et les anathèmes de l'inquisiteur Henry Institoris, jusqu'au jour où Frédéric III, après quelques tergiversations, l'avait fait jeter en prison. En cette même année 1482, Ferdinand et Isabelle, par la menace de la convocation d'un concile, avaient amené Sixte IV à abandonner son présomptueux dessein de nommer aux sièges d'Espagne ses propres créatures. En 1495, le bruit courut partout que l'empereur allait citer le pape devant un concile qui se tiendrait à Florence. Quelques années avant, le cardinal rebelle Giuliano della Rovere, qui avait fui en France, avait sans cesse pressé Charles VIII d'assembler un concile général; en 1497, Charles soumit la question à l'Université de Paris, qui émit un avis favorable. Sans doute, l'idée que Savonarole pût, tout seul, amener les princes à une semblable entreprise, était insensée; néanmoins, il avait menacé la papauté à l'endroit le plus sensible; un combat sans merci allait s'engager (1).

L'issue, d'ailleurs inévitable, survint plus tôt et plus tragiquement que les plus fins observateurs ne le pouvaient prévoir. Il est impossible, au milieu des récits contradictoires émanant d'amis et d'ennemis, de déterminer exactement comment on en arriva à cet étrange *Sperimento del Fuoco* qui fut la cause immédiate de la catastrophe. Voici comment les

(1) Landucci, p. 113. — Chron. Glassberger, ann. 1482. — Raynald, ann. 1492, n° 25. — Pulgar, *Cronica de los Reyes Católicos*, II, cav. — Comba, *La Riforma in Italia*, I, 491. — Nardi, lib. II (p. 79).

Un contemporain de ces faits, Glassberger, dit de la tentative d'André de Krain : « Nisi enim auctoritas imperatoris intervenisset, maximum in ecclesia schisma subortum fuisset. Omnes enim amuti domini papæ ad domini imperatoris consensum respiciebant pro concilio celebrando. » Une année d'emprisonnement dans les chaînes épuisa le courage d'André, qui rédigea une rétractation solennelle de ses invectives contre le Saint-Siège. Ce document fut envoyé, avec une demande de grâce, à Sixte IV, qui accorda le pardon; mais, avant le retour des messagers, le malheureux réformateur se pendit dans sa cellule (*ubi sup.* ann. 1483).

choses se passèrent vraisemblablement. Frère Jérôme étant contraint au silence, Domenico da Pescia le remplaça. La situation s'aggravait de jour en jour, et Domenico, dans son zèle maladroit, offrit de prouver la vérité de la cause que défendait son maître en se précipitant du haut du Palais de la Seigneurie, ou en se jetant dans la rivière, ou en passant à travers le feu. C'était probablement là une fleur de rhétorique, n'impliquant pas de dessein arrêté, mais le Franciscain Francesco della Puglia, qui prêchait avec succès à l'église de Sainte-Croix, releva le défi et offrit d'affronter l'ordalie en compagnie du Frère Jérôme. Cependant ce dernier refusa de se soumettre à l'épreuve, à moins qu'un légat papal et des ambassadeurs envoyés par tous les princes chrétiens ne fussent présents, afin que cet événement pût devenir le début d'une réforme générale de l'Église. Alors Frà Domenico accepta le défi et, le 27 ou le 28 mars, fit afficher au portail de Sainte-Croix une déclaration aux termes de laquelle il offrait de prouver, par argument ou miracle, les propositions suivantes : 1^o L'Église de Dieu a besoin d'une réforme; 2^o L'Église doit être châtiée; 3^o L'Église sera réformée; 4^o Après le châtiment, Florence sera réformée et prospérera; 5^o Les Infidèles seront convertis; 6^o L'excommunication de Frère Jérôme est nulle; 7^o Il n'y a pas de péché à ne pas observer l'excommunication. Frà Francesco disait, avec quelque bon sens, que la plupart de ces propositions ne souffraient pas la discussion, mais que, puisqu'il fallait une démonstration, il consentait à affronter le feu en compagnie de Frà Domenico. Bien qu'il s'attendit à être brûlé, il consentait à ce sacrifice pour délivrer les Florentins de leur fausse idole (1).

225

Les passions étaient ardentes de part et d'autre; des factions violentes soulevaient la ville. Pour empêcher une explosion, la Seigneurie manda les deux adversaires et leur fit signer, le 30 mars, la promesse écrite de se soumettre à l'étrange épreuve. Trois cents ans auparavant, une telle folie eût semblé

(1) Burlamacchi, p. 559. — Landucci, p. 166-7. — Processo autentico, p. 535-7. — Villari, II. App. LXXI sq.

assez raisonnable; mais le concile de Latran avait réprouvé, en 1215, toutes les ordalies de ce genre et les avait définitivement exclues de l'Église.

Frà Francesco déclara qu'il n'avait aucun sujet de querelle contre Domenico; que si Savonarole voulait affronter l'épreuve, il était prêt à s'y associer, mais que s'il s'agissait de quelque autre, il se contenterait de fournir un champion; ce champion fut facile à trouver dans la personne d'un noble Florentin de l'Ordre, Frà Giuliano Rondinelli. D'autre part, tous les moines de Saint-Marc, au nombre de près de trois cents, signèrent la promesse de se soumettre à l'ordalie, et Savonarole déclara qu'en cette occasion le premier venu pouvait s'y risquer sans péril. L'enthousiasme était si grand que, la veille du jour fixé pour l'épreuve, comme Savonarole prêchait sur ce sujet à Saint-Marc, l'assistance se leva en masse et chacun offrit de prendre la place de Domenico pour la défense de la vérité.

Les conditions imposées par la Seigneurie portaient que, si le champion dominicain périssait, soit seul, soit avec son rival, Savonarole devrait quitter la ville jusqu'à ce qu'on le rappelât; si le Franciscain seul succombait, Frà Francesco serait frappé d'un bannissement identique; la même peine était décrétée contre celui des deux partis qui, au dernier moment, déclinerait l'ordalie (1).

- 226** La Seigneurie confia à dix citoyens le soin de présider à l'épreuve, qui fut fixée au 6 avril, puis différée d'un jour dans l'espoir qu'on recevrait du pape une réponse négative à une demande d'autorisation. Le refus arriva en effet, mais trop tard; peut-être ce retard était-il prémédité. Donc, le 7 avril, on mit la dernière main aux préparatifs. Sur la Piazza de' Signori, on édifia un énorme bûcher de bois sec, jusqu'à hauteur de l'œil, avec un chemin central destiné aux champions. On avait amassé en abondance de la poudre, de l'huile, du soufre, de l'alcool, afin d'assurer la rapide propagation de la

(1) Landucci, p. 167-8. — Processo autentico, p. 536-8. — Villari, II. App. xc-xciii.

flamme; on devait mettre le feu à une extrémité, puis les champions entreraient par l'autre et on allumerait les fagots derrière eux pour leur barrer la retraite. Une foule immense de spectateurs avides emplissait la place; les fenêtres, les toits des maisons étaient noirs de monde. Les partisans de Savonarole étaient en majorité et les Franciscains furent terrorisés jusqu'à l'arrivée des *Compagnacci*, jeunes nobles armés de pied en cap, montés sur leurs chevaux d'armes et accompagnés chacun de huit ou dix partisans; ils étaient en tout environ cinq cents; à leur tête marchait Doffo Spini (1).

Les Franciscains arrivèrent les premiers sur le terrain, en proie à une cruelle inquiétude. Ensuite parut la procession des Dominicains, au nombre d'environ deux cents, chantant des psaumes. Les deux troupes se présentèrent devant la Seigneurie et les Franciscains, prétendant redouter quelque artifice magique, demandèrent que Domenico changeât de vêtements. On y consentit sans difficulté; les deux champions furent habillés d'autres vêtements; mais on perdit un temps infini à des détails. Les Dominicains réclamaient pour Domenico le droit de porter un crucifix dans la main droite et un azyne consacré dans la main gauche. On fit des objections au sujet du crucifix et il consentit à s'en dessaisir; mais il ne s'émut nullement du cri d'horreur que souleva la question de l'hostie. Savonarole tint bon. Dieu avait révélé à Frà Salvestro que le sacrement était indispensable; l'affaire fut chaudement discutée jusqu'au crépuscule; à ce moment, la Seigneurie annonça que l'ordalie n'aurait pas lieu et les Franciscains se retirèrent, suivis des Dominicains. La foule, qui avait patiemment attendu sous des torrents de pluie, au milieu d'un orage tel qu'il semblait que l'air fût plein de démons hurlants, fut prise de fureur d'avoir manqué le spectacle promis. Il fallut une forte escorte pour ramener les Dominicains sains et saufs à leur couvent de Saint-Marc. Si la raison avait eu quelque part en cette affaire, on pourrait s'étonner que le public y ait vu un triomphe

(1) Ferrens, p. 379-81. — Burlamacchi, p. 560, 562. — Landucci, p. 168. — *Processo autentico*, p. 540-1.

pour les Franciscains; mais Savonarole avait formellement promis un miracle: ses partisans avaient eu une confiance implicite en sa prédiction, si bien que cette bataille indécise parut une défaite; c'était l'aveu que le Frère ne pouvait pas compter sur l'intervention de Dieu! La foi des disciples en leur prophète fut ébranlée; tandis que les *Compagnacci*, transportés de joie, l'accablaient d'insultes, les *Piagnoni* ne savaient que dire pour le défendre (1).

Ses ennemis furent prompts à profiter de l'avantage. Le lendemain était le dimanche des Rameaux. Les rues se remplirent d'*Arrabiati* triomphants; les *Piagnoni* qui osèrent se montrer furent hués et assaillis à coups de pierres. A vêpres, le dominicain Mariano de' Ughi tenta de prêcher dans la cathédrale où la foule était considérable; mais les *Compagnacci*, qui se trouvaient là en nombre, interrompirent le sermon et ordonnèrent à l'auditoire de se disperser; ceux qui résistèrent furent attaqués et blessés. Puis quelqu'un s'écria : « A Saint-Marc ! » et la foule s'y précipita. Déjà les portes de l'église dominicaine étaient assiégées par des gamins dont les cris troublaient le service célébré à l'intérieur du sanctuaire; comme on leur enjoignait de faire silence, ils répondirent par une grêle de pierres, et il fallut fermer l'entrée de l'église. Quand la populace arriva, les fidèles eurent grand'peine à sauver leur vie en s'enfuyant par le cloître. Francesco Valori et Paolo Antonio Soderini étaient en conférence avec Savonarole. Soderini réussit à quitter la ville; Valori fut appréhendé auprès des murs et traîné devant son palais, dont les *Compagnacci* avaient commencé le siège. Sous ses yeux, sa femme, qui parlait d'une fenêtre avec les assaillants, fut tuée par un projectile; un de ses enfants et une servante furent blessés; on saccagea et on brûla le palais; Valori lui-même fut frappé par derrière et massacré par ses ennemis, les Tornabuoni et les Ridolfi.

(1) Landucci, p. 168-9. — Processo autentico, p. 542. — Burlamacchi, p. 563. — Villari, II. App. p. LXXV-LXXX, LXXXI-XC. — Guicciardini, lib. III, c. 6.

Les bons Florentins ne manquèrent pas de faire observer que la mort soudaine de Charles VIII, le 7 avril même, fut le châtiment de ce roi pour avoir abandonné Savonarole et la république. — Nardi, lib. II, p. 80.

Deux autres maisons, appartenant à des partisans de Savonarole, furent pillées et incendiées (1).

Au milieu de ce tumulte parurent successivement quatre proclamations de la Seigneurie, ordonnant à Savonarole de quitter, avant douze heures, le territoire florentin, et à tous laïcs d'abandonner avant une heure l'église de Saint-Marc. Bien que d'autres proclamations vinssent ensuite menacer de mort quiconque entrerait dans l'église, ces mesures n'en étaient pas moins la reconnaissance légale de l'émeute et révélaient la secrète origine du soulèvement. L'attaque du couvent de Saint-Marc se changea en un siège régulier. La situation avait paru si compromise depuis quelque temps qu'au cours des quinze jours qui précédèrent l'événement les moines s'étaient discrètement procuré des armes. Leurs amis et eux s'en servirent vaillamment, malgré la défense expresse de Savonarole; il se produisit une mêlée dans laquelle furent tués et blessés, de part et d'autre, plus de cent combattants. A la fin, la Seigneurie envoya des gardes se saisir de Savonarole et de ses principaux acolytes, Domenico et Salvestro, avec promesse qu'il ne leur serait fait aucun mal. La résistance cessa; on trouva Savonarole et Domenico dans la bibliothèque du couvent; mais Salvestro se cacha et ne fut arrêté que le lendemain. Les prisonniers furent chargés de fers, aux mains et aux pieds, et menés ainsi par les rues, où leurs gardiens ne purent les protéger contre les coups de pied et les coups de poing de la populace furieuse (2).

La journée du lendemain se passa dans un calme relatif. L'alliance de l'aristocratie et du rebut de la population avait provoqué une révolution complète. Les *Piagnoni* étaient entièrement terrorisés. Les vainqueurs prodiguaient à Savonarole les épithètes outrageantes et quiconque eût risqué un mot pour sa défense l'aurait payé de la vie. Mais pour que ce triomphe fût durable, il fallait d'abord discréditer absolument

(1) Landucci, p. 170. — Processo autentico, p. 534, 543. — Burlamacchi, p. 564.

(2) Landucci, p. 171. — Processo autentico, p. 544, 549. — Burlamacchi, p. 564. — Nardi, lib. n. p. 78. — Villari, II. 173-77; App. p. xciv, ccxiv, cxxxi.

229

le vaincu aux yeux du peuple, puis l'exécuter sans retard. On travailla d'urgence à donner une apparence judiciaire à un projet de meurtre bien arrêté. On nomma, le jour même, un tribunal composé de dix-sept membres choisis, parmi les ennemis particuliers de Savonarole, au nombre desquels se trouvait Doffo Spini. Ce tribunal se mit à l'œuvre dès le 10 avril, bien que l'acte de nomination, comportant le droit d'employer la torture, ne fût publié que le 11. On demanda au pape l'autorisation de négliger l'immunité ecclésiastique qui couvrait les prisonniers; mais on entama la procédure sans attendre la réponse qui, naturellement, fut favorable. Deux commissaires pontificaux furent adjoints au tribunal. Savonarole et ses compagnons, toujours chargés de chaînes, furent menés au Bargello. Le compte-rendu officiel constate que le Frère fut d'abord interrogé avec douceur; mais, comme il refusait d'avouer, on le menaça de la torture; cette menace étant demeurée vaine, on le soumit à trois et demi *tratti di fune*. C'était une espèce habituelle de torture, répondant à l'estrapade : on liait les mains du prisonnier derrière son dos, puis on le hissait à l'aide d'une corde attachée à ses poignets, on le laissait ensuite tomber de haut et on l'arrêtait brusquement dans sa chute avant que ses pieds touchassent le plancher. Parfois, pour rendre le supplice plus pénible, on suspendait de lourds poids aux pieds du patient. Le rapport officiel affirme que la première application d'estrapade suffit à arracher à Savonarole des aveux complets; mais on crut généralement, à cette époque, que le supplice avait été réitéré avec une extrême rigueur (1).

(1) Landuc i, p. 171-2. — Villari, II, 178; App. p. cxxv. — *Processo autentico*, p. 550-1.

Violi (Villari, II, App. cxvi-vii) déclare que la torture fut appliquée à diverses reprises, qu'un soir il fut *quatorze fois* précipité du haut de la poulie jusqu'au plancher, et que ses bras étaient blessés au point qu'il ne pouvait se servir de ses mains pour manger. Il doit y avoir là une exagération, attendu que Savonarole écrivit en prison plusieurs traités de piété. Burlamacchi dit qu'il fut plusieurs fois torturé par la corde et par le feu (p. 566, 568). Burchard, le protonotaire papal, affirme qu'il fut torturé sept fois; or, Burchard devait être renseigné et n'exagérerait vraisemblablement pas (Burch. *Diar. ap.*, Preuves des Mémoires de Commines, Braxelles, 1706, p. 424). Commines, historien bien informé, dit qu'ils « le gessè-

Quoi qu'il en soit, le système nerveux de Savonarole était trop sensible pour qu'il pût supporter une souffrance qu'il savait devoir être indéfiniment renouvelée par des hommes décidés à obtenir ce qu'ils voulaient. Il demanda que la torture fût suspendue, promettant de révéler tout ce qu'il savait. Son interrogatoire dura jusqu'au 18 avril ; mais, quelle que fût sa bonne volonté, il fallut retoucher sa confession avant de la rendre publique. On trouva pour cette besogne infâme un serviteur diligent en la personne de Ser Ceccone. Ancien partisan des Médicis, sauvé de la mort par Savonarole qui lui avait donné secrètement asile à Saint-Marc, cet homme paya sa dette de reconnaissance en assassinant son bienfaiteur. En sa qualité de notaire, il était familier avec ce genre de travail : sous ses doigts habiles, les réponses décousues de Savonarole prirent la forme d'un récit qui est la plus abjecte des confessions et où l'accusé trahissait tous ses amis (1).

230

Il reconnaissait avoir été, dès le début, un imposteur, un homme de mauvaise foi, dont le seul but était d'acquérir la puissance en trompant le peuple. Si son projet de convocation d'un concile avait abouti à son élection à la papauté, il n'aurait pas refusé cette dignité ; mais, alors même qu'il n'en eût pas été ainsi, il serait devenu l'homme le plus puissant de la terre. Pour servir ses desseins, il avait armé les citoyens les uns contre les autres

rent à merveilles » (*Mémoires*, lib. viii, ch. 19). Mais le témoignage le plus probant est fourni par la Seigneurie, qui, répondant aux r reproches d'Alexandre touchant sa lenteur, déclara qu'elle avait eu affaire à un homme d'une rare endurance ; on l'avait assidûment torturé pendant plusieurs jours pour tirer de lui peu d'aveux, qu'on dissimulerait jusqu'à ce qu'on eût réussi à lui arracher tous ses secrets : « *Multa et assidua q. restione, multis diebus, per rim vix pauca exorsimus, quæ nunc celare animus erat donec omnia nobis paterent sui animi involutura* ». (Villari, II. 197).

(1) Landucci, p. 172. — Processo autentico, p. 550. — Perrens, p. 267-8. — Burlamacchi, p. 566-7. — Villari, II. 188, 193; App. cxviii-xxi.

La légende de Savonarole rapporte que le Frère annonça à Ser Ceccone que celui-ci mourrait dans l'année, s'il ne faisait pas disparaître de la confession certaines interpolations ; la prédiction s'accomplit, ajoute-t-on, car Ceccone mourut dans le délai fixé, sans être muni des sacrements et en refusant, dans son désespoir, les secours de la religion (Burlamacchi, p. 575. — Violi, *op. cit.* Villari, II. App. cxviii).

Ceccone accomplit la même besogne lors de la confession de Frà Domenico (Villari, II. App. Doc. xxvii).

231

et provoqué une rupture entre la cité et le Saint-Siège, en s'efforçant de constituer un gouvernement copié sur la république de Venise, avec, pour doge perpétuel, Francesco Valori. L'esprit du procès apparait clairement dans le peu d'attention qu'on prêtait à ses aberrations spirituelles, seuls crimes, pourtant, dont on pût le convaincre, et dans la prolixité des détails concernant son activité politique et ses relations avec tous les citoyens qu'on voulait associer à sa ruine. Si l'on avait prétendu observer les formes judiciaires habituelles, l'excès même de l'humilité dont il faisait étalage aurait dépassé le but de ses ennemis. En le forçant à avouer qu'il n'était pas prophète, qu'il avait secrètement cru à la validité de l'excommunication papale, on le déchargeait de l'accusation d'hérésie persistante et l'on ne pouvait plus légalement le condamner qu'à une pénitence. Mais on ne songeait nullement à se cantonner dans les limites de la loi; le point essentiel était d'abord de le discréditer auprès du peuple; ensuite, on pourrait impunément perpétrer le meurtre judiciaire (1).

Sur le premier point, on réussit à merveille. Le 49 avril, dans la grande salle du conseil, la confession fut lue publiquement en présence de tous ceux qui voulurent l'entendre. L'effet produit par cette lecture nous est décrit par le bon Luca Landucci, qui avait été un partisan sincère et dévoué, bien que timide, de Savonarole, et qui s'affligea amèrement de voir s'envoler ses illusions, s'évanouir les rêves magnifiques auxquels s'étaient complu les disciples. Son angoisse fut profonde lorsqu'il entendit la confession d'un homme « que nous tenions pour un prophète et qui, en ce jour, avouait qu'il n'était pas prophète et que sa prédication ne lui avait pas été révélée par Dieu. Je fus stupéfié, toute mon âme se remplit de douleur devant la ruine de cet édifice qui s'écroulait parce qu'il était fondé sur le mensonge. J'avais espéré voir Florence devenir une

(1) *Processo autentico*, p. 554-64, 567. — Villari, II. App. cxlvii sq.

Violi rapporte que la confession retouchée par Ceccone fut imprimée et mise en circulation par la Seigneurie pour justifier sa conduite; mais cette publication eut si peu de succès auprès du peuple qu'au bout de quelques jours une proclamation ordonna la restitution de tous les exemplaires (Villari, II. App. p. cxiv).

Jérusalem nouvelle, d'où seraient sortis les lois, la splendeur et l'exemple de la sainte vie; j'avais espéré voir l'Église rénoverée, les Infidèles convertis et les bons comblés de joie. Tout cela était ruiné à mes yeux et je dus boire cette affreuse potion » (métaphore assez naturelle, puisque Landucci était apothicaire) (1).

Pourtant, la Seigneurie n'était pas encore satisfaite. Le 21 avril, un second procès fut ordonné; Savonarole fut à nouveau torturé et on lui arracha de plus amples aveux au sujet de ses actes politiques (2). En même temps on arrêta en masse les individus compromis par sa confession et par les aveux de Domenico et de Salvestro. La terreur fut telle qu'un grand nombre de ses partisans s'enfuirent de la villé. Le 27, les prisonniers furent menés au Bargello et torturés si cruellement que, durant toute l'après-midi, leurs cris parvinrent aux oreilles des passants; mais on ne put tirer d'eux aucune charge contre Savonarole. Les magistrats en fonction n'avaient plus, pour agir, beaucoup de temps devant eux, car leurs pouvoirs expiraient à la fin du mois; il est vrai que par des moyens illégaux et arbitraires ils avaient assuré leur succession à des hommes de leur bord. Leur dernier acte officiel fut, le 30, le bannissement de dix citoyens accusés et l'infliction, à vingt-trois autres, de diverses amendes se montant en tout à douze mille florins (3).

232

La nouvelle Seigneurie, qui entra en charge le 1^{er} mai, libéra immédiatement les citoyens emprisonnés, mais garda Savonarole et ses compagnons. Ceux-ci, comme Dominicains, n'étaient pas justiciables du pouvoir civil; mais la Seigneurie demanda aussitôt à Alexandre l'autorisation de les condamner et de les exécuter. Le pape refusa et ordonna qu'on les livrât à sa justice, ordre qu'il avait déjà donné lorsqu'il avait appris l'arrestation de Savonarole. La république opposa à cet ordre

(1) Landucci, p. 173. — Burlamacchi, p. 567.

(2) Cette confession ne fut jamais rendue publique. Villari, qui a découvert le manuscrit, l'a imprimé dans son Appendice, p. cxxiv.

(3) Landucci, p. 174. — Processo autentico, p. 563. — Villari, II. 210, 217. — Nardi, lib. II, p. 79.

quelques objections, sans doute en raison du fait, confidentiellement allégué à l'ambassadeur, que Savonarole connaissait trop de secrets d'État pour qu'on pût le livrer à la Curie romaine ; mais on proposa que le pape envoyât à Florence des commissaires chargés de mener la procédure en son nom. Alexandre consentit à cet arrangement. Par un bref du 11 mai, l'évêque de Vaison, suffragant de l'archevêque de Florence, fut invité à dégrader les inculpés des saints Ordres, à la réquisition des commissaires qui avaient reçu mission de diriger l'interrogatoire et le procès jusqu'à la sentence finale. L'Inquisition ne fut pas appelée à fournir des membres à cette commission pontificale. En effet, le Saint-Office était tombé trop bas dans l'estime de la population pour qu'on lui confiât une affaire aussi importante ; de plus, en Toscane, l'Inquisition était franciscaine. Or, accorder une autorité spéciale à l'inquisiteur actuel, Frà Francesco da Montalcino, aurait été peu judicieux, étant donné la part prise par les Franciscains à la chute de Savonarole. Alexandre montra, en cette occasion, sa finesse habituelle : il choisit, pour cette besogne infâme, le général des Dominicains, Giovacchino Torriani, qui avait la réputation d'être un homme d'âme douce et pitoyable. Il fut d'ailleurs l'« homme de paille », derrière lequel se cachait le véritable acteur, son collègue Francesco Romolino, clerc de Lérida, dont le zèle en cette affaire fut rémunéré par le chapeau de cardinal et l'archevêché de Palerme. Ces hommes furent des exécuteurs plutôt que des juges ; la cause avait été jugée d'avance à Rome. Romolino déclarait à qui voulait l'entendre : « Nous aurons un beau feu de joie, car j'ai la sentence dans ma poche » (1) !

233

Les commissaires arrivèrent à Florence le 19 mai et, sans perdre de temps, menèrent à bien leur mission. Le seul résultat de l'intervention pontificale fut de soumettre les victimes à un surcroît de souffrance et d'opprobre. Le respect

(1) Landucci, p. 174. — Nardi, lib. II, p. 79. — Wadding, ann. 1498, n° 7. — Perrens, p. 399. — *Processo autentico*, p. 322. — Burlamacchi, p. 568. — Brev. Hist. Ord. Prædicat. (Martène, *Ampl. Coll.* VI. 393).

Le cardinal Romolino mourut, chargé de jours et d'honneurs, en 1518. — *Paridisi de Grassis Dacia, Romæ, 1884*, p. 61.

de la forme voulait que les juges envoyés par le pape, au lieu d'accepter la procédure acquise, fissent subir à Savonarole un troisième procès. Amené devant Romolino le 20, Savonarole rétracta la confession arrachée par la torture et affirma qu'il était un messager envoyé de Dieu. D'après les règles inquisitoriales, cette rétractation de confession faisait de lui un hérétique relaps, qu'on pouvait brûler sans autre cérémonie ; mais ses juges voulaient obtenir des renseignements auxquels tenait Alexandre et le malheureux fut encore soumis plusieurs fois à l'estrapade ; il finit par révoquer sa rétractation. La question de savoir si le cardinal de Naples avait été associé au projet de convocation d'un concile général fut l'objet d'interrogatoires spéciaux ; sous l'effet de la torture réitérée, Savonarole en arriva à reconnaître ce fait le 21 ; mais, le 22, il se rétracta. La confession entière, bien que retouchée adroitement par Ser Cecone, ressemblait tant à la première qu'on ne la publia jamais. Peu importait, d'ailleurs ; car toute l'affaire n'était qu'une effrontée parodie de la justice. Par suite de quelque oubli, le nom de Domenico da Pescia ne figurait pas sur le mandat pontifical. Ce personnage n'avait en lui-même aucune importance, mais de zélés Florentins avertirent Romolino qu'il y aurait danger à épargner cet homme ; le commissaire répondit négligemment : « Un *frataccio* de plus ou de moins, cela ne fait pas grande différence », et le nom du malheureux fut ajouté à la sentence. Domenico était hérétique impénitent, car il avait subi avec une fermeté héroïque les plus atroces tortures, sans rétracter sa foi en son prophète bienaimé (1).

Du moins épargna-t-on aux accusés les tourments de l'attente. 234
Le jugement fut rendu le 22. Ils étaient condamnés comme hérétiques et schismatiques, rebelles à l'Église, semeurs d'ivraie, violateurs du secret des confessions, et devaient être

(1) Landucci, p. 176. — Nardi, lib. II, p. 80-1. — Burlamacchi, p. 568. — Violi (Villari, II, App. cxiv). — Villari, II, 206-8, 229-33 ; App. cxxxiv, cxci, cxvii.

L'interrogatoire de Savonarole en présence de Romolino présente une particularité que je n'ai pas vu relater ailleurs. Le 21 mai, Savonarole fut soumis à une nouvelle torture, avant qu'on lui demandât confirmation des dépositions qu'il venait de faire sous le coup de tortures réitérées (Villari, II, App. cxvi).

abandonnés au bras séculier. Pour justifier la « relaxation », il fallait que l'inculpé fût hérétique relaps ou impénitent et l'on ne voyait pas que Savonarole fût l'un ou l'autre. Il s'était toujours déclaré prêt à rétracter toute assertion que Rome jugerait erronée. Il avait confessé tout ce qu'on exigeait de lui, et sa rétractation, après la suspension de la torture, ne fut pas considérée comme « rechute », puisque ses compagnons et lui furent admis à la communion, avant le supplice, sans subir la formalité de l'abjuration, ce qui indique qu'ils n'étaient regardés ni comme hérétiques, ni comme exclus de l'Eglise. D'ailleurs, comme si l'on eût voulu mettre le comble aux nombreuses incorrections de cette affaire, on permit à Savonarole d'officier en personne et de célébrer les mystères sacrés, le matin même de l'exécution. Mais que valaient des arguments juridiques aux yeux d'un Borgia assoiffé de vengeance ? La veille au soir, un grand bûcher fut dressé sur la *Piazza*. Le 23 mai, au matin, eut lieu la dégradation publique, après quoi les condamnés furent livrés aux magistrats séculiers. Fut-ce par hypocrisie ou par remords que Romolino crut bon, à ce moment, d'accorder à ses victimes, au nom d'Alexandre, la rémission plénière de leurs péchés ? A toutes ces irrégularités la Seigneurie en ajouta une autre en modifiant la peine ordinaire : les condamnés furent pendus avant d'être livrés aux flammes ; ils subirent leur peine en silence (1).

On veilla avec soin à ce que les corps fussent entièrement consommés par le feu ; puis on recueillit scrupuleusement les moindres parcelles de cendres, que l'on jeta dans l'Arno pour empêcher que les disciples en fissent des reliques. Pourtant, au péril de leur vie, certains fidèles réussirent secrètement à s'emparer de quelques charbons qui surnageaient, de quelques
 235 débris de vêtements qu'on conserva comme des trésors et qu'on vénéra jusqu'aux temps modernes. Si beaucoup de disciples, comme le bon Landucci, perdirent leurs illusions,

(1) Landucci, p. 176-7. — *Processo autentico*, p. 546. — Villari, II, 239 ; App. cxviii. — Cantù, *Eretici d'Italia*, I, 229. — Burlamacchi, p. 569-70. — Nardi, lib. II, p. 82.

nombre d'autres persistèrent dans leur foi et vécurent longtemps dans l'attente journalière de la venue de Savonarole, qui, nouveau Messie, rénoverait le christianisme et convertirait les Infidèles. Le sort terrible de Savonarole produisit une impression si profonde et si durable que, pendant plus de deux siècles, jusqu'en 1703, le lieu de l'exécution fut secrètement jonché de fleurs durant la nuit de l'anniversaire, le 23 mai (1).

Les commissaires pontificaux firent une abondante récolte en citant à Rome les partisans de Savonarole et en spéculant sur la frayeur de ces gens pour leur vendre des immunités. Florence même ne tarda pas à éprouver les effets de la réaction contre les habitudes rigoristes que Savonarole avait imposées aux citoyens. De nouveau les rues se remplirent d'insolents batailleurs; les querelles, les assassinats redevinrent fréquents; la passion du jeu fut effrénée; la licence régna en souveraine. Il semblait, dit Nardi, qu'une loi eût proscrit la décence et la vertu; on déclarait communément que, depuis la venue de Mahomet, jamais pareille honte n'avait été infligée à l'Église de Dieu. On aurait cru, rapporte Landucci, que l'enfer s'était déchainé sur la terre. De gaieté de cœur, comme pour montrer à l'Église ce qu'étaient les alliés auxquels elle avait eu recours pour écraser une réforme odieuse, la veille de Noël de la même année, on introduisit dans la cathédrale un cheval que l'on mit à mort par la torture, on lâcha des chèvres dans Saint-Marc, et, dans toutes les églises, on mit de l'*assa fetida* dans les encensoirs; pourtant, on ne voit pas qu'aucun châtimement ait été infligé aux auteurs de ces sacrilèges publics. L'Église, pour parvenir à ses fins, s'était servie des impies; elle ne pouvait se plaindre qu'ils rémunérassent de la sorte l'appui dégradant qu'elle leur avait prêté (2).

(1) Landucci, p. 178. — Perrens, p. 281. — Processo autentico, p. 547. — Nardi, lib. II, p. 82. — Villari, II, 251.

Burtamacchi rapporte (p. 570-1) qu'on conserva à la vénération des fidèles un bras, une main et le cœur de Savonarole; mais c'est là évidemment une légende, inventée pour justifier l'authenticité des reliques.

(2) Nardi, lib. II, p. 82-3. — Landucci, p. 190-1.

236 Savonarole avait bâti son édifice sur le sable et tout avait été emporté par le torrent. Pourtant, bien qu'il ait été exécuté comme hérétique, l'Église a tacitement confessé son propre crime en reconnaissant que le supplicié était, non pas un hérétique, mais plutôt un saint. Le moyen le plus commode d'échapper à toute responsabilité consistait, comme le fait Luc Wadding, à renvoyer toute l'affaire devant le mystérieux tribunal de Dieu. Torriani et Romolino, après avoir brûlé Savonarole, ordonnèrent le 27 mai, sous peine d'excommunication, qu'on leur livrât tous ses écrits; mais ils ne purent découvrir dans ces livres aucune opinion hérétique et durent les restituer à leurs détenteurs sans y changer un mot. Peut-être eût-il mieux valu procéder à cet examen avant de condamner le malheureux. Paul III déclara qu'il tiendrait pour hérétique quiconque attaquerait la mémoire de Frère Jérôme; puis Paul IV fit soigneusement examiner les œuvres de Savonarole par une commission spéciale, qui affirma n'y avoir relevé aucune hérésie. Quinze sermons où le Frère dénonçait les abus ecclésiastiques furent, ainsi que le traité *De Veritate Prophetica*, mis à l'index *donec corrigantur*, non comme hérétiques, mais comme impropres à être donnés en lecture à la généralité des fidèles. Benoît XIV, dans son important ouvrage *De servorum Dei beatificatione*, fait figurer le nom de Savonarole dans la liste des saints et des hommes célèbres par leur sainteté. On autorisa la vente publique d'images où Savonarole était paré de l'auréole de gloire; saint Filippo Neri portait toujours sur lui une de ces images. Saint François de Paule tenait Jérôme pour un saint; sainte Catarina Ricci l'invoquait souvent comme un saint dont elle croyait le suffrage particulièrement efficace. Quand on canonisa Catarina, cette pratique fut soumise à la critique du consistoire et discutée avec soin. Prospero Lambertini, le futur Benoît XIV, était alors *Promotor Fidei*; il fit, sur cette affaire, une rigoureuse enquête et conclut que le fait ne diminuait en rien les mérites de sainte Catarina. Benoît XIII étudia également la question d'une manière approfondie et, redoutant de voir

surgir à nouveau la vieille controverse sur la légalité de la condamnation de Savonarole, ordonna que toute discussion cessât à ce sujet ; c'était reconnaître implicitement la sainteté du martyr. A Santa Maria Novella et à Saint Marc, Savonarole est représenté comme un saint et, dans les fresques du Vatican, Raphaël l'a placé au nombre des docteurs de l'Église. Les Dominicains chérissent longtemps sa mémoire et virent volontiers en lui un prophète authentique, un saint auquel ne manquait que la canonisation. En 1598, quand Clément VIII souhaite d'acquérir Ferrare, il fit vœu, dit-on, s'il réussissait, de canoniser Savonarole ; l'espoir des Dominicains fut, à ce moment, si ardent qu'ils composèrent à l'avance les litanies du nouveau saint. D'ailleurs, dans nombre de couvents dominicains, au cours du xvi^e siècle, on célébra un service en l'honneur du martyr à l'anniversaire de l'exécution. Ainsi la merveilleuse carrière de Savonarole constitue la contrepartie exacte de celle de son compatriote, le Ferrarais Armano Pongiluppo : celui-ci fut vénéré comme un saint, puis brûlé comme un hérétique ; Savonarole fut brûlé comme un hérétique et vénéré plus tard comme un saint (1).

237

(1) Wadding. ann. 1498, n° 23. — Landucci, p. 178. — Perrens, p. 296-7. — *Processo autentico*, p. 524, 528. — Cantù, *Eretici d'Italia*, I. 234-5. — Benedicti PP. XIV. *De servorum Dei Beatificatione*, lib. III, c. XXV. §§ 17-20. — Brev. Hist. Ord. Prædic. (Martène, *Ampl. Coll.* VI, 394). — Reusch, *Der Index der verbotenen Bücher*, I. 368.

Burlamacchi et Bottonio (Baluz. et Mansi, I. p. 571-83) ont pieusement relaté un catalogue complet des miracles dus à l'intercession de Savonarole.

CHAPITRE V

L'HÉRÉSIE POLITIQUE UTILISÉE PAR L'ÉTAT

238 Les princes séculiers devaient inévitablement suivre l'exemple donné par l'Église et user de l'arme efficace qu'était l'accusation d'hérésie, toutes les fois qu'ils pouvaient imposer leur volonté à l'organisation ecclésiastique.

C'est ainsi qu'après la mort d'Innocent VII, en 1406, alors que l'anarchie régnait à Rome, les Colonna et les Savelli jugèrent que le meilleur moyen de se débarrasser de leur ennemi Basilio Ordelaffi était de faire appel à l'intervention du Saint-Office. A leur instigation, l'Inquisition s'empara d'Ordelaffi et de deux de ses partisans, Matteo et Merenda. Grâce à l'aide de sa fille, Ordelaffi s'évada et fut condamné par contumace. Les autres avouèrent — sans doute après application de la torture — les hérésies qu'on leur imputait, furent livrés au bras séculier et dûment brûlés. On jeta à bas leurs maisons, sur l'emplacement desquelles s'élevèrent plus tard deux autres demeures, dont l'une fut le logis de Michel-Ange et l'autre celui de Salvator Rosa (1).

Mais les princes séculiers n'attendirent pas jusqu'au xve siècle pour apprécier le secours qu'offraient l'hérésie et l'Inquisition à la réalisation de leurs desseins. Déjà, cent ans auparavant, les méthodes inquisitoriales avaient suggéré à Philippe le Bel l'idée du plus grand crime qui ait souillé le Moyen-Age : la destruction de l'Ordre des Templiers.

Quand, en 1119, Hugues de Payen, Geoffroi de Saint-

(1) Ripoll, II. 566. — Wadding, ann. 1409, n° 12. — Tamkaurini, *Storia Gen. dell' Inquis.* II. 437-9.

Adhémar et leurs sept compagnons se dévouèrent à la pieuse tâche de débarrasser la route de Jérusalem des brigands qui l'infestaient et de permettre ainsi aux pèlerins de voyager en toute sécurité, tandis que, vers la même époque, Raymond du Puy organisait les *Pauvres Frères de l'Hôpital de Saint-Jean*, ils ouvrirent à l'ardeur belliqueuse et à l'enthousiasme religieux de cette époque une carrière irrésistiblement attrayante. L'étrange combinaison de la vie monastique et de la chevalerie répondait si bien à l'idéal chrétien d'alors que les Ordres Militaires ainsi fondés ne tardèrent pas à compter parmi les plus importantes institutions de l'Europe. En 1128, au concile de Troyes, une Règle élaborée, dit-on, par saint Bernard, fut imposée à Hugues et à ses associés, qui prirent le nom de *Pauvres Soldats du Temple*. On leur assigna un vêtement blanc, symbole d'innocence, auquel Eugène III ajouta une croix rouge; leur étendard, *Bauseant*, mi-partie blanc et noir, et portant comme devise *Non nobis Domine*, devint bientôt le signe de ralliement de la Chevalerie chrétienne. La Règle, fondée sur celle du sévère Ordre cistercien, était extrêmement dure. Les membres étaient liés par les trois vœux monastiques d'obéissance, de pauvreté et de chasteté; l'observance de ces vœux était exigée avec la plus grande rigueur dans les statuts de l'Ordre. Le candidat était tenu de demander la permission de devenir à jamais le serf et l'esclave de la « Maison » et on l'avertissait qu'à partir de ce jour il aliénait irrévocablement sa liberté. On lui promettait du pain, de l'eau et les pauvres vêtements de l'Ordre; si, après sa mort, on trouvait chez lui de l'or ou de l'argent, son corps devait être jeté dans une fosse non consacrée; s'il était déjà enseveli, on devait l'exhumer. La chasteté était prescrite de façon non moins absolue; le baiser même d'une mère était interdit (1).

(1) Jac. de Vitriaco, *Hist. Hierosol.* cap. 65 (Bongars, II. 1083-4). — Rolewinck *Fascic. Tempor.* (Pistorii, *R. Germ. Script.* II, 546). — *Regula Pauperum Com-militonum Templi*, c. 72 (Harluin. VI. II. 1146). — *La Règle du Temple*, publiée par la Société de l'Histoire de France par Henri de Curzon (Paris, 1886), §§ 329-32, 657-77.

240

L'Ordre remplit vite de sa renommée l'Europe entière ; des chevaliers du sang le plus noble, des ducs et des princes renonçaient au monde pour servir le Christ dans ses rangs ; bientôt, à un chapitre général, se trouvèrent réunis trois cents chevaliers, sans compter les Frères servants. Leurs domaines s'agrandissaient sans cesse. On mettait à leur disposition des villes, des villages, des églises et des manoirs ; on faisait parvenir au Grand-Maitre, résidant à Jérusalem, les revenus de ces propriétés, ainsi que les aumônes, produits d'une mendicité systématique, dont les agents visitaient les moindres recoins de la Chrétienté. L'Ordre était à peine organisé lorsqu'en 1133 le puissant roi guerrier d'Aragon, Alphonse 1^{er}, surnommé *el Batallador* et aussi *el Emperador* (parce que son pouvoir s'étendait sur la Navarre et sur une grande partie de la Castille), mourut sans enfant, laissant tous ses domaines, par tiers indivis, au Saint-Sépulcre, aux Chevaliers du Temple et à ceux de l'Hôpital. Les volontés du défunt ne furent pas exécutées, mais les chevaliers reçurent de son successeur, Ramiro el Monje, la promesse d'une compensation qui dut leur être accordée en effet. Philippe-Auguste fit preuve d'une libéralité plus pratique : en 1222, il laissa à chacun des deux Ordres deux mille marcs sans condition ; de plus, l'énorme somme de cinquante mille marcs devait leur être versée s'ils entretenaient en service pendant trois ans, dans la Terre-Sainte, trois cents chevaliers. On comprend que les Templiers aient pu, en 1191, acheter à Richard d'Angleterre, au prix de vingt-cinq mille marcs d'argent, l'île de Chypre, qu'ils vendirent d'ailleurs pour le même prix, l'année suivante, à Gui, roi de Jérusalem. On peut aussi imaginer que ce développement considérable de richesse devait commencer à exciter l'appréhension et l'hostilité. En 1179, au concile de Latran, il s'engagea, entre les prélats et les Ordres Militaires, une âpre querelle dont le résultat fut la publication d'un décret exigeant des Templiers la restitution de toutes les églises et dîmes récemment acquises ; en 1186, Urbain III définit la portée de cet ordre en le déclara-

rant applicable aux acquisitions intervenues durant les dix années qui avaient précédé le concile (1).

On voit que les prélats commençaient déjà à jalouser la nouvelle institution. En fait, l'antagonisme entre les Ordres mendiants et le clergé séculier, dont nous avons rappelé les phases au ^{xiii}^e siècle, n'était que la répétition de l'hostilité longtemps nourrie à l'égard des Ordres Militaires. Ceux-ci furent, dès le début, les favoris du Saint-Siège, dont la politique tendait à faire de ces chevaliers une milice dépendant uniquement de Rome, instrument docile pour l'extension de l'influence pontificale et pour l'asservissement des églises locales. Aussi furent-ils richement pourvus de privilèges et d'immunités ; on les exempta d'octrois, de dîmes et de taxes de toute sorte ; leurs églises et leurs maisons furent dotées du droit d'asile ; leurs personnes jouirent de l'inviolabilité ecclésiastique ; ils furent affranchis de toute obligation féodale et de toute allégeance, et déclarés justiciables de Rome seule ; les évêques reçurent défense de les excommunier et furent même tenus de déférer à la Curie romaine les innombrables questions soulevées par des querelles locales. En 1253, après la désastreuse croisade de saint Louis, on déclara que les aumônes données à leurs quêteurs emporteraient, pour les donateurs, les indulgences attachées à la Terre Sainte. Bref, les papes ne négligèrent rien pour aider au progrès de l'Ordre et pour l'attacher solidement à la chaire de Saint-Pierre (2).

Tôt ou tard, une brouille était inévitable entre la hiérarchie séculière et les Ordres Militaires. Les Templiers se plaignaient

(1) Jac. de Vitriaco, *loc. cit.* — Roberti de Monte Contin. Sigeb. Gembl. (Pistorii, *op. cit.* l. 875. — Zurita, *Añales de Aragon*, lib. i. c. 52-3. — *Art. de vérifier les Dates*, V. 337. — Toulet, *Layettes*, l. 550, n° 1547. — *Grandes Chroniques*, IV. 86. — Gualt. Mapes, *de Nulis Curialium*, Dist. i. c. xxiii. — Hars Prutz, *Malteser Urkunden*, München, 1883, p. 43.

L'importance acquise par les Templiers dans l'organisation sociale de l'époque apparut en 1191, quand on les nomma conservateurs de la Trêve de Dieu, par laquelle les nobles et prélats du Languedoc s'engageaient à épargner en temps de guerre les animaux, les instruments et les semences utilisées par l'agriculture. Pour prix de leurs soins, les Templiers devaient recevoir un boisseau de blé par labour. — Prutz, *op. cit.* 44-5.

(2) Rymer, *Fœdera*, l. 30. — Can. 10, 11, Extra. m. 30. — Prutz, *op. cit.* p. 38, 46, 48, 49, 51, 52, 53, 56-61, 64, 76, 78-9.

que les prélats essayassent de les opprimer, de leur imposer des exactions, de recouvrer par des subterfuges divers la juridiction à laquelle la papauté les avait soustraits. On violait leur droit d'asile; les prêtres faisaient obstacle aux quêtes de leurs gents, retenaient ou interceptaient les legs pieux destinés à l'Ordre. De nombreuses querelles éclataient au sujet des sépultures et des droits afférents, car, jusqu'à la naissance des Ordres Mendiants et même plus tard, c'était chose fréquente, chez les nobles, de demander que leur service funèbre fût célébré au Temple ou à l'Hôpital. Les papes prêtaient toujours l'oreille à ces plaintes et la faveur qu'ils témoignaient aux chevaliers contribuait à aggraver l'animosité des prélats vaincus. Cependant, en 1264, une rupture faillit se produire entre la papauté et le Temple. Urbain IV se mit en tête de destituer Etienne de Sissy, Maréchal de l'Ordre et Précepteur d'Apulie, probablement parce que ce personnage avait refusé de seconder la croisade entreprise contre Manfred. A la réception de l'avis l'invitant à résigner son mandat, Sissy répondit audacieusement à Urbain que nul pape n'était encore intervenu dans les affaires intérieures de l'Ordre et qu'il ne se démettrait de ses fonctions qu'entre les mains du Grand-Maitre duquel il les tenait. Urbain excommunia l'insolent; mais Sissy eut l'appui de l'Ordre, irrité que les ressources accumulées pour la guerre en Terre-Sainte servissent à la campagne du pape contre Manfred. L'année suivante, un nouveau pape, Clément IV, leva l'excommunication, mais reprocha vivement aux chevaliers leur ingratitude, en leur faisant observer que la papauté était seule capable de les défendre contre l'hostilité des évêques et des princes; apparemment, cette hostilité était chose notoire. Pourtant l'Ordre résista et, de concert avec les Hospitaliers et les Cisterciens, refusa de payer une dime à Charles d'Anjou, ce qui n'empêcha pas Clément de lancer nombre de bulles confirmant ou accroissant les prérogatives du Temple (1).

(1) Prutz, *op. cit.* p. 38-41, 43, 45, 47 8, 57, 64-9, 75-80. — J. Delaville Le Roulx, *Documents concernant les Templiers*, Paris, 1882, p. 39. — Bini, *Dei Tem-*

Cet antagonisme des puissances temporelles et spirituelles était sans doute amplement justifié. Si, comme nous l'avons vu, les Ordres Mendiants déchurent rapidement de l'enthousiasme abnégation de Dominique et de François, on ne pouvait guère espérer que le Temple, dont les membres étaient des chevaliers ambitieux et belliqueux, conservât longtemps la dévotion ascétique de ses fondateurs. Dès 1152, le Grand-Maitre, Bernard de Tremelay, par son égoïste empressement à s'assurer les dépouilles d'Ascalon, faillit empêcher la prise de cette ville; puis, en 1172, la sauvage férocité d'Eudes de Saint-Amand, alors Grand-Maitre, empêcha la conversion du Roi des Assassins et de tout son peuple, et hâta ainsi la chute du royaume de Jérusalem. Gautier Mapes n'a pas tout à fait tort d'attribuer, à cette occasion, les malheurs des chrétiens d'Orient à la corruption des Ordres Militaires. — Nous avons vu, par la réplique du roi Richard à Foulques de Neuilly, que, vers la fin du siècle, on associait déjà au seul nom de Templier un reproche d'orgueil. En 1207, Innocent III prit l'Ordre à parti dans une épître violemment réprobative. Trop souvent, disait-il, ses apostoliques oreilles étaient troublées par les

pieri in Toscana, Lucca, 1845, p. 453-55. — Raynald. ann. 1265, n° 75-6. — Martène, *Thesaur.* II. 111, 118.

La mendicité organisée des Templiers devait être particulièrement odieuse tant au clergé séculier qu'aux Mendiants. Monsignor Bini a publié un document de 1244, dans lequel le Précepteur de Lucques donne à Albertino di Pontremoli mandat pour quêter au nom de l'Ordre. Albertino emploie un certain Aliotto, qui fait la quête de juin au carnaval suivant et dont le salaire consiste à pouvoir quêter pour son propre compte du carnaval jusqu'à l'octave de Pâques (*op. cit.* n. 401-2, 439-40). Pour les scandaleuses disputes qui surgirent entre le clergé séculier et les Ordres Militaires au sujet de cette mendicité privilégiée, voir Faucon, *Registres de Boniface VIII*, n° 1950, p. 746.

En 1193, l'archevêque de Lyon se plaignit à Innocent III de l'audace de certains *questuarii* employés par les Hospitaliers. Ces quêteurs, bien que laïcs illettrés, mariés ou menant une vie de désordres, revendiquaient des privilèges et des immunités ecclésiastiques sans être responsables devant les autorités ecclésiastiques. Ils avaient battu jusqu'au sang le vicaire d'une église; puis, l'évêque ayant interdit le sanctuaire jusqu'à purification ultérieure, ils y firent de force célébrer l'office divin. Ils avaient bravé encore en d'autres occasions l'autorité épiscopale. (Innocent. PP. III. *Regest.* lib. 1. Ep. 450.) Les Ordres dont les prérogatives donnaient lieu à de tels abus encourageaient nécessairement la haine excitée par leurs audacieux agents.

Voir également les plaintes du concile d'Arles en 1265, au sujet des immunités réclamées par des gens qui ne portaient même pas l'habit des Templiers. — C. Arelatens. ann. 1260 (1265) cap. 12 (Harduin. VII. 514).

plaintes que soulevaient les excès des Chevaliers. Désertant la loi de Dieu, scandalisant l'Église, ces hommes, par leur arrogance effrénée, abusent des énormes privilèges dont on les a comblés. Ils donnent leur croix au premier vagabond qui consent à leur payer deux ou trois deniers par an, et ils prétendent que de tels serviteurs peuvent remplir des fonctions ecclésiastiques et être enterrés chrétiennement, alors même qu'ils sont sous le poids de l'excommunication. Ainsi leurrés par le démon, ils leurrent à leur tour les âmes des fidèles. Le pape s'abstient d'insister davantage sur ces désordres et sur d'autres qui mériteraient aux coupables le retrait de leurs prérogatives; il préfère espérer qu'ils se guériront eux-mêmes de leur perversité.

La violence de ces attaques pontificales s'explique peut-être par le manque de respect des Templiers à l'égard des légats pontificaux, tort auquel il est fait allusion à la fin de l'épître. Mais les accusations ont trait à un abus sur lequel on possède d'autres témoignages concluants. Bien que les statuts de l'Ordre établissent que l'achat direct ou indirect de l'admission constituait le crime de simonie, comportant l'expulsion pour le corrupteur et la dégradation pour le Précepteur complice, on ne saurait douter que nombre de personnages suspects aient réussi, par ces moyens, à s'introduire dans l'Ordre. De plus, les lettres pontificales et les privilèges si libéralement accordés aux Chevaliers étaient abusivement employés pour molester et opprimer les gens avec lesquels ils étaient en contact. En effet, comme ils étaient exclusivement justiciables de la curie romaine, sauf pour le crime d'hérésie, ils se trouvaient à l'abri des poursuites de tous ceux qui ne pouvaient affronter un long voyage et un procès dispendieux et d'issue douteuse. Les maux provoqués par ces abus augmentèrent encore considérablement quand on institua une classe de Frères Servants, par qui les immenses propriétés de l'Ordre étaient cultivées et gérées sans frais de main-d'œuvre. Des paysans de toute catégorie, agriculteurs, bergers, porchers, manœuvres, domestiques, furent ainsi admis dans l'Ordre et finirent par en constituer les neuf dixièmes;

bien qu'ils se distinguassent par un manteau brun remplaçant le vêtement blanc des Chevaliers et qu'ils se plaignissent d'être méprisés et opprimés par leurs nobles Frères, ces gens n'en étaient pas moins, dans leurs relations avec le monde extérieur, de véritables membres de l'Ordre, revêtus de l'inviolabilité et jouissant de tous les privilèges qu'apparemment ils ne rendaient pas moins odieux à leur entourage (1).

Ainsi les Chevaliers fournissaient d'amples motifs à l'hostilité extérieure et à l'agitation intestine, bien qu'on doive, semble-t-il, rejeter comme sans fondement l'accusation portée contre eux d'avoir, en 1229, trahi Frédéric II pour les Infidèles, et, en 1250, saint Louis pour le Soudan d'Égypte. Pourtant, Frédéric avait assurément quelque raison d'être mécontent de leur conduite au cours de sa croisade; il se vengea en les chassant de Sicile en 1229 et en confisquant leurs domaines; quand il les rappela, peu de temps après, et offrit de leur rendre leurs biens, il en garda cependant une grande partie. Néanmoins, de pieuses libéralités continuaient à accroître la

(1) Guillel. Tyril *Hist.* lib. xvii, c. 27; xx. 31-2. — Gualt. *Mapes, de Nugis Curialium*, Dist. i. c. xx. — Innoc. PP. III. *Regest.* x. 121. Cf. XV. 131. — *Règle*, §§ 2:4, 246, 598. — Michelet, *Procès des Templiers*, I. 39; II. 9, 83, 140, 186-7, 406-7 (*Collection de Documents inédits*, Paris, 1811-51). Voir aussi les plaintes du concile d'Arles, en 1265, au sujet des immunités réclamées même pour des gens qui ne portaient pas l'habit de l'Ordre (Harduin. VII. 514).

En 1307, lors de l'arrestation des Templiers à Beaucaire, sur soixante prisonniers, cinq étaient Chevaliers, un était prêtre; les cinquante-quatre autres étaient Frères Servants; en juin 1310, sur trente-trois captifs détenus au château d'Alais, quatre étaient Chevaliers, un était prêtre, les vingt-huit autres étaient Frères Servants (Vaissète, IV. 141). Dans les procès dont on a conservé la relation, la proportion des Chevaliers est plus faible encore. Les Frères Servants parvenaient quelquefois à la dignité de Précepteur; mais cette charge était de peu d'importance, puisqu'on voit, dans un interrogatoire de juin 1310, un Frère Servant, Giovanni di Neritone, Précepteur de Castello Villari, parler de lui-même comme d'un homme *simplex et rusticus* (Schottmüller, *Der Ausgang des Templer-Ordens*, Berlin. 1887, II. 125, 130).

L'orgueil nobiliaire de l'Ordre est attesté par la règle qui n'admettait comme Chevaliers que les hommes de race noble. Dans les statuts est cité le cas suivant: un Chevalier avait été reçu comme descendant de Chevaliers; mais ses compatriotes déclarèrent qu'il n'était pas fils d'un Chevalier. On le manda d'Antioche à un chapitre qui établit la vérité de l'allégation; on lui ôta le manteau blanc et on le revêtit du manteau brun. Le Précepteur qui l'avait admis était alors en Europe; quand il revint en Syrie, on lui demanda compte de son acte. Il alléguait qu'il avait agi conformément aux ordres donnés par son Commandeur de Poitou. La chose fut reconnue vraie; s'il en eût été autrement, et s'il n'eût été bon Chevalier (*prouvons*), il aurait également perdu l'habit (*Règle*, § 586).

245 fortune de l'Ordre, bien que les possessions chrétiennes en Orient diminuassent de plus en plus et que le peuple commençât à attribuer ces continuels désastres à la jalousie et à l'animosité existant entre les Ordres rivaux du Temple et de l'Hôpital.

En effet, cette rivalité violente avait abouti, en **1243**, à une guerre ouverte en Palestine, à la grande joie de l'Infidèle. On tenta, pour remédier à ce mal, de fondre en une seule institution les deux Ordres et les Chevaliers Teutoniques. Au concile de Lyon, en **1274**, Grégoire X s'efforça vainement d'obtenir cette fusion des trois Ordres; les influences contraires, auxquelles s'ajoutait, disait-on, l'or des Chevaliers, étaient trop puissantes pour ne pas l'emporter.

Les reproches qu'on adressait aux Ordres Militaires n'étaient peut-être pas absolument mérités; il est bien vrai que leurs querelles et, en général, l'indiscipline des chrétiens en Palestine contribuèrent fort à ruiner le royaume de Jérusalem; mais la responsabilité véritable de ces désastres incombait plutôt à la papauté.

En envoyant des milliers d'hérétiques entreprendre la croisade à titre de châtiment, on ternissait fatalement l'éclat de ces entreprises. L'enthousiasme de la Chrétienté à lutter contre l'Infidèle se refroidit considérablement quand on vit la papauté employer à sa politique italienne l'argent levé et les vœux prononcés pour la Terre Sainte, et quand on proclama universellement la doctrine qui donnait le pas aux intérêts particuliers du Saint-Siège sur la conquête du Saint-Sépulcre. Puisqu'on pouvait obtenir le salut presque à tout moment, grâce à une courte période de service dans les guerres de la papauté, et cela en des pays peu éloignés, soit sur le Weser, soit en Lombardie, la dévotion qui avait entraîné vers les déserts de Syrie des milliers de chrétiens trouvait un chemin moins raboteux et plus sûr pour gagner le Paradis.

Aussi comprend-on aisément pourquoi, au cours des usurpations de la puissance temporelle au **xiii^e** siècle, les soldats et l'argent firent défaut pour défendre contre les innombrables

hordes de Tartares les conquêtes de Godefroi de Bouillon. De plus, on avait fait de la Terre Sainte une sorte de lieu de déportation où l'on envoyait les malfaiteurs d'Europe, si bien que la colonie latine était presque entièrement composée de mécréants, dont les crimes et les désordres méritaient et appelaient la vengeance du ciel (1).

En 1291, la chute d'Acre chassa définitivement les chrétiens 246 des côtes de Syrie et provoqua par toute l'Europe une explosion de douleur et d'indignation. Dans ce siège désastreux, causé par la perfidie d'une bande de Croisés qui avaient refusé d'observer une trêve, les Hospitaliers récoltèrent plus de gloire que les Templiers. Cependant le Grand-Maitre du Temple, Guillaume de Beaujeu, choisi pour diriger la défense, tomba en combattant vaillamment pour la croix. Après la capitulation et le massacre, son successeur, le moine Gaudini, fit voile vers Chypre avec dix Chevaliers, seuls survivants des cinq cents Templiers qui avaient soutenu l'assaut jusqu'au dernier moment. Cette fois encore, le bruit courut, non sans raison, que le désastre était le résultat de querelles entre les Ordres

(1) Matt. Paris. ann. 1228, 1243 (éd. 1644, p. 340, 420). — Mansuet le Jeune, *Hist. des Templiers*, Paris, 1789, I. 340-1. — Prutz, *op. cit.* p. 60-1. — Mag. Chron. Belgic. ann. 1274. — Faucon, *Registres de Boniface VIII*, n° 1691-2, 1697. — Marin. Sanuti *Secret. Fidel.* lib. III. P. IX. c. 1, 2 (Bongars, II. 488-9).

L'Hôpital donnait prise aux mêmes reproches que le Temple. En 1238 Grégoire IX attaqua énergiquement les Chevaliers de saint Jean, en raison de l'abus qu'ils faisaient de leurs privilèges; il blâma leur manque de chasteté et leurs trahisons à la cause de Dieu en Palestine. Il affirmait même que, parmi eux, se trouvait plus d'un hérétique. — Raynald. ann. 1238, n° 31-2.

Un sirvente composé par un Templier, évidemment au lendemain de la chute d'Acre, constate avec amertume que le Saint-Siège a sacrifié la Terre-Sainte à son ambition et à sa cupidité :

« Lo pava fa de perdon gran largueza
Contr' Alamans ab Arles e Frances;
E sai mest n' s mostram gran cobeza,
Quar nostras croiz van per croiz de tornes;
E qui ool camjar Romania
Per la guerra de Lombardia?
Nostres legatz, don yeu vos dic per ver
Qu'els vendon Dieu el perdon per aver. »

(Meyer, *Recueil d'anciens Textes*, p. 96.)

Même la désastreuse perte d'Acre ne mit pas fin à la politique ambitieuse de la papauté. La conquête de la Palestine était un bon prétexte pour lever des dîmes sur les églises de la Chrétienté; en 1298, on voit Boniface VIII utiliser une partie des fonds ainsi recueillis à la poursuite de sa querelle personnelle contre les Colonna. — *Registres de Boniface VIII*, n° 2643 (T. II. p. 168).

247

Militaires. Nicolas IV envoya en hâte des lettres aux rois et prélats de la Chrétienté pour leur demander leur avis sur un projet de fusion de ces Ordres, à l'occasion de la croisade qui devait partir à la Saint-Jean de 1293, sous la conduite d'Édouard 1^{er} d'Angleterre. On reçut au moins une réponse approbative, émanant du concile provincial de Salzbourg; mais Nicolas mourut avant que la nouvelle parvint à Rome. Un long interrègne, suivi de l'élection de l'ermite Pier Morrone, fit ajourner le projet qui fut repris par Boniface VIII, puis négligé et abandonné, sans doute par suite de l'absorbante querelle entre ce pape et Philippe le Bel. L'opinion publique de l'époque est probablement reflétée avec exactitude dans un traité sur la conquête de la Terre Sainte, adressé à Édouard 1^{er}. L'auteur propose que les deux Ordres, auxquels leurs scandaleuses querelles ont valu le mépris de la Chrétienté, soient fondus en un seul et confinés dans leurs domaines d'Orient, qui suffiront à leur entretien; quant aux revenus de leurs propriétés respectives en Occident, estimés à huit cent mille livres tournois par an, ils seront employés à la croisade. Évidemment, l'idée qu'on pût saisir les biens des Ordres et les utiliser à meilleure fin qu'ils ne faisaient eux-mêmes, se propageait rapidement en pays chrétien (1).

L'Ordre s'était donc quelque peu discrédité auprès du public lorsque Jacques de Molay fut élu Grand-Maitre en 1297, après une violente opposition des partisans de Hugues de Péraud. Quelques années d'ardente lutte pour reprendre pied en Palestine épuisèrent l'énergie et les ressources de l'Ordre. Le Temple se retira à Chypre, ne sortant de son inaction que pour prendre part à de nouvelles querelles qui éclatèrent dans l'île et valurent à Molay les reproches de Boniface VIII. Le pape n'hésita pas à affirmer que ces dissensions avaient causé la perte de la Palestine et que, si l'on n'y mettait un terme, elles feraient

(1) Mansuet, *op. cit.* II. 101, 133. — *De Excidio Urbis Aconis* (Martène, *Ampl. Coll.* V. 757). — Raynald, ann. 1291, n° 30, 31 — Archives Nat. de France, J. 431, n° 40 — *Chron. Salisburg.* ann. 1291 (Canisii et Basnage, III. II. 489). — Annal. Eberhard. Altahens. (*Ibid.* IV. 229). — *De Recuperatione Terræ Sanctæ* (Bongars, II. 320-4).

perdre à la croix son dernier refuge en Orient. L'exploit accompli ensuite par l'Ordre, bien que non officiel, ne fut pas de nature à lui concilier la faveur du public. Charles de Valois, le mauvais génie de son frère Philippe le Bel et de ses neveux, épousa en 1300 Catherine, petite-fille de Baudouin II de Constantinople et impératrice titulaire. En 1306, il se mit en tête de faire valoir les droits de sa femme au trône impérial et trouva un auxiliaire docile en Clément V, persuadé que cette tentative, loin d'affaiblir le christianisme en Orient, permettrait, sinon de recouvrer la Palestine, du moins de réduire à l'obéissance l'Église Grecque. Le pape s'efforça donc d'unir les républiques et les princes d'Italie en vue de cette croisade contre des chrétiens. Charles II de Naples entreprit une expédition de concert avec les Templiers. Une flotte fut équipée sous le commandement de Roger, Templier hautement réputé pour son habileté et son audace. Cette flotte s'empara de Thessalonique; mais, au lieu de poursuivre activement Andronicus II, les Templiers tournèrent leurs armes contre les princes latins de Grèce, ravagèrent cruellement les rivages de la Thrace et de la Morée et revinrent avec un butin immense, après avoir soulevé des haines qui contribuèrent à leur ruine. Au contraire, les Hospitaliers s'acquirent un nouveau renom comme champions du Christ en conquérant vaillamment, après quatre ans de lutte, l'île de Rhodes, où ils devaient soutenir si longtemps la bannière du christianisme en Orient. En 1306, Clément V manda Molay et Guillaume de Villaret, Grand-Maitre des Hospitaliers, pour les consulter au sujet d'une nouvelle croisade et du projet d'union, si souvent débattu et ajourné. Il les pria de voyager dans le plus grand secret possible. Tandis que l'Hospitalier, absorbé par les préparatifs du siège de Rhodes, s'excusait de ne pouvoir venir, Molay fit route en grand équipage, avec une suite de soixante Chevaliers et ne manifesta nullement l'intention de retourner dans son domaine d'Orient. Cette attitude permettait de redouter que les Templiers n'abandonnassent leur mission traditionnelle; s'il en était ainsi, quels ambitieux desseins les pous-

saient à transférer en France leur quartier-général ? Les Chevaliers Teutoniques avaient abandonné l'Orient pour se constituer un royaume parmi les païens au nord-est de l'Europe. Les Templiers entretenaient-ils de semblables projets et songeaient-ils à s'établir plus près de Rome ? (1)

249 Pour que de tels soupçons prissent naissance, il n'était évidemment pas nécessaire qu'ils fussent fondés. Les historiens modernes se sont donné une peine inutile pour attribuer aux Templiers le projet de s'emparer du midi de la France et de l'ériger en royaume indépendant. L'Ordre s'était de bonne heure développé rapidement dans les provinces comprises entre la Garonne et le Rhône ; on a prétendu qu'il était profondément teinté de Catharisme et qu'il entretenait des relations avec les hérétiques cachés dans le pays. Mais ce sont là de pures suppositions sans aucune preuve. Il n'y avait pas trace de Catharisme dans l'Ordre (2) ; d'ailleurs, nous avons vu qu'à

(1) *Registres de Boniface VIII*, n° 2438. Cf. n° 2550 (T. n. p. 38, 103). — Raynald, ann. 1306, n° 3-5, 12. — Regest. Clement. PP. V (éd. Benedict. T. i. p. 40-46; T. n. p. 55, 58, Romæ, 1885-6). — Mansuet, *op. cit.* II. 132. — Raynoud, *Monuments historiques relatifs à la Condamnation des Chevaliers du Temple*, Paris, 1813, p. 17, 46.

L'invitation adressée au Grand-Maitre de l'Hôpital est datée du 6 juin 1306 (Regest. Clem. PP. V. T. i. p. 190). Molay dut être convoqué à la même époque. D'après certains brefs lancés par Clément, le 13 juin 1306, en faveur de Humbert Blanc, Précepteur d'Auvergne, il est vraisemblable que celui-ci était engagé dans quelque croisade (*Ibid.* p. 191-2), probablement en relation avec l'entreprise de Charles de Valois. Cependant, quand Hugues de Péraud et d'autres chefs de l'Ordre se préparèrent à s'embarquer, en novembre, Clément les retint (*Ibid.* T. n. p. 5).

Les historiens ont coutume de prétendre que Molay transféra, de Chypre à Paris, le quartier général du Temple. Pourtant, quand l'ordre d'arrestation lancé par le pape arriva à Chypre, le 27 mai 1308, le maréchal, le drapier et le trésorier se rendirent ainsi que d'autres, ce qui montre qu'on n'avait nullement songé à déplacer le centre administratif de l'Ordre. (Dupuy, *Traitez concernant l'Histoire de France*, éd. 1700, p. 63, 132). — Raimbaut de Caron, Précepteur de Chypre, qui avait apparemment accompagné Molay, fut arrêté en même temps que lui au Temple de Paris (*Procès des Templiers*, n. 374); exception faite de ce personnage, les principaux chevaliers arrêtés étaient simplement des dignitaires locaux.

Je pense également que Schottmüller a suffisamment établi (*Der Untergang des Templar-Ordens*, Berlin, 1887, I. 66, 99; II. 38) le peu de créance que mérite l'histoire de l'immense trésor apporté en France par Molay. Il fait remarquer en outre (I. 98) que l'existence des archives de l'Ordre à Malte montre qu'on ne les avait évidemment pas transportées en France, où elles eussent été détruites.

(2) La relation contemporaine la plus détaillée et la plus digne de foi, concernant la chute des Templiers, est peut-être celle de Bernard Gui (*Flor. Chronic.*

cette époque les Cathares de Languedoc avaient été virtuellement exterminés et que l'Inquisition avait conquis ce pays à la monarchie et à l'esprit français. Une telle alliance, loin de fortifier l'Ordre, aurait été pour lui une source de faiblesse, car elle eût soulevé contre les Chevaliers toute l'Europe en armes, et s'il avait existé, à cet égard, l'ombre d'une preuve, Philippe le Bel n'eût pas manqué d'en tirer parti. On ne saurait admettre davantage que les Templiers aient noué des intrigues avec les mécontents que comptait la population orthodoxe du Midi. Jamais Bernard Délicieux et les Carcassais n'auraient eu recours au faible Ferrand de Majorque, s'ils avaient pu appeler à leur aide le puissant Ordre du Temple. Mais cet Ordre, si grand que fût le nombre de ses adhérents, était totalement incapable de mener à bien les ambitieux projets qu'on lui attribue, parce qu'il était morcelé et disséminé à travers l'Europe entière ; l'impossibilité de concentrer ses forces, soit pour l'attaque, soit pour la défense, apparut lorsque les Chevaliers se rendirent presque sans résistance, les uns après les autres, dans les diverses contrées où ils résidaient.

Il s'en fallait d'ailleurs de beaucoup qu'ils fussent aussi nombreux et aussi riches qu'on l'a généralement supposé. Les circonstances dramatiques qui accompagnèrent leur ruine ont enflammé l'imagination des historiens du temps, naturellement portés à exagérer le contraste entre leur prospérité d'hier et leur déchéance du lendemain. Un contemporain anonyme prétend que les Templiers étaient si riches et si puissants que seule l'attaque secrète et soudaine de Philippe le Bel pouvait en venir à bout. Villani, autre contemporain, déclare que leur puissance et leur richesse étaient incalculables. Plus tard, avec le recul du temps, les appréciations grossirent encore. L'abbé Jean de Trittenheim assure que le Temple était le plus riche de tous les Ordres monastiques, non seulement en or et en argent, mais en territoires, en villes, en châteaux situés dans tous les pays de l'Europe. Des écrivains modernes sont allés

250

ap. Bouquet, XXI. 716 sq.). Or, s'il se fût trouvé dans l'Ordre le moindre élément de Catharisme, Bernard Gui n'eût pas manqué de s'en apercevoir et de le dénoncer.

plus loin en essayant de fournir des chiffres. Maillard de Chambure pense qu'à l'époque de leur ruine les Templiers étaient au nombre de trente mille, jouissant d'un revenu de huit millions de livres tournois. Wilcke estime leur revenu, en monnaie moderne, à vingt millions de *thalers* et affirme qu'en France même ils pouvaient mettre en campagne une armée de quinze mille cavaliers. Zöckler donne, comme chiffre de leurs revenus, cinquante-quatre millions de francs, et compte vingt mille Chevaliers. Même le scrupuleux Havemann se fait l'écho de l'extravagante légende d'après laquelle ils auraient pu, par la fortune et la puissance, rivaliser avec tous les princes de la Chrétienté ; enfin Schottmüller déclare que la France, à elle seule, comptait quinze mille Frères, et que, dans l'Ordre entier, ils dépassaient le nombre de vingt mille (1).

Le secret rigoureux qui entourait toutes les affaires de l'Ordre réduit toutes ces appréciations à la valeur de simples conjectures. En ce qui concerne le nombre des Chevaliers, les historiens n'ont pas pris garde que la grande majorité des membres était constituée par les Frères Servants, qui n'étaient pas des guerriers, mais des bergers, des cultivateurs, des domestiques travaillant sur les terres et dans les maisons des Chevaliers, sans guère ajouter à la force effective de ceux-ci. Puisque les Templiers considéraient comme une gloire légitime d'avoir perdu en Palestine, pendant les cent quatre-vingt années de leur existence active, vingt mille de leurs frères, on peut penser qu'à aucun moment leurs cadres ne comportèrent plus de quelques milliers de Chevaliers. Au concile de Vienne, lorsqu'on réclama la dissolution de l'Ordre, on s'appuya sur ce fait que plus de deux mille dépositions de témoins avaient été recueillies ; comme ces dépositions émanaient
 251 des prisonniers interrogés en France, en Angleterre, en Espa-

(1) Wilcke, *Geschichte des Ordens der Tempelherren*, II. Ausgabe, 1860, II. 51, 103-4, 182. — Chron. Anonyme (Bouquet, XXI. 149). — Villani *Chron.* viii. 92. — Mag. Chron. Belgic. (Pistor. III. 135). — Trithem. *Chron. Hirsau.* ann. 1307. — *Règle et Statuts secrets des Templiers*, p. 64 (Paris, 1840). — Real-Encyklop. XV. 305. — Havemann, *Geschichte des Ausgangs des Tempelherrenordens*, Stuttgart, 1846, p. 165. — Schottmüller, *op. cit.* I. 236, 695.

gne, en Italie et en Allemagne, il est clair que le nombre total des Templiers devait être insignifiant en comparaison des chiffres généralement admis. Chypre fut le quartier-général de l'Ordre après la chute d'Acre ; pourtant, lors de l'arrestation en masse, il n'y avait dans l'île que cent dix-huit membres de tout grade. Le nombre restreint des prévenus qui comparurent dans les divers pays est singulièrement peu en rapport avec l'énorme total admis généralement par les chroniqueurs. Un contemporain, ardent partisan de la papauté, exprime la douleur que lui causent les peines justement infligées à *quinze mille champions du Christ*, ce qui peut passer pour l'estimation approximative du nombre des membres ; si, dans ce total, nous comptons *quinze cents Chevaliers*, nous serons probablement au-delà plutôt qu'en-deçà de la vérité.

Quant à la fortune de l'Ordre, on possède, par bonheur, quelques témoignages d'où il ressort qu'on a grossièrement exagéré sa richesse. En 1244, Matthieu Paris établit que l'Ordre possédait par toute la Chrétienté neuf mille manoirs, tandis que les Hospitaliers en avaient dix-neuf mille. Le Temple était surtout prospère en Aquitaine ; vers 1300, dans un compte des dîmes payées à Philippe le Bel par la province de Bordeaux, les Templiers sont inscrits pour six mille livres, les Hospitaliers pour une somme égale, alors que les Cisterciens payaient douze mille livres. Les registres d'un receveur royal, en 1293, mentionnent, en Auvergne, quatorze préceptories du Temple, payant en tout trois cent quatre-vingt-douze livres, tandis que les préceptories de l'Hôpital, au nombre de vingt-quatre, payent trois cent soixante-quatre livres. En 1298, lorsque Boniface VIII réclama le concours des Ordres Militaires pour sa guerre d'extermination contre les Colonna, il fixa la contribution du Temple et celle de l'Hôpital au même chiffre de 10 000 florins, tandis que les Chevaliers teutoniques n'eurent à fournir que 1.000 marcs (1). Rappelons qu'un historien contemporain estime en tout les revenus annuels des deux principaux Ordres à huit cent mille

(1) *Procès des Templiers*, I. 144. — Raynald. ann. 1307, n° 12; ann. 1311, n° 53. — Schottmüller, *op. cit.* I. 465. — Ferreti Vicentini *Hist.* (Muratori,

252 livres, dont la majeure partie appartenait probablement à l'Hôpital.

Pourtant, la prospérité de l'Ordre était plus que suffisante pour exciter la cupidité des flibustiers royaux ; son pouvoir et ses privilèges étaient assez inquiétants pour éveiller de la méfiance dans l'esprit d'un despote moins soupçonneux que Philippe le Bel. On a mis en avant beaucoup d'ingénieuses théories pour expliquer l'acte de Philippe ; mais c'est se donner une peine bien superflue. Dans la querelle avec Boniface VIII, bien que les Templiers fussent accusés d'envoyer secrètement de l'argent à Rome au mépris des prohibitions royales, ils soutinrent la cause de Philippe et signèrent un acte approuvant et confirmant l'assemblée du Louvre, où, en juin 1303, Boniface fut formellement accusé d'hérésie, en même temps qu'on faisait appel à un futur concile pour résoudre la question. Entre le roi et les Templiers l'entente était, d'ailleurs, si cordiale que des lettres royales du 10 juillet 1303 montrent que la perception de tous les revenus royaux dans la France entière était confiée à Hugues de Péraud, Visiteur de l'Ordre en France, qui avait failli être élu Grand Maître. En juin 1304, Philippe confirma tous les privilèges des Templiers et, en octobre, il lança une Ordonnance leur accordant de nouvelles prérogatives et reconnaissant leurs mérites en termes chaleureux. En 1229, ils lui prêtèrent l'énorme somme de cinq cent mille livres pour le douaire de sa sœur. En 1306 même, quand Hugues de Péraud eut perdu deux mille marcs d'argent lors de la frauduleuse disparition

S. R. I. IX. 1018). — Matt. Paris. ann. 1244 (p. 417). — Dom Bouquet, XXI. 545. — Chassaing, *Spicilegium Brivatense*, p. 212-13. — *Registres de Boniface VIII*. n° 2426-30 (T. II. p. 33-4).

Un exemple des exagérations qui ont eu cours au sujet des Templiers est l'audacieuse assertion que l'Ordre possédait, en Roussillon et en Cerdagne, la moitié du pays ; en réalité, l'examen de son cartulaire atteste qu'il ne possédait que quatre fiefs seigneuriaux, avec quelques droits fragmentaires sur des sermages, des dîmes ou des vilainages, en soixante-dix autres localités. En revanche, la seule abbaye de Saint Michel de Cuxa possédait trente fiefs seigneuriaux et des droits similaires en deux cents autres localités ; chacune des deux abbayes d'Arles et de Cornella de Conilient était plus riche que les Templiers. — Allart, *Bulletin de la Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales*, T. XV. p. 107-8.

des banquiers florentins Tommaso et Vanno Mozzi, Philippe intervint promptement et exigea d'Aimon, abbé de Saint Antoine, qui s'était porté garant de la bonne foi des banquiers, la restitution de la somme. Lorsque, dans ses graves embarras financiers, le roi altéra les monnaies au point de provoquer une émeute à Paris, ce fut au Temple qu'il se réfugia, ce furent les Templiers qui le défendirent contre les assauts de la foule. Mais ces obligations mêmes devaient peser désagréablement à un monarque avide d'absolutisme, hostile aux institutions féodales qu'il travaillait à confisquer à son profit. Sans doute, le Temple n'était pas assez fort pour arracher à la monarchie certaines provinces et les ériger en principauté indépendante ; mais il pouvait, à un moment quelconque, devenir un danger grave au cours de la lutte engagée contre les grands feudataires qu'une communauté de sympathies et d'intérêts unissait aux Chevaliers.

253

Philippe s'attachait à réduire ces seigneurs à l'obéissance en étendant la juridiction royale ; or, les Templiers n'étaient soumis à aucune juridiction autre que celle du Saint-Siège. Ils n'étaient pas les sujets du roi ; ils ne lui devaient ni obéissance ni allégeance ; Philippe ne pouvait exiger d'eux le service militaire comme il l'exigeait de ses évêques ; en revanche, ils avaient le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix, pour leur propre compte, sans encourir de responsabilité envers personne ; ils étaient revêtus de toute l'inviolabilité personnelle des ecclésiastiques, et le roi ne possédait contre eux aucun des moyens de coercition dont il disposait à l'égard du clergé gallican. Ils étaient exempts de toutes taxes, octrois et douanes ; leurs domaines ne contribuaient en rien aux revenus de l'État ; le roi pouvait seulement arracher au pape la concession d'une dîme. Alors qu'ils étaient ainsi, en toute chose, indépendants du pouvoir civil, les Chevaliers étaient tenus par leurs statuts à l'obéissance aveugle et passive envers leurs propres supérieurs. L'ordre du Maître était l'ordre de Dieu ; nul membre ne pouvait fermer à clef un sac ou une malle, se baigner ou se faire saigner, ouvrir même une lettre d'un parent sans la permission de son Commandeur ;

254 toute désobéissance entraînait la perte de l'habit et l'emprisonnement dans les chaînes, avec toutes les irrévocables incapacités attachées à cette peine. Il est vrai qu'en 1295 des symptômes de turbulence se manifestèrent au sein de l'Ordre ; il fallut que Boniface VIII intervint pour contraindre les Frères à se soumettre à leur Maître ; mais ces troubles s'étaient apaisés ; dans les rangs des Chevaliers, la discipline était une obligation religieuse plus stricte encore que l'allégeance du vassal à son suzerain. Cette congrégation de guerriers était une anomalie au milieu de l'organisation féodale ; aussi, lorsque les Templiers semblèrent renoncer à leur rôle militaire en Orient, Philippe, considérant leur richesse et le nombre de leurs membres en France, devait voir en eux un obstacle éventuel à ses desseins absolutistes et songer à se débarrasser d'eux dès qu'il le pourrait. Au début de son règne, il avait cherché à mettre un terme aux perpétuelles acquisitions des Ordres religieux et des Templiers, qui faisaient tomber en main morte un nombre toujours croissant de domaines ; l'insuccès même de ses efforts sur ce point devait avoir fortifié en lui le sentiment du danger qui naissait de là. Si l'on demande pourquoi il s'attaqua aux Templiers plutôt qu'aux Hospitaliers, la raison en est peut-être que le Temple était le plus faible des deux Ordres, d'autant plus que le mystère dont il entourait ses rites l'avait exposé, depuis longtemps, aux suspicions et à la malignité populaire (1).

Walsingham pense que le dessein de Philippe, en attaquant les Templiers, était d'obtenir pour un de ses fils cadets le titre de Roi de Jérusalem, avec, comme apanage, les domaines du Temple. Un tel projet cadrerait parfaitement avec les idées du

(1) Du Pay, *Hist. du Différend*, Preuves, p. 136-7. — Baudouin, *Lettres inédites de Philippe le Bel*, p. 163. — Maillard de Chambure, p. 61. — Grandes Chroniques, V. 173. — Raynouard, p. 14, 21. — Rymer, I. 30. — Regest. Clement. PP. V. T. 1. p. 192 (éd. Benedict. Romæ, 1885). — Prutz, p. 23, 31, 38, 46, 49, 51-2, 59, 76, 78, 79, 80. — Règle, §§ 39, 43, 313, 587. — Thomas, *Registres de Boniface VIII*. T. 1. n° 490. — Baudouin, *op. cit.* p. 313.

Schottmüller (*Der Untergang des Templer-Ordens*, Berlin, 1887, I. 65) pense que le prêt de cinq cent mille livres à Philippe est probablement une légende populaire, née du fait que les Templiers intervinrent, comme banquiers, dans le paiement du douaire de la sœur du roi.

temps, et eût eu pour résultat de précipiter de nouveau l'Europe contre la Syrie. Ce fut peut-être là, en effet, une des raisons initiales, car la candidature de Philippe le Long au titre de Roi de Jérusalem fut posée et discutée au concile de Vienne; mais il est évident que nul souverain étranger n'aurait permis que, sur ses domaines, les possessions des Templiers passassent aux mains d'un membre de l'ambitieuse maison Capétienne (1).

En vérité, pour expliquer l'action de Philippe, il est peu utile de chercher des raisons autres que financières. Le roi était désespérément à court d'argent pour parer aux continues et écrasantes dépenses de sa longue guerre contre les Flamands. Il avait imposé de si lourdes taxes que certains de ses sujets se révoltaient et que d'autres étaient sur le point d'en faire autant. Il avait altéré les monnaies au point de mériter le surnom de *Faux-monnayeur*. Il ne lui restait que peu de ressources — et encore moins de scrupules. Le flot des confiscations dans le Languedoc commençait à tarir; d'autre part, les sommes énormes que ces confiscations avaient fournies au trésor royal pendant plus d'un demi-siècle, enseignaient le profit d'une habile campagne contre l'hérésie. Philippe venait précisément de mener à bien une opération financière analogue à celle qu'il allait tenter contre les Templiers : il avait arrêté tous les Juifs du royaume, les avait dépouillés de leurs biens et bannis ensuite sous peine de mort. Un mémoire touchant des projets à l'étude, conservé encore aujourd'hui dans le Trésor des Chartes, montre qu'il comptait bénéficier de même des biens confisqués aux Templiers. Malheureusement pour lui, comme nous le verrons, il ne prenait pas garde que ces biens, en tant que propriétés ecclésiastiques, étaient soumis aux droits imprescriptibles de l'Église (2).

255

L'histoire de Squin de Florian, Templier renégat, et de Noffo Dei, méchant Florentin, qui, tous deux condamnés à mort,

(1) D'Argentré, I. 1. 280. — Wilcke, *op. cit.* II. 304-6. — Langlois, *De Recuperatione Terræ Sanctæ*, p. 131 (Paris, 1891).

(2) Guill. Nangiac. *Contin. ann.* 4306. — Vaissete, IV. 135. — Raynouard, p. 24.

auraient sauvé leur tête en machinant les accusations contre les Chevaliers, est probablement une invention due à l'imagination d'un chroniqueur et reproduite sans critique par beaucoup d'autres (4). Une intervention de ce genre était d'ailleurs absolument superflue. L'étrange mystère dont les Templiers couvraient leurs affaires intérieures aiguillonnait naturellement la curiosité et les soupçons du peuple. Seul de tous les Ordres religieux, le Temple célébrait dans l'intimité la plus stricte le cérémonial d'admission ; les chapitres se tenaient au point du jour dans une salle dont les portes étaient rigoureusement gardées ; nul de ceux qui avaient pris part à la cérémonie ne devait parler de ce qui s'était passé, même à un autre Templier étranger au chapitre, sous peine d'encourir la plus lourde peine, l'expulsion. Il était inévitable que ces pratiques donnassent naissance à des racontars et à des calomnies, expliquant le mystère par des rites infâmes qu'il était impossible de célébrer au grand jour. Les Templiers eurent beaucoup à souffrir de ces soupçons. Quand les juges demandèrent à Humbert Blanc, Précepteur d'Auvergne, pourquoi, s'ils n'avaient rien à cacher, les Frères observaient ainsi le secret, il ne put que répondre : « par sottise ». Aussi rapportait-on communément que le néophyte était tenu de baiser le c. de son précepteur, fable que les Hospitaliers se firent un plaisir de propager. Après cela, on comprend sans peine que le public attribuât à l'Ordre le vice de sodomie ; c'était d'ailleurs un vice très répandu au moyen âge, auquel les communautés religieuses étaient particulièrement sujettes. Peu auparavant, en 1292, un scandale de ce genre avait provoqué le bannissement de plusieurs pro-

(4) Villani *Chron.* viii. 92. — Amabr. Augerii *Vit. Cl-m.* v. (Muratori, *S. R. I.* III. ii. 443-44). — S. Antouini *Hist.* (D'Argentré, I. i. 281). — Trithem. *Chron.* *Hirsaug.* ann. 1307, n° 12. Les contemporains les mieux informés, Bernard Gui, le continuateur de Nangis, Jean de Saint-Victor, les *Grandes Chroniques*, ne font pas mention de cette histoire.

Cependant Noffo Dei est un personnage historique, que Guillaume de Nogaret employa peut-être à réunir et à manipuler les témoignages. On lui voit jouer un rôle analogue, à la même époque, dans une poursuite contre Guichard, évêque de Troyes, persécution qui ressemble singulièrement à l'affaire des Templiers. Juste récompense de ses crimes, il fut pendu en 1313. — Rigault, *Le Procès de Guichard, évêque de Troyes*, p. 23, 30, 41, 49, 99-101, 219, 297.

fesseurs et théologiens de l'Université de Paris. De plus sombres rumeurs avaient cours aussi, relatives à des pratiques anti-chrétiennes introduites dans l'Ordre par un Grand Maître qui, prisonnier du Soudan de Babylone, avait obtenu sa liberté en promettant de rendre ces pratiques obligatoires. On contait encore cette légende : Aux premiers temps de l'Ordre, deux Templiers chevauchaient une même monture dans une bataille, au-delà des mers. Celui qui se tenait en avant se recommanda au Christ et fut grièvement blessé ; l'autre se recommanda à *celui qui pouvait le mieux le secourir* et resta sauf. Ce dernier était, disait-on, le démon dissimulé sous la forme humaine ; il annonça à son camarade blessé que, s'il voulait croire en lui, l'Ordre grandirait en prospérité et en puissance. Le Templier se laissa séduire et, de ce jour, l'erreur et l'impiété envahirent l'Ordre. Nous avons vu avec quelle facilité ces histoires trouvaient accès auprès des esprits sans critique du moyen âge, comment elles s'amplifiaient et se paraient des plus fantastiques détails. La mentalité publique était mûre pour ajouter foi à tout ce qu'on lui raconterait sur les Templiers : une étincelle devait suffire pour allumer l'incendie (1).

(1) *Règle*, §§ 225, 572, 573. — Wilkins, *Concilia*, II. 338. — Concil. Toletan. XVI. ann. 693. — *Procès des Templiers*, I. 186-7, 454 ; II 139, 153, 195-6, 223, 440, 445, 471. — S. Damiani *Lib. Gomorrhian*. — Guillet. Nangiac. ann. 1120. — Alani de Insulis, *Lib. de Planctu Naturæ*. — Guait. Mapes, *de Nugis Curialium*, I. xxiv. — *Prediche del B. Frà Giordano da Rivotto*, Firenze, 1831, I. 230. — Regest. Clement. PP. V. T. v. p. 259 (éd. Benedictin. Romæ, 1887. — Alvar. Pelag. *de Planctu Ecclesiæ*, lib. II. art. II. fol. lxxxiii. — *Mémoires de Jacques Du Clercq*, liv. III. ch. 42 ; liv. IV. ch. 3. — Rogeri Bacon, *Compend. Studii Philosophiæ*, cap. II (M. R. Series I. 412).

Le crime de sodomie était jugé par les tribunaux ecclésiastiques ; le coupable était brûlé vif. (Très Ancien Cout. de Bretagne, art. 112, 142 *ap.* Bourdot de Richebourg, IV. 227, 232. — *Statuta Criminalia Mediolani e tenebris in lucem edita*, cap. 51. Bergomi, 1594). — Un exemple d'application de la peine par la justice séculière se présente à Bourges en 1445 (Jean Chartier, *Hist. de Charles VII*, éd. Godefroy, p. 72), et un autre à Zurich en 1482 (V. Anshelm, *Die Berner Chronik*, Bern, 1884, I. 221), bien qu'en 1451 Nicolas V eût soumis ce crime à l'Inquisition (Ripoll, III. 301). D'Argentré dit : *Hæc pæna toto regno et vulgo statuta Italix indicitur per civitates, sed pene irritis legibus* (Comment. Consuetud. Duc. Britann. p. 1810). En Angleterre, c'était un crime séculier passible du bûcher (Horne, *Myror of Justice*, cap. IV. § 14) ; en Espagne, le châtiment était la castration et la lapidation (*El Fuero real de España*, lib. IV. Tit. IX. l. 2).

Les invraisemblables histoires rapportées par Antonio Sicii da Vercelli à la commission papale, en mars 1311, au sujet des faits dont il aurait été témoin en

257 Les ministres et les agents de Philippe, Guillaume de Nogaret, Guillaume de Plaisian, Renaud de Roye et Enguerrand de Marigny, étaient parfaitement capables d'apprécier l'occasion qui s'offrait d'enrichir le trésor royal; ils ne devaient pas être en peine de trouver des témoignages permettant de dresser une formidable liste d'accusations, car nous avons vu combien il fut facile de prouver, à l'aide de témoins d'apparence respectable, que Boniface VIII était coupable de crimes non moins affreux. En l'espèce, la tâche était encore plus aisée. Les Templiers ne pouvaient avoir échappé à la démoralisation générale dont étaient entachés les Ordres monastiques; il devait y avoir nécessairement parmi eux nombre d'aventuriers sans scrupules, prêts à commettre tout crime qui pût leur procurer quelque profit. De plus, beaucoup d'anciens membres, expulsés pour leurs méfaits, n'avaient rien à perdre en satisfaisant leurs rancunes. Il y avait aussi des apostats en rupture de ban qui, s'ils étaient pris, étaient passibles d'emprisonnement; il y avait enfin une multitude de ribauds infâmes, toujours à la disposition des agents royaux pour fournir, sur n'importe quoi, les témoignages demandés. Ces témoignages furent réunis sans bruit par Guillaume de Nogaret et conservés, dans le plus grand secret, à Corbeil, sous la garde du Dominicain Humbert. L'hérésie était naturellement l'accusation la plus importante et celle qu'il y avait le plus d'intérêt à produire. Sur ce chapitre, l'Inquisition était un auxiliaire infailible pour obtenir la condamnation souhaitée. La rumeur publique, quel qu'en fût l'interprète, devait suffire à justifier l'arrestation et la mise en jugement; le procès engagé, il était bien rare que la procédure inquisitoriale n'arrachât pas à la fin des preuves de la culpabilité. Une fois l'affaire décidée en haut lieu, l'issue fatale

Syrie et en Italie, montrent que le peuple croyait à l'existence d'un terrible secret qu'aucun membre de l'Ordre n'osait révéler (Procès, I. 644-5).

On peut noter comme une coïncidence les accusations d'hérésie lancées contre l'Ordre Teutonique, en 1307, par l'archevêque de Riga. Le Grand-Maitre, Carl Belfart, fut cité à comparaître devant Clément et évita, non sans peine, que son Ordre subit le même sort que celui du Temple. — Wilcke, II. 118.

ne pouvait être douteuse : la condamnation des accusés était inévitable (1).

Pourtant, le succès de l'entreprise dépendait du bon vouloir de Clément V; en effet, les tribunaux d'Inquisition, qu'il s'agit du Saint-Office ou de l'Inquisition épiscopale, étaient sous le contrôle du pape; d'autre part, l'opinion publique réclamait que les Templiers français ne fussent pas seuls reconnus coupables, et que les membres étrangers subissent, eux aussi, la peine de leurs crimes. Pour que Philippe pût jouir des confiscations qu'il se promettait en France, il fallait que des mesures semblables fussent édictées par toute l'Europe, et, pour cela, la coopération du Saint-Siège était indispensable. Clément déclara plus tard que Philippe lui avait communiqué son projet dans tous ses détails avant son couronnement à Lyon, le 14 novembre 1305 (2); mais, en cette affaire, les diverses bulles papales sont entachées de tant de mensonges qu'on ne peut guère faire fond sur ce qu'elles affirment. Assurément, les propos malveillants et diffamatoires qui couraient sur l'Ordre purent faire l'objet de quelque entretien; mais Clément ne mérite probablement pas le reproche que lui ont adressé certains historiens, d'avoir voulu simplement leurrer Molay et Villaret, lorsqu'il les convoqua en 1306. Il me semble plus raisonnable de croire qu'en cette circonstance il agit de bonne foi et que ce fut Molay lui-même qui, par son imprudence, en donnant à croire qu'il s'établissait en France à titre permanent, excita les soupçons et la cupidité du roi et transforma en une action décisive ce qui, jusqu'alors, n'avait été qu'un vague projet (3).

(1) *Procès des Templiers*, I. 36, 168. — Chron. Anonyme (Bouquet, XXI. 137). — Joann. de S. Victor. (Bouquet, XXI. 649-50).

(2) Bull. *Pastoralis præminentiæ* (Mag. Bull. Rom. Supplém. IX. 126). — Bull. *Paciens misericordiam* (Ibid. p. 136). — Les Itinéraires de Philippe et la relation des visites pastorales de Bertraud de Goth (Clément V) suffisent à faire justice de la légende, mise en circulation par Villani, d'après laquelle une entente préalable aurait eu lieu, à ce sujet, entre Philippe et Clément, à Saint-Jean d'Angély (voir Van Os, *de Abolitione Ordinis Templariorum*, Herbipoli, 1874, p. 14-15). Il n'en est pas moins vrai que, dans la pratique, Clément fut aux ordres de Philippe le Bel.

(3) La théorie de Schottmüller (*Der Untergang des Templer-Ordens*, I. 91), d'après laquelle Clément aurait convoqué les chefs des deux Ordres Militaires pour

Si cette opinion est justifiée, Philippe ne fut pas long à mûrir son dessein et ses agents se montrèrent actifs à recueillir les éléments de l'accusation. Au cours de son entrevue avec Clément, à Poitiers, au printemps de 1307, Philippe essaya vainement d'obtenir la condamnation de la mémoire de Boniface VIII ; ayant échoué de ce côté, il abandonna provisoirement cette affaire et mit en avant des charges contre les Templiers, mais sans résultat immédiat. Clément manda Molay, qui se présenta en compagnie de Raimbaud de Caron, Précepteur de Chypre, de Geoffroi de Jonneville, Précepteur d'Aquitaine et Poitou, et d'Hugues de Péraud, Visiteur de France, les trois principaux officiers de l'Ordre alors présents dans le royaume. On leur communiqua les accusations dans toute leur hideur. Clément eut, par la suite, l'audace de déclarer, à la face de l'Europe, que Molay, avant l'arrestation, lui avait avoué la vérité de ces allégations, en présence des Chevaliers ses subordonnés et de divers ecclésiastiques et laïcs ; mais c'est là un abominable mensonge. Les Templiers revinrent à Paris, évidemment délivrés de toute inquiétude, et persuadés qu'ils s'étaient complètement justifiés. Même Molay, la veille de son arrestation, le 12 octobre, eut l'honneur de tenir un des cordons du poêle aux obsèques de Catherine, femme de Charles de Valois, honneur qu'on lui avait assurément rendu pour lui laisser croire qu'il n'avait rien à craindre. Bien plus, le 24 août, Clément avait écrit à Philippe pour l'engager à conclure la paix avec l'Angleterre ; dans sa lettre, il faisait allusion aux accusations portées par le roi contre les Templiers dans leurs entretiens à Lyon et à Poitiers, et aux représentations faites à ce sujet par les agents du roi. Les griefs, disait-il, lui semblaient incroyables et impossibles ; mais Molay et les principaux officiers de l'Ordre s'étaient plaints de ces injurieuses dénonciations, avaient à plusieurs reprises réclamé une enquête et offert de se soumettre aux plus sévères châtimens si leur culpabilité était reconnue ; en conséquence, Clément, d'après l'avis de ses cardinaux, se

s'assurer leur protection contre Philippe, me paraît dépourvue de toute vraisemblance.

proposait d'entamer, dès son retour à Poitiers, l'enquête demandée, en vue de laquelle il priait le roi de lui transmettre les documents en sa possession (1).

Il est évident que, jusqu'alors, Clément était peu ému et qu'il s'efforçait, dans la mesure de son courage, d'enterrer l'affaire. Mais Philippe avait sous la main toutes les ressources nécessaires pour atteindre son but, et il était sûr que si l'Église se trouvait mêlée à la partie, Clément ne pourrait plus songer à refuser son concours. L'Inquisiteur de France, Guillaume de Paris, était en même temps chapelain du roi : on pouvait donc compter sur lui. Ce personnage avait, de par ses fonctions, le devoir de prendre connaissance de toute accusation d'hérésie et de requérir l'assistance du pouvoir séculier; d'autre part, sa redoutable autorité l'élevait au-dessus de toutes les immunités spéciales et de l'inviolabilité personnelle des membres de l'Ordre. Des témoins dignes de foi dénonçaient les Templiers comme hérétiques : Frère Guillaume ne fit donc que se conformer strictement à la loi en sommant Philippe d'arrêter les Chevaliers qui se trouvaient sur son territoire et de les faire comparaître devant le tribunal de l'Inquisition.

Le secret et l'unité d'action étaient les conditions nécessaires du succès. Philippe, dès qu'il eut vu, par la lettre de Clément, qu'il ne pouvait compter sur la coopération immédiate du pape, agit par lui-même sans perdre un instant. Il soutint toujours que toutes ses décisions avaient été prises sur l'ordre de l'inquisiteur, et, pour justifier sa hâte, prétendit que les Chevaliers réunissaient leurs trésors et se préparaient à la fuite. Le 14 septembre, des lettres royales furent envoyées aux divers représentants du roi sur toute l'étendue de la France, ordonnant, à la réquisition de Frère Guillaume, l'arrestation simultanée, le 13 octobre, de tous les membres de l'Ordre et la mise sous séquestre de tous leurs biens. Le 20 septembre,

260

(1) Villani *Chron.* viii. 91-2. — Raynald, ann. 1311, n° 26. — Ptol. Lucens. *Hist. Eccles.* lib. xxiv (Muratori, *S. R. I.* XI. 1228). — Contin. Guill. Nangiac. ann. 1307. — Raynouard, p. 18, 19. — Van Os, *De Abol. Ord. Templar.* p. 43. — *Procès des Templiers*, II. 400. — Mag. Bull. Rom. IX. 131. — *Procès*, I. 95. — Du Puy, *Traité concernant l'Histoire de France*, Paris, 1700, p. 10, 117.

Frère Guillaume adressa aux inquisiteurs et aux prieurs, sous-prieurs et lecteurs dominicains une circulaire leur donnant mandat pour agir et énumérant les crimes des Templiers, crimes qui suffisaient, selon lui, pour ébranler la terre et bouleverser les éléments. Il avait, disait-il, examiné les témoignages et réclamé l'assistance du roi; il ajoutait adroitement que le pape était informé des accusations portées contre les Chevaliers. Les instructions royales ordonnaient que les Templiers arrêtés fussent rigoureusement isolés; ils devaient comparaître un à un devant les commissaires inquisitoriaux; on leur donnerait lecture des chefs d'accusation; on leur promettrait le pardon s'ils voulaient confesser la vérité et revenir à l'Église; on les avertirait qu'en cas de refus, ils seraient mis à mort, et l'on n'épargnerait pas la torture pour obtenir les aveux. Les dépositions ainsi recueillies seraient transmises d'urgence au roi, sous le sceau des inquisiteurs. Tous les biens des Templiers seraient mis sous séquestre et soigneusement inventoriés. En procédant à une mesure qui devait soulever une si vive émotion, il fallait, dès l'abord, pouvoir la justifier en alléguant les premiers aveux des inculpés. A cet effet, on ne négligerait rien, promesses, menaces ou violences, pour arriver au résultat souhaité (1).

261 Tout cela était strictement conforme à la pratique inquisitoriale; le résultat répondit à l'attente du roi. Grâce à l'habileté de Guillaume de Nogaret, à qui fut confiée la conduite de toute

(1) Du Puy, p. 18-19, 86. — Stömmler, *Contingent zur Geschichte der Templer*, Leipzig, 1783, p. 36-50. — L'issot, *Procès et condamnation des Templiers*, Paris, 1805, p. 39-43.

Clément V, dans ses lettres du 21 novembre à Édouard d'Angleterre, et du 22 novembre à Robert, duc de Calabre, dit que Philippe a agi sur l'ordre de l'Inquisition et soumis les prisonniers au jugement de l'Église (Rymer, III. 30; Mss. Chio carello, T. viii). Le Saint-Office passait à cette époque pour être l'auteur responsable de toute l'affaire (*Chron. Franc.* Pipini c. 49, ap. Muratori, *S. R. I.* IX. 749-50). La bulle *Faciens misericordiam*, du 12 août 1308, donne à tous les inquisiteurs d'Europe l'ordre de participer à la procédure subséquente (Mag. Bull. Rom. IX. 136).

D'ailleurs, toute l'affaire fut une opération strictement inquisitoriale, et, chose assez curieuse, partout où l'Inquisition était en pleine activité, comme en France et en Italie, on n'eut pas de peine à recueillir les témoignages nécessaires. Au contraire, en Castille, en Allemagne, on échoua; nous verrons comment, en Angleterre, on ne réussit à rien tant qu'on n'eut pas établi l'Inquisition momentanément à cet effet.

l'affaire, les arrestations furent opérées, par tout le royaume, le 13 octobre, au lever du soleil; peu de Templiers réussirent à fuir. Nogaret lui-même prit possession du Temple de Paris où furent arrêtés environ cent quarante Templiers, parmi lesquels Molay et ses principaux officiers. Le trésor de l'Ordre tomba entre les mains du roi. De nombreux indices avaient annoncé cette catastrophe; mais les Templiers connaissaient mal l'audace de Philippe et n'avaient fait aucun préparatif pour détourner le coup. Ils se trouvaient désormais désarmés, au pouvoir de l'impitoyable tribunal qui saurait à son gré leur arracher des aveux de culpabilité et les livrer au mépris et à l'exécration du genre humain (1).

Le premier soin de Philippe fut de s'assurer l'appui de l'opinion publique et de calmer l'agitation causée par cet événement inattendu. Le lendemain, samedi 14 octobre, les maîtres de l'Université et les chanoines de la cathédrale furent convoqués à Notre-Dame, où Guillaume de Nogaret, le Prévôt de Paris et d'autres fonctionnaires royaux firent l'exposé des crimes dont les Templiers étaient accusés. Le jour suivant, dimanche 15, le peuple fut invité à se réunir dans le jardin du palais royal, où les Dominicains et les orateurs royaux lui expliquèrent l'affaire; des mesures analogues furent adoptées par tout le royaume. Le lundi 16, des lettres royales furent envoyées à tous les princes de la Chrétienté, pour annoncer la découverte de l'hérésie des Templiers et presser les princes de seconder le roi dans la défense de la foi, en se conformant à son exemple. Aussitôt après, l'Inquisition se mit diligemment à l'œuvre. Du 19 octobre au 24 novembre, Frère Guillaume et ses auxiliaires s'occupèrent à enregistrer les confessions de cent trente-huit prisonniers arrêtés au Temple; les moyens employés étaient si efficaces que tous, sauf trois, reconnurent au moins quelques-unes des charges. Ce qu'étaient ces moyens, les procès-verbaux s'abstiennent naturellement de l'indiquer,

262

(1) Dom Bouquet, XXI. 448. — Vaissette, IV. 139. — Chron. Anon. (Bouquet, XXI. 137, 149. — Contin. Guillel. Nangiac. ann. 1307. — Joann. de S. Victor. (Bouquet, XXI. 649). — *Procès des Templiers*, I. 458; II. 373.

car nous savons que la confession officielle était toujours rédigée au sortir de la chambre de torture et que la victime était tenue de jurer qu'elle avouait librement et sans contrainte, sans crainte ni violence, bien que le malheureux sût que, s'il rétractait ce qu'il avait dit ou promis de dire sur la roue, il s'exposait à une nouvelle torture, ou au bûcher, comme hérétique relaps. Les mêmes scènes se répétèrent sur toute l'étendue de la France, où les mandataires de Frère Guillaume, et parfois Frère Guillaume en personne, avec le concours des fonctionnaires royaux, menaient à bien la même besogne. D'ailleurs, le conciliant Guillaume, à défaut d'auxiliaires propres à un travail si considérable, chargeait à l'occasion les délégués royaux d'agir à sa place. On a conservé quelques procès-verbaux des interrogatoires tenus en Champagne, en Normandie, dans le Quercy, à Bigorre, à Beaucaire et dans le Languedoc ; ces documents font parfois mention de la torture, ce qui indique qu'elle était employée au besoin. Mais elle n'était pas toujours indispensable : la promesse du pardon et la menace du bûcher, jointes à la privation de nourriture et à la rigueur de la détention, suffisaient fréquemment à délier les langues. La procédure inquisitoriale était appliquée dans toute sa sévérité, comme l'atteste le nombre des morts et des suicides mentionnés sur les registres. Dans la seule ville de Paris, d'après le témoignage de Ponsard de Gisiac, trente-six Templiers périrent des suites de la torture ; à Sens, suivant Jacques de Sorciac, vingt-cinq étaient morts de leurs blessures et de leurs souffrances ; en d'autres lieux, la mortalité fut aussi considérable. Quand plus tard certains Templiers répétèrent leurs confessions devant le pape et les cardinaux en consistoire, ils dénoncèrent les tortures excessives qu'ils avaient endurées, ce qui n'empêcha pas Clément de spécifier, en relatant cette affaire, que leurs confessions avaient été libres et spontanées. Comme bien on le pense, Molay ne fut pas épargné ; on le réduisit promptement à merci. Sa confession du 24 octobre est extrêmement brève, sans doute, et n'admet qu'une partie des erreurs qu'on lui

reprochait ; mais on obtint de lui qu'il signât une lettre adressée aux Frères, leur faisant savoir qu'il avait avoué et les engageant à faire de même, puisqu'ils avaient été jadis égarés par la même erreur. Dès que Molay et les autres chefs de l'Ordre se trouvèrent ainsi compromis, les maîtres et les étudiants de toutes les facultés de l'Université furent invités à s'assembler au Temple ; les malheureuses victimes comparurent devant cet auditoire et durent répéter leurs confessions, ce qu'ils firent, en ajoutant que les erreurs qu'on leur reprochait avaient régné dans l'Ordre depuis plus de trente ans (1).

Ces prétendues erreurs étaient au nombre de cinq : 1^o Quand un néophyte était reçu, le Précepteur le menait derrière l'autel ou dans la sacristie, ou dans quelque autre lieu écarté, lui montrait un crucifix, l'obligeait à renier trois fois le Prophète et à cracher sur la croix. 2^o On dépouillait le néophyte de ses vêtements et le Précepteur le baisait à trois reprises sur le c., sur le nombril et sur la bouche. 3^o On disait ensuite au néophyte que la sodomie était louable ; ce vice était, en effet, pratiqué communément dans tout l'Ordre. 4^o La corde que les Templiers portaient jour et nuit sur leur chemise, comme symbole de chasteté, avait été consacrée en l'enroulant autour d'une idole en forme de tête humaine à longue barbe, et cette tête, bien que connue seulement du Grand-Maitre et des plus anciens membres, était adorée dans les chapitres. 5^o Les prêtres de l'Ordre ne consacraient pas l'hostie en célébrant l'office. — En août 1308, lorsque Clément envoya sur tous les points de l'Europe des listes de questions à poser aux accusés (listes dressées pour lui par Philippe et comprenant, suivant le modèle adopté, de quatre-vingt-sept à cent-vingt-sept questions), ces cinq charges y figurèrent constamment, plus ou moins modifiées et amplifiées, en raison du

(1) Joann. de S. Victor. (Bouquet, XXI. 649-50). — Contin. Guill. Nangiac. ann. 1307. — Chron. Anon. (Bouquet, XXI. 137). — Schottmüller, *op. cit.* f. 131-33. — Zurita, *Añales de Aragon*, lib. V. c. 73. — *Procès des Templiers*, II. 6, 375, 386, 394. — Du Puy, p. 25-6, 88-91, 101-6. — Raynouard, p. 39-40, 164, 235-8, 240-5. — *Procès des Templiers*, I. 36, 69, 203, 301 ; II. 305-6. — Ptol. Lucens. *Hist. Eccles.* lib. xxiv (Muratori, *S. R. I.* XI. 1230). — Trithem. *Chron. Hirsang.* ann. 1307. — Chron. Anon. (Bouquet, XXI. 142).

nombre immense de confessions qui avaient été recueillies dans l'intervalle. On ajoutait que les baisers impudiques étaient réciproques, échangés entre le Chevalier chargé de la réception et le candidat admis ; que les Templiers ne croyaient pas au sacrement de l'autel ; qu'un chat paraissait dans les chapitres et que les Frères lui rendaient un culte ; que le Grand-Maitre ou Précepteur qui présidait un chapitre était considéré comme capable d'absoudre tout péché ; qu'on apprenait aux Frères à acquérir des biens pour l'Ordre par des moyens licites ou illicites. Ces prévarications, assurait-on, n'étaient pas des erreurs passagères : c'étaient des règles fixes et immuables, établies dans l'Ordre à une époque si reculée qu'aucun membre n'avait conservé le souvenir de leur origine. On reprochait encore à l'Ordre le mystère dont il s'enveloppait et la négligence qu'il apportait à la distribution des aumônes. Mais toutes ces accusations ne satisfaisaient pas encore l'imagination populaire : les plus absurdes fantaisies trouvaient accès auprès des esprits crédules, comme il arrivait si souvent dans les affaires d'hérésie. Les Templiers avaient, disait-on, consenti à trahir saint Louis et la forteresse d'Acre ; ils avaient conclu un accord avec le Soudan de Babylone, si bien qu'au cas où une nouvelle croisade serait entreprise, tous les Chrétiens se trouveraient vendus à l'Infidèle. Ils avaient emporté une partie du trésor royal, causant ainsi grand dommage au royaume. La corde de chasteté devint un ceinturon de cuir, porté sur la peau même ; la *mahommerie* de ce ceinturon était si puissante qu'un Templier ne pouvait, tant qu'il le portait, renoncer à ses erreurs. Parfois on brûlait un Templier mort dans l'hérésie et, avec ses cendres, on composait une poudre qui confirmait les néophytes dans leur infidélité. Quand un enfant naissait d'une vierge séduite par un Templier, on le faisait rôtir et sa graisse servait à fabriquer un onguent dont on enduisait les idoles adorées dans les chapitres, et honorées, ajoutaient quelques-uns, de sacrifices humains. Telles étaient les fables qui, passant de bouche en

bouche, contribuèrent à accroître l'horreur du peuple pour les victimes du roi (1).

Il n'est pas inutile de discuter ici la question toujours controversée de la culpabilité ou de l'innocence de l'Ordre. Les critiques ont été amenés, par des raisons diverses, à attribuer aux Templiers des erreurs manichéennes, gnostiques ou cabalistiques, qui justifieraient, en quelque mesure, leur triste sort. Hammer-Purgstall se vantait d'avoir découvert et identifié jusqu'à trente images adorées par les Templiers, bien qu'à l'époque de leur brusque arrestation, l'Inquisition, secondée par les créatures de Philippe, ait été incapable de mettre la main sur une seule idole. L'unique objet qui ressemblât à une idole était un petit reliquaire de métal en forme de tête de femme, provenant du Temple de Paris, où l'on trouva un petit crâne conservé comme relique, qu'on considérait comme celui d'une des Onze Mille Vierges (2).

(1) Piessot, p. 41-2. — *Procès des Templiers*, I, 89 sq. — Mag. Bull. Roman, IX, 129 sq. — Raynourad, p. 50. — *Grandes Chroniques*, V, 188-90. — Chron. Anon. (Bouquet, XXI, 137). — Naucleri *Chron.* ann. 1306.

(2) Wilcke, II, 424. — *Procès des Templiers*, II, 218. — La pauvreté des preuves dont se contentent certains archéologues apparaît dans l'inutile labeur de M. Mignard, qui s'imagina trouver, dans une coffret de pierre sculptée, découvert à Essarois en 1789, tous les secrets du Manichéisme gnostique, et conclut immédiatement de là que ce coffret avait sûrement appartenu aux Templiers, ceux-ci ayant eu une commanderie à huit ou dix milles de là; ce coffret aurait donc été l'arche où ils enfermaient leur idole, Baphomet. (Mignard, *Monographie du coffret de M. le duc de Blacas*, Paris, 1832 — Suite, 1833.)

[L'original de ce coffret est égaré; il y en a un moulage au musée de Dijon. Cf. E. Pfeiffer, *Zwei vermeintliche Templerdenkmal*, dans *Zeitschrift für Kulturgeschichte*, t. IV (1897), p. 385-419. — *Trad.*]

Il est impossible de ne pas respecter l'autorité du professeur Hans Prutz, dont j'ai fréquemment cité les recherches dans les archives de Valetta; mais on ne peut que regretter de voir un homme de si grand mérite perdre sa peine à rassembler les fragments contradictoires de dépositions arrachées à des témoins torturés pour établir l'existence d'un dualisme hérétique, mêlé d'éléments cathares et de doctrines lucifériennes, dont les malheureux Stedingers eux-mêmes sont appelés à fournir confirmation (*Geheimlehre u. Geheimstatuten d's Tempelherren-Ordens*, Berlin, 1879, p. 62, 86, 100). Pour empêcher les historiens de l'avenir de gâcher ainsi leurs efforts, il devrait suffire de faire observer que, si l'Ordre avait eu assez d'ardeur et de conviction pour organiser et propager une hérésie nouvelle, il s'y serait indubitablement trouvé au moins quelques martyrs, comme en ont fourni toutes les sectes hérétiques. Or, aucun des Templiers n'avoua la croyance qu'on lui attribuait, aucun ne déclara y persister. Tous ceux à qui les souffrances arrachèrent une confession abjurèrent à l'envi les erreurs qu'on leur imputait et de nandèrent l'absolution. Un seul cas d'endurcissement aurait été, pour Philippe et pour Clément, plus précieux que tout autre témoignage et serait devenu le pivot de tout le procès; mais ce cas ne se produisit pas. Tous les Templiers qui

- 265** Ce seul fait suffit à réfuter la plus grave des accusations, car, si l'on ajoute foi aux dépositions de certains accusés, ces idoles étaient conservées dans les Commanderies et servaient à toutes les réceptions de néophytes. Quant aux autres charges,
- 266** quons que les théoriciens modernes ont beaucoup insisté sur le fait que les règles et les statuts de l'Ordre étaient réservés exclusivement aux chefs, pour en conclure qu'ils devaient contenir l'énoncé des secrets mystères de l'hérésie. Or, la procédure n'a produit aucune allégation de ce genre ; les accusateurs n'invoquaient jamais le texte des statuts, bien qu'on ait dû s'emparer de nombreux exemplaires lors de l'arrestation soudaine des Templiers. Le silence de l'accusation à cet égard est tout à fait concluant. D'ailleurs, quelque soin qu'on ait pris de détruire les statuts du Temple, deux ou trois exemplaires ont survécu et ont été publiés de nos jours. Ils respirent uniquement la piété la plus ascétique, la dévotion la plus absolue à l'Église ; les nombreux faits cités à l'appui de leurs prescriptions montrent que, jusqu'à une époque peu antérieure à la destruction de l'Ordre, on avait tenté de constants efforts pour imposer l'observance de la stricte Règle élaborée par saint Bernard et promulguée par le concile de Troyes, en 1128. Il n'existe donc contre l'Ordre aucun témoignage matériel, aucune preuve externe ; toute l'accusation repose exclusivement sur des confessions arrachées par la promesse du pardon et la

marchèrent au bûcher furent des martyrs d'une autre espèce — c'étaient des hommes à qui la torture avait arraché des confessions, qui les avaient ensuite rétractées et qui préférèrent le supplice à la honte de persister dans des aveux extorqués. Les ingénieux historiens qui se sont plu à reconstituer les doctrines secrètes des Templiers ne semblent pas avoir songé qu'il leur fallait imaginer une hérésie dont les adeptes, au lieu de souffrir pour la défense de leur foi, consentent à se laisser brûler par vingtaines plutôt que de se la voir attribuer. Le seul récit de l'affaire suffit à montrer le caractère romanesque de toutes les hypothèses si laborieusement édifiées, et particulièrement de celle de M. Mignard, qui prouve que les Templiers étaient des Calhaires, hérétiques spécialement célèbres pour leur soif du martyre !

Je n'ai pas eu le loisir de consulter le livre de Loiseleur, *La Doctrine Secrète des Templiers* (Orléans, 1872) ; mais d'après les emprunts qu'y fait Prutz, je présume que cet ouvrage est fondé sur une base aussi fragile et prête par suite à une réfutation non moins aisée. Les spéculations de Wilcke sont trop absurdement grossières pour mériter qu'on s'arrête à les réfuter.

menace du bûcher, par la torture, par la menace de la torture ou par la torture indirecte, c'est-à-dire par l'emprisonnement rigoureux et la privation de nourriture, méthodes dont l'Inquisition, tant pontificale qu'épiscopale, savait si bien tirer parti. Nous verrons, dans la suite de ce récit, que chaque fois que ces moyens furent négligés, on ne put obtenir aucun aveu de culpabilité (1). Nul homme un peu versé dans la jurisprudence criminelle du moyen âge ne saurait faire le moindre cas de confessions obtenues par de tels moyens. L'affaire des Stedingers nous a permis de voir avec quelle facilité on rendait vraisemblable les accusations les moins fondées. La carrière de Conrad de Marbourg nous a montré comment la crainte de la mort et la promesse de l'absolution amenaient aisément des gens de haute naissance ou de situation élevée à se charger des crimes les plus vils et les plus invraisemblables. Nous verrons enfin, lorsque nous étudierons la persécution engagée contre les sorcières, avec quelle aisance la roue et l'estrapade arrachaient à des victimes de tout rang l'aveu qu'elles avaient pris part au Sabbat, entretenu des relations sexuelles avec des démons, jeté des sorts pour faire dépérir les moissons, provoqué

(1) Les historiens peu familiarisés avec les coutumes judiciaires de l'époque se sont laissés tromper par la formule ordinaire, affirmant que la confirmation de la confession n'a été obtenue ni par violence ni par menace de torture. Voir Raynald. ann. 1307, n° 12, et Bini, *Dei Templari in Toscana*, p. 428. Wilcke soutient positivement (*op. cit.* II. 318) que Molay ne fut jamais mis à la torture. Cela est possible, sans doute (Amalr. Auger. Vit. Clem. V. ap. Muratori, III. n. 461); mais il vit torturer tous ses compagnons, et s'il céda avant ou après la roue, c'est là une pure question de force nerveuse. Prutz va même jusqu'à dire qu'en Angleterre on n'employa ni la torture ni l'intimidation (*Geheimlehre*, p. 104); nous verrons plus loin que c'est une erreur. Van Os (*De Abol. Ord. Templ.* p. 107, 109) est plus audacieux encore et déclare qu'une confession confirmée après torture est aussi probante que si la torture n'était pas intervenue. Cependant, il oublie soigneusement de noter que la rétractation était tenue pour rechute et entraînait la peine du bûcher.

On peut juger de la façon dont était appliqué le système par l'interrogatoire du Précepteur de Chypre, Raimbaud de Caron, devant l'inquisiteur Guillaume, le 10 novembre 1307. A son premier interrogatoire, le prévenu avoua seulement qu'on lui avait dit, en présence de son oncle l'évêque de Carpentras, qu'il devrait, pour être admis, renier le Christ. La question fut alors suspendue, puis reprise. Alors la mémoire lui revint : lors de sa réception, il avait dû renier le Christ et cracher sur la croix; puis on lui avait appris que les satisfactions de la sodomie étaient licites. Or, cette confession, manifestement obtenue par la torture, s'achève par la formule ordinaire : *l'inculné jure qu'il a avoué sans violence, et sans crainte de prison ou de torture.* — *Procès*, n. 374-5

des orages de grêle, tué, à l'aide de charmes magiques, des hommes et des bestiaux. Les chevauchées de sorcières volant à travers les airs sur des manches à balai, le commerce avec les incubes et les succubes, toutes ces accusations fantastiques reposent sur des témoignages de même qualité, mais de bien plus grand poids que les preuves sur la foi desquelles on condamna les Templiers ; car la sorcière était sûre d'être brûlée si elle avouait et courait la chance d'échapper si elle résistait à la torture, au lieu que le Templier était menacé de mort s'il persistait à nier et s'entendait promettre l'impunité en récompense d'un aveu. Si nous admettons ces prétendues preuves contre les Templiers, nous ne pouvons honnêtement les rejeter en ce qui concerne les sorcières !

Puisque l'ensemble des témoignages est ainsi dépourvu de toute valeur intrinsèque, la seule méthode pour analyser scientifiquement l'affaire est de passer au crible la masse des dépositions et d'en déterminer le degré de vraisemblance, d'après la nature même des faits qu'elles allèguent. Plusieurs centaines de dépositions nous sont parvenues, recueillies en France, en Angleterre et en Italie. Le plus souvent elles sont à charge, car les affirmations d'innocence étaient généralement supprimées et l'on attachait le plus de valeur aux témoignages les plus accablants. Ces documents sont assez nombreux et fournissent assez de matériaux pour permettre d'apprécier la qualité des preuves qui firent condamner les Templiers ; appliquons à ces données le critérium du sens commun et nous serons sûrs de serrer de près la vérité.

268 Tout d'abord, on se heurte à une invraisemblance qui tient à la nature même de l'Ordre : une association riche et ambitieuse, comme était celle des Templiers, ne pouvait se vouer secrètement à la dangereuse besogne de jeter les fondements d'une religion nouvelle. S'ils réussissaient à supplanter le Christianisme, ce succès ne leur vaudrait aucun avantage particulier, tandis que, s'ils étaient découverts, chose infiniment probable, leur perte était assurée. Admettre que les Templiers fussent les adeptes d'une hérésie particulière, c'est leur attri-

buer une exaltation spirituelle et une résignation au martyre que l'on pouvait attendre d'ascètes tels que les Cathares ou les Dolcinistes, mais qui étaient nécessairement étrangères à un Ordre dont le vice dissolvant était, en réalité, la prédominance des intérêts séculiers. En second lieu, si les Templiers avaient été occupés à propager une foi nouvelle, sous les yeux de l'Inquisition, ils se seraient montrés circonspects dans le choix des étrangers qu'ils initiaient; ils auraient fait preuve d'une extrême réserve dans l'admission des membres et ne leur auraient révélé les secrets que peu à peu, lorsqu'ils auraient jugé les néophytes dignes de confiance et disposés à courir le risque du martyre. En troisième lieu, si quelque dogme nouveau avait été secrètement professé comme partie intégrante de la Règle, les doctrines en auraient été strictement définies et le rituel rigoureusement appliqué; en conséquence, les témoins qui ont relaté leur initiation auraient tous rapporté le même récit et fourni les mêmes détails.

Pour répondre à l'objection tirée de la nature même de l'Ordre, il faudrait des témoignages tout à fait catégoriques et concordants; or, on ne possède que des confessions arrachées par la menace de la torture et l'on ne voit pas un seul de ces prétendus hérétiques persistant dans la croyance qui lui est imputée. En second lieu, nous constatons, par les dépositions elles-mêmes, que l'admission des néophytes n'est subordonnée à aucune mesure de précaution. Aucun témoin ne mentionne un stage, une épreuve préliminaire, bien que plusieurs laissent entendre qu'ils ont obtenu d'être admis en cédant l'intégralité de leurs biens à l'Ordre (1). D'ailleurs, une des charges invoquées était précisément l'absence de tout noviciat, le fait que les candidats devenaient, *de plano*, membres titulaires, ce qui, d'après l'explication fournie par un chevalier du Mas-Deu, tenait à ce que leurs services étaient immédiatement requis contre les Sarrasins (2). On admettait des jeunes gens et même, en violation des statuts de l'Ordre, des enfants à partir de dix

(1) *Procès*, n. 188, 407.

(2) *Procès*, n. 451.

ou onze ans (1). Des Chevaliers de haute naissance, des prêtres, des laboureurs, des ouvriers agricoles, des valets et artisans de toute sorte, entraient ainsi dans l'Ordre ; or, si l'on ajoute foi à certaines dépositions, tous ces hommes étaient indistinctement tenus, sous peine de mort ou d'emprisonnement perpétuel, de subir les plus dures humiliations personnelles et d'accomplir l'horrible cérémonie consistant à cracher sur la croix ou à souiller d'outrages plus honteux encore cet emblème, objet de leur vénération et symbole de leur foi ! Cette façon de propager l'hérésie par force dans l'Europe de l'Inquisition, de confier d'aussi terribles secrets à des enfants et à des hommes de toute condition, est une conception si puérile et si absurde, qu'elle suffit à discréditer entièrement les confessions où elle se rencontre.

L'autorité des témoignages n'est pas moins compromise par les détails contradictoires dont ils fourmillent. On interrogeait l'accusé sur une série de charges laborieusement échafaudées ; on lui demandait successivement de répondre à chaque chef d'accusation, si bien que les grandes lignes de ces prétendues confessions étaient toujours arrêtées d'avance. Si les griefs avaient été fondés, les réponses auraient peu varié ; mais au lieu d'une foi bien définie et d'un rituel systématique, on constate toutes les variations que purent imaginer des témoins s'efforçant d'inventer des histoires propres à satisfaire les bourreaux. Certains dirent qu'on leur inculquait le *Déisme*, que seul le Dieu du ciel devait être adoré (2). D'autres affirmaient qu'on les obligeait à renier Dieu (3). La formule généralement alléguée consistait à renoncer au Christ, ou à Jésus ; mais d'autres étaient invités à renier Notre Sire, ou la Profeta, ou le Christ, la Vierge et les Saints (4). Certains déclarèrent

(1) *Procès*, I. 241, 412, 415, 602, 611 ; II. 7, 295, 298, 354, 359, 382, 394. — *Règle*, § 7, p. 211.

(2) *Procès*, I. 213, 332 ; II. 388, 404. — Raynouard, p. 281. — Dans cette note et dans celles qui suivent, je ne donne que quelques citations à titre d'exemples. Pour entrer dans tous les détails, il faudrait dresser un index analytique de la masse énorme des témoignages.

(3) *Procès*, I. 206, 242, 302, 378, 386, etc. ; II. 5, 27, etc.

(4) *Procès*, I. 254, 417 ; II. 24, 62, 62, 104. — Bini, *Dei Tempieri in Toscana*, p. 463, 470, 478.

qu'ils ne pouvaient se rappeler s'ils avaient renoncé Dieu ou le Christ (1). Parfois il est dit qu'on leur enseignait qu'il ne fallait pas croire au Christ, que c'était un faux prophète, qu'il avait souffert pour ses propres péchés ; mais, le plus souvent, la seule raison alléguée était que telle était la Règle de l'Ordre (2). La même confusion se retrouve en ce qui concerne l'idole, sur laquelle s'est tant exercée l'imagination des commentateurs. Certains témoins juraient que cette idole était exhibée chaque fois qu'on recevait un néophyte, et que l'adoration de l'idole faisait partie du cérémonial de réception ; d'autres, qu'elle était exhibée et adorée seulement dans le mystère des chapitres ; la plupart déclaraient ne l'avoir jamais vue et n'en avoir jamais entendu parler. Parmi ceux qui prétendirent l'avoir vue, il s'en trouva à peine deux pour la décrire de façon identique, et cela, grâce aux données fournies par les chefs d'accusation, qui la représentaient comme ayant la forme d'une tête. Parfois cette tête est noire, parfois elle est blanche ; tantôt elle porte des cheveux noirs, tantôt une chevelure grisonnante, tantôt encore elle est pourvue d'une longue barbe blanche. Certains témoins avaient vu son cou et ses épaules couverts d'or ; un autre déclarait que c'était un démon (*Mausé*) qu'on ne pouvait contempler sans trembler ; un autre assurait que la tête avait en guise d'yeux des escarboucles qui illuminaient toute la salle ; un autre, qu'elle avait deux visages ; un autre, qu'elle en avait trois ; un autre, qu'elle avait quatre jambes, deux par derrière et deux par devant ; un autre encore disait que c'était une statue à trois têtes. Parfois c'est un tableau, parfois une plaque peinte, parfois une statuette de femme que le Précepteur tenait cachée sous ses vêtements et montrait aux fidèles ; parfois encore, c'est une statue de jeune garçon, haute d'une coudée, précieusement gardée au fond du trésor de la Préceptorerie. D'après un témoin, cette idole n'est pas humaine et affecte la forme d'un veau. Parfois on l'appelle le *Sauveur*, parfois *Bafomet* ou

(1) *Procès*, n. 42, 44, 59.

(2) *Procès*, t. 206-7, 293, 411, 426, 464, 533 ; n. 31, 128, 242, 366.

Maguineth — corruption de Mahomet — et on l'adore sous le nom d'Allah. Parfois c'est Dieu, créateur de toutes choses, qui fait fleurir les arbres et germer les plantes; parfois encore c'est un ami de Dieu qui peut intercéder auprès de lui en faveur d'un suppliant. Parfois l'idole rend des oracles; parfois elle est accompagnée ou remplacée par le Démon qui prend la forme d'un chat gris ou noir ou d'un corbeau, et qui répond aux questions qu'on lui pose; la cérémonie s'achevait, comme le sabbat des sorcières, par l'entrée de démons sous l'aspect de femmes parfaitement belles (1).

(1) *Procès*, t. 190, 207, 399, 502, 597; n. 193, 203, 212, 279, 300, 313, 315, 363, 364. — Du Puy, p. 105-6. — Raynouard, p. 246-8, 279-83, 293. — Bini, p. 465, 474, 482, 487, 488. — Wilkins, *Concilia*, II, 358. — Schottmüller, *op. cit.* II, 29, 50, 68, 70, 127, 410, 411. — Vaissète, IV, 141. — Stemler, p. 124-5.

Le Dr Wilcke (II, 131-2) voit en cet être multiforme et imaginaire tantôt une image de saint Jean-Baptiste, tantôt le trinitaire *Makroprosopus* de la Cabale!

Parmi les quelques témoins étrangers à l'Ordre qui comparurent, en 13 0-11, devant la commission pontificale, se trouvait Antonio Sicci de Verceil, notaire impérial et apostolique, qui avait pendant quarante ans servi, à ce titre, les Templiers en Syrie, et que l'Inquisition de Paris avait employé récemment au cours de l'affaire. Il raconte gravement, entre autres souvenirs de son séjour en Orient, l'histoire suivante qui circulait à Sidon. Jadis un seigneur de cette ville aimait désespérément et sans succès une noble jeune fille d'Arménie; celle-ci mourut et, pendant la nuit qui suivit l'enterrement, le seigneur, imitant Périandre de Corinthe, ouvrit la tombe et posséda la morte. Une voix mystérieuse lui dit: « Revenez dans neuf mois, et vous trouverez ici une tête, votre fils! » Il revint au jour fixé et trouva dans la tombe une tête humaine; la voix dit alors: « Gardez cette tête et vous lui devrez votre fortune! » A l'époque où le témoin avait entendu raconter cette histoire, le précepteur de Sidon était Matthieu le Sauvage de Picardie, qui avait fait alliance avec le Soudan de Babylone, chacun d'eux ayant bu du sang de l'autre. Puis un certain Julian, qui avait pris possession de Sidon et de la fameuse tête, entra dans l'Ordre, auquel il donna la ville et toutes ses richesses. Il fut plus tard chassé et se fit admettre chez les Hospitaliers, qu'il abandonna finalement pour les Prémontrés (*Procès*, t. 645-6). Cette histoire quelque peu incohérente émut si vivement les commissaires qu'ils la firent écrire par Antonio lui-même et ne manquèrent jamais ensuite de demander des renseignements sur la tête de Sidon à tous les témoins qui avaient résidé en Syrie. Peu après, Jean Senandi, qui avait vécu, cinq années durant, à Sidon, les informa que les Templiers avaient acheté la tête et que Julian, qui avait été un des seigneurs de la cité, était entré dans l'Ordre, puis avait apostasié et était mort pauvre. Un de ses ancêtres passait pour avoir aimé une jeune fille et violé le cadavre de celle-ci: mais l'informateur n'avait jamais entendu parler de la tête (*Ibid.* II, 140). Pierre de Nobiliac avait passé de longues années au-delà des mers, mais n'avait rien appris au sujet de cette tête (*Ibid.* 215). A la fin, la curiosité des inquisiteurs reçut satisfaction: Hugues de Faure confirma le fait que Sidon avait été achetée par le Grand-Maître Thomas Bérard (1257-1273); il ajouta qu'après la chute d'Acre, il avait entendu dire, à Chypre, que l'héritière de Maracclé, en Tripoli, avait été aimée par un noble, lequel avait exhumé le cadavre de la jeune fille, l'avait violée et lui avait coupé la tête, une voix lui ayant dit de garder précieusement cette tête, car elle avait le pouvoir d'anéantir quiconque la regarderait. Il enveloppa la relique, la conserva dans un coffre, et plus tard, à Chypre, s'il dési-

On remarque des contradictions analogues dans les témoignages relatifs aux rites de l'admission. Les particularités spécifiées par la Règle sont décrites avec précision et d'une manière concordante, mais quand les témoins en arrivent aux rites sacrilèges qu'on leur impute, ils se perdent au milieu des fantaisies les plus variées et s'abandonnent à leur imagination. Généralement, on exige à la fois que le néophyte renie le Christ et qu'il crache sur la croix ; mais souvent l'une ou l'autre de ces formalités suffit (1). Parfois cracher ne suffit pas ; il faut encore fouler aux pieds la croix ou même la souiller d'urine ; quelques témoins trop zélés déclaraient que les Templiers s'assemblaient annuellement pour accomplir cette dernière cérémonie ; d'autres, tout en admettant le sacrilège des rites de réception, disaient que l'adoration annuelle de la croix, le Vendredi Saint, était observée avec grande dévotion, conformément aux prescriptions de la Règle (2). Généralement on disait que l'objet de l'outrage était une croix toute simple ; mais parfois il est question d'un crucifix ou d'une image de la crucifixion dans un missel ; la croix que portait le manteau du Précepteur servait aussi communément ; d'ailleurs, deux lignes tracées en croix sur le sol suffisaient. Souvent le néophyte était simplement tenu de cracher

rait ruiner une ville ou faire périr des Grecs, il dévoilait l'objet et arrivait ainsi à ses fins. Désireux de détruire Constantinople, il fit voile vers cette ville en emportant la tête ; mais sa vieille nourrice, curieuse de savoir ce que contenait le coffre si soigneusement conservé par lui, l'ouvrit, et aussitôt une tempête subite fondit sur le navire et le coula bas avec tout l'équipage, à l'exception de quelques marins qui survécurent pour rapporter l'histoire. Depuis ce jour, on n'a plus trouvé de poisson dans cette partie de la mer (*Ibid.* 223-4). Guillaume Avril avait séjourné pendant sept ans au-delà des mers, sans entendre parler de la tête ; mais on lui avait dit que, dans le tourbillon de Setalias, une tête se montrait parfois, et qu'alors tous les vaisseaux périsaient corps et biens (*Ibid.* 238). Tous ces contes absurdes furent soumis au concile de Vienne, comme faisant partie des témoignages recueillis contre l'Ordre !

(1) *Procès*, I. 233, 242, 250, 414, 423, 429, 533, 536, 546, etc.

(2) *Procès*, I. 233 ; II. 219, 232, 237, 264. — Raynouard, 274-5, 279-80. — Bini, p. 463, 497.

A la fête de la Sainte-Croix en mai et septembre, et le Vendredi-Saint, les Templiers s'assemblaient en masse et, se dépouillant de leurs chaussures, de leurs chapeaux et de leurs épées, adoraient la croix en chantant cette hymne :

Ador te Crist et benesec te Crist

Qui per la sancta tua crou nos resemist.

(*Procès*, II. 474, 491, 503.)

trois fois à terre sans rien dire et sans spécifier que cette marque de mépris s'adressât au Christ (1). Nombre de témoins affirmèrent que le sacrilège était accompli sous les yeux de tous les Frères assemblés : d'autres, que le néophyte était mené dans un coin sombre, ou derrière l'autel, ou dans une autre salle rigoureusement close ; parfois la cérémonie avait lieu dans un champ, parfois dans une grange, parfois dans une boutique de tonnelier, parfois encore dans une pièce qui servait à la fabrication des chaussures (2). Généralement on disait que le Précepteur imposait au néophyte l'obligation d'accomplir ce sacrilège ; mais souvent le soin était confié à un ou à plusieurs Frères Servants ; une fois même la personne qui officiait avait la tête cachée sous un capuchon (3). Presque toujours ce rite faisait partie du cérémonial de réception ; parfois même, il se plaçait avant l'administration des vœux ou la collation de l'habit ; mais, généralement, il avait lieu à la fin de la cérémonie, lorsque le néophyte était complètement préparé. Pourtant, il arrivait, à l'occasion, que cette formalité fût remise à un autre moment, ou au lendemain, ou à un jour plus éloigné ; deux ou trois fois même on l'avait différée de plusieurs mois ou de plusieurs années (4). Certains témoins déclaraient qu'elle faisait partie de toutes les admissions, d'autres qu'elle leur avait été imposée à eux-mêmes, mais qu'il n'en avait plus été question dans les réceptions auxquelles ils avaient assisté. En général, ils juraient que c'était là une des règles de l'Ordre ; mais, à certains autres, on avait expliqué que c'était une plaisanterie ; d'autres disaient qu'on leur avait ordonné d'accomplir cet acte avec leur bouche, non avec leur cœur. Un témoin dépose qu'on lui avait donné le choix ou de renier le Christ, ou de cracher sur la croix, ou d'accepter et de rendre le baiser impudique : il avait

(1) *Procès*, I. 233, 250, 536, 539, 544, 546, 606 ; II. 226, 232, 336, 360, 369. — Raynouard, p. 275.

(2) *Procès*, I. 530, 533, 536, 539, 544, 549, 565, 572, 622 ; II. 24, 27, 30, 31, 120, 280, 362, 546, 579. — Schottmüller, II. 413.

(3) *Procès*, I. 386, 536, 539, 565, 572, 592.

(4) *Procès*, I. 413, 434, 444, 469, 504, 559, 562 ; II. 75, 99, 113, 123, 205. — Raynouard, p. 280. — Schottmüller, *op. cit.* II. 132, 410.

préféra cracher sur la croix (1). D'ailleurs, les témoignages relatifs à l'obligation même du sacrilège sont désespérément contradictoires. En bien des cas le néophyte pouvait en être dispensé au prix d'une légère résistance ; mais parfois on le jetait dans un noir donjon jusqu'à ce qu'il cédât. Egidio, Précepteur de San Gemignano de Florence, rapporta qu'il avait vu deux néophytes récalcitrants trainés, dans les fers, à Rome, où ils avaient péri en prison ; Niccoló Regino, Précepteur de Grosseto, déclara que les néophytes, en cas de refus, étaient tués ou envoyés au loin, en Sardaigne par exemple, jusqu'à la fin de leurs jours. Geoffroi de Charney, Précepteur de Normandie, jura qu'il avait imposé cette obligation au premier néophyte reçu par lui, mais qu'il y avait absolument renoncé par la suite ; Gui Dauphin, un des officiers supérieurs de l'Ordre, fit une déclaration à peu près identique ; Gaucher de Liancourt, Précepteur de Reims, affirma, d'autre part, qu'il avait toujours exigé l'accomplissement de ce rite : s'il n'avait pas agi ainsi, il aurait été emprisonné pour la vie. Hugues de Péraud, le Visiteur de France, déclara que c'était, à ses yeux, une chose obligatoire (2).

274

Addition

Une autre accusation mérite qu'on s'y arrête un instant, parce qu'elle constitue une preuve de plus de la pauvreté des charges accumulées pour perdre l'Ordre. Il s'agit du droit que s'arrogeait le Précepteur, dans les chapitres hebdomadaires, d'absoudre de leurs péchés tous les Frères présents, usurpant ainsi, quoique laïque, les fonctions d'un prêtre dans l'administration d'un sacrement. Les chapitres étaient des réunions religieuses dont l'objet était la confession des péchés, suivie de

(1) *Procès*, I. 407, 418, 435, 462, 572, 588 ; II. 27, 38, 67, 174, 185, 214.

(2) *Procès*, I. 404 ; II. 260, 281, 284, 295, 299, 338, 354, 356, 363, 389, 390, 395, 407. — Bini, p. 468, 488.

Il est difficile de comprendre le raisonnement de Michelet (*Procès*, II. vii-viii), qui prétend que l'uniformité des dénégations, dans une série de dépositions recueillies par l'évêque d'Elne, laisse à penser que les déclarations ont été concertées à l'avance, alors que les différences qui existent entre les propos de ceux qui s'avouent coupables seraient la preuve de leur véracité. Si les Templiers étaient innocents, les dénégations opposées aux charges énumérées devant eux devaient être nécessairement identiques ; s'ils étaient coupables, les confessions auraient dû être également uniformes. Ainsi l'identité d'un des groupes et la diversité de l'autre concourent à ruiner l'accusation.

l'infliction de pénitences et de l'absolution; ce fait était si notoire que, vers la fin du ^{xiii}^e siècle, un auteur reproche aux trois Ordres, Templiers, Hospitaliers et Chevaliers Teutoniques, d'empiéter ainsi sur les fonctions sacerdotales (1). D'ailleurs, la question de savoir si une telle absolution était valable avait déjà été soulevée, mais non résolue, par Raymond de Pennafort, dans la première moitié du siècle (2). Cette coutume est facile à expliquer. L'Ordre avait été fondé avant qu'on érigeât la pénitence en sacrement et que l'administration en eût été réservée aux prêtres; à cette époque, la confession auriculaire n'était pas encore obligatoire. Le Temple était un Ordre monastique, et tous les Ordres monastiques avaient coutume de tenir des chapitres quotidiens ou hebdomadaires, dans lesquels les Frères étaient admis à confesser leurs péchés, à recevoir une pénitence, — généralement la flagellation immédiate — et à obtenir l'absolution des mains du dignitaire qui présidait, que ce dernier fût ou non investi des ordres. A l'époque de saint Thomas d'Aquin, on considérait encore cette absolution comme valable, même lorsqu'elle était accordée par un laïc. En 1317, Astesanus admet cette doctrine, que combattirent plus tard divers théologiens (3). D'ailleurs, la vieille opinion d'après laquelle, en l'absence d'un prêtre ou par suite de l'indignité de celui-ci, tout laïc pouvait entendre des confessions

(1) *Collectio de Scandalis Ecclesiæ* (Döllinger, *Beiträge zur politischen, kirchlichen und Culturgeschichte*, III, 196).

Plus tard, les Hospitaliers évitèrent cette pratique, désormais considérée comme illégale, en exigeant que leurs prieurs fussent ordonnés prêtres. — Joh. Friburgens. *Summæ Confessorum* lib. III. Tit. XXXIII. Q. 47.

Ce fut seulement à partir de la bulle *Omne datum optimum*, publiée à plusieurs reprises entre 1162 et 1181, que les Templiers furent autorisés à admettre des prêtres dans leur Ordre (Pulz, *Entwicklung u. Untergang des Tempelherrenordens*, p. 260 — Rymer, *Fœdera*, I. 30, 54). On usa de la permission avec réserve et le nombre des prêtres fut restreint. Pour un membre lai, recevoir les saints Ordres était un des plus graves délits, puni du plus sévère châtimement, l'expulsion. — *Règle*, Art. 450.

La Règle des Chevaliers Teutoniques était fondée sur celle des Templiers; l'absolution était administrée par l'officier qui présidait aux chapitres. — Perlbach, *Die Statuten des deutschen Ordens*, p. 77 (Halle a. S. 1890).

(2) Jo. Friburgens. *loc. cit.*

(3) S. Th. Aquin. in *IV. Sent. Dist. XX. Q. 4 ad 2*; *Summæ Supplem.* Q. XXVIII. Art. 2 ad 2. — Astesani *Summæ* lib. V. Tit. 11. — *Summa Rosella* s. v. *Indulgentia*, § 7.

et accorder l'absolution, n'était pas encore abolie (1). Même après l'institution de la théorie sacramentelle, Thomas d'Aquin explique qu'en pareille occurrence Dieu prend la place du prêtre : l'absolution est en quelque sorte sacramentelle et assure le pardon de Dieu, sans comporter cependant réconciliation avec l'Eglise (2).

La Règle du Temple était fondée sur celle de Cîteaux. Dans sa simplicité première, telle qu'elle fut formulée par le concile de Troyes en 1127, le soin d'entendre les confessions et d'imposer les pénitences est entièrement confié au Maître (3). Dans la recension nouvelle et plus compliquée, qui remonte environ au milieu du xiii^e siècle, on voit prescrire la tenue de chapitres, chaque fois que plus de quatre Frères se trouveront réunis, la veille de Noël, de Pâques, de la Pentecôte et tous les dimanches à l'exception des dimanches de ces trois fêtes. Ces chapitres seront consacrés à la confession des péchés et à la pénitence. En fait, le chapitre était un confessionnal, et chaque Frère devait, avant d'y entrer, faire son examen de conscience et rechercher s'il n'avait pas à confesser quelque infraction à la Règle. De même que dans les chapitres monastiques, il pouvait se voir accuser de péchés qu'il ne confessait pas. A moins que le crime ne fût grave et n'entraînât quelque peine sévère, telle que l'emprisonnement ou l'expulsion, c'était le chapitre lui-même qui fixait la pénitence ; généralement, on infligeait la flagellation sur le dos nu ; tous les assistants devaient demander à Dieu de pardonner au pénitent, qui était invité à subir la peine avec joie ; c'était du péché, non de la pénitence qu'il devait avoir honte (4).

Au cours du xiii^e siècle, la coutume de cette confession *capit-*

(1) B. Lanfranci *Lib. de Celandæ Confessione*. — Pseudo. Augustin. *Lib. de vera et falsa Pœnitentia*, cap. x. — Gratiani Decreti cap. i. Caus. xxxiii. Q. iii. Dist. 6. — P. Lombard. *Sent. Lib. iv. Dist. xvii. § 5*. — S. Raymundi *Summæ lib. iii. Tit. xxiv. § 4*.

(2) S. Th. Aquin. *Summæ Suppl. Q. viii. Art. 2*. Cf. Hostiensis *Auræ Summæ lib. V. De Pœn. et Remis. § 7*.

(3) Harduin. *Concil. VI. n. 1146*.

(4) *Règle*, art. 389, 394, 413, 494, 503, 526, 533, 538.

tulaire se perdit peu à peu dans les Ordres monastiques, tandis que devenait universelle la pratique de la confession auriculaire faite à un prêtre. Le coupable échappait ainsi à la honte de révéler ses péchés devant ses Frères; il avait aussi l'avantage de s'en remettre à la discrétion du confesseur, qui pouvait le tenir quitte au prix d'une pénitence très légère.

Comme l'essence de la pénitence sacramentelle était son caractère spontané, le pénitent devait être consulté au sujet de cette infliction; il pouvait choisir de compléter sa peine au purgatoire, et, parmi les théologiens, ce fut bientôt un lieu commun que le confesseur pouvait donner l'absolution pourvu qu'il eût amené le pécheur à réciter une seule fois le *Pater*, en guise de pénitence (1). C'était là une méthode beaucoup plus attrayante que la sévère discipline du chapitre: aussi les Templiers suivirent-ils l'exemple donné par les autres Ordres religieux et la coutume de la confession capitulaire fut, semble-t-il, à peu près abandonnée. L'absolution par le Précepteur devint une formule, accordant rémission des péchés que les Frères dissimulaient par honte ou par crainte de la pénitence (2). Trois confessions sacramentelles par an remplacèrent les confessions capitulaires hebdomadaires; elles ne pouvaient être entendues que par un chapelain de l'Ordre (3). On peut voir dans ce fait à la fois une des causes et une des conséquences de la croissante démoralisation de l'Ordre; aussi cette pratique nouvelle fut accueillie peu favorablement par les partisans de la stricte observance. Vers 1300, Giraud de Villiers, Visiteur de France, reprocha au prêtre Jean de Calmota d'accorder trop facilement l'absolution à des Frères coupables, — tort que ce prêtre partageait d'ailleurs avec d'autres chapelains. Les privilèges de l'Ordre, affirme le Visiteur, permettent aux Précepteurs d'accorder l'absolution dans les chapitres, et

(1) S. Raymundi *Summæ* lib. III. Tit. XXXIV. § 4. — Hostiensis *Auræ Summæ* lib. V. *De Pæn. et Remis.* § 58. — Bonaventuræ *Confessionale*, cap. IV. Partic. 3. — Caetani *Opusc.* Tract. V. *De Confessione*, Q. 3.

(2) Voir la confession de Guiraud de Caux, Raoul Gisi, Renaud de Tremblaye, Pierre de Blois et Guillem de Masayas (*Procès*, I. 390, 398, 423, 517; II. 126).

(3) *Règle*, art. 269. — *Procès*, I. 398; II. 458.

si cette coutume s'était maintenue, on ne verrait pas tant de concussions et de crimes divers; au contraire, les prêtres vendent l'absolution et prennent leur part dans les malversations qui ruinent le Temple (1). Ainsi, bien que pratiquement tombé en désuétude, le droit d'absolution était toujours revendiqué par les Précepteurs; c'est probablement à quelque assertion de ce genre que fait allusion Clément V dans la bulle *Faciens misericordiam*, lorsqu'il déclare que Molay, antérieurement à son arrestation, a affirmé ce droit en présence de plusieurs grands personnages (2). Il est impossible que Clément et les savants docteurs de la Curie aient ignoré que la coutume de la confession capitulaire fût traditionnelle dans les Ordres monastiques et militaires, et que la validité de l'absolution accordée en de telles circonstances par des laïques eût été admise par des théologiens comme Thomas d'Aquin. En s'efforçant de faire croire à la Chrétienté que c'était là une hérésie particulière aux Templiers, les persécuteurs attestaient qu'ils avaient conscience de la faiblesse de leur cause et qu'ils étaient prêts, pour atteindre leur but, à recourir à toutes sortes d'improbités.

Il est superflu de poursuivre cette analyse en ce qui concerne les autres charges, la corde de chasteté, les baisers obscènes, la licence de se livrer à la sodomie, la mutilation des canons de la messe (3). Sur tous ces points on retrouve l'inextricable confusion que nous avons relevée au sujet du reniement du Christ. Comme les témoins avaient été reçus dans l'Ordre à des époques diverses, les uns cinquante ou soixante ans auparavant, d'autres quelques mois à peine avant les poursuites, et dans des lieux situés aux deux extrémités de l'Europe, comme la Palestine et l'Angleterre, on pourrait prétendre expliquer les divergences des témoignages par des

Fin de
l'Addition

274

(1) *Procès*, t. 448.

(2) *Procès*, t. 91. — *Mag. Bull. Roman.* IX. 429.

(3) La preuve indiscutable que les prêtres Templiers ne mutilaient pas la formule de consécration de la messe, est fournie, dans la procédure menée à Chypre, par des prêtres qui avaient longtemps vécu auprès des Templiers en Orient. — *Processus Cypricus* (Schottmüller, II. 379, 382, 383).

usages locaux ou par l'évolution de la doctrine et du rituel. Mais l'examen des confessions montre qu'une telle explication est insuffisante ; il est impossible de classer les révélations par groupes, d'après l'époque ou le lieu de la cérémonie. Mais on peut instituer une classification tout à fait significative, d'après le tribunal devant lequel comparurent les accusés. Ce fait est souvent très sensible dans les dépositions des deux cents vingt-cinq inculpés qui furent envoyés, de diverses régions de la France, à la commission pontificale et furent interrogés en 1310 et 1311. Généralement ils faisaient effort pour que leurs dépositions concordassent avec celles qu'ils avaient prononcées devant l'Inquisition épiscopale ; on peut croire qu'ils restaient aussi fidèles à leur première version que leur mémoire le leur permettait. Or, il est facile de constater que l'emploi, plus ou moins sévère, des mesures rigoureuses, ou encore l'entente entre les prisonniers réunis dans une même geôle, donnèrent naissance à des récits combinés de façon à satisfaire les juges. Ainsi les confessions recueillies par l'Ordinaire de Poitiers présentent un caractère différent de celles que sut arracher l'évêque de Clermont ; on peut former des catégories distinctes avec les pénitents de l'évêque du Mans, de l'archevêque de Sens, de l'archevêque de Tours, des évêques d'Amiens, de Rodez, de Mâcon, bref, de presque tous les prélats qui jouèrent un rôle dans cette horrible tragédie (1).

275

Une autre particularité qui doit rendre suspects tous les témoignages, est le grand nombre des témoins qui jurèrent avoir confessé le sacrilège commis par eux à des prêtres et à des moines de tout genre, à des évêques et même à des pénitenciers pontificaux, et avoir reçu l'absolution après l'infliction d'une pénitence, généralement légère, telle que l'obligation de jeûner le vendredi pendant quelques mois ou pendant une année (2).

(1) *Procès*, I, 230-4, 264-74, 296-307, 331-67, 477-93, 602-19, 621-41 ; II, 1-3 56-85, 91-114, 122-52, 154-77, 184-91, 234-56, 263-7.

(2) *Procès*, I, 298, 305, 319, 336, 372, 401, 405, 427, 436, etc.

On ne comprend guère l'obligation de jeûner le vendredi imposée comme péni-

En effet, nul confesseur ordinaire ne pouvait absoudre un pécheur du crime d'hérésie; ce péché était réservé à l'inquisiteur pontifical ou épiscopal. Tout ce qu'aurait pu faire le confesseur, c'eût été de renvoyer le pénitent devant quelque ecclésiastique ayant qualité pour l'absoudre, et l'absolution aurait comporté, en pareil cas, une lourde pénitence, entraînant l'exclusion de l'Ordre. D'ailleurs, supposer que, pendant cinquante ou cent ans, des milliers d'hommes aient pu être impliqués dans une semblable hérésie sans que le fait fût devenu notoire, c'est là une hypothèse si folle qu'elle enlève toute vraisemblance au fait même de ces prétendues confessions.

Ainsi, plus on examine avec attention l'énorme masse des dépositions, plus on reconnaît qu'elles sont absolument sans valeur, impression confirmée par ce fait que l'accusation ne put nulle part obtenir de témoignage accablant sans avoir recours aux méthodes inquisitoriales. Si des milliers d'hommes avaient dû, malgré eux, abjurer leur foi et garder, sous le poids de la terreur, un redoutable secret, l'arrestation aurait été pour eux une délivrance; tous se seraient empressés de décharger leur conscience et de demander leur réconciliation avec l'Église. On aurait pu, sans employer la torture, recueillir tous les témoignages nécessaires.

Aussi, le peu de vraisemblance de l'accusation, les moyens qu'on dut mettre en œuvre pour l'appuyer de preuves et l'incohérence des preuves ainsi obtenues, permettent de dire que nul esprit judicieux, jugeant en connaissance des faits, ne saurait hésiter à conclure. Ce n'est pas un verdict de « doute », mais une sentence d'acquiescement qui s'impose à la conscience de l'historien. Quant à prétendre qu'il existât dans l'Ordre des grades secrets, et que seuls les hommes absolument sûrs y étaient initiés à de honteux mystères, c'est une thèse tout à fait insoutenable. D'abord, comme elle ne repose sur aucune

276

tence à un Templier, alors que les règles ascétiques de l'Ordre exigeaient déjà le jeûne le plus rigoureux. La viande n'était admise que trois jours par semaine et un second Carême était observé, depuis le dimanche qui précédait la saint Martin jusqu'à Noël (*Règle*, §§ 26, 76).

preuve, elle constitue une pure conjecture; en outre, il suffit de rappeler que presque tous les pénitents, laboureurs ou chevaliers, mentionnent le rite sacrilège au nombre des formalités de leur réception. En admettant que les témoins de l'accusation fussent dignes de foi, il résulterait de leurs déclarations mêmes que l'hérésie avait infecté l'Ordre tout entier.

Pourtant, il n'est pas impossible qu'il y ait eu quelque fond de vérité dans les racontars relatifs aux baisers obscènes. Nous savons, en effet, que la grande majorité de l'Ordre était composée de Frères Servants, pour lesquels les Chevaliers entretenaient un mépris extrême. Les mœurs brutales de l'époque permettaient à quelque insolent Chevalier de donner un ordre de ce genre pour inculquer le principe de l'obéissance absolue, alors qu'il admettait un plébéien à une fraternité et à une égalité toute théorique. D'autre part, qui oserait affirmer que quelques hommes, aigris par les déceptions de leur existence dans les rangs de l'Ordre, supportant mal les vœux irrévocables qui les liaient, peut-être aussi affranchis de toute conviction religieuse au contact de la licence orientale, n'aient pas, à l'occasion, mis à l'épreuve la soumission d'un néophyte en l'invitant à cracher sur la croix de l'habit qui leur était devenu odieux ? (1)

Tout homme qui connaît la perversité infiniment variée de

(1) Cette hypothèse n'est pas invraisemblable, si l'on ajoute foi à la confession d'un Frère Servant, Jean d'Aumônes, qui déclara que, lors de sa réception, son Précepteur fit sortir de la chapelle tous les autres Frères et, après quelques difficultés, l'obligea à cracher sur la croix; après quoi le Précepteur lui dit: « Va te confesser, imbécile! » Jean se confessa aussitôt à un Franciscain qui lui imposa, pour toute pénitence, de jeûner trois vendredis, en disant que ce cérémonial avait pour objet d'éprouver la constance du néophyte au cas où il serait fait prisonnier par les Sarrasins (*Procès*, I, 588-91).

Un autre Frère Servant, Pierre de Cherrut, rapporta que, lorsqu'on l'eut contraint à renier Dieu, son Précepteur lui adressa un sourire dédaigneux, comme s'il méprisait la bassesse du renégat (*Ibid.* I, 531).

Le Frère Servant Eudes de Bures, alors âgé de vingt ans, fit un récit également intéressant. Après sa réception, deux des Frères l'avaient mené dans une autre pièce et l'avaient obligé à renier le Christ. Comme il refusait tout d'abord, un des Frères lui dit que, dans son pays, les gens reniaient Dieu des centaines de fois à la moindre occasion; c'était là une exagération; cependant « Je revoie Dieu » était une exclamation très commune. Quand le Précepteur entendit pleurer le néophyte, il invita les Frères à cesser de le tourmenter, attendu qu'ils finiraient par

la nature humaine, ou qui sait quelles étaient à cette époque les conditions de la vie monastique, admettra la possibilité de tels actes, plaisanteries brutales ou dédaigneuse affirmation de suprématie. Mais notre conclusion n'en saurait être modifiée : l'Ordre, victime de cette horrible tragédie, était innocent des crimes pour lesquels on le frappa (4).

Tandis que Philippe saisissait sa proie, Clément, alors à Poitiers, travaillait à une besogne également lucrative : il envoyait à travers l'Allemagne des receveurs chargés de lever, sur tous les revenus ecclésiastiques, des dîmes pour la délivrance de la Terre Sainte. Troublé dans cette opération par la nouvelle de la mesure décisive et irrévocable prise par Philippe, sous l'autorité de l'inquisiteur Frère Guillaume, dans une affaire encore soumise à son examen, il fut d'abord blessé dans son orgueil et éprouva une indignation violente, accrue peut-être par la crainte de ne pouvoir prendre sa part des dépouilles. Cependant il n'osa pas décliner publiquement

le rendre fou. Puis il déclara à Eudes que tout cela était une simple plaisanterie (*Ibid.* n. 100-2).

Ce que valaient en réalité ces Incidents, on peut l'apprécier par l'histoire que rapporta un témoin au cours de l'enquête menée à Chypre en mai 1310. Il avait entendu dire à un Génois, nommé Matteo Zaccaria, qui avait été longtemps prisonnier au Caire, que le Soudan d'Egypte, apprenant les poursuites engagées contre l'Ordre, avait tiré de prison une quarantaine de Templiers faits prisonniers par lui, dix ans auparavant, dans l'île de Tortose et leur avait offert la richesse, s'ils consentaient à renier leur foi. Surpris et irrité de leur refus, il les renvoya dans leurs donjons et les priva de nourriture et de boisson; ils périrent ainsi jusqu'au dernier plutôt que de commettre une apostasie. — Schottmüller, *op. cit.* n. 150.

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, on a publié plusieurs ouvrages relatifs à la culpabilité ou à l'innocence des Templiers. Le professeur Hans Prutz, dans son livre *Entwicklung und Untergang des Tempelherrenordens* (Berlin, 1888), donne un excellent récit de l'histoire et de la ruine de l'Ordre, fondé sur des documents en partie nouveaux; il a quelque peu changé d'opinion au sujet de la culpabilité. Dans *The Templars' Trials*, John Y. A. Morehead (sous le pseudonyme de J. Shallow) (Londres, 1888), affirme énergiquement la vérité des accusations. Le Dr Julius Gmelin a publié *Schuld oder Unschuld des Templerordens* (Stuttgart, 1893) où il prend fortement parti en faveur de l'innocence et classe les confessions existantes de façon à faciliter considérablement toute discussion future. Le plus récent résumé de l'état actuel de la controverse nous est fourni par un article du Dr Karl Wenck dans la revue *Göttingische gelehrte Anzeigen*, n° 7, 1896. [Voir aussi le chapitre de M. Langlois dans la nouvelle *Histoire de France* dirigée par M. E. Lavisse (Paris, 1901); M. Langlois accepte l'opinion de M. Lea et n'oublie pas de lui en faire honneur. — *Trad.*]

278

toute responsabilité, car nul ne pouvait prévoir quelle serait, hors de France, l'attitude de l'opinion publique. Hésitant ainsi entre le ressentiment et la prudence, il écrivit à Philippe, le 27 octobre 1307, pour se plaindre que le roi eût pris parti dans une affaire qui, aux termes du bref du 24 août, était soumise à l'examen du pontife. Passant prudemment sous silence l'intervention du Saint-Office, qui justifiait, en droit, toute la procédure, Clément trouva un autre motif de récrimination : il fit observer au roi que les Templiers ne relevaient pas de la juridiction royale, mais de celle du Saint-Siège. Philippe avait donc commis une grave désobéissance en s'emparant de leurs personnes et de leurs biens, qu'il convenait de remettre immédiatement aux cardinaux délégués à cet effet. Ceux-ci, Bérenger de Frédole, cardinal des Saints Nérée et Achillée, et Étienne de Suissi, cardinal de S. Ciriaco, étaient tous deux Français et tous deux des créatures de Philippe : c'était l'influence du roi qui leur avait ouvert le sacré Collège. Aussi Philippe réussit-il sans peine à s'entendre avec eux. Bien qu'on poursuivit sans interruption les procès et la torture, Clément, par une autre lettre du 1^{er} décembre, félicita le roi d'avoir remis l'affaire aux soins du Saint-Siège; puis, par une lettre du 23 décembre, Philippe déclara qu'il n'avait nullement dessein d'empiéter sur les droits de l'Église, tout en refusant d'abandonner les siens. Il a, dit-il, livré les Templiers aux cardinaux; quant aux biens des prisonniers, ils seront administrés à part et ne se confondront pas avec ceux de la Couronne. Le ressentiment de Clément était si bien apaisé que, le 22 novembre, avant même que les procès fussent achevés à Paris, il lança la bulle *Pastoralis præminentiæ*, adressée à tous les princes de l'Europe et relatant comment Philippe avait agi à la requête de l'inquisiteur de France, afin que les Templiers fussent soumis au jugement de l'Église; comment les chefs de l'Ordre avaient confessé les crimes qu'on leur reprochait; comment lui-même, Clément, avait interrogé l'un d'entre eux qui se trouvait à son service et qui avait confirmé la vérité des imputations. En conséquence, Clément ordon-

nait à tous les souverains de suivre l'exemple donné par Philippe, de détenir les prisonniers et de séquestrer leurs biens au nom du pape et sous réserve de sa décision. Si l'Ordre était reconnu innocent, ses biens lui seraient rendus; sinon, ils seraient employés à la délivrance de la Terre-Sainte (1). Ce fut là l'acte irrévocable qui décida du sort des Templiers, comme nous le verrons plus loin en étudiant, hors de France, le rôle joué par les princes de la Chrétienté.

279

Ainsi Philippe avait forcé la main à Clément. Le pape était chargé de mener l'enquête; cette mission, confiée par lui aux soins de l'Inquisition, ne pouvait avoir pour résultat que la ruine de l'Ordre.

Ayant assuré par là sa position, le roi fit pousser activement l'interrogatoire des prisonniers sur toute l'étendue de son royaume. Il était servi par des agents pleins de vigilance, comme le montre le cas de deux Templiers allemands qui furent arrêtés alors qu'ils retournaient dans leur pays et livrés à l'inquisiteur des Trois-Évêchés. L'un d'eux était un prêtre, l'autre un Frère Servant; l'inquisiteur, en rendant compte de sa mission à Philippe, annonce qu'il n'a pas imposé la question au Frère Servant parce que celui-ci était très malade; aucun des deux n'a avoué qu'il y eût dans l'Ordre rien qui ne fût pur et saint.

Les interrogatoires se poursuivaient, pendant l'hiver de 1308, lorsque Clément les interrompit de façon inattendue. Sur le motif de cette intervention, on est réduit à des conjectures; peut-être jugea-t-il que les promesses faites par Philippe au sujet des biens des Templiers ne semblaient pas devoir être tenues et qu'il fallait que le Saint-Siège affirmât à nouveau son autorité.

(1) Regest. Clément, PP. V. T. n. p. 95. — Du Puy, p. 117-18, 124, 134. — Schottmüller, I. 14. — Rymer, *Fœd.* m. 30. — Mss. Chioccarello, T. viii. — Mag. Bull. Rom. IX. 126, 131. — Zurita, lib. V. c. 73.

Apparemment, on s'attendait partout à voir les Hospitaliers partager le sort des Templiers et l'on se montrait déjà disposé à les piller, car Clément dut lancer, le 21 décembre 1307, une bulle confirmant tous les privilèges et immunités de l'Hôpital; il envoya même, par toute l'Europe, des lettres ordonnant qu'on protégât les Hospitaliers contre toute intervention malveillante (Regest. Clem. PP. V. T. m. p. 14, 17-18, 20-1, 273; T. iv. p. 418).

Quelles que fussent ses raisons, il suspendit tout à coup les pouvoirs de tous les inquisiteurs et évêques de France et s'attribua à lui-même la connaissance de la cause, alléguant que la soudaineté de l'arrestation, opérée sans qu'il eût été consulté, bien qu'il fût si proche et si accessible, avait excité en lui de graves soupçons; ces soupçons n'avaient pas été levés par les interrogatoires dont on lui avait soumis les procès-verbaux et qui paraissaient de nature à éveiller la méfiance. Le pape oubliait que lui-même avait, en novembre, proclamé à la face de la Chrétienté entière sa foi en la vérité des accusations. Toute la procédure judiciaire était si bien aux mains de l'Inquisition que l'intervention pontificale l'arrêta brusquement.

Philippe ne put contenir sa rage; il écrivit à Clément une lettre indignée. Le pape, dit-il, a commis un grand péché; les pontifes eux-mêmes, insinue-t-il, peuvent tomber dans l'hérésie. Clément a fait tort à tous les prélats et inquisiteurs de France; il a fait concevoir aux Templiers de telles espérances que ceux-ci rétractent leurs confessions; tel est, en particulier, le cas de Hugues de Péraud, qui a eu l'honneur de dîner en compagnie des cardinaux-délégués.

280

Évidemment, quelque intrigue s'organisait; Clément hésitait, ne sachant quel parti offrait le plus d'avantages, heureux cependant d'apparaître aux yeux de Philippe comme un auxiliaire indispensable. Le roi se montra tout d'abord disposé à affirmer son indépendance et à revendiquer sa juridiction; il demanda conseil à l'Université, en lui soumettant sept questions astucieusement rédigées de façon à obtenir une approbation de ses desseins. Mais la Faculté de Théologie fit, le 25 mars 1308, la seule réponse qu'elle pût faire. Un tribunal séculier ne pouvait avoir connaissance d'un crime d'hérésie qu'à la requête de l'Église et après que celle-ci eût abandonné l'hérétique; en cas de nécessité, le pouvoir séculier avait le droit d'arrêter un hérétique, mais seulement avec le dessein de le remettre au tribunal ecclésiastique; les Templiers, bien que soldats, n'en étaient pas moins des Religieux et, comme tels, ne dépendaient

pas de la juridiction séculière; si certains d'entre eux n'avaient pas formellement prononcé de vœux, ils n'étaient pas des Religieux, mais c'était là une affaire dont l'Église seule pouvait connaître; les soupçons que les aveux avaient fait naître contre la congrégation tout entière suffisaient à justifier une enquête au sujet de l'Ordre; comme il y avait, contre tous les membres, des présomptions véhémentes, il convenait de prendre des mesures pour éviter que les Frères non encore réduits aux aveux ne se trouvassent à même de corrompre les autres; enfin, il fallait garder les biens des Templiers pour en faire l'usage en vue duquel ces biens avaient été donnés à l'Ordre; quant au mode d'administration, on adopterait celui qui répondrait le mieux à ces fins (1).

Battu de ce côté, Philippe résolut d'exercer, par un autre moyen, une pression plus forte encore sur Clément. Il fit appel à ses dociles évêques et convoqua une assemblée nationale, qui devait se tenir à Tours le 15 avril et délibérer avec lui au sujet des Templiers. Déjà, en 1302, à l'assemblée de Paris, il avait fait une place au Tiers-État; il avait appris, au cours de sa querelle avec Boniface VIII, ce que valait l'appui de la bourgeoisie; aussi invita-t-il de nouveau les communes, fondant ainsi l'institution des États-Généraux. Après quelque retard, l'assemblée se réunit en mai. Dans ses lettres de convocation, Philippe avait énuméré les crimes des Templiers comme des faits établis, pour la répression desquels devaient se lever, non seulement les armes et les lois, mais les bêtes brutes et les quatre éléments. Il désirait que ses sujets coopérassent à l'œuvre pie et ordonnait à chaque ville de choisir deux députés zélés pour la foi. Bien que les nobles eussent une secrète sympathie pour l'Ordre proscrit, il n'était pas difficile d'obtenir d'une assemblée réunie sous de tels auspices l'avis à peu près unanime que les Templiers avaient mérité la mort. Comme autre mesure préparatoire, le 23 mai, on fit comparaître Molay et quatre

(1) Denifle, *Chartularium Univ. Parisiensis*, II. 1. 425. — Du Puy, p. 12-13, 84-5, 89, 109, 111-12, 134. — D'Achery, *Spicileg.* II. 199. — Raynouard, p. 238, 306.

autres chefs de l'Ordre devant une assemblée où siégeaient l'inquisiteur Guillaume de Paris, le recteur de l'Université, le chancelier et l'official de l'Eglise de Paris, six maîtres en théologie et divers autres dignitaires ecclésiastiques. Molay, au nom de ses compagnons, répéta la confession relative à la coutume de renier le Christ et de cracher sur la croix; on lui fit alors signer et revêtir de son sceau une lettre adressée à tous les Templiers de France, les relevant de l'obligation du secret et leur enjoignant, en vertu du vœu d'obéissance, de confesser toute la vérité à l'inquisiteur et aux Ordinaires épiscopaux.

Après quoi, le procès-verbal de cette séance rapporte que Molay demanda absolution, pardon et merci pour lui-même et pour ses compagnons, offrant d'accepter telle pénitence qu'on lui infligerait et d'obéir aux ordres de l'Eglise (1).

281 Ainsi fortifié de toute façon, Philippe quitta Tours à la fin de mai et se rendit auprès de Clément à Poitiers, suivi d'une escorte considérable où figuraient ses frères, ses fils et ses conseillers. Les discussions, au sujet de l'affaire, furent longues et ardentes. Philippe, par l'intermédiaire de son orateur Guillaume de Plaisian, soutenait que les Templiers avaient été reconnus coupables et qu'un châtimement devait être infligé immédiatement; Clément reprenait ses anciens griefs, se plaignant qu'une affaire si grave, relevant exclusivement du Saint-Siège, fût poursuivie en dehors de son initiative. Une congrégation telle que l'Ordre du Temple avait partout en Europe de puissants amis, dont l'influence était grande auprès de la Curie; aussi le pape était-il en proie à des perplexités multiples, selon que l'un ou l'autre parti avait le dessus. Mais il s'était irrévocablement lié, aux yeux de l'Europe entière, par sa bulle du 22 novembre; la seule question était celle des conditions au prix desquelles il laisserait l'affaire suivre son cours

(1) Archives Administratives de Reims, T. II. p. 65, 66. — Chassaing, *Spicilegium Arrebatense*, p. 274-5. — Du Puy, p. 38-9, 85, 113, 116. — Contin. Nangiac. ann. 1308. — Joann. de S. Victor. (Bouquet, XXI. 650-1). — Raynouard, p. 42. — Denifle, *op. cit.* II. 1. 129.

en France, en rendant à l'Inquisition ses pouvoirs suspendus.

Le marchandage fut âpre, mais on arriva à une entente. Comme Clément s'était réservé le jugement final, il fallait instituer un semblant d'enquête. Soixante-douze Templiers furent extraits des prisons de Paris pour être interrogés par le pape et le sacré Collège, afin que les chefs de l'Église pussent affirmer qu'ils avaient personnellement reconnu la culpabilité des accusés. Clément pouvait, en vérité, redouter de se trouver en face de Molay et des chefs de l'Ordre qu'il était en train de trahir; d'autre part, on ne pouvait arbitrairement négliger de tels personnages. Aussi fit-on interrompre leur voyage à Chinon, près de Tours, sous prétexte de maladie, tandis que les autres inculpés poursuivaient leur route jusqu'à Poitiers. Du 28 juin au 1^{er} juillet, les accusés furent solennellement interrogés par cinq cardinaux amis de Philippe, délégués à cet effet. Le procès-verbal officiel de ces interrogatoires atteste le soin avec lequel on avait choisi les hommes destinés à jouer un rôle dans cet infâme épisode de la tragédie. Quelques-uns étaient des témoins volontaires qui avaient quitté l'Ordre ou tenté de le quitter. Les autres, sentant peser sur eux la menace de la terrible peine qui frappait la rétractation, confirmèrent les confessions recueillies par l'Inquisition et arrachées, en bien des cas, par la torture. Puis, le 2 juillet, on les amena devant le pape en plein consistoire, et la même scène se renouvela. Ainsi la juridiction papale était reconnue; Clément put, dans ses bulles subséquentes, prétendre parler en connaissance de cause et déclarer que les accusés avaient, spontanément et sans contrainte, avoué leurs erreurs, et humblement sollicité l'absolution et la réconciliation (1).

Voici quels étaient les termes de la convention conclue entre Clément et Philippe : les Templiers seraient livrés au pape, mais gardés, au nom du pape, par le roi; leurs procès seraient

282

(1) Ptol. Lucens. *Hist. Eccles.* lib. xxiv (Muratori, *S. R. I.* XI. 1229-30). — Joann. de S. Victor (Bouquet, XXI. 650). — Raynouard, p. 44-5, 245-52. — Du Puy, p. 13-14. — Schottmüller, *op. cit.* II. 13 sq. — Bull. *Faciens misericordiam*, 12 Aug. 1308 (Rymer, II. 401. — Mag. Bull. Rom. IX. 136).

instruits par les évêques des divers diocèses, auxquels, sur la demande spéciale et pressante du roi, seraient adjoints les inquisiteurs ; mais Molay et les Précepteurs d'Orient, de Normandie, de Poitou et de Provence seraient réservés pour être jugés en cour papale ; les biens confisqués seraient confiés à des commissaires nommés par le pape et par les évêques, commissaires auxquels le roi adjoindrait secrètement des délégués de son choix ; mais Philippe s'engageait par écrit à consacrer exclusivement ces biens aux œuvres de la Terre-Sainte. Clément déclara que la condamnation de l'Ordre en tant que congrégation religieuse était une question trop grave pour qu'on la résolût sans l'intervention d'un concile général ; on décida de convoquer ce concile pour octobre 1310. Le cardinal de Palestrina fut nommé représentant du pape, chargé de la personne des Templiers, mission dont il se délivra bientôt en remettant ses prisonniers au roi, à la condition qu'on les tint à la disposition de l'Église. Clément remplit le rôle que lui assignait le marché conclu en révoquant, le 5 juillet, la suspension des inquisiteurs et des évêques et en leur rendant leur juridiction dans l'espèce. En même temps, chacun des évêques de France reçut l'ordre de s'adjoindre deux membres du chapitre cathédral, deux Dominicains et deux Franciscains, et d'instruire les procès des divers Templiers du diocèse en permettant aux inquisiteurs d'intervenir à leur gré, mais en s'abstenant de prendre aucune mesure contre l'Ordre dans son ensemble ; tous les citoyens furent sommés, sous peine d'excommunication, d'arrêter les Templiers et de les livrer aux inquisiteurs ou aux magistrats épiscopaux ; Philippe fournit vingt exemplaires de lettres royales ordonnant à ses sujets de restituer aux délégués pontificaux tous biens meubles ou immeubles appartenant à l'Ordre (1).

(1) Du Puy, p. 15-17, 20, 39, 80, 107-8, 118-19, 121-22, 125. — Contin. Nangiac, ann. 1308. — Rivnouard, p. 46, 49. — Joann. de S. Victor (Bouquet, XXI. 651). — D'Achery, *Spicileg.* n. 200.

Guillaume de Plaisian, qui fut le principal instrument de Philippe au cours de cette transaction, reçut des marques spéciales de la faveur de Clément par des brefs datés du 5 août (Regest. Clément. PP. V. T. III, p. 216, 227).

Bien que Clément déclarât, dans ses bulles adressées à l'Europe, que Philippe avait fait preuve de désintéressement en restituant tous les biens des Templiers, ce point fut un de ceux sur lequel s'engagea un long duel, habilement soutenu de part et d'autre. L'affaire ne mérite pas qu'on l'étudie dans tous ses détails ; nous verrons comment, par une feinte, Philippe finit par gagner la partie, et conserva les droits auxquels il avait fait mine de renoncer (1).

Les pouvoirs rivaux s'étant ainsi entendus au sujet de leurs victimes, on reprit la procédure avec une énergie nouvelle. Molay et les chefs de l'Ordre, qui se trouvaient avec lui à Chinon, y furent détenus jusqu'au milieu du mois d'août ; à ce moment, les cardinaux des Saints Nérée et Achillée, de S. Ciriaco et de S. Angelo vinrent les interroger. Les trois prélats firent savoir à Philippe, le 20 août, qu'ils avaient interrogé, le 17 et les jours suivants, le Grand Maître, le Maître de Chypre, le Visiteur de France et les Précepteurs de Normandie et de Poitou. Les inculpés avaient confirmé leurs confessions antérieures et demandé humblement l'absolution et la réconciliation, qui leur avaient été accordées : on pria donc le roi de leur pardonner.

Notons ici deux points qui mettent en lumière la duplicité révoltante de toute cette affaire. Le 12 août, cinq jours avant que l'interrogatoire fût entamé, des bulles papales en exposaient déjà le résultat tout au long en affirmant que les confessions avaient été libres et spontanées ! De plus, en novembre 1309, quand la commission pontificale donna lecture de cette bulle à Molay, celui-ci fut stupéfié d'entendre la confession qu'on lui attribuait et, se

(1) Bull. *Faciens misericordiam*. — Raynald. ann. 1309, n° 3. — Du Puy, p. 64-5, 86-88, 127, 207-9. — *Procès des Templiers*, t. 50-2. — Raynouard, p. 47. — Regest. Clément. PP. V. T. iv, p. 433-4.

Clément nomma, en France, six curateurs chargés de veiller sur les biens du Saint-Siège. Par lettres du 5 janvier 1309, il accordait à chacun d'eux, sur les biens des Templiers, une prime de quarante sous parisis, en monnaie courante, pour chaque nuit qu'il leur faudrait passer hors de chez eux, tout en les invitant à ne pas quitter leur demeure sans nécessité (Regest. T. iv, p. 439). Un bref du 28 janvier 1310 transférait, de l'évêque de Vaison au chanoine Gérard de Bussy, la garde de certaines maisons confisquées aux Templiers, ce qui montre que Clément avait réussi à entrer en possession d'une partie des biens (*Ibid.* T. v, p. 56).

284

signant deux fois, déclara qu'il souhaitait que Dieu eût permis d'appliquer à des gens si pervers la coutume des Sarrasins et des Tartares, car ces peuples décapitaient ou coupaient en deux quiconque altérerait ainsi la vérité. Il eût ajouté quelques mots encore, si Guillaume de Plaisian, la créature de Philippe, feignant d'être l'ami du Templier, ne lui eût exposé les dangers qu'il courait en rétractant ainsi sa confession. Molay se contenta de demander qu'on lui laissât le temps de se recueillir (1).

Le 12 août, Clément lança une série de bulles réglant le genre de procédure applicable en l'espèce et attestant qu'il était entièrement prêt à remplir les engagements consentis lors de son entente avec Philippe. La bulle *Faciens misericordiam*, adressée aux prélats de la Chrétienté, relatait tout au long l'instruction suivie jusqu'à ce moment contre les accusés et l'aveu spontané de leurs crimes ; les prélats recevaient l'ordre de s'unir aux commissaires inquisitoriaux nommés par le pape, de citer les Templiers à comparaître devant eux et d'entamer une inquisition contre ces inculpés. Ensuite, on convoquerait des conciles provinciaux, où serait établie la culpabilité ou l'innocence individuelle des Chevaliers, les inquisiteurs locaux ayant le droit de participer à toute la procédure. De plus, le résultat des inquisitions serait transmis en diligence au pape. A cette bulle était annexée une longue et minutieuse énumération des points sur lesquels il fallait interroger les accusés (listes de griefs élaborées à Paris par les fonctionnaires royaux). Le tout devait être publié en langue vulgaire dans les diverses églises paroissiales. La bulle *Regnans in celis*, adressée aux princes et prélats, reproduisait la partie narrative de la bulle précédente et s'achevait par la convocation d'un concile général, qui se réunirait à Vienne le 1^{er} octobre 1310, déciderait du sort de l'Ordre, délibérerait au sujet de la délivrance de la Terre-Sainte et prendrait les mesures nécessaires pour la réforme de l'Église. Par une seconde bulle, *Faciens misericordiam*, datée du 8 août, le pape adressait

(1) Du Puy, p. 33-4, 133. — Bull. *Faciens misericordiam*, — *Procès*, t. 34-5.

aux Templiers, collectivement et individuellement, la sommation formelle de comparaître devant le concile, soit en personne, soit par procuration, à jour fixé, pour répondre aux accusations portées contre leur Ordre; le cardinal de Palestrina, qui était chargé de leur surveillance, avait l'ordre d'amener au concile Molay et les Précepteurs de France, Normandie, Poitou, Aquitaine et Provence, pour que la sentence leur fût signifiée. C'était là respecter strictement les exigences de la procédure judiciaire et la façon dont on sut s'y soustraire plus tard est un des traits les plus odieux de toute l'affaire. Enfin, il y eut encore d'autres bulles pourvoyant à la rémunération des commissaires pontificaux et des inquisiteurs, et ordonnant la séquestration générale des biens des Templiers, en attendant le résultat des procès, afin de consacrer ces biens à la Terre-Sainte en cas de condamnation. Une grande partie de ces biens, disait le pape, avait déjà été saisie et appropriée indûment; tous les détenteurs étaient sommés d'en opérer la restitution, sous peine d'excommunication. Tous les débiteurs de l'Ordre devaient s'acquitter; quiconque avait connaissance de semblables dettes ou de biens détournés était tenu de le faire savoir. Cette série de bulles fut complétée, le 30 décembre, par une autre qui devait être lue dans toutes les églises: le pape déclarait les Templiers suspects d'hérésie, ordonnait qu'on les arrêtât comme tels et qu'on les remit aux Ordinaires épiscopaux, interdisait aux princes et prélats de leur prêter un abri ou de leur témoigner aide ou faveur, sous peine d'excommunication et d'interdit. En même temps, une autre bulle était lancée aux princes de la Chrétienté, pour leur ordonner de s'emparer de tout Templier qui n'aurait pas encore été arrêté (1).

285

(1) Rymer, III. 401. — Mag. Bull. Rom. IX. 434, 436. — Harduin, VII. 1283, 1289, 1321, 1353. — Schmidt, *Päpstliche Urkunden und Regesten*, Halle, 1880, p. 71-2. — Raynald, ann. 1308, n° 8. — Contin. Guill. Nangiac, ann. 1308. — Raynouard, p. 59. — Regest. Clement. PP. V. T. III. p. 281 sq., p. 363 sq., p. 386 sq.; T. IV. p. 3, 276 sq., 479-82.

Le pape se réservait de juger le Maître d'Angleterre et le Maître d'Allemagne. La bulle *Faciens misericordiam*, telle qu'elle fut adressée à l'Allemagne, n'ordonnait pas la convocation de conciles provinciaux (Harduin, VII. 1353).

Malgré tout ce qui s'était déjà passé, cette bulle causa, semble-t-il, une grande surprise hors de France. Walter d'Hemingford l'appelle *bullam horribilem contra Templarios* (*Chron.* éd. 1849, II. 279).

286

Ainsi étaient organisées, par toute l'Europe, les poursuites contre les Templiers. Même des pays lointains, tels que l'Achaïe, la Corse, la Sardaigne, ne furent pas oubliés. Le nombre considérable des inquisiteurs spéciaux qu'il fallait nommer causa quelque perte de temps ; de la correspondance échangée, à ce sujet, entre Philippe et Clément, il appert que ces inquisiteurs furent, en réalité, choisis par le roi. En France, la besogne fut rapidement mise sur pied ; après quelques six mois de répit, les Templiers se virent transférés, des tribunaux inquisitoriaux improvisés par Frère Guillaume, aux tribunaux épiscopaux organisés par Clément. Dans tous les diocèses, les évêques furent bientôt en pleine activité. Fait assez curieux, certains d'entre eux ne savaient trop s'ils avaient le droit d'employer la torture : ils demandèrent des instructions et Clément leur répondit qu'ils devaient se guider sur la loi écrite, ce qui leva leurs scrupules. Les instructions papales indiquent que cette procédure concerne seulement ceux des Templiers qui n'ont pas passé par les mains de Frère Guillaume et de ses commissaires ; mais il semble que cette distinction fut médiocrement observée. Clément hâta la marche de l'instruction, sans grand respect de la forme, et autorisa les évêques à agir en dehors de leurs diocèses respectifs sans se soucier du lieu d'origine des accusés. La seule fin qu'on se proposât était évidemment d'arracher à ces gens des confessions satisfaisantes, pour préparer le terrain aux conciles provinciaux qui seraient convoqués à l'effet de rendre les sentences définitives. Ceux qui avaient déjà avoué ne devaient vraisemblablement pas être disposés à se rétracter. Devant la commission pontificale, en 1310, Jean de Cochiac exhiba une lettre que Philippe de Vohet et Jean de Jamville, préposés par le pape et le roi à la garde des prisonniers, écrivaient aux Templiers confinés à Sens, à l'époque où l'évêque d'Orléans se rendait dans cette ville pour les interroger, l'archevêché de Sens étant alors vacant ; les gardiens avertissaient les accusés que ceux qui rétracteraient les confessions prononcées devant *los quízitor* seraient brûlés comme relaps. Vohet, cité devant la commission, reconnut son

sceau, mais déclina la paternité de la lettre; la commission eut la prudence de ne pas pousser plus loin l'enquête. La plupart des accusés amenés devant la commission manifestèrent un extrême souci de faire concorder leurs déclarations avec celles qu'ils avaient faites devant les évêques, prouvant ainsi qu'ils savaient fort bien à quel danger une contradiction les exposait (1).

Ceux qui refusèrent de se confesser furent traités selon l'humeur des évêques et de leurs aides. Les registres de ces tribunaux ont généralement péri et nous sommes à peu près réduits aux propos des quelques témoins qui, devant la commission pontificale, firent par hasard allusion à leurs épreuves antérieures. Pourtant, la procédure engagée devant l'évêque de Clermont laisse à penser qu'ils ne furent pas toujours traités avec une odieuse brutalité. L'évêque avait à examiner soixante-neuf Templiers, dont quarante avouèrent, tandis que les vingt-neuf autres refusaient d'admettre qu'il y eût aucun vice dans l'Ordre. Alors le prélat les rassembla tous et les répartit en deux groupes. Les réfractaires déclarèrent qu'ils maintenaient leurs dires, et que, s'ils avouaient plus tard par crainte de la torture, de la prison ou de quelque autre peine, ils suppliaient qu'on n'ajoutât pas foi à leurs déclarations et qu'on n'en fit pas une prévention contre eux; il ne paraît pas que par la suite on ait usé de contrainte à leur égard. Quant aux autres, on leur demanda s'ils avaient quelque chose à dire pour leur défense ou s'ils étaient prêts à entendre leur sentence; ils répondirent unanimement qu'ils n'avaient aucune défense à faire valoir, qu'ils ne souhaitaient pas d'entendre leur sentence, mais qu'ils se remettaient à la merci de l'Eglise. Ce qu'était cette merci, nous le verrons plus loin. Tous les évêques n'étaient pas aussi doux que l'évêque de Clermont; mais les fragments des dépositions faites devant la commission ne permettent pas toujours de distinguer l'action des tribunaux épiscopaux de celle des inquisiteurs délégués par Frère

287

(1) Du Puÿ, p. 110, 125. — Raynouard, p. 130. — Regest. Clement. PP. V. T. iv. p. 453-55, 457-8. — *Procès*, t. 71-2, 128, 132, 135, 463, 511, 540, etc.

Guillaume. Quelques exemples suffiront à faire voir comment, par le concours de ces procédures, on obtint des témoignages contre l'Ordre.

Un cultivateur, Jean de Rompreye, déclara qu'il ne connaissait rien qui ne fût pur dans l'Ordre, quoiqu'il eût confessé le contraire, après trois applications de la torture, devant l'évêque d'Orléans. Robert Vigier, Frère Servant, nia également les accusations, après les avoir reconnues vraies devant l'évêque de Nevers, à Paris, sous l'effet d'une torture cruelle à laquelle on lui apprit que trois de ses camarades, Gautier, Henri et Chanteloup, avaient succombé. Un prêtre, Bernard de Vado, avait été torturé par l'application du feu à la plante des pieds, avec une persistance telle que, quelques jours après, les os de ses talons tombèrent : comme preuve, il en exhiba les esquilles. Dix-neuf Frères originaires du Périgord s'étaient confessés devant l'évêque de Périgueux, à la suite de la torture et de la privation de nourriture ; l'un d'eux avait été tenu pendant six mois au pain et à l'eau, sans chaussures ni vêtements autres que sa chemise. Guillaume d'Erré, comparaisant devant l'évêque de Saintes, avait nié toutes les charges ; mais après avoir été mis au pain et à l'eau et menacé de la torture, il avait avoué la coutume de renier le Christ et de cracher sur la croix ; devant la commission, il rétracta ses aveux. Thomas de Pampelune, sous l'effet de multiples tortures subies à Saint-Jean-d'Angély, avait confirmé la confession de Molay ; puis, mis au pain et à l'eau, il avait confessé devant l'évêque de Saintes le rite consistant à cracher sur la croix, toutes déclarations qu'il rétracta devant la commission. On pourrait citer encore nombre de dépositions faites par les quelques accusés qui eurent le courage d'affronter le martyre suspendu sur la tête de ceux qui rétractaient leurs confessions. Sachant quelle terreur pesait sur ces malheureux sans amis et sans défense, on doit s'abstenir de blâmer trop sévèrement ceux qui cédèrent ; mais il faut d'autant plus admirer la constance de ceux qui résistèrent à la torture et bravèrent le bûcher pour la défense de l'Ordre. Le sentiment général de

ces pauvres gens fut exprimé par Aymon de Barbara, qui avait été trois fois torturé et qui était demeuré pendant neuf semaines au pain et à l'eau. Il déclara douloureusement qu'il avait souffert dans sa chair et dans son âme, mais que, tant qu'il avait été en prison, il n'avait pas voulu rétracter sa confession. Les tortures morales que subissaient ces misérables créatures apparaissent dans le cas de Jean de Cormèle, Précepteur de Moissac : amené devant la commission, il hésita et ne voulut pas décrire la cérémonie de sa propre réception, tout en déclarant qu'il n'avait rien vu de mal dans la réception de ses frères. Le souvenir des tortures endurées à Paris, tortures qui lui avaient coûté quatre dents, lui ôta tout courage : il demanda qu'on lui laissât le temps de se recueillir. On lui accorda répit jusqu'au lendemain ; quand il reparut, sa résolution avait fléchi. Il confessa toute la série des horreurs imputées à l'Ordre. On lui demanda s'il avait demandé conseil à quelqu'un ; il répondit négativement et déclara qu'il avait prié un prêtre de dire, pour lui, une messe du Saint-Esprit, afin que Dieu lui dictât ce qu'il devait faire (1).

Ces quelques exemples mettent en lumière la tâche à laquelle tout l'épiscopat français travailla durant la fin de l'année 1308, en 1309 et en 1310. Toute cette procédure ne concernait, d'ailleurs, que les personnes des membres de l'Ordre. Le sort des biens du Temple devait dépendre du jugement qui serait rendu sur l'Ordre en tant que congrégation collective ; à cet effet, Clément avait fixé le jour où l'Ordre devait comparaître devant le concile de Vienne en la personne de ses syndics et de ses représentants, pour présenter sa défense et faire valoir les motifs qui s'opposaient à sa suppression. Comme les officiers et les membres étaient disséminés dans les diverses prisons de l'Europe, c'était là une chose manifestement impossible ; il fallait absolument trouver quelque moyen pour qu'ils fussent, au moins théoriquement, représentés, ne fût-ce que pour entendre prononcer la sen-

(1) Raynouard, p. 52-3. — *Procès*, t. 40, 75, 230, 506-9, 511-14, 520-1, 527-8 ; II. 13, 18.

289 tence. En conséquence, par une des bulles du 12 août 1308, le pape créait une commission, présidée par l'archevêque de Narbonne, chargée de citer à comparaître tous les Templiers de France et de transmettre le résultat de leurs interrogatoires à la cour de Rome. Puis d'autres bulles, lancées en mai 1309, ordonnèrent à la commission de se mettre à l'œuvre et en notifièrent l'existence à Philippe. Le 8 août 1309, les commissaires se réunirent dans l'abbaye de Sainte-Geneviève et, par lettres adressées aux archevêques du royaume, citèrent tous les Templiers à comparaître par devant eux le premier jour ouvrable après la Saint-Martin ; l'Ordre lui-même était sommé de se faire représenter au concile de Vienne par ses syndics et ses délégués, pour entendre telle sentence qu'il plairait à Dieu.

Au jour dit, 12 novembre, les commissaires se réunirent de nouveau, mais nul Templier ne se montra. Pendant une semaine, ils tinrent des assemblées quotidiennes ; ils respectaient la forme en faisant proclamer par un appariteur que, si quelqu'un désirait comparaître au nom de l'Ordre ou de ses membres, la commission était prête à l'écouter avec bienveillance ; mais cet appel restait sans écho. En examinant les réponses des prélats, on s'aperçut qu'ils avaient imparfaitement rempli leur mission. Évidemment, Philippe envisageait avec méfiance toute cette procédure et n'était pas d'humeur à la seconder. Le 18 novembre, un avis quelque peu péremptoire fut adressé à l'évêque de Paris, pour lui expliquer que les commissaires devaient agir, non contre les personnes, mais contre l'Ordre tout entier ; que nul ne devait être contraint à comparaître, mais qu'on devait permettre à ceux qui le désireraient de se présenter. L'évêque se rendit alors le 22 novembre devant la commission ; on échangea des explications et des excuses ; une sommation envoyée à Philippe de Vohet et à Jean de Jamville, préposés par le pape et le roi à la garde des Templiers, décida ces fonctionnaires à promettre l'obéissance. Pourtant, la tâche présentait encore de grandes difficultés. Le 22, les commissaires furent secrètement avisés que plusieurs personnes étaient arrivées à Paris, sous des vêtements laïques,

pour défendre l'Ordre, et avaient été jetées en prison. Aussitôt ils mandèrent le prévôt du Châtelet, Jean de Plublaveh, qui déclara qu'il avait arrêté, sur l'ordre du roi, sept hommes qui passaient pour des Templiers, venus, sous un déguisement, louer à prix d'argent des avocats pour la défense de l'Ordre; mais, après avoir torturé deux d'entre eux, le prévôt s'était assuré qu'il n'en était rien. Cette affaire, bien que sans grande importance, montre comment le roi avait résolu de contrôler les actes de la commission (1).

Celle-ci finit cependant par obtenir la comparution de Jacques de Molay, de Hugues de Péraud et de quelques-uns des Frères emprisonnés à Paris. Molay déclara qu'il n'était ni assez intelligent ni assez savant pour bien défendre l'Ordre, mais qu'il se tiendrait pour vil et misérable s'il n'essayait pas de le faire. Il était prisonnier et sans argent; il ne possédait pas quatre deniers vaillants et n'avait pour tout conseiller qu'un pauvre Frère Servant; il demandait en grâce qu'on lui prêtât aide et conseil, afin qu'il pût agir de son mieux. Les commissaires lui rappelèrent que les procès pour hérésie n'étaient pas régis par les formes légales et qu'on n'y admettait pas d'avocats; ils l'avertirent des dangers auxquels ils s'exposait en défendant l'Ordre après avoir confessé la vérité des accusations. Ils eurent la bonté de lui donner lecture de sa confession, telle que la relataient les cardinaux qui l'avaient recueillie à Chinon; comme il manifestait son indignation et sa surprise, Guillaume de Plaisian, apparemment chargé par le roi de surveiller ces débats, lui donna, comme on sait, un avertissement amical qui cloua les lèvres du Templier. Molay demanda du temps; lorsqu'il reparut, il se trouva en présence de Guillaume de Nogaret, prêt à tirer parti de la moindre imprudence. Par les lettres pontificales dont on lui avait donné connaissance, le Grand-Maitre avait appris que le pape se réservait de le juger en personne, ainsi que les autres chefs de l'Ordre; aussi demanda-t-il qu'on lui permit de comparai-

290

(1) Joann. de S. Victor. (Bouquet, XXI. 654). — *Procès*, t. 1-31.

tre sans retard devant le tribunal pontifical. Ainsi se révéla la perfidie de cette astucieuse combinaison. On séparait les chefs des autres accusés, si bien que Molay, Hugues de Péraud et Geoffroi de Gonneville, amenés à croire qu'ils bénéficieraient d'un jugement spécial, abandonnèrent lâchement leurs disciples. Quant aux Frères, leurs réponses devant la commission furent en substance identiques à la déclaration de Géraud de Caux. Celui-ci dit qu'il était simple Chevalier, ne possédait ni cheval, ni armes, ni terres; il ne savait comment défendre l'Ordre et, par conséquent, ne pouvait entreprendre cette tâche (1).

291 A ce moment Philippe se convainquit sans doute que les opérations de la commission ne présentaient aucun danger; il cessa toute opposition et prêta obligeamment son concours. Le 28 novembre, une nouvelle citation fut envoyée aux évêques, les menaçant de la colère papale s'ils persistaient à négliger leurs devoirs. L'efficacité de ce message était encore accrue par l'ordre que Philippe adressait à ses geôliers d'accorder aux officiaux épiscopaux accès auprès des Templiers détenus; en même temps, les baillis étaient invités à envoyer sous bonne garde, à Paris, tous les Templiers qui désireraient défendre leur Ordre (2).

Cette nouvelle citation avait fixé comme jour de comparution le 3 février 1310. Vers le 5, les Templiers commencèrent à affluer, presque tous avides de défendre leur Ordre. Leur nombre s'accrut au point que la commission finit par ne plus savoir où les loger; enfin, le 28 mars, cinq cent quarante-six défenseurs de l'Ordre furent rassemblés dans le jardin du palais épiscopal, où les commissaires leur expliquèrent l'objet de cette convocation et leur conseillèrent de choisir six, huit ou dix d'entre eux, qui agiraient par procuration; on ne les réunirait plus et la commission commencerait ses travaux le 31; mais les délégués choisis par les Templiers auraient accès auprès de

(1) *Procès*, t. 28, 29, 41-5, 88.

(2) *Procès*, t. 47-53.

ceux-ci dans les diverses prisons et pourraient ainsi s'entendre avec les accusés sur les moyens de défense.

Il était impossible qu'une délibération s'engageât dans cette foule confuse d'hommes abandonnés de leurs chefs naturels, réunis à l'improviste et incapables, par suite des différences de langues et de dialectes, de communiquer entre eux. Beaucoup hésitaient à agir sans les ordres du Maître, car la Règle interdisait rigoureusement aux subordonnés toute initiative personnelle. Les commissaires semblaient sincèrement désireux de donner à l'affaire une allure régulière; finalement, le 31, ils ordonnèrent à leurs notaires de visiter les Templiers dans les maisons de détention et de rendre compte à la commission des désirs et des conclusions des accusés. Cette formalité prit du temps; les rapports des notaires, après leurs tournées quotidiennes, sont assez piteux. Les malheureux prisonniers étaient désespérément embarrassés de prendre un parti. Le plus grand nombre déclaraient que l'Ordre était pur et saint, mais ne savaient que faire en l'absence de leurs supérieurs. Tous suppliaient, souvent même en se jetant aux pieds des visiteurs, qu'on les admit de nouveau aux sacrements. Beaucoup demandaient qu'on leur accordât d'être enterrés en terre sainte; d'autres offraient de payer un chapelain sur la misérable allocation qu'on leur distribuait; quelques-uns demandaient que cette allocation fût augmentée, d'autres qu'on leur donnât des vêtements pour cacher leur nudité. Ils s'attachaient avec apreté à une requête inacceptable, réclamant qu'on leur envoyât des hommes d'expérience et de savoir pour les conseiller et comparaître en leur nom; car eux-mêmes étaient simples, illettrés, enchaînés en prison et incapables d'agir; ils demandaient encore qu'on assurât des garanties aux témoins, attendu que tous ceux qui avaient avoué étaient menacés du bûcher s'ils rétractaient leurs confessions. Une adresse présentée, le 4 avril, par les prisonniers détenus chez l'abbé de Tiron, nous éclaire sur les traitements odieux qu'ils subissaient. Ils affirment la pureté de l'Ordre et se déclarent prêts à le défendre autant qu'il est possible à des gens enchaînés et passant leurs nuits

dans de sombres tombeaux. Ils se plaignent de l'insuffisance de l'allocation; sur les douze deniers qu'ils reçoivent chaque jour, ils doivent payer, pour leurs lits, trois deniers; pour location de la cuisine, de linge de table et de corps, deux sols six deniers par semaine; pour qu'on leur ôte et qu'on leur remette les fers lors des comparutions, deux sols; pour le blanchissage, dix-huit deniers par quinzaine; pour le bois et la chandelle, quatre deniers par jour; enfin, pour le bac de Notre-Dame, seize deniers. Il est évident que les malheureux étaient exploités sans scrupule par leurs geôliers (1).

Le résultat de cette affaire fut que, le 7 avril, neuf délégués présentèrent, au nom de tous, une adresse où il était dit que les prisonniers ne pouvaient nommer de représentants sans l'autorisation du Maître et du Convent; toutefois, ils offraient individuellement et collectivement de défendre l'Ordre, et demandaient à assister au concile ou au procès, en quelque lieu qu'il fût jugé. Ils déclaraient que les accusations étaient des mensonges horribles et invraisemblables, forgés par des apostats et des fugitifs que leurs crimes avaient fait exclure de l'Ordre; ces mensonges avaient été confirmés en torturant ceux qui soutenaient la vérité et en encourageant les calomniateurs par des récompenses ou des promesses. Il est stupéfiant, disaient-ils, de voir accorder à certains hommes, corrompus par des largesses temporelles, un crédit qu'on refuse à ceux qui ont conquis dans les supplices la palme du martyr, ou aux survivants qui, fidèles à leur conscience, ont souffert et souffrent journellement dans leurs donjons tant de tourments, de tribulations et de misères. En considération de la terreur qui pesait sur tous, ils demandaient que nul laïc ou autre personnage puissant ne fût admis à assister à l'interrogatoire des Frères et qu'on leur assurât

(1) *Procès*, t. 403-51. — N'oublions pas que l'allocation était payée en une monnaie dépréciée considérablement par suite des fraudes de Philippe le Bel. D'après un document de 1318, la livre tournois était inférieure à la livre normale dans la proportion de 1 à 4 1/2 (*Olim*, n. 1279).

D'autres Templiers s'offrirent plus tard pour défendre l'Ordre, si bien que, le 2 mai, le nombre de ces défenseurs atteignit cinq cent soixante-treize.

des garanties protectrices; car ceux qui avaient avoué étaient quotidiennement menacés du bûcher, en cas de rétractation. En réponse, les commissaires déclinèrent toute responsabilité quant aux mauvais traitements et promirent de demander qu'on eût pour les prisonniers de bienveillants égards, conformément aux ordres du cardinal de Palestrina, commis par le pape à la garde des Templiers. Le Grand-Maitre, ajoutaient-ils, avait été invité à défendre l'Ordre, mais avait refusé d'assumer cette tâche, arguant que le jugement de son propre cas était réservé au pape (1).

Ayant ainsi donné aux Templiers l'apparence d'une occasion de se défendre, les commissaires se mirent en mesure de recueillir des témoignages. Ils chargèrent quatre des Templiers délégués, Renaud de Provins, Précepteur d'Orléans, Pierre de Boulogne, Procureur de l'Ordre près la cour pontificale, Geoffroi de Chambonnet et Bertrand de Sartiges, chevaliers, d'assister au serment des témoins et d'agir selon les besoins de la cause; cependant ces personnages n'étaient pas officiellement admis comme avocats de l'Ordre. Les quatre délégués présentèrent, le 13 avril, une nouvelle adresse, où, après avoir fait allusion aux tortures employées pour arracher des confessions aux prévenus, ils affirmaient, comme chose notoire, que, pour obtenir des témoignages, on avait remis aux Templiers des lettres portant le sceau royal, leur promettant la liberté et de larges pensions viagères et leur annonçant la suppression définitive de leur Ordre. Cette protestation avait évidemment pour objet de préparer les voies à la disqualification des témoins à charge, le seul moyen de défense accordé, comme on sait, par la procédure inquisitoriale; à cette fin, les quatre délégués demandaient également à connaître les noms de tous les témoins. Ils n'osaient pas réclamer copie des dépositions, mais insistaient vivement pour qu'elles fussent tenues secrètes, afin de détourner le danger que la publication aurait pu faire courir aux témoins. Après une interruption nécessitée par les fêtes de

(1) *Procès*, t. 165-72.

294

Pâques, on continua jusqu'au 9 mai à recueillir des témoignages, généralement hostiles à l'Ordre et émanant sans doute de témoins soigneusement triés. Le dimanche 10 mai, les commissaires furent soudain convoqués, à la requête de Renaud de Provins et de ses collègues, pour recevoir communication d'une foudroyante nouvelle : le concile de Sens, réuni en hâte à Paris, se proposait de poursuivre tous les Templiers qui avaient offert de défendre l'Ordre. Nombre de ces défenseurs avaient antérieurement avoué ; ils avaient héroïquement risqué leur vie le jour où, en affirmant la pureté de l'Ordre, ils avaient virtuellement rétracté leurs confessions. Aussi les quatre Templiers faisaient-ils appel à la protection des commissaires, attendu que l'action du concile devait fatalement se faire sentir sur les affaires en cours ; ils réclamaient des *apostoli*, demandaient que leurs personnes, leurs droits et l'Ordre tout entier fussent placés sous le contrôle du Saint-Siège et qu'on leur accordât le temps et l'argent nécessaires pour soutenir l'appel. En outre, ils priaient les commissaires d'inviter l'archevêque de Sens à ne prendre aucune mesure tant que l'enquête actuelle ne serait pas achevée, et ils exprimaient le vœu qu'on les envoyât, avec un ou deux notaires, soumettre au prélat une protestation, vu qu'ils ne pouvaient trouver d'homme de loi disposé à dresser pour eux un pareil acte. Les commissaires, profondément perplexes, discutèrent ce point jusqu'au soir, puis rappelèrent les Templiers et leur dirent qu'ils compâtissaient de tout cœur à leur peine, mais qu'ils avaient les mains liées, l'archevêque et le concile agissant en vertu de pouvoirs délégués par le pape (1).

Il n'entrait pas dans le plan de Philippe que l'Ordre pût faire entendre des défenseurs. Cette réunion subite de près de six cents membres, alors qu'on avait pris soin de détacher d'eux leurs chefs, et les préparatifs de défense élaborés à la veille du concile, annonçaient une résistance que le roi résolut d'écraser dans l'œuf, avec l'énergie sans scrupules dont il était coutumier. Le moment était favorable, car après de longs efforts il

(1) *Procès*, t. 173-201-4, 259-64.

venait d'obtenir de Clément l'archevêché de Sens (dont Paris était suffragant) pour une de ses plus zélées créatures, Philippe de Marigny, frère du ministre Enguerrand; le nouveau dignitaire était entré en fonctions le 5 avril. La bulle *Faciens misericordiam* avait prescrit que, les enquêtes épiscopales une fois achevées, des conciles provinciaux fussent réunis pour juger les Frères à titre individuel. Le roi, grâce à ses archevêques, était donc maître de la situation. Les conciles provinciaux furent tout-à-coup convoqués, celui de Sens à Paris, celui de Reims à Senlis, celui de Normandie à Pont-de-l'Arche, celui de Narbonne à Carcassonne, et l'on organisa une imposante manifestation qui devait paralyser instantanément et pour toujours toute tentative d'opposition à la volonté royale. On ne perdit pas de temps à un semblant de formalités judiciaires, car le droit canon voulait que les hérétiques relaps fussent condamnés sans être entendus. Le 11, le concile de Sens s'ouvrit à Paris. Le 12, tandis que les commissaires étaient occupés à recueillir des témoignages, ils reçurent l'ordre d'avoir à brûler le jour même cinquante-quatre de ceux qui avaient offert de défendre le Temple, ces gens ayant été condamnés comme hérétiques relaps pour avoir rétracté leurs confessions. Aussitôt ils envoyèrent au concile, pour demander un délai, Philippe de Vohet, gardien pontifical des Templiers, et Amis, archidiaque d'Orléans. Vohet et beaucoup d'autres personnes avaient affirmé, disaient les commissaires, que ceux des Templiers qui étaient morts en prison avaient, au péril de leurs âmes, affirmé la fausseté des imputations mises à la charge du Temple; Renaud de Provins et ses collègues en avaient appelé aux commissaires contre le concile; si les exécutions projetées avaient lieu, ce serait un obstacle aux fonctions des commissaires, car, depuis la veille, les témoins étaient affolés par la terreur et incapables de témoigner. Les messagers coururent à la salle du concile, où ils furent accueillis avec mépris; il n'était pas possible, leur répondit-on, que la commission les eût chargés d'un semblable message. Les cinquante-quatre martyrs furent entassés dans des charrettes et menés

dans les champs voisins du couvent de Saint-Antoine; là, on les mit lentement à mort en les brûlant à petit feu. Refusant toutes les offres de pardon en échange de nouveaux aveux, ils périrent avec une constance qui, dit un contemporain, mit leurs âmes en grand danger de perdition, car ce spectacle amena le peuple à croire faussement qu'ils étaient innocents. Le concile poursuivit ses travaux et, quelques jours plus tard, brûla quatre autres Templiers; de la sorte, s'il se trouvait encore des gens disposés à défendre l'Ordre, ces audacieux sauraient désormais quel sort leur était réservé. Le concile fit exhumer et brûler les os de Jean de Tourne, qui avait été trésorier du Temple; ceux qui avaient avoué et confirmé leurs confessions furent réconciliés à l'Église et mis en liberté; ceux qui persistèrent à refuser de se confesser furent condamnés à la prison perpétuelle. C'étaient là des mesures plus humaines que n'en comportait l'ordinaire pratique inquisitoriale; mais cette mansuétude était conforme aux intérêts de la politique royale. Quelques semaines plus tard, à Senlis, le concile de Reims brûla neuf autres victimes; à Pont de l'Arche, on en brûla trois; d'autres furent exécutées à Carcassonne (1).

296 Ces mesures féroces obtinrent le résultat qu'on en attendait. Quand, au lendemain des exécutions de Paris, le 13 mai, la commission ouvrit sa séance, le premier témoin introduit, Aimery de Villiers, se jeta à genoux, pâle de terreur, et se frappant la poitrine, tendant les mains vers l'autel, il appela la mort et la perdition sur son corps et son âme, s'il ne disait pas

(1) Fisquet, *La France Pontificale*, Sens, p. 68. — *Procès*, t. 274-5, 281. — Contin. Chron. G. de Fracheto (Bouquet, XXI. 33). — Chron. Anon. (Bouquet, XXI. 140). — Amalr. Auger. *Hist. Pontif.* (Eccard. II. 1810). — Trithem. *Chron. Hirsau.* ann. 1307. — Bern. Guidon. *Flor. Chron.* (Bouquet, XXI. 719). — Joann. de S. Victor (Bouquet, XXI. 654-55). — Contin. Guill. Nangiac. ann. 1310. — Grandes Chroniques, V. 187. — Chron. Cornet. Zantfliet, ann. 1310 (Martène, *Ampl. Coll.* V. 158). — Bessin, *Concil. Rotomagens.* p. 112. — Raynouard, p. 118-20.

Tous les évêques n'étaient pas disposés à admettre la doctrine inquisitoriale assomilant à la rechute la rétractation d'une confession. La question fut discutée au concile de Narbonne et déidée par la négative. — Raynouard, p. 106.

Ceux qui refusèrent de se confesser furent une minorité infime. Certains documents, relatifs aux frais de détention des Templiers à Senlis, attestent que soixante-cinq n'ont pas été réconciliés, ce qui signifie qu'ils n'avaient pas avoué. — *Ibid.* p. 107.

la vérité. Puis il déclara fausses les accusations portées contre l'Ordre, bien que, sous l'effet de la torture, il eût reconnu la vérité de certaines imputations. La veille, il avait vu cinquante-quatre de ses frères trainés au bûcher dans les fatales charrettes; il avait senti alors qu'il ne pourrait supporter plus longtemps cette épreuve et qu'il serait capable de confesser aux commissaires ou à tout autre personne tout ce qu'on pourrait exiger de lui, fût-ce d'avoir tué le Seigneur Jésus. Finalement, il adjura les commissaires et les notaires de ne pas révéler ce qu'il venait de dire à ses geôliers ni aux fonctionnaires royaux, car il serait brûlé comme les cinquante-quatre victimes. Puis un témoin antérieurement interrogé, Jean Bertrand, vint supplier la commission de tenir secrète sa déposition en raison du danger qui le menaçait. A ce spectacle, la commission jugea qu'il serait sage, tant que régnerait cette terreur générale, de suspendre ses séances. Elle se réunit de nouveau le 18 pour réclamer inutilement à l'archevêque de Sens la mise en liberté de Renaud de Provins, qui avait comparu en jugement devant le concile. Pierre de Boulogne fut saisi de même par ordre du concile et ne fut jamais rendu à la commission. Nombre des Templiers qui s'étaient offerts comme défenseurs se hâtèrent de battre en retraite; toute tentative pour faire entendre les Templiers par le concile de Vienne fut nécessairement abandonnée. Clément eut-il quelque part à cette intervention qui mit fin aux travaux de sa commission? On peut en douter, mais il est certain qu'il ne fit rien pour rendre aux commissaires leurs pouvoirs; son indifférence le rendit complice du crime qui livrait à une mort horrible les malheureux qu'il avait invités à se défendre (1).

297

Le 4 avril, par la bulle *Alma Mater*, Clément avait ajourné le concile de Vienne d'octobre 1310 à octobre 1311, attendu que l'inquisition contre les Templiers réclamait plus de temps qu'on n'avait prévu. La commission n'avait donc pas lieu de se hâter et elle suspendit ses séances jusqu'au 3 novembre.

(1) *Procès*, t. 275 83.

Ses membres tardèrent à se réunir et elle ne recommença à siéger que le 17 décembre. Guillaume de Chambonnet et Bertrand de Sartiges comparurent alors et protestèrent qu'ils ne pouvaient agir au nom de l'Ordre sans le concours de Renaud de Provins et de Pierre de Boulogne. La commission leur fit savoir que leurs deux collègues avaient solennellement renoncé à défendre l'Ordre, étaient revenus à leurs premières confessions et avaient été condamnés par le concile de Sens à l'emprisonnement perpétuel. Pierre avait d'ailleurs réussi à s'évader. La commission offrit alors aux deux Chevaliers de leur permettre d'assister au serment des témoins et de soulever des exceptions; mais ils déclarèrent qu'ils n'avaient pas qualité pour cela et se retirèrent. Ainsi on renonçait à fournir à l'Ordre tout moyen de défense; la suite de la procédure menée par la commission ne fut plus qu'une accumulation *ex parte* de témoignages à charge. Les commissaires siégèrent jusqu'en juin, écoutant scrupuleusement les témoins qu'on leur amena; mais comme ces témoins étaient choisis par Philippe de Vohet et Jean de Jamville, on veilla évidemment à ce que leurs dépositions fussent de nature à convaincre les juges. D'ailleurs, la plupart des témoins avaient été réconciliés à l'Eglise après confession, abjuration et absolution; ils n'appartenaient donc plus à l'Ordre, qu'ils avaient abandonné à son destin. Parmi les nombreux Templiers qui avaient refusé d'avouer, bien peu furent admis à comparaître; ceux qu'on entendit ne le furent sans doute que par accident. Quelques accusés eurent aussi l'audace de rétracter les déclarations faites devant les évêques; mais, à part ces rares exceptions, toutes les dépositions furent hostiles à l'Ordre. D'autre part, il arriva souvent que des témoins, admis à prêter serment, ne comparurent jamais pour déposer, et ce ne dut pas être l'effet du hasard, vu que Renaud de Provins fut de ce nombre. Enfin, le 5 juin, la commission acheva ses travaux et transmit, sans commentaires, ses registres à Clément (1), comme document à joindre aux matériaux qui

(1) Harduin. VII. 1334. — *Procès*, t. 286-7; II. 3-4, 269-73. — Raynouard,

devaient éclairer le jugement de l'Église assemblée en concile à Vienne.

Avant d'aborder le dernier acte de la tragédie qui se joua à Vienne, il convient de rappeler brièvement les mesures prises hors de France contre les Templiers. En Angleterre, le roi Édouard II répondit, le 30 octobre 1307, à l'avertissement transmis par Philippe le 16 octobre; le roi d'Angleterre et son conseil avaient prêté la plus grande attention à cette affaire; leur étonnement avait été très vif; la chose était si abominable qu'on avait peine à la croire vraie; aussi le roi, pour obtenir de plus amples informations, avait-il envoyé son sénéchal à Agen. Les convictions d'Édouard étaient si fortes et son désir de protéger l'Ordre si ardent qu'il écrivit, le 4 décembre, aux rois de Portugal, de Castille, d'Aragon et de Naples, que les accusations devaient avoir pour sources la cupidité et l'envie; il pria ces souverains de ne pas prêter l'oreille aux calomnies et de ne pas agir sans mûre réflexion, de peur qu'un Ordre célèbre par sa pureté et son honneur ne fût molesté avant d'avoir été légalement convaincu de crime. Il alla plus loin et répondit à Clément, le 10, que la réputation de pureté et d'orthodoxie dont jouissaient les Templiers d'Angleterre ne lui permettait pas d'ajouter foi, sans de nouvelles preuves, aux rumeurs accusatrices; il invitait le pape à résister aux calomnies répandues par des envieux et des méchants. Cependant, quelques jours plus tard, il reçut la bulle lancée par Clément le 22 novembre, et ne put désormais révoquer en doute des faits affirmés à la face de la Chrétienté. Il se hâta d'obéir aux prescriptions de la bulle. Dès le 15, des ordres minutieux furent

p. 254-6. — Une attestation notariée porte que ce volumineux registre consistait en 219 folios de quarante lignes par pages, soit en tout 17,520 lignes.

Les témoins furent l'objet d'une surveillance attentive, comme le prouve le cas de trois d'entre eux, Martin de Mont Richard, Jean Durand et Jean de Ruans. Ceux-ci affirmèrent, le 22 mars, qu'ils n'avaient jamais rien vu de mal dans l'Ordre. Deux jours plus tard, on les fit comparaître à nouveau et ils déclarèrent qu'ils avaient menti par sottise. Devant les évêques ils avaient confessé la coutume de renier le Christ et de cracher sur la croix, et ils avaient alors dit la vérité. Qui peut douter du mode de persuasion dont on avait usé envers eux dans l'intervalle?

— *Procès*, II. 88-96, 107-9.

299

préparés et transmis à tous les *sheriffs* d'Angleterre, leur enjoignant d'arrêter tous les Templiers le 10 janvier 1308, avec des instructions touchant la mise en séquestre et l'administration des biens confisqués. Le 20, des ordres similaires furent envoyés à toutes les autorités anglaises en Irlande, en Écosse et dans le pays de Galles. Peut-être le voyage projeté d'Édouard à Boulogne, où il devait épouser Isabelle, fille de Philippe le Bel, ne fut-il pas étranger à ce soudain revirement (1).

Les arrestations opérées d'après les instructions royales, les Templiers furent tenus en captivité sur parole, mais non emprisonnés, en attendant l'intervention du Saint-Siège. Ni l'Église ni l'État n'étaient disposés, semble-t-il, à prendre l'initiative des poursuites. Le délai se prolongea, car, bien que des mandats eussent été conférés, le 12 août 1308, aux inquisiteurs pontificaux, Sicard de Lavour et l'abbé de Lagny, ceux-ci ne partirent pas avant le mois de septembre 1309; le 13 de ce mois, les sauf-conduits signés par le roi à leur intention montrent qu'ils étaient arrivés en Angleterre. Alors on envoya partout l'ordre d'arrêter ceux des Templiers qui n'avaient pas encore été appréhendés et de les réunir à Londres, à Lincoln et à York, où auraient lieu les interrogatoires; les évêques de ces sièges devaient assister à toutes les formalités. Des ordres analogues furent transmis en Irlande et en Écosse, où les inquisiteurs nommèrent des délégués pour mener l'affaire. Apparemment, on obtint malaisément des fonctionnaires l'accomplissement de leur devoir, car, le 14 décembre, il fallut enjoindre à tous les *sheriffs* de se saisir des Templiers qui parcouraient le pays sous des vêtements laïques; puis, au mois de mars de l'année suivante, et encore en janvier 1311, le *sheriff* d'York fut réprimandé pour avoir laissé en liberté les accusés confiés à sa garde. Évidemment, les inculpés avaient pour eux la sympathie du peuple (2).

(1) Rymer, *Fœdera*, III, 18, 34-7, 43-6.

(2) Regest. Clement. PP. V. T. III, p. 316, 477. — Rymer, *Fœd.* III, 163-9, 173, 179-80, 182, 193, 203-4, 214.

Enfin, le 20 octobre 1309, les inquisiteurs pontificaux et l'évêque de Londres s'assemblèrent dans le palais épiscopal pour interroger les Templiers réunis à Londres. Les prévenus, questionnés à tour de rôle sur chacun des nombreux chefs d'accusation, affirmèrent tous l'innocence de l'Ordre. Des témoins étrangers à l'Ordre furent alors amenés et déclarèrent, pour la plupart, qu'ils entretenaient la même conviction ; quelques-uns, cependant, reproduisirent les vagues rumeurs et les scandaleuses histoires qu'avait répandues parmi la population le mystère des rites intérieurs de l'Ordre. Les inquisiteurs furent fort embarrassés : ils se trouvaient dans un pays où les lois n'admettaient pas l'usage de la torture, et, sans ce secours, 330 ils étaient incapables de mener à bien la tâche qui avait motivé leur venue. Découragés, ils finirent par s'adresser au roi et obtinrent de lui qu'ordre fût donné aux gardiens des prisonniers de permettre aux inquisiteurs et aux Ordinaires épiscopaux de traiter à leur guise les personnes des accusés, « conformément à la loi ecclésiastique » ; l'affreuse perversité de ce temps avait valu le nom de *loi ecclésiastique* aux indignes abus devant lesquels reculait encore la loi civile !

Des difficultés furent soulevées, soit par les geôliers, soit par les magistrats épiscopaux, car l'ordre fut réitéré le 1^{er} mars 1310 puis le 8 mars ; cette fois, on exigeait que les fonctionnaires récalcitrants donnassent les motifs de leur désobéissance aux injonctions antérieures. Cependant on n'obtint aucun témoignage de nature à récompenser tant d'efforts, bien qu'on prolongeât les interrogatoires pendant tout l'hiver et tout le printemps, jusqu'au 24 mai ; ce jour-là, trois fugitifs arrêtés furent amenés, par des moyens qu'on imagine sans peine, à confesser ce qu'on attendait d'eux ; on tira naturellement de ces confessions le plus grand parti possible. A la fin, Clément s'impatienta de voir l'affaire traîner en longueur. Le 6 août, il écrivit à Édouard : il avait appris, disait-il, que le roi avait interdit l'usage de la torture, comme contraire aux lois du royaume, et qu'ainsi les inquisiteurs désarmés ne pouvaient obtenir de confessions. Aucune loi ni coutume ne devait orimer

les canons concernant ce genre d'affaires ; les conseillers et fonctionnaires d'Édouard, coupables d'avoir fait de la sorte obstacle à l'Inquisition, étaient passibles des peines prévues pour ce grave délit ; quant au roi, il était invité à examiner si son attitude présente répondait à sa dignité et à ses intérêts ; la rémission de ses péchés lui était offerte s'il consentait à changer d'attitude. C'est là, peut-être, la plus curieuse vente d'indulgences dont l'histoire ait conservé le souvenir. En même temps, des lettres similaires étaient adressées à tous les évêques d'Angleterre, que le pape réprimandait de n'avoir pas écarté l'obstacle, comme ils en auraient eu le devoir. Sur ces instances, Édouard décréta de nouveau, le 26 août, que les évêques et inquisiteurs étaient autorisés à appliquer la *loi ecclésiastique* ; cette ordonnance fut réitérée le 6 et le 23 octobre, le 22 novembre et le 28 avril 1311. Dans les dernières instructions du roi, le mot de *torture* était formellement prononcé ; mais le souverain prenait soin de spécifier qu'il agissait par respect pour le Saint-Siège. Le 18 août 1311, les mêmes instructions furent transmises au *sheriff* d'York (1).

301 Ainsi l'Inquisition réussit cette fois à prendre pied en Angleterre ; mais, apparemment, les méthodes inquisitoriales étaient trop contraires à l'esprit de la nation pour pouvoir y porter tous leurs fruits. Malgré une instruction qui se poursuivit pendant plus de dix-huit mois, on ne réussit pas à établir la culpabilité des Templiers. Tout ce qu'on put obtenir fut que, dans les conciles provinciaux tenus à Londres et à York pendant le printemps et l'été de 1311, les inculpés reconnussent que leur réputation d'hérésie était trop « véhémente » pour leur permettre de se justifier par la « purgation » légale ; aussi demandèrent-ils qu'on leur pardonnât, promettant de se soumettre à telle pénitence qu'on leur imposerait. Quelques-uns consentirent aussi à une sorte d'abjuration. Les conciles ordonnèrent que ces Templiers fussent disséminés dans divers monastères pour y accomplir des pénitences déterminées, en attendant que le

(1) Wilkins, *Concil. Mag. Brit.* II. 329-92. — Rymer, III. 195, 202-3, 224-5, 227-32, 260, 274. — Regest. Clement. PP. V. T. v. p. 455-7.

Saint-Siège eût statué sur le sort de l'Ordre. Telle fut, en Angleterre, la décision finale prise à l'égard des Templiers. On leur alloua généreusement une somme de quatre deniers par jour pour leur entretien; Guillaume de la More, Maître d'Angleterre, se vit accorder deux *shillings*; cette pension fut continuée, après sa mort, à Humbert Blanc, Précepteur d'Auvergne, lequel, pour son bonheur, se trouvait en Angleterre au moment des arrestations. Tout cela prouve que les Chevaliers ne furent pas tenus pour criminels; Walsingham atteste, d'ailleurs, que, dans les monastères où on leur enjoignit de se retirer, ils donnèrent l'exemple de la piété et de la vertu. En Irlande et en Écosse, l'enquête ne fit surgir aucune preuve contre l'Ordre; on recueillit seulement avec soin les rumeurs et les fables rapportées par des témoins étrangers (1).

302

En Lorraine, dès que parvint la nouvelle des arrestations opérées en France, le Précepteur de Villencourt ordonna aux Frères de raser leur barbe et de quitter l'habit, les relevant ainsi virtuellement de leur obédience. Le duc Thibault imita avec succès la politique d'extermination adoptée par Philippe. Un grand nombre de Templiers furent brûlés et le duc s'assura la majeure partie de leurs dépouilles (2).

On ne possède que des indications fragmentaires sur ce qui se passa en Allemagne. L'Ordre Teutonique offrait un emploi aux instincts chevaleresques des seigneurs allemands, si bien que le nombre des Templiers de ce pays était bien inférieur à celui des Templiers français. Leur sort fut moins tragique et attira relativement peu l'attention des chroniqueurs. Un annaliste rapporte qu'ils furent anéantis avec l'assentiment de

(1) Wilkins, II. 314, 373-83, 394-400. — Rymer, III. 295, 327, 334, 349, 472-3. — *Procès des Templiers*, n. 130. — D'Argentré, I. 1, 280.

On se montra véritablement libéral à l'égard des Templiers, comme le prouve l'allocation accordée à l'évêque de Glasgow, emprisonné, en 1312, au château de Porchester. Ce prélat reçut 6 deniers par jour; son valet, 3 deniers; son chapelain, 1 denier 1/4; son valet, 1 denier 1/4 (Rymer, III. 363). Les gages du portier du Temple, à Londres, furent fixés à 2 deniers par une charte d'Edouard II en 1314 (Wilcke, 498).

(2) *Procès*, n. 267. — Calmet, *Hist. Gén. de Lorraine*, n. 436.

l'empereur Henri, en châtimant de leurs intelligences avec les Sarrasins en Palestine et en Égypte et des préparatifs qu'ils faisaient pour se constituer un empire parmi les Chrétiens.

On voit que leur prétendue hérésie avait médiocrement impressionné l'esprit public. D'ailleurs, les mesures prises contre eux dépendirent, le plus souvent, des dispositions personnelles des princes-prélats qui gouvernaient les grands archevêchés. Burchard III de Magdebourg fut le premier à agir. Après une visite à la cour papale, nécessitée, en 1307, par son désir d'obtenir le *pallium*, il revint en mai 1308 avec l'ordre d'arrêter tous les Templiers de sa province; comme il était déjà mal disposé à leur égard, il obéit avec empressement. Il n'y avait, sur son territoire, que quatre maisons de Templiers; il mit la main sur ces demeures et sur leurs habitants, ce qui provoqua une longue série de querelles confuses, au cours desquelles il fut frappé, par l'évêque d'Halberstadt, d'une excommunication immédiatement révoquée par Clément; de plus, en brûlant quelques-uns des Frères les plus récalcitrants, il souleva une guerre où les parents des victimes lui infligèrent de pénibles revers. En 1318, on voit encore les Hospitaliers se plaindre à Jean XXII que les Templiers soient demeurés en possession de la plus grande partie de leurs biens (1).

303

Conformément à la politique suivie par Clément en toute cette affaire, la bulle *Faciens misericordiam* d'août 1303, envoyée aux prélats allemands, réservait à la cour pontificale le jugement du grand-Précepteur d'Allemagne. Partout, sauf à Magdebourg, on obéit médiocrement aux instructions pressantes de la bulle. Le 30 décembre de la même année, Clément écrivit, sans grand succès, au duc d'Autriche, pour lui enjoindre d'arrêter tous les Templiers résidant sur ses domaines; en même temps il investit les Ordinaires de Mayence, Trèves,

(1) Gassari *Annal. Augstburgens.* ann. 1312 (Menken. *Script.* i. 1473). — Torquati *Series Pontif. Magdeburg.* ann. 1307-8 (Menken. III. 390). — Raynald. ann. 1310, n° 40. — Chron. Episc. Merseburgens. c. xxvii. § 3 (Ludewig, IV. 408). — Eothonis *Chron.* ann. 1311 (Leibnitz, III. 374). — Witcke, II. 242, 246, 324-5. — Regest Clement. PP. V. T. v. p. 271. — Schmidt, *Päpstliche Urkunden und Regesten*, Halle, 1886, p. 77. — Havemann, p. 333.

Cologne, Magdebourg, Strasbourg et Constance d'un mandat inquisitorial spécial, pour mener la persécution dans leurs diocèses respectifs, tandis qu'il envoyait l'abbé de Crudacio agir en qualité d'inquisiteur pour le reste de l'Allemagne, en ordonnant aux prélats de fournir à ce magistrat une allocation journalière de cinq florins d'or. Ce fut seulement en 1310 que les grands archevêques se décidèrent à entreprendre la tâche ; mais les résultats en furent médiocres. D'ailleurs, en 1310, Trèves et Cologne firent abandon, entre les mains de Burchard de Magdebourg, de leurs mandats inquisitoriaux pour la saisie des domaines appartenant aux Templiers ; Clément ratifia le transfert, en invitant Burchard à déployer la plus grande vigueur. Quant aux personnes mêmes des Templiers, une instruction s'engagea à Trèves : dix-sept témoins furent entendus, notamment trois Templiers ; l'affaire s'acheva par l'acquiescement des prévenus. A Mayence, l'archevêque Pierre, qui avait encouru la disgrâce de Clément en transférant à ses suffragants son mandat pontifical relatif aux biens des Templiers, fut finalement contraint de convoquer un concile provincial, le 11 mai 1310. Soudain se présenta, sans avoir été invité, le wildgrave-rhingrave Hugo de Salm, commandeur de Grumbach, suivi de vingt Chevaliers armés. On craignit tout d'abord quelque violente agression. L'archevêque demanda à Hugo quelle déclaration il désirait faire ; le Templier affirma l'innocence de l'Ordre : les Frères livrés aux flammes avaient opiniâtement démenti les accusations et la vérité de leurs dénégations était attestée par le fait que le feu avait respecté la croix de leurs manteaux ; la croyance à ce miracle avait une très grande prise sur l'opinion. Le Templier conclut par un appel au futur pape et à l'Eglise entière, et l'archevêque, pour éviter des désordres, accepta la protestation. Clément, à la nouvelle de ces événements, ordonna au concile de se réunir à nouveau et de faire son devoir. On obéit. Le wildgrave Frédéric de Salm, frère de Hugo et Maître de la province rhénane, offrit de subir l'ordalie du fer rougi au feu ; mais on jugea cette épreuve inutile. On interrogea quarante-neuf témoins, dont

304

trente-sept Templiers : tous affirmèrent sous serment l'innocence de l'Ordre. Les douze témoins étrangers au Temple, qui étaient des personnages de distinction, firent d'éloquentes dépositions en sa faveur. L'archiprêtre Jean déclara qu'au moment d'une disette, alors que le prix d'une mesure de froment s'élevait de trois à trente-trois sols, la commanderie de Mostaire avait fait vivre un millier de personnes par jour. Le résultat fut un verdict d'acquiescement. Le pape, très mécontent, ordonna à Burchard de Magdebourg de prendre en mains l'affaire à son tour. Il est probable que Burchard obéit avec empressement, mais on ignore avec quel succès. L'archevêque Pierre continua à appeler de ses vœux une entente et lorsque, au lendemain du concile de Vienne, il dut livrer aux Hospitaliers les biens des Templiers, il exigea des nouveaux propriétaires la reconnaissance d'une convention aux termes de laquelle, si le pape reconstituait l'Ordre, le manoir de Topfstadt ferait retour à ses anciens maîtres (1).

En Italie, les Templiers étaient peu nombreux ; le pape pouvait plus facilement diriger la besogne d'extermination. A Naples, l'appel d'Édouard II resta sans écho. La dynastie angevine était trop étroitement liée à la papauté pour hésiter à obéir, et quand un exemplaire de la bulle *Pastoralis præeminentiæ*, du 21 novembre 1307, fut adressé à Robert, duc de Calabre, fils de Charles II, ce prince se mit immédiatement à l'œuvre. L'ordre d'arrêter les Templiers et de mettre leurs biens sous séquestre fut promptement envoyé dans toutes les provinces soumises à la couronne de Naples. Philippe, duc d'Achaïe et de Roumanie, fils cadet de Charles, fut aussitôt invité à exécuter, dans toutes les possessions du Levant, les instructions pontificales. Le 3 janvier 1308, les fonctionnaires

(1) Harduin, VII, 1353. — Regest. Clement. PP. V. T. IV, p. 3-4; T. V, p. 272. — Du Puy, p. 62 3, 130-1. — Schmidt, *Päbstliche Urkunden*, p. 77. — Raynald, ann. 1310, n° 40 — Raynouard, p. 127, 270. — Jo. Latomi *Cat. Archiep. Mogunt.* (Ménken, III, 529). — H. Mutii *Chron.* lib. xxii, ann. 1311. — Wilke, II, 243, 246, 325, 339. — Schottmüller, I, 445-6.

Raynald lui-même mentionne, comme preuve de l'innocence des Templiers, le fait que les croix de leurs habits ne furent pas brûlées (ann. 1307, n° 12).

de Provence et de Forcalquier reçurent l'ordre d'opérer les arrestations le 13 du même mois. En ces districts, le Temple comptait beaucoup de membres, dont il est probable que la plupart s'enfuirent, car on n'en arrêta que quarante-huit, qui passent pour avoir été jugés et exécutés, bien qu'un document atteste qu'Albert de Blacas, Précepteur d'Aix et de Saint-Maurice, emprisonné en 1308, occupait encore en 1318, avec l'assentiment des Hospitaliers, la commanderie de Saint-Maurice. Les biens meubles des Templiers furent partagés entre le pape et le roi; les terres furent données à l'Hôpital. Dans le royaume de Naples proprement dit, il est à présumer que les inquisiteurs ne rencontrèrent pas d'obstacles et purent obtenir, grâce à leurs méthodes ordinaires, les témoignages désirés; c'est du moins ce qui ressort de quelques documents fragmentaires relatifs à une commission pontificale envoyée en 1310 pour recueillir des preuves contre l'Ordre en général et, particulièrement, contre le grand-Précepteur d'Apulie, Oddo de Valdric. On en peut dire autant de la Sicile, où, comme nous l'avons vu, Frédéric d'Aragon avait introduit l'Inquisition en 1304 (1).

305

Dans les États Pontificaux, on possède quelques renseignements plus complets sur la fin de l'affaire. Mais on ne sait rien de ce qui se passa à l'époque des arrestations: il est certain que, sur les territoires directement soumis à Clément, les ordres de la bulle du 22 novembre 1307 furent exécutés à la lettre, que tous les membres de l'Ordre furent arrêtés et qu'on employa les moyens connus pour leur arracher des confessions. Quand la commission papale fut envoyée à Paris pour fournir à l'Ordre l'opportunité de préparer sa défense en vue du concile de Vienne, on dépêcha en d'autres lieux des commissions similaires, armées de pouvoirs inquisiteurs. On possède une partie du rapport adressé par Giacomo, évêque de Sutri, et Maître Pandolfo di Sabello, qui avaient reçu ce mandat pour

(1) Mag. Bull. Rom. ix. 131-2. — Archivio di Napoli, Mss. Chioccarello, T. viii. — Du Puy, p. 63-4, 87, 222-6. — Raynouard, p. 200, 279-84. — Schottmüller, II. 108 sq.

le Patrimoine de saint Pierre ; bien que malheureusement incomplet, ce document permet de discerner quel dessein véritable se dissimulait sous l'apparent objet de ces commissions. En octobre 1309, les inquisiteurs commencèrent leurs opérations à Rome ; personne ne comparut devant eux, bien qu'ils eussent cité, non seulement tous les membres de l'Ordre, mais quiconque avait quelque lumière à fournir sur ce sujet. En décembre, ils se rendirent à Viterbe, où se trouvaient emprisonnés cinq Templiers, qui refusèrent de venir défendre leur Ordre. En janvier 1310, ils s'installèrent à Spolète, où ils ne découvrirent ni Templiers ni témoins. En février, ils se transportèrent à Assise, et adoptèrent le système consistant à ordonner qu'on amenât devant eux tous les Templiers et leurs fauteurs, procédé qu'ils reprirent, en mars, à Gubbio et qui fut également inefficace dans ces deux localités. En avril, à Aquila, ils citèrent des témoins afin de savoir si les Templiers possédaient quelque église dans les Abruzzes ; mais le Précepteur des Hospitaliers lui-même ne put leur fournir aucune indication. On rassembla alors tous les Franciscains du lieu ; ils ne savaient rien de la mauvaise réputation de l'Ordre. Quelques jours plus tard, à Penna, les inquisiteurs imaginèrent un nouveau procédé ; ils invitèrent à comparaitre devant eux quiconque, Templier ou étranger à l'Ordre, désirait défendre le Temple. Cette fois, on découvrit deux Templiers qui furent cités personnellement à plusieurs reprises et refusèrent de venir défendre l'Ordre. L'un d'eux, Gautier de Naples, fut excusé, parce qu'on n'était pas bien sûr qu'il appartint au Temple ; quant au second, nommé Cecco, on l'amena devant les inquisiteurs et il leur parla d'une idole conservée, pour l'adoration des fidèles, dans le trésor d'une préceptorerie d'Apulie. En mai, à Chieti, la commission réussit à s'emparer d'un autre Templier, qui confessa le reniement du Christ, l'adoration des idoles et d'autres méfaits.

Vers le 23 mai, ils étaient de retour à Rome et lançaient de nouvelles citations sans plus de succès que la première fois. La semaine suivante on les vit de nouveau à Viterbe ; ils avaient

résolu de tirer quelques témoignages des cinq prisonniers détenus en cette ville ; mais ceux-ci leur firent savoir encore une fois que nul d'entre eux ne désirait comparaitre devant les inquisiteurs ou assumer la défense de l'Ordre. On leur lança cinq citations, auxquelles ils répondirent par autant de refus ; mais les inquisiteurs n'étaient pas hommes à se laisser jouer. Ils se firent amener quatre des prisonniers et, par des moyens qu'on devine, leur délièrent la langue. Du 7 au 19 juin, ils s'occupèrent à recueillir les dépositions de leurs victimes qui avouèrent avoir renié le Christ, craché sur la croix, etc., toutes choses dont l'aveu fut officiellement qualifié de *libre et spontané*. Le 3 juillet, les commissaires se trouvaient à Albano et lançaient leurs citations habituelles ; mais, le 8, leur messenger revint dire qu'il n'avait pu trouver un seul Templier en Campanie et en Maritima ; une séance à Velletri, le 16, fut non moins infructueuse. Le lendemain, ils citèrent d'autres témoins ; huit ecclésiastiques comparurent, mais ne surent que dire. Après quoi, à Segni, les commissaires entendirent cinq témoins qui ne leur fournirent aucune preuve. A Castel Fajole et à Tivoli, même insuccès ; mais, le 27, à Palombara, Gautier de Naples leur fut amené de Penna ; on avait sans doute cessé d'entretenir des doutes sur son affiliation à l'Ordre. Cette fois, la constance des inquisiteurs fut récompensée par la révélation d'abondants détails concernant les pratiques hérétiques. Ici s'achève le compte rendu ; cette active enquête, menée, neuf mois durant, dans un rayon aussi étendu, avait abouti à la découverte de huit Templiers et à la réception de sept témoignages à charge ! (1) En admettant même que certains Templiers eussent réussi à passer inaperçus, ce document atteste, comme le reste de la procédure italienne, que leur nombre était fort restreint dans la péninsule.

Dans les autres parties de l'Italie, la bulle publiée par Clément, en 1307, pour ordonner aux archevêques d'entamer une enquête, paraît n'avoir obtenu qu'une obéissance assez molle.

307

(1) Schottmüller, II. 476-10.

La première mesure dont on trouve mention est l'ordre lancé en 1308, par Frà Ottone, inquisiteur de Lombardie, de livrer trois Templiers au podestat de Casal. Mais il fallut sans doute donner une impulsion nouvelle à la persécution. En 1309, Giovanni, archevêque de Pise, fut nommé nonce apostolique avec mandat de mener l'affaire en Toscane, Lombardie, Dalmatie et Istrie, moyennant des émoluments de huit florins par jour, à prélever sur les biens du Temple. A Ancône, l'évêque de Fano interrogea un Templier, qui ne confessa rien, et dix-neuf autres témoins qui ne fournirent pas de dépositions accusatrices; dans la Romagne, à Cesena, Rainaldo, archevêque de Ravenne, et l'évêque de Rimini interrogèrent deux Templiers qui attestèrent l'innocence de l'Ordre. L'archevêque, qui était inquisiteur pontifical contre les Templiers de Lombardie, de Toscane, de la Marche Trévisane et d'Istrie, poussa son enquête sur une grande partie de la Lombardie; mais on ne voit pas qu'il ait obtenu quelque succès. Des lettres pontificales furent lancées par toute l'Italie, pour charger les inquisiteurs de rechercher les biens des Templiers; les archevêques de Ravenne et de Pise étaient nommés administrateurs de ces biens qui étaient afferlés et dont les revenus devaient être remis à Clément. Rainaldo de Ravenne sympathisait avec les Templiers et l'on ne pouvait attendre de lui des efforts bien ardents. Il convoqua, en 1309, à Bologne, un synode, où l'on fit mine de prendre en mains l'affaire, mais sans aucun résultat; en 1310, quand son vicaire Bonincontro, porteur des bulles papales, arriva à Ravenne, Rainaldo ne dissimula pas ses dispositions favorables à l'égard des accusés. A la fin, pourtant, il dut agir; le 25 novembre 1310, il lança une proclamation annonçant que le pape avait ordonné la tenue de conciles provinciaux pour l'interrogatoire et le jugement des Templiers; conformément à ces instructions, l'archevêque convoquait un concile provincial qui devait s'assembler à Ravenne en janvier 1311, et il invitait les inquisiteurs à produire les témoignages qu'ils avaient recueillis à l'aide de la torture. Le concile siégea et discuta l'affaire sans aboutir. Un autre fut convoqué, pour le 1^{er} juin,

à Bologne, puis transféré à Ravenne et ajourné jusqu'au 18 juin. Cette fois, les évêques reçurent l'ordre d'amener, sous bonne garde, tous les Templiers de leurs diocèses, si bien que, le 19 juin, sept chevaliers comparurent. Le concile leur fit prêter serment, les interrogea *seriatim* sur toutes les charges énumérées par le pape et recueillit d'unanimes dénégations. On demanda alors au concile s'il fallait mettre les accusés à la torture ; la réponse fut négative, malgré l'opposition de deux inquisiteurs dominicains présents à la séance. Il fut décidé que, vu l'approche du concile de Vienne, les inculpés ne seraient pas renvoyés devant le pape, mais qu'ils seraient soumis à la « purgation ». Mais le lendemain, le concile, réuni à nouveau, revint sur sa résolution première et décida, à l'unanimité, que les innocents seraient acquittés et les coupables punis ; parmi les innocents, il comptait ceux qui avaient confessé par crainte de la torture et rétracté leur confession, ainsi que ceux qui auraient rétracté leurs aveux s'ils n'avaient redouté une nouvelle application de torture. Quant à l'Ordre dans son ensemble, le concile était d'avis qu'on l'épargnât si les innocents y étaient en majorité et si les coupables étaient contraints à abjurer et à subir une punition au sein de l'Ordre même. Outre les sept chevaliers, cinq autres Frères figuraient parmi les accusés ; on leur ordonna de se justifier, le 1^{er} août, par le serment de sept cojureurs, en présence d'Uberto, évêque de Bologne. On possède deux de ces « purgations » ; il est probable que tous les inculpés réussirent à remplir cette formalité. Il n'est pas surprenant que Clément se soit indigné de cette dérogation à tous les usages inquisitoriaux et ait ordonné de livrer les relaps au bûcher, ordre auquel on ne dut pas obéir, car l'évêque Bini affirme qu'aucun Templier ne fut brûlé en Italie. De plus, le concile, en nommant des délégués pour le concile de Vienne, recommanda à ceux-ci de s'opposer à l'abolition de l'Ordre si la corruption complète du Temple n'était pas établie.

Pour la Toscane et la Lombardie, Clément donna mandat spécial d'inquisiteurs à Giovanni, archevêque de Pise, à Antonio, évêque de Florence, et à un chanoine de Vérone,

Pietro Giudici, de Rome. Ces hommes avaient l'ordre d'entamer des enquêtes, tant au sujet des Frères eux-mêmes que de l'Ordre tout entier. Ils rassemblèrent un concile à Florence, en septembre 1310, puis, à l'instigation du pape, en septembre et octobre 1311. Ils ne se laissèrent arrêter par aucun scrupule et employèrent largement la torture; aussi, comme nous le verrons plus loin, recueillirent-ils un certain nombre de témoignages favorables à l'accusation, que l'on se hâta d'expédier à Clément. Venise ajourna avec bienveillance l'inévitable suppression de l'Ordre et, le jour où se produisit cet événement, n'usa d'aucune cruauté inutile (1).

309

Chypre était le quartier-général de l'Ordre. C'était là que résidait le maréchal, Ayme d'Osiliers, chef du Temple en l'absence du Grand-Maitre. Le « Convent » ou assemblée dirigeante s'y tenait également. La bulle papale ordonnant l'arrestation ne parvint dans l'île qu'en mai 1308, et l'on ne put songer à opérer de façon secrète ou subite, car les Templiers étaient informés de ce qui s'était passé en France. Ils comptaient nombre d'ennemis, par suite de la part qu'ils avaient prise aux luttes politiques de l'époque; c'était à leur concours que le régent, Amaury de Tyr, avait dû d'obtenir le pouvoir. Ce personnage se hâta d'obéir aux instructions venues de Rome, non sans quelques appréhensions pourtant, car les Templiers se mirent tout d'abord sur la défensive. Mais la résistance était impossible et ils se soumirent au bout de quelques semaines; leurs biens furent placés sous séquestre, leurs personnes tenues en captivité sur parole; on ne leur refusa pas les sacrements. Cette situation se prolongea pendant deux ans; puis, en avril 1310, l'abbé d'Alet et l'archiprêtre Tommaso de Rieti arrivèrent, en qualité d'inquisiteurs pontificaux chargés d'entamer une enquête contre les personnes des Frères et

(1) Regest. Clement. PP. V. T. iv. p. 301. — Bini, p. 420-1, 424, 427-8. — Raynald, ann. 1309, n° 3. — Raynouard, p. 273-77. — Chron. Parmens. ann. 1309 (Muratori, S. A. I. ix. 880). — Du Puy, p. 57-8. — Rubel *Hist. Ravennat.* éd. 1589, p. 517, 521, 522, 524, 525, 526. — Campi, *Dell' Hist. Eccles. di Piacenza*, P. m. p. 41. — Barbarano dei Mironi, *Hist. Eccles. di Vicenza*, n. 157-8. — Bionvi *Annal.* ann. 1308, n° 3. — Anton, *Versuch einer Geschichte des Temelherrenordens*, Leipzig, 1779, p. 139.

contre l'Ordre en général, avec l'aide des évêques de Limisso et de Famagosta. L'instruction s'ouvrit le 1^{er} mai et se poursuivit jusqu'au 15 juin ; à ce moment, la procédure fut brusquement arrêtée, sans doute à la suite de l'agitation provoquée par le meurtre du régent Amaury. Tous les Templiers de l'île, au nombre de soixante-quinze, et cinquante-six autres témoins furent dûment interrogés sur toute la longue série des chefs d'accusation. L'unanimité des dénégations opposées par les Templiers, leur audace à affirmer la pureté de l'Ordre, montrent qu'on n'avait pas dû employer la torture. Mais leur innocence ressort plus évidente encore des témoignages apportés par les autres témoins, ecclésiastiques de tout grade, nobles et bourgeois ; bien que beaucoup d'entre eux fussent les ennemis politiques des accusés, ils témoignèrent éloquemment en faveur de l'Ordre. Comme le dirent certains de ces témoins, ils ne connaissaient que des faits à l'honneur du Temple. Tous s'étendirent sur les charitables libéralités de l'Ordre ; plusieurs

310

décrivirent le zèle fervent avec lequel les Templiers accomplissaient leurs devoirs religieux. Un ou deux firent allusion aux soupçons provoqués parmi le peuple par le secret des assemblées capitulaires et des réceptions de néophytes ; le prieur dominicain de Nicosia relata les bruits rapportés de France par ses confrères après l'arrestation, et Simon de Sarezariis, prieur des Hospitaliers, dit qu'il avait reçu, de ses correspondants, des informations analogues ; mais on ne saurait douter qu'à Chypre, où les Templiers étaient connus mieux que partout ailleurs, il existât, parmi les amis ou les adversaires et surtout parmi les gens qui étaient depuis longtemps en relations familières avec eux, une sympathie générale à l'égard de l'Ordre ; nul ne lui avait imputé aucun crime jusqu'au jour où sa culpabilité avait été si gratuitement affirmée par les bulles du pape.

Tous ces renseignements, transmis à Clément, ne manquèrent pas de le mécontenter vivement ; en août 1311, voyant approcher l'époque du concile de Vienne, il dépêcha des ordres urgents pour que les Templiers fussent mis à la torture

et qu'on tirât d'eux des confessions. Aucun document ne permet de savoir quel fut le résultat de cette tentative (1).

En Aragon, la lettre envoyée par Philippe au roi Jayme II, le 16 octobre 1307, était accompagnée d'une missive du Dominicain Fray Romeo de Bruguera, lequel affirmait avoir assisté à la confession de Jacques de Molay et de divers autres accusés. Néanmoins Jayme, à l'imitation d'Édouard II, répondit, le 17 novembre, par un chaleureux éloge des Templiers de son royaume, en refusant de les arrêter sans preuves absolues de culpabilité ou sans ordres émanant du pape lui-même. Deux jours plus tard, il écrivit à Clément pour lui demander conseil et réclamer ses instructions ; mais Clément tarda à répondre jusqu'au 3 janvier 1308. Il renvoyait Jayme aux instructions du 22 novembre et promettait en récompense au roi, s'il exécutait ces ordres, de lui assurer la béatitude éternelle. Jayme n'avait pas attendu cette réponse pour agir ; lorsqu'il avait reçu par estafette, le 1^{er} décembre 1307, la bulle du 22 novembre, il avait cessé d'hésiter. Ramon, évêque de Valence, et Ximenes de Luna, évêque de Saragosse, se trouvaient précisément à la cour ; il leur ordonna de mener, contre les Templiers, une diligente inquisition dans leurs diocèses respectifs. En même temps Fray Juan Llotger, inquisiteur-général d'Aragon, fut invité à extirper l'hérésie. Comme on prévoyait quelque résistance, des lettres royales furent lancées le 3 décembre, ordonnant l'arrestation immédiate de tous les membres de l'Ordre et la séquestration de leurs biens ; l'inquisiteur publia des édits citant les Templiers à comparaitre devant son tribunal, au couvent dominicain de Valence, pour répondre de leur foi, et interdisant à tous les fonctionnaires locaux de prêter assistance aux accusés. Jayme convoqua également pour le 6 janvier 1308 un concile de prélats, chargés de délibérer avec l'inquisiteur au sujet de l'affaire. Ce zèle même ne satisfît pas l'impatience de Clément : dans une lettre du 22 janvier, le

(1) Schottmüller, I. 457-69, 494 ; II. 117-400. — Du Puy, p. 63, 106-7. — Raynouard, p. 285.

pape déclare que *l'ennemi du genre humain* attiédit le zèle du roi dans l'obéissance aux ordres du Saint-Siège ; il le somme donc de faire son devoir sans hésiter. L'insistance de Clément donne la mesure de sa propre impatience plutôt que de la mollesse de Jayme. Nombre d'arrestations furent effectuées ; quelques Frères se rasèrent, quittèrent l'habit, et réussirent à se cacher ; d'autres tentèrent de s'enfuir par mer en emportant une grande partie de leur fortune ; mais des tempêtes les rejetèrent sur la côte et ils furent arrêtés. Cependant la plupart des chevaliers s'enfermèrent dans leurs châteaux. Ramon Sa Guardia, Précepteur du Mas Deu en Roussillon, agissant en qualité de lieutenant du commandeur d'Aragon, se fortifia à Miravet ; d'autres occupèrent les forteresses d'Ascon, Montço, Cantavieja, Vilell, Castellot et Chalamera. Le 20 janvier 1308, ils furent cités à comparaître devant le concile de Tarragone ; ils refusèrent et Jayme promit aux prélats d'employer, pour réduire ces rebelles, toutes les forces du royaume. On constata que la tâche n'était pas aisée. Les seigneurs- temporels promirent leur concours, à l'exception du comte d'Urgel, du vicomte de Rocaberti et de l'évêque de Girone ; mais les Templiers avaient pour eux la sympathie publique. Beaucoup de jeunes nobles embrassèrent leur cause et vinrent les rejoindre dans leurs châteaux ; quant à la population, elle obéit sans empressement à l'ordre de prendre les armes contre eux. Les Chevaliers se défendirent vaillamment. La première place qui capitula fut Castellot, en novembre ; peu après, Sa Guardia, enfermé à Miravet, reçut du roi et rejeta un ultimatum, aux termes duquel les Templiers sortiraient de leur forteresse avec leurs armes et se retireraient par groupes de deux ou trois dans des lieux déterminés ; ils ne pourraient s'éloigner de ces localités à plus de deux ou trois portées d'arc et recevraient, pour leur entretien, une allocation libérale ; le roi, de son côté, demanderait au pape d'ordonner aux évêques et aux inquisiteurs de hâter le procès. Sa Guardia avait adressé, le 18 octobre, un appel à Arnaud de Fontfroide, vice-chancelier papal, et, le 22 octobre, un autre appel à Clément lui-même ; il

faisait valoir les services que l'Ordre avait rendus à la religion ; nombre de chevaliers, capturés par les Sarrasins, avaient languï en prison pendant vingt ou trente ans, alors qu'une abjuration leur aurait valu à la fois la liberté et de riches présents ; à cette époque même, soixante-dix Templiers subissaient cette douloureuse épreuve. Pour eux, ils étaient prêts à comparaître en jugement devant le pape, ou à défendre leur foi, contre leurs accusateurs, les armes à la main, comme il convient à des chevaliers ; mais ils n'avaient ni prélats ni avocats pour plaider leur cause ; cette tâche appartenait au pape.

Miravet avait été déjà contraint à la capitulation lorsque Clément se décida à répondre, le 5 janvier 1309, à l'appel de Sa Guardia : il déclarait ingénieusement que, puisque les Templiers offraient de remettre entre ses mains leurs personnes et leurs biens, il avait envoyé, comme commissaire spécial pour les recevoir, Bertrand, prieur de Saint-Cassien de Béziers. Les autres citadelles des Templiers furent promptement réduites à céder ; seules les forteresses de Montço et de Chalamera tinrent bon jusqu'en juillet. La mission de Bertrand n'était pas aisée. Il avait l'ordre de mettre entre les mains du roi les personnes et les biens des accusés, et devait recevoir, en échange de ce dépôt, des lettres de reconnaissance dûment scellées du sceau royal ; mais Jayme n'était pas disposé à abandonner ses droits sur les biens saisis. Il alléguait que la majeure partie procédait de la Couronne et que les sièges lui avaient coûté fort cher ; tout ce qu'il voulut bien promettre, ce fut, au cas où le concilë abolirait l'Ordre, de restituer les biens, sous réserve des droits et des revendications de la Couronne. Quant aux personnes des Templiers, il ne se montra pas aussi pointilleux ; le 14 juillet il adressa aux viguiers l'ordre de remettre les prisonniers aux inquisiteurs et aux Ordinaires, dès que ceux-ci les réclameraient.

En 1310, Clément envoya en Aragon, comme ailleurs, des inquisiteurs pontificaux spécialement chargés de conduire les procès. Ces magistrats rencontrèrent les mêmes difficultés que leurs collègues d'Angleterre, car, en Aragon, la loi ne recon-

naissait pas la torture. En 1325, on voit les Cortès protester contre l'emploi de cette méthode et contre la procédure inquisitoriale, comme constituant des infractions aux libertés établies du pays; le roi admit la protestation et promit que la torture ne serait appliquée qu'aux faux-monnayeurs, et seulement dans le cas où ces derniers seraient des étrangers ou des vagabonds. Pourtant, contre les Templiers, les inquisiteurs agirent de leur mieux. A leur requête, le 5 juillet 1310, le roi ordonna, à ses baillis de mettre les prisonniers aux fers et d'aggraver leur détention. Le concile de Tarragone intervint alors, et demanda que les accusés fussent bien gardés, mais qu'on ne les fit pas souffrir, attendu que rien ne prouvait encore leur culpabilité et que leur cas n'avait pas été définitivement jugé. En conséquence, le 20 octobre, le roi ordonna qu'on les laissât libres dans l'intérieur des châteaux où ils étaient détenus, en exigeant d'eux la promesse de ne pas s'évader, sous peine d'être réputés hérétiques. Ce n'était pas le moyen d'obtenir les témoignages indispensables aux inquisiteurs et Clément exigea, le 18 mars 1311, que les accusés fussent remis à un « tortionnaire religieux », qui les torturerait conformément aux canons; il invita Jayme à prêter son concours, attendu que, jusqu'à ce jour, la procédure n'avait abouti qu'à une « suspicion véhémente ».

Tout d'abord, on n'obéit pas à cette cruelle injonction. En mai les Templiers supplièrent le roi de presser l'archevêque de Tarragone de régler leur affaire dans le concile qui allait s'ouvrir; Jayme intervint à cet effet auprès de l'archevêque, mais sans résultat. En août, il ordonna qu'on les remit au fers et qu'on les soumit à l'emprisonnement de rigueur. Évidemment, les représentants du pape perdaient patience: la date assignée au concile de Vienne approchait sans qu'on eût satisfait aux exigences du pontife, réclamant des témoignages accusateurs. Finalement, à la veille de la réunion du concile, le roi céda au pape. Le 29 septembre, il lança un ordre chargeant Umberto de Capdepon, un des juges royaux, d'assister au jugement; la sentence serait portée par les inquisiteurs, Pedro de Montclus et Juan de Slotger, en

compagnie des évêques de Lérida et de Vich délégués spécialement par le pape. On ne possède aucun détail sur l'enquête; mais il est évident qu'on n'épargna pas la torture, car une lettre royale du 3 décembre ordonne de préparer des médicaments pour ceux des Templiers qui en auraient besoin par suite de l'application de la torture ou de maladie. Enfin, en mars 1312, l'archevêque de Tarragone demanda qu'on fit comparaître les accusés devant son concile provincial, alors sur le point de se réunir; le roi consentit, mais on n'aboutit à rien, sans doute parce que le concile de Vienne siégeait encore. Lorsque la dissolution de l'Ordre eut été prononcée par Clément et que le sort des membres eut été remis à la décision des conciles locaux, un concile se tint à Tarragone, le 18 octobre 1312, pour régler cette question si longtemps laissée en suspens. Les Templiers comparurent et furent rigoureusement interrogés. Le 4 novembre on donna publiquement lecture de la sentence : c'était un acquittement sans considérants sur tous les chefs d'erreurs, crimes et impostures reprochés aux inculpés; ceux-ci étaient déclarés exempts de tout soupçon : nul ne devait se permettre d'attaquer leur réputation. En raison de la dissolution de l'Ordre, le concile ne savait trop que faire de ces gens; après un débat prolongé, on décida que, sauf avis ultérieur du pape, ils résideraient dans les diocèses où se trouvaient leurs domaines et recevraient une allocation suffisante sur le produit de leurs terres confisquées. Ce décret fut exécuté : quand les biens du Temple passèrent entre les mains des Hospitaliers, ils demeurèrent grevés de cette charge. En 1319, une liste des pensions supportées de ce chef par les Hospitaliers donne à penser que les Templiers furent traités avec libéralité et reçurent ce qui leur était dû (1).

(1) Allart, *Bulletin de la Société des Pyrénées-Orientales*, 1867, T. xv. p. 37-42, 67-9, 72, 76-8, 94-6. — Villanueva, *Viage Literario*, V. 183; xiii. 195; xix. 197. — Benavides, *Memorias de Fernando IV. Coleccion Diplomatica*, T. II, p. 593, 595, 616, 617, 629-31, 788. — Zurita, *Añales de Aragon*, lib. v. c. 72; lib. vi. c. 61. — Regest. Clement. PP.V. T. IV, p. 435 sq. — La Fuente, *Hist. Eccles. de España*, II, 369-70. — Ptol. Lucens. *Hist. Eccles.* lib. xxiv (Muratori, *S. R. I.* XI. 1228). — Concil. Tarraconens. ann. 1312 (Aguirre, VI. 233-4).

Jayme I^{er} de Majorque n'était pas en état de résister à la pression qu'exerçaient sur lui Philippe le Bel et Clément. Son petit royaume était constitué par les îles Baléares, les comtés de Roussillon et de Cerdagne, la Seigneurie de Montpellier et quelques autres domaines disséminés, à la merci de son puissant voisin. Aussi obéit-il promptement aux bulles papales du 22 novembre 1307. A la fin du même mois, tous les Templiers de ses territoires étaient prisonniers. La seule préceptorerie de Roussillon était celle du Mas Deu, une des places fortes du pays : les Templiers y furent enfermés tous ensemble, au nombre de vingt-cinq ; parmi eux se trouvait le Précepteur Ramon Sa Guardia, le vaillant défenseur de Miravet, qui avait été réclamé, après sa capitulation, par le roi de Majorque, et qui était venu, spontanément, rejoindre ses frères. A part le simple fait de l'arrestation, on ne sait rien de ce qui se passa dans les îles ; mais, sur le continent, on peut suivre avec quelque exactitude le cours des événements.

Le Roussillon constituait le diocèse d'Elne, suffragant de l'archevêché de Narbonne. Le 3 mai 1309, l'archevêque envoya à Ramon Costa, évêque d'Elne, la liste des chefs d'accusation, ainsi que la bulle du pape ordonnant une enquête. Le bon évêque ne semble pas avoir montré d'empressement à obéir : alléguant son état de santé, il ajourna l'affaire jusqu'en janvier 1310. A ce moment, conformément aux instructions reçues, il convoqua deux Franciscains et deux Dominicains et, assisté de deux de ses chanoines épiscopaux, procéda à l'interrogatoire des prisonniers. Évidemment, la torture ne fut pas employée, car, dans leurs interrogatoires prolongés, tous les accusés furent d'accord, en substance, pour affirmer la pureté et la piété de l'Ordre ; leur chapelain présenta comme preuve le rituel d'admission, écrit en langue profane et commençant par ces mots : *Quan alcun proom requer la compaya de la Mayso*. Avec une généreuse indignation, ils refusèrent de croire que le Grand-Maitre et les chefs de l'Ordre eussent confessé la vérité des accusations ; mais, si le fait était authentique, ces traîtres avaient menti par la gorge, ou bien, suivant l'expression de

315

l'un d'eux, c'étaient des démons cachés sous une peau humaine. Quant à la corde de chasteté, un humble paysan, Frère Servant, expliqua que, non seulement les Frères se la procuraient partout où bon leur semblait, mais que, si elle venait à se rompre tandis qu'ils travaillaient la terre, on la remplaçait momentanément par une tresse de roseaux. La masse des dépositions, accompagnée d'une simple attestation confirmant l'exactitude des procès-verbaux, fut transmise au pape par l'évêque Ramon, le 31 août 1310, preuve que le prélat n'était pas pressé de les faire connaître. Ce résultat ne pouvait à aucun égard satisfaire Clément. En mars 1311, le pape envoya des ordres cruels pour l'application de la torture, ordres auxquels on obéit sans doute, car Jean de Bourgogne, sacristain de Majorque, fut nommé par Clément inquisiteur contre les Templiers d'Aragon, de Navarre et de Majorque. Des méthodes identiques durent être assurément appliquées dans les trois royaumes. Après le concile de Vienne, une controverse assez curieuse s'engagea, à ce sujet, entre les archevêques de Tarragone et de Narbonne. Le premier de ces prélats était, ainsi que l'évêque de Valence, gardien pontifical des propriétés des Templiers en Aragon, à Majorque et en Navarre. Il avait, paraît-il, jugé à propos d'étendre sa juridiction aux Templiers du Roussillon et, le 15 octobre 1313, déclara Ramon Sa Guardia absous et innocent, en lui ordonnant de vivre, ainsi que ses Frères, au Mas Deu, avec une pension de trois cent cinquante livres et l'usufruit des jardins et des vergers; les autres Templiers recevaient des pensions variant entre cent et trente livres. Or, en septembre 1315, Bernard, archevêque de Narbonne, ordonna à Guillen, successeur de l'évêque Ramon, d'amener au concile provincial, que lui-même avait convoqué, tous les Templiers emprisonnés dans le diocèse de Tarragone, et de présenter en même temps les documents relatifs aux procès de ces Templiers, pour qu'on disposât de la personne des accusés. Le roi Jayme 1^{er} était mort en 1311; mais son fils et successeur, Sanche, intervint, déclara que Clément lui avait confié la garde des Templiers et qu'il ne se dessaisirait pas de ceux-ci sans un ordre du pape; la papauté

était alors vacante et l'élection d'un nouveau pontife ne paraissait pas devoir intervenir à brève échéance. Le roi ajoutait que, s'il y avait lieu de punir les Templiers, c'était à lui qu'il appartenait de les faire juger devant son tribunal, et, pour défendre sa juridiction, il fit appel au futur pape et au plus prochain concile. Cette mesure eut un plein succès : les Templiers ne furent pas inquiétés. Une liste des pensions payées en 1319 montre que, sur les vingt-cinq accusés interrogés en 1310 au Mas Deu, dix étaient morts ; les autres, ainsi qu'un Frère réuni plus tard aux premiers, touchaient des allocations se montant à un total annuel de neuf cent cinquante livres. Le roi Sanche obtint également de Clément un bref plaçant les Templiers des îles Baléares sous le contrôle de l'évêque de Majorque, Guillen de Villanova, lequel était apparemment disposé à les traiter avec bienveillance. La liste des pensions de 1319 mentionne qu'il y en avait encore neuf, dont les allocations atteignaient un total de trois cent soixante-deux livres dix sols. En 1329, il y avait encore neuf Templiers recevant des pensions 316 prélevées sur la préceptorerie du Mas Deu, bien que la plupart d'entre eux se fussent retirés dans leurs maisons ; il ne paraît pas, en effet, qu'on leur imposât strictement des lieux de résidence. A cette époque, le nom de l'indomptable Ramon Sa Guardia avait disparu. Un à un, les Templiers s'éteignirent : en 1330, il ne survivait plus qu'un seul chevalier, Berenger dez Coll (1).

En Castille, aucune mesure ne fut prise, à ce qu'il semble, jusqu'au moment où la bulle *Faciens misericordiam*, du 12 août 1308, fut envoyée aux prélats, leur ordonnant d'agir de concorde avec le Dominicain Eyméric de Navas, revêtu du mandat inquisitorial. Ferdinand IV somma le Maître de Castille, Rodrigo Yañez, de livrer tous les châteaux appartenant aux

(1) Allart, *op. cit.* p. 34, 42, 66, 69, 72-4, 79, 81-4, 86, 93-8, 105. — *Procès*, II, 424-515. — Vaissète, IV, 133. — Villanueva, *Viage Literario*, xxi, 169.

Je n'ai trouvé aucun détail concernant le sort des Templiers de Navarre ; mais comme Louis le Hutin, fils de Philippe le Bel, acquit ce royaume en 1307, les méthodes françaises y prévalurent naturellement, et l'inquisiteur papal, Jean de Bourgogne, put à loisir obtenir les témoignages suivant la méthode qui lui parut la plus efficace.

Templiers. Mais Yañez, au lieu d'obéir, alla trouver la reine-douairière, Maria de Molina, et offrit de lui livrer ces châteaux. Elle consulta Ferdinand et, avec l'assentiment du roi, accepta le dépôt. Mais, dans l'intervalle, Yañez avait engagé des négociations avec le frère du roi, l'infant Philippe, qui se trouvait en Galice, prêt à soulever une rébellion. Le Templier lui abandonna quatre châteaux à la condition qu'il soumit au roi, au nom de l'Ordre, l'arrangement suivant : si un procès régulier était entamé, devant les évêques, contre les Templiers, tous les châteaux seraient livrés à Ferdinand avant quinze jours ; mais si le roi ne consentait pas à donner des juges aux Templiers, Philippe et l'Ordre feraient cause commune pour se défendre. Le pouvoir royal était profondément déchu, en Castille, par suite des troubles qui avaient marqué la minorité de Ferdinand ; les révoltes étaient continuelles et les Templiers, sous la protection d'un prince du sang, pouvaient compter tout au moins sur des conditions honorables. Après quelque retard, Doña Maria se rendit à Léon, où Philippe vint la rejoindre ; elle lui montra les lettres pontificales ordonnant l'emprisonnement des Templiers et la saisie de leurs biens, et lui fit observer l'erreur qu'il commettait en prenant la défense de gens excommuniés et accusés d'hérésie. En même temps elle promit que Ferdinand leur donnerait audience devant les prélats du royaume, et Philippe céda à ses arguments. Yañez fut mandé, et, se voyant abandonné, permit à Philippe de livrer au roi les quatre châteaux et s'engagea à rendre les autres. En l'absence de l'Inquisition, les Templiers obtinrent ainsi un procès en due forme par devant les évêques. Toutefois, on ne mit aucun empressement à poursuivre l'affaire ; ce fut le 15 avril 1310 seulement que l'archevêque Gonzalo de Tolède et Juan, évêque de Lisbonne, en qualité d'inquisiteurs nommés par Clément, citèrent les Templiers à comparaître en jugement, le 27, à Medina del Campo. La citation ne portait que quatre-vingt-six noms ; les autres Templiers étaient convoqués en bloc ; mais, à Medina, on n'interrogea que trente Templiers et trois autres témoins, qui tous firent des dépositions favorables à l'Ordre :

un prêtre jura qu'il avait reçu les confessions de nombreux Templiers à l'article de la mort, et aussi celles de Frères blessés mortellement par les infidèles; tous étaient parfaitement orthodoxes. Les enquêtes menées par l'évêque de Lisbonne à Medina Celi et à Orense ne furent pas plus concluantes. La seule décision de justice dont on ait connaissance est la sentence prononcée par le concile de Salamanque, pour la province de Compostelle; tous les Templiers furent unanimement acquittés; les ordres cruels lancés par Clément l'année suivante, pour qu'on mit les accusés à la torture, furent, semble-t-il, négligés. Quand l'Ordre eut été dissous, les Templiers continuèrent, pour la plupart, à mener une vie exemplaire. Nombre d'entre eux se retirèrent dans les montagnes et finirent leurs jours dans une austérité d'anachorètes; après leur mort, leurs cadavres résistèrent à la décomposition, témoignant ainsi de la sainteté de leur vie (1).

Le Portugal ressortissait ecclésiastiquement à la province de Compostelle, et l'évêque de Lisbonne, chargé de faire une enquête contre l'Ordre, ne put trouver la preuve d'aucun des griefs. Le sort des Templiers portugais fut exceptionnellement heureux, car le roi Diniz, en reconnaissance des services qu'ils lui avaient rendus dans ses guerres contre les Sarrasins, fonda l'Ordre nouveau de Jésus-Christ ou de Avis, pour lequel il obtint l'approbation de Jean XXII en 1318. Les Templiers et leurs terres furent transférés dans ce sûr refuge; le Commandeur et nombre de Précepteurs conservèrent leur dignité et le nouvel Ordre fut simplement la continuation de l'ancien (2).

(1) Regest. Clement. PP. V. T. III. p. 289, 299. — Crónica de Fernando IV, cap. xv, xvi. — Benavides, *Memorias de Fernando IV*. T. II. p. 738. — Mariana, lib. xv. c. 10 (éd. 1789, p. 390, note). — Raynouard, p. 128, 263-66. — Aguirre, VI, 230. — La Fuente, *Hist. Eccles.* II. 368-70.

Il me semble qu'il s'est glissé quelque erreur dans la date d'une lettre royale du 20 juillet 1308, par laquelle, — attendu que le pape a rendu une sentence abolissant l'Ordre du Temple — Ferdinand annonce qu'il accorde à l'Ordre de Santiago le *derecho de Luctuosa* (*Loytosa*), dont le Temple avait joui auparavant. Cette prérogative comportait qu'à la mort d'un vassal, si ce vassal avait un cheval, la bête appartenait au suzerain; s'il avait plusieurs chevaux, le suzerain prenait le meilleur de tous; si le défunt n'avait pas de chevaux, on devait payer au suzerain la somme de 600 maravedis. — *Memorias de Fernando IV*. T. II. p. 607.

(2) Raynouard, p. 204, 267. — Raynald. ann. 1317, n° 40. — Campomanes, *Dis-*

Cependant Clément voyait approcher la date fixée pour la réunion du concile de Vienne. Jusqu'à ce moment, il n'avait pu relever contre les Templiers aucune preuve solide en dehors des limites de la France, où évêques et inquisiteurs s'étaient faits les instruments de l'impitoyable volonté de Philippe. Peut-être, au début, Clément avait-il été le complice involontaire du roi ; mais les choses étaient trop avancées pour qu'il pût reculer. Peu importe si, comme le crurent nombre de ses contemporains, il reçut une part du butin ; il s'était personnellement engagé aux yeux de l'Europe entière, par la bulle de 22 novembre 1307, en affirmant la culpabilité des Templiers ; il avait reproduit hautement cette affirmation dans ses proclamations ultérieures, avec une abondance de détails n'admettant ni rétractation ni discussion ; de la sorte il comparaisait, en même temps que ses victimes, à la barre de la Chrétienté ; si le concile acquittait les Templiers, c'était la condamnation du pape. Clément n'était pas un juge, mais un adversaire, que l'instinct de la conservation contraignait à anéantir ses ennemis, sans se laisser arrêter par aucun scrupule dans le choix des moyens. Toutefois, son anxiété croissait à l'approche du concile et il cherchait de tous côtés à s'assurer les témoignages qui le justifieraient en prouvant l'hérésie de l'Ordre. Nous avons vu comment il pressa Édouard II d'introduire la torture dans les tribunaux d'Angleterre, jusqu'alors purs de cette souillure, et comment il réussit à faire torturer les accusés, en Aragon, au mépris des libertés du pays. Ce ne furent là que les spécimens d'une série de bulles, les plus odieuses peut-être qui aient

318 jamais émané d'un représentant de Dieu. De Chypre au Portugal, princes et prélats reçurent l'ordre d'arracher des confessions par la torture ; en certaines localités, disait Clément, cette formalité avait été négligemment et imprudemment omise ; il convenait de réparer cette faute ! Les canons exigeaient qu'en pareil cas ceux qui refusaient d'avouer fussent soumis à un « *tortionnaire religieux* » et qu'on leur imposât le respect

sert. hist. del Orden de los Templarios, p. 134 ; *Zurita*, lib. vi. c. 26. — *La Fuente*, II. 872.

de la vérité. Dans son ardeur, il écrivit même à son légat de Rhodes pour lui enjoindre d'aller à Chypre constater lui-même les résultats obtenus. Les dépositions ainsi recueillies devaient être transmises à Rome sans délai (1).

On ne saura jamais quelle accumulation de souffrances fut le produit de ces ordres inhumains. Non contents de torturer les accusés qui ne l'avaient pas été encore, les bourreaux, dans leur acharnement à grossir le nombre des dépositions, tirèrent des donjons ceux qui avaient déjà subi la torture et les y soumirent de nouveau, avec un redoublement de fureur, pour leur arracher quelques aveux plus extravagants encore. C'est ainsi qu'à Florence treize Templiers avaient été interrogés en 1310; quelques-uns avaient avoué. Obéissant aux nouveaux ordres du pape, les inquisiteurs s'assemblèrent une seconde fois en septembre 1311 et entamèrent une nouvelle série d'interrogatoires. Six des accusés cédèrent et fournirent des témoignages tout à fait satisfaisants, concernant l'adoration des idoles, des chats, etc. Mais les sept autres persistèrent à affirmer l'innocence de l'Ordre. Les inquisiteurs montrèrent qu'ils comprenaient les désirs de Clément en ne transmettant au pontife que les six confessions. Quant aux sept autres Frères, ces gens avaient été, dirent-ils, dûment mis à la question, mais n'avaient rien dit qui méritât d'être rapporté, car c'étaient des Frères-Servants ou des membres récemment initiés. Pourtant, en d'autres lieux, cette catégorie de Frères avait fourni les plus accablants et les plus précieux témoignages. Évidemment, Clément savait quel homme il choisissait lorsqu'il chargea l'archevêque de Pise de diriger cette inquisition. On possède encore un autre exemple des conséquences de la rage de Clément à se procurer, coûte que coûte, des dépositions significatives pour le concile. L'évêque de Nîmes tenait prisonniers au château d'Alais trente-trois Templiers, qui avaient déjà été interrogés et dont quelques-uns avaient laissé échapper des confessions généralement rétractées ensuite. Lorsque Clément ordonna la reprise

(1) Raynald. ann. 1311, n° 53. — Raynouard, p. 166-7. — Schottmüller, I. 395.

319

de la torture, quatre de ces accusés étaient déjà morts en prison ; les ving-neuf survivants furent extraits de leurs cachots en août 1311. Plusieurs avaient déjà été torturés trois ans auparavant, mais tous furent soumis de nouveau à la question et l'on tira d'eux les témoignages qu'on souhaitait d'obtenir, notamment l'aveu de l'adoration du démon (1).

Malgré ces infamies, il fallut que le pape et le roi fissent peser toute leur influence pour arracher au concile récalcitrant l'approbation de ce que la Chrétienté considérerait manifestement comme une horrible injustice. Fait assez significatif, les actes de ce concile se sont comme envolés des archives pontificales ; l'historien se réduit à reconstituer les travaux de cette assemblée d'après quelques allusions des chroniqueurs contemporains et d'après les bulles papales qui en relatent les décisions. Des catholiques orthodoxes ont même contesté à ce concile le droit de passer pour œcuménique ; cependant on y vit siéger trois cents évêques délégués par tous les États de l'Europe ; un pape en eut la présidence et un livre de lois canoniques y fut adopté, nul ne sait comment (2).

(1) Bini, p. 501. — Raynouard, p. 233-5, 303. — Vaissette, IV, 140-1.

(2) Heffele, *Conciliengeschichte*, t. 66 — Franz Ehrle, *Archiv f. Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1886, p. 353. — Un manuscrit du Vatican, cité par Raynald, ann. 1311, n° 54, montre combien l'on jugea nécessaire, en parlant des mesures prises par le concile à l'égard des Templiers, de chercher des expressions apologétiques.

De l'énorme accumulation de documents relatifs aux Templiers, on ne possède aujourd'hui que des fragments. Assurément, certaines pièces durent s'égarer au cours des déplacements de Clément V (Franz Ehrle, *Archiv für Lit.-u. Kirchengeschichte*, 1885, p. 7) ; d'autres furent perdues pendant le Schisme, quand Benoît XIII emporta à Peniscola une partie des archives (Schottmüller, I, 705) ; d'autres encore, dans le transport des papiers de la curie d'Avignon à Rome. En 1810, lorsque Napoléon ordonna de transférer les archives pontificales à Paris, où elles restèrent jusqu'en 1815, le premier soin du général Radet, inspecteur-général français à Rome, fut de s'emparer des pièces relatives au procès des Templiers et de Galilée (Regest. Clément, PP. V. Roma, 1885, T. I, Proleg. p. cccxix). Pendant le séjour des archives à Paris, Raynouard y puisa abondamment pour la composition de l'ouvrage si souvent cité plus haut ; mais, alors même, il ne put mettre la main que sur un nombre restreint de documents, dont une partie se trouve aujourd'hui parmi les manuscrits du Vatican. Pourtant Schottmüller, le plus récent des historiens qui ont fait des recherches à ce sujet, exprime l'espoir qu'on retrouvera un jour les pièces qui manquent (*op. cit.*, t. 713). Les caisses envoyées à Paris étaient au nombre de 3239, et les archivistes pontificaux se plaignirent que beaucoup de documents ne leur eussent pas été restitués. Les autorités françaises affirmèrent que les fonctionnaires pontificaux auxquels avaient été remis les papiers en avaient vendu une immense quantité à des épiciers. (Reg. Clément V, Proleg. p. cccxlii-cccxliii.)

La première question soumise aux Pères assemblés fut la demande de Clément, insistant pour que l'on condamnât l'Ordre sans entendre ses membres. Il avait, comme nous l'avons vu, cité solennellement l'Ordre à comparaitre devant le concile en la personne de ses chefs et de ses représentants ; il avait enjoint au cardinal de Palestrina, chargé de leur surveillance, de les amener à cet effet ; il avait spécialement organisé une commission pour écouter ceux qui désiraient prendre la défense de l'Ordre et pour s'entendre avec les accusés en vue du choix de délégués ; mais il n'avait élevé aucune protestation le jour où la sauvage brutalité de Philippe avait interrompu brusquement les opérations des commissaires. Or, le concile était réuni et les chefs de l'Ordre ne lui étaient pas amenés. Cette question était trop délicate pour qu'on pût la soumettre à la totalité des Pères ; on organisa une réunion privée à laquelle furent conviés des prélats choisis parmi les nations représentées, Espagne, France, Italie, Hongrie, Angleterre, Irlande et Écosse, afin de débattre l'affaire avec le pape et les cardinaux. Un jour du mois de novembre, comme cette assemblée écoutait la lecture des rapports transmis par les inquisiteurs, sept Templiers se présentèrent soudain et offrirent de défendre l'Ordre au nom de quinze cents ou deux mille Frères proscrits, qui erraient à travers les monts du Lyonnais. Au lieu de leur donner audience, Clément les fit promptement jeter en prison ; quelques jours plus tard, deux autres, sans se laisser intimider par le sort de leurs prédécesseurs, vinrent tenter un effort analogue et furent incarcérés à leur tour. Ce qui troublait surtout Clément, c'est qu'il redoutait de la part de ces malheureux, poussés au désespoir, quelque attentat à sa vie même ; si bien qu'il prit des précautions spéciales et conseilla à Philippe d'en faire autant. Une pareille attitude n'était pas faite pour diminuer la honte qu'éprouvaient les prélats en voyant ce qu'on exigeait d'eux, sous prétexte que le retard causé par la discussion ferait tort à la Terre-Sainte ; quand on en vint au vote, il ne se trouva qu'un évêque italien et trois prélats français (les archevêques de Sens, Reims et Rouen, qui

avaient brûlé les Templiers relaps), pour se résoudre à l'infamie de condamner l'Ordre sans l'entendre. Le concile pouvait à bon droit hésiter. En Allemagne, en Italie, en Espagne, les conciles provinciaux avaient solennellement déclaré n'avoir rien relevé de criminel ni dans l'Ordre ni chez ses membres. En Angleterre, les Templiers avaient seulement avoué qu'ils étaient *accusés* d'hérésie. La France était le seul pays où l'on avait pu obtenir des aveux complets de culpabilité. A supposer même que certains individus fussent criminels, ils avaient été frappés des pénitences voulues; rien n'autorisait donc le concile à condamner sans jugement régulier un aussi noble membre de l'Église Militante que le grand Ordre du Temple (1).

321 Clément multiplia vainement ses efforts pour gagner le concile à sa cause. Tout ce qu'il put faire fut de prolonger la discussion jusqu'au milieu de février 1312; à ce moment, Philippe, qui avait convoqué une assemblée des Trois-États à Lyon, non loin de Vienne, arriva au concile, en compagnie de Charles de Valois, de ses trois fils et d'une suite assez nombreuse pour imposer aux prélats le respect du pouvoir royal. Jusqu'au dernier moment, Philippe resta fidèle à sa politique, inaugurée à Tours, consistant à intimider l'Église par la pression des autorités laïques, comme l'atteste un ordre royal envoyé le 14 mars au sénéchal de Toulouse, pour l'inviter à lever une contribution spéciale destinée à défrayer de leurs dépenses les délégués envoyés par cette ville successivement à Tours, à Poitiers, à Lyon et à Vienne « pour les affaires de la foi ou des Templiers ». De vives discussions s'engagèrent. Philippe avait adroitement remis en avant la question de la

(1) Bull. *Vox in excelso* (Van Os, p. 72-4). — Du Puy, p. 177-8. — Ptol. Lucens. *Hist. Eccles.* lib. xxiv (Muratori, *S. R. I.* XI. 1236). — Raynouard, p. 487. — Cf. Raynald. ann. 1311, n° 35.

Si Schottmüller est dans le vrai lorsqu'il présume que la *Deminutio laboris examinantium processus contra ordinem Templi in Anglia*, publiée par lui d'après un manuscrit du Vatican (*op. cit.* n. 78 sq.), avait été composée pour être soumise à la commission du concile de Vienne, ce fait montre la façon moins que scrupuleuse dont on altéra les dépositions pour égarer les hommes appelés à rendre le jugement définitif. Tous les témoignages favorables sont supprimés, tantis que sont sérieusement exposés, comme preuves irréfragables, les plus extravagants racontars de femmes et de moines.

condamnation de Boniface VIII pour hérésie, affaire qu'il avait, l'année précédente, promis d'abandonner. Il était impossible d'accueillir cette demande du roi sans attaquer la légitimité des cardinaux promus par Boniface et, du même coup, celle de Clément. La pression exercée sur le concile par le roi et le pape finit par emporter les résistances et les Pères tranchèrent résolument le nœud gordien. Le 22 mars, Clément soumit à un consistoire secret, composé de cardinaux et de prélats, la bulle *Vox in excelso*, dans laquelle il reconnaissait que les preuves ne justifiaient pas, canoniquement, la condamnation définitive de l'Ordre, mais déclarait que l'Ordre avait été agité par un scandale tel que nul homme d'honneur ne pourrait désormais y entrer. De plus, ajoutait-il, tout retard aurait pour effet la dilapidation des domaines du Temple et ferait, par là-même, tort à la cause de la Terre Sainte; en conséquence il convenait que le Saint-Siège prononçât, par provision, l'abolition de l'Ordre. Le 3 avril, la seconde session du concile s'ouvrit et la bulle y fut rendue publique. Clément la défendit en exposant qu'elle était nécessaire pour apaiser « son cher fils le roi de France ». L'opinion publique n'eut pas tort de croire que cet inique jugement était rendu par ordre de Philippe. Ainsi, après tant de cruautés et de souffrances, l'Ordre se trouvait aboli sans avoir été reconnu coupable. Il est à peu près certain que le concile acquiesça de bonne grâce à cette solution de la difficulté. Les membres de l'Ordre, à titre individuel, furent, en conséquence, affranchis de toute responsabilité. Ils comprirent que l'Ordre avait été trop indignement traité pour que les besoins de la politique papale n'obligeassent pas à pousser l'iniquité jusqu'au bout (1).

322

(1) Jo. Hocsemii *Gest. Episc. Leodiens.* (Chapeville, II. 345). — Beaulon in *Lettres inédites de Philippe le Bel*, p. 179. — Chron. Cornél. Zantfliet ann. 1307 (Martène, *Ampl. Coll.* V. 154). — Bull. *Vox in excelsis* (Van Os, p. 75-77). — Bern. Guidon. *Flor. Chron.* (Bouquet, XXI. 721). — Willeke, II. 3-7. — Gärleri *Hist. Templarior.* Amstel. 1703, p. 345. — Vertot, *Hist. des Chevaliers de l'Ordre*, Ed. 1755, T. V. p. 136. — Contin. Guill. Nangiac, ann. 13 1-12. — Martin Polon. Contin. (Eccard. I. 1438). — Trithem. *Chron. Hirsaug.* ann. 1307.

En 1773, quand Clément XIV voulut abolir l'Ordre des Jésuites par une application arbitraire de l'autorité pontificale, il ne manqua pas d'alléguer, comme précédent, la suppression des Templiers par Clément V. Dans sa bulle du 22 juillet

323

La question qui se présentait ensuite était celle des biens des Templiers. Elle donna lieu à un débat prolongé et quelque peu violent. On mettait en avant des projets divers; finalement, Clément réussit à obtenir le transfert de ces biens aux Hospitaliers. Peut-être n'est-il pas vrai que ceux-ci eussent généreusement rémunéré son intervention; mais cette opinion prévalut à l'époque et atteste assez le degré d'estime que lui accordaient ses contemporains. Le 2 mai, la bulle *Ad providam* annonça que, bien que la procédure n'eût pas jusqu'à ce jour permis la suppression légale de l'Ordre, il était irrévocablement aboli par commandement apostolique et placé « sous inhibition perpétuelle »; quiconque prétendrait y adhérer ou adopter l'habit encourrait *ipso facto* l'excommunication. Le Saint-Siège prenait possession des biens de l'Ordre et les transférait à l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem, exception faite des propriétés situées dans les royaumes de Castille, Aragon, Majorque et Portugal. Dès le mois d'août 1310, Jayme d'Aragon avait pressé les rois ses frères de s'unir à lui pour la défense de leurs droits devant la cour papale; bien qu'il s'abstînt de se rendre au concile où Clément l'invitait à venir apporter lui-même ses raisons, les trois rois prirent soin de faire énergiquement soutenir leurs opinions devant les Pères.

1773, il disait : *Etiamsi concilium generale Viennense, cui negotium examinandum commiserat, a formali et definitiva sententia ferenda censuerit se abstinere...* — Bullar. Roman. Contin., Prati, 1847, v. 620.

Les beaux esprits de l'époque ne laissèrent pas passer l'affaire sans exercer leur verve aux dépens des acteurs. Bernard Gui cite, comme courant à ce moment, ce vers léonin : *Res est exempli destructa superbia Templi*. Hocseminis note ce chronogramme, composé par P. de Awans et faisant peut-être allusion au trésor récolté par Philippe :

*Excidium Templi nimia pinguedine rempli
Ad L'LI/M duo C consocianda doce.*

Pour des esprits autrement disposés, nombre de présages annoncèrent la colère du Ciel, soit contre les crimes de l'Ordre, soit contre ceux des destructeurs du Temple. Ce furent des éclipses de soleil et de lune, des parhélies, des parasélènes, des flammes montant de la terre vers le ciel, des coups de tonnerre dans un ciel serein. Près de l'adoque, une jument mit bas un poulain à neuf pattes; en Lombardie, on aperçut des vols d'oiseaux inconnus; par tout le territoire païouan, un hiver pluvieux fut suivi d'un été sec avec tempêtes de grêle, si bien que les moissons périrent. Nul augurice étrusque, nul augure romain n'aurait pu exiger de plus clairs présages; on croirait lire une page de Tite-Live. — Albertini Mussati *Hist. August. Rubr.* x. xi (Muratori, *S. R. I. X.* 377-9). — Cf. Ptol. Lucens. *Hist. Eccles.* lib. xxix (*Ibid.* xi. 1233). — Fr. J. Plan. *Chron.* ann. 1314 (Muratori, *Antiq.* xi. 789).

En d'autres lieux, tous ceux qui occupaient et détenaient des biens ayant appartenu aux Templiers furent sommés, quel que fût leur rang ou leur situation, de les remettre aux Hospitaliers avant un mois, sous peine d'excommunication. Cette bulle fut envoyée à tous les princes et prélats; ces derniers reçurent l'ordre d'exiger la restitution des biens en employant énergiquement l'excommunication et l'interdit (1).

La brûlante question des biens des Templiers était donc réglée; la difficulté, d'importance secondaire, concernant le sort des individus accusés, fut éludée en renvoyant les Templiers devant leurs conciles provinciaux, à l'exception des chefs, dont le jugement restait réservé au Saint-Siège. Tous les fugitifs furent cités à comparaître avant un an devant leurs évêques pour être interrogés et jugés; toute contumace entraînerait *ipso facto* l'excommunication; quiconque resterait excommunié pendant un an sans demander l'absolution serait considéré comme hérétique. Des instructions générales prescrivaient que les impénitents et les relaps fussent frappés des peines les plus sévères édictées par la loi. Le cas de ceux qui avaient refusé, même sous la torture, de reconnaître leurs erreurs, constituait un problème que toute la sagesse du concile ne put résoudre; on les déféra aux conciles provinciaux, pour être traités conformément aux canons. A l'égard de ceux qui avaient avoué, la rigueur des lois serait tempérée par de généreuses mesures de clémence; on les logerait dans les anciennes maisons de l'Ordre ou dans des monastères, en prenant garde de n'en pas réunir un trop grand nombre sous le même toit; on leur ferait une pension convenable sur les revenus des biens de l'Ordre. Cependant tout l'intérêt de l'affaire était épuisé, une fois les propriétés de l'Ordre aliénées. Peu de conciles provinciaux semblent s'être

324

(1) Contin. Guill. Nangiac. ann. 1312. — Raynald. ann. 1312, n° 5. — Hoesemii *Gest. Epi cop. Leod.* (Chapeville, II, 346). — Chron. Fr. Pipini c. 49 (Muratori, S. R. I. IX, 750). — Chron. Astens. c. 27 (*Ibid.* XI, 194). — Chron. Cornet. Zantfliet ann. 1316. Martène, *Ant. Coll.* V, 160). — Walsingham (D'Argentré, I, 1, 240). — Raynouard, p. 197-8. — Bull. *Ad proclama.* Rymer, III, 323. — Mag. Bull. Rom. ix, 149. — Harduin. VII, 1341-8. — Bull. *Nuper in gener.* Rymer, III, 326. — Mag. Bull. Rom. ix, 150). — Zurita, lib. v, c. 99. — Alart, *op. cit.*, p. 712. — Schmidt, *Päpstliche Urkunden*, p. 81.

occupés du jugement, exception faite de ceux de Tarragone et de Narbonne, dont nous avons déjà parlé. Beaucoup de Templiers moururent misérablement dans leurs donjons; quelques-uns des prétendus « relaps » furent brûlés; on en vit d'autres errer comme des vagabonds à travers l'Europe; d'autres enfin gagnèrent péniblement leur vie par le travail manuel. A Naples, chose curieuse, Jean XXII ordonna, en 1318, qu'ils fussent secourus par les Dominicains et les Franciscains. Quand certains d'entre eux voulurent se marier, Jean XXII déclara que leurs vœux les liaient toujours et que tout mariage serait nul, admettant ainsi que leur réception dans l'Ordre avait été correcte et régulière. Il reconnut de même leur orthodoxie en leur permettant d'entrer dans d'autres Ordres. Un certain nombre de Templiers prirent ce parti, surtout en Allemagne, où leur sort fut moins pénible que partout ailleurs, et où les Hospitaliers les accueillirent, à la suite d'une résolution adoptée à la conférence de Francfort-sur-le-Mein en 1317. Le dernier Précepteur de Brandebourg, Frédéric de Alvensleben, fut admis dans l'Hôpital avec son grade. D'ailleurs, la sympathie de la population allemande fit assurer aux Templiers des revenus si considérables que les Hospitaliers en trouvèrent la charge trop lourde; en 1318, Jean XXII interdit de donner aux anciens Templiers une pension qui leur permit d'amasser de l'argent ou de vivre luxueusement; ils ne devaient recevoir que la stricte subsistance et les vêtements convenant à des religieux (1).

325

Il restait à décider du sort de Molay et des autres chefs, dont Clément s'était spécialement réservé le jugement; on sait qu'il avait réussi par ce moyen à leur inspirer des espérances égoïstes et à obtenir qu'ils abandonnassent leurs frères. Ayant atteint ce but, le pape parut un moment les oublier dans leur

(1) Bernard. Guidon. *Flor. Chron.* (Bouquet, XXI. 722). — Godefroy de Paris, vers 6028-9. — Ferreti Vicentin. *Hist.* (Muratori, *S. R. I.* IX. 1017). — Le Roux, *Documents*, etc., p. 51. — Haemann, *Geschichte des Ausgangs*, etc., p. 290. — Fr. Pipini *Chron.* c. 49 (Muratori, IX. 750). — Joann. de S. Victor. (Bouquet, XXI. 658). — Vaissete, IV. 144. — Stemler, *Contingent zur Geschichte der Templer*, p. 20-1. — Raynouard, p. 213-4, 233-3. — Wilcke, II. 236, 240. — Anon, *Verzuch*, p. 142.

douloureuse captivité. Ce fut seulement le 22 décembre 1313 qu'il nomma une commission de trois cardinaux, Arnaud de S. Sabina, Nicolas de S. Eusebio et Arnaldo de S. Prisca, pour examiner la procédure menée contre eux et conclure par une absolution, une condamnation ou l'infliction d'une pénitence proportionnée à leurs crimes, en leur attribuant, sur les biens de l'Ordre, telles pensions que ces prélats jugeraient convenables. Les cardinaux ajournèrent leur jugement jusqu'au 19 mars 1314; ce jour là, sur un échafaud dressé en face de Notre-Dame, prirent place Molay, Geoffroi de Charney, Maître de Normandie, Hugues de Péraud, Visiteur de France, et Godefroi de Gonnevillle, Maître d'Aquitaine, tirés des geôles où ils languissaient depuis près de sept ans, pour entendre prononcer la sentence arrêtée par les cardinaux, d'accord avec l'archevêque de Sens et divers prélats. Considérant les crimes confessés par les inculpés, la pénitence imposée était, conformément à la règle, l'emprisonnement perpétuel.

On croyait l'affaire achevée lorsque soudain, au grand déplaisir des prélats et au grand étonnement de la foule, Molay et Geoffroi de Charney se levèrent. Ils avaient commis, dirent-ils, non les crimes qu'on leur imputait, mais l'infamie de trahir leur Ordre pour sauver leurs propres têtes. L'Ordre était pur et saint; les accusations lancées contre lui étaient mensongères, leurs confessions fausses. En toute hâte, les cardinaux livrèrent les deux insolents au Prévôt de Paris et se retirèrent pour délibérer. Leur embarras ne dura guère. A la réception de la nouvelle, Philippe entra dans une fureur extrême. Une courte consultation de son Conseil suffit à décider de l'affaire. Les canons prescrivaient que l'hérétique relaps fût brûlé sans procès; or, la rechute était notoire; on n'attendit pas que la commission pontificale eût rendu un jugement formel. Le jour même, au coucher du soleil, on dressa un bûcher dans une petite île sur la Seine, l'Isle des Juifs, près du jardin du Palais. Là, Molay et Charney furent brûlés à petit feu, rejetant jusqu'au dernier moment toutes les offres de grâce en échange d'une rétractation. Ils subirent leur supplice avec une

force d'âme qui leur valut auprès du peuple la réputation de martyrs; leurs cendres furent précieusement recueillies comme des reliques. Il était réservé à un apologiste moderne de l'Église de prétendre que leur intrépide résignation attestait qu'ils étaient bien les champions de Satan. Par leur mort, ils triomphèrent de leur persécuteur et se firent pardonner devant l'histoire la pusillanimité qui les avait induits à abandonner les malheureux confiés à leur garde. Hugues de l'éraud et le Maître d'Aquitaine n'eurent pas le courage de les imiter; ils acceptèrent la pénitence et moururent lentement dans leurs geôles. Il est probable que Rainbaud de Caron, le Précepteur de Chypre, avait déjà été délivré par la mort (1).

Comme Clément mourut, un peu plus d'un mois plus tard, dans les souffrances de l'horrible mal appelé *lupus* et comme, au bout de huit mois, Philippe, âgé de quarante-six ans seulement, périt, à son tour, d'un accident de chasse, ces deux événements firent naturellement surgir la légende d'après laquelle Molay aurait cité devant le tribunal de Dieu le pape et le roi. Les récits de ce genre étaient très répandus parmi le peuple, chez qui le sentiment de la justice avait été scandalisé par tout l'affaire. Même au loin, en Allemagne, on vit dans la mort de Philippe un juste châtiment de l'extermination des Templiers; on racontait que Clément, sur son lit de mort, avait versé des larmes, bourrelé du remords des trois grands crimes qu'il avait commis : l'empoisonnement de Henri VI, la ruine des Templiers, la proscription des Béguins et des Béguines. Un historien italien du temps, de tendances favorables au pape, s'excuse de relater l'histoire d'un Templier proscrit et vaga-

(1) Raynald, ann. 1313, n° 39. — Raynouard, p. 205-10. — Contin. Guill. Nanjac, ann. 1313. — Joann. de S. Victor. (Bouquet, XXI. 658). — Chron. Anon. (Bouquet, XXI. 143). — Godefroy de Paris, vers 6033-6129. — Villani *Chron.* viii. 92. — Chron. Cornet. Zantfliet, ann. 1310 (Martene, *Ampl. Col.* V. 160). — Trithem. *Chron. Hirsau.* ann. 1307. — Pauli *Emilii de Reb. Gest. Franc.* Ed. 1569, p. 421. — Van Os, p. 111.

Dans sa hâte, Philippe ne s'arrêta pas à examiner s'il avait des droits sur l'île des Juifs. Il se trouva que les moines de Saint-Germain des Prés revendiquèrent *haute et basse justice* en cette île, et se plaignirent que leurs droits eussent été violés par l'exécution. Philippe publia des lettres attestant que cet empiètement sur leurs privilèges ne leur causerait aucun préjudice dans l'avenir (Olim, II. 599).

bond, lequel, amené de Naples devant Clément, brava audacieusement le pontife, fut condamné au bûcher, et, du milieu des flammes, cita Clément et Philippe devant le tribunal de Dieu avant une année, prédiction qui s'accomplit miraculeusement. Ces contes attestent l'émotion du peuple et sa profonde sympathie pour les martyrs (1).

327

D'ailleurs, si en France, pour des raisons faciles à comprendre, l'opinion contemporaine s'exprima avec prudence, partout ailleurs on attribua universellement la ruine des Templiers à la cupidité insatiable de Philippe et de Clément. En France même, le sentiment public penchait en faveur des victimes. Godefroi de Paris va certainement jusqu'aux extrêmes limites de l'audace lorsqu'il écrit :

*« Dyversement de ce l'en parle,
Et au monde en est grant bataille —
— L'en puet bien decevoir l'ygglise
Mès l'en ne puet en nule guise
Diez decevoir. Je n'en dis plus :
Qui vouldra dira le seurplus. »*

Le Dominicain Pierre de la Palu, un des plus éminents théologiens du temps, fit preuve d'un singulier courage,

(1) Pauli Langii *Chron. Citicens.* ann. 1314 (Pistorii I. 1204). — Chron. Sampetrini Erurtens. ann. 1315 (Menken, III. 325). — Naucleri, *Chron.* ann. 1306. — Ferreti Vicentin. *Hist.* (Muratori, S. R. I. IX. 1018).

Clément avait une si détestable renommée que d'autres légendes du même genre avaient cours au sujet de sa mort. En voici un spécimen. Etant encore archevêque de Bordeaux, il eut une violente querelle avec Gautier de Bruges, pieux Franciscain auquel Nicolas III avait imposé, de force, l'évêché de Poitiers. Quand il fut élu pape, Clément satisfait sa rancune en déposant Gautier et en le renvoyant dans un couvent. Gautier n'éleva aucune récrimination ; mais à son lit de mort, il en appela au jugement de Dieu et mourut en tenant à la main un papier par lequel il citait le pape oppresseur à comparaître, à jour dit, devant le divin tribunal. On ne put lui arracher ce papier et il fallut l'enterrer ainsi. L'année suivante, Clément passa par hasard en ce lieu, fit ouvrir la tombe, trouva le cadavre en parfait état de conservation et ordonna qu'on lui remit le papier. Cette lecture le terrifia extrêmement et, au jour fixé, il dut obéir à la citation. — Wadding, ann. 1279, n° 13. — Chron. Glassberger, ann. 1307.

Guillaume de Nogaret, qui avait été le principal instrument de Philippe, est le héros d'une histoire analogue. Un Templier marchant au bûcher l'aperçut et le cita à comparaître avant huit jours ; le huitième jour, Nogaret mourut. — Chron. Astens. c. 27 (Muratori, S. R. I. IX. 191).

Pour les différentes versions de la mort de Philippe, voir Godefroi de Paris, vers 6687-6757.

328

fortifié par le sentiment élevé du devoir, lorsqu'en pleine ardeur de la persécution il se présenta devant la commission pontificale siégeant à Paris, déclara qu'il avait assisté à nombre d'interrogatoires au cours desquels certains accusés avaient confessé les charges alléguées, tandis que d'autres les niaient; il affirma qu'à ses yeux les dénégations paraissaient plus dignes de foi que les confessions (1).

Avec le temps, la conviction de leur innocence se fortifia. Boccace prit leur parti. Saint Antonin de Florence, dont les ouvrages historiques ont considérablement influé sur l'opinion

(1) Godefroi de Paris, vers 6131-45. — Cf. 3876-81, 3951-2. — *Procès des Templiers*, II, 195.

Citons quelques-uns des contemporains qui, hors de France, attribuèrent toute l'affaire à la cupidité de Philippe et de Clément : Matt. Neuburg. (Albert. Argentinens.) *Chron.* ann. 1346 (Urstisii II. 137). — *Sächsische Weltchronik*, erste bairische Fortsetzung, ann. 1312 (Mon. Germ. II. 334). — *Stalwegii Chron.* ann. 1305 (Leibnit. III. 274). — *Bothonis Chron.* ann. 1311 (Leibnit. III. 374). — *Chron. Comitum Schawenburg* (Meibom. I. 499). — Jo. H. es. mii *Gest. Episcop. Leodiens.* (Chapeville, II. 345-6). — *Chron. Astens.* c. 27 (Muratori, S. R. I. XI. 192-4). — *Istorie Pistolesi* (*Ibid.* xi. 518). — Villani, *Chron.* vin. 92.

Bien significative est la prudence dont fait preuve, vers la fin du siècle, le cardinal Nicolas Roselli; en résumant l'affaire, il insinue qu'il y eut des choses secrètes et que ce fut l'œuvre du roi Philippe : *Causa dictæ cassationis et annullationis paucis fuit nota, licet multa fuerint diversi modi promulgata, dictam autem cassationem fieri fecit Philippus rex Franciæ*. — Nicolaus Card. Arag. *de Factis summorum Pontif.* (Baluz. et Mansi, *Miscell.* I. 443). — Dante n'hésite pas à dénoncer Philippe :

*Veggio'l nuovo Pilato sì crudele
Che ciò no'l sazia, ma senza decreto
Porà nel Tempio le crudele vele.*

(Purgator. XX.)

Les autorités qui affirment la culpabilité des Templiers sont : Ferreti Vicentini *Hist.* (Muratori, S. R. I. IX. 1017-18). *Chron. Parmeus.* ann. 1309 (*Ibid.* IX. 880). — Albertin. Muscat. *Hist. August.* Rubr. x. (*Ibid.* X. 377). — *Chron. Guillel. Scoti* (Bouquet, XXI. 205). — Hermanno Corneri *Chron.* ann. 1309 (Eccard II. 971-2). Le vieux mot allemand *Tempelhaus*, signifiant maison de prostitution, atteste les mœurs licencieuses que le peuple attribuait à l'Ordre (Trithem. *Chron. Hirsaug.* ann. 1307).

Henri Martin prétend que les traditions de la France septentrionale sont hostiles aux Templiers, tandis que celles du Midi leur sont favorables. Il donne comme exemple une ballade bretonne dans laquelle les « Moines rouges » ou Templiers sont représentés comme de féroces débauchés qui enlèvent de jeunes femmes et les font « érir, ainsi que le fruit de leurs coupables amours [mais cette ballade est sans doute une fraude moderne, *Trad.*]. D'autre part, à Gavarnie (Bigorre), on vénère sept têtes humaines qui passent pour être celles de Templiers martyrisés, et une croyance populaire prétend que, la nuit anniversaire de l'abolition de l'Ordre, un fantôme armé de pied en cap et portant le manteau blanc à croix rouge, apparaît dans le cimetière et crie par trois fois : « Qui veut défendre le saint Temple; qui veut délivrer le sépulcre du Seigneur? », et les sept têtes répondent aux trois appels : « Personne, personne ! Le Temple est détruit ! » — *Histoire de France*, t. IV, p. 496-7 (éd. 1855).

du x^ve siècle, prétendait que la ruine du Temple avait eu pour cause l'envie provoquée par ses richesses; les écrivains populaires adoptèrent en général cette manière de voir. Raynald lui-même hésite et tient la balance égale entre les arguments des deux partis; Campi assure qu'en Italie, au x^ve siècle, nombre de gens prenaient les Templiers pour des saints et des martyrs. Finalement, vers le milieu du x^{vii}e siècle, le savant Du Puy entreprit de réhabiliter la mémoire de Philippe le Bel, en un ouvrage qui, par l'abondance de la documentation, est encore indispensable à l'historien d'aujourd'hui. Après lui, Görtler, dans son histoire des Templiers, se montre incapable d'aboutir à une conclusion positive. Depuis, la question a été discutée en sens divers, avec une ardeur qui paraît devoir laisser ce drame judiciaire au nombre des mystères éternellement débattus de l'histoire (1).

329

Quoi qu'il en soit, Philippe obtint ce qu'il convoitait. A partir de 1307, ses embarras financiers diminuèrent visiblement. Il était d'abord délivré de l'obligation des cinq cent mille livres empruntées par lui à l'Ordre; puis il voyait tomber entre ses mains une énorme accumulation de biens et de valeurs de toute sorte, dont il n'aurait jamais à rendre compte. Il réclama le paiement de toutes les dettes contractées à l'égard de l'Ordre; jusqu'en 1322, ses successeurs s'appliquèrent à cette tâche. Les Templiers avaient organisé, entre l'Orient et l'Occident, un important commerce d'argent, et l'on peut croire que Philippe sut appliquer la règle qui suspendait le paiement des dettes contractées par des hérétiques condamnés. Bien qu'il eût fait mine de vouloir livrer au pape les domaines fonciers, il en garda possession jusqu'à sa mort et en accapara les revenus. Il prit même pour lui les terres de Guyenne, qui appartenaient à la couronne d'Angleterre, en dépit des protestations d'Édouard, et il réclama les châteaux situés sur le territoire anglais, jusqu'au jour où Clément obtint de lui une renonciation. Il mit la main sur le grand Temple de Paris, mi-palais,

(1) Raynald, ann. 1307, n° 12. — D'Argentré, l. i. 281. — Campi, *Dell' Hist. Eccles. di Piacenza*, P. III, p. 43, Piacenza, 1651. — Feyjoo, *Cartas*, l. xxviii.

mi-forteresse, une des merveilles architecturales de l'époque. et la mort seule réussit à lui faire lâcher prise. Quand, en mai 1312, le concile de Vienne, d'accord avec Philippe, eut adjugé les biens aux Hospitaliers, décision formellement approuvée en août par Philippe lui-même, Clément lui adressa, en décembre, plusieurs lettres pour l'inviter à aider au recouvrement de ce qui avait été détourné par des individus; le roi dut promettre son concours; cependant, en juin 1313, on voit Clément lui reprocher d'avoir refusé d'accorder à Albert de Châteauneuf, grand-Précepteur de l'Hôpital, le droit de gérer les biens de son Ordre même et ceux du Temple de France. En 1314, le chapitre général de l'Hôpital donna plein pouvoir à Leonardo et à Francesco de Tibertis, pour entrer en possession de tous les biens du Temple promis à l'Ordre des Hospitaliers. En avril, un arrêt du Parlement constate que ces biens ont été donnés à l'Hôpital sur la demande spéciale de Philippe et que le roi en a investi Leonardo de Tibertis; mais une clause restrictive établissait que ces biens étaient impossibles pour subvenir aux frais des Templiers emprisonnés et pour les dépenses afférentes à la conduite des procès. Cette disposition était élastique, tant en ce qui touchait le montant des sommes que le délai consenti pour l'acquiescement. Si Philippe eût vécu plus longtemps, il est probable que le règlement final n'aurait pas eu lieu. Mais les Hospitaliers furent heureux de pouvoir enfin, en 1317, clore cette affaire en abandonnant à Philippe le Long tous droits sur le revenu des immeubles que la Couronne avait détenus pendant dix ans; quant aux biens mobiliers, on conclut un arrangement qui les laissait virtuellement entre les mains du roi. Les Hospitaliers acceptaient aussi de payer les dépenses nécessitées par l'entretien des Templiers prisonniers, ce qui leur valut toutes sortes d'exactions et de pillages de la part des fonctionnaires royaux (1).

320

(1) Ferreti Vicentini *loc. cit.* — Raynald. ann. 1307, n° 12. — Havemann, p. 334. — Wilcke, II. 327, 329-30. — Raynouard, p. 25-6. — Vaissete, IV. 141. — Du Puy, p. 75, 78, 88, 125-31, 216-17. — Prutz, p. 16. — Olim, III. 580-2. — Laveau, *Procès des Frères et de l'Ordre du Temple*, chap. xliii (Paris, 1888).

Jusqu'en 1337 encore, on trouve, dans les comptes de la Sénéchaussée de Tou-

D'ailleurs, ce ne fut pas là un règlement définitif; Charles le Bel exigea encore des paiements par la suite. De plus, l'oncle du roi, Charles de Valois, mit en avant des revendications auxquelles il fallut satisfaire; l'effort pour recouvrer les terres et les biens usurpés par des particuliers se prolongea encore longtemps.

On est généralement d'accord pour reconnaître que ce don magnifique des biens fonciers du Temple appauvrit les Hospitaliers plutôt qu'il ne les enrichit. Il y avait eu d'incroyables saturnales de pillage. Quiconque, roi, noble ou prélat, pouvait mettre la main sur quelque portion de ces biens sans défense, s'en était promptement emparé; or, pour revendiquer ces biens usurpés, il fallait verser des sommes considérables, soit au détenteur, soit au suzerain de celui-ci. En 1286, le margrave Otto de Brandebourg était entré dans l'Ordre du Temple et l'avait enrichi de ses immenses domaines. Le margrave Waldemar se saisit de ces terres, qu'il ne rendit qu'en 1322; encore le transfert aux Hospitaliers fut-il confirmé seulement en 1350, lorsque l'Hôpital consentit à payer cinq cents marcs d'argent. En Bohême, nombre de nobles prirent et gardèrent des biens appartenant au Temple; le chevaleresque roi Jean détenait, dit-on, plus de vingt châteaux, et certains Templiers mêmes réussirent à en conserver quelques-uns qu'ils léguèrent à leurs héritiers. Les Ordres religieux ne restèrent pas en arrière et recueillirent leur part de butin; Dominicains, Chartreux, Augustins, Césitins, tous figurent parmi les bénéficiaires du pillage. Même le pieux Robert de Naples mérita que Clément lui rappelât l'excommunication encourue par lui pour n'avoir pas rendu les biens des Templiers en Provence. D'ailleurs, Robert avait 331

louse, un chapitre spécial réservé aux sommes prélevées sur les biens des Templiers; il est vrai qu'en cette année 1337, le revenu était néant. — Vaissete, éd. Privat, X. Pr. 785.

Pour le commerce d'argent des Templiers, voir Schottmüller, I. 64.

put. Peut-être l'Hôpital fut-il plus heureux à Chypre qu'ailleurs, car lorsque le nonce apostolique, Pierre, évêque de Rhodes, publia la bulle, le 7 novembre 1313, les possessions des Templiers furent, semble-t-il, cédées à l'Ordre sans contestation. En Angleterre, le faible Édouard II lui-même tenta timidement de garder ces biens. Le 25 février 1309, Clément lui avait ordonné de les rétrocéder aux commissaires pontificaux délégués à cet effet; mais Édouard ne paraît pas avoir fait grand cas de cet ordre. Après le concile de Vienne, on le voit, le 12 août 1312, exprimer au prieur de l'Hôpital sa surprise en constatant que ce religieux s'efforce, en vertu de prétendues lettres pontificales, de s'emparer de ces biens, au préjudice manifeste de la dignité de la Couronne. Une grande partie avait été affermée et abandonnée aux indignes favoris d'Édouard; aussi le roi se refusa-t-il, tant qu'il l'osa, à toute restitution. Quand il fallut céder, il montra une singulière bassesse, en faisant rédiger, le 24 novembre, un acte notarié par lequel il protestait contre cette mesure et déclarait consentir uniquement par crainte des dangers qu'un refus pouvait faire courir au souverain et au royaume. Il ordonnait que la propriété fût grevée d'une redevance pour l'entretien des survivants du Temple; mais il est douteux que cet ordre ait été fidèlement exécuté. Cependant il réussit à obtenir des Hospitaliers une somme de cent livres pour le Temple de Londres. En 1317, Jean XXII dut intervenir pour faire rendre gorge à des gens qui détenaient encore certains domaines usurpés (1).

(1) Contin. Guill. Nangiac. ann. 1312. — Villani *Chron.* viii. 92. — Matt. Neoburg. (Albertin. Argentin.) *Chron.* ann. 1346 (Urstisii, II 137). — H. Mutii *Chron.* lib. xii. ann. 1311. — Chron. Fr. Pipini c. 49 (Muratori, *S. R. I.* IX. 750). — Havemann, p. 338. — Verlot, II. 154. — Hocsemii *Gest. Episc. Leodiens.* (Chapeville, II. 346). — Trithem. *Chron. Hirsau.* ann. 1307. — Nacleri *Chron.* ann. 1306. — Raynald. ann. 1312, n° 7; ann. 1313, n° 18. — Van Os, p. 81. — Willeke, II. 349-4, 497. — Gassari *Annal. Augstburg.* ann. 1312 (Menneke, I. 1473). — Schottmüller, I. 496; II. 427-9. — Regest. Clement. PP. V. T. iv. p. 452. — Rymer, III. 133-4, 292-4, 321, 337, 404, 409-10, 451-2, 472-3. — Le Roux, *Documents*, etc., p. 50.

Le 23 février 1310, Clément accorda l'absolution à Bernard de Bayulli, chanoine et chancelier de l'abbaye de Cornella, en Roussillon; ce personnage avait encouru l'excommunication pour usurpation d'un cheval, d'une mule et de divers objets, d'une valeur totale de soixante livres tournois, provenant de la préceptorie de do Gardin, dans le diocèse de Lérida. — Regest. Clement. PP. V. T. V. p. 41.

La péninsule ibérique n'était pas visée par les dispositions de la bulle ordonnant le transfert aux Hospitaliers des biens du Temple et l'affaire restait à la discrétion de Clément. En ce qui touche le royaume de Majorque, le pape exerça son bon plaisir en 1313, en donnant au roi Sanche II la propriété mobilière et en lui enjoignant de céder les biens-fonds à l'Hôpital, à la condition que cet Ordre assumerait la mission naguère assignée au Temple. Mais cette intervention pontificale n'empêcha pas que les Hospitaliers dussent engager des marchandages avec le roi Sanche. Ce fut en février 1314 seulement que les territoires de l'île de Majorque leur furent remis, contre promesse d'un versement annuel de onze mille sols et d'une allocation de vingt-deux mille cinq cents sols, à prélever sur les revenus incidents calculés depuis le jour où la donation avait été faite. Tous les revenus antérieurs à cette époque restaient la propriété de la Couronne. Aucun document ne permet d'établir ce qui se passa sur le continent; assurément, il dut y avoir une transaction analogue. De plus, les pensions assignées aux Templiers furent pendant longtemps une lourde charge grevant la propriété (1).

En Aragon, on était moins disposé à se rendre aux désirs de la papauté. Les luttes continuelles contre les Sarrasins avaient conservé le souvenir des services rendus par le Temple, ou fait comprendre plus nettement le profit qu'on pouvait tirer de quelque Ordre nouveau tout dévoué aux intérêts nationaux; tel n'était pas le cas des Hospitaliers, association essentiellement liée au service du Saint-Siège. Les Templiers avaient contribué, pour une forte part, à toutes les entreprises qui avaient reculé les frontières du royaume. Ils avaient été les fidèles auxiliaires de la monarchie, tant dans le conseil que sur le champ de bataille; c'était surtout à eux que Jayme Ier avait dû d'être délivré, lorsqu'il était tombé au pouvoir de Montfort; ils avaient occupé le premier rang dans les glorieuses campagnes qui avaient valu à ce roi le surnom de *Conquistador*.

(1) Raynald. ann. 1313, n° 37. — Allart, *loc. cit.* p. 87, 89.

333

Pierre III et Jayme II avaient tout autant de raisons pour leur témoigner de la gratitude, et Jayme, après les avoir sacrifiés, souhaita naturellement d'employer leurs biens à la fondation de quelque Ordre nouveau dont il pût espérer les mêmes avantages. Mais Clément s'était engagé vis-à-vis des Hospitaliers et fit la sourde oreille aux représentations réitérées du roi. Cependant, à l'avènement de Jean XXII, les choses prirent une tournure plus favorable ; en 1317, Vidal de Vilanova, délégué par Jayme, obtint du pape une bulle autorisant l'établissement de l'Ordre de *Nuestra Señora de Montesa*, affilié à l'Ordre de Calatrava, duquel ses membres furent tirés. La mission du nouvel Ordre devait être la défense des côtes et des frontières de Valence contre les pirates et les Maures ; les propriétés des Templiers en Aragon et en Catalogne passaient aux Hospitaliers ; mais l'Ordre nouveau recevait, à Valence, à la fois les possessions du Temple et toutes celles de l'Hôpital, exception faite des propriétés situées dans la ville même et dans un rayon d'une lieue. En 1319, les préliminaires furent achevés : l'Ordre nouveau fut organisé et eut pour grand maître Guillen de Eril (1).

En Castille, le pillage commença de bonne heure. Deux ans et demi avant la condamnation de l'Ordre, le 15 juillet 1309, des lettres royales annoncent que Ferdinand IV a vendu à l'Ordre d'Alcántara, pour la somme de 130.000 maravédís, le château des Templiers et la ville de Capicha, ainsi qu'Almorchon et Garlitas, à la condition que, si le Temple est restauré ou si le pape ne veut pas accorder les biens du Temple au roi, celui-ci ne réclamera le retour des biens qu'en remboursant le prix d'achat. C'est là probablement un spécimen de nombreuses transactions dont le souvenir n'a pas été conservé, car on connaît un autre fait qui met en lumière plus vivement encore la rapacité du souverain. Par un document du

(1) Bofarull y Broca, *Hist. de Cataluña*, III. 97. — Zurita, lib. II. c. 60 ; lib. III. c. 9 ; lib. VI. c. 26. — Mariana, éd. 1789, V. 293. — La Fuente, *Hist. Eccles.* II. 370-1. — Hleas (Hist. Pontifical, lib. VI. c. 2) constate, dans la seconde moitié du XIV^e siècle, qu'il y a eu quatorze Maîtres de Montesa et que pas un seul n'a été marié, à l'exception du Maître d'alors, D. Cesar de Borja.

13 février 1312, antérieur également à la décision finale de Vienne, on voit que Vasco Fernandez, Maître du Temple en Portugal, avait acheté à Gonzalo Perez, Maître d'Alcántara, la maison de Vallelas, en Portugal, au prix de 50.000 livres tournois. Ferdinand réussit à s'emparer de Vasco et se fit rembourser par Perez les 50.000 livres, dont il lui donna un reçu en forme, en lui promettant qu'il ne serait pas inquiété pour cette affaire. L'année n'était pas achevée lorsque Ferdinand mourut, laissant pour successeur son fils Alphonse XI, un enfant de deux ans. Dans l'anarchie de la régence, on songea peu à respecter les ordres pontificaux et la couronne garda la plus grande partie des terres confisquées aux Templiers, tandis que, le long de la frontière, des nobles et des villes réussissaient à obtenir leur part. Certains domaines furent donnés aux Ordres de Santiago et de Calatrava; les Hospitaliers reçurent peu de chose. Après un intervalle d'un demi-siècle, un nouvel effort fut tenté : en 1366, Urbain V ordonna que tous les biens des Templiers fussent, avant deux mois, remis à l'Hôpital; mais on peut présumer que l'injonction fut peu respectée. Cependant, en 1387, Clément VII, l'antipape d'Avignon, confirma quelques échanges de domaines provenant des Templiers, échanges intervenus entre les Hospitaliers et les Ordres de Santiago et de Calatrava (1). On sait que la Castille avait toujours été singulièrement indépendante de la papauté. En Portugal, comme nous l'avons vu plus haut, l'ensemble des biens fit retour à l'Ordre de Jésus-Christ.

En Morée, où les domaines des Templiers étaient considérables, Clément avait exercé, dès le 11 novembre 1310, ses droits de propriété en ordonnant à ses administrateurs, le patriarche de Constantinople et l'archevêque de Patras, de prêter à Gautier de Brienne, duc d'Athènes, toutes les sommes

334

(1) *Memorias de Fernand. IV. Coleccion Diplomática*, t. II, p. 447, 828. — Barrantes, *Ilustraciones de la Casa de Niebla*, Part. V, cap. XXX (Memorial Histórico Español). — Mariana, V. 290. — Garibay, *Compendio Historial*, lib. XII, cap. 33. — Zurita, lib. VI, c. 26. — Le Roux, *Du centier*, etc., p. 52.

En 1313, on voit Alphonse XI donner à Don Alonso Fernandez Coronel les châteaux de Caplla et Burguillos, anciennes propriétés des Templiers. — Barrantes, *op. cit.* P. III, cap. XXII; P. IV, cap. II.

déjà prélevées et toutes celles qu'on obtiendrait l'année suivante (1).

Ainsi disparut, sans la moindre lutte, une société qui avait passé pour la plus fière, la plus prospère et la plus redoutable de l'Europe. Nul n'aurait songé à l'attaquer si la procédure inquisitoriale n'avait mis à la disposition d'hommes habiles et peu scrupuleux les ressources nécessaires pour revêtir d'une forme légale une entreprise de simple spoliation. Si j'ai donné, au récit de cette tragédie, un développement qui peut sembler disproportionné, mon excuse est qu'elle met en pleine évidence la situation désespérée de toute personne, si haut placée qu'elle fût, lorsque l'accusation d'hérésie était lancée contre elle et soutenue par la puissante organisation du Saint-Office.

Le cas du savant théologien Jean Petit n'offre pas une grande importance historique; il mérite cependant d'être noté comme un exemple de l'accusation d'hérésie servant d'arme dans la guerre politique et de l'élasticité des définitions permettant d'appeler hérésies des délits difficilement justiciables des tribunaux ordinaires.

Sous Charles VI, le pouvoir royal, en France, était réduit à une ombre. De fréquents accès de folie rendaient le roi incapable de gouverner et les querelles des princes du sang, turbulents et ambitieux, déchainaient sur le royaume une véritable anarchie. Une rivalité particulièrement violente existait entre le frère du roi, Louis, duc d'Orléans, et son cousin, Jean-sans-Peur de Bourgogne. Si habituée à la violence que fût la société d'alors, l'émotion fut vive lorsque, par ordre de Jean-sans-Peur, le duc d'Orléans fut assassiné, en 1407, dans une rue de Paris, — meurtre qui fut vengé seulement en 1419, quand la hache de Tanneguy du Châtel paya la dette de haine sur le pont de Montereau. Jean-sans-Peur lui-même jugea nécessaire de trouver quelque justification à son acte sanguinaire; il demanda l'assistance de Jean Petit, qui lut, devant la cour royale, une thèse intitulée *Justificatio Ducis Burgundiar*, pour prouver

(1. Reges. Clement. P.P. V. T. v. p. 235 (Romæ, 1287).

que Jean avait agi correctement et en bon patriote, et qu'il méritait la reconnaissance du roi et du peuple. Rédigé dans le style conventionnel de la scolastique, ce traité n'était pas un simple pamphlet politique et comportait une argumentation fondée sur des principes généraux. Par une curieuse coïncidence, trois siècles environ auparavant, un autre Johannes Parvus, plus connu sous le nom de Jean de Salisbury, le plus remarquable représentant de la civilisation de son époque, avait, dans un ouvrage de spéculation pure, soutenu qu'il faut sans pitié faire périr un tyran. Au dire de notre Jean Petit, « tout sujet ou vassal peut et doit, en bonne justice, tuer un tyran, par quelque moyen que ce soit, en particulier par ruse, nonobstant tout serment ou pacte, sans attendre une sentence ou un ordre judiciaire ». La portée de cette audacieuse proposition était limitée par la définition du tyran : le tyran est celui qui s'efforce, par cupidité, fraude, magie ou malignité, de priver le roi de son autorité souveraine. Quant au sujet ou vassal, c'est un homme inspiré par son attachement à son roi, et digne d'être chéri et récompensé par le souverain. Il n'était pas difficile de trouver dans les Écritures des exemples à l'appui de cette thèse, tels que le meurtre de Zimri par Phineas, ou celui d'Holoferne par Judith ; mais Jean Petit s'aventura sur un terrain contesté en déclarant que saint Michel n'avait pas attendu l'ordre de Dieu et s'était inspiré uniquement de son amour naturel pour frapper Satan de la mort éternelle, exploit qui lui valut les plus belles récompenses célestes (1).

Ce ne fut pas là un simple plaidoyer d'avocat, car le texte fut rédigé en langue profane et mis en vente. Jean sans Peur dut contribuer puissamment à répandre l'ouvrage, qui sans doute affermit dans leurs convictions les gens déjà convaincus. Ce livre aurait péri dans les ténèbres de l'oubli si, quelque six ans plus tard, la faction des Armagnacs, revenue au pouvoir, n'avait recherché le traité de Jean Petit pour s'en faire une arme contre les Bourguignons. L'auteur lui-même était mort

(1) Johann. Saresberiens. *Polycrat.* VIII. 17. — D'Argentré, I. II. 180-5. — Monstrelet, *Chroniques*, I. 39, 119.

336

quelques années auparavant et échappait ainsi à un procès pour hérésie ; toutefois, en novembre 1413, un concile national fut réuni à Paris, pour examiner neuf propositions extraites de l'ouvrage. Gérard, évêque de Paris, et l'inquisiteur Frère Jean Polet, invitèrent les maîtres en théologie de l'Université à donner leur avis ; les docteurs consultés condamnèrent solennellement les propositions. Le concile agita cette question, avec une infatigable prolixité, pendant vingt-huit séances ; finalement, le 23 février 1414, on se mit d'accord sur une sentence condamnant au feu les neuf propositions, comme erronées en foi et en morale, et manifestement scandaleuses. La sentence fut dûment exécutée deux jours plus tard, sur un échafaud devant Notre-Dame, en présence d'une foule considérable, pour l'édification de laquelle Benoit Gencien exposa en détail l'énormité de l'hérésie condamnée. Jean sans Peur fit appel de cette sentence au Saint-Siège, et Jean XXII chargea les trois cardinaux d'Orsini, d'Aquilée et de Florence d'examiner la cause et de rédiger un rapport. Ainsi, l'affaire de Jean Petit était devenue une question européenne ; mais, en dépit de l'intervention pontificale, une ordonnance royale du 17 mars enjoignit à tous les évêques du royaume de brûler les propositions condamnées ; le 18 mars, l'Université lança un ordre identique ; le 4 juin, un autre ordre royal prescrivit la publication de la sentence ; le 4 décembre, l'Université se rendit à la cour royale et prononça un discours à ce sujet ; enfin, le 27 décembre, Charles VI envoya au concile de Constance une lettre demandant aux Pères de s'associer à la condamnation. Évidemment, on exploitait l'affaire le plus possible ; le 4 janvier 1415, quand furent célébrées, à Notre-Dame, les obsèques si longtemps différées du duc d'Orléans, le chancelier Gerson prononça, devant le roi et la cour, un sermon dont l'audace excita d'universels commentaires. A l'entendre, le gouvernement du duc d'Orléans avait été meilleur que celui de tous les hommes qui avaient occupé le pouvoir après lui ; sans doute, le prédicateur ne réclamait pas la mort du duc de Bourgogne, mais il demandait l'humiliation de Jean sans Peur ; on avait eu

raison de brûler les propositions de Jean Petit ; mais il restait encore des mesures à prendre, et Gerson se faisait fort de soutenir cette thèse contre quiconque se présenterait (1).

Telles étaient les dispositions d'esprit de Gerson lorsqu'il se rendit à Constance en qualité de chef du clergé gallican. Dans son premier discours au concile, le 23 mars 1415, il demanda instamment la condamnation des neuf propositions. Le procès de Jean XXII, la condamnation de Wickliff et de la communion sous les deux espèces, la discussion de l'affaire de Jean Huss, absorbèrent pendant un certain temps l'attention du concile et l'on ne prit de mesures au sujet des neuf propositions que le 15 juin. Dans l'intervalle, Gerson avait trouvé un allié parmi les nobles polonais. Jean de Falckenberg avait écrit un libelle où il appliquait les arguments de Jean Petit au meurtre de princes polonais ; l'archevêque de Gnesen avait sans peine obtenu, de l'Université de Paris, la condamnation de l'ouvrage, et l'ambassadeur polonais unit ses efforts à ceux de Gerson pour faire proscrire les deux livres. Le 15 juin, Andrea Lascaris, évêque de Posen, proposa d'élire une commission qui entamerait une inquisition au sujet des nouvelles hérésies. Le nom de Jean Petit n'était pas prononcé, mais on comprit qu'il s'agissait de frapper les propositions du théologien français, car le seul vote négatif fut celui de Martin, évêque d'Arras et ambassadeur de Jean sans Peur. Ce prélat déclara que le seul objet des accusateurs était d'attaquer le duc, son maître ; de plus, il protesta contre la nomination du cardinal Pierre d'Ailly, qui figurait dans la commission auprès des cardinaux d'Orsini, d'Aquilée et de Florence, tandis que le clergé italien choisissait deux représentants et que les clergés de France, d'Angleterre et d'Allemagne nommaient, chacun, quatre commissaires. Le 6 juin, après avoir rendu son jugement contre Huss, le concile condamna comme hérétique et scandaleuse la proposition *Quilibet tyrannus*, qui était, en somme, la première des neuf proposi-

337

(1) D'Argentré, I. n. 134-6. — Religieux de S. Denis, *Histoire de Charles VI*, liv. xxxiii, ch. 28. — Juvénal des Ursins, ann. 1413. — Gersoni Opera, éd. 1491, 14. B. C. — Von der Harlt, T. III. *Prolegom.*, 10-13. — Monstrelet, I. 139.

tions condamnées à Paris. Mais cette mesure ne satisfit pas les Français, qui désiraient voir confirmer intégralement le jugement de l'Université.

Pendant les trente mois de session, Gerson fit de continuel efforts pour obtenir la confirmation désirée. Il affirmait que les hérésies de Jean Petit étaient plus graves que celles de Huss et de Jérôme, et il blâmait amèrement le concile d'avoir laissé inachevée son œuvre pie. La lutte et la discussion traînèrent interminablement, entre les appels émanant de Charles VI et de l'Université d'une part et, d'autre part, ceux du duc de Bourgogne. Jean de Falkenberg fut jeté en prison ; mais on ne put obtenir que le concile poussât plus loin la répression ; à la fin, l'affaire s'éteignit d'elle-même. On a peine, aujourd'hui, à comprendre l'importance que prit ce débat aux yeux des contemporains. Gerson dut, plus tard, affronter les risées et les reproches pour avoir soumis une semblable question à une assemblée telle que le concile ; il se justifia en alléguant qu'il avait agi d'après les instructions du roi, de l'Université et de l'Église gallicane en ses représentants de la province de Sens. De plus, il soutint qu'ayant vu le zèle apporté par le concile à condamner les doctrines wickliffites et à brûler Huss et Jérôme, il eût été téméraire et injuste de supposer que les Pères ne dussent pas se montrer aussi ardents à réprimer les hérésies de Jean Petit, plus pernicieuses encore. Pour nous, ce qui importe le plus, est l'influence de ces événements sur la destinée de Gerson lui-même. Après la dissolution du concile, le chancelier n'osa pas s'exposer, en rentrant en France, à la haine du duc de Bourgogne ; il accepta avec joie le refuge que lui offrit, en Autriche, le duc Ernest, et exprima sa reconnaissance dans un poème élogieux. Il ne s'aventura plus jamais dans sa patrie au-delà de Lyon, où l'un de ses frères était moine dans un couvent de Célestins et où il gagna sa vie comme maître d'école jusqu'à sa mort, le 14 juillet 1429 (1).

(1) Von der Hardt, III. *Proleg.* 43; IV. 335-6, 440, 451, 718-22, 724-26, 1087-88, 1092, 1492, 1513, 1531-2. — D'Argentré, I. n. 1-7-92. — Gersoni *Op.* m. 56, Q-S, 57 B.

La critique historique aurait depuis longtemps démontré le caractère mythique de la rapide apparition de Jeanne Darc, si les témoignages d'amis et d'adversaires, joints à l'autorité de documents authentiques, ne permettaient de dégager nettement sa merveilleuse carrière des détails légendaires dont on l'a enveloppée. Pour nous, l'histoire de Jeanne Darc offre cet intérêt particulier qu'elle atteste une fois de plus avec quelle facilité on pouvait employer la procédure inquisitoriale à des fins politiques; cela suffit à justifier les développements dans lesquels nous allons entrer à ce sujet.

En 1429, la monarchie française semblait condamnée sans retour. Pour la génération qui avait grandi au milieu de dissensions furieuses, sous le règne du roi dément Charles VI, l'esprit de faction avait remplacé la fidélité au trône ou à la patrie; les loyaux sujets n'étaient pas désignés sous le nom de partisans de Charles VII, mais sous celui d'Armagnacs, et les Bourguignons préféraient la domination de l'étranger à l'autorité de leur souverain héréditaire. Paris, en dépit des affreuses privations et des maux causés par la guerre, s'était allègrement soumis aux Anglais par affection pour le duc de Bourgogne, l'allié des envahisseurs. Jeanne Darc rapportait que, dans son village natal de Domrémy, sur la frontière de la Lorraine, il n'y avait qu'un seul Bourguignon et qu'elle aurait voulu qu'on lui tranchât la tête; mais Domrémy et Vaucouleurs constituaient les seuls centres armagnacs de la France du nord-est, et les enfants du pays engageaient fréquemment, avec les jeunes Bourguignons de Marey, des batailles d'où ils revenaient au logis blessés et en sang (1).

Même la mort du victorieux Henry V, en 1423, n'avait pas semblé arrêter le cours des succès de l'Angleterre. Sous l'habile régence du duc de Bedford, frère du feu roi, secondé par des capitaines comme Salisbury, Talbot, Scales et Falstolf, le

(1) Journal d'un Bourgeois de Paris, ann. 1431. — Epist. de Bonlavillar (Pez, *Thésaur. Anecd.* VI. m. 237). — Procès de Jeanne d'Arc, p. 474. (Les notes qui ne portent pas de mention spéciale, en ce qui concerne ce document et les autres preuves relatives à Jeanne d'Arc, se réfèrent à Buchon, *Choix de Chroniques et Mémoires*, Paris, 1838.)

jeune Henry VI parut destiné à occuper le trône français de son grand-père, Charles VI, conformément aux clauses du traité de Troyes. En 1424, la bataille de Verneuil fut un nouvel Azincourt. La seule province de Dauphiné perdit trois cents chevaliers sur le champ de bataille, et, sans la fidélité des domaines acquis à la suite des croisades albigeoises, Charles VII aurait été, dès ce moment, un roi sans royaume. Rejeté au sud de la Loire, il avait reçu le sobriquet de *Roi de Bourges*. Inconstant et irrésolu, dominé par d'indignes favoris, il ne savait s'il devait battre en retraite vers le sud et s'établir finalement dans les montagnes du Dauphiné, ou bien chercher un refuge en Espagne ou en Écosse. En 1420, sa dernière ligne de défense sur la Loire fut menacée par l'investissement d'Orléans. Il était incapable de délivrer les assiégés : pendant cinq mois, l'héroïque cité résista ; puis, réduits au désespoir, les citoyens envoyèrent le célèbre chevalier Pothon de Xaintrailles offrir leur hommage au duc de Bourgogne. Le duc aurait volontiers agréé cette offre, mais il avait besoin de l'assentiment de son allié anglais, et Bedford refusa avec mépris, ne voulant pas, dit-il, battre le buisson pour qu'un autre eût l'oiseau. Le siège se prolongea encore pendant deux mois : au printemps de 1429, toute résistance ultérieure paraissait inutile ; Charles n'avait plus d'autre ressource qu'une honteuse retraite et un exil éventuel (1).

340

Telle était la situation désespérée de la monarchie française lorsque l'enthousiasme de Jeanne d'Arc ralluma les courages qu'avait éteints une série ininterrompue de revers, réveilla la fidélité des sujets du roi, étouffée sous l'esprit de faction, fit de la religion l'aiguillon du patriotisme et remplaça le désespoir par la confiance. Bien rares, assurément, dans l'histoire du monde, sont ceux à qui fut donné d'influer ainsi sur la destinée d'une nation ; peut-être cet honneur ne fut-il jamais dévolu à

(1) Thomassin, *Registre Del hinal* (Buchon, p. 536, 540) — Görres, *Die d. Jeanne d'Arc*, trad. Bore, Paris, 1886, p. 118. — Chronique de la Pucelle (Buchon, p. 455).

une âme plus humble et, en apparence, moins apte à le soutenir (1).

Née le 6 janvier 1412, au petit hameau de Domremy, sur les confins de la Lorraine et de la Champagne, Jeanne n'avait pas encore accompli sa dix-septième année lorsqu'elle assuma délibérément le rôle de libératrice de sa patrie (2). Ses parents, honnêtes paysans, lui avaient donné l'éducation qui convenait à sa condition sociale; elle ne savait, bien entendu, ni lire ni écrire; mais elle avait appris par cœur le *Pater*, l'*Ave Maria* et le *Credo*; elle avait gardé les vaches et était habile à la couture. Lors de son procès, elle se flatta qu'aucune fille ou femme de Rouen ne lui en remontrerait sur le maniement de l'aiguille. Grâce à ses occupations rustiques, elle était devenue grande et vigoureuse, active et résistante. On a dit plus tard qu'elle pouvait passer six jours et autant de nuits sans ôter sa cuirasse et l'on conta des histoires merveilleuses sur l'aisance avec laquelle elle s'abstenait de nourriture alors qu'elle endurait, dans la bataille et l'assaut, les plus épuisantes fatigues. Ainsi sa forte constitution physique était dominée par un système nerveux plus énergique encore et, de plus, singulièrement excitable. Sa confiance résolue en elle-même apparut le jour où elle fut recherchée en mariage par un brave citoyen de Toul, dont les parents de la jeune fille favorisaient les visées. La trouvant hostile à ses projets, l'amoureux eut recours à la loi, avec l'assentiment probable des Darc, et cita Jeanne devant l'Official de Toul pour remplir la promesse de mariage qu'il prétendait avoir reçue d'elle. Malgré sa jeunesse, Jeanne comparut sans timidité devant le tribunal, jura qu'elle n'avait fait aucune promesse et fut débarrassée de son indiscret prétendant. A treize ans, elle commença à avoir des extases et des visions. L'archange Michel lui apparut tout d'abord et fut suivi de

(1) Bien que les Anglais l'aient toujours appelée *Joan of Arc*, le vrai nom de famille de Jeanne était *Darc*. — Vallet de Viriville, *Charles du Lis*, p. xii-xiii.

(2) Le pays natal de Jeanne était si voisin de la frontière qu'une nouvelle délimitation fit passer, en 1571, à la Lorraine, le groupe de maisons comprenant le logis des Darc, tandis qu'un groupe voisin restait à la France. — Vallet de Viriville, *ubi sup.* p. 24-5.

341

sainte Catherine et de sainte Marguerite, spécialement envoyées par Dieu pour veiller sur Jeanne et pour la guider. L'archange Gabriel aussi vint parfois lui apporter des conseils; Jeanne se crut l'instrument de la volonté divine et, par une sorte de transposition, prit les mouvements de son âme ardente pour des commandements célestes. Elle en vint à convoquer à son gré ses conseillers divins et à obtenir leurs instructions en toute circonstance critique. Ses juges insistèrent vivement sur un vieux hêtre, voisin de Domremy, surnommé l'*Arbre des Dames* ou l'*Arbre des Fées*, près duquel jaillissait un ruisseau réputé pour ses vertus miraculeuses. Il y avait une survivance de l'adoration des arbres et des sources dans les fêtes annuelles où les jeunes filles du village se réunissaient autour du hêtre, dansaient, chantaient et suspendaient des guirlandes aux rameaux; mais Jeanne, tout en se joignant à ses compagnes, réservait d'ordinaire ses guirlandes pour en décorer l'autel de la Vierge, dans l'église voisine. Jeanne, dès la première apparition de ses célestes visiteurs, fit vœu de virginité. Elle croyait être consacrée et marquée pour quelque mission divine à laquelle il fallait sacrifier tous les liens terrestres. En rapportant à ses juges que ses parents étaient presque devenus fous de douleur, à la suite de son départ, elle ajouta que si elle avait eu cent pères et mères, elle les aurait abandonnés pour accomplir sa mission. Cette concentration intérieure devait probablement se refléter sur son visage, car plusieurs chroniqueurs déclarent que nul homme ne pouvait la regarder d'un œil lascif (1).

Tout d'abord, ses guides célestes lui dirent simplement de se bien conduire et d'être assidue à l'église; mais, quand elle commença à comprendre l'état désespéré de la monarchie et à partager les ardentes passions de l'époque, il arriva naturellement que ces instructions purement morales se changèrent en l'ordre d'apporter, au peuple désolé, le message libérateur.

(1) Procès, p. 469, 470, 471, 473, 475, 476, 477, 483, 485, 487, 499. — Chron. de la Pucelle, ann. 1429, p. 428, 435-6, 443. — L'Averdy (Académie des Inscriptions, Notice des Mss. n. 373).

Dans ses extases, elle sentait qu'elle était l'instrument choisi; à la fin, ses Voix, suivant le nom qu'elle leur donnait habituellement, vinrent, plusieurs fois par semaine, la presser d'aller en France lever le siège d'Orléans. Elle tremblait de révéler sa mission à ses parents; ils durent cependant avoir vent du projet, car, deux ans avant le départ de Jeanne, son père, Jacques Darc, rêva qu'elle s'en allait avec des soldats, et dit à ses fils que, s'il pensait que son rêve dût se réaliser, il aimerait mieux voir Jeanne noyée par eux, ou qu'il la noierait de ses propres mains. A partir de ce jour, elle fut l'objet d'une surveillance attentive; mais l'insistance de ses conseillers célestes se traduisit par des reproches; ils la trouvaient lente à obéir et elle ne put supporter une plus longue attente. Elle obtint la permission d'aller voir son oncle, Denis Laxart, et lui persuada de la mettre secrètement en rapport avec Robert de Baudricourt, qui occupait, au nom du roi, le château de Vaucouleurs, situé dans le voisinage. Ses Voix lui avaient prédit qu'elle essuierait deux refus et réussirait à la troisième tentative. La prédiction se réalisa. Le brave chevalier, après avoir tout d'abord invité l'oncle à châtier la jeune fille, finit par se laisser convaincre et promit de demander au roi l'autorisation d'envoyer Jeanne rejoindre la cour. Elle devait avoir acquis dès lors une réputation de prophétesse inspirée, car tandis qu'on attendait la réponse du roi, le duc de Lorraine, alors malade, manda Jeanne auprès de lui; elle lui déclara que, s'il voulait recouvrer la santé, il fallait tout d'abord qu'il se reconciliât avec sa femme. L'autorisation royale arriva; Baudricourt donna à Jeanne un costume et une épée, lui fournit une modeste escorte composée d'un chevalier et de cinq hommes d'armes, et se lava les mains de l'affaire (1).

La petite troupe se mit en marche le 13 février 1429; c'était un long et périlleux voyage; il fallait parcourir cent cinquante lieues, au cœur de l'hiver, en pays ennemi. Le seul fait que Jeanne et son escorte aient pu arriver à destination au bout de

(1) Procès, p. 474, 485. — Chronique, p. 454. — L'Averd (*ubi s. p. m.* 301).

onze jours, passa, aux yeux de la population, pour une sorte de miracle où se manifestait la faveur divine. Le 24 février on parvint à Chinon, où Charles tenait sa cour; là, de nouveaux obstacles devaient surgir devant Jeanne. Il est vrai que certaines personnes de sens voyaient en elle, assure-t-on, la réalisation d'une prophétie de Merlin : « *Descendet virgo dorsum sagittarii et flores virgineos obscurabit* »; d'autres déclaraient que sa venue avait été annoncée par la Sibylle et par Bède le Vénérable; d'autres lui demandèrent s'il n'y avait pas, dans son pays, une forêt appelée *le Bois-Chénu*, attendu qu'une vieille prédiction disait que de ce Bois-Chénu viendrait une jeune fille douée de pouvoirs miraculeux. Elle les remplit de joie en leur apprenant que ce bois était situé à une lieue seulement de la maison paternelle. Mais les hommes qui faisaient fond sur le savoir humain secouaient la tête et qualifiaient de folie sa prétendue mission. Pourtant, la cause royale paraissait à tel point désespérée qu'on jugea les prétentions de Jeanne assez sérieuses pour mériter une enquête. Des prélats et des docteurs en théologie, des juristes et des hommes d'État interrogèrent la jeune fille pendant un mois; tous furent successivement séduits par sa simplicité, sa ferveur, sa conviction et la finesse de ses réponses. Mais cela ne suffisait pas encore. A Poitiers siégeaient le Parlement de Charles et une Université composée des quelques théologiens qui avaient déserté l'Université de Paris, désormais gagnée à la cause anglaise. On envoya Jeanne en cette ville, où, pendant trois semaines, on lui fit subir le supplice d'un interrogatoire sans fin. En même temps on scrutait avec soin sa vie passée : ces enquêtes établirent que sa bonne réputation était entièrement justifiée et qu'elle était digne de créance. On invita Charles à lui demander de prouver, par quelque signe, qu'elle était l'envoyée de Dieu; mais elle refusa, déclarant que l'ordre céleste voulait que ce signe apparût devant Orléans et non ailleurs. Finalement, la conclusion officielle, exprimée avec grande prudence, fut qu'en raison de sa vie honnête et de ses mœurs louables, et sur la promesse d'un signe attestant sa mission devant

Orléans, le roi ne devait pas l'empêcher de se rendre en ce lieu; il convenait qu'il l'y fit mener en sûreté; car repousser l'offre de la jeune fille sans apparence de mal, serait faire affront au Saint-Esprit, et se rendre indigne de la grâce et de l'assistance de Dieu (1).

Deux mois s'étaient écoulés dans tous ces préliminaires; le mois d'avril s'achevait sans qu'une décision fût intervenue. On préparait un convoi destiné à ravitailler Orléans; Jeanne fut autorisée à accompagner ce convoi. D'après les instructions de ses Voix, elle se fit apprêter un étendard où figurait sur un fond blanc, entre deux anges, le Christ tenant le monde; cet

344

(1) *Procès*, p. 471, 475, 478, 482, 485. — *Chronique*, p. 428, 454. — *Görres* p. 37-9. — *Thomassin*, p. 537, 538. — *Christine de Pffisan* (Buchon, p. 541). — *Monstrelet*, liv. II, ch. 57. — *Dynteri Chron. Duc. Brabant*, lib. VI, ch. 234.

Les chroniques mentionnent nombre de miracles par lesquels Jeanne aurait levé les doutes de Charles; on rapportait qu'elle l'avait reconnu du premier coup d'œil, bien qu'il fût vêtu simplement et caché au milieu de brillants courtisans; on disait aussi qu'elle avait révélé au roi le secret, connu de Dieu et de lui seul, de certaines prières et de certaines requêtes adressées à Dieu par Charles dans son oratoire de Loches (*Chronique*, p. 429, 435; *Jean Chartier, Hist. de Charles VII*, éd. Godefroy, p. 19; *Görres*, p. 105-9). Peut-être quelque parole fortuite prononcée par Jeanne avait-elle frappé l'esprit vacillant de Charles et produit sur lui une impression profonde; mais la légende se forma si rapidement autour de la Pucelle qu'on y introduisit à tout instant de nouveaux miracles. Jeanne déclara à ses juges que Charles et plusieurs conseillers royaux, en're autres le duc de Bourbon, avaient vu ses anges gardiens et entendu ses Voix, et que le roi lui-même avait reçu d'importantes révélations (*Procès*, p. 472). Elle dit aussi qu'un signe matériel avait établi la divinité de sa mission. Sous l'effet de l'habile interrogatoire des juges, ce signe, qui était d'abord un secret réservé au roi seul (p. 477), se changea en une histoire extraordinaire : saint Michel, accompagné de sainte Catherine, de sainte Marguerite et de nombreux anges, était venu la chercher à son logis, l'avait suivie au palais du roi, avait gravi l'escalier et franchi la porte, et avait donné à l'archevêque de Reims une couronne d'or, d'une richesse indescriptible, telle que nul orfèvre au monde n'en saurait faire de semblable. L'archevêque avait remis cette couronne au roi, tandis que l'archange annonçait à Charles qu'avec l'aide de Dieu et de Jeanne, champion de Dieu, il recouvrerait la France entière; mais que, s'il n'employait pas le secours de la Pucelle, son couronnement serait différé.

Tout cela avait été vu et entendu, affirmait-elle, par l'archevêque d'Alençon et divers prélats, par Charles de Bourbon, par le duc d'Alençon, par La Trémouille et par trois cents autres témoins. C'était à la suite de ce miracle qu'elle avait été délivrée des fastidieux interrogatoires des ecclésiastiques. Quand on lui demanda si elle s'en rapportait au témoignage de l'archevêque, elle répondit : « Faites-le venir et permettez que je m'entretienne avec lui; il n'osera pas dire le contraire de ce que je vous ai dit. » L'offre était sans danger, car le procès avait lieu à Rouen, en terre anglaise, et l'archevêque était chancelier de France (*Procès*, p. 482-6, 495, 502). D'ailleurs, le témoignage du prélat, si on l'avait recueilli, n'aurait probablement pas été favorable à l'accusée, car l'archevêque appartenait au parti du favori La Trémouille, — lequel avait toujours été l'ennemi de la Pucelle.

étendard, qui fut toujours au premier rang dans la bataille et qui passa pour un gage assuré de victoire, finit par être soupçonné d'être une œuvre de sorcellerie. Jeanne se vit assigner une escorte, une garde, mais n'exerça jamais, semble-t-il, de commandement officiel; cependant elle prétendait entrer en campagne comme envoyée de Dieu et jugea bon d'envoyer d'abord une sommation à l'ennemi. Le 18 avril, elle adressa quatre lettres, l'une à Henry VI, les trois autres au Régent Bedford, aux chefs campés devant Orléans et aux soldats anglais de cette armée; elle demandait la restitution des clefs de toutes les villes occupées en France par l'ennemi; elle se déclarait prête à conclure la paix si les Anglais abandonnaient le pays et fournissaient une indemnité pour compenser les torts causés par l'invasion; sinon, en vertu du mandat qu'elle avait reçu de Dieu, elle les chasserait de France par une attaque armée dont on n'avait pas vu d'exemple depuis mille ans. Ces épitres excitèrent un vif étonnement dans le camp anglais. Le bruit de l'arrivée de Jeanne s'était répandu; on la dénonçait comme une sorcière; tous ceux qui avaient foi en elle étaient des hérétiques; Talbot déclarait que si elle tombait entre ses mains, il la brûlerait vive, et les messagers qui apportèrent ses lettres ne furent sauvés d'un sort semblable que grâce à Dunois, alors commandant d'Orléans, qui menaça d'exercer des représailles (1).

Une dizaine de jours plus tard, le convoi partit, sous la conduite de Gilles de Rais et du maréchal de Sainte-Sévère. Jeanne avait promis qu'on ne rencontrerait aucune opposition et son crédit s'accrut considérablement quand on vit cette prédiction se réaliser. Bien que le convoi passât à une ou deux portées de flèche des lignes anglaises d'investissement et qu'on perdît beaucoup de temps à faire franchir la Loire aux troupeaux et aux vivres destinés à la ville, l'ennemi ne tenta aucune attaque.

(1) Monstrelet, II, 57. — Procès, p. 478. — Thomassin, p. 538. — Chronique, p. 430-33.

Les lettres de Jeanne, telles qu'elles furent produites à son procès, avaient été falsifiées, du moins au dire de l'accusée. — Le Brun de Charinettes, *Histoire de Jeanne d'Arc*, III, 318.

Il en fut de même lorsqu'un second convoi arriva à Orléans le 4 mai, à la surprise des Français et à la colère des Parisiens qui suivaient de loin les événements et qui ne pouvaient comprendre la paralysie dont semblaient avoir été soudain frappées les armes anglaises. Jeanne avait attendu avec impatience ces derniers renforts et demanda qu'on prit immédiatement l'offensive contre les assiégeants. Sans la consulter, on donna le jour même l'assaut à un ouvrage avancé des Anglais sur l'autre rive de la Loire. La légende rapporte que Jeanne s'éveilla au milieu de son sommeil, en s'écriant qu'on massacrait ses gens, et, sans prendre même le temps d'agrafer entièrement son armure, sauta à cheval et sortit au galop par la porte conduisant au champ de bataille. L'attaque avait mal commencé ; mais dès que Jeanne fut arrivée, aucun Anglais ne réussit plus à blesser un Français et la bastille fut emportée. De violents engagements eurent lieu les jours suivants. Le 6, Jeanne fut blessée au pied par une chausse-trape et, le 7, à l'épaule par une pique ; mais, après une résistance acharnée, tout les ouvrages anglais de la rive gauche de la Loire furent pris et leurs garnisons tuées ou capturées. Les pertes anglaises furent estimées à six ou huit mille hommes, tandis que les Français ne perdirent pas plus d'une centaine de combattants. Le 8, les Anglais levèrent le siège et battirent en retraite si précipitamment qu'ils abandonnèrent leurs malades et leurs blessés, leur artillerie et leurs magasins. Les Français, enflammés par la victoire, brûlaient de poursuivre les fuyards ; mais Jeanne s'y opposa : « Laissez-les partir, dit-elle ; ce n'est pas la volonté de Messire qu'ils soient battus aujourd'hui ; vous les retrouverez une autre fois. » Son ascendant moral était tel, à ce moment, qu'on lui obéit. L'état d'esprit des ennemis avait changé de façon si merveilleuse que si, disait-on, avant la venue de Jeanne, deux cents Anglais mettaient en déroute cinq cents Français, maintenant deux cents Français étaient capables de battre cinq cents Anglais. Monstrelet lui-même, bien que peu favorable à la Pucelle, reconnaît qu'une fois Orléans délivré, nul capitaine ne remplit de son renom les bouches des hommes

plus que ne fit Jeanne, bien qu'elle fût entourée de chevaliers fameux, tels que Dunois, La Hire et Pothon de Xaintrailles. Le Régent Bedford, écrivant au Conseil anglais, ne put voir dans cette catastrophe qu'une épreuve imposée par la colère divine, pour châtier la crainte misérable qu'inspirait aux soldats « un disciple et un rejeton du démon, appelé la Pucelle, qui se servait de faux enchantements et de sorcellerie », — « *caused of unlyefulle doubte that thei hadde of a Desciple and Lymé of the Feende called the Pucelle that used fals Enchauntements and Sorcerie* ». Non seulement, dit-il, les forces anglaises ont perdu de leur nombre et de leur ardeur, mais l'ennemi se voit encouragé à lever des troupes en masse (1).

Dans l'état d'épuisement chronique où se trouvait le trésor royal, il n'était pas facile pour Charles de tirer parti de ce succès inattendu ; mais l'enthousiasme de la nation était excité et l'on pouvait trouver des troupes pour tenir la campagne. D'Alençon fut envoyé avec une armée pour expulser l'ennemi de la vallée de la Loire ; il emmena Jeanne avec lui. Suffolk s'était fortifié dans Jargeau, mais la place fut prise d'assaut et le chef anglais fait prisonnier avec tous ceux de ses hommes qui n'avaient pas péri dans la lutte. Faute d'argent, on dut revenir à Tours, où Jeanne pressa vivement Charles d'aller se faire couronner à Reims. Elle avait toujours affirmé que sa mission consistait à délivrer Orléans et à procurer au roi la couronne ; elle déclarait que ses jours étaient comptés et qu'il ne fallait pas mépriser le conseil de ses Voix. Mais la prudence l'emporta ; on comprit qu'il était nécessaire de ruiner d'abord la domination anglaise dans les provinces du centre. Une seconde expédition fut mise sur pied. Beaugency fut assiégé et pris, et, le 18 juin, la bataille de Patay répara, dans une certaine mesure, les désastres d'Azincourt et de Verneuil.

347 Après une faible résistance, les Anglais s'enfuirent. Deux mille cinq cents d'entre eux restèrent sur le champ de bataille, un

(1) Monstrelet, II. 57-61. — Thomassin, p. 338. — Chronique, p. 430-7. — Jean Chartier, p. 22-4. — Journal d'un Bourgeois de Paris, ann. 1429. — Rymer, X. 408.

grand nombre d'hommes furent faits prisonniers et, avec eux, Talbot, Scales et divers autres personnages de marque. Ainsi, après un peu plus de six semaines, tous les grands capitaines anglais étaient morts ou captifs, à l'exception de Falstolf, dont Bedford punit la fuite à Patay en lui arrachant l'Ordre de la Jarrettière. Les troupes ennemies étaient dispersées et découragées, leur prestige était détruit. Il n'était pas surprenant qu'en tous ces événements un des partis vit la main de Dieu, l'autre celle du démon. Même le chroniqueur normand P. Cochon dit que les Anglais auraient abandonné le sol de France si le Régent y avait consenti et qu'ils étaient abattus à tel point qu'un Français pouvait mettre en fuite trois d'entre eux (1).

Une lettre écrite, de la cour de Charles VII, au duc de Milan, trois jours après le triomphe de Patay, raconte les miracles des semaines précédentes et montre quelle était la réputation de Jeanne, avec quelle rapidité sa légende prenait corps. A la naissance de la Pucelle, rapporte la lettre, les villageois étaient pleins de joie sans savoir pourquoi ; les coqs battirent des ailes pendant deux heures et firent entendre un chant tout différent de leur cri habituel. La lettre décrivait ensuite, en termes outrés, les visions de Jeanne, ses prouesses personnelles et son endurance. La délivrance d'Orléans, la prise de Jargeau, de Mehun-sur-Loire, de Beaugency, la suprême bonne fortune de Patay, tout lui était attribué ; c'était elle qui avait eu l'initiative de l'action, elle qui avait mené l'armée et remporté tous les succès ; la lettre ne mentionnait aucun autre capitaine. On rapportait, de plus, qu'elle prédisait déjà la délivrance de Charles d'Orléans, captif des Anglais depuis quinze ans, et qu'elle avait envoyé à l'ennemi une sommation d'avoir à rendre leur prisonnier (2).

On ne pouvait désormais douter que Jeanne fût guidée par l'inspiration directe de Dieu. Le 25 juin, à Gien, on délibéra

(1) Chronique, p. 438-41. — Jean Chartier, p. 26-7. — Chron. de P. Cochon (éd. Vallet de Viriville, p. 456).

(2) Epist. P. de Bonlavillar (Pez, *Thes. Anecd.* VI. in. 237).

sur les mesures à prendre, et bien que les conseillers de Charles fussent d'avis de s'emparer de La Charité et de chasser l'ennemi de l'Orléanais et du Berri, le roi céda aux instances de Jeanne et approuva la marche sur Reims. L'entreprise semblait folle ; la ville de Reims était en pays ennemi ; des forteresses en barraient la route et les ressources royales étaient insuffisantes pour équiper et approvisionner une armée ou pour acquérir des engins de siège. Mais l'enthousiasme était devenu de la fièvre ; la prudence humaine passait pour un manque de foi. Les volontaires affluèrent dès que se répandit au loin la nouvelle des intentions du roi ; certains gentilshommes, trop pauvres pour acheter des armes et des chevaux, s'offrirent avec joie à servir comme simples archers et valets d'armée. La Trémouille, le favori du roi, se croyant menacé dans la faveur de Charles, obtint qu'on refusât le concours d'une foule de volontaires ; sans lui, disait-on, on aurait facilement réuni une armée capable de chasser l'Anglais du sol de France. Ces troupes mal organisées se mirent en route. Auxerre, bien que dépourvue de garnison, refusa d'ouvrir ses portes, mais fournit des vivres. Jeanne aurait voulu donner l'assaut à la ville ; mais le roi poursuivit son voyage, à l'instigation, dit-on, de la Trémouille, qui avait reçu de la ville une prime de deux mille livres. Troyes était occupée par un fort contingent d'Anglais et de Bourguignons ; on ne pouvait laisser derrière soi cette menace et l'armée campa pendant cinq ou six jours devant les murs qu'elle ne pouvait battre en brèche, faute d'artillerie. Les soldats n'avaient ni argent ni vivres ; la seule nourriture consistait en épis de blés et en fèves volées dans les champs. La situation était décourageante ; un conseil de guerre proposa la retraite, sur le conseil du chancelier Renaud de Chartres, archevêque de Reims. On convoqua Jeanne, qui déclara que la ville se rendrait avant deux jours. Ce délai lui fut accordé et aussitôt elle se mit en mesure de réunir des matériaux pour combler les tranchées et fit dresser en batterie quelques petites couleuvrines. Les habitants, pris d'une panique soudaine,

demandèrent à capituler; on laissa sortir la garnison et la ville rentra dans le devoir (1).

Quand Jeanne entra dans Troyes, elle fut abordée par un certain Frère Richard, que le peuple avait chargé de l'interroger. Le digne moine, ne sachant trop si elle venait du ciel ou de l'enfer, s'approcha avec prudence, en répandant de l'eau bénite et en faisant force signes de croix; à la fin Jeanne sourit et l'invita à s'avancer sans crainte, car elle n'avait pas dessein de s'envoler. Ce Frère Richard était un prédicateur franciscain renommé, revenu depuis peu d'un pèlerinage à Jérusalem et qui, au mois d'avril, avait, par son éloquence, produit une très vive impression à Paris. Du 16 au 26 avril, il avait prêché chaque jour devant des auditoires variant de cinq à six mille personnes, et il avait excité une émotion si ardente qu'un certain jour on alluma dans les rues une centaine de feux de joie dans lesquels les hommes jetèrent leurs cartes, leurs dés, leur tables de jeu, tandis que les femmes sacrifiaient de même leurs parures et leurs colifichets. Jeanne acquit une autorité si absolue sur ce moine qu'il se voua à son service et la suivit dans toutes ses campagnes, employant son éloquence à convertir les hommes, non de leurs péchés, mais de leur infidélité à Charles. Quand les bons Parisiens apprirent la chose, ils revinrent à leurs cartes et à leurs dés pour faire pièce au moine. Même ils abandonnèrent, pour la croix rouge de Bourgogne, une petite médaille de plomb, portant le nom de Jésus, que Richard leur avait distribuée. Au milieu des passions de l'époque, la religion n'était, pour les deux factions en présence, que la servante de l'esprit de parti (2).

La marche vers Reims fut une succession de triomphantes étapes. Chalons-sur-Marne envoya, une demi-journée de route en avance, des députés apporter sa soumission et prêter serment d'allégeance. A Septsauts, la garnison s'enfuit et la population reçut son roi avec enthousiasme, tandis que les ducs de

(1) Chronique, p. 442-5. — Jean Chartier, p. 29-31. — Jacques le Bouvier (Godefroy, p. 378).

(2) Procès, p. 479. — Journal d'un Bourgeois de Paris, ann. 1429, 1431.

Lorraine et de Bar venaient le rejoindre avec des troupes assez fortes. Reims était commandée, au nom du duc de Bourgogne, par le seigneur de Saveuse, un des plus vaillants guerriers de l'époque ; mais les citoyens furent terrifiés par l'arrivée de la Pucelle, dont les merveilles leur avaient été rapportées et avaient frappé leur imagination ; ils se déclarèrent en faveur de Charles et Saveuse fut obligé de s'enfuir. Charles entra dans la ville le 16 juillet et fut accueilli avec joie. Le lendemain, dimanche 17 juillet, il fut couronné roi de France. Pendant la cérémonie, Jeanne se tint auprès de l'autel, ayant à la main son étendard. Plus tard, ses juges parurent croire qu'elle avait tenu l'étendard dans la cathédrale pour que cet insigne exerçât l'influence occulte dont il était doué et ils lui demandèrent curieusement les raisons de cet acte. Elle répondit simplement : « Il avait été à la peine, il était juste qu'il fût à l'honneur » (1).

350 Jeanne pouvait à bon droit soutenir que sa mission était achevée. En un peu plus de trois mois, elle avait fait de l'homme qui, à Chinon, se préparait à la fuite, un roi auquel ses flatteurs donnaient déjà le titre de *Victorieux*. Encore quelques mois de semblables succès, et Charles serait solidement rétabli sur son trône. Personne ne pouvait douter que les résultats acquis ne fussent le gage d'une rapide succession de victoires. On avait entamé, avec le duc de Bourgogne, des négociations dont le résultat attendu devait être de détacher le duc de la cause anglaise. Jeanne lui avait écrit, quelques semaines auparavant, pour le prier d'assister au couronnement ; le jour de la cérémonie, elle lui adressa une autre lettre, le sommant de revenir à son allégeance. En peu de jours, Beauvais, Senlis, Laon, Soissons, Château-Thierry, Provins, Compiègne et d'autres places reconnurent Charles comme roi et reçurent des garnisons royales. L'exultation était universelle ; la population revenait à son souverain avec les transports d'un délire contagieux. Quand Charles passait, les paysans

(1) Chronique, p. 446. — Monstrelet, II. 64. — Buchon, p. 524. — Procès, p. 494.

s'assemblaient et, les larmes aux yeux, le bénissaient et remerciaient Dieu d'avoir enfin fait luire l'aube de la paix. Tous reconnaissaient, dans ce changement de fortune, l'œuvre de Jeanne. Christine de Pisan, écrivant vers cette époque, la compare à Esther, à Judith, à Déborah, à Gédéon, à Josué ; Moïse même n'est pas plus grand que Jeanne. Une litanie composée à ce moment contient une prière où il est dit que Dieu a délivré la France par la main de la Pucelle. Un chroniqueur bourguignon rapporte que tous les soldats français voyaient en elle un messenger divin capable de chasser l'Anglais. Même après que l'enthousiasme de l'heure se fut calmé, Thomassin, qui relate les faits officiellement dans un ouvrage adressé à Louis XI, n'hésite pas à dire que, de tous les signes par lesquels Dieu manifesta son amour pour la France, il n'y en eut jamais de plus grand et de plus merveilleux que l'apparition de cette Pucelle. C'était à Jeanne qu'était due la restauration du royaume, tombé si bas qu'il eût péri sans la venue de la libératrice. Elle passait pour un oracle de Dieu sur d'autres sujets encore. Le comte d'Armagnac s'adressa à elle pour savoir auquel des trois papes il fallait adhérer : elle répondit qu'elle lèverait les doutes du comte avec l'aide du Roi du monde entier, lorsqu'elle-même serait délivrée des soucis de la guerre. S'il faut avouer que son extraordinaire fortune lui tourna la tête au point de la pousser à écrire des lettres comminatoires aux Hussites, reconnaissons, d'autre part, qu'elle resta toujours bienveillante et charitable à l'égard des pauvres et des humbles. Elle les protégeait, autant qu'elle pouvait, contre les horreurs de la guerre, les réconfortait et les soutenait, et ils manifestaient leur vénération et leur reconnaissance en baisant ses mains, ses pieds et ses vêtements, ce dont ses impitoyables juges n'eurent pas honte, un peu plus tard, de lui faire un crime (1).

Cependant il ne semble pas que Jeanne ait eu, dans l'armée **351**

(1) Buchon, p. 539, 545. — Bernier, *Monuments inédits de France*, Senlis, 1833, p. 18. — Journal d'un Bourgeois de Paris, ann. 1420. — Chronique, p. 446-7. —

royale, un titre ou un commandement défini. Christine parle d'elle, il est vrai, comme du chef reconnu :

« *Et de nos gens preux et habiles
Est principale chevetaine.* »

Mais il est à croire que sa situation, au milieu des soldats, était uniquement fondée sur l'influence morale que lui avaient valu ses prodigieux exploits et la croyance à sa mission divine. Charles lui témoigna sa reconnaissance par des dons généreux. Jeanne fut vêtue avec magnificence ; on mit à son service de nobles demoiselles, un maître d'hôtel, des pages, des valets. Elle avait cinq chevaux d'armes, sept ou huit chevaux de fatigue et quand elle fut faite prisonnière, elle possédait dix à douze mille francs, somme assez minime, dit-elle à ses juges, pour qu'on pût l'emporter à la guerre. Au lendemain du couronnement, à la requête de Jeanne, Charles accorda comme privilège, à Domremy et à Greux, l'exemption de toute taxe, faveur qui fut respectée jusqu'à la Révolution ; puis, en décembre 1429, il anoblit spontanément la famille Darc et sa postérité, en donnant comme armes à la maison deux fleurs-de-lis traversées par un glaive sur champ d'azur, et en accordant aux descendants le droit de porter le nom de *Du Lis*. Tout cela était une faible rémunération des inestimables services rendus

Mémoires de Saint-Remy, ch. 132. — Thomassin, p. 540. — Nider, *Formicar*. v. viii. — Procès, p. 479.

Christine de Pisan dit de Jeanne :

*Que peut-il d'autre estre dit plus
Ne des grands faits du temps passé :
Moyssés en q' i Dieu afflus
Mit graces et vertus assez ;
Il tira sans être lassez
Le peuple Israël hors d'Egypte ;
Par miracle ainsi repassez
Nous as de mal, pucelle eslite.*

(Buchon, p. 542.)

Ce qui troublait le comte d'Armagnac fut la dernière convulsion du Grand Schisme. Benoît XIII, qui ne s'était jamais soumis au concile de Constance, mourut en 1424 ; ses cardinaux se querellèrent et élurent deux titulaires de cette papauté chimérique, Clément VIII et Benoît XIV. En 1429, le concile de Tortose déposa les deux papes ; mais, à ce moment, le comte d'Armagnac pouvait encore s'imaginer que, sur ce sujet, un avis céleste était désirable.

par Jeanne; les juges en firent pourtant un chef d'accusation spécial contre leur victime (1).

Toute l'Europe était émue de cette prodigieuse apparition. 352
Non seulement les hommes d'État et les guerriers observaient avec étonnement les étranges vicissitudes de la lutte, mais des érudits et des théologiens étaient divisés sur le point de savoir si elle était l'instrument de puissances célestes ou d'esprits infernaux; partout, ils discutaient et rédigeaient des mémoires pour soutenir l'une ou l'autre opinion. En Angleterre, bien entendu, on était unanime à partager la croyance populaire que Shakespeare met dans la bouche de Talbot, attribuant les victoires de la « sorcière » à la crainte qu'elle inspire et non à la force de ses armes :

*« A witch by fear, not force, like Hannibal,
Drives back our troops and conquers as she lists. »*

En effet, elle causait aux ennemis une terreur si générale que lorsqu'il fut question, en mai 1430, d'envoyer Henry VI recevoir la couronne à Paris, des capitaines et des soldats faisant partie de l'escorte désignée désertèrent et se cachèrent; en décembre, alors que Jeanne était prisonnière au château de Rouen, et qu'on entreprit le voyage projeté, les mêmes désordres se produisirent; il fallut lancer aux *shériffs* un nouvel édit ordonnant l'arrestation des hommes qui désertaient quotidiennement, au grand péril de la personne royale et du royaume de France. Ailleurs, on ne tenait pas la question pour tranchée et l'on argumentait en faisant appel à toutes les ressources de la logique scolastique. On a conservé certains écrits de ce genre,

(1) Görres, p. 241-2, 273. — *Procès*, p. 482. — Buchon, p. 313-4. — *Dynteri Chron. Duc. Brabant*, lib. vi, ch. 235.

Tous les ans on inscrivait, sur le rôle des taxes, en face des noms de Domremy et de Groux : *Néant, la Pucelle*. Par une prérogative extraordinaire, la noblesse accordée à la famille de Jeanne se transmettait aux descendants de sexe féminin comme à la lignée masculine; tous étaient également exemptés de taxes. Comme des mariages nombreux étendaient cette noblesse à des membres de la riche bourgeoisie, l'exemption prit un tel développement qu'en 1614 il fallut en limiter le bénéfice aux descendants mâles (Vallet de Viriville, *Charles du Lis*, p. 24, 88).

attribués à Gerson, qui montrent la nature des doutes entretenus alors par les doctes. Jeanne était-elle une femme ou un fantôme ? Fallait-il considérer ses actions comme divines ou comme « phitoniques » et illusoires ? Si ces actes sont le résultat de causes surnaturelles, émanent-ils de bons esprits ou d'esprits malins ? Pour les défenseurs de Jeanne, la difficulté la plus grave était le port des vêtements masculins et des cheveux coupés court ; il y avait là un grief indéniable, qui contribua le plus à motiver sa condamnation. Pour se tirer d'embarras, on dut admettre que l'Ancienne Loi interdit aux femmes le port du costume masculin, mais que cette interdiction, purement juridique, n'avait pas une autorité absolue sous la Loi Nouvelle ; l'objet de cette prohibition était uniquement la sauvegarde des mœurs et de la décence ; il convenait de considérer les circonstances et les intentions ; en sorte que la loi divine ne pouvait interdire l'équipement viril et guerrier à Jeanne, femme virile et guerrière. On justifiait de la même façon la coupe de ses cheveux, interdite pourtant par l'apôtre Paul.

353

Pendant les quelques semaines qui suivirent le couronnement, Jeanne fut à l'apogée de sa gloire. Une suite ininterrompue de succès avait démontré la réalité de sa mission divine. Elle avait sauvé la monarchie ; nul ne doutait que l'envahisseur dût être, à bref délai, chassé de France. Il est possible qu'elle ait déclaré, comme on l'a rapporté, que sa tâche était achevée et qu'elle désirait retourner chez ses parents pour garder leurs troupeaux, ainsi qu'elle avait jadis accoutumé de faire. En raison des événements qui suivirent, les chroniqueurs durent créer ou accepter cette version pour maintenir la théorie de l'inspiration divine de Jeanne. Lors de ses échecs ultérieurs, devant Paris et La Charité, Jeanne dut se persuader

(1) Nider, *Formicar.* v. viii; Ejusd. *de Visionibus*, lib. v, cap. viii. — Rymer, X, 459, 472. — Gersoni *Opera* éd. 1488, iii. T-Z. — M. de l'Averdy donne le résumé d'autres discussions relatives à Jeanne (*ubi sup.* m. 212-17).

Vers l'année 1300, Jean de Fribourg eut l'occasion d'agiter la question du port des vêtements masculins par des femmes. Il admet que cette pratique est interdite par le Deutéronome (xxii. 5), mais il ajoute qu'on y peut recourir sans péché en cas de nécessité, soit pour échapper à un ennemi, soit faute d'autres vêtements, soit pour quelque raison similaire. — Joh. Friburgens. *Summa Confessorum*, lib. iii, tit. xxxiv, q. 286.

naturellement que ces tentatives avaient échoué parce qu'elles avaient eu lieu malgré l'avis des Voix ; cependant tout concourt à prouver qu'à cette époque elle avait toujours une égale foi en son succès. Ainsi une lettre écrite de Reims, le jour du couronnement, par un personnage évidemment bien informé, rapporte que l'armée se préparait à partir le lendemain pour Paris et que la Pucelle ne doutait pas de pouvoir réduire la ville à l'obéissance. Elle ne tenait pas non plus sa mission comme réellement achevée, puisqu'elle avait, dès le début, annoncé son projet de délivrer Charles d'Orléans, et que, devant ses juges, elle exposa qu'elle avait eu dessein d'envahir l'Angleterre pour délivrer le captif, ou de faire assez de prisonniers pour contraindre l'ennemi à un échange. Ses Voix lui avaient promis la réussite et, si elle n'avait été prise, elle aurait achevé cette tâche en trois ans (1).

Quoi qu'il en soit, depuis ce jour, l'étonnant bonheur qui s'était attaché à ses pas cessa de la soutenir ; des alternatives de succès et de revers montrèrent que les Français avaient perdu l'ardeur première de leur enthousiasme, ou que les Anglais, remis de leur panique, s'étaient résolument déterminés à combattre les puissances infernales. Bedford parvint à mettre en campagne une armée imposante, avec le concours du cardinal Beaufort qui lui céda (pour une forte somme, dit-on) quatre mille croisés levés en Angleterre contre les Husites. L'Anglais barrait la route de Paris : trois fois les deux armées, de valeur à peu près égale, se trouvèrent face à face ; mais Bedford sut toujours choisir habilement une forte position que Charles n'osait attaquer, car la prudence humaine avait manifestement remplacé l'audacieuse confiance qui avait mar-

354

(1) Chronique, p. 447. — Buchon, p. 524. — Pez, *Thesaur. Anecd.* VI. iii. 237. — Procès, p. 434. — L'Averdy, III. 338.

Le peuple expliquait la glorieuse carrière de Jeanne en associant sa bonne fortune à la possession d'une épée dont la lame était marquée de cinq croix. Jeanne avait découvert cette arme dans l'église de Saint-Catherine de Fierbois et ne s'en était jamais dessaisie depuis. Pendant la marche sur Reims, voyant qu'on méprisait l'ordre, donné par elle, de chasser de l'armée les prostituées, elle frappa du plat de cette épée plusieurs femmes perdues, et la lame se brisa. On ne trouva pas d'armurier capable de rajuster les fragments ; Jeanne dut porter une autre épée, et dès lors sa bonne fortune l'abandonna. — Jean Chartier, p. 20, 29, 42.

qué l'expédition contre Reims. Les intrigues des factions qui entouraient Charles VII apparaissent dans la tentative de retraite sur la Loire, rendue vaine par l'échec de Bray-sur-Seine ; quand les courtisans échouèrent dans leur attaque contre les Anglais qui gardaient le passage du fleuve, cet insuccès fut accueilli avec joie par Jeanne, par les ducs de Bourbon et d'Alençon et par le parti hostile à La Trémouille. Charles fut obligé de rester au nord de la Loire. Vers la fin d'août, Bedford, redoutant une invasion en Normandie, se rendit dans cette province, et laissa ainsi découverte la route de Paris. Charles s'avança jusqu'à Saint-Denis qu'il prit, sans résistance, le 25 août.

Le 7 septembre on tenta de s'emparer de Paris par surprise, avec la connivence d'amis qui se trouvaient dans la place ; cette tentative ayant avorté, on donna un assaut en masse à la Porte Saint-Honoré le 8 septembre, jour de la Nativité de la Vierge. Cependant l'eau du fossé intérieur était profonde et l'artillerie des murs faisait son devoir ; après cinq ou six heures de lutte acharnée, les assaillants furent repoussés en perdant cinq cents hommes tués et mille blessés. Comme toujours, Jeanne avait combattu au premier rang, jusqu'au moment où elle tomba, la jambe percée d'une flèche ; à côté d'elle, son porte-étendard fut tué. Elle déclara plus tard que ses Voix ne lui avaient pas conseillé cette tentative et qu'elle s'était laissée emporter par l'ardeur chevaleresque de l'armée ; mais cette affirmation est démentie par des témoignages contemporains. Dans sa lettre au comte d'Armagnac, Jeanne promet de répondre à la question du comte quand elle aura des loisirs à Paris, ce qui implique qu'elle espérait prendre la ville (1).

Désormais la carrière de Jeanne connut des vicissitudes diverses, où la mauvaise fortune l'emporta de plus en plus sur la bonne. A Saint Pierre-les-Moustiers, le vif enthousiasme donna aux volontaires l'illusion de monter à l'assaut aussi aisé-

(1) Chronique, p. 446-50. — Jean Chartier, p. 33-36. — Gôrrès, p. 245. — Monstrelet, II. 66-70. — Journal d'un Bourgeois de Paris, ann. 1429. — *Procès*, p. 486, 490. — Mémoires de Saint-Remy, ch. 152. — Buchon, p. 524, 539.

ment que s'ils gravissaient un escalier ; mais ce ne fut que le préliminaire du siège de La Charité, qui échoua complètement. Cette fois encore, Jeanne allégua que l'entreprise avait été tentée sans l'ordre des Voix. On disait couramment que La Trémouille l'avait envoyée risquer l'aventure avec des forces insuffisantes et lui avait refusé les renforts nécessaires. Durant l'hiver, elle se trouvait à Lagny, où se passa un petit fait qui servit plus tard à appuyer l'accusation de sorcellerie. Une femme avait mis au monde un enfant qui paraissait mort ; les parents, redoutant que le nouveau-né ne fût enterré sans avoir reçu le baptême, le portèrent à l'église, où le petit être demeura, pendant trois jours, sans donner signe de vie. Les jeunes filles de la ville se réunirent dans l'église pour prier et Jeanne se joignit à elles. Soudain l'enfant parut revivre, bâilla trois fois, fut baptisé en hâte, puis mourut et fut enseveli en terre sainte. On attribua à Jeanne le bénéfice du miracle, qui plus tard devint une charge contre elle. C'est vers la même époque que se place probablement l'incident relatif à un cheval de l'évêque de Senlis. Jeanne prit la bête pour son usage personnel ; puis, voyant que l'animal ne lui convenait pas, elle le renvoya à l'évêque et lui fit verser en outre deux cents saluts d'or (le salut d'or valait vingt-deux sous parisis). Lors du procès, on tira de cette histoire une grave inculpation, preuve de l'avidité avec laquelle on rechercha et exploita contre elle les moindres incidents de son passé de soldat (1).

Au début du printemps de 1430, le duc de Bourgogne vint au secours de ses alliés anglais en levant une forte armée pour reprendre Compiègne. L'activité de Jeanne ne se relâchait pas. Pendant la semaine de Pâques, vers le milieu d'avril, on la voit dans les tranchées de Melun, où ses Voix lui annoncèrent qu'elle serait prisonnière avant la Saint-Jean, mais ne lui dirent rien de plus. Avant la fin du mois elle attaqua les Bourguignons en marche, à Pont-l'Évêque, avec l'appui de son vieux

(1) Görres, p. 292-3. — Jean Chartier, p. 39-40. — Jean le Bouvier, p. 381. — Martial d'Auvergne, *Vigiles de Charles VII*. — Buchon, p. 544. — *Procès*, p. 480, 488, 490.

356 compagnon d'armes Pothon de Xaintrailles ; elle eut le dessous. Alors elle engagea une lutte désespérée contre un partisan bourguignon, Franquet d'Arras, qui fut fait prisonnier avec toutes ses troupes ; ce chef de bande était un pillard fâcheusement célèbre ; les magistrats de Lagny le réclamèrent pour le juger et, après une enquête qui dura quinze jours, l'exécutèrent comme voleur et assassin. On tint Jeanne responsable de cette mort qui fit l'objet d'une des plus graves accusations portées contre elle. Vers le 1^{er} mai, Compiègne fut investie. Ce siège devait être l'événement décisif de la campagne ; aussi Jeanne accourut-elle à la rescousse. Le 5, avant l'aube, elle réussit à entrer dans la ville avec des renforts. Dans l'après-midi du même jour, on résolut de faire une sortie que Jeanne conduisit, à son ordinaire, en compagnie de Pothon et de divers capitaines. Elle assaillit le camp d'un fameux chevalier de la Toison d'Or, Bauldon de Noyelle, qui, bien qu'attaqué à l'improviste, fit une vaillante résistance. Des lignes avoisinantes, d'autres troupes vinrent seconder Bauldon, et la bataille demeura quelque temps indécise. Un corps de mille Anglais, qui s'étaient attardés sur la route de Paris pour aider Philippe de Bourgogne, se jetèrent entre les Français et la ville, prenant en dos l'armée de Jeanne. La Pucelle recula et s'efforça de ramener ses gens sains et saufs ; mais, tandis qu'elle couvrait la retraite, elle ne put regagner les fortifications et fut faite prisonnière par le Bâtard de Vendôme, officier de Jean de Luxembourg, comte de Ligny, qui commandait en second au nom du duc. On a naturellement parlé de trahison, mais cette opinion ne semble pas fondée. Pothon fut pris également ; ce fut évidemment là un des hasards de la guerre (1).

La joie fut grande dans le camp bourguignon lorsqu'on apprit que la redoutable Pucelle était prisonnière. Anglais et Bourguignons s'abandonnèrent à des transports d'allégresse ; au témoignage du Bourguignon Monstrelet, témoin oculaire, la capture de Jeanne paraissait plus précieuse qu'un renfort de

(1) *Procès*, p. 481, 482, 488. — *Mémoires de Saint-Remy*, ch. 158. — Monstrelet, II. 84-86. — *Chronique*, p. 456. — Jean Chartier, p. 42.

cinq cents hommes d'armes, car il n'y avait pas de capitaine ou de chef qui inspirât une telle frayeur. Les soldats entouraient en foule le logis de la Pucelle, à Marigny; le duc de Bourgogne vint lui-même lui rendre visite et eut avec elle un court entretien. Aussitôt s'éleva une discussion; à qui appartiendrait la captive? Comme prisonnière de guerre, elle était la propriété de Jean de Luxembourg; à cette époque où l'on payait rançon, les prisonniers étaient une richesse. D'après les coutumes du temps, Henry VI, comme chef de la ligue, avait le droit de revendiquer pour lui tout général commandant ou tout prince, en payant à l'auteur de la capture la somme de dix mille livres. C'était là une importante prérogative, car, pendant les guerres d'Édouard III, Bertrand du Guesclin avait été racheté cent mille livres, le connétable de Clisson s'était libéré au même prix et, en 1429, le duc d'Alençon avait payé la liberté deux cent mille couronnes. Mais, dans l'état d'épuisement où se trouvait le trésor anglais, dix mille livres constituaient une somme qu'on ne pouvait facilement réunir. Cependant il était absolument nécessaire que les Anglais missent la main sur Jeanne, non seulement pour empêcher que les Français la rachetassent, mais encore pour réduire à néant ses sortilèges en la faisant condamner par la juridiction ecclésiastique. A cette fin, et à l'intérieur des lignes anglaises, l'Inquisition était un instrument tout désigné. Jeanne était publiquement réputée sorcière; comme telle, elle était justiciable de l'Inquisition qui avait le droit de réclamer la connaissance de ses crimes. En conséquence, peu de jours après sa capture, Martin Billon, vicaire de l'inquisiteur de France, demanda formellement livraison de la prisonnière et l'Université de Paris adressa au duc de Bourgogne deux lettres conseillant le prompt jugement et l'exécution de Jeanne, de peur que les ennemis du duc ne réussissent à la délivrer. Nous avons vu à quel point l'Inquisition de France était, à cette époque, déchue de son importance d'autrefois. Jean de Luxembourg n'était nullement disposé à livrer, sans compensation, sa précieuse prise. On eut recours à un autre expédient. Compiègne, où Jeanne avait été capturée, dépendait

du diocèse de Beauvais. Pierre Cauchon, comte-évêque de Beauvais, bien que Français originaire du Rémois, était ardent partisan des Anglais et sa cruauté sans scrupules lui mérita plus tard la haine violente de sa propre faction. Il avait été chassé de son siège, l'année précédente, lorsque son peuple avait rendu hommage à Charles à la suite des succès de Jeanne : aussi pouvait-on présumer qu'il n'entretenait pas, à l'égard de la Pucelle, des sentiments bienveillants. On l'invita à réclamer la prisonnière pour la juger en vertu de sa juridiction épiscopale ; mais lui-même recula devant cette odieuse besogne et refusa d'agir, à moins qu'on ne lui prouvât que tel était son devoir. Peut-être la promesse de l'évêché de Lisieux, qui lui fit retour par la suite et récompensa ses services, aida-t-elle à le convaincre, tandis que l'on apaisait ses scrupules en invoquant l'autorité de l'Université de Paris. Le 14 juillet, l'Université adressa à Jean de Luxembourg des lettres où elle lui rappelait que, par son serment de chevalerie, il était tenu de défendre l'honneur de Dieu, la foi catholique et la sainte Église. Du fait de Jeanne, des idolâtries, des erreurs, de fausses doctrines, des maux innombrables s'étaient répandus par toute la France ; l'affaire ne pouvait souffrir de délai. L'Inquisition avait formellement revendiqué le droit de juger la prisonnière, et Jean était instamment prié de la livrer à l'évêque de Beauvais, qui la réclamait également ; tous les prélats-inquisiteurs sont juges en matière de foi et tous les chrétiens, quel que soit leur rang, doivent obéir à ces juges sous peine d'encourir la rigueur des lois ; au contraire, par une prompte obéissance, Jean s'assurera la grâce et l'amour de Dieu, et contribuera à l'exaltation de la foi. Une fois muni de ces assurances, Pierre Cauchon ne perdit plus un instant. Il quitta aussitôt Paris, en compagnie d'un notaire et d'un représentant de l'Université, et, le 16, présenta son message au duc de Bourgogne, campé devant Compiègne ; il produisit aussi une sommation adressée par lui-même au duc, à Jean de Luxembourg et au Bâtard de Vendôme, demandant qu'on lui livrât Jeanne, pour qu'elle fût jugée à son tribunal sous l'inculpation de sorcellerie, idolâtrie, invocation du

démon, et autres crimes concernant la foi. Il se déclarait prêt à entamer le procès, avec l'assistance de l'inquisiteur et de docteurs en théologie, pour l'exaltation de la foi et l'édification de ceux que cette femme avait égarés. Il offrait de plus une rançon de six mille livres et, au Bâtard de Vendôme, une pension de deux ou trois cents livres; si ce prix ne suffisait pas, la somme serait portée à dix mille livres, bien que Jeanne ne fût pas un assez grand personnage pour que le roi eût le droit de la réclamer en échange de cette somme; si les princes l'exigeaient, le paiement serait assuré par des garanties. Le duc transmit ces lettres à Jean de Luxembourg, lequel, après quelque discussion, consentit à vendre sa prisonnière au prix stipulé. Bedford dut convoquer les États de Normandie et lever une taxe spéciale pour réunir la somme. Ce fut le 20 octobre seulement que Jean reçut sa prime et se dessaisit de sa captive (1).

Pendant tout ces délais, Charles VII, à son éternel déshonneur, ne fit rien pour sauver la femme à laquelle il devait sa couronne. Au cours du long procès qui s'engagea ensuite, il ne demanda même pas à Eugène IV ou au concile de Bâle d'évoquer l'affaire devant leur tribunal; pourtant, en un cas aussi grave, il aurait été difficile de rejeter son appel. Sans doute, les récents services de Jeanne n'avaient pas été aussi brillants que ceux du début; peut-être Charles avait-il reconnu qu'après tout ce n'était qu'une simple femme; peut-être aussi apaisa-t-il ses scrupules en se disant que si Jeanne était une messagère divine, on pouvait s'en remettre à Dieu pour la tirer de cette épreuve. En outre, à la cour, le parti de la paix, ayant à sa tête le favori La Trémouille, ne désirait nullement voir l'héroïne recouvrer sa liberté, et le faible et égoïste souverain abandonna Jeanne à son destin, comme il devait, vingt ans plus tard, abandonner Jacques Cœur.

Cependant Jeanne avait été transférée sous bonne garde, de peur qu'elle ne s'évadât par quelque artifice magique, de Mari-

(1) Monstrelet, II. 86. — Jean Chartier, p. 25. — Journal d'un Bourgeois de Paris, ann. 1435. — L'Averdy (*ubi sup.* III. 8). — Chronique et Procès, p. 462-4

gny au château de Beaulieu et, de là, au château de Beaurevoir. Dans cette dernière prison elle excita la pitié de la dame de Beaurevoir et de la demoiselle de Luxembourg, tante de Jean. Celle-ci adressa de violentes remontrances à son neveu, lorsqu'elle sut comment il avait traité avec les Anglais; les deux dames essayèrent de persuader à Jeanne d'adopter un costume féminin. Leur bienveillance dut produire sur elle une impression assez vive, car elle déclara plus tard qu'elle aurait changé de costume pour l'amour de ces dames plutôt que pour aucune femme de France. Mais son énergie remuante s'irritait de cette longue détention; deux fois elle tenta de s'évader. Un jour elle réussit à enfermer ses gardiens dans sa cellule et se serait enfuie si le geôlier ne l'avait aperçue et arrêtée. Puis, lorsqu'elle apprit qu'elle allait être livrée aux Anglais, elle se jeta, de désespoir, du haut de sa tour dans le fossé. Ses Voix le lui avaient interdit, mais elle déclara qu'elle aimait mieux mourir que de tomber aux mains des Anglais; plus tard, on lui fit un crime de cette tentative de suicide. On la releva sans connaissance, mais elle ne mourut pas; un sort plus douloureux l'attendait, et elle se rétablit promptement. Elle put à bon droit déplorer sa guérison lorsqu'elle se vit menée à Rouen, chargée de chaînes et enfermée dans une étroite cellule où de grossiers gardiens l'observaient jour et nuit. On dit même qu'elle fut jetée, les fers aux poignets, à la taille et aux chevilles, dans une cage de fer spécialement fabriquée à cet effet. Elle avait été livrée à l'Église et non aux autorités séculières; on aurait dû l'incarcérer dans une geôle ecclésiastique; mais les Anglais avaient acheté leur proie et restèrent sourd à toute réclamation. Warwick avait la charge de la prisonnière et n'entendait la confier à personne (1).

Pierre Cauchon ne se hâtait pas d'entamer son infâme besogne. Un mois s'écoula; à Paris, on s'irritait de ces retards. La capitale, complètement gagnée aux Anglais, nourrissait contre Jeanne une haine particulière, non seulement parce

(1) Monstrelet, II, 86. — Chronique, p. 462. — Procès, p. 478, 480-1, 486, 487, 488, 489. — Le Brun de Charmettes, *Histoire de Jeanne d'Arc*, III, 182-3.

que la Pucelle avait promis à ses soldats, le jour de l'assaut, de laisser mettre la ville à sac et passer les habitants au fil de l'épée, mais parce que les succès de Jeanne, en étendant le domaine royal, avaient provoqué une sorte de blocus dont les Parisiens eurent beaucoup à souffrir. Cette haine s'exprima par la bouche des docteurs de l'Université, qui, dès le début, poursuivirent Jeanne avec un acharnement infatigable. Non contents d'avoir, par leur intervention, obtenu que la prisonnière fût livrée aux Anglais, ils adressèrent à Pierre Cauchon, le 21 novembre, des lettres pour lui reprocher sa lenteur à entamer la procédure; en même temps ils écrivirent au roi d'Angleterre pour demander que le procès eût lieu à Paris, où l'on pourrait trouver sans peine nombre de savants théologiens. Pourtant, Cauchon hésitait encore. Peut-être, lorsqu'il en vint à considérer les preuves sur lesquelles il devait fonder sa poursuite, en reconnut-il la faiblesse, ce dont ne pouvaient s'apercevoir des gens aveuglés par l'esprit de parti. Aussi était-il occupé à recueillir des informations sur tous les détails de l'existence de Jeanne, comme l'attestent ses interrogatoires, qui dénotent une merveilleuse connaissance des moindres faits susceptibles de constituer une charge. En outre, il fallait respecter certaines formalités préliminaires. La juridiction de Cauchon était compétente parce que l'accusée avait été capturée dans le diocèse de Beauvais; mais le prélat était alors exilé de son siège et, de plus, on exigeait de lui qu'il conduisit un procès, non seulement dans un autre diocèse, mais dans une autre province. L'archevêché de Rouen étant vacant, Cauchon eut recours à un expédient : il demanda aux membres du chapitre l'autorisation de tenir des assises ecclésiastiques dans les limites de leur juridiction. La requête fut accueillie favorablement et l'évêque choisit une assemblée d'experts, pour connaître de l'affaire en qualité d'assesseurs. L'Université en envoya un grand nombre, dont les dépenses furent payées par le gouvernement anglais; mais il fut plus malaisé de trouver des complices parmi les prélats et les docteurs de Rouen même. A l'une des premières séances, Nicolas de Houppeland déclara nettement que ni Cauchon, ni

les autres juges, appartenant au parti hostile à Jeanne, n'avaient le droit de siéger, d'autant que l'accusée avait été déjà interrogée par l'archevêque de Reims qui était métropolitain de Beauvais.

Cette déclaration valut à Nicolas d'être emprisonné au château de Rouen ; on le menaça de le bannir en Angleterre et de le noyer ; mais ses amis obtinrent finalement sa mise en liberté. Tous les hommes appelés à faire partie du tribunal se convinquirent bientôt que la moindre marque de bienveillance à l'égard de l'accusée les exposerait à la vengeance des Anglais ; on jugea nécessaire d'imposer une amende à quiconque manquerait une séance. A la fin, un respectable corps de théologiens et de juristes se trouva réuni ; on comptait cinquante à soixante membres, parmi lesquels des hommes comme les abbés de Fécamp, Jumièges, Sainte-Catherine, Corneilles, Préaux, le prieur de Longueville, l'archidiaque et le trésorier de Rouen et d'autres personnages de marque. Le 3 janvier 1431, des lettres-patentes furent lancées par le roi, ordonnant que Jeanne fût remise à Pierre Cauchon chaque fois qu'une comparution serait nécessaire ; tous les officiers étaient tenus de seconder l'évêque lorsque celui-ci réclamerait leur aide. Comme si la culpabilité était déjà établie, les lettres énuméraient les hérésies et les méfaits de l'inculpée et concluaient, de façon significative, en décidant que, si Jeanne était acquittée, elle ne devait pas être mise en liberté, mais confiée à la garde du roi.

Pourtant, ce fut seulement le 9 que Cauchon assembla ses experts, à ce moment au nombre de huit, et leur soumit la procédure menée par lui jusque là. Les experts jugèrent que les informations étaient insuffisantes et qu'un supplément d'enquête s'imposait ; ils protestèrent aussi, mais sans succès, contre la détention de Jeanne dans une prison civile. On prit immédiatement des mesures en vue des enquêtes nouvelles. Nicolas Bailly fut délégué pour aller recueillir des détails sur l'enfance de Jeanne ; il revint, porteur de renseignements entièrement favorables ; Cauchon détruisit son rapport et refusa de payer les frais du voyage. On adopta la méthode inquisitoriale consistant

à obliger l'accusée à se trahir elle-même. Un des assesseurs, Nicolas l'Oyseleur, se déguisa en laïc et fut admis dans la cellule de Jeanne. Il feignit d'être un Lorrain emprisonné pour sa fidélité à Charles VII et gagna ainsi la confiance de la prisonnière, qui prit l'habitude de s'entretenir avec lui à cœur ouvert. Puis Warwick et Cauchon, assistés de deux notaires, se cachèrent dans une cellule voisine dont la cloison avait été percée, tandis que l'Oyseleur amenait Jeanne à parler de ses visions. Mais la ruse échoua ; un des notaires, peu familier avec la procédure inquisitoriale, déclara que cette pratique était illégale et, courageusement, refusa de s'y associer. Alors Jean Estivet, chanoine de Beauvais, qui faisait fonction d'accusateur, tenta le même expédient, mais ne réussit pas mieux (1).

362

Ce fut seulement le 19 février que les chefs d'accusation furent prêts et qu'on put les soumettre aux assesseurs ; mais alors surgit une nouvelle difficulté. Jusqu'à ce jour, le tribunal n'avait pas compté, parmi ses membres, de représentant de l'Inquisition ; on reconnut que cela viciait la procédure. Frère Jean Graveran était inquisiteur de France et avait, en 1424, nommé Frère Jean le Maître vicaire ou délégué pour Rouen. Le Maître ne se sentait apparemment pas de goût pour la besogne et se tenait à l'écart ; mais on ne pouvait se passer de lui et, à la réunion du 19 février, on décida de le sommer, en présence de deux notaires, de prendre part aux débats et de venir entendre la lecture de l'accusation et des dépositions des témoins. On recourut même, dit-on, aux menaces, et Le Maître surmonta sa répugnance. L'après-midi eut lieu une autre séance, à laquelle il fut présent, et quand on l'invita à agir, il

(1) Journal d'un Bourgeois de Paris, an 1499. — Le Brun de Charmettes, III. 201-7, 210-12, 215, 224-6. — Procès, p. 465-7, 477. — L'Averdy, p. 391, 475, 499.

Un des assesseurs au moins, Thomas de Courcelles, était un homme de savoir et de caractère élevé. Au lendemain du procès de Jeanne, il joua un rôle important au concile de Bâle, en s'opposant aux revendications de la papauté. Æneas Sylvius dit de ce personnage : *Inter sacrarum litterarum doctores insignis, quo nemo plura ex deer-tis sacri concilii dictavit, vir juxta doctrinam mirabilis et amabilis, sed modesta quadam verecundia semper intuens terram* (Æn. Sylv. *Comment. de Gestis Concil. Basil.* lib. I. p. 7. Ed. 1571). — Thomas de Courcelles mourut, doyen de Notre-Dame, en 1469 (Le Brun, III. 235).

se déclara prêt à le faire si son mandat paraissait suffisant. Le scrupule allégué était ingénieux. Le Maître était inquisiteur de Rouen, il est vrai ; mais Cauchon, en qualité d'évêque d'un diocèse appartenant à une autre province, exerçait la juridiction épiscopale de Beauvais sur un « territoire emprunté » ; Le Maître ne savait si lui-même avait le droit d'intervenir. Ses doutes ne furent levés que le 22 ; en attendant que Graveran lui eût fait parvenir un mandat plus étendu, il consentit à assister aux séances, pour l'acquit de sa conscience et pour empêcher que toute la procédure ne devînt caduque, ce qui eût été le cas, aux yeux de tous, si la cause avait été instruite sans le concours de l'Inquisition. Enfin, le 12 mars, il reçut de Graveran — qui s'excusait de ne pouvoir venir lui-même — un mandat spécial, qui lui permit de partager la présidence avec Cauchon. La sentence fut rendue au nom de tous deux, et Jean Le Maître fut dûment payé de ses services par les Anglais (1).

Le 21 février, Jean Estivet, l'accusateur, demanda que la prisonnière comparût et fût interrogée. Avant qu'on n'introduisit Jeanne, Cauchon exposa qu'elle avait instamment imploré de lui le privilège d'entendre la messe, mais qu'en raison des crimes dont elle était accusée et du vêtement masculin qu'elle portait, il avait refusé d'accéder à cette requête. Le tribunal approuva cette manière de juger l'affaire par anticipation et Jeanne fut introduite dans la salle, les fers aux pieds. Elle se plaignit amèrement de cette cruauté. Nous avons vu, en effet, qu'on enlevait les fers aux Templiers eux-mêmes avant les interrogatoires. Mais Jeanne n'était que nominalelement au pouvoir du tribunal et Cauchon endossa la responsabilité de cette outrageante mesure, justifiée, déclara-t-il, par des tentatives réitérées d'évasion. Jeanne répliqua qu'elle avait le droit de chercher à fuir, attendu qu'elle n'avait pas donné sa parole. Cauchon appela alors les gardes anglais qui accompagnaient la prisonnière et s'amusa à leur faire prêter serment de la sur-

(1) Ripoll, III, 8. — *Procès*, p. 467-8, 470, 503. — Le Brun de Charmettes, III, 188, 192, 219, 407-8. — L'Averdy, p. 391.

veiller avec soin, sans doute pour le futile plaisir de montrer qu'il exerçait une certaine autorité sur eux (1).

Il est inutile d'analyser dans tous leurs détails les interrogatoires auxquels Jeanne fut soumise ; ces interrogatoires se prolongèrent pendant les trois mois qui suivirent, avec une interruption du 18 avril au 11 mai, en raison d'une maladie dont elle faillit mourir. La paysanne ignorante, affaiblie par les souffrances d'un cruel emprisonnement, obligée de répondre chaque jour aux habiles et captieuses questions imaginées par des juges de choix, ne perdit jamais sa présence d'esprit ni sa merveilleuse lucidité. On lui tendit des pièges qu'elle évita d'un sûr instinct. On fit pleuvoir sur elle des questions qui auraient embarrassé des théologiens de l'école ; une demi-douzaine d'ergoteurs acharnés l'assaillaient à la fois et interrompaient ses répliques ; le désordre était parfois tel que les notaires finirent par s'avouer incapables de dresser une minute intelligible. On analysait avec soin les réponses de Jeanne, puis on la faisait revenir l'après-midi pour reprendre la même discussion sous une forme différente ; mais toujours les accusateurs étaient déçus. Durant toute la série de ces interrogatoires, elle fit preuve d'un admirable mélange de simplicité, de finesse, de sang-froid et de fermeté, en un mot de qualités qui auraient fait honneur à un vieux diplomate de profession. Elle refusa de prêter, sans conditions, le serment de répondre à toutes les questions qu'on lui poserait, et le déclara franchement : « Je ne sais pas ce que vous me demanderez ; peut être m'interrogerez-vous sur des choses que je ne veux pas vous dire. » Elle consentait à répondre à toute question relative à sa foi et aux griefs qui avaient motivé sa mise en jugement ; mais elle ne répondrait pas sur autre chose. Quand l'acharnement de Cauchon dépassait les limites, elle se tournait vers lui et l'avertissait en ces termes : « Vous vous intitulez mon juge ; je ne sais si vous l'êtes en effet, mais prenez garde de ne pas juger injustement, car vous vous exposez à de grands dangers ;

364

(1) Procès, p. 468-9.

je vous en avertis afin que, si Notre Seigneur vous châtie, j'aie, moi du moins, fait mon devoir. » Quand on lui demanda si saint Michel était nu lorsqu'il lui rendait visite, elle répliqua : « Croyez vous donc que le Seigneur n'aie pas de quoi habiller ses anges ? » Comme elle rapportait une conversation avec sainte Catherine au sujet du résultat du siège de Compiègne, une expression qui lui échappa fit croire au juge qu'il pourrait la prendre en défaut : il l'interrompit pour lui demander si elle avait dit : « Dieu laissera-t-il si méchamment périr les bonnes gens de Compiègne ? » Mais elle corrigea tranquillement ce propos en répétant : « Quoi ! Dieu laissera-t-il périr ces bonnes gens de Compiègne, qui se sont montrés si fidèles à leur maître ? » Elle ne pouvait savoir que toute tentative pour se soustraire à un tribunal ecclésiastique était un péché de la plus grande noirceur ; pourtant, quand on l'éprouva en lui posant cette insidieuse question : « S'évaderait-elle si l'occasion de s'enfuir lui était offerte ? » elle répondit que si la porte était ouverte, elle s'en irait, ne fût-ce que pour voir si le Seigneur voulait qu'elle s'enfuit. Quand on lui offrit traitreusement d'organiser une grande procession pour supplier Dieu de l'amener à un meilleur état d'esprit, elle répliqua avec calme qu'elle souhaitait que tous les bons catholiques priassent pour elle. Quand on la menaça de la torture et qu'on lui annonça que l'exécuteur était prêt, elle dit avec simplicité : « Si vous m'arrachez des aveux par la souffrance, je soutiendrai qu'ils sont le résultat de la violence. » Ainsi, entre l'horreur de son donjon et les clameurs de la salle d'interrogatoire, où parfois une douzaine de questionneurs furieux l'attaquaient tous ensemble, elle ne faiblit pas une fois pendant ces longues et douloureuses semaines (1).

365 Jeanne était soutenue par son état de constante exaltation, entretenu lui-même par les visions qui lui apparaissaient jour et nuit, par l'inaltérable conviction d'être l'élue de Dieu, d'agir sous l'inspiration divine, et par la résignation avec la-

(1) Procès, p. 468, 472, 473, 476, 486, 487, 489, 501. — L'Averdy, p. 107, 315.

quelle elle acceptait d'avance la volonté du Seigneur. Dans sa prison, il semble que ses transports extatiques furent plus fréquents encore qu'auparavant. Ses célestes visiteurs venaient à son appel et lui donnaient la solution des questions périlleuses. Souvent elle refusait de répondre aux interrogations avant d'avoir consulté ses Voix pour savoir s'il lui était permis de révéler ce qu'on exigeait d'elle; puis, à une audience suivante, elle déclarait qu'elle avait été autorisée à parler. Évidemment, les réponses des Voix variaient selon ses dispositions morales. Parfois elle croyait apprendre qu'elle serait triomphalement délivrée; parfois les Voix lui conseillaient de ne plus redouter le martyre, car elle gagnerait par là le Paradis. Quand elle rapporta à ses juges cette dernière révélation, on lui demanda insidieusement si elle se sentait sûre du salut; elle déclara qu'elle était aussi certaine d'aller au ciel que si elle y était déjà. Alors on lui demanda si elle se croyait incapable de commettre un péché mortel. Instinctivement, elle abandonna ce dangereux terrain : « Je ne sais rien à ce sujet; j'ai foi en le Seigneur » (1).

Finalement, sur un point important, les juges réussirent à l'embarrasser. On l'avait avertie que si elle avait commis quelque acte contraire à la foi, il fallait qu'elle se soumit à la décision de l'Église. Pour elle, l'Église était représentée par Cauchon et son tribunal; se soumettre à ces gens serait reconnaître que toute sa vie avait été une imposture, que son commerce avec les saints et les anges n'était que fréquentation de démons, qu'elle-même était une sorcière digne du bûcher et ne pouvait y échapper que par la clémence de ses persécuteurs. Elle offrit de se soumettre à Dieu et aux saints; mais c'était là, lui dit-on, l'Église triomphante et céleste; il fallait qu'elle se soumit à l'Église militante et terrestre, sinon elle était hérétique et devait être livrée aux flammes par l'entremise du bras séculier. Profitant de son ignorance, les juges lui mirent le marché en mains sous la forme la plus nette. Comme

(1) Procès, p. 487.

366

on lui demandait si elle voulait se soumettre au pape, elle ne sut que dire : « Conduisez-moi vers lui et je lui répondrai ». A la fin, on l'amena à admettre qu'elle obéirait à l'Église pourvu que l'Église ne lui ordonnât pas de faire l'impossible ; mais, quand on l'invita à définir l'impossible, elle dit que c'était renoncer à faire ce que Dieu lui avait ordonné et renier ce qu'elle avait affirmé sur la vérité de ses visions. De cela, elle ne voulait répondre qu'à Dieu seul (1).

Jusqu'au 27 mars, les interrogatoires avaient été purement préparatoires. Puis le véritable procès s'engagea : on lut à Jeanne une longue série de chefs d'accusation fondés sur les informations recueillies. Un débat assez animé s'éleva entre les experts, mais on finit par décider qu'elle devait répondre aux charges *seriatim* et sur-le-champ, ce qu'elle fit avec sa clarté et son intrépidité accoutumées, en refusant l'avocat que Cauchon offrait de lui procurer. Divers interrogatoires suivirent ; puis la maladie de Jeanne interrompit les débats ; quand elle fut rétablie, le 42 mai, douze membres du tribunal se réunirent chez Cauchon pour décider s'il convenait de la mettre à la torture. Par bonheur, cette infamie lui fut épargnée. Un des juges vota pour l'application de la torture, afin qu'on vit, disait-il, s'il était possible de la réduire à se soumettre à l'Église ; un autre, l'espion Nicolas l'Oyseleur, con-

(1) Procès, p. 489, 491, 494, 495, 499, 500, 501.

En 1456, lorsqu'on réhabilita la mémoire de Jeanne et qu'on cassa la sentence de condamnation, il fut naturellement nécessaire de prouver qu'elle n'avait pas refusé de se soumettre à l'Église. On trouva des témoignages établissant que Nicolas l'Oyseleur, en qui elle continuait à avoir confiance, l'avait secrètement avisée qu'elle se perdait si elle se soumettait à l'Église ; mais Jean de la Fontaine, un autre assesseur, l'avait visitée dans sa prison en compagnie de deux Dominicains, Isambard de la Pierre et Martin l'Advenu, et lui avait expliqué qu'au concile de Bâle, alors en séance, elle avait beaucoup d'amis et d'ennemis ; à l'audience suivante, le 30 mars, Frère Isambard de la Pierre répéta publiquement cet avis, si bien que Jeanne offrit de se soumettre au concile et demanda également qu'on la conduisit au pape. Cauchon avait interdit qu'on mentionnât ce fait dans le procès-verbal et, sans l'intervention de l'inquisiteur Jean le Maître, les trois conseillers de Jeanne auraient couru de grands dangers de mort (L'Averdy, p. 476-7. — Le Brun de Charmettes, IV. 8-13. — Buchon, p. 518-19). La procédure de réhabilitation est tout aussi suspecte que la procédure de condamnation ; chacun était alors désireux de fournir des informations nouvelles et de prouver que Jeanne avait été indignement traitée. Jusqu'au 19^{me} interrogatoire, le 27 mars 1431, Jean de la Fontaine avait été un de ceux qui votèrent les plus rigoureuses mesures contre Jeanne (Procès, p. 495).

seilla charitablement la torture comme un salutaire remède pour l'accusée; neuf autres furent d'avis que la torture n'était pas requise ou que l'affaire était assez claire dans l'état; Cauchon, semble-t-il, s'abstint de voter. Pendant ce temps, un comité secret, choisi par Cauchon, avait réduit à douze les articles d'accusation. Ces douze griefs, bien que grossièrement contraires à la vérité, étaient considérés comme pleinement prouvés et confessés; ils fournirent la substance des délibérations ultérieures et de la sentence finale. Nous avons vu, dans l'affaire de Marguerite la Porete, comment l'Inquisition de Paris, au lieu de convoquer une assemblée d'experts, avait soumis à l'Université un rapport écrit touchant les charges soi-disant prouvées; l'Université avait donné un avis conditionnel, sous réserve de l'exactitude du rapport; mais cette décision équivalait, comme on sait, à un jugement. Dans le cas actuel, on invoqua ce précédent; on envoya copie des articles d'accusation à cinquante-huit savants experts, ainsi qu'au chapitre de Rouen et à l'Université de Paris, en demandant que les avis fussent rendus à jour dit. De toutes les autorités consultées, l'Université était de beaucoup la plus importante et une délégation spéciale alla lui porter des lettres du conseil royal et de l'évêque de Beauvais. Connaissant l'état d'esprit de l'Université, nous pouvons juger cette précaution bien superflue; le fait qu'on y recourut montre sur quelle base peu solide était édifiée toute l'accusation. L'Université s'astreignit, pour la forme, à une délibération minutieuse et fit élaborer par les Facultés de théologie et de droit sa décision, qui fut approuvée le 14 mai et envoyée à Rouen (1).

Le 19 mai, les assesseurs se réunirent pour recevoir communication de la réponse de l'Université; puis on alla aux voix. Certains opinaient pour l'abandon immédiat au bras séculier, ce qui aurait été strictement conforme à la procédure inquisitoriale régulière; mais quelques assesseurs jugèrent sans doute excessive l'audacieuse prétention de tenir pour crimes avoués

(1) Procès, p. 436-8, 502. — L'Averdy, p. 33, 50. — Le Brun de Charmettes, IV, 62-3, 94-5.

368

par Jeanne les articles d'accusation. Une proposition plus humaine prévalut; on convint que Jeanne serait entendue encore une fois; on lui donnerait lecture des articles et de la décision rendue par l'Université, et le verdict final dépendrait de ce qu'elle alléguerait pour sa défense. En conséquence, le 23 mai, elle fut amenée, à cet effet, devant le tribunal. Un bref résumé du document qu'on lui lut, montrera, par la trivialité de nombre des charges et par le caractère criminel qu'on leur attribua, à quel point la culpabilité de Jeanne était décidée d'avance. L'Université, selon son habitude, avait pris la précaution d'ajouter que la décision était valable à la condition que les chefs d'accusation fussent dûment prouvés; mais on ne tint aucun compte de cette restriction, et Jeanne fut haranguée comme si elle avait confessé la vérité des charges et subi une condamnation formelle.

I. *Visions d'anges et de saints.* — Ces visions sont déclarées superstitieuses, émanant d'esprits malins et diaboliques.

II. *Le signe miraculeux manifesté aux yeux de Charles; la couronne apportée par saint Michel.* — Après avoir constaté les contradictions existant entre les divers récits de Jeanne, on déclare que cette histoire est mensongère, que c'est une chose présomptueuse, trompeuse, pernicieuse, attentatoire à la dignité de l'Église angélique.

III. *Prétention d'avoir reconnu des saints et des anges d'après les enseignements et les encouragements qu'ils apportent; croyance en ces apparitions comme en la foi du Christ.* — Les raisons alléguées par l'accusée ont été insuffisantes et sa croyance est téméraire; comparer la confiance en ces apparitions à la confiance en Jésus-Christ est une erreur de foi.

IV. *Prédiction d'événements à venir; prétention de reconnaître, par l'entremise des Voix, des personnes inconnues.* — Superstition et divination, assertion présomptueuse et vaine jactance.

V. *Port de vêtements masculins et de cheveux courts; réception des sacrements en cet état sous prétexte que Dieu l'ordonne ainsi.* — C'est là blasphémer Dieu, outrager les sacre-

ments, transgresser la loi divine, l'Écriture Sainte et les décrets canoniques ; c'est pourquoi l'on dit à Jeanne : « Tu es entachée de crime contre la foi, tu es coupable de vaine jactance et suspecte d'idolâtrie ; tu te condamnes toi-même en ne consentant pas à porter les vêtements de ton sexe et en pratiquant les coutumes des païens et Sarrasins ».

VI. *Mettre sur ses lettres le nom de Jésus, celui de Marie et le signe de la croix ; menacer, si l'on n'obéit pas à ces lettres, de montrer dans la bataille de quel côté est le bon droit.* — « Tu es meurtrière et cruelle, tu recherches l'effusion du sang humain ; tu es séditieuse et tu provoques à la tyrannie ; tu blasphèmes Dieu, ses commandements et ses révélations. »

VII. *Avoir rendu son père et sa mère presque sous de douteur en les abandonnant ; avoir promis à Charles de reconstituer son royaume ; le tout par ordre de Dieu.* — « Tu as été méchante envers tes parents, tu as transgressé le commandement de Dieu qui ordonne de les honorer. Tu as causé du scandale, blasphémé Dieu, erré en la foi et fait à ton roi une promesse téméraire et présomptueuse. »

VIII. *Avoir sauté de la tour de Beaurevoir dans le fossé et préféré la mort à la captivité entre les mains des Anglais, malgré la défense des Voix.* — Pusillanimité, tendance au désespoir et au suicide ; en disant que Dieu a pardonné ce crime, « tu fais erreur sur la question du libre-arbitre humain ».

369

IX. *Dire que sainte Catherine et sainte Marguerite lui ont promis le Paradis si elle conservait sa virginité ; être assurée de ce fait et affirmer que, si elle était en état de péché mortel, ces saintes ne lui rendraient pas visite.* — « Tu es entachée d'erreur touchant la foi chrétienne. »

X. *Avoir dit que sainte Catherine et sainte Marguerite parlaient français et non anglais, parce qu'elles n'étaient pas du parti des Anglais ; avoir dit qu'après avoir su que les Voix étaient favorables à Charles, elle avait cessé d'aimer les Bourguignons.* — Blasphème téméraire contre ces saintes, transgression du commandement divin qui dit : « Tu aimeras ton prochain ».

XI. *Vénérer les visiteurs célestes et croire qu'ils sont envoyés de Dieu, sans avoir consulté un ecclésiastique; être certaine de cela comme on croit au Christ et à la Passion; refuser de révéler, sans l'ordre de Dieu, le signe miraculeux accordé à Charles.* — « Tu es une idolâtre, tu as invoqué des démons, tu erres en la foi; tu as témérairement prêté un serment illicite. »

XII. *Refuser d'obéir aux ordres de l'Église si ces ordres sont contraires au prétendu commandement de Dieu, et rejeter le jugement de l'Église militante.* — « Tu es schismatique, tu entretiens des opinions contraires à la vérité et à l'autorité de l'Église, et jusqu'au présent jour, tu as pernicieusement erré en la foi de Dieu » (1).

Maitre Pierre Maurice, après avoir lu cet extraordinaire document, se mit à haranguer Jeanne avec une odieuse affectation de bienveillance, l'appelant « *Jehanne ma chère amie* », la pressant avec ardeur, par voie d'argumentation, de se soumettre au jugement de l'Église; sinon, la damnation de son âme était certaine, et son corps courait de grands dangers de mort. Elle répondit avec fermeté que, si le feu était allumé et si l'exécuteur était prêt à la jeter dans les flammes, elle ne changerait pas un mot à ses déclarations antérieures. Il ne restait plus qu'à la faire comparaître le lendemain pour entendre la sentence finale (2).

370 Le 24, les préparatifs d'un *auto de fé* étaient achevés dans le cimetière de Saint Ouen. Le bûcher était prêt à recevoir sa proie; sur deux estrades se tenaient le cardinal de Beaufort et divers dignitaires; sur une troisième estrade prirent place

(1) Procès, p. 503-5. — L'Aver'v, p. 56-97.

(2) Le Brun de Charmettes, IV, 102-4, 106. — Procès, p. 506.

En étudiant la sentence de l'Université et de l'Inquisition, il ne faut pas perdre de vue que les visions du Sauveur, de la Vierge, des Saints étaient d'occurrence quasi journalière, et que l'Église les admettait et les respectait. L'excitabilité spirituelle du moyen âge mettait le monde surnaturel en relations étroites avec le monde réel. On trouvera une série d'histoires de ce genre dans les *Dialogues* de Césaire d'Heisterbach. D'ailleurs, comme détail de droit ecclésiastique, les visions de Jeanne avaient été déjà examinées et approuvées par les prélats et les docteurs de Chinon et de Poitiers, et notamment par le métropolitain de Cauchon, Renaud, archevêque de Reims.

Pierre Cauchon, Jean le Maître, Jeanne et Maître Guillaume Érard, qui prononça le sermon d'usage. Dans l'emporlement de son éloquence, le prédicateur s'écria que Charles VII avait été reconnu hérétique et schismatique ; mais Jeanne l'interrompit : « Parlez de moi, non du roi ; c'est un bon chrétien ! » Elle demeura ferme jusqu'au milieu de la lecture de la sentence de « libération » ; à ce moment, elle céda aux exhortations continuelles, mêlées de menaces et de promesses, dont elle avait été accablée depuis la veille au soir et annonça qu'elle était prête à se soumettre. On lui donna lecture d'une formule d'abjuration et, après quelques discussions, elle consentit à se laisser conduire la main pour griffonner le signe de la croix qui lui tenait lieu de signature. Puis on prononça une nouvelle sentence, qu'on avait préparée à l'avance et qui lui infligeait la peine ordinaire de l'emprisonnement perpétuel au pain et à l'eau. En vain elle supplia qu'on l'envoyât dans une prison ecclésiastique. Quand même Cauchon eût voulu accéder à cette prière, il n'en aurait pas eu le pouvoir ; il enjoignit donc aux gardes de la reconduire dans sa cellule (1).

Les Anglais furent naturellement furieux de voir leur proie leur échapper. Ils auraient pu juger Jeanne sommairement en cour séculière pour sorcellerie et la brûler sans délai ; mais pour s'assurer la personne de la prisonnière, ils avaient dû faire appel aux autorités ecclésiastiques et à l'Inquisition, et ils connaissaient trop peu la jurisprudence applicable à l'hérésie pour savoir que la procédure inquisitoriale était fondée sur le désir de sauver l'âme et non de faire périr le corps. Quand ils virent la tournure que prenait l'affaire, ils s'émurent vive-

371

(1) Procès, p. 508-9. — Journal d'un Bourgeois de Paris, an 1431. — Le Brun de Charmettes, IV, 110-41.

Il existe deux formules d'abjuration qu'on dit avoir été signées par Jeanne : l'une est courte et simple, l'autre détaillée (Procès, p. 508 ; Le Brun de Charmettes, IV, 135-7). On a reproché à Cauchon d'avoir lu à Jeanne la formule plus brève et d'y avoir substitué l'autre au moment de recueillir la signature. Jeanne s'en plaignit plus tard, alléguant qu'elle n'avait jamais promis d'abandonner ses vêtements masculins, promesse qui figurait dans la formule détaillée, mais non dans l'autre. On a beaucoup insisté sur ce fait, mais sans grande raison. L'abjuration la plus brève est l'aveu *sans condition* des erreurs, la rétractation et la soumission à l'Eglise ; elle était donc aussi obligatoire et aussi absolue que l'autre.

ment de ce qu'ils ne pouvaient manquer de tenir pour une dérision. La mort de Jeanne était, à leurs yeux, une nécessité politique, et voilà que la victime leur était soustraite bien qu'elle fût en leur pouvoir. Les ecclésiastiques, en dépit de la servilité dont ils avaient fait preuve, furent assaillis de menaces de mort; les épées furent même tirées des fourreaux et les juges purent à grand peine quitter, sains et saufs, le cimetière de Saint Ouen (1).

Dans l'après-midi, Jean le Maître et plusieurs des assesseurs visitèrent Jeanne dans sa cellule, firent valoir aux yeux de la captive la clémence de l'Église et la reconnaissance avec laquelle il convenait d'accueillir sa sentence; ils lui conseillèrent de renoncer à ses révélations et à sa folie, car, si elle retombait dans l'erreur, elle ne pourrait plus espérer aucune merci. Elle s'humilia et, quand on la pressa de revêtir une robe de femme, elle y consentit. La robe fut apportée et elle s'en vêtit; les vêtements d'hommes furent placés dans un sac et laissés dans la cellule (2).

Ce qui se passa ensuite n'a jamais été parfaitement élucidé. Les récits sont peu fidèles et contradictoires, — pures conjectures, sans doute — et la vérité demeure ensevelie au fond du donjon de Rouen. Assurément, ses cruels gardiens, furieux qu'elle eût échappé aux flammes, durent la maltraiter avec une odieuse brutalité; peut-être, comme on l'a dit, allèrent-ils jusqu'à la frapper, à la trainer par les cheveux et à menacer de lui faire violence, si bien qu'à la fin elle comprit que seuls ses vêtements masculins pouvaient la défendre. Peut-être aussi, comme l'affirment d'autres récits, ses Voix lui reprochèrent-elles sa lâcheté, de sorte qu'elle se résolut à reprendre son ancien costume. Peut-être enfin Warwick, dans le dessein arrêté de la pousser à une rechute, fit-il nuitamment soustraire la robe de Jeanne, l'obligeant ainsi à revêtir le costume masculin. Le fait qu'on laissa ces vêtements à sa portée, au lieu de les enlever de la cellule, décèle tout au moins le désir de l'ex-

(1) Le Brun de Charmettes, IV. 141.

(2) Procès, p. 508-9. — Le Brun de Charmettes, IV. 147.

citer à les reprendre. Quoi qu'il en soit, après qu'elle eut porté sa robe de femme pendant deux ou trois jours, on fit savoir à ses juges qu'elle avait commis une « rechute » et abandonné les vêtements de son sexe. Le 28 mai, les juges accoururent dans la prison pour vérifier le fait. L'incohérence des réponses qu'elle fit à leurs questions montre à quel point elle était épuisée par le poids des terribles épreuves auxquelles elle avait été soumise. Elle commença par reconnaître simplement qu'elle avait repris son ancien habillement ; puis elle alléguait que cette mise lui convenait mieux, puisqu'elle devait vivre entourée d'hommes ; personne ne l'avait contrainte à commettre cet acte ; mais elle niait avoir juré de ne pas revenir à sa mise habituelle. Puis elle dit qu'elle avait repris ses vêtements parce qu'on ne lui avait pas tenu parole ; on lui avait promis qu'elle entendrait la messe, recevrait les sacrements et serait délivrée de ses chaînes. Elle aimait mieux mourir que de vivre dans les fers. Si elle était admise à la messe et délivrée de ses fers, elle obéirait en toutes choses aux ordres de l'Église. Elle avait entendu ses Voix depuis l'abjuration ; ses saintes lui avaient dit qu'elle avait encouru la damnation en se rétractant pour sauver sa vie, car elle ne s'était rétractée que par peur du feu. Les Voix étaient celles de sainte Catherine et de sainte Marguerite, que Dieu envoyait vers elle ; cela, elle ne l'avait jamais rétracté, ou, si elle l'avait nié, elle avait menti. Elle préférait la mort au supplice de la captivité ; mais si ses juges le désiraient, elle reprendrait sa robe de femme ; quant au reste, elle ne savait rien de plus (1).

Ces contradictions incohérentes, ces cris de remords et de désespoir, si différents de son intrépide assurance de jadis, montrent que les geôliers avaient accompli leur besogne, que le corps et l'âme de l'infortunée avaient souffert plus qu'ils ne pouvaient supporter. Les juges étaient suffisamment édifiés ; Jeanne était relapse avouée ; l'Église n'avait plus à s'occuper d'elle que pour la livrer au bras séculier. En conséquence, le

(1) Procès, p. 508. — Le Brun de Charmettes, IV. 166-70. — L'Averdy, p. 506.

lendemain, 29 mai, Cauchon assembla tous les assesseurs qui se trouvèrent à sa disposition, leur annonça que Jeanne était retombée dans l'erreur en reprenant son costume masculin et en soutenant, à l'instigation du démon, que ses Voix étaient revenues. Le sort qu'elle méritait ne faisait pas question. Elle était relapse et la seule discussion porta sur un détail de procédure : convenait-il de lui donner lecture de son abjuration avant de l'abandonner au bras séculier ? La majorité était favorable au respect de cette formalité ; mais Cauchon et Le Maître n'en tinrent pas compte (1).

373 Le lendemain, 30 mai, au lever du soleil, Frère Martin l'Advenu et divers autres ecclésiastiques furent envoyés à la prison pour annoncer à Jeanne qu'elle serait brûlée le matin même. La malheureuse, terrifiée, se jeta sur le sol, s'arracha les cheveux, poussa des cris perçants ; puis, se calmant un peu, elle déclara que cela ne serait jamais arrivé si elle avait été placée dans une prison ecclésiastique, indiquant ainsi que la brutalité de son emprisonnement l'avait amenée à revenir sur son abjuration. Elle se confessa à l'Advenu et exprima le désir de communier. L'homme, embarrassé, envoya consulter Cauchon qui accorda ce que Jeanne demandait ; le sacrement fut apporté dans la geôle avec la solennité accoutumée. On a prétendu à tort que c'était là reconnaître l'innocence de la condamnée ; en réalité, la loi prescrivait qu'on ne refusât jamais la communion au relaps qui la demandait au dernier moment ; le seul fait de réclamer le sacrement, après confession préalable, constituait, en effet, un témoignage de la contrition du coupable et de son désir de revenir à l'Eglise (2).

L'estrade du prédicateur et le bûcher avaient été dressés sur la place du Viel Marché. Jeanne fut amenée au milieu d'une

(1) Procès, p. 509. — Le Brun de Charmettes, IV. 475-8.

(2) Le Brun de Charmettes, IV. 480-4. — L'Averdy, p. 488, 483 sq.

Une semaine après l'exécution de Jeanne, sept ecclésiastiques qui s'étaient trouvés dans sa cellule dressèrent un rapport attestant qu'elle avait reconnu avoir été trompée par ses Voix et qu'elle avait supplié les Anglais et les Bourguignons de lui pardonner tout le mal qu'elle leur avait fait. Mais c'est là évidemment un témoignage fabriqué à plaisir ; d'ailleurs, l'acte ne porte même pas d'attestation notariée. — Le Brun de Charmettes, IV. 220-5.

foule houleuse qui barrait les rues. On dit que, pendant le trajet, Nicolas l'Oyseleur, le misérable espion, perça les rangs du peuple et des gardes et bondit dans la charrette, pour demander pardon à Jeanne; mais avant qu'elle eût pu lui accorder ce pardon, les Anglais le jetèrent à bas de la voiture et l'auraient massacré si Warwick n'était venu à son secours et ne lui avait sauvé la vie en l'aidant à quitter la ville. Sur l'estrade, Nicolas Midi prononça son sermon; on lut la sentence de « libération » et Jeanne fut abandonnée aux autorités séculières. Cauchon, Le Maître et les autres ecclésiastiques quittèrent l'estrade; le bailli de Rouen reçut de leurs mains la condamnée et ordonna qu'elle fût menée au lieu d'exécution et brûlée. On a dit que l'absence de condamnation par une cour séculière était une irrégularité; en réalité, nous savons que cette formalité était inutile, surtout lorsqu'il s'agissait d'un coupable relaps. Sur la tête de Jeanne on plaça une couronne en papier portant ces mots : « Hérétique, Relapse, Apostate, Idôlatre », et on la mena au bûcher. D'après certains récits, elle poussa des cris et des lamentations qui arrachèrent à la foule des larmes de pitié; mais d'autres disent qu'elle fut pleine de résignation et de calme et que son dernier souffle s'exhala dans une prière. Quand le feu eut dévoré ses vêtements, on écarta les fagots embrasés pour que la foule pût voir le cadavre calciné et constater ainsi que Jeanne était bien une femme. La curiosité publique satisfaite, on acheva de réduire le corps en cendres et on jeta les cendres dans la Seine (1).

374

Il restait, pour ceux qui avaient joué un rôle dans cette tragédie, à se justifier en déshonorant leur victime et en répan-

(1) Le Brun de Charmettes, IV. 188-210. — Procès, p. 509-10. — Journal d'un Bourgeois de Paris, an 1431.

Quand se fut calmée l'agitation qui avait provoqué la condamnation de Jeanne et lorsqu'on vit l'inutilité de ce crime, on fit un effort pour rejeter la responsabilité des autorités ecclésiastiques sur les autorités séculières; on déclara qu'il y avait eu irrégularité à l'exécuter sans jugement formel d'un tribunal laïc. Deux ans plus tard, Louis de Luxembourg, alors archevêque de Rouen, et Guillaume Duval, vicaire de l'inquisiteur, condamnèrent pour hérésie un certain Georges Solenfant, et, en remettant le condamné au bailli de Rouen, recommandèrent qu'on ne le mit pas à mort, comme Jeanne, sans un jugement définitif; en conséquence, on prononça pour la forme une nouvelle sentence. — L'Averdy, p. 498.

dant de faux bruits au sujet du procès. Les juges comprenaient évidemment que, bien qu'ils se fussent abrités derrière l'autorité de l'Université de Paris, ils avaient encouru une grave responsabilité, car ils obtinrent du roi des lettres couvrant entièrement leur conduite; le souverain s'engageait à se constituer lui-même partie dans toute poursuite qui pourrait être entamée contre eux devant un concile général ou devant le pape. La régence sentait si bien qu'il lui fallait se disculper aux yeux de l'Europe, que des lettres furent envoyées, au nom de Henry VI, à tous les souverains et évêques, pour expliquer comment Jeanne avait exercé d'inhumaines cruautés jusqu'au jour où le pouvoir divin, par pitié pour les souffrances du peuple, avait permis qu'elle fût capturée; bien qu'elle eût pu être punie de ses crimes par des tribunaux séculiers, elle avait été livrée à l'Église, qui l'avait traitée avec douceur et bienveillance, et, après sa confession, lui avait charitablement imposé la pénitence de l'emprisonnement; mais son orgueil avait éclaté en flammes pestilentielles; elle était retombée dans ses erreurs et dans sa folie; elle avait alors été abandonnée au bras séculier et, sentant venir sa fin, avait confessé que les esprits qu'elle invoquait étaient faux et mensongers, que ses démons l'avaient déçue et bafouée; finalement, elle avait été brûlée en présence du peuple.

375 Ce mensonge officiel n'était rien auprès des bruits qu'on répandait perfidement au sujet de Jeanne. Le brave Bourgeois de Paris, qui rapporte l'exécution dans son *Journal*, énumère les crimes qui motivèrent la condamnation, en mélangeant aux vrais chefs d'accusation d'autres griefs, échos des mensonges qu'on imposait adroitement à la crédulité publique. A l'en croire, Jeanne avait coutume, en chevauchant, de brandir un grand bâton avec lequel elle frappait cruellement les gens qui lui déplaisaient; en beaucoup de pays, elle tuait impitoyablement les hommes et les femmes qui ne lui obéissaient pas; un jour, comme elle était menacée d'un outrage, elle s'était précipitée du haut d'une tour sans se blesser et s'était flattée de pouvoir, à son gré, déchaîner le tonnerre et opérer d'autres prodiges. Cepen-

dant le Bourgeois reconnaît qu'à Rouen même beaucoup de gens estimaient qu'elle avait subi le martyre pour son maître légitime (1). Évidemment, on discernait que, par son horrible mort, elle avait dignement couronné sa mission et que la sympathie inspirée par ses épreuves continuait son œuvre en réveillant le sentiment populaire.

Plus d'un mois après, le 4 juillet, à Paris, on tenta de combattre ce mouvement de sympathie croissante en faisant prononcer un sermon par un inquisiteur dominicain, probablement Jean Le Maître. Le prédicateur s'étendit longuement sur les méfaits de Jeanne et sur la pitié que lui avaient témoignée ses juges. Depuis l'âge de quatorze ans, elle avait porté des habits masculins et ses parents l'auraient tuée, s'ils n'avaient craint de charger leur conscience. Aussi les avait-elle quittés, entraînée par le démon; depuis ce jour, elle avait vécu du massacre des Chrétiens, se délectant de feu et de sang, jusqu'à son exécution. Elle s'était rétractée et avait abjuré; on lui avait infligé comme pénitence quatre années de prison au pain et à l'eau; mais elle ne put supporter ce traitement un seul jour, car, dans sa prison, elle se faisait servir comme une grande dame. Le diable lui était apparu avec deux démons et, redoutant de la perdre, lui avait dit: « Créature perverse, qui as, par peur, abandonné tes vêtements, rassure-toi, nous te protégerons contre tous les hommes. » Aussitôt elle s'était déshabillée et avait revêtu son costume masculin, qu'elle avait caché au préalable dans la paille de son lit; elle avait en Satan une telle confiance qu'elle déclara se repentir d'avoir abandonné ses vêtements habituels. Alors, constatant qu'elle persistait dans l'erreur, les maîtres de l'Université l'avaient livrée au bras séculier pour qu'elle fût brûlée; lorsqu'elle s'était vue menacée de mort, elle avait appelé les démons à son aide;

376

(1) Journal d'un Bourgeois de Paris, an 1431. — Le 8 août 1431, un moine, nommé Jean de la Pierre, fut amené devant Cauchon et Le Maître sous l'accusation d'avoir médité du procès de Jeanne. C'était là un grave délit quand l'Inquisition était en jeu. Le moine demanda pardon à genoux et alléguait comme excuse qu'il avait bu plus que de raison, le jour où il avait tenu les propos incriminés. On le traita charitablement en l'emprisonnant au pain et à l'eau, dans le couvent dominicain, jusqu'aux Pâques suivantes. — L'Averdy, p. 141.

mais, une fois jugée, elle n'avait pu, par aucune invocation, les amener auprès d'elle. Alors elle avait commencé à mieux comprendre son crime, mais il était trop tard. Le révérend prédicateur ajouta qu'il y avait quatre créatures malfaisantes de cette espèce. On en avait pris trois, cette Pucelle, Péronne et l'amie de celle-ci. La quatrième se trouvait dans le parti des Armagnacs ; elle se nommait Catherine de la Rochelle et déclarait qu'une fois l'hostie consacrée, elle discernait les plus mystérieux secrets du Seigneur (1).

Ces dernières phrases faisaient allusion à diverses émules de Jeanne. L'impression produite par la Pucelle sur l'esprit populaire devait inévitablement pousser certaines femmes à l'imiter, soit par imposture, soit en toute bonne foi. Péronne était une vieille femme, originaire de la Bretagne, qui, en compagnie d'une amie, fut capturée à Corbeil, en mars 1430, et amenée à Paris. Non contente d'affirmer que Jeanne était inspirée par le ciel, elle jura que Dieu lui apparaissait souvent à elle-même, sous la forme humaine, vêtu d'une robe blanche et d'une cape écarlate, pour lui enjoindre de seconder Jeanne ; elle avoua qu'elle avait reçu la communion deux fois le même jour ; c'était Frère Richard qui la lui avait administrée à Jargeau. Les deux femmes furent jugées par l'Université ; la plus jeune abjura, mais Péronne tint bon et fut brûlée le 3 septembre. Catherine de la Rochelle était également une des *protégées* du Frère Richard ; elle en voulait beaucoup à Jeanne qui avait refusé de la seconder. Elle était venue trouver la Pucelle à Jargeau, puis à Montfaucon, dans le Berri, en déclarant que, chaque nuit, elle voyait apparaître une femme blanche, vêtue de drap d'or : l'apparition lui disait que le roi lui donnerait des chevaux et des trompettes et qu'elle irait par toutes les villes proclamer que quiconque avait de l'argent ou des trésors apportât ces richesses pour payer les soldats de Jeanne ; si les gens cachaient leur or, elle découvrirait toutes leurs retraites. Jeanne avait trop de bon sens pour se laisser prendre à cette proposition.

(1) Le Brun de Charmettes, IV. 238-40. — L'Averdy, p. 269. — Monstrelet, II. 105. — Journal d'un Bourgeois de Paris, an 1431.

Elle invita Catherine à retourner au logis, près de son mari et de ses enfants, et demanda conseil à ses Voix, qui déclarèrent que toute cette histoire n'était que folie et mensonge. Pourtant la Pucelle écrivit au roi pour l'aviser de cette affaire et accepta l'offre de Catherine, qui prétendait lui faire voir la nocturne visiteuse. La première nuit, Jeanne s'endormit et apprit, à son réveil, que l'apparition s'était montrée pendant son sommeil. Alors elle prit la précaution de dormir pendant le jour et veilla toute une nuit sans voir la Dame blanche. Dans le cas de Catherine, il y avait probablement plus d'imposture que de véritable enthousiasme; cependant il semble qu'elle échappa à l'Inquisition (1).

Pendant l'emprisonnement de Jeanne, sa place fut occupée un moment par un paysan, nommé tantôt Pastourel, tantôt Guillaume le Berger. Cet homme prétendait que des révélations divines lui ordonnaient de s'armer pour seconder la cause du roi. Il démontrait l'authenticité de sa mission en exhibant des stigmates qu'il portait à la main, au côté et au pied, comme saint François, et il obtint de la sorte un certain crédit. Pothon de Xaintrailles, l'ancien compagnon d'armes de Jeanne, avait confiance en lui et l'emmenait dans ses aventureuses campagnes. Cependant la carrière de Guillaume fut courte. Il accompagnait une expédition entreprise en Normandie sous la conduite du maréchal de Boussac et de Pothon, quand la troupe fut surprise et dispersée par Warwick. Pothon et le berger furent faits prisonniers et conduits triomphalement à Rouen. Les Anglais avaient appris, lors du procès de Jeanne, à connaître les délais de la procédure inquisitoriale; aussi préférèrent-ils une méthode plus sommaire. Le malheureux prophète fut traîné à la Seine et noyé sans jugement. Son influence s'était exercée dans une sphère trop étroite pour qu'il méritât qu'on fit de lui un exemple (2).

(1) Journal d'un Bourgeois de Paris, au 1430. — Nider, *Formicar.* v. viii. — Procès, p. 480.

(2) Monstrelet, II. 101. — Journal d'un Bourgeois de Paris, au 1431. — Mémoires de Saint-Remy, ch. 172. — Abrégé de l'Hist. de Charles VII (Godefroy, p. 334).

Ainsi périt Jeanne Darc ; mais l'état d'esprit qu'elle avait créé était hors de l'atteinte de tout évêque ou inquisiteur. Ce meurtre juridique fut, par surcroît, un crime inutile. En 1433, le traité d'Arras détacha la Bourgogne de l'alliance anglaise, et, une à une, les conquêtes de Henry V furent arrachées à la faible main de son fils. En 1449, quand Charles VII prit possession de Rouen, il ordonna d'entamer immédiatement une enquête au sujet des circonstances du procès, car il ne convenait pas à la dignité d'un roi de France de devoir le trône à une sorcière condamnée et brûlée par l'Église. Cependant le jour n'était pas encore venu où l'autorité séculière pût casser une sentence inquisitoriale : la tentative fut abandonnée. En 1452 un autre effort fut entrepris par l'archevêque d'Estouteville de Rouen ; mais bien qu'il fût cardinal et légat du pape, et bien qu'en cette affaire il s'adjoignit l'inquisiteur de France, Jean Brehal, il ne put que recueillir quelques témoignages. L'intervention du pape parut nécessaire pour la révision d'une affaire d'hérésie jugée par l'Inquisition. En vue d'obtenir cette intervention, la mère et les deux frères de Jeanne firent appel à Rome, en qualité de victimes indirectes de la condamnation. A la fin, en 1455, Calixte III nomma commissaires, pour recevoir et juger leurs doléances, l'archevêque de Rouen, les évêques de Paris et de Coutances et l'inquisiteur Jean Brehal. Isabelle Darc et ses fils comparurent comme plaignants contre Cauchon et Le Maître et la procédure fut menée à leurs frais. Cauchon était mort et Le Maître ne comparut pas ; il avait probablement trouvé un refuge auprès de ses frères dominicains, car on ne put le découvrir. Bien que l'Université de Paris ne fût pas en cause, on prit mille précautions pour la ménager en insistant sans cesse sur le caractère frauduleux des douze articles soumis à sa décision ; dans le jugement final, on eut soin d'affirmer la fausseté de ces articles et d'en ordonner la destruction par autorité de justice. En réalité, on peut se demander si ces articles étaient plus trompeurs que tous les rapports soumis d'ordinaire par les inquisiteurs à la décision des experts. Finalement, le 7 juillet 1456, on rendit un jugement favorable aux

plaignants; on déclarait que ceux-ci n'avaient encouru aucune infamie; on proclamait la nullité de toute la procédure; on ordonnait la publication de cet arrêt à Rouen et dans toutes les cités du royaume; de solennelles processions devaient avoir lieu sur la place de l'abjuration et de l'exécution; en ce dernier endroit, une croix serait érigée pour perpétuer le souvenir du martyr de Jeanne. Cette croix, restaurée de nos jours, s'élève encore sur cette place de Rouen, témoignage de l'efficacité de l'Inquisition comme instrument des pires desseins de la politique (1).

(1) Le Brun de Charmettes, liv. xv.

CHAPITRE VI.

LA MAGIE ET LES ARTS OCCULTES.

379 Peu de convictions sont aussi tenaces que les croyances superstitieuses dont se repaît la crédulité humaine. Elles passent d'une race à une autre et se transmettent de génération en génération ; elles s'adaptent successivement à toutes les formes religieuses ; la persécution a beau étouffer leurs manifestations extérieures, elles n'en subsistent pas moins, d'autant plus chéries qu'il faut les dissimuler. Quand une religion succède à une autre, les rites de la religion détrônée deviennent la magie de la religion triomphante. Les dieux de la première deviennent les esprits malins de la seconde. C'est ainsi que les Dévas, ou divinités du Vêda, devinrent les Daévas, ou démons de l'Avesta ; de même, le culte du taureau chez les premiers Hébreux devint idolâtrie au temps des Prophètes, comme les dieux de la Grèce et de Rome furent, aux yeux des Pères de l'Église, des démons et des génies malfaisants.

Ainsi l'Europe hérita, pour son malheur, d'un patrimoine accumulé de superstitions. Ces superstitions acquirent une intensité particulière quand naquit la puissante conception de l'Ahriman mazdéen, personnification des forces destructives de la nature et des mauvaises passions de l'homme. Infusée au Judaïsme et parée des fantaisies de la Haggadah, cette conception devint un véritable article de foi. Le prince des anges déchus, Satan, avait entraîné dans sa rébellion la moitié des innombrables phalanges angéliques et consacrait désormais, à la perdition spirituelle et matérielle de l'humanité, une puissance inférieure à celle de Dieu seul. Omniprésent, presque omnipotent et omniscient, Satan, ainsi que ses démons,

était toujours et partout occupé à gagner, par d'insidieux artifices, la direction des âmes, à contrarier les desseins des hommes et à tourmenter leurs corps. L'aliment de ces êtres maudits était la souffrance des damnés ; le salut des hommes était leur supplice. Pour arriver à leurs fins, des intermédiaires humains étaient indispensables, et Satan était toujours prêt à dispenser une part de son pouvoir, ou à accorder le concours d'un démon inférieur, à quiconque voulait le servir. Ainsi naquit un dualisme qui, moins encourageant et moins consolant que celui de Zarathustra Spitama, jeta une ombre sur le doux enseignement du Christ, en mettant en relief le Mauvais Principe toujours présent et toujours agissant. Certaines gens croyaient même que les affaires humaines étaient dirigées par des démons et cette opinion se répandit assez pour que saint Jean-Chrysostôme jugeât utile de la réfuter. Il admit que les démons étaient animés d'une haine farouche et implacable contre l'homme, mais il soutint que le mal était ici-bas un juste châtiment envoyé par Dieu (1).

Ainsi l'homme vivait environné d'innombrables esprits, bons et mauvais, coopérant à son salut ou à sa perte, sans cesse aux aguets pour le sauver ou pour le séduire. Ainsi s'expliquait l'éternel problème de l'origine du mal, qui avait embarrassé l'esprit humain dès qu'il commença à réfléchir ; ainsi se constitua une démonologie détaillée à l'infini, qui fit bientôt partie intégrante de la foi. Presque toutes les races ont partagé ces croyances — que les mauvais esprits fussent d'origine surnaturelle, comme chez les Mazdéens et les Assyriens, ou que ce fussent, comme chez les Bouddhistes et les Égyptiens, les âmes des damnés cherchant à satisfaire leur vengeance. La Grèce et Rome ne connaissaient pas, il est vrai, cette catégorie distincte d'êtres surnaturels ; mais elles peuplaient le monde d'un nombre incalculable de génies et de divinités inférieures qui, aux

(1) Minuc. Felicitas Octavius (Mag. Bib. Pat. éd. 1618, III. 7, 8). — Tertull. de Idolat. x. — Lactant. Divin. Instit. II. 9. — Augustin. de Vera Religione, c. 13, c. 40, n° 75 ; de Genesi ad Lit. XI. 13, 17, 22, 27 ; Sermon. Append. n° 278 (Edit. Benedict.). — Gregor. PP. I. Moral. in Job, IV. 13, 17, 32. — Chrysostom. de Imbecillitate Diaboli Homil. I. n° 6.

381

yeux du Christianisme, passèrent pour autant de serviteurs de Satan. Quand la théologie, devenue une science, définit, avec la plus rigoureuse précision, les rapports de Dieu et de l'homme, il parut nécessaire de déterminer avec exactitude la nature et les fonctions du monde des esprits. Les intelligences audacieuses qui conçurent l'immense édifice de l'orthodoxie ne reculèrent pas devant cette tâche. Les innombrables allusions de l'ancienne littérature ecclésiastique au caractère et aux attributs des démons montrent quelle place importante cette question occupait dans l'esprit des hommes et quelle croyance sans réserve on accordait à ces périlleuses illusions (1).

Origène nous dit que tout homme est environné d'une infinité d'esprits attachés à l'aider ou à lui nuire. Ses vertus et ses bonnes actions sont attribuables à l'influence des bons anges : ses péchés et ses crimes sont l'œuvre des démons d'orgueil, de luxure, de colère, de toutes les passions et de tous les vices. Si puissants que soient ces démons, l'âme humaine leur est encore supérieure et peut ruiner leur pouvoir malfaisant ; si un saint homme confond l'esprit de luxure qui l'a tenté, le démon vaincu est précipité dans les ténèbres ou dans l'abîme, et perd à jamais sa puissance. Cette opinion fut admise, pendant le moyen âge, comme doctrine orthodoxe. Grégoire-le-Grand rapporte qu'une nonne, se promenant dans le jardin de son couvent, mangea une feuille de laitue sans faire prudemment le signe de la croix et fut immédiatement possédée d'un démon. Saint Equitius le tortura par des exorcismes jusqu'au moment où l'infortuné démon s'écria : « Qu'ai-je donc fait ? J'étais assis sur la feuille et cette femme m'a mangé ! » Mais Equitius ne voulut accepter aucune excuse et força le démon à déloger.

Césaire d'Heisterbach relate un grand nombre de cas prouvant la perpétuelle intervention des démons dans les affaires humaines ; cependant il affirme, comme un fait avéré, que Satan n'entraîna avec lui que la dixième partie des

(1) Minuc. Felic. loc. cit. — Tertull. *Apol. adv. Gentes*, c. 22. — Lactant. *Divin. Institut.* v. 22. — Testam. XII Patriarch. i. 2-3. — Augustin. *de Divin. Dæmon.* c. 3, 4, 5, 6 ; *de Civ. Dei*, xv. 23, xxi. 10 ; *Enarrat. in Psalm.* 61, 63. — Isidor. *Hispalens. Lib. de Ord. Creatur.* c. 8.

phalanges célestes, et il entreprend d'établir, d'après l'autorité de Grégoire-le-Grand, qu'au Jour du Jugement les élus seront neuf fois aussi nombreux que les démons, et que les damnés seront, naturellement, bien plus nombreux encore. Pourtant, au lit de mort d'un moine de Hemmenrode, quinze mille démons s'assemblèrent, et au chevet d'une abbesse de Bénédictines, les démons accoururent plus nombreux que les feuilles dans la forêt de Kottinhold. Thomas de Cantimpré, bien qu'avec une moindre abondance d'exemples, déclare non moins affirmativement que l'homme est entouré de mauvais esprits qui ne perdent aucune occasion de le tenter, de le séduire, de l'égarer et de le tourmenter. Le bienheureux Reichelm, abbé de Schöngau vers 1270, avait reçu de Dieu la grâce de pouvoir discerner les corps fluides de ces êtres ; souvent il les voyait aussi pressés que des grains de poussière, ou que des atomes dans un rayon de soleil, ou qu'une pluie fine. Leur nombre est si grand, dit-il, que l'atmosphère en est toute remplie ; tous les bruits de la nature, chutes d'eau, fracas de pierres, gémissements du vent, ne sont que la voix des esprits. Parfois ils prenaient la forme d'une femme pour tenter le bienheureux abbé, ou bien ils cherchaient à le terrifier en se présentant sous l'aspect d'un énorme chat ou d'un ours ; mais leurs efforts tendaient surtout à provoquer l'oubli des pieux devoirs et à exciter les mauvaises passions, tâche qui leur était assez facile, puisqu'une innombrable armée de démons était attachée à chaque être humain. Ces ennemis de l'homme étaient toujours à l'affût, prêts à profiter de la moindre imprudence de pensée ou d'action. Sprenger déclare que si un mari, dans un moment d'impatience, dit à sa femme enceinte : « Que le Diable t'emporte ! » l'enfant sera soumis à Satan ; on voit souvent, dit-il, des enfants de ce genre ; cinq nourrices n'apaisent pas la faim d'un seul de ces nourrissons, et pourtant ils restent misérablement maigres, bien que leur force soit très grande. Ainsi l'homme était à tout instant en butte aux assauts d'ennemis surnaturels s'efforçant de l'induire au péché, de torturer son corps par la maladie, ou de l'affliger par des

382

dommages matériels. Nous ne pouvons comprendre les mobiles et les actes de nos ancêtres si nous ne tenons compte de la disposition mentale engendrée par la croyance à cette lutte personnelle, soutenue contre Satan et ses cohortes à toute heure du jour et de la nuit (1).

Il est vrai que tous les démons n'étaient pas également mal-faisants. Les Barbares convertis d'Europe ne pouvaient entièrement renoncer à leur foi en l'existence de génies secourables, et comme le christianisme classait ces génies parmi les démons, il fallut trouver un terrain d'entente. On admit que leur caractère variait selon la violence de l'orgueil et de la jalousie qu'ils nourrissaient à l'égard de Dieu avant leur chute. Ceux qui avaient simplement suivi leurs compagnons et qui s'étaient repentis n'étaient pas toujours pervers. Césaire raconte qu'un
 383 de ces esprits servit longtemps et fidèlement un chevalier, le défendit contre ses ennemis et guérit sa femme d'un mal mortel en allant chercher en Arabie du lait de lionne dont il enduisit le corps de la malade. Cette médication éveilla les soupçons du chevalier et le démon se confessa, expliquant que c'était pour lui une grande consolation de vivre parmi les enfants des hommes. N'osant pas conserver un pareil serviteur, le chevalier le congédia en lui offrant, comme compensation, la moitié de son bien ; mais le démon n'accepta que cinq sous, qu'il restitua ensuite en priant le chevalier d'acheter avec cette somme une cloche et de la suspendre dans une certaine église abandonnée, afin que l'on pût, le dimanche, appeler les fidèles à l'office divin. On connaît l'amusante histoire, rapportée par Froissart, du démon Orton qui servait, par pur attachement, le sieur de Corasse, lui apportait chaque nuit

(1) Origen. *sup. Jesu Nave Homil.* xv. 5, 6. — Ivon. Carnotens. *Decret.* xi. 106. — Pselli *de Operat. Dæmon. Dial.* — Gregor. PP. I. *Dial.* i. 4. — Cæsar. Heisterb. *Dial. Dist.* iv, v, xi. 17; xii, 5. — B. Richalmi *Lib. de Insid. Dæmon.* (Pez, *Thesaur. Anecd.* I, n. 376). — S. Hildegardæ *Epist.* 67 (Martène, *Ampl. Col.* n. 1100). — *Mall. Maleficar.* P. n. Q. 1, c. 3.

Tout le monde n'avait pas le tranquille courage de saint François, qui, menacé par des démons, les accueillit tranquillement en déclarant que son corps était son pire ennemi et qu'il les laissait libres d'en faire tout ce que permettrait Jésus-Christ. Cette façon d'envisager la chose les stupéfia à tel point qu'ils s'enfuirent incontinent. — Amoni *Legenda S. Francisci*, Append. c. liii.

des nouvelles sur les événements du monde entier et finit par l'abandonner lorsque l'imprudent demanda à voir son visiteur nocturne. Froissart lui-même était à Ortais en 1385, quand le comte de Foix apprit miraculeusement la nouvelle de la désastreuse bataille d'Aljubarotta, en Portugal, le lendemain même de la défaite ; les courtisans expliquèrent que le comte avait reçu cette information par l'intermédiaire du sieur de Corasse. Ainsi, en bien comme en mal, les barrières qui séparaient le monde matériel du monde des esprits étaient peu élevées ; entre ces deux mondes les rapports étaient trop fréquents pour laisser place à l'incrédulité (1).

Il était inévitable que la facilité de ces relations encourageât la croyance aux Incubes et aux Succubes, qui jouèrent un rôle si important dans la sorcellerie du moyen âge. De tout temps cette croyance a fait partie de la superstition. Les Akkads avaient leurs Gelal et Kiel-Gelal ; les Assyriens, leurs Lil et Lilit ; les Gaulois leurs Dusii, génies lascifs des deux sexes qui satisfaisaient leurs passions avec des hommes et des femmes ; les légendes galloises du moyen âge attestent la continuité de cette croyance parmi les races celtiques. Les Égyptiens admettaient des Incubes, mais non des Succubes. Les Juifs croyaient que le texte sacré relatif aux fils de Dieu et aux filles des hommes (2) prouvait que des relations prolifiques pouvaient s'établir entre les êtres spirituels et les humains ; ils racontaient la légende du mauvais esprit Lilith, la première femme d'Adam, qui conçut de ses œuvres l'innombrable multitude des démons. La mythologie anthropomorphique et le culte des héros, en Grèce, comportaient des aberrations analogues et le nom de Satyre a reçu de là l'acception où nous l'employons encore. Le panthéon latin, plus simple et plus chaste, possédait cependant ses Sylvains et ses Faunes, lesquels, dit saint Augustin, « sont communément appelés Incubes ». C'est en vain que la médecine expliqua cette croyance par l'intervention de l'éphialte ou cauchemar et préconisa l'emi-

384

(1) César. Heisterb. III, 26, v. 9, 10, 35, 36. — Froissart, III, 22.

(2) Genèse, VI, 1.

ploi de la belladone de préférence aux exorcismes. Saint-Augustin, qui contribua tant à transmettre aux époques ultérieures les superstitions païennes, hésite bien à admettre la possibilité d'un semblable pouvoir émanant d'êtres fluides ; cependant il n'ose pas le nier et si saint Jean-Chrysostôme a tourné cette croyance en dérision, d'autres autorités l'ont acceptée comme chose naturelle. Le moyen âge admit sans hésiter l'opinion populaire. En 1249 naquit, dans les marches galloises, un enfant d'Incube, qui, au bout de six mois, avait toutes ses dents et était aussi grand qu'un jeune homme de dix-sept ans ; mais la mère dépérit et mourut promptement. Cette croyance s'affermir de façon plus décisive encore lorsqu'une procédure savante permit à des juges d'arracher à leurs victimes toutes les confessions qu'ils désiraient obtenir ; c'est ainsi que, dans le Toulousain, en 1273, Angèle de la Barthe avoua qu'elle entretenait des relations habituelles avec Satan, et que, sept ans auparavant, à l'âge de cinquante-trois ans, elle avait eu de lui un fils. Cet enfant était un monstre à tête de loup et à queue de serpent ; elle l'avait nourri, pendant deux années, de la chair d'enfants d'un an qu'elle allait voler la nuit ; après quoi le monstre avait disparu. De même, en 1460, les sorcières d'Arras furent amenées à confesser que des démons les avaient aimées sous la forme de lièvres, de renards ou de taureaux. Innocent VIII affirme, de la façon la plus positive, l'existence de semblables commerces et Silvester Prierias déclare que nier ce fait est une folie contraire tant à l'orthodoxie qu'à la philosophie (1).

On formait parfois des liaisons de ce genre qui duraient

(1) Fr. Lenormant, *La Magie chez les Chaldéens*, p. 36. — Plutarch. *Vit. Numæ*, iv. — Joseph. *Antiq. Jud.* i. 3. — Augustin. *de Civ. Dei*, iii. 5 ; xv. 23. — Gualt. Mapes, *de Nugis Curialium*, Dist. ii. c. xi, xii, xiii. — Paul Æginet. *Instit. Med.* iii. 45. — Chrysost. *Homil. in Genesim*, xxii. n° 2. — Clem. Alexandr. *Stromat.* lib. iii. v. (Ed. Sylburg. p. 450, 550). — Tertull. *Apol. adv. Gentes*, c. xxii ; *De Carne Christi*, c. vi, xiv. — Hincmar. *de Divort. Lothar. Interrog.* xv. — Guibert. *Noviogen de Vita sua*, lib. iii. c. 19. — Cæsar. Heisterb. iii. 8, 11, 13. — Gervas. Tilberien. *Otia Imp. Decis.* iii. c. 86. — Matt. Paris. ann. 1249 (p. 514). — Chron. Bardin. (Vaisselle, IV. Pr. 5). — *Mémoires* de Jacques du Clercq, liv. iv c. 8. — Innoc. PP. VIII. Bull. *Summis desiderantes*, 2 déc. 1484. — Silv. Prierias. *de Strigimagar.* lib. i. c. 2 ; lib. ii. c. 3.

trente ou quarante ans, avec une absolue fidélité de part et d'autre. Le lien qui s'établissait ainsi entre le démon et son époux (ou épouse) était à l'épreuve des moyens ordinaires de l'exorciste. Alvaro Pelayo rapporte que dans un couvent de femmes dont il était directeur, cette pratique se répandit parmi les nonnes et qu'il fut tout à fait incapable d'y mettre un terme. Le fait étant particulièrement fréquent dans ce genre d'établissements pieux, à un crime spécial il fallut un nom spécial : les canonistes et les théologiens l'appelèrent *Démonialité*. Sprenger, dont l'autorité est souveraine en la matière, affirme que le développement alarmant de la sorcellerie au ^{xv}^e siècle était dû à l'attrait qu'exerçait ce vice. Les quelques hommes qui, comme Ulric Molitor, tout en admettant l'existence des Incubes, leur refusaient le pouvoir de la procréation, furent réduits au silence par l'autorité de Thomas d'Aquin. Thomas expliqua comment, en agissant alternativement comme Succube et comme Incube, le démon pouvait arriver à ses fins ; il citait des faits indubitables : les Huns étaient issus de démons ; une ile d'Égypte ou, selon d'autres, l'ile de Chypre, était entièrement peuplée de descendants d'Incubes, et l'on savait qu'une légende populaire attribuait un démon pour père au prophète et enchanteur Merlin. Nous ne nous arrêterons pas aux détails des spéculations physiologiques à l'aide desquelles on prétendait établir la possibilité de la procréation démoniaque ; dans l'ensemble des littératures, il n'y a rien de plus répugnant que les racontars et les exemples qui servirent à défendre cette théorie (1).

Comme le dessein capital de Satan, dans sa lutte contre Dieu, était de détacher les âmes humaines de leur fidélité au

(1) Gianfrancesco Pico della Mirandola, *La Strega*, Milano, 1864, p. 80. — Thomæ Cantimpratensis, *Bonum universale*, lib. ii. c. 53. — Alvar. Pelag. *de Planet. Eccles.* lib. ii. art. xlv. n° 102. — Prietatis *de Strigimagar.* ii. iii. xi. — Sinistrari *de Dæmonia'itate*, n° 1-3. — Mull. *Maleficar.* P. ii. Q. i. c. 4-8 ; P. ii. Q. ii, c. 1. — Ulric. Molitor. *Dial. de Python. Mulieribus*, Conclus. v. — Th. Aquin. *Summ.* i. li, art. iii, n° 6. — Nider, *Formicar.* lib. v. c. ix, x. — Guill. Arvern. Episc. Paris. *de Universo* (Wright, *Proceedings against Dame Alice Kyteler*, Camden Soc. p. xixviii). — Villemarqué, *Myrdhinn, ou l'Enchanteur Merlin*, p. 11. — Alonso de Spina, *Fortalicium Fidei*, éd. 1494, fol. 282.

863

Seigneur, il tenait toujours en réserve les tentations qui lui semblaient le plus propres à assurer le succès de ses menées. Il savait séduire certains hommes par les complaisances charnelles dont nous venons de parler; à d'autres il conférait le pouvoir de prédire l'avenir, de découvrir des choses cachées, de satisfaire leurs rancunes, d'acquérir la richesse, soit à l'aide d'artifices réprouvés, soit grâce aux services d'un démon familier. Comme le néophyte, en recevant le baptême, renonçait au démon, à ses pompes et à ses anges (1), le Chrétien, désireux de s'assurer l'aide de Satan, devait renier Dieu. De plus, comme Satan, pour tenter le Christ, lui avait offert les royaumes de la terre en échange d'un acte d'adoration (2), on imagina tout naturellement que, pour obtenir ce concours, il fallait rendre hommage au Prince de l'Enfer. De là naquit l'idée, si féconde dans le développement de la sorcellerie, que les sorciers concluaient avec Satan des pactes qui faisaient d'eux ses esclaves, s'engageant à commettre tout le mal dont ils seraient capables et à séduire, à leur exemple, le plus de fidèles qu'ils pourraient. Ainsi le sorcier ou la sorcière était l'ennemi de tout le genre humain comme de Dieu, le plus précieux serviteur de l'Enfer dans son perpétuel conflit avec le Ciel. La destruction de cet ennemi, quelque moyen qu'on employât à cet effet, était le plus clair devoir du chrétien.

Telle fut la théorie par laquelle les superstitions païennes, héritage du passé, furent adaptées à l'enseignement du christianisme et y devinrent un article de foi. Depuis les plus lointaines périodes historiques, il a toujours existé des hommes qui pratiquaient la magie et auxquels on attribuait le pouvoir de commander au monde des esprits, de deviner l'avenir, d'intervenir dans les opérations régulières de la nature. Quand ces pratiques étaient accomplies à l'aide du rituel d'une religion établie, elles étaient louables, comme la divination augurale et oraculaire des temps classiques, ou, plus tard, l'exorcisme des démons, l'excommunication des chenilles, les cures

(1) Tertull. *de Corona*, c. iii.

(2) « Si donc tu veux m'adorer, je t'appartiendrai » (Luc, IV, 7).

miraculeuses opérées par des reliques ou des pèlerinages aux sanctuaires en renom. Quand ce pouvoir s'exerçait par l'invocation de divinités hostiles ou à l'aide d'une religion détrônée, il devenait blâmable et illicite. Le Yatudhana, ou sorcier des Védas, cherchait assurément le succès dans l'invocation des Rakshasas et autres divinités déchues du Dasyu subjugué. Ses pouvoirs étaient à peu près ceux du sorcier du moyen âge ; le *yatu*, ou magie, lui permettait de provoquer la mort de ses ennemis, de détruire leurs moissons et leurs troupeaux : les *kritya*, ou images et autres objets revêtus de charmes, avaient une influence néfaste qu'on ne pouvait surmonter qu'en les démasquant et en les rejetant loin de soi, tout comme dans l'Europe du xve siècle ; d'autre part, les *contre-charmes* 387 et les imprécations employées contre ce sorcier montrent qu'il n'y avait pas de différence essentielle entre la magie licite et la magie noire (1). Le même fait ressort de la tradition hébraïque, qui admettait que des miracles pussent s'opérer par l'intervention des *Elohim acherim*, ou « autres dieux », comme l'attesta la compétition entre Moïse et les *Chakamim* ou sages d'Égypte. Les Talmudistes rapportent que, lorsque Moïse changea son bâton en serpent, Pharaon lui reprocha, en riant, de faire parade de semblables prestiges dans un pays plein de magiciens, et il appela de petits enfants qui exécutèrent sans peine la même transformation ; mais Jannès et Jambres ne purent rivaliser avec l'Hébreu quand il déchaina la plaie de la vermine, parce que leur art ne leur permettait pas de produire des êtres plus petits qu'un grain d'orge. Les rapports entre leur magie et le culte des faux dieux apparaissent dans la légende d'après laquelle ce furent Jannès et Jambres qui fabriquèrent pour Aaron le Veau d'or. On trouve une indication analogue dans la tradition samaritaine ; les Hébreux avaient, disait-on, abandonné leur ancienne foi sous l'effet des artifices magiques d'Elie et de Samuel ; ceux-ci, par l'étude

(1) Rig Veda, V. viii. iv. 15, 16, 24 (Ludwig's *Rig Veda*, Prag, 1876-8 ; n. 379 ; m. 345). — Atharva Veda, n. 27 ; m. 6 ; iv. 14 ; vi. 37, 75 (Grill, *Hundert Lieder des Atharva Veda*, Tübingen, 1879).

des livres de Balaam, acquirent la richesse et le pouvoir, et détachèrent le peuple du culte de Jéhovah (1).

388 L'impression considérable produite, sur les pays environnants, par le pouvoir des Chakamim égyptiens, est attestée plus tard par les Juifs qui, bien que familiers avec les mystères des Mages et des Chaldéens, déclaraient cependant que sur les dix parts de magie accordées à la terre, neuf étaient échues en partage à l'Égypte. Aussi ce royaume fournit-il assez naturellement le plus ancien exemple d'un procès de magie, qui se présenta vers l'an 1300 avant J.-C. L'usage de la magie n'était pas considéré comme criminel en soi, mais seulement lorsqu'il était appliqué à des fins coupables par quelque personne non autorisée. La procédure relate qu'un certain Penhaiben, surintendant des troupeaux de bœufs, passant par hasard devant le Khen, salle du palais royal où étaient conservés les manuscrits de la tradition mystique, fut saisi du désir de posséder ces secrets pour en tirer des avantages personnels. Il acquit le concours d'un tailleur de pierres nommé Atirma, pénétra dans les profondeurs sacrées du Khen et s'empara d'un recueil de dangereuses formules, propriété de son maître Ramsès III. Il sut bientôt employer ces formules et devint capable d'accomplir tous les exploits des docteurs en mystères. Il composa des charmes qui, déposés dans le palais royal, séduisirent les concubines du pharaon. Il suscita des haines entre les hommes, les fascina et les tourmenta, paralysa leurs membres, bref, dit le rapport du tribunal, « il chercha et découvrit le vrai moyen pour exécuter toutes les abominations et toutes les méchantes actions que lui dictait son cœur, et il les accomplit en effet, ainsi que d'autres grands crimes qui font horreur à tous les dieux et déesses. En conséquence, il a subi,

(1) Polano, *Selections from the Talmud*, p. 174, 176. — Augustin, *de Trinitate*, lib. III. c. 8, 9. — Targum de Palestine, sur *Exod.* i; vii. 11; *Nomb.* xxii. 22. — Fabricii *Cod. Pseudepig. Vet. Testam.* i. 812; ii. 106. — Chron. Samaritan. xli, xliii.

Chose assez curieuse, la renommée de Moïse, comme magicien, et celle de ses adversaires, furent conservées ensemble; Plin (Hist. Nat. xxx. 2) attribue la fondation de « la seconde école de magie » à « Moïse, Jannès et Lotapès ».

jusque dans la mort, le châtiment terrible qu'il avait mérité en témoignage des divins écrits. » (1)

La croyance des Hébreux, qui servit nécessairement de modèle au Christianisme orthodoxe, empruntait à ces diverses sources une riche nomenclature de magiciens. Il y avait l'*At*, ou charmeur; l'*Asshaph*, *Kasshaph*, *Mekasssheph*, enchanteur ou sorcier; le *Kosem*, devin; l'*Ob*, *Shoel Ob*, *Baal Ob*, celui qui consulte les mauvais esprits, le nécromancien (la sorcière d'Endor était une *Baalath Ob*); le *Chober Chober*, celui qui fabrique des « sorts » et qui noue les aiguillettes; le *Doreshe el Hammathim*, celui qui consulte les morts; le *Meonen*, augure qui devine l'avenir d'après le vol des nuages et la voix des oiseaux, l'« observateur des temps » de la Bible; le *Menachesh*, augure se servant d'enchantelements; le *Jiddoni*, ou sorcier; le *Chakam*, ou sage; le *Chartom*, hiérogammatiste; les *Mahgim*, ceux qui murmurent des paroles magiques; plus tard surgirent l'*Istaginen*, astrologue; le *Charori*, devin; le *Magush*, *Amgosh*, enchanteur; le *Raten*, mage; le *Negida*, nécromancien, et le *Pithom*, celui qu'inspirent les mauvais esprits. C'était là un vaste domaine dans lequel la superstition chrétienne était naturellement destinée à s'égarer.

389

La Grèce fournit sa part, bien que la *goétie* (invocation d'esprits malins ou usage de moyens illicites pour des fins mauvaises) ne fût guère utile dans une religion dont toutes les divinités, grandes et petites, sujettes à toutes les faiblesses de la nature humaine, étaient toujours prêtes à faire pleuvoir sur l'homme les plus terribles calamités pour satisfaire leur amour, leur jalousie ou leur caprice, et se laissaient facilement amener, par une prière ou un sacrifice, à exercer leur omnipotence peu soucieuse de justice ou de morale. Dans une semblable religion, le prêtre exerce les fonctions que des religions plus pures réservent au sorcier. Pourtant il suffit de citer les noms de Zethus et d'Amphion, d'Orphée et de Pythagore, d'Epiménide.

(1) Talmud Babli, *Kiddushin*, fol. 43 b (Wagenseilii *So'a*, p. 502-3) — Thomsen, *Droit criminel des Anciens*, n. 222 sq.

d'Empédocle et d'Apollonius de Tyane, pour montrer que la tradition et l'histoire attestent, chez les peuples helléniques, l'existence et le pouvoir de la thaumaturgie et de la théurgie (1). La théurgie atteignit son plus haut degré de perfection dans les prodiges attribués aux Néo-Platoniciens, et influa ainsi directement sur la pensée chrétienne, qui, nécessairement, imputa ces prodiges à l'invocation des démons (2). D'autre part, on ne peut méconnaître l'importance de la magie des *goêtes*, telle que nous la font connaître les légendes relatives aux Dactyles ou Curètes de Crète, aux Telchines, à Médée et à Circè (3).

Cette science reçut, dit-on, une puissante impulsion lors des Guerres Médiques, quand le mage Osthânès, qui accompagnait Xerxès, répandit à travers la Grèce les semences de sa science impie. Platon réproouve en termes énergiques la vénalité de ces sorciers qui se louent à bas prix aux hommes désireux de faire périr leurs ennemis par des artifices magiques, et à l'aide de ces figurines de cire qui étaient déjà une des ressources favorites de la magie malfaisante. En Grèce, elles passaient pour produire des effets mortels lorsqu'on les plaçait dans les carrefours, lorsqu'on les clouait sur la porte de la victime désignée ou sur la tombe de ses ancêtres. Les philtres, qui excitaient ou arrêtaient l'amour au gré des magiciens, étaient également parmi leurs ressources habituelles. La triple Hécate elle-même était soumise à leurs enchantements; ils pouvaient arrêter le cours de la nature et faire descendre la lune sur la terre (4). Les rites horribles que la superstition attribuait à ces sorciers sont attestés par une des

(1) Hesiod. *Frag.* 202. — Pherecyd. *Frag.* 102, 102 a. — Pausan. VI. xx; IX. xviii, xxx. — Apollodor. I. ix. 25. — Plut. *de Defectu Orac.* 13; *de Pythiæ Orac.* 12. — Diog. Laert. viii. ii. 4; viii. 20. — Jambl. *Vit. Pythag.* 134-5, 222. — Philost. *Vit. Apollon. passim.* — Æl. Lamprid. *Alex. Sever.* xxix. — Flav. Vopisc. *Aurelianus.* xxiv. — Codren. *Hist. Compend. sub Claud. et Domit.*

(2) Porphy. *de Abstinent.* n. 41, 52-3. — Marini *Vit. Procli*, 23, 26-8. — Damascii *Vit. Isidori*, 107, 116, 126. — Porphy. *Vit. Plotini*, 10, 11.

(3) Apollon. Rhod. *Argonaut.* i. 1128-31. — Pherecyd. *Frag.* 7. — Diod. Sicul. v. 55-6. — Ovid. *Metam.* vii. 365-7. — Suidas, s. v. Τίγχις. — Strabon. X. — *Odys.* x. 211-396.

(4) Voir l'article *May'a* de M. Henri Hubert dans le *Dict. des Antiquités* de M. Saglio. — Trad.]

accusations portées contre Apollonius de Tyane devant Domitien : on lui imputait le sacrifice d'un enfant (1).

A Rome, les dieux du monde souterrain formaient un lien entre les cérémonies sacrées du prêtre et les incantations du sorcier ; car, tout en constituant des objets de culte pour les gens pieux, ils étaient aussi les dispensateurs habituels du pouvoir magique. La terrible sorcière Erichon, dont parle Lucain, est une favorite de l'Erèbe ; elle erre parmi les tombeaux, d'où elle fait surgir les ombres ; elle exerce ses charmes avec des torches funéraires, avec des os et des cendres de morts ; dans ses incantations elle invoque le Styx ; collant ses lèvres à celles d'un cadavre, elle envoie au monde infernal ses affreux messages. La Canidie et la Sagana d'Horace tirent leur puissance de la même source, et la description de leurs hideuses pratiques ressemble singulièrement à nombre de rites qui, seize siècles plus tard, occupèrent la moitié des tribunaux de la Chrétienté. Partout, dans les textes qui concernent la magie romaine, les divinités invoquées sont des dieux infernaux dont les rites sont célébrés de nuit (2). Il y a identité absolue entre les moyens employés et ceux de la magie moderne. Quand Germanicus César, l'idole de l'Empire, est condamné par la secrète jalousie de Tibère ; lorsque son lieutenant dans l'Est, Cneius Pison, est chargé de le faire disparaître et que Germanicus tombe frappé d'un mal mortel, on croit lire un passage de Grillandus ou de Delrio ; l'historien nous montre les amis du mort, suspectant la haine de Pison, tirant du plancher et des murs de la maison mortuaire les objets placés là pour faire périr le prince, débris de corps humains, chairs à demi consumées et souillées par la décomposition, plaques de plomb portant le nom de Germanicus, charmes et aulres sortilèges à l'aide desquels, dit Tacite, on croit que les âmes sont vouées aux dieux infernaux.

(1) Plin. *N. H.* XXX. ii. — Platon. *de Repub.* ii ; *De Leg.* i ; ix (éd. Ast. IV. 60 ; VI. 68, 348-50). — Luciani *Philopseud.* 14. — Philost. *Vit. Apollon.* viii. 5.

(2) Ovid. *Pastor.* ii. 571-82. — Lucan. *Pharsal.* vi. 507-28, 534-7, 567-9, 766. — Apul. *de Magia*, p. 37, 62-4 (éd. Bipont.). — Horat. *Sat.* i. viii ; *Epod.* v. — Petron. *Satyr.* — Pauli, *Sent. Recept.* v. xxxiii. 13.

391 Les actes ordinaires de la sorcière étaient plus aisés à accomplir. Une simple incantation desséchait la moisson ou tarissait la source, détruisait le gland sur le chêne et le fruit vert sur le rameau. La figurine de cire, représentant l'ennemi qu'on voulait frapper, familière à la magie des Hindous, des Égyptiens et des Grecs, prit à Rome la forme sous laquelle on la retrouve au Moyen Age. Parfois le nom de la victime y était tracé en lettres de cire rouge. Si l'on voulait provoquer un mal mortel dans quelque organe, on enfonçait une épingle dans la partie correspondante de la figurine ; si l'on souhaitait que l'ennemi dépérit de quelque maladie incurable, on faisait fondre l'image au feu en proférant des incantations. De plus, on pouvait transformer la victime en bête, prodige que saint Augustin s'efforce d'expliquer par une illusion diabolique (1). Il est à remarquer que la terrible magicienne est toujours une vieille femme, *saga*, *strix* ou *volatica*, la « sage », l'oiseau nocturne, l'être qui vole la nuit, prototype de la mégère qui, dans l'Europe du Moyen Age, eut le monopole presque exclusif de la magie. Le sorcier lui-même, comme son successeur moderne, avait le pouvoir de se changer en loup, et devint ainsi le prototype des loups-garous, qui constituent un trait si pittoresque dans l'histoire de la sorcellerie (2).

Les maléfices destinés à exciter le désir ou à en empêcher la satisfaction, ou enfin à provoquer la haine, ces philtres, charmes, sortilèges nouant les aiguillettes, que l'on rencontre à chaque pas dans la magie moderne, occupaient également une place importante dans les croyances de Rome. L'espèce de folie qui s'empara de Caligula était attribuée à des drogues subtiles que lui avait fait boire, dans un philtre d'amour, cette Cæsonia qu'il épousa après la mort de sa sœur et concubine Drusilla. On était à tel point convaincu de ce fait que, lorsque l'em-

(1) Tacite, *Annal.* II. 69 ; III. 13. — Sueton. *Calig.* 3. — Ovid. *Amor.* III. 7. 29-34 ; *Heroid.* VI. 90-2. — Horat. *Sat.* I. 8. 29-32, 42-3. — August. *de Civ. Dei.* XVIII. 18.

(2) Festus, s. v. *Strigæ*. — Virg. *Eclóg.* VIII. 97. — August. *de Civ. Dei.* XVIII. 17. — Paul. Aeginet. *Instit. Medic.* III. 16. — Gervas. Tilberiens. *Otia Imperialia.* III. c. 120. — Cf. Volsunga Saga, V, VIII.

pereur fut assassiné, on tua également Cæsonia, pour la punir d'avoir, par ses charmes, attiré sur la République les plus grands malheurs. Marc-Aurèle lui-même n'échappa pas à l'accusation d'avoir poussé sa femme Faustine, avant de partager la couche impériale, à se baigner dans le sang d'un gladiateur aimé d'elle : cette histoire — inventée assurément pour expliquer le caractère du fils de Marc-Aurèle, Commode, — montre quelle foi on ajoutait à ces artifices. Apulée s'en aperçut à ses dépens, lorsqu'il joua sa tête dans le procès qu'on engagea contre lui, sous l'accusation d'avoir, par incantation et magie, conquis l'affection de Pudentilla, femme d'âge mûr qui, avant de l'épouser, était demeurée veuve pendant quatorze ans. Si le tribunal avait eu à sa disposition, comme les cours du Moyen Age, l'infailible ressource de la torture, Apulée aurait été facilement amené à l'aveu, qui entraînait la peine de mort ; mais comme aucune accusation de félonie n'était soulevée, il fut libre de se disculper par témoignages et arguments et, de la sorte, sauva sa tête (1).

En fait, la tradition voulait qu'on appliquât, à la pratique de la magie, les plus sévères rigueurs de la loi. Les fragments subsistant de la législation décenvirale montrent que cette coutume datait des premiers temps de la République. Avec l'extension des conquêtes romaines, l'introduction de l'hellénisme orientalisé importa dans Rome la magie des peuples de l'Orient, magie plus savante que les pratiques simples de l'Italie, et qui souleva une crainte et une indignation des plus vives. En 184 avant Jésus-Christ, le préteur L. Nævius dut différer pendant quatre mois son départ pour sa province de Sardaigne, afin de remplir la mission, qui lui avait été assignée, de juger des cas de magie. Nombre de ces affaires avaient surgi en divers endroits voisins de Rome. Les coupables furent jugés rapidement ; Nævius fit preuve d'une diligence que

(1) Propert. iv. v. 18. — Virgil. *Æneid.* iv. 512-16. — Plin. N. H. viii. 56. — Livii xxxix. 41. — Joseph. *Antiq. Jud.* xix. 42. — Tibull. i. 8. 5-6. — Ovid. *Amor.* iii. 7. 27-35. — Petron. *Satyr.* — Jul. Capitolin. *Marc. Aurel.* 19. — *Apul. de Magia.*

Pierre Cella ou Bernard de Caux lui auraient enviée, s'il est vrai, comme on le rapporte, qu'il ne condamna pas moins de deux mille sorciers. Sous l'Empire, on promulgua souvent des décrets contre les magiciens, astrologues et devins. On voit accuser de magie des personnages haut placés, ce qui laisse à penser que cette accusation fut alors, comme elle devait l'être au *xiv^e* et au *xv^e* siècle, une de ces charges faciles à alléguer et difficiles à réfuter qui servaient si bien les intrigues personnelles ou politiques. Néron poursuivit la magie avec une telle sévérité qu'il comprit au nombre des magiciens certains philosophes ; le manteau grec ou costume distinctif du philosophe suffisait à amener devant les tribunaux celui qui le portait. Le Babylonien Musonius, qui égala presque Apollonius de Tyane en savoir et en puissance, fut incarcéré et aurait péri comme l'espéraient ses bourreaux, si sa vigueur exceptionnelle ne lui avait permis de résister aux souffrances de sa prison.

- 339 Caracalla alla plus loin encore et punit les gens coupables de porter simplement autour du cou des amulettes protectrices contre les fièvres tierce et quarte. Les pratiques plus ténébreuses étaient réprimées avec une rigueur impitoyable. Accomplir ou faire accomplir des rites nocturnes pour ensorceler une personne, était un crime puni des peines les plus sévères que connût la loi romaine, la crucifixion ou les bêtes. Pour avoir immolé un homme ou répandu du sang humain dans un sacrifice, le châtiment était la mort simple ou les bêtes, selon le rang du criminel. Les complices des pratiques réprouvées étaient crucifiés ou livrés aux bêtes ; les magiciens eux-mêmes étaient brûlés vifs. L'étude de cet art était interdite, aussi bien que l'exercice de la profession de magicien ; tous les livres de magie devaient être brûlés et leurs lecteurs punis de bannissement ou de mort, selon leur condition sociale. Quand la croix devint l'emblème de la rédemption, elle tomba naturellement en désuétude comme instrument de supplice ; avec l'abolition des jeux du cirque, les bêtes disparurent de même ; mais le fagot et le bûcher subsistèrent et,

pendant des siècles, servirent à punir des imposteurs plus ou moins inoffensifs (1).

Avec le triomphe du christianisme, le domaine des pratiques interdites s'agrandit encore. Une nouvelle théurgie prit naissance, qui supplanta et condamna, comme sorcellerie et adoration du démon, une longue série d'observances et de croyances qui, devenues partie intégrante de la vie populaire, semblaient d'abord indéracinables. La lutte entre les thaumaturgies rivales apparaît déjà dans les doléances de Tertullien, se plaignant qu'on eût attribué à des sacrifices offerts à Jupiter le mérite d'une pluie que les prières et les mortifications des chrétiens avaient obtenue de Dieu. Le prêtre de Carthage lance aux païens le défi suivant : il amènera devant leurs tribunaux mêmes un démoniaque, et un chrétien contraindra l'esprit à s'avouer démon. Le triomphe du nouveau système fut consacré par la rencontre entre saint Pierre et Simon le Magicien, lorsque les prières du chrétien arrêtaient dans son vol le théurgiste païen planant dans l'air, le firent tomber à terre avec fracas, et que dans ce désastre, le vaincu se brisa l'os iliaque et les deux talons. Si, comme le supposent certains critiques modernes, Simon le Magicien est l'appellation imaginée par saint Pierre pour désigner saint Paul, les partisans de ce dernier ne se firent pas faute de célébrer le triomphe de leur chef sur les anciens thaumaturges, car, lorsqu'il fit des miracles à Éphèse et que les sorciers juifs furent couverts de confusion, « nombre de ceux qui pratiquaient les arts cachés réunirent leurs livres et les brûlèrent aux yeux de tous ; puis ils en calculèrent le prix, qui se monta à cinquante mille pièces d'argent » (2).

394

Un incident plus convaincant encore se présenta aux yeux de Marc-Aurèle, dans sa guerre contre les Marcomans. Sur le

(1) Leg. III. Tabul. viii. — Senecæ *Quæst. Natural.* lib. IV. c. 7. — Plin. *N. H.* XXXVIII. 4. — Liv. XXXIX. 41. — Tacit. *Anna.* II. 32; IV. 22, 52; XVI. 28-31. — Philost. *Vit. Apollon.* IV. 35. — Spartian. *Anton. Caracal.* 5. — Lib. XVII. Dig. VIII. 14. — Pauli *Senten. Recept.* V. XXIII. 14-18.

(2) Tertull. *Apol.* 23, 40. — Constit. Apostol. VI. 9. — Arnob. *adv. Gentes.* II. 12. — Hippol. *Refut. omn. Hæres.* lib. VI. — Actes des Apôtres, XIX. 19.

territoire des Quades, il se trouva éloigné de tout cours d'eau, si bien que son armée fut décimée par la soif. Bien qu'il eût persécuté les chrétiens, il eut recours à l'intervention du Christ : un orage soudain procura aux Romains de l'eau en abondance, tandis que la foudre frappait et dispersait les ennemis qui furent facilement massacrés. Enfin, lorsque la nouvelle foi et l'ancienne engagèrent la lutte à mort, Eusèbe montre Constantin se préparant à la lutte, réunissant autour de lui les plus saints prêtres et marchant à l'ombre du Labarum. Licinius, de son côté, appelait à lui les devins, les prophètes et les magiciens d'Égypte. Ceux-ci offrirent des sacrifices et tentèrent d'apprendre de leurs divinités l'issue de la guerre. Les oracles en tous lieux promirent la victoire ; les augures sacrificatoires furent favorables ; les interprètes des songes annoncèrent le succès. La veille de la première bataille, Licinius rassembla ses principaux capitaines dans un bois sacré où se dressaient diverses idoles, et leur expliqua que le combat qui allait s'engager serait l'épreuve décisive entre les dieux de leurs ancêtres et les divinités inconnues des barbares ; si l'armée de Licinius était vaincue, cette défaite attesterait que les dieux étaient détrônés. Dans le combat qui suivit, la croix abattit tout ce qui se trouva devant elle ; les païens prenaient la fuite à son approche. A cette vue, Constantin envoya le Labarum, comme un talisman de victoire, sur tous les points du champ de bataille où ses soldats faiblissaient. La défaite ne fit qu'endurcir le cœur de Licinius ; de nouveau, il eut recours à ses magiciens. Constantin, d'autre part, disposa dans son camp un oratoire, où, avant la bataille, il se retirait pour prier en compagnie des hommes de Dieu ; puis, surgissant au milieu des soldats, il donnait le signal de l'attaque et ses troupes massacraient tous les ennemis qui osaient les attendre de pied ferme. La foi en l'efficacité de l'invocation de Dieu devint si absolue que des enthousiastes déclaraient indigne d'un chrétien de compter sur la prudence et la sagacité humaine dans le péril. Saint Nil affirme qu'en cas de maladie il faut recourir à la prière plutôt qu'aux médecins et

à la médecine; saint Augustin, énumérant les cures miraculeuses que ne peut opérer la science, considère manifestement l'appel à Dieu et aux saints comme beaucoup plus sûr que toutes les ressources de l'art médical (1).

Il était inévitable que la théurgie victorieuse se mit à l'œuvre avec une rigueur sans scrupule, pour extirper sa rivale vaincue, dès qu'elle fut assez forte pour disposer des pouvoirs de l'État. On attaqua tout d'abord moins l'adoration et la propitiation des divinités païennes que les mille méthodes de divination et les moyens usités pour détourner les malheurs, pratiques intimement mêlées à l'existence quotidienne. L'efficacité de ces pratiques était due à l'intervention de Satan, obstiné à tromper l'humanité et à la séduire. Toute tentative pour prédire l'avenir était magie, et toute magie était œuvre du diable; il en était de même des amulettes et des charmes, de l'observance des jours fastes et néfastes, des innombrables superstitions qui encombraient l'imagination populaire. Le zèle qu'on mit à réprimer toute espèce de magie était stimulé, non seulement par la conviction que cela faisait partie de la lutte contre Satan, mais encore par les commandements de Dieu inscrits dans la loi mosaïque. La terrible parole « Tu ne laisseras pas vivre une sorcière » (*Mekasshepha*) a servi, pendant des siècles, à justifier plus de meurtres judiciaires que

396

(1) Pauli Diac. *Hist. Miscel.* x. xi. — Euseb. *Vit. Constant.* n. 4-7, 11-12. — S. Nili *Capita poranetica*, n° 61. — S. August. *de Civ. Dei*, xlii. 8. Cf. Evodii *de Mirac. S. Stephani*.

Le Labarum de Constantin était la croix grecque à quatre branches égales, symbole qu'on voit fréquemment sur les cylindres chaldéens ou assyriens. Oppert a cru retrouver dans ce mot la racine sémitique L. B. R., expliquant ainsi le mot *Labarum*, dont l'origine était obscure (Oppert et Ménant, *Documents juridiques de l'Assyrie*, 1877, p. 209). Le fétichisme de la croix naquit probablement du Labarum. Maxence, dit-on, fut un ardent adepte de la magie et compta sur sa science pour vaincre Constantin; ce dernier fut fort alarmé, jusqu'à ce qu'il eût été rassuré par la vision de la croix portant cette inscription éclatante : *In hoc vince* (Eusèbe, *H. E.* ix, 9; *Vit. Constant.* i. 28-31, 36 — Pauli Diac. *Hist. Miscel.* lib. xi. — Zonarae *Annal.* iii). La fusion des superstitions païennes et des croyances chrétiennes apparaît dans ce fait que, lorsque Constantin défit Maxence au Pont Milvius, il était précédé, dans le combat, d'un cavalier portant une croix, tandis qu'à Andrinople on vit deux jeunes gens massacrer les troupes de Licinius (Zonarae *Annal.* iii). Les annalistes chrétiens n'hésiterent pas à voir deux anges célestes en ces hommes qui, aux yeux d'écrivains païens, auraient passé pour Castor et Pollux.

tout autre article inscrit dans un code de lois. Le Judaïsme rabbinique appliqua sans pitié ce commandement, en dépit de la bonté naturelle des *rabbis* et de leur extrême répugnance à verser le sang. Une des premières réformes des Pharisiens, lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir après la persécution d'Alexandre Jannée, fut l'abrogation du code pénal mosaïque, remplacé par des lois plus humaines. Le promoteur de la révolution était Simon ben Shetach, qui, en constituant le Sanhedrin, refusa la présidence et la conféra à Judah ben Tablai. Il arriva que ce dernier condamna un homme pour faux témoignage sur la déposition d'une seule personne, alors que la loi exigeait deux témoins; Simon lui reprocha son crime juridique et Judah résigna ses fonctions. Pourtant, cet homme si scrupuleusement ménager de la vie humaine n'hésita pas à pendre, à Ascalon, en un seul jour, quatre-vingts sorcières. D'après la Mishna, il faut lapider le *Pithom* et le *Jiddoni*, pendre les faux devins et ceux qui dévoilent l'avenir au nom des idoles; le Talmud ajoute que quiconque apprend d'un magicien une seule formule doit être mis à mort. Le Christianisme emprunta ainsi au Judaïsme la conviction qu'en exterminant toute thaumaturgie autre que la sienne, il se conformait à un commandement formel de Dieu (1).

397 Le mécanisme de l'Église fut donc activement mis en jeu pour exciter les fidèles à combattre un mal sans excuse et, en apparence, très difficile à déraciner. Dès que la Chrétienté réunit ses évêques en conciles, elle commença à porter des lois pour l'abolition des pratiques de magie (2). Quand elle fut assez puissante pour influencer sur les décisions du chef de l'État, elle obtint de lui une série d'édits cruels qui durent efficacement contribuer à détruire les survivances tolérées du paganisme, comme à faire disparaître les pratiques moins inno-

(1) Cohen, *Les Pharisiens*, t. 311. — Lightfoot *Horæ Hebraicæ*, Matt. xxiv. 24 — Mishna, *Sanhedrin*, vii. 7; x. 16. — Talmud Babli, *Shabbath*, 75 a (Buxtorf *Lexicon*, p. 1170).

(2) Minuc. Felic. *Octavius* (Bib. Mag. Pat. III. 7-8). — Tertull *Apol.* 35; *de Anima*, 57. — Acta S. Justin et S. Cyprian. (Martène, *Thésaur.* II. 1629.) — Constit. Apostol. II. 6. — Lactant. *Divin. Inst.* u. 17. — Concil. Ancyrens. ann. 314, c. 24. — C. Laodicens. ann. 320, c. 36. — C. Eliberitan. circa 324, c. 6.

centes, si odieuses aux yeux des orthodoxes. Il n'était pas difficile d'attaquer d'abord les pratiques de divination consacrées par le temps, bien qu'elles fissent partie du mécanisme de l'État. Du moment, en effet, que l'État était comme concentré en la personne de son maître, chercher à connaître l'avenir politique, c'était vouloir deviner le destin du monarque; or, nul crime n'était plus attentivement réprimé ni plus promptement châtié que celui-là. Même un ardent admirateur des institutions primitives, Caton l'Ancien, avait, longtemps auparavant, conseillé au *paterfamilias* de défendre à son *villicus*, ou intendant de sa ferme, de consulter aucun aruspice ou augure. Ces gens avaient une façon particulière de fomenter le désordre, et, quand les esclaves étaient trop curieux ou trop bien informés, cela ne présageait rien de bon pour le maître. Pour les mêmes raisons, Tibère interdit la consultation secrète des aruspices. Constantin servait donc un double intérêt, lorsque, dès 319, il menaça du bûcher l'aruspice qui se risquerait à franchir le seuil d'une maison étrangère, fût-ce sous prétexte de relations d'amitié; l'homme qui appelait chez lui un aruspice était puni de déportation et de confiscation: le délateur était récompensé. Prêtres et augures ne devaient célébrer leurs rites qu'en public. Cette dernière mesure fut même révoquée, en 357, par Constance; toute consultation de devins était passible de mort; les gens qui s'adonnaient eux-mêmes à la magie, ou au métier d'augure ou d'interprète de songes, pouvaient être torturés au cours de la procédure destinée à leur arracher des aveux (1).

En vertu de ces prescriptions, Constance organisa une active persécution par tout l'Orient; une multitude de malheureux furent mis à mort sous les moindres prétextes; passer la nuit au milieu des tombes était une preuve de nécromancie; pendre une amulette à son cou pour guérir une fièvre quarte était un artifice interdit. On peut voir là le prototype et

(1) *Orto, Rei Aust.* 5. — *Sueton. Tiber.* 63. — *Lib. ix. Cod. Theod.* xvi, 1-6.

Pour le soin que mirent les Romains à détruire la divination non autorisée, voir *Tite-Live*, xxxix, 16; et *Pauli Sentent. Recept.* V. xxi, 1, 2, 3.

comme l'avant-goût des procès de sorcellerie des temps modernes. Sous Julien une réaction se produisit et, en 364, Valentinien et Valens proclamèrent la liberté de conscience ; en 371, ils étendirent cette liberté aux vieilles pratiques de divination et restreignirent la peine capitale aux seuls arts magiques ; mais la persécution en Orient sous Valens, en 374, puis la conspiration de Théodore, firent disparaître ces distinctions. La persécution dirigée contre les magiciens s'attaqua ensuite à tous les gens connus comme lettrés ou comme philosophes. La terreur régnait dans tout l'Orient ; quiconque possédait une bibliothèque s'empressait de la brûler. Les prisons ne suffisaient pas à contenir les prisonniers ; dans certaines villes, dit-on, il restait moins de gens libres qu'il n'y avait de captifs détenus. Nombre d'accusés furent mis à mort, les autres furent dépouillés de leurs biens. Dans l'Empire d'Occident, sous Valentinien, la persécution ne fit pas tant de ravages ; mais on appliqua les lois, à Rome du moins, avec une énergie suffisante pour réduire considérablement le nombre des sorciers. En 409, une loi d'Honorius, en faisant intervenir les évêques, montre que l'Eglise commençait à s'associer à l'État pour la surveillance des crimes de ce genre (1). Pourtant, on ne pouvait empêcher que les fidèles eux-mêmes s'adonnassent à ces pratiques réprouvées, comme l'attestent les ardent exhortations adressées par les pasteurs à leurs ouailles et le soin avec lequel on multipliait les preuves pour établir que ces manifestations de puissance surnaturelle étaient l'œuvre de démons (2).

L'Empire d'Orient conserva sa sévère législation et continua,

(1) Ammian. Marcellin. XIX. xii. 44 ; XXVI. ii. 1 ; XXIX. i. 3-4, ii. 4-5. — Zozimi IV. 14. — Lib. ix. Cod. Theod. xvi. 7-12.

Pourtant, le favoritisme poussa Valens à pardonner à un tribun militaire, Polentianus, lequel confessa que, pour connaître la destinée de l'empereur, il avait ouvert le ventre à une femme vivante, et en avait arraché le fœtus afin d'accomplir un rite de nécromancie (Am. Marcellin. XXIX. ii. 17). Dans la science des augures, entachée de pratiques orientales, on tirait des présages de la plus haute signification des entrailles de victimes humaines et particulièrement de celles des fœtus. (Ael. Lamprid. *Elagabal.* 8. — Euseb. *H. E.* vii. 10, viii. 14. — Paul Diac. *Hist. Miscel.* xi).

(2) Augustin. *de Civ. Dei*, x. 9 ; xxi. 6 ; *de Genesi ad Litteram*, xi ; *de Divinat. Dæmon.* v ; *de Doctrin. Christ.* ii. 20-4 ; *Serm.* 278. — Concil. Carthag. iv. ann. 398. c. 89. — Dracont. *de Deo*, ii. 324-7. — Léon P. l. *Serm.* xxvii. c. 3.

avec un succès plus ou moins grand, à réprimer la soif inextinguible des arts réprouvés. Par certains faits qui se passèrent sous Manuel et sous Andronicus Commène, dans la seconde moitié du xii^e siècle, on voit que les coupables avaient généralement les yeux crevés, que les formes classiques de la science augurale avaient disparu et avaient fait place à des formules de nécromancie, enfin que ce genre d'accusation offrait une ressource précieuse pour se débarrasser d'ennemis gênants (1).

399

En Occident, la domination des Barbares introduisit un élément nouveau. Les Ostrogoths, qui occupèrent l'Italie sous Théodoric, furent, il est vrai, si bien romanisés que, tout Ariens qu'ils étaient, ils adoptèrent et appliquèrent les lois contre la magie. La divination était assimilée au crime de paganisme et punie de la peine capitale. Vers l'an 500, une persécution chassa de Rome tous les sorciers ; Basile, le principal thaumaturge, après avoir échappé tout d'abord, se hasarda à revenir et fut brûlé. Quand l'Italie retomba aux mains des empereurs d'Orient, le soin de poursuivre ces crimes fut confié, semblait-il, à l'Église, comme une province du domaine sans cesse grandissant où s'exerçait sa juridiction et son influence (2).

Les Wisigoths qui prirent possession de l'Aquitaine et de l'Espagne, bien que moins civilisés que leurs frères de l'Est, furent profondément imprégnés par la législation romaine ; leurs princes lancèrent des décrets réitérés pour décourager les arts interdits. Cependant il faut remarquer, chez ces Barbares, un respect relatif de la vie humaine : les peines prescrites étaient beaucoup moins sévères que celles des édits romains. Une loi de Recared déclare les magiciens, les devins et ceux qui les consultent incapables de porter témoignage ; une autre loi, élaborée par Egiza, assimile ces crimes à ceux pour lesquels un esclave pouvait être torturé à la place de son maître accusé ; enfin, plusieurs édits de Chindaswind déclarent que ceux qui

(1) Lib. ix. Cod. xviii 26. — Basilicon, lib. ix. Tit. xxxix. 3, 28-32. — Photii *Nomocanon*. Tit. ix. cap. 25. — Nicet. Choniast. *Man. Comnen*. lib. iv, *Andron*. lib. ii.

(2) Edict. Theodorici c. 108. — Gregor. PP. I. *Dial.* lib. i. c. 4. — Cassiodor. *Variae*. iv. 22, 23 ; ix. 18. — Gregor. PP. I. *Epist* xi. 53.

400 invoquent les démons ou attirent la grêle sur les vignobles, « nouent les aiguillettes » ou se servent de charmes pour nuire aux hommes, aux bestiaux ou aux moissons, seront frappés de deux cents coups de fouet, rasés et livrés en spectacle au peuple ; après quoi ils seront emprisonnés. Ceux qui consultent des devins au sujet de la santé du roi ou d'autres hommes sont menacés de flagellation et d'asservissement au fisc, impliquant confiscation, si leurs enfants sont complices ; les juges qui ont recours à la divination pour s'éclairer dans les cas douteux sont passibles des mêmes peines ; la simple observation des augures est punie de cinquante coups de fouet. Ces dispositions, qui furent presque toutes insérées sans grande modification dans le *Fuero Juzgo*, gardèrent force de loi, dans la péninsule ibérique, jusque fort avant dans le Moyen-Age. Elles montrent qu'il avait été impossible de déraciner les vieilles superstitions et que les rites du paganisme et la science augurale florissaient dans toutes les classes de la société, ce que confirment, d'autre part, les dénonciations des conciles espagnols et des écrivains ecclésiastiques. Ces dispositions présentent encore cet intérêt qu'elles constituent un moyen terme entre la sévérité de Rome et l'indulgence des autres peuples barbares (1).

Ceux-ci étaient plus grossiers, moins dociles à l'influence romaine. En les convertissant, l'Église rendit un grand service à l'humanité ; mais elle n'osa pas intervenir trop brutalement dans les coutumes et les préjugés de ses fougueux néophytes. En fait, elle s'adapta elle-même à leurs goûts le plus qu'elle put et subit ainsi des modifications importantes. Un exemple nous est fourni par les instructions qu'envoya Grégoire le Grand à Augustin, son missionnaire en Angleterre : il faut, dit-il, transformer les temples païens en églises par des aspersions d'eau bénite, de façon que les convers s'accoutument à la foi nouvelle en priant dans leur sanctuaire habituel ; les sacrifices

(1) Leg. Wisigoth. II. IV, 4 ; VI. I, 4. VI. II, 1, 3, 4, 5. — *Fuero Juzgo*, II. IV, 1 ; VI. II, 1, 3, 5. — Concil. Bracaren. II. ann. 572, c. 71. — Conc. Toletan. IV. ann. 633, c. 28. — Isidor. Hispalens. *Etymol.* VII. 9 ; *de Ord. Creatur.* VIII. — S. Pirmiani *de Lib. Canon. Scarasua*.

aux démons seront remplacés par des processions en l'honneur de quelque saint ou martyr, et l'on immolera des bœufs, non pour s'assurer la protection d'idoles, mais à la gloire de Dieu ; les fidèles mangeront les victimes. Vu cette assimilation du Christianisme au paganisme, il n'est pas surprenant que le roi de l'Est-Anglie, Redwald, une fois converti, ait élevé dans son temple deux autels, afin d'adorer le vrai Dieu devant l'un et d'offrir, devant l'autre, des sacrifices aux démons (1). L'adoption, par la magie chrétienne, d'éléments empruntés aux religions détrônées, apparait clairement dans l'hymne, ou plutôt dans l'incantation, connue sous le nom de *Lorica de saint Patrick*, dans laquelle les forces de la nature et la Divinité chrétienne sont également invoquées. Un manuscrit du vi^e siècle assure que « toute personne qui chante cet hymne chaque jour, en concentrant toute sa pensée sur Dieu, ne verra jamais paraître à ses yeux aucun démon. Ce chant lui sera une sauvegarde contre une mort soudaine, une protection contre tout poison et contre l'envie, une armure pour son âme après sa mort. Patrick chantait cet hymne alors que des pièges lui étaient tendus par Loégaire, et ceux qui étaient en embuscade crurent avoir à leurs trousses des fauves furieux et leurs petits » (2).

401

Les Barbares apportaient leurs propres superstitions, les unes originaires de leur centre de diffusion préhistorique, d'autres acquises au cours de leurs migrations ; ils ajoutèrent sans peine à ces croyances toutes celles qu'ils trouvaient répandues parmi leurs nombreux sujets, sans considérer si elles étaient ou non prosrites par l'Église. Ils s'étaient séparés de leurs frères d'Asie avant que Zoroastre eût provoqué une révolution religieuse par sa conception dualiste d'Hormazd et d'Ahriman ; leur religion ne comportait rien qui ressemblât à une personnification du Principe du Mal. Loki, celui de leurs dieux qui s'en rapproche le plus, est un génie malicieux plutôt qu'incorrigiblement pervers. Sans doute, il y avait des êtres

(1) Haddan and Stubbs, *Concil.* III. 37. — Bedæ *H. E.* II. 15.

(2) Haddan and Stubbs, II. 320-3. — Trois stances, sur les onze dont se com-

402 mauvais, tels que les Hrimthursar, les Trolls ou Jotuns, le dragon Fafnir, le loup Fenrir, le Grendal de Bêowulf, d'autres encore : mais aucun de ces êtres n'est analogue à l'Abri-man des Mazdéens ou au Satan des Chrétiens. Quand les races teutoniques admirent ce dernier, elles furent portées à le représenter, ainsi que le fait justement observer Grimm, plutôt comme le maladroit Jotun que comme l'ennemi du genre humain. Par les réponses du savant abbé Jean de Tritenheim aux questions posées par Maximilien 1^{er}, on peut voir jusqu'à quelle époque tardive les conceptions ancestrales continuèrent à prévaloir en Allemagne (1).

Dans le vaste domaine des arts magiques, les tribus teutoniques avaient peu de chose à apprendre des peuples qu'elles avaient vaincus. Chez nulle race, peut-être, le surnaturel n'absorbait une plus grande part de la vie journalière et ne reven-

pose l'hymne, permettront d'apprécier le caractère d'incantation qui le distingue :

1.

*I bind to myself to-day
The strong power of an invocation of the Trinity,
The faith of the Trinity in Unity,
The Creator of the elements.*

4.

*I bind to myself to-day
The power of Heaven,
The light of the Sun,
The whiteness of Snow,
The force of Fire,
The flashing of Lightning,
The velocity of Wind,
The stability of Earth,
The hardness of Rocks.*

6.

*I have set around me a'l these powers,
Against every hostile savage power,
Directed against my body and my soul,
Against the incantations of false prophets,
Against the black laws of heathenism,
Against the false laws of heresy,
Against the deceits of idolatry,
Against the spells of women and smiths and druids,
Against all knowledge which blinds the soul of man.*

(1) Grimm's Teutonic. Mythol. Trad. Stallybrass, in. 1028. — Trithem. Lib. Quæst. Q. vi.

diquait un plus souverain pouvoir tant sur la nature que sur l'esprit. La divination était universellement pratiquée sous toutes ses formes. Des êtres doués de qualités spéciales, les *menn forspair*, pouvaient prédire l'avenir, soit par seconde vue, soit à l'aide d'incantations, soit encore par l'interprétation des songes. On redoutait et on respectait encore davantage la *vala* ou prophétesse, honorée d'un culte comme un être surnaturel et considérée comme une sorte d'incarnation des Nornes ou Parques, divinités secondaires. Tel fut le cas de Velleda, celui d'Aurinia et d'autres prêtresses qui, au dire de Tacite, passaient pour des déesses ; dans le *Volüspa*, la *vala* s'entretient sur le pied d'égalité avec Odin lui-même (1). Ceux qui ne possédaient pas ces dons spéciaux avaient à leur disposition, pour prévoir l'avenir, une infinité de moyens. La méthode la plus commune était la nécromancie : tantôt on plaçait sous la langue d'un cadavre un morceau de bois sur lequel étaient gravées des runes ; tantôt on faisait surgir l'ombre des morts comme la sorcière d'Endor évoquant Samuel, ou à la façon des sorciers romains (2). On avait aussi très souvent recours aux sorts, soit pour connaître la volonté divine, selon la méthode des *Urim* et *Thummim* des Hébreux, soit pour discerner l'avenir à l'aide d'un faisceau de baguettes probablement analogues aux trigrammes et hexagrammes des Chinois (3). Comme en Grèce et à Rome, on offrait souvent des sacrifices aux Dieux, dans l'espoir d'obtenir d'eux une réponse ; on tirait des présages du vol des oiseaux avec autant de soin que les augures romains ; mais les poulets sacrés étaient remplacés par des chevaux blancs consacrés aux dieux, dont on observait attentivement les mouvements et les actions après les avoir attelés au char sacré (4). Exception faite de l'haruspicine étrusque

403

(1) *Volsunga Saga*, xxiv, xxv, xxxii. — *Gripispa*. — *Keyser's Religion of the Northmen*, trad. Pennock, p. 191, 285-7. — Tacit. *Histor.* iv. 61, 65, *German.* viii. — *Volüspa*, 2, 21, 22.

(2) *Sixto. Grammat. lib. i.* — *Havamal*, 159. — *Grougal-tr*, t. — *Vegtamskvi-da*, 9.

(3) *Cæsar. de Bello Gal.* i. 53. — *Remberti Vit. S. Anscharii*, c. 16, 23, 24, 27. — Tacit. *German.* x. — *Ammian. Marcellin.* xxxi. 2. — *Carolomanni Capit. u a l Liptina s.* — *Carol. Mag. Capit. de Partibus Saxon.* c. 23.

(4) Tacit. *German.* ix. 1.

et de la consultation des entrailles des victimes, la divination hellénique et romaine se distinguait fort peu de celle des Teutons.

En ce qui concerne la magie, on ne peut guère assigner de borne à la puissance du sorcier. Aucune littérature ne fait une place aussi grande à la sorcellerie ; nulle part on ne voit accepter plus crédulement les hauts faits des sorciers et sorcières que dans ce qui nous reste des Sagas scandinaves. Les pays situés autour de la Baltique étaient particulièrement considérés comme le foyer et la pépinière des sorciers ; c'était là que des hommes de toute patrie, même de Grèce et d'Espagne, venaient chercher des conseils et des secours. Dans le « *Churland* » d'Adam de Brème, le moindre logis est rempli de devins et de nécromanciens ; les habitants de la Norvège septentrionale pouvaient dire ce que faisait tout homme en quelque lieu du monde qu'il se trouvât ; ils savaient accomplir tous les maléfices attribués par l'Écriture aux sorciers.

Saxo Grammaticus et Snorri Sturlason, en dépit des profondes divergences entre leurs récits sur l'origine des *Æsir*, ou dieux, sont d'accord pour dire que les fondateurs du royaume de Norvège durent leur déification à leur habileté magique ; ce fut cette puissance surnaturelle qui amena leurs sujets et leurs descendants à les vénérer comme des êtres divins (1).

404 La magie scandinave comprenait deux groupes de pratiques, la magie licite ou *galder* et la magie maligne ou *seid*. A la première appartenait la puissance infinie des runes, chantées en incantations ou gravées sur des talismans ou des amulettes. L'invention de ces runes était attribuée aux antiques *Hrimthursar* ou *Jotuns* ; c'était à sa profonde connaissance de cette

(1) Adam, Bremens. IV, 16, 31. — Saxo Grammat. lib. 1. — Ynglinga Saga 6, 7 (Laing's *Heimskringla*).

Les Finnois n'étaient pas inférieurs à leurs voisins pour la puissance des charmes et des incantations. Dans le *Kalevala*, Louhi, la magicienne du Nord, dérobe le soleil et la lune, qui sont descendus du ciel pour écouter les chants de Wainamoinen ; elle les cache dans une montagne, mais est obligée de leur rendre la liberté par crainte de contre-charmes. La puissance des chants magiques est nettement marquée dans le récit de la lutte finale entre Wainamoinen et Youkahainen.

(Porter's *Selections from the Kalevala*, p. 84-5.)

magie qu'Odin avait dû d'établir sa suprématie. Les runes dirigeaient le cours du soleil et maintenaient l'ordre de la nature. Toutes les runes étaient mêlées dans la boisson sacrée des Æsir, source de leurs attributs surnaturels ; certaines de ces formules ont été mises à la portée des hommes, qui les ont classées et étudiées avec soin (1). A ces runes s'ajoutait le *seidstaf*, ou baguette, indispensable aux magiciens de tout pays. La *vala* islandaise, Thordis possédait une de ces baguettes, appelée *Hangnud*, qui privait un homme de sa mémoire en lui touchant la joue droite et la lui rendait en lui touchant la joue gauche. Les philtres et boisson d'amour, inspirant le désir, la froideur ou la haine, étaient une des ressources ordinaires de la magie scandinave. La piqure de l'épine somnifère produisait un sommeil magique de durée indéfinie. Les magiciens pouvaient aussi se plonger eux-mêmes dans un engourdissement complet, tandis que leur esprit errait au-dehors sous quelque forme différente ; les femmes qui avaient coutume de pratiquer ce dédoublement étaient appelées *Hamleypur* ; si le *ham* ou forme empruntée recevait quelque blessure, cette blessure se retrouvait sur le corps véritable — croyance commune à presque toutes les races (2). De plus,

(1) Havamal, 142, 150-63. — Harbarsdliod, 20. — Sigrdrifumal, 6-13, 15-18. — Skirnismal, 36. — Rigsmal, 40, 41. — Grougaldr, 6-14.

(2) Harbarsdliod, 20. — Skirnismal, 26-34. — Keyser, *op. cit.* p. 270, 293. — Hyndluliod, 43. — Lays of Sigurd and Brynhild. — Gudrunarkvida, II. 21. — Sigrdrifumal, 4.

A la fin du *xv^e* siècle, Sprenger rapporte (*Mal. Maleficar.* P. II, Q. I, c. 9) un fait qui s'était passé peu auparavant dans une ville du diocèse de Strasbourg. Un ouvrier, occupé à couper du bois dans une forêt, fut attaqué par trois énormes chats, qu'il réussit à mettre en fuite à coups de bâton, après une lutte acharnée. Une heure plus tard, on l'arrêta et on le jeta dans un donjon, sous l'accusation d'avoir brutalement frappé et blessé trois dames appartenant aux meilleures familles de la ville. Le bûcheron eut grand-peine à se disculper ; on le mit en liberté en lui recommandant strictement de garder le secret sur cette aventure. Déjà, au début du *xiv^e* siècle, Gervais de Tilbury avait mentionné, comme faits établis, des fables de ce genre (*Otia Imp. Decis.* in. c. 93).

La même croyance était en honneur chez les Slaves. Avant la conversion de la Bohême, dans une guerre civile sous Necla, un jeune conscript avait pour marâtre une sorcière, qui prédit une défaite et conseilla à son beau-fils, s'il voulait sauver sa vie, de tuer le premier ennemi qu'il rencontrerait, de couper les oreilles du cadavre et de les mettre dans sa poche. Le jeune homme obéit et rentra sain et sauf au logis, où il trouva sa femme morte, la poitrine percée d'un glaive et les deux oreilles tranchées — les oreilles qu'il avait dans sa poche ! — *Æn. Sylv. Hist. Bohem.* c. 40.

l'initié pouvait prendre à son gré telle ou telle forme ; ce fut le cas *historique* de ce magicien qui sous, l'aspect d'une baleine, nagea jusqu'en Islande, comme espion d'Harold Gormsson de Danemark, alors que ce dernier préparait une expédition contre la grande île. Il était encore possible à deux personnes d'échanger leur apparence extérieure ; un échange de ce genre eut lieu entre Signy et une sorcière, comme aussi entre Sigurd et Gunnar, lorsque, par cette ruse, ce dernier réussit à épouser Brynhild (1). Les glaives enchantés auxquels rien ne pouvait résister, les vêtements magiques qu'aucune arme ne pouvait percer, les capuches ténébreuses qui, à la façon du heaume de Pluton chez les Grecs, rendaient invisibles ceux qui les portaient — tous ces sortilèges se retrouvent fréquemment dans la légende pseudo-historique des Scandinaves.

C'était là une magie plus ou moins licite. Au contraire, la magie noire, appelée *seid* ou *trolldom*, se fondait sur la connaissance des secrets malfaisants de la nature ou sur l'invocation d'esprits malins tels que les *Jotuns* et leurs femmes.

Seid semble être un dérivé de *sjoda* « bouillonner » ou « bouillir », ce qui indique que les charmes étaient composés en faisant cuire dans un chaudron les ingrédients d'un infernal brouet, à la façon des sorcières de *Macbeth*. Ces pratiques étaient réputées infâmes, indignes des hommes, et restaient généralement le privilège de femmes appelées *seid konur*, ou femmes-seids, et aussi « celles qui chevauchent la nuit ». Dans le plus ancien texte de la loi salique, où l'on ne trouve pas trace d'influences chrétiennes, la seule allusion à la magie est la disposition punissant d'une amende quiconque a traité une femme de sorcière ou diffamé un homme en l'accusant de porter le chaudron d'une sorcière (3). La puissance de ces magiciens ne connaissait presque aucune limite. Un de leur exploits

(1) Olaf Tryggvesson's Saga, 37 (Laing's *Heimskringla*). — Volsunga Saga, vii, xxvii. — Sigurdtharkvida Fafnissbana, i. 37, 38.

(2) Olaf Haraldsson's Saga, 204, 240 (Laing's *Heimskringla*). — Volsunga Saga, iii. 15. — Keyser, *op. cit.* p. 294.

(3) Havamal, 157. — Harbardsliod, 20. — L. Salic. tit. lxiv (premier texte de Pardessus).

les plus ordinaires était de soulever ou d'apaiser à leur gré les tempêtes; leur talent allait jusqu'à pouvoir enfermer l'orage ou le calme dans des sacs, à l'usage du possesseur, comme fit Éole pour Ulysse. Quand le christianisme se répandit, cette puissance provoqua entre la vieille religion et la nouvelle des luttes violentes, semblables à celle qui se termina par la victoire de Constantin sur Lucinius. La première expédition de Saint Olaf en Finlande faillit ainsi être détruite par une tempête qu'avaient soulevée les magiciens finnois. Olaf Tryggvesson fut plus heureux dans une de ses missions guerrières. Il défit Rand le Fort et le força à se réfugier dans sa forteresse de l'île Godo, sur le fjord Salten, bras de mer dont les terribles gouffres étaient plus redoutés que le Maelstrom lui-même. On fit vainement plusieurs tentatives pour poursuivre le fuyard; quel que fût le calme apparent de la mer. Rand entretenait dans le fjord une tempête à laquelle aucun navire ne pouvait tenir tête. A la fin Olaf invoqua l'aide de l'évêque Sigurd, qui promit d'intercéder auprès de Dieu pour obtenir la défaite du démon. Les mauvais esprits ne purent résister aux cierges, au costume sacerdotal, à l'eau bénite et aux textes sacrés: alors que partout à l'entour les vagues étaient assez hautes pour cacher les montagnes, les vaisseaux du roi entrant dans le fjord voguèrent sur une nappe d'eau tout unie. Rand fut pris et, comme il refusait obstinément de recevoir le baptême, Olaf lui fit subir la plus cruelle mort que son imagination put inventer (1).

407

Le magicien avait aussi un pouvoir illimité pour créer des fausses apparences. Un devin assiégé pouvait faire prendre à un troupeau de moutons l'aspect d'une armée de guerriers accourant à son aide. Pourtant, cette faculté semble superflue, puis que, d'un seul regard, il pouvait bouleverser la nature et tuer sur le champ son ennemi. Gunhild, qui épousa le roi Eric à la Hache-Sanglante, dit des deux magiciennes laponnes qui lui enseignèrent leur art: « Quand elles sont irritées, la terre même recule terrifiée, et toute chose vivante sur laquelle tombe

(1) Grougaldr. — Olaf Haraldsson's Sagn, 8. — Olaf Tryggvesson's Saga, 85-7 (Laing's *Heimskringla*).

leur regard est frappée de mort. » Lorsque elle les trahit, pour les livrer à Eric, elle les plonge dans un profond sommeil et jeta sur leur têtes des sacs en peau de phoque, afin qu'Éric et ses hommes pussent les tuer sans danger. De même, lorsqu'Olaf Pa surprit Stigandi endormi, il jeta une peau sur la tête du magicien. Il se trouva dans la peau un petit trou à travers le lequel le regard de Stigandi vint à frapper le côteau verdoyant d'une montagne voisine; aussitôt ce lieu fut bouleversé par un ouragan et il n'y poussa plus jamais un brin d'herbe (1).

Un des caractères les plus horribles attribués à la sorcière était le cannibalisme, croyance que les Teutons partageaient avec les Romains. Il est fait allusion à cette pratique dans plusieurs textes de la loi salique et dans la législation de Charlemagne; la candeur infinie de la crédulité populaire apparaît dans une aventure dont le héros fut Thorodd, ambassadeur de saint Olaf. Thorodd vit une sorcière mettre en pièces onze hommes et les jeter au feu; elle commençait à les dévorer lorsqu'elle fut contrainte à prendre la fuite (2).

408 Le *trolla-thing*, ou assemblée nocturne des sorcières, consacrée à des danses, à des chants et à la préparation de l'inferral brouet dans le chaudron, était une pratique habituelle surtout à la date du 1^{er} mai (Nuit de Saint-Walpurgis), qui était la grande féerie du monde païen (3). Nous verrons plus loin les conséquences redoutables de cette croyance au sabbat des sorcières. C'est là une superstition commune à beaucoup de races, bien qu'on n'en puisse attribuer avec certitude la diffusion à aucune.

Nous avons vu que la pratique de la magie noire était tenue

(1) Keyser, *op. cit.* p. 268, 271-2. — Harald Harfaager's Saga, 34 (Laing's *Heimskringla*). — Toutes ces fables ont à peu près leur équivalent dans la puissance qu'attribuait, en 1437, Eugène IV aux sorcières de son temps: d'un simple mot, de leur toucher, d'un signe même, elles gouvernaient l'atmosphère et ensorcelaient qui bon leur semblait (Raynald. ann. 1437, n° 27).

(2) L. Salic. Text. Herold, tit. lxxvii (voir aussi le troisième texte de Pardessus et la L. *Emendata*, tit. lxxvii: la mention ne se trouve que dans ces trois textes). — Capit. Carol. Mag. de Partibus Saxoniarum, ann. 794, c. vi. — Olaf Haraldsson's Saga, 151 (Laing's *Heimskringla*). — Cf. Horace (*Art. poet.*): *Neu prænæ Lamiae vicium puerum extrahat alco*.

(3) Grimm, *op. cit.* III. 1014, 1050-1.

pour infâme, par la disposition de la loi salique frappant d'une amende de quatre-vingt sols quiconque avait traité de « sorcière » une femme libre sans être en état de prouver son dire. Pourtant, à l'époque païenne, la seule accusation de sorcellerie n'était pas réputée crime et n'entraînait de pénalité que si elle avait causé des dommages à la personne ou aux biens d'autrui. Dans les cas extrêmes, lorsqu'un sortilège avait provoqué la mort, c'était, semble-t-il, le peuple même qui châtiât le coupable en le lapidant ; tel fut, après une condamnation en due forme, le sort de trois sorciers fameux, Kalla, Kotkel et Grima. Cependant les lois codifiées des barbares ne prescrivaient jamais la peine de mort ; les amendes étaient la sanction universelle des crimes ; dans un texte ultérieur de la loi salique, la peine édictée contre la sorcière qui a dévoré un homme est une amende de deux cents sols. Mais on peut trouver des cas de persécution individuelle, comme celle qu'entreprit Harald Harfaager. Les épreuves de ses premières années avaient inspiré à ce chef une haine violente des arts magiques. Un de ses fils, Rögnvald Rettilbein, reçut de lui le gouvernement de Hadeland et y apprit la magie dont il devint un adepte renommé. Aussi, lorsque Vitgeir, magicien célèbre de Horde-land, reçut de Harald l'ordre d'abandonner ses pratiques coupables, il ne craignit pas de répliquer qu'un magicien d'humble condition ne pouvait être bien dangereux, alors que le fils du roi pratiquait publiquement ce même art à Hadeland. Apprenant, par cette dénonciation, les méfaits de Rögnvald, Harald dépêcha en hâte Eric à la Hache-Sanglante, fils d'un autre lit ; celui-ci mit promptement le feu à une maison où se trouvaient son frère consanguin et quatre-vingts autres magiciens — acte de justice expéditive auquel, dit-on, tout le monde applaudit (1).

409

Telles étaient les croyances et les pratiques des races chez lesquelles l'Église devait entreprendre de détruire le paganisme

(1) L. Salic. *Premier texte*, tit. lxiv. § 2; *Text. Herold*, tit. lxvii; *Troisième texte*, tit. lxiv. — Blackwell's *Mallet*, éd. Bohn, p. 524. — Keyser, *op. cit.* p. 266-7. — Harald Harfaager's Saga, 25, 36 (Lalag's *Heimskringla*).

et la magie. Il n'y avait guère de différence, à cet égard, entre les anciennes provinces de l'Empire et celles où le christianisme faisait sa première apparition; car nous venons de voir que, dans les premières, vainqueurs et vaincus étaient imbus de superstitions à peu près pareilles. Quand la loi impériale fit place à la loi barbare, ce changement produisit, en ce qui concernait la magie, le même résultat que sur la persécution de l'hérésie; cependant il ne faut pas oublier que, tandis que l'hérésie disparaissait presque totalement au milieu de la torpeur intellectuelle de l'époque, la magie, au contraire, se développa de plus en plus. On renonça, dans la pratique, à l'extirper. Comme nous l'avons vu plus haut, le premier texte de la loi salique ne comporte pas de pénalité générale contre la magie. Dans les rédactions ultérieures, outre l'amende infligée pour cannibalisme, divers manuscrits contiennent des clauses imposant des amendes à ceux qui ensorcellent des hommes par des charmes ou les font périr par des incantations; le coupable de ce dernier crime peut être brûlé vif. Mais ces clauses disparaissent dans la *Lex Emendata* de Charlemagne, peut-être en raison de la législation des *Capitulaires*, dont nous parlerons plus loin. Le code Ripuaire traite le meurtre par magie à l'égal de tout autre homicide: il prévoit comme compensation l'ordinaire « *wer Geld* » ou prix du sang; quant aux dommages causés par des artifices magiques, la peine est une amende de cent sols, qu'on peut éviter par la compurgation, en fournissant six cojureurs. Les autres codes sont muets sur ce point (1).

Sous la domination franque, les lois étaient personnelles et non territoriales; aussi la population gallo-romaine continuait-elle à être régie par le droit romain; mais on ne tenta aucun effort pour en appliquer les dispositions. Grégoire de Tours rapporte divers miracles tendant à prouver la supériorité de la magie chrétienne — reliques et invocations de saints — sur la magie populaire; d'où l'on peut inférer que le premier mouvement du peuple, en cas d'accident ou de maladie soudaine, était

(1) L. Salic. Text. Herold, lit. xvii; Ms. Guelferbit. lit. xix. — L. Ripuar. lit. xxxiii.

d'envoyer chercher le plus proche *ariolus* ou adepte des arts réprouvés. Apparemment, certains hommes exerçaient ouvertement cette profession, sans crainte de châtimens, au mépris de condamnations réitérées émanant des conciles de l'époque. Les motifs de crainte étaient, en effet, peu sérieux, à en juger par l'histoire d'une femme de Verdun, qui prétendait prédire l'avenir et faire découvrir les objets volés. Elle réussissait si bien qu'elle fit de son art un commerce fructueux, acheta de son maître la liberté et accumula beaucoup d'argent. Elle finit par être amenée devant l'évêque Agéric, qui se contenta de la guérir de la possession démoniaque à l'aide d'exorcismes et d'onctions d'huile sainte ; après quoi il la renvoya indemne (1).

Sans doute il arrivait parfois que les passions effrénées des Mérovingiens se déchainassent avec une cruauté sauvage contre ceux qui avaient encouru leur mauvais vouloir ; mais ce furent des cas exceptionnels et sans caractère légal. Quand Frédégonde perdit de la peste ses deux enfans, son beau-fils Clovis fut accusé d'avoir provoqué ces morts par des artifices magiques. Une femme, dénoncée comme complice, fut torturée jusqu'à ce qu'elle confessât le crime et brûlée bien qu'elle eût rétracté sa confession. Puis Chilpéric livra son fils Clovis à Frédégonde, qui le fit assassiner. Plus tard, en 584, lorsque mourut un autre fils de la reine, Thierry, Frédégonde accusa un favori du roi, Mummolus, 411

(1) Gregor. Turon. *de Mirac.* lib. II, c. 45; *de Mirac. S. Martini*, lib. I, c. 26. — Concil. Venetic. ann. 465, c. 16. — Concil. Agathens. ann. 506, c. 42, 68. — C. Aurelianens. I. ann. 511, c. 30. — G. Autissiodor. ann. 578, c. 4. — C. Narbonens. ann. 589, c. 14. — C. Remens. ann. 630, c. 14. — C. Rotomagens. ann. 650, c. 4. — Greg. Turon. *Hist. Francor.* VII, 44.

L'hostilité de la magie chrétienne contre sa rivale s'étendit même à la médecine rationnelle. Grégoire de Tours développe la doctrine de S. Nil, en fournissant des exemples montrant qu'il y avait péché à recourir aux remèdes naturels, tels que la saignée, au lieu de se fier entièrement à l'intercession des saints. — *Hist. Francor.* VII, 44.

Il était impossible que l'Eglise réussit à proscrire la *goétie*, alors qu'elle-même entretenait les croyances sur lesquelles était fondée cette superstition, en encourageant la pratique de la théurgie. Par exemple, il était bien inutile de chercher à détruire les amulettes et talismans lorsqu'on enseignait aux fidèles à porter l'Agnus Dei, médaille de cire représentant un agneau, moulée avec les restes de cierges pascals et consacrée par le pape. En 1471, Paul II, en interdisant d'orner et de vendre ces amulettes, expose tout au long leur efficacité pour préserver les fidèles du feu et du naufrage, pour détourner les tempêtes, la foudre et la grêle, et pour assister les femmes en travail. — Raynald. ann. 1471, n° 58.

qu'elle haïssait, d'avoir tué le prince par incantation. Elle fit arrêter plusieurs femmes de Paris et, par la flagellation et la torture, les amena à avouer qu'elles étaient des magiciennes et qu'elles avaient causé nombre de morts, entre autres celle de Thierry, dont l'âme avait été acceptée en place de celle de Mummolus. Plusieurs de ces malheureuses créatures furent simplement mises à mort, d'autres furent brûlées, d'autres rouées sur l'ordre de Frédégonde. Chilpéric fit ensuite torturer Mummolus ; on lui attacha les mains derrière le dos et on le suspendit à un poteau ; mais il avoua seulement s'être fait donner par les femmes des philtres et des onguents pour gagner la faveur du roi et de la reine. Malheureusement, quand on l'eut détaché du poteau, Mummolus dit au bourreau : « Annoncez au roi que je ne me ressens nullement de la torture qui m'a été infligée ». Dès que ces paroles furent rapportées à Chilpéric, le roi s'écria : « Ne faut-il pas qu'il soit réellement sorcier, pour n'avoir pas souffert de ces tourments ? » Puis il le fit étendre sur une roue et fouetter de lanières de cuir jusqu'à ce que les exécuteurs fussent épuisés de fatigue. Finalement Mummolus demanda en grâce à Frédégonde de le laisser vivre ; il fut dépouillé de tous ses biens et envoyé, dans un chariot, à Bordeaux, sa ville natale, où il mourut en arrivant. Des affaires de ce genre mettent en lumière les croyances de l'époque, mais ne nous éclairent nullement sur ses usages judiciaires (1).

En Italie, les Lombards éprouvèrent plus fortement l'influence romaine, et, dans la dernière période de leur domination, adoptèrent des lois générales et assez sévères contre la pratique de la magie, sans considération du dommage causé. Le magicien devait être vendu comme esclave hors de la province ; le prix de la vente était partagé entre le juge et les autres fonctionnaires, selon la part prise par chacun dans les poursuites ; si, par vénalité ou pitié, le juge refusait de condamner, il était frappé d'une amende égale à la totalité de son *wergeld*, c'est-à-dire au prix du sang ; une amende moitié

(1) Gregor, Turon. *Hist. Franc.* v. 40 ; VII. 35.

moins forte punissait le juge qui négligeait de rechercher un magicien et laissait à un autre magistrat le mérite de la découverte. Pour avoir consulté un magicien ou pour avoir négligé de le dénoncer, ou pour avoir usé d'incantations, la peine était égale à la moitié du *wergeld* du criminel. En même temps, la loi rejetait les superstitions trop grossières : Rotharis défendit de mettre à mort les sorcières auxquelles la croyance populaire attribuait l'horrible coutume de dévorer les entrailles des hommes (1).

Dans la longue anarchie qui marqua la chute des Mérovingiens, les royaumes francs perdirent presque entièrement le respect de l'Église, de ses préceptes et de ses observances. Au cours de la lente reconstitution, alors que grandissait peu à peu la dynastie carlovingienne et que saint Boniface, sous les auspices du pape, cherchait à restaurer l'Église, un des incidents les plus marquants fut la ruine de l'évêque Adalbert qui professait l'invocation des anges Uriel, Raguel, Tubuel, Inias, Tubuas, Sabaoc et Simiel. Adalbert fut vénéré comme un saint, les débris de ses ongles et de ses cheveux devinrent de précieuses reliques. Des condamnations réitérées, prononcées dans le pays même, n'eurent aucun effet contre ce faux culte des anges; en 743, le pape Zacharie tint à Rome un synode qui déclara ce culte adoration des démons, attendu que les seuls anges dont on connaisse les noms sont Michel, Gabriel et Raphaël. Néanmoins, cette superstition était fortement implantée dans l'esprit populaire et ce ne fut qu'après des efforts prolongés qu'on réussit à la déraciner. Encore semble-t-il qu'on trouve une allusion à cette croyance chez Atto de Verceil, en plein *x^e* siècle (2). L'Église était dans une situation si déplorable qu'on ne pouvait songer à entreprendre alors de supprimer la magie.

Au nombre des instructions que reçurent Boniface et ses

(1) L. Longobard, II, xxxviii, 1, 2 (Liutprand). — I, ii, 9 (Rotharis).

(2) Concil. Suessoniens, ann. 744. — Zachar. PP. *Epist.* 9, 10. — Bonifacii *Epist.* lvii. — Synod. Roman. ann. 743 (Bonifacii *Opera*, III, 10). — Carol. Mag. *Capit. Aquigr.* ann. 789, c. 16. — *Capit.* Herardi Archiep. Turon. ann. 838, . 3 (Baluz. *Capitular.* I, 677). — Atton. Vercell. *Capitular.* c. 48.

compagnons figurait l'extirpation des observances païennes comprenant la divination, la magie et autres superstitions similaires. Quand l'Église commença à revivre, des conciles se réunirent, en 742 et 743, dans lesquels l'Église et l'État se mirent d'accord pour interdire ces pratiques; cependant, la seule menace était une amende assez légère; mais on instituait en l'espèce la juridiction ecclésiastique, en ordonnant aux évêques de faire annuellement des recherches dans leurs diocèses pour détruire le paganisme et les arts réprouvés. Pourtant Boniface se plaignit à Zacharie que Rome offrit aux yeux des Francs ou des Germains qui s'y rendaient le spectacle des pratiques qu'on s'efforçait laborieusement de détruire chez eux. Le 1^{er} janvier était célébré par des danses païennes; des femmes portaient des amulettes et des charmes pour empêcher la consommation du mariage et les mettaient publiquement en vente. Pour toute réponse, le pape alléguait que ces pratiques étaient interdites de longue date, mais qu'elles avaient surgi de nouveau et avaient été de nouveau prohibées par lui — apparemment sans aucun succès (1).

413

Lors de la réorganisation opérée par la dynastie carlovingienne, on tenta quelques efforts pour détruire tous les arts superstitieux et on les traita avec une sévérité croissante, bien que les mesures prises à leur égard fussent encore d'une douceur relative. La plus énergique législation fut un édit de 805, par lequel Charlemagne remet l'affaire aux soins de l'Église, et ordonne à l'archiprêtre de chaque diocèse de faire une enquête contre les gens accusés de divination ou de magie; il permettait, semble-t-il, l'emploi modéré de la torture pour l'obtention des aveux et autorisait également l'incarcération jusqu'à l'amendement des coupables. Charlemagne, au cours de ses longs et énergiques efforts pour convertir les Saxons, punit de mort ceux qui brûlaient et mangeaient des sorcières en s'ima-

(1) Gregor. PP. II. *Capit. data legatis in Bavariam*, c. 8, 9. — Concil. German. I. (Caroloman. *Capit.* I, Baluz. I. 104-5). — Concil. Liptinens. ann 743 (Caroloman. *Capit.* II, Baluz. I. 106-8). — Bonifac. *Epist.* 49, 63. — Zachar. PP. *Fpist.* II. c. 6.)

ginant que celles-ci dévoraient des hommes, croyance extrêmement répandue ; mais, en revanche, il livra comme esclaves à l'Église tous les devins et magiciens. A cette époque et pendant les deux siècles suivants, la législation parallèle de l'Église, infligeant des peines spirituelles, demeura singulièrement douce ; mais les divers canons pénitentiaux sont si dissemblables qu'il est impossible d'en tirer un système. Celui que l'on attribue à Théodore de Canterbury, et qui jouissait d'une autorité générale, ne punit la magie que d'une pénitence de quarante jours à un an, ou, si le coupable est un ecclésiastique, de trois années ; mais, pour avoir placé un enfant sur un toit ou dans un four afin de le guérir d'une fièvre, il prescrit une pénitence de sept ans ; le même délit est frappé de cinq années de pénitence par le canon d'Ecbert d'York. Évidemment, il n'y avait pas de règle fixe. Le code le plus systématique est celui de Gaerbald, évêque de Liege vers l'an 800. Il ordonne que tous les criminels soient traduits devant son tribunal et fixe les peines suivantes : sept ans de pénitence et de distributions libérales d'aumônes pour homicide commis au moyen de la magie ; sept ans sans distributions d'aumônes pour celui qui a frappé de folie sa victime ; cinq ans et distributions d'aumônes pour consultation de devins ou pratique de la science augurale d'après le vol des oiseaux ; sept ans pour les magiciens qui soulèvent la tempête ; trois ans et distributions d'aumônes pour honneurs rendus à des magiciens ; un an pour avoir excité l'amour par des sortilèges, à condition que le délit n'ait pas entraîné la mort de la victime ; si le coupable est un moine, la peine est portée à cinq ans. Un autre canon pénitentiel, vers la même époque, prescrit quarante jours à un an de pénitence pour divination ou incantations diaboliques ; mais la peine est de sept ans si une femme menace une autre femme de maléfices ; si la coupable est pauvre, la peine est réduite à quatre ans. En 829, le concile de Paris attribue les malheurs de l'Empire à la prédominance des crimes et particulièrement de la magie ; il cite les cruelles dispositions de la loi mosaïque et énumère longuement les méfaits des criminels — comment

des hommes ont été frappés de folie par l'effet de philtres et de boissons d'amour, comment on provoque la tempête et la grêle, comment des moissons, du lait, des fruits sont ravis à leurs détenteurs légitimes, et comment on prédit l'avenir; mais il ne fixe pas de pénalités et invite seulement les chefs séculiers à punir vigoureusement ces crimes. De même Erard, archevêque de Tours, lança, en 838, une prohibition générale, mais en menaçant les coupables d'une simple pénitence publique, sans indiquer les détails de cette pénitence. Tout ce que l'on peut conclure de cette législation confuse, des collections connues sous le nom de Capitulaires, des spéculations et des discussions de Raban-Maur et d'Hincmar de Reims, c'est que tous les genres de divination et de magie, romaine ou teutonique, étaient universellement répandus, qu'on voyait dans cet art une émanation directe de Satan, que l'Église était sans armes pour le combattre, que la législation séculière n'ordonnait que des peines légères et que, le plus souvent, ces peines n'étaient même pas appliquées (1).

Pourtant, à côté de la juridiction organisée de l'Église et de l'État, il y avait une justice populaire et brutale, — sorte de loi de Lynch — qui frappait individuellement les coupables sans forme de procès. Il est question, vers cette époque, d'une certaine Gerberge que l'empereur Lothaire fit noyer dans l'Aar — « ce qui est le sort ordinaire des magiciens » ; ce fait nous montre que l'on suppléait volontiers aux insuffisantes dispositions des Capitulaires. Un autre document intéressant à cet égard est le témoignage de saint Agobard, archevêque de Lyon, qui combattit inutilement nombre de superstitions alors florissantes. Une de ces superstitions consistait à croire qu'on

(1) Carol. Mag. *Capit. Aquisgr.* ann. 789, c. 18, 63; *Capit.* II. ann. 806, c. 25. *Capit. de Partibus Saxen.* ann. 789, c. 6, 23. — S. Gregor. PP. III. *De Crimin. et Remed.* 16. — Theodori *Pœnitent.* lib. I, c. xv (Haddan and Stubbs, III. 190). — Egberti *Pœnitent.* xiii. 1 (*Ibid.* p. 424). — Burchardi *Decret.* x, 8, 24, 28, 31. — Ghaerbaldi *Instruct. Pastoral.* c. x; *Judic. Sacerdotal.* c. x, xi, xv, xxiv, xxv, xxxi, xxxvi (Martène, *Ampl. Coll.* VII. 25-33). — Libell. de Remed. Peccat. c. 9 (*Ib. d.* p. 44). — Concil. Paris. ann. 829, lib. III, c. 2 (Harduin. IV. 1352). — Herardi Turon. *Capit.* III. ann. 838 (Baluz. I. 1285). — *Capitul.* I, 21, 63, v, 69; vi, 215; *Addit.* II, c. 21. — Rabani Mauri de *Magiciis Artibus.* — Hincmar. de *Divort. Lothar.* Interrog. xv.

pouvait, par des artifices magiques, appeler la tempête — croyance que l'Église avait de bonne heure flétrie comme hérétique, parce qu'elle impliquait la théorie dualiste de Manès, plaçant le monde visible sous la domination de Satan. C'est ainsi que le premier concile de Braga, en 563, anathématisa spécialement cette superstition comme une erreur priscillianiste ; mais elle était trop universellement répandue pour qu'on pût en venir à bout par une condamnation théorique. Elle fut finalement acceptée comme orthodoxe par l'Église en même temps que beaucoup d'autres fables populaires, et Saint Thomas d'Aquin prouva qu'avec la permission de Dieu, des démons peuvent provoquer des bouleversements dans l'atmosphère. Agobard rapporte que, dans sa province, cette croyance était universellement admise dans toutes les classes de la société ; il y avait une certaine région, appelée *Magonia*, d'où venaient, au milieu des nuages, des navires qui repartaient ensuite, chargés des récoltes détruites par la grêle ; les *Tempestarii*, magiciens qui déchainaient le fléau, étaient, pour ce service, payés par les Magoniens. Dès qu'on entendait gronder le tonnerre, on disait que ce bruit annonçait la venue de l'ouragan magique. Ces *Tempestarii* exerçaient en secret leur néfaste métier ; mais il y avait une classe reconnue de magiciens qui prétendaient être capables de les tenir en échec. On rémunérait leur intervention en leur attribuant une part de la moisson, qu'on appela dès lors la *part canonique*. Des gens qui ne payaient pas de dîmes et qui ne faisaient aucune aumône ne manquaient pas de fournir une contribution régulière à ces imposteurs. Un jour on s'empara de trois hommes et d'une femme que l'on accusa d'être des Magoniens tombés d'un de leurs navires aériens. On réunit une assemblée du peuple, devant laquelle comparurent les prisonniers enchainés ; on les condamna promptement à être lapidés à mort ; mais Agobard intervint en personne et, après une discussion prolongée, réussit à leur faire rendre la liberté. Ces procédés extra-judiciaires furent encore employés en d'autres occasions. Une cruelle épizootie décimait les troupeaux ; le bruit courut que le fléau avait été provoqué par Gri-

moald, duc de Bénévent, lequel, par haine de Charlemagne, avait envoyé des émissaires répandre une poudre magique sur les montagnes, les champs et les rivières. En réalité, dit Agobard, si tous les habitants de Bénévent avaient été réquisitionnés à cet effet et que chacun d'eux eût eu à sa disposition trois chariots, ils auraient été incapables d'infecter un territoire aussi vaste que la région contaminée; néanmoins, un grand nombre de malheureux furent arrêtés et mis à mort sous l'accusation d'avoir participé à ce méfait. Agobard ajoute que, chose stupéfiante, ces gens avouèrent leur prétendu crime et qu'il ne put les empêcher de porter contre eux-mêmes de faux témoignages, soit à la suite de la flagellation ou de la torture, soit par crainte de la mort. Cet exemple d'un emploi prématuré et irrégulier de la torture est comme l'annonce du temps où, à l'aide de méthodes non moins efficaces, on arrachera l'aveu des plus extravagantes absurdités concernant le Sabbat des sorcières, aveu maintenu par les victimes jusque sur le bûcher. Ces récits montrent aussi quelle atmosphère de terreur superstitieuse planait alors sur la vie de toute l'Europe (1).

La civilisation carolingienne ne fut qu'un éclair rapide perçant les ténèbres de ces siècles douloureux. Dans le désordre qui accompagna la naissance de l'Empire, l'organisation de la féodalité et la fondation des monarchies européennes, l'Église, tout en s'attribuant sans bruit les fonctions juridiques sur lesquelles elle devait plus tard fonder ses prétentions à la suprématie, ne prit aucune mesure efficace pour détruire le royaume de Satan. Pourtant, les agents du Démon, devins et magiciens, étaient

(1) Nithardi *Hist.* lib. 1, c. 5, ann. 834. — Concil. Bracaren. I, ann. 563, c. 8. — Burchard. *Decret.* x, 8. — Ivon. *Decret.* xi, 36. — Bernardi Comens. *de Strigis*, c. 14. — Ghaerbal. *Judic. Sacerd.* 20. — Herard. Turon. *Capit.* iii. — Conc. Paris. ann. 829, lib. iii, c. 2. — S. Agobardi *Lib. de Grandine*, c. 1, 2, 15, 16.

Au XI^e siècle même, l'évêque Burchard prescrit une pénitence pour avoir cru que les sorciers peuvent modifier l'état de l'atmosphère ou inspirer aux âmes l'amour ou la haine (*Decret.* xix, 5). Moins de deux siècles et demi plus tard, Thomas de Cantimpré démontre qu'il est parfaitement orthodoxe de prétendre que les tempêtes sont causées par des démons (*Bonum Universale*, lib. ii, c. 56). — Il ne pouvait guère en être autrement, si l'on considère que la magie scandinave attribuait aux magiciens une domination absolue sur l'état de l'atmosphère, et que ces superstitions païennes furent adoptées par le christianisme du moyen âge.

toujours aussi nombreux. En 850, le concile de Pavie se contenta de prescrire la pénitence perpétuelle pour les magiciennes qui provoquaient l'amour ou la haine et qui faisaient ainsi périr de nombreuses victimes. Peut-être se produisait-il parfois des explosions de cruauté populaire, comme le donne à penser une brève mention, extraite d'un manuscrit suspect, relative à l'exécution d'un certain nombre de magiciens brûlés en Saxe en 914; mais, en fait, l'Église en arriva à tolérer virtuellement ces pratiques. Vers le milieu du ^x^e siècle, l'évêque Atto de Verceil jugea utile de publier à nouveau un canon oublié du quatrième concile de Tolède, menaçant de dégradation ou de pénitence perpétuelle dans un monastère, tout évêque, prêtre, diacre ou autre ecclésiastique qui consulterait des magiciens, des sorciers et des augures. Mais il faut dire qu'Atto était une sorte de puritain qui s'efforçait de réagir contre la démoralisation générale de son temps. Les arts réprouvés inspi-
raient d'ordinaire si peu d'horreur que la réputation d'habile nécromant, rapportée d'Espagne par Gerbert d'Aurillac, n'empêcha pas celui-ci d'être promu aux sièges archiépiscopaux de Reims et de Ravenne, ni d'être finalement élu pape; d'autre part, on voit encore, en 1170, un archevêque de Besançon recourir aux
lumières d'ecclésiastiques versés dans la nécromancie pour
découvrir certains hérétiques (1).

417

D'ailleurs l'Église observa, à cet égard, une attitude assez inconséquente. Parfois elle faisait preuve d'un jugement éclairé et tenait ces croyances pour des superstitions sans fondement. C'est ainsi qu'un concile irlandais du ^{ix}^e siècle anathématisait tout chrétien qui croyait à l'existence des sorcières, et exigeait

(1) Concil. Ticinens. ann. 850, c. 25. — Annal. Corbeiens. ann. 914 (Leibnit. *S. R. Brunsvic.* II, 2:9). — Atton. Vercell. *Capit.* c. 48. — Sigebert. Gemblacens. ann. 995. — Alberic. Trium Font. ann. 998, 999, 1002. — Cæsar. Heisterbach. *Di-t. V.* c. 18.

Pour la science de Gerbert d'Aurillac, voir Richeri *Hist.* lib. II, c. xliii s. 1. Un homme capable de faire, au ^x^e siècle, une sphère représentant la terre et portant le Cercle arctique et le Tropique du Cancer, pouvait bien passer pour un magicien, quoique la sphéricité de la terre ne fût déjà plus un secret pour les philosophes arabes (Avicenna, *de Calo et Mundo*, c. x). Le mauvais renom de Gerbert fut si durable qu'on retrouve des récits à ce sujet dans les historiens du moyen âge, jusqu'au temps de Platina (Ptol. *Lucens. Hist. Eccles.* lib. xviii, c. vi-viii. — Platina *Vit. Pontific.* 9. v. *Silvest. II*).

une rétractation avant d'admettre l'excommunié à la réconciliation. De même, en 1080, Grégoire VII, écrivant à Harold le Simple de Danemark, blâma sévèrement la coutume qui attribue à des prêtres et à des femmes toutes les tempêtes, maladies et autres désastres matériels ; ces malheurs sont des jugements de Dieu ; en tirer vengeance sur des innocents, c'est provoquer plus vivement encore la colère divine. Mais, le plus généralement, l'Église admettait la vérité de ces croyances et cherchait, avec peu d'énergie d'ailleurs, à réprimer les pratiques coupables à l'aide des censures ecclésiastiques. Cette attitude hésitante apparaît dans les canons de Burchard, évêque de Worms, publiés dans la première moitié du ^x^e siècle ; tantôt c'est la croyance à l'existence de la magie qui est frappée de pénitence ; tantôt le châtement est dirigé contre la pratique de cet art. D'autre part, si les confesseurs suivaient les instructions de Burchard et interrogeaient leurs pénitents sur tous les détails des divers artifices magiques auxquels ces derniers avaient pu recourir, le seul résultat de ces confessions devait être de propager, de la façon la plus efficace, la connaissance des artifices réprouvés. En même temps, Burchard, comme les canonistes Regino de Pruhm et Ivo de Chartres, publiait toute une collection de canons prohibitifs tirés des premiers conciles et des ouvrages des Pères, montrant que la réalité de la magie était parfaitement admise et que le devoir de l'Église était de la combattre. Cette croyance au pouvoir de la magie était même si absolue que l'Église permettait la dissolution du sacrement du mariage lorsque la consommation en avait été empêchée par les artifices d'un magicien et que les exorcismes, prières, aumônes et autres remèdes ecclésiastiques restaient pendant trois ans sans effet contre la puissance de Satan. Guibert de Nogent raconte que cet accident s'était produit, par la malice d'une marâtre, lorsque son père et sa mère s'étaient mariés ; mais sa mère avait résisté à tous ceux qui lui conseillaient de recourir au divorce, bien que l'obstacle persistât pendant sept années ; à la fin, le charme fut rompu, non par le ministère de quelque prêtre, mais par les contre-charmes d'une ancienne

magicienne. Philippe-Auguste alléguait la même raison pour répudier sa femme, Ingeburge de Danemark, le jour de son mariage, et l'évêque Durand, dans son *Speculum Juris*, déclare que le cas était d'occurrence journalière. Même un homme aussi éclairé que Jean de Salisbury déploie toutes les ressources de son érudition pour décrire les variétés de la magie et prend soin d'établir que, si les magiciens tuent des hommes par la violence de leurs sortilèges, c'est avec la permission de Dieu. De son côté, Pierre de Blois, s'il ne partage pas la croyance vulgaire aux présages, admet la puissance de l'intervention satanique dans les pratiques de la magie noire (1).

Alors que la croyance à la magie et à son origine infernale était ainsi universellement répandue, on ne songeait nullement, semble-t-il, à lui appliquer la rigueur des lois. Vers 1030 Poppo, archevêque de Trèves, envoya à une nonne un morceau de son manteau pour que la religieuse lui en fit une paire de chaussures qu'il devait porter en disant sa messe. La nonne ensorcela si bien les chaussures que, lorsque l'archevêque les mit à ses pieds, il tomba éperdument amoureux de la religieuse. Il résista à sa passion et donna les chaussures à un de ses principaux ecclésiastiques, qui éprouva bientôt les mêmes désirs. L'expérience fut renouvelée, avec le même succès, sur tous les membres du haut clergé cathédral : lorsque la preuve du sortilège fut devenu accablante, la coupable fut condamnée à quitter son couvent; quant à Poppo, il expia sa passion d'un jour par un pèlerinage en Terre-Sainte. Cependant, on jugea

419

(1) Synod. Patricii c. 16 (Haddan and Stubbs, II, 329). — Gregor. PP. VII. *Regist.* VII. 21. — Reginon. *de Discip. Eccles.* n. 347 sq. — Burchardi *Decret.* lib. x, lib. xix, c. 5. — Ivon. *Decreti* P. xi. — Ivon. *Panorm.* vi, 117; viii, 61 sq. P. ii. *Decret.* caus. xxxiii, Q. 1, c. 4. — Mall. *Malactear.* P. i, Q. 8. — Guibert. *Noviogenit. de Vita sua*, t. 12. — Rigord. *de Gest. Phil. Aug.*, ann. 1193. — Durandii *Specul. Juris*, lib. iv, Partic. iv, Rubr. *de Frigidis*, etc. — Johann. Saresburiens. *Polyerat.* n. 9-12. — Pet. Blesens. *Epist.* 65.

La croyance aux « aiguillettes nouées » est une des superstitions les plus anciennes et les plus répandues. Hérodote (II, 181) raconte comment Amasis, qui régna en Égypte vers le milieu du v.^e siècle av. J.-C., éprouva un sortilège de ce genre lorsqu'il épousa la princesse cyrénéenne Ladice. Malgré l'importance politique de l'alliance qu'avait cimentée ce mariage, le roi accusa Ladice d'avoir employé la magie et la menaça de mort. Dans cette extrémité, la jeune femme fit vœu, dans le temple de Vénus, d'envoyer à Cyrène une statue de la déesse. Sa prière fut exaucée et elle eut la vie sauve.

que la discipline du couvent devait être bien relâchée et l'on donna aux religieuses le choix entre l'adoption d'une règle plus sévère et la dispersion. Elles choisirent ce dernier parti et furent remplacées par une congrégation d'hommes. En 1074, lorsqu'une révolte, éclatant à Cologne, contraignit l'archevêque à la fuite, on cita, parmi les excès commis par les rebelles triomphants, le fait d'avoir tué, en la précipitant du haut des murs, une femme qui passait pour avoir, par des artifices magiques, frappé de folie plusieurs hommes. Trois siècles auparavant, cet acte, considéré alors comme un crime, aurait été tenu pour une louable manifestation de zèle. Vers la même époque, un concile de Bohême conseille aux fidèles de ne pas consulter des magiciennes lorsqu'ils sont dans l'embarras ; mais il ne prescrit comme châtiment que le repentir, la confession et l'abstention de toute récidive. En Hongrie, d'après les lois de saint Ladislas, les sorcières étaient simplement rangées au nombre des prostituées et frappées des mêmes peines ; le successeur de Ladislas, Coloman, passe rapidement sur ce point, en faisant observer qu'il n'y a pas lieu de prendre des dispositions contre les sorcières, vu qu'il n'en existe point (1).

Pourtant, on sentait tout le tort que causait l'accusation de magie, et comme cette accusation était aussi facile à porter que malaisée à nier, on ne manquait pas de la lancer à la légère. On ne se contenta pas d'exiger que Bérenger de Tours abjurât ses doctrines relatives à la transsubstantiation ; il fut stigmatisé, de plus, comme le plus dangereux des nécromanciens. Dans l'âpre lutte de Grégoire VII contre l'Empire, lorsque le synode de Brescia déposa le pape en 1080 et élut l'antipape Wiberto de Ravenne, une des raisons alléguées pour cette déposition fut que Grégoire était nécromancien avéré ; on croyait qu'il avait appris son art à Tolède. L'emploi de cette arme offensive dans les querelles des partis apparaît dans les diffé-

(1) Gest. Treviror. Archiep. c. 19. — Lambert. Hersfeld. *Annal.* ann. 1074. — Höfler, *Prager Concilien*, p. xvi. — Batthyany, *Leges Eccles. Hungar.* II. 102. — *Decret. sub Colomanno Rege*, cap. 20 (*Ibid.* I. 455) : « De Strigis veroque non sunt nulla questio fiat. »

rents récits relatifs à Liutgarda, nièce d'Égilbert, alors archevêque de Trèves. Égilbert était un ardent partisan de la cause impériale; quand il eut reçu de Wiberto le pallium, il nomma Liutgarda abbesse d'un couvent situé dans son diocèse. L'histoire de son épiscopat est racontée par un contemporain : un manuscrit, qui est sans doute le seul authentique, dépeint Liutgarda comme une femme cultivée et vertueuse, qui, pendant quarante ans, dirigea son couvent pour la plus grande gloire de Dieu et laissa un excellent souvenir; un autre manuscrit de la même chronique la traite de sorcière, blasphématrice et magicienne, et ajoute que le couvent fut presque ruiné sous sa direction. Le triomphe final de l'Église sur l'Empire fournit le motif de ces interpolations (1).

Tandis que, sur le continent, les anciennes lois dirigées contre la magie tombaient ainsi en désuétude, la législation des Anglo-Saxons montre qu'en Angleterre le *lyblac* (ou sorcellerie) était l'objet de la plus grande sollicitude. Vers l'an 900, les lois d'Édouard et de Guthrum assimilent sorcières et devins aux parjures, meurtriers et prostituées; tous ces criminels seront chassés du pays; sinon, il leur est laissé le choix entre l'amendement, l'exécution ou le paiement de fortes amendes, — disposition qui fut reprise successivement par divers souverains jusqu'à l'époque de Cnut. Athelstan décréta, bientôt après, que si un décès était provoqué par *lyblac* et que l'auteur du crime avouât son méfait, le coupable devait payer de sa vie ses artifices; s'il niait, il subirait la triple ordalie; s'il ne sortait pas vainqueur de ces trois épreuves, il serait frappé de quatre mois d'emprisonnement. Après ce temps de peine, les parents du prisonnier pouvaient le racheter en payant le *werfeld* du mort, en versant au roi l'énorme amende de cent vingt shillings et en fournissant des garanties pour assurer, dans l'avenir, la bonne conduite du condamné. Vers le milieu du x^e siècle, Édouard l'Ancien prescrivit l'excommunication perpétuelle de tout adepte du *lyblac* qui ne se repentirait pas.

(1) Chron. Turon. ann. 1061. — Chron. Halberstadiens. (Leinuit. S. R. Brunse. II, 127-8). — Gest. Treviror. c. 38 (Martène, *Ampl. Coll.* IV, 181-2).

Dans la compilation connue sous le nom de *Lois de Henry 1^{er}*, le meurtre par magie faisait perdre au coupable le droit de se racheter par le paiement du *werfeld*; le criminel était livré aux parents de la victime, qui pouvaient tirer de lui telle vengeance qu'il leur plaisait. Pour des dommages moins graves causés par artifices magiques, la compensation était permise comme pour les autres délits. Si l'accusé niait, il était jugé par l'évêque, la connaissance de ce crime relevant de la juridiction ecclésiastique. Cette sévérité s'atténua, semble-t-il, au moment de l'invasion normande. Guillaume le Conquérant, assiégeant l'île d'Ely, plaça à la tête de ses troupes, sur le conseil d'Ives Taillebois, une magicienne dont les incantations devaient, espérait-on, paralyser la défense des assiégés. Malheureusement, le projet échoua : Hereward de Burgh attaqua de flanc les envahisseurs et, mettant le feu aux roseaux, brûla la sorcière et tous les soldats qui l'entouraient (1).

421

Au début du x^e siècle, quand Olaf Tryggvesson entreprit de christianiser la Norvège, il considéra les magiciens comme les plus redoutables ennemis de la foi et les traita sans pitié. A une assemblée, ou *Thing*, tenue à Viken, il proclama qu'il frapperait de bannissement quiconque serait reconnu coupable de faire appel aux esprits malins ou à la magie ; cette menace fut suivie de mesures fort rigoureuses. Olaf entama une perquisition par tout le district, réunit tous les sorciers leur offrit une grande fête où la boisson coula abondamment ; puis, quand ils furent ivres, on mit le feu à la maison. Nul n'échappa, sauf Eyvind Kelda, petit-fils d'Harald Harfaager et devin particulièrement dangereux, qui réussit à gagner le toit en s'enfuyant par la cheminée. Au printemps, comme Olaf célébrait les Pâques dans l'île Kormt, Eyvind arriva soudain dans un long navire rempli de magiciens. Ils atterrirent, revêtirent des capuches ténébreuses qui les rendaient invisibles et s'envelopèrent d'un brouillard épais ; mais quand ils arrivèrent à

(1) Laws of Edward and Guthrum, II. — Laws of Ethelred, V. 7. — Enut Secular, 4 (Ed. Kolderup Rosenvinge, p. 36). — Athelstan's Dooms, I. 6. — Laws of Edward the Elder, 6. — Leges Henrici I^{xi}, § 1. — Ingulph's Chron. Contin. (Bohn's edition, p. 258).

Augvaldsness, où se trouvait le roi Olaf, il faisait grand jour ; tous furent frappés de cécité et errèrent à l'aventure, jusqu'au moment où les hommes du roi les appréhendèrent et les amenèrent devant Olaf. Celui-ci fit lier les magiciens sur un roc qui n'était découvert qu'à marée basse et qui conserva, jusqu'au temps de Snorri Sturlason, le nom de *Rocher des Cris*. Un autre pieux exploit attribué à Olaf offre un exemple des méthodes qu'il fallut employer pour répandre la bonne parole parmi les sauvages héros de la Norvège et montre en même temps à quelles influences les chrétiens attribuaient souvent le pouvoir des magiciens. Olaf s'était emparé d'Eyvind Kinnrif, célèbre sorcier, et s'efforçait vainement de le convertir. A la fin, on plaça sur le ventre du rebelle un poëlon rempli de charbons ardents, supplice que le malheureux subit stoïquement, ne demandant quartier que lorsque le feu eut séparé son corps en deux tronçons. Voyant dans cette tardive requête un signe de défaillance, Olaf demanda : « Eyvind, veux-tu maintenant croire au Christ ? » — « Non », répondit Eyvind, « je ne puis recevoir le baptême, car je suis un mauvais esprit enfermé dans un corps humain par un artifice de magie lapone, sans lequel mon père et ma mère n'auraient pu avoir d'enfant, » et il expira. Pourtant, dans le plus ancien code islandais, le *Grígas*, compilé probablement en 1118, il n'est pas fait allusion à la magie, dont la connaissance était apparemment laissée aux tribunaux spirituels ; d'autre part, dans un recueil de droit ecclésiastique datant de la même époque, les artifices magiques sont simplement punis de trois ans d'exil ; mais si les sortilèges ont blessé ou tué un homme ou un animal, le bannissement est perpétuel. Dans les deux cas, l'accusé a le droit d'être jugé par douze personnes de bonnes mœurs et de bonne foi (1).

422

Dans toutes les autres régions de l'Europe, vers la fin du

(1) Olaf Tryggvesson's Saga, 69, 70, 83 (Laing's *Heimskringla*). — Kristinrettr Thor'aks oc Ketils, c. xvi.

Pour la relation intime entre la magie et les esprits malins, voir *Priscæ Vet. Boreæ. Mythologiæ Lexicon*, par Finn Magnusen, s. v. Tröll, p. 474 sq.

xii^e siècle, il semble que les autorités séculières et ecclésiastiques aient à peu près renoncé à réprimer la magie. Il ne faudrait pas croire cependant que cette pratique fût délaissée ou qu'elle fût devenue légitime. En 1449, on voit l'abbé Wibald de Corvey accuser un de ses moines, Walter, de recourir à des incantations diaboliques. Si, en 1181, Alexandre III réserva au Saint-Siège le monopole de la canonisation des saints, ce fut parce que les moines de l'abbaye normande de Gristan étaient adonnés à la magie et s'efforçaient ainsi d'acquérir une réputation de thaumaturges. Un jour, comme l'abbé était parti pour l'Angleterre, le prieur s'enivra pendant le dîner et frappa avec un couteau de table deux de ses moines, lesquels, en manière de représailles, le rouèrent de coups, si bien qu'il mourut sans être muni des sacrements; pourtant, à l'aide de moyens magiques, les moines amenèrent le peuple à vénérer le défunt comme un saint, jusqu'au jour où l'évêque Arnoul de Lisieux révéla la vérité à Alexandre. Ce genre de crime obtenait facilement le pardon : c'est ainsi qu'un prêtre qui, pour retrouver un objet volé dans son église, avait eu recours à un magicien et avait regardé dans un astrolabe, ne fut puni par Alexandre que d'une année de suspension, — décision que Grégoire IX inséra dans le droit canon comme précédent faisant jurisprudence. Cette méthode de divination impliquait l'invocation des mauvais esprits et était, par conséquent, tout à fait illicite : néanmoins, on en usait sans scrupule. Jean de Salisbury, qui mourut en 1181, rapporte qu'étant enfant il avait été confié à un prêtre chargé de lui enseigner les psaumes. Son maître unissait à ses fonctions sacrées la pratique de la catoptromancie et un jour, après avoir prononcé les conjurations nécessaires et répandu le saint chrême sur la tête de Jean et d'un élève plus âgé, il les invita à observer le bassin de cuivre poli. Jean ne put rien voir et fut désormais dispensé de tout service de ce genre; mais son camarade discerna des formes vagues et devint un « sujet » plus docile. Ainsi les arts réprouvés florissaient sans rencontrer une répression bien vigoureuse et, à cette époque de tolérance virtuelle, causaient peu de

mal, exception faite de quelques cas isolés d'empoisonnement par philtre d'amour (1).

Il semblerait que cette tolérance eût dû cesser avec l'éveil de l'esprit humain, lorsque l'intelligence, dans ses premiers tâtonnements, se mit à étudier, avec une assiduité redoublée, les sciences occultes, et s'efforça de pénétrer les secrets de la nature, lorsque la théologie scolastique prit la forme d'un système et chercha à élaborer une théorie de l'univers, lorsque l'étude du droit romain remit au jour les édits impériaux contre la magie et que les tribunaux ecclésiastiques s'organisèrent pour l'application de ces décrets. Pourtant, le développement de la persécution fut singulièrement lent. L'Église avait à combattre un ennemi autrement redoutable, l'hérésie, dont les progrès devenaient alors menaçants; elle ne pouvait guère prêter attention à un crime qui ne mettait en péril ni le pouvoir ni les privilèges de la hiérarchie. Il arrivait parfois qu'un concile, comme celui de Rouen en 1189 et celui de Paris en 1212, dénonçât les adeptes de la magie; mais on ne prescrivait contre eux aucune peine et l'on se contentait de les menacer d'excommunication. Pourtant la masse estimait que, pour ce crime comme pour l'hérésie, le châtiment requis était le bûcher. C'est ainsi que, vers cette époque, un jeune clerc de Scæst, nommé Hermann, accusé de magie par une femme impudique dont il avait repoussé les avances, fut condamné et brûlé. Au milieu des flammes, il chanta l'*Ave Maria* jusqu'au moment où un parent de l'accusatrice lui imposa silence en lui enfonçant dans la bouche une baguette enflammée; mais l'innocence de la victime éclata par les miracles qui s'opérèrent

(1) Wibaldi *Epist.* 157 (Martène, *Ampl. Coll.* II. 352). — Baron, *Annal.* ann. 1181, n° 6-10. — C. 1 Extra. xlv. 3. — C. 2 Extra. v. 21. — Johan. Saresbieriens. *Polyerat.* c. xxviii.

La catoptromancie était une pratique traditionnelle depuis les temps classiques. Didius Julianus, pendant son règne si court, eut le temps de recevoir l'annonce de sa chute et de l'avènement de Septime-Sévère; pour obtenir cette révélation, on fit observer le miroir par un jeune garçon, après lui avoir bande les yeux et avoir murmuré sur sa tête les incantations appropriées (Æl. Spartian. *Did. Julion.* 7). Hippolyte de Port) fournit d'abondants détails sur les ingénieuses fraudes à l'aide desquelles on accomplit ce rite et d'autres pratiques similaires (*Refut. omn. Hæres.* iv. 15, 28-30).

sur sa tombe et l'on éleva une chapelle sur ses restes (1).

Césaire d'Heisterbach, auquel on doit le récit de ce fait, fournit une abondante collection de prodiges attestant que la superstition était toujours aussi vivace, que les hommes s'empressaient de tirer tout le parti possible de leurs relations avec Satan et que ces pratiques restaient virtuellement impunies. Il rapporte qu'un ecclésiastique, nommé Philippe, était mort peu auparavant, sans que l'Église ou l'État l'eussent inquiété, bien qu'il fût célèbre comme nécromancien. Un chevalier, Henry de Falkenstein, qui ne croyait pas au pouvoir des démons, avait demandé à ce Philippe de lever ses doutes. L'autre y consentit volontiers, traça avec une épée un cercle dans un carrefour et murmura des incantations; aussitôt, dans un tumulte semblable au ronflement des eaux déchainées et au grondement de la tempête, le démon apparut, plus grand que les arbres, noir et d'aspect terrifiant. Le chevalier se tint à l'intérieur du cercle magique et évita toute atteinte directe; mais son visage perdit sa couleur et il demeura pâle durant les quelques années qu'il lui restait à vivre. Un prêtre tenta la même expérience; mais, pris de peur, il se laissa entraîner hors du cercle, et fut si grièvement blessé qu'il mourut trois jours plus tard. Waleran de Luxembourg confisqua pieusement la maison du défunt, ce qui prouve que l'immunité ecclésiastique n'était pas toujours une sûre garantie (2).

Les pactes signés avec Satan étaient également fréquents. On découvrit que les hérétiques brûlés, en 1180, à Besançon avaient caché sous leurs aisselles de petits rouleaux de parchemin portant des pactes de ce genre. Il serait difficile de trouver un fait historique de ce temps-là reposant, en apparence, sur des autorités plus sûres que l'histoire d'Everwach, qui vivait encore à Stalun, comme moine de Saint-Nicolas, au moment où Césaire relata ses aventures, qu'il tenait d'un

(1) Concil. Rotomagens. ann. 1189, c. 29 (Bessin, *Concil. Rotomagens.* I. 97). — Concil. Paris, ann. 1212, P. v (Martène, *Ampl. Coll.* Vol. 105). — Cæsar. Heisterb. IV. 99.

(2) Cæsar. Heisterb. V. 2, 3.

témoin oculaire. Everwach avait été l'intendant de Théodoric, évêque d'Utrecht, et avait fidèlement servi son maître. Accusé de malversations, il constata la disparition de plusieurs de ses livres et, dans son désespoir, invoqua le diable en disant : « Seigneur, si tu me viens en aide dans cette extrémité, je te rendrai hommage et te servirai en toute chose. » Le diable accourut ; Everwach accepta les conditions du pacte infernal, reniement du Christ et de la Vierge et prestation d'hommage à Satan ; ensuite il put sans peine établir la régularité de ses comptes. Depuis ce jour, Everwach avait coutume de dire publiquement : « Ceux qui servent Dieu sont misérables et pauvres ; ceux qui croient au Diable sont comblés de prospérités, » et il se consacra à l'étude des arts magiques. La discipline était alors si relâchée que, dans son zèle pour Satan, il contredit avec apreté Maître Olivier, *Scholasticus* de Cologne, qui prêchait la croisade à Utrecht ; blâmé par le prédicateur, il chercha à tuer celui-ci et n'échoua dans sa criminelle tentative que par suite d'une maladie dont il mourut. Il fut précipité en enfer et soumis aux indescriptibles tourments des damnés ; mais le Seigneur eut pitié de lui ; il revint à la vie le jour même de son enterrement, sur le brancard funèbre. Dès lors, il devint un homme nouveau. En compagnie de l'évêque Otto d'Utrecht, il fit un pèlerinage au Saint-Sépulcre, s'imposa toutes sortes de macérations, et, à son retour, abandonna ses biens à l'Église et se retira au couvent de Stalun. Césaire raconte aussi l'histoire d'un jeune chevalier des environs de Liège, lequel, après avoir dissipé sa fortune dans le désordre, reçut d'un de ses paysans le conseil de faire appel à Satan. Sur la promesse de la richesse et des honneurs, il renonça à Dieu et rendit à Satan l'hommage féodal : le Diable, cependant, exigeait que son serviteur reniât également la Vierge ; mais l'autre refusa ; aussi, grâce à son repentir, obtint-il le pardon par l'intercession de la Mère de Dieu (1).

(1) Casar. Heisterb. II. 12 ; V. 18 ; XII. 23.

En dépit de détails conformes aux mœurs de l'époque, ces récits sont évidemment calqués sur celui de Théophile de Cilicie, qui était particulièrement célèbre

426

Ces exemples, qu'il serait facile de multiplier, suffisent à éclairer les tendances de la pensée et des croyances populaires à cette époque. Sans doute Roger Bacon, qui, sur tant de points, fut singulièrement en avance sur son temps, estimait qu'une bonne part de la magie était pure supercherie, que c'était une erreur d'attribuer à l'homme le pouvoir d'évoquer ou de congédier à son gré de malins esprits, et qu'il était bien plus simple de prier Dieu directement, attendu que les démons ne sauraient influencer sur le cours des choses humaines sans la permission de Dieu. Cependant Bacon lui-même, en affirmant l'inutilité des charmes et des sortilèges, donne comme raison de sa thèse que l'efficacité de ces artifices magiques dépend de leur mise en œuvre sous certains aspects des cieux, aspects qu'il est très difficile de déterminer de façon certaine. L'incrédulité relative de Bacon nous permet de juger, par comparaison, l'empire qu'avait dû prendre cette superstition sur des esprits moins critiques que le sien. Étant donnée l'activité qu'on attribuait à Satan dans la recherche d'agents et de serviteurs humains, et la facilité avec laquelle les hommes pouvaient l'évoquer et se lier à lui, on peut s'étonner que l'Église d'alors ait montré tant de mollesse dans la répression d'aussi grands crimes. La redoutable agitation provoquée par la persécution des Stedingers et des Luciférains découverts par Conrad de Marbourg avait dû certainement donner une force nouvelle à la croyance aux intermédiaires infernaux. Thomas de Cantimpré raconte qu'il tenait du provincial dominicain, Conrad, l'histoire bien connue d'un des Luciférains de Conrad de Marbourg. Cet homme, s'efforçant de convertir un moine, le mena dans un grand palais où la Vierge siégeait sur un trône, au milieu d'une splendeur indescriptible, entourée d'une foule

au moyen âge. Théophile était archidiacre; un jour, congédié par son évêque, il eut, de désespoir, recours à Satan auquel il remit un pacte écrit, s'engageant à subir, pendant l'éternité, les supplices de l'enfer. Aussitôt, il recouvra sa charge et jouit de la considération générale jusqu'au jour où, bourrelé de remords, il fit appel à la Vierge. Par une pénitence assidue, il gagna la faveur de la Mère de Dieu, qui lui fit restituer le pacte. — *Hroswitha de Lapsu et Convers. Theophili.*

innombrable de saints ; mais le moine s'était muni d'un ciboire contenant une hostie consacrée qu'il offrit à la Vierge en l'invitant à adorer son Fils ; aussitôt le mirage trompeur se dissipa dans les ténèbres. Pourtant, cette agitation fut suivie d'une réaction ; les esprits devinrent quelque peu hostiles à toute nouvelle persécution. Pierre de Colmieu, plus tard cardinal d'Albano, alors qu'il était encore archevêque de Rouen, en 1235, se contenta de ranger l'invocation des démons, les sacrifices aux esprits malins et l'usage des sacrements pour la célébration de rites magiques, parmi les actes dont les évêques seuls peuvent donner l'absolution ; l'allusion rapide que fait à cette question l'Évêque Durand, dans son *Speculum Juris*, montre qu'un demi-siècle plus tard ces affaires attiraient peu l'attention des tribunaux ecclésiastiques. En 1294, un synode d'Anjou déclare que, conformément aux canons, les prêtres doivent chasser de leurs paroisses tous les devins, magiciens, sorciers et autres gens de même sorte, et déplore qu'on permette à cette engeance de se multiplier sans encombre ; pour remédier au mal, il est ordonné à quiconque connaît des personnes s'adonnant à ces pratiques, de les dénoncer au tribunal épiscopal (1).

Mais l'indifférence des juristes et des législateurs séculiers est bien plus singulière encore au xiii^e siècle, alors que la jurisprudence se développait en Europe et prenait une forme précise. En Angleterre, après l'activité déployée durant la période anglo-saxonne, il est curieux de constater le silence que gardent, en ce qui touche la magie, Glanvill, Bracton, le Fleta et Britton. Ce dernier, dans ses instructions aux *shériffs* en tournée, énumère minutieusement les criminels que ces magistrats doivent poursuivre, notamment les renégats et les mécréants ; mais il oublie les adeptes de la magie, omission qu'on observe également dans les instructions détaillées don-

427

(1) Rogeri Bacon, *Epist. de Secretis Operibus Artis*, c. 1, ii (M. R. Series, p. 523-7). — Th. Cantimprat, *Bonum universat.* lib. ii. c. 56. — Placopt. Antiq. Rotomag. c. 109 (Bessin, *Concil. Rotomagens.* II. 67, 76). — Durandi *Specul. Juris*, lib. iv, Partic. iv. Rubr. de *Sortilegiis*. — Synod. Audegavens. ann. 1294. c. 2 (D'Achery, I. 737).

nées par Édouard 1^{er} aux *shériffs* en 1283, par le statut de Ruddlan; cependant, en 1287, Pierre, évêque d'Exeter, dans ses conseils aux confesseurs, mentionne les magiciens et les adorateurs du démon au nombre des criminels auxquels il faut infliger une pénitence. Il est vrai que Horn, dans le *Myrror of Justice*, associe la magie et l'hérésie sous le chef de *majestas*, ou trahison envers le Roi du Ciel; il est à présumer que les deux crimes étaient passibles des mêmes peines, mais ni l'un ni l'autre ne fut activement poursuivi. On peut en dire autant des lois de l'Écosse, réunies par Skene. L'*Iter Camerarii* comporte des instructions détaillées sur les enquêtes que doit mener le chambellan royal dans ses tournées d'inspection; mais sur la longue liste des crimes et délits qu'il convient de frapper, ne figurent ni la magie ni la divination (1).

La même indifférence se retrouve dans la jurisprudence française. Le *Conseil* de Pierre de Fontaines et ce qu'on a appelé les *Établissements de Saint-Louis* ne font pas allusion à la magie. Les *Livres de Justice et de Plet*, bien que fondés sur le droit romain, ne la mentionnent pas davantage dans la longue série de crimes et de pénalités qu'ils énumèrent; cependant il est dit incidemment qu'une loi impériale s'applique aux gens qui causent la mort par empoisonnement ou enchantement. De plus, Beaumanoir, qui ne paraît connaître que la magie employée pour exciter l'amour, dit que ce crime relève entièrement de la juridiction ecclésiastique; ceux qui le commettent errent en la foi et sont ainsi justiciables de l'Église que les somme d'abandonner leurs erreurs et, en cas de refus, les condamne comme mécréants. Puis la justice séculière s'empare des condamnés et inflige la peine de mort s'il appert que leur magie peut provoquer mort d'homme ou de femme; si cette conséquence n'est pas à craindre, les

(1) Britton, ch. 29. — Owen's *Laws and Institutes of Wales*, II. 910-2. — P. Exon. *Summula erigendi Confess.* (Harduin, VII. 1126). — *Myrror of Justice*, c. 1, § 4; c. 11, § 22; c. 111, § 14. — *Regiam Majest. Scotiæ*, Edinburgi, 1609, fol. 163-.

criminels sont tenus en prison jusqu'à résipiscence. Ainsi la magie est une hérésie dont la connaissance est réservée à l'Église seule et dont, après abjuration, le châtiment consiste en une simple pénitence : mais quand le magicien impénitent est livré au bras séculier, au lieu de le brûler comme un Vau-dois qui a refusé de prêter serment, le tribunal séculier examine et pèse le caractère de l'hérésie et, si la pratique n'est pas homicide, le coupable est simplement emprisonné jusqu'au jour où il rétracte son erreur. On traitait donc la magie comme une des formes les moins redoutables de l'hérésie.

La juridiction attribuée par Beaumanoir au tribunal ecclésiastique est confirmée par une décision du Parlement de Paris, en 1282. Il s'agissait, en l'espèce, de plusieurs femmes arrêtées comme magiciennes à Senlis et jugées par le maire et les échevins. L'évêque de Senlis les réclamait, comme inculpées d'un crime relevant de son tribunal ; les magistrats municipaux affirmaient leur juridiction, attendu qu'il y avait eu blessures et effusion de sang ; après mûre délibération, le Parlement ordonna que les femmes fussent livrées aux autorités ecclésiastiques. Pourtant la loi ainsi établie ne demeura pas longtemps en vigueur. D'après les anciens procédés d'instruction criminelle, alors que la condamnation ou l'acquittement dépendaient de l'ordalie, du duel judiciaire ou de la compurgation, les tribunaux séculiers étaient médiocrement en état de déterminer la culpabilité à l'égard d'un crime si obscur et ils en abandonnaient volontiers la connaissance aux tribunaux ecclésiastiques. Mais quand l'usage de la torture se fut répandu peu à peu, les magistrats laïques devinrent aussi habiles que les ecclésiastiques à arracher des aveux ; aussi s'arrogèrent-ils promptement le droit de juger ce genre d'affaires. Dans le Midi, où l'Inquisition avait déjà familiarisé les autorités civiles avec l'usage de la torture, on voit, dès 1274 et 1275, à Toulouse, les magistrats royaux instruire le procès de certains sorciers et sorcières, et mettre à mort les criminels. Dans la France septentrionale, les procès des Templiers accoutumèrent l'opinion publique à l'emploi de la torture et en

démontrèrent l'efficacité, si bien que les tribunaux laïques n'hésitèrent bientôt plus à exercer leur juridiction en matière de magie. En 1314, Pétronille de Valette fut exécutée, comme magicienne, à Paris. Elle avait dénoncé un marchand de
 429 Poitiers, Pierre, et son neveu Perrot, qui furent immédiatement mis au ban de la société et virent leurs biens séquestrés. Mais sur la place d'exécution, Pétronille les disculpa, déclarant, au péril de son âme, que les deux hommes étaient innocents. Pierre et Perrot accoururent à Paris et se justifèrent ; le 8 mai 1314, le Parlement ordonna au Sénéchal de Poitou d'abandonner les poursuites et de lever le séquestre. A ce moment, la magie commençait à être l'objet d'une répression énergique ; nous verrons qu'elle présenta par la suite cette particularité de constituer un crime relevant à la fois des tribunaux ecclésiastiques et séculiers (1).

L'Espagne avait été exposée à une infection particulièrement active, car les Sarrazins, par leurs croyances fatalistes, étaient naturellement portés aux arts divinatoires. Plus que toute autre race, ils cultivaient les sciences occultes, et passaient, aux yeux de l'Europe entière, pour les plus habiles théoriciens et praticiens de la magie. A l'école de Cordoue, il y avait deux maîtres d'astrologie, trois de nécromancie, pyromancie et géomancie, et un d'*Ars Notoria* ; tous faisaient des cours quotidiens. Les bibliographes arabes énumèrent sept mille sept cents auteurs qui étudièrent l'interprétation des songes et autant qui se distinguèrent dans la science de la magie ; pourtant, à cette époque, parmi les Maures d'Espagne, la sorcellerie était punie de mort. Les relations avec les Sarrazins excitèrent parmi les chrétiens la soif du savoir réprouvé, et quand le Christianisme regagna le terrain perdu, il subsista, sur les territoires conquis, une nombreuse population à laquelle on permit de garder sa religion et de propager des croyances qui exerçaient sur les esprits un attrait irrésistible. Ce fut en vain que Ramiro I^{er}

(1) Livres de Justice et de Plet, p. 177-83, 284 (Dig. XLVIII, VIII, 3, Marcianus) — Beaumanoir, *Coutumes du Beauvoisis*, cap. XI, §§ 25, 26. — Olim, II, 203, 619 — Vaissette, IV, 17-18 ; Chron. Bardin, *ibid.* IV, Pr. 5.

des Asturies brûla, en 845, un grand nombre de magiciens, parmi lesquels plusieurs astrologues juifs. Ces déploiements de rigueur étaient passagers, et le mal demeurait aussi répandu sans qu'on y appliquât aucun remède efficace, à en juger par les dénunciations que lançaient contre la superstition les conciles réunis de temps à autre. La reine Urraca de Castille, au début du x^{me} siècle, dit que son défunt époux, Alphonse *el Batallador* d'Aragon, s'adonnait passionnément à la divination et à l'observation du vol des oiseaux, pratique extrêmement répandue parmi le peuple; vers 1220, l'archevêque de Santiago, Pedro Muñoz, acquit une si fâcheuse renommée comme nécromancien que, sur l'ordre d'Honorius III, il fut relégué dans l'ermitage de San Lorenzo. L'ancien droit wisigoth, ou *Fuero Juzgo*, fut, pour un temps, perdu de vue dans les innombrables *fueros* locaux qui surgirent alors, jusqu'au jour où, au x^{me} siècle, il fut réhabilité par Ferdinand 1^{er} de Castille. En Aragon, au x^{me} siècle, Jayme 1^{er}, *el Conquistador*, lorsqu'il refondit le *Fuero* d'Aragon et promulgua le *Fuero* de Valence, introduisit dans ces lois des pénalités contre la magie, similaires à celles du *Fuero Juzgo* (1). Ainsi la législation des Wisigoths fut appliquée dans la pratique. Vers le milieu du x^{me} siècle, le savant jurisconsulte Jacobo de las Leyes, dans ses *Flores de las Leyes*, dédiées à Alphonse le Sage de Castille, classa au nombre des pires criminels ceux qui tuent des hommes par des enchantements. Le code connu sous le nom de *Las Siete Partidas*, élaboré par Alphonse vers 1260, mais confirmé par les Cortès en 1348 seulement, considère toutes les branches de la magie comme relevant entièrement du pouvoir séculier et traite cette question avec un curieux rationalisme. Le code ne voit pas, dans la science occulte, la moindre couleur d'hérésie ou de crime contre la foi; il convient de récompenser ou de réprimer cet art selon

430

(1) José Amador de los Ríos (*Revista de España*, t. xvii, p. 382, 384-5, 388, 392-3; t. xviii, p. 6). — *Leyes de las Moras*, tit. clxxx (*Tratadas de Legislacion Muhamedana*, Madrid, 1853, p. 143). — Concil. Legionens. ann. 1012, c. 19; C. Compostellan. ann. 1031, c. 6; C. Coyacens. ann. 1050, c. 4; C. Compostellan. ann. 1056, c. 6 (Aguirre, IV. 388, 396, 405, 414). — *Histor. Compostellan.* lib. 1, c. lxxv. — Pelayo, *Het. rodosos Españoles*, l. 590.

qu'il est employé à des fins bonnes ou mauvaises. L'astrologie est un des sept arts libéraux; les conclusions de cette science sont tirées du cours des astres tel que l'ont exposé Ptolémée et d'autres sages; quand un astrologue, consulté pour la découverte de quelque objet perdu ou volé, indique en quel lieu on trouvera cet objet, la partie lésée n'a aucun recours contre lui pour le préjudice qu'elle a subi de ce fait, attendu que le savant a simplement répondu conformément aux règles de son art. Mais s'il s'agit de quelque imposteur, qui a feint de savoir ce qu'il ignorait en réalité, le plaignant peut le faire punir comme un vulgaire magicien. Ces magiciens et devins qui prétendent révéler l'avenir et l'inconnu par la science augurale, les dés, l'hydromancie, la crystallogancie, ou d'après l'examen d'une tête d'homme mort ou d'une main de vierge, sont tous des imposteurs. Il en est de même des nécromanciens qui opèrent par l'invocation d'esprits malins, pratique odieuse au Seigneur et funeste à l'humanité. Les philtres, boissons d'amour et figurines, artifices destinés à inspirer le désir ou l'aversion, sont condamnés de même comme causant fréquemment la mort ou des infirmités permanentes; quiconque s'adonne à ces arts trompeurs sera dûment jugé et mis à mort s'il est reconnu coupable; le bannissement frappera tous ceux qui ont donné abri au criminel. Mais ceux qui emploient les incantations à des fins louables, par exemple pour chasser les démons du corps d'un possédé, pour détruire le charme qui sépare des époux, pour résoudre un nuage de grêle ou un brouillard menaçant les moissons, ou pour faire périr les sauterelles et les chenilles, loin d'être punis, méritent bien plutôt d'être récompensés (1).

- 431** C'est l'Italie qui offre le plus ancien exemple de législation médiévale sur ce sujet. Dans la première moitié du ^{xii}^e siècle, le roi normand des Deux-Siciles, Roger, menaça d'un châtiement quiconque composerait une boisson d'amour, quand bien même il n'en serait pas résulté de dommage pour la victime.

(1) Memorial Histórico Español, II. 243. — Partidas, P. vii, tit. ix, l. 17; tit. xxiii, l. 1, 2, 3.

On relève ensuite, dans les plus antiques statuts connus de Venise, élaborés en 1181 par le doge Orlo Malipieri, des dispositions relatives à la répression de l'empoisonnement et de la magie. Frédéric II fut accusé par ses adversaires ecclésiastiques de s'être entouré d'astrologues et de devins sarrazins qui lui servaient de conseillers et pratiquaient à son intention la science interdite des augures tirés du vol des oiseaux et des entrailles des victimes. Sans doute Frédéric, partageant la croyance universelle du temps, garda à son service une phalange d'astrologues dont le chef était maître Théodore, et s'adonna lui-même à la science de la physiognomonie ; mais il était trop porté au scepticisme pour avoir foi en la magie vulgaire. Il partagea simplement la mauvaise renommée de son protégé Michel Scot, qui traduisit pour lui des traités philosophiques d'Averroës et d'Avicenne. D'ailleurs, dans les lois publiées par lui, sous le nom de *Constitutions Siciliennes*, il maintint la loi du roi Roger, à laquelle nous venons de faire allusion, et y ajouta une clause aux termes de laquelle ceux qui administrent des philtres d'amour ou des aliments nocifs, illicites ou exorcisés à cet effet, doivent être mis à mort si la victime perd la vie ou la raison ; si le charme ne cause aucun mal, le magicien sera puni de confiscation et d'un emprisonnement d'un an ; mais c'était là une pure concession aux nécessités du temps. Frédéric prit soin d'accompagner ces dispositions d'un commentaire où il déclarait que l'influence attribuée à certains aliments ou boissons sur l'amour ou la haine, était une fable ; dans son code, il ne mentionnait aucune forme de magie. Dans les royaumes latins d'Orient, les *Assises* de Jérusalem et les *Assises* d'Antioche sont muettes sur ce point, à moins qu'on ne prétende comprendre la magie dans une clause générale par laquelle les *Assises* d'Antioche ordonnent de punir de mort tous les malfaiteurs. Pourtant, dans toute l'Italie, la magie était frappée de certaines peines et déférée aux tribunaux séculiers, comme l'atteste un passage de la bulle *Ad extirpanda*, lancée, en 1252, par Innocent IV, ordonnant à tous les princes de traiter les hérétiques comme

des sorciers et de les mettre hors la loi en assemblée publique (1).

- 432 Dans la législation allemande, c'est la *Treuga Henrici*, élaborée vers 1224, qui contient la première allusion à la magie, crime assimilé à l'hérésie, dont le châtiment est laissé à la discrétion du juge ; mais le *Kayser-Recht*, le *Sachsische Weichbild*, le *Richstich Landrecht* n'en font pas mention. Dans le *Sachsenspiegel*, la magie est brièvement classée auprès de l'hérésie et de l'empoisonnement, comme crime passible du bûcher ; la même mesure est édictée par le *Schwabenspiegel*. Cependant, dans une collation ultérieure de ce dernier code, une clause prescrit de brûler ou de livrer à une mort plus atroce encore, à la discrétion du juge, quiconque, homme ou femme, pratique la magie ou invoque le diable par des paroles ou par tout autre artifice ; car, est-il dit, ces gens ont renié le Christ et se sont donnés à Satan. Cette disposition n'envisage évidemment que le crime contre la foi, sans considérer s'il y a eu intention maligne dans l'acte ou dans la tentative. De plus, l'affaire était, semble-t-il, du ressort des tribunaux séculiers. Le plus ancien code des Marches Prussiennes, vers 1310, prescrit comme peines, contre les magiciens, la

(1) Constit. Sicular. m. xlii, 1-3. — Cechetti, *La Republica di Venezia e la Corte di Roma*, I. 13. — Chron. Senoniens. lib. iv. c. 4 (D'Achery, II. 641). — Huillard Bréholles, *Intro.* p. dxxv, dxxx. — Assises de Jérusalem, Buisse Court, c. 271 (Ed. Kausler, Stuttgart, 1839). — Mag. Bull. Rom. I. 91.

La réputation de Frédéric est attestée par les vers suivants :

*Amisit astrulogos et magos et vates,
Beelzebub et Astaroth, proprios penates
Tenebra: un consensens per quos potestates
Spreverat Ecclesiam et mundi magnates.*

(Huillard-Bréholles, I. c.)

Quant à Michel Scot, les générations suivantes virent en lui, non plus un philosophe, mais un magicien :

*Michele Scotto fu, che veramente
Deile magiche frode seppe il giuoco.*

(*Inferno*, xx.)

Les prodiges qu'il accomplit sont rappelés dans le *Lay of the Last Minstrel*, de Walter Scott :

*In these fair climes it was my lot
To meet the wondrous Michael Scott,
A wizard of such dreaded fame
That when in Salamanca's cave
Him listed his magic wand to wave,
The bells would ring in Notre-Dame.*

perte d'une oreille, la marque au fer chaud sur la joue, l'exil ou de fortes amendes : mais il n'est pas question de la peine capitale. Chez le Scandinaves, la législation relative à ce crime figure dans le *Jarnsida*, compilé en 1258 par Hakon Hakonsen à l'intention de ses sujets islandais et dans un code à peu près identique, les *Leges Gulathingenses*, que publia en 1276 le fils de ce roi, Magnus Hakonsen, et qui demeurèrent pendant cinq cents ans le droit commun en Norvège. La magie, la divination et l'évocation des morts sont des crimes impardonnables, punis de mort et de confiscation ; mais l'accusé peut se justifier en fournissant des « compurgateurs », dont le nombre est fixé à douze par le code *Jarnsida*, à six par le code de Gula, ce qui montre que la connaissance de ce délit était attribuée aux tribunaux séculiers (1).

En Suède, on ne trouve pas d'allusion à la magie dans les lois codifiées, au début du XIII^e siècle, par Andréas, archevêque de Lund ; mais, dans celles que publia le roi Christophe en 1441, les attentats à la vie humaine par le poison ou la magie sont visés par les mêmes châtiments : la roue pour les hommes, la lapidation pour les femmes ; les accusés sont jugés par le *Næmd*, sorte de jury permanent dont les douze membres sont choisis dans chaque district. Au Danemark, les lois en vigueur jusqu'au XVI^e siècle étaient singulièrement douces. L'accusé avait le droit de se défendre à l'aide de « compurgateurs » choisis ; la peine était, pour le premier délit, la « notation d'infamie » et le retrait des sacrements : en cas de récidive, l'emprisonnement ; enfin, la peine de mort pour obstination criminelle. Dans le Schleswig, l'antique code du XIII^e siècle ne prend aucune disposition à l'égard de la magie, non plus que le code des Frisons libres au XIV^e siècle. Cette mansuétude n'avait pas pour cause la disparition des vieilles superstitions,

(1) Trenga Henrici, n° 21 (Böhlau, *Nove Constit. Dom. Alberti*, Weimar, 1858, p. 78). — *Sachsenspiegel*, lib. II, c. 13. — *Schwabenspiegel*, c. cxvi, § 12 (Ed. Senckenberg) : Cod. Uffenbach, c. cclxxi, § 6. — Lilienthal, *Die Hexenprocese der beiden Städten Braunsberg, Königsberg*, 1861, p. 70. — *Jarnsida*, Mannhelge, c. vi, xxv. (Ed. Hafnise, 1847, p. 22, 46). — *Leg. Gulathingens*, Mannhelge-Bolkr, c. iv, xxv. (Ed. Hafnise, 1817, p. 137, 197).

car on voit Olaus le Grand qualifier toutes les régions septentrionales de « véritable séjour de Satan » (1). Dans la masse confuse de cette législation, on peut discerner, après le xiii^e siècle, une tendance caractérisée vers un redoublement de rigueur.

- 434 Un fait nous montre combien l'Église, au xiii^e siècle, prêtait encore peu d'attention à la magie. Quant l'Inquisition fut organisée, cette catégorie de crimes resta longtemps distraite de sa juridiction. En 1248, le concile de Valence, indiquant aux inquisiteurs la procédure à suivre contre les hérétiques, ordonna de livrer les magiciens aux évêques qui les emprisonneront ou les puniront de quelque autre manière. Ensuite, pendant une soixantaine d'années, la question fut agitée dans divers conciles et devint manifestement l'objet d'une attention croissante ; mais la seule peine qui menaçait les coupables était l'excommunication. En 1310, notamment, le concile de Trèves, qui énumère avec grand soin les arts réprouvés, ordonne bien aux prêtres paroissiaux de prohiber ces coupables pratiques ; mais il ne fixe comme châtiment, en cas de désobéissance, que le retrait des sacrements, suivi, à l'égard des criminels endurcis, de l'excommunication et des autres sanctions légales dont disposent les Ordinaires épiscopaux. C'est là, en vérité, une mansuétude presque inexplicable. D'ailleurs, l'Église était portée à se montrer plus sensée que le peuple, comme le prouve un incident qui se passa, en 1279, à Ruffach en Alsace. Une Dominicaine était accusée d'avoir baptisé une figurine de cire, à la façon des magiciennes qui veulent faire périr un ennemi ou gagner le cœur d'un amant. Les paysans la traînèrent dans un champ et l'auraient brûlée vive, si des moines n'étaient venus la délivrer (2).

(1) *Leget Scaniz Prov.* Andreæ Simonis Archiep. Lunden. (Thorsen, *Skanske Lov*, Kjøbenhavn, 1853). — Raguald. Ingermund. *Leges Suecor.* lib. x. c. 5 (Stockholmia, 1614). — Canut. Episc. Vibergens. *Exposit. Legum Jucicæ*, lib. iii, c. lxx (Hafniae, 1508). — Ancher, *Farrago Legum Antiq. Danicæ* (Hafniae, 1776). — *Leges Opstalbomicae*, ann. 1323 (Gaertner, *Saxonum Leges Tris*, Lipsiæ, 1730). — Olai Magni *de Gent. Septentrion.* lib. iii. c. 22.

(2) Concil. Valentin. ann. 1248, c. 12 (Harduin. VII, 427). — C. Cenomanens. ann. 1248 (Martène, *Ampl. Coll.* VII, 1377). — C. Mogunt. ann. 1261, c. 30 (Hart-

Les dispositions de l'Église à cette époque sont attestées par Astesanus d'Asti, qui fut le plus grand légiste de son temps et qui écrivait en 1317. Après avoir énuméré les peines sauvages édictées par la jurisprudence impériale, il ajoute que les canons imposent, en ce qui touche les pratiques de magie, une pénitence de quarante jours; si le pécheur refuse de se plier à cette pénitence, il sera excommunié, s'il est laïc, et, s'il est ecclésiastique, confiné dans un monastère. S'il persiste dans son erreur, il sera fouetté s'il est serf, emprisonné s'il est homme libre. Les évêques doivent chasser de leurs diocèses tous les individus qui s'adonnent à ces pratiques; en certaines localités, cette mesure s'accompagne d'une louable coutume consistant à couper court les vêtements et les cheveux des criminels. Le point de savoir si les prêtres qui emploient à des rites magiques l'Eucharistie, le Saint Chrême et l'eau bénite, ou qui baptisent des figurines, sont par ce fait « irréguliers », est encore une question irrésolue, sur laquelle les docteurs professent des opinions diverses; dans le doute, Astesanus pense que le plus sûr, pour ces ecclésiastiques, est de solliciter une dispense (1).

Ainsi, jusque fort avant dans le xiv^e siècle, l'Église se montra disposée à traiter avec une singulière indulgence les pratiques vulgaires de la sorcellerie et de la magie. A ce moment, pourtant, son attitude changea, et ce changement eut pour résultat final la déplorable épidémie de sorcellerie que nous étudierons plus loin. La responsabilité première de ces maux incombe à l'Inquisition. Le Saint-Office, parachevant son organisation et devenant peu à peu conscient de sa force, chercha naturellement à élargir sa sphère d'activité; en 1257, il demanda à Alexandre IV s'il ne convenait pas qu'il prit connaissance des crimes de divination et de magie. Alexandre répondit dans sa bulle *Quod super nonnullis*, publiée à plu-

zeim, III. 604). — C. Nugaroliens. ann. 1290, c. 4 (Hard. VII. 1161). — C. Baiocens. ann. 1300, c. 63 (*Ibid.*, VII. 1234). — C. Treverens. ann. 1310, c. 79-84 (Martène, *Thesaur.* IV. 257-8). — C. Palentin. ann. 1322, c. 24 (Hard. VII. 1480). — C. Salmanticens. ann. 1335, c. 15 (*Ibid.* VII. 1973-4). — Annal. Domin. Colmariens. ann. 1279 (Ursisii II. 46).

(1) Astesani *Summae de Casibus Conscientiæ*, P. 1. lib. 1. tit. xiv.

435

sieurs reprises par ses successeurs : il ne faut pas que les inquisiteurs se laissent distraire de leurs devoirs par des occupations étrangères; il abandonneront donc ces criminels à leurs juges réguliers, à moins que l'affaire n'ait une connexité manifeste avec l'hérésie. A la fin du siècle, cette règle fut incorporée dans le droit canon par Boniface VIII. L'Inquisition avait réussi à s'introduire dans la place : elle ne tarda pas à y étendre sa juridiction. En 1270, lorsque le pieux Alphonse de Toulouse et sa femme Jeanne, avant de partir pour la croisade de Tunis, publièrent, à Aigues-Mortes, des lettres-patentes accordant à l'Inquisition le privilège de juger tous ceux de leurs serviteurs qui abjureraient la foi, se rendraient coupables d'hérésie, de magie, de sorcellerie et de parjure, ce décret ne fixait aucune limite au pouvoir inquisitorial. C'est assurément à cette extension de la juridiction inquisitoriale qu'il faut attribuer la croissante rigueur apportée désormais à la persécution de la magie (1).

La définition d'Alexandre IV avait laissé irrésolues et ouvertes toute une série de questions difficiles concernant le degré d'hérésie impliquée par la pratique des arts occultes; mais, avec le temps, on en arriva à conclure, sur tous ces points, « en faveur de la foi ». La subtile casuistique des inquisiteurs ne se contentait pas de tenir pour hérétiques l'invocation des démons et les pactes signés avec Satan. Pour qu'une figurine eût quelque pouvoir, il fallait qu'elle fût baptisée, et cet artifice dénotait une doctrine hérétique touchant le sacrement du baptême; de même, le sacrement de l'autel était violé par les diverses pratiques superstitieuses dans lesquelles on faisait intervenir l'Eucharistie. Il était presque impossible d'exercer quelque une des méthodes employées par le devin pour la prédiction de l'avenir ou la découverte d'objets volés, sans se rendre coupable de ce que les inquisiteurs tenaient pour une invocation, tout au moins tacite, des démons. Sur ce point, les inquisiteurs pouvaient alléguer l'autorité de Jean de Salisbury, lequel avait

(1) Raynald, ann. 1258, n° 23. — Potthast, n° 17745, 18396. — Esmeric, p. 133. — C. 8, § 4, S. xto v. 2. — Chron. BarJin. ann. 1270 (Vaissete, IV, Pr. 5).

soutenu, dès le ^{xii}e siècle, que toute divination était invocation de démons, attendu que, si le magicien n'offre pas de véritables sacrifices, il sacrifie du moins sa propre personne en accomplissant ses rites magiques. Ces subtilités ne furent pas appliquées dans la pratique, mais, peu à peu, on en vint à poser cet ingénieux dilemme : l'homme qui invoque un démon en croyant ne pas commettre de péché, est hérétique avéré; s'il sait qu'il commet un péché, il n'est pas hérétique, mais mérite d'être classé parmi les hérétiques, attendu que d'espérer qu'un démon puisse dire la vérité, est le fait d'un hérétique. Demander à un démon, même sans l'adorer, ce qui dépend de la volonté de Dieu, d'une volonté humaine, ou de l'avenir, c'est la preuve d'opinions hérétiques concernant le pouvoir des démons. Bref, comme le dit Sylvestre Prierias, il n'est pas nécessaire de rechercher les mobiles de ceux qui invoquent les démons : tous sont hérétiques, réels ou présumés. Suivant une exégèse similaire, les boissons d'amour et les philtres étaient hérétiques, 436 ainsi que les talismans et charmes destinés à guérir des maux, les simples cueillis à genoux, la face tournée vers l'est, en répétant le *Pater*, — en un mot, tous les artifices mis en œuvre par fraude ou superstition pour en imposer à la crédulité publique. L'alchimie était un des *sept arts démoniaux*, car le concours de Satan était nécessaire pour la transmutation des métaux, et l'on ne pouvait découvrir la pierre philosophale qu'à l'aide de charmes et de sortilèges; pourtant, Roger Bacon, dans son zèle pour la science pratique, déclare qu'on peut arriver à ces deux résultats par des moyens purement naturels et parvenir ainsi à prolonger la vie humaine pendant plusieurs siècles (1). En 1328, l'Inquisition de Carcassonne condamna l'*Art*

(1) Archives de l'Inq. de Carc. (Doat, XXVII. 7). — Bern. Guidon. *Practica*, P. III, c. 42, 43. — Th. Aquin. *Summ. Sec. Sec.* xc. 2; xcvi. 4. — Johann. Saresberiens. *Polyerat.* c. xxviii. — Bern. Basin *de Artibus Magiæ*, conclus. iii-ix. — Prieriat. *de Strigimagar.* lib. III, c. 1. — Eyméric. p. 342, 443. — Alonso de Spina, *Fortalic. Fidei*, fol. 51, 284. — *Revelat. S. Brigittæ* lib. VII, c. 28. — Archidiac. *Gloss.* super c. « *accusatus* », § *sane* (Eyméric. 202). — Rogeri Bacon *Op. Tert.* c. xii; *Epist. de Secret. Operibus Artis.* c. vi, vii, ix-xi.

En 1473, des Carmes de Bologne affirmèrent qu'il n'y avait pas crime d'hérésie à demander des oracles aux démons; aussitôt Sixte IV ordonna une enquête dont

de saint Georges, qui consistait à rechercher les trésors enfouis : on répandait de l'huile sur un ongle en prononçant certaines incantations, puis on invitait un jeune garçon à regarder et à dire ce qu'il voyait se refléter dans l'huile. Il y avait aussi l'*Art notoire*, révélé par Dieu à Salomon, et transmis aux générations suivantes par Apollonius de Tyane : cet art enseignait le pouvoir des Noms et des Paroles de Dieu, et opérait à l'aide de prières et de formules consistant en de mystérieux polysyllabes, grâce auxquels, en l'espace d'un mois, on pouvait acquérir le savoir, la mémoire, l'éloquence et la vertu. En cette inoffensive illusion, Roger Bacon voit une des fictions imaginées par les magiciens ; mais Thomas d'Aquin et Ciruelo prouvent que l'intervention du démon est indispensable pour le succès de ces pratiques. Un moine fut arrêté à Paris, en 1323, pour avoir eu entre les mains un livre traitant de ces matières ; le livre fut brûlé et le moine évita sans doute le même sort par l'abjuration et la pénitence. La place que fait Astesanus à l'*Art notoire* et les efforts qu'il déploie pour en prouver à la fois la futilité et l'illégalité, montrent l'importance de cet art à son époque ; vers la fin du xv^e siècle, Angelo da Chivasso, dans ses instructions aux confesseurs, mentionne cette pratique parmi les péchés sur lesquels doit toujours porter l'interrogatoire du prêtre ; il ajoute que les gens qui s'y adonnent perdent généralement la raison (1).

il se fit transmettre les résultats sous scellés. — Pegnar Append. ad Eymeric. p. 82.

Bernard de Côme émet cette théorie singulière, qu'il n'est pas hérétique d'invoquer le démon pour obtenir l'amour illicite d'une femme, car le rôle de tentateur fait partie des attributs de Satan. — Bernardi Comens. *Lucerna Inquisitionis*, s. v. *Dæmones*, n° 2.

En 1471, les Franciscains Observantius assimilaient l'imprimerie à l'alchimie, comme arts blâmables, dont l'exercice était interdit sous peine de disgrâce et d'expulsion. Frère Jean Neyseeser désobéit à cette règle et adhéra « par apostasie » à la branche conventuelle de l'Ordre, dont l'observance était moins stricte. — Chron. Glassberger, ann. 1471.

(1) Doat. XXVII. 7 ; XXX. 185. — Rogeri Bacon. *Epist. de Secretis operibus Artis*, c. iii. — Th. Aquin. *Summ. Sec. Sec.* xcvi. i. — Ciruelo, *Repravacion de las Supersticiones*, P. m. c. 1. — Grandes Chroniques, V. 272. — Guill. Nangiac. Contin. ann. 1323. — Savonarola, *contra l'Astrologia*, Vinegia, 1536, fol. 33. — *Ars Notoria*, a. v. Cornel. Agrippæ *Opera*, Ed. Lugduni, l. 606. — *The Notaryart of Solomon*, translated by Robert Turner, London, 1637. — Astesani *Summæ* I,

Le plus répandu des arts occultes, celui qui embarrassait le plus les législateurs, était l'astrologie. Science purement orientale, inconnue des races aryennes primitives, de l'Hindoustan à la Scandinavie, l'astrologie était née dans les plaines de la Chaldée et dans la vallée du Nil. Quand la domination romaine déborda hors des limites de l'Italie, cet art ne fut pas un des moindres éléments orientaux qui vinrent si profondément modifier le caractère de la société romaine ; après une courte lutte, l'astrologie s'établit à Rome au point de supplanter en grande partie la science autochtone des augures et des aruspices. Au début de l'époque impériale, une certaine connaissance de l'influence des astres faisait ordinairement partie de l'éducation libérale. Les raisons qui avaient provoqué l'interdiction de l'art des aruspices privés — vu l'intérêt que l'on trouvait à déterminer la date de la mort de l'empereur — exposèrent les Chaldéens ou astrologues à une série d'édits cruels, publiés par des princes qui, eux-mêmes, avaient coutume de les consulter. Mais ces mesures de répression furent inutiles. La crédulité humaine était un terrain trop fertile pour qu'on le laissât en friche et, comme dit Tacite, les astrologues étaient toujours proscrits et toujours maintenus. Leur science même était si complexe qu'elle ne pouvait être acquise de façon sûre que par des intelligences exceptionnellement douées, et encore au prix d'une existence entière de travail ; mais on condensa ces notions afin de les mettre à la portée de tous, en les restreignant à l'observation des astres et en appliquant les résultats de cette observation à l'aide du diagramme et des tables dites de Petosiris. Une description de ces tables, attribuée à Bède le Vénérable, montre comment les superstitions du paganisme se transmirent aux races septentrionales et furent acceptées avec avidité, malgré les arguments employés par saint Augustin pour prouver la fausseté de l'influence attribuée aux corps célestes, et malgré la tendance de l'Église à considérer ces croyances comme fortement entachées de Manichéisme (1).

xiv. — Angeli de Clavasio *Summa Angelica*, s. v. *Interrogationes*, *Superstitio* § 3.

(1) Tacit. *Annal.* n. 28-32 ; m. 22 ; xn. 14, 52, 68 ; *Histor.* n. 62. — Zonare

- 438 Nous avons vu l'astrologie classée par Alphonse le Sage de Castille au nombre des arts libéraux : la foi implicite dont cette science jouit universellement au moyen âge en répandit l'étude et la pratique, si bien qu'il était difficile de la condamner. J'ai fait allusion plus haut à la confiance de Frédéric II en ses astrologues, et l'on a vu comment l'archevêque de Ravenne, conduisant, en qualité de légat pontifical, la croisade contre Ezzelin da Romano, se fit accompagner d'un astrologue dominicain. Ezzelin lui-même était entouré d'une multitude d'astrologues, dont les conseils le poussèrent à sa dernière et désastreuse entreprise. Les principes de cet art étaient si complètement acceptés qu'en 1305 le Collège des Cardinaux, écrivant à Clément V pour le presser de venir à Rome, faisait observer au pape que toute planète acquiert son *maximum* de puissance dans sa propre *mansio*. Savonarole affirme qu'à la fin du xv^e siècle, les gens qui pouvaient attacher à leur service des astrologues réglaient leurs moindres actes sur l'avis de ces doctes ; qu'il s'agit de monter à cheval ou en bateau, de jeter les fondations d'une maison ou de revêtir un costume neuf, l'astrologue était toujours présent, l'astrolabe en main, pour indiquer le moment favorable à l'acte. D'ailleurs, dit-il, l'Église même était gouvernée par l'astrologie ; tout prélat avait son astrologue, dont il n'aurait osé négliger l'avis. Il est à remarquer que cette science ne figure pas, comme pratique interdite, dans les formules inquisitoriales d'interrogatoire, au xiii^e et au xiv^e siècles. On ne trouve pas de livres d'astrologie énumérés dans la condamnation portée, en 1290, par l'inquisiteur et l'évêque de Paris, l'archevêque de Sens et les maîtres de l'Université, contre tous livres de divination et de magie, traités de nécromancie, géomancie, pyromancie, hydromancie et chiromancie, livre des *Dix Anneaux de Vénus*, livres de la *Babylone grecque* et de la *Babylone germanique*, livre des

t. II (p. 185, 192). — Sueton. *Vitell.* 14. — Tertull. *de Idolat.* ix. — Lib. ix. Cod. xviii. 2. — Prudent. *contra Symmach.* II. 449-57. — Bede *Opera*, éd. Migne, I, 163-66. — Augustin. *de Civ. Dei*, lib. v. c. 1-7. — Conci'. Bracaraense I, ann. 563, cap. 10.

Quatre Miroirs, des Images de Tobie ben Tricat, des Images de Ptolémée, livre d'Hermès le Magicien à Aristote ; cette dernière œuvre, reçue, disait-on, de Dieu par Aros ou Gabriel, contenait d'horribles incantations et de détestables méthodes de suffumigations. L'astrologie ne figure pas non plus dans les articles condamnés, en 1398, par l'Université de Paris ; l'excellent cardinal Pierre d'Ailly employa sa grande érudition à propager la foi en la vérité de cette science. D'autre part, dès le ^{xii}^e siècle, Jean de Salisbury, tout en affirmant qu'on a grossièrement exagéré le pouvoir des astres, déclare que l'astrologie est interdite et punie par l'Église, qu'elle prive l'homme de tout libre-arbitre en lui inculquant le fatalisme, et qu'elle tend à l'idolâtrie, en transférant l'omnipotence du Créateur aux choses créées. Il ajoute qu'il a connu beaucoup d'astrologues, mais qu'il n'en a jamais vu un seul sur qui la main de Dieu n'ait déchaîné la vengeance céleste. Cette opinion devint la doctrine de l'Église, telle que l'expose Thomas d'Aquin.

439

Ce dernier établit une distinction : si l'astrologie sert à prédire des événements naturels, tels que la sécheresse ou la pluie, elle est licite ; mais si elle est appliquée à la divination d'actes futurs dépendant du libre-arbitre humain, elle nécessite la coopération de démons et devient illicite. Zanghino dit que cette science, bien qu'elle fasse partie des sept arts libéraux et qu'elle ne soit pas prohibée par la loi, marque néanmoins une tendance à l'idolâtrie et qu'elle est réprouvée par les canonistes. En effet, dans la théorie comme dans la pratique de cet art, bien des particularités sentaient fortement l'hérésie, non seulement par suite des invocations diaboliques, mais parce qu'il était impossible de cultiver l'astrologie sans nier le libre-arbitre humain et sans admettre tacitement le fatalisme. Le principe même de cette prétendue science était l'influence qu'exerçait sur le sort et le caractère des hommes la position des signes zodiacaux et des astres à l'heure de la naissance ; or, il n'était pas de dialectique assez ingénieuse pour prouver que ce ne fût pas là, en pratique, refuser à Dieu l'omnipotence et à l'homme la responsabilité. Roger Bacon lui-même ne réussit pas à fournir cette

preuve. Il admettait que les astres étaient la cause des événements humains, que le caractère de tout homme était déterminé par l'aspect des cieux au jour de sa naissance, et que l'on pouvait lire le passé et l'avenir en s'aidant de tables que lui-même essaya plusieurs fois vainement de construire; mais il faisait preuve d'un singulier défaut de logique lorsqu'il imaginait pouvoir protéger l'homme contre cette influence, en réservant *sur le papier* le libre arbitre humain (1).

440 Ainsi, tous les astrologues étaient exposés, de par leur profession, à se voir, d'un moment à l'autre, requis de se justifier devant l'Inquisition. Si ce fait ne se produisit pas plus souvent, c'est sans doute que toutes les classes de l'Église et de l'État, du plus humble au plus illustre de leurs membres, croyaient à l'astrologie et protégeaient les astrologues: pour mettre en mouvement le mécanisme de persécution, il fallait quelque mobile spécial ou quelque extraordinaire indiscretion.

Aussi peut-on aisément comprendre le cas du célèbre Pier d'Abano ou d'Apono, abstraction faite de sa renommée de plus grand magicien du temps, renommée acquise par son savoir et son habileté dans l'art médical. On ne possède aucun détail sur les griefs portés contre lui par l'Inquisition, mais il dut sans doute être facile de trouver ample motif à condamnation. Dans son *Conciliator Differentium*, écrit en 1303, non content de prouver que l'astrologie était une partie nécessaire de la médecine, Pier attribuait aux étoiles un pouvoir qui, en fait, retiendrait à Dieu la direction des affaires humaines. Le Déluge avait eu lieu alors que le monde était soumis à Mars, par suite de la conjonction des planètes dans le signe des Poissons; l'influence de la lune avait provoqué la confusion des langues, la des-

(1) Rolandini *Chron.* lib. xn. c. 2 (Murat. *S. R. I.* VIII. 344). — Monach. Patavin. *Chron.* (*Ibid.* VIII. 705). — Raynald. ann. 1305, n° 7. — Savonarola, *contra l'Astrologia*, fol. 25. — Villari, *Storia di Savonarola*, éd. 1887, t. 197-8. — Mss. Bib. Nat. fonds latin, n° 14930, fol. 229-30. — Doat, XXXVII. 258. — Bern. Guidon. *Pract.* P. v. — J. hann. Szresberien. *Polycrat.* II. xix, xx, xxv, xxvi. — Th. Aquin. *Summ. Sec. Sec.* xc. — Zanchini *Tract. de Hæret.* c. xxii. — D'Argenti. *l. i.* 263; *l. ii.* 154. — Eymeric. p. 317. Manilii *Astron.* lib. iv. — Rogeri Bacon. *Op. vert.* c. xi (M. R. Series I. 35-6. Cf. 559-61).

truction de Sodome et de Gomorrhe et la sortie d'Égypte. Mais il étalait, de façon plus détestable encore, une irrégion averroïstique, en déclarant que la conjonction de Saturne et de Jupiter dans la tête du Bélier, phénomène qui se reproduit tous les neuf cent soixante ans, cause des bouleversements dans les monarchies et les religions du monde, ainsi que l'atteste la venue de Nabuchodonosor, de Moïse, d'Alexandre le Grand, du Christ et de Mahomet — théorie dont l'impiété est plus déplorable encore que la chronologie (1). On ne saurait s'étonner que l'Inquisition se soit emparée d'un homme dont la renommée vulgarisait de telles doctrines à l'Université de Padoue, d'autant qu'il y avait une grande fortune à confisquer. 441

Pier, dit-on, échappa d'abord aux griffes du Saint-Office ; mais, apparemment, il n'obtint son salut que par la confession et l'abjuration, si bien que, la seconde fois, il fut poursuivi comme relaps. Il aurait été très probablement brûlé s'il n'était mort fort à propos, en 1316, avant la fin du procès : il fut, en effet, frappé d'une condamnation posthume ; les uns disent que ses os furent brûlés ; d'après une autre version, sa fidèle maîtresse, Marietta, aurait secrètement emporté le cadavre et on n'aurait livré aux flammes qu'une effigie du condamné. Si l'on en croit Benvenuto da Imola, Pier, à son lit de mort, perdit sa foi dans les étoiles. Il dit à ses amis qu'il avait voué sa vie à trois nobles sciences : la philosophie l'avait rendu subtil ; la médecine l'avait rendu riche ; l'astrologie avait fait de lui un menteur. Son nom est demeuré célèbre dans l'histoire, comme celui du plus habile des nécromanciens, dont aucun prodige n'était trop invraisemblable pour être cru. Padoue lui éleva une statue, comme à l'un de ses plus illustres fils ; Frédéric, duc d'Urbain, lui paya

(1) P. de Abano *Conciliator Different. Phil. s. Diff.* ix, x (éd. Venet. 1494, fol. 14-15). — Cf. Albumasar, *de Maynis Conjunctionibus*, Tract. iii Diff. i (Aug. Vin-
del. 1489).

Le *Conciliator* eut un retentissement considérable. La préface de l'édition de 1491 parle de quatre éditions imprimées antérieurement ; il en fut fait de nouvelles jusqu'en 1596. Chose assez curieuse, ce livre ne fut jamais mis à l'Index romain ou espagnol, bien qu'il figure dans l'Index de Lisbonne en 1624 (Rousch, *der Index der verbotenen Bücher*, I. 35).

le même tribut de gloire. Comme Salomon, Hermès et Ptolémée, Pierre d'Abano demeura, tant que fleurit la magie, un de ceux dont on rappelait la puissance au début des divers ouvrages concernant les incantations et les sciences occultes (1).

Cecco d'Ascoli eut une destinée analogue, mais plus instructive encore. Il se distingua de bonne heure comme adepte des arts libéraux et se voua à l'astrologie, où il passa bientôt pour le plus habile homme de son temps. Sa vanité le poussa à se proclamer le plus savant astrologue que le monde eût connu depuis Ptolémée, et son esprit caustique et incisif lui fit un grand nombre d'ennemis. Regardant l'astrologie comme une science, il ne pouvait manquer d'en faire une forme de l'hérésie, suivant la définition de Thomas d'Aquin. Un homme né sous un aspect déterminé des cieux était destiné, de par les astres, à être riche ou pauvre, heureux ou malheureux, vertueux ou vicieux, à moins que Dieu n'intervint spécialement pour détourner le cours normal de la nature. Cecco se flattait de pouvoir lire dans la pensée d'un homme ou dire ce que cet homme tenait dans sa main fermée, en connaissant la date de sa naissance et en comparant cette date à la position actuelle des astres; car nul ne pouvait ne pas faire ou
 442 penser ce que l'influence des étoiles rendait, à tel ou tel moment, inévitable. Tout cela était incompatible avec le libre-arbitre; c'était limiter l'intervention de Dieu, affranchir l'homme de la responsabilité de ses actes; c'était, en un mot, une doctrine manifestement hérétique. Ses nombreuses prédictions relatives au sort de Louis de Bavière, de Castruccio Castrucani, de Charles de Calabre, fils aîné de Robert de Naples, lui valurent, en se réalisant, une popularité immense :

(1) Bayle, s. v. *Apone*. — G. Naudé, *Apologie pour les Grands Hommes*, ch. xiv. — Muratori, *Antiq. Ital.* III. 374-5.

Pour les œuvres imprimées attribuées à Pierre d'Abano, voir Grässe, *Bibliotheca Magica et Pneumatica*, Leipzig, 1843. L'œuvre la plus connue est l'*Heptameron seu Elementa Magie*, traité sur l'invocation des démons, publié avec les œuvres de Cornelius Agrippa. Cependant ce texte est incomplet, il en existe un plus complet et meilleur parmi les Mss. de la Bibliothèque Nationale, fonds latin, n° 17870.

mais comme elles étaient, non le fruit d'une révélation divine, mais le résultat de prévisions astrologiques, elles impliquaient la théorie réprouvée du fatalisme. Cecco devint astrologue officiel de Charles de Calabre ; mais sa confiance en son savoir et son indépendance farouche le rendaient impropre à la vie de cour. A la naissance d'une princesse (probablement la fameuse Jeanne Ire), il déclara que, d'après les étoiles de l'ascendant, la princesse serait non seulement encline, mais absolument contrainte à vendre son honneur. Cette vérité mal venue lui coûta sa place ; il se rendit à Bologne, où il professa publiquement sa science. Malheureusement pour lui, il développa ses théories dans des commentaires sur la *Sphæra* de Sacrobosco (1). Villani rapporte que, dans ces commentaires, il enseignait comment, par des incantations, on pouvait, sous certaines constellations, contraindre des esprits malins à opérer des prodiges ; mais c'est là, évidemment, l'écho d'une rumeur populaire ; de telles pratiques ne répondaient nullement aux conceptions de Cecco ; il n'en est d'ailleurs pas fait mention au cours des débats inquisitoriaux. Cependant l'audace de Cecco rendait ce livre suffisamment déplaisant pour les âmes pieuses. Par une application de ses théories, il tirait l'horoscope de Jésus, et montrait comment la Balance, ascendante au dixième degré, faisait de la Crucifixion une nécessité fatale ; comme le Capricorne occupant l'angle de la terre, Jésus était nécessairement né dans une étable ; comment le Scorpion se trouvant dans le second degré, le Sauveur était pauvre ; enfin, il était doué d'une profonde sagesse, parce que Mercure

443

(1) La *Sphæra* de Sacrobosco est l'exposition, remarquablement claire et scientifique, de tout ce qu'on savait, au xiii^e siècle, de la terre dans ses relations avec l'ordre général de l'univers. Tout en acceptant, naturellement, la théorie courante des « neuf sphères », l'auteur ne se laisse aller à aucune réverie astrologique concernant l'influence des signes zodiacaux ou des planètes sur la destinée humaine. Pendant des siècles, ce fut une œuvre de la plus haute autorité ; en 1604 même, soixante ans après la mort de Copernic, à la veille du développement de la nouvelle astronomie conçue par Galilée, ce livre fut traduit, avec un commentaire abondant, par un professeur de mathématiques de l'Université de Vienne, Francesco Pifferi, dont la crédulité astrologique présente un singulier contraste avec la simplicité sévère de l'original.

occupait sa propre *mansio* dans la neuvième section du ciel. De la même manière, Cecco établissait que l'Antéchrist viendrait deux mille ans après le Christ, et qu'il se présenterait comme un vaillant soldat entouré de nobles guerriers, et non environné de lâches, comme Jésus. C'était là une sorte de défi lancé à l'Inquisition; Frà Lamberto del Cordiglio, inquisiteur de Bologne, ne tarda pas à relever le gant. Cecco fut forcé d'abjurer le 16 décembre 1324 et fut traité avec mansuétude. Il fut condamné à livrer tous ses ouvrages d'astrologie; on lui défendit d'enseigner sa science à Bologne, publiquement ou en particulier; il fut dépouillé de son grade de maître et soumis à certaines pénitences salutaires, jeûnes et prières; en même temps, il dut payer une amende de soixante-quinze lires, — dernier détail qui explique peut-être la douceur de la sentence. Ce qu'il y avait, pour lui, de plus grave dans l'affaire, c'était de devenir hérétique pénitent, et de ne pouvoir, en cas de récidive, espérer aucune pitié; il fallait qu'il surveillât avec soin ses moindres actions, car, en cas de nouveau délit, il serait relaps, c'est-à-dire condamné inévitablement au bûcher. Mais l'âme de Cecco n'était pas de celles qui s'accommodent d'une telle contrainte. Il vint à Florence, alors gouvernée par Charles de Calabre, et recommença à exercer son art. Il mit en circulation des exemplaires de ses œuvres interdites, exemplaires qui, déclarait-il, avaient été corrigés par l'inquisiteur de Bologne, mais qui, en réalité, contenaient toutes ses fausses doctrines. Il soutint à nouveau les théories condamnées dans un poème philosophique, *L'Acerba*, et mit en œuvre les mêmes doctrines dans les réponses qu'il transmit à ses nombreux clients. En mai 1327, alors que l'Italie entière était agitée par l'arrivée de Louis de Bavière, Cecco annonça que Louis entretrait à Rome et serait couronné; il prédit l'heure et la nature de la mort de l'empereur et conseilla aux Florentins, qui suivirent cet avis, de ne pas attaquer Louis lorsque celui-ci passerait par leur ville. Peut-être tout cela ne lui aurait-il valu aucun châtimement s'il n'avait eu contre lui la haine et la jalousie personnelle du chancelier de Charles de Calabre, l'évêque

d'Aversa, et de Dino del Garbo, célèbre docteur en philosophie, qui passait pour le meilleur médecin d'Italie. Que ces ennemis aient coopéré ou non à sa perte, il n'en fut pas moins arrêté, en juillet 1327, par l'inquisiteur de Florence, Frà Accursio. Il était parfaitement prouvé que l'accusé avait continué à professer et à mettre en pratique des doctrines fatalistes qui ruinaient le libre-arbitre humain ; mais l'Inquisition, selon son principe accoutumé, exigeait une confession, et, pour arriver à cette fin, on employa libéralement la torture. Une copie de la sentence et de l'abjuration de 1324 fut fournie par l'inquisiteur 444 de Bologne, de sorte que la « rechute » ne pouvait faire doute. Dès le début de l'affaire, l'issue en était inévitable ; mais on accorda à l'inculpé une parodie de moyens de défense, et la sentence ne fut prononcée que le 13 décembre. Conformément à la règle, l'évêque de Florence envoya un délégué chargé d'agir en coopération avec l'inquisiteur ; une assemblée de hauts dignitaires et d'experts fut appelée à participer au jugement. Parmi ces assesseurs étaient le cardinal-légat de Toscane, l'évêque d'Arezzo et l'ennemi de Cecco, le chancelier du duc Charles. Cecco fut abandonné au bras séculier et remis aux mains du vicaire de Charles, Jacopo da Brescia. On ordonna que tous ses ouvrages et écrits astrologiques fussent livrés, dans les vingt-quatre heures, à l'évêque ou à l'inquisiteur. Cecco fut immédiatement mené au lieu d'exécution, situé hors des murs. La tradition rapporte que, grâce à son art, il avait appris qu'il mourrait entre « Africa » et « Campo Fiore » ; il était si sûr de ce fait que, durant le trajet, il se moqua de ses gardiens ; mais quand on fut sur le point d'allumer le bûcher, il demanda s'il se trouvait dans le voisinage quelque localité nommée *Africa* ; on lui répondit que c'était le nom d'un ruisseau voisin, qui prenait sa source à Fiesole et se jetait dans l'Arno. Il dut alors reconnaître que Florence était, en effet, le Champ des Fleurs, et que son art l'avait cruellement trompé (1).

(1) Villani, X. 40, 41 — Lami, *Antichità Toscane*, p. 593-4. — Raynald. ann.

L'astrologie continua à occuper cette position ambiguë, avec une tendance croissante à la réprobation. Bien rares étaient les hommes possédant assez de bon sens pour admettre, comme Pétrarque, que les astrologues sont d'utiles savants s'ils se bornent à prédire les éclipses et les orages, la chaleur et le froid, mais que, lorsqu'ils parlent de la destinée humaine, connue de Dieu seul, ce sont simplement des menteurs. Eymerich dit que si un homme est suspect de nécromancie et qu'il soit astrologue avéré, il est bien près d'être reconnu nécromancien, attendu que les deux arts vont presque toujours de pair. Gérard Groot dénonçait l'astrologie comme une
 445 science hostile à Dieu et tendant à ruiner les lois divines. En Espagne, au milieu du xiv^e siècle, Pierre le Cruel de Castille et Pierre IV d'Aragon entretenaient tous deux un grand nombre d'astrologues qu'ils consultaient sans cesse; mais, en 1387, Juan 1^{er} de Castille classa l'astrologie au nombre des formes de divination passibles des peines édictées par les *Partidas*. Pourtant, cet art continua à compter des adeptes parmi les grands dignitaires de l'État et de l'Église. La seule ombre au renom du cardinal Pierre d'Ailly fut son ardent dévouement à cette science, et sa crédulité lui aurait coûté cher si on lui avait appliqué la rigueur des lois comme à Cecco d'Ascoli, car il était impossible que l'astrologue évitât de tomber dans le fatalisme. Le cardinal émit, en 1414, une prédiction singulièrement entachée d'erreur, lorsqu'il annonça que, par suite du retour de Jupiter dans sa première *mansio*, le concile de Constance

1327, n° 46. — Cantù, *Eretici d'Italia*, I, 149-52.

Je dois un grand nombre des détails qu'on vient de lire à un essai sur la vie de Cecco, manuscrit florentin qui, d'après l'écriture, me paraît dater du xiv^e siècle, et dont l'auteur anonyme me semble bien informé; j'ai aussi puisé des renseignements dans une copie manuscrite de la sentence, copie bien plus complète que les fragments donnés par Lami et Cantù.

Le commentaire de Cecco sur Sacrobosco est inséré dans l'édition *Variorum de la Sphæra*, Venise, 518. Une allusion aux cruautés exercées à Ascoli par Giovanni Vienobene (vol. 20) laisse à penser que ce document est authentique. Il ne contient pas l'audacieux horoscope du Christ, mais renferme assez de théories dangereuses pour tomber sous le coup de poursuites. Mon exemplaire a été expurgé, on y a raturé les passages répréhensibles; mais un autre lecteur a plus tard rétabli ces passages, à quelques exceptions près.

aboutirait à la ruine de la religion, que la paix de l'Église ne serait pas restaurée, que, d'ailleurs, le Grand Schisme était, selon toute vraisemblance, le prélude de la venue de l'Antéchrist. Il fut plus heureux dans le calcul à l'aide duquel il établit qu'à la date de 1789, le monde, s'il subsistait jusqu'à cette époque, assisterait à de grands bouleversements. Il ne faudrait pas croire, cependant, que la tolérance dont jouit le cardinal d'Ailly provint de quelque changement dans les idées de l'Église à l'égard de l'hérésie ruinant le libre arbitre. Alonso de Spina fait observer que la croyance astrologique, impliquant l'impossibilité, pour les hommes nés sous certains astres, d'éviter le péché, est une opinion manifestement hérétique. Non moins hérétique était la doctrine affirmant qu'à l'époque où la lune et Jupiter étaient en conjonction dans la tête du Dragon, tout homme pouvait, par une prière à Dieu, obtenir la réalisation de ses vœux, opportunité dont Pierre d'Abano avait profité pour accumuler, en cet instant favorable, une somme de savoir dépassant la capacité de l'esprit humain laissé à ses seules forces. Sprenger, la plus haute autorité en matière de démonologie, déclarait que l'astrologie comportait un pacte tacite avec le démons (1). Tout cela montre que, par l'effet de l'hostilité croissante qu'inspiraient les arts occultes, l'astrologie était peu à peu devenue une science proscrite; le point longtemps débattu, de savoir quelle position il convenait de lui attribuer, fut résolu, en France du moins, par la décision prise en 1494 446 contre Simon Pharees. Celui-ci, condamné pour pratique de l'astrologie par le tribunal épiscopal de Lyon, avait été puni de la légère pénitence consistant à jeûner le vendredi pendant un an, sous menace d'emprisonnement perpétuel en cas de

(1) Petrarci *de Rebus Senilibus*, lib. III. Epist. I. — Eymeric, p. 443. — Acquoy, *Gerardi Magni Epist.* p. 111-19. — Amador de los Ríos (*Revista de España*, t. XVII. p. 9) — Novissima Recopilacion, lib. XII, tit. IV, l. 1. — Concoril. Astron. Veritatis et Narrat. Histor. c. lix, lx August. Viidel. 1490). — *Fortalic. Fidei*, lib. II. Consid. VI. — Savonarola, *contra Astrolog.* fol. 26. — Bayle, s. v. *Apone*. — Mall. Malef. P. L. q. XIV.

La croyance au pouvoir suprême de la conjonction de Jupiter et de la lune est probablement tirée d'Albumasar, *de Magnis Conjunctionibus Tract.* III. Diff. 2.

« récidive »; ses livres et son astrolabe avaient été confisqués. Il eut l'audace d'en appeler au Parlement, qui déféra ses livres à l'Université. Le rapport de l'Université conclut qu'il fallait brûler ces livres, comme on en avait brûlé récemment d'autres dont la valeur se montait à cinquante mille deniers. Toute astrologie prétendant être prophétique ou attribuant une vertu surnaturelle à des anneaux, charmes, etc., fabriqués sous des constellations déterminées, était déclarée science fausse, vaine, superstitieuse; le droit civil et le droit canon étaient d'accord pour la condamner, comme pour réprouver l'emploi de l'astrolabe à la recherche d'objets perdus ou à la divination de l'avenir. Le Parlement était invité à enrayer la propagation rapide de cet art inventé par Satan. En conséquence, le Parlement rendit un jugement renvoyant l'infortuné Simon devant l'évêque et l'inquisiteur de Paris, pour être puni comme relaps. La sentence du Parlement condamne l'astrologie, qu'elle représente comme un art ouvertement exercé en tous lieux. Il est interdit à toute personne de consulter des astrologues ou des devins pour la connaissance de l'avenir ou au sujet d'objets perdus ou trouvés; les imprimeurs doivent s'abstenir de mettre sous presse des livres traitant ce genre de sujet et reçoivent l'ordre de livrer à leurs évêques tous les exemplaires qu'ils peuvent avoir entre les mains; les évêques, de leur côté, sont tenus de poursuivre les astrologues. C'était là une condamnation très explicite; mais étant donné l'état de l'esprit humain à cette époque, ces mesures ne réussirent guère à éteindre l'insatiable soif des connaissances interdites. Pourtant, quelques esprits supérieurs rejetèrent cette superstition. De ce nombre étaient Pic de la Mirandole l'ainé et Savonarole; Érasme tourna cette science en ridicule dans son *Éloge de la Folie* (1).

(1) D'Argentré, I, n. 325-31. — Erasmi *Encomium Morie*, éd. Lipsiens. 1829, III 360.

Les superstitions relatives aux comètes ne rentrent guère dans le cadre de notre étude actuelle. On en trouvera l'étude et la discussion, dues à Andrew D. White, dans les *Papers of the American Historical Association*, 1887. Un contemporain de Henri IV rapporte que ce roi fut tué en 1610 pour avoir négligé

La question de l'oniroscopie, ou divination par les songes, était un problème embarrassant. D'une part, on en trouvait la prohibition formelle dans le Deutéronome (xviii. 10), qui, d'après la version de la Vulgate, dénonçait, au nombre des pratiques coupables, l'interprétation des songes ; d'autre part on connaissait les exemples de Joseph et de Daniel et l'affirmation de Job : « Quand un profond sommeil s'empare de l'homme, et l'assoupit sur son lit, alors il ouvre les oreilles des hommes et confirme leur savoir. » (Job, xxxiii. 15, 16). Au xii^e siècle, l'explication des rêves était une profession reconnue et ne paraît pas avoir été prohibée. Jean de Salisbury s'efforce de prouver qu'il ne faut nullement se fier aux apparences du sommeil ; Joseph et Daniel étaient inspirés de Dieu, et, sans cette inspiration, la divination par les songes ne mérite aucun crédit. C'était là, du moins, une solution plus sensée et plus pratique que la conclusion à laquelle était arrivé saint Thomas d'Aquin, déclarant licite la divination par les rêves quand ces rêves procèdent de causes naturelles ou de révélations divines, et la condamnant comme illicite, quand les rêves procèdent d'une influence diabolique. Longtemps auparavant, Tertullien avait attribué aux païens le pouvoir d'envoyer des rêves prophétiques par l'entremise de démons ; mais, malheureusement, nul ne pouvait fournir un criterium permettant de distinguer les unes des autres ces diverses catégories de visions, de sorte qu'on considérait généralement les interprètes de songes comme gens inoffensifs, à moins que leur profession n'impliquât l'invocation, exprimée ou tacite, des esprits malins (1).

Une autre série de faits troublait les casuistes, car les limites de la *goétie* et de la magie sacrée étaient fort incertaines. Il existait une pratique consistant à célébrer des messes mor-

l'avertissement que lui avait adressé le savant docteur Geronymo Oller, prêtre et astrologue de Barcelone, d'après les présages accompagnant l'apparition d'une comète en 1607. — (Guadalajara y Xavier, *Expulsion de los Moriscos*, Pampluna, 1613, fol. 107).

(1) Johan. Saresberiens. *Polyerat.* c. xiv-xvii. — Th. Aquin. *Summ. Sec. Sec.* xcvi. 6. — Tertull. *Apol.* 23. — Astesani *Summæ* P. i. lib. i. l. l. xiii.

tuaires pour un homme encore vivant, avec le dessein de causer ainsi la mort de cet homme. Dès 694, le dix-septième concile de Tolède interdit cet abus sous peine de dégradation pour l'officiant, d'exil perpétuel pour celui-ci et pour le laïc qui aurait requis ses services. Au milieu du xve siècle, le savant Lope Barrientos, évêque de Cuenca, condamne cet acte sans réserve. Pourtant, un manuscrit de date incertaine, publié par Wright, tout en déclarant qu'il y a péché à employer ces rites pour satisfaire une haine personnelle, et en prescrivant que l'officiant soit déposé jusqu'à ce qu'il se soit purifié par une pénitence appropriée, affirme que cette pratique, employée dans l'intérêt public, n'est pas un péché, parce qu'elle est une manifestation d'humilité destinée à apaiser la colère divine. La coutume de ces messes devait être assez répandue, puisque les confesseurs furent invités à demander à leurs pénitents s'ils en avait célébré ou fait célébrer. Une autre difficulté analogue surgit en 1500, au cours d'une querelle entre l'évêque de Cambrai, Henri, et son chapitre. En manière de représailles, le doyen, le prévôt et les chanoines suspendirent le service divin et furent, de ce fait, excommuniés par l'archevêque de Reims. Sous cette pression, ils reprirent leurs fonctions sacrées, mais introduisirent comme
448 variante, dans le canon de la messe, une sorte de litanie imprécatoire, composée de passages comminatoires extraits des psaumes et des prophètes; l'officiant récitait ces litanies en tournant le dos à l'autel et les enfants de chœur lui donnaient la réplique. L'évêque, effrayé, fit appel à l'Université de Paris qui, après plusieurs mois de délibération, décida gravement que l'attitude du prêtre et les réponses des enfants de chœur rendaient ces messes suspectes d'incantation; or, les messes imprécatoires doivent être redoutées des hommes qui en sont les objets; on ne doit pas en faire usage à la légère, surtout contre un évêque qui est prêt à accepter le jugement des tribunaux; enfin, il ne faut y avoir recours, même contre un évêque rebelle, qu'en cas de nécessité et de péril extrême (1).

(1) Concil. Toletan. XVII. ann. 694, c. V. — Gratiani Decreti Caus. xxvi. Q. 5, an. 13. — Amador de los Rios (*Revista de Es. aña*, t. xviii. p. 19). — Wright,

Vers la fin du xiii^e siècle, quand l'Inquisition réussit à obtenir la connaissance des crimes de magie, elle établit rapidement, grâce à sa puissance d'organisation, des règles et des formules qui servirent à guider les magistrats, contribuèrent à fixer la jurisprudence incertaine de l'époque et à mettre en mouvement le mécanisme de persécution contre les individus qui pratiquaient les arts réprouvés. Un manuel de procédure, publié probablement vers 1280, contient un modèle d'interrogatoire embrassant tous les détails de magie connus à ce moment. Ce manuel servit d'esquisse aux formules plus minutieuses élaborées ensuite par Bernard Gui et ses collègues. Faute de place, je ne puis donner de ces formules une reproduction qui offrirait le tableau, à peu près complet, des superstitions courantes; je veux cependant m'y arrêter un instant, pour attirer l'attention du lecteur sur un trait intéressant de ces documents. La plus ancienne rédaction ne contient pas d'allusion aux excursions nocturnes des « bonnes femmes », origine du fameux Sabbat des sorcières; en revanche, les éditions suivantes comportent un interrogatoire relatif à cette pratique, ce qui montre que, dans l'intervalle, cette croyance avait peu à peu gagné du terrain. Il convient d'observer aussi qu'aucune des formules ne traite de questions concernant les pratiques de la sorcellerie vulgaire, qui, au xv^e siècle et dans les siècles suivants, constituèrent presque entièrement, comme nous le verrons, le fond des poursuites pour crime de magie (1).

En passant sous la juridiction de l'Inquisition, la magie devenait simple hérésie, et tout le système de répression se trouvait changé. L'Inquisition ne se souciait que des questions

Proceedings against Dame Alice Kyteler, p. xxxii-xxxiii. — Angeli de Clavasio *Summa Angelica*, s. v. *Interrogationes*. — Bart. de Chaimis, *Interrogatorium*, fol. 86 b (Venet. 1480). — Bernardi Diaz de Luco, *Practica Criminalis Canonica*, cap. xxxv. — Grillandi de *Sortilegiis*, Q. xiv. — D'Argentré, l. ii. 344-5.

(1) Mss. Bib. Nat. fonds latin, n° 44930, fol. 22v-30. — Doat, XXXVII. 258. — Vaissète, III. Pr. 374. — Bern. Guidon. *Pract.* P. v.

Molinier (*Études sur quelques Mss des Bibliothèques d'Italie*, Paris, 1887, p. 35, 45) mentionne la présence de formules analogues dans les autres manuels de l'époque.

de foi ; le seul intérêt des actes, à ses yeux, était d'attester les doctrines qu'ils impliquaient, et toutes les hérésies étaient également coupables, qu'elles consistassent à affirmer la pauvreté du Christ ou à provoquer l'adoration des démons, en pactes avec Satan ou en attentats à la vie humaine. Aussi le magicien avait-il avantage à tomber entre les mains de l'Inquisition plutôt que d'être jugé par les tribunaux séculiers ; car, devant le Saint-Office, il bénéficiait des règles invariablement observées dans la répression de l'hérésie. Par la confession et l'abjuration, il pouvait toujours être admis à la pénitence et échapper au bûcher, châtiment ordinaire édicté par les tribunaux séculiers ; d'autre part, comme il n'était pas animé des convictions qui soutenaient la foi des Cathares ou des Vaudois, sa conscience ne souffrait nullement de la nécessité d'une rétractation. Dans les procès-verbaux de l'Inquisition, dans ceux, du moins, que l'on a conservés, on ne relève aucun cas d'endurcissement dans l'adoration des démons. Les méthodes inquisitoriales savaient toujours obtenir la confession, et les manuels inquisitoriaux fournissent des modèles de formules pour l'abjuration et pour le prononcé des sentences. On se demandera peut-être si la cruelle souffrance du bûcher n'était pas préférable à la clémence inquisitoriale qui réduisait les pénitents à l'emprisonnement perpétuel dans les chaînes, au pain et à l'eau ; mais peu d'hommes ont assez de courage pour accepter qu'on mette promptement un terme à leurs épreuves, et les condamnés entretenaient toujours l'espoir d'obtenir, par leur conduite exemplaire en prison, une atténuation de leur peine. Ce fut probablement à cause de cette apparente mansuétude que Philippe le Bel interdit, en 1303, à l'Inquisition de connaître des délits d'usure, de magie, etc., quand les inculpés étaient des Juifs. Nous verrons plus loin que lorsque le Saint-Office dut déployer toute son énergie dans l'épidémie de sorcellerie, il crut devoir renoncer à sa règle et chercher des prétextes permettant de livrer aux flammes les victimes même repentantes (1).

(1) Bern. Guidon. *Pract.* P. III, 42, 43, P. V, VII, 12. — Dant, XXVII, 150.

C'est vers cette époque que Zanghino fournit le tableau des opinions qui avaient cours, à ce sujet, parmi les ecclésiastiques d'Italie. Dans sa description détaillée des divers aspects de la magie, la sorcellerie vulgaire n'est pas mentionnée, ce qui prouve qu'elle était inconnue en Italie comme en France. Tous ces faits sont du ressort des tribunaux épiscopaux et l'Inquisition ne peut intervenir que s'il y a présomption d'hérésie caractérisée. Mais c'est une hérésie d'affirmer qu'on peut prédire l'avenir par de tels moyens, alors que ce pouvoir n'appartient qu'à Dieu; c'est une hérésie de demander des oracles aux démons ou de leur offrir des oblations, d'adorer le soleil, la lune ou les étoiles, les planètes ou les éléments, ou de croire qu'on puisse obtenir quelque faveur d'une puissance autre que Dieu, qu'on puisse agir en quoi que ce soit sans l'ordre de Dieu, ou enfin de tenir pour honnête et licite ce que l'Église réprouve. Tous ces crimes relèvent de la juridiction inquisitoriale, et l'on verra que les mailles du filet étaient assez étroites pour qu'il fût très difficile de s'en tirer. Les peines de mort et de confiscation, que doit infliger le juge séculier, ont trait assurément à l'impénitent et au relaps, attendu que les crimes entachés d'hérésie étaient punis, comme hérésie, par l'inquisiteur. Toute magie qui n'était pas teintée d'hérésie caractérisée était soumise aux tribunaux épiscopaux; le châtimement consistait à déclarer le coupable en état de péché mortel et à lui interdire la communion; le criminel et ceux qui avaient eu recours à ses services étaient notés d'infamie; le condamné était invité à renoncer à sa coupable science; en cas d'insoumission, l'évêque avait à sa disposition l'excommunication et les autres pénalités ecclésiastiques. Pourtant le pouvoir séculier n'avait nullement renoncé à sa juridiction sur la magie, et ce crime continua à être déféré aux tribunaux laïques comme aux autorités ecclésiastiques. D'ailleurs, le jour n'était pas encore venu d'entreprendre l'extermination impitoyable de quiconque s'occupait d'arts réprouvés. La loi milanaise de l'époque laissait le châtimement du magicien à la discrétion du juge, qui pouvait infliger des peines corpo-

relles ou pécuniaires proportionnées à la gravité du délit (1).

La magie est une de ces aberrations qui répondent toujours à la persécution par un accroissement d'intensité. Tant qu'on admit la réalité de cet art et qu'on punit ceux qui le professaient, non comme des escrocs, mais comme des gens armés d'une puissance illimitée de mal faire, la magie prospéra d'autant plus que l'attention publique fut plus attirée sur ses méfaits. Dès que l'Inquisition en eut entrepris la destruction systématique, on vit la magie occuper une place de plus en plus grande dans les préoccupations des hommes. En 1303, une des accusations portées contre Boniface VIII à l'assemblée du Louvre, était que le pape entretenait un démon familier chargé de l'informer de tous les événements, qu'il était, lui-même, un magicien et consultait des devins et de faux prophètes. Vers la même époque, l'évêque de Coventry et Lichfield, trésorier d'Édouard I^{er}, fut accusé de meurtre, de simonie et d'adultère ; on lui reprocha, de plus, d'avoir consulté le démon auquel il avait, disait-on, rendu hommage en le baisant sur la fesse. Le roi Édouard intervint énergiquement en faveur de son trésorier ; une enquête fut ordonnée par Boniface et la conclusion fut que les mauvais bruits répandus sur le compte de l'accusé étaient le fait de ses ennemis ; il fut admis à se justifier en fournissant trente-sept *compurgateurs*. En 1308, le sire d'Ulmet fut amené à Paris sous l'accusation d'avoir tenté de tuer sa femme par des moyens magiques ; les femmes dont il avait requis les services à cet effet furent brûlées ou enterrées vives.

Une affaire plus scandaleuse eut pour héros Guichard, évêque de Troyes, accusé, en 1302, d'avoir empoisonné la reine Blanche de Navarre ; il se tira de ce mauvais pas en versant à la fille de la défunte, Jeanne, femme de Philippe le Bel, l'énorme somme de 80,000 livres tournois. Le reine Jeanne étant morte en 1305, Guichard fut de nouveau poursuivi en 1308, pour avoir, disait-on, causé cette mort. L'accusation prétendait que, pour reconquérir les bonnes grâces de la reine, il

(1) Zancchini *Tract. de Hæret.* c. xxii. — Statuta Criminalia Mediolani, c. 63 (Bergami, 1594).

avait invoqué le démon, puis fabriqué et baptisé une figurine ; ce plan ayant échoué, il avait, dans sa rage, brisé et jeté au feu la figurine, et la reine était morte, en pleine jeunesse, d'un mal mystérieux. Les enfants du roi et le prince Charles de Valois étaient aussi des victimes marquées à l'avance par la haine du magicien. Guillaume de Nogaret et Noffo Dei rédigèrent une longue liste d'autres accusations. Ce fut en 1313 seulement que Guichard fut acquitté ; dans l'intervalle, on avait confisqué les revenus de son siège, ce qui révèle peut-être un des motifs de la poursuite. Nous avons vu comment on porta contre les Templiers des accusations analogues : le succès de cette tentative démontra l'efficacité des méthodes employées. Après la mort de Philippe le Bel, comme Charles de Valois avait résolument arrêté la perte d'Enguerrand de Marigny et que la longue procédure entamée à cet effet menaçait de rester inutile, on découvrit fort à propos qu'Enguerrand avait poussé sa femme et sa sœur à faire fabriquer, par un homme et une femme, des images de cire qui devaient provoquer lentement la mort de Charles, du jeune roi Louis le Hutin, du comte de Saint-Pol et de divers autres personnages. Dès que Charles eut rapporté le fait à Louis, le roi retira sa protection à Enguerrand et les événements se précipitèrent. Le 26 avril 1315, Enguerrand fut traduit devant un conseil de nobles soigneusement triés et assemblés à Vincennes ; condamné à être pendu, il subit sa peine le 30. Le magicien fut pendu en même temps et la magicienne brûlée : leurs images furent montrées au peuple du haut des gibets de Montfaucon, qu'Enguerrand lui-même avait fait construire ; la Dame de Marigny et sa sœur, la Dame de Chantalou, furent condamnées à l'emprisonnement. Ainsi Enguerrand périt victime des méthodes que lui-même, avec son frère l'archevêque de Sens, avaient employées naguère contre les Templiers. Une autre morale de l'histoire fut le remords de Charles de Valois ; dix ans plus tard, sur son lit de mort, il envoyait par les rues de Paris des serviteurs chargés de distribuer des aumônes aux pauvres en criant : « Priez pour l'Âme de Messire Enguerrand

452 de Marigny et pour celle de Messire Charles de Valois 1 » Une des accusations portées contre Bernard Déléieux fut d'avoir attenté, par des artifices magiques, à la vie de Benoît XI. On ne put prouver la chose, mais Bernard avoua, sous le coup de la torture, qu'un livre de nécromancie trouvé dans son coffre était bien à lui et que certaines annotations marginales étaient de sa propre main. Apparemment, il n'était pas le seul de son Ordre qui eût à se reprocher ce tort, attendu qu'en 1312 un chapitre général des Franciscains adopta un statut interdisant à tout Frère, sous peine d'excommunication et de prison, de posséder des livres de ce genre, et de s'occuper d'alchimie, de nécromancie, de divination, d'incantation ou d'invocation de démons (1).

L'importance de la magie dans les croyances populaires s'accrut encore du fait de Jean XXII, ce pape qui, à tant d'égards, exerça sur son temps une influence déplorable. Étant un des plus savants théologiens de l'époque, il était absolument convaincu de la réalité des prodiges attribués à la magie, et, par expérience personnelle, il avait une peur très vive des artifices magiques. Les circonstances de son élection étant de nature à rendre probable l'existence de complots en vue de le déposer, il prêta une oreille complaisante à tous les rapports qu'on lui faisait à cet égard. Nous avons déjà parlé

(1) *Différend de Boniface VIII et de Ph. le B.*, Preuves, 103. — Rymer *Fœdera*, II, 931-4. — Joann. S. Victor. *Vit. Clement.* V (Muratori, *S. R. I.* III, II, 457). — *Grandes Chroniques*, V, 217-20, 291. — Guill. Nangiac. *Contin. ann.* 1308, 1313, 1315, 1325. — *Mss. Bib. Nat.* fonds latin, n° 4270, fol. 37-8, 144-5.

Enguerrand de Marigny avait été tout puissant sous Philippe le Bel; il avait eu la haute main sur la cour papale comme sur la cour du roi. La fortune extraordinaire de cet homme d'extraction assez obscure amena le peuple à voir en lui un habile nécromancien :

*Ce fut cil qui fist cardonnaux,
Et si le pape tint en ses las,
Qui de petits clers fist prélats —
— Si orent mainte gent créance
Que ce par art de nigromance
Fait es qu'en ce monde faisoit.*

(Godefroi de Paris, v. 6620-9.)

Pour l'affaire de Guichard de Troyes, voir la très complète monographie de M. Abel Rigault, d'après des documents originaux : *Le Procès de Guichard, évêque de Troyes*, Paris, 1896. — Godefroi de Paris fait allusion (v. 3372-91) au côté financier de l'affaire, témoignant ainsi de l'opinion populaire à ce moment.

de la barbarie avec laquelle il traita le malheureux Hugues, évêque de Cahors. En 1317, on le voit donner mandat à Gaillard, évêque de Reggio et à plusieurs assesseurs, de juger un chirurgien-barbier, nommé Jean d'Amant, et divers clercs du Sacré Palais, accusés d'attentat à la vie du pontife. Sous l'effet persuasif de la torture, ces gens avouèrent qu'ils avaient d'abord songé à employer le poison ; mais, ne trouvant pas 453 d'occasion favorable, ils avaient eu recours aux figurines, qu'ils savaient fabriquer mieux que personne. Ils les avaient confectionnées en invoquant des démons ; ils savaient enfermer des démons dans des anneaux et apprendre d'eux le passé et l'avenir ; ils savaient amener la maladie, provoquer la mort, ou encore prolonger la vie par des incantations, des charmes, des sortilèges, consistant uniquement en paroles magiques. Ils furent, comme bien on pense, condamnés et exécutés, et Jean se mit résolument à l'œuvre pour extirper la race abhorrée des magiciens dont il avait failli être la victime. C'est ainsi que des poursuites furent entamées contre Robert, évêque d'Aix, accusé d'avoir exercé les arts magiques à Bologne ; Jean, considérant l'Orient comme la source d'où cette exécration science s'était répandue sur la chrétienté, résolut d'attaquer la magie dans son repaire même. A cet effet, en 1318, il enjoignit au provincial dominicain du Levant de nommer des inquisiteurs spéciaux dans toutes les localités de rite latin, et il réclama le concours effectif du Doge de Venise, du Prince d'Achaïe et des barons latins. Il écrivit même au patriarche de Constantinople et aux archevêques d'Orient, pour les presser de coopérer à l'œuvre sainte. Non content de la juridiction implicitement conférée à l'Inquisition par Alexandre IV, il fit envoyer, en 1320, par le cardinal de S. Sabina, des lettres conférant entièrement cette juridiction aux inquisiteurs, et les invitant à user activement de leurs pouvoirs. Dans des bulles ultérieures, le pape exprimait son mécontentement de voir grandir sans cesse l'infection qui se propageait par toute la Chrétienté ; il ordonnait d'anathématiser publiquement les magiciens, de les punir comme hérétiques et de

brûler tous les livres de science magique. En avisant tous les chrétiens baptisés de ne pas signer de pacte avec l'enfer, de ne pas emprisonner de démons dans des anneaux ou des miroirs pour pénétrer les secrets de l'avenir, en menaçant d'appliquer les pénalités de l'hérésie à tous les coupables qui ne renonceraient pas, avant huit jours, à ces pratiques, il contribua, plus qu'aucun autre, à rendre lucratif le métier de magicien et à augmenter le nombre des dupes. Apparemment, le résultat de son appel ne fut guère satisfaisant, car, en 1330, il déplorait de nouveau la persistance du culte des démons et des erreurs associées à ce crime ; il ordonnait aux prélats et aux inquisiteurs d'amener à une prompte conclusion les affaires en cours, de lui transmettre les dossiers sous pli cacheté, 454 pour qu'il rendit sa décision ; en même temps, il enjoignait aux inquisiteurs de n'entamer aucune nouvelle poursuite sans mandat spécial du pape. Quels que fussent les motifs de cette dernière prohibition, elle ne fut pas respectée en France. A cette époque le pouvoir royal commençait à exercer un contrôle sur l'Inquisition : nous verrons plus loin comment Jean XXII, à la fin de sa vie, accusé d'hérésie au sujet de la *Vision béatifique*, fut malmené par Philippe de Valois. Ce fut probablement un incident de cette querelle qui amena le roi à déclarer, en 1334, que la juridiction de l'Inquisition sur les idolâtres, magiciens et hérétiques émanait de la couronne royale, et à ordonner à ses sénéchaux de veiller à ce que personne ne gênât l'action des inquisiteurs en ces matières. Ce rescrit royal fut probablement oublié en même temps que les circonstances qui l'avaient provoqué, car, en 1374, l'inquisiteur de Paris demanda à Grégoire XI s'il devait connaître des crimes de magie ; le pape répondit en l'invitant à les poursuivre énergiquement (1).

Le résultat fatal de cette législation bruyante fut de fortifier

(1) Raynald. ann. 1317, n° 52-4 ; ann. 1318, n° 57 ; ann. 1320, n° 51 ; ann. 1327, n° 45. — Mag. Bull. Roman. I. 205. — Ripoll, II. 192. — Arch. des Frères Prêcheurs de Toulouse (Doat, XXXIV. 181). — Arch. de l'Inq. de Carc. (Doat, XXXV. 89). — Vaissette, IV. Pr. 23. — Raynald. ann. 1374, n° 13.

la confiance du peuple en la magie et de répandre la pratique de cet art trompeur. Dans le registre des sentences rendues par Bernard Gui à Toulouse de 1309 à 1323, on ne relève pas de cas de magie ; mais on en trouve plusieurs, jugés, en 1320 et 1324, par l'Inquisition épiscopale de Pamiers, et les registres fragmentaires de Carcassonne, en 1328 et 1329, mentionnent un nombre important de condamnations prononcées de ce chef. De plus, les inquisiteurs commençaient à insérer, dans toutes les formules d'abjuration imposées aux hérétiques repentants, une clause réprouvant la magie, de sorte que, si les pénitents s'y adonnaient quelque jour, on pouvait les brûler promptement comme relaps (1).

Sous l'effet de la « réclame » efficace que lui faisait la papauté, le commerce de la magie était florissant. En 1325, une affaire remarquable causa une grande émotion à Paris. Les chiens de divers bergers, en passant à un carrefour près de Château-Landon, se mirent à gratter la terre à un certain endroit, et l'on ne put les arracher de cette place. Des soupçons naquirent dans l'esprit des bergers, qui avertirent les autorités ; on creusa le sol, et l'on trouva une boîte dans laquelle était enfermé un chat noir, avec du pain humecté de saint chrême, d'huile sainte et d'eau bénite ; deux petits tubes étaient disposés de façon à atteindre la surface du sol et à fournir de l'air à l'animal emprisonné. Tous les charpentiers du village furent convoqués et l'un d'eux reconnut la boîte qu'il avait fabriquée pour un certain Jean Prévost. La torture tira bientôt de celui-ci une confession accusant de complicité l'abbé cistercien de Sarcelles, divers chanoines, un magicien, nommé Jean de Persant, et un moine apostat de Cîteaux, disciple de ce magicien. L'abbé avait, paraît-il, perdu une somme d'argent et fait appel à la science du magicien pour retrouver l'argent et le voleur. Le chat devait demeurer trois jours dans la boîte ; après quoi on le tuerait et l'on découperait sa peau

(1) Molinier, *Études sur quelques Mss. des Bibliothèques d'Italie*, Paris, 1887, p. 102-3. — Doat, XXVII. 7 sq. 140, 156, 177, 192 ; XXVIII. 161.

en bandes avec lesquelles on tracerait un cercle. A l'intérieur de ce cercle se tiendrait un homme, ayant dans le rectum les restes de la chair du chat ; cet homme invoquerait le démon Berich, lequel fournirait la révélation attendue. L'inquisiteur de Paris et l'Ordinaire épiscopal jugèrent promptement les coupables. Prévost mourut fort à propos, mais son cadavre fut brûlé en même temps que son complice le magicien Jean de Persant ; quant aux ecclésiastiques, ils furent frappés de dégradation et d'emprisonnement perpétuel. Évidemment, Jean de Persant ne fut pas admis à bénéficier de l'abjuration, et les Cisterciens, de leur côté, furent punis d'une peine plus sévère que le châtiment prescrit par les règles de leur Ordre. En effet, le chapitre général de 1290 avait édicté simplement l'incapacité de recevoir aucun bénéfice et de prendre part aux délibérations de l'Ordre : les coupables devaient occuper au chœur et au réfectoire les sièges les plus bas, et jeûner le vendredi au pain et à l'eau, jusqu'à ce qu'un chapitre général eût levé la peine. Ainsi, pendant le quart de siècle qui s'était écoulé depuis cette décision, d'importantes modifications s'étaient produites dans les dispositions de l'Église à l'égard de ce genre de crimes ; le temps de l'indulgence relative était passé (1).

Beaucoup de magiciens appartenaient aux Ordres monastiques. On possède la sentence portée, en 1329, par Henri de Chamay, contre un Carme nommé Pierre Recordi ; ce document montre, une fois de plus, avec quel succès les méthodes inquisitoriales obtenaient des aveux. Le procès dura plusieurs années ; l'accusé tergiversait et se rétractait sans cesse ; mais, à la fin, son endurance céda. Il fit alors la confession suivante : en cinq circonstances, pour obtenir les faveurs de certaines femmes, il avait fabriqué, sous l'invocation de démons, des
 456 figurines de cire, en mêlant à la pâte du sang de crapaud, de son propre sang et de sa salive, en guise de sacrifice à Satan. Ensuite il plaçait cette image sous le seuil de la maison occu-

(1) Guill. Nangiac. Contin. ann. 1323. — Grandes Chroniques, V. 269-73. — Statut. Ord. Cisterc. ann. 1290, c. 2 (Martène, *Thésaur.* IV. 1485).

pée par la femme et si cette dernière demeurait rebelle, elle était tourmentée par un démon. Trois fois ce procédé avait réussi ; les deux autres tentatives auraient eu le même succès, si ses supérieurs ne l'avaient subitement déplacé. Un jour, il avait piqué d'une épingle le ventre d'une figurine et la blessure avait saigné. Quand ces statuettes avaient fait leur œuvre, il les jetait dans la rivière et sacrifiait un papillon au démon, dont la présence se manifestait par un souffle d'air. Il fut condamné à l'emprisonnement perpétuel au pain et à l'eau, avec des chaînes aux mains et aux pieds ; on lui assigna comme lieu de détention le couvent des Carmes de Toulouse. Au mépris des règles de l'Ordre, on ne lui infligea pas le cérémonial de la dégradation ; la sentence fut rendue, sans publicité, dans le palais épiscopal de Pamiers. Il est à remarquer que le texte de cette sentence exprime la crainte que les autorités du couvent ne favorisent l'évasion du condamné (1).

Une histoire qui courut à l'époque de Frédéric d'Autriche contribua encore à « faire de la réclame » aux magiciens. Après la défaite de Frédéric par Louis de Bavière à Mühldorf, en 1322, le vaincu se trouvait prisonnier dans la forteresse de Trausnitz ; son frère Léopold eut alors recours au service d'un habile nécromancien, qui promit de délivrer le captif grâce à l'assistance du diable. En réponse aux invocations du magicien, Satan accourut, déguisé en pèlerin, et promit volontiers de ramener Frédéric si celui-ci consentait à le suivre. Il se présenta devant le prisonnier et l'invita à se placer dans un sac qu'il portait en bandoulière ; il le ramènerait ensuite sain et sauf auprès de son frère ; mais Frédéric demanda au visiteur de se faire connaître : « Peu importe qui je suis, » répondit Satan. « Voulez-vous quitter votre prison comme je vous engage à le faire ? » Frédéric fut saisi de terreur et se signa : le diable disparut aussitôt (2).

Même dans la lointaine Irlande, la persécution contre les

(1) Archives de l'Inq. de Carcassonne (Doat, XXVII. 150).

(2) Malt. Neoburg. (Alb. Argentorat.) ann. 1323 (Erstisii II. 123). — Chronik des Jacob von Königshofen (Chroniken der deutschen Städte, VII. 467).

457

magiciens commença en 1325. introduite par le zèle Franciscain Richard Ledrede, évêque d'Ossory. Dame Alice Kyteler de Kilkenny avait été mariée quatre fois. Comme les dispositions testamentaires des époux défunts ne satisfaisaient pas les enfants nés des trois dernières unions, le moyen le plus pratique pour annuler ces volontés était d'accuser la dame d'avoir fait périr ses maris à l'aide d'artifices magiques, après les avoir amenés, par des sortilèges, à laisser leurs biens à dame Alice et à son fils aîné, William Outlaw. L'évêque Ledrede se mit en devoir d'entamer une inquisition vigoureuse ; mais dame Alice et William étaient alliés aux plus grands dignitaires d'Irlande, que firent à sa besogne une opposition incessante. Comme les canons dirigés contre l'hérésie étaient inconnus dans l'île, l'évêque eut devant lui une tâche fort ardue ; il fut même un moment arrêté et jeté en prison. Une âme moins forte aurait plié sous la tempête ; mais Ledrede finit par triompher, bien que dame Alice lui glissât entre les mains et réussit à s'enfuir en Angleterre. Le procès des prétendus complices paraît avoir été mené avec plus d'énergie que de respect des formes. La torture étant ignorée de la loi anglaise, l'évêque n'aurait peut-être pas réussi à obtenir les aveux requis, s'il n'avait remplacé la torture par l'usage — illégal sans doute, mais singulièrement efficace — du fouet. C'est ainsi qu'une des femmes de dame Alice, Pétronille, après avoir été fouettée à six reprises, ne put supporter plus longtemps cette incessante aggravation de souffrance et avoua tout ce qu'on voulut. Elle se reconnut pour une magicienne pleine d'astuce, inférieure pourtant à sa maîtresse, laquelle pouvait rivaliser avec les plus savants magiciens d'Angleterre et même du monde entier. Elle raconta comment, sur l'ordre de dame Alice, elle avait sacrifié, dans un carrefour, deux coqs à un démon nommé Robert Artisson, incube ou amant de la dame ; comment, avec le cerveau d'un enfant non baptisé, avec des herbes et des vers, elles confectionnaient, dans le crâne d'un voleur décapité, des poudres et des charmes propres à endommager le corps des bons chrétiens, à exciter l'amour ou la

haine, à faire paraître des cornes sur la tête de certaines femmes, aux yeux de certains individus. Pètronille avait servi d'intermédiaire entre sa maîtresse et le démon ; un jour, ce dernier était venu dans la chambre de dame Alice, en compagnie de deux autres mauvais esprits, noirs comme des Éthiopiens ; alors avaient eu lieu des scènes de débauche dont nous épargnerons les détails au lecteur. L'affaire offre cet intérêt qu'elle constitue une transition entre la croyance à l'ancienne magie et la croyance à la sorcellerie nouvelle ; elle met en lumière un des points les plus importants de la jurisprudence criminelle des siècles suivants et explique la crédulité universelle à l'endroit des maléfices de la magie. La torture répétée au gré du juge avait l'avantage d'amener le patient à confesser tout ce qu'on réclamait de lui ; de plus, l'effet produit par ce supplice était assez puissant pour que l'inculpé ne voulût pas s'exposer à une nouvelle application de torture en se rétractant, fût-ce au dernier moment. C'est ainsi que cette pauvre créature persista jusqu'au bout dans l'affirmation de ces tissus d'absurdités et se laissa brûler comme coupable impénitente. D'autres malheureux mis en cause périrent de même sur le bûcher, tandis que certains complices furent admis à l'abjuration et punis du port des croix — seule occasion, semblait-il, où cette pénitence ait été employée aux Iles Britanniques (1).

458

Tandis que l'évêque Ledrede était absorbé par cette tâche pieuse, s'engageait, en Angleterre, un procès qui montre la différence d'efficacité entre les méthodes ecclésiastiques, secondées par la torture, et la procédure de droit commun. Vingt-huit personnes étaient accusées d'avoir eu recours aux services de Jean de Nottingham et de son aide Richard Marshall de Leicester, pour la fabrication de statuettes de cire destinées à faire périr Édouard II, les deux dépensiers et le prieur de Coventry, ainsi que deux des subordonnés de ce dernier, qui, soutenus par les favoris du roi, avaient tyrannisé

(1) Wright's *Contemporary Narrative of the Proceedings against Dame Alice Kyteler*, Camden Society, 1843.

le peuple. Richard Marshall se fit accusateur, et l'évidence du crime fut patente. On avait promis de grosses sommes, de vingt livres à maître Jean, de quinze livres à Richard, et on leur avait fourni sept livres de cire et deux aunes de toile de chanvre. Du 27 septembre 1324 au 2 juin 1325, les deux magiciens travaillèrent à leur tâche. Ils confectionnèrent sept images; la statuette supplémentaire devait servir à titre d'essai et être expérimentée contre Richard de Sowe. Le 27 avril, ils commencèrent à opérer à l'aide de cette figurine; on enfonça un morceau de plomb dans le front de la statuette, et aussitôt Richard de Sowe perdit la raison et cria sa douleur jusqu'au 20 mai, jour où l'on enleva le plomb pour le plonger dans la poitrine: le malheureux mourut le 23 mai. Les accusés soutinrent leur innocence et firent appel au jury. Le procès s'engagea devant les jurés et tous furent acquittés. Une affaire analogue fut découverte à Toulouse en juin 1326; on trouva certains magiciens qui avaient entrepris de faire disparaître le roi Charles-le-Bel par envoûtement. On les envoya promptement à Paris et l'affaire fut prise en mains par le tribunal criminel du Châtelet. Ce tribunal disposait de toutes les ressources de la torture; aussi sa justice expéditive et vigoureuse put-elle bientôt livrer les accusés au bûcher. Cependant Pierre de Vic, neveu préféré de Jean XXII, inculpé par les confessions des victimes, fut déclaré innocent. Ce fut probablement peu après qu'un attentat semblable se produisit contre la vie de Jean XXII; 459 mais les coupables ne furent découverts qu'en 1337 et furent jugés et exécutés sur l'ordre de Benoît XII. Pour se couvrir, ils mirent en cause l'évêque de Béziers, déclarant avoir agi à l'instigation de ce prélat (1).

Pourtant, la persécution organisée sembla s'éteindre quand Jean XXII, en 1330, retira à l'Inquisition la connaissance des crimes de magie; en même temps, l'impulsion donnée par ses bulles au commerce des magiciens continua à propager cette profession et à la rendre lucrative. Les tendances de l'âme

(1) Wright, *op. cit.* p. xliii-xliv. — Vaissete, IV. Pr. 173. — Raynald, ann. 1337, n° 30.

populaire se reflètent dans ce fait qu'en divers pays on attribua la Peste Noire tant aux incantations qu'aux poisons des Juifs. Des expédients tels que l'ordre donné, en 1366, par le concile de Chartres, d'excommunier les magiciens pendant la messe, chaque dimanche, dans toutes les églises paroissiales, ne servaient qu'à convaincre les hommes de la réalité et de l'importance du pouvoir attribué à ces criminels. Durant cette période, l'étude et la pratique des arts occultes se poursuivirent avec assiduité et le plus souvent sans aucun mystère. Miguel de Urrea, qui fut évêque de Tarragone de 1309 à 1316, fut honoré du surnom d'*el Nigromantico*; son portrait, au palais archiépiscopal de Tarragone, porte une inscription le représentant comme un très habile nécromancien, qui trompa le diable à l'aide de ses artifices mêmes. Gérard Groot, revendiqué par les *Frères de la Vie Commune* comme leur fondateur vénéré, fut, lui aussi, dans sa jeunesse, un ardent adepte des sciences occultes; mais, pendant une maladie, il les renia solennellement devant un prêtre et brûla ses livres. Bien des années après, il tira parti de son savoir en la matière, pour dénoncer un certain Jean Heyden, qui avait longtemps exploité la crédulité populaire à Amsterdam et dans les environs. En arrivant à Deventer, Groot interrogea ce personnage, constata qu'il ignorait la nécromancie et les arts qui s'y rattachent, et conclut que ce malfaiteur opérait grâce à un pacte conclu avec Satan. Ne voulant pas encourir le reproche d'avoir versé le sang, Groot se contenta de chasser le magicien; plus tard, apprenant que l'homme s'était établi à Harderwick, il écrivit aux Frères résidant en ce lieu, pour leur révéler ce qu'était cet individu. Toute l'affaire montre que les criminels de ce genre pouvaient compter sur une tolérance relative, tant que quelque citoyen zélé ne jugeait pas à propos de mettre les lois en mouvement.

Cette tolérance, ainsi que la crédulité qu'on avait développée dans l'esprit populaire, apparaissent au récit que donnent de graves historiens des exploits de Zyto, magicien favori de l'empereur Wenceslas. Ce Zyto, plusieurs fois condamné

pour magie par les conciles de Prague dans la seconde moitié du siècle, comptait, au nombre de ses vices, la passion des arts réprouvés. En 1389, quand il épousa Sophie, fille de l'électeur de Bavière, ce dernier, connaissant les goûts de son futur gendre, amena à Prague une pleine charrette d'habiles enchanteurs et jongleurs. Comme le chef de la troupe faisait montre de sa science, Zyto s'avança paisiblement vers lui, ouvrit la bouche et avala le jongleur tout entier, crachant seulement les chaussures boueuses de sa victime; ensuite, il vomit son rival dans un bassin rempli d'eau et montra à la foule émerveillée le pauvre diable trempé jusqu'aux os. Pendant les banquets offerts par le roi, Zyto se plaisait à jouer des tours aux convives, changeant leurs mains en sabots de cheval ou de bœuf, si bien qu'ils ne pouvaient plus saisir les mets; si quelque curiosité les poussait à regarder par la fenêtre, il leur ornait la tête de bois de cerf, de sorte qu'ils ne pouvaient se dégager, tandis que Zyto mangeait à loisir dans leurs plats et buvait leurs vins. Un jour, il changea une poignée de froment en un troupeau de pores gras qu'il vendit à un boulanger, en lui recommandant de les empêcher d'aller à la rivière; mais l'acheteur négligea cet avis, et les pourceaux redevinrent des grains de blé que le courant emporta. On pense bien qu'un tel homme ne pouvait faire une bonne fin: Zyto, lorsque sonna son heure, fut emporté par son démon. Ces histoires ne sont pas seulement relatées, comme des faits indiscutables, par les chroniqueurs bohémiens; elles ont été consciencieusement reproduites par l'historien des papes, Raynald (1).

En France, bien que Grégoire XI eût, en 1374, autorisé l'Inquisition à poursuivre tous les crimes de magie, le Parlement, dans sa politique d'empiètement sur la juridiction ecclésiastique, ne laissa pas échapper ces affaires. En 1390, il eut l'occa-

(1) Lilienthal, *Die Hexenprocesse der beiden Städte Braunsberg*, p. 113. — Concil. Carnolens. ann. 1366, c. 11 (Martene, *Ampl. Coll.* VII. 1368). — *Flores, España Sagrada*, XLIX, 188. — Acquoy, *Gerardi Magni Epist.* p. 107-11. — Concil. Pragens. ann. 1353, c. 61 (Hartzeim, IV, 400). — *Statuta brevia Arnesti*, ann. 1353 (Höller, *Prager Concilien*, p. 2). — Concil. Pragens. ann. 1381, c. 7 (*Ibid.* p. 28). — *Statut. Synod. Pragens. ann. 1407*, n° 6 (*Ibid.* p. 59). — Dubrav. *Hist. Bohem.* Lib. XXII. — Raynald, ann. 1400, n° 14.

sion d'intervenir à propos d'un cas qui se présenta à Laon : un fonctionnaire séculier, nommé Poulaillier, avait arrêté un certain nombre de magiciens. Comme le dit Bodin, Satan réussit alors à faire croire que les histoires de magie étaient fausses, en sorte que le Parlement interrompit la procédure et décida qu'à l'avenir la connaissance de ces crimes appartiendrait aux seuls tribunaux séculiers, à l'exclusion des tribunaux ecclésiastiques (1). D'ailleurs, les juges séculiers étaient disposés à traiter ces délits avec une sévérité suffisante. Une affaire jugée au Châtelet de Paris en 1390 met en lumière les particularités de la procédure et l'efficacité de la torture pour l'extorsion des aveux. On employa, il est vrai, cette méthode, alors d'un usage général en matière criminelle ; mais il faut reconnaître qu'à d'autres égards la procédure suivie fut beaucoup plus douce que la pratique inquisitoriale.

461

Marion l'Estalée, jeune *filie de folle vie*, éperdument éprise d'un certain Hainsselin Planiche, avait été abandonnée par son amant, qui épousa, vers le 1^{er} juillet 1390, une femme appelée Agnesot. Pour faire obstacle à cette union, Marion, si l'on ajoute foi à sa confession, demanda à une vieille entremetteuse, nommée Margot de la Barre, un philtre destiné à retenir l'affection du volage amant ; mais, le philtre ne produisant pas d'effet, Margot confectionna alors deux guirlandes d'herbes magiques que Marion jeta sur un endroit où les nouveaux époux devaient passer le jour de leurs noces, afin d'empêcher la consommation du mariage. Le but visé ne fut pas atteint, mais Hainsselin et Agnesot tombèrent malades et les femmes furent arrêtées.

Le 30 juillet, Margot, interrogée par le juge, nia toute complicité. Elle fut aussitôt torturée *sur le petit et le grand tres-teau* — supplices dont le premier consistait probablement à entonner de l'eau dans le gosier de la victime jusqu'à ce que le corps s'enflât et à chasser ensuite cette eau en appuyant sur le ventre du patient ; le second supplice devait être la roue. Cette

(1) Bodini de *Magor. Demonoman.* Lib. iv. c. 1.

double application de la torture n'ayant arraché aucun aveu à la malheureuse, on ajourna la reprise de l'interrogatoire. Le 17 août, on s'attaqua à Marion, qui nia et fut soumise, sans résultat, aux mêmes supplices. Le 3 septembre, elle fut encore interrogée et persista dans ses dénégations; comme on ordonnait qu'elle fût torturée à nouveau, elle fit appel au Parlement: l'appel fut rapidement examiné et rejeté, et Marion fut soumise à la même question, puis emportée à la cuisine et ranimée auprès du feu; après quoi, on la tortura une troisième

462 fois, sans plus de succès. Le 4, elle comparut devant le tribunal et refusa d'avouer; mais l'incessante répétition de la torture, sans espoir d'interruption, avait produit sur le corps et sur l'âme de la victime l'effet voulu. On avait dû la traiter sans pitié, car il est dit qu'elle était demeurée blessée et faible: quand on la lia de nouveau sur le *treteau* et que l'exécuteur se prépara à remplir son office, elle céda et consentit à avouer. Une fois détachée du tréteau, elle raconta toute l'histoire et l'après-midi, lors d'une seconde comparution, confirma sa déposition comme ayant été faite *sans aucune force ou contrainte*. Margot fut introduite et Marion répéta sa confession; Margot la démentit en offrant le duel judiciaire, proposition que l'on ne prit pas au sérieux. Alors Margot déclara qu'elle pouvait établir un alibi pour le jour où elle avait, disait-on, confectionné les guirlandes. Les témoins qu'elle désigna furent recherchés et comparurent; mais leurs dépositions la chargèrent au lieu de la disculper. Marion dut répéter une fois de plus sa confession, puis Margot fut torturée une seconde fois, mais toujours sans succès. Le 6, nouvelle répétition des aveux de Marion, après quoi Margot fut introduite et liée sur le *treteau*.

Grâce à sa vigueur juvénile, Marion avait pu résister à la torture. Margot, affaiblie par l'âge, fut réduite à merci par la seconde *question*. Sa résolution céda; avant qu'on n'entamât l'opération, elle promit de confesser son crime. Son récit concordait avec celui de Marion; elle y ajouta cependant quelques embellissements qui permettent de voir combien les confessions ainsi obtenues étaient indignes de foi, le seul objet de

l'accusé étant de satisfaire les impitoyables justiciers. Quand Margot avait tressé les guirlandes magiques, elle avait invoqué le démon en répétant trois fois : *Ennemi, je te conjure au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit que tu vieignes à moy icy* ; un « ennemi » ou « démon » s'était présenté aussitôt, semblable aux diables qu'elle avait vus figurer dans les mystères de la Passion ; quand elle lui eut enjoint de s'insinuer dans le corps d'Hainsselin et dans celui d'Agnesot, il s'enfuit par la fenêtre dans un tourbillon, au milieu d'un grand bruit, en la remplissant d'une frayeur mortelle. La preuve était donc faite ; il ne restait plus, semble-t-il, qu'à prononcer rapidement la sentence ; pourtant, le tribunal manifesta le louable désir de ne pas précipiter sa décision.

Des assesseurs et des experts furent appelés en consultation. Les 7, 8 et 9 août, Marion répéta trois fois sa confession, Margot redit deux fois la sienne. Le dernier jour, on tint conseil ; à l'égard de Margot, la décision fut unanime : la sorcière fut mise au pilori et brûlée sur l'heure ; quant à Marion, trois des experts jugèrent que le pilori et le bannissement étaient des peines suffisantes. Le cas fut ajourné jusqu'au 23 ; puis on délibéra de nouveau. Les opinions n'avaient pas changé et, comme la majorité opinait pour la rigueur, le *prévôt* condamna Marion, qui fût brûlée le lendemain. Il est probable que ces deux victimes étaient innocentes et qu'elles n'avaient inventé tout ce conte que pour échapper à une nouvelle application de l'intolérable torture ; mais, bien que l'issue fût certaine en raison des conditions du procès, les juges crurent se montrer équitables envers les infortunées dont la destinée était entre leurs mains ; d'ailleurs, ils n'entretinrent pas le moindre doute touchant la réalité du crime et de l'apparition du démon, telle que l'avait rapportée Margot (1).

463

Il est indispensable de faire la part de cette crédulité en appréciant la conduite des magistrats et des inquisiteurs qui, durant les deux siècles suivants, envoyèrent au bûcher des mil-

(1) *Registre criminel du Châtelet de Paris*, I. 332-63 (Paris, 1861).

liers de malheureuses créatures. Aux yeux des modernes, les crimes ainsi punis sont purement chimériques ; au contraire, à l'époque où nous sommes, il n'en est pas que l'on pût considérer, en justice, comme plus rigoureusement attestés ; tant par les aveux explicites des prétendus coupables que par les récits concordants des témoins à charge.

Tandis que cette affaire occupait les juges du Châtelet, une sorcière nommée Jeannette Neuve ou Revergade était brûlée, le 6 août 1390, dans le Velay. Bien qu'elle eût été jugée et exécutée par le tribunal de l'abbaye de Saint-Chaffre, ce tribunal avait agi dans la circonstance, non en vertu de la juridiction spirituelle, mais en qualité de *haut justicier*. Un siècle plus tard, l'affaire aurait été enjolivée de détails piquants concernant le Sabbat et le culte des démons ; mais ces extravagances n'étaient pas encore de mode. Jeannette était une pauvre vieille vagabonde qui était arrivée à Chadron, dans le ressort de la juridiction abbatiale, et qui gagnait sa vie en vendant des remèdes dit magiques, auxquels elle ajoutait d'ordinaire la prescription d'un pèlerinage. Elle avait dû acquérir la réputation de sorcière, car le sire de Burget, en querelle avec sa femme, vint lui demander un philtre pour rétablir l'harmonie dans son ménage. Elle lui donna une boisson dont il mourut ; cet accident décida du sort de la guérisseuse (1).

464

La croyance à la magie, qui devait se développer d'une façon continue pendant le xve et le xvie siècle, provoquer des crimes déplorables et constituer un des plus étranges épisodes dans l'histoire de la sottise humaine, reçut vers cette époque une impulsion nouvelle et décisive. Le premier indice de ce renouveau fut une mesure prise par l'Université de Paris. Le 19 septembre 1398, la Faculté de théologie tint une assemblée générale dans l'église Saint-Mathurin et adopta une série de vingt-huit articles qui furent désormais vérité établie pour tous les démonologues ; on en usa contre les quelques gens sceptiques

(1) Chassaign, *Spicilegium Brivatense*, p. 438-46.

qui contestaient la réalité de la magie. Le préambule expose la nécessité de mesures sérieuses en présence du retour offensif d'anciennes erreurs menaçant d'infecter la société; de vieux maux, presque oubliés, renaissaient avec une vigueur inquiétante; il fallait prendre définitivement position pour mettre les fidèles en garde contre les pièges de l'Ennemi. L'Université déclarait ensuite que tous les rites superstitieux, où l'on ne pouvait raisonnablement attendre le succès de Dieu ou de la nature, impliquaient la nécessité d'un contrat avec Satan; elle condamnait l'erreur consistant à croire qu'il fût licite d'invoquer l'aide des démons, de rechercher leur amitié, de conclure des pactes avec eux, de les emprisonner dans des pierres, anneaux, miroirs et images, d'employer la magie à de bonnes fins ou pour combattre une magie contraire; qu'il fût possible, par des moyens magiques, d'amener Dieu à contraindre les démons à exaucer des prières; qu'il fût permis de faire servir la célébration de la messe ou de quelque autre observance pieuse à des desseins de thaumaturgie; que les miracles accomplis jadis par les prophètes et les saints fussent dus à de semblables artifices révélés par Dieu à ses serviteurs; enfin, que l'homme pût, à l'aide de certaines pratiques de magie, s'élever à la vision de l'essence divine. Ces derniers mots ont trait à une dangereuse opinion qui tendait à confondre l'art du sorcier avec la science du théurgiste; apparemment, la magie transcendante de l'époque prétendait pénétrer les ineffables mystères environnant le trône de Dieu; d'ailleurs, les adeptes de cette magie affirmaient que leurs recherches étaient licites; ils s'efforçaient de prouver l'origine céleste de leurs méthodes en assurant qu'elles servaient à des fins louables et que les vœux et les prophéties de ceux qui les employaient étaient effectivement réalisés. L'Université condamnait toutes ces croyances; elle niait que les images de plomb, d'or ou de cire, une fois baptisées, exorcisées et consacrées en de certains jours, possédassent le pouvoir que leur attribuaient les livres de magie; mais, d'autre part, elle flétrissait, avec une égale netteté, l'incrédulité des gens qui niaient que la magie, les incantations,

l'invocation des démons jouissent de l'efficacité revendiquée pour elles par les magiciens (1).

Comme tous les autres efforts tentés en vue de réprimer la magie, cette proclamation ne servit qu'à la mettre en relief. La déclaration condamnant comme erroné tout doute concernant la réalité de la magie et de ses effets, devint l'argument favori des démonologues. Suivant Gerson, discuter l'existence et l'activité des démons, était non seulement hérétique et impie, mais propre à ruiner toute société humaine ou politique. Sprenger conclut qu'il n'est pas absolument hérétique de nier l'existence de la magie, attendu que cette incrédulité peut provenir de l'ignorance; mais cette ignorance est gravement répréhensible chez un ecclésiastique; elle suffit à justifier une « véhémence suspicion » d'hérésie et peut autoriser des poursuites. Nous avons vu ce que signifiait, dans la pratique inquisitoriale, cette « suspicion véhémence » (2).

Tandis que la crédulité populaire était ainsi stimulée, la folie de Charles VI fournit aux charlatans une bonne occasion pour placer leur marchandise. En 1397, le maréchal de Sancerre envoya de Guyenne à Paris deux ermites augustiniens qui passaient pour très versés dans les sciences occultes et promettaient de soulager le roi. Ils déclarèrent que le malheureux prince était une victime de la magie; on assure qu'après quelques cérémonies Charles VI recouvra la raison, mais ce ne fut qu'un intervalle de lucidité et, au bout d'une semaine, il retomba dans la démence. Les ermites attribuèrent cette rechute à l'influence du barbier du roi et d'un valet du duc d'Orléans: ces hommes furent arrêtés, mais on ne trouva contre eux aucune preuve et il fallut les relâcher. Pendant deux mois, les deux imposteurs menèrent joyeuse vie et se virent grassement rémunérés; mais, à la fin, on les obligea à nommer l'auteur des actes de magie et, cette fois, ils eurent l'audace de

(1) D'Argentré I. n. 154. Cf. Bodin, *de Magor. Demonoman.* — Murner, *Tract. de Pythou. Contractu.* — Basin, *de Artibus Magiæ.* — Fegnar *Comment. in Eymeric.* p. 340.

(2) Gersoni *Tract. de Error. circa Artem Magicam* (Op. Ed. 1494, lxi. G.-H.). — Mall. *Maleficar.* P. 1. Q. 1, 8.

désigner le propre frère du roi, Louis d'Orléans. L'affaire s'aggravait ; menacés de torture, ils avouèrent qu'ils étaient des magiciens, des apostats, des invocateurs de démons. On les jugea en conséquence ; ils furent condamnés, dégradés de la prêtrise et charitablement décapités et écartelés.

466 Cet exemple n'effraya pas un prêtre nommé Ives Gilemme, qui, en 1403, se vanta d'avoir à son service trois démons et qui, en compagnie d'autres invocateurs de démons, la demoiselle Marie de Blansi, un serrurier nommé Perrin Hemery et un clerc nommé Guillaume Floret, offrit de guérir le roi. Tous ces gens furent bien accueillis. Ils demandèrent qu'on mit à leur disposition douze hommes chargés de chaînes de fer ; ils entourèrent ces hommes d'une barrière, et, après leur avoir dit de ne concevoir aucune crainte, commencèrent à proférer toutes les invocations qui leur vinrent à l'esprit. Ces simagrées ne furent d'aucun effet. Ils alléguèrent alors, pour excuser leur échec, que les hommes s'étaient signés : mais ce stratagème ne les sauva pas. Floret confessa au prévôt de Paris que toute l'affaire n'était qu'une imposture et, le 24 mars 1404, ils furent tous brûlés.

Ce fut probablement cet incident qui poussa le cardinal Louis de Bourbon, dans son synode provincial de Langres en 1404, à prohiber rigoureusement la magie et la divination ; il invita ses ouailles à n'ajouter aucune foi à ces pratiques, attendu que ceux qui les exercent sont généralement des imposteurs, dont le seul objet est de vider l'escarcelle de leurs clients. De plus, renouvelant la mesure prise l'année précédente par le concile de Soissons, le cardinal enjoignit strictement aux prêtres de dénoncer aux Ordinaires épiscopaux tous les faits de ce genre dont ils pourraient avoir connaissance et tous les individus passant pour exercer cette profession. Si cette mesure avait été appliquée, si l'on avait traité les magiciens comme des escrocs et remplacé par une police épiscopale l'Inquisition, alors près de tomber en désuétude, peut-être eût-on détourné les maux à venir ; mais l'effort bien intentionné du cardinal Louis ne porta pas de fruits. Le peuple continua à

croire à la magie, et quand Jean Petit entreprit de justifier l'assassinat du duc d'Orléans par Jean-sans-Peur, il fut tout naturellement amené à accuser la victime d'avoir, par magie, provoqué la folie du roi ; il donna de minutieux détails sur la méthode employée par le magicien et alla jusqu'à nommer deux démons, Hynars et Astramein, dont la coopération aurait été invoquée avec succès (1).

467 En Angleterre, nous avons vu que la magie n'avait, jusqu'à cette époque, attiré que médiocrement l'attention. En 1372, on arrêta à Southwark un homme qui avait en sa possession la tête d'un cadavre, et l'on trouva dans sa malle un livre de magie. S'il avait été jugé par l'Inquisition, il aurait infailliblement avoué, sous la pression de la torture, toute une série de méfaits, et aurait fini sur le bûcher ; mais il fut traduit devant Sir J. Knyvet, au Banc du Roi. On se contenta de lui faire jurer de ne pas exercer la magie, puis on le renvoya acquitté ; mais la tête et le livre furent brûlés, aux frais de leur détenteur, à Tothill. Il faut sans doute attribuer au caractère indulgent et libéral de la loi anglaise l'immunité relative de la grande île, au milieu de l'universelle terreur provoquée par la magie ; mais quand une agitation persécutrice finit par se déchaîner au cours des troubles causés par les Lollards, l'Église usa de son influence auprès de la nouvelle dynastie de Lancastre pour faire exterminer les émissaires de Satan. En 1407, Henry IV lança à ses évêques des lettres où il exposait que les sorciers, magiciens, conjurateurs, nécromanciens et devins abondaient dans les diocèses, pervertissaient le peuple et pétraient des actes horribles et exécrables. Les évêques recevaient mandat d'emprisonner tous les malfaiteurs de ce genre, avec ou sans procès, jusqu'à ce qu'ils eussent rétracté leurs

(1) Religieux de Saint-Denis, *Hist. de Charles VI*, liv. xvii, ch. i, liv. xviii, ch. 8. — Juvénal des Ursins, *Hist. de Charles VI*, ann. 1403. — Raynald, ann. 1404, n° 22-3. — Concil. Suessoniens, ann. 1403, c. 7. — Monstrelet, I, 39 (Ed. Buchop, 1843, p. 80-3). — *Chron.* de P. Cochon (Ed. Vallet de Virville, p. 385).

Valentine de Milan, femme de Louis d'Orléans, et son père Galeazzo Visconti, passaient pour s'adonner à la magie et pour avoir pris part à l'attentat contre la vie du roi (*ubi sup.*).

erreurs ou que le roi eût fait connaître son bon plaisir. Le fait de placer ainsi l'affaire entre les mains de l'Église et de refuser à l'accusé les garanties légales, atteste clairement qu'on reconnaissait, en l'espèce, l'impossibilité de s'appuyer sur les formes ordinaires de la jurisprudence anglaise et d'attendre le verdict d'un jury. Sous la régence, le conseil royal assumait, semble-t-il, la juridiction de ce genre d'affaire. Ce fut devant ce conseil que fut traduit en 1432, un Dominicain de Worcester, Thomas Northfield, soupçonné de magie. Quelques jours plus tard, les mêmes magistrats jugèrent la célèbre sorcière d'Eye, Margery Jourdemayne, le Dominicain John Ashewell, et un clerc nommé John Virby, tous trois enfermés à Windsor, sous l'accusation de magie ; mais on les renvoya indemnes, sur leur promesse de se bien conduire désormais. La sorcière d'Eye ne fut pas aussi heureuse en 1441, lorsqu'elle fut impliquée dans l'accusation, portée contre la duchesse de Gloucester, d'avoir fabriqué et fait fondre une figurine de cire à l'image de Henry VI. La duchesse avoua et se tira d'affaire avec une pénitence consistant à aller, par trois fois, nu-tête, à travers les rues, en portant des cierges de cire pesant chacun deux livres et destinés à être offerts aux autels de Saint-Paul, de Christ Church et de Saint-Michel de Cornhill ; après quoi elle fut emprisonnée et finalement exilée à Chester. Son secrétaire, Roger, fut pendu, eut les entrailles arrachées et fut écartelé ; Margery fut brûlée. Toute cette affaire avait été purement politique. Une tentative identique, en vue de tirer un avantage politique de la croyance à la magie, eut lieu en 1464, lors du mariage d'Édouard IV et d'Élisabeth Woodville ; on voulut voir dans la fidélité d'Édouard à Élisabeth le résultat d'artifices magiques employés par la mère de celle-ci, Jacqueline, veuve, en premières noces, du régent Bedford. Jacqueline n'attendit pas qu'on l'attaquât et prit l'offensive contre ses accusateurs, Thomas Wake et John Daunger ; ceux-ci avaient rapporté qu'elle s'était servie d'images de plomb représentant le roi et la reine ; ils avaient même exhibé une de ces figurines brisée en deux et rattachée avec des fils de fer. Les accusateurs

468

déclinèrent toute responsabilité et s'efforcèrent chacun de rejeter sur son voisin le poids de la dénonciation ; mais, en 1483, Richard III s'empressa de tirer de cette affaire tout le parti possible. Dans l'acte rédigé pour l'attribution de la couronne, il alléguait que le « prétendu mariage » d'Édouard avait été provoqué par « magie et sorcellerie commises par ladite Élisabeth et par sa mère, Jacquette, duchesse de Bedford. » Ainsi l'Angleterre se préparait peu à peu à prendre sa part dans les horreurs sanguinaires qu'allaient provoquer les folles inventions de la sorcellerie (1).

Le plus remarquable procès de magie dont on ait conservé le souvenir est peut-être celui du maréchal de Rais, qui fut jugé en 1440 et qui a longtemps été classé parmi les *causes célèbres*, bien qu'on ne l'ait connu exactement que depuis peu, grâce à la publication récente du procès-verbal. La croyance populaire de l'époque est reflétée par le sire de Monstrelet, d'après lequel le maréchal avait coutume de mettre à mort des femmes enceintes et des enfants pour écrire à l'aide de leur sang les conjurations qui lui assuraient la fortune et les honneurs ; Jean Chartier relate que Rais tuait des enfants et perpétrait toute sorte d'actes illicites pour arriver à ses fins. Au siècle suivant, Gaguin parle encore des enfants assassinés, dont le sang devait servir à la divination (2). L'affaire présente nombre de curieux aspects, mais l'intérêt capital est peut-être l'étude psychologique qu'elle suggère, illustrant le développement extrême des doctrines courantes de l'Église à l'égard de la rémission des péchés.

469 Dans la France du x^v^e siècle, nulle destinée ne paraissait devoir être plus glorieuse que celle de Gilles de Rais. Il était né en 1404, de la noble souche de Montmorency et Craon ; petit-fils du célèbre chevalier Brumor de Laval, petit-neveu de

(1) Wright, *Dame Kyteler*, p. ix, xv-xx. — Rymer, *Fœd.* VIII. 427 ; X. 505 ; XI. 851.

(2) Monstrelet, II. 249. — Jean Chartier, *Hist. de Charles VII*, ann. 1440 (Ed. Godefroy, p. 106). — Rob. Gaguin. *Hist. Franc.* lib. x. c. 3.

Du Guesclin, parent du connétable de Clisson, allié à toutes les illustres familles de l'Ouest de la France, il était, par sa baronnie de Rais, le premier baron de Bretagne. Ses domaines étaient vastes et quand, encore tout jeune, il avait épousé la riche héritière Catherine de Thouars, il pouvait se considérer comme un des plus puissants seigneurs de France. Sa femme lui apporta, dit-on, cent mille livres en or et en biens meubles ; son revenu était estimé à cinquante mille livres. A seize ans, par son courage et son habileté, au cours de la campagne qui mit fin à la vieille rivalité entre les maisons de Montfort et de Penthièvre, il gagna la faveur de son suzerain, Jean V, duc de Bretagne. A vingt-deux ans, il entra, avec le connétable Arthus de Richemont, neveu du duc, au service de la cause désespérée de Charles VII : entretenant à ses frais un corps de troupes, il se distingua dans la résistance, en apparence inutile, aux armes anglaises. Quand survint Jeanne Darc, il reçut la mission spéciale de veiller au salut de la Pucelle et, depuis la délivrance d'Orléans jusqu'à l'échec devant Paris, il fut toujours aux côtés de Jeanne. Au cours des fêtes du sacre, à Reims, il fut promu, bien qu'à peine âgé de vingt-cinq ans, à la haute dignité de maréchal de France, et, en septembre de la même année, admis à l'honneur d'ajouter à ses armes une bordure de fleurs de lis royales. Il n'y avait pas, au-dessous de la couronne, de poste si élevé auquel son ambition ne pût aspirer, car il eut l'adresse de tenir un juste milieu entre les factions hostiles du connétable et du favori La Trémouille, si bien qu'à la chute de ce dernier, en 1433, son crédit à la cour ne fut nullement atteint (1).

C'était, de plus, un homme d'une rare culture. Son insatiable curiosité, sa soif de savoir le poussèrent à amasser des livres à une époque où il était rare qu'un chevalier fût capable de signer son nom. Le hasard nous a conservé les titres de quelques volumes dont il avait orné sa bibliothèque ; de ce

(1) Bossard et Maulde, *Gilles de Rais, dit Barbe-Bleue*, Paris, 1886, p. 16, 43, 49, 51, 53, 57, Pr. p. civii.

nombre étaient la *Cité de Dieu*, de saint Augustin, un *Valère Maxime*, les *Métamorphoses* d'Ovide, peut-être un *Suétone*; lors de son procès, une des raisons qu'il alléguait pour justifier l'affection qu'il témoignait à un nécromancien italien, fut la latinité élégante de ses discours.

- 470 Il raffolait des reliures riches et des enluminures. On nous le montre un jour, quelques mois avant son arrestation, occupé, dans son cabinet, à orner d'émaux la couverture d'un livre destiné à sa chapelle. Il avait également un goût très vif pour la musique et le théâtre. Sur ce terrain, il pouvait aller de pair avec le bon roi René, de même que, sur le champ de bataille, il était le digne émule de La Hire et de Dunois (1).
- 471-472 Cette existence, qui pouvait être si brillante, fut ruinée par les erreurs fatales d'une mauvaise éducation. Gilles de Rais avait onze ans lorsque la mort de son père l'abandonna aux soins de son grand-père, Jean de Craon, homme faible et trop indulgent, dont il secoua bientôt l'autorité. Alors son naturel ardent se donna carrière; il était dévoré des ambitions les plus folles, s'adonnait à toutes sortes de débauches, se laissait mener par des passions effrénées et indomptables. Devant ses juges, il harangua plusieurs fois l'auditoire étonné, en conseillant à tous les parents d'élever rigoureusement leurs enfants dans la voie de la vertu, car c'était, disait-il, sa jeunesse déréglée qui l'avait conduit au crime et à l'échafaud (2).

En 1433, il quitta la cour et se retira dans ses domaines où il vécut avec une magnificence insouciant, gaspillant son bien et vendant ses fiefs l'un après l'autre pour des sommes bien inférieures à leur valeur. La plus grande partie passa aux mains de son suzerain, le duc de Bretagne; mais il se réserva le droit de racheter ses terres quand il lui plairait, avant six ans. Il suffit ici de faire mention du plus grave de ses crimes: on sait qu'il enlevait des jeunes gens, assouvissait sur eux ses

(1) Bossard et Maulde, *Gilles de Rais, dit Barbe-Bleue*, Paris, 1886, Fr. p. 101, lxxvii, clii.

(2) Bossard et Maulde, *op. cit.* p. 21; Fr. p. xlix, lviii.

passions infâmes et tuait ensuite ses victimes dont le nombre a été estimé à sept ou huit cents, mais ne dépassa probablement pas cent quarante, comme l'établit l'acte d'accusation dressé lors de son procès. Ce crime fut réservé au tribunal séculier; dans la procédure inquisitoriale, le seul grief allégué contre lui était la recherche de la pierre philosophale (1), l'Élixir Universel qui devait mettre entre ses mains une richesse et un pouvoir sans bornes. A cet effet, ses agents étaient toujours à l'affût, en quête d'habiles sorciers et alchimistes, si bien qu'il servit de dupe à toute une bande de charlatans sans vergogne. Il resta toujours convaincu que, dans son château de Tiffauges, l'opération allait un jour être couronnée de succès lorsque l'arrivée soudaine du dauphin Louis l'avait obligé à renverser ses fourneaux; car si, comme nous l'avons vu, l'alchimie n'était pas positivement comptée au nombre des arts prohibés, la pratique de cette science n'en était pas moins suspecte et Louis, malgré sa jeunesse, n'était pas de ceux à qui Gilles de Rais pût confier un si redoutable secret. La ténacité de son espoir explique sa prodigalité insouciance et la facilité avec laquelle il aliéna ses domaines, tout en conservant un droit de rachat: il s'attendait, d'un jour à l'autre, à pouvoir payer sans compter. Pourtant, comme je l'ai déjà fait observer, l'alchimie, tout en revendiquant le titre de science, était presque universellement associée, dans la pratique, avec la nécromancie; peu d'alchimistes prétendaient être capables d'arriver au succès sans l'assistance de démons, dont l'invocation devint une nécessité de leur art. On ne saurait trouver, dans l'histoire des fraudes de la magie, un chapitre plus instructif que les révélations faites, au cours de leurs confessions, par Gilles et par son principal magicien, Francesco Prelati. Ce dernier avait un démon familier, nommé Barron, qu'il évoquait toujours sans peine lorsqu'il était seul, mais qui ne voulut jamais se montrer en présence de Gilles. Dans les détails naïfs

473

(1) Bossard et Maulde, p. 61-66, 72-3, 78-81, 92-116, 173, 212-13, 269; *Preuves*, p. xxiv, b, clii-clv, clviii, clix.

que fournissent les deux hommes sur leurs essais et leurs échecs, on ne peut s'empêcher d'admirer l'ingéniosité adroite de l'Italien et la complaisante crédulité du baron. Un jour, comme Prelati avait ardemment demandé de l'or, le démon tentateur sema par toute la chambre d'innombrables lingots, en défendant au magicien de toucher à ce trésor avant plusieurs jours. Quand la nouvelle de ce prodige fut arrivée aux oreilles de Gilles, il éprouva le désir bien naturel de réjouir ses yeux de ce spectacle; Prelati le mena dans sa chambre. Mais, en ouvrant la porte, il s'écria qu'il voyait un grand serpent vert de la taille d'un chien, enroulé sur le plancher, et tous deux tournèrent promptement les talons. Puis Gilles s'arma d'un crucifix contenant un morceau de la vraie Croix et insista pour qu'on retournât dans la chambre magique; mais Prelati l'avisa que de semblables expédients ne faisaient qu'accroître le danger et Gilles renonça à son dessein. Finalement, le malicieux démon changea l'or en clinquant; ce clinquant, dans la main de l'alchimiste, ne fut bientôt qu'une poussière rougeâtre. En vain Gilles donna-t-il à Prelati des contrats signés de son propre sang, par lesquels il s'engageait à lui obéir aveuglément en échange des trois dons de science, richesse et puissance; Barron n'accepta aucun de ces pactes. Le démon était irrité contre Gilles, parce qu'il n'avait pas tenu sa promesse de lui apporter une offrande; pour une petite requête, l'offrande devait être une bagatelle, par exemple une poule ou une colombe; mais pour obtenir quelque importante faveur, il fallait sacrifier un membre d'enfant. Les corps d'enfants n'étaient pas chose rare dans la région où résidait Gilles; le baron se hâta de placer dans un vase de verre une main, une tête, des yeux et du sang d'enfant, et remit le tout à Prelati pour l'offrir à Barron. Mais le démon s'obstina dans son mauvais vouloir et Prelati déclara avoir enterré en terre sainte l'offrande rejetée. Bien que Gilles passât pour sacrifier un nombre incalculable d'enfants dans ses opérations de nécromancie, l'incident relaté ci-dessus est le seul fait qui fût rappelé lors de son procès; la fréquence des allusions qui y sont

faites dans les témoignages montre l'importance qu'y attribuait l'accusation (1).

Gilles aurait pu poursuivre longtemps le cours de ses exploits meurtriers, si le duc Jean et son chancelier, Jean de Malestroit, évêque de Nantes, n'avaient jugé avantageux pour eux de l'envoyer au bûcher. Tous deux étaient acquéreurs des domaines aliénés par Gilles ; ils devaient souhaiter d'être affranchis d'une menace de rachat et pouvaient espérer gagner quelque chose à la confiscation de ce qui restait au dissipateur. Attaquer ce redoutable baron n'était pas une tâche qu'on pût entreprendre à la légère ; il fallait que l'Église eût la conduite de l'affaire, car le pouvoir civil n'osait pas s'exposer au ressentiment de tout le baronnage du duché. Le naturel impétueux de Gilles offrit à ses ennemis le prétexte souhaité.

Le maréchal avait vendu le château et le fief de Saint-Étienne de Malemort à Geoffroi le Ferron, trésorier du duc (qui fut peut-être, en la circonstance, l'homme de paille du duc lui-même), et avait donné saisine à Jean le Ferron, frère de l'acheteur, personnage qui avait reçu la tonsure et qui portait l'habit ecclésiastique, jouissant ainsi de l'immunité de clergie, bien qu'il ne remplît aucune fonction ecclésiastique. Il s'éleva entre eux quelque différend que Gilles se mit en devoir de régler avec l'arbitraire qui était de mode à cette époque. A la Pentecôte de 1440, il mena à Saint-Étienne une soixantaine d'hommes armés, les posta en embuscade près du château et se rendit, avec une suite peu nombreuse, à l'église où Jean faisait ses dévotions. La messe allait prendre fin quand les intrus envahirent le sanctuaire en brandissant leurs armes. Gilles interpella Jean en ces termes : « Ah, ribaud, tu as battu mes gens et tu as commis sur eux des exactions ; sors d'ici, ou je vais te tuer ! » On eut grand peine à rassurer l'ecclésiastique terrifié. Trainé jusqu'à la poterne du château, il dut en ordonner la restitution : Gilles mit garnison dans la place,

478

(1) Bossard et Maulde, *Pr.* p. xxvi, xxxiv, xlvii-liii, lv-lvi, lxii-lxxii, lxxxviii-xciii, ci, cxvii. — Monstrelet, II. 248.

emmena Jean et finalement l'emprisonna à Tiffauges en lui mettant les fers aux mains et aux pieds (1).

Ce délit était de ceux dont la coutume de Bretagne avait prévu la répression devant la juridiction civile; mais le duc s'empressa de prendre en mains la cause de son trésorier et enjoignit sommairement à son lieutenant-général de rendre le château et les prisonniers sous peine d'une amende de cinquante mille couronnes. Indigné de cette intervention inattendue, Gilles maltraita les envoyés du duc et celui-ci, ayant aussitôt levé des troupes, reprit la place de vive force. Tiffauges, où se trouvaient les prisonniers, était situé en Poitou, hors de la juridiction de Bretagne; mais le connétable de Richemont, frère du duc, assiégea le château et Gilles fut contraint de mettre en liberté ses captifs. Après avoir ainsi fait sa soumission, il se risqua, en juillet, à rendre visite au duc, à Josselin; il entretenait quelques doutes sur l'accueil qui lui était réservé, mais Prelati consulta son démon et annonça que Gilles pouvait sans crainte aller trouver son suzerain. Accueilli avec affabilité, le maréchal crut que l'orage était passé. Il se sentait si bien en sûreté qu'à Josselin même, il poursuivit ses atroces pratiques, mit à mort plusieurs enfants et fit évoquer le démon par Prelati (2).

Tandis que les pouvoirs de l'État hésitaient à attaquer le criminel, l'Église préparait activement la perte de Gilles. Le maréchal s'était rendu coupable de sacrilège en commettant des actes de brutalité dans l'église de Saint-Étienne; il avait violé l'immunité ecclésiastique en portant la main sur Jean le Ferron. Pourtant, à cette époque sauvage où la guerre n'épargnait ni église ni cloître, ces crimes étaient trop fréquents pour justifier la ruine de leur auteur, et, dans les premières étapes de la procédure, il n'y fut même pas fait allusion. Le 30 juillet, Jean de Malestroît, dont l'évêché de Nantes com-

(1) Bossard et Maulde, p. 231-5; Pr. p. xxix, cii-cxvi, cliv.

(2) Très Anc. Cout. de Bretagne, c. 62 (Bourdot de Richebourg IV. 216). — Bossard et Maulde, p. 235-6; Pr. p. liii, lxxi.

prenait la baronnie de Rais, lança, à titre privé, une déclaration relatant qu'au cours d'une récente visite, ses commissaires et lui avaient constaté que Gilles passait publiquement pour avoir assassiné un grand nombre d'enfants, après avoir assouvi sur eux ses passions ; on disait, de plus, que le maréchal invoquait le démon suivant des rites horribles, qu'il signait des pactes avec le diable et commettait beaucoup d'autres actes scandaleux. Bien que, pour appuyer ces charges, des témoins synodaux fussent mentionnés de façon générale, huit témoins seulement étaient personnellement nommés, parmi lesquels sept femmes, toutes domiciliées à Nantes. Leurs témoignages subséquents montrent qu'elles avaient perdu des enfants et qu'elles attribuaient à Gilles la responsabilité de leur disparition. Évidemment, en rédigeant cette déclaration, l'évêque avait dessein de délier la langue des gens qui pourraient avoir connaissance de faits analogues ; mais toute la diligence qu'on mit à recueillir des dépositions fut vaine : quand le procès s'ouvrit, deux mois plus tard, on n'avait réussi à trouver que deux nouveaux témoins, dont les affirmations étaient aussi vagues que celles des premiers. Le seul grief que fournissent ces témoins était le rapt d'enfants, et ce crime n'était, à aucun égard, de la compétence d'un tribunal ecclésiastique. Évidemment, les terrifiants secrets de Tiffauges et de Machecoul n'avaient pas franchi les murailles des châteaux. Il était nécessaire de risquer un violent coup d'audace ; quand Gilles et ses gens seraient entre les mains de la justice, on pouvait espérer que les ressources de la procédure leur arracheraient des déclarations assez formelles pour qu'ils se condamnassent eux-mêmes (1).

Le 13 septembre, l'évêque lança un ordre citant Gilles à comparaître, le 19, devant le tribunal épiscopal. La citation reprenait l'énumération des méfaits rapportés dans la déclaration précédente, avec cette addition significative : « et autres crimes et délits suspects d'hérésie ». Ce document fut remis à

(1) Bossard et Maulde, *Pr.* p. i, ii, vi-ix.

Gilles, en mains propres, le lendemain : le prévenu ne fit aucune résistance. Quelques rumeurs inquiétantes avaient dû se répandre, car les deux principaux conseillers et confidents du maréchal, Gilles de Sillé et Roger de Briquerville, se mirent en sûreté par la fuite. A l'exception de ces deux personnages, les serviteurs intimes et les pourvoyeurs de Gilles, hommes et femmes, furent arrêtés, ainsi que Prelati, et emmenés à Nantes. Le 19, le maréchal eut une audience privée en présence de l'évêque. Guillaume Capeillon, chargé de soutenir l'accusation, porta adroitement contre le prévenu certaines charges d'hérésie ; Gilles tomba dans le panneau et offrit audacieusement de se justifier devant l'évêque ou devant tout autre juge ecclésiastique. On le prit au mot et on arrêta la date du 28 pour sa comparution devant l'évêque et le vice-inquisiteur de Nantes, Jean Blonyn (1).

480 Les registres du tribunal sont incomplets et ne nous renseignent pas sur le sort des serviteurs de Gilles ; mais on peut croire que, pendant le temps qui s'écoula entre les deux comparutions, les juges durent employer sans réserves les méthodes inquisitoriales pour obtenir des révélations. Les informations ainsi recueillies furent probablement répandues dans le public afin de créer un mouvement d'opinion favorable à l'accusation, car, dès le 28, certains des parents affligés, qui vinrent confirmer leur première déposition, avaient ouï dire que la Meffraye, la plus active des pourvoyeuses de Gilles, reconnaissait, depuis son incarcération dans une prison séculière, avoir livré leurs enfants à son maître. Dans cette audience du 28, on n'entendit que ces dix témoins qui exposèrent de vagues conjectures au sujet de la perte de leurs enfants. Gilles n'assistait pas à cette audition ; sans doute la torture appliquée à ses serviteurs n'avait pas encore donné de résultats satisfaisants, car la suite des débats fut ajournée au 8 octobre (2).

(1) Bossard et Maulde, Pr. p. iii-iv, v. — Jean Chartier, *Hist. de Charles VII* ann. 1440 (Ed. Godefroy, p. 106).

(2) Bossard et Maulde, Pr. p. vi-ix.

Au cours des audiences suivantes, on renonça, semble-t-il, à observer la règle de l'instruction secrète. Évidemment, on désirait fort provoquer, contre le prisonnier, un soulèvement d'opinion, car la salle de la Tour-Neuve était pleine de monde. Les débats se rouvrirent le 8 octobre, au milieu des cris frénétiques des malheureux parents réclamant justice contre celui qui leur avait ravi leurs enfants et avait commis tant d'autres crimes affreux. Ils énuméraient toute une série de noirs méfaits, attestant ainsi que, depuis leur dernière comparution, on avait soigneusement éclairé leur ignorance. Cette mise en scène dramatique, imitée des chœurs de la tragédie grecque, fut renouvelée le 11 ; après quoi, l'exhibition ayant apparemment produit l'effet qu'on en attendait, ces comparses ne reparurent plus (1).

A l'audience du 8, l'accusateur présenta oralement la liste des chefs d'accusation. Gilles en appela de ce tribunal, mais comme cet appel était purement verbal, on le rejeta promptement, sans même offrir au prévenu le secours d'un avocat ou l'assistance d'un notaire pour la rédaction d'un acte en forme. Si quelque chose pouvait exciter notre commisération en faveur d'un pareil criminel, ce serait assurément cette parodie de justice, ce procès au cours duquel l'accusé, seul et sans aide, était invité à sauver sa tête, s'il le pouvait, sans préparation et sans moyens de défense. Il était évidemment coupable ; mais s'il eût été innocent, le résultat eût été le même. Pourtant, les débats ne furent pas menés *simpliciter et de plano*, conformément à la procédure inquisitoriale. Il y eut un semblant de *litis contestatio*. L'accusateur prêta le *juramentum de calumnia*, serment de dire la vérité et s'abstenir de toute fraude, et demanda que Gilles fût tenu de prêter le même serment, ainsi que l'exigeait la forme légale. Mais Gilles refusa obstinément, en dépit de quatre sommations et de la menace de l'excommunication. Il ne voulait pas intervenir dans ces débats, sauf pour affirmer la fausseté de toutes les charges (2).

481

(1) Bossard et Maulde, Pr. p. ix, xii.

(2) Bossard et Maulde, Pr. p. xi-xvii.

La situation s'aggrava encore à l'audience du 13, quand les accusations eurent été mises par écrit en une formidable série de quarante neuf articles. L'évêque et l'inquisiteur demandèrent à Gilles ce qu'il avait à dire pour sa défense ; l'accusé répliqua avec hauteur que ces gens n'étaient pas ses juges ; il avait fait appel de leur juridiction et ne répondrait pas aux griefs formulés. Puis, donnant libre cours à sa colère, il flétrit ses juges comme des simoniaques et des scélérats ; c'était pour lui une honte que de comparaître devant eux ; il aimerait mieux être pendu par le cou que de les reconnaître pour juges ; il s'étonnait que Pierre de l'Hôpital, président ou magistrat suprême de Bretagne, qui assistait à ces débats, permit à des ecclésiastiques d'intervenir pour juger des crimes tels que ceux qu'on lui imputait. En dépit de ses réclamations, on donna lecture de l'acte d'accusation ; il déclara que cet acte n'était qu'un ramassis de mensonges et refusa de fournir des réponses formelles. Alors, après des avertissements répétés, l'évêque et l'inquisiteur le déclarèrent rebelle et l'excommunièrent. Il en appela de nouveau ; l'appel fut rejeté comme « frivole » et on accorda à l'accusé quarante-huit heures pour préparer sa défense (1).

L'acte d'accusation était un document très long et détaillé, attestant, par la minutie des faits particuliers qu'il relatait, que l'on avait dû, à ce moment, arracher aux serviteurs de Gilles des confessions accablantes. C'est dans cet acte que figure pour la première fois le récit du sacrilège et de l'atteinte à l'immunité ecclésiastique, délits commis à Saint-Étienne : l'accusation du meurtre d'enfants n'est mentionnée que comme fait accessoire et connexe à d'autres crimes. Cependant on avait accumulé tout ce qui pouvait lui être imputé, jusqu'à des excès de table, qui avaient provoqué, affirmait-on, ses autres désordres. On utilisait habilement ses accès passagers de repentir et ses promesses d'amendement, pour prouver qu'il était hérétique relaps, ce qui lui enlevait toute chance de

(1) Bossard et Maulde, *Pr.* p. xiii-xiv.

salut. L'accusateur concluait en répartissant les accusations, entre les deux juridictions. L'évêque et l'inquisiteur étaient invités à s'unir pour déclarer le prévenu coupable d'apostasie et d'invocation de démons, tandis que l'évêque était appelé à prononcer seul la sentence sur les chefs de crimes contre nature et de sacrilège, l'Inquisition n'étant pas compétente pour en connaître. Remarquons qu'il n'était pas fait allusion à l'alchimie; apparemment, cette science n'était pas considérée comme illicite (1).

Il est difficile de bien comprendre ce qui se passa ensuite. Quand, le surlendemain, 15 octobre, Gilles fut introduit devant le tribunal, ce n'était plus le même homme. Quelles influences avaient été mises en jeu dans l'intervalle? La seule explication plausible est qu'il avait reconnu, d'après les détails de l'accusation, que ses serviteurs avaient été contraints de le trahir, que toute résistance ultérieure aurait pour unique résultat de le faire mettre à la torture et que, soucieux avant tout du salut de son âme, il ne pouvait gagner le ciel qu'en se soumettant à l'Église et en acceptant avec résignation son destin. Pourtant, il ne put prendre immédiatement sur lui d'affronter l'humiliation d'une confession publique et complète. Il accepta humblement pour juges l'évêque et l'inquisiteur; pliant le genou, pleurant et gémissant, il demanda pardon des insultes qu'il leur avait lancées, supplia que l'on retirât l'excommunication dont sa rébellion avait été frappée; il prêta, entre les mains de l'accusateur, le *juramentum de calumnia*; il reconnut, en termes généraux, qu'il n'avait pas d'objection à faire aux charges alléguées et confessa les crimes qui lui étaient imputés; mais quand on le somma de répondre *seriatim* aux articles, il nia aussitôt qu'il eût invoqué, on fait invoquer quelque mauvais esprit; il avait, il est vrai, pratiqué l'alchimie, mais il offrait de se laisser brûler si les témoins cités, dont il acceptait d'avance les dépositions, prouvaient qu'il eût invoqué des démons, conclu des pactes avec eux ou

(1) Bossard et Maulde, *l'r.* p. xvii-xxv.

483

qu'il leur eût offert des sacrifices. Quant aux autres griefs, il les démentit un à un, mais invita l'accusateur à produire tels témoins qu'il lui plairait, s'offrant à admettre leurs dépositions comme concluantes. Bien qu'il y ait, en tout cela, une contradiction qui jette un doute sur la sincérité de la relation officielle, ce caractère contradictoire peut s'expliquer par des tergiversations assez compréhensibles dans la situation critique où se trouvait l'accusé. Cependant, il ne recula pas lorsqu'on introduisit ses serviteurs et ses agents, Henriet, Poitou, Prelati, Blanchet, et ses deux pourvoyeuses, et qu'on leur déféra le serment en sa présence : il déclina l'offre de l'évêque et de l'inquisiteur, l'invitant à diriger lui-même l'interrogatoire de ces témoins, et déclara qu'il accepterait leurs dépositions sans soulever aucune exception quant à leur personne ou à leurs témoignages. Il eut la même attitude le 15 et le 19, quand on déféra le serment à d'autres témoins en sa présence. Cependant ces témoins furent interrogés par des notaires, en particulier. Les dépositions d'Henriet et de Poitou, que l'on a conservées, constituent de hideux catalogues des crimes les plus vils ; les détails y sont spécifiés avec minutie ; toutefois, l'identité qui existe entre ces deux dépositions, sur des points infimes où des oublis et des divergences sembleraient naturels, laisse fort à penser qu'on a « travaillé » les témoins eux-mêmes ou les procès-verbaux. Prelati fournit également une abondance de détails sur la nécromancie et il est assez malaisé de comprendre comment ce nécromancien, qui avait largement mérité le bûcher, échappa, semble-t-il, à tout châtiment ; on en peut dire autant de Blanchet, de la Meffraye, de l'autre pourvoyeuse et de plusieurs inculpés. Il convient de remarquer aussi l'absence de la formule attestant que ces confessions ou dépositions ont été faites sans crainte, violence ou faveur (1).

A l'audience du 20 octobre, on demanda encore à Gilles s'il avait quelque observation à présenter : il répondit négative-

1) Bossard et Maulde, *Pr.* p. xxxii, xxxvi, xxxvii-xxxviii, lxiv-lxix, lxxii-lxxxi, lxxxii-ccii, xciii-ci.

ment. Il sollicita la publication immédiate des témoignages recueillis contre lui et, quand on lui lut les dépositions de ses complices, il déclara qu'il n'avait pas d'exception à faire valoir ; en réalité, cette publication était inutile après tout ce que Gilles avait déjà dit et ce qu'il était disposé à confesser. On pourrait croire que ces déclarations aient suffi amplement, attendu que sa culpabilité était ainsi prouvée et avouée ; mais la curiosité diabolique de la jurisprudence à cette époque n'était jamais satisfaite, tant qu'elle n'avait pas arraché à l'accusé une confession détaillée et formelle. Aussi l'accusateur demanda-t-il instamment à l'évêque et à l'inquisiteur que Gilles fût mis à la question, afin, disait-il, d'arriver à une vérité plus complète. Les experts furent consultés et l'on décida que la torture serait appliquée (1).

L'arrogant maréchal avait espéré qu'on lui épargnerait l'humiliation d'une confession intégrale ; mais on ne pouvait permettre cette dérogation à la règle. Le lendemain, 21 octobre, l'évêque et l'inquisiteur ordonnèrent d'introduire l'accusé et de le soumettre à la question. Tout était préparé à cet effet, quand Gilles demanda humblement qu'on différât jusqu'au lendemain ; dans l'intervalle, il trouverait le courage de satisfaire la curiosité de ses juges sans qu'il fût besoin de torture. Il demanda en outre que l'évêque de Saint-Brieuc et Pierre de l'Hôpital fussent désignés pour recevoir sa confession dans un endroit autre que la chambre de torture. A cette dernière prière les juges accédèrent, mais ils ne voulurent accorder de répit que jusqu'à deux heures, en promettant d'ajourner ensuite les débats au lendemain, si l'accusé avouait dans l'intervalle. La confession faite l'après-midi par Gilles, dans de telles circonstances, fut prononcée « librement et volontiers et sans contrainte d'aucune sorte », si l'on en croit la déclaration officielle : par là nous pouvons apprécier, une fois de plus, la valeur de ces formules courantes (2).

434

(1) Bossard et Maulde, Pr. p. xli-xlii.

(2) Bossard et Maulde, Pr. p. xliii-xlv.

Devant les commissaires désignés, Gilles n'hésita pas à s'accuser de tous les crimes qui lui étaient imputés. Pierre de l'Hôpital eut peine à croire que le récit fût véridique et pressa énergiquement l'accusé de révéler les motifs qui l'avaient poussé à commettre de telles horreurs. Il ne fut pas satisfait de la réponse de Gilles qui déclara avoir voulu simplement assouvir ses passions ; à la fin, le maréchal s'écria : « En vérité, il n'y avait pas d'autre mobile, objet ou intention que ce que je vous ai dit. Je vous ai révélé des choses plus graves que celles-là, je vous en ai fait connaître assez pour condamner à mort dix mille hommes ». Le président n'insista plus davantage sur ce point ; mais il envoya chercher Prelati. Chacun des deux complices confirma spontanément les déclarations de l'autre, puis ils se séparèrent en pleurant et en échangeant un affectueux adieu (1).

Il ne fut plus question de torture, Gilles resta désormais fidèle à sa nouvelle attitude. Il avait apparemment résolu de gagner le ciel par sa contrition et avec l'assistance de l'Église ; pendant la suite du procès, cet homme extraordinaire offrit un spectacle dont on n'eut peut-être jamais d'exemple. Le lendemain, 22 octobre, quand il comparut devant ses juges, l'orgueilleux et hautain baron exprima le désir que sa confession fût lue en public, afin que cette humiliation contribuât à obtenir pour lui le pardon de Dieu. Non content de cette première marque de repentir, il ajouta à sa confession d'abondants détails relatifs aux atrocités commises par lui, comme s'il eût cherché à faire au Ciel le sacrifice absolu de son orgueil.

485 Finalement, après avoir exhorté les assistants à rendre honneur et obéissance à l'Église, il les engagea, en pleurant, à prier pour lui et demanda pardon aux parents dont il avait assassiné les enfants (2).

Le 25, il vint entendre la sentence. Après que l'évêque et l'inquisiteur eurent dûment consulté leur assemblée d'experts,

(1) Bossard et Maul'c, Fr. p. xli-xlvii.

(2) Bossard et Maul'c, Fr. p. xlviii-lviii.

on donna lecture de deux jugements. Le premier, au nom des deux juges, condamnait Gilles comme coupable d'apostasie hérétique et d'horrible invocation de démons, crimes pour lesquels il avait encouru l'excommunication et d'autres pénalités légales, et devait être puni conformément aux prescriptions canoniques. Le second jugement, rendu au nom de l'évêque seul, sous la même forme, condamnait l'accusé pour crime contre nature, sacrilège, violation des immunités ecclésiastiques. Aucun de ces deux jugements ne prescrivait de peine. N'étant pas déclaré relaps, le condamné ne pouvait être abandonné au bras séculier, et l'on jugea apparemment inutile de lui infliger une pénitence, alors que le tribunal séculier avait mené *pari passu* des poursuites dont l'issue n'était pas douteuse. Le tribunal ecclésiastique avait abandonné l'accusation de meurtre, après s'en être avantageusement servi pour exciter la haine populaire, et en avait laissé la connaissance aux autorités civiles, seules compétentes en la matière. Somme toute, l'ensemble de cette procédure si minutieuse n'aboutissait à rien, si ce n'est à offrir un prétexte au procès civil et une justification pour la confiscation des domaines de Gilles (1).

Après la lecture des sentences, on demanda au condamné s'il souhaitait de rentrer dans le giron de l'Église. Il répondit qu'il n'avait jamais su ce qu'était l'hérésie et qu'il n'était jamais tombé dans ce crime ; mais puisque l'Église le déclarait coupable, il demandait à genoux, avec des sanglots et des gémissements, la réconciliation. Quand on procéda à cette cérémonie, il implora l'absolution qui lui fut accordée. Ce qui prouve que toute l'affaire était bien une duperie, et que l'évêque et l'inquisiteur songeaient uniquement à atteindre l'objet secret de la poursuite, c'est que Gilles, condamné pour hérésie, n'en fut pas moins absous sans être soumis à l'indispensable formalité de l'abjuration. Il demanda un confesseur ; on accéda

(1) Bossard et Maulde, p. xiv.-xv.

immédiatement à sa requête en désignant un Carme de Ploermel, Jean Juvénal (1).

486 De la Tour-Neuve, où le tribunal ecclésiastique tenait ses séances, Gilles fut aussitôt trainé devant les juges séculiers, siégeant au Bouffay. Ce tribunal avait entamé son enquête le 18 septembre et s'était activement appliqué à réunir des témoignages au sujet des meurtres d'enfants ; en outre, le président, Pierre de l'Hôpital, avait assisté à une grande partie du procès ecclésiastique et avait reçu personnellement la confession de Gilles. Les juges étaient donc parfaitement en état d'agir ; ils avaient d'ailleurs déjà condamné Henriet et Poitou à la pendaison et au bûcher. Quand Gilles comparut, il répondit à l'acte d'accusation par une confession immédiate. Pierre le pressa d'avouer sans restriction pour obtenir ainsi une atténuation de la peine due à ses crimes : il y consentit volontiers. Puis le président consulta ses assesseurs qui tous opinèrent pour la mort, bien qu'il s'élevât quelques divergences au sujet du mode d'exécution. A la fin, Pierre annonça que le prévenu avait encouru les *peines pécunielles* dont le montant serait perçu sur ses biens et ses terres « avec modération de justice ». Comme châtimement pour ses crimes, le maréchal serait pendu et brûlé ; afin qu'il eût le loisir d'implorer la grâce divine, l'exécution était fixée au lendemain, à une heure. Gilles remercia le juge de lui avoir accordé ce répit et exprima le désir que ses serviteurs, Henriet et Poitou, ayant commis les crimes en même temps que lui, fussent exécutés en même temps, afin que lui-même, l'instigateur de leurs fautes, pût leur adresser de bons conseils, leur donner l'exemple d'une bonne mort et, par la grâce de Notre-Seigneur, coopérer à leur salut. Si ces gens ne le voyaient pas mourir, disait-il, ils pourraient croire que leur maître avait échappé au châtimement, et cette erreur pourrait les pousser au désespoir. Non contents d'accéder à cette requête, les juges l'autorisèrent à choisir le lieu de sa sépulture ; il opta pour l'église des Carmes, sanc-

(1) Bossard et Maulde, Pr. p. lx-lxi.

tuaire où étaient enterrés les ducs et tous les plus illustres seigneurs de Bretagne. Comme dernière prière, il demanda qu'on invitât l'évêque et le clergé à célébrer une procession le lendemain, avant l'exécution, et à prier Dieu d'accorder au maître et aux serviteurs une foi ardente en leur salut. On exauça ce vœu et, le lendemain, on vit cet étrange spectacle : le clergé, suivi de la population entière de Nantes, qui avait réclamé à grands cris la mort de Gilles, marchant processionnellement par les rues, avec des chants et des prières pour son salut (1).

En se rendant au lieu d'exécution, Gilles s'appliqua à encourager les serviteurs qu'il avait conduits à cette mort infamante; il leur donna l'assurance que, dès que leurs âmes auraient quitté leurs corps, ils seraient tous réunis au paradis. Les serviteurs montraient, comme leur maître, une contrition parfaite et s'inspiraient d'espérances toutes chrétiennes, déclarant qu'ils saluaient la mort avec joie, dans leur infinie confiance en Dieu. Tous furent hissés sur des tréteaux placés au-dessus du bois empilé. On leur passa autour du cou des cordes attachées aux potences; puis on enleva les tréteaux et, quand la pendaison fut achevée, on mit le feu aux fagots. On laissa la flamme réduire en cendres Henri et Poitou; mais quand la corde de Gilles fut consumée et que le corps tomba dans le foyer, les dames parentes du maréchal se précipitèrent et l'arrachèrent aux flammes. On l'honora de funérailles somptueuses, et la famille conserva, dit-on, certains de ses os comme relique, attestant son repentir (2).

D'après les lois bretonnes, l'exécution d'un criminel entraînait confiscation des biens mobiliers au profit du seigneur justicier; mais les biens-fonds n'étaient pas compris dans la saisie. Nous avons vu qu'en tous lieux la condamnation pour hérésie emportait la confiscation générale et l'incapacité pour deux générations à venir. Gilles avait été reconnu héré-

(1) Bossard et Maulde, p. 333 ; Pr. p. cxl-cxliv.

(2) Bossard et Maulde, p. 337-41.

tique, mais le verdict des juges séculiers est obscur en ce qui touche la confiscation et, dans le litige compliqué et prolongé qui s'éleva au sujet de la succession, il est difficile d'établir dans quelle mesure la confiscation fut appliquée. Quelque vingt ans plus tard, le « *Mémoire des Héritiers* » soutient que la mort a expié les crimes du maréchal et supprimé tout motif à confiscation; ce qui donnerait à croire qu'il y avait eu en effet confiscation. Le seul fait certain est que René d'Anjou confisqua, en 1430, Champtocé et Ingrandes, qui se trouvaient situés dans sa juridiction, et les céda au duc pour confirmer le titre de celui-ci. D'autre part, Charles VII avait déjà décrété confiscation pour venir en aide aux héritiers (1).

On ne fit pas peser sur les descendants les incapacités ordinaires, et la maison de Rais fut considérée comme toujours digne de prétendre aux plus nobles alliances. Après une année de veuvage, Catherine de Thouars épousa Jean de Vendôme, vidame de Chartres, et, en 1442, Marie, fille de Gilles, épousa Prégent de Coëtivy, amiral de France, l'un des plus puissants seigneurs de la cour royale. Apparemment ce personnage jugea l'union très désirable, car il accepta, dans le contrat de mariage, 488 de fort dures conditions. Il se mit résolument à l'œuvre pour recouvrer les terres aliénées ou confisquées, et réussit à rentrer en possession de quelques-uns des plus beaux domaines, notamment de Champtocé et d'Ingrandes; mais il mourut, en 1430, au siège de Cherbourg, avant d'avoir pu jouir de ces acquisitions. Marie se remaria, peu après, avec André de Laval, maréchal et amiral de France, lequel fit respecter les droits de sa femme; quand elle mourut sans enfant en 1437, l'héritage passa entre les mains du frère de Gilles, René de la Suze. L'interminable litige se rouvrit et se prolongea jusqu'après la mort de René, en 1474. Le défunt ne laissait qu'une fille qui avait épousé, en 1446, le prince de Déols; de cette union était né un fils unique, André de Chauvigny, qui mourut sans enfant en

(1) Très-Anc. Cout. de Bretagne, c. 418 — Bourdot de Richebourg, iv, 226). — Bossard et Maulde, p. 337, 377.

1502; la lignée se trouva éteinte. La baronnie de Rais échut à la maison de Tournemine, puis finit par appartenir aux Gondi; le nom devait être rendu célèbre une seconde fois, au xvii^e siècle, par le cardinal de Retz (1).

Tout en admettant nécessairement la culpabilité de Gilles de Rais, on a le droit, en présence des intérêts sordides que dissimulait cette affaire, de douter de la sincérité du procès et de la condamnation. Ce doute est fortifié par le sort des complices. Seuls Henriot et Poitou paraissent avoir été frappés; on ne constate pas que la peine capitale ait été infligée à aucun des autres; cependant leurs crimes étaient assez grands pour mériter le plus rigoureux châtiment et la facilité avec laquelle, à l'aide de la torture, les accusés prouvèrent eux-mêmes leur crime, dispensait de recourir à la promesse du pardon pour obtenir des aveux. Gilles de Sillé, qui passait pour le plus coupable des mauvais conseillers du maréchal, disparut sans qu'on entendit jamais parler de lui. Anprès de ce personnage il faut placer Roger de Briquerville, à l'égard duquel la famille fit preuve, semble-t-il, d'une complaisance quelque peu mystérieuse. Marie de Rais entourait d'un soin affectueux les enfants de Roger; en 1446, il reçut de Charles VII des lettres de rémission qui le réhabilitaient, grâce qu'il n'aurait certainement pas obtenue s'il n'avait été soutenu par Prigent de Coëtivy. Ce dernier, dans une lettre à son frère Olivier, en 1449, envoie un souvenir amical à Roger (2).

Si l'historien estime qu'en cette singulière affaire un mystère impénétrable pèse encore sur la vérité, les paysans de Bretagne ne furent pas troublés par des doutes de ce genre. Pour eux Gilles demeura l'incarnation de la cruauté et de la féroce. Je ne suis pas assez versé dans la science des traditions populaires pour me prononcer au sujet de l'assertion mise en avant par M. Bossard, qui voit en Gilles l'original de Barbe-Bleue, le monstre du conte enfantine universellement célèbre sous la

489

(1) Bossard et Maulde, p. 370-82.

(2) Bossard et Maulde, p. 380; Fr. p. cxlv-cxlvj.

forme que lui a donné Charles Perrault (1). Pourtant, même sans admettre que cette légende ait une source bretonne, il paraît certain qu'en Bretagne, en Vendée, dans l'Anjou et le Poitou, où le terrible baron possédait ses résidences préférées, il est connu sous le nom de Barbe-Bleue; l'histoire — peut-être plus ancienne — des sept femmes assassinées s'est attachée au nom d'un homme qui n'eut qu'une seule femme et qui périt avant elle. La tradition rapporte que le démon changea en une barbe d'un bleu ardent la superbe barbe rousse dont Gilles était si fier, et partout, à Tiffauges, à Champlocé, à Machecoul, Barbe-Bleue est, aux yeux des paysans, le seigneur du château où Gilles régnait sur leurs ancêtres. Aujourd'hui encore, le passant, en approchant, le soir, des ruines redoutées, se signe et retient son haleine. Dans une ballade, on trouve les noms de Barbe-Bleue et du baron de Rais employés alternativement pour désigner le même personnage. Jean de Malestroit, évêque de Nantes, est le champion qui délivra de l'oppresseur le peuple terrorisé (2).

Une autre phase de la croyance populaire à la magie est illustrée par Don Enrique d'Aragon, communément appelé marquis de Villena. Né en 1384, il unissait en sa personne le sang royal de Castille à celui d'Aragon. Son grand-père, le duc de Gandia, connétable de Castille, le destinait à la carrière des armes et limita l'éducation du jeune homme à l'étude des vertus chevaleresques. Mais l'enfant était doué d'un ardent désir de s'instruire, qui surmonta tous les obstacles; bientôt il émerveilla de son savoir ses compagnons illettrés. Il parlait plusieurs langues, était doué d'un certain talent poétique et devint un historien fécond. Les arts occultes constituaient une branche trop importante des connaissances de ce temps pour qu'il pût en négliger l'étude; il se rendit célèbre par son habileté dans la divination et dans l'interprétation des songes,

(1) Cette hypothèse ne soutient pas l'examen. — *Trad.*

(2) Bossard et Maulde, p. 406, 408, 412.

éternuements et présages — toutes choses qui, disait-on, ne seyaient ni à un prince de sang royal, ni à un bon catholique. Aussi était-il médiocrement estimé des rois et peu respecté par les farouches chevaliers d'Espagne. D'ailleurs, on nous parle de lui avec un mépris peu déguisé, comme d'un homme qui, avec tout son acquit, ne possédait guère de savoir digne de sa position, était incapable de tenir son rang de chevalier, de se guider dans les affaires de la vie et même de diriger sa propre maison; il était petit et gros, et aimait à l'excès les femmes et la bonne chère. On se moquait de sa science astrologique en disant qu'il en savait plus long sur les choses du ciel que sur les choses de ce monde. Il abandonna sa femme et renonça à son comté de Tineo pour obtenir la maîtrise de l'Ordre de Calatrava; mais le roi lui retira bientôt ce poste, de sorte que, dit le chroniqueur, il perdit les deux dignités à la fois. Il mourut en 1434, à l'âge de cinquante ans. Après sa mort, tous ses livres furent examinés, sur l'ordre du roi Jean II, par Fray Lope de Barrientos, plus tard évêque de Cuenca, à ce moment professeur à Salamanque et précepteur de l'infant Enrique. Fray Lope brûla publiquement une partie de ces livres sur la *plaza* du couvent dominicain de Madrid, où était enterré le marquis. Quant aux autres livres, il les garda, probablement pour s'aider de leur contenu dans la composition des œuvres qu'il écrivait, par ordre du roi, sur les sciences occultes.

490

Don Enrique fut évidemment un homme de rare culture, méprisé par ses grossiers contemporains qui ne pouvaient voir, dans ses talents variés, que l'habileté magique dont l'imagination populaire était hantée. Ce ne fut pas un magicien vulgaire. Dans son commentaire sur l'*Énéide*, il parle de la magie comme d'une science interdite et donne une curieuse classification des quarante variétés que comporte cet art. Le seul de ses écrits qui soit parvenu jusqu'à nous, sur un sujet de ce genre, est un traité sur le mauvais œil. Comme tous les hommes de son temps, il voit là un fait établi, mais il l'attribue à des causes naturelles; dans le long et savant catalogue des remèdes employés, depuis l'antiquité, par les divers peuples, il

conseille au lecteur de s'abstenir des moyens entachés de superstition et condamnés par l'Église. S'ils s'étaient sérieusement voués aux sciences occultes, il n'aurait vraisemblablement pas écrit son *Art de découper*, qui fut imprimé en 1766. Dans ce livre, il ne se contente pas de fournir de minutieux conseils sur la façon de découper toutes sortes de viandes, volailles, poissons et fruits ; il propose gravement que l'on fonde une école pour enseigner à la jeunesse de sang noble ce talent indispensable, en accordant des privilèges et des honneurs aux plus habiles.

De cet érudit, étranger au monde, négligé et méprisé de son vivant, la fantaisie populaire ne tarda pas à faire un magicien doué d'une puissance merveilleuse. Sa légende grossit au point qu'il n'y eut pas d'imagination folle qu'on ne lui attribuât. Il se faisait couper en morceaux et introduire dans une bouteille, après certaines conjurations, afin de devenir immortel ; il se rendait invisible à l'aide de l'herbe *Andromède* ; il donnait au soleil une couleur d'un rouge sanglant avec la pierre *héliotrope* ; il attirait la pluie et la tempête au moyen d'un bassin de cuivre ; il devinait l'avenir grâce à la pierre *chelonite* ; il avait donné son ombre au diable dans le souterrain de San Cebrian. On lui attribuait, en un mot, tous les artifices de la magie ; il devint le thème inépuisable des auteurs dramatiques et des conteurs ; aujourd'hui encore, il est le magicien favori de la scène espagnole. D'après son exemple, on peut facilement comprendre l'évolution des mythes qui s'attachèrent à Michel Scot, à Roger Bacon, à Albert le Grand, à Pierre d'Abano, au docteur Faust et à tant d'autres héros populaires dans l'histoire de la nécromancie (1).

(1) La Fuente, *Epit. de la chronica del Rey don Juan II*, Lib. III, c. 23 ; Lib. V, c. 27 (Fernán Pérez de Gusmán). — Monteiro, *Hist. da Santa Inquisição*, P. I Lib. II c. 40. — Paramo, p. 431. — La Fuente, *Hist. Gen. de España* IX, 60. — Pelayo, *Heterodoxos Es. añales*, I, 582, 608-11. — Amador de los Ríos, *Revista de España*, T. XVII, p. 15-16.

CHAPITRE VII

LES SORCIÈRES

Tandis que les dangereux mystères des sciences occultes amusaient les princes et les chevaliers et influait, comme nous l'avons vu, sur la destinée des États, la magie s'était, pendant un demi-siècle, développée peu à peu d'une façon différente parmi la population méprisée des campagnes. Cette forme particulière d'art réprouvé causa, avant d'épuiser son cours, des maux plus grands que toute autre superstition et marqua d'une tache indélébile la civilisation et l'intelligence de l'Europe. On ne saurait tracer une ligne de démarcation bien précise entre la magie scientifique et la sorcellerie vulgaire, car toutes deux étaient le produit de croyances identiques et se rejoignaient par d'imperceptibles gradations. Cependant, il existe entre elles une différence historique : la sorcellerie que nous allons étudier ici est une manifestation dont on ne trouve guère de symptômes avant le xve siècle. D'autre part, ses adeptes n'étaient ni de savants ecclésiastiques, ni d'ingénieux fripons, mais des paysans ignorants, en majorité des femmes ; tantôt ces gens prétendaient posséder le don de secourir ou de perdre leurs semblables, tantôt leurs voisins leur attribuaient ce pouvoir, qui les faisait redouter et haïr.

492

On entend peu parler d'eux pendant la période ténébreuse du Moyen-Age ; mais à l'aurore de la civilisation moderne, ils apparaissent comme un phénomène dont la cause est assez difficile à discerner. Peut-être faut-il voir dans ce développement de la magie le fruit des efforts tentés par les théologiens pour prouver le caractère hérétique de toutes les pratiques superstitieuses impliquant, d'après la définition de l'Université de Paris, un pacte tacite avec Satan. Par là, les innocentes mé-

thodes des « bonnes femmes », qui triaient des simples ou marmottaient des charmes, en arrivèrent à être tenues pour des artifices du culte des démons. Une fois que cette idée se fut profondément enracinée dans l'esprit des juges et des inquisiteurs, il était inévitable que, la torture aidant, ils obtinssent de leurs victimes des confessions répondant à leur attente. Tout nouveau procès ajoutait quelques embellissements aux données acquises, de sorte qu'à la fin on se trouva en présence d'une stupéfiante accumulation de faits que les démonologues s'efforcèrent de classer scientifiquement pour faciliter la tâche des tribunaux.

493

Ce qui rend encore plus vraisemblable cette hypothèse relative à l'origine de la sorcellerie moderne, c'est que le trait distinctif de cette pratique était l'adoration de Satan au Sabbat, c'est-à-dire à l'assemblée, — généralement nocturne, — où hommes et femmes se rendaient à travers les airs, soit sans aide, soit à califourchon sur un bâton ou sur une chaise, ou bien encore montés sur un démon ayant pris la forme d'une chèvre, d'un chien ou de quelque autre animal. Dans ces réunions on célébrait des rites infernaux et l'on s'abandonnait à une débauche confuse. Exception faite de l'adoration du démon, qui paraît ici pour la première fois, la croyance à ce genre de réunions se retrouve dans les superstitions de tous les peuples. Chez les Hindous, les sorcières, à l'aide de charmes mystiques, s'envolent nuitamment, toutes nues, vers les lieux de réunion où elles dansent, ou bien s'assemblent dans un cimetière, s'y gorgent de chair humaine ou ressuscitent les morts pour assouvir leurs passions. Chez les Hébreux, la sorcière partait pour le Sabbat les cheveux flottants, comme si elle était incapable d'exercer son pouvoir quand sa chevelure était nouée. Nous avons vu le *Trolla-Thing* des Scandinaves, où les sorcières se réunissaient pour accomplir leurs rites sacrilèges (1). Au Moyen-Age, on trouve pour la première fois une allusion à cette pratique, traitée d'illusion diabolique, dans un fragment qui

(1) Weber, *Indische Skizzen*, p. 112. — Wagenseilii *Comment. ad Mishna, Soofah*, l. 8. — Grimm's *Teuton. Mythol.* III. 1041.

n'est pas postérieur auix^e siècle: « Certaines femmes perverses, retournant à Satan, séduites par les prestiges et les fantasmagories des démons, croient et professent qu'elles chevauchent la nuit avec Diane, sur le dos de certaines bêtes, en compagnie d'une innombrable multitude de femmes parcourant d'immenses espaces, obéissant aux ordres de Diane comme à ceux d'une maîtresse qui les convoque, en de certaines nuits. Encore si elles étaient seules à périr dans leur impiété! mais elles attirent à elles nombre de gens. Des foules innombrables, trompées par cette fausse croyance, ajoutent foi à tous ces mensonges et retombent ainsi dans les erreurs païennes. Aussi les prêtres devraient-ils prêcher partout qu'ils connaissent la fausseté de ces erreurs, que ces prestiges sont envoyés par l'Esprit du Mal, qui séduit les hommes en rêve. Qui de nous n'est égaré par des songes et ne voit en dormant bien des choses qu'il n'a jamais vues pendant la veille? Qui peut-être assez fou pour s'imaginer que le corps éprouve l'effet de ce qui se passe dans l'esprit seulement? Il faut dire bien haut que quiconque croit à de telles choses a perdu la foi, et que quiconque ne conserve pas la vraie foi, n'appartient plus à Dieu, mais au Diable. » On ne sait trop comment cette déclaration fut attribuée à un concile d'Anquira dont on n'a jamais pu exactement établir l'existence; mais la thèse fut adoptée par les canonistes et incorporée dans les collections successives de Regino, Burchard, Ivo et Gratien. Parmi les docteurs, cette déclaration fut désignée sous le nom de *Cap. Episcopi*. Le choix de Diane comme génie présidant aux assemblées fantastiques relie cette superstition à l'antiquité romaine; Diane, identifiée à la lune, était naturellement noctambule, en même temps qu'elle incarnait une des formes de la triple Hécate, patronne favorite des magiciens. Cependant, sous la domination des Barbares, ses fonctions se modifièrent. Au vi^e siècle, il est question du « démon que les paysans appellent Diane », qui tourmenta une jeune fille et la marqua de coups de fouet, jusqu'au jour où saint Césaire d'Arles l'exorcisa. Diane était le *darmonium meridianum* et Jean XXII emploie son nom comme synonyme de succube. On

ne peut s'expliquer comment, au XI^e siècle, l'évêque Burchard, en copiant ce texte, fut amené à ajouter à Diane Hérodiade, dont le nom demeura dans les éditions ultérieures ; mais, dans un autre passage, Burchard substitue à Diane Holda, la déesse teutonique qui tantôt protège les mères de famille, tantôt s'associe à l'armée des Furies de Wuotan. Dans un traité attribué à saint Augustin, mais dont la paternité revient probablement à Hugues de Saint-Victor, abbé du XII^e siècle, la compagne de Diane est Minerve, et, dans certains canons conciliaires de date plus récente, on en trouve une autre appelée Benzozia ou Bizazia ; mais Jean de Salisbury, qui mentionne cette croyance comme un exemple des illusions du rêve, parle seulement d'Hérodiade qui préside aux cérémonies célébrées dans ces assemblées de minuit. On retrouve aussi Holda, dans son rôle bienfaisant, comme présidant aux réjouissances, sous le nom de *Domina Abundia* ou *Dame Habonde*. Elle était la reine des *dominae nocturnae* qui visitaient nuitamment les maisons et passaient pour dispenser en abondance les biens temporels. En l'année 1211, Gervais de Tilbury atteste la force croissante de cette superstition lorsqu'il parle des *lamiae* ou *mascae* qui volent la nuit et entrent dans les maisons pour y accomplir plutôt des tours malicieux que des méfaits ; mais il évite prudemment de se prononcer sur le point de savoir si c'est là une illusion ou un fait réel. Lui aussi connaissait personnellement des femmes qui s'envolaient nuitamment avec ces *lamies* ; quiconque d'entre elles, par imprudence, prononçait le nom du Christ, était précipitée sur le sol. Un demi-siècle plus tard, Jean de Meung raconte que ceux qui chevauchent en compagnie de Dame Habonde prétendent constituer le tiers de la population, et quand l'Inquisition entreprit la suppression de la magie, elle inséra, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, dans ses formules d'interrogatoires, une question relative aux chevauchées nocturnes des « bonnes femmes » (1).

495

(1) Frag. Capitular. é. 13 (Baluz. II, 365). — Reginon. de *Eccl'es. Disc.* p. 11.

Ainsi l'Église, dans ses efforts pour détruire ces restes de paganisme, préféra considérer ces réunions nocturnes comme pure fiction et dénonça comme hérétiques ceux qui les croyaient réelles. Cette doctrine, en tant que partie du droit canon, demeura immuable; mais à côté d'elles surgirent, avec le développement de l'hérésie, des fables relatives à certains conventicules secrets, fables d'un caractère généralement identique, dans lesquelles on montrait les sectaires adorant le démon sous la forme d'un chat ou de quelque autre bête, avec des rites sacrilèges et impurs. Des histoires de ce genre coururent sur le compte des Cathares frappés à Orléans en 1017, et plus tard sur le compte de leurs successeurs. Même le « docteur universel », Alain de Lille, tire le nom de *Cathares* de la coutume consistant à baiser sous la queue Lucifer qui se présentait à eux sous l'aspect d'un chat (1). Les confessions recueillies par Conrad de Marbourg

496

364. — Burchard. *Decret.* xi. 4, xix, 5. — Ivon. *Decret.* xi. 30. — Gratian. *Decret.* II. xxvii. v. 42. — Servius in Virgil. *Æneid.* iv. 511, vi. 118. — Vit. S. Cæsar. Arlat. Lib. ii. c. 2. — Raynald. ann. 1317, n° 53. — Grimm's *Teut. Mythol.* I. 268 sqq. — Finn Magnusen, *Boreal. Mythol. Lexicon*, p. 7, 71, 567. — Lib. de Spiritu et Anima, c. 28. — Augerii Cenomanens. *Statut.* (Du Gange S. V. *Diana*). — Conc. Trevirens. ann. 1310, c. 81 (Martène, *Thesaur.* IV. 257) — Conc. Ambianens. cap. iii, n° 8 (Martène, *Ampl. Coll.* vii. 1241). — Johann Sæheriens. *Polyerat.* ii. xvii. — Grimm's *Teut. Mythol.* III. 1053-7. — Wright's *Dame Kyteler*, p. iv, xxxvi. — Gervas. Tilberiens. *Otia Imp. Decis.* iii. c. 86, 93. — Jean de Meung dit :

« Maintes gens par lor folie
Cuiient estre par nuit estrées
Errant avec Dame Habonde ;
Et dient que par tout le monde
Li tiers enfant de nacion
Sunt de ceste condicion ».

(*Roman de la Rose*, 18624. — Wright, loc. cit.).

Dans la vie de Saint-Germain l'Auxerrois, contée par Jac de Voragine, on trouve un récit qui montre la genèse de la fable de Dame Habonde et de sa troupe, vaquant à des soins domestiques. Visitant une certaine maison, Saint-Germain constata que le couvert du dîner était mis par « les bonnes femmes qui errent la nuit ». Il resta dans la salle et vit une foule de démons qui, sous la forme d'hommes et de femmes, accouraient s'acquitter de cet office. Il leur ordonna de demeurer et éveilla les gens de la maison qui reconnurent, en ces intrus, des voisins; mais, après enquête, on trouva ces voisins dans leurs lits, et les démons avouèrent qu'ils avaient pris la figure des dormeurs pour tromper les gens de la maison. — Jac. de Vorag. s. v. *S. Germanus*.

(1) Pauli Carnot. *Vet. Agano.* Lib. vi. c. 3. — Adhemari Cabannens. ann. 1022. — Gualteri Maps de *Nugis Curialium.* Dist. i. c. 30. — Alani de Insulis *contra Heret.* Lib. i. c. 63.

auprès des Luciférains et certaines des confessions arrachées aux Templiers montrent que les hommes chargés de rechercher l'hérésie en arrivèrent à accepter comme chose toute naturelle ce genre de réunions, et que les accusés s'habituaient à embellir sans cesse les récits qu'ils en faisaient; à la fin, ces contes prirent un développement presque aussi considérable que les fables postérieures relatives au sabbat des sorcières.

Pourtant, la croyance aux chevauchées nocturnes conduites par Diane et Hérodiade persista jusqu'à la seconde moitié du xv^e siècle; elle fut, à ce moment, dénoncée comme hérésie; quiconque persistait à entretenir cette erreur après avoir appris la vérité était déclaré infidèle et pire qu'un païen. Saint Antonino, archevêque de Florence (mort en 1459); dans ses instructions aux confesseurs, leur ordonne de demander à leurs pénitents s'ils croient que des femmes puissent être changées en chats ou en d'autres bêtes, s'envoler la nuit et sucer le sang des enfants, toutes choses qui sont impossibles, dit-il, et auxquelles un fou seul peut ajouter foi. Quelque trente ans plus tard, Angelo de Chivasso et Bartolommeo de Chaimis reproduisent cette instruction (1). Mais cette croyance était trop profondément implantée dans les superstitions du peuple, pour qu'on pût la déraciner. Au milieu du xiii^e siècle, le Dominicain orthodoxe Thomas de Cantimpré parle des démons, tels que Diane, qui transportent des hommes d'une région dans une autre et les amènent à adorer comme dieux des mortels. D'autres démons, dit-il, enlèvent des femmes et les remplacent par des effigies insensibles que parfois on enterre comme

(1) Concil. Trevirens. ann. 1310, c. 81 (Martène, *Thes.* IV. 257). — Artesani *Summæ* P. I. Lib. 1, cap. xv. — Concil. Ambianens. ann. 1410, cap. iii. n^o 8 (Martène, *Ampl. Coll.* VII. 1241). — Eymeric. p. 341. — Alonso de Spina, *Fortalic. Fidei*, fol. 284. — Albertini *Répertor. Inquisit.* s. v. *Xorguinæ*. — S. Antonini *Confessionale*. — *Summa Angelica*, s. v. *Interrogationes*. — Bart. de Chaimis *Interrogatorium*, fol. 22 b (Venet. 1480).

Par une curieuse conséquence, tandis que les canonistes adhéraient ainsi à l'ancienne doctrine, des papes, comme Eugène IV, Calixte III et d'autres encore, s'employaient, ainsi que nous le verrons, à stimuler la croyance à la sorcellerie dont ils décriaient les horreurs et qu'ils ordonnaient de persécuter avec rigueur.

cadavres. Aussi, lorsque les « bonnes femmes » des campagnes étaient interrogées sur leurs relations avec Satan, elles ne pouvaient s'empêcher, sous la pression d'intolérables tortures, de satisfaire leurs juges en racontant leurs excursions nocturnes à travers les airs. Juge et victime arrivaient aisément à édifier de concert une histoire cohérente, combinant les vieilles croyances populaires et les calomnies relatives aux conventicules hérétiques; bientôt l'on tint pour incomplète toute confession de sorcière ne comportant pas le récit de sa participation au Sabbat, épreuve finale de son abandon à Satan. Ces histoires se répandirent à tel point qu'on ne pouvait leur refuser créance sans compromettre tout l'édifice de la sorcellerie. La théorie de l'illusion était manifestement inadmissible; les démonologues et les inquisiteurs ne pouvaient arriver à concilier des faits qui semblaient indiscutables avec la doctrine de l'Eglise condamnant ces croyances comme hérétiques. Une chaude controverse s'éleva à ce sujet. Certains tenaient pour la vieille doctrine affirmant que le démon ne peut transporter un corps humain ou faire passer ce corps par une ouverture trop étroite; mais ils s'efforçaient d'expliquer les faits admis en amplifiant la puissance du Diable, considéré comme créateur d'illusions. La sorcière se vouait à Satan par des paroles et en se frottant d'un onguent magique; alors le Diable emportait l'apparence ou le fantôme de sa servante dans le lieu où elle voulait se rendre; pendant cette excursion, le corps de la sorcière demeurait insensible et couvert d'une ombre diabolique qui le rendait invisible; quand l'objet du voyage était accompli, le démon ramenait le fantôme, le réunissait au corps et dissipait le voile d'ombre. La difficulté, en cette affaire, reposait sur le point de savoir si le Diable était capable d'emporter des êtres humains; sur cette question, la lutte était chaude. Albert le Grand, dans une discussion engagée à ce sujet devant l'évêque de Paris et relatée par Thomas de Cantimpré, citait le cas de la fille du comte de Schwalenberg, laquelle était enlevée régulièrement toutes les nuits pour plusieurs heures; ce témoignage réjouit extrêmement les partisans de la nouvelle

doctrine et on finit par accumuler une ample collection d'exemples accordant à Satan cette extension de pouvoir (1).

En 1458, l'Inquisiteur Nicolas Jaquierius trouva la vraie solution de la difficulté, en soutenant que les sorcières de son temps différaient totalement des hérétiques visés par le *Cap. Episcopi*; pour prouver qu'elles assistaient matériellement au Sabbat, il citait une multitude de cas dont il avait eu connaissance comme magistrat ecclésiastique, notamment l'histoire d'un homme qui, cinquante-cinq ans auparavant, étant encore enfant, avait été mené au Sabbat par sa mère en compagnie d'un frère nouveau-né; la mère l'avait présenté à Satan, qui avait revêtu la forme d'un bouc et qui, de ses sabots, avait imprimé sur la peau des néophytes une marque indélébile, le *stigma diabolicum*. Cependant Jaquierius ajoute, avec quelque couleur de raison, que même si l'affaire est une illusion, elle n'en est pas moins entachée d'hérésie, attendu que les disciples de Diane et d'Hérodiade sont nécessairement hérétiques pendant les heures de la veille. Ces spéculations de Jaquierius attirèrent alors peu d'attention. Trente ans plus tard, Sprenger, qui contribua tant à formuler la doctrine et à organiser la persécution, trouva dans le *Cap. Episcopi* une constante pierre d'achoppement, car les sceptiques pouvaient arguer que, si le Sabbat était une illusion, toute la sorcellerie était illusoire. Aussi s'efforça-t-il de ruiner l'autorité de cette déclaration, en soutenant que, si le Diable possédait incontestablement le pouvoir de transporter des corps, la présence de la sorcière n'était souvent que mentale. Dans ce cas, la sorcière se couchait sur le côté gauche et invoquait le Diable; alors une vapeur

(1) Thom. Cantimprat. *Bonum universale*. Lib. ii, c. 56. — Alonso de Spina, *Fortalic. Fidel.*, fol. 284. — Bern. Basin, *de Artibus Magicis*. — Ulric. Molitor, *de Python. Mulierib.* Conclus. iv. — Th. Cantimprat. *ubi sup.* — *Malt. Maleficar.* P. ii, Q. i, c. 3. — Pricrial. *de Strigim.* Lib. i, c. xiv; Lib. ii, c. i.

Frère Thomas cite des exemples contemporains et circonstanciés : les faits s'étaient passés en Flandre. Des femmes avaient été ainsi emportées; on allait les ensevelir, lorsque, par hasard, on découvrit l'erreur. En ouvrant les pseudo-cadavres, on s'aperçut qu'ils étaient faits de bois pourri recouvert de peau. Le narrateur se reconnaît incapable d'expliquer ces faits; il a, dit-il, consulté à ce sujet le célèbre docteur Albert-le-Grand, qui ne lui a fourni qu'une réponse évasive (*Bonum universale, ubi sup.*).

blanchâtre s'échappait de sa bouche et elle discernait tout ce qui se passait ensuite. Mais si elle s'en allait réellement et qu'elle eût un mari, un démon complaisant prenait sa forme et sa place pour dissimuler son absence. Jean-François Pic de la Mirandole admit de même que la présence au Sabbat est tantôt réelle, tantôt imaginaire; le lieu de réunion était au-delà du Jourdain, et la sorcière y était transportée instantanément. Pic de la Mirandole esquiva la difficulté du *Cap. Episcopi* en affirmant que le *Decretum* de Gratien n'avait pas force de loi et était altéré en maints passages. Vers 1500, l'inquisiteur Bernard de Côme ajouta triomphalement à ces arguments le fait que nombre de gens avaient été brûlés pour participation au Sabbat, peine qui n'avait pu être infligée sans l'assentiment du pape et qui prouvait suffisamment la réalité de l'hérésie, puisque l'Église ne punit que les crimes avérés (1).

Ce fut vers cette époque que le savant juriste Gianfrancesco Ponzinibio écrivit un traité sur la sorcellerie; il soutenait la doctrine du *Cap. Episcopi* et l'appliquait audacieusement à tout l'ensemble de la magie et de la sorcellerie, qu'il tenait pour autant de fictions. Citant un grand nombre d'autorités, il exposait la faiblesse de la thèse qui prétendait voir dans les sorcières d'alors une secte différente; il prétendait que les confessions de ces sorcières ne devaient pas être acceptées, attendu qu'elles rapportaient des choses illusoire et impossibles; il fallait également rejeter leurs révélations concernant leurs complices, attendu que, dans leur erreur, elles ne pouvaient que tromper autrui. Il ajoutait que des hommes de loi devaient être appelés à participer aux procès inquisitoriaux, parce qu'ils ont l'expérience de la conduite des affaires criminelles. Ces affirmations provoquèrent une réponse de la part du savant théologien Silvestro Mozzolino de Prierio, maître du Sacré Palais, plus tard général des Dominicains, qui, en 1521, consacra au canon contesté un volumineux traité. Comme il

499

(1) Fr. Nich. Jaqueri *Flagellum Hæret. Fascinar.* c. vii, xxviii. — *Matt. Malef.* P. i. Q. i, c. 10; P. ii, Q. i, c. 3, 9. — G. F. Pico della Mirandola, *La Strega*, Milan, 1864, p. 61, 73. — Bernardi Comensis *de Strigis*, c. 3-6.

s'agit d'une déclaration émise par le concile d'Anquira et sans doute confirmée par le Saint-Siège, le controversiste n'ose pas en nier l'autorité : mais il adopte la thèse déjà soutenue par Jaquierius et démontre laborieusement que les hérétiques visés par ce canon ont disparu, que les sorcières actuelles constituent une secte nouvelle remontant à 1404, et que, par suite, les définitions conciliaires sont inapplicables en l'espèce. Contester la présence matérielle des sorcières au Sabbat, c'est, dit-il, jeter le discrédit sur un nombre incalculable d'affaires jugées par l'Inquisition, et discréditer, du même coup, les lois elles-mêmes (1). Son successeur au poste de maître du Sacré Palais, Bartolomeo de Spina, suivit son exemple et consacra trois ouvrages à la réfutation de Ponzinibio. Ce dernier avait fait remarquer, avec une logique quelque peu malicieuse, que, puisque le *Cap. Episcopi* avait qualifié d'hérétiques ceux qui croyaient que les sorcières fussent matériellement transportées au Sabbat, les inquisiteurs, en imposant l'abjuration à leurs pénitents, devraient leur faire abjurer cette hérésie en même temps que leurs autres erreurs. Cette théorie plaçait l'Inquisition dans une position si fausse que Spina s'en indigna vivement : « O stupéfiante présomption ! O détestable folie ! » s'écria-t-il. « Seuls les hérétiques abjurent ; seuls les hérésies font l'objet d'abjurations devant les inquisiteurs. Peut-on appeler hérésie la doctrine que défendent les inquisiteurs, et conformément à laquelle ils jugent les ennemis de la foi dignes de la pire condamnation ? une doctrine dont d'illustres théologiens et canonistes démontrent la vérité et l'orthodoxie ? O sottise extrême de cet homme ! Faut-il donc que tous les théologiens et juges, et jusqu'aux inquisiteurs eux-mêmes, par toute l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Espagne, abjurent cette opi-

(1) Ponzinib. *de Lamiis* c. 49, 50, 52-3, 61-3, 65-6. — Priériat, *de Strigimagar*. Lib. II, c. 1.

Paramo (*De Orig. Offic. S. Inq.* p. 296) adopte également la date de 1404, comme marquant l'origine de la secte des sorcières. Il y a là probablement une confusion entre Innocent VIII, dont le pontificat commença en 1484, et Innocent VII qui reçut la pourpre en 1404. Le premier de ces papes, dans sa bulle *Summis desiderantes*, datée de sa première année de pontificat, parle des sorcières comme d'une secte nouvelle, et l'Priériat rapporte cette bulle à 1404.

nion devant l'Inquisition? » Il concluait en invitant le Saint-Office à poursuivre Ponzinibio pour « suspicion véhémement » d'hérésie, comme fauteur et apologiste d'hérésie et comme coupable d'avoir fait obstacle au Saint-Office (1). On voit que la doctrine nouvelle avait complètement supplanté l'ancienne. La question n'était plus du domaine de la raison et de la discussion; d'un bout à l'autre de l'Europe, le Sabbat des sorcières était accepté comme un fait avéré et qu'il était imprudent de contester. Les juristes et les canonistes pouvaient s'amuser à des débats théoriques; mais, dans la pratique, c'était devenu un véritable lieu commun auprès des tribunaux ecclésiastiques et séculiers.

500

Si les détails du Sabbat varient peu suivant les différentes régions de l'Europe, cela tient sans doute à la nature des questions posées d'ordinaire par les juges et au désir des inculpés torturés de satisfaire leurs interrogateurs. Pourtant, à l'époque où nous sommes, cette concordance apparut comme l'irréfragable preuve de la vérité. La première condition du succès, pour la sorcière, était de s'assurer un azyme consacré, sous prétexte de recevoir la communion; elle rapportait l'hostie chez elle, la donnait en pâture à un crapaud, puis brûlait la bête et mêlait aux cendres le sang d'un nouveau-né, non baptisé, si possible, les os pulvérisés d'un pendu et diverses herbes. De cette mixture, la sorcière s'enduisait la paume des mains ou le poignet; elle en frottait également un bâton ou un tabouret sur lequel elle s'asseyait à califourchon, et elle était aussitôt transportée au lieu de réunion. Comme variante, la sorcière chevauchait parfois un démon qui prenait la forme d'un cheval, d'un bouc ou d'un chien. L'assemblée pouvait se tenir en tout lieu, mais certaines localités y étaient spécialement consacrées : en Allemagne, le Brocken; en Italie, un chêne voisin de Bénévent; de plus, le rendez-vous mystérieux situé au-delà du Jourdain. A toutes ces assemblées, les sorcières se réunissaient par milliers. La nuit du jeudi était généralement

(1) Ponzinib. de Lami's c. 65. — Bart. Spinei de *Strigibus*, p. 175, Rome, 1575.

choisie. Les sorcières festoyaient devant des tables chargées de mets et de vins, qui surgissaient de terre sur l'ordre du démon présidant à la cérémonie ; puis elles rendaient hommage au Diable qui assistait à la fête sous la forme d'un bouc, d'un chien ou d'un singe. Elles s'offraient à lui, corps et âme, et le baisaient sous la queue en tenant à la main un cierge allumé. Elles foulaient aux pieds et couvraient de crachats une croix, et tournaient le dos au ciel pour braver Dieu. Le Diable prononçait un sermon, commençant parfois par une parodie de la messe ; il déclarait à ses adeptes qu'ils n'avaient pas d'âme et que la vie future était une fiction ; qu'il ne fallait aller ni à l'église ni au confessionnal, ni se servir d'eau bénite, et que, si elles se soumettaient à ces observances pour éviter le soupçon, elles devaient dire : « Avec la permission de notre Maître » ;

501 enfin, que leur devoir consistait à amener à Satan le plus de prosélytes possible et à faire à autrui tout le mal dont elles étaient capables. Puis on se livrait d'ordinaire à des danses lascives, inconnues des réunions honnêtes. A Côme et à Brescia, nombre d'enfants de huit à douze ans, qui avaient été assidus au Sabbat et convertis par les inquisiteurs, donnèrent des exemples de ces danses, avec une sûreté et une adresse attestant qu'ils avaient été à l'école de Satan. La femme se tenait derrière son cavalier et tous deux dansaient en reculant ; quand ils venaient saluer le démon qui présidait, ils se renversaient en arrière et chacun lançait un pied en avant, comme un défi vers le ciel. La cérémonie s'achevait par une débauche confuse, dans laquelle les démons servaient, au gré des sorcières, d'incubes ou de succubes.

Ces inventions bizarres ne reposaient pas seulement sur les aveux des accusés. Vers 1450, l'inquisiteur de Côme, Bartolomeo de Homate, le podestat Lorenzo da Concorezzo et le notaire Giovanni da Fossato, soit par curiosité, soit parce qu'ils doutaient des récits faits par les sorcières traduites devant leur tribunal, se rendirent à une assemblée à Mendrisio et, du fond d'une cachette, assistèrent à la scène. Le démon qui présidait affecta d'ignorer leur présence et, après le cérémonial d'usage,

congédia les invités; puis, rappelant soudain ses adeptes, il les lança contre les magistrats qui furent si durement battus qu'ils moururent moins de quinze jours après (1).

Tout cela était bien de nature à exciter l'horreur des fidèles et à stimuler le zèle des inquisiteurs; mais pour la sorcière, ce n'était qu'un passe-temps, une récompense que lui accordait son maître, en reconnaissance de ses travaux et de son dévouement. La besogne sérieuse consistait, pour elle, à faire du mal. Livrée, corps et âme, à Satan, elle lui servait d'instrument pour l'exécution de ses mauvais desseins. Les démonologues soutenaient que la sorcière était aussi nécessaire au démon que le démon à la sorcière et qu'aucun des deux ne pouvait opérer sans le concours de l'autre. La sorcière différait du magicien et du sorcier; tandis que ceux-ci se contentaient de gagner leur vie en rendant des services, pour mener à bien des projets parfois louables, parfois criminels, la sorcière, elle, était un être essentiellement mauvais; elle se plaisait à exercer 502 contre son prochain son pouvoir destructeur, et elle était constamment incitée à l'action par son maître. D'ailleurs, sa puissance était assez étendue pour justifier la terreur qu'elle inspirait au peuple. Sprenger distingue trois catégories de sorcières: celles qui peuvent faire le mal, mais non le guérir; celles qui peuvent le guérir, mais non le causer; celles qui peuvent à la fois provoquer et guérir le mal. Les plus dangereuses sont celles qui unissent ces deux facultés, car plus elles insultent et outragent Dieu, plus le Diable les rend puissantes. Elles tuent et mangent des enfants, ou, si les nouveau-nés ne sont pas baptisés, les vouent à Satan. Par leur seul toucher, elles font avorter une femme ou tarissent le lait d'une mère. En faisant tournoyer une baguette mouillée, ou en jetant des cailloux par-dessus leur épaule dans la direction de l'est, ou en faisant bouillir dans une marmite des soies de porc, ou en agitant avec le doigt l'eau d'une mare, elles soulèvent des tem-

1) *Mémoires* de Jacques du Clercq. Liv. iv, ch. 4. — *Chron.* Cornel. Zantliet, ann. 1460 (Martène, *Ampl. Coll.* V. 102). — Bernardi Comensis *de Strig.* c. 3. — *Prierat de Strigim.* Lib. i, c. 2. 14; Lib. ii, c. 1, 4.

pêtes et des orages de grêle qui dévastent des régions entières ; elles déclenchent le fléau des sauterelles et des chenilles qui dévorent les récoltes ; elles frappent les hommes d'impuissance et les femmes de stérilité ; elles font prendre le mors aux dents à des chevaux montés. Elles peuvent dévoiler des choses cachées et prédire l'avenir, faire naître à leur gré l'amour ou la haine, causer des maladies mortelles, tuer des hommes d'un coup de foudre ou d'un seul regard, ou même changer leurs victimes en bêtes. L'autorité indiscutable d'Eugène IV atteste que d'un mot, d'un contact ou d'un signe elles peuvent ensorceler qui leur plaît, provoquer ou guérir les maladies et commander à l'atmosphère. Parfois elles répandent sur les pâturages des poudres qui détruisent les troupeaux. Elles entrent constamment, la nuit, dans les maisons, répandent sur l'oreiller des parents des poudres qui rendent les dormeurs insensibles, puis touchent les enfants de leurs doigts imprégnés d'un onguent empoisonné qui cause la mort en peu de jours ; ou bien elles enfoncent des aiguilles sous les ongles d'un nouveau-né et sucent le sang dont elles avalent une partie, crachent le reste dans un récipient où ce sang sert à la confection de leurs philtres infernaux ; ou bien elles placent l'enfant sur le feu et recueillent la graisse de la victime pour l'employer aux mêmes fins. De plus, elles peuvent prendre la forme de chats ou d'autres animaux et Bernard de Côme cite gravement, pour prouver la réalité de ces prestiges, le cas des compagnons d'Ulysse, rapporté par Saint-Augustin. Si ridicule que puissent sembler toutes ces inventions, chacun de ces détails servit de base à des accusations qui firent livrer aux flammes un nombre incalculable d'êtres humains (1).

503 Un pouvoir tout à fait particulier, attribué à la sorcière,

(1) *Mall. Maleficar.* P. II, Q. I, c. 2, 4, 11, 15; Q. II, c. 4. — Prieriat, *de Strigimaq.* Lib. II, c. 7, 9. — Ulric. Molitor, *de Pythm Mulierib.* — Ripoll III. 193. — Pico della Mirandola, *La Strega*, p. 84-5. — Bernardi Comens, *de Strigiis* c. 7.

Les démonologues attestent universellement que le démon attirait dans ses filets beaucoup plus de femmes que d'hommes. Pour expliquer ce fait, Sprenger attaque les femmes dans une virulente tirade et remercie Dieu d'avoir préservé d'une telle perversité le sexe masculin (*Mall. Maleficar.* P. I, Q. VII).

consistait à se repaître, au Sabbat, d'enfants et de bœufs auxquels elle rendait ensuite la vie. Nous avons déjà trouvé, anciennement et parmi des peuples divers, cette croyance que des magiciennes pouvaient ronger et dévorer les entrailles des hommes, croyance provenant sans doute de douloureuses maladies d'entrailles attribuées aux effets de la magie. Dans la genèse du Sabbat, cette superstition prit une forme spéciale que l'évêque Burchard décrivit au XI^e siècle. Autour des assemblées nocturnes que présidait Holda, il arrivait, croyait-on, que des hommes fussent tués sans blessure d'arme; les sorcières faisaient cuire et mangeaient la chair des victimes, après quoi elles les ramenaient à la vie, en remplaçant le cœur par de la paille ou par un morceau de bois. L'Église n'était pas encore mûre pour admettre ces contes. Burchard punit du jeûne au pain et à l'eau, pendant sept Carêmes, quiconque ajoutait foi à ces fables. Au siècle suivant, Jean de Salisbury tient pour une illusion du rêve la croyance populaire que les lamies mettaient en pièces et dévoraient des enfants et les rapportaient ensuite dans leurs berceaux; vers 1240, Guillaume d'Auvergne parle de la superstition propagée par des racontars de vieilles femmes, concernant les « dames de la nuit » ou « bonnes femmes » qui viennent mettre en pièce des enfants ou les faire cuire sur le feu. Naturellement ce détail fit partie des récits relatifs au Sabbat, lorsque ces contes eurent définitivement pris corps. Dans divers procès de sorcières au Tyrol, en 1506, il est fréquemment question d'enfants et d'animaux domestiques emportés au Sabbat et dévorés; bien que ces victimes demeuraient en vie, elles étaient condamnées à une mort imminente. Les sorcières du Canavèse avouèrent qu'elles avaient coutume de choisir, parmi les troupeaux d'un fermier voisin, des bœufs gras qu'elles tuaient et mangeaient; puis, rassemblant les os et les débris de cuir, elles ressuscitaient les animaux en prononçant cette simple formule : « *Sorge, Ranzola* ». Il arriva qu'un fermier de Levone, nommé Perino Pasquale, tua un bœuf malade, l'écorcha et périt lui-même, de mort assez naturelle, au bout d'une semaine, ainsi que son chien qui avait lapé

504

quelques gorgées du sang du bœuf; ce fait fut expliqué plus tard, suivant la coutume, par une sorcière, qui avoua à ses juges que le bœuf était précisément un de ces animaux dévorés et ressuscités par les sorcières; celles-ci avaient condamné à périr l'individu qui tuerait la bête et le premier qui la mangerait. Ce genre de prodiges offrait, il est vrai, aux adversaires de la magie l'avantage de prétendre que c'était attribuer à Satan le pouvoir de ressusciter les morts, prérogative de Dieu; alors les démonologues, poussés ainsi dans leurs derniers retranchements, étaient obligés d'admettre que cette partie du Sabbat était illusoire; mais ils ajoutaient triomphalement que cette illusion même prouvait la puissance de Satan sur les esprits (1).

Le meurtre des enfants non baptisés était une des obligations spéciales qu'imposait Satan à ses serviteurs, parce que, disait-on, les victimes étaient ainsi damnées, n'ayant pas été rachetées du péché originel; on retardait de la sorte le jour du Jugement, en reculant l'instant où le nombre des élus aurait atteint le total fixé pour la destruction du monde. Dans une petite ville voisine de Bâle, on brûla une sage-femme qui confessa avoir tué plus de quarante enfants en leur enfonçant une aiguille dans la fontanelle du crâne. Une autre, du diocèse de Strasbourg, avait ainsi fait périr un nombre incalculable d'enfants; un accident la trahit: comme elle franchissait la porte d'une ville où elle venait d'exercer son art maudit, elle

(1) Burchardi *Decret*, xix, 5. — Johann. Saresberiens. *Polycrat* n. xvii. — Grimm, *Teut. Mythol.* III, 1059. — Rapp, *Die Hexenprocesse und ihre Gegner aus Tyrol*, Innsbruck, 1874, p. 146. — P. Vayra, *Le Streghe nel Canavese* (*Curiosità di Storia Subalpina*, 1874, p. 229, 234-5). — Bernardi Comensis *de Strigis* c. 8.

On peut voir une application de cette pratique magique dans l'exploit, rappelé au chapitre précédent, du magicien de l'empereur Wenceslas Zyto, qui avala son rival et le vomit tout vivant dans un bassin plein d'eau.

En même temps que cette croyance, se développait une superstition d'après laquelle les sorcières absorbaient entièrement la chair des enfants. Pierre de Berne dit à Nider que, dans sa province, treize enfants avaient été ainsi dévorés en peu de temps, et il apprit d'une sorcière prisonnière que les victimes étaient tuées au berceau à l'aide d'incantations, détachées après les obsèques, puis bouillies dans un chaudron. Les onguents magiques étaient préparés à l'aide de la chur: le brouet avait le pouvoir de gagner à la secte des adeptes du Démon quiconque y goûtait. — Nider *Formicar.* lib. v. c. iii.

laissa tomber le bras d'un nouveau-né. Les sages-femmes sorcières avaient coutume, lorsqu'elles ne tuaient pas leurs victimes, de les consacrer à Satan. On ne savait pas exactement si cette pratique livrait réellement les créatures au Démon; mais du moins ces êtres étaient soumis à une influence infernale et destinés, en grandissant, à devenir vraisemblablement des sorcières. Cette pratique et celle des sorcières qui vouaient à Satan leurs propres enfants, expliquent comment des fillettes de huit et dix ans étaient capables d'ensorceler les gens et de soulever des tempêtes de grêle ou de pluie. En Souabe se présenta le cas d'une de ces sorcières qui, âgée de huit ans, 555 révéla innocemment son pouvoir à son père; la mère, qui avait ainsi voué sa fille à Satan, fut brûlée. Les sages-femmes sorcières étaient si nombreuses qu'il n'existait presque aucun hameau qui n'eût la sienne (1).

Il n'y avait pas de limite au mal que causait Satan par l'entremise des êtres qui s'étaient livrés à lui. Sprenger rapporte qu'un de ses collègues, dans une tournée inquisitoriale, arriva dans une ville presque entièrement dépeuplée par une peste. On lui raconta qu'une femme récemment enterrée dévorait son linceul et que, tant qu'elle ne l'aurait pas entièrement avalé, la mortalité ne cesserait pas de sévir : l'inquisiteur fit ouvrir le tombeau et constata que le linceul était à moitié avalé. Le maire de la ville tira son épée, trancha la tête du cadavre et le jeta hors de la fosse; aussitôt la peste cessa. Une inquisition fut entamée et on découvrit que la morte avait longtemps été une sorcière. Sprenger pouvait à bon droit déplorer les maux dont la chrétienté était menacée du fait de la négligence que montraient les autorités à réprimer ces crimes avec la sévérité voulue (2).

Pour comprendre la crédulité avec laquelle on acceptait ces fables comme les plus menaçantes et les plus terrifiantes des réalités, il faut se rappeler que ce n'était pas là des inventions fantaisistes des démonologues, mais des faits établis par des

(1) *Mall. Malef.* P. II, Q. I, c. 13; P. III, Q. XXIV.

(2) *Mall. Malef.* P. I, Q. VII, XV.

506

témoignages irréfragables, du moins selon la jurisprudence de l'époque. Depuis longtemps la torture était universellement employée, en cas de besoin, dans les procès criminels; aucun juriste n'imaginait qu'on pût obtenir la vérité, dans les cas douteux, sans recourir à ce procédé. Le criminel, que l'application indéfiniment renouvelée de la torture avait réduit à l'hébètement et au désespoir, cherchait naturellement à faire cadrer sa confession avec les exigences de son juge; une fois la confession faite, il était condamné et savait que toute rétractation, loin de le sauver, ne provoquerait qu'un renouvellement et une prolongation de souffrances. Aussi adhérerait-il à sa confession; lorsqu'on lui en donnait lecture en public au moment de la condamnation, il en reconnaissait la vérité (1). En mainte occasion, d'ailleurs, la torture et l'emprisonnement prolongé dans un donjon immonde devaient produire un certain dérangement d'esprit chez le patient, qui finissait par s'imaginer avoir commis les actes qu'on lui reprochait avec tant d'insistance. En tout cas, le désir de recevoir les derniers sacrements, qui étaient essentiels à son salut et qu'on administrait seulement aux pécheurs contrits et repentants, le poussait à soutenir jusqu'à la fin la vérité de sa confession. Ainsi le préjugé se transforma en doctrine. D'ailleurs, le doute était, sinon hérésie même, du moins motif à suspicion « véhémente ». L'Église contribua, par son autorité toute-puissante, à imposer cette croyance néfaste aux esprits. Le pouvoir malfaisant des sorcières fut décrit à plusieurs reprises dans les bulles de divers papes, pour l'édification complète des fidèles; en 1487, l'université de Cologne, en approuvant le *Malleus Maleficarum* de Sprenger, spécifiait que quiconque contesterait la réalité de l'art des sorcières devrait être poursuivi comme « faisant obstacle » à l'Inquisition (2).

(1) En Angleterre, où la torture n'était pas admise par la loi, la croyance aux sorcières se développa beaucoup plus lentement. Quand la folie de sorcellerie se communiqua à l'île, on trouva un succédané à la torture dans un procédé de « piqure » consistant à enfoncer de longues aiguilles par tout le corps de la victime, pour trouver l'endroit insensible qui caractérisait la sorcière.

(2) Ripoll III, 193. — Pegnæ *Append. ad. Eymeric.* p. 83, 84, 85, 99, 105. —

Ce qui rendait particulièrement redoutables les artifices des sorcières, c'était la déplorable pénurie de remèdes que l'Église pouvait opposer aux maux causés par cette audacieuse engance. Sans doute le signe de la croix, l'eau bénite, l'huile consacrée, les rameaux, les cierges, la cire et le sel, enfin l'observance rigoureuse des rites religieux étaient, à certains égards, une sauvegarde et une protection. Une sorcière avoua qu'on avait eu recours à ses soins pour tuer un homme, mais que le démon, invoqué par elle à cet effet, s'était déclaré incapable d'agir, la victime désignée se gardant de toute atteinte à l'aide du signe de la croix; on ne put faire subir à l'homme d'autre dommage que la ruine de la onzième partie de sa récolte. Une autre sorcière rapporta que ses sœurs et elle, dans leurs rondes nocturnes à la recherche d'enfants à tuer, ne pouvaient entrer dans les maisons où l'on conservait soit des rameaux et du pain bénit, soit des croix faites de buis béni ou d'olivier; elles ne pouvaient non plus blesser les gens qui avaient coutume de conjurer le mauvais sort en se signant. Mais on reconnaissait que, le sortilège une fois lancé, la victime ne pouvait trouver d'assistance ni sur terre ni au ciel; même l'exorcisme et l'invocation des saints n'étaient efficaces qu'en cas de possession démoniaque. Le seul remède était de faire appel au démon même par l'entremise d'autres sorcières. La magie curative avait été longtemps l'objet de discussions comme point de morale théologique, mais elle avait été finalement condamnée comme inadmissible. Outre que c'était là un pacte, tacite ou explicite, avec Satan, on avait reconnu qu'un des desseins du Démon, en poussant ses serviteurs à faire du mal à leur prochain, était d'obliger la victime à recourir, dans son désespoir, à la magie même, et à tomber ainsi dans le mal. Le fait était clairement prouvé par l'exemple suivant, célèbre parmi les démonologistes. Un évêque allemand, se trouvant à Rome, tomba éperduement amoureux d'une jeune fille et la décida à le suivre dans son pays. Pendant le voyage, la jeune fille entreprit de

507

Approh. Univ. Coloniais, in *Mail. Malef.* — Pour un choix officiel de bulles papales relatives aux sorcières, voir *Lib. Sept. Decret. Lib. v. Tit. xii.*

tuer son amant par magie, afin de pouvoir vendre les bijoux dont il l'avait généreusement parée : il fut saisi pendant la nuit d'une douleur aiguë à la poitrine et toutes les ressources de ses médecins ne purent avoir raison du mal. On désespérait de sauver le malade lorsqu'on eut recours à une vieille femme qui discerna la cause de l'indisposition et annonça à l'évêque qu'il pouvait être guéri à l'aide des mêmes méthodes, impliquant la mort de l'ensorceleuse. La conscience de l'ecclésiastique ne lui permit pas de consentir à cet expédient sans avoir demandé l'autorisation apostolique : il s'adressa au pape Nicolas V, qui lui accorda une dispense. Alors il ordonna à la vieille de mettre à exécution son projet. Le soir même, il était entièrement rétabli et l'on vint lui dire que sa jeune maîtresse se mourait. Il alla la consoler, mais elle l'accueillit naturellement par des malédictions et, en mourant, se voua elle-même à Satan. Comme le remarque avec admiration Bodin, le démon avait été assez habile pour se faire obéir d'un pape, d'un évêque et d'une sorcière tout à la fois, et pour amener ces gens de Dieu à s'associer à un homicide (1).

508

Ainsi, la magie curative était un commerce lucratif, auquel se consacraient exclusivement nombre de sorcières ; cependant elles étaient, comme leurs adversaires, exposées à se voir condamner pour avoir conclu un pacte avec le Diable, car on tenait pour un fait qu'elles ne pouvaient soulager un malade qu'en transmettant le mal à quelque autre personne à l'aide de pratiques également réprouvées. Sprenger déclare qu'en Allemagne on ne pouvait faire une ou deux lieues sans rencontrer des sorcières de ce genre. A Reichshofen, il y en avait une dont l'industrie était si florissante que le seigneur du lieu imposa un péage d'un denier à tous les malades qui venaient chercher un soulagement auprès d'elle ; il se vantait couramment de tirer de cette taxe un revenu important. Un homme, nommé Hengst,

(1) Bernardi Comens, *de Strigis* c. 14. — Mall. *Maleficar.* P. II, Q. I, II. — P. Vayra, *Le Streghe nel Canavese*, op. cit., p. 230. — Artic. Univers. Paris No. 5. — Concil. Lingonens. ann. 1403, c. 4. — Prieriat, *de Strigimay*, lib. IV, c. 19. — Bodini *Mayor. Demonoman.* p. 253.

domicilié à Enningen, près de Constance, recevait plus de visites qu'aucun autel de la Vierge, sans en excepter l'autel d'Aix; en hiver, quand la neige rendait les grandes routes impraticables, les chemins qui menaient à la maison du sorcier étaient battus et aplanis par les pas de ses innombrables clients (1).

Il était inévitable que ces folies prissent un développement considérable sous l'aiguillon de la persécution. Toute mésaventure, tout accident qui survenait dans un hameau était imputé aux sorcières. Le soupçon s'attachait peu à peu à quelque vieille femme d'humeur acariâtre; aussitôt on l'arrêtait, car, aux yeux des inquisiteurs, une simple menace telle que « Tu t'en repentiras », lancée négligemment, mais suivie du moindre malheur, suffisait à justifier l'arrestation et le procès (2). Tous les voisins accouraient en foule et se constituaient accusateurs; celui-ci avait perdu une vache; cet autre avait vu sa récolte de vigne ruinée par la grêle; les chenilles avaient ravagé le jardin d'un troisième; telle femme avait souffert d'un avortement; le lait de telle autre s'était subitement tari; une autre encore avait perdu un enfant plein de vie; deux amants s'étaient querellés; un homme était tombé d'un pommier et s'était rompu le cou. Sous l'influence persuasive de la faim ou de la roue, la malheureuse femme inventait quelque histoire, répondait sur chacun des faits incriminés, nommait ses complices dans chaque affaire, citait les noms des gens qu'elle avait rencontrés au Sabbat où elle assistait régulièrement. On ne saurait lire les témoignages recueillis dans un procès de sorcellerie, ou les confessions arrachées à l'accusée, sans observer comment sont ainsi expliqués les moindres accidents, les moindres mésaventures, les moindres cas de maladie ou de mort qui sont survenus, depuis des années, dans le pays; les soupçons s'étendaient de telle sorte que toute condamnation entraînait la perte de nouvelles victimes. Les bûchers se multipliaient; la communauté terrifiée était portée à croire que la moitié de ses membres, — sinon plus, — étaient esclaves de

(1) Prieriat. *Lib. m. c. 3.* — Mall. *Ma'ef. P. n, Q. ii.*

(2) Bernard. *Comens. de Strijis c. 14.*

509 Satan et qu'elle ne pourrait être délivrée de leur malfaisante engeance tant que ces ennemis n'auraient pas été tous exterminés. Pendant plus de deux siècles cette terreur effroyable ne cessa de régner dans les diverses régions de l'Europe; la superstition était soigneusement entretenue et stimulée par les papes et les inquisiteurs, par Innocent VIII et Léon X, par Sprenger et Institoris, Bernard de Côme et l'évêque Binsfeld; il est impossible de calculer la somme de souffrances auxquelles cette folie furieuse a donné lieu.

Heureusement, les pouvoirs de la sorcière, illimités en toute autre matière, se heurtaient à un obstacle. Entre les moyens dont elle disposait et son impuissance absolue à se défendre contre les hommes qui la torturaient et la brûlaient impunément, le contraste était si absurde qu'il fallut chercher à l'expliquer. A cette fin, les démonologues inventèrent cette rassurante théorie que, par la grâce de Dieu, la sorcière perdait son pouvoir dès que la main d'un officier de justice se posait sur elle. En vérité, sans cette réconfortante conviction, il aurait été difficile de trouver des gens assez hardis pour arrêter, emprisonner, juger et exécuter ces émissaires de Satan, dont la moindre marque d'animosité était si redoutable. Les juges et leurs auxiliaires furent ainsi encouragés à remplir leur mission, ayant reçu l'assurance qu'ils n'avaient à craindre aucunes représailles. Il est vrai que, comme toutes les théories édifiées sur des données fictives, cette doctrine ne s'accordait pas toujours avec la réalité. L'étrange force d'âme avec laquelle certaines accusées résistaient parfois aux tortures les plus cruelles et les plus prolongées, loin de constituer une preuve d'innocence, montrait simplement, disait-on, que le Diable était, à l'occasion, capable de protéger ses servantes, même une fois tombées aux mains de la justice, en leur accordant ce qu'on appelait le don de « taciturnité »; cet artifice du démon mettait à la plus rude épreuve l'ingéniosité des inquisiteurs. Quand on eut admis cette première intervention du démon, il fut difficile de nier que Satan pût assister ses adeptes par d'autres moyens; aussi recommanda-t-on aux officiers chargés

d'opérer l'arrestation de ne permettre, sous aucun prétexte, que la sorcière entrât dans sa chambre, de peur qu'elle ne s'armât de quelque charme lui permettant de résister à la torture. Elle pouvait cacher quelque talisman de ce genre sur sa personne, ou sous sa peau, ou même dans les cavités naturelles de son corps ; aussi la première formalité à remplir était de raser la prisonnière de la tête aux pieds et de la soumettre à un examen des plus indécents. On rapportait qu'à Ratisbonne certains hérétiques condamnés au bûcher étaient demeurés sains et saufs au milieu des flammes ; c'est en vain qu'on les jeta à la rivière pour les replacer ensuite sur les fagots. On imposa à la cité entière trois jours de jeûne ; on apprit alors que les hérétiques étaient protégés par des charmes, cachés sous leur peau en un certain endroit ; quand on leur eut arraché ces talismans, il fut aisé de les réduire en cendres. Ces sortilèges pouvaient aussi opérer à distance. A Innsbrück une sorcière se vanta d'être capable d'amener un prisonnier à subir, sans se confesser, la torture jusqu'à la mort ; il lui suffisait qu'on lui mit entre les mains un simple fil du vêtement de la victime. Certains inquisiteurs, pour rompre le charme de « taciturnité », avaient coutume d'employer la magie sacrée, en administrant à jeun, au prisonnier, après avoir invoqué la Trinité, trois gorgées d'eau bénite dans laquelle on avait fait fondre de la cire bénite. Une fois, la torture la plus raffinée, poursuivie pendant deux jours entiers, n'avait pas réussi à obtenir une confession ; mais le troisième jour se trouva être la fête de la Vierge, et, pendant la célébration des saints rites, le Diable perdit le pouvoir à l'aide duquel il avait jusqu'alors soutenu la captive. Celle-ci avoua alors qu'un complot avait été tramé en vue de faire périr par magie l'implacable juge, Pierre de Berne. C'étaient là des moyens assez simples ; un procédé plus laborieux consistait à prendre une feuille de papier d'une longueur égale à la taille du Christ et d'y inscrire les sept paroles prononcées sur la croix ; puis, un jour de fête, à l'heure de la messe, on attachait ce papier, avec des reliques, autour de la sorcière. on lui faisait boire de l'eau bénite et on

la mettait aussitôt sur la roue. Quand tous ces efforts échouaient, fallait-il, en cette extrémité, avoir recours au démon lui-même en demandant à d'autres magiciens de rompre le charme ? C'était là une question débattue, que Prierias, à l'aide d'une casuistique ingénieuse, réussit à résoudre par l'affirmative. Certains praticiens expérimentés recommandaient, comme précaution indispensable, de placer immédiatement la sorcière arrêtée dans un panier pour la porter en prison, en veillant à ce qu'elle ne pût toucher la terre du pied ; car si elle y parvenait, elle devenait capable de tuer d'un coup de foudre ses gardiens et de s'évader (1).

511 D'après une autre théorie, également rassurante, ceux qui, en vertu de fonctions publiques, travaillaient à l'extermination des sorcières, n'étaient pas sujets à l'influence de celles-ci, non plus qu'aux pièges des démons. Sprenger déclare que ses collègues et lui furent plus d'une fois assaillis par des démons déguisés en singes, chiens ou boucs ; mais, avec l'aide de Dieu, ils surent toujours vaincre l'ennemi. Pourtant cette règle souffrait des exceptions, comme nous l'avons vu dans le cas de l'inquisiteur et du podestat de Côme, si malheureusement roués de coups par les sorcières. La mansuétude de certains juges s'explique par le fait que la sorcière était parfois assez habile pour influencer l'esprit des magistrats de façon à les mettre hors d'état de condamner. Aussi l'inquisiteur consciencieux se cuirassait-il le cœur et réprimait toute velléité de compassion, sentiment qui lui était, croyait-il, inspiré par Satan. La sorcière était particulièrement armée pour exercer son pouvoir sur le juge lorsqu'elle le regardait avant qu'elle eût été aperçue de lui ; par une sage mesure de précaution, il était bon de la mener à reculons devant le tribunal, afin que le magistrat eût l'avantage de la voir le premier. Le juge et ses assesseurs devaient aussi prendre grand soin de ne pas se laisser toucher par une sorcière, surtout au poignet ou à quelque autre jointure, et de porter autour du cou une enveloppe contenant du

(1) *M. H. Maleficar.* P. II, Q. 4 ; P. II, Q. viii ; P. III, Q. xv. — Prierias, *Lib. II*, cap. 9 ; *Lib. III*, c. 3. — *Nider Formicar.* *Lib. V*, c. 7.

sel exorcisé le jour des Rameaux, ainsi que des herbes consacrées enfermées dans de la cire bénite; de plus, ils devaient sans cesse se défendre en faisant le signe de la croix. On avait sans doute négligé de prendre ces salutaires précautions à l'égard d'une sorcière de la Forêt-Noire, car le jour où on la mena au bûcher, tandis que le bourreau la portait sur les fagots, elle souffla au visage de l'homme en disant : « Voici ta récompense », et aussitôt se déclara une horrible lèpre qui gagna le corps entier du malheureux et le fit périr au bout de quelques jours. De plus, il arrivait que le démon familier de la sorcière prit la forme d'un corbeau, suivit la condamnée jusqu'au lieu du supplice et empêchât le bois de prendre feu, jusqu'à ce qu'on eût réussi à le mettre en fuite (1).

Pour combattre un mal aussi répandu et aussi contagieux, il fallait l'effort combiné de l'Église et de l'État. En l'espèce, les tribunaux séculiers et épiscopaux avaient également une incontestable compétence; peut-être la mesure prise, en 1330, par Jean XXII, avait-elle rendu quelque peu discutable la juridiction de l'Inquisition; mais, s'il en avait été ainsi, la question était résolue dès 1374, car, à cette époque, l'inquisiteur de France poursuivit certains sorciers sans qu'on discutât sa compétence et Grégoire XI, à qui l'affaire fut soumise, invita l'inquisiteur à mener les poursuites avec toute la sévérité des lois. Des mandats décernés, en 1409 et 1418, à Pons Feugeyron, inquisiteur de Provence, mentionnent, au nombre des criminels qu'il convient d'exterminer, les magiciens, conjurateurs et invocateurs de démons. En 1437, comme les progrès de la sorcellerie devenaient alarmants, Eugène IV excita les inquisiteurs à un nouveau déploiement d'activité; les mêmes instructions furent lancées une seconde fois en 1445. En 1451, Nicolas V augmenta même les privilèges de Hugues le Noir, inquisiteur de France, en lui accordant la connaissance des crimes de divination avec ou sans *saveur d'hérésie*. Bien entendu, il y eut, à l'occasion, quelques froissements entre les magistrats

512

(1) *Mall. Malef.* P. II, Q. i; Q. i, c. 4, 11; P. III, Q. xv. — *Prieriat. Lib. III, c. 2.* — Jahn, *Hexenwesen und Zauberei in Pommern*, Breslau, 1886, p. 8.

épiscopaux et les inquisiteurs; mais on admit généralement, semble-t-il, que les deux juridictions pouvaient agir séparément, tout en observant la disposition des Clémentines qui exigeait leur coopération pour l'application de la torture, l'emprisonnement afflictif et la sentence finale. De plus, les évêques affirmaient que leur approbation était indispensable à l'action des tribunaux séculiers. Dans le cas de Guillaume Edeline, condamné à l'emprisonnement perpétuel à Evreux, en 1453, quand le magistrat épiscopal eut donné lecture de la sentence, l'évêque ajouta : « Nous réservons notre droit de grâce »; mais l'inquisiteur éleva aussitôt une protestation en règle, réclamant que la mise en liberté ne fût pas décidée sans le consentement de l'Inquisition (1).

Pourtant, en France, à cette époque, la juridiction royale, représentée par le Parlement, avait réussi, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, à affirmer sa supériorité tant sur les évêques que sur les inquisiteurs. Un cas assez curieux, qui se présenta en 1460, met en lumière à la fois ce transfert de juridiction et le genre de superstitions alors en vogue. Un prêtre du diocèse de Soissons, nommé Yves Favins, intenta une action contre un fermier nommé Jean Rogier, dépendant des Hospitaliers, qui refusait de lui payer des dîmes. Les Hospitaliers, comme les Templiers, étaient exempts de dîmes; aussi Favins perdit-il son procès. Condamné aux dépens, qui se montaient à une forte somme, il brûlait de se venger. Une pauvre villageoise, qui était venue de Merville-en-Hainaut, s'était querellée avec la femme de Rogier au sujet du prix d'un travail de filage. Ce fut à elle qu'Yves eut recours. Elle lui donna un grand crapaud qu'elle avait gardé dans un pot, et l'invita à baptiser l'animal et à le nourrir d'une hostie consacrée; le prêtre suivit ses conseils et donna au crapaud le nom de Jean. Puis la femme tua la bête et s'en servit pour confectionner un *sorcerer*; sa fille emporta le *sorcerer* chez Rogier, sous prétexte de venir réclamer

(1) Raynald. ann. 1374. n° 13; ann. 1437, n° 27. — Ripoll II 566-7; III. 493, 301 — Prieriat. Lib. III, c. 1. — Mall. *Maleficar.* P. II, Q. I, c. 16; P. III, Q. II. — Anon. *Carthus. de Relig. Orig.* c. xxvi (Martène, *Ampl. Coll.* VI. 59).

l'argent que l'autre refusait de payer, et jeta la mixture infernale sous la table où Roger, sa femme et son fils étaient en train de dîner. Les trois victimes périrent en trois jours. Les soupçons s'éveillèrent; on arrêta les deux femmes, qui avouèrent. La mère fut brûlée, mais la fille alléguant son état de grossesse, obtint un délai et s'enfuit en Hainaut, où elle fut capturée à nouveau et ramenée à Paris pour y être jugée. Yves avait de l'argent et de puissantes relations. Arrêté et incarcéré dans la prison de l'évêque de Paris, il obtint le secours d'un avocat, et fit appel au Parlement, qui agréa l'appel, jugea l'accusé et l'acquitta (1).

513

Tous les tribunaux séculiers ne possédaient pas la saine raison du Parlement; cependant ils semblent avoir fait parfois un effort pour rendre équitablement la justice.

Vers cette époque, à Constance, un homme rencontra un paysan chevauchant un loup et fut immédiatement frappé de paralysie. Il s'adressa à l'auteur du mal, qui le guérit. Puis, remarquant que le sorcier nuisait à d'autres individus, il jugea de son devoir d'intenter une action contre lui. L'affaire fut discutée abondamment devant les magistrats par deux éloquents avocats, Conrad Schatz et Ulric Blaser, l'un accusateur, l'autre défendeur. On n'employa pas la torture, mais l'accusé fut condamné et brûlé sur dépositions de témoins (2).

Devant les tribunaux ecclésiastiques, les criminels n'étaient pas traités de cette façon. Nous avons vu, dans un chapitre précédent, avec quelle habileté la procédure inquisitoriale était organisée en vue d'obtenir la condamnation. Quand, après une longue période d'inactivité relative, l'Inquisition fut de nou-

(1) *Mémoires de Jacques du Clercq*. Liv. iv. ch. xliii.

L'association constante du crapaud à toutes les opérations de magie soulève une curieuse question de mythologie zoologique. La place me fait défaut ici pour discuter ce point; cependant je puis citer, pour prouver l'antiquité de la superstition attachée à cet animal, le fait que, dans le Mazdéisme, le crapaud était un des êtres spécialement créés par Ahriman et voués au service de cet Esprit du Mal. Ce fut le crapaud qu'il chargea de détruire le *Gokard* ou arbre de toutes les plantes, et c'est le crapaud qui toujours, jusqu'à la résurrection, s'efforcera d'accomplir cette œuvre de destruction.

(2) Ulric. *Molitoris de Python. Mulierib.* c. iv.

veau engagée dans la lutte contre les légions de Satan, elle aiguïsa ses armes rouillées et les rendit plus tranchantes encore. On avait cessé d'entretenir des doutes au sujet des sentences d'acquittement ; on pouvait renvoyer l'accusé avec un verdict de « non prouvé », c'est-à-dire reconnaître que les griefs n'étaient pas établis ; mais l'inquisiteur avait pour stricte consigne de ne jamais déclarer l'inculpé innocent. Encore ceux qui bénéficiaient de cette douteuse clémence étaient-ils bien

514 peu nombreux, car on épuisait toutes les ressources de la fraude et de la violence, de la ruse et de la torture pour établir la culpabilité ; en cela, on montrait moins de réserve encore que par le passé. Engagé dans une lutte personnelle contre Satan, l'inquisiteur était convaincu d'avance de la culpabilité des gens qui comparaissaient devant lui avec la réputation d'être adonnés à la magie ; en outre, on avait encore perfectionné les vieilles méthodes. Jadis, la résistance à la torture pouvait passer pour une preuve d'innocence ; désormais, ce ne fut qu'une preuve de plus de culpabilité, car Satan manifestait ainsi ses efforts en vue de sauver son serviteur ; il était du devoir du juge de vaincre le Démon, bien que fréquemment, comme le dit Sprenger, la sorcière se laissât déchirer en pièces plutôt que d'avouer. Si, comme autrefois, la torture ne pouvait être *répétée*, elle pouvait être *continué* indéfiniment, avec des intervalles prolongés d'emprisonnement dans ces donjons dont l'horreur était à dessein aggravée afin d'épuiser les forces morales et physiques de la victime. Il est vrai que la confession n'était pas absolument indispensable : quand les témoignages étaient suffisamment probants, on pouvait condamner l'accusé sans aveux ; mais on estimait que le droit commun exigeait l'aveu du criminel lui-même ; c'est pourquoi on employait universellement la torture lorsqu'il était impossible d'obtenir une confession par d'autres moyens. Pourtant, en raison du don satanique de *taciturnité*, il valait mieux éviter d'y avoir recours ; aussi devait-on user librement de promesses de pardon, non plus vagues et dissimulées, comme autrefois, sous la trame suspecte des mots, mais positives et spécifiant une

pénitence légère ou l'exil. Si la fraude réussissait, l'inquisiteur pouvait remettre à quelque autre magistrat le soin de prononcer la sentence, ou bien laisser s'écouler un laps de temps convenable, avant d'envoyer lui-même au bûcher la victime prise au piège. On recommandait également tous les autres moyens que nous avons vu employer par les premiers inquisiteurs, pour tromper le prisonnier et l'amener à la confession. Un signe nouveau et infailible de culpabilité était l'impossibilité, pour la sorcière, de verser des pleurs durant la torture ou devant ses juges, bien qu'elle fût capable de pleurer abondamment en toute autre circonstance. En ce cas, il était recommandé à l'inquisiteur de l'adjurer, de pleurer, en rappelant les larmes d'attendrissement répandues sur le monde par le Christ en croix ; mais plus étaient pressantes les adjurations, plus, nous dit-on, les yeux de la sorcière devenaient secs. Cependant, telle était la logique ordinaire des démonologues que, si la victime pleurait, c'était, à leur avis, une ruse du démon et ces larmes elles-mêmes ne pouvaient que nuire à l'accusée ! (1).

Mais le changement le plus significatif intervenu entre la 515
vieille procédure et la nouvelle, avait trait à la peine capitale. Nous avons vu qu'en ce qui concernait l'hérétique, l'objet de la persécution était le souci de sauver l'âme du coupable ; à moins qu'il ne fût relaps, l'hérétique pouvait toujours racheter sa vie par la rétractation, au prix de l'emprisonnement perpétuel, avec la perspective d'une libération éventuelle, méritée par une docilité exemplaire. On ne saurait dire à quelle époque la règle se modifia à l'égard des sorcières. Quand elles étaient reconnues coupables par les tribunaux séculiers, elles étaient invariablement livrées au bûcher, et l'Inquisition en arriva à adopter le même système. En 1443, le concile de Rouen traite encore les sorcières avec une singulière mansuétude. Il prescrit d'adresser un sermon public aux invocateurs de démons, après les avoir coiffés de la mitre en papier ; puis, s'ils abjurent, les évêques sont autorisés à les mettre en liberté après accomplis-

(1) Prieriat, Lib. III, c. 3. — *Mall. Maleficar.* P. II, Q. vii, xvi, P. III, Q. xiii, xiv.

sement d'une pénitence appropriée au crime ; après quoi, en cas de « rechute », il convient d'emprisonner à vie les ecclésiastiques et d'abandonner les laïques au bras séculier ; quant aux pratiques superstitieuses de gravité moindre et aux incantations, un mois de prison et de jeûne suffit, avec application d'une pénitence plus sévère en cas de rechute. En 1448, le concile de Lisieux se contenta d'ordonner aux prêtres de dénoncer comme excommuniés, les dimanches et jours de fêtes, tous les usuriers, sorciers et devins. En 1453, Guillaume Édeline se tira d'affaire par l'abjuration et la prison. En 1458, Jaquierius établit laborieusement que la sorcière ne mérite pas d'être traitée comme les autres hérétiques et d'être épargnée en cas de rétractation ; son argumentation même atteste que le changement était encore récent et exigeait une justification. En 1484, Sprenger déclare positivement que si, après rétractation, il convient d'emprisonner l'hérétique, il faut mettre à mort la sorcière, même si elle se repent ; apparemment, à cette époque, la doctrine nouvelle n'était plus contestée. Comme toujours, on affectait de rejeter la responsabilité de l'exécution sur les autorités séculières, car Sprenger ajoute que le juge ecclésiastique ne peut que se contenter d'absoudre la sorcière repentante et convertie de l'excommunication qui pesait sur elle *ipso facto*, et de la « libérer », en la livrant aux tribunaux laïques, pour qu'elle expie sur le bûcher les maux qu'elle a causés. Silvestre Prierias laisse transparaître l'inanité de cette réserve hypocrite dans ses conseils à l'inquisiteur. Si la sorcière se confesse et se repent, elle recevra le pardon et ne sera pas remise au bras séculier ; elle devra abjurer, bénéficiera de l'absolution et sera condamnée à l'emprisonnement perpétuel et au port d'une robe noire ; on lui fera revêtir cette robe et on la mènera jusqu'à la porte de l'église, — mais non en prison. L'Inquisition n'a plus désormais à s'occuper de la condamnée ; si le tribunal séculier est satisfait, tant mieux ; sinon, le juge séculier agira à sa guise. Ce qu'auraient dit les inquisiteurs, si le bon plaisir du juge avait été de mettre en liberté la sorcière, on peut s'en faire une idée par les imprécations de Sprenger

contre les incrédules laïques qui nient la réalité de la sorcellerie et dont l'indifférence, pesant sur le bras séculier, a laissé la secte maudite se développer à tel point que l'extirpation en paraît presque impossible (1). Nous verrons plus loin l'indignation, plus édifiante encore, de Léon X, lorsque la seigneurie de Venise refusa de brûler les sorcières de Brescia, condamnées par l'Inquisition.

Tout aussi peu fondée était la prétention affichée par les inquisiteurs de n'infliger la peine du bûcher que pour faire expier aux sorcières le mal qu'elles avaient causé. Nous verrons, en effet, dans le cas des « Vaudois » d'Arras, que les condamnés furent brûlés sans hésitation, bien que le seul crime reproché à la plupart de ces malheureux fût la participation au Sabbat ; le tribunal ecclésiastique les livrait, à cet effet, aux magistrats séculiers, ou, parfois même, les brûlait sans remplir cette formalité. En outre, Sprenger rapporte que, lorsqu'il s'agissait de sorcières puissantes, la peine de mort était souvent commuée en celle de l'emprisonnement perpétuel au pain et à l'eau, comme récompense pour celles qui trahissaient leurs complices, ce qui prouve qu'en réalité le sort de l'accusée était entièrement entre les mains de l'inquisiteur. Pourtant, dans un cas tout au moins, il y eut, semble-t-il, un simulacre de jugement par le tribunal séculier, fait dont j'ai trouvé bien peu d'exemples dans des affaires d'hérésie. Le 5 novembre 1474, à Levone, en Piémont, Francesca Viloni et Antonia d'Alberto furent condamnées par l'inquisiteur en fonctions, Francesco Chiabaudi. La sentence ordonnait que les coupables fussent livrées au bras séculier, en déclarant qu'aucun châtiment corporel, direct ou indirect, n'était nécessaire, bien que les biens des condamnées fussent déclarés confisqués. Le jour même, l'inquisiteur-adjoint, Frà Lorenzo Butini, remit les deux femmes au podestat, Bartolomeo Pasquale, en rap-

(1) Concil. Rotomagens. ann. 1445, c. 6 (Bessin, *Concil. Rotomagens.* I. 184). — C. Lexoviens. ann. 1448, c. 9 (*Ibid.* II 482). — Nic. Jaquerii *Flagellum Hæret. Fascinar.* c. 27. — *Mall. Malef.* P. I, Q. xiv ; P. II, Q. I, c. 3, 16. — Prieriat. *de Strigim.* Lib. III, c. 3.

pelant, pour se protéger contre le reproche d' « irrégularité », qu'il ne jugeait pas à propos de requérir un châtiment corporel, et qu'il ne consentirait pas à ce qu'on appliquât une semblable peine. Le podestat laissa passer deux jours ; puis, le 7 novembre, il tint une séance solennelle à laquelle la population fut convoquée à son de trompe. Les condamnées comparurent devant lui, et son *consultore*, ou conseiller légal, Lorenzo di Front, lui fit savoir que les femmes avaient été condamnées par l'Inquisition pour sorcellerie, hérésie et apostasie, et que, conformément aux lois, le podestat devait prononcer contre elles le châtiment légal du bûcher, ce qui fut fait incontinent. C'était évidemment une simple formalité ; le podestat, qui attribuait à l'une des sorcières la mort de deux de ses enfants, ne fut peut-être pas fâché de prendre une bonne part à la répression (1).

Comme autrefois, le seul moyen de défense était pour l'accusée de disqualifier les témoins comme ennemis personnels ; mais les juges avaient l'ordre de n'accepter que les motifs tirés d'une inimitié extrêmement violente, car, avec leur disposition habituelle à affirmer d'avance la culpabilité, ils étaient avertis que, presque toujours, l'affaire comportait quelque inimitié de la part des témoins, puisque les sorcières étaient odieuses à tout le monde. En même temps on respectait et l'on aggravait même les vieilles méthodes réduisant à un minimum cette faible chance de récusation. On taisait d'ordinaire les noms des témoins, ou, si on communiquait ces noms à l'accusée, on les brouillait de façon à la tromper ; on s'efforçait de l'empêcher de récuser les témoins les plus accablants en l'amenant soit à nier qu'elle les connût, soit, au contraire, à déclarer qu'ils étaient ses amis. Si elle insistait pour avoir connaissance des dépositions, on pouvait les lui montrer, mais non sans y avoir inséré des faits et des accu-

(1) *Mall. Maleficar.* P. II, Q. xiv. — P. Vayra, *Le Streghe nel Canavese*, op. cit. p. 218-21, 232.

sations étrangères à la cause, dans le pieux dessein de l'égarer (1).

Il fallait toujours, si possible, rejeter les appels. Hors de France, on ne pouvait faire appel qu'à Rome, soit pour refus de conseil, soit pour torture injustifiée, soit pour quelque autre procédure incorrecte. Encore l'inquisiteur avait-il le droit, comme nous l'avons vu, soit de refuser les *apostoli*, soit de remettre des lettres d'appel négatives. S'il avait conscience du déni de justice et s'il prévoyait l'appel, il pouvait l'éviter en nommant un délégué chargé d'occuper sa place. Le danger des appels était, d'ailleurs, peu redoutable, car si l'accusée réclamait l'assistance d'un avocat, on ne lui permettait pas de le choisir. C'était l'inquisiteur qui le désignait, et l'avocat était tenu de renoncer à la défense s'il savait que la cause était mauvaise ; il n'était pas autorisé à connaître les noms des témoins, et ses fonctions se bornaient à exhorter sa cliente soit à confesser sa faute, soit à récuser les témoins. S'il faisait des difficultés, causait des retards ou interjetait appel, il s'exposait à l'excommunication comme fauteur d'hérésie et devenait plus coupable que la sorcière elle-même. Avant qu'il acceptât sa mission, on devait dûment l'avertir de ses devoirs et des dangers qu'il encourait (2).

518

Deux procès jugés, en 1474, à Rivara, dans le Piémont, montrent quelles conséquences entraînait la méconnaissance de ces précautions salutaires. Nombre de sorcières avaient été brûlées, après en avoir, comme à l'ordinaire, dénoncé d'autres. L'affaire avait été instruite par Francesco Chiabaudi, chanoine régulier, qui tenait son mandat à la fois de l'évêque de Turin et de Michele de Valenti, inquisiteur de Lombardie. Inexpert et malhabile, il avait chargé Tommaso Balardi, prêtre paroissial de Rivara, de recueillir les informations préliminaires au sujet de cinq accusations nouvelles. Comme toujours, les preuves furent accablantes : Balardi arrêta les inculpées et

(1) Prieriat. Lib. III, c. 3. — *Mall. Maleficar.* P. III, Q. XII.

(2) *Mall. Maleficar.* P. III, Q. I, XI, XXXV. — Prieriat. Lib. III, c. 3.

leur donna dix jours pour produire des motifs les dispensant de la torture. En même temps, par une singulière ignorance de ses devoirs, il leur permettait de choisir des défenseurs ; elles confièrent leur défense à leurs maris, frères ou fils. Pour trois d'entre elles, ces défenseurs n'agirent pas et les procès furent menés comme à l'ordinaire, bien que les documents fragmentaires qui subsistent n'en fassent pas connaître l'issue. Les deux autres accusées, Guglielmina Ferreri et Margherita Cortina, furent plus heureuses. C'étaient, semble-t-il, de riches paysannes ; leurs familles obtinrent pour elles l'assistance de trois habiles légistes. Quand ces avocats furent admis devant le tribunal, toute l'accusation fut immédiatement ruinée. Chiabaudi, ignorant les privilèges que lui conférait la procédure inquisitoriale, fut absolument incapable de réprimer leur insolence. Il les laissa introduire des protestations contre l'irrégularité de l'instruction préliminaire et leur permit même, au mépris de tout précédent, de présenter des témoins à décharge. Ils poussèrent l'audace jusqu'à citer Balardi lui-même et lui firent attester que les accusées étaient assidues à toutes les observances de la religion ; après quoi, ils prouvèrent surabondamment que les sorcières étaient pieuses et charitables, que des bruits fâcheux ne s'étaient élevés sur leur compte que depuis deux ans, lorsqu'on avait brûlé trois sœurs qui, disait-on, les avaient dénoncées dans leurs confessions. Chiabaudi chercha à se tirer d'affaire en nommant Antonio

519 Valo, une des lumières juridiques de l'endroit, procureur-fiscal ou accusateur (fonction inconnue de l'Inquisition à cette époque) ; mais les avocats des accusées le mirent promptement hors de combat. A chaque audience nouvelle, ils devenaient plus agressifs. Ils citaient carrément le Digeste et les règles du droit et de la justice, comme si ce genre de discussion n'avait pas été expressément interdit dans les procès inquisitoriaux. Finalement, ils déclarèrent à Chiabaudi que lui-même était suspect : comme chanoine, il n'avait pas le droit de quitter son couvent pour se charger d'une telle mission, et tous ses actes étaient entachés de nullité. L'ensemble des poursuites

n'était, déclarèrent-ils, qu'une tentative pour extorquer de l'argent aux accusées et se partager ensuite le butin ; ils en appelèrent au vicaire épiscopal de Turin, en menaçant d'obtenir, au besoin, l'intervention du duc de Savoie lui-même. Chiabaudi plia sous la tempête qu'il avait imprudemment contribué à déchaîner : en février 1375, il autorisa le transfert du procès au tribunal épiscopal de Turin. On ne saura sans doute jamais si, devant ces nouveaux juges, les malheureuses femmes eurent un sort meilleur ; mais cette affaire suffit à montrer la perfide habileté des dispositions recommandant aux inquisiteurs ordinaires de choisir *prudemment* les avocats et de menacer d'excommunication ceux qui défendraient leurs clientes. Un autre intérêt de cette affaire est que seule, peut-être, en exceptant le procès de Gilles de Rais, elle comporte la *litis contestatio*, élément proscrit de la procédure inquisitoriale (1).

Un cas beaucoup plus caractéristique et plus instructif, dont on possède, par hasard, les détails, fut le procès des « Vaudois » (2), ou sorciers et sorcières d'Arras. Cette affaire montre l'affolement général qu'avait causé la sorcellerie, en même temps que l'efficacité des méthodes inquisitoriales, là même où le tribunal était subordonné à la juridiction suprême du Parlement de Paris.

En 1459, tandis qu'un chapitre général de l'Ordre dominicain siégeait à Langres, on brûla comme sorcier en cette ville un ermite nommé Robinet de Vaulx. Il avait été contraint à nommer tous les gens qu'il avait rencontrés au Sabbat ; parmi les individus dénoncés se trouvaient une jeune femme de folle vie, originaire de Douai, nommée Deniselle, et un certain Jean la Vitte, résidant à Arras. C'était un homme d'âge avancé, peintre et poète, qui avait écrit beaucoup de ballades 520

(1) P. Vayra, *Le Streghe nel Canavese*, p. 658-715.

(2) Rappelons qu'à cette époque, *Vaudois* et *Vaudoisie* étaient devenus, en France, des termes s'appliquant à toutes les infractions à la foi, et désignant particulièrement la sorcellerie (Vol. II, p. 158). De là vient le mot *Voodooism*, désignant la magie des nègres dans les colonies françaises, terme transmis aux États-Unis par la Louisiane.

en l'honneur de la Vierge et était généralement aimé, bien que, si l'on en juge par son surnom d'*Abbé-de-peu-de-sens*, il ne dût pas jouir de toutes ses facultés (1). Pierre le Brousart, inquisiteur d'Arras, était présent au chapitre : à son retour dans son district, il fit, sans retard, rechercher les accusés. Deniselle fut vite arrêtée et jetée dans la prison épiscopale. Jean, l'évêque d'Arras, que nous avons vu promu au cardinalat en reconnaissance de l'activité qu'il déploya pour obtenir la révocation de la Pragmatique Sanction, était alors à Rome ; il avait pour suffragant un Dominicain, Jean, évêque *in partibus* de Beyrouth, ancien pénitencier du pape, et pour vicaires Pierre du Hamel, Jean Thibault, Jean Pochon et Mathieu du Hamel. Ces personnages prirent activement l'affaire en mains et trouvèrent un auxiliaire ardent en la personne d'un docteur en droit, doyen du chapitre, Jacques du Boys, qui s'ingéra dans le débat et poussa l'instruction avec une vigueur infatigable. Après application répétée de la torture, Deniselle confessa qu'elle avait assisté au Sabbat et nomma diverses personnes qu'elles y avait vues, entre autres Jean la Vitte. Celui-ci, déjà

(1) On débattit quelque peu le point de savoir s'il fallait admettre le témoignage d'une sorcière dénonçant les gens qu'elle avait vus au Sabbat ; mais la question fut résolue en faveur de la foi, grâce à cet argument sans réplique qu'on perdrait, en négligeant ces dénonciations, un précieux élément pour la découverte des sorcières. Si l'accusé ainsi mis en cause alléguait qu'un fantôme reproduisant ses propres traits avait été envoyé au Sabbat par le Démon, on l'invitait à prouver le fait, ce qui n'était pas facile (Jacquerii *Flagell. Hæret. Fascina*-. c. 26). — Bernard de Côme (*de Strigiis*, c. 13, 14) dit que la seule accusation d'avoir été vu au Sabbat ne suffit pas à justifier l'arrestation, attendu que le démon peut faire apparaître un fantôme ressemblant à l'individu mis en cause ; mais il faut fortifier cette accusation à l'aide de « conjectures et de présomptions », moyens qui, naturellement, ne faisaient pas défaut.

Un édifiant résumé de la procédure suivie dans les affaires de sorcellerie, à propos du procès des Vaudois d'Arras, a été publié par J. Friedrich (*Sitzungsberichte der phil. phil. u. der historischen Classe der K. b. Akademie der Wissenschaften zu München*, 1898, p. 176). Dans ce document, le témoignage de l'accusée, en ce qui concerne les personnes vues au Sabbat, est tenu pour extrêmement probant ; l'auteur déplore l'entêtement des sorcières, qui, inspirées par le Diable, s'efforcent de convier leurs complices en reusant de nommer les gens qu'elles ont rencontrés dans ces assemblées. Cette même influence diabolique les poussait à refuser ce genre de témoignage sur le lieu même de l'exécution. En appliquant la torture, on doit se persuader que c'est sur le démon plutôt que sur l'être humain qu'il faut agir ; le supplice de la faim dans une cellule sombre est recommandé comme un puissant complément de la torture pour vaincre l'endurcissement. En vérité, si quelqu'un était inspiré par le démon, ce n'était pas la sorcière, mais l'inquisiteur !

mis en cause par Robinet, s'était tenu caché, mais l'inquisiteur le découvrit à Abbeville, l'arrêta et l'emmena à Arras. Là, dans son désespoir, l'accusé, dès qu'il se vit en prison, essaya de se trancher la langue avec un canif pour se mettre hors d'état d'avouer. Il ne réussit pas, et, bien qu'il demeurât longtemps incapable de parler, il n'échappa pas à la torture, car il pouvait tenir une plume et on l'obligea à fournir par écrit sa confession. Contraint de nommer tous les gens qu'il avait vus au Sabbat, il compromit un grand nombre de personnes, des nobles, des ecclésiastiques, des gens du bas peuple. Six nouvelles arrestations furent opérées dans cette dernière catégorie d'inculpés ; plusieurs femmes de la ville étaient du nombre. L'affaire menaçant de prendre des proportions inattendues, les vicaires s'effrayèrent et décidèrent de libérer tous les prisonniers. Alors Jacques du Boys et l'évêque de Beyrouth se constituèrent formellement plaignants ; l'évêque de Beyrouth se rendit à Péronne et ramena à Arras le comte d'Estampes, capitaine général de Picardie au nom de Philippe le Bon de Bourgogne. Ce fonctionnaire ordonna aux vicaires de faire leur devoir, en menaçant de les poursuivre s'ils s'y refusaient.

521

Sur les six accusés arrêtés en dernier lieu, quatre femmes confessèrent leur crime sous la pression de la torture et mirent en cause un grand nombre d'autres personnes. Les vicaires, incertains sur la procédure à suivre, transmirent les confessions à deux ecclésiastiques notables, Gilles Carlier, doyen de Cambrai, et Grégoire Nicolai, official de la même ville ; ceux-ci répondirent que si les accusées n'étaient pas relapses et si elles prononçaient une rétractation, il ne fallait pas les mettre à mort, pourvu qu'elles n'eussent point commis de meurtre ni profané l'Eucharistie. (Notons ici une étape de transition entre la vieille procédure usitée contre les hérétiques et le nouveau système adopté contre les sorciers). Mais Du Boys et l'évêque de Beyrouth étaient profondément imbus des idées nouvelles et insistèrent pour que tous les accusés fussent brûlés. Ils déclarèrent que quiconque contestait la régularité de ce châtiment était également coupable de sorcellerie, et qu'il fallait associer

au sort des prisonniers quiconque oserait les secourir ou les conseiller. Le salut de la Chrétienté était en jeu ; un bon tiers de ceux qui s'intitulaient chrétiens étaient secrètement adonnés à la sorcellerie, notamment nombre d'évêques, de cardinaux et de Grands Maîtres ; si ces criminels réussissaient à s'unir sous la conduite d'un chef, personne ne pouvait dire quels maux ils pourraient causer à la religion et à la société. Peut-être faut-il attribuer à l'un de ces personnages la paternité d'un traité rédigé sur ce sujet et dont un exemplaire, jadis propriété de Philippe-le-Bon, se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque Royale de Bruxelles. L'auteur anonyme, qui signe « un prêtre », parle de la *Vauderie* comme d'une chose nouvelle et inouïe, dépassant en horreur les plus détestables erreurs entretenues par le paganisme depuis la naissance du monde. Il invite les prélats à se lever pour purger la Chrétienté de ces abominables sectaires, à exciter la population en dénonçant les plus damnables crimes de ces sorcières ; son éloquence s'enflamme surtout lorsqu'il s'adresse aux princes. Ce n'est pas sans motif qu'on porte le glaive devant ces derniers ; c'est pour leur rappeler qu'ils sont les ministres et les soldats de Dieu, et que leur devoir est de frapper sans pitié les criminels. Si l'on permet aux sectaires de se multiplier, il faut s'attendre aux plus effroyables catastrophes, dont se réjouit d'avance le Prince des Ténébres. Les guerres et les haines se multiplieront ; la discorde et la sédition feront rage dans les campagnes, dans les cités, dans les royaumes ; les hommes tomberont morts par monceaux dans le massacre universel ; les enfants se soulèveront contre leurs parents, les vilains attaqueront les nobles. Ce n'était pas la religion seule, mais tout l'ordre social, que menaçaient les crimes de quelques prostituées et du pauvre homme dit l'*Abbé-de-peu-de-sens* ! (1).

Comme l'agent de Conrad Tors, au temps de Conrad de Marbourg, l'évêque de Beyrouth se flattait de reconnaître à première vue un « Vaudois » ou sorcier. S'unissant à Du Boys,

(1) Mss. Bib. Roy. de Bruxelles, n° 11209.

il obtint une autre arrestation et amena le comte d'Estampes à stimuler l'activité des vicaires. Sous cette impulsion, une assemblée de tous les principaux ecclésiastiques d'Arras, auxquels se joignirent quelques juristes, se tint le 9 mai 1460, pour étudier les témoignages recueillis. Après une courte délibération, les accusés furent condamnés. Le lendemain, devant le palais épiscopal, en présence d'une foule qui était accourue de douze lieues à la ronde, les condamnés furent menés sur un échafaud, ainsi que le cadavre d'un d'entre eux, Jean le Febvre, qu'on avait trouvé pendu dans sa cellule. On les coiffa de mitres ornées de peintures qui les représentaient adorant le Diable. L'inquisiteur prononça le sermon, lut une description du Sabbat et des visites qu'y avaient faites les condamnés et demanda à chacun d'eux si cette relation était exacte : tous répondirent affirmativement. Ensuite, il donna lecture de la sentence les abandonnant au bras séculier, confisquant leurs biens immobiliers au profit du seigneur et leurs biens meubles au profit de l'évêque. Puis on les livra à leurs juridictions respectives : Deniselle fut remise aux autorités de Douai, qui étaient présentes à cet effet ; les autres furent réclamés par les autorités d'Arras. Aussitôt ils se mirent à pousser des cris, à affirmer qu'on les avait cruellement trompés, qu'on leur avait promis, s'ils se confessaient, de les renvoyer absous au prix d'un pèlerinage de dix à douze lieues, et qu'on les avait menacés du bûcher s'ils persistaient dans leurs dénégations. D'une seule voix, ils déclarèrent qu'ils n'étaient jamais allés à la *Vauderie*, que leurs confessions avaient été arrachées par la violence de la torture et par la séduction de promesses mensongères ; jusqu'au moment où les flammes étouffèrent leurs cris, ils supplièrent le peuple de prier pour eux et demandèrent à leurs amis de faire dire des messes pour le salut de leurs âmes. Les dernières paroles que put faire entendre l'*Abbé-de-peu-de-sens* furent celles-ci : *Jesus autem transiens per medium illorum...* Gilles Flameng, un avocat qui s'était activement mêlé à toute la procédure, fut particulièrement l'objet des reproches de ces malheureux ; ils le flétrirent comme

un traître qui, par ses promesses frauduleuses, les avait poussés à leur perte.

Ce premier résultat mit en appétit les persécuteurs. L'exécution fut immédiatement suivie de l'arrestation de treize personnes, dont six filles publiques, mises en cause par les confessions et appréhendées à la requête des inquisiteurs. Cependant les organisateurs de l'affaire commençaient à se lasser de poursuivre un si pauvre gibier; ils eurent l'audace de frapper plus haut. Le 22 juin, les citoyens d'Arras furent stupéfiés par l'arrestation de l'échevin Jean Tacquet, l'un des plus riches d'entre eux; le lendemain fut arrêté à son tour Pierre des Carieulx, homme également fort riche; le jour suivant, on s'attaqua au chevalier Payen de Beauffort, un septuagénaire, chef d'une des plus anciennes et des plus riches familles de la province, qui avait prouvé sa piété en fondant trois couvents. Ayant appris que son nom figurait sur la liste des accusés, il déclara que, fût-il éloigné de mille lieues, il reviendrait affronter les accusations; en effet, il était revenu à la ville dans cette intention. Dans son hôtel de la Chevette, ses enfants et ses amis lui avaient instamment conseillé de fuir s'il se jugeait coupable; mais il avait affirmé son innocence sous les serments les plus solennels. On n'avait pas osé l'arrêter sans avoir obtenu, par l'entremise de Philippe de Saveuse, l'assentiment de Philippe-le-Bon; le comte d'Estampes s'était rendu à Arras pour procéder à l'arrestation et refusa de recevoir le prisonnier qui sollicitait une entrevue. Le 7 juillet eu lieu un *auto de fé* où fut réglé le sort de sept des prévenus arrêtés le 9 mai; cinq furent brûlés; comme les premières victimes, ils affirmèrent que leurs confessions avaient été arrachées par la torture, et moururent en réclamant les prières de tous les bons chrétiens. Les deux autres furent condamnés à un emprisonnement de durée limitée, sous prétexte qu'ils n'étaient pas revenus sur leur première confession; cette procédure tout à fait incorrecte avait pour objet de faciliter les condamnations futures.

L'affaire commençait à soulever l'attention et la colère

publique. Philippe-le-Bon était inquiet, ayant appris qu'à Paris et ailleurs on l'accusait d'empoisonner les plus riches de ses sujets pour confisquer leurs biens. Aussi envoya-t-il, comme surveillants, à Arras, son confesseur, Dominicain et évêque *in partibus* de Selimbria, et le chevalier Baudouin de Noyelles, gouverneur de Péronne ; de son côté, le comte d'Estampes délégua son secrétaire, Jean Forme, ainsi que Philippe de Saveuse, le seigneur de Crèvecœur, bailli d'Amiens et le lieutenant de ce dernier, Guillaume de Berri. Le premier soin des nouveaux venus semble avoir été de s'assurer une part dans les dépouilles. Le 16 juillet, Baudouin de Noyelles arrêta Antoine Sacquespée, l'un des échevins et des plus riches citoyens, qu'on avait vivement engagé à fuir, mais qui, comme Beauafort, avait déclaré qu'il aurait fait un millier de lieues pour venir tenir tête aux accusateurs. Le lendemain, on arrêta un autre échevin, Jean Josset, ainsi qu'un sergent-de-ville nommé Henriot Royville ; trois autres citoyens, dont l'arrestation était imminente, prirent la fuite ; deux d'entre eux étaient des hommes riches, Martin Cornille et Willaume le Febvre, et le comte d'Estampes les poursuivit, sans succès, jusqu'à Paris. A ce moment une terreur panique envahit la population ; nul ne savait si son tour n'allait pas bientôt venir ; on osait à peine sortir de la ville, de peur qu'un départ ne fût interprété comme un aveu ; d'autre part, les citoyens absents étaient partout mal reçus et pouvaient à peine trouver un gîte. De même, les étrangers ne se risquaient plus à se rendre dans la ville. Arras, centre manufacturier prospère, souffrait énormément dans sa richesse industrielle. Les marchands perdaient tout crédit ; les créanciers réclamaient importunément le règlement des comptes, car tout homme courait le risque de la confiscation, et nous savons qu'en pareille occurrence les droits des créanciers étaient abolis. Les vicaires s'efforcèrent de calmer l'alarme et le désarroi de la cité, en proclamant que nul innocent ne devait redouter l'arrestation, attendu qu'on arrêtaient seulement les gens que huit ou dix témoins juraient avoir vus au Sabbat : en réalité, on constata

plus tard que nombre d'accusés avaient été appréhendés sur le témoignage d'un seul ou de deux dénonciateurs.

525 A la fin, on envoya, aux frais des prisonniers, l'inquisiteur, les vicaires et Gilles Flameng soumettre au duc de Bourgogne, à Bruxelles, l'ensemble des témoignages recueillis. Le duc convoqua une grande assemblée d'ecclésiastiques et de docteurs de Louvain, qui discutèrent gravement l'affaire. Certains soutenaient, d'après le *Cap. Episcopi*, que le Sabbat n'était qu'une fiction ; d'autres le tenaient pour une réalité. On n'arriva à aucune conclusion : le duc finit par congédier les vicaires, en les faisant accompagner de son héraut, Toison d'Or (Lefebvre, seigneur de Saint-Rémy), en qui il avait grande confiance, et qui devait assister à tous les interrogatoires. Ces personnages arrivèrent à Arras le 14 août, et, à partir de cette époque, on n'opéra plus d'arrestations, bien que la liste des citoyens incriminés comprît encore un grand nombre de noms. Les prisonniers furent traités avec moins de cruauté et, sur les procès en cours, quatre seulement furent retenus et achevés. Les procès-verbaux furent envoyés à Bruxelles pour que le duc en prit connaissance, et furent rapportés à Arras, le 12 octobre, par le président de la chambre ducale, Adrien Collin, en présence duquel les accusés furent interrogés à nouveau. Finalement, le 22 octobre, on réunit l'assemblée ordinaire, immédiatement suivie de l'*auto de fé* ; le sermon fut prononcé par l'inquisiteur de Cambrai : les sentences furent lues par l'inquisiteur d'Arras et par Michel du Hamel.

Les quatre coupables n'eurent pas tous le même sort. La sentence concernant le chevalier de Beaufort déclarait que l'accusé avait confessé être allé trois fois au Sabbat, deux fois à pied, une autre fois en volant dans l'air sur un bâton enduit d'un onguent magique. Il avait refusé de livrer son âme à Satan, mais il avait donné au Démon quatre de ses cheveux. L'inquisiteur lui demanda si ces faits étaient exacts ; Beaufort répondit affirmativement et implora la pitié des juges. L'inquisiteur annonça alors que, puisque l'accusé avait avoué sans torture et n'avait jamais rétracté sa confession, il ne serait pas

coiffé de la mitre, ni livré au bûcher, mais simplement fouetté (peine que l'inquisiteur lui infligea sur le champ, sans cependant dépouiller le pénitent de ses vêtements); de plus, il subirait sept ans d'emprisonnement et paierait toute une série d'amendes destinées à des œuvres pies, se montant à un total de huit mille deux cents livres, dont quinze cents pour l'Inquisition. Mais, outre ces amendes publiquement annoncées, Beaufort dut payer quatre mille livres au duc de Bourgogne, deux mille au comte d'Estampes, mille au seigneur de Crèvecœur et cent au lieutenant de ce dernier, Guillaume de Berri (1).

Puis vint le riche échevin Jean Tacquet. Il reconnaissait être allé au Sabbat dix fois ou davantage. Il s'était efforcé de secouer le joug de Satan, mais le Démon l'avait contraint à l'obéissance en le frappant cruellement à coups de nerf de bœuf. Il fut condamné à être fouetté, pénitence qui lui fut infligée comme à Beaufort, à dix ans de prison et à des amendes se montant à un total de quatorze cents livres, dont deux cents revenaient à l'Inquisition. Mais on lui extorqua, comme à Beaufort, des amendes non prévues par le jugement.

526

Le troisième condamné était Pierre du Carieulx, autre citoyen fortuné. La sentence rapportait qu'il avait assisté au Sabbat un nombre incalculable de fois; tenant un cierge allumé, il avait baisé sous la queue le Démon qui avait pris la forme d'un singe; il avait livré son âme à Satan par un pacte signé de son sang; il avait remis trois fois à l'*Abbé-de-peu-de-sens* des azymes consacrés reçus à l'occasion de Pâques. Ces hosties, mêlées à des os de pendus, qu'il avait recueillis sous les gibets, et au sang de jeunes enfants, dont quatre avaient été tués par lui, avaient servi à préparer une pomme infernale et certaines poudres, à l'aide desquelles les

(1) Cette clause remplaçait évidemment la confiscation et révèle l'objet de toute l'affaire. Pour apprécier exactement l'énormité de ces amendes, il convient de savoir que le revenu annuel de Beaufort était évalué à cinq cents livres. Les plus riches citoyens arrêtés à Arras avaient un revenu annuel variant entre quatre et cinq cents livres.

deux sorciers blessèrent des hommes et des bêtes. Quand on lui demanda de confirmer ces aveux, il les révoqua, en déclarant qu'on les lui avait arrachés par la torture ; il aurait poussé plus loin les récriminations si on ne lui avait imposé silence. Il fut abandonné à la justice séculière ; les échevins le réclamèrent comme leur administré ; ils payèrent les frais de son emprisonnement et prirent livraison du condamné. A l'Hôtel de Ville, ils lui accordèrent la parole ; il disculpa alors tous les citoyens qu'il avait accusés et dont beaucoup, échevins et simples particuliers, étaient présents, disait-il ; il ajouta que, sous l'effet de la torture, il avait mis en cause tous les gens qu'il connaissait ; la liste eût été plus longue encore, s'il avait connu plus de personnes. Il fut brûlé le jour même.

Le quatrième condamné était Huguet Aubry, homme d'une vigueur et d'une résolution peu communes. En dépit de la torture la plus cruelle et la plus longue, il n'avait rien avoué. Il avait été accusé par neuf témoins ; on lui promit de le traiter avec pitié s'il consentait à avouer ; mais il répéta qu'il ne savait ce qu'était la Vauderie et qu'il n'était jamais allé au Sabbat. L'inquisiteur lui rappela alors qu'il avait rompu son ban et avait été repris, ce qui constituait un chef de culpabilité. Il se jeta à genoux et implora la merci des juges ; il fut condamné à vingt ans d'emprisonnement, au pain et à l'eau. C'était là un verdict tout à fait irrégulier que n'aurait jamais permis le strict respect de la procédure ordinaire ; en effet, il y avait contre lui des témoignages probants, et son endurance de la torture prouvait uniquement que Satan l'avait favorisé du don de *taciturnité*.

527 La persécution n'alla pas plus loin. Il n'y avait eu que vingt-quatre arrestations et douze exécutions. Ce résultat aurait semblé dérisoire plus tard, à l'époque où la sorcellerie fit rage ; mais la nouveauté du fait en Picardie, le caractère des victimes et l'intervention ultérieure du Parlement attirèrent sur cette affaire une attention peu proportionnée à son importance. Si la poursuite se termina si brusquement, la faute en est peut-être imputable à Philippe de Saveuse. Ce dernier, en

faisant torturer les femmes, cherchait non seulement à condamner Beauafort, mais à incriminer les seigneurs de Croy et d'autres personnages dont la perte servait sa cupidité et, probablement, ses intérêts politiques. Les seigneurs de Croy étaient alors tout-puissants à la cour ducale, et assurément ils usèrent de leur crédit pour faire obstacle à ce mécanisme ecclésiastique qui était assez fort pour les broyer eux-mêmes. Ce fut, selon toute apparence, la répétition de ce qui se passa lors des poursuites entamées par Conrad de Marbourg contre le comte de Sayn.

Quel que fût le motif de cette interruption, l'inquisiteur et les vicaires mirent un terme aux poursuites, sans consulter l'évêque de Beyrouth, Jacques du Boys, Philippe de Saveuse, ni les autres personnages qui les pressaient d'achever leur bonne besogne. En vain Saveuse insista-t-il sur les terribles dangers dont la Chrétienté était menacée, du fait des innombrables sorciers, dont beaucoup occupaient une situation élevée dans la hiérarchie de l'Église ou à la cour des princes. En vain joua-t-on la dernière carte, en faisant courir, pour terrifier les gens superstitieux, le bruit que l'Antéchrist était né et que les sorciers seraient ses auxiliaires (1)

Un à un, les accusés furent mis en liberté, dès que chacun d'eux eut réussi à recueillir l'argent nécessaire pour payer les frais de l'emprisonnement et de la procédure. Ce fut là une des conditions de la mise en liberté pour tous, sauf pour ceux qui se trouvaient absolument dénués de ressources. Quelques-

(1) Le *xv^e* siècle croyait, aussi fermement que les siècles précédents, à l'imminente venue de l'Antéchrist. En 1445, l'Université de Paris fut stupéfiée par un jeune Espagnol, d'une vingtaine d'années, qui se présenta à elle et triompha, dans la controverse, des scolastiques et des théologiens les plus savants. Il montra une égale aisance dans toutes les branches des connaissances humaines, y compris la médecine et le droit; il était sans rival pour manier l'épée et jouait à ravir de tous les instruments de musique. Après avoir confondu les gens de Paris, il alla à Gand trouver le duc de Bourgogne, et, de là, passa en Allemagne. Les docteurs de l'Université méditèrent sur cette apparition et conclurent que ce jeune homme était l'Antéchrist, lequel — nul ne l'ignorait — devait posséder, grâce au secours secret de Satan, tous les arts et toutes les sciences, et demeurer bon chrétien jusqu'à l'âge de 28 ans (*Chron. de Mathieu de Coussy*, ch. viii). Ce merveilleux étranger était Fernan'o de Cordoba, qui s'établit à la cour pontificale et écrivit divers livres, aujourd'hui oubliés. Voir *Nich. Anton. Biblioth. Hispan.* Lib. x. cap. xii. N° 734-9.

528

uns durent subir la formalité de la « purgation » par des cojureurs, Antoine Sacquespée, notamment, qui s'était laissé torturer sans avouer, dut fournir sept compurgateurs, et ne se tira d'affaire qu'en abandonnant une partie de son avoir. D'autres reçurent des pénitences légères ; c'est ainsi qu'une certaine Jennon d'Amiens, qui avait avoué après plusieurs applications de la torture, fut tenue seulement d'accomplir un pèlerinage à Notre-Dame d'Esquerchin, sanctuaire distant de cinq lieues. Un pareil dénouement prouve que toute l'affaire n'était qu'une fraude. Mais un cas plus singulier encore fut celui d'une fille de joie nommée Belotte, qui, torturée à plusieurs reprises, avait confessé ses crimes. On l'aurait brûlée, avec les autres femmes, le 9 mai, si le hasard, ou quelque intervention bienveillante n'avait voulu que sa mitre ne fût pas prête. L'exécution avait été différée ; finalement, Belotte fut simplement bannie du diocèse, avec ordre d'accomplir un pèlerinage à Notre-Dame-de-Boulogne. Sur la totalité des personnes arrêtées, neuf eurent la constance de subir une torture généralement longue et cruelle, sans confesser les crimes qu'on leur imputait.

Quand la terreur se fut dissipée, le sentiment populaire se traduisit en couplets satiriques qui coururent les rues, tournant en ridicule les principaux acteurs du drame. La strophe consacrée à Pierre le Brousart dépeignait l'inquisiteur, avec sa blanche barrette, « son nez velu et sa trogne maugrinne » prenant place au premier rang dans la partie, pour torturer ces pauvres gens, qu'il appelait sorciers et sorcières. « Mais il ne sait que ce qu'on lui a dit ; sa seule pensée, en tout cela, est de prendre et de garder, à tout hasard, les biens et les effets des victimes. En cela, d'ailleurs, il a manqué son but et s'est laissé jouer. » Les vicaires, leurs avocats et l'assemblée d'experts sont tous considérés comme coupables et les couplets s'achèvent par des menaces à leur adresse : « Mais vous serez tous punis en un tas, [et saurons tous qui émeut la merveille] de mettre sur les Vaudois en Arras (1) ».

(1) Le chroniqueur d'Arras déclare qu'à ce moment on n'appliquait pas les lois dans la ville ; chacun agissait à sa guise ; seuls étaient punis ceux qui n'avaient

La prophétie ne laissa pas de se réaliser en partie. Il y avait heureusement, en France, un Parlement qui avait réussi à établir sa juridiction tant sur les grands vassaux que sur l'Inquisition, et les relations entre les cours de Paris et de Bruxelles étaient de nature à encourager son intervention. Beauffort, avant son interrogatoire, avait fait appel à ce tribunal suprême ; l'appel avait été méprisé et supprimé, mais la fils du prévenu, Philippe, était allé porter à Paris le récit des injustes traitements subis par son père. Le Parlement fut lent à agir ; cependant, le 16 janvier 1461, Philippe revint à Arras en compagnie d'un huissier chargé d'amener Beauffort devant le Parlement après avoir procédé à une enquête. Cet huissier recueillit des dépositions et, le 25, suivi des quatre fils de Beauffort et de trente hommes bien armés, se présenta devant les vicaires. Ceux-ci, effrayés de cette imposante démonstration, refusèrent de le recevoir ; mais il se rendit au palais épiscopal, prit, de vive force, les clefs de la prison et emmena Beauffort à la Conciergerie de Paris, après avoir notifié aux vicaires de venir répondre de leurs actes, devant le Parlement, le 25 février. L'affaire était désormais assez avancée pour qu'on pût entamer une instruction légale où seraient entendues les deux parties. Les condamnés punis de prison furent mis en liberté et menés à Paris, où leur témoignage confirma celui de Beauffort. Les conspirateurs étaient fort alarmés. Jacques du Boys, le doyen, qui avait été le promoteur de toute la poursuite, devint fou lorsqu'il vit approcher la date fixée pour sa comparution ; il recouvra ensuite la raison, mais sa force physique l'abandonna ; il s'alita, et le séjour au lit lui donna des ulcères qui creusèrent horriblement sa chair. Il

pas d'amis. Il appuie son dire en relatant des cas d'homicide et d'autres crimes, contre lesquels on ne songea pas à seoir (*Mém.* de Jacques du Clercq, liv. iv, ch. 22, 24, 40, 41). Pourtant on rechercha activement l'auteur de cette pasquinade : Jacotin Maupetit fut appréhendé au corps par un huissier d'armes du duc, comme auteur présumé du pamphlet. Il se glissa adroitement hors de son pourpoint, s'enfuit, trouva asile successivement dans trois églises, et finalement réussit à arriver à Paris, où il se constitua le prisonnier du Parlement. Il revint, libre, à Arras et constata que, pendant son absence, on avait confisqué et vendu ses biens (*Ibid.* ch. 24).

530

mourut au bout d'un an environ ; certaines personnes attribuèrent à des maléfices, d'autres à la vengeance divine ce qui n'était qu'un trouble mental, ayant provoqué une démence temporaire suivie d'une atonie physique complète. L'évêque de Beyrouth, jeté en prison et accusé d'avoir organisé tout le complot, réussit à s'échapper, — par miracle, affirma-t-il. Il accomplit un pèlerinage à Compostelle, et, à son retour, obtint le poste de confesseur de la reine douairière, Marie, veuve de Charles VII, auprès de laquelle il fut en sûreté. D'autres personnages, qui avaient joué des rôles importants dans la tragédie, quittèrent Arras pour se soustraire à la haine de leurs concitoyens. Cependant, la procédure légale traînait en longueur, avec ces interminables délais dont le Parlement était coutumier et qu'augmentaient encore, en l'espèce, les vicissitudes politiques du moment. La décision finale fut rendue seulement en 1491, trente ans après les premiers actes, alors que toutes les victimes avaient disparu de la scène, à l'exception de l'indomptable Huguet Aubry, qui survécut pour jouir d'une imposante réhabilitation. Le 18 juillet, le décret fut proclamé du haut d'une estrade dressée sur la place même où avaient été prononcées les sentences. Les magistrats avaient reçu l'ordre de déclarer cette journée jour férié, d'offrir des prix à la meilleure *folie moralisée* et à la meilleure *pure folie*, et d'envoyer avis de la fête à toutes les villes avoisinantes, si bien qu'une foule de huit à neuf mille personnes se trouva réunie. Après un sermon qui dura deux heures et demie et que prononça le célèbre Geoffroi Broussart, plus tard chancelier de l'Université, on procéda à la lecture du décret. Le duc de Bourgogne était condamné à payer les dépens ; les procédures et les formules de condamnation seraient déchirées et détruites comme injustes et entachées d'abus ; les accusés et condamnés seraient réhabilités : toutes les confiscations et amendes seraient restituées ; chacun des vicaires paierait douze cents livres, Gilles Flameng mille livres, Saveuse cinq cents, d'autres des sommes moins fortes, en tout six mille cinq cents livres ; sur ce total, quinze cents livres

seraient consacrées à l'institution d'une messe quotidienne pour le repos de l'âme des victimes exécutées et à l'érection d'une croix sur l'emplacement du bûcher. De plus, les tortures cruelles et inusitées employées dans ces procès étaient dorénavant interdites à tous les tribunaux séculiers et ecclésiastiques. Ce fut peut-être la seule occasion où l'on vit un inquisiteur comparaître comme prévenu devant un tribunal laïque pour défendre les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions. On ne peut s'empêcher de penser que, si le concile de Vienne avait fait son devoir avec le courage que montra alors le Parlement, l'affaire des Templiers, analogue à celle-ci sur beaucoup de points, aurait pu se terminer autrement. Le contraste entre cette décision du Parlement et la procédure de réhabilitation suivie à l'égard de Jeanne Darc, montre combien, pendant l'intervalle, l'Inquisition avait perdu de son prestige (1).

Ces événements présentent, outre leur intérêt général dans l'histoire de la sorcellerie et de la persécution des sorcières, certains traits qui méritent une attention spéciale, parce qu'ils montrent l'application pratique des méthodes de procédure étudiées plus haut. En premier lieu, il est évident qu'à aucun moment on ne permit aux accusés de faire appel aux services d'un avocat. Puis, ce tribunal épiscopal et inquisitorial n'admit pas que les prévenus en appellassent même au Parlement, dont nul ne contestait, pourtant, la juridiction suprême. On sait que la tentative de Beauffort, pour interjeter appel, fut repoussée avec mépris. Quand Willaume le Febvre, qui s'était enfui à Paris et s'y était constitué prisonnier pour répondre à toutes les accusations, envoya son fils Willemet signifier appel, en compagnie d'un notaire, la mission parut, à juste titre, des

(1) Les détails de cette affaire ont été, par bonheur, conservés dans les *Mémoires* de Jacques du Clercq, Liv. iv; le décret du Parlement se trouve dans l'Appendice. Mathieu de Coussy (*Chronique*, ch. 129) et Cornelius Zantliet (Martene, *Ampl. Coll.* V. 501) fournissent également une brève relation. Quelques détails, omis par du Clercq, se trouvent dans le savant essai de Duverger, *La Vauderie dans les États de Philippe-le-Bon*, Arras, 1885, ouvrage qui sera suivi, espérons-le, de l'œuvre plus complète promise par l'auteur.

plus périlleuses. Après avoir guetté l'instant propice, Willemet et le notaire remirent signification de l'appel à un des vicaires, puis sautèrent en selle et partirent à bride abattue pour Paris. Mais les vicaires envoyèrent à leur poursuite des cavaliers bien montés qui les surprirent à Montdidier et les ramenèrent à Arras. Jetés en prison ainsi que nombre d'amis et de parents qui avaient eu connaissance de leur projet et ne les avaient pas trahis, ils ne furent remis en liberté que lorsqu'ils eurent consenti à retirer l'appel. Ainsi cette démarche légale était considérée comme un délit justifiant des mesures de rigueur. Mais on comprend moins facilement la méprisante indifférence avec laquelle fut accueillie une bulle papale. Martin Cornille, l'autre fugitif, avait adopté un plan différent. Il portait sur lui une forte somme d'argent dont il consacra une partie à l'obtention d'une bulle de Pie II, bulle renvoyant toute l'affaire devant Gilles Charlier, Grégoire Nicolai de Cambrai et deux des vicaires d'Arras. Ces ordres pontificaux furent apportés à Arras, en août 1460, par le doyen de Soignies, et l'on n'en entendit plus parler; cependant cette intervention contribua peut-être à tempérer l'ardeur de ceux qui espéraient tirer profit des poursuites (1).

532

Les moyens employés pour obtenir les confessions montrent que Sprenger ne faisait que rapporter l'usage de l'époque lorsqu'il conseillait de recourir, en cas de besoin, à toutes les ressources de la fraude ou de la violence. Les promesses d'impunité ou de pénitence légère furent prodiguées à des gens qu'on avait résolu de brûler, et l'on ajoutait à ces offres séduisantes la menace du bûcher comme châtiment de la *taciturnité*. La confession arrachée sans torture à Beaufort excita l'étonnement général, jusqu'au jour où l'on sut que, lors de son arrestation, après qu'il eut attesté sous serment son innocence, Jacques du Boys l'avait supplié de confesser son crime, allant jusqu'à se jeter à genoux pour le conjurer de céder, lui assurant que, s'il refusait, rien ne pourrait le sauver du bûcher, que

(1) Du Clercq, Liv. IV, ch. 10-11.

tous ses biens seraient confisqués et ses enfants réduits à la mendicité, au lieu que, s'il avouait, il serait mis en liberté avant quatre jours sans humiliation publique ni dommage. Comme Beaufort faisait observer qu'en agissant ainsi il commettait un parjure, Du Boys l'invita à ne point se mettre en peine, attendu qu'on lui donnerait l'absolution. Ceux dont la force d'âme était capable de résister à ces procédés furent torturés sans pitié ni mesure. Les femmes furent fouettées avec une effroyable brutalité. Huguet Aubry fut retenu en prison pendant onze mois : on le tortura à quinze reprises, espacées par des intervalles de repos ; quand les bourreaux ne surent plus quels supplices imaginer, ils le menacèrent de le noyer et le jetèrent dans la rivière, puis le menacèrent de la potence et le suspendirent à un arbre après lui avoir bandé les yeux. La résolution du petit Henriot fut éprouvée par sept mois d'incarcération ; il fut également torturé quinze fois ; on lui « chauffa » la plante des pieds, au point qu'il demeura estropié toute sa vie. On cite également d'autres malheureux dont l'endurance fut mise à forte épreuve ; il est question de procédés nouveaux, tels que d'entonner par le gosier de l'huile et du vinaigre, et d'autres formes de torture que la loi ne reconnaissait pas (1).

En ce qui touche la peine capitale, notons qu'aucun des condamnés n'était relaps et que, d'après l'ancienne pratique inquisitoriale, tous auraient dû être frappés de simple emprisonnement. On ne put même pas alléguer que leur exécution était le châtiment des maux qu'ils avaient fait subir à autrui, puisque, exception faite de Pierre du Carieulx, le seul délit qu'on leur reprochât était la participation au Sabbat. D'autre part, on ne pouvait recourir au subterfuge, imaginé plus tard par certains auteurs, d'assigner une pénitence sans s'enquérir de la peine que le pouvoir séculier jugerait bon d'appliquer. En effet, les condamnés furent formellement livrés aux magistrats *pour être brûlés*, et si, lors du premier *auto de fé*, la sentence de mort fut prononcée par les échevins, cette formalité

(1) Du Clercq, Liv. iv, ch. 14, 15, 28 ; *Append.* II.

fut même négligée lors de la seconde exécution et les victimes furent directement traînées du lieu où avait été proclamée la sentence au lieu du supplice (1).

Un détail curieux de toute cette affaire fut l'incrédulité absolue qu'elle rencontra partout. De même que les charges accumulées contre les Templiers n'avaient trouvé crédit en aucun lieu hors de France, il n'y avait pas, dit-on, hors des murs d'Arras, une personne sur mille qui crût à la réalité des accusations. Ce fut un grand bonheur, car les victimes avaient naturellement désigné parmi leurs complices nombre d'individus résidant en d'autres localités, et l'incendie se serait rapidement propagé par tout le pays, s'il s'était trouvé des agents aussi actifs que ce Pierre le Brousart, qui avait apporté le brandon de Langres à Arras. Sur la foi de révélations arrachées à ceux qui avouèrent, on arrêta quelques personnes à Amiens; mais l'évêque, ecclésiastique cultivé qui avait longtemps résidé à Rome, remit promptement les prisonniers en liberté et déclara qu'il mettrait hors de cause quiconque serait traduit devant son tribunal, attendu qu'il ne croyait pas à la possibilité de semblables crimes. A Tournai, des arrestations furent également opérées et un ardent débat s'engagea à ce sujet; le résultat fut la mise en liberté des prévenus, bien qu'un ecclésiastique des plus réputés, Jean Taincture, eût composé un traité où il établissait minutieusement leur culpabilité. Il en fut de même des accusés qui réussirent à prendre la fuite. Martin Cornille, arrêté en Bourgogne et traduit devant l'archevêque de Besançon, fut acquitté sur la foi d'informations recueillies à Arras. Willaume le Febvre se constitua prisonnier entre les mains de l'évêque de Paris; l'inquisiteur de Paris se rendit à Arras pour prendre connaissance des témoignages relatifs à cet inculpé; les vicaires lui soumirent les confessions qui incriminaient Willaume. Le résultat fut que le tribunal, composé de l'archevêque de Reims, de l'évêque de Paris, de l'inquisiteur de France et de divers docteurs en théologie,

(1) Du Clerq, liv. iv, ch. 4, 8.

acquitta le prévenu et, de plus, l'autorisa à poursuivre les vicaires en réclamant une réparation d'honneur et des dommages et intérêts (1). Évidemment, jusqu'à ce moment, l'excitation causée par la sorcellerie était en grande partie factice; c'était une invention due à un nombre assez restreint d'ecclésiastiques et de juges crédules. La masse des ecclésiastiques et des juristes instruits étaient disposés à accepter la définition du *Cap. Episcopi* et à regarder la sorcellerie comme une fiction. Si l'Eglise, au lieu de stimuler la superstition croissante avec toute l'autorité du Saint-Siège, avait résolument réprimé cette erreur, elle aurait pu épargner à la Chrétienté une somme infinie de souffrances et l'effusion de torrents de sang.

D'ailleurs, l'épidémie de sorcellerie ne s'était pas développée rapidement. La première description détaillée que l'on en possède se trouve dans le *Formicarius* de Nider, écrit en 1337. Bien que Nider lui-même semble avoir parfois agi en qualité d'inquisiteur, il déclare tirer principalement ses informations des travaux de Pierre de Berne, juge séculier qui avait brûlé un grand nombre de sorciers et de sorcières et en avait chassé un grand nombre d'autres du territoire bernois, infesté de ce fléau depuis une soixantaine d'années. Cela placerait l'origine de la sorcellerie en cette région vers la fin du xiv^e siècle; Silvestre Prierias la fait dater, comme nous l'avons vu, des premières années du xve. Bernard de Côme, qui écrivait en 1510, indique une date quelque peu antérieure; d'après lui, les registres de l'Inquisition de Côme attestent que l'existence de la sorcellerie remontait à cent cinquante ans. Il est fort vraisemblable, en effet, que la transformation graduelle de la

(1) Du Clercq, Liv. iv. ch. 6, 11, 14. 28. — Un exemplaire du traité de Jean Taincture est à la Bib. Roy. de Bruxelles, MSS. N° 2296. — Vers cette époque, un paysan d'Inchy, Jeannin, fut exécuté à Cambrai; à Lille, Catherine Patée fut condamnée comme sorcière, mais fut seulement punie de bannissement; ce fut également le cas de Marguerite d'Escornay, à Nivelles. Un malheureux, Noël Ferri, d'Amiens, devint fou à la suite de cette affaire, et après avoir erré par tout le pays, s'accusa, à Mantes, d'appartenir à la secte maudite. Il fut brûlé le 26 août 1460. Sa femme, qu'il avait mise en cause, échappa au même sort grâce à un appel au Parlement. — Duverger, *La Vauderie dans les Etats de Philip-le-Bon*, p. 52-3, 84.

magie ordinaire en sorcellerie dut commencer vers le milieu du xiv^e siècle. Le grand juriste Bartolo, qui mourut en 1357, avait, en qualité de juge à Novare, jugé et condamné une femme qui confessa avoir adoré le Diable, foulé aux pieds la croix et tué des enfants en les touchant ou en les fascinant. Ce symptôme de la sorcellerie nouvelle était si inattendu pour lui qu'il fit appel aux lumières des théologiens. Il ne fut pas question, semble-t-il, du Sabbat ; mais les croyances populaires relatives à Holda, à dame Habonde et à leurs compagnes étaient déjà répandues et l'épanouissement de ces diverses superstitions n'était plus qu'une question de temps. Dès 1353 on trouve une allusion à la danse des sorcières dans un procès jugé à Toulouse. Ainsi les contes s'amplifièrent grâce à l'adroite action

535 de juges comme Pierre de Berne et finirent par prendre la forme complète et définie qu'ils ont dans Nider. Ce dernier reconnaît également tout ce qu'il doit aux travaux de l'inquisiteur d'Autun, ce qui donne à croire que la sorcellerie était dominante en Bourgogne à une époque relativement reculée. En 1424, il est question d'une sorcière nommée Finicella, brûlée à Rome pour avoir causé la mort de plusieurs personnes et en avoir ensorcelé d'autres. D'après Pierre de Berne, le mal avait eu pour premier auteur un certain Scavius, qui se vantait ouvertement de sa puissance et échappait toujours au châtiment en se métamorphosant en souris, jusqu'au jour où, ayant eu l'imprudence de s'asseoir auprès d'une fenêtre, il avait été assassiné du dehors. Son principal disciple fut Poppo, qui lui-même fut le maître de Stadelin ; ce dernier tomba aux mains de Pierre et, après quatre applications énergiques de la torture, confessa tous les secrets de la secte. Les détails fournis par lui sont à peu près ceux que nous avons rapportés plus haut, ce qui montre que les inquisiteurs suivants, s'inspirant de Nider, étaient versés dans leur art et savaient obtenir des confessions répondant à leurs idées préconçues. Il y a, naturellement, quelques variantes sans importance ; comme nous l'avons déjà vu, on faisait bouillir les enfants tués et le brouet magique servait à opérer des conversions ; avec la partie solide, on

composait un onguent employé dans les rites sacrilèges. D'autre part, on ne devait pas avoir encore adopté la théorie de l'impuissance de la sorcière contre les officiers de justice, car ceux-ci passèrent pour courir de grands dangers dans l'accomplissement de leurs fonctions. Ce fut seulement par l'observation rigoureuse de ses devoirs religieux et par l'usage constant du signe de la croix, que Pierre de Berne eut la vie sauve; un jour même, au château de Blankenburg, il faillit périr: comme il montait précipitamment, le soir, un escalier élevé, il oublia de se signer et fut violemment précipité au bas des marches, — par une intervention évidente de la sorcellerie, comme il l'apprit, par la suite, d'un prisonnier qu'il tortura (1).

Bien qu'une sorcière jugée à Provins en 1432 déclarât que, dans toute la France et la Bourgogne, le nombre total des sorcières ne dépassait pas une soixantaine, aucune personne superstitieuse n'acceptait un chiffre aussi modéré. En 1453 on voit surgir une épidémie de sorcellerie en Normandie, où les sorcières étaient communément appelées *Scobaces*, du mot *scoba*, balai, rappelant leur mode favori pour se rendre au sabbat. La même année se présenta le cas de Guillaume Édeline, qui excita une grande surprise en raison du caractère de l'inculpé, célèbre docteur en théologie et prieur de Clairvaux, en Franche-Comté. Dans son abjuration, il déclare que, pour se réconcilier avec un noble du voisinage dont il redoutait la haine, il avait sollicité l'admission au Sabbat en 1438, et, là, avait rendu hommage au Démon et renoncé à la foi chrétienne. Un jour, le Démon s'était présenté à lui sous la forme d'un homme de haute stature; d'autres fois, il avait pris l'aspect d'un bouc et Guillaume l'avait baisé sous la queue. Le néophyte s'était vu promettre divers avantages terrestres, s'il consentait

536

(1) Nider, *Formiclar*. Lib. v, c. 3, 4, 7. — Grimm's *Teutonic Mythol.* III. 1066. — Soldan, *Geschichte der Hexenprocesse*, Stuttgart, 1843, p. 186. — Bernardi Comensis de *Strigis* c. 4. — Steph. Infessuræ *Diar. Urb. Romæ* ann. 1424 (Eccard. *Corp. Hist.* 1874-5).

Les efforts de Pierre de Berne ne réussirent pas à purifier le territoire, car on voit brûler des sorcières, en 1482, à Murten, canton de Berne (Valerius Anshelm, *Berner-Chronik*, Bern, 1884, I. 224).

à affirmer dans ses sermons la fausseté des récits relatifs aux sorciers; cette prédication accrut grandement, dit-on, le nombre des sorciers en empêchant les juges de les punir. Poursuivi devant Guillaume de Floques, évêque d'Evreux et Roland Lecozie, inquisiteur de France, il persuada à l'Université de Caen de prendre sa défense; mais l'évêque obtint l'appui de l'Université de Paris et le prévenu fut reconnu coupable. Sa confession atteste la rigueur des méthodes employées dans son procès; sa sentence trahit l'incertitude de la procédure à ce moment, car il ne fut pas brûlé, mais autorisé à abjurer et puni d'emprisonnement perpétuel au pain et à l'eau. A *l'auto de fé*, l'inquisiteur rappela la haute dignité naguère occupée par le condamné et le caractère édifiant de ses enseignements; le malheureux fondit en larmes et implora le pardon de Dieu. Il fut jeté dans une *basse-fosse*, où il languit pendant quatre ans, en donnant tous les signes de la plus vive contrition. Un jour on le trouva mort, dans son cachot, dans l'attitude de la prière.

L'épidémie gagnait du terrain: en 1446, plusieurs sorcières furent brûlées à Heidelberg par l'inquisiteur, qui exécuta en 1447 une autre sorcière passant pour l'éducatrice des premières. Mais on n'avait pas encore adopté, en ce genre d'affaires, une pratique uniforme, car en cette même année 1447, à Braunsberg, une femme convaincue de sorcellerie fut simplement envoyée en exil à une distance de deux mille allemands, après qu'ont eût exigé d'elle trois cautions formant une somme totale de dix marcs (1).

527 Ce fut probablement vers cette époque que les inquisiteurs de Toulouse brûlèrent activement les nombreuses sorcières de Dauphiné et de Gascogne, comme le rapporte Alonso de Spina qui admira, sur les murs de l'Inquisition toulousaine, des pein-

(1) Duverger, *La Vauderie dans les Etats de Philippe le Bon*, p. 22. — Anon. Carthus. de Relig. Orig. c. 25-6 (Martène, *Ampl. Coll.* VI. 57-9). — J. Friedrich, *Sitzungsberichte*, loc. cit. p. 189. — Jean Chartier, *Hist. de Charles VII.* ann. 1453. — *Annales* de Jacques du Clercq, liv. III, ch. 41. — D'Argentré, I. II, 251. — Soldan, *Gesch. der Hexenprocesse*, p. 198. — Lilienthal, *Die Hexenprocesse der beiden Städte Braunsberg*, p. 70.

tures composées d'après les données fournies par les confessions; on y voyait le Sabbat et ses adeptes, porteurs de cierges allumés, adorant Satan sous la forme d'un bouc. Par des allusions de Bernard de Côme, on sait qu'au même moment la persécution battait son plein à Côme. En 1436, deux victimes furent brûlées à Cologne. Ces sorcières avaient provoqué, au mois de mai, une gelée si forte que toute la végétation fut détruite. L'intendant de l'archevêque demanda à l'une des deux sorcières de lui donner un exemple de son art. Elle prit une coupe pleine d'eau et murmura au-dessus des incantations qui durèrent le temps de réciter deux *Pater*; aussitôt l'eau se congela si solidement qu'on ne put briser la glace avec un poignard. Cette fois, du moins, la main de la justice n'avait pas affaibli le pouvoir de la sorcière; mais l'histoire n'explique pas pourquoi cette malheureuse se laissa livrer aux flammes. En 1459, Pie II appela l'attention de l'abbé de Tréguier sur des pratiques analogues répandues en Bretagne, et donna à l'ecclésiastique mandat pontifical pour entreprendre la répression. Cette intervention papale montre l'inutilité du zèle déployé par le duc Artus III qui pourtant, lors de sa mort, en 1457, mérita d'être loué comme l'homme de son temps qui avait fait brûler le plus de sorciers en France, en Bretagne et dans le Poitou (1).

Ces incidents attestent le développement et la propagation de la superstition par toute l'Europe; mais il ne faut pas perdre de vue que ce ne sont là que des indications éparses sur tout un ensemble de faits qui n'attirèrent jamais l'attention publique ou ne furent pas enregistrés par les historiens. Dans une plaidoirie de 1455, une allusion passagère montre quelles influences secrètes se faisaient sentir alors dans toutes les régions de la Chrétienté. Dans la paroisse de Torcy, en Normandie, on avait cru, pendant quarante ans, que tous le

(1) Alonso de Spina, *Fortalic. Fidei*, fol. 284. — Bernardi Comens, *de Strigiis* c. 3. — *Chron.* Cornél. Zantfliet, ann. 1456 (Martène, *Ampl. Coll.* V. 491). — Raynald, ann. 1459, N° 30. — Guill. Gruel, *Chroniques d'Artus III* (Ed. Buchon, p. 405).

538

membres d'une famille de journaliers, — Huguenin de la Men et avant lui, son défunt père, et sa femme Jeanne — étaient des sorciers qui avaient tué ou frappé de maladies nombre d'hommes et de bêtes. Assurément, si l'on avait fait appel à l'Inquisition, les juges auraient su tirer de ces gens des confessions relatives au Sabbat et à l'adoration du Démon, ainsi que de longues listes de complices qui auraient propagé au loin l'épidémie; mais les simples paysans trouvèrent un remède plus expéditif, consistant à battre Huguenin et sa femme; immédiatement, la personne ou la bête ensorcelée recouvrait la santé. Un certain André soupçonnait le couple d'avoir causé la mort d'une partie de son bétail, et Jeanne dit à Alayre, femme de cet André: « Votre mari a mal agi en déclarant que j'avais tué ses bêtes; il s'apercevra de son tort avant qu'il soit longtemps. » Le jour même, Alayre tomba malade et on crut qu'elle ne passerait pas la nuit. Pour guérir sa femme, André alla le lendemain matin chez Jeanne et la menaça, si elle ne rendait la santé à la malade, de la battre de telle sorte qu'elle ne se remettrait jamais de ses blessures. Alayre se rétablit le lendemain (1).

On voit qu'en tous lieux la persécution, une fois confiée aux soins habiles de l'Inquisition, pouvait trouver des éléments favorables à son développement. Le *Flagellum Hæreticorum Fascinariorum*, écrit, en 1458, par l'inquisiteur Nicolas Jaquerius, montre que le Saint Office commençait à comprendre la nécessité d'organiser ses efforts. Peut-être le résultat fâcheux de l'affaire d'Arras, échec causé par le zèle exagéré et la cupidité éhontée des persécuteurs, amena-t-il quelque retard; mais, s'il se produisit alors une réaction, cette réaction fut peu importante et peu durable. Toute la somme accumulée des croyances aux pouvoirs occultes des émissaires diaboliques, héritage de tant de religions et de races, florissait avec une vigueur encore indomptée. Parmi la classe misérable des paysans, d'un bout à l'autre de l'Europe, l'insouciance du pré-

(1) Du Cange, s. v. *Sortiarius*.

sent et l'absence d'espoir en l'avenir portaient des millions de malheureux à souhaiter de pouvoir, en transférant leur culte à Satan, trouver quelque soulagement aux misères de leur sordide existence. Les contes relatifs aux joies sensuelles du Sabbat, où étaient offerts en abondance les boissons et les mets exquis, exerçaient un attrait irrésistible sur ceux qui pouvaient à peine soutenir leur vie par un morceau de pain noir, une rave ou quelques fèves. D'autre part, comme je l'ai déjà dit, Sprenger voyait, dans l'appât des relations avec les incubes et les succubes, une des principales causes qui menaient les âmes à la perdition. Les guerres désolantes, au cours desquelles des bandes d'*écorcheurs* et de *condottieri* multipliaient leurs ravages avec une sauvage cruauté, réduisaient au désespoir des populations entières; les gens qui croyaient être abandonnés de Dieu pouvaient bien chercher un appui auprès de Satan. D'après Sprenger, les sorcières se montraient en grande quantité parmi les jeunes filles séduites auxquelles leurs séducteurs refusaient le mariage et qui, désormais sans espoir, cherchaient à se venger de la société en acquérant du moins la puissance du mal (1). 539

Ainsi, non seulement nombre de gens étaient animés du désir d'adhérer à la secte réprouvée de ces adorateurs de Satan, que l'Église disait si nombreux et si puissants, mais plus d'un, assurément, accomplissait les rites nécessaires à l'admission; parfois, la réalisation de quelque mauvais souhait les convainquait que Satan avait réellement accepté leur hommage et leur accordait le pouvoir qu'ils convoitaient. Même, dans des moments d'exaltation folle, certains esprits pouvaient s'imaginer avoir été admis à la connaissance des mystères infâmes dont la réalité devenait peu à peu un article de la foi orthodoxe. D'autres encore, faibles et pauvres, trouvaient une protection et un appui dans la réputation de posséder un pouvoir diabolique, et encourageaient plutôt qu'ils ne combattaient la crédulité de leurs voisins. Ajoutons enfin la multitude des

(1) *Mall. Malef.* P. 1, Q. i, c. 1.

gens qui se créaient des ressources en remédiant aux maux magiques que l'Église se déclarait incapable de guérir. Ainsi, dans les classes les plus humbles et les plus méprisées de la société, les éléments ne faisaient pas défaut pour constituer cette innombrable armée de sorcières que fit surgir l'imagination échauffée des démonologistes.

Par malheur l'Église, alarmée des progrès de cette hérésie nouvelle, la stimula au plus haut point dans son effort pour la détruire. Tous les inquisiteurs qui reçurent mandat d'étouffer la sorcellerie furent d'actifs missionnaires qui contribuèrent à la répandre. Nous avons vu comment, d'une sorcière brûlée à Langres, Pierre le Brousart fit éclore à Arras toute une couvée de sorcières, et comment Chiabaudi réussit à infecter les vallées du Canavèse. Peu importait que Brousart eût été victime de son excès de zèle et que Chiabaudi eût subi une défaite. Les esprits se familiarisaient de plus en plus avec l'idée que les sorcières entouraient les hommes de tous côtés et que la moindre infortune, le moindre accident était le résultat de leur malignité. On enseignait avec soin aux gens qu'il fallait, s'ils perdaient un bœuf, un enfant, une récolte, où s'ils étaient soudain frappés d'une maladie, soupçonner leurs voisins et chercher des preuves à l'appui de leurs soupçons; aussi, en quelque lieu que passât un inquisiteur, il se voyait accablé de dénonciations accusant quiconque pouvait être présumé coupable, depuis les enfants de l'âge le plus tendre jusqu'aux
540 vieilles femmes épuisées par les années. Quand Girolamo Visconti fut envoyé à Côme, il souleva bientôt une telle tempête de sorcellerie qu'en 1485 il ne brûla pas moins de quarante et une victimes dans le petit district de Wormserbad, dans les Grisons, exploit rappelé plusieurs fois par Sprenger avec la satisfaction orgueilleuse d'un homme du métier (1).

L'épidémie reçut une impulsion particulièrement forte de la bulle *Summis desiderantes*, lancée par Innocent VIII le 5 décembre 1484. Le pape constate avec douleur que tous

(1) *Mall. Malef.* P. i, Q. xi; P. ii, Q. i, c. 4, 12; P. iii, Q. 15.

les territoires teutoniques sont remplis d'hommes et de femmes exerçant contre les fidèles le pouvoir malfaisant attribué à la sorcellerie et en décrit les effets avec une terrifiante abondance de détails. Henri Institoris et Jacob Sprenger avaient, pendant un certain temps, rempli l'office d'inquisiteurs dans ces régions ; mais leurs mandats ne mentionnaient pas spécialement la sorcellerie au nombre des crimes soumis à leur juridiction, et, sur ce point, ils rencontraient des obstacles de la part de clercs et de laïcs subtils qui arguaient de ce prétexte pour protéger les coupables. Aussi Innocent leur donne-t-il plein pouvoir en l'espèce, ordonnant à l'évêque de Strasbourg de réprimer toute tentative d'obstruction ou d'intervention et de requérir, au besoin, le concours du bras séculier. Après une telle décision, contester la réalité de la sorcellerie, c'était mettre en question l'autorité du Vicaire du Christ ; venir en aide à quelque accusé, c'était faire obstacle à l'Inquisition. Armés de ces pouvoirs, les deux inquisiteurs, pleins de zèle, traversèrent le pays, laissant derrière eux un sillon de sang et de feu, inculquant aux populations la croyance absolue à toutes les horreurs de la sorcellerie et éveillant dans tous les cœurs une terreur affreuse. Ils se vantèrent d'avoir brûlé, dans la seule petite ville de Ravenspurg, quarante-huit victimes en cinq ans (1).

Il est vrai qu'ils ne furent pas partout aussi heureux. Dans le Tyrol, l'évêque de Brixen publia la bulle d'Innocent le 23 juillet 1485, et, le 21 septembre, donna à l'inquisiteur Henri Institoris un mandat investissant ce magistrat de toute la 541 juridiction épiscopale, mais lui recommandant de s'adjoindre un représentant séculier du suzerain, Sigismond d'Autriche. Ce dernier chargea l'évêque de nommer un délégué, et le prélat choisit Sigismond Samer, curé d'Axams, près d'Innsbrück. Les

(1) *Mall. Malef.* P. II, Q. i, c. 4. La bulle d'Innocent ne fut pas limitée à l'Allemagne et agit également partout. Dans un manuel inquisitorial italien de l'époque figure une collection de bulles *contra hereticam pravitatem*, qui contient aussi une lettre écrite, à ce sujet, par le futur empereur Maximilien, et datée de Bruxelles, 6 novembre 1486. — Molinier, *Étude sur quelques MSS. des Bibliothèques d'Italie*, Paris, 1887, p. 72.

deux hommes entamèrent leurs opérations le 14 octobre ; mais leur campagne, bien que vigoureuse, fut courte et peu brillante. Il se trouva que certains courtisans de l'archiduc, désireux de séparer leur maître de sa femme Catherine de Saxe, firent courir le bruit qu'elle avait tenté d'empoisonner Sigismond. Puis ils placèrent dans un four une femme de rien qui incarnait un prétendu démon et qui dénonça nombre de gens. Institoris arrêta immédiatement les accusés et employa sans réserve la torture. A ce moment l'évêque s'interposa et, vers le milieu de novembre, ordonna à l'inquisiteur de quitter le diocèse et de se retirer, au plus tôt, dans son couvent. Mais Institoris n'avait nulle envie d'abandonner sa tâche. Il s'attira des reproches plus sévères le mercredi des Cendres de 1486 ; on lui dit qu'il n'avait rien à faire en ce lieu, que l'évêque saurait pourvoir aux besoins de la foi par l'exercice de sa juridiction épiscopale, et on l'avertit qu'en persistant à séjourner dans le pays, il s'exposait à se faire assassiner par les maris ou parents des femmes qu'il persécutait. Finalement il se retira en Allemagne, après avoir été richement payé de ses peines par Sigismond. Le récit qu'il fit de cette affaire nous montre comment tous ceux des habitants d'Innsbrück qui étaient atteints de maladies ou même de faiblesse accouraient par troupeaux auprès de lui, portant contre leurs voisins des plaintes assez détaillées pour lui permettre de considérer cette ville comme profondément infectée. L'année suivante, le Landtag du Tyrol se plaignit à l'archiduc que nombre de personnes eussent été récemment emprisonnées sur des dénonciations frivoles, torturées et maltraitées : aussi le *Malleus Maleficarum* constate avec douleur qu'Innsbrück regorgeait de sorcières extrêmement redoutables, capables d'ensorceler leurs juges et de déjouer tous les efforts tentés en vue de tirer d'elles une confession. Pourtant, les germes de la superstition avaient été semés partout et devaient porter des fruits le moment venu. Bien que l'ordonnance criminelle du Tyrol lancée, en 1499, par Maximilien 1^{er} ne fasse pas mention de la magie et de la sorcellerie, on n'en trouve pas moins ces folies en plein épanouissement

en 1506. Certains procès-verbaux que l'on a conservés montrent que des poursuites s'engagèrent devant des juges séculiers assistés de douze jurés, et que les malheureuses accusées, après avoir été dûment torturées, confessèrent toutes les abominations courantes (1).

542

Un des résultats de la campagne d'Institutoris dans le Tyrol fut de laisser Sigismond d'Autriche fort perplexe en ce qui touchait la réalité de la sorcellerie. Apparemment, les juges de l'archiduc s'étaient montrés peu experts en la matière; les confessions des accusés avaient été très diverses et les travaux de l'Inquisition avaient été brusquement interrompus avant qu'on eût réussi à obtenir des aveux concordants. Pour sortir de cette indécision, Sigismond consulta, en 1487, deux savants docteurs en droit, Ulric Molitoris et Conrad Stürtzel; le résultat de cette consultation fut publié à Constance, en 1489, par Ulric, sous la forme d'une discussion entre ces trois personnages. Le rôle de Sigismond, dans ce dialogue, consistait à soutenir l'argument naturel tiré de ce fait que les résultats obtenus par la sorcellerie, résultats si peu proportionnés à la puissance attribuée aux sorcières, étaient de nature à jeter un doute sur la réalité de cette puissance; si cette réalité était reconnue, il suffirait alors à un guerrier d'imiter l'exemple de Guillaume le Conquérant à Ely et de mettre une sorcière à la tête de son armée pour surmonter tout obstacle.

Contre cette doctrine, les docteurs mettaient en batterie tous les textes et citations usités en pareil cas; leurs conclusions traduisaient très exactement l'opinion des démonologues modérés, qui n'avaient pas encore cédé entièrement à la folie de la superstition, mais reculaient devant la négation rationaliste de toutes les croyances léguées par la sagesse des vieux temps. Ces conclusions sont résumées en huit propositions: 1° Satan ne peut lui-même ou à l'aide d'intermédiaires humains troubler les éléments, blesser bêtes et gens, ou les frapper d'impuissance; mais Dieu lui accorde parfois ce pouvoir, dans

(1) Rapp. *Die Hexenprocesse und ihre Gegner aus Tirol*, p. 5-8, 12-13, 143 sqq. — *Mall. Maleficar.* P. II, Q. 1, c. 12; P. III, Q. 15.

une mesure limitée ; 2° Satan ne peut outrepasser les limites qui lui sont ainsi assignées ; 3° Avec la permission de Dieu, il peut parfois créer des prestiges par l'effet desquels les hommes paraissent métamorphosés ; 4° La chevauchée nocturne et le Sabbat sont des illusions ; 5° Les incubes et succubes sont incapables de procréer ; 6° Dieu seul connaît l'avenir, et peut lire dans la pensée des hommes ; 7° Néanmoins les sorcières, en adorant Satan et en lui sacrifiant des victimes, sont réellement hérétiques et apostates ; 8° Enfin, il convient, pour cette raison, de les mettre à mort.

Ainsi, la sorcière ne gagnait rien à cette prudente tentative pour concilier la vieille école et la nouvelle ; cette théorie
 543 acceptait tout ce qui avait une portée pratique auprès des tribunaux, et laissait à la spéculation pure le soin de rechercher si le Sabbat était rêve ou réalité, si le mal causé par la sorcière était le résultat d'un pouvoir spécial ou général concédé par Dieu à Satan. Aussi l'ouvrage de Molitoris est-il intéressant en ce qu'il montre la faiblesse des barrières que des hommes intelligents et sensés pouvaient opposer aux tendances dominantes, si soigneusement entretenues par les papes et les inquisiteurs (1).

Les distinctions subtiles imaginées par ces hommes furent vite ruinées par l'audace agressive des inquisiteurs. Si l'activité personnelle de Sprenger fut néfaste, l'œuvre qu'il laissa en mourant fut plus malfaisante encore. Cet ouvrage, qu'il intitula orgueilleusement *Malleus Maleficarum*, « le Marteau des Sorcières », est le plus prodigieux monument de superstition que le monde ait jamais produit. Sprenger mettait à contribution sa vaste expérience et son abondante érudition pour établir la

(1) Molitoris *Dialog. de Pythonicis Mulieribus*, c. 1, 10.

L'absurde contraste entre les pouvoirs illimités attribués aux sorcières et la misérable condition de ces femmes était expliqué par les victimes torturées comme un effet de la mauvaise foi de Satan, qui désirait qu'elles demeuraissent pauvres. Tandis qu'elles languissaient dans l'indigence, il se présentait à elles, les gagnait à son culte en les leurrant des plus séduisantes promesses ; mais quand il était parvenu à ses fins, il ne tenait jamais parole. L'or qu'on leur remettait disparaissait toujours avant qu'elles eussent pu en tirer parti. Comme le déclarait, en 1506, une des sorcières tyroliennes « le diable est un *Schalk* » (un escroc). (Rapp. *Die Hexenprocesse und ihre Gegner aus Tirol*, p. 147).

réalité de la sorcellerie et l'étendue des maux qu'elle cause, et pour enseigner, de plus, aux inquisiteurs comment on peut déjouer les ruses de Satan et punir ses adeptes. L'auteur de ce livre n'était pas un vulgaire chasseur de sorcières, mais un homme versé dans tout le savoir des écoles. Il n'était pas, en apparence, dépourvu de toute humanité. A diverses reprises, il manifeste le louable désir d'accorder aux accusées le bénéfice de toutes les excuses qu'elles peuvent légitimement alléguer; mais il est profondément convaincu de l'énormité des maux qu'il faut combattre, il croit si absolument que son tribunal est engagé dans une lutte où il s'agit d'arracher à Satan les âmes des hommes, qu'il justifie avec empressement toutes les fraudes, toutes les cruautés mises en œuvre pour duper un adversaire contre lequel une guerre loyale serait vaine. Comme Conrad de Marbourg et Capistrano, c'était un homme du caractère le plus dangereux, un fanatique sincère. Son œuvre est, de plus, un inépuisable recueil de prodiges, auquel recoururent les générations suivantes, chaque fois qu'il était nécessaire de prouver par un témoignage quelque manifestation particulière du pouvoir ou de la malignité des sorcières. Ces contes, rapportés de la meilleure foi du monde comme les résultats de ses travaux et de ceux de ses collègues, étaient revêtus d'une autorité imposante. D'ailleurs, n'était la nature suspecte des témoignages humains en semblable matière, ces preuves paraîtraient écrasantes même aujourd'hui. Dépôts désintéressés fournies par des témoins oculaires, plaintes des victimes, confessions des coupables, aveux confirmés même après condamnation sur le bûcher, alors qu'il n'y a plus d'espoir qu'en le pardon céleste, tous ces documents sont innombrables et d'une si parfaite concordance dans la multitude des détails qu'il semble impossible que l'imagination la plus féconde ait pu les tirer du néant. En outre, la composition se présente sous une forme logique, d'après les méthodes de l'époque, et l'œuvre repose solidement sur la théologie scolastique et le droit canon, si bien qu'on ne saurait s'étonner du crédit dont elle jouit, pendant plus d'un siècle, comme autorité suprême sur un sujet

de la plus haute importance pratique. Citée par tous les écrivains postérieurs, elle contribua, plus que toutes les autres influences, — les bulles papales exceptées, — à stimuler et à perfectionner la persécution et, du même coup, à en multiplier les motifs (1).

Ainsi l'Inquisition connut, au cours de sa décadence, un renouveau momentané d'activité, en attendant que la Réforme vint lui rendre la vigueur de la jeunesse. Pourtant, on ne lui permit pas partout d'agir à son gré contre cette nouvelle catégorie d'hérétiques. En France, des édits de 1490 et 1493 traitent ces criminels comme justiciables des seuls tribunaux séculiers, à moins que les inculpés ne se trouvent relever de la juridiction ecclésiastique ; il n'est fait aucune allusion à l'Inquisition. En même temps, la rigueur croissante de la persécution se traduit par des dispositions soumettant ceux qui consultent des nécromanciens et des sorciers aux mêmes peines que ceux-ci et menaçant de révocation, d'incapacité perpétuelle et d'amendes arbitraires les juges qui négligent de les arrêter. Ce fut probablement cette exclusion de la juridiction spirituelle en matière de sorcellerie qui fut cause que la sorcellerie se répandit plus lentement en France qu'en Allemagne et en Italie (2).

Cornélius Agrippa, dont les savants traités sur les sciences occultes côtoyaient de si près les domaines interdits, eut l'audace, en 1519, alors qu'il était Orateur municipal et Avocat de la ville de Metz, de sauver des griffes de l'inquisiteur Nicolas Savin une pauvre femme accusée de sorcellerie. Le seul fait à la charge de la malheureuse était que sa mère avait été brûlée

(1) Diefenbach, le plus récent historiographe de la sorcellerie (*Die Hexenwahn*, Mainz, 1886), estime assez judicieusement que la folie de sorcellerie fut le résultat des moyens employés pour la destruction des sorcières ; mais, dans son empressement à décharger l'Eglise de toute responsabilité, il attribue l'origine de cette folie à la *Loi Caroline*, constitution criminelle publiée par Charles-Quint en 1531, et affirme expressément que le droit ecclésiastique n'y eut aucune part (p. 176). D'autres écrivains récents attribuent l'horreur des procès de sorcellerie à la bulle d'Innocent VIII et au *Malleus Maleficarum* (*Ibid.* p. 222-6). Cependant, nous avons pu suivre le développement très net de cette folie et des moyens employés pour la combattre d'après les croyances et la pratique des époques antérieures. Ce fut, comme nous l'avons vu, le fait d'une évolution toute naturelle, partant des principes que l'Eglise avait réussi à établir.

(2) Foulanou, *Edicts et Ordonnances*, IV. 237. — Isambert, XI. 190, 253.

comme sorcière. Savin invoquait l'autorité du *Malleus Maleficarum* pour prouver que, si la femme n'était pas née d'un incube, elle avait dû, en tout cas, être vouée à Satan lors de sa naissance. S'adjoignant l'official épiscopal, Jean Léonard, il fit cruellement torturer l'accusée, qu'il affama ensuite dans sa prison. Quand Agrippa vint offrir de la défendre, on le chassa du tribunal en le menaçant de le poursuivre comme fauteur d'hérésie; on refusa au mari de l'accusée l'accès de la salle d'audience, de peur qu'il n'interjetât appel. Le hasard voulut que Léonard tombât mortellement malade; touché de remords sur son lit d'agonie, il rédigea un acte attestant sa conviction de l'innocence de la femme et pria le chapitre de la mettre en liberté. Mais Savin demanda qu'elle fût torturée encore et finalement brûlée. Agrippa réussit pourtant à obtenir, du successeur de Léonard et du chapitre, l'acquittement de la pauvre femme; mais son zèle désintéressé lui coûta sa charge et il fut obligé de quitter Metz. Débarrassé de sa présence gênante, l'inquisiteur trouva promptement une autre sorcière qu'il brûla après lui avoir arraché, par la torture, l'aveu de toutes les horreurs du Sabbat et des méfaits ordinaires commis grâce au pouvoir de Satan. Encouragé par ce succès, il se mit en quête d'autres victimes, en se guidant sans doute sur les confessions de la première; il emprisonna nombre de malheureuses, d'autres s'enfuirent; il aurait poursuivi impitoyablement ses massacres si Roger Brennon, desservant de la paroisse de Sainte-Croix, ne lui avait ouvertement tenu tête et ne l'avait vaincu dans le débat; les portes de la geôle s'ouvrirent et les fugitives revinrent dans la ville (1).

C'est à Venise que l'Inquisition, dans cette nouvelle sphère 546 d'activité, subit l'échec le plus significatif. J'ai déjà eu plus d'une fois l'occasion de faire allusion à la controverse qui s'engagea entre la Seigneurie et le Saint-Siège au sujet des sorcières de Brescia, alors que la République refusait catégoriquement d'exécuter les sentences prononcées par les inqui-

(1) Cornel. Agrippa, de *Occult. Philos.* Lib. i, c. 40; lib. iii, c. 33; *Epist.* n° 38, 39, 40, 59; *De Vanitate Scienbiarum*, c. xcvi.

siteurs. Pour bien comprendre la portée d'un tel refus, il faut observer que, pendant deux générations, l'Église avait activement cultivé la sorcellerie par toute la Lombardie en encourageant sans cesse la persécution et en ruinant toute résistance de la part des laïques éclairés, de sorte qu'elle avait fini par faire de la Haute-Italie le véritable foyer de cette hérésie. En 1457, Calixte III ordonna à son nonce, Bernardo di Bosco, d'employer d'énergiques mesures pour réprimer les progrès de la sorcellerie à Brescia, Bergame et dans les environs. Trente ans plus tard, Frà Girolamo Visconti trouva un ample terrain d'opérations à Côme et communiqua au monde le résultat de ses travaux dans son *Lamiarum Tractatus*. Sprenger assure que malgré la louable vigueur apportée par le tribunal épiscopal à l'œuvre de répression, il aurait fallu un volume entier pour enregistrer les cas, jugés en la seule ville de Brescia, où les sorcières étaient des filles séduites que le désespoir avait égarées. En 1494, on voit Alexandre VI inviter à un plus grand déploiement d'activité l'inquisiteur lombard, Frà Angelo da Verona, en lui faisant savoir que les sorcières étaient nombreuses en Lombardie et qu'elles causaient de grands dommages aux hommes, aux récoltes et au bétail. Dans les premières années du xvi^e siècle, alors qu'à Crémone l'inquisiteur Giorgione di Casale s'efforçait d'exterminer les innombrables sorcières qui florissaient en cette ville, comme il rencontrait de l'opposition auprès de certains clercs et laïques qui prétendaient qu'il outrepassait sa juridiction, Jules II, suivant l'exemple donné par Innocent VIII à l'égard de Sprenger, vint promptement à la rescousse, définît les pouvoirs de l'inquisiteur et offrit à quiconque coopérerait à la tâche sainte des indulgences semblables à celles des Croisés, dispositions qu'Adrien VI étendit, en 1523, à l'inquisiteur de Côme. Le résultat de ces encouragements assidus apparaît dans la description que donne Jean François Pic des sorcières lombardes, et dans l'alarmante constatation de Silvestre Priérias, d'après lequel les sorcières se répandent au sud des Apennins et se vantent de surpasser bientôt en nombre les fidèles orthodoxes.

La propagation de la croyance populaire est attestée par Politien, qui rapporte qu'étant enfant il avait grand'peur des sorcières, parce que sa grand'mère avait coutume de lui raconter que ces femmes guettaient les petits garçons dans les bois pour les dévorer. Pourtant, malgré tout, il y avait une forte tendance au scepticisme parmi les gens éclairés; si l'Église n'avait si malencontreusement affirmé la réalité de la sorcellerie et prescrit l'extermination de ses adeptes par le feu, deux siècles d'horribles crimes auraient pu être épargnés à l'Europe. Pomponazio, écrivant en 1520, déclare que nombre de personnes nient tout ce que l'on conte sur le pouvoir des démons; lui-même affirme qu'il y a dans ces récits une grande part de tromperie et d'erreur, mais qu'il y a également beaucoup de choses vraies; après avoir résumé les arguments pour et contre, il conclut que l'Église doit décider en la matière; or, l'Église déclare que les démons possèdent de semblables pouvoirs; il faut donc que les fidèles croient, sans hésitation, ce qu'enseigne l'Église. Pomponazio était évidemment un sceptique, mais son expérience lui avait enseigné la prudence (1).

Le conflit entre l'Église et le rationalisme des hommes éclairés se dessina nettement à Venise. La République avait toujours eu soin de conserver à la juridiction séculière la connaissance des crimes de magie. En 1410, une décision du Grand Conseil permet à l'Inquisition d'agir en pareille occurrence si le délit implique hérésie ou profanation des sacrements; mais s'il y a eu acte dommageable commis contre des individus, l'Inquisition ne connaît que du crime spirituel, les méfaits résultant de ce crime relevant du tribunal séculier. En 1422, comme plusieurs Franciscains étaient accusés d'avoir sacrifié à des démons, le Conseil des Dix confia l'affaire à une commission où figuraient un conseiller, un *capo*, un inquisiteur et un avocat. Brescia était un lieu particulièrement infecté de sorcellerie.

(1) Raynald, ann. 1457, n° 10. — Vayra, *Streghe nel Canavese*, op. cit. p. 250. — *Mall. Maleficar.* P. II, Q. I, c. 1, 12. — Ripoll. IV, 1:0 — *Pegnao Append. ad Eymeric.* p. 105. — G. F. Pico, *La Strega*, p. 17. — *Prieriat. de Strigim.* Lib. II, c. 1, 5. — Ang. Politian. *Lamia*, Colon. 1518. — Pomponat. *de Incantationibus*, cap. xiii.

Dès 1435, l'inquisiteur Frà Antonio réclama le concours du Sénat pour l'œuvre de répression; ce concours lui fut probablement accordé; mais, lorsqu'une nouvelle persécution surgit, en 1486, le podestat refusa d'exécuter les sentences prononcées par l'inquisiteur; la Seigneurie seconda cette résistance et s'attira, comme nous l'avons vu, l'énergique protestation d'Innocent VIII. Sous l'aiguillon de la persécution, le mal s'aggrava avec une rapidité effrayante. En 1510, on voit brûler soixante-dix femmes et autant d'hommes à Brescia, et, en 1514, trois cents à Côme. Dans une pareille épidémie, toute victime était une nouvelle source d'infection et le pays était menacé d'une dépopulation totale. En cette heure de folie, on rapportait couramment que, dans la plaine de Tonale, près de Brescia, l'assemblée ordinaire du Sabbat comptait plus de vingt-cinq mille assistants. En 1518, le Sénat fut officiellement informé que l'inquisiteur avait brûlé soixante-dix sorcières dans le Valcamonica, qu'il en gardait autant dans ses prisons et que les personnes suspectes ou accusées étaient au nombre d'environ cinq mille, soit le quart de la population des vallées. Il était temps d'intervenir; la Seigneurie s'interposa vigoureusement et reçut de Rome, à ce sujet, de violentes remontrances. Le 13 février 1521, Léon X fulmina sa bulle *Honestis*, ordonnant aux inquisiteurs d'employer largement l'excommunication et l'interdit, si l'on n'exécutait pas sans discussion les sentences portées par eux contre les sorcières; cela montre la valeur des subterfuges adoptés pour rejeter sur les tribunaux séculiers la responsabilité de la mise à mort de criminels non coupables de « rechute ». Le Conseil des Dix ne se laissa pas troubler: le 21 mars, il répondit tranquillement à cette mesure en établissant une réglementation concernant tous les procès, y compris les affaires en cours, dont les sentences étaient invalidées, les cautions exigées devant être restituées. Les interrogatoires seraient menés, sans application de torture, par un ou deux évêques, un inquisiteur et deux docteurs de Brescia, tous ces personnages étant choisis parmi les hommes connus pour leur probité et leur intelligence. Les conclusions de

l'enquête seraient lues au tribunal du podestat, avec la participation de deux *Rettori* ou gouverneurs, et de quatre autres docteurs. On demanderait aux accusés s'ils confirmaient leurs déclarations; s'ils les modifiaient, ils étaient passibles de torture. Une fois toutes ces formalités observées avec la plus stricte circonspection, le jugement serait rendu conformément à l'avis de tous les experts précités. Toute sentence prononcée au mépris de ces conditions ne serait pas exécutoire. Par ce moyen, la Seigneurie comptait éviter le retour des erreurs qui lui avaient été dénoncées. De plus, on inviterait le légat pontifical à veiller à ce que les frais de l'Inquisition fussent modérés, qu'il n'y eût pas d'extorsions et que des innocents ne fussent pas condamnés pour satisfaire à des desseins cupides, ce qui, disait-on, s'était souvent produit. Le légat devait également déléguer des personnages compétents, pour rechercher les exactions et autres délits commis par les inquisiteurs et dénoncés par des plaintes générales; il punirait sommairement les coupables afin de faire un exemple. On lui demandait encore de considérer que les pauvres gens du Valcamonica étaient des hommes simples et complètement ignorants, ayant besoin de bons prédicateurs plutôt que de persécuteurs, surtout en raison de leur grand nombre (1).

A une époque de superstitions déchainées, cette déclaration du Conseil des Dix apparaît comme un monument de sagesse réfléchie et de bon sens. Si la destinée avait permis que cette saine raison guidât les décisions des papes et des princes, l'Europe n'aurait pas fourni à l'histoire de la civilisation la plus honteuse de ses pages. Mais les nations avaient bien profité des leçons de terreur qu'on leur avait si attentivement inculquées. Si hideux que soient les détails de la persécution dirigée contre la sorcellerie jusqu'au xve siècle, ils ne furent que le prélude des aveugles et folles tueries qui déshonorèrent le siècle suivant et la moitié du xvii^e. Il semblait qu'un délire se fût emparé de la Chrétienté, et Satan put se réjouir de l'hom-

(1) G. de Castro, *Il mondo Secreto*, IX. 128, 133, 135-6. — Mag. Bull. Rom. I. 440, 617. — Archiv. di Venezia, Misti. Concil. X. Vol. 44. p. 7,

mage rendu à son pouvoir, en voyant fumer sans fin les holocaustes qui attestaient son triomphe sur le Tout-Puissant. Protestants et catholiques rivalisèrent de rage meurtrière. On ne brûla plus les sorcières isolément ou par couples, mais par vingtaines et par centaines. Un évêque de Genève en brûla, dit-on, cinq cents en trois mois; un évêque de Bamberg six cents, un évêque de Würzbourg neuf cents. Huit cents furent condamnées, probablement d'un seul coup, par le Sénat de Savoie. L'intervention de Satan, par l'entremise de ses adorateurs, faisait si bien partie intégrante des convictions d'alors, qu'on attribuait sans hésiter à ces agents infernaux tout phénomène insolite de la nature. L'été de 1586 fut tardif dans les provinces rhénanes et le froid sévit jusqu'en juin: ce ne pouvait être là qu'un effet de la sorcellerie, et l'archevêque de Trèves brûla cent dix-huit femmes et deux hommes, auxquels on avait arraché l'aveu que cette prolongation de l'hiver était l'œuvre de leurs incantations. Il eut raison d'agir promptement, car, en se rendant au lieu d'exécution, les condamnés déclarèrent que, s'ils avaient disposé de trois jours de plus, ils auraient provoqué un froid si intense qu'aucune verdure n'aurait pu survivre et que tous les champs et vignobles auraient été frappés de stérilité. L'Inquisition avait évidemment de dignes disciples; mais elle-même ne relâcha pas ses propres efforts. Paramo constate avec orgueil qu'un siècle et demi après la naissance de la secte, en 1404, le Saint-Office avait brûlé plus de trente mille sorcières, lesquelles, si elles avaient joui de l'impunité, auraient mené à la ruine complète le monde entier (1). Quelque Manichéen aurait-il pu mettre en avant un argument plus décisif pour prouver que Satan était le maître de l'univers?

(1) Michelet, *La Sorcière*, Liv. II, ch. III. — P. Vayra, *op. cit.* p. 255. — *Annal. Novesiens.* ann 1586 (Martène, *Ampl. Coll.* IV. 717). — Paramo, *de Orig. Off. S. Inquis.* p. 206.

CHAPITRE VIII

LA RAISON ET LA FOI

Les seules hérésies qui inquiétassent réellement l'Église étaient celles qui se répandaient parmi le peuple sans l'appui des subtilités ingénieuses de la dialectique. Peut-être trouverait-on une exception à cette règle dans les doctrines des *Frères du Libre Esprit*, qui paraissent avoir tiré leur origine des spéculations d'Amaury de Bène et de David de Dinant. Mais, en général, les doctrines des Cathares et des Vaudois, des Spirituels et des Fraticelli, des Hussites même, n'avaient rien ou presque rien de commun avec la finesse des discussions de l'école. Pour qu'une hérésie prenne racine et porte des fruits, il faut qu'elle soit capable d'inspirer le zèle du martyr, et, pour cela, il faut qu'elle naisse du cœur et non du cerveau. Nous avons vu comment, pendant des siècles, des multitudes d'illuminés acceptèrent d'affronter le plus affreux genre de mort, plutôt que d'abandonner des croyances auxquelles étaient liés leurs sentiments, leurs convictions et leur espoir en la vie future ; mais, depuis Abélard jusqu'à maître Eckart et à Galilée, l'histoire offre peu d'exemples d'hommes assez fortement attachés à des conceptions purement intellectuelles pour se laisser mener, par elles et pour elles, au sacrifice. C'est moins la raison que le sentiment qui rend l'hérétique redoutable ; tout l'orgueil de l'intelligence ne pouvait donner au scolastique la force de soutenir sa thèse avec la résolution infrangible du paysan qui marchait au bûcher en chantant des hymnes et en saluant avec joie les flammes, auxiliaires et opératrices de son salut.

Aussi les écoles présentent-elles peu de cas où la lutte entre

la pensée libre et l'autorité ait été poussée assez loin pour nécessiter l'emploi des méthodes inquisitoriales. Pourtant l'Inquisition, grâce aux facilités qu'elle offrait pour imposer partout l'uniformité de la foi, exerça, sur le développement intellectuel de l'Europe, une influence trop puissante pour que nous puissions nous dispenser d'étudier brièvement cette phase de son activité.

551 Deux tendances contribuèrent à provoquer des conflits entre les scolastiques et les inquisiteurs. D'une part, l'ardeur de la persécution, faisant de la pureté de la foi l'idéal le plus élevé du chrétien et le souci le plus impérieux du chef, séculier ou spirituel, créa une règle exagérée d'orthodoxie, qui considérait les plus infimes détails de théologie comme aussi importants que les doctrines fondamentales de la religion. Nous avons déjà trouvé la marque de cette intransigeance dans les discussions relatives à la pauvreté du Christ, comme dans les querelles élevées sur le point de savoir si Jésus était mort lorsqu'il fut percé de la lance et si le sang versé durant la Passion était demeuré sur le sol ou monté au ciel. Étienne Palecz prouva, par dialectique, au concile de Constance, qu'une doctrine comportant un point erroné sur mille points orthodoxes, était, par ce fait, entièrement hérétique. D'ailleurs, la croyance erronée n'était pas nécessaire pour qu'il y eût crime: le chrétien devait demeurer ferme dans sa foi et le doute seul était déjà une hérésie (1).

L'autre tendance était la folle ardeur avec laquelle les scolastiques s'attachaient à déterminer et à définir, avec une précision absolue, les moindres détails de l'univers et du monde invisible. Tant que cette curiosité se donna satisfaction dans les limites fixées à l'orthodoxie par une Église infaillible, il en résulta l'élaboration des plus complexes et des plus stupéfiants monuments de théologie que l'esprit humain ait jamais conçus. Aux *Sentences* de Pierre Lombard s'ajouta la

(1) Von der Hardt I. xvi. 829. — Bernardi Comens. *Lucerna Inquisit.* s. v. *Dubius*

Somme de Thomas d'Aquin, œuvre touffue que seuls peuvent comprendre des esprits doués de facultés spéciales et façonnés par une discipline appropriée. Quand cette doctrine eut été établie et acceptée comme orthodoxe, la théologie et la philosophie devinrent les plus périlleuses des sciences; l'ingéniosité dévoyée des scolastiques, se plaisant aux subtilités de la dialectique, remettait sans cesse en discussion des points douteux, soulevait des questions nouvelles, ajoutait encore des raffinements à des problèmes que leur subtilité première rendait accessibles aux intelligences moyennes. L'historien, en secouant la poussière qui recouvre heureusement aujourd'hui les monuments de ces débats oubliés, ne peut se garder d'un sentiment de regret, à voir si sottement gaspillées cette merveilleuse finesse et cette vigueur de pensée qui, bien employées, eussent avancé de tant de siècles les progrès intellectuels et matériels de l'humanité.

L'histoire de Roger Bacon, le *Doctor Mirabilis*, met en lumière les tendances de l'époque. Cette intelligence herculéenne sembla sans cesse se heurter aux étroites barrières qu'élevait autour d'elle un siècle d'ignorance pédante et présomptueuse. Un jour, un rayon de lumière vint, en passant, filtrer à travers les ténèbres qui l'environnaient, lorsque Gui Foucoix, élu pape et devenu Clément IV, demanda à l'Anglais communication des découvertes dont il avait vaguement entendu parler. Il y a quelque chose de touchant dans l'empressement que mit le savant incompris à tirer parti de cette bonne fortune inattendue; il épuisa les ressources de ses amis pour réunir l'argent nécessaire à la rémunération des scribes qui devaient condenser, en un manuscrit élégant, le tumultueux amoncellement de pensées où il cherchait à enfermer toute la somme des connaissances humaines; en un peu plus d'un an, il accomplit ainsi la tâche énorme de composer l'*Opus Majus*, l'*Opus Minus* et l'*Opus Tertium*. Malheureusement, Clément se soucia plus, à ce moment, du destin de Charles d'Anjou que de la fantaisie passagère qui l'avait poussé à faire appel au savant; quelque deux ans plus tard, le pape mourut,

et l'on ne sait même pas s'il remboursa les sommes dépensées par Bacon pour répondre à son désir (1).

553 Il était inévitable que Bacon fût vaincu, dans cette lutte inégale contre l'ignorance et la fausse érudition de son siècle. Ses travaux et ses opinions étaient une protestation contre tout l'ensemble de la pensée et de la doctrine d'alors. Les scolastiques tiraient de leur conscience intime une théorie de l'univers et bataillaient ensuite sans répit pour la défense des subtilités où les entraînait le jargon barbare de leur dialectique. Il en était de même pour la théologie, qui avait supplanté la religion. Pierre Lombard était plus grand que tous les prophètes et évangélistes réunis. Comme le dit Bacon, on négligeait l'étude de l'Écriture pour celle des *Sentences*, sur lesquelles reposait toute la gloire du théologien. Le maître qui enseignait les *Sentences* pouvait choisir à son gré l'heure de ses conférences; on lui assurait tous les avantages imaginables. En revanche, celui qui enseignait l'Écriture devait mendier un moment pour se faire entendre et n'avait pas d'auditeurs. Le premier pouvait discuter publiquement et était tenu pour un maître; le second était condamné à garder le silence au milieu des controverses des écoles. Il est impossible, ajoute Bacon, que la Parole de Dieu soit comprise, alors qu'on abuse des *Sentences*; quiconque fait appel à l'Écriture pour éclaircir des questions, est traité d'homme frivole et ne peut se faire écouter. Bien plus, le texte de la Vulgate est honteusement altéré, et là où il n'est pas altéré, il est douteux, par suite de l'ignorance et de la présomption de correcteurs improvisés, car chacun se croit capable de remanier ce texte, alors que nul n'oserait changer un mot aux écrits d'un poète. De tous les modernes, Bacon fut le premier qui discerna l'importance de l'étymologie et de la philologie comparée: il démasqua sans pitié les grossières fautes habituelles aux prétendus érudits qui ne réussissaient qu'à induire leurs élèves en erreur. Les méthodes de Bacon étaient strictement scientifiques. Il exigeait

(1) R. Bacon *Opera*. M. R. Series. J. S. Brewer's *Preface*, p. xlv.

des faits, des faits réels, comme base de tout raisonnement, qu'il s'agit de dogme ou d'observations physiques et morales. Pour lui, l'étude de la nature ou de l'homme était empirique : la connaissance devait précéder le raisonnement. Les mathématiques venaient en tête, dans l'ordre des sciences ; le second rang appartenait à la métaphysique ; mais, à ses yeux, la métaphysique ne consistait pas en un stérile effort pour édifier un système sur des postulats affirmés par caprice et appuyés de sophismes dialectiques ; c'était une solide série de déductions tirées d'observations contrôlées, car, d'après Avicenne : « les conclusions des autres sciences sont les principes de la métaphysique » (1).

Les vastes travaux qui remplirent la vie de ce génie ardent furent perdus pour un monde tout occupé de vaine et futile science, et incapable de reconnaître à quel point le novateur était en avance sur son temps. Tandis que tous s'attachaient avec amour aux mots, Bacon étudiait les faits ; les contemporains rejetaient le réel pour l'irréel, et une révolution intellectuelle, qui eût été pour l'humanité un bienfait inestimable, fut écrasée dans l'œuf. On eût dit que Caliban enchaînait Prospero et le jetait dans l'Océan. Pour apprécier à quel point Bacon était méconnu par une époque incapable de le comprendre et la lutte engagée par lui contre les méthodes en honneur, il suffit de constater la rareté des manuscrits de ses œuvres, l'état fragmentaire de quelques-uns et la disparition totale de certains autres. « Il est plus aisé, dit Leland, de réunir les feuillets jetés au vent par la Sibylle que les titres des œuvres de Roger Bacon ». Le mépris des contemporains est attesté, d'autre part, par l'absence de détails concernant sa vie, comme par les contes répandus au sujet de son talent dans les arts magiques. Même le tragique incident relatif à son emprisonnement par ses supérieurs franciscains et à l'interdiction qui lui fut faite de poursuivre ses études, est enveloppé d'une telle obscurité que les récits en sont contradictoires et que

(1) *Op. Minus*, M. R. Series I. 326-30. — *Compend. Studii Philosoph.* vii. — Br. wer, *Preface*, p. li.

554

certain historiens en ont, non sans quelque apparence de raison, contesté la vérité. D'après une version, il fut accusé de spéculations contraires à l'orthodoxie et dénoncé, en 1278, à Geronimo d'Ascoli, général de l'Ordre; ses opinions furent condamnées; les Frères reçurent l'ordre d'éviter scrupuleusement ses erreurs; lui-même fut jeté en prison, sans doute parce qu'il ne s'était pas soumis avec la sérénité d'Olivé à la sentence de Geronimo. Il devait avoir des disciples et des partisans, car Geronimo devança, dit-on, leurs plaintes en demandant promptement à Nicolas III confirmation du jugement. On ne sait quelle fut la durée de l'emprisonnement, bien qu'une tradition veuille qu'il ait péri dans sa prison, soit d'une maladie, soit à la suite des mauvais traitements que les Franciscains n'épargnaient pas, ainsi que nous l'avons vu, à leurs frères égarés. Un autre récit attribue la responsabilité de l'incarcération à l'ascète Raymond Gaufridi, qui fut général de l'Ordre de 1289 à 1295. Dans l'un et l'autre cas, il n'est pas difficile d'expliquer les motifs de cette disgrâce. Au milieu des luttes féroces des écoles, un homme qui combattait si délibérément contre l'ordre d'idées en honneur et qui démasquait si impitoyablement l'ignorance des érudits, ne pouvait manquer d'exciter d'après inimitiés. L'audacieux savant qui préférait l'Écriture aux *Sentences*, qui dénonçait les altérations apportées au texte de la Vulgate, devait avoir fourni plus d'un prétexte à l'accusation d'hérésie, dans un temps où le dogme était devenu si complexe et où une hérésie capitale pouvait se cacher sous la plus infime divergence d'opinion. Le fin politique qu'était Geronimo était vraisemblablement disposé à écouter les ennemis nombreux et puissants dont Bacon avait dû exciter la haine. Un ascète tel que Raymond, dont le dessein était de ramener l'Ordre à sa rudesse et à sa simplicité primitive, devait envisager les travaux de Bacon avec une horreur égale à celle que manifestaient les premiers Spirituels à l'égard de la doctrine de Crescenzo Grizzi. C'était une doléance habituelle à la section spirituelle de l'Ordre, que Paris avait ruiné Assise. Comme disait une chanson de Jacopone da Todi :

*Tal'è, qual'è, tal'è
Non religione c'è.
Mal vedemmo Parigi
Che n'a destrutto Assisi.*

Aussi le Général pouvait-il saisir avec joie l'occasion de frapper le plus grand savant de l'Ordre (1).

Tandis que Bacon subissait ces épreuves pour avoir combattu les idées de son temps, beaucoup de violences scolastiques échappaient à toute répression parce qu'elles n'étaient que le développement des tendances de l'époque. Les controversistes pouvaient, le plus souvent, s'engager dans des querelles interminables sans s'exposer au moindre blâme. Le grand conflit entre les Nominalistes et les Réalistes n'est pas assez étroitement lié à notre sujet pour que nous puissions l'étudier en détail ; cependant, il occupe une place trop importante dans l'histoire de la pensée européenne pour qu'il soit possible de le passer entièrement sous silence.

555

D'après la doctrine des Réalistes, les genres et les espèces, c'est-à-dire les attributs distinctifs des individus, ou les définitions de ces attributs, sont des entités réelles, sinon les seules réalités. Les individus sont des existences éphémères qui passent ; les seules choses qui durent sont celles qui sont universelles et communes à tous les êtres. Dans l'homme, c'est l'humanité, mais l'humanité même n'est qu'une portion d'une existence plus grande, l'animalité, et l'animalité n'est qu'une forme transitoire de l'Être infini, qui est Tout, sans être rien en particulier. C'est là le seul être immuable. Ces conceptions tiraient leur origine du traité *Periphyseos*, dans lequel, au ix^e siècle, Jean Scot Erigène, réagissant contre l'anthropomorphisme dominant, fut entraîné à des visions sublimes de l'Être divin, côtoyant de fort près le Panthéisme. L'hérésie latente de cette œuvre ne fut découverte que lorsqu'elle eut

(1) Brewer, *Pref.* p. xlviii. — Wadding, ann. 1278, n° 26 ; ann. 1284, n° 12. — Wood's *Life of Bacon* (Brewer, p. xciv — xcvi). — C. Müller, *Die Anfänge des Minoritenordens*, p. 104-5.

été développée par les Amauriens ; le livre fut alors condamné par Honorius III, en 1225, près de quatre siècles après sa publication (1).

Le Nominalisme, de son côté, considérait l'individu comme la substance fondamentale ; les universaux ne sont que des abstractions, des concepts mentaux de qualités communes à des individus, sans autre réalité que le son des mots qui les traduisent (*flatus vocis*). Tout comme le Réalisme, manié par d'audacieux penseurs, allait au Panthéisme, le Nominalisme amenait par degrés ses adeptes à reconnaître l'originalité de l'individu et à tomber finalement dans l'Atomisme (2).

556

Les deux écoles rivales prirent nettement position, pour la première fois, au début du XII^e siècle ; Roscelin, le maître d'Abélard, était le chef des Nominalistes, tandis que Guillaume de Champeaux était à la tête des Réalistes. La discussion se poursuivit dans les écoles avec une âpreté toujours plus vive, bien qu'aucun des deux partis n'osât pousser ses théories jusqu'à leurs conclusions extrêmes. Le Réalisme triompha finalement, sous une forme modifiée, grâce à l'autorité suprême d'Albert le Grand et de Thomas d'Aquin. Duns Scot était Réaliste, mais se séparait de Thomas d'Aquin sur le problème de l'individuation, et les Réalistes se divisèrent en deux factions opposées, Thomistes et Scotistes. Tandis qu'ils étaient ainsi affaiblis par des dissensions, Guillaume d'Ockham faisait revivre le Nominalisme, qui devint plus audacieux que jamais. L'hostilité séculaire entre Dominicains et Franciscains porta les Ordres à se ranger sous des bannières différentes ; Ockham, en prenant la défense de Louis de Bavière contre la papauté, fit adopter à la nouvelle école de Nominalistes ses idées sur les relations de l'Église et de l'État (3).

Les écoles continuèrent à retentir de l'éclat des controverses, qui parfois s'échauffaient au point que les coups suppléaient à

(1) Tocco, *L'Esia n-l medio Evo*, p. 2. — J. Scotti Erigenæ *de Dicois. Naturæ* I, 14 ; II, 5. — Alberic. Trium Font. ann. 1225.

(2) Tocco, p. 4.

(3) Johann. Saresberiens. *Metalog.* II, 17. — Tocco, 26, 39, 40, 57.

l'insuffisance des raisons ; on rapporte même qu'il y eut jusqu'à des meurtres. Sous Pierre d'Ailly et Jean Gerson, l'Université de Paris fut nominaliste. Avec la domination anglaise, les Réalistes triomphèrent et chassèrent leurs contradicteurs, qui revinrent seulement lorsque la monarchie française fut restaurée. En 1463 surgit, à l'Université de Louvain, une lutte qui dura dix ans, au sujet de diverses propositions émises par Pierre de la Rive et concernant le Destin et la Providence divine. Les sectes rivales prirent parti dans le conflit ; l'Université de Paris intervint ; les Nominalistes triomphèrent en condamnant Pierre de la Rive, et les Réalistes se vengèrent en obtenant de Louis XI un édit qui interdisait de professer les doctrines nominalistes à l'Université et dans toutes les écoles du royaume ; tous les livres nominalistes furent enfermés dans des coffres scellés et y demeurèrent jusqu'en 1481. Un moment, on persuada à Louis de rappeler son édit et l'Université eut la joie de reconquérir sa liberté. Un incident tragique déjà rapporté par nous, le procès de Jean de Wesel, et la mort de l'accusé dans sa prison, montrent avec quelle aisance les ardents scolastiques prétendaient venger la foi en satisfaisant leurs rancunes. Le narrateur contemporain du procès affirme que la persécution fut provoquée par l'hostilité des Réalistes dominicains contre le Nominalisme de la victime, et il déplore la rage qui pousse les Thomistes à considérer quiconque nie l'existence des universaux comme coupable de péché contre le Saint-Esprit, comme traître à Dieu, à la religion chrétienne, à la justice et à l'État (1).

557

Les annales des écoles sont pleines de faits qui montrent comment l'audace des controverses logiques conduisait le scolastique aux subtilités les plus périlleuses touchant les menus détails de la théologie, et avec quelle finesse les défenseurs de la foi discernaient tout ce dont une ingéniosité perverse pouvait tirer une présomption d'hérésie. Duns Scot ne leur échappa pas, non plus que Thomas Bradwardine ; Guil-

(1) Bruckeri *Instit. Hist. Philos.* Ed. 1756, p. 530. — D'Argenrè I, n 258-84, 298, 302-4. — Baluz. et Mansi, III. 293-6. — Isambert, X. 664-72.

laume d'Ockham et Buridan furent associés dans une même condamnation prononcée par l'Université de Paris, dont Buridan avait été recteur. Il était impossible de tracer une ligne de démarcation nette entre la philosophie et la théologie, qui s'attachait à définir tous les éléments des mondes visible et invisible, et l'on dénonçait sans cesse, non sans raison, les intrusions continuelles des philosophes sur le domaine des théologiens. Quand leurs assertions audacieuses étaient insuffisamment orthodoxes, les philosophes cherchaient à se défendre en déclarant que, d'après les méthodes philosophiques, la religion catholique était erronée et fausse, mais qu'en tant qu'objet de foi, elle était vraie et qu'ils y adhéraient en conséquence. Ce raisonnement ne faisait que gâter les choses, car, ainsi que le remarquaient les autorités, il impliquait la coexistence de deux vérités inconciliables et contradictoires. On ne se contentait pas de faire appel à ces scrupules d'orthodoxie pour condamner de vains sophismes, tels que la conception d'une ligne longue d'un pied et n'ayant pourtant ni commencement ni fin, ou la possibilité de trouver en Angleterre un tout dont toutes les parties sont à Rome, sottises qu'eut à juger l'Université de Louvain en 1447, — ou encore des doctrines telles que celles de Jean Fabre, condamnées par l'Université de Paris en 1463, d'après laquelle toute partie d'un homme est un homme, un seul homme constitue l'infinité des hommes, aucun homme ne se corrompt jamais, bien qu'un homme se corrompe parfois, — propositions au fond desquelles se cachait la possibilité d'une évolution vers l'hérésie, — ou encore l'absurdité grammaticale, plus innocente encore, semble-t-il, consistant à ne voir aucune différence entre « le pot bout » et « pot, tu bous », absurdité qui, dit Érasme, était tenue pour un infailible indice d'impiété. Les philosophes n'étaient pas satisfaits tant qu'ils n'avaient pu démontrer par la logique les plus profonds et les plus sacrés mystères de la théologie, et, si zélés qu'ils fussent dans leur foi, l'intrusion de la raison dans les domaines du dogme semblait, non seulement une ingérence indiscrete, mais encore une menace

grosse de conséquences terribles. Alors que les philosophes arabes discutaient au sujet de la nature et de l'opération de la Divine Sagesse, Maimonide intervint avec son tranquille bon sens, en disant : « Essayer de comprendre la Sagesse Divine, c'est, pour nous, comme si nous essayions d'être Dieu lui-même, afin que notre perception devint semblable à la sienne... Il nous est absolument impossible d'atteindre à ce genre de perception. Si nous pouvions nous l'expliquer à nous-mêmes, nous posséderions l'intelligence qui nous donne ce genre de perception. » Cependant d'ambitieux scolastiques, et aussi des docteurs en théologie parfaitement orthodoxes, refusaient d'admettre que le fini ne pût saisir l'infini, et leur orgueil de logiciens éveillait assez naturellement la jalousie des hommes qui considéraient comme leur privilège exclusif la garde du Saint des Saints et l'explication de la volonté de Dieu à l'humanité. Ce sentiment trouve son expression dès 1201, dans l'histoire d'un savant docteur, Simon de Tournai, qui prouva, par d'ingénieux arguments, le mystère de la Trinité, puis, enorgueilli par les applaudissements de ses auditeurs, se vanta de pouvoir, s'il lui plaisait de se montrer pervers, ruiner la doctrine par des arguments plus solides encore ; propos téméraires dont il fut immédiatement puni, car il fut frappé de paralysie et d'idiotie. On ne pouvait guère se fier à la retenue de semblables controversistes ; on pouvait encore moins compter que l'intervention céleste dût toujours leur envoyer un avertissement aussi salutaire (1).

L'audace de ces téméraires intrus, pénétrant sur le domaine sacré du dogme, s'accrut démesurément quand parurent, dans le second quart du xiii^e siècle, les œuvres d'Averroès, qui menaçaient réellement de pervertir la pensée chrétienne. Entre les mains des commentateurs arabes, le théisme d'Aristote devint un matérialisme transcendant, porté à sa plus haute

(1) D'Argentré I, 1, 275, 283-90, 323-30, 337-40 ; I, II, 249, 255. — R. Lullii *Lamentatio Philosophiæ* (Opera Ed. 1651, p. 112). — Erasmi *Enconium Morie* (Ed. Lipsiens. 1828, p. 365). — Maimonides, *Guide des Égarés*, P. III, ch. xxi. (Trad. Munk, III, 155). — Matt. Paris ann. 1201 (Ed. 1644, p. 144).

559 expression par le dernier d'entre eux, Ibn Roschd ou Averroès, qui mourut en 1198. D'après le système d'Averroès, la matière a existé de tout temps, ce qui rend impossible la doctrine de la Création. L'univers consiste en une hiérarchie de principes éternels, primordiaux et autonomes, vaguement liés à une unité suprême. Un de ces principes est l'Intellect actif, qui se manifeste sans cesse et constitue la conscience perpétuelle de l'humanité. C'est là l'unique forme d'immortalité. Comme l'âme de l'homme est un fragment d'un tout collectif, fragment détaché temporairement pour animer le corps, cette âme est absorbée à nouveau, après la mort, dans l'Intellect actif de l'univers. Par suite, il n'y a ni récompenses ni châtimens, ni sentiments, mémoire, sensibilité, amour ou haine après la mort. Le corps périssable a le pouvoir de se reproduire et jouit ainsi d'une immortalité matérielle dans ses descendants ; mais seule l'humanité collective est immortelle (1). Aux yeux de gens qui s'étaient faits, du Paradis et de la Résurrection, une conception aussi matérielle que le *Swarga* des Brahmanes ou les cieux *Kama Loka* des Bouddhistes, cette immortalité collective et immatérielle équivalait virtuellement à l'annihilation, comme le *Moksha* et le *Nirvana* ; aussi les Averroïstes furent-ils universellement stigmatisés comme matérialistes.

De semblables théories entraînaient nécessairement l'indifférentisme le plus absolu touchant les formules religieuses ; cependant, une crainte salutaire du fanatisme musulman, alors naissant, dont Averroès n'avait pu éviter entièrement les atteintes, le rendit prudent dans ses attaques contre la foi établie. « La religion spéciale des philosophes consiste, dit-il, à étudier ce qui existe, car le culte le plus sublime qu'on puisse rendre à Dieu est la contemplation de ses œuvres, qui nous conduit à connaître le Créateur dans toute sa réalité. C'est là, aux yeux de Dieu, la plus noble des actions, tandis que la plus vile est d'accuser d'erreur ou de présomption celui qui rend à la divinité ce culte, plus noble que tout autre, celui qui adore

(1) Renan, *Averroès et l'Averroïsme*, 3^e Ed. 1886. p. 152-3, 155-60, 168.

Dieu selon cette religion, la meilleure de toutes les religions. » En même temps, il acceptait les religions établies comme un excellent instrument de moralisation. Quiconque sème parmi un peuple des doutes touchant la foi nationale est un hérétique, qu'il faut punir comme tel en appliquant les peines édictées par la loi. L'homme sage ne proférera pas une parole hostile à la religion nationale et évitera tout particulièrement de parler de Dieu à la foule d'une manière équivoque. Quand plusieurs religions se trouvent en conflit, il convient de choisir la plus noble. Ainsi toutes les religions ont une origine humaine ; le choix entre elles est une question d'opinion ou de bonne politique ; mais cette bonne politique, à défaut de tout autre mobile, dut empêcher Averroès de prononcer la phrase qui lui est communément attribuée : « La foi chrétienne est impossible ; la foi judaïque est une religion d'enfants ; la foi de l'Islam est une religion de pourceaux » (1).

560

Il est encore plus difficile d'accorder quelque crédit à la tradition courante qui lui attribue le fameux mot sur Moïse, Jésus-Christ et Mahomet, « ces trois imposteurs qui ont leurré la race humaine ». Cette assertion devint une formule commode, à l'aide de laquelle l'Église terrifia les fidèles, en l'attribuant successivement à tous les adversaires qu'elle voulait discréditer. Thomas de Cantimpré en impute la paternité à Simon de Tournai, dont l'attaque de paralysie, en 1201, aurait été provoquée par cette impiété. En 1239, Grégoire IX, lorsqu'il accusa Frédéric II à la face de l'Europe, n'hésita pas à affirmer que l'empereur était l'auteur de ce propos, accusation que Frédéric se hâta de démentir de la façon la plus solennelle. Un Dominicain rénégat, nommé Thomas Scot, qui fut condamné et emprisonné en Portugal, passait pour avoir proféré ce blasphème, parmi d'autres propos du même genre. Cette phrase surnagea ainsi pendant des siècles, si bien qu'on en vint à croire généralement à l'existence d'un livre impie intitulé *De Tribus Impostoribus*, dont la paternité fut attribuée successive-

(1) Renan, p. 22, 23-36, 167-9, 297.

ment à Petrus de Vineis, à Boccace, au Pogge, à Machiavel, à Érasme, à Servet, à Bernardino Ochino, à Rabelais, à Pierre l'Arétin, à Etienne Dolet, à Francesco Pucci, à Muret, à Vanini et à Milton. Vainement la reine Christine de Suède fit rechercher ce livre dans toutes les bibliothèques d'Europe; l'ouvrage demeura introuvable, jusqu'au jour où, au xviii^e siècle, divers écrivains de bas étage publièrent des volumes ainsi intitulés pour satisfaire la curiosité publique (1).

Pourtant, c'est peut-être à Frédéric II qu'est due l'introduction de l'Averroïsme dans l'Europe centrale. En Espagne, la doctrine était à tel point dominante que, vers 1260, Alphonse X classe les hérésies en deux catégories principales, dont la plus pernicieuse est celle qui nie l'immortalité de l'âme et les récompenses et châtimens futurs. En 1291, on voit le concile de Tarragone ordonner de punir quiconque ne croit pas à l'autre
 561 vie. Ce fut de Tolède que sortit Michel Scot, lorsqu'il alla porter ses traductions d'Aristote et d'Averroès à la cour de Frédéric. Il trouva le plus chaleureux accueil auprès de l'empereur, qu'une insatiable soif de connaissances et un médiocre respect pour les formules inclinaient vers ces sources de la philosophie nouvelle. Ce furent probablement ces traductions qui constituèrent le bagage d'aristotélisme que Frédéric distribua aux universités d'Italie. Hermannus Alemannus continua à Tolède l'œuvre de Michel et apporta des traductions d'autres ouvrages à Manfred, héritier des goûts paternels; si bien que, vers le milieu du siècle, les principaux travaux d'Averroès étaient mis à la portée de tous les lettrés (2).

Le fléau de ces idées se propagea avec une rapidité presque incroyable. Dès 1243, Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris,

(1) Th. Cantimpr. *Bon. Univers.* lib. II, c. 47. — Watt. Paris ann. 1238. — Hist. Diplom. Frid. II. T. V. p. 339, 349. — Pelayo, *Heterodoxos Españoles*, I. 507-8, 782-3.

Un de ces écrits apocryphes, *Traité des Trois Imposteurs*, publié à Yverdon en 1768, s'inspirait des données du panthéisme, non sans quelque déploiement d'érudition. Bien que l'auteur cite Descartes, il essaie assez maladroitement de représenter son œuvre comme la traduction d'un traité envoyé par Frédéric II à Othon de Bavière.

(2) Partidas, P. VII, Tit. XXVI, l. 1. — Concil. Tarraconens. ann. 1291, c. 6 (Martène, *Amplic. Coll.* VII. 294). — Renan, p. 205-16.

et les maîtres de l'Université, condamnèrent une série d'erreurs scolastiques, qui, pour n'être pas nettement entachées d'Averroïsme, dénotaient, par leur audacieuse indépendance, l'influence naissante de la philosophie arabe. En 1247, le légat papal Otto, évêque de Frascati, condamna Jean de Brescain en raison de certaines spéculations hérétiques concernant la lumière et la matière; Jean fut banni de Paris, avec défense de professer, de soutenir des controverses ou de vivre en un lieu où se trouvait un collège. A la même époque, un certain maître Raymond, qui avait été emprisonné en raison de ses opinions erronées, fut pris en flagrant délit de rébellion et emprisonné à nouveau sur l'ordre de l'Université. On défendit désormais aux logiciens de discuter théologie et aux théologiens de s'occuper de logique, pratique qui devenait habituelle parmi ces gens. Cette mesure fut peu efficace, de même que les efforts d'Albert le Grand et de Thomas d'Aquin, qui consacrèrent toute la finesse de leur dialectique à enrayer la propagation de ces doctrines dangereuses. Bonaventure dénonça également la philosophie téméraire qui niait l'immortalité de l'âme et affirmait l'unité de l'intelligence et l'éternité de la matière, — ce qui montre que les Dominicains et les Franciscains savaient s'unir pour combattre un ennemi commun. En 1270, l'évêque de Paris, Étienne Tempier, fut appelé à condamner une série de treize erreurs, nettement entachées d'Averroïsme, qui trouvèrent des défenseurs dans les rangs des scolastiques. Ces doctrines affirmaient que l'intelligence de tous les hommes est identique et une dans la pluralité, que la volonté humaine est dirigée par la nécessité, que le monde est éternel et qu'il n'y a jamais eu de premier homme, que l'âme se corrompt avec le corps et n'est pas atteinte par le feu matériel, que Dieu ne connaît pas les choses personnelles aux individus, qu'il ne connaît que sa propre essence et ne peut donner l'immortalité et l'incorruptibilité à ce qui est mortel et corruptible (1).

562

(1) *Matt. Paris ann.* 1243 (p. 415). — S. Bonaventuræ *Serm. de decem Præceptis* II. (*Opera Venet.* 1594, II. 617). — D'Argentré I. i. 158-9, 186-88.

Cette condamnation ne réussit pas mieux que les tentatives antérieures. En 1277, on jugea nécessaire d'invoquer l'autorité de Jean XXI, en vertu de laquelle l'évêque Tempier condamna une liste de neuf cent dix-neuf erreurs, pour la plupart identiques à celles qu'il avait déjà condamnées, ou tirées, par déduction, de ces propositions et tendant à édifier en système le matérialisme et le fatalisme. Les audacieux progrès accomplis par la pensée libre apparaissent dans l'antagonisme nettement défini entre la philosophie et la théologie. D'après cette doctrine, en effet, le philosophe doit nier la création du monde, puisqu'il ne s'appuie que sur des causes naturelles, mais le croyant peut affirmer la création, parce qu'il fait appel à des causes surnaturelles; les dires des théologiens sont fondés sur des fables et la théologie est une étude qui ne mérite pas qu'on s'y attache, car les philosophes sont les sages et la foi chrétienne entrave les progrès du savoir. La prière est naturellement inutile; l'homme sensé ne saurait se préoccuper de sa sépulture; mais on peut pratiquer la confession pour sauver les apparences. La théorie averroïstique de l'univers et des sphères célestes était reproduite intégralement, ainsi que l'influence directrice des astres sur la volonté et la destinée des hommes, hérésies qui coûtèrent cher, ainsi qu'on l'a vu, à Pierre d'Abano et à Cecco d'Ascoli. En outre, on trouve dans cette série de propositions la doctrine que, tous les trente-six ans, les corps célestes reviennent aux mêmes positions relatives, entraînant la répétition de la même série d'événements (1).

Vers la même époque, l'archevêque de Canterbury, Robert Kilwarby, associé aux maîtres d'Oxford, condamna certaines erreurs provenant évidemment de la même source, mais n'affirmant pas le matérialisme d'une façon aussi absolue. Cette condamnation fut confirmée, en 1284, par l'archevêque Peckham; mais les seuls châtiments édictés étaient, pour le maître, la déposition, et, pour l'étudiant, l'expulsion avec incapacité de promo-

(1) D'Argentré I. 1. 177-83.

tion. Ces articles furent joints à ceux qu'avait condamnés l'évêque Tempier, et l'ensemble reçut une publicité fort étendue, à en juger par le nombre des manuscrits où figurent ces doctrines. On continua à y voir une source de réels dangers pour l'Église, comme l'atteste l'habitude, conservée pendant les xve et xvi^e siècles, d'imprimer ces articles à la fin du quatrième livre des *Sentences*; on les trouve aussi dans une édition de Thomas d'Aquin, une de Duns Scot et une de Bonaventure (1).

Pourtant, après la mort de l'évêque Tempier, ces articles soulevèrent des plaintes nombreuses; on leur reprocha de gêner la liberté de la discussion, et un débat considérable s'engagea à ce sujet. En fait, il était presque impossible qu'une si longue liste d'erreurs, dont beaucoup n'étaient guère compréhensibles que pour un esprit habitué à la scolastique, n'empiétât pas sur des doctrines tenues pour orthodoxes par une théologie devenue d'une complexité inaccessible à l'intelligence et à la mémoire des esprits moyens. On fut extrêmement troublé de constater que certains des articles attaquaient des positions défendues par Thomas d'Aquin lui-même; d'autres étaient contredits par Guillaume d'Ockham et Jean de Poilly. D'ailleurs, les périls qui menaçaient la situation du savant théologien au milieu de cette guerre de dialectique apparaissent dans l'aventure du *Doctor Fundatissimus*, Egidio Colonna, plus souvent désigné sous le nom d'Egidio da Roma. Il n'y avait pas de plus ardent ni de plus actif adversaire de l'Averroïsme, et la liste, dressée par lui, des erreurs de cette doctrine continua longtemps à servir de base aux condamnations dont elle fut l'objet. Pourtant, il traduisit un commentaire sur Aristote et, en 1283, fut accusé, à Paris, d'entretenir certaines des erreurs condamnées en 1277. Après des discussions prolongées, l'affaire fut portée devant le Saint-Siège, et Honorius IV renvoya le prévenu devant l'Université de Paris, chargée de prononcer. Egidio réussit à rentrer si bien en grâce que Philippe le Bel, dont il

(1) D'Argentré l. i. 185, 212-13, 234.

avait été le précepteur, le présenta comme candidat au grand archevêché de Bourges (1).

564 A la fin du ^{xiii}e siècle et au commencement du ^{xiv}e, le personnage le plus notoire, dans la lutte contre Averroës, est Raymond Lulle, que Renan appelle fort heureusement le héros de cette croisade ; mais le lullisme fut une manifestation si importante qu'il conviendra de l'étudier spécialement plus loin. Aucun effort ne réussit à détruire cette philosophie qui offrait tant d'attraits aux énergies renaissantes de la pensée humaine. Il se forma une école avouée d'averroïstes, dont les doctrines, introduites vraisemblablement par Pierre d'Abano à l'Université de Padoue, y régnèrent souverainement jusqu'au ^{xvii}e siècle. L'Université de Bologne les adopta également. Jean de Jandun, le collaborateur de Marsilio de Padoue, fut un averroïste dissident, comme le furent aussi Walter Burleigh, Buridan, et les disciples d'Ockham. Jean de Baconthorpe qui mourut, en 1346, général des Carmes, se targuait du titre de *Prince des Averroïstes*, et, par lui, la philosophie réprouvée devint traditionnelle dans l'Ordre. Ces hommes pouvaient se dissimuler à eux-mêmes la dangereuse irréligion qui se cachait au fond de leurs théories favorites ; mais quand ces croyances, se répandant dans le peuple, se dépouillèrent de la subtile dialectique des écoles, elles aboutirent à un matérialisme peu équivoque. Dante nous décrit la partie de l'Enfer où se trouve « le cimetière de ceux qui, avec Épicure et tous ses disciples, veulent que l'âme meure en même temps que le corps ».

*« Suo cimitero da questa parte hanno
Con Epicuro tutti i suoi seguaci
Che l'anima col corpo morta fanno ».*

(Inferno, X.)

Le nombre des personnages qu'il place en ce lieu montre que l'Averroïsme, sous sa forme la plus franche, était ouvertement professé par des hommes haut placés. Certaines affaires jugées

(1) D'Argentré l. i. 214-15, 235 6. — Renan, p. 467-70. — Eymeric, p. 338, 241.

par les Inquisitions de Carcassonne et de Pamiers, dans les vingt-cinq premières années du xiv^e siècle, attestent que même dans les basses classes de la société ces croyances n'étaient pas ignorées. L'indignation de Pétrarque prouve à quel point, vers le milieu du siècle, cet indifférentisme était à la mode et exagéré dans les provinces vénitiennes, où certains hommes n'hésitaient pas à tourner le Christ en ridicule et à considérer Averroës comme la source de toute sagesse. A Florence, ce même mépris philosophique du dogme était devenu traditionnel, et Boccace le reflète dans son conte des Trois Anneaux, où le juif Melchisédec, par une ingénieuse parabole, démontre à Saladin que les trois religions doivent être placées sur le même plan et ont également droit au respect. En Espagne, où cependant la philosophie était peu cultivée, la tradition mauresque semble avoir fait survivre l'averroïsme. Les nobles révoltés qui, en 1464, présenteront leurs doléances au roi Enrique IV, déclarent ce souverain suspect en la foi, parce qu'il s'entoure d'ennemis du catholicisme et de personnages qui, chrétiens de nom, se vantent de ne pas croire à l'immortalité de l'âme (1).

Ainsi l'Averroïsme avait réussi à conquérir sa place. C'est un des insondables problèmes de l'histoire de savoir pourquoi l'Inquisition, si infatigable dans la répression d'erreurs moins graves, accorda l'impunité à des spéculations qui, non contentes de saper les fondements de la foi chrétienne, impliquaient clairement la négation de toutes les doctrines sur lesquelles reposaient la richesse et la puissance de la hiérarchie. Même l'Université de Paris, si vigilante gardienne de l'orthodoxie, semble, pendant la fin du xiv^e siècle, s'être abstenue de condamner l'Averroïsme et les conclusions déduites de sa doctrine, bien qu'elle prit fréquemment des décisions contre de menues erreurs de théologie scolastique. Pourtant, aux yeux de Gerson, Averroës était toujours le plus insolent adversaire de la foi, 565

(1) Renan, p. 318-20, 322, 325, 339, 342, 345-6. — Molinier, *Études sur quelques manuscrits des Bibliothèques d'Italie*, p. 103. — Petrarchi *Lib. sine Titulo* Epist. xviii; Ejusd. *contra Medicum* Lib. II (Ed. Basil. 1581, p. 1098). — *Decamerone*, Giorn. I. Nov. 3. — Marina, *Théorie des Cortès*, Trad. Fleury, Paris, 1822, II. 515.

l'homme qui avait condamné toutes les religions comme mauvaises et la religion des chrétiens comme la pire de toutes, parce que les fidèles dévorent journellement leur Dieu; dans les peintures allégoriques d'Orcagna, de Traini, de Taddeo Gaddi et de leurs successeurs, Averroës figure généralement comme personnification de l'incrédulité rebelle (1).

Ce fut en 1512 seulement que l'Averroïsme fournit son premier martyr, depuis Pierre d'Abano, dans la personne de Hermann de Ryswick. Celui-ci avait été condamné, en 1499, pour avoir professé des doctrines matérialistes, affirmant que la matière est incréée et a toujours existé en même temps que Dieu, que l'âme meurt avec le corps et que les anges, bons ou mauvais, n'ont pas été créés par Dieu. Il abjura et fut frappé d'emprisonnement perpétuel; mais il s'évada et persista à propager ses erreurs. Il fut arrêté de nouveau en 1512 et l'inquisiteur de La Haye n'hésita pas à le livrer, comme relaps, au bras séculier; Hermann fut dûment brûlé (2).

Dans l'Europe septentrionale, où la théologie scolastique menait une lutte à mort contre l'Humanisme, une semblable rigueur n'avait rien d'inattendu; mais les choses n'allaient pas de même en Italie, où les lettres avaient depuis longtemps triomphé de la foi. La contagion de la culture, de la philosophie, du paganisme élégant, avait envahi tous les rangs élevés de la société. Les divers papes, lettrés et princes temporels plutôt que vicaires du Christ, fiers d'être les Mécènes des scolastiques, pouvaient négliger les affaires d'État pour faire brûler de misérables sorcières, mais non pour condamner les erreurs des philosophes qui ornaient leur cour. Or, si Rome voulait rester maîtresse du monde sous le règne de la Renaissance des lettres, elle n'avait pas le droit de se montrer négligente dans la répression des aspirations et des spéculations chères aux scolastiques et aux philosophes (3). La bataille

566

¹ (1) Gerson. *sup. Magnificat*. Tract. ix (Ed. 1489, 89 f., 91 f.). — Renan, p. 314.

(2) D'Argentré l. II. 342. — Alph. de Castro *adv. Hæreses*, Lib. II, s. v. *Angelus*.

(3) On trouvera dans Creighton (*History of the Popes*, II. 333 sqq.) un tableau

s'était livrée, et avait été perdue, dans l'affaire de Lorenzo Valla. Il est vrai que Lorenzo composa sa critique agressive de la Donation de Constantin vers 1440, à Naples, alors qu'Alphonse I^{er} était en conflit avec Eugène IV. Pourtant, comme il ne se contenta pas de faire table rase des principes sur lesquels était fondé le pouvoir temporel, mais qu'il affirma que la papauté devait être frustrée de ce pouvoir, l'impunité dont il jouit est un remarquable indice de la liberté de langage permise à cette époque. Ce fut d'une autre cause que naquirent ses ennuis; encore y eût-il probablement échappé s'il n'avait été d'un naturel querelleur et s'il ne s'était impitoyablement acharné à couvrir de ridicule l'horrible jargon des écoles et même des premiers humanistes. Il se créa assez d'ennemis pour qu'on complotât sa ruine à la cour de Naples, où Alphonse avait étudié le latin sous sa direction, et il procura bientôt à ses adversaires l'occasion favorable. Il avait engagé un débat avec un prêtre ignorant qui affirmait que le Symbole était l'œuvre des Apôtres, et la discussion s'étendit à l'authenticité des relations entre le Christ et le roi Abgar d'Édesse. Valla afficha une liste des propositions attaquées et loua une salle où il comptait défendre ses idées contre tout venant; mais ses ennemis obtinrent du roi l'interdiction de la controverse. Valla afficha alors à la porte de la salle ce triomphant distique :

« *Rex pacis miserans sternendas Marte Phalanges.
Victoris cupidum continuït gladium* ».

A ce moment, l'Inquisition intervint; mais Alphonse, en

lumineux de l'influence exercée par l'humanisme sur la politique de l'Eglise. Ce fut un des sujets de plainte de Savonarole que l'érudition et les belles-lettres eussent supplanté la religion dans l'esprit des gens à qui étaient confiées les destinées de l'Eglise, si bien qu'ils étaient devenus des infidèles. « Vas à Rome, parcours la Chrétienté entière; dans les demeures des grands prélats et des grands chefs, on ne se soucie plus que de poésie et d'art oratoire... Ils ont introduit parmi nous les réjouissances du Diable; ils ne croient pas en Dieu et se moquent des mystères de notre religion ». *Vattene a Roma e per tutto il Cristianesimo: nelle case de' gran prelati e de' gran maestri non s'attende se non a poesie e ad arte oratoria... Essi hanno introdotto fra noi le feste del diavolo; essi non credono a Dio, e si fanno beffe de' misteri della nostra religione*. Villari, *Storia di Savonarola*, Ed. 1887, t. 197, 199.

vertu des prérogatives de la couronne de Naples, mit un terme à la persécution et Valla fut seulement obligé de prononcer une déclaration générale affirmant qu'il croyait ce que croyait sa Sainte Mère l'Eglise, déclaration dont la sincérité apparut quand, attaqué sur un détail de dialectique, il se défendit en disant : « En cela aussi, je crois ce que croit notre Mère l'Eglise, bien que notre Mère l'Eglise n'y connaisse rien ». En 1443, après la réconciliation d'Alphonse et d'Eugène, Valla voulut aller à Rome, mais ne put y réussir. La voie lui fut ouverte lorsqu'à l'ami des moines, Eugène, eut succédé l'humaniste Nicolas V. Nicolas, non content de lui faire bon accueil, lui donna une place au nombre des secrétaires apostoliques et lui fit verser une gratification de cinq cents ducats pour sa traduction de Thucydide. Calixte III lui accorda une prébende dans l'église pontificale de Saint-Jean de Latran, où Valla fut glorieusement enterré. En fait, on respectait si peu, à cette époque, les sujets les plus sacrés qu'Éneas Sylvius rapporte avec admiration, comme exemple de l'ingéniosité d'Alphonse, l'incident suivant. Un jour que le roi était las d'écouter le sermon d'un Dominicain sicilien, Frà Antonio, sur diverses questions relatives à l'Eucharistie, il posa au prédicateur cette déroutante question : « Un homme enferma une hostie consacrée dans un vase d'or; un mois plus tard, ouvrant le vase, il ne trouva plus qu'un ver; or, ce ver ne pouvait s'être formé, sans germe, de l'or pur ou des ornements qui s'y trouvaient; donc il était né du corps du Christ; mais, de la substance de Dieu ne peut procéder que Dieu; donc le ver était Dieu ». Dans une telle atmosphère morale, ce fut bien inutilement que le Pogge, ennemi de Lorenzo, ridiculisé et injurié sans pitié par celui-ci, déclara qu'il fallait combattre par le feu plutôt que par des arguments les erreurs de l'audacieux critique touchant la nature de Dieu et le vœu de chasteté. Le commentaire de Valla sur le Nouveau Testament, dans lequel l'auteur corrigeait les fautes de la Vulgate en se référant au texte grec, bien que mis plus tard à l'Index par Paul IV, en 1559, ne fut pas condamné lors de sa publication. Nicolas V vit l'œuvre, Bessarion y collabora, Nico-

las de Cuse en demanda un exemplaire et Érasme la publia, en 1505, avec des éloges enthousiastes, sous le patronage de Christophe Fischer, protonotaire apostolique. Nous savons par Bacon à quel point était altéré le texte de la Vulgate; la tentative de Valla pour amender ce texte rencontra de grands obstacles; mais, dans sa controverse avec le Pogge, il remporta la victoire et, depuis ce jour, le droit de corriger le texte fut reconnu (1).

Désormais, en Italie, les scolastiques, si hérétiques qu'ils fussent, n'avaient guère sujet de trembler. La tolérance ainsi accordée aux plus audacieuses spéculations est un ample sujet de méditation lorsqu'on songe qu'à ce moment même les Français et les Dominicains s'efforçaient tumultueusement de s'envoyer au bûcher, au sujet de l'infime question de savoir si le sang du Christ, répandu pendant la Passion, était, ou non,

568

(1) Laurent. Vallæ in *Donat. Constant. Declam.* (Fasciculus Rer. Expetendar. I. 132, Ed. 1690). — Bayle. s. v. *Valle*. — Raynald. ann. 1446, n° 9. — Paramo, de *Orig. Offic. S. Inq.* p. 297. — Wagenmann, *Real-Encykl.* VIII, 492-3. — Creighton's *History of the Popes*, II. 340. — Æn. Sylv. *Comment. in Diet. et Fact. Alfonsi Regis*, Lib. I. — Erasmi *Epist.* Lib. IV, Ep. 7; Lib. VII, Ep. 3. — Reusch, *Der Index der Verbotenen Bücher*, I. 227.

L'effet convaincant produit immédiatement par Valla, dans sa critique de la Donation de Constantin, est attesté par le plaidoyer d'Æneas Sylvius en faveur du pouvoir temporel. En effet, Æneas Sylvius abandonne entièrement Constantin et fonde les droits territoriaux du Saint-Siège sur les donations de Charlemagne; l'autorité du pape sur les rois émane, dit-il, du pouvoir des clefs et de la suprématie accordée à Pierre (*Æn. Sylvi Opera ined.* p. 571-81). Pourtant l'Eglise rallia bientôt ses forces et reprit ses anciennes revendications. Arnaldo Albertino, inquisiteur de Valence, faisant allusion à la Donation de Constantin, dit, en 1553, que Lorenzo a essayé d'en contester l'authenticité, mais que tous les autres hommes sont d'accord pour la défendre, de sorte que la nier c'est côtoyer de fort près l'hérésie (Arn. Albertini *Repetitio nova. Valentiniæ* 1534, col. 32-3). Chose assez curieuse, il ajoute que cette vérité est affirmée dans la bulle *Unam Sanctam*, ce qui n'est pas exact. (I. Extrav. Commun. Lib. I, tit. viii). D'ailleurs Boniface VIII, dans ses revendications, se réclamait du Christ, et une allusion à Constantin n'aurait pu qu'affaiblir l'autorité de ses arguments.

Les critiques amères et captieuses de Valla firent maître, après sa mort, diverse épigrammes :

« Nunc postquam manes defunctus Valla petiit,
Non audet Pluto verba Latina loqui;
Jupiter hunc cæli dignatus parte fuisset,
Censorem linguæ sed timet esse suæ ».

« Ohe ut Valla silet, solit-us qui parcere nulli est!
Si quæris quid agat, nunc quoque mordet humum ».
(Bayle, I. c.)

resté sur le sol. Il est vrai qu'en 1459 l'inquisiteur lombard Jacopo da Brescia condamna à la dégradation et à l'emprisonnement perpétuel le Dr Zanino da Solcia, chanoine de Bergame, qui entretenait des théories extravagantes, déclarant que la fin du monde était proche, que Dieu avait créé un autre monde peuplé d'êtres humains, de sorte qu'Adam n'était pas le premier homme. Ce même Zanino partageait aussi certaines doctrines d'Averroès : c'était le pouvoir des astres et non l'amour de l'humanité qui avait mené le Christ à la croix, et Jésus, Moïse et Mahomet gouvernaient à leur gré le genre humain. Mais Pie II, en confirmant la sentence, l'atténua avec l'intention évidente de remédier, un jour, au zèle excessif de l'inquisiteur. Il intervint également quand l'Inquisition eut condamné un haut fonctionnaire d'Udine, coupable de nier virtuellement l'immortalité en prétendant que le sang constitue l'âme ; la sentence fut révoquée et on offrit au criminel la facilité d'échapper au châtiment de son hérésie en reconnaissant publiquement l'erreur. Cependant Pie II montrait son orthodoxie en réprouvant la faiblesse d'Eugène IV à l'égard de Braccio da Montone, le condottiere seigneur de Pérouse, infidèle avéré, qui était mort en 1424 au siège d'Aquila et dont le cadavre avait été porté à Rome et jeté en terre non consacrée, jusqu'au jour où Eugène l'avait fait transférer et ensevelir avec honneur dans la cathédrale de Pérouse. Un cas plus remarquable encore fut celui de Gismondo Malatesta, seigneur de Rimini. C'était un homme de haute culture, ardent adepte de la nouvelle philosophie, qui manifesta son zèle en apportant du Péloponnèse et en enterrant dans la cathédrale de Rimini, avec une inscription élogieuse, Gemistus Plethon, le fondateur à demi païen d'une nouvelle religion philosophique. Tout cela aurait peut-être échappé à la répression, si Gismondo n'avait pas ambitieusement tenté d'agrandir ses domaines aux dépens des territoires pontificaux. Dans la querelle qui s'engagea alors, son hétérodoxie servit de cible aux attaques. En 1461, Pie II le condamna comme hérétique niant l'immortalité de l'âme, et, à défaut du coupable en personne,

le brûla en effigie devant la foule de Rome. Cette exécution eut si peu d'effet que les Vénitiens demeurèrent les alliés de Gismondo et que l'évêque de Trévise faillit perdre son siège, pour avoir publié la sentence papale. Une croisade menée, en 1463, par le cardinal de Theane et Federigo d'Urbain, eut un meilleur succès ; Gismondo, dépouillé de presque tous ses domaines, dut demander humblement la paix. On se soucia si peu de son hérésie, à ce moment, qu'on lui permit d'abjurer par la bouche d'un délégué et qu'on le réconcilia en lui infligeant la dérisoire pénitence du jeûne au pain et à l'eau, tous les vendredis (1).

En somme, comme le déclare amèrement Grégoire de Heimburg, il était moins dangereux de discuter le pouvoir de Dieu que celui des papes. C'est ce que prouva péremptoirement la persécution menée par Paul II contre l'Académie. Pie II avait réuni, à la Curie, un collège de soixante *abréviateurs*, chargés de rédiger les brefs pontificaux. Ces fonctions devinrent un refuge pour les gens de lettres besogneux. Platina, le biographe des papes, qui faisait partie de ce corps, rapporte que philosophes et théologiens avaient coutume de discuter sur la nature de l'âme, l'existence de Dieu, les essences distinctes et autres sujets analogues ; il cherche à pallier le mauvais renom que leur avaient valu ces controverses en disant que le peuple confondait la recherche de la vérité avec le doute hérétique. Le peuple avait probablement lieu de se scandaliser de voir de semblables débats s'engager entre des fonctionnaires pontificaux ; le scandale ne fit que croître lorsque Pomponio Leto fonda, en l'honneur de Platon, une Académie composée des principaux humanistes ; ceux-ci honoraient leur chef du titre de *Pontifex Maximus*, offraient des sacrifices lors de l'anniversaire de la fondation de Rome et abandonnaient leurs noms de baptême pour prendre des noms classiques. Pomponio, lui, se refusait à étudier aucun auteur postérieur à l'âge d'or de la littérature latine, rejetant

570

(1) Raynald, ann. 1459, n° 31 ; ann. 1461, n° 9, 10. — Æn. Sylvii Opera inedit. p. 453, 506-7, 524, 653, — B. Platinae Vit. Pauli III. — Creighton, Hist. of the Popes, II. 440 ; III. 39.

ainsi avec dédain les Écritures et les Pères; il s'agenouillait quotidiennement devant un autel dédié à Romulus. Les prescriptions de l'Église étaient négligées avec une sorte d'ostentation; on rapportait que les philosophes traitaient ouvertement Moïse d'imposteur, Jésus-Christ de séducteur du peuple, Mahomet d'homme de génie qui avait attiré à lui les nations.

Toutes ces erreurs auraient été pardonnables, si ces ardents humanistes avaient supporté avec résignation le retrait de la protection papale. Un des premiers actes de Paul II fut le renvoi d'un certain nombre d'humanistes nommés par Pie II au collège des *abréviateurs*, à la suite de fâcheuses rumeurs de vénalité et d'extorsion. Les gens de lettres, dont beaucoup avaient acheté leur charge, s'indignèrent de se voir ainsi privés de leurs moyens d'existence; on leur promettait bien de leur rembourser les sommes versées par eux, mais l'état du trésor papal ne contribuait pas à leur donner l'espoir que cette promesse fût jamais tenue. Platina poussa la hardiesse jusqu'à demander au pape de faire juger leurs droits par les Auditeurs de Rote; sa requête fut rejetée en termes formels. Ces lettrés avaient un sentiment si exagéré de leur importance que Platina eut alors l'incroyable audace d'écrire à Paul, en le menaçant de faire appel aux princes de la Chrétienté pour obtenir la convocation d'un concile à ce sujet. Depuis Constance et Bâle, il était périlleux de prononcer le mot de concile à portée de l'oreille d'un pape; Platina fut promptement arrêté, sous l'accusation de haute trahison, et jeté dans une prison où il languit dans les chaînes et sans feu pendant quatre mois d'hiver; après quoi il fut relâché à la prière du cardinal Gonzague. Tout cela ne devait pas vraisemblablement rétablir l'harmonie entre Paul et les humanistes; on imagine sans peine avec quelle libéralité ces derniers mirent en circulation des épigrammes et des satires dirigées contre le pape; la brèche s'élargit de plus en plus. Mais si l'on laissa mourir de faim les gens de lettres, on ne les molesta pas, jusqu'au jour où, au début de 1468, Paul apprit que les membres de l'Académie ourdissaient un complot pour le mettre à mort et pour

tuer tous les prêtres de la ville. Il n'était pas impossible que l'admiration extravagante de l'antiquité aboutit à un effort pour restaurer la liberté romaine ; la situation de l'Italie était telle qu'un semblable projet pouvait causer de grands désordres. Paul, vivement alarmé, fit emprisonner les conspirateurs suspects. Le malheureux Platina, qui se trouvait parmi eux, a raconté les incessantes tortures auxquelles, pendant deux jours, on soumit une vingtaine de ces malheureux, tandis que Pomponio, alors à Venise, était traîné à Rome comme un nouveau Jugurtha. On ne découvrit aucune preuve de trahison ; mais on tint les accusés en suspens pendant un an, et, afin de donner à l'affaire quelque couleur de raison, vu les controverses qu'elle avait suscitées partout, on les accusa d'hérésie, de disputes relatives à l'immortalité de l'âme et d'adoration de Platon. La mansuétude avec laquelle on envisageait ce genre d'erreurs apparaît dans ce fait qu'ils furent finalement acquittés du chef d'hérésie ; bien que Paul interdit l'étude des poètes païens dans les écoles et abolit l'Académie en prohibant même d'en mentionner le nom, son successeur, Sixte IV, protecteur des lettres, autorisa la restauration de l'Académie et lorsqu'il fonda la bibliothèque du Vatican, nomma Platina bibliothécaire (1).

La tolérance dont jouissait ainsi le paganisme de ces enthousiastes adeptes de la Renaissance littéraire produisit, parmi eux, une curieuse déviation du sentiment religieux, qui, tout en n'exerçant pas un si grand attrait sur la masse de la population, n'était pas moins dangereuse pour la foi que les doctrines exterminées par Pierre Martyr et François Borel. Le platonicien Marsile Ficin se considérait évidemment, et était universellement considéré comme un des champions du christianisme et comme le plus digne fils de l'Église ; pourtant il

(1) Gregor. Heymburg, *Confut. Primatus Papæ* (Fascic. *Res. Expetend.*, II, 117). B. Platinae *Vit. Pauli II.* — Cantù, I, 186-7, 198. — Pastor, *Geschichte der Päpste*, 2^e Aufl. T. II, p. 302-332, 695, 704-10.

Croighton (*Hist. of the Popes*, III, 276 sqq.) a publié, d'après un manuscrit de Cambridge, une curieuse correspondance entre Pomponio, emprisonné au château Saint-Ange, et son geôlier, Rodrigo de Arevalo, plus tard évêque de Zamora. On y voit la fragilité de la philosophie de ces platoniciens, en face de privations et de souffrances réelles.

573

tenait une lampe allumée en l'honneur de Platon, qu'il nommait souvent un *Moïse de langue grecque*. Il plaçait au même niveau toutes les religions. Le culte des dieux de l'antiquité païenne était le culte du vrai Dieu, et non, comme le pensait l'Église, l'adoration des démons. Marsile voyait, dans les Champs-Élysées, le Paradis et dans l'Hadès le Purgatoire. Zoroastre, Orphée, Hermès Trismégiste, Socrate, Platon et Virgile étaient des prophètes sur le témoignage desquels il s'appuyait pour prouver la divinité du Christ. Le *Criton* confirme l'Évangile et contient les éléments de la religion. Même les néo-platoniciens, Plotin, Proclus et Jamblique, sont représentés par lui comme les défenseurs de la foi qu'ils combattirent si ardemment de leur vivant. Pour des doctrines bien moins redoutables que celles-là, des centaines d'hommes avaient été mis en demeure de choisir entre la rétractation et le bûcher; mais Marsile fut honoré comme une des lumières de son temps. Il est vrai qu'il évita les erreurs de l'Averroïsme; mais comme ces erreurs étaient également tolérées, son impunité ne fut pas due à cette cause. Tout en admettant l'importance de l'astrologie, il estimait que les astres n'ont pas de puissance par eux-mêmes; ils ont simplement la valeur d'indices, et s'ils annoncent l'avenir par leurs révolutions régulières, c'est une preuve que les affaires humaines ne sont pas abandonnées au hasard, mais sont dirigées par une Providence. Aussi le caractère de l'homme, s'il est affecté par la position des astres à l'heure de sa naissance, est bien plutôt le résultat de l'hérédité et de l'éducation. De tous les témoignages que fournit Marsile sur la confusion et le bouleversement des idées religieuses pendant la Renaissance, le plus curieux est peut-être une lettre adressée à Eberhard, comte de Wurtemberg, dans laquelle il prouvait gravement qu'il ne convient pas d'adorer le soleil comme Dieu. A certains égards, il était plus orthodoxe que la plupart de ses confrères de la Renaissance, car il croyait à l'immortalité de l'âme et la défendit dans un laborieux traité; mais il ne put convaincre son disciple favori, Michele Mercato, et il conclut avec lui une entente: celui des deux qui mour-

rait le premier, reviendrait dire à l'autre s'il y avait une vie future. Un matin, Mercato fut éveillé par le trot d'un cheval et entendit une voix qui l'appelait; il courut à la fenêtre et le cavalier lui cria : « Mercato, c'est vrai ! » Marsile mourait à cette heure même (1).

On a communément voulu voir une exception à cette tolérance générale dans le cas de Matteo Palmiere de Pise, qui aurait été brûlé en 1483 pour avoir soutenu, dans son poème *la Città di Vita*, que les âmes des hommes sont les anges qui restèrent neutres dans la révolte de Satan. En réalité, si l'Inquisition réprouva ce livre, l'auteur ne fut jamais persécuté; il reçut à Florence une sépulture honorable et son portrait, peint par Sandro Botticelli, fut placé sur l'autel de San Pietro Maggiore (2).

573

Mais il n'était pas toujours prudent de trop compter sur la faveur témoignée à l'humanisme. C'est ce dont put juger Jean Pic de la Mirandole, la merveille de son temps, qui, en 1487, à peine âgé de vingt-quatre ans, publia une série de neuf cents propositions, offrant de les défendre à Rome contre tout venant, et de payer les frais de voyage des scolastiques qui viendraient, à cet effet, de pays éloignés. Cette liste était, en fait, un travail *de omni scibili*, comprenant tout ce qu'on pouvait savoir, à l'époque, en théologie, en philosophie, en science, jusqu'aux mystères de l'Orient. Ce fut sans doute la présomption du jeune savant qui provoqua l'inimitié et poussa ses adversaires à mettre en question son orthodoxie; il ne fut pas difficile de trouver, dans un tel amoncellement de définitions, douze ou treize propositions sentant l'hérésie. Pour nous, dire que la foi est indépendante de la volonté, paraît, en vérité, un truisme; nous hésiterions peut-être à décider

(1) Marsil. Ficin. *Epist.* Lib. viii, xi, xii. (*Op.* Ed. 1561, I. 866-7, 934, 946, 962-3); *De Christ. Relig.* c. 11, 13, 22, 24, 26 (I. 15, 18, 25, 29); *De Vita Cælitus comparanda* Lib. iii, c. 1, 2 (I. 532-33); *In Platonem* (II. 1390); *In Plotinum*, c. 6, 7, 12, 15 (II. 1620-22, 1633, 1656). — Cantù, I. 179.

Pourlant on voit Marsile attribuer une fièvre et une diarrhée à l'influence de Saturne dans la maison du Cancer, car Saturne avait fait partie de son ascendance depuis sa naissance; il attribua sa guérison à un vœu fait à la Vierge. — *Epist. Op.* I. 644, 743.

(2) D'Argentré I. n. 250. — Cantù, I. 182, m. 699-700.

positivement si le Christ descendit aux enfers en personne ou simplement en puissance; nous accorderions peut-être, comme Pic l'affirme, que le péché mortel, limité et fini, ne saurait comporter un châtement illimité et infini; mais nous ne nous embarquerions pas volontiers dans ses abstruses recherches sur le mystère de la transsubstantiation. Ces opinions spéculatives de l'outrecuidant philosophe furent condamnées comme hérétiques par les théologiens chargés de les examiner sur l'ordre d'Innocent VIII : « Ce jeune homme, dit le pape, désire mal finir et se faire brûler quelque jour, pour devenir, comme tant d'autres, infâme à jamais. » On pressait Pic de résister et de susciter un schisme; mais rien n'était plus éloigné de sa pensée. Il s'enfuit : on supposait qu'il s'était réfugié en Espagne, et Innocent envoya, en 1487, un bref à Ferdinand et Isabelle, représentant Pic comme un hérétique rebelle qui, sous prétexte d'excuser ses erreurs, n'avait fait que les défendre, et devait être arrêté et contraint à la rétraction en quelque lieu qu'on le découvrit. Finalement, il fut obligé de faire entière soumission et obtint ainsi d'Alexandre VI, en 1493, une bulle affirmant son orthodoxie et interdisant à l'Inquisition de le molester. Il n'avait, d'ailleurs, nullement dessein de prolonger une lutte sans issue contre le Saint-Siège. Il passa les dernières années de sa vie dans l'étude assidue de l'Écriture; il avait projeté, une fois qu'il aurait achevé certains travaux en cours, de parcourir l'Europe, nu-pieds, en prêchant la parole du Christ; puis, changeant de dessein, il résolut d'entrer dans l'Ordre des Dominicains; mais tous ses projets furent ruinés par une mort prématurée. Une fièvre l'emporta

574 à l'âge de trente-deux ans; il fut gratifié, dans ses derniers moments, d'une apparition de la Vierge (1).

Il est piquant de rapprocher de cette rigueur exceptionnelle la tolérance qu'on témoignait à l'Averroïsme. Sans doute

(1) J. Pic. Mirand. *Vita, Conclusiones, Apologia*. Alexand. PP. VI. *Bull. Omnium Catholicorum*. (Op. Basil. 1572). — Boletín de la R. Academia de la Historia, T. XVI, p. 315. — Nic. Antonio, *Bibliotheca Hispan. Vet.* T. II, p. 327 (Ed. 1788). — Villanueva, *Viage Literario*, T. XVIII, p. 43.

Léon X, au concile de Latran, le 21 décembre 1531, obtint confirmation d'une bulle dans laquelle il déplorait la propagation de la doctrine, soutenant que l'âme est mortelle et qu'il n'existe qu'une seule âme, commune à tout le genre humain. Il condamna également les opinions qui voulaient que la terre fût éternelle et que l'âme n'eût pas la forme du corps; en interdisant dans les écoles l'enseignement de ces théories, il fit spécialement allusion à l'ingénieux artifice employé par les professeurs et consistant à combattre ces doctrines de façon équivoque, afin d'amener les auditeurs à la conviction qu'elles étaient vraies. De plus, en 1510, en nommant inquisiteur général de Lombardie maître Leonardo Crivelli, il appelle spécialement l'attention de son subordonné sur les hommes qui cherchent à connaître plus de choses qu'il n'est bon d'en savoir, et qui nourrissent, à l'égard du Saint-Siège, des pensées mauvaises; l'inquisiteur punira ces coupables en usant largement de la torture, de l'incarcération et des autres pénalités et versera à la Chambre apostolique le produit des confiscations opérées contre eux, quelle que soit leur position ou leur dignité. Pourtant, les débats sur des points de philosophie averroïstique étaient le plaisir favori des philosophes à demi-païens qui remplissaient la cour de Léon; ces hommes pensaient qu'il suffisait, pour se garder contre les coups de l'Inquisition, de présenter à la fois la thèse et l'antithèse, de déclarer les questions insolubles à la raison humaine et de conclure par une hypocrite soumission à l'Église. Tels étaient les artifices employés par Pomponazio (1443-1525); grâce à lui, l'Averroïsme devint plus populaire encore, bien que le philosophe tournât Averroès en ridicule et s'intitulât l'*Alexandrin*, du nom d'Alexandre d'Aphrodisias, commentateur d'Aristote, auquel Averroès avait fait de nombreux emprunts. Ce fut Pomponazio qui inventa ce dilemme : « Si les trois religions sont fausses, tous les hommes se trompent; si une seule est vraie, la plupart des hommes se trompent ». Il soutenait ceci : « S'il y a une volonté supérieure à la mienne, pourquoi serais-je responsable de mes faits et gestes? Or, il existe une volonté, un ordre

supérieur : donc il faut que tout ce qui arrive soit conforme à une cause préétablie : que j'agisse bien ou mal, il n'y a ni mérite ni péché ». Dans son traité *De Incantationibus*, il ruinait, par ses arguments, la croyance au miracle. Les os d'un chien opéreraient des cures tout aussi facilement que les reliques d'un saint, si l'imagination du malade entretenait une foi égale en l'efficacité de ces os. De plus, comme Pierre d'Abano, il soutenait que tout est soumis à l'ordre de la nature ; les évolutions des empires et des religions suivent le cours des astres ; les thaumaturges sont simplement d'habiles naturalistes qui prévoient les influences occultes en action et profitent de l'intermittence des lois naturelles pour fonder des religions nouvelles ; quand les influences occultes cessent de se faire sentir, les miracles cessent, les religions déclinent et l'incrédulité triomphe, si de nouvelles conjonctions planétaires ne provoquent pas l'apparition de nouveaux miracles et de nouveaux thaumaturges. De telles doctrines étaient plus détestables que tout ce que Cecco d'Ascoli avait payé de sa vie. Mais Pomponazio évita un destin pareil en exceptant prudemment de ses spéculations la foi chrétienne (1).

En fait, le seul ouvrage qui lui valut de sérieux ennuis fut son traité *De Immortalitate Animæ*, composé après la dénonciation de Latran, en 1316, livre qui, dit Prierias, aurait plutôt mérité d'être intitulé *De Mortalitate*. Il est vrai que, dans ce traité, Pomponazio rejette la théorie averroïstique de l'intel-

(1) Concil. Lateran. V. Sess. viii. (Harduin. IX. 4719). — Ripoll IV. 373. — Renan, p. 53, 363. — P. Pomponatii *Tract. de Immort. Animæ* c. xiv. — Cantù, I. 479-81. — Bayle, s. v. *Pomponace*, note D.

L'artifice grâce auquel les philosophes échappaient à la responsabilité de leurs spéculations, apparaît dans la conclusion du traité d'Agostino Nifo, *De Cœlo et Mundo*, écrit en 1514 : « In qua omnibus pateat me omnia esse locutum ut philosophum : quæ vero viderentur Sanctæ Romanæ Ecclesiæ dissorare illico vericamus, asserentes ex incuria nostra proficisci non autem a malitia, quare nosti has interpretationes omnes et quasconque alias in quibusve libris editis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ submittimus ».

De même, Marsile Ficin déclare : « Nos autem in omnibus quæ scribimus eatenus affirmari a nobis aliisque volumus quatenus Christianorum theologorum concilio videatur ». — *De Immort. animæ*, lib. xiii, c. 5.

Pomponazio conclut son traité sur l'immortalité de l'âme par des réserves identiques : « Hæc itaque sunt quæ mihi in hac materia dicenda videntur. Som er tamen in hoc et in aliis subjiciendo sedi Apostolicæ ». — *De Immort. Animæ* c. xv.

ligence universelle comme indigne de réfutation, en raison de la sottise extrême et incompréhensible qui l'a inspirée ; mais après avoir produit divers arguments pour et contre l'immortalité, avec une tendance évidente vers la négative, il se résume en déclarant que ce problème est « neutre », comme la question de l'éternité de la terre ; il n'y a pas de raisons naturelles prouvant que l'âme soit immortelle ou mortelle, mais Dieu et l'Écriture affirment l'immortalité ; il faut donc tenir pour fausses les raisons qui prouvent la mortalité. Il cherche manifestement à faire entendre que l'immortalité est une question de foi et non de raison ; il va même jusqu'à attribuer aux fraudes de prêtres corrompus la croyance populaire aux âmes errantes et aux fantômes, dont, dit-il, les exemples n'étaient pas rares de son temps. Le voile transparent qu'il jetait ainsi sur son impiété ne sauva pas le livre à Venise ; le patriarche brûla publiquement l'œuvre et écrivit au cardinal Bembo d'en obtenir la condamnation à Rome. Bembo lut le traité et en fut charmé, le déclara conforme à la foi et le donna au maître du Sacré-Palais, qui fut de même avis. Pourtant, le successeur de ce fonctionnaire, Prierias, fut moins indulgent. Dans son traité sur les sorcières (1521), il déclare que l'exemple donné par les Vénitiens devrait être suivi en tous lieux ; d'autre part, le soin avec lequel il accumule les arguments pour prouver que l'âme est immortelle et que les âmes des bêtes brutes diffèrent de l'âme humaine, montre quelle popularité avaient alors les opinions irréligieuses et avec quelle indépendance on discutait ces questions. C'est de qu'atteste, d'autre part, la confession d'Eugenio Tarralba devant l'Inquisition espagnole, en 1528 : Tarralba affirma qu'étant jeune il avait fait ses études à Rome, et que, là, ses trois maîtres, Mariana, Avanselo et Maguera, professaient unanimement que l'âme est mortelle ; le jeune étudiant était incapable de réfuter leurs arguments (1).

(1) P. Pomponatii *Tract. de Immort. Animæ*, c. iv, viii, xiv, xvi. — Prierias, *de Strigimagar*. Lib. 1, c. iv, v. — Llorente, *Hist. de l'Inq. d'Espagne*, ch. xv. Art. ii, n° 4.

577

Les assertions de Pomponazio ne restèrent pas sans réplique. Agostino Nifo, professeur à Padoue, avait, en 1492, dans son traité *De Intellectu et De monibus*, défendu la théorie averroïste de l'unité de l'intelligence, en affirmant qu'une pensée unique remplit l'univers et transforme à son gré toutes choses. Il avait eu déjà des ennuis du fait des Dominicains, et cette œuvre nouvelle donnait l'avantage à ses adversaires; la situation se serait aggravée pour lui, si Pietro Barozzi, le savant évêque de Padoue, ne l'avait sauvé et ne l'avait amené à modifier sa doctrine. En dépit de sa philosophie, Nifo était un adroit courtisan et devint un des favoris de Léon X, qui le créa Comte du Palais et le paya pour démontrer, contre Pomponazio, qu'Aristote affirmait l'immortalité de l'âme. Il devint l'interprète reçu d'Averroès par toute l'Italie, et son Averroïsme mitigé continua à être professé à Padoue pendant le reste du siècle (1).

Il était impossible que les ministres de l'Église échappassent à la contagion de cette incrédulité en vogue, bien que, dans leur égoïsme mondain, ils se souciaient médiocrement des théories de l'Averroïsme. Savonarole, dans ses sermons sur Ezéchiel, durant le Carême de 1497, montre les prêtres de l'époque tuant les âmes de leurs ouailles par leurs mauvais exemples; leur culte consiste, dit-il, à passer la nuit auprès des prostituées et, le jour, à chanter dans le chœur; l'autel est leur boutique; ils affirment publiquement que le monde est mené par le hasard, non par la Providence divine, et que le Christ n'est pas présent dans l'hostie (2). Aussi n'était-il pas surprenant que ces spéculations philosophiques, réduisant virtuellement au néant le Christianisme, fussent le seul refuge de la portion éclairée de la société laïque, des gens qui, ayant conscience des vices de la religion dominante, ne pouvaient, sous l'œil vigilant de l'Inquisition, chercher un remède hors de l'indifférentisme ou de l'athéisme pratique, et qui, aspirant désespérément à quelque chose de mieux que la situation

(1) Renan, p. 367-72. — Cantù, I. 153.

(2) Villari, *Frà Girolamo Savonarola*, Ed. 1857, T. II, p. 3.

présente, étaient pourtant incapables de dégager les principes essentiels du Christianisme de la théologie scolastique où ils étaient enfouis. Si la Réforme n'avait pas eu lieu, l'Europe aurait inévitablement adopté une culture athéistique ou se serait attachée à un déisme nébuleux, très proche de l'athéisme. L'Eglise n'autorisait aucune dissidence dans son sein; pourtant elle se montrait singulièrement tolérante à l'égard des aberrations de l'Humanisme à la mode. Elle persécutait les *Fraticelli*, qui osaient soutenir la pauvreté du Christ; mais elle permettait que la diffusion de l'Hellénisme païen renaissant ne rencontrât presque aucun obstacle. Parfois, quelque Dominicain zélé, empressé à défendre les doctrines inspirées du Docteur Angélique, menaçait d'inquiéter les coupables, brûlait un ou deux livres audacieux; mais l'auteur trouvait facilement des protecteurs dans les hautes sphères de l'Eglise, — des Barozzi ou des Bembo, — qui conjuraient la tempête.

578

La Réforme réalisa un double objet en tenant en échec cette tendance à de dangereuses spéculations. Elle rompit les lignes compactes de la rigide théologie scolastique et ouvrit aux intelligences actives un vaste champ de discussion, sans sortir des limites de la foi chrétienne. Aux attaques de Luther, de Mélanchton et de Calvin, il fallut opposer non la dialectique des écoles, mais un ordre d'arguments plus libres et d'une portée plus haute. Les débats usés sur Aristote, Alexandre et Averroès, sur le Nominalisme et le Réalisme, firent place à de nouveaux systèmes d'exégèse sacrée, à une recherche ardente de la place assignée à l'homme dans l'univers et de ses rapports avec son prochain et avec Dieu. Puis la Contre-Réforme fit éclater un zèle qui repoussa les subtilités philosophiques aboutissant à des spéculations hostiles à la foi reçue. Servet et Giordano Bruno appartiennent à une période postérieure à celle qui fait l'objet de notre étude actuelle, mais leur destin montre combien Protestants et Catholiques, dans la lutte farouche où ils apportaient une ardeur si intraitable, étaient

(2) Renan, p. 367-72. — Cantu, I. 183

peu disposés à prêter l'oreille aux discussions philosophiques sur des articles de foi.

Avant de passer à un autre ordre de faits, il convient de revenir sur ce curieux épisode que constitue la carrière de Raymond Lulle, le *Docteur Illuminé*. Le P. Feyjoo dit avec raison : « Raymond Lulle, de quelque côté qu'on l'envisage, est un personnage très énigmatique. Certains font de lui un saint, d'autres un hérétique; pour les uns, c'est un savant homme, pour d'autres, un ignorant; certains le tiennent pour un illuminé, d'autres pour un halluciné; certains lui attribuent la connaissance de la transmutation des métaux, d'autres lui contestent cette science; enfin, les uns font l'éloge de son *Ars Magna*, d'autres la déprécient (1). »

Cet homme singulier naquit à Palma, capitale de Majorque, le 25 janvier 1235. Issu d'une famille noble, il fut élevé à la cour royale, où il parvint au poste de sénéchal. Il se maria et eut des enfants, mais mena une existence joyeuse et dissolue jusqu'au jour où, comme Pierre Waldo et Jacopone de Todi, il fut soudain converti par une épreuve qui lui montra la vanité de l'existence humaine. Éperdument épris de Léonor del Castello, il eut l'audace de poursuivre cette femme, à cheval, jusque dans l'église de Sainte-Eulalie, où il troubla l'office dominical, au grand scandale du prêtre et des fidèles. Pour se débarrasser de cette cour importune, Léonor, avec l'assentiment de son mari, montra son sein rongé par un horrible cancer. Ce coup imprima si profondément en Raymond la conviction du néant des choses humaines qu'il renonça au monde et distribua sa fortune en aumônes, après avoir disposé de certaines sommes en faveur de sa famille. L'ardeur indomptable qui l'avait porté à l'extravagance dans les plaisirs, le soutint jusqu'au bout dans sa vocation nouvelle. Depuis lors, il consacra sa vie à la délivrance du Saint-Sépulcre, à la conversion des Juifs et des Sarrasins, à l'élaboration d'une doctrine qui devait démon-

(1) *Cartas* de D. Fr. Feyjoo, Carta xxii (T. I. p. 180)

trer rationnellement la vérité de la foi chrétienne et ruiner ainsi l'Averroïsme, qu'il reconnaissait comme le plus dangereux ennemi du Christianisme (1).

Pendant plus de dix années, il se prépara à cette nouvelle carrière. On dit qu'il alla en pèlerinage à Compostelle, en 1266, et qu'il se retira sur le Monte de Randa, près de Palma, en 1275. Il était illettré au point d'ignorer même le latin, clef du savoir de l'époque. Il étudia cette langue, ainsi que l'arabe, sous la direction d'un esclave sarrasin acheté à cet effet; le labeur acharné d'un esprit infatigable explique l'énorme savoir qu'il déploya par la suite, érudition si merveilleuse qu'aux yeux des disciples, elle parut être le résultat d'une inspiration divine. Dans sa retraite du Monte de Randa, où il conçut son *Ars Universalis*, il eut, dit-on, de fréquentes visions du Christ et de la Vierge, et ces apparitions illuminèrent son esprit; le lentisque sous lequel il avait coutume d'écrire attestait le miracle, car ses feuilles portaient des caractères latins, grecs, chaldéens et arabes. L'arbre continua à produire de semblables feuilles. Au xviii^e siècle, Vincente Mut se porta garant du fait et déclare qu'il en possède plusieurs. Wadding raconte que, de son temps, on les porta à Rome, où elles excitèrent un vif étonnement. Quand l'œuvre fut achevée, un ange, déguisé en berger, vint à diverses reprises baiser le livre et prédit que ce serait une arme invincible pour la défense de la foi (2).

Sortant de sa retraite, Lulle mena, pendant quarante ans, une existence errante, donnant partout l'exemple d'une débordante activité; tantôt, il excitait papes et rois à reprendre les croisades ou à fonder des collèges de langues orientales pour seconder l'effort des missions; tantôt, il publiait volume sur volume avec une incroyable fécondité; tantôt, il discutait et professait contre l'Averroïsme à Montpellier, à Paris ou

580

(1) *Historia General de Mallorca*, III 40-2 (Palma, 1841). — Pelayo, *Heterodoxos Españoles*, I, 514-15. — Nic. Anton. *Bibl. Hispan.* Lib. ix, c. iii, n° 73.

(2) Mariana, *Hist. de España*, Lib. xv, c. 4. — *Hist. Gen. de Mallorca*, I, 601; III, 44-6. — Nic. Anton. *l. c.* n° 74. — Wadding. ann. 1275, n° 12.

ailleurs; tantôt encore, il s'aventurait parmi les Infidèles pour répandre chez eux les lumières du Christianisme. Dans chacune de ces tâches, il déployait une ardeur qui aurait suffi à épuiser les forces d'un homme ordinaire. En 1311, tandis qu'il se rendait au concile de Vienne, comme il nourrissait des projets divers, fondation d'écoles de langues orientales, fusion de tous les Ordres militaires en un seul, guerre sainte contre les Infidèles, extermination de l'Averroïsme, enseignement de son art dans toutes les universités, il résuma ainsi sa vie : « J'étais marié et père de famille, assez riche, mondain et licencieux. Pour l'honneur de Dieu, pour le bien public et pour l'avancement de la foi, j'abandonnai tout. J'ai étudié l'arabe et suis souvent allé parmi les Sarrasins, prêcher à ces mécréants qui m'ont brutalisé et emprisonné. Pendant quarante-cinq ans, j'ai travaillé à exciter les chefs de l'Eglise et les princes de la Chrétienté en faveur du bien public. Aujourd'hui, je suis vieux, je suis pauvre, et je conserve toujours le même dessein auquel, avec l'aide de Dieu, je m'attacherai jusqu'à ma mort. » A Vienne, son succès se borna à obtenir un décret fondant des écoles d'hébreu, d'arabe et de chaldéen à la cour papale et dans les universités de Paris, Oxford, Bologne et Salamanque. De là, il se rendit, pour la seconde fois, en Alger, et, à Bougie, opéra nombre de conversions, jusqu'à ce qu'il fût jeté en prison et privé de nourriture; puis il fut relâché et reçut l'ordre de quitter le pays. Mais il continua à faire des prosélytes. Avec une singulière longanimité, les Maures se contentèrent de le mettre à bord d'un navire en partance pour Gênes, en lui intimant défense de revenir. Il fit naufrage en vue de la côte, se sauva à la nage, mais perdit ses livres. Résolu à conquérir la gloire du martyr, il s'embarqua de nouveau, à Palma, pour Bougie, en août 1314. Bientôt découvert, il fut jeté en prison, battu et affamé; mais, dans sa prison, il continua à évangéliser ses compagnons de captivité; à la fin, les Maures, voyant qu'on ne pouvait le dompter, le tirèrent de prison et le lapidèrent le 30 juin 1315. Des marchands gènois qui mettaient à la voile portèrent le martyr, respirant encore, à bord

de leur navire et partirent pour Gênes ; mais, à leur grande surprise, ils se trouvèrent à l'entrée du port de Palma. Reconnaisant la volonté du Ciel, ils débarquèrent le corps de Lulle. Immédiatement, les miracles éclatèrent et le culte du martyr prit naissance. En 1448, une superbe chapelle fut érigée en son honneur dans l'église des Franciscains, qui l'avaient compté au nombre des Tertiaires de leur Ordre ; une autre chapelle lui fut dédiée au commencement du xvi^e siècle. En 1487, ses restes furent recueillis dans une urne d'albâtre magnifiquement sculptée, qui fût placée dans une niche, au mur de l'église, au-dessus d'un monument funéraire richement travaillé ; les reliques du martyr y sont encore conservées aujourd'hui (1).

Le dévouement de cette noble et infatigable intelligence n'eut pas, sur le moment, de résultats bien effectifs. L'Averroïsme continua à se fortifier ; les princes chrétiens ne se laissèrent pas amener à entreprendre une nouvelle croisade ; la conversion des Juifs et des Infidèles ne fit aucun progrès. La seule récompense de travaux si ardents et si longs fut l'établissement d'écoles orientales à Majorque et en Sicile et l'ordre, donné par le concile de Vienne, de fonder d'autres institutions identiques. Pourtant, la prodigieuse fécondité littéraire de Lulle laissa une quantité d'écrits destinés à exercer une influence considérable sur les générations suivantes. Juan Llobet, qui, au milieu du xv^e siècle, enseignait l'Art de Lulle à l'Université de Palma, avait lu cinq cents livres du maître ; certains affirment que le nombre total de ses œuvres atteignait un millier, d'autres trois mille. Beaucoup furent perdues, beaucoup lui furent attribuées faussement, et la bibliographie qui le concerne est d'une confusion désespérante. Pourtant, Nicolas Antonio, après un choix scrupuleux, donne les titres de trois cent vingt et un livres, dont on peut sans crainte affirmer l'authenticité. Parmi ces livres, soixante et un sont consacrés à l'art d'apprendre et à des sujets généraux, quatre à la

(1) Wadding, ann. 1293, n° 3 ; ann. 1315, n° 2, 5. — C. 4 Clement v. 4. — Nic. Anton. l. c. n° 76. — Hist. Gen. de Mallorca, II. 1058-9, 1063 ; III. 64-5, 72.

grammaire et à la rhétorique, quinze à la logique, vingt et un à la philosophie, cinq à la métaphysique, treize à diverses sciences, — astrologie, géométrie, politique, art stratégique, quadrature du cercle, connaissance de Dieu par la grâce, — sept à la médecine, quatre au droit, soixante-deux à la contemplation spirituelle et à d'autres questions religieuses, six à l'homilétique, treize à l'Antéchrist, à la conquête de la Terre Sainte et à d'autres sujets variés, quarante-six à des controverses contre les Sarrasins, les Juifs, les Grecs, les Averroïstes, 582 enfin, soixante-quatre à la théologie, à ses problèmes les plus abstrus et à la poésie religieuse. La grande collection de ses œuvres, éditée à Mayence de 1721 à 1742, forme dix in-folios. Son nom, comme celui de tous les illustres savants de l'époque, était volontiers placé en tête d'ouvrages d'alchimie et de magie, mais tous les écrits de ce genre sont apocryphes. Sa réputation d'alchimiste apparaît dans une tradition d'après laquelle, en Angleterre, il aurait fabriqué six millions de florins d'or et les aurait donnés au roi pour l'exciter à la croisade ; en réalité, son opinion sur l'alchimie est exprimée dans un passage de l'*Ars Magna* : « Chaque élément a ses particularités propres, de sorte qu'une espèce ne peut être muée en une autre ; c'est là ce qui désole les alchimistes et fait couler leurs larmes. » Cette même opinion se retrouve aussi nettement affirmée en d'autres endroits de ces écrits (1).

Une seule phase de cette merveilleuse production a trait au sujet qui nous occupe. Dans la solitude du Monte de Randa Lulle conçut l'*Art* auquel il a laissé son nom, méthode pour déduire et remettre en mémoire, à l'aide de diagrammes et de symboles, les plus sublimes vérités de la théologie et de la philosophie. L'*Ars Brevis* est le résumé du système ; l'*Ars Magna* l'expose avec plus de détails et édifie sur cette base une théorie de l'univers. Pour être d'un homme qui demeura

(1) Nic. Anton. *l. c.* n° 87-154. — Hist. Gen. de Mall. III. 68, 70, 96-8. — R. Lullii *Art. Mag.* P. ix. c. 51 (*Opera*, Ed. Argentorati, 1651, p. 438).

Voir dans Clémence (Vaissete, Ed. Privat, x. 379), une étude des œuvres poétiques de Lulle.

complètement illettré jusqu'à plus de trente ans, c'est là une œuvre extraordinaire, révélant une connaissance approfondie et sûre de tous les mystères du monde matériel et du monde spirituel, des pouvoirs, des attributs, des motifs et des mobiles de Dieu et de ses créatures. On comprend que les Lullistes y aient vu un produit d'inspiration divine. Il professa lui-même cet *Art* à Montpellier et à Paris, et en 1309, quarante membres de l'Université de Paris s'unirent pour le recommander chaudement comme utile et nécessaire à la défense de la foi. Dans sa patrie, l'œuvre eut une vogue considérable et prolongée. Grâce à la faveur de souverains successifs, l'*Art* fut professé dans les Universités d'Aragon et de Valence. Au milieu du xv^e siècle on fonda, à Palma, l'*Estudio Lulliano*, agrandi plus tard en *Universidad Lulliana*, où la tradition de sa doctrine s'est conservée presque jusqu'à nos jours. Le cardinal Ximenes était un grand admirateur de Lulle; Ange Politien dit qu'il doit à son Art une aptitude à discuter sur tous sujets; Jean Lefèvre d'Estaples en fait un grand éloge; nombre d'autres hommes notoires s'associèrent à ces louanges. 583 En revanche, Gerson condamna l'œuvre et en interdit l'usage à l'Université de Paris; Cornelius Agrippa et Jérôme Cardan la jugèrent mauvaise. Mariana rapporte que, de son temps, nombre de gens la tenaient pour inutile et même nuisible, tandis que d'autres la prisait très haut, comme un don du Ciel, pour remédier à l'ignorance. En 1586, l'usage du livre fut prohibé à l'Université de Valence (1).

Dans cette œuvre, comme dans beaucoup d'autres travaux, Lulle s'était proposé de prouver, par des déductions logiques, les vérités du Christianisme et les affirmations de la théologie. Nous avons vu comment l'Église comprit le danger qu'impliquait ce genre de recherches. Lulle sentait qu'il s'aventurait sur un terrain peu sûr. Aussi ne laissa-t-il échapper aucune

(1) Hist. Gen. de Mall. III. 71, 78. — Pelayo, I. 530, 535, 537, 539. — Nic. Anton. I. c. n^o 82. — Gersoni *Epist. ad. Bart. Carthos.* Ejusd. *De Errom. Doctr.* P. II, Consid. 1. — Corn. Agrippa *de Vanitate Scient.* c. 9. — Hieron. Cardan. *de Subtil. Rer.* Lib. xv. — Mariana, Lib. xv, c. 4.

occasion de déclarer que la foi est supérieure à la raison et que c'est une erreur de croire que la foi, appuyée par la raison, perde de son mérite. Vouant sa vie à la lutte contre l'Averroïsme et à la conversion des Infidèles, il savait qu'on ne pouvait propager le Christianisme que par l'argumentation, et que, pour convertir les hommes, il fallait les convaincre. Sans cet effort de persuasion, la tâche demeurerait vaine, et Lulle soutient que les païens auraient le droit de se plaindre de Dieu s'il était impossible d'imposer à leur raison la connaissance de la vérité (1). Ce fut un effort semblable que Savonarole tenta, deux siècles plus tard, dans son *Crucis Triumphus*, pour combattre l'incrédulité des derniers Averroïstes et de la Renaissance.

584 Le résultat montra les périls que dissimulait cette bonne volonté sincère. Comme la réputation de Lulle croissait et que ses disciples devenaient nombreux, l'inquisiteur d'Aragon, Nicolas Eymerich, dont nous avons eu souvent l'occasion de parler, entreprit de condamner la mémoire du maître. Peut-être se trouvait-il, parmi les Lullistes, des hommes d'un zèle indiscret. Eymerich parle d'un certain Pedro Rosell, dont les erreurs sont un curieux écho de celles des Joachites et des Olivistes : il professait que, de même que la doctrine de l'Ancien Testament émane du Père et celle du Nouveau Testament du Fils, de même la doctrine de Lulle émane du Saint-Esprit ; à l'époque de l'Antéchrist, tous les théologiens deviendront apostats, les Lullistes convertiront le monde et toute théologie autre que celle de leur maître disparaîtra. Peut-être aussi Eymerich, en tant que Dominicain, était-il disposé à attaquer un homme que les Franciscains glorifiaient comme le plus grand de leurs fils. Il doit y avoir, également, quelque vérité dans l'assertion des Lullistes, qui déclaraient qu'en défendant l'Immaculée Conception, ils avaient inspiré à Eymerich le désir de les exterminer. Quoi qu'il en soit, dans une somme d'écrits embrassant tous les détails imaginables de la doctrine ou de

(1) Pelayo, I, 519-23. — R. Lullii *Lamentat. Philosoph.*

la foi, il n'était pas difficile, pour un inquisiteur-expert, de relever des semblants d'erreurs. Un privilège royal pour l'enseignement du Lullisme, publié en 1369 par Pierre IV, montre que déjà avait surgi une opposition. En 1371, Eymerich se rendit à Avignon, où il obtint de Grégoire XI l'ordre d'examiner les écrits de Lulle. Quand Eymerich revint, le roi interdit péremptoirement la publication du mandat pontifical; mais l'indomptable inquisiteur envoya en 1374, à Grégoire, vingt des livres incriminés, et, en 1376, il eut la satisfaction de produire au grand jour une bulle déclarant que ces livres avaient été soigneusement étudiés par le cardinal d'Ostie et par vingt théologiens, et que ces censeurs y avaient trouvé deux cents (Eymerich dit cinq cents) erreurs manifestement hérétiques. Comme il était à présumer que les autres écrits de Lulle étaient entachés des mêmes erreurs, l'archevêque de Tarragone avait l'ordre de se faire livrer tous ces livres et de les envoyer à Rome, où ils seraient examinés. A ce moment, le roi Pierre s'interposa de nouveau et demanda au pape que toute poursuite eût lieu désormais à Barcelone, attendu que les œuvres de Lulle, écrites généralement en catalan, pouvaient être mieux comprises dans le pays même (1).

Eymerich triomphait momentanément : dans son *Directorium Inquisitorum*, il donna libre cours à sa haine. Il y déclara que Lulle avait appris du diable sa doctrine; mais, pour éviter le reproche de prolixité, il n'énuméra que cent erreurs, sur les cinq cents que Grégoire avait condamnées. Certaines touchent à l'illuminisme mystique, d'autres consistent simplement à présenter, de façon extravagante, des propositions courantes. Le plus grand nombre repose sur cette assertion, condamnée avec la quatre-vingt-seizième erreur, « que tous les points de foi, les sacrements, le pouvoir du pape, peuvent être prouvés et sont prouvés par raisonnement nécessaire, démonstratif et évident; » en effet, ces propositions tendent à définir logiquement les mystères de la foi, trop subtils pour admettre de sembla-

585

(1) Pelayo, I. 499, 528. — Hist. Gen. de Mall. III. 85. — D'Argentré, I. I. 256-7, 259. — Pegnæ Append. ad Eymeric. p. 67-8. — Bosarull, Documentos, VI. 360.

bles définitions. Deux ou trois propositions sont plus manifestement hérétiques ; l'une affirme que la foi peut se tromper, mais non la raison ; une autre qu'il est mal de tuer les hérétiques ; une autre que le genre humain sera sauvé en masse, sans excepter ceux des Juifs et des Sarrasins qui ne sont pas en état de péché mortel. Les Lullistes ne s'étaient pas montrés disposés à se soumettre de bonne grâce. Eymerich déclare qu'ils sont nombreux et insolents ; ils entretiennent la coupable erreur de prétendre que Grégoire s'est grossièrement trompé en condamnant leur maître, dont la doctrine, divinement révélée, l'emporterait sur toute autre, même sur celle de saint Augustin ; ils soutiennent en outre que cette doctrine n'est pas née de l'étude, mais de l'inspiration du Saint-Esprit, opérant en trente, quarante, cinquante ou soixante heures ; que les théologiens modernes ne possèdent aucune parcelle de vraie science, car, en raison de leurs péchés, Dieu a transféré tout savoir aux Lullistes, qui constitueront l'Eglise au temps de l'Antéchrist (1).

Il y avait là, évidemment, les éléments d'une nouvelle hérésie : il suffisait que ces éléments mûrissent et que quelque provocation vint servir les persécuteurs, pour que l'hérésie devint formidable et tombât sous le coup des méthodes inquisitoriales. Heureusement, le roi et une grande partie de la population étaient favorables aux Lullistes ; le Grand Schisme éclata en 1378 et Pierre ne reconnut ni Urbain VI, ni Clément VII. Le royaume resta ainsi virtuellement indépendant ; les Lullistes affirmèrent hautement que la bulle de Grégoire XI avait été forgée par Eymerich et, en 1385, on entama une enquête qui aboutit au bannissement de l'inquisiteur. Eymerich eut pour successeur, à l'inquisition d'Aragon, son ennemi, Bernardo Ermengaudi, qui était tout dévoué au roi et qui se hâta de déclarer que l'on ne pouvait trouver, dans la *Philo-*

(1) Eymeric, *Direct.* p. 255-61. Pegna declare (p. 262) que dans les manuscrits d'Eymerich la liste des erreurs est plus courte que dans le texte imprimé ; cette assertion est confirmée par le P. Deville (*Archiv. für Litt.-u. K.* 1885, p. 143). Apparemment les Dominicains du xv^e siècle, en imprimant le *Directorium*, ajoutèrent des erreurs pour fortifier leur controverse contre Lulle.

sophia Amoris de Lulle, les erreurs reprochées à cette œuvre par Eymerich. Pourtant l'exil de ce dernier ne fut pas de longue durée. Il revint et reprit possession de sa charge, qu'il exerça avec une rigueur impitoyable contre les Lullistes. Par là, il excita une vive agitation. En 1391, la cité de Valence envoya le Dr Jayme de Xiva se plaindre au pape des crimes énormes commis par Eymerich et demander en grâce la révocation de l'inquisiteur. Le messager s'arrêta à Barcelone pour solliciter la coopération de cette puissante commune; le conseil de ville, après l'avoir entendu, décida que si l'intervention de Valence était générale et non spéciale, Barcelone ferait « bras et cœur commun » avec la cité sœur; de plus, on pria le pape d'ordonner à quelque prélat du royaume de faire une enquête et de décider, au nom du Saint-Siège, si les articles attribués à Lulle avaient été justement ou injustement condamnés par Eymerich (1).

L'effervescence populaire devint si vive qu'Eymerich fut de nouveau banni par Juan 1^{er} en 1393. Il acheva ses jours dans l'exil et soutint jusqu'à sa dernière heure l'énormité de l'hérésie de Lulle et l'authenticité de la bulle de Grégoire. Il déclara qu'Antonio Riera, Lulliste qui avait pris une part active au débat, était un hérétique; ce personnage avait prédit, affirmait-il, qu'avant la fin du siècle tout service divin cesserait, les églises seraient transformées en étables, les lois des Chrétiens, des Juifs et des Sarrasins seraient converties en une seule loi, sans qu'on pût dire laquelle des trois triompherait. Cependant, en 1395, le Saint-Siège accéda à la prière des Lullistes qui demandaient une enquête: le cardinal de San Sesto fut envoyé comme délégué à cet effet. On examina avec attention les registres de Grégoire pour l'année 1376, et les archivistes certifièrent qu'on n'avait pu trouver mention de la bulle en question. Pourtant la difficulté ne fut pas résolue; l'honneur de l'Ordre dominicain et de l'Inquisition était en jeu, et une seconde enquête eut lieu en 1419. Le légat pontifical, cardinal

(1) D'Argentré, l. t. 258, 260. — Hist. Gen. de Mall. III. 82-4. — Pelayo, l. 784-7.

Alamanni, délégua Bernardo, évêque de Città di Castello, pour examiner définitivement l'affaire. La décision du prélat déclarait que la bulle était évidemment fausse et que toute mesure fondée sur l'autorité de ce faux était nulle et non avenue ; mais l'évêque n'exprima pas d'opinion sur les écrits de Lulle, laissant au Saint-Siège le soin de les juger. Depuis lors, l'authenticité de la bulle reste une question chaudement débattue. Le P. Brémond la publie comme authentique et déclare qu'après examen impartial il est convaincu de son authenticité ; il dit que l'original est conservé aux archives de Girone et il cite Bzovius pour prouver que les Lullistes eux-mêmes admettent la présence de ce document dans les archives de Barcelone, de Tarragone et de Valence ; les évêques de ces sièges n'auraient pas accepté ce dépôt, si la pièce avait été un faux. Mais Bzovius était un Dominicain ; il avait prouvé son hostilité en stigmatisant Lulle des noms de fourbe et de vagabond. Le fait certain est que, dans le long et ardent débat qui s'engagea en cour papale au sujet de l'orthodoxie de Lulle, les Dominicains, bien qu'ils eussent pour eux la faveur des divers papes, ne purent jamais produire l'original, ni fournir la preuve de l'authenticité du bref (1).

En Aragon, on considéra la décision de 1419 comme concluante. Des lettres royales en faveur du Lullisme furent lancées par Alphonse I^{er} en 1415 et 1449, par Ferdinand le Catholique en 1483 et 1503, par Charles-Quint en 1526, par Philippe II en 1597. Ce dernier souverain manifesta, d'ailleurs, un goût tout particulier pour les livres de Lulle, dont il emportait habi-

(1) Hist. Gen. de Mall. III. 59, 83-6. — Pelayo, I. 498, 787-8. — D'Argentré, I. 259-61. — Nic. Anton, I. c. n° 78. — Ripoll II. 290.

Le F. Villanueva (*Viage Literario*, XIV. 23) affirme que la bulle est authentique, attendu qu'il l'a vue, de ses yeux, dûment insérée dans les registres de Girone, comme reçue le 29 juillet 1388. Comme la bulle est datée du 25 janvier 1376, le fait ne prouve rien, si ce n'est qu'Exmerich, à son retour d'exil, envoya, douze ans après la date de la prétendue publication, des exemplaires aux divers évêques de son district. Villanueva mentionne, d'ailleurs, que l'évêque de Girone refusa prudemment de la publier en raison du long retard intervenu.

Le P. Denifle, Dominicain, a récemment étudié à nouveau la question sans l'éclaircir : il note seulement que l'absence de mention de la bulle sur les registres pontificaux n'implique pas absolument la fausseté de ce document. — *Archiv für Litt. u. Kirchengeschichte*, IV. 352.

tuellement certains volumes dans ses déplacements, pour les lire en chemin ; dans la bibliothèque de l'Escorial, on trouva nombre d'exemplaires annotés de la main même du roi. Cette haute faveur ne fut pas sans importance dans la curieuse controverse qui s'engagea bientôt. Le nom de Lulle s'était glissé dans les catalogues reçus d'hérétiques, et on le trouve encore en 1608 dans la liste publiée par le docteur en Sorbonne Gabriel du Préau. Paul IV le plaça, en 1559, dans le premier *Index Expurgatorius* pontifical. Cette mesure blessa vivement les Catalans ; l'évêque Jayme Cassador protesta contre cette flétrissure auprès du conseil suprême de l'Inquisition et le nom ne figura pas dans l'Index espagnol de 1559. Au concile de Trente, le Dr Juan Villeta, agissant au nom de l'Espagne, présenta une pétition en faveur de Lulle ; la requête fut examinée en congrégation le 1^{er} septembre 1563, et on rendit à l'unanimité une décision confirmant toutes les condamnations portées contre Eymerich pour faux, et ordonnant que l'Index de Paul IV fût expurgé de tout ce qui concernait Lulle. Ce fut là une détermination secrète du concile, qui ne parut pas dans les décisions rendues publiques. L'affaire fut close momentanément ; mais le débat se rouvrit en 1578, quand Francisco Pegna réimprima le livre d'Eymerich, avec la sanction spéciale de Grégoire XIII, remettant au jour la bulle de Grégoire XI et les erreurs condamnées dans les écrits de Lulle. Grégoire XIII ordonna à Pegna de rechercher dans les registres de la curie la bulle contestée. Les registres de Rome étaient incomplets ; on fit venir d'Avignon les parties qui manquaient ; mais l'enquête la plus diligente ne fit pas découvrir le document tant désiré ; il est vrai qu'on alléguait l'impossibilité de retrouver deux volumes de l'année 1386. La bataille était désormais engagée entre les partisans d'Eymerich et ceux de Lulle. En 1583, la Congrégation de l'Index décida de placer Lulle au nombre des écrivains dont la lecture est interdite ; mais, une fois de plus, l'influence espagnole fut assez forte pour empêcher l'exécution de cette décision. Sous Sixte V, un nouvel effort fut tenté ; mais Juan Arce de Herrera, au nom

de Philippe II, présenta à la Congrégation de l'Index une *Apologia*, et le danger fut encore conjuré. Tandis qu'on préparait l'Index de Clément VIII, la question fut de nouveau soulevée, le 3 juin 1594, et abandonnée par égard pour l'Espagne ; à la requête de l'ambassadeur d'Espagne, le pape fut prié d'ordonner l'envoi à Rome d'une collection complète des œuvres de Lulle, afin qu'un examen définitif résolût le débat : mais on n'en fit rien et, en mars 1595, on annonça que le nom de Lulle était exclu de l'Index.

En 1611, Philippe III fit revivre la controverse en demandant à Paul V la canonisation de Lulle et l'expurgation du *Directorium* d'Eymerich, — requête qui fut présentée à nouveau par Philippe IV. Après une controverse confuse, on décida que certains articles admis comme extraits des œuvres de Lulle étaient dangereux, audacieux et teintés d'hérésie, et que d'autres étaient manifestement erronés et hérétiques. Dans une séance tenue le 29 août 1619, sous la présidence du pape lui-même, on résolut d'envoyer cette censure au nonce d'Espagne, avec l'ordre d'informer le roi et les inquisiteurs de l'interdit lancé contre les livres de Lulle. Puis vint un appel émanant du royaume de Majorque, demandant qu'il fût permis de corriger les livres ; Paul répondit, le 6 août 1620, en imposant silence aux appelants. Le 30 août, le cardinal Bellarmin dressa pour l'Inquisition un rapport final, concluant que la doctrine de Lulle était interdite jusqu'à correction, ajoutant qu'à son avis la correction était impossible et opinant pour que la condamnation fût conçue en termes de nature à en atténuer la rigueur. Ainsi Lulle fut flétri comme hérétique par le Saint-Siège, mais, par égard pour la cour d'Espagne, la sentence ne fut jamais publiée officiellement. Le public supposa que l'affaire restait en suspens et on continua sans interruption à vénérer Lulle comme un saint. Sur la couverture d'une édition de son *Arbor Scientiae*, publié en 1635, l'éditeur n'ose pas se risquer à l'appeler saint, mais affirme qu'il était inspiré divinement : il l'appelle *venerabilis et cœlitus illuminatus pater*. Raynald, écrivant en 1638, déclare que la question est encore *sub judice*. Vers la même époque, certains Jésuites

prirent sa cause en mains contre les Dominicains, et, en 1662, parut à Paris une traduction de son *Triomphe de l'Amour* où l'auteur est qualifié de « Saint Raymond Lully, Martyr et Hermite ». La fureur des Dominicains s'enflamma; on fit appel à la Congrégation des Rites, qui répondit que Lulle figurait au martyrologe franciscain, à la date du 20 mars, mais qu'il ne fallait pas le qualifier de saint, et qu'il convenait d'examiner attentivement ses œuvres pour les interdire s'il y avait lieu, — recommandation qui ne fut jamais mise en pratique. Pourtant l'Inquisition condamna, en 1690, un livre publié à Palma, en 1688, par le Dr Pedro Bennazar, à la gloire de Lulle, et l'on mit à l'Index un abrégé de la théologie de Lulle, composé en 1753 par Sébastien Kreuzer; mais on ne traita pas de même les nombreux ouvrages de controverse qui continuèrent à paraître, non plus que la grande édition de ses œuvres publiée de 1721 à 1742 et lui attribuant, sur le titre, la qualification de *Beatus*. En 1744, le savant Dr Amort l'appelle *S. Raymundus Lullus*. Benoît XIV, dans son livre *De Servorum Dei Beatificatione*, après avoir scrupuleusement pesé les autorités pour et contre, dit que les droits de Lulle à la canonisation doivent être réservés jusqu'à la décision du Saint-Siège. Cette décision était ajournée à un siècle. Ses compatriotes majorcaïns n'étaient pas disposés à accepter ce délai. Deux évêques de Majorque, Lorenzo Despuig, en 1763, et Juan Diaz de la Guerra, en 1777, provoquèrent une si tumultueuse opposition en soutenant l'authenticité de la bulle de Grégoire XI qu'il fut nécessaire de les transférer à des sièges continentaux. Les troubles persistèrent et furent la principale préoccupation de l'évêque Bernardo Nadal y Crespi, qui obtint l'épiscopat en 1794; cependant Villanueva, qui écrivit en 1814, dit que le prélat avait réussi, dans une certaine mesure, à calmer l'agitation.

Le triomphe du martyr, si longtemps différé, devait venir enfin. En 1847, Pie IX approuva la célébration d'un office de « saint Raymond Lulle » à Majorque, où le martyr avait été vénéré de temps immémorial; le formulaire de l'office rappelait que Lulle avait été pénétré de la sagesse divine, au point de deve-

nir capable, après avoir été complètement illettré, de discourir excellemment sur les choses divines. De plus, en 1858, Pie IX autorisa tout l'Ordre Franciscain à célébrer la fête de Lulle le 27 novembre. Pourtant, les Dominicains n'avaient pas oublié leur vieille rancune ; en 1857, un journal qui paraissait à Rome avec l'approbation du maître du Sacré Palais publia une argumentation tendant à prouver que la fameuse bulle de Grégoire XI était toujours en vigueur et que, par suite, les livres de Lulle étaient interdits, bien que ne figurant pas à l'Index. Cette affaire, comme celle de Savonarole, atteste combien était douteuse la ligne de démarcation entre l'hérésie et la sainteté (1).

- 590 L'exemple de Raymond Lulle montre quels pièges étaient semés sur la route des hommes qui s'aventuraient dans les périlleux sentiers de la théologie. Cette science prétendait connaître et définir tous les secrets de l'univers, et pourtant elle s'accroissait constamment de toutes les théories, de toutes les déductions tirées de données déjà établies, qu'élaboraient d'ingénieux et audacieux penseurs. Ces penseurs étaient condamnés en foule ; les annales d'un centre intellectuel comme l'Université de Paris sont pleines de sentences portées contre de nouveaux points de doctrine et contre les malheureux auteurs de ces innovations. Parfois surgissait, cependant, quelque dogme nouveau, qui était vivement débattu, qui ne se laissait pas écraser et qui triomphait après une lutte plus ou moins prolongée, pour prendre place alors au nombre des vérités éter-

(1) Hist. Gen. de Mall. III. 65-6, 92, 94-5. — Gabrieli Prateoli *Elenchus Hæret.* Colon. 1608, p. 423. — D'argentré, l. i. 259, 261. — Reusch. *Der Index der verbottenen Bücher*, l. 27-33. — Amort. *de Revelationibus*, P. II. p. 224. — Bevedict. PP. XIV. *De servorum Dei Beatif.* Lib. I. c. xl. § 4. — Raynald. ann. 1372 n° 35. — Villanueva, *Viage Literario*, T. xii, p. 15-60.

En 1533, Arnaldo Albertino, inquisiteur de Valence, se plaint amèrement de l'injustice avec laquelle on classait parmi les hérétiques un homme tel que Lulle, inspiré de Dieu et digne plutôt d'être vénéré comme un saint. — Albertini *Repetitio nova*, Valentia. 1534, col. 4 6.

La publication d'une édition complète et critique des œuvres de Lulle a été commencée récemment, à Padoue, par D. Jérôn. Roselló, sous le patronage de l'archiduc Louis Salvator d'Autriche.

nelles à l'égard desquelles le doute devenait crime d'hérésie. Cette curieuse évolution du dogme dans une Église qui se prétend infaillible est trop instructive pour que nous ne l'éclairions pas par un ou deux exemples.

Une question qui pourrait paraître inaccessible à l'intelligence limitée des hommes est celle-ci : les âmes des bienheureux sont-elles transportées au ciel et jouissent-elles immédiatement de l'ineffable bénédiction de contempler l'Essence Divine, ou bien doivent-elles attendre la Résurrection et le Jour du Jugement ? Cette question, d'ailleurs, n'était pas purement théorique ; elle avait même un aspect très pratique, car, étant donné l'anthropomorphisme de la foi à cette époque, on avait le droit de penser que l'efficacité de l'intercession des saints dépendait de leur admission auprès de Dieu ; les gardiens des diverses chasses contenant de glorieuses reliques voyaient leurs revenus attachés à la croyance populaire que le saint était capable de plaider personnellement pour faire exaucer les prières de ses clients.

On n'arriva à la solution désirée que pas à pas. Le sujet n'avait pas échappé à l'attention des premiers Pères de l'Église, et saint Augustin affirme que l'âme ne peut pleinement jouir de la Vision de Dieu qu'après l'incarnation dans le corps ressuscité. Parmi les erreurs condamnées en 1243 par Guillaume d'Auvergne et l'Université de Paris se trouvaient deux propositions, dont l'une soutenait que ni les anges, ni les âmes béatifiées ne voient ni ne verront l'Essence divine ; l'autre proposition déclarait que, tandis que les anges habitent les hauteurs de l'empyrée, les âmes humaines, même celle de la Vierge, n'auront jamais accès au-delà du ciel aqueux. L'évêque et l'Université firent preuve de réserve dans la décision relative à la Vision Divine, se contentant d'affirmer que les âmes humaines et les anges jouiraient de cette contemplation dans l'avenir, non dans le présent ; mais ils n'hésitèrent pas à déclarer que tous, anges et âmes humaines, habitaient la même région du ciel. Thomas d'Aquin discute cette question avec une abondance qui en montre à la fois l'importance et la difficulté ; mais son audace se borne à établir que

les Bienheureux, après la résurrection, verront Dieu face à face. N'oublions pas que l'attente de l'apparition prochaine de l'Antéchrist et de la seconde venue du Christ fut une opinion dominante parmi des générations successives; cette conception rendait moins grave la détermination exacte de l'époque à laquelle se réaliserait la Vision Béatifique; d'autre part, le développement de la théologie mystique tendait à créer des relations de plus en plus intimes entre l'âme et le Créateur. Bonaventure n'hésite pas à déclarer, comme un fait acquis, que les âmes des justes verront Dieu, et il affirme que certaines sont déjà au ciel, tandis que d'autres attendent avec confiance, dans la tombe, le moment fixé pour leur ascension. La dernière étape fut franchie peu après, semble-t-il, par le célèbre théologien dominicain, maître Dietrich de Fribourg, lequel écrivit un traité pour prouver que les Bienheureux sont immédiatement admis à la Vision Béatifique: le fait lui a été révélé, dit-il, par une de ses pénitentes, qui, sur l'ordre de Dieu, décidé à lever les doutes du moine, apparut à celui-ci dix jours après sa mort et lui assura qu'elle jouissait de la contemplation de la Trinité (1).

Pourtant, la doctrine n'était pas formellement acceptée par l'Église, et les tendances mystiques de l'époque rendaient dangereux un trop rapide progrès dans cette voie. L'Illuminisme des *Frères du Libre Esprit* était un mal contagieux et, en 1312, le concile de Vienne recula devant la nécessité de formuler une opinion à ce sujet, se contentant de condamner comme erreur la doctrine des Béghards, d'après laquelle il n'est pas nécessaire que l'homme soit illuminé de gloire pour s'élever à la vision de Dieu. Condamner cette doctrine, c'était d'ailleurs admettre, comme conséquence logique, que l'illumination de gloire permettait aux âmes de jouir de la Vision Béatifique. Quand et comment se propagea le dogme affirmant

(1) S. Augustin, *De Genesi ad litteram*, Lib. xii, c. 35, 36, *De Civ. Dei*, Lib. xxii, c. 29. Cf. *De Doctr. Christ.* Lib. i, c. 31; *Epist.* cxviii, § 44; clxix, § 3 (Ed. Benedict). — Matt. Paris ann. 1243 (p. 415). — Th. Aquinat. *Sum. Suppl.* Q. xcii. — S. Bonavent. *Breviloq.* vii, 5, 7; *Centiloq.* iii, 20. *Pharetræ* iv, 50. — W. Preger, *Zeitschrift für die histor. Theol.* 1869, p. 41-2.

que les âmes des justes sont admises immédiatement en présence de Dieu, on ne le sait; mais cette croyance paraît avoir été généralement acceptée sans qu'elle eût reçu l'approbation formelle du Saint-Siège. En 1317, le célèbre canoniste Astesanus dit que les saints, durant leur vie et dans le Purgatoire, ne jouissent pas de la contemplation du Verbe, ce qui implique qu'ils s'y élèvent au sortir du Purgatoire. En octobre 1326, Jean XXII reconnut une hérésie, qu'il convenait d'extirper parmi les Grecs, dans le fait de croire que les saints n'entreront pas au Paradis avant le Jour du Jugement; mais, peu après, il changea d'opinion : son orgueilleuse confiance en son savoir théologique et en son érudition ne lui laissa pas de repos tant qu'il n'eut pas contraint la Chrétienté à changer d'avis en même temps que lui. Il exprima ses doutes au sujet de la vérité du nouveau dogme et manifesta l'intention de le condamner ouvertement. Son caractère rendait toute opposition périlleuse : aucun des cardinaux et des docteurs de la cour pontificale n'osa discuter ce point avec lui, jusqu'au jour où, en 1331, un Dominicain anglais, Thomas Walleys, prêchant devant le Pape, soutint audacieusement l'opinion populaire et appela la malédiction divine contre quiconque affirmait le contraire. La rage de Jean se déclina. Walleys, arrêté et jugé par l'Inquisition, fut jeté au cachot et faillit mourir de faim; mais Philippe de Valois intervint et obtint sa mise en liberté. Ayant ainsi imposé silence à ses adversaires, Jean résolut d'afficher publiquement ses opinions. Pendant l'Avent de 1331, il prononça plusieurs sermons, dans lesquels il déclarait que les saints admis au ciel n'auraient pas la vision distincte de l'Essence Divine avant la Résurrection des corps et le Jour du Jugement; jusqu'à ce moment, ils ne verraient que la nature humaine du Christ. « Je sais, disait-il, que certaines personnes murmurent en nous entendant soutenir cette opinion, mais je ne puis penser autrement » (1).

(1) C. 3, Clem. v. iii. — *Astesani Summæ de Casibus*, Lib. V. Tit. xxviii, Art. ii, Q. 1. — Ripoll II, 172. — Walding, ann. 1331, n° 5. — Paul Lang. *Chron. Citicens* (Pistor, l. 1207, 1210). — Gob. Person. *Cosmothr. Aët.* vi. c. 71. —

593

La persécution de l'hérésie avait exercé une telle influence sur l'esprit humain à cette époque, que cette déclaration de Jean fut un événement politique de la plus haute importance. Nous avons vu avec quelle insistance on s'occupa, dans la querelle entre l'Empire et la Papauté, de l'innovation de Jean touchant la doctrine reçue de la pauvreté du Christ, et comment sa résolution inébranlable avait imposé le dogme nouveau en dépit de toute opposition. Cette fois, il se faisait le défenseur des anciennes opinions de l'Église ; mais les circonstances politiques lui étaient défavorables. Non seulement Louis de Bavière consolidait l'Empire au mépris de l'humeur agressive du pape, mais la France, principal soutien des papes avignonnais, était mal disposée. Philippe de Valois était offensé du rejet des demandes excessives qu'il formulait pour remplir son vœu de croisade ; Jean s'était, de plus, aliéné le roi de France en favorisant les projets de Jean de Bohême, qui s'efforçait de s'assurer la possession des territoires impériaux d'Italie. Les deux monarques prirent d'actives mesures en vue de tirer le plus grand parti possible de l'hérésie du pape.

C'était un principe reçu que, tout comme un homme mort n'est plus un homme, un pape pris en flagrant délit d'hérésie n'était plus un pape, attendu qu'il avait, *ipso facto*, forfait sa dignité. Rien ne pouvait mieux servir les desseins de Louis de Bavière et de son cénacle de Franciscains exilés. Sur le conseil de Michele da Cesena, il entreprit de convoquer un concile national allemand : Bonagrazia rédigea les convocations en insistant sur l'hérésie papale, et le plan reçut l'approbation du cardinal Orsini et de ses confrères mécontents. Cependant, le projet n'aboutit à rien, par suite de la promptitude plus grande encore avec laquelle Philippe de Valois profita de la situation. Il chargea le célèbre Guillaume Durand, évêque de Mende, de composer un traité réfutant les opinions de Jean, et il protégea le prélat que Jean voulait frapper. Il assembla l'Université de

D'Argentré l. i. 315 199. — P. de Herenthals *Vit. Joann.* xxi, ann. 1333 (Muratori *S. R. I.* III. n. 501). — Guill. Nangiac. *Contin.* ann. 1331. — Villani, X. 226. — Chron. Glassberger ann. 1331.

Paris, qui, le 3 janvier 1333, se prononça nettement en faveur de la Vision Béatifique et adressa au pape une lettre affirmant la doctrine sans équivoque. Gérard Odo, le complaisant Général des Franciscains, fut envoyé en hâte ; chargé, en apparence, de rétablir la paix entre l'Angleterre et l'Écosse, il avait reçu l'ordre de s'arrêter à Paris et de travailler à regagner l'opinion publique. Il se risqua à prêcher en faveur des opinions rétrogrades de Jean ; mais il ne réussit qu'à déchaîner une tempête sous laquelle il dut plier ; alors, il déclara humblement que son argumentation avait la valeur d'une pure controverse et non d'une affirmation positive. Philippe prit l'attitude la plus audacieuse et la plus agressive. Il écrivit à Jean que nier la Vision Béatifique, c'était non seulement détruire la foi en l'intercession de la Vierge et des saints, mais frapper de caducité tous les pardons et toutes les indulgences émanant de l'Église ; pour lui, il était si fortement convaincu de la vérité du dogme qu'il se mettrait en mesure de brûler quiconque y contredirait, fût-ce le pape lui-même. Il n'y eut pas jusqu'à Robert de Naples qui ne s'associât aux remontrances. Si hautain et si têtue que se fût montré Jean, il ne pouvait résister seul à l'indignation de l'Europe entière : il céda. Il acheta la paix au prix de concessions politiques et écrivit à Philippe et à Robert qu'il n'avait jamais nié positivement la Vision Béatifique, qu'il avait simplement vu en ce point une question pendante, ouverte à la discussion. Mais il n'était pas au bout de ses épreuves. Tous ses plans ambitieux étaient ruinés. En Allemagne, Louis de Bavière se posait en défenseur de la foi. En France, le faible Philippe de Valois avait établi sa suprématie à Avignon. En Italie, le fils de Jean, le cardinal Bertrand, avait été contraint à la fuite et la Lombardie s'était affranchie. Il ne restait plus au malheureux vieillard qu'à se rétracter et à mourir. Il avait convoqué, pour le 2 décembre, un consistoire chargé de choisir un successeur à Louis de Bavière ; mais avant l'aube, il fut pris d'une dysenterie mortelle qui le cloua, condamné, sur son lit. Vers le soir du lendemain, il rassembla les cardinaux et les exhorta à lui choisir un digne successeur à la chaire de saint

Pierre ; ses parents le pressèrent de sauver son âme et la gloire de l'Église en renonçant à ses opinions sur la Vision Béatifique. Les secrets de cette atroce agonie n'ont jamais été révélés ; mais quand Jean eut rendu l'âme, le 5 décembre, on promulgua sous le nom du défunt une bulle dans laquelle il affirmait sa foi en la Vision Divine ; si, sur ce point ou sur d'autres, il avait entretenu des opinions contraires à celles de l'Église, il révoquait tout ce qu'il avait pu dire ou faire et se soumettait au jugement de l'Église. Si humble que fût cette déclaration, Michele da Cesena la jugea insuffisante, attendu qu'elle ne comportait pas la confession formelle et la rétractation de l'erreur ; aussi devait-on conclure que Jean était mort hérétique impénitent. Paris même ne fut pas satisfait, bien que, de ce côté, on n'allât pas aussi loin que le chef des Franciscains dissidents (1).

595 Benoît XII, qui fut élu le 20 décembre, était un zélé défenseur de la foi. Il s'était montré décidé à extirper toutes les formes d'hérésie, quand, en qualité d'évêque de Pamiers, il avait mené personnellement une inquisition épiscopale très active pour seconder les travaux de Jean de Beaune et de Bernard Gui. Un tel homme ne devait vraisemblablement pas se dissimuler la gravité de l'erreur commise par son prédécesseur, et, en fait, il se hâta de la corriger. Le 22, il invita Gérard Odo à être prudent, en lui annonçant, de façon significative, qu'il ne tolérerait aucune hérésie ; c'était là un avertissement à quiconque s'était soumis à l'impérieuse autorité de Jean. Le 2 février 1335, Benoît prononça un sermon, en prenant pour texte : « Regardez, voici venir le fiancé » ; il y affirma clairement que les saints ont la vision de l'Essence Divine. Deux jours plus tard, il cita devant le consistoire tous ceux qui avaient adhéré à l'opinion de Jean et demanda un exposé de

(1) W. Preger, *Die Politik des Papstes Johann xxii*, p. 14, 66, 69. — Alphons. de Spina *Fortalic. Fidei Lib.*, n. Consid. xii. — Vitodurani *Chron.* (Eccard. *Cor.* Hist. I, 1806-7). — Martène, *Thesaur.* I. 1383. — D'Argentré I. 1. 316-17, 319-22. — Isambert, *Anec. Loix Franç.* IV. 387. — Guillel. Nangiac *Contin. ann.* 1443. — Raynald, ann. 1334, n° 27. 37, etc. — Wadding, ann. 1334, n° 14. — Villani, XI. 19. — Baluz et Mansi, III. 350. — Grandes Chroniques, ann. 1334 (V. 97).

leurs raisons, sans doute afin de les ramener plus facilement au bercail. Un an après, le 29 janvier 1336, il tint un consistoire public dans lequel il publia définitivement que les saints jouissaient de la Vision Béatifique et décréta que quiconque soutiendrait l'opinion adverse serait puni comme hérétique. Benoit s'était acquis la réputation d'un impitoyable soutien de l'orthodoxie et d'un persécuteur des dissidents; aussi ne fut-il pas nécessaire de sacrifier des victimes pour imposer l'admission du nouvel article de foi. Le dogme fut reçu si complètement qu'il figura dans les formulaires de l'Inquisition, au nombre des points sur lesquels on interrogeait les gens soupçonnés d'hérésie. Quand, en 1439, au concile de Florence, une union nominale fut conclue avec l'Église grecque, un des articles que devait accepter l'Église schismatique déclarait que les âmes qui n'ont pas commis de péché après le baptême ou qui, après avoir péché, se sont dûment purifiées, sont admises d'emblée au ciel et jouissent de la vue de la Sainte Trinité. Ainsi l'Église avait accepté un nouveau dogme, malgré l'opposition qu'y avait faite un des plus autoritaires et des plus tenaces parmi les successeurs de saint Pierre (1).

Un exemple plus significatif encore du développement de la doctrine théologique est l'histoire du dogme de l'Immaculée Conception de la Vierge. Jusqu'au ^{xii}^e siècle, nul ne mit en doute que la Vierge eût été conçue et enfantée dans le péché. Saint Augustin dit positivement que seul le Christ naquit, vécut et mourut sans péché (2). Des docteurs, comme saint Anselme,

596

(1) Molinier, *Études sur quelques manuscrits des Bibliothèques d'Italie*, p. 116.. — Chron. Glassberger ann. 1334. — *Benedict.* xv. Vit. Tert. ann. 1335-6 (Muratori S. R. i. III. n. 539-41). — *Ejusd.* Vit. Prim. ann. 1338 (*Ibid.* p. 534). — Eymeric. p. 421. — Concil. Florent. ann. 1439, p. u *Union. Decret.* (Harduin. IX. 986).

Une remarque, faite par Aeneas Sylvius en 1453, montre que, malgré ces définitions péremptoires, certains gens crovaient encore que la gloire des saints était différée jusqu'au jour du Jugement (*Opera ined.* — *Atti della Accad. dei Lincei*, 1883, p. 567).

(2) *Solus unus est qui sine peccato natus est in similitudine carnis peccati, sine peccato vixit inter aliena peccata, sine peccato mortuus est propter nostra peccata.* — *De Peccatorum Meritis*, Lib. II. cap. xxxv.

ne rencontraient qu'une seule difficulté, consistant à expliquer comment le Christ était né sans péché d'une mère entachée de péché. Cependant, avec le développement du Marianisme, se dessina une tendance populaire à considérer la Vierge comme affranchie de toute corruption humaine, et vers le milieu du *xii^e* siècle, l'Église de Lyon se risqua à placer dans le calendrier une fête nouvelle en l'honneur de la Conception de la Vierge : on alléguait que, puisqu'on fêtait la Nativité comme sainte, la Conception, condition nécessaire de la Nativité, était sainte également et digne d'être célébrée. Saint Bernard, qui était alors le grand défenseur des vieilles idées, s'employa aussitôt à détruire cette doctrine nouvelle. Il écrivit des lettres enflammées aux chanoines de Lyon, leur montrant que leur argumentation s'appliquait également à la nativité et à la conception de tous les ancêtres de la Vierge, hommes et femmes ; il les suppliait de ne pas introduire de nouveautés dans l'Église et de s'en tenir aux Pères ; il soutenait que la seule Conception Immaculée était celle du Christ, opération du Saint-Esprit ; et il prouvait que Marie, née de l'union d'un homme et d'une femme, avait été nécessairement conçue dans le péché originel. Il admettait qu'en naissant elle fût déjà sanctifiée, ce qui justifiait la célébration de la Nativité par l'Église ; mais cette sanctification avait été opérée dans le sein de sainte Anne, tout comme le Seigneur avait dit à Jérémie : « Avant que tu fusses sorti du sein de ta mère, je t'ai sanctifié » (1). Notons, comme exemple de l'audace de la controverse théologique, que saint Bernard a été cité plus tard au nombre des défenseurs de l'Immaculée Conception, et qu'on attribua à saint Anselme la fondation de la fête de la Conception ; le saint avait, disait-on, rempli un vœu fait, à l'exemple de saint Nicolas, en mer, durant une tempête qui s'était miraculeusement apaisée. Pierre Lombard, l'illustre Maître des Sentences, n'allait même pas aussi loin que saint Bernard dans la voie des concessions ; il citait Jean de Damas pour prouver que la Vierge n'avait pas

(1) Jérémie, I. 5.

été purifiée du péché originel avant d'avoir accepté la mission d'enfanter le Christ. Innocent III appuya cette opinion de son autorité suprême en l'affirmant de la façon la plus positive.

La théorie enseignée par saint Bernard prévalut longtemps. Alexandre de Hales, le *Docteur Irréfragable*, et le cardinal Henri de Suze, *fons et splendor juris*, professaient tous deux la doctrine de la sanctification après la conception ; comme le dit Henri de Suze, nul être né d'un homme et d'une femme n'est affranchi du péché originel ; mais certains ont été sanctifiés dans le sein de leur mère, comme Jérémie, Jean-Baptiste et Notre sainte et glorieuse Dame (1).

Ces autorités indiscutables résolurent pour un temps la question en tant que point de dogme ; mais l'idée même avait un attrait pour le peuple ; le culte de Marie devenait chaque jour plus ardent et tout ce qui semblait de nature à grandir la dignité de la Vierge, comme déesse et comme médiatrice, était favorablement accueilli de ceux pour qui son culte était une source de revenus. Il y a quelque chose d'inexprimablement gracieux dans l'idée que le Moyen-Age se faisait de la Vierge ; à cette époque, l'extension de son culte était inévitable. Dieu était trop redoutable pour qu'on pût arriver jusqu'à lui ; le Saint-Esprit était une abstraction inaccessible à l'esprit de la foule ; Jésus, en dépit de son amour sans bornes et de son sacrifice volontaire, était trop souvent invoqué comme juge et comme persé-

597

(1) S. Anselmi *Cur Deus Homo* Lib. II. c. xvi ; Ejust. *Lib. de Conceptu Virginali*. — S. Bernardi *Epist.* 174, *ad Canon. Lugdun.* — D'Argentré l. II. 60. — Lobera y Abio, *El Por Qué*, p. 369 (Madrid, 1867). — Pet. Lombardi *Sentent.* Lib. III. Dist. III. Q. 4. — Innoc. PP. III. *Sermo XII. in Purif. S. Mariæ*. — Alex. de Ales *Summæ* P. III. Q. ix. Membr. 2. — Hostiensis *Auræ Summæ*, *De Pen. et Remiss.* § 7.

Il n'est peut-être pas inutile, en raison de la part que prit l'Espagne à la constitution du dogme, de remarquer que les lois des Wisigoths contiennent une liste de jours fériés, publiée, en 680, par le roi Erwig, où figure la fête de la Vierge « *quo gloriosa conceptio ejusdem genetricis Domini celebratur* » (*Leges Wisigoth.* Lib. XII. Tit. III. l. 6). C'est là, d'ailleurs, une manifeste falsification du texte, car le passage correspondant du *Fuero Juzgo* porte l'indication de l'Assomption de la Vierge et de l'Annonciation « *quando concebió del Santo Espiritu* ». — Fait extrêmement significatif : dans les premiers calendriers romains des 14^e et 15^e siècles, on ne trouve aucune fête de la Vierge (Muratori, *Opera*, T. III. P. I. d. 63-8).

cuteur, pour qu'on pût trouver en lui la parfaite miséricorde ; la Vierge, au contraire, était la personnification du pur amour maternel ; les souffrances qu'elle avait endurées pour son divin Fils n'avait fait que la rendre plus douce encore, qu'enflammer son désir de sauver les hommes pour lesquels Jésus était mort. Elle était humaine et divine à la fois ; par sa nature humaine, elle partageait les sentiments de ses semblables ; et tout ce qui exaltait sa divinité la rendait plus secourable, sans la détourner de sa sympathie pour les hommes. « La Vierge, dit Pierre de Blois, est la seule médiatrice entre l'homme et le Christ. Nous étions des pêcheurs et nous redoutions de faire appel au Père, car il est terrible ; mais nous avons la Vierge, en qui il n'y a rien de terrible, car en elle est la plénitude de la grâce et de la pureté ». Il prouve ensuite virtuellement la divinité de Marie en montrant que, si le Fils est consubstantiel avec le Père, la Vierge est consubstantielle avec le Fils. « En fait, s'écrie-t-il, si Marie était exclue du ciel, il ne resterait plus au genre humain que la noirceur des ténèbres ». « Dieu, dit saint Bonaventure, aurait pu faire la terre plus grande ou le ciel plus grand ; mais, en créant Marie, il est allé jusqu'aux limites de sa puissance ». Pourtant Bonaventure, comme docteur de l'Église, avait soin de limiter l'impeccabilité de la Vierge à ses propres actes et ne concluait pas à l'absence d'un péché héréditaire. Elle avait été sanctifiée, mais non pas conçue sans péché (1).

598

En dépit des remontrances de saint Bernard, la célébration de la fête de la Conception se répandit peu à peu. Thomas d'Aquin dit qu'elle était observée dans beaucoup d'églises, mais non dans celles de Rome, et qu'elle n'était pas interdite ; mais

(1) Pet. Blesens, *Sermo* XII, XXXIII, XXXVIII. — S. Bonavent. *Speculi Beatæ Virginis* c. i, ii, viii, ix.

La conception médiévale de la Vierge, médiatrice entre Dieu et l'homme et source de tout bien, est ainsi exprimée par Fazio degli Uberti :

« Tu sola mitigasti la discordia
Che fu tra Dio e l'uomo; e tu cagione
Sei d'ogni bene che quaggiù si esordia ».

il observe qu'il ne faut pas conclure, de la sainteté d'une fête, à la sainteté de la Conception de Marie. D'ailleurs, il nie la possibilité de sa Conception Immaculée, tout en admettant sa sanctification à une époque qu'on ne saurait déterminer. Cette déclaration résolvait la question pour les Dominicains; leur vénération pour le Docteur Angélique leur interdisait de s'écarter de sa doctrine. Pendant quelque temps, chose assez étrange, les Franciscains furent d'accord sur ce point avec leurs rivaux. Une tradition rapporte que Duns Scot défendit la doctrine nouvelle contre les Dominicains à l'Université de Paris, en 1304, et que l'Université se déclara en faveur de cette doctrine par un décret solennel en 1333; mais cette histoire n'apparaît que vers 1480, dans Bernardin de Bustis, et les registres ne portent pas trace du fait; quant à Duns Scot, il disait seulement que la chose était possible à Dieu et que Dieu seul savait la vérité. On aurait trouvé peu de Franciscains plus zélés qu'Alvaro Pelayo, pénitencier de Jean XXII; or, en refusant l'illuminisme des Béghards, il traite la Conception de la Vierge dans le péché comme un fait admis dont il tire un argument; il ajoute que c'est là l'opinion universelle des autorités reçues, de Bernard, de Thomas d'Aquin, de Bonaventure et de Richard de Saint-Victor. Il est vrai, dit-il, que certains théologiens plus récents, abandonnant les doctrines professées par l'Église, ont contesté cette opinion, par une fausse dévotion à la Vierge qu'ils cherchent à assimiler ainsi à Dieu et au Christ.

Pourtant, le nouveau dogme devait se propager rapidement, car, vers cette époque même, en 1327, l'église de Narbonne commença à célébrer la fête de la Conception; en 1328, le concile de Londres en ordonna l'observance dans toutes les églises de la province de Canterbury; en 1330, la solennité fut instituée à Gironne. Mais, en 1340, lorsque Gui, évêque d'Elne, ordonna la célébration de la fête dans son diocèse, il eut soin de l'intituler *Fête de la sanctification de la Conception de la Vierge*, en rappelant que Marie avait été sanctifiée dans le sein d'Anne. En 1371, à Majorque, la fête portait encore le nom de *Sanctification*. En 1404 encore, on voit le roi d'Aragon,

Martin, exhorter l'évêque et le chapitre de Barcelone à introduire la fête de la Conception (1).

599

Comme les Dominicains ne pouvaient modifier leur façon de voir, il était inévitable qu'avec le temps les Franciscains prissent rang sous la bannière opposée. La rupture entre eux s'opéra pour la première fois en 1387, et la lutte s'engagea avec toute la férocity de l'*odium theologicum*. Juan de Monçon, Dominicain, maître à l'Université de Paris, professait que la Vierge avait été conçue dans le péché. Il souleva ainsi un grand tumulte et, devant la menace d'une condamnation, s'enfuit à Avignon. Puis, à Rouen, un autre Dominicain prêcha une doctrine analogue et fut, nous dit-on, l'objet de la risée générale. L'Université envoya à Avignon une délégation dont le chef, Pierre d'Ailly, prétendit avoir obtenu la condamnation de Juan; mais celui-ci s'enfuit dans l'Aragon, son pays natal, tandis que les Dominicains de Paris déclaraient que la décision pontificale leur avait été favorable. Si le chroniqueur dit vrai, ils prêchèrent, sur la conception de la Vierge, en termes de la plus scandaleuse grossièreté et se complurent aux descriptions les plus brutales, si bien qu'à la fin la fureur de l'Université ne connut plus de bornes. Les Dominicains furent chassés de tous leurs postes en Sorbonne, et le pape d'Avignon, Clément VII, entièrement soumis à la France, ne put refuser une bulle proclamant hérétiques Juan et tous ses défenseurs. Charles VI se laissa persuader, non seulement de contraindre les Dominicains de Paris à célébrer tous les ans la fête de la Conception, mais encore d'ordonner que l'on arrêât, par tout le royaume, ceux qui niaient l'Immaculée Conception, afin

(1) Thom. Aquin. *Summ.* 1^{re} ii, Q. 81, Art. 4; iii, Q. 14, Art. 4; Q. 27. — D'Argentré l. 1. 275. — Bernardini de Bustis *Mariale*, P. 1. Serm. vii, viii (Mediolani, 1493). — Alvar. Pelag. *de Planctu Eccles.* Lib. ii, Art. 52. — Chron. de Saint-Just (Vaissette, Ed. Privat. viii, 225). — Concil. Londin. ann. 1328, c. 2 (Harduin. vii, 1538). — Villanueva, *Viaje Literario*, T. xii, p. 214; xviii, 26; xxi, 9. — *Marca Hispanica*, p. 1467.

L'épithaphe de Duns Scot lui attribue le mérite d'avoir défendu l'Immaculée Conception :

« *Concepta est Virgo primi sine labe parentis;*
Hic tulit... »

(Mosheim, *de Beyhardis*, p. 234).

qu'ils fussent amenés à Paris et contraints à rétracter l'erreur devant l'Université. Ce fut en 1403 seulement que les Dominicains furent de nouveau admis à la Sorbonne, au grand déplaisir des Mendians, qui avaient amplement profité de l'exil de leurs rivaux. Il était naturel que les Dominicains s'abandonnassent volontiers aux représailles partout où ils avaient du crédit. Les Lullistes furent d'ardents défenseurs de l'Immaculée Conception, ce qui explique en partie l'hostilité dont ils furent l'objet (1).

L'Université de Paris était la citadelle de la nouvelle doctrine ; mais son activité et son influence furent considérablement amoindries par les désordres qui précédèrent l'invasion de Henri V et par la domination anglaise. Aussi n'entend-on guère parler de la question jusqu'à la restauration de la monarchie française. Cependant la croyance avait continué à se propager. En 1438, le clergé et les magistrats de Madrid, à l'occasion d'une peste, firent vœu d'observer dorénavant la fête de la Conception. L'année suivante, le concile de Bâle, après avoir longtemps discuté l'affaire de façon peu méthodique, se décida en faveur de l'Immaculée Conception, interdit toute assertion contraire et ordonna que la fête fût célébrée, en tous lieux, le 8 décembre et que des indulgences spéciales fussent la récompense des fidèles. Mais comme le concile avait, auparavant, déposé Eugène IV, ses proclamations ne furent pas reçues comme inspirées par le Saint-Esprit, et la doctrine, bien que fortifiée par cette décision, ne fut pas acceptée de l'Église. D'ailleurs, en 1441, le concile rival de Florence, dans son décret d'union avec les Jacobites, parlait bien de la nature humaine du Christ dans le sein immaculé de la Vierge ; mais c'était là évidemment une simple figure de rhétorique, car il déclarait, comme article de foi, que nul être né d'un homme et d'une femme n'a jamais échappé à la domination de Satan, si ce n'est grâce aux mérites du Christ. Saint Antonino de Florence avait donc parfaitement le droit de prétendre que la Vierge avait

(1) Religieux de Saint-Denis, *Hist. de Charles VI*, VII. 5 ; VII. 2, 14 ; XXIII. 5. — Pelayo, *Heterodoxos Españoles*, I. 536.

été souillée du péché originel, dont elle se libéra en mourant ; cette assertion n'empêcha nullement Antonino d'être canonisé en 1523 (1).

Il était impossible d'introduire dans la foi un nouvel article sans créer une nouvelle hérésie. C'était là un dogme sur lequel l'Eglise était divisée ; les adhérents des deux thèses contraires se dénoncèrent mutuellement comme hérétiques et usèrent de persécution les uns contre les autres. Sur ce terrain, les Dominicains eurent nettement le dessous ; leurs adversaires avaient une prépondérance considérable et se fortifiaient chaque jour davantage. En 1437, le concile d'Avignon, sous la présidence du cardinal de Foix, légat du pape et Franciscain, confirma le décret de Bâle et interdit à tous, sous peine d'excommunication, de professer l'opinion contraire. La même année, l'Université de Paris fut informée qu'un Dominicain prêchait l'ancienne doctrine en Bretagne. Immédiatement, elle tint séance, écrivit au duc de Bretagne pour demander que le moine, s'il était coupable, fût puni comme hérétique, et manifesta l'intention de formuler un article concernant le dogme. Plus menaçante encore fut une loi formellement adoptée par les Cortès de Catalogne en 1456, interdisant toute expression de doute au sujet de l'Immaculée Conception, de la part de laïques ou d'ecclésiastiques, sous peine d'exil perpétuel et irrévocable (2).

Jusqu'à ce moment, les papes avaient habilement évité de se compromettre dans le débat. Au cours des querelles entre les Ordres mendiants, les pontifes ne pouvaient s'exposer à s'aliéner l'un ou l'autre des partis et nous avons vu comment, dans le conflit relatif au sang du Christ, ils se gardèrent de toute ingérence et laissèrent la dispute s'éteindre d'elle-même. Le débat actuel était trop vif et trop général pour qu'ils pussent se dispenser d'intervenir et ils s'efforcèrent d'appliquer la poli-

(1) Wadding, *Addit. ad T. V.* n° 16 (T. VII, p. 491) ; ann. 1439, n° 47-8. — Concil. Basil. Sess. xxxvi (Harduin IX, 1160). — Concil. Florent. *Decr. pro Jacobinis* (Harduin IX, 1024-5). — S. Antonini *Summæ* P. I. Tit. v, cap. 3, § 1.

(2) Concil. Avenionens. ann. 1437 (Harduin IX, 1358). — D'Argentre I, n. 252. — Constitutions de Cathalunya, Lib. I. Tit. ii, cap. 1. (Barcelona, 1588, p. 11).

tique qui leur avait si bien réussi auparavant. En 1474, un Dominicain, Vincenzo Bandello, plus tard général de son Ordre, provoqua une discussion ardente en Lombardie en publiant un livre sur la Conception. La lutte se poursuivit pendant deux ans et souleva de tels scandales qu'en 1477 Sixte IV évoqua l'affaire. Bandello soutint chaudement l'opinion des Dominicains ou *Maculistæ*, tandis que Francesco, général des Franciscains, défendait l'Immaculée Conception. Le seul résultat fut, semble-t-il, la publication d'une bulle par laquelle Sixte ordonnait la célébration de la fête de la Conception dans toutes les églises, avec distribution d'indulgences appropriées. Cette solution était une véritable défaite pour les Dominicains, qui jugèrent excessivement douloureux de célébrer cette fête et de reconnaître ainsi, aux yeux du peuple, qu'ils avaient eu tort. Ils tentèrent d'éluder la difficulté, dans certaines localités, en intitulant la fête *Sanctification de la Vierge*; mais cette liberté leur fut refusée et ils durent se soumettre. D'autre part, en 1481, à Mantoue, Frà Bernardino de Feltre fut formellement accusé d'hérésie, devant le tribunal épiscopal, pour avoir prêché l'Immaculée Conception, mais il se défendit victorieusement; l'année suivante, à Ferrare, Franciscains et Dominicains prêchèrent sur ce sujet avec une telle ardeur et se traitèrent les uns les autres si violemment d'hérétiques que des troubles éclatèrent parmi le peuple. Pour rétablir le calme, Ercole d'Este provoqua une controverse qui fut soutenue en sa présence, mais qui n'aboutit pas. Sixte IV dut intervenir de nouveau. Après avoir entendu les deux parties, il lança une autre bulle, excommuniant quiconque affirmait que la fête était consacrée à la Sanctification de la Vierge et prononçant la même censure contre quiconque, de part et d'autre, traiterait son adversaire d'hérétique (1).

Comme expédient pour éluder la décision sans exaspérer aucun des deux Ordres, c'était là une politique adroite; mais, comme mesure pacificatrice, ce fut un échec complet. Des trou-

602

(1) Wadding, ann. 1477, n° 1; ann. 1479, n° 17-18. — C. 1, 2, Extrav. Commun. III, XII.

bles éclatèrent de nouveau et contraignirent Alexandre VI à confirmer la bulle de Sixte IV, en ajoutant une clause pour inviter le bras séculier à maintenir la paix, s'il y avait lieu; mais, en France, l'Université de Paris ne tint nul compte des prescriptions des deux papes et traita d'hérétique quiconque niait l'Immaculée Conception. En 1495, lors de la fête de la Conception, le 8 décembre, un Franciscain nommé Jean Grillot oublia sa fidélité à son Ordre au point de nier le dogme dans un sermon prêché à Saint-Germain-l'Auxerrois. Il fut immédiatement appréhendé et si énergiquement traité que, le 25, il prononça, dans la même église, une rétractation publique. L'Université se piqua d'honneur et, le 3 mars 1496, adopta un statut, signé de cent douze docteurs en théologie, affirmant la doctrine et ordonnant qu'à l'avenir nul ne fût reçu dans son sein avant d'avoir prêté serment de la soutenir; si le membre admis était ensuite reconnu apostat, il serait expulsé, dégradé de tous ses honneurs et traité en païen et en publicain. Cet exemple fut suivi par les Universités de Cologne, Tubingue, Mayence et autres lieux; presque tous les corps savants prirent ainsi position contre les Dominicains et inculquèrent la doctrine à la majorité des futurs théologiens. Partout, la plupart des cardinaux et des prélats donnèrent leur adhésion; les rois et les princes s'associèrent au mouvement; les Carmes se rangèrent sous la même bannière et les Dominicains restèrent presque seuls à soutenir cette partie inégale. En 1451, à Heidelberg, comme les Dominicains avaient convié à une discussion sur ce sujet les Franciscains, qui avaient relevé le défi avec empressement, l'opinion publique parut si menaçante qu'ils furent obligés d'obtenir, du comte palatin et des magistrats, l'interdiction du débat. Il est vrai que, vers cette époque, l'Augustine sainte Véronique de Binasco eut une vision dans laquelle la Vierge déclara expressément qu'elle avait été sanctifiée dans le sein de sa mère; mais cette révélation divine elle-même ne suffit pas à enrayer les progrès du dogme nouveau (1.)

(1) D'Argentré, l. II, 331-3, 342-3. — Trithem. *Chron.* Hirsau, ann. 1497.

Les défenseurs de l'Immaculée Conception devinrent si irritables que tout Dominicain, prêchant le 8 décembre, était tenu de surveiller ses paroles lorsqu'il faisait allusion à la Vierge, sujet inévitable en ce jour qui marquait l'humiliation de l'Ordre. A Dieppe, lors de la fête de 1496, le Dominicain Jean de Ver employa des expressions qui parurent faire indirectement opposition au dogme; il fut aussitôt pris à partie, dut prononcer une confession publique et jurer de défendre la doctrine à l'avenir. A l'anniversaire suivant, Frère Jean Aloutier soutint que la Vierge n'avait jamais commis de péché, même véniel, bien que saint Jean Chrysostôme déclarât qu'elle avait péché par vaine gloire, le jour de ses noces. On considéra ce propos comme une attaque voilée et Frère Jean reçut la discipline, mais non en public. Peu après, un autre Dominicain, Jean Morselle, dit, dans un sermon, qu'on ne savait laquelle était plus belle, d'Ève ou de la Vierge; on ignorait si le Christ était vraiment venu au-devant de la Vierge lorsqu'elle était montée au Paradis; l'Assomption de Marie, corps et âme, au ciel, n'était pas un article de foi; en douter n'était pas péché mortel. Tout cela paraît assez innocent, de tels sujets ne comportant guère d'affirmations positives; mais Frère Jean fut contraint à déclarer publiquement que sa première proposition était suspecte d'hérésie, la seconde fausse et la troisième hérétique.

603

Cette exagération de susceptibilité doctrinale peut seule expliquer les mesures de rigueur prises contre un chanoine de Saint-Augustin, Piero da Lucca, lequel, en 1504, à Mantoue, dit dans un sermon que le Christ avait été conçu non dans les entrailles, mais dans le cœur de Marie, et formé de trois gouttes du plus pur de son sang. Immédiatement arrêté par l'Inquisition et condamné comme hérétique, le prédicateur échappa de peu au bûcher. Une controverse s'engagea alors, au grand scandale des fidèles. Baptiste de Mantoue écrivit un livre pour établir la place véritable de la Conception de Jésus. Jules II évoqua l'affaire à Rome et la confia aux cardinaux de

— Wadding, ann. 1500, n° 29. — Chron. Glassberger ann. 1501. — Amort, de *Revelationibus*, P. II, p. 206.

Porto et de San Vitale, qui réunirent une assemblée de savants théologiens. En 1341, après mûre délibération, ces personnages condamnèrent la nouvelle théorie comme hérétique; la pureté de la foi était sauve (1).

Ces efforts des hommes pour imposer le dogme furent secondés par des manifestations miraculeuses. En 1440, dans une ville d'Allemagne, un Dominicain, prêchant contre l'Immaculée Conception, appela sur sa propre tête la malemort en ce jour même, s'il ne professait pas la vérité; or, à vêpres, alors que les moines étaient assemblés dans le chœur, un loup monstrueux entra, tua l'infortuné prédicateur et disparut. A Mantoue, un autre Dominicain entreprit une discussion publique contre le dogme; mais la Vierge changea les paroles dans la bouche même du moine, et il ne put qu'affirmer les vérités qu'il voulait nier. Maître Giovanni da Viterbo, argumentant contre le dogme, tomba gravement malade; se rappelant comment Alexandre de Hales avait été puni de la même façon pour avoir refusé de célébrer la fête de la Conception, et comment le rebelle avait été guéri après avoir fait vœu de célébrer cette solennité, il demanda à la Vierge de lui envoyer la santé pour attester son Immaculée Conception, et il fut guéri. Tandis qu'un autre Dominicain prêchait contre le dogme, une image de la Vierge, qui surmontait le portail de l'église, tomba à terre et fut réduite en poussière. Ce miracle excita la colère de la populace, au point qu'on put à grand'peine l'empêcher de tuer le moine et de détruire le couvent (2).

La situation des Dominicains devenait désespérée. La Chrétienté s'unissait contre eux. Seul, le refus persistant de la papauté de se prononcer en dernier ressort leur épargnait la honte d'adopter un article de foi dont Thomas d'Aquin avait prouvé la fausseté. Thomas d'Aquin était leur rempart, et la tradition de l'Ordre le tenait pour inspiré. Il ne leur vint jamais à l'esprit de soutenir, comme l'ont fait ses com-

(1) Trithem, *Chron. Hirsau*, ann. 1497. — D'Argentré I, n. 336-40, 347. — Ripoll. IV. 267. — Bernardi Comens. *Lucerna Inquis.* s. v. *Hæresis*, n° 23.

(2) Bernardini de Bustis *Mariale*, P. 1 Serm. vii. p. 2.

mentateurs modernes, qu'il n'avait pas voulu donner à ses paroles le sens qu'elles semblent avoir. A défaut de cette ressource, céder sur la question de l'Immaculée Conception, c'était admettre la faillibilité du Docteur Angélique. L'alternative était cruelle ; mais ils n'avaient pas le choix. Leur seul espoir était d'obtenir la neutralité de la papauté et de prolonger cette lutte sans issue contre la nouvelle doctrine toujours plus puissante, propagée par leurs ennemis coalisés avec tout l'enthousiasme que peut inspirer une victoire prochaine. Ils sentaient d'autant plus vivement l'ambiguïté de leur situation, que la Vierge était revendiquée par eux comme patronne spéciale de leur Ordre ; la dévotion du Rosaire, honneur particulier de Marie, était une institution purement dominicaine. Alors qu'ils avaient toujours honoré la Vierge du culte le plus exagéré, ils se voyaient obligés de devenir, en apparence, ses détracteurs, et ils étaient partout stigmatisés du nom de *maculistæ* (« tachistes »). Marie ne condescendrait-elle pas à tirer ses fidèles du cruel embarras où elle les voyait plongés ?

Soudain se répandit, en 1507, le bruit que la Vierge était intervenue, Berne, à pour sauver ses serviteurs. Dans un couvent de Dominicains Observantins, elle s'était montrée plusieurs fois à un saint moine et lui avait révélé combien elle était affligée par le crime que commettaient les Franciscains, en affirmant l'Immaculée Conception. Après avoir conçu, elle était demeurée pendant trois heures en l'état de péché originel, avant sa sanctification ; la doctrine de saint Thomas était vraie et inspirée de Dieu ; Alexandre de Hales, Duns Scot et nombre d'autres Franciscains expiaient dans le Purgatoire le crime d'avoir soutenu le contraire. Jules II résoudrait la question et instituerait, en l'honneur de la vérité, une fête plus grande que celle du 8 décembre. Pour hâter ce succès, la Vierge donna au moine une croix teinte du sang de son Fils, trois des larmes que Jésus avait versées sur le sort de Jérusalem, les langes qui avaient enveloppé l'Enfant lors de la fuite en Égypte et une fiole contenant une partie du sang qui avait coulé, pendant la Passion, pour le salut des hommes ; en même temps, elle lui

remit une lettre adressée à Jules II, dans laquelle elle promet-
tait au pape une gloire égale à celle de saint Thomas d'Aquin,
en retour du service qu'elle attendait de ce pontife. Cette lettre,
dûment légalisée du sceau des prieurs dominicains de Berne,
Bâle et Nuremberg, fut envoyée au pape.

Les récits relatifs à l'apparition divine produisirent une
émotion immense; une foule innombrable s'assembla dans la
chapelle des Dominicains, pour regarder le moine favorisé de
la Vierge. Comme il accomplit, en outre, des prodiges de
jeûne, de prière et de mortification, la réputation de sainteté
que lui avaient valu ses visions s'accrut encore. Après une
extase, il apparut revêtu des stigmates du Christ; on disposa
l'église de façon à lui permettre de représenter, dans ses
dévotions, les divers actes de la Passion, et une multitude de
spectateurs contemplèrent cette cérémonie avec un mélange
d'admiration et de terreur.

605

Puis une image de la Vierge se mit à pleurer; et on expliqua
que sa douleur venait du mépris avec lequel on traitait ses
avertissements, car elle avait prédit les malheurs qui assailli-
raient la cité, si Berne ne cessait de recevoir une pension de la
France, n'expulsait les Franciscains et ne renonçait à toute foi
en l'Immaculée Conception.

Les gens accouraient par troupeaux de toute la région avoi-
sinante, et la renommée des apparitions miraculeuses se pro-
pageait, quand les magistrats de Berne virent avec surprise le
moine honoré de ces visites, Letser, se réfugier auprès d'eux
en demandant protection contre ses supérieurs qui le tortu-
raient et voulaient l'empoisonner. Une enquête révéla toute la
fraude. Wigand Wirt, maître des Dominicains Observantins et
professeur de théologie, s'était pris de querelle, en 1501, avec
un prêtre paroissial de Francfort; les deux ecclésiastiques
avaient échangé des injures du haut de leurs chaires respec-
tives. Dans un sermon, le prêtre remercia Dieu d'avoir permis
qu'il n'appartint pas à un Ordre coupable d'avoir tué l'empe-
reur Henri VII à l'aide d'une hostie empoisonnée et de nier
l'Immaculée Conception. Wirt, qui était présent, lui cria qu'il

était un menteur et un hérétique. Un tumulte s'ensuivit ; l'Ordre soutint Wirt et fit appel à Jules II, qui nomma une commission. Le résultat fut défavorable à Wirt qui, plein de rage, quitta Francfort et publia un violent pamphlet contre ses adversaires : l'archevêque de Mayence fit brûler publiquement le livre, et tous ses suffragants en interdirent la propagation. Les Dominicains, vivement irrités, tinrent à Wimpffen un chapitre dans lequel on résolut de prouver, par un miracle, la fausseté de l'Immaculée Conception. On choisit d'abord Francfort comme terrain d'action, puis on redouta l'archevêque et on songea à Nuremberg ; mais on craignit de rencontrer un obstacle dans les nombreux savants que comptait cette ville. Finalement, on choisit Berne, cité populeuse et puissante, mais simple et illettrée. Les fonctionnaires du couvent dominicain de cette ville, le prieur Jean Vetter, le vice-prieur François Ulchi, le lecteur Étienne Bolshorst et le procureur Henri Steinecker entreprirent d'exécuter le projet et choisirent comme instrument un tailleur de Zurzach, Jean Letser, récemment admis dans l'Ordre. Pour satisfaire les goûts de l'époque, il fut prouvé au procès qu'ils avaient commencé par invoquer l'aide du Démon et avaient signé de leur sang des pactes avec lui ; mais leur ingéniosité propre suffisait à machiner la farce, bien que, dit-on, pour produire les stigmates sur la peau de Letser, ils l'eussent d'abord rendu insensible à l'aide d'une potion magique faite du sang tiré du nombril d'un Juif nouveau-né et de dix-neuf poils de ses sourcils. La dupe fut soigneusement préparée par une série d'apparitions commençant par un simple fantôme et s'achevant par celle de la Vierge. D'après ses déclarations, Letser avait cru à la vérité des visions jusqu'au jour où, entrant à l'improviste dans la chambre de Bolshorst, il avait trouvé celui-ci vêtu d'un costume féminin semblable à celui de la Vierge et s'apprêtant à faire son entrée en scène. Par des menaces et des promesses, on avait obtenu de Letser qu'il continuât à seconder l'imposture pendant quelque temps encore ; mais, à la fin, tremblant pour sa vie, il s'était sauvé et était venu conter son histoire aux magistrats.

Letser fut envoyé à l'évêque de Lausanne qui écouta son récit et autorisa les magistrats de Berne à agir. Les quatre Dominicains furent chargés de chaînes et confinés dans des cellules séparées ; on envoya à Rome des messagers qui obtinrent, non sans peine, une audience du pape. Une commission pontificale se rendit sur les lieux avec des pouvoirs insuffisants ; la nomination d'une seconde commission fut longue ; enfin les commissaires arrivèrent, ayant à leur tête Achille, plus tard cardinal de San Sesto, l'un des plus savants juristes de l'époque. On employa largement la torture tant à l'égard de Letser que des accusés, et l'on obtint des confessions complètes. Ces aveux étaient si scandaleux que les commissaires voulurent les dissimuler même aux magistrats séculiers ; lorsque ceux-ci manifestèrent leur mécontentement, on décida de montrer les confessions à un comité choisi composé de huit personnages, moyennant promesse formelle du secret ; pour accorder satisfaction au peuple, on se contenterait de donner publiquement lecture de certaines charges suffisant à justifier la condamnation au bûcher. Ces griefs furent au nombre de quatre : reniement de Dieu, profanation consistant à peindre en rouge l'hostie, fausse représentation de la Vierge versant des pleurs, contrefaçon des stigmates. Les quatre coupables furent abandonnés au bras séculier et, huit jours plus tard, si le pieux souhait de Nicolas Glassberger fut exaucé, ils gagnèrent le ciel à travers les flammes ; ils furent en effet brûlés dans une prairie située au-delà de l'Aar ; leurs cendres furent jetées dans la rivière afin d'éviter qu'on les vénérât comme des reliques, précaution raisonnable, car l'Ordre s'empressa de proclamer martyrs les quatre imposteurs. Notons que la sentence rendue publique laisse entièrement de côté l'Immaculée Conception. Dans l'état d'irritation mutuelle des Ordres mendiants, les représentants pontificaux jugèrent évidemment utile de laisser cette question au second plan. Paulus Langius rapporte que l'affaire causa une profonde émotion ; les *maculisti* essayèrent vainement de réagir contre l'hostilité populaire en répandant toutes sortes de versions dénaturées et

mensongères. Jules II, loin d'obéir aux visions de Letser, confirma, en 1511, l'Ordre religieux de l'Immaculée Conception, fondé à Tolède, en 1484, par la pieuse Béatrix de Silva (1). 607

Wigand Wirt ne sortit pas indemne de l'affaire, bien qu'il ne fût pas, semble-t-il, impliqué directement dans la fraude. Les Dominicains Observantins le poursuivirent devant le Saint-Siège pour son injurieux pamphlet contre ses adversaires. Le procès fut mené successivement par deux commissions de cardinaux; finalement, le 25 octobre 1512, Wirt renonça à se défendre et fut condamné à la plus humiliante rétractation. Publiquement, il révoqua, abolit, répudia et extirpa son livre comme scandaleux, injurieux, diffamatoire, inutile et nuisible; il confessait avoir, dans cet écrit, offensé la doctrine théologique et blessé la charité fraternelle de nombreuses personnes, notamment des vénérables Franciscains, et fait tort à l'honneur et à la renommée de Conrad Henselin, de Thomas Wolff, de Sébastien Brandt et de Jacob de Schlestadt (Wimpheling); il déclarait qu'il croyait que les partisans de la doctrine de l'Immaculée Conception ne se trompaient pas. De plus, il promettait, sous peine d'emprisonnement perpétuel, de répéter publiquement sa rétraction à Heidelberg, avant quatre mois à compter du 1^{er} novembre, après trois jours de préavis au couvent franciscain du lieu; il demandait pardon à tous ceux qu'il avait offensés et s'engageait à subir l'emprisonnement perpétuel s'il renouvelait son crime de quelque façon, directement ou indirectement. Le général des Dominicains, qui s'associa à la sentence, ordonna à tous les prieurs et prélats de

(1) J'ai suivi ici une relation contemporaine de cette curieuse affaire, *De quatuor Hæresiaribus in civitate Bernensi nuper combustis*, A. D. 1509, in-4°, sine nota (Strasbourg, 1509), ouvrage attribué à Thomas Murner. Cette relation est assez conforme aux récits plus abrégés de Trithemius (*Chron. Hirsau.*, ann. 1509), de Sébastien Brandt (Pauli Langii *Chron. Citiensis*, ann. 1509) et de la *Chron.* de Glossberger, ann. 1501, 1506, 1507, 1509. — Garibay, *Compendio Historial de España*, Lib. xi, cap. 13.

La communauté bernoise était pieusement attachée à la Vierge. En 1489, un certain Nicolas Rotelfinger eut l'imprudence de déclarer que Marie secourait les méchants aussi bien que les bons. Il fut, pour sa peine, obligé de subir, un jour entier, le supplice du collier de fer, et de jurer qu'il irait personnellement trouver le pape et rapporterait une absolution écrite. — Valerius Anshelm, *Berner Chronik*, Bern, 1884, I. 355.

608

l'Ordre d'incarcérer à vie le pénitent, en quelque lieu qu'on le trouvât, au cas où il ne tiendrait pas ses promesses. Comme il était convenu, Wirt se présenta, le mercredi des Cendres, 24 février 1513, dans l'église du Saint-Esprit, à Heidelberg, à l'heure où le concours des fidèles était le plus grand, et réitéra son humiliante rétractation. L'épreuve était si douloureuse qu'il ne put s'empêcher de s'écrier que c'était pour lui un pénible châtiment. Les Franciscains firent officiellement rédiger par un notaire présent la minute de toute la cérémonie; ce document fut ensuite imprimé et répandu partout, afin de publier universellement la dégradation de l'infortuné controversiste (1).

Le sort des martyrs de Berne n'empêcha pas les Dominicains de continuer à soutenir vaillamment la lutte contre leurs adversaires de jour en jour plus puissants. J'ai sous les yeux un opuscule évidemment publié vers cette époque par un Dominicain, comme manuel à l'usage des controversistes, où se trouvent recueillies les opinions de deux cent seize docteurs de l'Eglise, attestant que la Vierge a été conçue dans le péché originel. C'est une formidable liste où figurent les plus grands noms de l'Eglise, notamment plusieurs papes. Le compilateur a pris manifestement plaisir à grouper ensemble les autorités les plus vénérées de l'Ordre franciscain, saint Antoine de Padoue, Alexandre de Hales, saint Bonaventure, Richard Middleton, Duns Scot, Guillaume d'Ockham, Nicolas de Lyra, Jacopone da Todi, Alvar Pelayo, Bartolomeo di Pisa, d'autres encore. En 1515, le cardinal Caietano adressa à Léon X un traité sur ce sujet, dans lequel il citait saint Augustin, Chrysostôme, Rémi, Bède, Anselme, Thomas d'Aquin, Bernardin de Sienne et divers autres, pour prouver à ses yeux que la Conception de la Vierge dans le péché originel était l'opinion raisonnable et probable. En dépit de ces autorités prépondérantes, les Dominicains eurent à soutenir une lutte difficile au concile de Trente; mais ils conservaient assez de force pour

(1) *Revocatio fratris Vuygandi Vuirt (apud Treboles, sine anno)*.

obtenir, après une vive discussion, que la question restât ouverte et que le concile s'en tint à confirmer la prudente bulle de Sixte IV. Pourtant, la controverse se poursuivait, aussi ardente, provoquant des tumultes et des scandales que l'Église déplorait et ne pouvait apaiser. En 1570, Paul IV tenta de supprimer le mal en supprimant la discussion publique. Il lança à nouveau la bulle de Sixte IV, en spécifiant que le concile de Trente permettait à chacun de conserver son opinion personnelle, et il autorisa les savants à agiter la question dans les Universités et les chapitres en attendant la décision du Saint-Siège. Mais toute discussion publique, toute assertion de l'une ou l'autre opinion dans les sermons et mandements était interdite, sous peine de destitution et d'incapacité perpétuelle *ipso facto*. Cette tentative pour maintenir la paix de l'Église fut aussi infructueuse que les efforts antérieurs. En 1616, Paul V déplora qu'en dépit des dispositions salutaires prises par lui à ce sujet, les querelles et les scandales persistassent, menaçant de devenir de plus en plus dangereux. En consé-
609
quence, il ajoutait aux pénalités existantes l'interdiction perpétuelle de professer ou de prêcher et ordonnait aux évêques et inquisiteurs de punir sévèrement, en tous lieux, les contraventions à ces ordres. Pourtant, la chance tournait de plus en plus contre les Dominicains. Un an plus tard, en août 1617, dans une congrégation générale de l'Inquisition romaine, Paul publia une autre décrétale, dans laquelle il étendait les pénalités à quiconque affirmerait publiquement que la Vierge avait été conçue dans le péché originel. Il ne réprouva pas cette opinion, ne prit pas de décision positive et ordonna à ceux qui affirmaient publiquement l'Immaculée Conception de se contenter de soutenir leur thèse sans attaquer leurs contradicteurs ; comme auparavant, les évêques et inquisiteurs furent chargés de punir toutes les infractions. Philippe III prenait alors une part si active au débat qu'il en fit une affaire d'État et de diplomatie ; il pressa très vivement le Saint-Siège de se prononcer définitivement et entama des négociations, en vue d'une action combinée, avec la Cour de France, laquelle

répondit simplement, nous dit-on, par de pieuses paroles. En 1622, Grégoire XV alla plus loin dans la répression de ces dissentiments perpétuels, en étendant les pénalités à tous ceux qui soutiendraient dans des réunions privées la conception de la Vierge dans le péché ; mais en même temps il interdit l'usage du mot *immaculée* dans l'office de la fête de la Conception. Les Dominicains ne purent supporter de se voir ainsi bâillonner ; deux mois plus tard, ils obtinrent une atténuation de la prohibition et furent autorisés à soutenir et à défendre leur opinion entre eux, dans l'intimité. Ces bulles procurèrent une besogne considérable à l'Inquisition, car on ne pouvait contenir l'ardeur des discussions. Un manuel de l'époque déclare que le débat se poursuivait en dépit de l'interdiction et que les coupables, quelle que fût leur opinion, étaient envoyés à Rome et jugés par le tribunal suprême, où l'on prenait soin, autant que possible, de ne pas avoir pour témoins des Dominicains lorsque le prévenu était un Franciscain, et *vice versa*. Néanmoins, le Dominicain Thomas Gage, qui voyagea dans les colonies espagnoles vers 1630, dit qu'il tint, sur ce sujet, dans le Guatemala, des conférences publiques, où il défendit la doctrine thomiste contre les opinions des Franciscains, des Scotistes et des Jésuites. Il n'aurait pas risqué un acte aussi audacieux en Espagne, car, en 1636, un homme qui avait déclaré, à Madrid, devant le portail de San Felipe, que la Vierge avait été conçue dans le péché originel, fut blessé par plusieurs soldats qui se trouvaient près de lui. Arrêté par l'Inquisition, il fut mis au secret, une fois guéri de ses blessures, en attendant le procès. Pourtant, les Dominicains tenaient encore bon ; un quart de siècle environ plus tard, les évêques espagnols se plaignirent personnellement à Alexandre VII qu'on trouvât encore des gens qui niaient publiquement le dogme : aussi, en 1661, Alexandre lança une nouvelle bulle, confirmant celles de Paul V et de Grégoire XV et comportant des pénalités additionnelles. Il mit également à l'index tous les livres dans lesquels le dogme était attaqué ; mais, comme ses prédécesseurs, il interdit les écrits dans

lesquels on taxait d'hérésie les adversaires de la doctrine (4).

Vers ce temps-là, ce devint une hérésie de se déclarer prêt à affronter la mort pour la défense de la doctrine de l'Immaculée Conception. En 1544, Alonso de Castro, bien que Franciscain, se sert de cet exemple pour prouver qu'il y a hérésie à apporter son adhésion à un point qui n'est pas admis comme article de foi. Mais la controverse était si ardente en tous lieux que nombre de gens, dans l'empportement de la polémique, manifestaient leur zèle en offrant leur existence pour témoigner de leur conviction. C'est ainsi que, le 6 mai 1618, les autorités et les dignitaires de Salamanque s'assemblèrent et, après une procession solennelle, firent vœu, au nom de la population entière, de défendre la doctrine jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Cette déclaration fut enregistrée par un acte notarié. Une autre exagération consistait à croire que celui qui périrait pour la défense de l'Immaculée Conception serait un martyr ; mais en 1619, l'Inquisition de Portugal, avec l'assentiment de Paul V, déclara cette opinion hérétique et, quand le belliqueux père jésuite Théophile Raynaud, dans son *De Martyrio per pestem*, soutint que la gloire du martyr peut s'acquérir par une telle action, la Congrégation de l'Index, qui subissait toujours l'influence des Dominicains, lui ordonna de supprimer ce passage. Comme l'Inquisition était en grande partie entre les mains des Dominicains, elle dut tirer largement partie de cette nouvelle hérésie pour persécuter les trop zélés défenseurs de la doctrine. Ce fut pour cette raison sans doute qu'on adopta en de pareilles affaires la coutume d'envoyer la dénonciation à l'Inquisition suprême de Rome et d'attendre la

(4) *De Beatæ Virginis Conceptione Ducentorum et sexdecim Doctorum vera, tuto, et tenenda Sententia* (sine nota, sed c. 1500). — Caietani, *Opuscula*, T. II, Tract. 4. — Concil. Trident. Sess. v, *Decr. de Orig. Peccat.* § 5. — Pauli PP. IV. Bull. *Superspeculum* (Mag. Bull. Rom. II. 343). — Pauli PP. V. Bull. *Regis pacifici* (*Ibid.* p. 392). — Ejusd. Constit. *Sanctissimus* (*Ibid.* p. 400). — Collectio Decretor. Sacr. Congr. S. Officii, s. v. *Conceptio* (Ms. *pene me*). — Gregor. PP. XV. Constit. *Sanctissimus* (Mag. Bull. Rom. II. p. 478). — Ejusd. Bull. *Eximii* (*Ibid.* p. 478). — *Prattica del Modo da procedersi nelle Cause del S. Offitio*, cap. xix (Mss. Bib. Reg. Monachens. Cod. Ital. 598.) — Mss. Bib. Nat. fonds italien, 139). — Gage, *New Survey of the West Indies*, London, 1677, p. 226. — *Cartas de Jesuitas (Memorial Hist. Español*, T. XIII, p. 450. — Le Tellier, *Recueil des bulles concernant les erreurs*, etc. Mons (Rouen), 1607, p. 296.

décision de ce tribunal; ainsi on enchaînait l'initiative des inquisiteurs locaux. D'après les remarques de Carena, il est évident que ces affaires étaient assez fréquentes et causaient beaucoup de troubles et d'ennuis (1).

611 Les Jésuites apportèrent au dogme de l'Immaculée Conception l'appoint considérable de leur influence et, avec le temps, on les vit parfois, dans certaines localités du moins, prononcer le vœu (jugé hérétique) de défendre la doctrine au prix de leur vie et de leur sang. En 1713, Muratori, prudemment abrité sous le pseudonyme de Lamindus Pritanius, publia un livre contre cette pratique. Il s'attira, en 1729, une réplique de la part du Jésuite Francesco Burgi, auquel il répondit sous le nom d'Antonius Lampridius. Une ardente controverse s'engagea, qui dura plus d'un quart de siècle. En 1730, Bernardes de Moraes publia à Lisbonne une œuvre compacte en deux volumes in-folio pour défendre ses vues, et, en 1763, le second livre de Muratori fut mis à l'Index espagnol. Benoit XIV, dans son important ouvrage *De Beatificatione*, dit que l'Église penche vers la doctrine de l'Immaculée Conception, mais qu'elle n'en a pas encore fait un article de foi; il laisse même sans solution le point de savoir si celui qui meurt pour la défense de cette doctrine doit être tenu pour un martyr. D'ailleurs, dans l'Index de 1738,

(1) Alph. de Castro, *de justa Heret. Punitione* Lib. 1, c. viii, Dub. 4. — Carenae *Tract. de modo procedendi* Tit. xvi § 9. — Dorado, *Compendio Histórico de la Ciudad de Salamanca*, p. 469-71. — Catalani *de Secretario Congregationis Indicis*, Romæ, 1731, p. 36.

En Espagne, l'ardente dévotion du peuple à la Vierge rendait l'Inquisition très sévère dans son respect pour Marie. En 1642, un inquisiteur, Diego de Narbona, dans ses *Annales Tractatus Juris*, cita un passage de Clément d'Alexandrie (*Stromat.*, Lib. vii), où il était dit que certaines personnes croyaient que la Vierge, après la Nativité, avait subi l'examen d'une sage-femme pour prouver sa virginité. Bien que Narbona condamnât cette assertion comme très indécente et offensante pour la Vierge, le livre fut dénoncé à l'Inquisiteur de Grenade, qui renvoya l'affaire devant l'inquisiteur général. Vainement, Narbona tenta de se défendre. On lui montra que dans l'*Index Expurgatus* de 1640, il était ordonné que le passage de Clément fût *borrado* (raturé), ainsi que les passages d'autres auteurs y faisant allusion, afin que l'on perdît jusqu'au souvenir d'une histoire si scandaleuse. Narbona allegua à sa décharge un passage du Père Basilio Ponce de Léon; mais l'Inquisition lui montra que ce passage avait été *borrado* de même, et, comme toute personne possédant un exemplaire du livre où se trouvait le passage condamné était tenue d'effacer les lignes et de rendre le passage illisible, Narbona fut coupable de n'avoir pas obéi à cet ordre. — Mss. Bibl. Bodleian. Arch. S. 130.

il interdisait tous les livres, écrits depuis 1617, qui affirmaient la conception de la Vierge dans le péché originel, ou qui, par contre, taxaient d'hérésie, d'impiété ou de péché mortel les défenseurs de cette opinion. Ainsi la papauté tenait toujours la balance égale; mais le Saint-Siège laissa voir ses préférences lorsque, le 21 novembre 1793, Pie VI offrit cent jours d'indulgence à ceux qui réciteraient cette pieuse éjaculation: « Bénie soit la Sainte et Immaculée Conception de la Vierge Marie à jamais bénie! » Ainsi l'on s'explique facilement que l'évêque Pierre A. Baines, vicaire apostolique en Angleterre, ayant, en 1840, tenu des propos inconsiderés à ce sujet dans une lettre pastorale, fut vivement réprimandé et forcé de promettre, par écrit, de faire publiquement adhésion, dès que l'occasion se présenterait, à toute définition formulée sur ce point par le Saint-Siège. La décision vint bientôt. En 1849, Pie IX consulta tous les évêques sur l'opportunité d'une proclamation définissant, comme dogme de l'Eglise, l'Immaculée Conception. Les prélats d'Italie, d'Espagne et de Portugal, au nombre de quatre cent quatre-vingt-dix environ, furent presque unanimement favorables au projet; nombre d'autres, dans divers pays, hésitèrent et déconseillèrent cette mesure. L'avis de ces derniers fut négligé; le 8 décembre 1854, Pie IX publia une définition solennelle déclarant l'Immaculée Conception article de foi. Ainsi, après une vaillante lutte, soutenue pendant cinq siècles avec une infatigable tenacité, les Dominicains furent finalement vaincus. Il s'empressèrent de déclarer, par la bouche de leur *procureur-général* le P. Gaude, qu'ils acceptaient cette décision avec joie, sans contrainte, et qu'il ne fallait pas voir en eux des captifs enchaînés, suivant le char du triomphateur; après quoi il leur resta, comme seule consolation, de prouver, par d'ingénieuses gloses, que Thomas d'Aquin n'avait jamais contesté cette doctrine (1).

(1) Reusch, *Der Index der verbotenen Bücher*, II. 843, 896. — Addis and Arnold's *Catholic Dictionary* s. v. *Immaculate*. — Index Libror. Prohibit. Romæ, 1887, p. xliii, 51. — Raccolla di Indulgenze, Camerino, 1803, p. 63. — Gaude, *De Immac. Deiparæ Conce. tu*, 1834.

Dès 1695, le cardinal Sfrondati publia un volume in-folio intitulé *Innocentia*

L'évolution de ce dogme est intéressante à retracer, bien que le résultat ne puisse être regardé comme définitif. En effet, l'insatiable désir d'expliquer les moindres secrets du monde invisible fait de toute décision le point de départ d'une controverse nouvelle. Il s'agit désormais d'établir dans quelles conditions se produisit l'Immaculée Conception et ce point a déjà été abordé. En 1876, une condamnation frappa Joseph de Félicité (Vercruysse ?), qui, entre autres erreurs, déclarait que Marie avait été conçue par l'opération du Saint Esprit, sans l'intervention de saint Joachim (1). Pourtant, qui sait si, dans quelques siècles, ce dogme n'acquerra pas droit de cité et si la Vierge ne sera pas ainsi mise au niveau de son Fils ?

Il nous reste à considérer une des fonctions de l'Inquisition, la censure littéraire, qu'elle n'exerça avec une pleine autorité qu'à une époque assez récente. Nous avons vu Bernard Gui brûler par pleines charrettes des exemplaires du Talmud, et il semble que la pratique spéciale des inquisiteurs dût les désigner comme les plus précieux auxiliaires pour la défense de la foi contre les dangereux excès de la plume. Pourtant, cette censure demeura longtemps sans organisation définie. Les Universités étaient à peu près les seuls centres de vie intellectuelle et elles exerçaient d'ordinaire un contrôle attentif sur les erreurs de leurs membres. Quand il s'agissait de condamner quelque œuvre d'importance, on invoquait souvent l'autorité du Saint-Siège ; ce fut le cas pour le *Periphyseos* d'Érigène, pour l'*Introduction à l'Évangile Éternel*, pour le pamphlet de Guillaume de Saint-Amour contre les Mendiants et pour le *Defensor Pacis* de Marsiglio de Padoue. D'autre part, nous avons vu comment, en 1316, le vicaire épiscopal de Tarragone n'hésita pas à assembler des moines pour condam-

Vindicata, pour prouver que Thomas d'Aquin avait défendu l'Immaculée Conception. Il faisait largement intervenir à l'appui de sa thèse des œuvres apocryphes attribuées au Docteur Angélique.

(1) Reusch, *op. cit.*, II, 989. Remarquons que c'est là le renouvellement d'une erreur entretenue par une secte cathare qui croyait que la Vierge était née d'une femme sans intervention masculine. — Moneta *adv. Catharos*, Lib. III, cap. 2.

ner nombre d'écrits d'Arnaud de Villeneuve ; vers la même époque, les inquisiteurs de Bologne prirent une mesure similaire contre le commentaire de Cecco d'Ascoli sur la *Sphæra* de Sacrobosco. Pourtant, on ne songea pas, semble-t-il, à se servir de l'Inquisition à cette fin, jusqu'au jour où Charles IV tenta d'établir le Saint-Office en Allemagne. Les *Frères du Libre Esprit* propageaient abondamment leur hérésie à l'aide de livres pieux rendus accessibles à la masse du peuple ; pour enrayer le mal et empêcher que la société laïque fit indûment usage de traductions de l'Écriture en langue vulgaire, l'empereur, en 1369, donna mandat aux inquisiteurs de saisir et de brûler ces livres et d'appliquer les censures inquisitoriales ordinaires pour briser toute résistance. Les sujets de l'Empire, civils et ecclésiastiques, du plus grand au plus humble, reçurent l'ordre de prêter leur concours à l'inquisiteur, sous peine d'encourir le mécontentement de l'empereur. En 1376, Grégoire XI vint à la rescousse en lançant une bulle dans laquelle il déplorait la vulgarisation de livres hérétiques en Allemagne et ordonnait aux inquisiteurs d'examiner tous les écrits suspects et de condamner ceux où ils relèveraient des erreurs ; après cette condamnation, le fait de copier ces livres, de les posséder, de les acheter ou de les vendre, devenait un délit relevant de l'Inquisition. On n'est pas informé du résultat de cette réglementation, dont le seul intérêt réside en ceci, qu'elle fut la première censure littéraire systématiquement organisée. Vers la même époque, Eymerich était occupé à condamner les œuvres de Raymond Lulle, de Raymond de Tarraga et de divers autres ; mais il semble avoir toujours soumis l'affaire au Saint-Siège et n'avoir agi que sur mandat spécial du pape. Nous avons vu que, lorsque l'archevêque Zbínco eût brûlé à Prague les écrits de Wicleff, une commission pontificale estima l'acte injustifié, et que la condamnation finale de ces œuvres fut prononcée par le concile de Rome en 1413 (1).

613

Avec la renaissance graduelle des lettres, le livre prit une

(1) M. Schwein de *Beghardis*, p. 368, 378. — Eymeric, p. 311-66.

importance de plus en plus grande comme véhicule de la pensée ; cette importance s'accrut rapidement après l'invention de l'imprimerie. L'Inquisition adopta comme règle de tenir pour « véhémentement » suspect d'hérésie quiconque, ayant entre les mains un livre hérétique, ne brûlait pas ce livre aussitôt ou ne le livrait pas avant huit jours à son évêque ou à l'inquisiteur. La traduction en langue vulgaire d'une partie quelconque de l'Écriture était également interdite. Cependant, ce fut, semble-t-il, en 1501 seulement qu'on eut l'idée d'organiser véritablement une censure de la presse ; encore l'Allemagne était-elle le seul pays où la publication de livres dangereux et hérétiques parût nécessiter de semblables mesures. Tous les imprimeurs reçurent l'ordre, sous peine d'excommunication et d'amendes, à percevoir par la Chambre apostolique, de soumettre dorénavant à l'archevêque de la province ou à son Ordinaire tous les livres sous presse et d'éditer seulement ceux auxquels les prélats auraient, après examen, accordé une licence ; on faisait appel à la conscience de ces censeurs en leur ordonnant de n'exiger aucune rémunération pour leur *visa*. De plus, tous les livres actuellement en librairie devaient être soumis à l'inspection et, s'il s'en trouvait qui continssent des erreurs, tous les exemplaires qu'on en pourrait découvrir seraient livrés aux censeurs et brûlés par leurs soins (1).

614

L'Inquisition était tombée, en Allemagne, dans un discrédit tel qu'on ne paraît pas avoir songé à faire appel à ses services lorsqu'on prit cette importante mesure pour restreindre la liberté de la presse. On comptait exclusivement sur l'organisation épiscopale. Cependant les archevêques étaient, comme toujours, beaucoup trop attachés aux intérêts temporels de leurs provinces pour se soucier de semblables détails et l'effort resta apparemment sans résultat appréciable. Le mal continua à croître et, en 1515, au concile de Latran, Léon X s'efforça d'y remédier par une réglementation générale plus sévère encore. La bulle qu'il élaborà à cet effet fut approuvée par tous les

(1) Albertini *Repertor. Inquis. s. v. Libri, Scriptura*. — Raynald. ann. 1501, n° 36.

Pères ; seul Alexis, évêque d'Amalfi, déclara qu'il y adhérait en ce qui touchait les livres nouveaux, mais non en ce qui touchait les œuvres anciennes. Après une allusion aux bienfaits de l'art de l'imprimerie, la bulle rappelait les nombreuses plaintes adressées au Saint-Siège, contre des imprimeurs qui, en beaucoup de lieux, publiaient et vendaient des livres traduits du grec, de l'hébreu, de l'arabe et du chaldéen, tant en latin qu'en langues profanes, livres contenant des erreurs de foi et des dogmes pernicioeux ; ces imprimeurs éditaient aussi des libelles diffamatoires contre des personnes de haut rang, publications qui causaient de nombreux scandales et menaçaient d'en provoquer d'autres. Donc, à l'avenir, nul n'aura le droit d'imprimer un livre sans qu'il ait été procédé à un examen préalable, certifié par une note manuscrite émanant, à Rome, du vicaire pontifical et du maître du Sacré Palais, et, dans les autres villes, de l'Inquisition, de l'évêque et d'un expert nommé par l'évêque. Toute méconnaissance de ces formalités entraînait l'excommunication, la perte de l'édition qui serait brûlée, une amende de cent ducats à la fabrique de saint Pierre et la fermeture de la librairie pendant un an. La rébellion soutenue serait frappée de pénalités aptes à servir d'avertissement à tous (1). Ces mesures arrivaient trop tard. Le mécanisme de persécution, encore capable de torturer des sorcières, était, par ailleurs, trop complètement désorganisé pour tenir tête au flot montant de l'intelligence humaine ; toutes ces fragiles barrières furent promptement renversées. Nous avons vu comment

615

(1) Concil. Latran. V. Sess. ix. (Harduin. IX. 1779-81).

Ces règles ne furent probablement appliquées que dans les localités où l'Inquisition était encore en activité. L'édition du traité *De Carlo et Mundo*, de Nifo, publiée à Naples en 1517, porte un *imprimatur* signé par Antonio Caietano, prieur du couvent dominicain, rappelant le décret conciliaire et déclarant qu'en l'absence de l'inquisiteur, il a été chargé, par le vicaire de Naples, d'examiner l'œuvre, dans laquelle il n'a rien trouvé de blâmable.

Dans les éditions vénitienes de Joachim de Flore, publiées en 1516 et 1517, on relève non seulement la permission de l'inquisiteur et du patriarche de Venise, mais encore celle du Conseil des Dix, preuve que la presse était rigoureusement enchaînée. — Cependant, à la même époque, l'édition lyonnaise du *De Placitu Ecclesie* d'Alvar Pelayo (1517) ne porte pas d'*imprimatur* ; évidemment, il n'y avait pas de censeurs à Lyon ; il en est de même de tous les livres allemands de cette période qu'il m'a été donné d'examiner.

échoua, après une longue lutte, l'effort tenté pour imposer silence à Reuchlin. La presse à imprimer multiplia à l'infini les satires d'Érasme et d'Ulric Hutten, et quand Luther parut, elle répandit universellement parmi le peuple les vigoureuses attaques du réformateur contre l'ordre établi. Il fallut du temps pour que les nécessités de la Contre-Réforme fissent perfectionner un système destiné à préserver les fidèles, dans les pays soumis à Rome, contre les insidieux poisons que répand la presse à imprimer.

CHAPITRE IX

CONCLUSION

616 Nous avons étudié longuement l'œuvre accomplie par l'Inquisition, tant directement qu'indirectement ; il nous reste à jeter un coup d'œil sur ce qu'elle a négligé de faire.

Les relations de l'Église grecque et du Saint-Siège permettent presque d'affirmer que la persécution de l'hérésie, loin d'être une question de conscience, était une pure question d'intérêt, et qu'elle fût appliquée ou négligée, au gré des avantages temporels de la papauté. Les Grecs étaient non seulement schismatiques, mais hérétiques : en effet, saint Raymond de Pennafort prouve que le schisme est une hérésie, attendu qu'il viole l'article du Credo « *unam sanctam Catholicam ecclesiam*. » Nous avons vu, à diverses reprises, que nier la suprématie de Rome ou mépriser ses commandements, était une hérésie. Boniface VIII, dans la bulle *Unam sanctam*, proclame comme article de foi nécessaire au salut, que toute créature humaine est soumise au pontife romain ; dans ce décret, il fait spécialement allusion aux Grecs. En outre, les Grecs refusaient d'admettre la Procession du Saint-Esprit, qui, imposée par Charlemagne à Léon III, modifiait le symbole de Nicée en faisant précéder le Saint-Esprit du Père et du Fils. Ce refus les

rendait hérétiques sur un point de doctrine de la plus haute importance aux yeux de l'Église romaine. Pourtant, l'Église sut toujours établir un *modus vivendi* et exercer une prudente tolérance à l'égard de l'Église grecque, lorsque cette politique semblait profitable. Il en fut ainsi dans l'Italie méridionale, que Léon l'Isaurien avait détachée de Rome et soumise à Constantinople au vi^e siècle, pendant la controverse des Iconoclastes. En 968, le patriarche de Constantinople substitua le rite grec à la liturgie romaine dans les églises d'Apulie et de Calabre; certaines communautés résistèrent, mais la plupart se soumirent et conservèrent l'observance nouvelle, même après la conquête de Naples par les Normands. Ainsi, lorsqu'en 1092 un évêque romain fut promu au siège de Rossano, le peuple murmura et obtint du duc Roger la permission de rester fidèle au rite grec. Cette situation se prolongea jusqu'en 1460, époque à laquelle l'évêque observantin Matteo réussit à imposer le rite romain (1).

617

Les Églises grecques qui subsistèrent longtemps dans les pays slaves et magyars furent soumises à une oppression plus grave, bien que spasmodique et intermittente. En 1204, André II de Hongrie demanda à Innocent III de nommer des prieurs romains pour les monastères grecs de ses territoires. Dans la convention de 1233, qui succéda à la mise en interdit du royaume, on exigeait de Bela IV le serment de contraindre tous ses sujets à rendre hommage à l'Église romaine, et Grégoire XI le somma de tenir immédiatement sa promesse à l'égard des Valaques, qui pratiquaient le rite grec. En 1248, on voit Innocent IV envoyer en Albanie des Dominicains travailler à la conversion des Grecs, et il y a tout lieu de croire que l'on

(1) S. Raymundi *Summ.* I. vi. i. — Extrav. Commun. I. viii. — Lib. Carolin. m. 1. 3. — Harduin. *Concil.* IV. 131, 453-4, 747, 775, 970. — Hartzheim *Concil. German.* I. 399-6. — Eymeric. p. 325. — Tocco, *L'eresia nel Me lio Evo.* p. 389-90. — C. 9. 11, Extra. i. xi.

Quand Sigismond d'Autriche, dans sa querelle avec Nicolas de Cusa au sujet de l'évêché de Brixen, refusa d'observer l'interdit lancé contre ses domaines, Pie II, en 1460, le cita à comparaitre en jugement comme hérétique, avant soixante jours, parce que cette désobéissance le rendait notoirement coupable d'une hérésie entre les hérésies, l'infidélité à l'article de foi : « *Credo in unam sanctam Catholicam et Apostolicam ecclesiam* » (Treher et Shuv. II. 192).

comptait sur la persuasion plus que sur la violence, puisque les missionnaires étaient autorisés à accorder des dispenses pour toutes les irrégularités, même pour la simonie. Cent ans plus tard, Clément VI et Innocent VI furent plus énergiques et ordonnèrent aux prélats de la péninsule balkanique de chasser tous les schismatiques, en requérant au besoin l'aide du bras séculier. Nous avons vu combien furent infructueux les efforts tentés en vue d'exterminer les Cathares de ces pays, et comment le seul résultat de cette tentative pour imposer l'uniformité de la foi fut de faciliter les progrès de la conquête turque (1).

Les possessions des Croisés dans le Levant soulevèrent un problème encore plus complexe. Bien qu'Innocent III eût protesté contre la conquête de Constantinople en 1204, il s'em-
 618 pressa, après la victoire, de reconnaître la mystérieuse sagesse de Dieu qui avait ruiné ainsi l'hérésie grecque, et il se hâta de prendre des mesures pour tirer de ce succès le plus grand profit possible. Il ordonna aux Croisés de destituer tous les prêtres ayant reçu l'ordination des mains d'évêques grecs et de confier les églises saisies à des prêtres romains, en ayant soin que les biens de ces églises ne fussent pas dissipés. Une horde de clercs avides se précipita aussitôt sur ces nouvelles possessions, causant la plus grande gêne aux ecclésiastiques en fonctions; Innocent, consulté à ce sujet, fit savoir que seuls les prêtres porteurs de lettres de créance devaient être autorisés à officier en public. Ainsi, dans les royaumes latins d'Orient, une nouvelle hiérarchie fut imposée aux églises; mais la population ne fut pas convertie et l'on ne put adopter une politique nettement définie pour parer aux difficultés de cette situation embarrassante (2).

Strictement parlant, tous les ecclésiastiques et hérétiques étaient, *ipso facto*, sous le coup de l'excommunication; mais

(1) Innoc. PP. III. *Regest.* vii. 47. — Battiani *Leges Eccles. Hung.* II. 355-6. — Ripoll. I. 70-1, 186. — Wadding, ann. 1351, n° 8; ann. 1354, n° 4, 5.

(2) Innoc. PP. III. *Regest.* vii. 2-12, 121, 152-4, 164, 203-5; ix. 243-6; x. 49-51.

on savait négliger cet interdit quand la tolérance était avantageuse ; c'est ainsi qu'en 1224 Innocent IV, en envoyant des missionnaires dominicains auprès des Grecs Jacobites, Nestoriens et autres hérétiques d'Orient, leur donnait pleins pouvoirs pour partager avec ces hérétiques les offices de la religion. Dans les pays où les églises grecques étaient indépendantes, on s'efforçait de les convertir par la persuasion et les négociations ; telles furent les missions envoyées, en 1233, par Grégoire IX à Germanus, patriarche de Nicée, et, en 1247, par Innocent IV aux Russes. Mais quand ces tentatives échouaient, on n'hésitait pas à recourir à la force, et Grégoire, déçu dans son attente, prêcha la croisade pour réduire les schismatiques à l'obéissance. Aussi, en 1267, lorsque Charles d'Anjou, dans son ambition démesurée, enflammée par la conquête de Naples, rêva de reconquérir Constantinople, il conclut avec l'empereur *in partibus* Beaudouin II un traité où il est dit que la réunion de l'Empire d'Orient à l'Église de Rome est le mobile de l'expédition. L'entreprise de Charles fut différée par la soumission de Michel Paléologue au concile de Lyon en 1274 ; mais cette conversion ne fit qu'exciter la rébellion parmi les sujets de Paléologue ; Michel Comnène fut placé à la tête du parti qui défendait l'Église nationale, et la guerre éclata en 1279. Charles se hâta de tirer parti de cette situation, mais les Vêpres siciliennes vinrent, en 1283, absorber son attention et ses soins ; il dut abandonner son projet (1).

619

Dans les territoires soumis à la domination latine, les conditions furent quelque peu différentes. Il fut impossible de déraciner l'Église locale et il fallut permettre la coexistence des deux rites, avec des alternances de tolérance et de persécution, de persuasion et de contrainte. En 1303, Benoît XI, en ordonnant au prieur dominicain de Hongrie d'envoyer des missionnaires en Albanie et dans d'autres provinces, parle des églises et des monastères latins en des termes qui montrent que les

(1) C. 35 Decr. P. n. Caus. xiv. Q. 9. — Berger, *Registres d'Innocent*, iv, n° 573, 1817. — Raynald, ann. 1233, n° 1-15. — Epist. Sæculi XIII. T. I. n° 725 (Perle). — Buchon, *Recherches et Matériaux*, p. 31, 40-2.

deux rites étaient admis concurremment, et qu'il fallait seulement s'opposer aux empiètements des Grecs. On a conservé par hasard des documents relatifs au royaume de Chypre, qui attestent les difficultés de la situation et les variations de la politique suivie. En 1216, Innocent III réduisit le nombre des évêchés de l'île de quatorze à quatre, — Nicosia, Famagosta, Limisso et Baffo — et nomma à chacun de ces sièges un évêque grec et un latin, pour y pratiquer leurs rites respectifs, ce qui était reconnaître l'égale orthodoxie des deux. Quarante ans plus tard, on trouve les monastères grecs soumis à l'archevêque latin de Nicosia, et il semble que les prélats romains aient réclamé quelque préséance, car, en 1250, l'archevêque grec sollicita d'Innocent IV la permission de reconstituer les quatorze sièges et d'y pourvoir en consacrant des évêques; il demandait que ces évêchés fussent tous indépendants de l'archevêque de Nicosia, et que tous les Grecs et Syriens fussent soumis à ces évêques, non aux évêques latins. Sa requête fut rejetée. Alexandre IV donna formellement la haute-main aux prélats romains, ce qui, naturellement, provoqua des querelles; parfois même il arrivait que les Grecs fussent traités en hérétiques par des hommes d'Église zélés et par les ecclésiastiques dont l'autorité était méconnue, comme nous l'apprennent des appels adressés à Boniface VIII en 1295. Jean XXII tenta énergiquement d'extirper certaines hérésies et pratiques hérétiques en honneur parmi les Grecs; mais il permit, semble-t-il, l'observance régulière de leurs rites. Pourtant, vers cette époque, Bernard Gui, dans sa collection de formules inquisitoriales, donne deux modèles pour l'abjuration des erreurs grecques et la réconciliation des gens excommuniés par les canons condamnant ces schismatiques. Par suite, on doit penser que les inquisiteurs d'Occident étaient accoutumés à mettre la main sur tous les infortunés Grecs qu'ils pouvaient découvrir dans les ports français de la Méditerranée. Les malheureux devaient éprouver le même sort en Aragon, car Eyméric n'hésite pas à les qualifier d'hérétiques. L'esprit de persécution se développa; vers 1350, le concile de Nicosia, tout en permettant aux quatre

évêques grecs de demeurer à Chypre, ordonnait de dénoncer comme hérétique quiconque ne tenait pas Rome pour l'Église-mère et le pape pour le vicaire du Christ; en 1351, on publia une proclamation ordonnant à tous les Grecs de se confesser une fois l'an à un prêtre latin et de recevoir ensuite le sacrement selon le rite romain. Si ce décret fut mis en vigueur, il dut fournir à l'Inquisition de nombreuses victimes, car, en 1407, Grégoire XII déclara que tout Grec qui reviendrait au schisme après avoir reçu les sacrements orthodoxes, serait « relaps », et il ordonna à l'inquisiteur Élie Petit de punir les coupables, en requérant au besoin l'aide du bras séculier (1).

Les Vénitiens, quand ils se furent emparés de la Crète, s'efforcèrent de ruiner l'Église grecque en interdisant l'entrée de l'île à tout évêque de ce rite, et en défendant aux habitants d'aller recevoir l'ordination à Constantinople. Pourtant, en 1373, Grégoire XI apprit avec irritation qu'un évêque avait réussi à débarquer et que des Crétois allaient constamment recevoir les ordres à Constantinople. Il fit appel au doge Andréa Constareni pour obtenir l'application des lois salu-
taires, mais sans grand profit, car, en 1375, il déclara que presque tous les habitants étaient schismatiques et que presque toutes les cures étaient aux mains des desservants grecs, auxquels il donna le choix entre la conversion immédiate ou l'expulsion. (2)

Des efforts si intermittents restèrent naturellement sans succès. Loin de ruiner l'Église grecque, on dut constater que
nombre de catholiques s'étaient pervertis au contact d'une

621

(1) Theiner *Monument. Slavor. Meridional.* I. 120. — Berger, *Registres d'Innoc.* IV. n° 2058, 4053, 4750, 4769. — Barb. de Mironi, *Hist. Eccles. di Vicenza* II. 10-2. — Thomas, *Registres de Boniface VIII.* n° 613-4. — Raynald. ann. 1318, n° 57. — Ripoll. II. 172, 482. — B. Guidon. *Pratica*, P. II. n° 9; P. V. n° 11. — E. meric. p. 303. — Harduin. VII. 1700, 1709, 1720.

Les relations existant entre les deux races, en Orient, n'étaient pas de nature à gagner les Grecs à l'orthodoxie. Un écrivain du milieu du XIII^e siècle, qui était plein de zèle pour la réunion des deux Églises, fait plusieurs fois allusion à l'ini-mi-tié provoquée par la tyrannie et l'injustice des Latins à l'égard des Grecs. Le dernier des orthodoxes osait traiter les Grecs avec mépris, leur tirer la barbe et les appeler chiens. — Opusc. Tripartiti P. II. c. xi, xvii (*Fascic. Rec. Expens.* et *Fugient.* II. 215, 216, 221).

(2) Raynald. ann. 1373, n° 18; ann. 1375, n° 23.

population schismatique. En 1449, Nicolas V appela sur ce péril l'attention de l'inquisiteur de la province de Grèce, en lui déclarant que, bien que le rite oriental fût louable, il fallait le séparer soigneusement du rite latin, et punir, même avec le concours du bras séculier, toute infraction à cette règle. Mais l'Inquisition n'était guère encouragée à l'action dans ces régions. En 1490, lorsqu'Innocent VIII nomma Frà Vincenzo de'Reboni inquisiteur de Chypre, île où les hérétiques étaient nombreux, et qu'il ordonna aux évêques de Nicosia, de Famagosta et de Baffo de fournir chacun une prébende pour l'entretien de cet inquisiteur, les prélats protestèrent si énergiquement que le pape dut retirer sa demande. Tout cela nous prouve que Rome, dans ses relations avec l'Église grecque, se laissait gouverner par les nécessités politiques, qu'elle savait se montrer tolérante quand les circonstances exigeaient la tolérance, et que l'Inquisition était pratiquement inactive à l'égard de ces populations hérétiques, quoique leur hérésie fût bien plus criminelle que celle de nombre de sectaires impi-toyablement exterminés. (1)

Durant le moyen-âge, la société ne connut guère de fléau plus odieux que les *questuarii* ou marchands d'indulgences et de pardons qui parcouraient l'Europe, porteurs de reliques et de privilèges, pleins d'effronterie et doués de solides pommons, vendant des exemptions de pénitences et d'années de purgatoire, avec l'admission future au paradis, débitant toutes sortes de mensonges et déshonorant l'Église en même temps qu'ils ruinaient les gens crédules. Parfois, c'étaient des agents autorisés de Rome ou de quelque évêque diocésain; parfois ils prenaient à ferme un district moyennant un prix déterminé ou une part du butin; parfois, enfin, ils se contentaient d'acheter

(1) Raynald, ann. 1449, n° 10. — Ripoll IV, 72.

En 1718, la congrégation de la Propagande autorisa l'érection d'un évêché grec en Calabre, pour donner à la population grecque les secours de la religion. Les Grecs de la Sicile insulaire se plaignirent des frais nécessités par l'envoi de leurs jeunes gens en Calabre et à Rome pour l'ordination, et, en 1784, sur la demande de Ferdinand III, Pie VI autorisa la fondation d'un autre évêché grec à Palerme. — Gallo, *Codice Ecclesiastico Siculo*, IV, 47 (Palermo, 1852).

à la curie ou à un prélat local des lettres les autorisant à exercer leur négoce. Tetzcl, qui excita jusqu'à la rébellion la colère de Luther, n'était qu'une unité dans la horde de ces vagabonds qui, pendant des siècles, avaient tondus les populations et contribué, de tout leur pouvoir, à rendre la religion méprisable aux yeux des gens sensés. Le Dominicain Thomas de Cantimpré compare amèrement les sommes dérisoires versées, pour l'achat du salut, aux envoyés pontificaux recueillant des fonds pour les guerres italiennes du Saint-Siège, avec les incessants travaux et l'austérité de ses frères et des Franciscains, qui passent des nuits de veille et des jours entiers à assurer les secours de la religion à leurs semblables, sans cependant obtenir l'assurance que leurs péchés seront pardonnés. Le caractère de ces colporteurs de salut est décrit dans un traité soumis, en 1274, au concile de Lyon par Umberto de Romani, qui avait abandonné, en 1263, le généralat de l'Ordre dominicain. Il déclare que ces gens, par leurs mensonges et leur corruption, exposent l'Église aux risées; ils achètent la faveur des prélats et obtiennent ainsi tous les privilèges dont ils ont besoin; leurs lettres de pardon sont frauduleuses plus qu'on ne saurait croire; ils trouvent, dans de fausses reliques, une source intarissable de profits et, s'ils recueillent auprès du peuple des sommes considérables, ils n'en consacrent qu'une très faible partie aux œuvres pour lesquelles ils prétendent quêter. (1)

Ces individus n'étaient pas justiciables des juridictions ordinaires, car ils étaient porteurs de privilèges décernés par la

(1) Th. Cantimpré, *Donum Universale*, Lib. II c. 2. — Humb. de Roman., *Tract. in Concil. Lugdun.* P. II, c. 8. (Martène, *Ampl. Coll.* VII, 17). — Cf. Opusc. Tripart. P. II, c. viii (*Fascic. Her. Repetend. et Frigid.* II, 227).

William Langland expose assez clairement l'opinion populaire concernant les quatuor :

« Here precheþ a Pardouere as he a prest were,
Broughte forth a bulle with bishopes seles,
And seide that hym-selfe myghte excoile hem alle.
Of faushed of fastyng of rowes ybroken.
Lewed men lewed hym well and tyked his wordes...
... Were the bischop yblisid and worth bothe his cares
His seel shulde not be sent to deceyue the peple. »

(*Piers Plowman*, Prologue, 68-79.)

Curie ou par l'Évêque du diocèse; leur commerce profitait à trop de gens pour qu'on pût l'abolir, et le seul moyen d'enrayer leurs pires excès semblait être l'emploi de l'Inquisition. Aussi, à peine l'Inquisition fut-elle parfaitement organisée, qu'Alexandre IV eut recours à elle à cet effet, et inséra au nombre des prérogatives inquisitoriales le droit de réprimer l'audace des *quæstuarii* et de leur interdire la prédication. Cette mesure fut prise successivement par plusieurs papes; elle finit par être incorporée dans la loi canonique et énumérée au nombre des devoirs imposés par le mandat inquisitorial. La dixième partie de l'énergie qu'on déploya à pourchasser Vau-
dois et Spirituels aurait suffi pour abolir les plus détestables excès de ce trafic; mais cette énergie fit totalement défaut aux inquisiteurs. Dans les annales de l'Inquisition, je n'ai rencontré qu'un seul cas, qui se présenta en 1289, lorsque Béranger Pomilli fut traduit devant l'inquisiteur Guillaume de Saint-Seine. Le prévenu était un clerc marié de Narbonne, qui avait, pendant trente ans, pratiqué le métier de *quæsturius* dans le diocèse de Narbonne, de Carcassonne et d'autres lieux, recueillant de pieuses aumônes pour la construction d'églises et de ponts, ou pour des œuvres diverses. Il avait coutume de prêcher devant le peuple pendant la célébration de la messe, et confessa qu'il avait proféré les plus honteux mensonges : il avait notamment raconté que la croix portée par le Christ jusqu'au lieu de la crucifixion était si lourde qu'elle serait un fardeau pour dix hommes; comme la Vierge se tenait au pied du Crucifié, la croix se pencha, de sorte que Marie baisa les mains et les pieds du Sauveur, puis la Croix se redressa; il contait encore mille fables concernant le Purgatoire et la libération des âmes; mais ce dernier point, qui constituait la vraie fraude de son trafic, fut prudemment omis dans la minute officielle de sa confession. On lui demanda s'il croyait à ces fables; cette question lui fit comprendre le danger qu'il courait, car admettre sa bonne foi eût été se reconnaître hérétique. Il répondit humblement qu'il savait qu'il débitait ordinairement des mensonges; mais il les racontait pour

énouvoir les âmes des auditeurs et gagner leurs libéralités. Il demanda immédiatement que l'inquisiteur lui désignât une pénitence. On ne sait quelle pénitence lui fut infligée.

Les procès de ce genre devaient être très rares, puisque, en 1311, le concile de Vienne se plaint que ces vagabonds accordent couramment indulgences plénières à quiconque fait des dons aux églises qu'ils représentent; ils accordent aussi des dispenses de vœux, donnent l'absolution du parjure, de l'homicide et d'autres crimes; déchargent leurs clients d'une partie des pénitences qu'ils ont encourues, ou sauvent du Purgatoire les âmes des parents défunts et les font admettre immédiatement au Paradis. Le concile interdisait pour l'avenir toutes ces pratiques, mais il ne comptait plus sur l'Inquisition pour contraindre les délinquants à l'obéissance; ce furent les évêques qui reçurent l'ordre de prendre l'affaire en mains. Les prélats, comme on pouvait s'y attendre, ne rendirent aucun service. Jean XXII se plaignit, peu après, que les fraudes effrénées devinssent de plus en plus nombreuses, et ordonna aux évêques de les réprimer; mais son ordre resta sans effet. Ces abus persistèrent jusqu'à devenir la cause immédiate de la Réforme; ensuite le concile de Trente abolit la profession de « quêteur », en avouant que cette catégorie d'individus avait provoqué de grands scandales parmi les fidèles et que tous les efforts de réforme étaient demeurés infructueux. (2)

624

Un fait plus grave fut l'inaction de l'Inquisition à l'égard de la simonie. La simonie fut le mal qui rongea l'Église pendant le Moyen-Age tout entier, la source de tous les maux dont l'Église affligea la Chrétienté. Du plus haut placé jusqu'au plus infime, du pape au plus humble prêtre paroissial, cette malédiction régnait universellement. Ceux qui n'avaient à vendre que les sacrements en faisaient commerce. Ceux qui, par

(1) C. xi. § 2 Sexto v. ii. — Bern. Guidon. *Practica* P. v. (Ed. Dauris, p. 199). — Éymeric. p. 407, 564. — Coll. Doct. XXVI. 314.

(2) 2 Clément v. ix. — Marca Hispanica, p. 1456. — Concil. Seno ens. ann. 1485, Art. II, c. 8 (D'Achery, I. 738). — C. Trident. Sess. xvi, *De Reform.* c. 9.

leur situation élevée, disposaient de bénéfices et de promotions, de dispenses et de jugements, ne rougissaient nullement d'étaler leurs denrées à marché ouvert ; et l'avancement ainsi obtenu remplissait les postes ecclésiastiques d'hommes mercenaires et rapaces, dont le seul objet était de grossir leur bourse par des exactions et de s'abandonner à d'ignobles vices. Berthold de Ratisbonne prêche, vers le milieu du xiii^e siècle, que la simonie est le pire des péchés, pire que l'homicide, l'adultère et le parjure ; mais, dit-il, ce mal affole les hommes au point qu'ils croient, en s'y livrant, servir Dieu (1). D'instinct, la Chrétienté entière tournait les yeux vers le Saint-Siège, source première de tous ces maux. Une spirituelle satire populaire, très répandue au xiii^e siècle, atteste avec quelle vivacité on ressentait cette honte :

« Ici commence l'Évangile selon les Mares d'argent. En ces jours, le pape dit aux Romains : « Quand le Fils de l'Homme viendra au trône de notre Majesté, dites-lui tout d'abord : « Ami, pourquoi viens-tu ? » Et s'il continue à frapper à la porte, sans rien vous donner, rejetez-le dans les ténèbres extérieures ». Il arriva qu'un pauvre clerc se présenta à la Cour de Monseigneur le pape et s'écria : « Ayez pitié de moi, gardiens de la grille du pape, car la main de la pauvreté s'est abattue sur moi. Je suis pauvre et affamé, je vous supplie de me secourir dans ma détresse. » Alors ils entrèrent en courroux et dirent : « Ami, que ta pauvreté périsse avec toi ; arrière, loin de moi, Satan, car tu ne connais pas l'odeur de l'argent. En vérité, en vérité je te le dis, tu n'entreras pas dans la joie de ton Seigneur tant que tu n'auras pas donné ton dernier sou. »

625

« Alors le pauvre homme s'en alla et vendit son manteau et son vêtement et tout ce qu'il avait et donna l'argent aux cardinaux et aux gardes de la grille et aux chambellans. Mais ils dirent : « Qu'est-ce qu'une telle somme à partager entre tant de gens ? » Et ils le jetèrent hors des grilles, et il pleura amèrement et il ne trouva rien qui le réconfortât. Alors vint à la cour un riche clerc, gros et gras et lourd, qui, dans sa colère, avait tué un homme. D'abord il donna de l'argent au garde de la grille, puis au chambellan, puis aux cardinaux ; et ils pensèrent qu'ils en obtiendraient davantage. Mais Monseigneur le pape,

(1) Bertholdi a Ratispona *Sermones*, Monachii, 1882, p. 13.

apprenant que les cardinaux et les serviteurs avaient reçu du clerc beaucoup de dons, tomba mortellement malade. Alors le riche personnage lui envoya un électuaire d'or et d'argent et aussitôt le pape fut guéri. Alors Monseigneur le pape appela les cardinaux et les serviteurs et leur dit : « Mes frères, ayez soin que nul ne vous séduise par des paroles creuses. Je vous donne l'exemple ; tout comme j'ai pris, prenez à votre tour (1). »

En vain l'énergie intrépide et l'inflexible volonté d'Hildebrand tentèrent, au ^x^e siècle, d'extirper l'indéracinable fléau. Le mal croissait en étendue et en profondeur à mesure que l'Eglise voyait grandir sa puissance et centralisait ses pouvoirs au Saint-Siège. La simonie était reconnue hérésie par le droit canon ; elle était, comme hérésie, passible de réclusion perpétuelle, et, par suite, justiciable de l'Inquisition. Grâce à cette organisation soumise aux ordres du Saint-Siège, l'infatigable rigueur qui avait, pendant tant de générations, pourchassé Cathares et Vaudois, aurait pu, avec le temps, guérir cet ulcère dévorant et purifier l'Eglise ; *mais l'Inquisition ne fut jamais invitée à poursuivre les simoniaques* et on ne voit pas, dans

626

(1) Carmina Burana, Breslau, 1883, p. 22-3. — C'était un thème favori parmi les rimailleurs du temps :

« *Cardinales ut prædixi
Novo jure crucifixi
Vendunt patrimonium.
Petrus foris, intus Nero,
Intus lupus, foris vero
Sicut agni ovium* »

(Ibid. p. 18).

Et le mal avait envahi l'Eglise entière :

« *Veneunt altaria,
Venit eucharistia
Cum sit nugatoria
Gratia veualis* ».

(Ib d. p. 41).

Le bon Franciscain Jean de Winterthur attribuait tous les malheurs qui accablaient l'Eglise, à la vénalité des ecclésiastiques.

« *Ecclesiam nummus vilem fecit meretricem,
Nam pro mercede sortum dat se cupienti.
Nummus cuncta facit nil bene justitia,
Cunctis prostituteus pro munere sequere venalem,
Singula facta negat vel agit pro sti, ite solo;
Divino zelo nulla fere peragit.* »

(Vitodurani Chron. ann. 1343).

ses registres, qu'elle ait jamais, de son initiative privée, entrepris cette tâche. D'ailleurs, si quelque juge trop zélé avait risqué une telle action sans y être invité, on lui aurait promptement fait comprendre son erreur, car la simonie était pour la Curie une double source de profits, profits directement tirés de la vente des bénéfices, profits indirectement tirés de la vente des dispenses aux gens qui avaient encouru les censures. Dire que le Saint-Siège accordait des dispenses pour hérésie paraît une assertion contradictoire dans les termes ; c'était pourtant une pratique habituelle. Les légats et les nonces envoyés au loin étaient autorisés à récolter de l'argent parmi les fidèles en accordant des dispenses pour toutes les incorrections et disqualifications, au nombre desquelles figurait la simonie. Jean XXII changea cet état de choses lorsqu'il systématisa le trafic des absolutions et en fit couler tous les bénéfices dans la pénitencerie papale, lorsque le pardon de la simonie s'achetait six gros pour un laïc, sept gros pour un clerc, huit pour un moine. Il est aisé de deviner pourquoi on ne demanda pas à l'Inquisition de détruire une hérésie si avantageuse à tous égards. D'ailleurs, si la simonie était une hérésie aux termes du droit canon, elle ne fut jamais traitée comme telle dans la pratique. Guillaume Durand, dans son *Speculum Juris*, écrit en 1271, donne des formules pour permettre à des particuliers d'accuser de simonie des évêques, des prêtres et des moines ; mais ni lui, ni ses nombreux commentateurs ne font la moindre allusion à l'application de la procédure ecclésiastique dans les cas de simonie (1).

(1) C. 7, 20, 24 Decr. P. n. Caus. 4. Q. 1. — Th. Aquin. *Summ. Sec. Sec. Q.* 100. Art. 1. — *Gloss. Bernardi* ; *Gloss. Hostiens.* (Eymeric, p. 138, 143, 165). — Eymeric, p. 318. — Berger, *Registres d'Inn.* I, n° 2977, 3010, 4668, 4718. — Thomas, *Reg. de Boniface VIII.* n° 547, 554, 557-8, 644, 726, 747. — *Taxæ Sac. Penitent.* Ed. Friedrichs, p. 35 ; Ed. Gibbings, p. 3 (cf. Van Espen, *Dissert. in Jus Canon. noviss.* P. m, p. 699). — Durandi *Speculum Juris*, Lib. iv. Partic. iv. Rubr. de *Simonia*.

Clément IV fit exception à la règle et chercha à réprimer la cupidité de la curie. En 1266, quand Jean de Courtenai, élu archevêque de Reims, imposa à son diocèse la lourde obligation de lui verser douze mille livres pour payer le Sacré Collège, Clément excommunia le prélat et lui enjoignit de révéler les noms de tous les personnages qui participaient à ce pillage. Pourtant, ce même Clément n'hésita pas à suivre les errements de son prédécesseur Urbain IV, lors des négoc-

On ne saurait se faire une idée trop sombre de la corruption dont ce mal infecta les moindres fibres de l'Église. La plupart des bénéfices appartenaient à des hommes ignorants et soucieux de leurs seuls intérêts temporels, s'attachant à regagner sur les malheureux confiés à leurs soins les sommes dont ils avaient payé leur promotion. Étienne Palecz, dans un sermon prononcé devant le concile de Constance, déclare qu'il n'y a guère dans toute la Chrétienté une seule Église exempte de la tare de simonie, par suite de la lutte furieuse soutenue par toutes sortes de gens avides des honneurs et de la richesse attachés aux bénéfices ecclésiastiques; cette simonie a pour conséquence la promotion d'hommes ignorants, paresseux et scélérats, qui ne pourraient trouver ailleurs une place de berger ou de porcher.

La vénalité du Saint-Siège était si impudente que des dialecticiens et des juristes de grand crédit déclaraient sérieusement que le pape ne pouvait commettre de simonie. Cette assertion ne saurait surprendre lorsqu'on voit des papes, comme Boniface IX, capables de se livrer à de brutales spéculations. Manquant d'argent pour payer ses soldats et les frais des vastes édifices qu'il avait fait construire, Boniface déposa soudain presque tous les prélats qui se trouvaient à sa cour, ainsi que nombre d'absents, ou les transféra à des sièges *in partibus*, pour vendre ensuite au plus offrant les postes devenus vacants. Nombre d'infortunés prélats, incapables de racheter leur bénéfice, erraient sans trouver un morceau de pain; dans beaucoup de provinces régnaient de ce chef une confusion et une agitation indescriptibles.

Théodore Niem, auquel on doit le récit de ces faits, fut lui-même fonctionnaire épiscopal pendant trente-cinq ans; il ne parlait donc pas sans expérience, lorsqu'il comparait la libéra-

cations qui aboutirent à la croisade de Charles d'Anjou contre Manfred. Simon, cardinal de Sainte-Cécile, envoyé en France à cet effet, était muni de pouvoirs spéciaux pour accorder des dispenses aux gens qui détenaient des bénéfices sans remplir les conditions d'âge et de naissance, à ceux qui cumulaient des bénéfices, à ceux qui avaient pris femme, bien qu'occupant les grades où le mariage était interdit. Il avait reçu l'ordre de distribuer des faveurs afin d'aplanir toutes les difficultés qui pourraient entraver le projet. (Urban PP. IV. *Epist.* 32-33. 40, 64-5, 68; Clément. PP. IV. *Epist.* 8, 19, 20, 41, 383, *apud* Martène, *Thesaur.* II.)

628 lité magnifique des prélats allemands à l'avarice sordide des Italiens. Ceux-ci ne donnaient aucune aumône et employaient toute leur activité à s'enrichir et à enrichir leurs familles. Mais quand ces prélats mouraient, nous dit-il, la Chambre apostolique s'emparait de tout le butin, et l'on ne saurait s'imaginer l'état de délabrement des cathédrales et des monastères d'Italie, en conséquence de ces dépredations et de ces rapines. Quant à la Chambre apostolique elle-même, ses membres ont des têtes et des cœurs durs comme la pierre, des âmes moins sensibles à la pitié que l'acier. Aussi impitoyables envers les Chrétiens que le seraient des Turcs ou des Tartares, ils dépouillent de tout bien les prélats nouvellement promus. Si ceux-ci ne peuvent répondre aux exigences des pillards, on leur vend un sursis à un taux immodéré ; et s'ils ont gardé quelques ressources pour payer les frais de leur retour, on leur arrache ce dernier pécule. Aussi quiconque échappe aux griffes de ces bandits peut-il dire à juste titre : *Cantabit vacuus coram latrone viator*. Si vous allez à Rome verser un millier de florins et qu'une seule pièce ne soit pas de bon aloi, on ne vous permet pas de partir avant que vous l'ayez remplacée par une espèce trébuchante ou que vous ayez comblé deux fois le déficit en monnaie d'argent. Et si, au bout d'un an, on n'a pas payé la somme promise, l'évêque redevient simple prêtre et l'abbé humble moine. La place de ces insatiables fonctionnaires devrait être auprès des Furies infernales, des Harpies et de Tantale, à la soif toujours inassouvie.

Le Pogge, qui fut, pendant quarante ans, secrétaire pontifical, dépeint les candidats aux promotions comme dignes des fonctionnaires de la Curie. Fainéants, ignorants, avares, incapables de toute bonne action, ces hommes assiégeaient la Curie, réclamant à grands cris les bénéfices ou les autres faveurs qui tentaient leur cupidité. Un autre fonctionnaire pontifical rapporte que Boniface IX nomma aux sièges d'Allemagne des personnages absolument incapables, car toute promotion appartenait au plus offrant. Nombre de candidats payaient leur bénéfice dix fois plus cher que ne l'avait payé leur prédécesseur ; certains archevêchés coûtaient quarante

mille florins, d'autres soixante mille, d'autres quatre-vingt mille (1).

Ce fut en vain que Gerson démontra la simonie impliquée par l'attribution au pape des premiers revenus des bénéfices. En vain les conciles de Constance et de Sienne se plaignirent et protestèrent; en vain le concile de Bâle s'efforça d'élaborer un règlement. Tout aussi vaine fut la tentative de Charles VII et d'Albert II, dans les Pragmatiques Sanctions de 1438, dénonçant, comme simonie, les annates et les premiers revenus, malgré les protestations d'Eugène IV. L'organisation pontificale était trop forte pour qu'on pût échapper à ses griffes, et, jusqu'à l'époque de la Réforme, la simonie demeure la malédiction universelle (2).

629

(1) Von der Hardt, I. xvi. 841. — D'Argentré I. II. 228. — Theod. a Niem de *Schismate* Lib. II. c. xiv; Ejuod. *Nemor. Unionis Tract.* VI. c. 36, 37, 39. — Poggii Bracciol. *Dialogus Contra Hypocrisim.* — Gobelini Personæ *Cosmodrom.* *Æt.* V. c. 85.

On débattit longtemps la question de savoir s'il était possible qu'un pape se rendit coupable de simonie. Au concile de Lyon, en 1245, Guiard, évêque de Cambrai, à qui un cardinal demandait s'il croyait possible la simonie papale, répondit par une affirmation énergique (Th. Cantimprat. *Bonum Universale*, Lib. II. c. 2). Thomas d'Aquin ne se contente pas d'affirmer la possibilité de ce péché; il ajoute que le crime est d'autant plus grand que le coupable est plus haut placé (*Summ. Sec. Sec. Q.* 100, Art. 1, n° 7). Pourtant la vénalité du Saint Siège était trop notoire pour qu'on pût chercher à la dissimuler, et l'on trouva des arguments pour prouver que le pape avait le droit de vendre les bénéfices. Voir, à ce sujet, l'*Aureum Speculum Papae*, P. II. c. 1, écrit en 1404, sous Boniface IX; voir également les laborieux efforts de Guillaume d'Ockham pour ruiner cette assertion. Les ingénieuses méthodes employées par la Curie pour arracher aux postulants jusqu'à leur dernier sou sont exposées dans le *Speculum*, P. I, c. v. L'auteur n'hésite pas à dire que la Curie est dans un état de péché mortel (*Fascic. Rer. Exetend. et Fugient.* II. 63, 70, 81, 461). Tous ceux qui déplorent la situation de l'Église se tournaient instinctivement vers le Saint-Siège, source de la corruption et de la démoralisation. On ne saurait rien imaginer de plus terrifiant que le tableau que nous offre, vers cette époque, le traité *De Squaloribus Romanæ Curie*, du cardinal Mathieu de Krokow (*Ibid* II. 584-607).

(2) Gersoni *Tract. de Symonia.* — D'Argentré I. II. 234. — Goldast. *Constit. Imp.* I. 402.

Dans *La Déploration de l'Église militante*, de Jean Boucher, écrite en 1512, la simonie est dépeinte comme le principal fléau du temps :

« Ceste sixte gloute et insatiable
Du sanctuaire elle a fait ung estable,
Et de mes loys coustume abhominable.
Ha, ha, mauldicte et fausse symonie !
Tu ne cessas jamais de m'infester...
Pour ung courtault on baille un bénéfice ;
Pour ung baisier ou aultre malefice
Quelque champis aura ung évesché ;

Outre cette infection venue de haut, une cause non moins puissante de démoralisation agissait en bas : c'était l'immunité dont jouissaient les ecclésiastiques contre les rigueurs de la juridiction séculière. Non seulement le peuple était scandalisé par la vue de clercs assassins ou criminels de tout genre, que les tribunaux mettaient en liberté après une parodie de procès, mais cette assurance d'impunité attirait dans les rangs de l'Église une foule d'hommes méprisables et vils qui voyaient dans la tonsure une sauvegarde contre la justice. Ce n'était pas seulement la juridiction criminelle de l'Église qui causait des scandales et des injustices. Le privilège ecclésiastique s'étendait aux affaires civiles et perpétuait les abus du clergé, qui accaparait des biens au nom de droits contestables et épuisait ensuite la partie adverse en citations coûteuses et en frais de toute nature (1).

630 Avec une semblable organisation et de pareils abus, il est aisé de concevoir ce qu'était la moralité des prélats et des prêtres. En faisant la part de la rhétorique, on peut accepter comme vraie, à cet égard, l'invective de Nicolas de Clemangis. Les évêques, dit-il, obligés de consacrer à l'acquisition de leurs sièges tout l'argent qu'ils peuvent récolter, se vouent exclusivement à leur besoin d'extorsion, négligeant entièrement leurs devoirs pastoraux et le bien-être spirituel de leurs ouailles ; si, par hasard, l'un d'entre eux prête quelque attention à ce genre de soins, on le méprise comme indigne de son rang. La prédication est tenue pour déshonorante. On vend toute promotion et toute fonction sacerdotale, ainsi que tout ministère épiscopal, imposition des mains, confession, absolution, don de dispense ; et les prélats justifient publiquement leurs actes en disant que n'ayant rien reçu gratis, ils ne

*Tout cent escus quelque meschant novice,
Plein de luxure et de tout aultre vice,
De dignitez sera tout empesché ».*

(Bull. de la Soc. de l'Hist. du Prot. Français, 1856, p. 268-9).

(1) Vaissete, Ed. Privat, X. Pr. 242, 254. — Synod. Urgellens, ann. 1364 (Villanueva, *Viage Literario*, T. XI, p. 325). — Voir Lea, *Studies in Church History*, 2^e Ed. p. 210 sqq.

sont pas tenus de donner gratis quoi que ce soit. Les seuls bénéfices qu'ils accordent sans paiement sont ceux dont ils gratifient leurs bâtarde ou leurs bouffons. Ils tirent également profit de leur juridiction. Les plus grands criminels peuvent acheter le pardon, tandis que les procureurs des évêques forgent, contre les paysans innocents, des accusations dont ces malheureux doivent ensuite se racheter par des amendes. On emploie les citations sous peine d'excommunication, les délais et les citations répétées, jusqu'à ce qu'on ait lassé le plus tenace et qu'on l'ait contraint à un arrangement, en ajoutant des sommes énormes à l'insignifiante amende réclamée d'abord. Les gens aiment mieux vivre sous les plus cruels tyrans que de subir les jugements des évêques. L'absentéisme est de règle : nombre d'évêques n'ont jamais vu leur diocèse, et ils valent encore mieux que les prélats qui résident et qui, par leur mauvais exemple, corrompent leurs ouailles. Comme on ne fait aucune enquête sur les mœurs des aspirants à la prêtrise, et qu'on se soucie uniquement de leur aptitude à payer le prix stipulé, l'Église est remplie d'hommes ignorants et immoraux. Il en est peu qui sachent lire. Ils hantent les tavernes et les lupanars, dépensent leur temps et leur argent à manger, à boire et à jouer ; ils se querellent, se battent, profèrent des blasphèmes et courent à l'autel en sortant des bras de leurs concubines. Les chanoines ne sont pas meilleurs ; ayant, pour la plupart, acheté l'exemption de la juridiction épiscopale, ils commettent impunément tous les crimes et tous les scandales. Quant aux moines, ils s'abstiennent particulièrement de toutes les obligations auxquelles leurs vœux les contraignent — chasteté, pauvreté et obéissance ; ce sont des vagabonds licencieux et indisciplinés. Les Mendiants, qui prétendent réparer la négligence du clergé séculier à accomplir ses devoirs, sont des pharisiens, des loups déguisés en brebis. Avec une avidité incroyable et une fourberie sans bornes, ils cherchent partout les gains temporels ; ils s'abandonnent, plus que tous les autres hommes, aux plaisirs de la chair, festoient et s'enivrent, souillent tout de leur brutale concupiscence. Quant aux

nonnes, la décence interdit de faire le tableau de leurs couvents, qui sont de véritables lupanars, si bien que prendre le voile équivalait à se faire fille publique (1).

Nous pourrions craindre qu'il n'y ait là l'exagération naturelle d'un ascète aigri. si nous ne possédions le témoignage unanime de tous les écrivains qui, à partir du ^{xiii}^e siècle, dépeignent la situation de l'Église. Quand saint Bonaventure défendit les Mendiants, accusés d'attaquer, dans leurs sermons, les vices du clergé séculier, il déclara que cette accusation n'était pas fondée et donna pour raison que de semblables attaques seraient superflues; que, de plus, si les Mendiants révélaient toute la turpitude des ecclésiastiques, ceux-ci seraient tous chassés sans qu'on pût espérer voir leurs places plus dignement remplies, car les évêques ne choisiraient pas des hommes vertueux. D'ailleurs, attaquer ainsi le clergé serait ôter au peuple toute foi en l'Église et rendre l'hérésie irrépressible. Dans un autre traité, Bonaventure déclare que presque tous les prêtres sont légalement incapables d'accomplir leurs fonctions, soit en raison de la simonie dont est entachée leur ordination, soit parce qu'ils ont commis des crimes entraînant la suspension ou la destitution. Il n'est pas rare, dit-il, de voir des prêtres persuader à des femmes qu'il n'y a pas péché à entretenir commerce charnel avec un ecclésiastique (2).

En 1303, Frédéric de Sicile, dans une lettre confidentielle adressée à son frère Jayme II d'Aragon, dit qu'il en est venu à se demander si l'Évangile est révélation divine ou invention humaine, et il donne de ce doute trois raisons. La première est le caractère du clergé séculier, particulièrement des évêques, abbés et autres prélats, qui sont étrangers à toute vie spirituelle, et qui, par l'étalage public de leur perversité, exercent une influence pestilentielle. La seconde raison est le caractère du clergé régulier, des Mendiants surtout, dont les mœurs et le

(1) Nic. de Clemangis, *de Ruina Ecclesiæ*, cap. xix-xxvi.

(2) S. Bonaventuræ *Libell. Apologet. Quæst. i; Tractatus quare Fr. Minores prædicent.*

genre de vie stupéfient quiconque les observe ; ils sont si éloignés de Dieu qu'ils justifient, par comparaison, les séculiers et la société laïque ; leur dépravation est si notoire que Frédéric redoute de voir, quelque jour, le peuple se soulever contre eux, car ils apportent l'infection de leurs vices dans toutes les demeures où ils sont reçus. La troisième raison, enfin, est la négligence du Saint-Siège ; jadis, à ce qu'on dit, les papes avaient coutume d'envoyer des légats surveiller l'état de la religion dans les divers royaumes ; mais aujourd'hui on ne fait rien de semblable, et les légats sont chargés de missions purement temporelles. Nous voyons, continue-t-il, que le Saint-Siège travaille sans relâche à massacrer les schismatiques ; mais nous ne le voyons jamais se soucier de les convertir. — Il fallut l'éloquence d'Arnaud de Villeneuve pour faire comprendre à Frédéric que tout cela était compatible avec la vérité de la foi chrétienne. Le prince entreprit alors de réformer son royaume en commençant par sa propre personne (1).

Marsiglio de Padoue est peut-être un témoin suspect lorsqu'il atteste, comme un fait universellement reconnu, la corruption de la généralité des ecclésiastiques. Ceux-ci dépouillaient les pauvres, se montraient insatiables dans leur cupidité et dépensaient en débauches ce qu'ils tiraient de leurs ouailles. De jeunes garçons, des hommes illettrés, des personnages ignorés étaient promus aux bénéfices et les évêques menaient les âmes à la perdition par leur exemple, plutôt qu'ils ne les sauvaient par leur enseignement. Mais le contemporain de Marsiglio, Alvaro Pelayo, franciscain et pénitentier de Jean XXII, est au-dessus de tout soupçon ; or, il montre l'Église de son temps complètement envahie par l'esprit séculier. Il n'est pas un acte de l'existence temporelle que prêtres et moines s'interdisent. Quant aux prélats, Pelayo ne peut les comparer qu'aux Lamies de la fable, monstrueuses furies à tête humaine et à corps de bête, qui mettent en pièce leurs enfants et ruinent tout ce qu'elles trouvent à leur portée. Les prélats, dit-il, ne fournis-

(1) Pelayo, *Heterodoxos Españoles*, l. 721-3, 733-6.

sent à leurs ouailles aucun enseignement, mais les écorchent et les déchirent. Le pain dû aux pauvres est prodigué à des bouffons et à des chiens. La foi et la justice ont quitté ce monde ; il n'y a ni humanité ni bonté ; les flammes dévorantes de la colère et de l'envie consomment l'Église et dépouillent les pauvres par la fraude et la simonie. L'Écriture et les canons sont tenus pour des fables. Les maux s'accroissent par l'iniquité des prêtres et des prélats, qui faussent publiquement la loi, rendent des jugements iniques et font couler des flots de sang, car leurs fraudes et leurs machinations causent nombre de morts. Ils expliquent et définissent la loi à leur fantaisie. Les docteurs, les prélats et les prêtres versent le sang des justes. Ils suivent les voies larges qui mènent à la perdition et ne veulent pas entrer eux-mêmes, ni permettre aux hommes d'entrer dans le sentier étroit qui conduit à la vie éternelle. — La véracité de cette description est confirmée par une lettre de

633

Benoît XII à l'archevêque de Narbonne, lettre dans laquelle le pape fait le tableau de la démoralisation complète du clergé de cette province, récemment purgé de l'hérésie par les infatigables labeurs de l'Inquisition (1).

Le louable essai de réforme tenté par Benoît fut infructueux : après la mort de ce pape, le mal s'aggrava encore. Sous Clément VI, les vices de toutes sortes fleurirent plus abondamment que jamais. En 1351, un Carme, prêchant devant le pape et les cardinaux, leur reprocha leur turpitude en des termes qui terrifièrent tous les assistants : il fut immédiatement congédié. Peu après fut affichée aux portails des églises une lettre adressée au pape et aux cardinaux. Cette lettre, signée *Léviathan, Prince des Ténèbres*, était datée du centre de l'Enfer, Léviathan saluait son vicaire, le pape, et ses serviteurs, les cardinaux, ainsi que ceux avec l'aide desquels il avait triomphé de Dieu ; il faisait l'éloge de leurs vices et leur transmettait les bons souhaits de leur mère, Vanité, et de leurs sœurs, Avarice, Luxure et autres, qui se félicitaient d'être

(1) Marsil. Patav. *Defensor Pacis*, n. xi. Cf. cap. xxiii, xxiv. — Alvar. Pelag. *de Planct. Eccles.* Lib. II, Art. vii. — Baluz. et Mansi, III. 24-5.

florissantes grâce aux soins du pape et des cardinaux. Clément fut vivement ému et tomba dangereusement malade ; mais on ne découvrit jamais l'auteur de la lettre. Quand Clément mourut, l'année suivante, la majorité des cardinaux parut disposée à voter en faveur de Jean Birel, prieur de la Grande-Chartreuse ; mais le cardinal de Périgord avertit ses collègues que leur favori avait un trop grand zèle pour l'Église ; c'était un homme plein de justice et d'équité, qui ne faisait pas acception des personnes, si bien qu'il les renverrait promptement à leur ancienne condition et qu'en quatre mois, leurs coursiers seraient convertis en bêtes de somme. Effrayés de cette perspective, les cardinaux élurent aussitôt Innocent VI (1).

L'authenticité de ces récits est confirmée par le tableau que fait Pétrarque de la cour papale d'Avignon ; sa rhétorique brillante ne réussit pas à traduire d'une manière complète la vivacité de son indignation, et les détails qu'il donne pour justifier sa colère ne sauraient être reproduits ici. Cette cour est la Babylone d'Occident ; rien de ce qu'on rapporte de l'Assyrie ou de l'Égypte, ou même de la Tartarie, ne peut l'égaler, car, au prix de cette honte, tous les récits qu'on fait de ces contrées ne sont que des fables. En cette cour on trouve Nemrod et Sémiramis, Minos et Rhadamanthe, Cerbère dévorant toutes choses, Pasiphaë sous le taureau et son rejeton, le monstrueux Minotaure. On y voit la confusion, les ténèbres et l'horreur. Ce n'est pas une ville, c'est une antre de spectres et de démons, la sentine de tous les vices, l'enfer des vivants. On y méprise Dieu, on y adore l'argent, on y foule aux pieds les lois, on y tourne en dérision les bons, si bien qu'il n'en reste plus un seul pour servir de cible aux risées. Il faut un nouveau Déluge ; mais nul Noé, nul Deucalion n'y survivra. Avignon est la femme vêtue de pourpre et d'écarlate qui tient la coupe d'or pleine de ses abominations et de l'impureté de ses fornications. Pétrarque revient plusieurs fois à la charge, avec une fureur toujours aussi violente ; il fait, en passant, allusion à un des

634

(1) Chron. Glassberger ann. 1335. — Albert. Argentinens. Chron. ann. 1351. — Hist. Ordin. Carthus. (Martène, *Ampl. Coll.* VI. 187).

cardinaux comme à un homme d'âme assez noble, qui aurait pu être un juste, s'il n'avait appartenu au Sacré Collège. L'esprit frondeur de Boccace se donne également libre cours. Du plus grand au plus humble, tous les membres de la cour papale s'abandonnent aux vices les plus ignobles. Cette vue convertit un Juif, qui remarque que le christianisme doit émaner de Dieu, pour pouvoir se propager et fleurir en dépit de la perversité de son chef. Rulman Merswin passe en revue l'Église entière, depuis le plus haut placé jusqu'au plus infime, papes, cardinaux, évêques, ordres religieux et clergé séculier, et il constate chez tous et partout l'oubli du devoir, l'égoïsme, la cupidité, la satisfaction des plaisirs sensuels (1).

Grégoire XI fut, au xiv^e siècle, le plus féroce persécuteur de l'hérésie et déploya une incessante activité contre les *Frères du Libre-Esprit*, les Vaudois et les *Fraticelli*. Si son homonyme et modèle Grégoire IX avait fondé l'Inquisition, il pouvait, lui, se vanter d'avoir restauré l'institution et de l'avoir introduite en Allemagne. Pourtant, malgré le zèle avec lequel il s'employa à imposer l'unité de foi, sainte Brigitte fut chargée de lui porter, de la part du Seigneur, le message suivant :

« Écoute, ô Grégoire XI, les paroles que je t'adresse, et prête à ces paroles une attention diligente ! Pourquoi me hais-tu si vivement ? Pourquoi ton audace et ta présomption sont-elles si grandes contre moi, que ta cour mondaine ruine ma céleste cour ? Par ton orgueil tu me dépouilles de mes ouailles ; tu extorques et tu saisis et tu donnes à tes amis mondains la richesse de l'Église, qui m'appartient, et les biens des fidèles de l'Église. Tu prends injustement le pécule du pauvre et tu le prodigues sans honte à tes amis mondains. Que t'ai-je fait, ô Grégoire ? J'ai patiemment souffert que tu t'élèves à la suprême prêtrise et je t'ai annoncé ma volonté par des lettres que je t'ai divinement envoyées, te conseillant de veiller au salut de ton âme et te reprochant ton insouciance. Comment, aujourd'hui, reconnais-tu

635

(1) Petrarchi *Lib. sine Titulo* Epist. vii, viii, ix, xii, xvi. — *Decamerone*, Giorn. I, Nov. 2. — Merswin. *de IX Rupibus Libellus*, cap. v-xiv.

La colère de Pétrarque s'explique s'il faut tenir pour authentique la dégoûtante histoire alléguée pour éclaircir les énigmatiques allusions de son Canzone XII: *Mai non vo' più cantar com'io solea.*

toutes mes faveurs ? Pourquoi laisses-tu se déchaîner à ta cour le plus vil orgueil, l'insatiable avidité, la débauche qui m'est odieuse et la simonie qui consume tout ? De plus, tu saisis et tu éloignes de moi une multitude innombrable d'âmes, car tu plonges dans le feu de l'Enfer presque tous ceux qui viennent à ta cour... Donc, ceins tes reins et ne crains rien. Lève-toi et cherche courageusement à réformer l'Église, que j'ai payée de mon propre sang, et elle reviendra à son ancien état, bien qu'aujourd'hui un lupanar soit plus respecté qu'elle. Si tu n'obéis pas à mon ordre, sache, en vérité, que tu seras condamné et que chaque démon de l'Enfer aura un morceau de ton âme immortelle. »

Dans une autre vision, Sainte-Brigitte reçut l'ordre de montrer au pape le déplorable état de tous les ordres du clergé. Les prêtres étaient les pourvoyeurs du Diable plutôt que les clercs de Dieu. Les monastères étaient presque abandonnés ; on n'y célébrait la messe que d'une façon intermittente, tandis que les moines résidaient dans leurs maisons et ne rougissaient pas de reconnaître leurs enfants ; d'autres erraient par le pays, en portant souvent une armure sous leur froc. Les portes des couvents de femmes étaient ouvertes nuit et jour, et ces demeures étaient des lupanars plutôt que de saintes retraites. Telle fut la matière des révélations répétées de Sainte-Brigitte. Wickliff et Huss ne purent rien dire contre la dépravation du clergé qui dépassât en sévérité l'amertume de ces déclarations (1).

Sainte Catherine de Sienne fut aussi audacieuse dans la franchise de son inspiration. Dans les lettres qu'elle adresse à Grégoire XI, à Urbain VI et aux dignitaires qui écoutaient avec respect sa parole, écho de la voix de Dieu, elle revient sans cesse sur la corruption de tous les degrés de la hiérarchie et la nécessité immédiate d'une réforme. A Grégoire, elle annonce que Dieu le châtiara sévèrement s'il ne purge pas l'Église de ses impuretés ; Dieu exige que le pape renonce

(1) Revelat. S. Brigittæ Lib. I, c. 41 ; Lib IV, c. 33, 37, 142.

Ste Brigitte fut canonisée en 1391 par Boniface IX ; quand le Schisme eut pris fin, cette canonisation fut confirmée, en 1419, par Martin IV. Les deux papes attribuent ses révélations au Saint-Esprit.

à la tiédeur et à la crainte, qu'il devienne un autre homme afin d'extirper l'iniquité débordante. A Urbain, elle déclare qu'il ne peut mettre un terme au mal accompli en tous lieux de la Chrétienté, surtout par le clergé, mais il peut, du moins, entreprendre la tâche qui est à sa portée. Elle montre les prélats uniquement dominés par le plaisir et l'ambition ; ce sont des démons infernaux emportant les âmes de leurs sujets ; ce sont des loups, des vendeurs qui trafiquent de la grâce divine. Quant aux prêtres, ils sont exactement le contraire de ce qu'ils devraient être, et font tort à quiconque les approche ; tous mènent une vie corrompue et méritent d'être appelés non des hommes, mais plutôt des bêtes, se vautrant dans l'ordure et s'abandonnant à toute la perversité de leurs appétits bestiaux ; ce ne sont pas les pasteurs des âmes, mais les loups qui dévorent les âmes et les livrent au Loup d'Enfer (1). Tous ces avertissements s'adressaient à des sourds ; pendant le grand Schisme, l'Église s'enfonça plus avant encore, si cela était possible, dans les abîmes de la corruption.

En 1386, Telesforo, l'ermite de Cosenza, ne sut expliquer le Schisme que par la richesse et la mondanité du clergé : Dieu ne pouvait réformer les ecclésiastiques qu'en les privant de leurs temporalités et en les forçant ainsi à vivre conformément à l'Évangile. Henry de Hesse, bien qu'il contestât les dons prophétiques de Telesforo, n'hésita pas à attribuer également le Schisme à la simonie, à l'avidité, à l'orgueil, au luxe et à la vanité de l'Église ; et il donne comme seule explication que Dieu permet parfois, dans sa colère, que ses serviteurs agissent suivant la poussée de leurs mauvais désirs. Même si le Schisme prenait fin, Henry pense que l'Église ne ferait que tomber plus bas encore jusqu'à la venue de l'Antéchrist. Cette venue lui paraît proche, car tous les signes prophétiques se trouvent réunis dans l'extrême iniquité du monde. L'insatiable avidité et l'ambition du clergé et des laïques pousseront ces gens à seconder le pre-

(1) Epistole della Santa Caterina da Siena, Lett. 9, 13, 14, 15, 17, 18, 21, 35, 38, 39, 41, 44, 50, 91, etc. (Milano, 1843).

mier homme qui leur promettra des avantages temporels, et ils s'uniront pour aider l'Antéchrist dans la conquête du monde. Si détestables que fussent, dit-il, les attaques de l'hérésie, la paix dont l'Eglise jouit actuellement, après avoir vaincu les hérétiques, est plus détestable encore, car les esprits malins réussissent à exclure les vertus et à y substituer des vices, — constatation intéressante, sous la plume d'un ecclésiastique enthousiaste, des résultats obtenus par les labeurs de l'Inquisition (4).

637

Ces attristantes constatations sont encore confirmées par la supplique du concile de Pise à Alexandre V en 1409, et par les réformateurs qui se rassemblèrent au concile de Constance, avec l'espoir que ce concile remplirait sa mission et purifierait tout l'organisme de l'Eglise; c'étaient Jean Gerson, le cardinal d'Ailly, le cardinal Zabarella, Bernhardus Baptizatus, Theodoric Vrie. J'ai déjà cité Nicolas de Clemangis; il suffit de dire que les autres réformateurs furent aussi nets et aussi explicites; les projets de réformes destinés à être soumis au concile parlent avec éloquence des maux qu'il était urgent de faire disparaître. Tout d'abord, Sigismond et les Allemands, ainsi que les nations française et anglaise, se trouvèrent d'accord pour demander que la réforme précédât l'élection d'un pape en remplacement de Jean XXIII déposé; mais, en s'alliant étroitement à Henri V, l'empereur s'aliéna les Français. Les adversaires du projet profitèrent habilement de ce fait et se concilièrent les dissidents; les espérances de réformes parurent ruinées au point que Sigismond songea sérieusement à arrêter et à éloigner de Constance tous les cardinaux, principaux adversaires de la mesure tant souhaitée. A cette nouvelle, les cardinaux, loin de céder, se coiffèrent de leurs chapeaux rouges et les portèrent dans les rues comme gage de leur résignation à subir le martyre; puis ils rédigèrent un manifeste stigmatisant

(1) *Telesphori de magnis Tribulationibus* (Venet. 1516, fol. 11). — Henrici de Hassia *Lib. contra Telesphori Vaticinia*, c. i, ii, x, xi, xxvii, xli, xliii (Pez, *Thesaur. Anecd.* T. I. P. II).

Henry écrivit aux princes de l'Eglise, au nom de Lucifer, prince des Ténèbres et Empereur de l'Achéron, une lettre analogue à celle qui agita tant Clément VI en 1351 (Pez, *Dissert.* p. lxxix).

les Anglais et les Allemands comme Wickliffites et Hussites. Les Allemands répondirent par une vigoureuse protestation et dépeignirent officiellement l'état de l'Église en termes aussi vifs que ceux dont s'était servi Nicolas de Clemangis. Ils tenaient le Saint-Siège pour seul responsable de cet état de choses, car ils faisaient remonter ces abus à l'époque, vicille d'un siècle et demi, où les prétentions croissantes de la Curie avaient permis à la papauté d'infecter de ses vices la chrétienté tout entière; ils faisaient allusion, avec une horreur particulière, à l'usage de la pénitencerie papale, pratique plus exécrationnable que la simonie ordinaire, qui taxait les crimes selon leur noirceur et faisait du péché un trafic infâme. L'Église, disaient-ils en concluant, a perdu tout droit au respect de la société laïque, qui la considère avec mépris plutôt comme l'église de l'Antéchrist que comme celle du Christ. — Cependant l'attitude énergique des Allemands fut affaiblie par la mort de leur plus vigoureux allié, Robert Hallam, évêque de Salisbury; deux des prélats en qui Sigismond avait la plus grande confiance se laissèrent acheter. L'archevêque de Riga, qui était las de ses constantes querelles avec les chevaliers teutoniques, reçut promesse
 638 du riche évêché de Liège, et l'évêque de Coire se vit offrir l'archevêché de Riga. L'opposition fut ruinée; Martin V fut élu. Les Français ne tardèrent pas à discerner leur erreur et firent appel à Sigismond, qui les renvoya sèchement au pape choisi par eux et désormais maître absolu d'accorder ou de refuser les réformes. Le concile leva précipitamment ses séances, après avoir voté quelques canons de peu de valeur et décidé la convocation d'une série de conciles généraux à de courts intervalles (1).

Nous avons vu avec quelle habileté on éluda les réformes au concile de Sienne en 1424. A Bâle, les choses n'allèrent pas mieux. En 1435, André, évêque de Minorque, adressa au cardinal légat Cesarini une exhortation dans laquelle il disait :

« Les crimes, les péchés et les scandales ont grandi à tel point, sur-

(1) *Libellus Supplex oblatulus Papæ in Concilio Pisano* (Martène, *Ampl. Coll.* VII, 1124-32). — Von der Hardt, IV. 1414 1417-18, 1422-3, 1426-7, 1432. — Rymer, X. 433-6. — Gobelini *Personæ Cosmodrom.* *Æt.* vi, cap. 96.

tout parmi les ecclésiastiques, que, suivant la parole du Prophète, déjà la malédiction du mensonge et du vol, de l'adultère et de la simonie, du meurtre et de mille autres crimes, a inondé la terre... La cupidité et la soif de puissance, la vie infâme et abominable des ecclésiastiques, sont les causes de tous les malheurs de la Chrétienté. L'infidèle et l'hérétique disent que, si la foi chrétienne et la loi de l'Évangile étaient vraies et saintes, les prélats et les prêtres ne vivraient pas comme ils vivent, les chefs spirituels ne provoqueraient pas, dans la Chrétienté, une telle confusion et une telle honte, sans être punis immédiatement par N.-S. Jésus-Christ, fondateur de l'Évangile et de l'Église. »

L'évêque André pressait le concile de condamner, par une irréfragable décision, la doctrine impie de certains canonistes qui estimaient que le pape ne peut commettre de simonie. Deux ans après, en 1437, le dominicain Jean Nider déclarait que la réforme générale de l'Église était sans espoir, en raison de la perversité des prélats et de la mauvaise volonté du clergé. Des réformes partielles étaient praticables, mais excessivement difficiles. Le concile, disait Nider, avait été incapable, en six ans d'existence, de réformer un seul couvent de femmes, bien qu'il eût à sa disposition, à cet effet, toutes les forces du pouvoir séculier (1).

A vrai dire, le concile tenta quelques réformes ; mais Eugène IV et ses successeurs refusèrent d'en observer les canons. Même en Allemagne et en France, les vieux abus furent restaurés, avec toutes leurs déplorables conséquences. Les écrivains de cette période décrivent avec autant d'ampleur que leurs prédécesseurs la turpitude débordante et universelle de l'Église durant le reste du siècle. Un ou deux exemples montreront qu'ils n'exagéraient pas. En 1439, mourut à Arras, à l'âge de quatre-vingts ans, Nicaise le Vasseur, chanoine et chef du chapitre de la ville. Non seulement ce personnage avait des filles, mais il avait entretenu des relations incestueuses avec elles et même avec une fille — et petite-fille à la fois — qu'il avait eue d'une d'elles. Or, le sens moral de l'Église et du peuple

(1) *Andreae Gubernac. Concil. P.* II, III, V, cap. 2 (Von der Hardt, VI, 175, 179, 209). — *Nideri Formicar. Lib.* I, c. VII.

était émoussé à tel point que, nous dit-on, ce monstre officiait « très honorablement », au cours des services de toutes les fêtes ; le seul commentaire du chroniqueur consiste à dire qu'il remplissait fort dignement ses fonctions. En 1474, quand la nouvelle de la mort de Sixte IV fut accueillie à Rome avec des chants de joie, le peuple ne rappela pas tant la vente des bénéfices au plus offrant et les autres expédients employés pour extorquer de l'argent, que la manière dont le pape récompensait les jeunes garçons qui se prêtaient à ses vices contre nature, en les gratifiant de riches évêchés et archevêchés.

Sous des hommes tels qu'Innocent VIII et Alexandre VI, on ne pouvait s'attendre qu'à voir la dégradation augmenter encore. Jules II fut un *condottière* plutôt qu'un prêtre ; mais quand des nécessités politiques contraignirent ce pontife à convoquer le concile de Latran, des hommes de cœur, comme Jacob Wimpfeling, osèrent espérer qu'il allait mettre un terme au fléau mortel qui envahissait toutes les églises. Lorsque Jules fut mort et que Léon X présida aux travaux des Pères assemblés, Jean-François Pic de la Mirandole adressa au nouveau pape une épître décrivant les maux auxquels il convenait de remédier par des réformes. C'était la réédition des plaintes d'autrefois. On négligeait le culte de Dieu ; les églises étaient au pouvoir d'entremetteurs et de mignons ; les couvents de religieuses étaient des antres de prostitution ; la justice était guidée par la haine ou la faveur ; la piété perdue avait fait place à la superstition ; la prêtrise était achetée et vendue ; les revenus de l'Église servaient uniquement à payer les plus viles débauches et l'exemple des pasteurs éloignait le peuple de la religion. L'auteur d'un opuscule anonyme imprimé vers 1500 prend la peine de prouver par de laborieuses citations que la fornication est interdite au clergé, et il attribue le mépris qu'inspire universellement l'Église au spectacle honteux qu'offrent publiquement les mœurs de ses membres. Pour se faire une juste idée de l'effet que produisait sur l'esprit populaire cette dégradation de l'Église, il ne faut pas perdre de vue que le clergé réclamait et exerçait un pouvoir surnaturel qui faisait

du prêtre l'arbitre de la destinée de chacun : en effet, le salut dépendait moins du mérite personnel que du ministère des hommes qui disposaient des sacrements. Cette influence endormait les facultés morales, comme le montre la confession d'Anna Miolerin, une des sorcières brûlées dans le Tyrol en 1506. Le développement de la sorcellerie y est attribué aux prêtres sensuels et ivrognes qui sont incapables de confesser leurs pénitents ou de baptiser les enfants de façon convenable, de sorte qu'il est facile de livrer à Satan des êtres insuffisamment protégés par le sacrement. Les prêtres, ajoute la sorcière, devraient baptiser les enfants avec respect et répéter exactement toutes les formules du rituel (1).

Quant au monachisme, l'abbé de Tritthenheim trace une vigoureuse esquisse de la démoralisation des couvents. Le grand Ordre des Bénédictins, premier modèle de tous les autres, avait été fondé d'après une conception sage et utile, comportant le travail productif des champs et les observances religieuses dans les demeures conventuelles ; mais l'abbé déclare que les moines, hors de chez eux, sont fainéants et pleins de vanité ; que, dans leurs maisons, ils se livrent aux plaisirs de la chair et n'ont d'honorable que l'habit monacal : encore négligent-ils, le plus souvent, de s'en revêtir. Nul ne songeait à rétablir la discipline oubliée. Les monastères étaient devenus des étables d'ecclésiastiques, ou des forteresses d'hommes de guerre, ou des marchés de trafiquants, ou des lupanars de prostituées, où le plus grand des crimes était de vivre sans péché. Les abbés n'avaient qu'une seule pensée, satisfaire leurs appétits et leur vanité, leur concupiscence, leur ambition et leur avidité, tandis que les Frères, moines de nom seulement, étaient des réceptacles de passions et de péchés.

Angelus Rumpherus, élu abbé de Formbach en 1501, en

(1) *Fascic. Her. Expetend. et Fugiend.* I. 68, 417 ; II. 105 (Ed. 1690). — Herm. Ryd de Reen *de Vita Clericor.* (*Ibid.* II. 142). — *Mém. de Jacques du Clercq.* liv. III, ch. 43. — Steph. Infessuræ *Diar. Urb. Roman.* ann. 1474 (Eccard, *Corp. Hist.* II. 1939). — Wimpfeling *de vita et moribus Episcoporum*, Argentorati, 1512. — *De Munditia et Castitate Sacerdotum (sine nota, sed Parisiis c. 1500).* — Rapp, *Die Hexenprocesse und ihre Gegner aus Tirol*, p. 148.

641

racontant la vie de son prédécesseur immédiat, Léonhard, qui avait dirigé l'abbaye depuis 1474, nous permet de jeter, sur la vie intérieure de ces établissements, un coup d'œil qui confirme la véracité des tableaux précédents. Léonhard avait un goût particulier pour l'emploi de la torture et disposait d'une infinie variété de supplices ingénieux. Un moine nommé Engelschalk, homme d'un bon naturel et de bonnes mœurs, incapable de supporter la tyrannie de son abbé, s'enfuit, mais tomba malade et fut ramené au couvent. On le jeta dans le donjon de l'abbaye, pièce sans lumière et sans air, où ne s'ouvrait qu'un étroit *judas* permettant de passer des aliments au prisonnier. Il y mourut sans qu'on lui accordât même le viatique ; il avait demandé un confesseur dont on lui refusa le secours. Comme il rendait l'âme, l'abbé et quelques moines entrèrent dans sa cellule ; aussitôt le sang coula abondamment du nez du mourant, pour attester que ces hommes l'avaient assassiné. L'abbé Léonhard ne faisait assurément qu'exercer son pouvoir légal, car, en 1459, Pie II autorisa tous les prieurs des Carmes à employer la torture pour punir les graves infractions commises par les Frères, avec cette restriction que la torture fût administrée en présence de deux des plus anciens moines et que la rigueur du supplice n'allât pas jusqu'à causer la mort ou des infirmités. Par toute l'Italie, la situation des Ordres réguliers était également déplorable ; à Rome, Burchard dépeint les divers couvents comme de véritables lupanars (1).

La société laïque, guidée par une telle Église, était dans un état d'indescriptible dépravation. L'Inquisition avait, par ses méthodes, imposé l'uniformité de foi ; tant que l'homme

(1) Joann. de Tritheim *Lib. Lugubris de Statu et Ruina Monast. Ord. c. i, iii*. — Angeli Rompheri *Hist. Formbach. Lib. II* (Pez, I. iiii. 446, 451-2). — Privilegia Fratrum de Monte Carmeli, p. 70 (Matriti, 1700). — Pastor, *Geschichte der Päpste*, III. 125. — Burchardi *Diarium*, Ed. Thuasne, I. 79.

En 1329, l'abbé de La Grasse fut, par jugement du Parlement de Paris, privé à perpétuité du droit de *haute justice*, et l'abbaye fut condamnée à payer au roi une amende de trente mille livres et aux victimes six cents livres de dommages-intérêts, pour meurtres, tortures illégales et autres sévices — A. Molinier, *Vaissette*, Ed. Privat, IX, 417.

restait fidèle à l'orthodoxie, crimes et péchés n'avaient, à vrai dire, d'autre importance que de constituer une source de revenus pour les vendeurs d'absolutions. Comme le dit Théodoric Vrie, on viderait l'Enfer et le Purgatoire si l'on pouvait trouver pour cela assez d'argent. La fausse doctrine ainsi accréditée se reflète dans une révélation de la Vierge à sainte Brigitte : tout pape exempt d'hérésie, si souillé qu'il soit de péché et de vice, n'est pas criminel au point de perdre son pouvoir absolu de lier et de délier les âmes. Nombre de papes pervers sont plongés dans l'Enfer ; mais tous les actes légaux, accomplis par eux sur la terre, sont tenus pour valables et confirmés par Dieu ; tous les prêtres qui ne sont pas hérétiques administrent des sacrements efficaces, quelle que soit, par ailleurs, leur dépravation. L'orthodoxie de croyance était donc la seule obligation essentielle ; l'honnêteté était un détail tout à fait secondaire. Cette conception séparait entièrement la religion de la morale, comme l'atteste la remarque de Pie II que les Franciscains étaient d'excellents théologiens, mais ne se souciaient nullement de vertu (1).

C'était là, en vérité, le résultat direct du système de persécution incarné par l'Inquisition. On exterminait impitoyablement, au nom du Christ, des hérétiques que l'on reconnaissait pour des modèles de vertu, tandis que, toujours au nom du Christ, les orthodoxes pouvaient acheter l'absolution des crimes les plus infâmes moyennant quelques pièces de monnaie. Alors que la seule offense impardonnable était l'attachement opiniâtre à quelque insignifiante erreur de doctrine, comme la pauvreté du Christ, et que les hommes voyaient leurs guides spirituels donner l'exemple du vice, de la débauche, du mépris des choses sacrées, toutes les sanctions morales étaient ruinées, le bien et le mal désespérément confondus.

642

Le monde n'a peut-être jamais vu société plus corrompue que le fut l'Europe du xiv^e et du xv^e siècle. Les étincelantes

(1) *Gersemi de Reform. Eccles.* c. xxiv (Von der Hardt, I. v. 125-8). — Theod. Vrie, *Hist. Concil. Constant.* lib. iv. Dist. vii. — Revel. S. Brigittæ, lib. vu, cap. vii.

pages de Froissart nous charment par la peinture des élégances factices de la chevalerie ; les rêveries mystiques de Rysbrœck et de Tauler attestent que de rares âmes vivaient encore de la vie spirituelle ; mais la masse de la population était enfoncée dans la sensualité, dans le plus brutal oubli de toute loi morale. Alvaro Pelayo charge le clergé de la responsabilité de cette corruption et déclare que la société laïque est sainte, comparée aux ecclésiastiques. Puis il entreprend de décrire, pour l'édification des confesseurs, cette sainteté relative, et il rougit de faire un semblable tableau, où il peint de traits effroyables l'universelle immoralité que rien ne peut purifier, hors le feu et le soufre du ciel. Les chroniqueurs interrompent rarement leur récit pour décrire l'état moral de leur temps ; mais Meyer, dans ses *Annales des Flandres*, datées de 1379, déclare qu'il est impossible de faire concevoir quelle place tenaient, en tous lieux, les parjures, les blasphèmes, les adultères, les haines, les querelles, les rixes, les meurtres, les rapines, les brigandages, les vols, le jeu, le libertinage, la débauche, la cupidité, l'oppression des pauvres, le rapt, l'ivresse et les autres vices ; il cite, à l'appui de ses déclarations, le fait que, sur le territoire de Gand, en l'espace de dix mois, on n'a pas relevé moins de quatorze cents meurtres commis dans les lupanars, les maisons de jeu, les tavernes et autres lieux du même genre. En 1396, lorsque Jean-sans-Peur mena ses croisés au désastre de Nicopolis, les crimes et les cyniques débauches des chevaliers scandalisèrent les Turcs eux-mêmes et méritèrent les sévères reproches de Bajazet, qui, dit le moine de Saint-Denis, était bien plus vertueux que les chrétiens, ses ennemis.

Le même chroniqueur, tirant un enseignement moral de la défaite d'Azincourt, attribue ce désastre à la corruption générale de la nation. Les relations sexuelles étaient, dit-il, une alternance de plaisirs désordonnés et d'incestes ; le commerce n'était que fraude et tricherie ; la cupidité arrachait à l'Église ses dîmes et la conversation ordinaire était une succession de blasphèmes. L'Église, fondée par Dieu pour être le modèle et la protection

des peuples, méritait à tous ses devoirs. Les évêques, poussés par les mobiles les plus vils et les plus criminels, faisaient habituellement acception des personnalités en jeu ; ils dépouillaient leurs ouailles et se paraient de leurs dépouilles ; il n'y avait en eux rien de saint, de justé, de sensé, ni même de décent. Luc Wadding est un témoin d'une bonne foi indiscutable ; son étude consciencieuse des sources originales donne à ses opinions une valeur spéciale et l'on peut accorder plein crédit à la description qu'il nous fait de l'Italie au début du xv^e siècle : « A cette époque, l'Italie était plongée dans le vice et la perversité. L'Église n'avait aucune dévotion, la société laïque aucune foi, aucune piété, aucune pudeur, aucune discipline morale. Chacun maudissait son prochain ; les factions des Guelfes et des Gibelins ensanglantaient les rues des villes, dans leurs luttes fratricides ; les routes étaient barrées par des bandits, les mers infestées de pirates. Les parents massacraient joyeusement leurs enfants, si ces derniers se trouvaient appartenir à la faction adverse. Le monde était plein de sorcellerie et d'incantations ; les églises étaient désertes, les maisons de jeu regorgeaient de monde... » — Ce témoignage est trop conforme aux affirmations des contemporains pour qu'on puisse le récuser comme l'expression d'un puritanisme déçu.

Æneas Sylvius n'était pas un puritain, et sa vie aventureuse lui avait permis de connaître, plus parfaitement peut-être qu'aucun homme de son temps, la situation de la Chrétienté entière. Or, en 1453, il écrit ceci : « Voici pourquoi je redoute les Turcs. Que j'envisage les actes des princes ou ceux des prélats, je constate que tous sont dégradés, que tous sont indignes. Il n'en est pas un qui se conduise bien, pas un qui ait quelque piété ou quelque sincérité. Nul, sur la terre, ne reconnaît Dieu ! Vous êtes chrétiens de nom, mais vous agissez en païens. La haine et le mensonge, le meurtre, le vol et l'adultère sont répandus parmi vous, et vous ne vous lassez pas de verser le sang. Faut-il s'étonner que Dieu, indigné de vos crimes, vous fasse porter le joug de Mahomet, du chef des Turcs, autre Nabuchodonosor, alors que vous êtes gonflés d'orgueil, de cupidité rapace, de rage

cruelle, d'envie livide, de luxure incestueuse ou d'impitoyable cruauté ? Vous n'avez aucune honte, car vous péchez si ouvertement et si impudemment que vous semblez vous complaire dans le péché. »

Quant à la responsabilité de l'Église, on en peut juger par la terrible situation de Rome sous Innocent VIII, dépeinte par Infessura dans son journal. On commettait impunément tous les méfaits tant que le criminel avait assez d'argent pour payer des compensations à la chancellerie pontificale : et quand on adressa à ce sujet des reproches au vice-chancelier, le cardinal Borgia, celui-ci répondit pieusement que Dieu ne voulait pas la mort du pécheur et permettait que le coupable, après avoir payé, fût laissé en vie. Un recensement des filles publiques révéla que ces femmes étaient au nombre de six mille huit cents, et quand le vicaire de la cité lança un décret ordonnant aux prêtres de congédier leurs concubines, Innocent manda le vicaire et l'invita à retirer son édit, attendu, dit-il, que tous les prêtres et membres de la Curie entretenaient des concubines et qu'il n'y avait là nul péché. On comprend aisément le dicton cité dans *Dil Ulenspiegel* : « L'homme pieux va à Rome et en revient corrompu ». En effet, Rome était une sentine, une source de corruption pour toute la Chrétienté (1).

Tels étaient les résultats de la théocratie qu'Hildebrand avait fondée en croyant sincèrement instituer ainsi le règne du Christ sur la terre. Une puissance telle que celle que revendiquait et exerçait l'Église ne pouvait être confiée qu'à la sagesse divine. La nature humaine était trop imparfaite pour ne pas faire de cette puissance un instrument propre à la satisfaction des passions et de l'ambition mondaine, ce qui ent inévitablement pour effet de plonger la société dans une corruption de plus

(1) Alvar. Pelag. de *Planctu Eccles.* Lib. II, Art. I, II. — Meyeri *Annal. Flan-drix*, ann. 1379. — Religieux de S. Denys, *Hist. de Charles VI*, liv. XVI, ch. 10; Liv. XXXV, ch. 8. — Wadding, ann. 1405, n° 7. — Æn. Sylvii *opera ined.* (*Atti della Acad. dei Lincei*, 1883, p. 558-9). — Steph. Infessuræ *Diar.* (Eccard II, 1088, 1096-7). — *Ulenspiegel*, XXXIII : « Gang geen Rome, frommer man, kum herwider nequam. »

en plus profonde, à mesure que la persécution établissait l'unité de la foi. Sous le règne de l'Inquisition, comme je l'ai dit, la foi devint le seul objet d'importance suprême, la morale fut réduite à un rôle tout à fait secondaire, et ainsi se forma naturellement une conception artificielle et arbitraire de la vie et de ses devoirs. Si, pour gagner la faveur de Satan, un homme foulait aux pieds l'Eucharistie en croyant que l'hostie est le corps du Christ, il n'était pas passible des peines édictées contre l'hérésie; mais s'il avait commis cet acte sans croire à la présence réelle, il était hérétique. S'il prêtait à usure en sachant qu'il agissait mal, il était relativement épargné; mais s'il avait cru agir correctement, il était condamné.

Ce n'était pas l'acte, mais l'état mental qui déterminait la gravité de l'offense; le méfait consciemment perpétré était traité avec plus de mansuétude que la bonne foi ignorante. Ainsi la loi divine sur laquelle l'Eglise prétendait être fondée avait été supplantée par la justice humaine rendue par ceux à qui profitaient les abus. Comme le dit le cardinal d'Ailly, les docteurs en droit civil tenaient la jurisprudence impériale pour supérieure aux commandements de Dieu, tandis que les professeurs de droit canon enseignaient que les décrétales avaient plus de poids que l'Écriture. Une telle théocratie, se considérant, dans la pratique, au-dessus de son Dieu, ne pouvait aboutir à un autre résultat, une fois qu'elle eut triomphé de toutes les dissidences.

645

D'autre part, lorsqu'on envisage la simple ferveur avec laquelle tant d'humbles hérétiques subirent les supplices les plus raffinés et la plus cruelle des morts, pour s'efforcer de comprendre et d'exécuter la volonté de Dieu dans la conduite de leur vie, on reconnaît qu'il existait, jusque dans les rangs les plus obscurs de la société, des éléments pour le développement du christianisme et pour le progrès du genre humain. On comprend dès lors quels pas rapides aurait faits la condition de l'humanité s'il avait été permis que ce levain, au lieu de périr dans les

(1) Pet. Alliacens, *Principium in Cursum Bibliæ* (Fascic. Rev. Expetend. II. 516). — Bernardi Comens, *Lucerna Inquis. s. v. Hæresis*. N° 21.

flammes, pénétrât dans le corps de la Chrétienté. Sans organisation et sans ressources pour la résistance, les hérétiques ne pouvaient tenir tête aux forces écrasantes alignées contre eux. Les détenteurs du pouvoir, des places et de la fortune voyaient une menace à leur adresse dans l'interprétation pratique et sérieuse des doctrines du Christ. La vaine confiance dans les théories de la théologie scolastique, la foi implicite dans le salut exclusif dont seule l'Église disposait, le devoir reconnu d'exterminer les brebis galeuses et de défendre la vigne du Seigneur contre les ravages des renards de l'hérésie, tout s'unissait pour constituer le rempart de l'ordre établi, rempart contre lequel venait se briser l'héroïque endurance des sectaires.

L'histoire de l'humanité comporte peu de pages plus émouvantes, peu d'exemples plus magnifiques, peu de preuves plus édifiantes de l'élévation à laquelle l'âme peut atteindre en dépit de la faiblesse de la chair, que les récits fournis à l'historien par les archives fragmentaires de l'Inquisition et les rares allusions des chroniqueurs à ces hérétiques abhorrés, si obstinément traqués et si impitoyablement exterminés. Ces hommes et ces femmes ignorants, qui pratiquaient de durs métiers ; ces paysans, ces ouvriers qui avaient confusément conscience que l'ordre social était mauvais, que les commandements de Dieu étaient violés, que l'humanité était capable d'un plus haut degré de perfection, si seulement elle pouvait découvrir et suivre la Volonté Divine ; ces hommes dont chacun s'efforçait, dans son humble sphère, de résoudre les insondables et terrifiants problèmes de l'existence, d'assurer, au milieu des épreuves, son propre salut et de seconder ses
646 compagnons dans cette pénible tâche, tous ces martyrs oubliés qui payèrent de leur vie leur soif de vérité, tiraient d'eux-mêmes, d'eux seuls la force qui leur permettait d'affronter et d'endurer le martyre. Aucune récompense ambitieuse ne s'offrait à eux pour leur faire abandonner les sentiers battus et sûrs ; nulle foule sympathique n'entourait les bûchers et ne reconfortait les victimes dans cette terrible épreuve ; jusqu'à la fin, au contraire, leur lot était le mépris, la haine et le

dégoût de tous. A l'exception des relaps, ils pouvaient toujours sauver leur vie par la rétractation et rentrer dans le giron de l'Église, aux yeux de laquelle un hérétique converti valait mieux, même en ce qui touchait ses intérêts temporels, qu'un hérétique brûlé. Pourtant, la résolution inébranlable, où les orthodoxes voyaient un satanique endurcissement de l'âme, était trop habituelle chez eux pour exciter la surprise (1).

Ces précieux éléments, qui auraient pu grandir l'humanité, furent arrachés comme des ronces parasites et jetés dans la fournaise. Il fut permis à la société, pourvu qu'elle demeurât orthodoxe et docile, de se vautrer dans tous les crimes que pouvait lui suggérer sa dépravation. Le but suprême de l'uniformité de la foi étant pratiquement atteint, on négligea, comme un détail sans importance, le soin de veiller à la santé morale du genre humain. Mais la contradiction existant entre l'idéal du christianisme et la réalité était trop scandaleuse pour qu'un tel état de choses pût durer. Dans l'Église, comme hors de l'Église, un levain indestructible était en travail. Tandis que sainte Brigitte fulminait ses révélations aux oreilles rebelles de Grégoire XI, Guillaume Langland, le moine de Malvern, aiguillait ses sévères reproches aux moines et aux prélats en rappelant au peuple que l'amour du prochain et la vérité étaient les points essentiels du christianisme (2).

647

Mais tous ces avertissements furent méprisés, et, à l'heure de son indiscutable triomphe, le système sacerdotal, qui sem-

(1) On a peine à croire qu'il ait pu se trouver, dans la pleine clarté du *xix^e* siècle, des hommes assez hardis pour défendre la conduite de l'Église à l'égard des hérétiques; mais, indice des progrès de l'humanité, on ne ten'e plus cette tâche en justifiant les crimes: on préfère les nier effrontément. Dans une œuvre récente, M. le chanoine Claessens, « camérier secret de Sa Sainteté », après avoir averti le lecteur qu'il écrit, avec la scrupuleuse impartialité et le calme qui conviennent à l'historien, à la suite d'une longue et sérieuse étude des sources originales, déclare que la peine appliquée par l'Église aux hérétiques avérés et endurcis est simplement l'excommunication, et que jamais l'Église ne se permit d'employer aucune contrainte brutale, qu'il s'agit de convertir des Juifs et des Païens ou de ramener au bercail des Chrétiens égarés. En même temps, l'auteur prend soin de faire cette réserve, que l'Église possède incontestablement le droit d'employer des moyens physiques pour forcer les gens baptisés à remplir les obligations que leur impose le baptême. — Claessens, *L'Inquisition et le régime pénal pour la répression de l'hérésie dans les Pays-Bas du passé*, Tournhout, 1886, p. 5.

(2) W. Langland, *Vision*, I, 202-7.

blâit être à l'épreuve de toute attaque et n'avoir plus d'adversaires, se trouva à la veille de sa ruine. L'Inquisition avait trop bien réussi. La victoire de l'Église avait été si complète qu'on laissa tout l'ancien mécanisme se rouiller, faute de pouvoir en faire usage. L'Inquisition même avait cessé d'inspirer la terreur qu'elle répandait naguère. Pendant un siècle, elle n'eut guère de besogne, si ce n'est, à l'occasion, quelque expédition contre les paysans des vallées alpines, ou quelque extorsion aux dépens des Juifs de Palerme, ou la répression des prétendus crimes de sorcellerie. Elle n'avait plus l'aiguillon de la tâche à accomplir, ni l'occasion de frapper l'esprit public par la sûreté et la férocité de ses vengeances.

En même temps, le Grand Schisme avait porté un coup sérieux à la vénération dont ecclésiastiques et laïques entouaient le Saint-Siège, et ce changement apparut dans les grands conciles de Constance et de Bâle. Il est vrai qu'une adroite diplomatie réussit à détourner les dangers immédiats que présentèrent ces « parlements de la Chrétienté ». L'Église demeura théoriquement une autocratie, au lieu de se transformer en monarchie constitutionnelle ; néanmoins, on n'avait plus, comme autrefois, une foi indiscutable en le vicair de Dieu, et, d'autre part, les aspirations de la Chrétienté devenaient d'autant plus vives qu'elles étaient plus fortement comprimées. L'invention de l'imprimerie vint stimuler la dissémination du savoir ; un public de lecteurs se forma peu à peu ; on put avoir accès auprès des hommes et les instruire par d'autres méthodes que le sermon et la conférence, naguère le monopole de l'Église. La culture ne fut plus l'apanage des seuls ecclésiastiques. La Renaissance des lettres répandit dans une classe chaque jour plus nombreuse la soif du savoir, l'esprit de critique et de recherche, qui insensiblement minèrent les droits traditionnels de l'Église à la vénération et à l'obéissance de l'humanité.

648

Partout, sauf en Espagne, où les antagonismes ethniques compliquaient le problème, tout conspirait à désarmer l'Inquisition et à la rendre presque impuissante à l'heure où elle eût été le plus

nécessaire. On avait si victorieusement imposé l'uniformité orthodoxe que les papes du xve siècle, perdus dans des soins temporels que l'Inquisition n'était pas capable de seconder, ne prirent guère la peine de conserver l'organisation du Saint-Office. A moins que quelque affaire de sorcellerie ne réclamât des victimes, le peuple et les clergés locaux n'avaient nul besoin de vengeurs de la foi. Les querelles scolastiques étaient réglées, le plus souvent, par les Universités, qui s'arrogeaient en grande partie la juridiction du Saint-Office, et les Ordinaires épiscopaux paraissaient avoir presque oublié les fonctions qui leur incombaient *ab antiquo*.

Bien que l'orthodoxie eût été si parfaite, en Allemagne, que l'Inquisition y avait toujours été faible et mal organisée, ce pays devint néanmoins le centre fatal de la révolte. En Angleterre et en France, une puissante monarchie, soutenue par un peuple uni, avait imposé certaines limites aux empiètements et à la présomption des papes. En Italie, le pape était considéré plutôt comme un prince temporel que comme le chef de l'Église, et les Gibelins n'avaient jamais hésité à combattre ses desseins d'agrandissement politique. Mais, en Allemagne, la méthode pontificale de désunion et de guerre civile n'avait que trop bien réussi, et, depuis la mort prématurée de Louis de Bavière, il n'y avait plus eu de pouvoir central assez fort pour défendre le peuple et les églises locales contre la rapacité et l'ambition des représentants de saint Pierre. Luther parut au moment où l'esprit public était avide de réformes et insubordonné, où il n'y avait pas de mécanisme organisé, prêt à réprimer promptement la tentative du réformateur. Comme je l'ai déjà fait observer, la discussion scolastique qu'il engagea au sujet du pouvoir des clefs parut tout d'abord trop insignifiante pour mériter qu'on y prêtât attention; quand le débat s'élargit, on ne disposait pas de moyens permettant l'étouffement rapide; avant que l'Église eût mobilisé ses forces, le peuple avait déjà épousé la cause de Luther dans un pays où, comme l'atteste le *Sachsenspiegel*, ni les habitudes héréditaires, ni la coutume établie n'impliquaient le respect du droit

649 canon. Un heureux hasard fit surgir l'homme nécessaire à son heure et dans un milieu propice ; l'ère de la civilisation moderne et de la pensée affranchie put s'ouvrir, bien que les réformateurs se soient montrés d'abord aussi rigoureux que les orthodoxes dans la répression de l'indépendance dogmatique.

L'étude des folies et des crimes de nos ancêtres nous a révélé tout un drame d'une horreur presque continuelle. Nous avons vu comment la volonté humaine, mal inspirée, errant à tâtons dans les ténèbres, s'est laissée pousser, par les plus louables intentions, à causer la misère et le désespoir d'autrui en croyant servir Dieu ; comment des hommes ambitieux et sans scrupule ont spéculé sur les bons instincts des autres pour satisfaire leur soif d'argent et de domination. Pourtant, à tout prendre, cette étude comporte une espérance et un encouragement. Dans l'intérêt de la société moderne, où l'on cherche un soulagement immédiat à l'accumulation des maux qui écrasent l'humanité, où des esprits impatients brûlent de renverser l'édifice social, espérant fonder une organisation nouvelle où sera inconnue la misère évitable, il est bon de jeter, à l'occasion, un regard en arrière, de déchirer le voile qui cache les passions et les souffrances des générations passées et d'apprécier à sa valeur les progrès déjà réalisés.

L'évolution humaine est lente et irrégulière ; pour celui qui l'observe à un moment donné, elle paraît stationnaire ou même rétrograde et c'est seulement en comparant entre elles des époques séparées par un long intervalle de temps qu'on peut juger l'étendue du chemin parcouru. L'étude rétrospective que nous avons ainsi péniblement achevée nous a montré comment, il y a quelques siècles à peine, l'infliction de maux gratuits paraissait le plus sacré devoir de l'homme, et nous avons appris aussi tout ce qu'a gagné en ce monde l'empire de l'amour et de la charité chrétienne. Nous avons vu que l'application des lois spirituelles ou séculières n'était guère que le mal et l'injustice organisés ; nous avons vu combien était peu élevé le niveau moral, com-

bien était vil l'état mental des peuples de la Chrétienté. Nous avons vu que les Ages de Foi, vers lesquels de romantiques rêveurs jettent un regard de regret, étaient les âges de la violence et de la ruse, que le mal semblait y régner en maître absolu et justifier l'opinion courante, constamment renouvelée, que le règne de l'Antéchrist avait commencé. Si imparfaites que soient aujourd'hui les institutions humaines, la comparaison avec le passé montre les merveilleux progrès réalisés; le fait que ces progrès sont presque entièrement l'œuvre des deux derniers siècles, que le mouvement en avant s'accélère chaque jour, est pour le sociologue un encouragement et un réconfort. Il s'est établi des principes qui, si on les laisse se développer d'eux-mêmes, naturellement et sainement, rendront l'avenir de l'humanité bien différent de ce que fut son passé. Le plus grand danger, pour la société moderne, vient de ces théoriciens impatients qui veulent réformer le monde d'un seul coup, au lieu de coopérer à la lutte du bien contre le mal en s'inspirant des lois éternelles. S'ils pouvaient se convaincre du progrès si rapidement obtenu et de l'évolution constante de ce progrès, ils modéreraient peut-être leur ardeur et appliqueraient leur énergie à une œuvre de sage édification plutôt qu'à une besogne de destruction stérile.

650

Quelques mots suffiront pour résumer la carrière de l'Inquisition médiévale. L'Inquisition introduisit un système de jurisprudence qui corrompit le droit criminel dans tous les pays soumis à son influence, et, pour des siècles entiers, fit de l'administration de la justice pénale une cruelle dérision. Elle fournit au Saint-Siège une arme puissante pour seconder ses empiètements politiques; elle offrit aux souverains séculiers la tentation d'imiter son exemple et elle prostitua la religion au service des plus abjectes convoitises. Elle stimula la tendance malade aux aberrations doctrinales, au point que la plus insignifiante dissidence devint capable de susciter une démente et de révolutionner l'Europe entière. D'autre part, lorsque l'athéisme fut de mode dans les hautes sphères, les foudres du Saint-Office

restèrent muettes. Énergique pour la seule œuvre du mal, l'Inquisition, alors qu'elle aurait pu user de sa puissance pour défendre le bien, laissa tomber ses armes et fit comprendre au peuple que les seuls péchés méritant un châtement étaient la participation au Sabbat et la méfiance en l'infailibilité de l'Église. Dans sa longue carrière marquée de traits de sang et de feu, on ne peut lui savoir gré que d'avoir ruiné les dogmes pernicioeux des Cathares ; sur ce point même, d'ailleurs, son intervention peut être considérée comme superflue, car ces dogmes portaient en eux les germes de leur propre ruine et une politique plus éclairée aurait dû attendre avec confiance qu'ils s'éteignissent spontanément. Ainsi, le jugement de l'histoire impartiale doit-être celui-ci : *l'Inquisition, fruit monstrueux d'un zèle erroné, au service de la cupidité égoïste et de la soif du pouvoir, s'employa à étouffer les plus hautes aspirations des hommes et à stimuler leurs appétits les plus vils.*

INDEX GÉNÉRAL ⁽¹⁾

ABRÉVIATIONS : *arch.*, archevêque ; *c.*, concile ; *év.*, évêque ; *exc.*, excommunication ou excommunié ; *Inq.*, Inquisition ; *inq.*, inquisiteur ou inquisiteurs.

N-B. — *Les chiffres renvoient à la pagination de l'édition américaine, inscrite en marge de la présente traduction.*

A

ABBAYES (nominations aux) I. 195 ; III. 67.

Abjuration de pénitents dans les *autos de fé*, I. 392 ; des suspects, I. 456 ; d'hérétiques, après confession, I. 457 ; acceptable sur le bûcher, I. 542 ; nécessaire, II. 476 ; exigée de Huss, II. 485 ; modifiée à l'intention de Huss, II. 488, 489, de Jérôme de Prague, II. 499 ; de Jeanne Darc, III. 370 ; dans les cas de magie, III. 499 ; non exigée de Savonarole, III. 234 ; de Gilles de Rais, III. 486.

Abruzzes, refuge des Cathares, II. 245.

Absents (procès des), I. 403 ; confiscation de leurs biens, I. 504.

Absolution collective, I. 40 ; coopération des év. et des inq. pour l'accorder, I. 336 ; accordée aux familiers, I. 284 ; mutuelle des inq. I. 422 ; sacerdotale, insuffisante, I. 462.

Abundia (Domina), III, 494.

Abus des familiers, I. 382 ; péculiaires de l'Inq. I. 477.

Abyssinie (missions dominicaines en), I. 298 ; inq. en —, I. 355.

Académie de Rome, III. 570.

Acciajuoli, leur dette envers Clément VI, II. 277.

Accursio (Frà), sa procédure contre les Gibelins, III. 201 ; brûle Cecco d'Ascoli, III. 443.

Accusations d'hérésie, leur utilité politique, III. 191.

Accusés (interrogatoire), I. 410 ; leur serment préliminaire, I. 399 ; jugés d'avance, I. 407, III. 468.

Accusateur, caution exigée de lui, I. 402.

Acerinus (Saint), I. 460.

Achaïe (Templiers en —), III. 285.

Acquittement interdit, I. 453 ; III. 513.

Acre (chute de la ville en 1291), III, 246.

Ada d'Avesnes, sa piété, I. 45.

(1) Cet index est une traduction un peu remaniée et complétée sur quelques points de celui de l'édition originale.

Adalbert professe le culte des anges, III. 412.

Adam, modèle d'un procès inquisitorial, I. 406.

Adam de Brême, son tableau de l'Eglise septentrionale, III. 183.

Adam de Marisco, III. 13.

Adamites en Bohême, II. 518.

Adamo da Como, II. 244.

Ad conditorem, bulle, III. 133.

Ad extirpanda, bulle, I. 337, 421, 510; II. 214; III. 191, 431.

Adoptianisme, I. 217.

Adoration hérétique, I. 95, 450.

Ad providam, bulle, III. 323.

Adrien IV triomphe d'Arnaud de Brescia, I. 74.

Adrien V protège Jean de Parme, III. 25.

Adrien VI et Maximus, I. 215; ordonne la persécution des sorcières, III. 546.

Aeneas Sylvius. Voir *Pie II*.

Esir, leur puissance magique, III. 403.

Afrique (Inq. en), I. 355.

Age requis pour détenir des bénéfices, I. 25; des inq. I. 374; de responsabilité, I. 402, 436; II. 399.

Agnus Dei, III. 410.

Agobard (Saint) de Lyon, nie la magie, III. 414.

Agostino Luciano seconde les Calixtins, II. 565.

Agostino de Mori, inq. de Brescia, II. 273.

Agrippa (Cornelius), sur la suspicion d'hérésie, I. 455; sa foi en Joachim, III. 41; défend une sorcière, III. 545.

Ahriman, génie du mal, III. 379.

Aicardo, arch. de Milan, juge Matteo Visconti, III. 199.

Aiguillettes. Voir *Philtres*.

Aikenhead, pendu pour hérésie, I. 354.

Ailly (Pierre d'), sur la tolérance, I. 540; reconnaît l'Inq. II. 139; condamne Guillaume de Hil-

derniss, II. 406; condamne Mathieu Grabon, II. 410; son rôle dans le procès de Huss, II. 485, 489; favorise Jérôme de Prague, II. 501; insiste auprès du C. de Constance pour une réforme de la curie, II. 506; sa foi en Joachim, III. 11; ses travaux d'astrologie, III. 438, 445.

Aimeric Castel, fils de Castel Fabri, II. 69, 73, 90, 93, 102, 574.

Ajournements dans les procès inquisitoriaux, I. 419; II. 94, 572.

Akkad, magie chez ce peuple, III. 383.

Alain de l'Isle réfute les Vaudois, I. 79; origine qu'il attribue au nom des Cathares, III. 495.

Alaman de Roaix, son procès, I. 508, 550.

Albanenses, I. 115; II. 193.

Albanie (Inq. établie en), II. 311; (l'Eglise grecque en), II. 311; III. 617, 619.

Albano (Pierre, cardinal d'), I. 284, 332, 370; III. 426.

Albéric d'Ostie, réfute Éon, I. 66.

Albéric, légat, attaque Henri de Lausanne, I. 70.

Alberico, premier inq. de Lombardie, II. 201.

Alberico da Romano, sa mort, II. 228.

Albero de Mercke, son hérésie, I. 63.

Albert, inq. brûle Martin de Mayence, II. 395.

Albert d'Autriche, son règne en Bohême, II. 539.

Albert, év. d'Halberstadt, jugé pour hérésie, II. 392.

Albert de Saxe protège Grégoire de Heimburg, II. 418.

Albertino (Arnaldo), sur Lulle, III. 589.

Alberto de Capitanei, sa croisade contre les Vaudois, II. 160, 266.

Alberto (Giovanni), résistance que rencontre son Inq., II. 259.

Alberto de Pise, général des Franciscains, III. 7.

Albertus Magnus (Albert-le-Grand), sa controverse contre les Ortliebenses, II. 323; triomphe de Guillaume de St-Amour, III. 23.

Albi (Henriciens à), I. 70; lutte contre les Cathares, I. 117; querelle entre év. et inq., I. 363; disqualification du viguier, I. 380; vénalité des inq., I. 478; (l'Inq. à), I. 478; insurrection de 1234, II. 12; zèle contre l'hérésie, II. 40; appels à Philippe III, II. 58; querelles avec l'év. Bernard, II. 68, 78; arrestation de citoyens en 1299, II. 74, 76, 81, 83; persécution des Dominicains, II. 82; interruption de la persécution, II. 87; se sauve à prix d'or, II. 89; pétition du clergé contre l'Inq., II. 91, 571; accuse l'Inq., II. 92, 574; état des prisons, II. 94; retards apportés au jugement des prisonniers, II. 95, 572; doute sur la culpabilité de ces prisonniers, II. 603; réconciliation, II. 102.

Albi (év. d'Albi), emprisonné, I. 123; sa part dans les confiscations, I. 515.

Albi (Concile d') 1254, règle-ment l'Inq. II. 51, 317, 340, 350, 380, 432, 435, 444, 475, 489, 507, 526.

Albigeois, I. 115.

Albigeois (croisades contre les), I. 147.

Albik d'Unicow, II. 447.

Albizio (cardinal), sur l'application du bûcher aux hérétiques, I. 526; sur l'hérésie politique, III. 198.

Albornoz (cardinal) arrête et fait brûler des *Fraticelli* à Naples, III. 166.

Alchimie, non considérée comme crime, II. 482; nécessité du concours de Satan, III. 436; 473; cultivée par Arnaud de Villeneuve, III. 52; opinion de Lulle, III. 582.

Alcoran des Cordeliers, I. 262.

Adhelm (Saint), épreuve de continence, III. 109.

Aldobrandini (Frà), poursuit Arnanno Pongiluppo, II. 241.

Alessandro da Alessandria, III. 61.

Alexandre II, I. 32.

Alexandre III, exempte les Templiers des dîmes à payer aux légats pontificaux, I. 16; sur la promotion des mineurs, I. 25; réglemente les testaments, I. 29; maintient l'exemption monastique à l'égard de la juridiction épiscopale, I. 35; sur l'abus des indulgences, I. 41; mansuétude à l'égard des Cathares, I. 112, 220; mesures contre l'hérésie, I. 118; interdit l'emploi des ordalies, I. 306; incertitude au sujet des pénalités, I. 308; mansuétude à l'égard de la magie, III. 422.

Alexandre IV protège les Mendicants, I. 284; condamne Guillaume de St-Amour, I. 287; bulle aux missionnaires franciscains, I. 297; restreint l'Inq. légatine, I. 317; II. 51; annule la coopération épiscopale aux sentences, I. 335; contraint Mantoue à obéir à l'Inq., I. 341; cas de Capello di Chia, I. 343; sur l'amovibilité des inq., I. 344; revise la bulle *ad extirpanda*, I. 339; ordonne de capturer Niccolo da Vercelli, I. 397; permet aux inq. l'emploi de la torture, I. 422; admet les hérétiques comme témoins, I. 435; adoucit les incapacités pesant sur les descendants, I. 498; assume la propriété des biens confisqués, I. 510; suspend les opérations de l'Inq. de Besançon, I. 530; II. 120; châtime des relaps, I. 546; sur les suspects relaps, I. 547; sur le non accomplissement de la pénitence, I. 548; énergique appui prêt à l'Inq. II. 222; ordonne la croisade contre Ezzelin da Romano, II. 227; sa lutte contre Uberto Palla-

vicino, II. 228, 230; stimule l'extermination de l'hérésie en 1258, II. 238; introduit l'Inq. en Bohême, II. 428; contraint Jean de Parme à se démettre, III. 24; sur la question de la pauvreté, III. 27, 28; prêche la croisade contre Manfred, III. 193; accorde à l'Inq. une juridiction partielle sur la magie, III. 434; ses démêlés avec l'Eglise grecque, III. 619; sur les *quæstuarii*, III. 622.

Alexandre V pourvoit aux dépenses de l'Inq. I. 532; II. 138; fait brûler les exemplaires du *Talmud*, I. 556; fait détruire les œuvres de Wickliff, II. 443; ordonne l'extermination du flussisme, II. 447; ses instructions à Pons Feugeyron, II. 457; III. 204.

Alexandre VI, l'excommunication fulminée par lui est méprisée en France, II. 137; tolère les Vaudois, II. 460; seconde les Mendians, I. 292; ses démêlés avec Savonarole, III. 244-24, 232; ordonne la persécution des sorcières, III. 546; réhabilite Jean Pic de la Mirandole, III. 574; élude la question de l'Immaculée Conception, III. 602; son cynisme III. 644.

Alexandre VIII canonise Capistrano, II. 555.

Alexiens, II. 351.

Alexis Comnène convertit les Pauliciens, I. 90.

Algisius relaxe des hérétiques, I. 452; commue des pénitences, I. 473.

Alibi (recours à l'), I. 447.

Aliénations faites par des hérétiques, déclarées invalides, I. 520.

Allart, sur les biens des Templiers, III. 252.

Allégeance, dissoute par l'hérésie, II. 469.

Allemagne. Cathares allemands, I. 110, 112; les Ecritures à Metz et à Trèves, I. 131; législation en matière d'hérésie, I. 221, 320;

cruauté du droit criminel, I. 235; Flagellants, I. 272; Inq. dominicaine, I. 301; indépendance de l'épiscopat, I. 332; Inq. épiscopale, I. 360; âge des témoins, I. 436; confiscations, I. 503, 507; frais de l'Inq. I. 530; histoire de l'Inq. II. 316; demande de dîmes par la papauté, II. 432; corruption de l'Eglise, II. 527; tableau présenté par le cardinal Cesarini, II. 531; invasion des idées hussites, II. 532; plaintes élevées au sujet de la suppression des canons de Bâle, II. 556; Louis de Bavière et la papauté, III. 135; faveur témoignée par les Franciscains à Louis, III. 153; absolution exigée par Clément, VI. III. 157; effets du Grand Schisme, III. 205, 207; sort des Templiers, III. 302, 324; législation en matière de magie, III. 432; censure littéraire, III. 612, 614; l'état du pays appelle la Réforme, III. 648.

Alma mater, bulle, III. 297.

Alonso de Almarzo, son hérésie, II. 186.

Alonso d'Avila, sur l'Inq. espagnole, II. 186.

Alonso de Spina, sur la peine de mort, I. 535; sur l'état de l'Espagne, II. 186, 187; condamne l'astrologie, III. 445; ne croit pas au Sabbat, III. 496.

Aloutier (Jean), nie l'impeccabilité de la Vierge, III. 603.

Alphonse I^{er} (Aragon), son legs aux Ordres militaires, III. 240; il s'adonne à la divination, III. 429.

Alphonse II (Aragon), persécute les Vaudois, I. 81; décrète la confiscation, I. 502; ordonne à ses fonctionnaires de seconder les inq. II. 169.

Alphonse V (Aragon) favorise le Lullisme, III. 587.

Alphonse IX (Castille) gagne la bataille de Las Navas, I. 169.

Alphonse X (Castille), ses lois contre l'hérésie, I. 221; II. 183;

sur les livres juifs, I. 535; sur les arts occultes, III. 430; sur la négation de l'immortalité, III. 560; dénoncé comme Antéchrist, III. 24.

Alphonse XI (Castille) garde les biens du Temple, III. 333.

Alphonse de Poitiers épouse Jeanne de Toulouse, I. 206; conseille l'emploi de témoins synodaux, I. 317; commue des confiscations, I. 515; son zèle pour l'Inq. I. 519, 527, 528; II. 48; accorde juridiction à l'Inq. III. 535; sa mort, II. 56.

Alphonse II (Portugal) persécute l'hérésie, II. 188.

Alphonse de Portugal, brûlé, II. 142.

Alzburg, expulsion des Béguins et Béguines, II. 413.

Altenesch (bataille d'), en 1234, III. 188.

Alvaro de Luna, favori de Juan II, II. 186.

Alvaro Pelayo. Voir *Pelayo*.

Amadeo de Landi, son procès, II. 271.

Amasis roi d'Egypte, III. 418.

Amauri de Bèue, son hérésie, II. 320; son influence sur le mysticisme allemand, II. 354, 360.

Amauri de Montfort, I. 185, 186, 187, 188, 189, 190, 198, 205.

Amauri de Tyr arrête les Templiers à Chypre, III. 309.

Amauriens, leur extermination, II. 321; leur doctrine des trois ères, III. 17.

Ambroise (Saint), excommunie Maximus, I. 214.

Amédée VI (Savoie) ordonne la persécution, II. 153, 261.

Amédée VII, sa tiédeur, II. 256, 261.

Amédée VIII, élu pape, II. 533.

Amédée IX, converti par la persuasion, est béatifié, II. 265.

Amélius de Toulouse réprime les Cathares, I. 117.

Amendes, pénitence, I. 460, 471; Interdiction aux inq. d'en exiger,

I. 331; autorisation accordée aux inq. I. 332; emploi abusif de cette pénitence, I. 477; obligation pour les chefs séculiers d'exiger le paiement, I. 338; les év. non admis à y participer, I. 359; affectées aux dépenses de l'Inq. I. 525; encaissées par l'Inq. à Venise, II. 252.

Amiel de Perles, I. 393; II. 106, 107, 130, 240.

Amiens (év. d'), refuse de brûler des sorcières, III. 533.

Amis de Dieu, II. 362.

Amistance de Narbonne, II. 13.

Amizzoni (Lanfranco de), inq. III. 98.

Amort (Dr), son opinion sur Lulle, III. 589.

Amosites, II. 566.

Amour (boissons d'). Voir *Phil-tres*.

Amovibilité des inq. I. 344.

Amsefeld (bataille d'), II. 306, 311.

Amulettes formées de reliques, I. 49.

Anagni, commission condamnant Joachim, III. 16, 22; prédominance de l'hérésie en 1258, II. 238.

Anathème pontifical (hérésie consistant à mépriser l'), III. 181.

Ancien Testament, rejeté par les Cathares, I. 91, 563.

Ancône (les Clareni d'), III. 40; relâchement des Franciscains, III. 34; persécution des *Fraticelli*, III. 175, 176, 177.

André de Hongrie, II. 294.

André de Krain convoque un concile général, III. 223.

André, év. de Minorque, sur la corruption de l'Eglise, III. 638.

André de Prague, sa condamnation, II. 437.

Andrea Saramita, III. 91, 93, 94, 95, 97, 98, 100, 101.

Andrea de Segna protège les Spirituels, III. 40.

Andreani, brûlés à Pise, II. 282.

Andreas de Caffa, inq. de Tartarie, I. 355.

- Andrés (abbaye de), litige avec la maison mère de Cîteaux, I. 22.
- Aueberg (comte d'), accusé d'hérésie, II. 339.
- Angèle de la Barthe, III. 384.
- Angelo da Chivasso, ses instructions sur l'astrologie, III. 437; sur le Sabbat, III. 496.
- Angelo da Clarino, son châtiement, III. 33; son exil, III. 38; son retour en Italie, III. 39; devient le chef des Spirituels, III. 40; son opinion sur les Clémentines, II. 97; III. 60; son humeur pacifique, III. 64; son emprisonnement et sa libération, III. 70; il est dénoncé par les Olivistes, III. 81; sa mort et sa béatification, III. 65.
- Angelo Ricciardino persécute les Vaudois, II. 267.
- Angelo de Verbosa, II. 308, 315.
- Angermünde (Luciférains brûlés à), I. 456; II. 375; extermination des Vaudois, II. 416.
- Angleterre, exactions pontificales, I. 17; Cathares, I. 113; châtiement de l'hérésie, I. 221; l'article de *comburendo hæretico*, I. 221; cruauté du droit criminel, I. 225; apparition des Pastoureaux, I. 274; enquêtes organisées, I. 311; poursuites pour hérésie, I. 352; *peine forte et dure*, I. 447; emprisonnement sans chaînes, I. 488; confiscation, I. 503; nulle poursuite contre les morts, I. 522; Jeanne Southcote et Mary Ann Girling, III. 102; procédure contre les Templiers, III. 298; les biens du Temple donnés aux Hospitaliers, 331; procès de Jeanne Darc, III. 338; conversion opérée par saint Augustin, III. 400; absence de législation en matière de magie, III. 427; magie aux XIV^e et XV^e siècles, III. 458, 467.
- Anglo-Saxons (législation des), contre la magie, III. 420.
- Angrogne (Vaudois d'), II. 195, 259, 267.
- Anhalt, Flagellants brûlés, II. 409.
- Anjou, nombreux hérétiques, I. 127; C. sur la magie, III. 426.
- Annibaldo, ses lois contre l'hérésie, I. 324; envoyé en Aragon, II. 163; puis à Milan, II. 200; et en Allemagne, II. 331.
- Anno de Cologne, sa tolérance, I. 219.
- Anquira (C. d'), sur le Sabbat, III. 494.
- Anselme de Liège, sa tolérance, I. 219.
- Anselme (saint), sur la Conception de la Vierge, III. 596.
- Antéchrist, croyance à sa venue, III. 527.
- Antipapes des Spirituels, III. 38, 63, 65, 80.
- Antisacerdotales (hérésies), I. 62.
- Antisacerdotalisme des Vaudois, I. 83; des Flagellants, II. 407; de Wickleff, II. 441; des Frères apostoliques III. 421.
- Antoine (saint) de Padoue, persécute les hérétiques, I. 197; fouetté par Elias, III. 6; canonisé, I. 256.
- Antonin (saint), sur les Templiers, III. 328; instructions aux confesseurs sur le Sabbat, III. 496; son opinion sur la Conception de la Vierge, III. 600.
- Antonio (Frà), son échec à Venise, II. 253.
- Antonio da Brescia, II. 272.
- Antonio, év. de Massa, sa campagne contre les Vaudois, II. 154.
- Anvers, son église au XI^e siècle, I. 64; origine des Lollards, II. 350.
- Apollonius de Tyane, III. 389, 390, 436.
- Apostasie des Juifs convertis, II. 63.
- Apostats, confiscation de leurs biens, I. 502.
- Apostoli*, I. 361; demande d'A., I. 451; dans les procès de sorcellerie, III. 517.
- Apostoliques (Frères), III. 403; croissance de la secte, III. 465;

leur austérité, III. 108; leurs doctrines, III. 109, 111, 121; leur organisation, III. 112; persécutés en Espagne, II. 184; brûlés dans le Mecklembourg, II. 402.

Apostolique (succession) en Bohême, II. 564.

Appel à la pitié des autorités séculières, I. 227, 534.

Appel (juridiction d') de Rome, son influence, I. 17.

Appel des sentences de l'Inq., I. 430; puni, II. 62; refusé dans les procès de sorcellerie, III. 517, 531; refusé à Gilles de Rais, III. 480.

Apulée, son procès, III. 391.

Apulie, établissements vaudois, II. 248, 259, 268.

Aquila (év. d'), son sort, I. 558.

Aquilée, culte de la nature, II. 301.

Aquin (saint Thomas d'), sur le châtimement de l'hérésie, I. 229, 535; sur la culpabilité des hérétiques, I. 236; sur la peine du bûcher pour les relaps, I. 546; réponse à Guillaume de Saint-Amour, I. 286; réfutation de Joachim, III. 14; sur le retrait du calice aux laïques, II. 473; concessions au sujet de la pauvreté, III. 4; nie le pouvoir papal de dispense de vœux, III. 77; sur l'hérésie de la désobéissance, III. 192; sur les incubes et les succubes, III. 385; admet le pouvoir des magiciens sur les éléments, III. 415; sur l'*Ars Notoria*, III. 436; condamne l'astrologie, III. 439; sur la divination par les songes, III. 447; sur la Vision Divine, III. 591; sur l'Immaculée Conception, III. 598; sur la simonie pontificale, III. 628.

Aquitaine, apparition des Cathares, I. 108; nombre des hérétiques, 127; confiscations, II. 112.

Arabe (littérature) sur la magie, III. 429.

Aragon, persécution des Vaudois, 1194, I. 81; soumission du

pays à Saint-Pierre, I. 157; nominations d'inq. I. 302; législation de Jayme I^{er}, I. 319, 323; soumission de l'Etat à l'Inq. I. 340; confiscation pour hérésie, I. 502; dépenses de l'Inq. I. 531; saisie de livres hébraïques, I. 555; satires contre l'Eglise, II. 3; histoire de l'Inq. II. 162; Arnaud de Ville-neuve, III. 55; Spirituels, III. 85; *Fratricelli*, III. 168; Croisade contre Pierre III, III. 190; legs d'Alphonse I^{er} aux Templiers, III. 240; procédures contre les Templiers, III. 310; propriété des Templiers, III. 332; loi contre la magie, III. 430; controverse au sujet de Lulle, III. 584.

Arbitraire de la procédure inq. I. 406, 440.

Arbor Scientiæ, de Lulle, III. 388.

Arbre et fontaine adorés par les Slaves, II. 301.

Archidiares supplantés, I. 309.

Ardingho, év. de Florence, ses statuts, I. 327.

Argent, discussion parmi les Franciscains au sujet de la possession des biens, III. 4, 30; les Spirituels refusent de quêter, III. 33.

Argentières (Vaudois d'), II. 147, 154, 157, 160.

Ariens, persécutent les Catholiques, I. 216.

Aristote, destruction de ses œuvres, I. 58, 554; II. 322.

Arius, destruction de ses livres, I. 213.

Arles (conférence d'), en 1211, I. 166.

Arles (C. d'), en 1234, ordonne l'emploi de témoins synodaux, I. 317; réglemente l'Inq. épiscopale, I. 331; ordonne l'emprisonnement des convertis, I. 484; C. de 1265, condamne les Joachites, III. 26; se plaint des immunités accordées aux serviteurs laïcs du Temple, III. 242.

Arlotto di Prato condamne les écrits d'Olivé, III. 44.

Armanno Pongiluppo, I. 404; II. 240.

Arménie, missions franciscaines, I. 298; Inq. introduite, I. 355; Pauliciens, I. 90; mission de Spirituels, III. 35.

Armes portées par les familiers, I. 382; les inq. vendent des ports d'armes, I. 383.

Arnaldistes, I. 75.

Arnaldo de Castelbo, sa condamnation, II. 169.

Arnaldo de Pelagrua, mène la croisade contre Ferrare, III. 195.

Arnaud de Brescia, I. 72.

Arnaud Catala, II. 8, 10, 12.

Arnaud de Cîteaux, nommé légat, I. 439; ordonne la prédication de la croisade, I. 447; conduit la croisade, I. 453; sa férocité à Béziers, I. 454; choisit Simon de Montfort, I. 459; obtient l'archevêché de Narbonne, I. 45, 168; mène la croisade en Espagne, I. 169; seconde Raymond VI, I. 182; exc. Simon de Montfort, I. 184; sa mort, I. 196.

Arnaud de Villeneuve, sa carrière, III. 52; intercède en faveur des Spirituels, III. 56; son opinion sur les inq. II. 249; ses livres brûlés, III. 85.

Arnaud Dominique, assassiné, II. 16.

Arnaud Garsia résiste à l'Inq. II. 82, 100, 101.

Arnaud Morlana, II. 60.

Arnaud Novelli, de Fontfroide, II. 78, 87, 572.

Arnest de Prague persécute l'hérésie, II. 434.

Arnold le Cathare, brûlé à Cologne, I. 104.

Arnold de Trèves soudoie les légats pontificaux, I. 16.

Arnoul, év. de Lisieux, III. 422.

Arrabiati, adversaires de Savonarole, III. 215, 221.

Arras, Béghards, II. 127; Vau-

dois, I. 505, 532; III. 384, 519.

Arrestation, formalités préliminaires, II. 139; détruit le pouvoir des sorcières, III. 509.

Arringer de Raguse, II. 292.

Ars Notoria, III. 429, 436, 437.

Art de Lulle, III. 582.

Art de Saint-Georges, III. 436.

Article de *hæretico comburendo*, I. 221.

Articles (quatre) des Hussites, II. 519, 533, 534; (quarante-cinq) de Wickliff, II. 446, 482.

Artisson (Robert), démon, III. 457.

Artois (Cathares en), 1153, I. 111.

Artus III (Bretagne), persécute les sorcières, III. 537.

Aruspices, lois contre leurs pratiques, III. 397.

Ascalon, siège de la ville, III. 242; exécution de sorcières, III. 396.

Ascétisme, indice d'hérésie, I. 87; assimilé au Manichéisme, I. 100; des Cathares, I. 96, 101; de Saint-Dominique, I. 251; des Observantins, III. 179; de l'Ordre du Temple, III. 239; des *Ortlibenses*, II. 357; de Pierre Martyr, II. 214; des Vaudois, I. 86; II. 150; influence de l'ascétisme, I. 238.

Aschaffenburg (C. d'), 1292, condamne les Béghards, II. 367.

Aschersleben (Flagehants d'), II. 408.

Asie, introduction de l'Inq. I. 355.

Asile (droit d'), refusé aux hérétiques, II. 121.

Assalit (Arnaud), ses comptes, I. 528.

Assemblée d'experts, I. 377, 387, 389, 390; inusitée dans la France du nord, II. 123; III. 367.

Assesseurs dans le procès de J. Darc, III. 361.

Assise, l'église de Saint-François, III. 4.

Assises de Jérusalem, sur l'hérésie, I. 356; III. 431.

Assises de Clarendon, I. 113, 311, 481.

Assyriens (croyance des), Lil et Lilit, III. 383.

Astesanus d'Asti, déclare que les inq. ne doivent pas s'occuper des délits d'usure, I. 359; sur l'état de l'Eglise au xiv^e siècle, III. 434; accorde une place à l'*Art Notoire*, III. 437; son opinion sur la Vision Béatifique, III. 592.

Asti, introduction de l'Inq. I. 322; II. 221.

Astrolabe (répression de l'emploi de l'), III. 422.

Astrologues, au service de l'Eglise, II. 227; brûlés par Ramiro I^{er}, III. 429.

Astrologie, interdite à Rome, III. 392, 437; ses relations avec la nécromancie, III. 426, 444; permise en Espagne, III. 430; ses origines, III. 437; tolérance tacite au Moyen-Age, III. 438; condamnée comme fataliste, III. 439; condamnée en France, III. 446; employée par Henry III (Angl.), I. 196; opinion de Marsile Ficin, III. 572; opinion de Pomponazio III. 575.

Astruchio da Piera, son hérésie, II. 175.

Athelstan (roi), sur la magie, III. 416.

Atto de Verceil, sur l'adoration des anges, III. 412; sur les magiciens ecclésiastiques, III. 416.

Aubenas (C. d'), en 1208, I. 149.

Aubriot (Hugues), son procès, II. 127.

Aubry (Huguet), III. 526, 532.

Auch (arch. d'), sommé de persécuter l'hérésie, I. 136.

Auch (Vaudois d'), II. 148.

Audenharn (Maréchal), défend l'Inq., II. 132.

Augures d'après les oiseaux, III. 403, 429, 431.

Augustin (Saint), sur la persécution, I. 211, 214; son incrédulité

à l'égard des incubes, III. 384; sur la magie, III. 391; sur l'efficacité de la prière, III. 395; sur l'astrologie, III. 437; sur la Vision Divine, III. 590; sur la conception de la Vierge, III. 596.

Augustin, missionnaire de Grégoire le Grand en Angleterre, III. 400.

Augustin (Ordre des), III. 32, 103.

Auto de fé ou *sermo*, I. 389, 391; à Rome en 1231, II. 200.

Autorisation de reconstruire des demeures détruites pour hérésie, I. 483.

Autriche, Inq. organisée I. 301; II. 347; Luciférains, II. 358, 375; Vaudois, II. 400, 416; ordre d'arrêter les Templiers, III. 303.

Auvergne, possessions des Templiers, III. 251.

Auxiliaires de l'Inq., I. 374.

Auzon, charte accordée, en 1260, par Alph. de Poitiers, I. 407, 423. Avegliao (mépris pour l'Inq. à), II. 263.

Averroès, III. 558.

Averroïsme, III. 561; de Limoux Noir, II. 108; tolérance dont il jouit au xv^e siècle, III. 577; professé durant le xvi^e siècle, III. 577; en Aragon, II. 169; en Castille, II. 183; en Portugal, II. 188.

Averroïstes, leur nombre, III. 564.

Aveux. Voir *Confession judiciaire*.

Avignon, assiégé par les Croisés, I. 199; les magistrats assistent aux procès, I. 377; Inq. introduite, II. 147; Peste Noire, II. 379; *Fraticelli* brûlés, III. 168; tableau qu'en fait Pétrarque, III. 633; C. de 1209, sur la prédication, I. 23; établit l'Inq. épiscopale, I. 314; C. de 1457; affirme l'Immaculée Conception, III. 600.

Avignonet (massacre d'), II. 35.

Avis (Ordre de), en Portugal, III. 317.

Avocats refusés aux accusés, I. 444; III. 290; nommés par l'Inq. III.

517; résultat de leur admission, III. 518; refus opposé à Huss, II. 478; offre faite à Jeanne Darc, III. 366.

Aymeri de Collet, év. cathare, II. 26.

Aymon, év. de Vercell, son arrestation, I. 41.

Aymon Picard rejette la transsubstantiation, II. 444.

Azime consacré, son pouvoir magique, I. 50; mêlé au vin dans l'Eucharistie, II. 472; sa puissance contre les démons, III. 426; son emploi en magie, III. 435; son emploi en sorcellerie, III. 500.

Azzo IX attaque Ezzelin, II. 228.

Azzo X décide le cas d'Armauno Pongiluppo, II. 241.

B

Bacon (Roger), sa carrière, III. 552; sur le droit civil, I. 309; sur la magie, III. 425; sur l'alchimie, III. 436; sur l'*Art Notoire*, III. 436; sur l'astrologie, III. 439.

Bafomet, III. 270.

Baguette magique du sorcier, III. 405.

Baines (év. Pierre A.), sur l'Immaculée Conception, III. 614.

Baisers indécents, attribués aux Templiers, III. 255, 263, 276; attribués aux sorcières, III. 500, 526.

Bajolenses, I. 98; II. 493.

Balardi (Tommaso), ses procès de sorcellerie, III. 518.

Balbinus, son éloge de Huss, II. 445.

Bâle, sa réconciliation en 1348, III. 457; persécution des Béguins en 1400, II. 403.

Bâle (C. de) annoncé, II. 528; abolit les annates, II. 530; ses querelles avec Eugène IV, II. 531, 533; négociations avec les Hussites, 530, 533, 534, 536, 537; retire le calice aux laïques, II. 473, 539; brûle Nicolas de Budesdorf, III. 89; se prononce en faveur des Observantins, III. 473; affirme l'Immaculée Conception, III. 600; échec de sa réforme, III. 638.

Bamberg, ses querelles avec son év., I. 532; réforme observantine, III. 173; exécutions de sorcières, III. 549; C. de 1491, sur l'hérésie, II. 413, 423.

Bandello (Vincenzo) nie l'Immaculée Conception, III. 601.

Bannissement pour hérésie, I. 220, 462; II. 170.

Barbara, impératrice, son caractère, II. 539.

Barbares (codes) sur la magie, III. 409.

Barbares, leur tolérance, I. 216; démons secourables, III. 382; magie, III. 401.

Barbe-Blene, III. 489;

Barbes, leurs missions errantes, II. 248, 268.

Barcelone, soumission à Charlemagne, II. 162; organisation de l'Inq. II. 166; Inq. spéciale, II. 179; plaintes d'Eymerich, III. 586.

Barilotto, conventicule infâme attribué aux *Fraticelli*, III. 178.

Baroni, de Florence, protègent l'hérésie, II. 209, 210; poursuites entamées contre eux, I. 496; II. 211.

Barozzi, év. de l'adoue, protège Nifo, III. 576.

Barthelemy l'Augustin, II. 360.

Bartolino da Perugia, son enquête à Todi, III. 149.

Bartole, sa perplexité touchant les sorcières, III. 534.

Bartolomeo da Cervera, son martyre, II. 264.

Bartolomeo di Tybuli, I. 355.

Bartolomeo de Pise, sa foi en Joachim, III. 41.

Bartolomeo de Chaimis, sur le Sabbat, III. 496.

Basile sorcier, brûlé, III. 399.

Bassani (Giacobba de'), III. 98, 100.

Bavière, l'Inquisition introduite, II. 347; massacre des Juifs, II. 379; Vaudois, II. 397.

Béatifique (Vision), III. 590.

Beaucaire, siège. I. 484; restriction du port d'armes, I. 382.

Beaudoin de Toulouse, I. 168.

Beaufort (Payen de), son procès, III. 523, 525, 529, 532.

Beaumanoir, sur la magie, III. 427.

Beaurevoir, prison de J. Darc, III. 359.

Beauvais (év. de), son arrestation, I. 41.

Bech (Giacomo), II. 255.

Bedford (Régent) sur Jeanne Darc, III. 346; achète Jeanne Darc aux Bourguignons, III. 358.

Béghards, Béguins et Béguines (voir également *Ortlibenses* et *Frères du Libre Esprit*): leur origine, II. 350; efforts pour les détruire, II. 354; confusion créée par leur nom, II. 355; débuts de la persécution, II. 367; le C. de Vienne les condamne, II. 369; persécutés en vertu des Clémentines, II. 371; leur rôle comme Tertiaires des Ordres Mendicants, II. 374, 413; violente persécution, II. 386, 387, 390, 392, 395, 401, 403, 411; confiscation de leurs maisons, I. 530, II. 389, 391; protégés par les év. II. 394; opinion de Wasmod, II. 397; protégés par le C. de Constance, II. 409; coopèrent à la Réforme, II. 413; leur carrière en Bohême, II. 430, 435, 517.

Béguinages, II. 352, 373; canon de Vienne, II. 369; leur destruction en vertu des Clémentines, II. 317.

Béguins ou Olivistes du Languedoc, III. 50, 77, 81.

Beissera (cas de), II. 12.

Bela IV (Hongrie), sa croisade contre la Bosnie, II. 295, 296, 297.

Belgrade (victoire de), II. 553.

Bellarmino (cardinal), condamne Lulle, III. 588.

Bembo (cardinal), protège Pomponazio, III. 576.

Bénédictins, leur corruption, I. 37; III. 640; leur rôle comme inq. II. 118.

Bénédictes (distribution des), I. 24; III. 629, 630, 632, 639.

Bénévent (bataille de), II. 232; rendez-vous de sorcières, III. 500.

Benigno (Frà), ses extorsions, I. 478.

Benoît XI, essai de réconcilier clergé et mendiants, I. 290; ôte aux év. le contrôle financier, I. 336; réprime les extorsions, I. 478; réglemente la confiscation, I. 510, 512; favorise l'Inq. de Languedoc, II. 8; juge d'avance Péquigny, II. 85; ordonne l'arrestation de Bernard Délicieux, II. 86; fait sa paix avec Philippe le Bel, II. 86; sa pitié pour les Gibelins, II. 236; introduit l'Inq. en Sicile, II. 248; met en liberté Jacopone da Todi, III. 41; inflige une pénitence à Arnaud de Villeneuve, III. 55; cite à comparaître Ubertino de Casale, III. 59; réconcilie les Colonna, III. 194; ses démêlés avec l'Eglise grecque, III. 619.

Benoît XII insiste pour introduire l'Inq. en Angleterre, I. 354; persécute les Vaudois, II. 151; annule les lois de Sienne, II. 275; persécute les Cathares de Dalmatie et de Croatie, II. 301, 302; nomme des inq. en Bohême, II. 431; édifie le palais d'Avignon, III. 68; rejette l'appel de Philippe de Ma

jurque, III. 81; ordonne l'extermination des Dolcinistes, III. 123; refuse les offres de soumission de Louis de Bavière III. 155; attaque les *Fraticelli*, III. 159; annule la condamnation de Visconti: III. 202; brûle des sorciers, III. 459; affirme la Vision Divine, III. 595; son opinion sur la démoralisation du clergé, III. 632.

Benoît XIII, sur la sainteté de Savonarole III. 236.

Benoît XIV regarde Savonarole comme saint, III. 236; sur Raymond Lulle, III. 589; sur l'Immaculée Conception, III. 611.

Benoît XIII, antipape, protège Vincent Ferrer, II. 176; scinde l'Inq. de Majorque, II. 177.

Bérard (Thomas) achète Sidon, III. 271.

Bérard Tremoux, son emprisonnement, II. 141.

Berardo da Rajano, II. 246, 585.

Béranger de Carcassonne, expulsé par les hérétiques, L. 138.

Béranger de Frédoles, III. 278, 283.

Béranger de Narbonne, son procès, L. 15; refuse son concours à la persécution de l'hérésie, L. 137.

Béranger de Palau, organise l'Inq. à Barcelone, II. 166.

Béranger de Tours, son hérésie, L. 218; accusé de magie, III. 419.

Bergame, (conférence *vaudoise*), L. 76; II. 196; tolérance à l'égard de l'hérésie, II. 202; lois contre l'Inq., II. 230; persistance de l'hérésie, II. 239, 271; débat au sujet des sorciers, L. 539; III. 546; (C. de), 1314, fait revivre l'Inq. épiscopale, L. 359.

Berlaiges (hérétiques brûlés à), I. 537; II. 16.

Berger (W.) son argumentation touchant le sauf-conduit de Huss, II. 463.

Bernabo Visconti, condamné comme hérétique, II. 202.

Bernard (Saint), condamne la

démoralisation de l'Eglise, L. 16, 24, 52; sur l'étude du droit civil, L. 52; réfute Henri de Lausanne, L. 70; lutte contre Arnaud de Brescia, L. 73; admet les vertus des Cathares, L. 101; incertitude de sa tolérance, L. 219; il approuve l'ordalie dans les procès d'hérésie, L. 306; élabore la Règle du Temple, III. 238; nie l'Immaculée Conception, III. 596.

Bernard Aspa (cas de), III. 73.

Bernard Audouyn, II. 240.

Bernard de Castenet, inq. L. 356; sa libéralité, L. 516; persécute les hérétiques, II. 67, 71; sa réception à Albi, II. 78; son procès, II. 78; est déposé de son mandat inquisitorial, II. 93.

Bernard de Caux publie des sentences, L. 333; est l'objet des plaintes de Jayme I^{er}, L. 395; pitié qu'il témoigne, L. 486, 550; sa générosité, L. 528; emprisonne les relaps, L. 544; son activité en 1246, II. 45.

Bernard de Combret, son entente avec Saint-Louis, L. 515.

Bernard Délicieux, son caractère et sa carrière, II. 75; il fait obstacle à l'Inq. L. 349; la falsification des registres, L. 380; II. 72; sur l'impossibilité de la défense, L. 450; II. 570; défend Castel Fabri, L. 445; II. 73; attaque l'Inq. II. 70, 79, 81, 82, 84, 87; son arrestation, sa mise en liberté, II. 86; se présente devant Philippe à Toulouse, II. 87; négocie avec Ferrand de Majorque, II. 88; sa trahison pardonnée, II. 90; ses appels à Clément V, II. 92; sa foi en Joachim, III. 11, 73; relations avec Arnaud de Villeneuve, III. 55; appels à Jean XXII, III. 70; accusé de magie, II. 462; son jugement et sa mort, II. 100.

Bernard l'Espinasser, II. 52.

Bernard Gui, sur le droit de requérir l'aide des fonctionnaires séculiers, L. 340; sur les Clément-

tines, L. 344, 454, 478; II. 97; sur les tournées d'enquête, L. 370; sur les avantages du « temps de grâce », L. 372; sur la limitation du nombre des « familiers », L. 384; impose le serment d'obéissance, L. 385; requiert la coopération épiscopale, L. 387; ses grands *autos de fé*, I. 393; approuve la torture, L. 424; sur la preuve de l'hérésie, L. 432; démasque les faux témoins, L. 440; sur les avocats des hérétiques, L. 444; sur la pénitence du port des croix, L. 470; pénalités infligées, I. 495, 551; sur la peine capitale, L. 535; sur les fauteurs relaps, L. 548; sur l'inaccomplissement de la pénitence, L. 548; brûle le Talmud, L. 555; sa carrière à Toulouse, II. 104, 107; tableau des doctrines vaudoises, II. 149; chasse les Dolcinistes en Espagne, II. 184; sur les restes d'Olivi, III. 45; son opinion sur les Olivistes, III. 83; son opinion sur les Frères Apostoliques, III. 122; envoyé comme nonce en Lombardie, III. 196.
 Bernard de Montesquieu, L. 519.
 Bernard Peitevin, II. 8.
 Bernard Pons, L. 448.
 Bernard du Puy, inq. L. 396; poursuit les Juifs en Aragon, II. 175.
 Bernard Raymond, L. 123, 124.
 Bernardes de Moraes, sur l'Immaculée Conception, III. 611.
 Bernardino de Cona, hérétique, III. 202.
 Bernardino da Feltre, II. 275; III. 601.
 Bernardino (Saint) de Sienne, II. 272; III. 172.
 Bernardo, inq. d'Aragon, II. 470.
 Bernardo del Bosco, II. 271; III. 546.
 Bernardo di Como prouve la réalité du Sabbat, III. 498.
 Bernardo de Puyceda persécute les Spirituels, III. 85.
 Bernardo Travesser, inq. son martyr, II. 167.

Berne, persécution des Béguins, II. 403; Dominicains livrés au bûcher, II. 424; III. 604; sorcières, III. 534.

Berner de Nivelles, son hérésie, II. 124.

Berne, poursuites menées dans cette localité, II. 265.

Bernhard de Hirsau chasse les Béguins, II. 413.

Berthold de Coire, assassiné par les hérétiques, II. 346.

Berthold de Ratisbonne, sa prédication, L. 268; sur les mérites de la vie contemplative, III. 2; sur les dispenses pontificales, III. 28; sur la simonie, III. 624.

Berthold, év. de Strasbourg, persécute les Béghards, II. 374.

Berti (Michele), brûlé à Florence, III. 163.

Bertrand, év. d'Albi, L. 515.

Bertrand de la Bacalairia, II. 42.

Bertrand Blanc dénonce l'Inq. II. 92.

Bertrand de Bordes, d'Albi, méprise les ordres de Clément, II. 95.

Bertrand, cardinal-légat, L. 185, 187.

Bertrand de Gigotier, inq. II. 118; III. 44.

Bertrand de Clermont, II. 55, 71.

Bertrand d'Embrun, sur les scandales provoqués par l'abus des « familiers », L. 383, 572; II. 276.
 Bertrand de Metz, ses démêlés avec les Vaudois, II. 318.

Bertrand de Poyet, cardinal, III. 68, 135.

Bertrand de Sartiges, III. 293, 297.

Bertrand de la Tour, cardinal, III. 69, 132, 148, 196.

Bertrando Piero, son activité, II. 264.

Besançon (procès de l'arch. de) L. 14; l'arch. emploie la magie, L. 306; l'Inq. introduite, L. 530; II.

149, 149; loup-garous livrés au bûcher, II. 145.

Bethlehem, chapelle où prêche Huss, II. 445.

Beyrouth (év. de) III. 520, 522, 529.

Béziers, l'évêque refuse de persécuter, L. 137; prédominance de l'hérésie, L. 138; de Castelnau menacé, L. 142; sac de la ville, L. 154; assemblée d'experts, 1329, L. 390; désobéissance qualifiée hérésie, II. 66; Peste Noire, II. 379; Raymond Roger s'efforce de faire la paix, L. 150; il résiste à la croisade, L. 153; il est pris et meurt, L. 156; couvent de Spirituels établi dans la ville, III. 43, 62, 70; C. de, 1233, sur les abus monastiques, L. 39; réglemente l'inq. épiscopale, L. 331, 469, 507; C. de 1243, Raymond VII stimule l'inq. épiscopale, II. 39; C. de 1246, ordonne l'emploi de témoins synodaux, L. 317; C. de, 1246, réglemente l'inq. L. 332, 370, 375, 386, 404, 438, 444, 462, 463, 466, 469, 471, 485, 489, 496, 507, 514, 517, 526, 544; II. 45; C. de 1299, sur le développement du Catharisme, II. 74; condamne les Olivistes, III. 50, 71.

Bianchi (pèlerinage des), II. 401.

Bible, lecture prohibée, L. 131, 324; III. 612; interdiction de la traduire, III. 613.

Bidon de Puy-Guillem, L. 452; II. 127.

Billon (Martin), inq. réclame Jeanne Darc, III. 357.

Biugen, Vaudois livrés au bûcher, en 1392, II. 397.

Biscaye, cas d'Alonso de Mella, III. 169.

Bireus (Eleutherus), pseudonyme de Ulric de Hutten, triomphe de Reuchlin, II. 424.

Bizochi, III. 37, 75.

Blaise Boerii seconde les Olivistes, III. 74.

Blanc (Humbert), sa croisade, III. 248; son procès en Angleterre, III. 301.

Blanche (Régente), ses difficultés, L. 201, 202; ses relations avec les Pastoureaux, L. 270, 271.

Blanchet (Eustache), III. 475.

Blasio di Monreale, inq. II. 266.

Blasphème, châtement, L. 235; II. 122; profitable à l'inq. L. 479.

Blomaert confondu par Jean de Rysbroek, II. 377.

Blonyn (Jean), inq. juge Gilles de Rais, III. 479.

Boccace, sur l'inq. florentine, L. 479; sur les Templiers, III. 328; histoire des Troix Anneaux, III. 564; sur la corruption de la curie, III. 634.

Böckeler, inq. persécute les Winklers, II. 400; condamne Jean Malkaw, III. 206.

Bœufs mangés et ressuscités par des sorcières, III. 503.

Bogomiles, L. 90, 246.

Bohême, II. 427; Flagellants, L. 272; inq. franciscains, L. 302; refuge d'hérétiques, II. 269; Luciféraires, II. 358; indignation causée par la mort de Huss, II. 494; le peuple secoue le joug de Rome, II. 507; état du pays en 1418, II. 511; désastreuses croisades, II. 516, 525, 530; discordes religieuses, II. 547; blocus, II. 527; crainte de l'influence bohémienne en Allemagne, II. 532; les paysans réduits en servage, II. 536; paix conclue avec le C. de Bâle, II. 537; réaction sous Sigismond, II. 538; suprématie des Calixtins, II. 540; état du pays sous Podiebrad, II. 541; mission de Capistrano, II. 550; indépendance du pays à l'égard de Rome, II. 556; sa situation anormale, II. 559; sort des biens du Temple, III. 330; réprobation des magiciens, III. 459; canons contre la magie, III. 460.

Bohèmes (Frères), leur origine, II. 561; leur foi, II. 563; leur discipline, II. 563; leur union avec les Vaudois, II. 416, 564; leur mission chez les Vaudois de Savoie, II. 267; leurs épreuves dans la persécution, II. 566; leur zèle de missionnaires, II. 567.

Bolbonne, abbaye, I. 162.

Bologne, restriction des ports d'armes, I. 382; abus des familiers, I. 383; travaux de Giovanni Schio, II. 203; décadence de l'Inq. II. 283; (C. de) sur les Templiers, III. 307.

Bomm (Johann), brûle des loups-garous, II. 145.

Bonaccorso (Filippo), I. 303.

Bonageta (Pedro), son hérésie, I. 175.

Bonagrazia da Bergamo, attaque Olivi III. 49; défend les Conventuels, III. 59; enfermé dans un couvent, III. 61; emprisonné en 1323, III. 133; s'enfuit auprès de Louis de Bavière, III. 148; sa mort, III. 156.

Bonagrazia di San Giovanni, III. 43.

Bonato (Fray), son procès, III. 85.

Bonaventure (Saint), sur les tourments des damnés, I. 241; son cardinalat, I. 264; répond à Guillaume de Saint-Amour, I. 286; réplique à Gérard d'Abbeville, I. 287; sur la corruption des Franciscains, I. 296; persécute les Spirituels, III. 24; son amour de la pauvreté, III. 26; son mysticisme, III. 27; ses tentatives de réforme, III. 29; nie l'Immaculée Conception, III. 547; son opinion sur la corruption du clergé, III. 631.

Boncompagno di Prato, III. 28.

Boni Homines, I. 115.

Boniface (Saint) extermine l'hérésie, I. 308; inq. légendaire, II. 181; extermine la magie, III. 412.

Boniface VIII, son caractère, III. 51; accorde une indulgence

jubilatoire, I. 42; s'efforce de régler la question des sépultures, I. 281; de réconcilier le clergé et les Mendians, I. 290; sur l'amovibilité des inq. I. 344; soumet les év. aux inq. I. 348; affirme la juridiction épiscopale, I. 358; autorise les inq. à nommer des délégués, I. 375; supprime la charge d'inq. général, I. 398; ordonne de cacher les noms des témoins, I. 438; sur les extorsions des inq. I. 477; adoucit l'incapacité frappant les descendants, I. 452, 498; s'interdit la confiscation anticipée, I. 517; soumet les fonctionnaires séculiers à l'Inq. I. 536; II. 67; son arrestation à Anagni, II. 58; sa querelle avec Philippe le Bel, II. 66; menace Aimeric Castel, II. 73; ordonne des poursuites contre Castel Fabri, II. 73; hérésies qui lui sont reprochées; II. 97; III. 450; favorise Pierre de Fenouillès, II. 113; décide l'affaire d'Armano Pongiluppo, II. 241; manifestations de clémence, II. 243; reconnaît Frédéric de Sicile, II. 248; prohibe l'emploi de l'interdit dans le recouvrement des créances, II. 278; organise l'Inq. en Slavonie, II. 299; condamne les *Ortlibenses*, II. 367; annule les acte de Célestin V, III. 36; persécute la mendicité irrégulière, III. 37; persécute les Spirituels, III. 39; emprisonne Jacopone da Todi, III. 41; impose silence à Arnaud de Villeneuve, III. 55; sa querelle avec les Colonna, III. 194; détourne, au profit de sa querelle, les dimes perçues pour la Terre Sainte, III. 246, 251; s'efforce d'opérer la fusion des Ordres Militaires, III. 247; impose l'obéissance aux Templiers, III. 253; sa bulle *Unam Sanctam*, III. 568, 616.

Boniface IX favorise les Mendians, I. 273; nomme un inq. pour le Portugal, I. 530; nomme un inq. pour l'Espagne, II. 185;

réprouve la cruauté de l'Inq. II. 264; nomme des inq. pour la Sicile, II. 285; sa politique à l'égard des Béghards, II. 401; nomme un inq. pour l'Allemagne, II. 402; exterminé les Bianchi, II. 404; vend des dispenses aux Franciscains, III. 170; ses expédients financiers, III. 627, 628.

Bonn, Tanchelmites livrés au bûcher, I. 65; Cathares brûlés au xii^e siècle, I. 113.

Bonrico di Busca, son procès, I. 386.

Bordeaux, puissance des Templiers, III. 251; (C. de), 1235, sur les jugements entraînant effusion de sang, I. 223.

Borel (François) persécute les Vaudois, II. 152-6, 261, 263.

Bortolamio, év. de Vicence, II. 223, 234.

Bos homes, I. 118.

Bosnie, Cathares, II. 256; II. 291; l'Inq. organisée, II. 299.

Bougres, I. 115.

Bourges, apparition des Pastoureaux, I. 271; l'Inq. à Bourges, II. 141; (C. de) 1225, I. 194; (C. de), 1432, sur les Vaudois, II. 157.

Bourgogne, hérétiques, I. 127; introduction de l'Inq. II. 113, 120; Vaudois, II. 148; sorcières, III. 535.

Bourguignon (ministre), son autorité, II. 140.

Brabant, Lollards, II. 368.

Braccio da Montone III. 569.

Braga (C. de) anathématise la croyance au pouvoir des magiciens sur les éléments, III. 415.

Braine, Cathares brûlés en 1204, I. 131.

Brancadeone (croisade prêchée contre), II. 226.

Branda, décret, II. 527.

Brandebourg, culte des démons, 1337), II. 375; Vaudois, II. 416, 435; propriétés du Temple, III. 330.

Brandeis (synode de) en 1490, II. 565.

Brandt (Sébastien), sa férocité contre les Dominicains, II. 424.

Braunsberg, la magie dans les statuts locaux, III. 432, 536.

Bréhal (Jean), inq. réhabilite Jeanne d'Arc, III. 378.

Brême, les archev. et les dîmes, III. 183; (C. de), 1230, sur les Stédingers, III. 185.

Brennon (Roger) défend les sorcières, III. 545.

Brescia, l'év. impliqué dans la querelle sur le sang du Christ, II. 172; désordres hérétiques, II. 198; prise par Ezzelin da Romano, II. 227; cas de Guido Lacha, II. 242; l'hérésie en 1457, II. 271; débat au sujet des sorcières, I. 539; III. 546.

Breslau, carrière de Jean de Pirna, II. 431; cruauté de Sigismond, II. 515; travaux de Capistrano, II. 548.

Bretagne, Cathares, I. 112; absence d'hérétiques, I. 127; sorcières et hérétiques, III. 537.

Bretonelle (Jean), sur le sang du Christ, II. 171.

Briançon, persécution dans cette ville, II. 152, 157, 160.

Brigandi, I. 125.

Brixen, l'év. chasse l'Inq. III. 541.

Brocken, rendez-vous des sorcières, III. 500.

Brod durch Gott I. II. 353, 412.

Bruges, Tanchelm chassé de la ville, I. 65.

Bruguières (Bart.) son procès, III. 151, 654.

Brulliano, fondation de couvents observantins, III. 172.

Brünn, scandale dominicain, I. 275; visite de Sigismond, 1419, II. 514.

Bruno de Segni, ses reproches à Pascal, II. III. 181.

Bûcher, introduction de cette peine, I. 216, 221, 531; droit seigneurial, I. 537; dernier ressort, I. 544; châtimement des relaps, I. 544;

fréquence de son emploi, L. 549 ; frais de l'exécution, L. 553 ; détails de l'exécution, L. 554 ; châtimement des Templiers qui rétractent leurs confessions, III. 295, 308, 324, 325 ; châtimement invincible des sorcières, III. 515 ; pour la destruction des livres, L. 554 ; II. 466, 490 ; III. 85, 438, 446, 453, 490.

Buda (C. de), en 1279, sur les jugements capitaux, L. 223 ; suppression des conciles en cette ville, II. 298.

Bulgari, L. 445.

Bulgarie, sa soumission à Rome, II. 292 ; nomination d'inq. II. 341.

Bulle *in Cæna Domini*, sur les faussaires, L. 19 ; anathème lancé contre George Podiebrad, II. 558.

Burchard, év. ne fait pas allusion à l'hérésie, L. 218 ; nie le pouvoir des *Tempestarii*, III. 416 ; sur la croyance à la magie, III. 417 ; sur le cannibalisme des sorcières, III. 503 ; sur l'immoralité des couvents, III. 644.

Burchard III (Magdebourg) et les Templiers, III. 302.

Burchard d'Oldenbourg, sa croisade contre les Stedinger, III. 187.

Burgin le Béghard, II. 405.

Burzet (sire de) tué par un philtre d'amour, II. 463.

C

CABASSE (Raymond) brûle Catherine Sauve, II. 157.

Cabestaing (Concile de), 1166, L. 419 ; Olivistes livrés aux flammes, III. 77.

Cadavres (exploitation des), L. 30, 280 ; (exhumation des), L. 232, 404, 453 ; III. 188.

Cagots, II. 408.

Cahors (l'Inq. de), II. 9.

Caietano (cardinal), ses démêlés avec Luther, II. 426 ; sur l'Immaculée Conception, III. 608.

Caire (le), martyr des Templiers en cette ville, III. 277.

Calabre, établissements cathares, L. 116 ; II. 275.

Calabre, établissements vaudois, II. 248, 268, 269.

Calcagni (Ruggieri), inq. de Florence, L. 327 ; II. 240.

Calice refusé aux laïques, II. 473.

Caligula, cause de sa folie, III. 391.

Calixte II condamne les Cathares, L. 147.

Calixte III, favorise les Mendicants, L. 293 ; stimule l'Inq. II. 265, 271 ; ordonne la croisade contre les Tures, II. 553 ; invite Rokyzana, II. 556 ; ordonne la réhabilitation de Jeanne Darc, III. 378 ; ordonne la persécution des sorcières, III. 546 ; appuie Lorenzo Valla, III. 567.

Calixtins. Voir *Utraquistes*.

Calo Johannes de Bulgarie, II. 292.

Calvinistes, les Vaudois se confondent avec eux, II. 268.

Cambrai, hérésie au x^e siècle, L. 110 ; cas de Marie du Canech, L. 479 ; hérétiques brûlés, II. 115, 317 ; Hommes d'Intelligence, II. 406 ; démêlés du chapitre et de l'év. III. 447.

Camerino, faveur dont y jouissent les *Fraticelli*, III. 459, 460.

Can Grande della Scala, III. 197, 201.

Canavèse (les sorcières du), III. 503, 515-18.

- Canidie, III, 390.
 Canneman (John), extermine les Vaudois, II, 416.
 Cannibalisme des sorcières, III, 487, 503.
 Canonique (purgation), I, 32, 310, 421, 455; dans l'affaire du comte de Sayn, II, 344; des Templiers, III, 308; dans les procès de magie, III, 433.
 Canterbury, lieu de pèlerinage, II, 31.
 Capello di Chia, son procès I, 342; II, 239.
 Capistrano, son caractère, II, 546, 541; nommé inq. II, 270; triomphe de Tommaso de Florence II, 272; son enquête contre les Jésuites, II, 274; persécute les Juifs, II, 286, 287, 549; réprimande Nicolas de Cusa, II, 473; sa mission en Bohême, II, 547; ses efforts pour ramener l'union parmi les Franciscains, III, 473; persécute les *Fraticelli* III, 476, 477; vénération qu'il inspire, III, 479; sa mort et sa canonisation, II, 554, 555.
Capitani di Santa Maria de Florence, II, 211.
 Capuche ténébreuse, III, 406, 421.
 Caracalla persécute les magiciens, III, 392.
 Caraman, siège d'un C. cathare, I, 419.
 Carbonello (Lorenzo), à Tunis, III, 467.
 Carcassonne, l'hérésie, I, 138; (prise de), I, 155; assemblée d'experts en 1329, I, 390; (prison de l'inq.), I, 491, 492, 494; appels à Philippe III, II, 58; luttes contre l'inq. II, 68, 69, 70, 78, 82; son désespoir, sa trahison, II, 88; son châtiement, II, 90; accuse l'inq. II, 92; enquête des cardinaux, II, 93; mpris qu'inspirent les Dominicains, II, 132; débats entre les inq. en 1244, II, 138; scandaleuse compétition pour la charge d'inq. II, 142; persécution des Vaudois, II, 148; couvent donné aux Spirituels, III, 62; Olivistes brûlés, III, 77; (C. de), 1310, sur les Templiers, III, 295, 296.
 Carieulx (Pierre du), III, 523, 526.
 Carino Balsamo assassine Pierre Martyr, I, 460; II, 214.
 Carmes (reconnaissance des), III, 32, 103, 107; citent le pseudo Joachim, III, 42; leur Averroïsme, III, 564.
 Cardinaux, leur serment en conclave, I, 6; leur vénalité, II, 90, 92.
 Carnaschio (Rio), III, 416, 417.
 Carolingiens, leur législation contre l'hérésie, I, 218; leur système d'enquêtes, I, 308; la magie, III, 564.
 Carpentras (conclave de), II, 98.
 Carta de Logu, I, 311.
 Casser, prise de la ville, I, 762.
 Castel Fabri, I, 445, 449; II, 69, 73.
 Castelbo, persécution contre les hérétiques, II, 465, 467.
 Castelnaudary, siège de la ville, I, 468.
 Castille, châtiement de l'hérésie, I, 221; lois relatives aux demeures d'hérétiques, I, 482; sort des livres juifs, I, 555; lutte contre l'hérésie, II, 480; cas d'Alonzo de Mella, III, 469; poursuites contre les Templiers, III, 316; les biens du Temple, III, 333; lois sur la magie, III, 430; condamnation de l'astrologie, III, 434.
 Castor et Pollux, III, 395.
 Castres, arrestation de Jean Ricoles, II, 83; Vaudois, II, 148.
 Castruccio de Lucques, condamné pour hérésie, III, 201.
 Catalan Fabri, assassiné par les Vaudois, II, 450.
 Catalano (Frà), son meurtre, II, 215.

Catalogne, Inq. distincte, II. 179; décision des Cortès au sujet de l'Immaculée Conception, III. 601.

Cathares, L. 89; leur prédominance en Languedoc, L. 135; leur développement sous les croisades, L. 181, 189, 193; convertis par Foulques de Neuilly, L. 244; preuves de leur hérésie, I. 432; trahis, dans le Languedoc, par Raymond Gros, II. 22; leur perte à Montségur, II. 43; leur zèle indomptable, II. 41, 49, 61; leur nombre vers 1250, II. 49; pourchassés dans les forêts et les cavernes, II. 52; renaissance, II. 71, 104; extinction en Languedoc, II. 108; dans la France du Nord, II. 113, 120; relations avec les Vaudois, II. 146, 579; existence en Aragon, II. 162, 165; développement à Léon, II. 181; nombre en Italie, II. 193; Milan, leur quartier général, II. 194; nombre à Naples, II. 244; classés avec les usuriers à Venise, II. 251; persistance en Italie, II. 255; en Bosnie, II. 290; nombre à l'est de l'Adriatique, II. 297; accueillent les Turcs, II. 307; de Bosnie, adoptent l'islamisme, II. 314; disparaissent en Allemagne, II. 318; à Orléans, rites infernaux, II. 334; en Bohême, II. 428; conjectures relatives à leurs rapports avec les Templiers, II. 249.

Catharisme, causes de son échec, L. 106; II. 254; diverses sectes en Piémont, II. 256.

Cathédrales, souffrances populaires qui en ont payé la construction, L. 23.

Catherine de Médicis, membre du Tiers-Ordre, L. 268.

Catherine Sauve, brûlée, II. 457.

Catherine de la Rochelle, III. 376.

Catherine de Thouars, III. 469, 487.

Catherine (Sainte) de Sienne,

ses stigmates, L. 262; II. 217; sur la corruption de l'Eglise, III. 635.

Caton, déteste la divination, III. 397.

Catoptromancie, III. 422.

Cauchon (Pierre), év. de Beauvais, III. 357; réclame Jeanne Darc, III. 358; entame le procès de Jeanne, III. 360, abandonne Jeanne au bras séculier, III. 372; son absence au procès de réhabilitation, III. 378.

Caurzim, massacre de Calixtins en ce lieu, II. 514.

Cauton exigée des accusés, L. 107, 176.

Cavalcanti (Aldobrandino), inq., L. 327.

Cazzagazzari, L. 115.

Cecco d'Ascoli, III. 441.

Ceccone (Ser), falsifie les confessions de Savonarole, III. 230, 233.

Célestin III intercède en faveur de l'év. de Beauvais, L. 111; exc. Raymond VI, L. 133.

Célestin IV, brève durée de son pontificat, II. 26.

Célestin V protège les Spirituels, III. 35; ses actes annulés, III. 36; insulté par les Conventuels, III. 37.

Célestin, antipape des Spirituels, III. 63, 65.

Célibat sacerdotal, ses effets, L. 3, 31; méprisé en Bohême, II. 427.

Cella (Pierre), s'associe à Dominique, L. 251; ses sentences dans le Quercy, L. 465, 469; II. 30, 579; sa clémence envers les Vaudois, II. 147.

Cellites, II. 351.

Cendres d'hérétiques jetées à la rivière, L. 75, 553; II. 420, 493; III. 234, 374, 608.

Censure confiée à l'Inq. II. 391; III. 612.

Cerdagne, l'Inq. établie, II. 177.

Césaire d'Heisterbach, sur la

perversité des év. L. 13; sur les désordres monastiques, I. 36; sur la propagation de l'hérésie, L. 128; sur la liberté, II. 321; sa démonologie, III. 381, 383.

Césaire de Spire, son martyr, III. 6.

Cesarini (Giuliano), légat en Allemagne, II. 529, 530, 531.

Cesena, massacre, L. 559; III. 204; miracle de Pierre Martyr, II. 208.

Chaines infligées aux prisonniers, L. 487.

Chakamim, sages de l'Égypte, III. 387.

Chalons, Cathares, L. 109, 218; (C. de), 813, sur les legs, L. 29.

Champagne (Inq. établie en), II. 121, 575.

Charlemagne se plaint de la rapacité du clergé, L. 29; établit la juridiction épiscopale, L. 308; ses *Missi Dominici*, L. 314; ses lois contre la magie, III. 413.

Charles IV (Empereur), son élection, III. 156; obligation pour lui de persécuter, L. 226; partage les confiscations, I. 507; son humilité, II. 378; réprime les Flagellants, II. 382; organise l'Inq. germanique, L. 530; II. 388; accroît les pouvoirs de l'Inq., II. 391; confirme Jean de Boland, II. 393; envoie Rienzo à Avignon, III. 203; censure littéraire accordée à l'Inq., III. 612.

Charles-Quint, cruauté de son code, L. 235; favorise le Lullisme, III. 587.

Charles II (Angleterre), abroge les lois de persécution, L. 353.

Charles IV (France), partage les dépouilles avec Jean XXII, III. 68; sa vie menacée par un artifice magique, III. 458.

Charles V (France), saisit les revenus ecclésiastiques, L. 196; défend la destruction des moissons, L. 482; seconde l'Inq., L. 531; II. 126, 155; ordonne la

persécution, II. 154; accapare les confiscations, II. 155.

Charles VI (France), tentative pour le guérir par magie, III. 465; affirme l'Immaculée Conception, III. 599.

Charles VII (France), son indépendance à l'égard de Rome, II. 134; sur les querelles des Français, III. 173; sa situation désespérée, III. 339; accueille Jeanne Darc, III. 343; anoblit la famille Darc, III. 351; abandonne Jeanne Darc, III. 359; réhabilite Jeanne Darc, III. 377.

Charles VIII (France), autorise la persécution des Vaudois, II. 159; ses relations avec Savonarole, III. 213; songe à provoquer la réunion d'un concile général, III. 224.

Charles I^{er} (Naples), autorise l'Inq. à avoir un auxiliaire unique, L. 374; seconde l'Inq. française, L. 395; sa rapacité, L. 511, 517, 520; paie les frais de l'Inq., L. 523, 527; épouse Sanche de Provence, II. 27; conquiert Naples, II. 231; son pouvoir en Italie, II. 232; persécuteur, II. 245; lettres concernant l'Inq., II. 584; tentatives contre Constantinople, III. 618.

Charles II (Naples), partage les confiscations, L. 512; paie les frais de l'Inq., L. 526; persécuteur acharné, II. 247, 586; poursuit les Spirituels, III. 39; protège les Spirituels, III. 56; sa croisade, III. 247.

Charles III (Naples), reçoit les inq., II. 283; confisque les domaines de l'év. de Trivento, III. 204.

Charles I^{er} (Savoie), ordonne une enquête, II. 265; pacifie les Vaudois, II. 267.

Charles II (Navarre), offrande mortuaire payée par lui, I. 31.

Charles de Banville, par sa tolérance, s'attire des menaces, II. 153.

Charles Robert (Hongrie), ses relations avec la Bosnie, II. 299, 301.

Charles de Valois, ses projets de croisade, III. 247; réclame une part des dépoilles du Temple, III. 330; fait pendre Enguerrand de Marigny, III. 451.

Charmes pour résister à la torture, III. 509.

Charroux, querelle de cette abbaye avec l'abbaye d'Andrés, L. 22.

Chartres (C. de), 1366, sur la magie, III. 459.

Chat adoré par les Templiers, III. 263; forme prise par Satan au Sabbat, III. 496.

Châtelet de Paris, chargé de punir les crimes de magie, III. 464.

Châtiments cruels du Moyen-Age, L. 234; de l'Inq., L. 459.

Chaudron des sorcières, III. 406, 408.

Chevaliers de la Foi de Jésus-Christ, L. 187.

Chevaliers de Jésus-Christ, II. 210.

Chevaux employés à la divination, III. 403.

Cheveux courts de Jeanne Darc, III. 352, 368.

Chiabaudi (Francesco), ses procès de sorcellerie, III. 516, 518.

Chiaravalle (abbaye de), III. 92, 99, 102.

Chieri (Cathares de), II. 255.

Chiersy (C. de), 849, L. 217.

Chiliastes en Bohême, II. 518.

Chilpéric, son attitude à l'égard de la magie, III. 410.

Chindaswind, ses lois contre la magie, III. 399.

Chinon, lieu de détention des chefs du Temple, III. 281, 283; arrivée de Jeanne Darc, III. 342.

Chirurgie (pratique de la), interdite aux ecclésiastiques, L. 223.

Chiuso, sa constance sous la torture, III. 178.

Christ, proclamé roi de Florence

par Savonarole, III. 213; question relative au sang de la Passion, II. 174; III. 127, 166; son horoscope tirée par Cecco, III. 442, 656; ses incarnations, III. 102; le coup de lance reçu sur la croix, III. 46, 207; région du corps de Marie où il fut conçu, III. 603; sa pauvreté (voir *Pauvreté*); sa Milice, L. 267.

Christann de Prachatitz, II. 497, 512.

Christian V (Danemark), sur le blasphème, I. 235.

Christianisme, influencé par le paganisme, III. 400.

Christine de Pisan, son éloge de Jeanne Darc, III. 350.

Christophe (saint), pouvoir de son image, L. 19.

Christophe de Suède, ses lois sur la magie, III. 433.

Chrysostôme (Saint), sur la persécution, L. 214; sur l'exc. des morts, L. 230; nie le pouvoir des démons, III. 380; ne croit pas à l'existence des Incubes, III. 384.

Cypré, achetée et revendue par le Temple, III. 240; Templiers réfugiés, III. 246, 248; nombre de Templiers, III. 251; poursuites contre les Templiers, III. 309; ordre de torturer les Templiers, III. 318; propriétés du Temple, III. 331; l'Eglise grecque, III. 619, 621.

Cincinnati (les Perfectionnistes à), III. 402.

Cinthio (légal) juge Henri Minneke, L. 345; II. 325, 330.

Circumcisi, L. 88.

Ciruelo, sur l'*Ars Notoria*, III. 436.

Ciseaux (croix pénitentielles en forme de), II. 361.

Cisterciens, entreprennent la conversion des Albigeois, L. 142; abandonnent leur mission, L. 144; prêchent la croisade, L. 147; rencontrent l'opposition du clergé, L. 281; pénalités contre la magie, III. 455.

Citation tenue secrète, L. 406.

Cîteaux, sonnes perçues par l'abbaye, L 406.

Civil (droit), sa renaissance, L 58.

Claessens défend l'Eglise, III 646.

Clamme, centre de Vaudois, II 347.

Clareni, disciples d'Angelo, III 40, 65.

Claude de Turin, L 217.

Clavagemma de Milan (les descendants de), relevés des incapacités par Boniface VIII, L 452.

Clavelt (persécution à), II 337.

Clément IV, demande la mise en liberté de l'év. de Vérone, L 12; seconde les Mendiants, L 287, 289; intervient dans les querelles des Mendiants, L 302, 303; confirme la coopération épiscopale pour la sentence finale, L 335; met en vigueur la bulle *ad extirpando*, L 339; agrandit les pouvoirs des inq. L 357; sur la juridiction épiscopale, L 358; sur le retrait des noms des témoins, L 438; sur le défaut d'accomplissement de la pénitence, L 475, 548; sur la confiscation, L 504; sur la parcimonie des év. L 525; sur les livres juifs, II 63; persécute les hérétiques de Roussel, II 118; augmente le pouvoir du provincial de Bourgogne, II 141; stimule l'Inq. II 230; seconde la conquête angevine de Naples, II 231; juge Manfred pour hérésie, III 193; autorise les Français à accepter des legs, III 29; favorise les Templiers, III 242; protège Roger Bacon, III 552; réprime la simonie, III 626.

Clément V, son élection, II 91; pille les églises, L 17; augmente la responsabilité épiscopale, L 335, 358; II 96; sur le châtimement des inq. L 344; restreint le nombre des familiers, L 383; exige la coopération épiscopale, L 387; restreint l'usage de la torture, L 424; sur les abus de l'Inq. L 453, 478;

fait une enquête sur l'Inq. de Languedoc, L 493; II 85, 92, 511; intercedé en faveur de Carcassonne, II 90; ne réussit pas à faire juger les prisonniers, II 94, 572; protège les Juifs, II 96; condamne les Béguins, II 369; ordonne la mise en jugement de Bernard de Castanet, II 572; sur les hérétiques de Langres, II 578; protège les Spirituels, III 56, 58, 59, 61; poursuit les Spirituels d'Italie, III 62; ordonne des croisades contre Dolcino, III 114, 116, 118; extermine la secte de l'Esprit de Liberté, III 125; s'empare de Ferrare, III 194; cite Jacques de Molay en France, III 248; néglige les accusations contre les Templiers, III 258; s'indigne de l'arrestation des Templiers, III 277; ordonne l'arrestation des Templiers par toute l'Europe, III 278, 283, 298, 302, 304, 309, 310, 316; suspend la procédure en France, III 279; conclut une entente avec Philippe, III 281; ordonne la reprise des poursuites, III 282; ses bulles du 12 août 1308, III 281; ordonne d'employer la torture, III 286, 300, 312, 318; stimule la persécution en Allemagne, III 303; envoie une commission dans les Etats de l'Eglise, III 305; ordonne de brûler les Templiers relaps, III 308; abolit le Temple sans condamnation, III 321; s'efforce d'accaparer les biens du Temple, III 329; s'attribue les biens du Temple en Morée, III 333; sa mort, II 98, 372; III 326.

Clément VI, sur le devoir de l'empereur dans la persécution, L 22; défend les Mendiants, L 290; fait revivre la charge d'inq.-général, L 398; poursuit des inq. L 511; étend l'Inq. à la Touraine, II 426; persécute les Vaudois, II 452, 470; sa décision dans les questions du sang du Christ, II 471; son bref à l'Inq. d'Aragon,

Nicolas Rosell, II. 477; ordonne une enquête de l'Inq. Lombarde, II. 269; ses démêlés avec Florence, II. 277; punit les Juifs apostats, II. 284; intervient en Bosnie, II. 303; réprouve Charles IV, II. 378; interdit les Flagellants comme hérétiques, II. 383; sur les bénéfices accordés à des mineurs, II. 432; accorde le calice à Jean de Normandie, II. 473; refuse les offres de soumission de Louis de Bavière, III. 156; impose une formule d'absolution en Allemagne, III. 157; persécute les *Fraticelli*, III. 160; met l'Orient en garde contre les *Fraticelli*, III. 167; ordonne des poursuites contre Jayme Just, III. 168; encourage Gentile de Spolète, III. 171; poursuit les Maffredi, III. 203; ses démêlés avec l'Eglise grecque, III. 617; état de l'Eglise sous son pontificat, III. 633.

Clément VII soumet les Mendians à l'Inq. L. 363.

Clément VIII se propose de canoniser Savonarole, III. 237.

Clément XIV abolit l'Ordre des Jésuites, III. 322.

Clément VII (Avignon) sacrauté, L. 559; III. 204; renouvelle le mandat de Borel, II. 156; accepte l'Immaculée Conception, III. 599.

Clément VIII, antipape, II. 351.

Clémentines, retard dans la publication, II. 370; III. 60; législation, II. 96; restrictions qu'elles apportent à la torture, L. 424; mépris de leurs stipulations, L. 493; appliquées à Milan, II. 270; respectées dans les procès de sorcellerie, III. 512; provoquent la persécution des Béguins et Béguines, II. 369, 371.

Clergé, séparation entre lui et la société laïque, L. 3; son caractère, L. 24, 286; II. 527, 531; III. 630, 631, 632; son immunité, L. 32;

mépris qu'il inspire, L. 54; désaffection du peuple à son égard, L. 127, 270, 271; ses querelles avec les Mendians, L. 281, 289, 290; ses hérésies, II. 3; son opposition à l'Inq., II. 4.

Clermont, clémence de l'évêque à l'égard des Templiers, III. 286; (C. de), 1095, sur la communion, II. 472.

Cluson (Val), attaqué en 1488, II. 160.

Cojureurs fournis par les suspects, L. 445.

Collège des Abréviateurs, III. 570, 571.

Collèges abbatiaux, efforts de la papauté pour les contrôler, L. 195; III. 67.

Collier de bois, pénitence, L. 468.

Colmar (arrestation de Béghards à), II. 367.

Cologne (condamnation de Tanchelm), L. 65; Henriciens et Cathares, I. 72; Cathares frappés au XII^e siècle, L. 413; nombreux Béguins et Béguines, II. 352; persécution des Béghards, II. 373, 386; persécution des Flagellants en 1353, II. 385; opposition à l'Inq., en 1374, II. 394; Martin de Mayence livré au bûcher, II. 893; carrière de Jean Malkaw, III. 207; sorcière assassinée en 1074, III. 419; sorcières brûlées, en 1456, III. 537; (C. de) sur les moines errants, L. 38; (C. de) 1306 sur les Dolcinistes, III. 123; (C. de) 1307 persécute les Béghards, II. 367.

Coloman de Hongrie, II. 294; sur l'existence des sorcières, III. 419.

Colomb emmène avec lui des Franciscains, I. 298.

Colombini (Giov.), fonde les Jésuites, III. 170.

Colonna (Ottone), voir Martin V. Colonna (les), leur querelle avec Boniface VIII, III. 194.

Comètes, superstitions à leurs sujet, III. 446.

Commerce fâcheusement influencé par la confiscation, L. 524.

Communes (Phil. de), sa foi en Savonarole, III. 211.

Commission pontificale pour la défense du Temple, à Vienne, III. 289; appels au C. de Sens, III. 295; interruption des séances, III. 296; résultat de ses travaux, III. 297.

Communion sous les deux espèces, II. 472, 511; des enfants en bas âge, II. 474, 512.

Commutation de vœux, I. 44; de pénitences, L. 464, 473; appliquée aux morts, L. 496; d'emprisonnement L. 496; de confiscation, L. 515; à l'égard des Guillelmistes, III. 101.

Côme adopte les lois de Frédéric II, L. 322; magistrats assassinés par des sorcières, III. 501; première apparition de sorcières, III. 534; nombre de sorcières, III. 540; persécution, III. 546, 547.

Compactata (quatre articles des), II. 519; acceptés à Bâle, II. 534, 537; définitivement rejetés par Rome, II. 550; acceptés sous serment par Ferdinand I^{er}, II. 560.

Compagna della Fede, de Florence, II. 211.

Compagnacci, III. 215, 219, 226, 227.

Compagnie de Pauvreté, II. 126.

Compassion pour les hérétiques, qualifiée de péché, L. 240.

Compiègne, siège de la place, III. 336.

Compostelle, lieu de pèlerinage, II. 31; Dolcinistes, II. 185; III. 106, 122.

Compromis entre les Mendiants et les séculiers, L. 233.

Comtat Venaissin, introduction de l'Inq. II. 118, 148.

Conception Immaculée de la Vierge, III. 596.

Conciles généraux, terreur de la papauté, II. 529; III. 223.

Conciliator, ouvrage de Pierre d'Abano, III. 440.

Concorrezenses, L. 98, 107; II. 193.

Concubinage qualifié d'hérésie, II. 545; dans le clergé de Bohême, II. 432; dans le clergé hongrois, II. 543.

Conde (Juan), inq. de Barcelone, II. 179.

Condamnation inévitable, L. 453. Confesseur (l'inq. assume le rôle de), L. 399; (témoignage du), L. 436.

Confession capitulaire injustement reprochée aux Templiers, III. 274.

Confession judiciaire (efforts pour amener les coupables à avouer spontanément, en temps de grâce), L. 371; transcrite sur les registres, L. 379; lue à l'auto de fé, L. 392; son importance, L. 408, 410; II. 476; III. 483; moyens violents pour l'arracher, L. 415; mentionnée comme obtenue sans torture, L. 425, 428; II. 266; rétractation, L. 428, 543; abjuration obligatoire, L. 437; seule possibilité d'éviter la condamnation, II. 334, 336; exigée de Huss, II. 485; caractère des aveux arrachés aux Templiers, III. 274; exigée dans les procès de sorcellerie, III. 514.

Confession sacramentelle, collective, L. 40; employée comme formule magique, L. 51; suffisante pour les laïques, L. 79; chez les Cathares, L. 102; querelles à ce sujet, L. 278, 279; chez les Vaudois, II. 146, 150, 160; hérésie la concernant, en Espagne, II. 187; inutile dans la doctrine de Wickliff, II. 440; conservée par les Calixtins, II. 520; tournée en dérision par les Tabornites, II. 523.

Confessionnal, négligé par les prêtres, L. 278; le secret n'en est pas respecté, L. 437.

Confirmation de la confession sous l'effet de la torture, L. 427.

Confiscation pour hérésie, L. 220, 321, 501; la répartition, L. 338;

l'év. exclu du partage, L. 359; ne doit pas être infligée aux prisonniers, L. 489; commutation, I. 515; antérieure à la condamnation, L. 517; stimule la persécution, I. 532; II. 371; ses résultats dans le Languedoc, II. 56, 110; développement considérable, II. 112; interdite par Louis XI. II. 159; rétablie par Charles VIII. II. 160; modifiée en Espagne, II. 183, 185; réclamée par l'Etat à Venise, II. 252; en Sicile, II. 285; en Allemagne, II. 331, 389; cas des Guillelmites, III. 102; des Templiers, III. 255; de Gilles de Rais, III. 487; des Vaudois d'Arras, III. 522, 525.

Conformités (livre des), I. 262.

Confrérie de Sainte-Cécile, II. 40.

Coni, hérétiques brûlés en cette ville, II. 264.

Connecte (Thomas), III. 208.

Conrad III (Empereur) repousse Arnaud de Brescia, L. 73.

Conrad IV (Empereur) favorise les Vaudois, II. 317; nomme Pallavicino vicaire général, II. 219; sa mort, II. 220.

Conrad de Barenfels, III. 157.

Conrad de Hildesheim, L. 87; II. 324, 343.

Conrad II, de Mayence, sur les Mendians, I. 292; persécute les Vaudois, II. 396.

Conrad de Marbourg, sa carrière et son caractère, II. 325; pouvoirs qui lui sont conférés; II. 332; ses méthodes, II. 336; sa défaite à l'assemblée de Mayence, II. 340; assassiné, II. 341; ses assassins, II. 342, 345.

Conrad de Montpellier, II. 376.

Conrad de Porto, légat, L. 487, 189.

Conrad de Thuringe extermine les hérétiques, II. 343.

Conrad de Vechta (Prague) favorise Huss, II. 447, 457, 461; s'oppose à l'emploi du calice pour la communion laïque, II. 471.

Conrad de Waldhausen, II. 436.

Conradin, son exécution, II. 232.

Conseillers des inq., L. 376.

Consolamentum, I. 94, 96.

Constance (reine), sa brutalité à l'égard des Cathares d'Orléans, L. 109.

Constance de Hongrie, III. 90, 94.

Constance, Cathares au XI^e siècle, L. 111; *Ortlibenses*, en 1339, II. 376; Burghin le Bèghard, II. 405; (C. de) convoqué en 1414, II. 453; sur les Flagellants, II. 384; sur les Bèghards, II. 409; sur les sauf-conduits, II. 468; agit comme Inq., II. 475; juge Jean Huss, II. 482; juge Jérôme de Prague, II. 498; ses relations avec la Bohême, II. 494, 507, 510; ordonne de brûler les Hussites, L. 227; fait appel à Sigismond, II. 509; décret *Frequens*, II. 526; mesures pour remédier au schisme, III. 207; cas de Jean Petit, III. 336; échec de la tentative de réforme, III. 637; (C. de) 1463, sur les Lollards, II. 413.

Constance (Empereur), persécute les devins, III. 397.

Constantin le Grand, ses édits de persécution, L. 112; fait brûler les livres ariens, L. 554; triomphe grâce à la croix, III. 394; combat la divination, III. 397; sa Donation, III. 566.

Constantin le Paulicien, L. 90.

Constantin le Bèghard, brûlé, II. 375.

Constantinople, Cathares, II. 297; églises latines et grecques, III. 618; (résultat de la prise de) par les Turcs, II. 551; (C. de) sur l'exécution des morts, L. 230, 231; (C. de), 869, sur l'usage du vin dans l'Eucharistie, II. 474; (C. de) brûle les Bogomiles, L. 116.

Consubstantiation, doctrine de Wicliff, II. 442; en Bohême, II. 446; reprochée à Huss, II. 474, 476.

Contarini (Giac.), son serment ducal, II. 251.

- Contemplation, ses mérites, III. 2.
- Contenance (épreuve de) chez les Segarellistes, III. 109, 123.
- Continuation de la torture, L. 427; III. 544.
- Contre-Réforme, son caractère, III. 578.
- Contumace (châtiment de la), L. 404, 542.
- Conventicules hérétiques, III. 495.
- Conventshwestern*, II. 388.
- Conventuels (Franciscains) leur origine, III. 7; persécutent les Spirituels, III. 23, 33, 38, 40, 57, 78; insultent Célestin V, III. 37; soutenus par Boniface VIII, III. 41; réprimés par Clément V, III. 58, 61; attaque Gentile de Spolète, III. 171; leurs querelles avec les Observantins, III. 173; leur relâchement général, III. 174; combattent les Récollets, III. 180.
- Conversion, ne doit pas être obtenue par force, L. 242; délai accordé pour y consentir, L. 393; obtenue par torture, L. 417.
- Conversos*, ou Juifs convertis de Castille, II. 486.
- Convertis (hérétiques) emprisonnés, L. 321, 484; confiscation appliquée, L. 507; convertis (Juifs), II. 63.
- Coopération des év. pour la sentence, L. 332, 333, 335, 337.
- Coranda (Wenceslas), II. 512, 513, 518.
- Coran (le), traduit par Robert de Rétines, L. 58.
- Corasse (le sieur de) et son démon, III. 383.
- Corde de chasteté des Templiers, III. 314.
- Cordes (Dominicains assassinés à) II. 42; accuse l'Inq. II. 92; réconciliation, I. 483; II. 103.
- Cordoue, école de magie, III. 429.
- Cornelis (Wilhelm), son hérésie, II. 352.
- Cornille (Martin), III. 524, 531, 533.
- Corrado Coppa, III. 97.
- Corrado da Offida, III. 44.
- Corruption, justification de l'hérésie, L. 54, 129; II. 493, 531.
- Corse (l'Inq. en), II. 255; poursuites contre les Templiers, III. 285.
- Cortenuova (bataille de), II. 206.
- Cossa (Balthasar), — voir *Jean XXII*.
- Cossolament*, L. 94.
- Cotereaux, L. 125, 205.
- Cotta (Dionisio), III. 92, 93.
- Courlande (magiciens de), III. 403.
- Couronne, extension de sa juridiction, II. 57.
- Couronnement impérial (cérémonie), L. 225.
- Couronnement (édit du) de Frédéric II, L. 322.
- Covenansa (la)*, L. 94.
- Coventry (év. de) accusé de magie, III. 451.
- Crapaud, emploi dans la sorcellerie, III. 513.
- Créanciers d'hérétiques, non payés, L. 524.
- Credentes*, L. 94; leur châtiment, L. 321; II. 10.
- Crémone (décret de) lancé par Frédéric II, L. 221; sorcières, III. 546.
- Crescenzo Grizzi, général des Franciscains, III. 7.
- Crète, magiciens, III. 389; l'Eglise grecque, III. 620.
- Crimée, visitée par des missions de *Fratelli*, III. 167.
- Criminel (droit) séculier, L. 234, 401; influencé par l'Inq., L. 559.
- Criminels, leur témoignage admis, I. 434.
- Crivelli (Leonardo), inq. III. 574.
- Croatie (Wickliffisme en), II. 571.
- Crocesegnati*, II. 217.

Croisade des enfants en 1208, L. 147, 268.

Croisades, origine des indulgences spéciales, L. 42; prédication de Foulques de Neuilly, L. 245; ordonnées comme pénitence, L. 466; II. 31, 47, 395; employées pour la première fois contre l'hérésie en 1181, L. 124; contre les Albigeois, L. 147; contre les adversaires de la papauté, L. 44; II. 226; III. 189, 195; contre Ezzelin da Romano, II. 227; contre Manfred de Naples, II. 231; III. 193; contre les Cathares de Bosnie, II. 294, 296, 304, 306, 311; contre les hérétiques d'Allemagne, II. 340, 343; contre les Hussites, II. 516, 525, 530, 534, 536; contre les Hussites en 1452, II. 550; contre les Tatars en 1455, II. 553; contre la Bohême en 1468, II. 550; contre Dolcino, III. 114, 115, 116; contre les Stedingers, III. 186; contre Viterbe, III. 189; contre Frédéric II. III. 189; contre l'Aragon, III. 190; contre Ferrare, III. 195; contre les Visconti, III. 197, 201; contre les Maffredi, III. 201.

Croisés, leurs immunités, L. 44, 148; cruauté sauvage, L. 162; démoralisation, L. 42; III. 642; rachat de leurs vœux, L. 198, 203, 206.

Croix, vénérée par les Templiers, III. 272; fétichisme, III.

395; (signe de la), protection contre les sorcières, III. 506; inflammable sur le vêtement des Templiers, III. 303.

Croix (pénitence), L. 468; (peine frappant le rejet des), L. 396, 549; inconnues en Allemagne, II. 336; (premier emploi des) en Allemagne, II. 370; en forme de ciseaux, II. 361; moyens de se racheter, III. 101.

Crucigeri (Ordre des), L. 267.

Crudacio (Abbé) envoyé en Allemagne, III. 303.

Culin de Bosnie, II. 291.

Culpabilité préjugée, L. 402; entraînant confiscation, L. 507; motifs poussant à l'établir, L. 408.

Cum inter nonnullos, bulle, III. 134.

Cumans, martyrisent des Dominicains, II. 293, 297.

Curateurs, L. 103.

Curative (magie) condamnée, III. 464, 507.

Curie pontificale, son caractère, L. 20; II. 627, 633; responsable de la corruption de l'Eglise, II. 528; III. 637; relations avec les prélats germaniques, II. 337; condamne le *Sachsenspiegel*, II. 349.

Cyprien, sur la tolérance, L. 212; sur l'exéc. des morts, L. 230.

Cypriotes, descendants de démons, III. 385.

Cyrille, ses prophéties, III. 12.

D

DEMONIUM meridianum, III. 491.

Dalmatie (Cathares en), L. 107; II. 301; (inq. franciscains en), II. 302.

Damiani (Francesco), chassé de Todi, III. 142.

Damnés, leur tourment réjouit les saints, L. 240.

Dandolo (Giovanni) admet l'Inq. à Venise, II. 252.

Danemark, Inq. ordonnée dans ce pays, I. 355.

Danelle da Giussano, L. 472; II. 215, 237.

Dansante (manie), II. 493.

Danse spéciale des sorcières, III. 501.

Darc (famille), anoblí par Charles VII, III. 351.

D'arc (Jeanne). — Voir *Jeanne*.
Dauphiné (l'Inq. introduite en),

II. 118, 148; dépenses de l'Inq. L 531; persécution des Vaudois, II. 151, 153, 158; Amauriens, II. 322.

David d'Augsbourg, II. 347.

David de Dinant, L 554; II. 319.

Déclaration des Quatre-Maitres, III. 7.

Défense, L 443; droits de l'accusé, L 405; inutilité, II. 326, 422, 477; laissée à l'Inq. L 447; dans le cas du Temple, III. 288, 291, 294, 296, 320; dans les procès de sorcellerie, III. 517.

Défenseurs de la Foi, II. 229.

Défenseurs d'hérétiques, leur châtim. L 321, 461.

Defensor Pacis, III. 139.

De hæretico comburendo (statut), L 221, 353.

Délation nécessaire, L 409, 440.

Délégués d'inquisiteurs, L 375.

Démétrius le Bogomile, L 91.

Démonialité, III. 385.

Démonologie chrétienne, III. 380.

Démons, bienfaisants, III. 383; enfermés dans des anneaux, etc., III. 453, 464; invoqués chez les Wisigoths, III. 399; au XIII^e siècle III. 424; opinion de Roger Bacon, III. 426; en Espagne, III. 430; invocation tenue pour hérésie, III. 435; pratiquée par Gilles de Rais, III. 473; (culte des), II. 324, 335, 375; III. 200, 426, 493.

Dénégation, considérée comme endurcissement dans l'hérésie, L 407, 542.

Deniselle, brûlée comme sorcière, III. 529, 522.

Dénonciation (devoir de la), L 228, 409.

Denuntiatio, L 310.

Deonarii, L 310.

Dépenses immodérées de l'Inq., L 382, 528; III. 548; comment on y pourvoit, L 332, 342, 525; II. 132, 138, 154, 252; nécessitées par le bûcher, L 553.

De Periculis novissimorum

Temporum, L 285; supprimé par Louis XIII, L 288.

Derecho de Luctuosa (Ioytosa), III. 317.

Descendants d'hérétiques, frappés d'incapacités, L 321, 498.

Désobéissance, qualifiée d'hérésie, L 229; III. 181, 189, 192, 616, 617.

Destruction des registres tentée, L 380; II. 59.

Détention (caractère de la), L 420, 488.

Dettes envers les hérétiques, confisquées, L 519; III. 196; dues aux Templiers, mises sous séquestre, III. 285, 329; les Croisés dispensés de s'acquitter, L 148; procédés de l'Inq. pour le recouvrement, II. 277.

Devoir de la persécution, L 224; des princes séculiers, de brûler les hérétiques, L 536; de brûler les sorcières, III. 537.

Deza (Diego), essai d'introduire l'Inq. à Naples, II. 289.

Diable (culte du), attribué à des hérétiques, L 105; II. 334. Voir *Démon*.

Diane, démon, III. 494.

Didius Julianus, ses pratiques de Catoptromancie, III. 423.

Diefenbach, sa théorie sur les sorcières, III. 544.

Diego de Azevedo, L 141.

Diether d'Isenburg, II. 418, 421.

Dietrich de Fribourg, sur la Vision Divine, III. 591.

Dieu, premier inquisiteur, L 406.

Diffamation, cas des relaps, L 548.

Dimanche, jour consacré à l'auto de fé, L 392.

Dimes (troubles provoquées par la perception des), L 26; refusées par Tanchelm, L 64; causent des troubles dans l'archevêché de Brème, III. 183; le clergé français refuse de verser celles du pape, II. 137; résistance au pape en Allemagne, II. 433.

Diniz de Portugal sauve les Templiers, III. 317.

Diocésaine (Inq.), menée par les év. L. 312; III. 478.

Dioclétien, lois sur le Manichéisme, L. 292.

Diotalvi de Florence, L. 115.

Discipline, son emploi comme pénitence, L. 463, 464.

Discrétionnaires (peines), L. 483.

Dispenses pour le cumul des bénéfices L. 25; pour la simonie, III. 626; pouvoir papal d'accorder les dispenses de vœux, III. 28, 77.

Districts inquisitoriaux, L. 30.

Divination (législation romaine sur la), III. 392; zèle du Christianisme à la détruire, III. 395, 397; restrictions qu'y apportent les Wisigoths, III. 399; dans les pays germaniques, III. 402 au C. de Paris, III. 414; tolérée virtuellement au XII^e siècle, III. 422; réprimée en Espagne au XII^e siècle, III. 430; tenue pour hérésie, III. 502; par les songes, III. 466; pouvoir des sorcières, III. 502.

Divine (Vision), III. 590.

Djed, chef de l'Eglise bosniaque, II. 305.

Dolcinistes. Voir *Apostoliques* (*Frères*).

Dolèno, sa première épître, III. 109; sa carrière et son caractère, III. 110; survivance de son souvenir, VII. 120.

Domenico da Pescia, III. 214, 216, 224, 228, 233, 234.

Domicile de l'Inq., L. 373; II. 145.

Dominæ nocturnæ, III. 494.

Dominicaine (légende), touchant l'Inq. Espagnole, II. 180.

Dominicains, fondation de l'Ordre, L. 252; l'Ordre adopte la pauvreté, I. 254; rapide développement de l'Ordre, L. 255, 256; les provinciaux nomment des inq., L. 329; leur territoire en France,

II. 149; leur territoire en Italie, II. 233; causent la mort d'Innocent IV, L. 284; leurs pertes dans la Peste Noire, L. 292; leur démoralisation, L. 294; leurs travaux de missionnaires, L. 297; II. 293; leur rôle comme inq., I. 299, 328; II. 201; leurs querelles avec les Franciscains, L. 302; II. 76, 171, 217, 299, 300; III. 154, 599, 601; immunités revendiquées pour eux, L. 361; développement à Toulouse, L. 197; II. 6; massacre de Cordes, II. 12; désordres de Toulouse, II. 18, 19; demandant à être relevés de leurs fonctions d'inq. II. 39; persécutés à Albi, II. 82; se voient confier l'Inq. en France, II. 117; prennent en mains l'Inq. en Aragon, II. 145; (Congrégation réformée de), II. 145; question du sang du Christ, II. 171; refusent de croire aux stigmates, II. 217; attaqués à Naples, II. 245; Inq. en Allemagne, II. 333; tués par les Flagellants, II. 383; leur querelle avec les humanistes, II. 423; attaquent Arnaud de Villeneuve, III. 54; attitude à l'égard de Louis de Bavière, III. 154; regardent Savonarole comme un martyr, III. 237; leur Réalisme, III. 556; condamnent Lulle, III. 588, 589; nient l'Immaculée Conception, III. 598, 599; leurs embarras dans la querelle de l'Immaculée Conception, III. 602, 603, 604, 608.

Dominique (Saint), sa première apparition, L. 144; sa vie, L. 248; son zèle de missionnaire, L. 297; n'est pas responsable des cruautés de l'Inq., L. 299; prescrit la pénitence, L. 463, 464; légende qui lui attribue la fondation de l'Inq., II. 180.

Domrémy, lieu de naissance de Jeanne Darc, III. 338, 340; exempté de taxes, III. 351.

Donation de Constantin, II. 396;

rejetée par les Vaudois, II. 415 ; par les Frères Bohêmes, II. 562 ; critiquée par Valla, III. 366 ; hérésie consistant à la nier, III. 568.

Donatistes, persécutés, L. 210, 211, 214.

Donnici (Gabriele), sa secte, III. 127.

Douai (hérétiques brûlés à), II. 115, 127.

Deniselle (brûlée), III. 322.

Douaires des veuves, exempts de la confiscation, L. 509.

Douceline (Sainte), III. 18.

Doute, équivaute à l'hérésie, L. 400.

Drachenfels (Hans), contraint de brûler des hérétiques, L. 339.

Drändorf (Jean), brûlé en 1424, II. 414.

Droit (influence de l'Inq. sur le), L. 539.

Droit de marquetterie, L. 269.

Droits, pour mariages et funérailles, L. 28.

Dualisme, L. 89, 91 ; des Cathares, L. 96, 98, 107 ; du Christianisme, III. 380.

Du Boys (Jacques), brûlé des

sorcières à Arras, III. 520, 527, 529, 532.

Duns Scot, envoyé à Cologne, II. 368 ; son Réalisme, III. 556 ; sur l'Immaculée Conception, III. 598.

Duprat (cardinal) obtient le Concordat avec Rome, II. 134.

Duprat (Jean), réclame Pierre Trencavel, III. 76, 652.

Du Puy, son livre sur les Templiers, III. 328.

Durán de Baldach, son procès, III. 85.

Durán de Huesca, L. 246.

Durand, év. d'Albi, II. 40, 42.

Durand, év. de Mende, sur les « aiguillettes nouées », III. 418 ; sur la magie, III. 426 ; sur la Vision Divine, III. 593 ; sur les procès de simonie, III. 626.

Durand Boissa, son procès, L. 420.

Durango, cas d'Alonso de Mella, III. 169.

Durant, inq. interroge les prisonniers de Monséjour, II. 43.

Dustii, III. 383.

Duval (Simon), ses formules, L. 370.

E

EBIONITES, leur tolérance, L. 210.

Ebner (Marguerite) soutient Louis de Bavière, III. 154.

Ecclesiastiques, leur immunité personnelle, L. 32 ; la chirurgie leur est interdite, L. 223 ; favorisent des hérétiques, L. 328 ; leur hérésie, II. 3 ; leur caractère belliqueux, L. 40.

Ecclesiastiques (tribunaux), leur développement, L. 309 ; témoignages devant leur barre, L. 430 ; leur juridiction sur la magie, III. 428 ; la « loi ecclésiastique » synonyme de torture, III. 300 ; im-

munité de la propriété ecclésiastique, L. 34.

Eck (Dr Jean), inq. II. 425 ; réfute les erreurs de Joachim de Flore, III. 12.

Eckart (Maitre), son procès, L. 360 ; II. 359.

Ecôsse, persécution introduite, L. 354 ; poursuites contre les Templiers, III. 299, 301.

Ecritures (emploi hérétique des), L. 86, 102, 131 ; (prohibition des), L. 131, 324 ; III. 612, 613 ; (mépris des) dans les écoles, III. 552.

Edeline (Guillaume), son procès
III. 512, 515, 536.

Edouard et Guthrum, leurs lois
sur la magie, II. 420.

Edouard l'Ancien, III. 420.

Edouard II (Angleterre), son
intervention dans l'affaire des
Templiers, III. 298; restitue les
biens du Temple, III. 331.

Edouard III (Angleterre), asservit
les marchands florentins, II. 281.

Edouard VI (Angleterre), abroge
les lois de persécution, L. 353.

Egidio de Cortenuova, protège
des hérétiques, II. 219.

Egidio da Roma, III. 563.

Egilbert, arch. de Trèves, III. 419.

Egiza, ses lois sur la magie, III. 399.

Eglise (l'), L. 1; sa corruption
explique l'hérésie, L. 54, 129; III. 163, 164; impose la persécution,
L. 224; juridictions spirituelles,
L. 309; aversion première pour
la torture, L. 422; responsabilité
dans l'application de la peine
capitale, L. 224, 534; III. 547; su-
bordination à l'Etat, en France,
II. 57; réprime la magie, III. 396;
juridiction sur la magie III. 398,
399; variations au sujet de
la magie, III. 417; gouvernée par
l'astrologie, III. 438; provoque la
sorcellerie, III. 503, 512, 514, 546;
impuissante contre la sorcellerie,
III. 506; impiété au XV^e siècle,
III. 566, 577; corruption à la fin
du Moyen-Age, III. 627, 630.

Eglises, la justice n'y est pas
rendue, L. 223; droit d'asile, II. 121; (pollution des), II. 440.

Egypte, croyance aux incubes,
III. 383; croyance aux « aiguil-
lettes », III. 418; magie, III. 387.

Einhard de Soest vend la péni-
tence, L. 27.

Eléonor de Montfort, son procès
contre la Couronne, L. 516.

Election des év., L. 6.

Elias, général des Franciscains,
L. 293; III. 3, L.

Elias Patrice, II. 88, 90.

Elias Petit, L. 353; III. 620.

Elie massacre les prêtres de Baal,
L. 238.

Elipandus de Tolède, L. 217.

Elisabeth de Bosnie persécute
les Cathares, II. 298.

Elisabeth d'Angleterre abroge
les lois de persécution, L. 353.

Elisabeth de Thuringe (Sainte),
II. 326.

Elohim acherim, III. 387.

Embrun, persécution des Vau-
dois, II. 147, 152, 157.

Emeric d'Anchin, sur le mépris
qu'inspirent les moines, L. 54.

Emeric de Hongrie, II. 291.

Emmerich (communauté d'), II. 361.

Empenbach (év. vaudois d'), II. 346.

Empereur, devoir de persécution
qui lui incombe, L. 223.

Empire (prétentions de la papauté
à exercer sa suprématie sur l'), III. 135; indépendance affirmée à
l'égard de la papauté, III. 155,
157.

Emprisonnement attribué à la
magie, III. 415.

Empoisonnement pour hérésie,
L. 220, 484; de rigueur, comme
torture, L. 420; fréquent emploi,
L. 483, 494; commutation, L. 496;
dans le cas de Huss, II. 479; per-
pétuel, L. 420, 488.

Endura, I. 93, 96, 393.

Endurcissement puni du bûcher,
L. 313, 511.

Enfants (croisade des), L. 147,
268; leurs témoignages, L. 436;
âge de responsabilité, L. 403, II. 399;
admis dans l'Ordre des Tem-
pliers, III. 268; voués à Satan,
III. 382, 504; dévorés par des
sorcières, III. 502, 503, 504; nom-
breux au Sabbat, III. 501, 505;
non baptisés, tués par des sor-
cières, III. 504; de démons, III. 304;
d'hérétiques, frappés d'incapacités,
L. 321.

Engagements envers des hérétiques, ne doivent pas être tenus, II. 469.

Enguerrand de Marigny, pendu comme magicien, II. 451.

Enquêtes, leur emploi en général, L. 311; des év., L. 312; en tournée, L. 370; de Bernard de Caux, II. 45.

Enrico Lugendi, II. 288.

Enrico de Settala, de Milan, II. 208.

Enrique III, de Castille, décrète la confiscation, II. 185.

Enrique IV (Castille) favorise la persécution, II. 186; sa foi suspectée, III. 564.

Enrique de Villena, III. 489.

Entretien des prisonniers, L. 490; II. 155; querelles à ce sujet, L. 489; II. 154.

Eon de l'Etoile, L. 66.

Ephialtès ou cauchemar, III. 381.

Epine somnifère, III. 405.

Episcopale (censure littéraire), III. 614; (coopération aux travaux de l'Inq.), L. 387, 392; II. 96, 140.

Episcopale (Inq.), L. 312, 330, 356; essayée par Lucius III. L. 313; établie par le C. d'Avignon, L. 314; essayée par Honorius III. II. 198; réglementée, L. 331; analogue à l'Inq. pontificale, L. 364; en Aragon, L. 324; II. 163; en Bohême, II. 435; à Cologne, L. 360; II. 359, 373, 374; en Angleterre, L. 353; à Mayence, II. 397; à Narbonne, L. 330, 334; à Toulouse, II. 9; stimulée par Raymond VII, II. 28, 39; à Strasbourg, II. 369; dans le procès des Templiers, III. 282, 286, en Westphalie, II. 374; à Venise, II. 250, 273.

Episcopale (intervention) dans l'Inq., II. 80, 87, 94.

Episcopale (juridiction), son développement, L. 308; seule reconnue en Allemagne, II. 349; sur les

vendeurs d'indulgences, III. 624; sur la magie, III. 450, 464; sur la sorcellerie, III. 512.

Episcopat, son opposition à l'Inq., II. 132, 395; prostitution de son pouvoir, L. 16; III. 630, 631, 632; affirme à nouveau sa suprématie, II. 433; ses relations avec l'Inq., II. 331; allemand résiste à l'Inq., II. 338, 346.

Episcopaux (tribunaux), leur caractère, L. 21, 310; III. 630, 632; emploient la torture, L. 557.

Episcopi (Cap.), III. 494, 497, 498, 524, 531.

Equitius (Saint) exorcise un démon, III. 381.

Erard, arch. de Tours, sur la magie, III. 414.

Erasmus, sur les Ordres Mendicants, L. 294; sur les guerres pontificales, III. 204; sur l'astrologie, III. 446; sur l'hérésie scolastique, III. 557; publie le Nouveau Testament de Valla, III. 567.

Erfurt, hérétiques brûlés, III. 332; Constantin le Béghard brûlé, II. 375; massacre des Juifs, II. 379; proscription des Flagellants, II. 382; hérétiques brûlés par Kerlinger, II. 390.

Eriberto de Milan extermine les Cathares, L. 109.

Eric à la Hache-Sanglante, III. 407, 408.

Erichto, III. 390.

Erigène, condamnation de son *Periphyseos*, II. 322; III. 585.

Ermengaudi (Bernardo), succède à Eymerich, II. 476; III. 585.

Ernèsende de Foix, sa mémoire condamnée, II. 169.

Erivig, roi des Wisigoths, interdit la lecture du Talmud aux Juifs mêmes, L. 534.

Esclarmonde de Foix, hérétique, L. 438.

Esclarmonde de Péreille, II. 34.
Espagne, hérésie de Vilgardus, L. 408; persécution des Ariens, L. 216; Saint-Dominique, L. 248;

confiscation, L. 513; histoire de l'Inq., II. 162; Frères Apostoliques, III. 132; *Fraticelli*, III. 168; procédure contre les Templiers, III. 310; propriétés des Templiers, III. 302; lois des Goths contre la magie, III. 199; législation contre la magie, III. 429; négation de l'immortalité, III. 560, 564; contr. verse au sujet de *Lulle*, III. 588; dévotion à la Vierge, III. 610.

Esparrago de Tarragone, II. 163
Espions, employés dans les prisons, L. 417.

Esprit de Liberté (Frères de l'), III. 124.

Esprits (monde des), III. 380.

Estaing (Antoine d'), d'Angoulême, II. 161.

Estampes (comte d'), et les Vaudois d'Arras, III. 521, 523, 525.

Este (Oppizo d') et Rainaldo condamnés comme hérétiques, III. 202.

Este (Frisco d'), sa lutte pour la possession de Ferrare, III. 194.

Etat, son devoir de persécution, L. 215, 224, 503, 516.

Etat, soumis à l'Inq. L. 322, 337; ses fonctionnaires aux ordres de l'Inq. I. 385; II. 51, 67, 575, 578.

Etats de l'Eglise, poursuivants contre les Templiers y résidant, III. 305.

Eternel (Evangile), son apparition, L. 285; III. 20; condamné à Anagni, L. 287; III. 22; sa doctrine, III. 21; sa paternité, III. 22, 23; renaissance de sa doctrine, III. 48, 65; nouvelle hérésie fondée sur sa doctrine, III. 50; son influence sur les Olivistes, III. 74; son influence sur les Guillemites, III. 92; son influence sur les Frères Apostoliques, III. 120; derniers échos de la doctrine, III. 88, 89, 583.

Etienne VII, pape, condamne le pape Formose, L. 31.

Etienne (Saint), de Thiern, ses miracles, L. 38.

Etienne, Frère Apostolique, III. 107.

Etienne (Dabisa), roi de Bosnie, II. 304.

Etienne Dragutin persécute les Cathares, II. 298.

Etienne de Combes poursuit des Dominicains, III. 204.

Etienne Dussan le Grand, de Serbie, II. 302.

Etienne de Gâtine, L. 528; II. 55, 56.

Etienne Kostromanich, ban de Bosnie, II. 299, 301, 302.

Etienne Mascot, sa visite en Lombardie, II. 50.

Etienne Ostoja, roi de Bosnie, II. 301, 306.

Etienne de Saint-Thibéry, inq., I. 302; II. 21, 36.

Etienne de Sissy résiste à Urbain IV, III. 241.

Etienne Tempier, év. de Paris, condamne l'Averroïsme, III. 561.

Etienne Thomas Ostojic, II. 309, Etienne Thomasevic, II. 306, 312, 313, 314.

Etienne de Tournay, L. 19, 156.

Etienne Tvrtko, son règne, II. 303.

Etienne Tvrtko II, II. 306, 307, 309.

Etienne, év. Vaudois, II. 416, 504.

Etienne de Verberie, son blasphème, II. 122.

Etienne Vuk fait appel à Urbain V, II. 304.

Etienne Vukcic, II. 309, 310, 312, 314.

Etudiants, exempts de la juridiction séculière, L. 282.

Eucharistie (vente de l'), L. 28; son emploi comme fétiche, L. 49; donnée aux pénitents sur le bûcher, L. 546; (questions concernant la matière de l'), II. 175; (théorie de Wickliff sur l'), 442; (vénération de l'), en Bohême, II. 474; (foi des Frères Bohêmes en l'), II. 562; employée en magie, III. 435; (arguties de casuistique sur l'), III. 567. Voir aussi *Transsubstantiation*).

Euchitæ, I 91, 102.
 Eudes, év. de Tours, persécute les Vaudois, II 147.
 Eudes de Saint-Amand, grand-maitre des Templiers, III. 212.
 Eudes de Bures, son initiation au Temple, III. 277.
 Eugenio (Somma), inq. de Slavonie, II. 311.
 Eugène III. son désintéressement, L 22; juge Eon de l'Etoile, L 66; ses relations avec Arnaud de Brescia, L 73; confère la croix rouge aux Templiers, III. 239.
 Eugène IV., favorise les Mendians, 293; accorde le pouvoir de révoquer les inq., L 345; favorise l'Inq. L 351; partage les confiscations, L 512; ordonne des poursuites contre les exc., II 140; intervient en Bosnie, II. 310; protège les Béghards, II 411; presse la convocation du C. de Bâle, II. 530; ses querelles avec le C. de Bâle, II. 531, 533; son attitude touchant les *Compactata*, II. 541; persécute les Hussites hongrois, II. 542; définit hérésie le concubinage, II. 545; renouvelle le mandat de Capistrano, III. 209; brûle Thomas Connecte, III. 209; sur le pouvoir des sorcières, III 407, 502, 512; ensevelit Braccio da Montone, III. 569.
 Euric persécute les catholiques, L 216.
 Eusèbe, récit sur Constantin se préparant au combat, III. 394.
 Eusèbe de Dorylée, L 210.
 Eutychés, son hérésie, L 210.
 Euthychius, patriarche de Constantinople, L 230.
 Evasions (fréquence des), L 494; crime de relapse, L 549.
 Evêchés (vente des), L 8.
 Evêques (méthode pour nommer les), L 6; (caractère guerrier des), L 9; leur salut impossible, L 13; prostitution de leur pouvoir, L 16; III. 630, 631, 632, 643; abus de leurs lettres, I 19; leurs procédés d'extorsion, L 20; leurs querelles

avec les Mendians, L 278; origine de leur juridiction, L 308; (inquisition des) dans les paroisses, L 312; leur indifférence touchant l'hérésie, L 315; responsables de la persécution, L 330; tenus d'aider les inq., L 329; règlement de l'Inq., L 331; (coopération des) avec les inq., I. 364; II. 87, 94, 96, 140; III. 479; pour la sentence, L 332, 333, 387; jalousie à l'égard de l'Inq., L 350, 357; II. 132; obligés d'appliquer les sentences *inquisitoriales*, I. 333; présence requise pour l'application de la torture, L 426; partagent la direction des prisons, I. 493; II. 96; auxiliaires des inq., L 374; comme inq., II. 163, 198; leur juridiction contestée, L 358; distinction de juridiction, II. 482; cèdent leur juridiction à l'Inq., II. 578; ne sont pas soumis à la juridiction de l'Inq., L 347; tenus d'obéir aux inq., L 348; leur juridiction sur les inq., I 363; II. 80, 87, 94, 133; surveillés par les inq., III. 27; délèguent leurs pouvoirs aux inq., I. 388; chargés de couvrir les frais de l'Inq., L 489, 525; II. 139, 154, 174; s'efforcent de prendre une part des dépouilles, L 336, 359, 510, 512, 544; se plaignent de la mansuétude de l'Inq., II. 46; appels de leurs décisions, I. 450; protègent les Béghards, II. 394, 401; leur obligation de pauvreté, III. 132; leurs plaintes sur les Templiers, III. 241; reçoivent l'ordre d'interroger les Templiers, III. 282; reçoivent l'ordre d'employer la torture, III. 286; connaissance des crimes de magie, III. 434.
 Evêques allemands résistent à l'Inq., II. 338, 346.
 Evêques cathares, L 93, 119.
 Evêques français, font opposition à l'Inq., II. 114; reçoivent l'ordre de seconder l'Inq., II. 116.

Evêques de Languedoc saisissent des terres, II. 3.

Evêques vaudois, L. 83; II. 522, 564.

Everwach de Stalum (procès d'), III. 424.

Evervin de Steineld fait appel à Saint-Bernard, L. 12.

Exactions des inq., L. 472, 480.

Excommunication (effets de l'), L. 207; pour avoir négligé de poursuivre, L. 223; des morts, L. 230; (hérésie consistant à subir l') sans demander l'absolution, L. 404; II. 122, 140; III. 181; lancée par les inq., L. 500, pour refus de brûler des hérétiques, L. 538; II. 569; (abus de l'), II. 3; papale (mépris de l'), II. 137; III. 219; pour magie, III. 423, 434.

Excommuniés (fonctionnaires), obligés d'aider l'Inq., L. 386.

Exécuteur (l'inq. peut tenir l'emploi d'), L. 537.

Exécution (délai de vingt-quatre heures à l'), L. 393; (frais de l'), L. 535; (détails de l'), L. 551.

Exemptions des monastères, L. 35; des Mendians, L. 274.

Exequatur des inq., II. 575, 578.

Exhumation d'hérétiques défunts, L. 232, 404, 553; contrainte exercée sur l'autorité séculière, L. 498; abandonnée dans le cas des Stedingers, III. 188.

Exiit qui seminat, bulle, III. 30, 34, 36, 37, 130.

Exil (pénitence de l'), L. 230, 60, 462.

Exivi de Paradiso, bulle, III.

Experts, tenus d'aider les inq., L. 342; (assemblée d'), I. 387, 389, 442.

Extorsions pratiquées par les év., L. 20; III. 630, 631, 632, 643; par les inq., 477.

Eylard brûle un Dolciniste à Lubeck, III. 124.

Eymerich (Nicolas), sa carrière, II. 174; III. 583; sur l'indépendance des inq., L. 346; sur la coopération des év., L. 364; sur les tournées d'enquête, L. 370; recommande les auxiliaires versés dans le droit, L. 376; sur la nomination de notaires, I. 378; sur la limitation du nombre des familiers armés, L. 384; sur les dangers que courent les témoins, L. 439; sur le secours d'un avocat accordé à l'hérétique, L. 445; sa théorie de la confiscation, L. 509; sur la pauvreté de l'Inq., L. 531; sur les fauteurs relaps, I. 548; condamne l'astrologie, III. 444.

Eyvind Kellda, magicien, III. 421.

Eyvind Kinnrif refuse le baptême, III. 421.

Ezzelin da Romano exécute des Franciscains, L. 276; protège des hérétiques, II. 197, 219, 223; Frédéric II en Lombardie, II. 206; son caractère, II. 224; jugé par l'Inq. II. 225; croisade contre lui, II. 226; représenté comme hérétique, III. 192; sa foi en l'astrologie, III. 438.

F

FABIANO, inq. de Bosnie, II. 300.

Fabiano de Bacs, inq. de Slavonie, II. 310, 544.

Fabiano (*Fraticelli* persécutés à), III. 176, 178.

Faciens miser cordiam, bulle,

III. 284, 285, 294, 302, 316.
Faenza, Cathares L. 117; Vaudois, II. 194; affaire de Manfredi, III.

Faidits, L. 180, 205; II. 252.

Falsification de lettres pontificales, L. 19; justiciable de l'Inq.

III. 192; de registres, II. 72; de lettres inquisitoriales, L. 442.

Familiers, L. 331; absous par les inq. L. 343; torturés à Venise, II. 273; armés (abus des), L. 382; II. 270, 274.

Fantinus, orateur pontifical, emprisonné, II. 557.

Farignano, général des Franciscains, III. 171, 172.

Fastolf (sir John), III. 347.

Fatalisme, professé par Albert d'Halberstadt, II. 392; hérésie inhérente à l'astrologie, III. 439.

Faunes, III. 384.

Fausse décrets, L. 434.

Fauteurs (châtiment des), L. 321, 461; relaps, L. 547; avocats, L. 444.

Faux-monnayeurs jetés dans l'eau bouillante, L. 235.

Faux-témoins, L. 440, 441; confessions rétractées, L. 429.

Fazio da Doneratico livre Pier di Corbario, III. 451.

Fazio degli Uberti, sur la Vierge Marie, III. 598.

Fées (Arbre des), III. 341.

Félix V. élu par le C. de Bâle, II. 533; ordonne l'Inq. à Bernez, II. 265; son abdication, II. 544.

Félix de Guzman, I. 248.

Félix d'Urgel, son hérésie, L. 247.

Femmes trahies par leur mari, L. 373; tennes de dénoncer leur mari, L. 432 (témoignage des), L. 436; (dovaires des) exclus de la confiscation, L. 509.

Fenouillèdes (confiscation de), II. 444.

Féodal (serment), exigé des inq. L. 354.

Fer chaud (hérétiques marqués au), II. 182.

Ferdinand I^{er} (empereur), jure de défendre les *Compactata*, II. 560.

Ferdinand IV (Aragon), réclame le bûcher pour Huss, II. 469.

Ferdinand V (Aragon), fortifie

l'Inq. d'Aragon, II. 179; confirme le diplôme de Frédéric II, II. 288; ne réussit pas à introduire l'Inq. à Naples, II. 289; menace de provoquer la réunion d'un C. général, III. 223; favorise le Lullisme, III. 587.

Ferdinand III (Castille), frappe les hérétiques, II. 182.

Ferdinand IV (Castille), sa conduite à l'égard des Templiers, III. 316.

Fernando de Cordoba, pris pour l'Antéchrist, III. 527.

Ferrand de Majorque (Carcassonne s'offre à), II. 89.

Ferrare, Cathares, L. 147, 192; cas d'Armano Pongilupo, II. 240; prise par Clément V, III. 194; (C. de), 1438, II. 544.

Ferrer, inq., sa vengeance à Albi, II. 42; fait une enquête sur le massacre d'Avignonet, II. 37; exc. Raymond VII, II. 41; interroge les prisonniers de Montségur, II. 43.

Ferrer (saint Vincent), convertit les Vandois, II. 456; poursuivi par Eymeric, II. 176; sa mission dans les Alpes, II. 253, 264; défend les Flagellants, II. 384; annonce l'Antéchrist, III. 87.

Ferrer de Villaroya, inq., II. 168.

Ferri (Noël), III. 533.

Ferriz (Miguel), brûle des Wickliffites, II. 179.

Fête de la Conception, III. 596, 598, 599, 600, 601.

Fétichisme de la religion médiévale, L. 47.

Feux (taxe des), accordée à Innocent III, L. 461, 465.

Feyjoo (Fr.), sur Raymond Lulle, III. 578.

Ficin (Marsile), sa foi en Savonarole, III. 241; son paganisme, III. 571.

Figurines magiques, en Grèce, III. 389; à Rome, III. 391; en Espagne, au xiii^e siècle, III. 430; affaire

de 1279, III. 434 ; constituent une hérésie, III. 435 ; (emploi des), L. 51 ; III. 453, 455, 458, 467, 468 ; efficacité née par l'Université de Paris, III. 464.

Filippo Bonaccorso purifie Sermonone, II. 235.

Filippo de Fermo, légat en Hongrie, II. 298.

Filippo Neri (Saint), son opinion sur Savonarole, III. 236.

Filippo de Ravenne mène la croisade contre Ezzelin, II. 227.

Filippo, év. de Sidon, II. 565.

Filius major, L. 23 ; *minor*, L. 93.

Finnois (la magie chez les), III. 403.

Filles (âge de responsabilité pour les), III. 403.

Flacius Illyricus, son Manichéisme, L. 100.

Flagellants (apparition des) en 1259, L. 272 ; origine en 1349, II. 381 ; dénoncés comme hérétiques, II. 383 ; persécution, II. 385, 395, 405 ; hérésie développée, II. 406.

Flagellation (pénitence de la), L. 464.

Flagge (Georg) brûlé vif, L. 235.

Flandre, hérésie de Tanchelm, L. 64 ; Cathares, L. 110, 112 ; confiscation, L. 521 ; hérétiques brûlés, II. 115 ; faveur témoigné aux Béguines, II. 352 ; manie dansante, en 1373, II. 393.

Flore (Joachim de), Voir *Joaachim*.

Flore (Ordre de), sa fondation, III. 10, 14.

Florence, Cathares, L. 117 ; refuse l'Inq. légatine, L. 317 ; (lois sur l'hérésie à), en 1227, L. 320 ; accepte des lois contre l'hérésie, L. 323, 339 ; (Inq. fondée à), L. 326 ; troubles causés par les familiers armés, L. 383 ; extorsions de Piér di Aquila, L. 479 ; II. 276 ; (destruction de maisons à) L. 482 ; confiscations à, L. 650, 510,

524 ; malversations des inq. L. 511 ; mission de Giovanni Schio, II. 203 ; triomphe de Pierre Martyr, II. 209, 212 ; lois restrictives contre l'Inq. II. 280 ; Peste Noire, II. 379 ; alarmes des Tertiaires, III. 77 ; lois contre les Fraticelli, III. 161 ; Michele Berti brûlé, III. 165 ; *Fraticelli* persécutés en 1424, II. 283 ; III. 175 ; accueil fait à Capistrano, III. 179 ; carrière de Savonarole, III. 211 ; réaction contre Savonarole, III. 235 ; (C de) en 1310 et 1311, contre les Templiers, III. 308 ; (C. de) en 1439, sur la Vision Divine, III. 595 ; sur l'Immaculée Conception, III. 600.

Florent, arch. d'Arles, III. 25.

Florent de Hollande, sa croisade contre les Stedingers, III. 187.

Florent, év. d'Utrecht, II. 360.

Flores de las Leyes, III. 430.

Florio (Frà) excite du désordre à Parme, II. 237.

Fortus (emploi des) dans la divination, III. 398.

Foi jurée ne doit pas être gardée envers les hérétiques, L. 174, 228 ; II. 468.

Foi religieuse plus importante que la morale, III. 644 ; antagonisme de la raison et de la foi, III. 583.

Foix (hérésie à), L. 438 ; ravages exercés par les inq. II. 55 ; (comte de) revendique le droit de brûler les hérétiques, L. 538 ; persécuté par l'Inq. II. 52.

Folie, circonstance atténuante, L. 450.

Folquet de Marseille, L. 134.

Fonds (biens-) (droits de l'Eglise sur les), L. 301 ; des hérétiques confisqués, L. 522.

Forli, querelle contre Martin IV, III. 196.

Formose (pape), condamné après sa mort, L. 231.

Fortescue (Sir John), sur la procédure inquisitoriale, L. 429, 561.

Fouet, pénitence, L. 463, 464 ; supplice, III, 457, 532.

Foulques de Neuilly, L. 130, 244.

Foulques, év. de Toulouse, L. 134, 179, 201 ; aide Dominique, L. 250, 251, 252 ; agit comme inq. L. 316.

Foulques de Saint-Georges (restriction du pouvoir de). II. 65 ; cite en jugement les adversaires d l'inq. II. 76 ; (accusations portées contre), II. 77 ; (destitution de), II. 79 ; (tombeau élevé en l'honneur de), II. 103.

France, hérésie d'Eon de l'Etoile, L. 66 ; méridionale (caractères de la), L. 66 ; hérésies, L. 66 ; origine des Vaudois, L. 76 ; Cathares, L. 109, 111, 117 ; Cotereaux, L. 125 ; hérésie dans le Nivernais, L. 130 ; état du Languedoc, L. 133 ; efforts d'Innocent III en vue d'une persécution, L. 136 ; les croisades albigeoises, L. 147 ; législation sur l'hérésie, L. 221 ; cruauté du droit criminel, L. 233 ; Foulques de Neuilly, L. 244 ; Pauvres Catholiques, L. 247 ; Pastoureaux, L. 269 ; H. 380 ; l'Université de Paris et les Mendiants, L. 281 ; C. de Reims (1287), contre les Mendiants, L. 290 ; partagée entre Dominicains et Franciscains, L. 301 ; législation contre l'hérésie, L. 323 ; indépendance de l'épiscopat, L. 332 ; subordination de l'Etat, L. 340 ; introduction de la torture, L. 423 ; confiscation, L. 503, 504, 545 ; dépenses de l'inq. L. 520, 531 ; condamnation des livres juifs, L. 555 ; les hérétiques refoulés dans le Languedoc, II. 51 ; Vaudois, II. 145 ; Amauriens, II. 320 ; Peste Noire, II. 379 ; massacre des Juifs et des Lépreux, II. 380 ; répression des Flagellants, II. 382 ; Marguerite la Porete, II. 573 ; les Béghards de Langres, II. 578 ; Joachitisme dans le Midi, III. 47, 25 ; Franciscains Spirituels, III. 42 ; état de l'Eglise

1423, III. 69 ; *Fraticelli*, III. 168 ; lutte entre les Conventuels et les Observants, III. 173 ; destruction du Temple, III. 227 ; cas de Jean Petit, III. 324 ; cas de Jeanne Darc, III. 338 ; législation en matière de magie, III. 427, 544 ; juridiction séculière sur la magie, III. 460 ; cas de Gilles de Rais, III. 464 ; cas de Guill. Edeline, III. 512, 515, 536 ; les Vaudois d'Arras, III. 519 ; erreurs averroïstiques, III. 561 ; l'Immaculée-Conception, III. 599.

Francesco dal Borgo San Sepolcro, III. 63.

Francesco, év. de Camerino, favorise les Fraticelli, III. 159.

Francesco Chioggia, réprime le culte de la nature, II. 301.

Francesco Marchisio, III. 166.

Francesco de Messine, II. 281.

Francesco de Pistoia, brûlé, III. 160.

Francesco della Puglia, III. 218, 224.

Francesco di Torre, brûlé comme hérétique par l'év. de Chieti, III. 201.

Francesco de Venise, jugé pour hérésie, III. 140.

Francfort (diète de), en 1234, II. 343 ; en 1454, II. 552 ; (Reichstag de), en 1338, III. 155.

Franche-Comté (Inq. en), II. 120 ; Vaudois, II. 147, 149.

Franciscain (habit) revêtu par des mourants, L. 293.

Franciscain hérétique, emprisonné à vie en 1226, III. 3.

Franciscain (Ordre), son origine et son développement, L. 257, 258 ; fondé sur la pauvreté, L. 265, III. 2 ; (territoire) en France, II. 119, 138 ; en Italie, II. 221, 233 ; statut contre la magie, III. 452.

Franciscaine (Règle) divinement révélée, L. 259, III. 3, 30 ; égale à l'Evangile, III. 28, 29 ; (défense de commenter la), III. 31 ; (relâchement de la), III. 5, 34, 60 ; pro-

priété), appartient au Saint-Siège, III. 8, 60, 133.

Franciscains (inq.) durée de leur mandat, L 345; en Bohême, II 428, 430; brûlent les Olivistes, III 78.

Franciscains (magiciens), à Venise, II 274; III 517.

Franciscains (les), d'abord persécutés comme hérétiques, L 259; soignent les malades, L 261; bannis par Frédéric II, L 275; causent la mort d'Honorius IV, L 290; leurs pertes pendant la Peste Noire, I 292; leur démoralisation, L 294; III 170, 173; leurs travaux de missionnaires, L 297; inquisiteurs, L 301; leurs querelles avec les Dominicains, L 302; 76, 171, 217, 299, 300; III 154, 599, 601; soumis à l'Inq. L 362; prennent la défense de Castel Fabri, II 73; leur hostilité contre l'Inq. II 76, 86; III 98; question du sang du Christ, II 171; leurs travaux en Bosnie, II 295, 313, 315; persécutent les hérétiques en Allemagne, II 334; 346; leurs efforts contre les Hussites, L 555, 560; leurs tendances au mysticisme, III 2; leurs expédients pour éluder le vœu de pauvreté, III 5, 7, 8, 29, 30; ruinés par Jean XXII, III 132; hérésie de l'Esprit de Liberté, III 125; rupture avec Jean XXII, III 132, 133; alliance avec Louis de Bavière, III 137, 153; soutiennent la pauvreté du Christ, III 143, 148; sympathie pour les *Fraticelli*, III 158; mouvement ascétique, III 171; Nominalisme, III 556; tiennent lulle pour un saint, III 589; nient tout d'abord l'Immaculée Conception, III 598; affirment ensuite l'Immaculée Conception, III 599; voir également *Conventuels*, *Spirituels*, *Fraticelli*, *Observantins*, *Mendiants*.

François d'Assise (saint, L 256; son culte pour la pauvreté, L 264; pour les prêtres, L 279;

affranchit du Purgatoire ses disciples, L 293; prédit la démoralisation de l'Ordre, L 293; ses missions, L 297; côtoie le Manichéisme, I 100; sa faveur pour Elias, III 3; sa retraite sur le mont Alverna, III 5; son défi aux démons, III 382.

François I^{er}, son Concordat avec Léon X, II 131.

François Aimeric dénonce l'Inq., II 92.

François Sanche (emprisonnement de), III 71.

Franquet d'Arras, III 356.

Franz von Lautern, III 138.

Frauz von Sickingen soutient Reuchlin, II 425.

Fraticelli (les), III 81, 129; développement en Italie, III 158; leurs papes, III 164, 175; leurs refuges à Naples et en Sicile, II 248, 249, III 158, 165; reliques adorées en Sicile, II 284; III 166; active persécution au xv^e siècle, II 283; III 175.

Fratres de paupere vita, III 72, 75, 159.

Frédégonde brûle des magiciens, III 410.

Frédéric I^{er} (empereur), son attitude à l'égard d'Arnaud de Brescia, I 74; sur le devoir de persécution, L 224; indifférence en matière de persécution, L 319.

Frédéric II (empereur), sur l'endurcissement des Cathares, L 105; décrète la peine du bûcher pour l'hérésie, L 221; admet le devoir de persécution, L 225; son système de persécution, L 233, II 197, 245; sa cruauté, I 235; ses démêlés avec les Mendiants, L 275; ses lois sur les suspects, L 403, 454; accepte le témoignage des hérétiques, L 434; ordonne de détruire les maisons, L 481; ordonne l'emprisonnement des convertis, L 484; inflige des incapacités aux descendants, L 498; ordonne de mettre à mort les re-

laps, L. 543; prétend que les Lombards sont hérétiques, II. 191; conquiert la Lombardie, II. 206; faux diplôme sicilien, II. 287; seconde les inq. en Allemagne, II. 333; soumet les cités épiscopales à leurs év. II. 338; accueille favorablement Elias, III. 6; fait l'éloge des Stedingers, III. 485; (croisades contre), III. 189; confirme la donation de la comtesse Mathilde, III. 190; chasse les Templiers, III. 244; (foi de) en l'astrologie, III. 431; (mot de) sur les Trois Imposteurs, III. 560; propage l'Averroïsme, III. 561; (conséquence de la mort de), II. 213; (législation de), sur l'hérésie, L. 320; incorporée dans le droit public, L. 227; (ordre d'incorporer la) dans tous les statuts locaux, L. 339; II. 214, 221; législation introduite en Provence, II. 148; refusée par Rimini, II. 198; introduite à Brescia, II. 199; rejetée par Venise, II. 250, 252; suspendue en Toscane, II. 243.

Frédéric III (empereur), sa tentative contre la Bohême, II. 540; intercede en faveur de la Bohême, II. 558; emprisonne André de Krain, III. 222.

Frédéric de Naples confirme les privilèges des Vaudois, II. 268.

Frédéric de Sicile, reconnu par Boniface VIII, II. 248; relations avec Arnaud de Villeneuve, III. 52, 54, 57; protège les Spirituels, III. 63; est le libérateur attendu, III. 80, 110, 112; arrête les Templiers, III. 305; sur la corruption du clergé, III. 631.

Frédéric III, de Sicile, soutient l'Inq., L. 531; II. 285.

Frédéric d'Alvensleben, III. 324.

Frédéric d'Autriche (élection contestée de), III. 139; refuse l'aide de Satan, III. 456.

Frédéric de Blonkenheim, év. de Strasbourg, III. 205.

Frédéric, év. de Ratisbonne, II. 434.

Frédéric de Salm, Templier, III. 303.

Frères Apostoliques, III. 303; (voir également *Apostoliques*).

Frères de la Vie Commune, II. 361.

Frères de la Croix, II. 407.

Frères de Philippe de Majorque, III. 82, 163.

Frères du Libre-Esprit (voir également *Ortlibenses*); leur origine, II. 323; en France, II. 123, 126, 406, 578; en Bohême, II. 518.

Frères des Ermitages, III. 172.

Freyssinières (Vaudois de) persécutés, II. 147, 154, 157, 160; émigration des Vaudois, II. 268.

Frise (absence des lois sur la magie en), III. 433.

Frisons (démêlés des) avec leurs év. III. 185.

Froid intense provoqué par des magiciens, III. 537, 549.

Froissart (récit de) au sujet du démon Orton, III. 383; sur la chevalerie, III. 642.

Fuero Juzgo (loi sur la magie dans le), III. 399; autorité au ^x^e siècle, III. 430.

Fuero Real (lois sur l'hérésie dans le), II. 183.

Fulcrand, év. de Toulouse, I. 134.
Fünfkirchen, pâtres concubinaires, II. 543.

G

GABRIELLE DE BARCELONE, II. 283.
Gabriele, pape des *Fratelli*, III. 164.

Gaerbold de Liège, sur la magie, III. 413.

Gage (Thomas) discute la ques-

tion de l'Immaculée Conception, III. 609.

Galder, III. 404.

Galeazzo Visconti, condamné pour hérésie, III. 201.

Gall de Neubourg, inq. à Prague, II. 431.

Gallican (privileges du clergé), II. 134.

Gallo (Pierre), sa conversion, II. 223.

Galosna (Antonio), son procès, II. 256.

Galvan le Vaudois, II. 7.

Gand, Béguinage, II. 353, 413; (immoralité à), III. 642.

Garantie exigée des accusés, L. 402; contre la confiscation, L. 524.

Garbagnate (Francesco), III. 96, 198.

Garbagnate (Mirano di), brûlé, III. 101.

Garigh (Piero), le Fils de Dieu, III. 166.

Garric (Bernard), I. 381.

Garric (Guillem), son procès, L. 381, 419, 467, 517; II. 59, 70, 95.

Gascogne (prédominance de l'hérésie en), L. 118.

Gaston de Béarn, L. 165, 171.

Gastone de Milan, fait revivre l'Inq. épiscopale, L. 359.

Gaude (le P.), procureur-général des Dominicains, sur l'Immaculée Conception, III. 611.

Gaudini, Grand maître du Temple, III. 246.

Gaulois (démons lascifs chez les), III. 383.

Gautier de Bruges cite Clément V devant le tribunal de Dieu, III. 327.

Gautier le Lollard, sa mort, II. 373.

Gautier de Monthbrun, sa mémoire attaquée, II. 72.

Gautier de Naples, Templier, III. 306.

Gantier, év. de Strasbourg, L. 10.

Gavarnie (reliques des Templiers à), III. 328.

Gazzori, L. 115.

Gelase 1^{er}, sur l'exc. des morts, L. 230.

Gemistus Plethon, III. 569.

Gènes (la bulle *Ad extirpanda* appliquée à), L. 339.

Genève, débat au sujet de l'Inq., II. 138; sorcières brûlées, III. 549.

Genséric persécute les catholiques, L. 216.

Gentile de Camerino protège les *Fratricelli*, IV. 160.

Gentile de Spolète, III. 171.

Geoffroi d'Ablis nommé inq., II. 81; décharge les citoyens de Car-

cassonne, de l'incapacité attachée aux descendants d'hérétiques, II. 70; disqualifie le viguier d'Albi,

L. 380; attaque Péquigny, II. 83, 85; services qu'il rend à Philippe IV, II. 87; sa défense, II.

92, 93; privé de la direction des prisons, L. 493; sa lenteur à rendre la sentence finale, II. 94,

95; activité en 1308-1309, II. 101, 106; son tombeau, II. 103.

Geoffroi de Chambonnet, III. 293, 297.

Geoffroi de Charnay, III. 273, 325.

Geoffroi de Péronne, L. 13.

Geoffroi de Saint-Adhémar, III. 328.

Geôliers (instructions aux), L. 492.

Georges Podiebrad (mission envoyé à Louis XI par), II. 521;

s'empare du Mont-Tabor, II. 536, 540; obtient le pouvoir suprême en Bohême, II. 540;

(concessions réactionnaires de), II. 546; cité à comparaître par Capistrano, II.

540, 551; (couronnement de), II. 556;

condamné comme hérétique, II. 558;

ses vassaux relevés de leur allégeance, II. 469;

protège Grégoire de Heimbourg, II. 418;

(revers et mort de), II. 559.

Georges, év. de Passau, son humanité, II. 517.

Gerald d'Abbeville attaque les Mendians, L. 287.

Gérard de Blumac, II. 92.

Gérard de Besançon, son procès, L. 14.

Gérard Odo, général des Français, III. 143, 148; ses ennuis au sujet de la Vision Divine, III. 193, 595.

Gérard le Cathare, d'Oxford, L. 102.

Gérard, év. d'Albi, II. 68, 95.

Gérard de Motte, brûlé, L. 201.

Géraud de Puy-Germer (cas de), L. 522.

Gerbald (cas de), I. 36.

Gerbert d'Aurillac. Voir *Silvestre II.*

Gerhard, auxiliaire de Conrad de Marbourg, II. 328, 341.

Gerhard von Ellen, juge Jean de Wesel, II. 421.

Gerhard 1^{er} de Brême, secondé par les Stedingers, III. 184.

Gerhard II de Brême attaque les Stedingers, III. 184.

Germain l'Auxerrois (saint), III. 195.

Germain Fevrier (cas de), III. 112.

Germanicus César, sa mort, III. 390.

Geroch de Reichersperg, sur les prélats guerriers, L. 11; sur les concubinaires, L. 63.

Geronimo d'Ascoli. Voir *Nicolas IV.*

Gerson (Jean), son hostilité contre les Mendians, L. 292; sur la tolérance, L. 544; condamne les Frères du Libre-Esprit, II. 127, 405; condamne Jean de Rysbrock, II. 360; condamne les Flagellants, II. 384; défend les Béguins et Béguines, II. 410; sur l'usage du calice pour la communion laïque, II. 474; liste des erreurs de Huss, II. 481; (rancune de) contre Jérôme de Prague, II. 495, 498, 501; (rôle de) dans l'affaire de Jean Petit, III. 336; sur Jeanne Darc,

III. 352; affirme la réalité de la magie, III. 465; sur l'Averroïsme, III. 565; condamne l'*Art* de Lulle, III. 583; sur la simonie papale, III. 629.

Gervais de Tilbury, son aventure avec un Cathare, L. 111.

Gherardo (légal) attaque les Cathares de Bosnie, II. 302.

Gherardoda Borgosan Donnino, III. 19, 22, 24.

Gherardo de Florence (cas de), L. 495, 523.

Gherardo de Monforte, L. 104, 109.

Giacomo della Marca, II. 171;

prêche sur le sang du Christ, II. 172; (travaux de) en Bosnie, II. 308; écrase les Hussites hongrois,

II. 542; prêche la croisade contre les Turcs, II. 555; sur les *Fraticelli*, III. 164; menace Sixte IV,

III. 174; extermine les *Fraticelli*, III. 176.

Giacomo Manso, II. 288.

Giacomo Reda, II. 288.

Giacomo de Turin essaye d'exterminer les Vaudois, II. 195.

Giacopo della Chiusa tente d'assassiner Rainerio, II. 215.

Giacopo, év. de Fermo, favorise les *Fraticelli*, III. 159.

Giacopo de Palestrina, ses efforts en Bosnie, II. 294.

Giacopo di San Gemignano, III. 62.

Gibelins protègent l'hérésie, II. 192, 197, 209; défaits à Florence,

II. 212; persécutés par l'Inq. II. 236; III. 201.

Gieremia (rétractation de l'hérésiarque), II. 234.

Gilbert de Gembloux, sur l'état de l'église, I. 39, 53.

Giles, disciple de Saint-François, L. 264; III. 4, 28.

Gilles Cantor, II. 408.

Gilles Flameng, III. 523, 530.

Gilles de Sillé, III. 479, 488.

Gilles, arch. de Bourges, ruiné par Clément V, L. 17.

Gilles, arch. de Narbonne, condamne des Olivistes, III. 50.

Giordano de Rivalto, sur l'absence d'hérésie, II. 276.

Giorgio di Casale, inq. persécute les sorcières, III. 546.

Giovacchino di Fiore. Voir *Joachim de Flore*.

Giovanni Borelli. Voir *Jean de Parme*.

Giovanni di Borgo, inq. persécute les Fraticelli, III. 159.

Giovani da Casemario, II. 292.

Giovanni da Clugia, inq. franciscain à Padoue et à Vicence, L. 478.

Giovanni di Murro, III. 42, 44.

Giovanni da Viterbo, III. 603.

Giovanni, arch. de Pise, poursuit des Templiers, III. 307, 318.

Giovanni de Raguse, son rapport sur l'état de la Bosnie, II. 311.

Giovanni di Salerno, le premier inq., L. 326.

Giovanni Schiò de Vicence (carrière de), L. 240; II. 203; nommé à vie inq. de Lombardie, II. 206; réconcilie Vicence, II. 234.

Girard de Grammont, sa mondanité, L. 39.

Girling (Mary Ann), sa secte, III. 102.

Girone (C. de) en 1197, sur les Vaudois, L. 81.

Giulitta de Florence, L. 115.

Glagolitique (écriture), autorisée en Bosnie, II. 297.

Gloriosam ecclesiam, bulle, III. 75.

Gloucester (duchesse de), frappée de pénitence pour magie, II. 467.

Glutto (Frà), apôtre, III. 107.

Godefroy de Paris, sur les Templiers, III. 327.

Godefroy de Bouillon ravage l'abbaye de Saint-Tron, L. 10.

Godin, Amaurien, brûlé, III. 321.

Goëtie, III. 389.

Goffredo, légat, ses lois contre l'hérésie à Milan, L. 320; II. 200; intervient à Bergame, II. 201.

Gognati (Thomas), inq. de Vienne, II. 416.

Gokard (le) du mazdéisme, III. 513.

Gonsalvo de Balbo, détruit les écrits d'Olivivi, III. 47; réforme les Franciscains, III. 581; met en vigueur la bulle *Exivi*, III. 64.

Gonzalve de Cordoue protège Naples contre l'Inq., II. 288.

Goslar (épreuve imposée aux Cathares de), L. 99; Cathares pendus en 1052, L. 410.

Gost, ou visiteur cathare, II. 305.

Gottlieben (Huss et Jean XXII emprisonnés à), II. 479, 480.

Gottschale, son hérésie, L. 217.

Gourdon (pénitences infligées aux usuriers de), L. 358; les hérétiques, II. 31.

Grabon (Mathieu), à Constance, II. 409.

Grâce (temps de), L. 371; (efficacité du), II. 16.

Gradenigo (Piero) serment ducal, II. 252; fait obstacle à l'Inq., II. 253.

Grado (patriarcat de), II. 273.

Grammont (prieuré de), sa fondation, L. 33; ruiné par Clément V, L. 17.

Gran (arch. de), persécute les Cathares, II. 239.

Gran (synodes de) en 1450, 1480, II. 543.

Grandes Compagnies (origine des), L. 125.

Grand Jury (origine du), L. 311.

Grand Schisme (influence du), sur la persécution, II. 156; accusations mutuelles d'hérésie, III. 204, 208; querelles en Allemagne, III. 205, 207.

Gratien, sur le devoir de la persécution, L. 224.

Grec (Empire), la magie, III. 398.

Grèce (Inq. en), L. 355; (magie en), III. 389.

Grecque (Eglise) ses relations avec Rome, III. 616.

Grecs, molestés par les Latins, III. 619.

Grecs (offices), interdits à Venise, II. 271.

Grégoire I^{er}, impose la pauvreté monastique, L. 37; sur les tourments des damnés, L. 240; démonologie, III. 381; tolérance à l'égard des observances païennes, III. 400.

Grégoire VII, sa lutte contre la simonie, L. 7; décision à l'égard de Gerbald, L. 37; sur les messes servies par des prêtres concubinaires, L. 63; réprouve la croyance à la magie, III. 417; accusé de nécromancie, III. 419.

Grégoire IX, sur les sacrements administrés par des mains impures, L. 63; protège Louis IX, L. 201; sa conduite à l'égard d'Amauri de Montfort, L. 205; rend la Provence à Raymond VII, L. 206; réforme les Pauvres Catholiques, L. 248; favorise les Mendiants, L. 273, 274, 279; réprouve les Dominicains, L. 294; destitue Elias, L. 295; III. 6; nomme pour la première fois des inq. L. 300; fait l'essai de l'Inq. légatine, L. 317; lois de 1231, L. 321; envoyées dans toute l'Europe, II. 463, 200, 208, 231; nomme des inq. à Florence et à Rome, L. 326, 327; fonde l'Inq. L. 328; sur les avantages du temps de grâce, L. 373; ordonne l'emprisonnement des hérétiques convertis, L. 481; atténue la confiscation, L. 509, 517; sur les dépenses de l'Inq. L. 526; sur le devoir de l'Eglise de verser le sang, L. 536; ordonne l'emprisonnement des reculs, L. 544; condamne les livres juifs, L. 551; facilite la dégradation des ecclésiastiques, II. 3; se plaint de la négligence de l'Université de Toulouse, II. 5; stimule le

zèle de Raymond VII, II. 15, 20, 23; interrompt l'activité de l'Inq. au Languedoc, II. 21; attitude à l'égard de Robert le Bougre, II. 41, 115; fonde l'Inq. d'Aragon, II. 163, 166; somme Frédéric II d'entreprendre la croisade, II. 194; somme les Lombards d'exterminer l'hérésie, II. 199; attaque l'hérésie à Rome, II. 200; attaque l'hérésie à Plaisance, II. 202; attitude à l'égard de Giovanni Schio, II. 203, 205; tente d'introduire l'Inq. en Lombardie, II. 206; attaque les hérétiques de Viterbe, II. 209, 210; attaque Ezzelin da Romano, II. 224, 225; persécute les Vaudois du Piémont, 261; encourage Conrad de Marbourg, II. 329, 332; donne mandat à des Dominicains en Allemagne, II. 333; ordonne une croisade contre les Luciférains, II. 336; stimule le zèle des év. allemands, II. 338; sa fureur à la nouvelle du meurtre de Conrad de Marbourg, II. 342; favorise les Béguins et Béguines, II. 352; propose un moyen pour éluder le vœu de pauvreté des Franciscains, III. 5; ordonne une croisade contre les Stedingers, III. 188; ses croisades politiques, III. 189; réprimande les Hospitaliers, III. 243; accuse Frédéric II d'avoir tenu le propos relatif aux Trois Imposteurs, III. 560; ses démêlés avec l'Eglise grecque, III. 617, 618.

Grégoire X rétablit la coopération des évêques à la sentence, L. 335; agrandit les pouvoirs des inq. L. 377 (appel à), dans l'affaire de Pongiluppo, II. 241; impose l'observance de la Règle franciscaine, III. 32; sa tentative de fusion des Ordres Militaires, III. 245.

Grégoire XI, ordonne une Inq. en Palestine, L. 356; annule les restrictions apportées au nombre des familiers, L. 383; ordonne une Inq. en Portugal, L. 530; II. 188; pourvoit aux dépenses de l'Inq. L.

531; pardonne à Bidon de Puy-Guillem, II. 127; active persécution des Vaudois, II. 453; ordre de punir Ramon de Tarraga, II. 175; stimule la persécution en Corse, II. 155; demande la revision des statuts de Florence, II. 281; prohibe le culte des reliques de *Fraticelli*, II. 284; III. 166; fait valoir ses droits sur les confiscations de Sicile, II. 285; persécute le Catharisme en Bosnie, II. 294, 304; averti par les Amis de Dieu, II. 366; introduit l'Inq. en Allemagne, II. 388, 390; ratifie la confiscation des Béguinages, II. 392; ordonne l'extermination des Flagellants, II. 393; fait une enquête au sujet des Béghards, II. 394; réclame des dîmes en Allemagne, II. 434; condamne Miliez de Kremsier, II. 436; ordonne la persécution de Wickliff, II. 442; réprime les missions de *Fraticelli*, III. 167; poursuit Arnaldo Visconti, III. 203; confirme la juridiction de l'Inq. en matière de magie, III. 454; condamne Lulle, III. 584, 585, 587; accorde à l'Inq. la censure littéraire, III. 612; ses démêlés avec l'Eglise grecque, III. 620; menacé par Sainte-Brigitte, III. 634.

Grégoire XII, seconde Sigismond dans la conquête de la Bosnie, II. 305; démêlés avec l'Eglise grecque, III. 620.

Grégoire XIII (enquête de) sur Lulle, III. 586.

Grégoire XV interdit toute discussion au sujet de l'Immaculée Conception, III. 609.

Grégoire, fondateur de la secte des Frères Bohêmes, II. 563.

Grégoire de Fano, sur la peine capitale, I. 228.

Grégoire de Heimbouurg, II. 417, 558.

Grégoire de Tours, sur la médecine sacrée, III. 410.

Grenade (Alonsa de Mella mis mort à), III. 169.

Greniers et caves, interdits aux Franciscains, III. 60; (hérésie relative aux), III. 70, 72, 74, 78.

Grillo! (Jean) nie l'Immaculée Conception, III. 602.

Grimaldo, inq. de Florence, I. 523.

Grimerio de Plaisance, III. 196.

Grimoald de Bénévent, III. 415.

Gristan (faux-saints de l'abbaye de), III. 422.

Groenland (missions de Frères Moraves au), II. 567.

Groot (Gérard), II. 360; condamne l'astrologie, III. 444; persécute la magie, III. 459.

Grôsseteste (Robert) dénonce la vénalité de Rome, I. 17, 51; demande l'envoi de moines, I. 279; (grande enquête de), I. 312.

Gualvez (Cristobal) sa destitution, II. 180.

Guandâ Piemontese, II. 248.

Gueldre (soulèvement des paysans en), I. 280.

Guerriers (évêques), I. 9, 41.

Guglielma de Milan, — voir Guillaume, Guillemmites.

Guglielmo III, év. de Chieti, III. 204.

Gui d'Auvergne entreprend la croisade, I. 148, 155.

Gui II de Cambrai épargne Marguerite la Porete, II. 123.

Gui Caprier (vénalité de), II. 70.

Gui de Cobardon persécute les Vaudois, II. 158.

Gui Dauphin, III. 273.

Gui, év. d'Elne, ordonne de célébrer la fête de l'Immaculée Conception, III. 598.

Gui Foucoix. Voir *Clément IV*.

Gui de *Lévis*, accusé d'hérésie, II. 72.

Gui de Montfort, I. 180, 182, 193, 198, 200.

Gui, légat pontifical en Languedoc, I. 136.

Gui de Reims brûle des hérétiques en 1204, I. 307.

Gui de Vaux-Cernay, L. 159, 168.

Guibert de Nogent, sur les charmes qui empêchent la consommation du mariage, III. 418.

Guichard, év. de Troyes (procès de), III. 431.

Guido Maltraverso condamné Armano Pongiluppo, II. 241; réclame Ferrare au nom de l'Eglise, III. 194.

Guido de Milan achète l'absolution, I. 41.

Guido da Sesto, inq. de Milan, II. 218.

Guido da Tusi (tribunal de), II. 212.

Guidone da Cocchenato, inq. II. 237; III. 99, 100.

Guillabert de Castres, L. 193; II. 34.

Guillaume (cardinal), inq.-général, L. 398.

Guillaume le Conquérant emploie la magie, III. 420.

Guillaume d'Auvergne, év. de Paris, sur le cumul des bénéfices, L. 25; condamne des erreurs scolastiques, III. 561; sur la Vision Divine, III. 590.

Guillaume de Beaujeu (mort de), III. 247.

Guillaume le Berger, émule de Jeanne d'Arc, III. 377.

Guillaume des Bordes convertit les Vandois, II. 152.

Guillaume de Cobardon, II. 56.

Guillaume d'Essey, L. 263.

Guillaume le Franciscain, L. 277.

Guillaume de Gennep (Cologne) persécute les hérétiques, II. 385, 386.

Guillaume de Hilderness, II. 406.

Guillaume de Montpellier offre d'exterminer l'hérésie, L. 136.

Guillaume de la More, III. 301.

Guillaume de Morières, II. 80, 81.

Guillaume l'Orfèvre, II. 320, 322.
Guillaume de Paris, seconde Foulques de Saint-Georges, II. 79; condamne Marguerite la Poitevine, II. 123, 575; ordonne l'arrestation des Templiers, III. 260; mène le procès des Templiers, III. 262.

Guillaume de Plaisian, III. 281, 282, 284, 290.

Guillaume de Reims persécute les Cathares, L. 111, 112.

Guillaume de Tudèle (poème de), L. 127, 138.

Guillaume de Vézelay (incertitude de), touchant le châtiment des hérétiques, L. 308.

Guillaume de Villars et l'Inq., II. 130.

Guillelma de Milan, III. 90.

Guillemites, III. 91; (sort des), III. 100; (les Visconti accusés d'être), III. 197.

Guillem Arnaud, inq. agit par délégation de l'autorité légatine, L. 330, nommé inq., II. 8; son activité, II. 10, 21; chassé de Toulouse, II. 17; exc. Toulouse, II. 19; exc. les magistrats de Toulouse, II. 24, 569; poursuit les seigneurs de Niort, II. 28; (assassinat de), II. 36.

Guillem Arnaud, év. de Carcassonne, L. 356.

Guillem Autier, II. 106.

Guillem Calverie, I. 420, 421, 429; II. 95.

Guillem Falquet (voyages de) en Lombardie, II. 50.

Guillem de Fenasse (cas de), L. 519.

Guillem Fournier (voyage de) en Lombardie, II. 49.

Guillem Fransa (procès de), II. 100.

Guillem Giraud, antipape Oliviste, III. 80.

Guillem Jean (trahison et meurtre de), II. 106.

Guillem du Mas-Saintes-Puelles, II. 37.

Guillem de Montanagoul, II. 2.
 Guillem de Narbonne agit en
 qualité d'inq. L. 334.
 Guillem Pagès, missionnaire
 cathare, II. 61.
 Guillem Pélisson, II. 8, 47-48.
 Guillem Pierre défend l'Inq.
 II. 87; affirme l'extinction du
 Catharisme, II. 104.
 Guillem Ruffi brûlé comme
 Apôtre, III. 123.
 Guillem de Saint-Seine, sur
 l'obstruction aux travaux de l'Inq.
 II. 63; (procès de) comme vendeur
 d'indulgences, III. 623, 662.
 Guillem Salavert (procès de), L.
419, 428; II. 95, 573.

Guillem Sierède (procès de), I.
409.
 Guillem de Solier, L. 316, 435.
 Guillermo de Valence menacé
 par Jayme II, III, 55.
 Guillot de Picardie attaque les
 Mendians, L. 287.
 Guion de Cressonessart, II. 123.
 Guiraud d'Anterive (enquête
 contre), L. 499.
 Guiraud de Niort, II. 13, 29.
 Guiraud Valette destitué par Clé-
 ment V, III. 61.
Gulathingenses leges (la magie
 dans les), III. 432.
 Gumiel (abbaye de), L. 248.
Gyrovagi, L. 37.

H

HABILETÉ des accusés à déjouer
 les ruses de l'Inq., L. 444.
 Habonde (Dame), III. 494.
Hæreticus indutus, L. 92.
 Hagen (Mathieu) brûlé à Berlin,
 II. 445.
 Hainaut (Lollards dans le), II.
368.
 Haiton II d'Arménie, L. 298;
 III. 35.
 Hako Hakonsen (lois d') contre
 la magie, III. 432.
 Halberstadt (év. d') exc. Bur-
 chard III de Magdebourg, III. 302.
 Hales (Alexandre), sur la pau-
 vreté des Franciscains, III. 7; sur
 la Conception de la Vierge, III.
596.
 Halle (*Vaudois à*), II. 347.
Hamleypur, III. 405.
 Hammer-Purgstall, sur les pré-
 tendues idoles des Templiers, III.
564.
 Hans de Niklaushausen, II. 448.
 Harold Harfaager, III. 408.
 Hartmann de Kiburg persécuté
 les hérétiques, II. 363.

Hartwig de Brême, ses démêlés
 avec les Stedingers, III. 483.
 Havemann (nombre des Templiers
 selon), III. 250.
 Haymo de Feversham, III. 3, 7.
 Hébreux (magiciens), III. 308;
 (sorcières), III. 396, 493.
 Heidelberg (réforme des Fran-
 ciscains de), III. 172; (sorcières
 brûlées à) en 1446, III. 536.
 Heinz von Mullenheim, II. 345.
 Heisterbach (abbaye de), sa bien-
 faisance, I. 35.
 Hélinand de Reims, L. 8.
 Hemmenrode (abbaye de), sa
 bienfaisance, L. 35.
 Hemmerlin (Félix) attaque les
 Béguins et Béguines, II. 441; (récit
 des missions lussites par), II. 532.
 Hendrik de Brabant mène la croi-
 sade contre les Stédingers.
 Hendrik Selle van Herenthals,
 inq. persécuté les Frères du Libre
 Esprit, II. 377.
 Hengst, sorcier guérisseur, III.
508.
 Hennins, III. 208.

Henri III (Empereur) pend des Cathares, L. 110.

Henri V (Empereur), ses relations avec Pascal II, III. 181.

Henri VI, ses lois contre l'hérésie, L. 319, 481, 502; défend le comte de Sayn, II. 310; croisade contre les hérétiques, II. 341, 343.

Henri VII (Empereur), sur la confiscation, L. 320.

Henri I^{er} (France), vend les évêchés, L. 8.

Henri IV (France), sa mort prophétisée, III. 446.

Henri I^{er} (Angleterre), ses lois sur la magie, III. 420.

Henri II (Angleterre) persécute l'hérésie, L. 113, 121.

Henri III (Angleterre) seconde Raymond, I. 191; abandonne Raymond, L. 196; arrête l'enquête de Grosseteste, I. 3, 2.

Henri IV (Angleterre) persécute les Lollards, L. 352; tente de détruire la magie, III. 467.

Henri V (Angleterre) persécute les Lollards, L. 353.

Henri VI (Angleterre) son expédition contre Paris, III. 352; ses lettres au sujet de Jeanne Darc, III. 374;

Henri VIII, sa législation sur l'hérésie, L. 353.

Henri de Agro, inq. d'Allemagne, II. 386.

Henri d'Albano, sur l'état de l'Eglise, L. 52.

Henri de Cambrai et son chapitre, III. 447.

Henri da Ceva, III. 63, 81, 444.

Henri de Chamay (plainte de l'év.), I. 351; obtient confirmation des privilèges de l'Inq., L. 385; II. 130; ses assemblées d'experts, L. 389; découvre des faux-témoins, L. 441; ordonne la destruction des maisons d'hérétiques, I. 482; poursuit les morts, L. 523; sentences contre des Cathares, II. 408; activité, II. 124; persécution des Van-

dois, II. 451; fait brûler des Olivistes.

Henri de Clairvaux attaque les Cathares, L. 120, 121.

Henri de Coblenz (plaintes d'), à Bâle, II. 533.

Henri, arch. de Cologne (querelles d'avec la curie, II. 337.

Henri de Flistigen, L. 277.

Henri de Fünfkirchen, II. 543.

Henri de Gand, sur la souveraineté populaire, III. 139.

Henri de Hesse convertit Nicolas de Bâle, II. 405; sur la corruption de l'Eglise, III. 636.

Henri de Lastenbock, II. 457, 459.

Henri de Lausanne, L. 69.

Henri d'Olmütz persécute les Vaudois, II. 400.

Henri Minneke (procès d'), L. 315.

Henri Raspe persécute les hérétiques, II. 343.

Henri, év. de Ratisbonne extermine l'hérésie, III. 89.

Henri de Reims persécute les Cathares, L. 112.

Henri de Velhringen, L. 306; II. 316.

Henri de Virnenburg (Cologne) poursuit maître Eckart, L. 361; II. 359; persécute les Béghards, II. 367, 373.

Henricienne (hérésie) reprochée aux adversaires de la papauté, III. 182.

Henriciens (hérésie des), L. 72.

Hérésie (L'), L. 57; populaire, L. 60; III. 550; définition technique, III. 644; causée par la corruption du clergé, I. 61, 82; II. 493, 531; (désordres sexuels attribués à), L. 85, 101; II. 335, 357, 408, 474; III. 97, 127, 169; crime suprême, L. 211, 213, 236; (hésitation sur le châtiment de), L. 220, 308; (difficultés des procès), L. 307; (faiblesse des témoignages suffisant à prouver), L. 437; (juridiction sur), L. 437, 462, 495; entraîne la confiscation, I. 503;

créée par l'Eglise, L. 544; (Protection de) en Languedoc, II. 5; liée à la politique en Italie, II. 191, 223, 229; III. 189; (emploi de) comme facteur politique, III. 191; accusations mutuelles pendant le Grand Schisme, III. 204, 208; (prédisposition populaire à accepter), III. 592; (maux causés par l'extermination de), III. 636; de ceux qui refusent de payer les dîmes, I. 26; III. 185; antisacerdotale, L. 64; des Vaudois, I. 79; II. 150; des Cathares, I. 93; de la tolérance, L. 224; de l'usure, L. 359; encourue pour être demeuré sous l'exco., L. 404; II. 422; de Boniface VIII, II. 97; des Amauriens, II. 320; des Lucifériens, II. 335; des Frères du Libre Esprit, II. 356; des Flagellants, II. 384; des Winkeliers, II. 400; des Hommes d'Intelligence II. 406; des Frères de la Croix, II. 407; de Hans de Niklaushausen, II. 418; d. Jean de Wesel, II. 420; des Wickliffites, II. 440; de la communion sous les deux espèces, II. 472; de Jean Huss, II. 481; des Hussites, II. 549; des Frères Bohêmes, II. 561; des Joachites, III. 24; des Franciscains Spirituels, III. 62; des Olivistes, III. 78; des Guillelmites, III. 90; des Frères Apostoliques, III. 420; de l'Esprit de Liberté, III. 424; de la pauvreté du Christ, III. 434; de la désobéissance, I. 229; III. 181, 189, 192, 616, 617; des Visconti, III. 498, 200; attribuée aux Templiers, III. 269; de la magie, III. 435, 449, 450; de ceux qui nient la réalité du pouvoir des sorcières, III. 465; des scolastiques, III. 561; de ceux qui nient la Vision divine, III. 595; de l'Immaculée Conception, III. 600; relative à la Vierge, III. 603; du martyre subi pour la défense de l'Immaculée Conception, III. 616; de la simonie, III. 625.

Hérétique, L. 94.

Hérétiques (ou ne doit pas garder la foi jurée aux), I. 174, 228; II. 468; (interdiction d'ensevelir les), L. 232; (la compassion pour les) qualifiée péché, L. 240; (témoignage des), I. 316, 321, 434, 436; mis hors la loi, L. 319, 321; (devoir d'arrêter et de dépouiller les), L. 322; (châtiment des relations avec des), II. 31.

Herman de Ryswick, II. 423; III. 365.

Hermann de Minden, sur les dispenses accordées par le pape, III. 28.

Hermann de Soest brûlé pour magie, III. 423.

Hermannus Alemannus traduit Averroès, III. 561.

Hérodiade, III. 494.

Herzégovine, défendue par les Cathares, II. 344.

Heyden (Jean), magicien, III. 459.

Hildebert, du Mans, sur la curie pontificale, L. 17, 20; réfute Henri de Lausanne, L. 69.

Hildegarde (Sainte), sur les abus de l'Eglise, I. 53.

Hincmar condamne Gottschalc, L. 217.

Hindones (sorcières), III. 493.

Hindons (éléments), dans le mysticisme germanique, II. 364.

Hippolyte de Porto, sur les fraudes des magiciens, III. 423.

Holda, III. 494.

Hollande (soulèvement des paysans en), L. 280.

Homicide, interdit par les Vaudois, L. 80; II. 150; par les Cathares, L. 99; par les Frères Bohêmes, II. 562.

Hommes d'Intelligence (sectes des), II. 405.

Honestis, bulle, III. 547.

Hongrie (prétentions de la) sur la Bosnie, II. 240; missionnaires dominicains, II. 293; invasion tartare, II. 296; contumace de La-

dislas IV, II. 298; croisades contre la Bosnie, II. 301; conquiert la Bosnie sur les Turcs, II. 314; Flagellants, II. 393; Vandois, II. 397, 400; Jérôme de Prague prêche le Hussitisme, II. 496; (prédominance du Hussitisme en), II. 525; (persécution des Hussites en), II. 542, 544; (concubinage des ecclésiastiques en), II. 513; (sommes recueillies par le Saint-Siège en), III. 69; (l'Eglise grecque en), III. 617.

Honorius (Empereur), ses lois sur la magie, III. 398.

Honorius III dénonce la corruption du clergé, L. 53, 129; action en Languedoc, L. 185, 186, 187, 190, 191, 198; efforts pour obtenir des prébendes, L. 195; rédige et ratifie l'édit de couronnement de Frédéric II, L. 133, 322; favorise les Dominicains, L. 254, 279; condamne Henri Minneke, L. 315; II. 324; nomme des inq. II. 198; ses tentatives en Bosnie, II. 292; affirme l'orthodoxie de Joachim, III. 14; dégrade Muñoz de Santiago, III. 129.

Honorius IV rejette les appels de Carcassonne, II. 60; somme Parme de se soumettre, II. 238; ses démêlés avec Armano Pongiluppo, II. 244; ralentit la persécution en Toscane, II. 242; condamne les Frères Apostoliques, III. 107; (mort d'), L. 290.

Honorius d'Autun, sur la supériorité du clergé, L. 1; sur le devoir de persécution, L. 224.

Hospitaliers (organisation des), III. 239; (dé moralisation des), III. 243; (conquête de Rhodes par les), III. 218; (richesse de l'Ordre des), III. 251; menacés en 1307, III. 278; obtiennent les biens du Temple, III. 302, 323, 329, 330, 331, 333; paient des pensions à des Templiers, III. 313, 315, 324, 331, 332; admettent des Templiers dans leurs rangs, III. 324.

Hostie (pouvoir magique de l'), L. 49.

Hôtes d'hérétiques, leur châtiment, L. 321, 431.

Houdancourt (hérétiques brûlés à), II. 115.

Hradisch (Martin Loquis brûlé à), II. 519.

Hrimthursar, III. 401, 404.

Irvoje Vukic de Bosnie, II. 204, 305.

Hugo de Salm, Templier, III. 303.

Hugolin de Polignac (fraudes de), L. 492.

Huguenin de la Meu, III. 537.

Hugues d'Auxerre, extermine l'hérésie, L. 130.

Hugues le forgeron, voisin des Dominicains de Carcassonne, II. 132.

Hugues de Digne favorise le Joachitisme, III. 18.

Hugues Gérold, de Cahors (sort de), L. 537.

Hugues le Noir (pouvoirs inquisiteurs de), II. 110.

Hugues de Payen fonde l'Ordre du Temple, III. 238.

Hugues de Péraud, III. 247, 248, 274, 290, 326.

Humains (sacrifices), en magie, III. 390, 393, 398; en alchimie, III. 474.

Humanisme (influence de l') en Italie, III. 565.

Humanistes (hostilité des) contre les Dominicains, II. 423.

Humbert de Beaujeu commande en Languedoc, L. 200.

Humbert de Viennois persécute les Vaudois, II. 154.

Hummeric persécute les Catholiques, L. 216.

Huns, descendants de démons, III. 385.

Hunyady (Jean), son intervention en Bosnie, II. 311, 312; (victoire de), à Belgrade, II. 553.

Huss (Jean), (précurseurs de), II. 436; débuts, II. 411; (em-

prunts de) à Wickliff, II. 448;
(exc. de), II. 450; tout puissant
en Bohême, II. 452; (présence de)
nécessaire à Constance, II. 455;
(nécessité de l'arrestation de), II.
460; (procès de), II. 469; (doctri-
nes impardonnables de), II. 481; ad-
mette l'hérésie doit être châtiée, L.
540; efforts pour obtenir son ab-
juration, II. 486; (exécution de),
L. 552; II. 492; vénéré comme un
martyr, II. 494, 507, 509.

Hussites, II. 506; leurs rela-

tions avec les Vaudois, II. 457;
sauf-conduits pour Bâle, II. 466.

Hussitisme en Allemagne, II.
440, 442, 444; union avec la sect.
vaudoise, II. 445; dans les pro-
vinces danubiennes, II. 543, 544-
545, 549; en Hongrie, II. 525,
542; en Pologne, II. 496, 525,
544, 549, 551.

Hyacinthe (Saint) de Hongrie,
II. 293.

Hypothèques contractées par des
hérétiques (invalidité des), I. 524

I

Inas d'Edesse (cas d'), L. 230.

Ibn Roschd, III. 558.

Idacius poursuit Priscillien, L.
213.

Idole attribuée aux Templiers,
III. 263, 270.

Iglau (pacification d'), II. 538.

Ignorance, n'excuse pas l'héré-
sie, L. 450.

Illuminisme de saint Bonaven-
ture, III. 26; des mystiques alle-
mands, II. 362, 364, 365; des
Ortlibenses, II. 357.

Illusions causées par la magie,
III. 407; du Sabbat, III. 493.

Images (culte des) condamné
par Mathias de Janow, II. 437;
par les Wicklifites, II. 440.

Immaculée Conception, III. 596;
(Ordre de l'), III. 607.

Immortalité de l'âme (négarion
de l'), III. 559, 560, 562, 564, 565,
569, 572, 574, 576.

Immunité des croisés, L. 448;
des ecclésiastiques, L. 2, 32; III.
629; des familiers, L. 381; des
moines, suspendue par le crime
d'hérésie, L. 314.

Impeccabilité (hérésie de l'), II.
320, 322; chez les *Ortlibenses*,

II. 356; dans le mysticisme alle-
mand, II. 364; dans l'Esprit de
Liberté, III. 424.

Impériale (législation) contre la
magie, III. 392.

Impiété de l'Eglise au xv^e sié-
cle, III. 566, 577.

Impossibilité de la défense pour
l'accusé, L. 450.

Imposteurs (les Trois), III. 560.

Imprécatrices (messes), III. 447.

Imprimerie (usage de l') par les
Frères Bohêmes, II. 566; con-
damnée par les Observantins, III.
436.

Incantation (la messe employée
comme), L. 50; (pouvoirs de l'),
III. 391; chrétienne, III. 400.

Incapacités frappant les descen-
dants d'hérétiques, L. 321, 380,
498.

Incarcération. Voir *Emprison-
nement*.

Incarnements du Christ, III.
127, 166.

Inceste (tolérance de l'), L. 32.

Incrédulité populaire touchant
le pouvoir des sorcières, II. 533,
540, 546.

Incubes, III. 383, 501, 542.

Indélibilité du caractère sacerdotal, L. 4.

Index (Lulle mis à l'), III. 587, 588.

Indulgences (théorie des, L. 41; (vente des), L. 44; employées contre l'Eglise, L. 184; accordées aux inq., L. 239; récompensant les missionnaires, L. 297; rejetées par Jean Vitrier, II. 137; par les Vandois, II. 450; par Luther, II. 425; à Prague en 1393, II. 438; par les Wickliffites, II. 440; par Huss, II. 449; (résistance populaire aux), II. 450; lancées par Jean XXII, III. 67; accordées à Savonarole sur l'échafaud, III. 234; (abus des), III. 246; pour payer l'emploi de la torture, III. 300; pour persécuter les sorcières, III. 546; (marchands d'), III. 621, 662.

Industrie (influence de la confiscation sur l'), L. 524.

Infantile (communion), II. 474, 512, 534.

Infenales (divinités), dans la magie latine, III. 390.

Influence de l'Inq., L. 557; III. 641.

Ingelger d'Anjou recouvre les reliques de Saint-Martin, L. 48.

Ingheramo da Macerata, II. 498.

Inimitié, seule exception pour récusar les témoins, L. 435, 436, 446, 448; III. 517.

Initiation (rites de l'), dans l'Ordre du Temple, III. 268, 272.

Innocent II réclame l'autorité féodale sur les dignités ecclésiastiques, L. 6; sur les messes servies par des prêtres concubinaires, L. 63; condamne Henri de Lausanne, L. 70; condamne Arnaud de Brescia, L. 73; persécute les Cathares, L. 117.

Innocent III, sur la supériorité du clergé, L. 4; déplore la simonie, L. 7; poursuit des év., L. 14; (dé-intéressement d'), L. 18; punit les falsificateurs de brefs pontifi-

caux, L. 19; réclame des bénéfices pour ses amis, L. 25; protège Waldemar de Schleswig, L. 33; combat les Cathares en Slavonie, L. 107; II. 291; extermine les Cathares de Viterbe, L. 416; déclare la guerre à l'hérésie, L. 428; explique l'hérésie par la corruption du clergé, L. 429; interdit aux laïques la lecture de la Bible, L. 231; lève l'exéc. encourue par Raymond VI, L. 433; son intervention en Langue doc, L. 436-83; convoque le C. de Latran, L. 481; sa législation contre l'hérésie, L. 220, 232, 320, 431, 444, 502; déclare qu'on ne doit pas tenir les engagements contractés à l'égard d'hérétiques, L. 224; fait prêcher la croisade par Foulques de Neuilly, L. 245; approuve les Pauvres Catholiques, L. 246; approuve l'Ordre dominicain, L. 252; approuve la Règle des Franciscains, L. 257; interdit l'emploi de l'ordalie, L. 306; II. 317; dégrade l'év. de Coire, L. 403; constate l'hérésie à Rome, II. 492; menace Milan, II. 494; apaise les troubles de Plaisance, II. 496; condamne l'erreur de Joachim sur la Trinité, III. 43; réprimande les Templiers; III. 243; nie l'Immaculée Conception, III. 596; ses démêlés avec l'Eglise grecque, III. 617, 619.

Innocent IV (élection d'), II. 26; exemple du cumul des bénéfices I. 25, 26; sur l'immunité des Croisés, L. 44, 448; restreint les privilèges des Pauvres Catholiques, I. 248; favorise les Mendians, L. 273, 282; sa bulle contre les Mendians, L. 283; sa mort provoquée par les prières des Dominicains, L. 284; impose l'adoption de lois de persécution, I. 322; subordonne les Mendians à l'Inq., I. 362; sa bulle *Ad Extirpanda*, L. 337; sa législation sur l'Inq., L. 201, 333, 335, 344, 370, 381, 382, 421, 438, 452, 467, 471, 472, 473, 489, 485.

495, 496, 505, 509, 510, 516; II. 3, 10, 45, 16, 91, 119, 120, 166, 167, 168, 221, 233; sur l'affaire de Manfredi di Sesto, L 161; restreint l'emploi de l'interdit, II. 3; refuse de relever les Dominicains des fonctions inquisitoriales, II. 39; lève l'exéc. de Raymond VII, II. 47; nomme Giovanni Schio inq. à vie, II. 206; ordonne la persécution à Florence, II. 211; tire parti de la mort de Frédéric II, II. 213; canonise Pierre Martyr, II. 216; s'aliène Milan, II. 219; ordonne de détruire Gatta, II. 220; attaque Ezzelin da Romano, II. 225, 226; stimule l'activité des inq. II. 238; tente d'introduire l'Inq. à Venise, II. 250; transfère à Kaloesa le siège de Bosnie, II. 296; interdit les croisades contre la Bosnie, II. 297; ordonne la persécution en Bohême, II. 327; adoucit la règle de pauvreté des Franciscains, III. 8; ordonne une croisade contre Frédéric II, III. 189; son pouvoir politique, III. 190; ses rapports avec l'Eglise grecque, III. 617, 618, 619;

Innocent V, premier pape dominicain, L 256.

Innocent VI, sa querelle avec Venise, II. 273; demande la révision des statuts de Florence, II. 280; ordonne une croisade contre la Bosnie, II. 303, 304; introduit l'Inq. en Allemagne, II. 385; réprime les Flagellants, II. 393; autorise la poursuite des Juifs fugitifs, L 396; réclame des dîmes en Allemagne, II. 433; persécute les *Fratricelli* de Crimée, III. 167; brûle des *Fratricelli* à Avignon, III. 168; persécute Gentile de Spolète, III. 171; cite à comparaître Bernabo Visconti, III. 202; triomphe des Maffredi, III. 203; ses rapports avec l'Eglise grecque, III. 617.

Innocent VIII exempte les Franciscains de l'Inq. I 363; III. 178;

sur le refus de brûler des hérétiques, L 539; III. 547; condamne Jean Laillier, II. 413; ordonne la croisade contre les Vaudois, II. 159, 266; approuve l'Ordre des Récollets, III. 180; affirme l'existence des Incubes, III. 384; stimule la sorcellerie, III. 540, 547; menace Jean Pic de la Mirandole, III. 573; ses rapports avec l'Eglise grecque, III. 621; justifie l'immoralité, III. 644.

Innocent X unit les Bégains et Bégaines aux Tertiaries, II. 413. Innsbrück (les sorcières d'), III. 541.

In pace, L 187.

Inquisiteur-général (création de l') L 397.

Inquisiteurs séculiers L 311; pontificaux (nomination d') L 329; tout d'abord auxiliaires des év. L 330; leurs relations avec les év. L 331, 318, 363, 364; interdiction de percevoir des amendes, L 331; autorisation de percevoir des amendes, L 332; (pouvoirs arbitraires des), L 333, 405, 410; modifient les lois à leur gré, L 322, 342; (juridiction universelle des), L 347; obtiennent des évêchés, L 348; (serment exigé des), L 351; (âge minimum des), L 371; (ignorance des), L 376, 388; vendent des ports d'armes, L 383; négligent l'assemblée d'experts, L 391; agissent en qualité de confesseurs, L 399; autorisés à employer la torture, L 422; (la défense confiée aux soins des), L 447; (présents reçus par les), L 481; (luxu extravagant de certains), L 528; peuvent faire l'office d'exécuteurs, L 537.

Inquisitio, L 310.

Inquisition (origine de l') L 305; épiscopale, I 356; pontificale (premiers essais d'), L 326; pontificale, organisée, L 330; ses relations avec l'épiscopat, L 331; devient permanente, L 335; obtient la prédominance sur le pouvoir civil,

L. 337; organisée par la bulle *Ad Extirpanda*, **L. 340**; (opposition à l'), **L. 349**; refuse de montrer ses registres aux év. **L. 350**; (efficacité de l'), **L. 364, 366, 394**; (organisation de l'), **L. 369**; (secret de la procédure de l'), **L. 376, 380**; formalités pour en appeler, **L. 434**; (fonctions pénales de l'), **L. 439**; son intervention dans la confiscation, **L. 505**; (dispositions pourvoyant aux dépenses de l'), **L. 532, 542, 525**; (influence de l') sur l'Eglise, **L. 537**; (influence de l') sur la jurisprudence séculière, **L. 539**; (établissement de l') à Toulouse, **II. 8**; (introduction de l') en France, **II. 143**; (introduction de l') en Aragon, **II. 165**; (absence d') en Castille, **II. 180**; (écho de l') au Portugal, **II. 188**; (développement de l') en Italie, **II. 201**; (carrière de l') à Naples, **II. 245, 284**; (introduction de l') à Venise, **II. 249, 273**; (introduction de l') en Bosnie, **II. 299**; (début de l') en Allemagne, **II. 333**; (établissement définitif de l') en Allemagne, **II. 385**; (début de l') en Bohême, **II. 428**; (emploi de l') dans la guerre contre les Hussites, **II. 506, 542, 545**; utilisation de l') pour des desseins temporels, **II. 226, 227, 230**; **III. 449, 490, 259, 357**; (emploi de l') pour écraser les Templiers, **III. 259**; (emploi de l') contre Jeanne d'Arc, **III. 357**; (la connaissance des crimes de magie refusée à l'), **III. 434**; (poursuites organisées de l') contre la magie, **III. 448**; (juridiction de l') à l'égard des sorcières, **III. 544**; stimule la sorcellerie, **III. 538, 539, 543**; (opposition à l') dans la persécution des sorcières, **III. 544, 546**; (nombre des sorcières victimes de l'), **III. 549**; indifférence de l') à l'égard de l'Averroïsme, **III. 565**; rôle dans la controverse sur l'Immaculée Conception, **III. 609**; censure littéraire)

III. 612; (questions négligées par l'), **III. 616**; (juridiction de l') sur les marchands d'indulgences, **III. 622**; (négligence de l') à l'égard de l'hérésie de simonie, **III. 625**; (échec de l') à la venue de la Réforme, **III. 648**.

Inquisitoriale (pouvoir de l'ex.), **L. 500**; (procédure), **L. 340, 399**; (efficacité de la), **II. 334, 336**; appliquée à la sorcellerie, **III. 543**; devant les tribunaux séculiers, **L. 402, 408, 560**.

Insabbatati, ou Vandois, **L. 77**.

Institutor (Henri), **III. 540, 544**.

Interdit (abus de l'), **II. 3**; pour le recouvrement des créances, **II. 278**; (effet de l') sur le commerce, **II. 284**; **III. 495**.

Interrogatoires d'Inq. **L. 410, 444**; **III. 448**.

Introduction à l'Evangile Eternel **L. 285, 287**; **III. 20**.

Inviolabilité des ecclésiastiques, **L. 33**.

Invocation de démons (voir *Démones*); des saints (pouvoir de l'), **L. 50**.

Irlande (les Observantins introduits en), **III. 473**; poursuites contre les Templiers, **III. 299, 304**; procès de Dame Alice Kyteler, **L. 334**; **III. 456**.

Irrégularité (souci d'éviter l'), **L. 534, 537, 552**.

Isarn Colli (procès d'), **L. 420, 424**; **II. 95, 573**.

Isaru de Villemur (poème d') **II. 41, 24, 44, 52**.

Isidore (Saint), sur le devoir de persécution, **L. 216**.

Islande (loi sur la magie en), **III. 422, 432**.

Isle des Juifs (Jacques de Molay brûlé dans l'), **III. 325**.

Isolément des prisonniers, **L. 491**.

Italie, Arnaud de Brescia, **L. 72**; (l'hérésie vandoise surgit en), **L. 76**; les Cathares de Monforte, **L. 109**; le Catharisme au **xir** siècle,

L. 115; législation contre l'hérésie, L. 221; cruauté du droit criminel, L. 235; Pauvres Catholiques à Milan, I. 216; Flagellants, en 1259, L. 272; (les Ordres Mendians se parlent l'), L. 301; lois de Frédéric II, L. 321; persécution à Rome, L. 324; la première Inq. à Florence, L. 326; subordination de l'épiscopat, L. 332; surveillance des év. en matière de finances, L. 336; bulle *Ad extirpanda*, L. 337; affaire de Capello di Chia, L. 342; restriction des ports d'armes, L. 382; (premier emploi de la torture en), L. 421; (extorsions de l'Inq. en), I. 477; dispositions relatives à la confiscation, L. 505; dispositions spéciales pour la confiscation à Florence, L. 525; dépenses de l'Inq. L. 525; les sorcières de Brescia, L. 539; III. 546; (histoire de l'Inq. en), II. 491; persistance des Cathares, II. 255; Venturino da Bergamo, II. 380;

pèlerinage des *Bianchi*, II. 404; Flagellants, en 1448, II. 409; Franciscains Spirituels, III. 32; leur rébellion, III. 62; Guillelmo de Milan, III. 90; Segarelli et Dolcino, III. 103; développement des *Fratricelli*, III. 158; politique d'agrandissement du Saint-Siège, III. 189; intervention de Jean XXII en Lombardie, III. 197; Rienzo et les Maffredi, III. 203; Savonarole, III. 209; procédure contre les Templiers, III. 304; législation sur la magie, III. 431; (l'astrologie en), III. 440; (la sorcellerie en), III. 548, 546; (l'humanisme en), III. 566; dégradation morale, III. 643.

Ithacius poursuit Priscillien, L. 213, 215.

Ives Gillemme brûlé pour magie, III. 465.

Izeshue (rite) des Mazdéens, II. 472.

J

JACOB DE HOCHSTRATEN et Jean Reuchlin, II. 421.

Jacob de Soest poursuit Jean Malkaw, III. 207.

Jacob de Wodnan, II. 566.

Jacobe de Mies rend le calice aux laïques, II. 470.

Jacobins (fondation de l'Ordre des), L. 255.

Jacobites convertis par les Dominicains, I. 207, 298; III. 618.

Jacobo de las Leyes, L. 520; III. 430.

Jacopo da Brescia, III. 568.

Jacopo della Chiusa, L. 394.

Jacopone da Todi, L. 263; III. 41, 104, 534.

Jaquerie de Savoie en 1365, II. 260.

Jacques Antier, II. 106.

Jacques Bernard persécute les Vaudois, II. 150.

Jacques de More, son activité, II. 126.

Jacques de Polignac, ses fraudes, L. 490, 521.

Jacques de Voragine, sur Pierre Martyr, II. 216.

Jacquette de Bedford accusée de magie, III. 468.

Jannici, II. 566.

Janevisio (Bartolo), son hérésie, II. 176.

Janko de Wurzburg, son hérésie, III. 89.

Jannès et Jambres, III. 387.

Jaquarius, son *Flagellum*, III. 538; sur l'origine du Sabbat, III.

497; sur la peine capitale, III 515.

Jarnsida (répression de la magie à), III. 432.

Jayme I (Aragon), otage aux mains de Monfort, I 466, 477; demande l'introduction de l'Inq. II. 468; ses lois contre l'hérésie, I. 349; II. 463; se plaint de Bernard de Caux, I. 394; modifie l'Inq. à Narbonne, II. 46; ses lois sur la magie, III. 430.

Jayme II (Aragon), s. charte de 1276 à ses sujets de Majorque, I. 408; ordonne à ses fonctionnaires de seconder et de défrayer l'Inq. II. 170; ses relations avec Arnaud de Villeneuve, III. 52, 56; poursuit les Templiers, III. 310, 311, 323, 332; fonde l'Ordre de Montesa, III. 333.

Jayme I (Majorque) arrête les Templiers, III. 314.

Jayme (Fray) de Minorque, II. 89.

Jean IX, sur la condamnation des morts, I. 231.

Jean XXI (hostilité de) à l'égard des Mendians, I. 289; (sort de), I. 290; sa clémence à l'égard de Sermione, II. 235; favorise Jean de Parme, III. 25; condamne les erreurs de l'averroïsme, III. 562.

Jean XXII (élection de), II. 99; (caractère de), I. 357; III. 66; (trafic des indulgences par), I. 44, 45; limite la juridiction inquisitoriale, I. 347; procès de maître Eckart, I. 361; II. 359; ordonne le transfert de Pierre Trencavel, I. 367; III. 652; sur l'abus des familiers, I. 383; ordonne de brûler le Talmud, II. 556; protège Bernard de Castanet, II. 78; publie les Clémentines, II. 96; favorise l'Inq. II. 402, 574; ordonne d'exterminer les Vaudois de Turin, II. 259; ses efforts en Bosnie, II. 299; protège les Béguins et Béguines, II. 372; persécute Venturino de Bergamo, II. 381; empri-

sonne l'év. de Prague, II. 429; envoie des inq. en Bohême et en Pologne, II. 430; relève des vassaux du serment d'allégeance, II. 469; condamne le *Commentaire* d'Olivé, III. 48; persécute les Spirituels, III. 63, 69, 71, 72, 81, 85; cite à comparaître tous les Tertiaires, III. 77; dénoncé comme Antéchrist, III. 76; soulève la question de la pauvreté du Christ, III. 429; suspend la bulle *Exiit*, III. 430; lance la bulle *Cum inter nonnull* s., III. 434; querelle avec Louis de Bavière, II. 377; III. 435, 438, 454; condamne Marsiglio de Padoue, III. 440; poursuit ceux qui croient à la pauvreté du Christ, II. 248, 249; III. 443; arrête Michele da Cesena, III. 447; brûlé en effigie par Louis de Bavière, III. 449; refuse les offres de soumission de Todi, III. 450; châtime de Pier di Corbario, III. 451; persécute les Franciscains d'Allemagne, III. 453; sa procédure contre les Visconti, III. 96, 496, 499; son attitude touchant l'affaire du Temple, III. 317, 324, 331, 333; stimule la croyance à la magie, III. 452; échappe à des tentatives de meurtre par magie, III. 452, 458; retire à l'Inq. la connaissance des crimes de magie, III. 473; son hérésie touchant la Vision Divine, III. 592; ses relations avec l'Eglise grecque, III. 649; ses taxes de pénitencerie, III. 67, 626; sur les fraudes des marchands d'indulgences, III. 624.

Jean XXIII, subordonne les inq. aux provinciaux, I. 346; ordonne l'examen des écrits de Huss, II. 443; emprisonne les envoyés de Wenceslas, II. 446; ordonne la destruction du Hussitisme, II. 447; lance des indulgences, II. 449; exc. Huss, II. 450; convoque le C. de Constance, II. 453; sa politique à l'égard de Huss, II. 460; sa rupture avec le C. II. 480; sa

dépositon et sa mort, II. 481, 483 ; sur l'affaire de Jean Petit, III. 336.

Jean, roi d'Angleterre, soutient Raymond, I. 181.

Jean, roi de Bohême, fait élire Charles IV. III. 456.

Jean, roi de France, atténue la rigueur de la prison monastique, I. 488 ; autorisé à communier sous les deux espèces, II. 473.

Jean (João) III, de Portugal, II. 490.

Jean d'Amant (prétendu complot de) contre Jean XXII, III. 452.

Jean Arnoldi, inq. (menaces adressées à), II. 400.

Jean, év. d'Arras (cardinalat de), II. 435.

Jean d'Arsis, son zèle dans la confiscation, I. 518.

Jean d'Aumônes, sa réception au Temple, II. 276.

Jean de Baconthorpe, Averroïste, III. 564.

Jean-Baptiste (Saint), pouvoir de ses reliques. I. 48.

Jean Baudier, I. 437; II. 95, 112.

Jean de Bavière arrête Jérôme de Prague, II. 498.

Jean de Beaumont écrase l'insurrection de Trencavel, II. 26.

Jean de Beaume emprisonne Bernard Délicieux, II. 401; réconcilie Albi et Cordes, II. 102; défend la bulle *Quorumdam*, III. 74; soulève la question de la pauvreté du Christ, III. 130.

Jean aux Bellesmaisons lutte contre Waldo, I. 78.

Jean Bertrand, Templier (cas de), III. 296.

Jean de Boland, inq. II. 323.

Jean de Bourgogne demande l'introduction de l'inq. I. 530; II. 120, 117.

Jean de Bourgogne, inq. des Templiers, III. 315, 316.

Jean de Brescain (condamnation des erreurs de), III. 561.

Jean V de Bretagne et Gilles de Rais, III. 469, 471, 477.

Jean de Chlum, sa déclaration à Constance, II. 452 ; accompagne Jean Huss, II. 457, 460 ; proteste contre l'arrestation de Huss, II. 461, 462 ; sa sympathie pour Huss, II. 486, 490 ; sa soumission, II. 505.

Jean de Constantinople, poursuit Jérôme de Prague, II. 502 ; inq. pour juger les Hussites, II. 507.

Jean de Cormèle, Templier (cas de) III. 288.

Jean de Damas nie l'Immaculée Conception, III. 596.

Jean de Drasic, év. de Prague, II. 428, 431.

Jean Duprat, inq. de Carcassonne, II. 60, 108, 111, 76.

Jean de Falkenberg III. 337.

Jean de Fauoux, II. 92.

Jean de Fribourg, sur le port des vêtements masculins par des femmes, III. 353.

Jean Galande (cruauté de), II. 58.

Jean Gallus, inq. en Asie, I. 355.

Jean de Gorelle (erreurs de), I. 292.

Jean Graveran, inq. de Rouen, II. 140; III. 363.

Jean de Jandun aide Louis de Bavière, III. 439.

Jean de Jenzenstein, de Prague, II. 437.

Jean Langlois rejette la transsubstantiation, II. 144.

Jean de Lilomysl, II. 494, 507, 508.

Jean de Lorraine, docteur Vandois, II. 449.

Jean de Luxembourg stimule la persécution, II. 429.

Jean de Luxembourg et Jeanne Darc, III. 356, 358.

Jean le Maître, inq. juge Jeanne Darc, III. 362, 371, 372, 378.

Jean de Malestroït, év. de Nantes, III. 477, 478, 480.

Jean Martin, sur la falsification des registres, II. 72.

Jean de Maucocchin contraint de prêter le serment d'obéissance, I. 385.

Jean de Mayence persécute les Béguins et Béguines, II. 404.

Jean de Mechlin (hérésie de), II. 377.

Jean de Moravie persécute les Béghards, II. 413.

Jean de Nottingham jugé pour magie, III. 438.

Jean de Notoyra nommé inq., II. 24.

Jean d'Ocko persécute l'hérésie, II. 435.

Jean d'Oldenbourg soumet les Stedingers, III. 183.

Jean de Parme élu général des Franciscains, III. 8.

Jean de Parme (promesses d'Alexandre IV à), I. 284; zèle rigoriste de), III. 9; favorise le Joachimisme, III. 18; (l'*Evangile Eternel* attribué à), I. 288; III. 22; accusé d'erreurs et destitué, III. 23, 24, 25.

Jean de Penne rédige un appel pour Castel Fabri, II. 74.

Jean de Pequigny envoyé en Languedoc, II. 71, sa lutte contre l'Inq. II. 79, 82, 83, 84; (mort et réhabilitation de), II. 85.

Jean sans Peur assassine Louis d'Orléans, III. 334.

Jean Philibert (cas de), II. 418.

Jean-Pierre Donat (cas de), II. 7.

Jean de Pirna, II. 431.

Jean de Poilly sur la confession adressée aux moines, I. 290; vitalité de sa doctrine, I. 291, 292, 293, 294; II. 112.

Jean Prime (persécution de), III. 51.

Jean du Puy poursuit des ecclésiastiques de Limoges, II. 140.

Jean de Raguse (cardinal), réconcilie Jean Malkaw, III. 207.

Jean de Raguse, sur la communion sous les deux espèces, II.

473; à Sienne et à Bâle, II. 529, 533.

Jean de la Rochetaillade, III. 86.

Jean Ricolès (cas de), II. 83.

Jean Roger (cas de), III. 84.

Jean de Ruthberg, II. 363.

Jean de Rysbroek, II. 360, 377.

Jean de S. Angelo, sa légation en Bohême, II. 540.

Jean de Saint-Michel, II. 18.

Jean de Saint-Pierre, inq. I. 545; III. 45.

Jean de Salisbury, sur la supériorité du clergé, I. 4; sur le tyranicide, III. 335; sur le pouvoir de la magie, III. 418; sur l'hérésie dans la sorcellerie, III. 435; sur l'astrologie, III. 439; sur la divination par les songes, III. 447; sur les enfants dévorés par des sorcières, III. 503.

Jean de Samosate, I. 90.

Jean de Schweidnitz, inq. assassiné, II. 431.

Jean de Soissons protège les hérétiques, I. 110.

Jean de Strasbourg, brûlé en 1212, II. 316.

Jean de Symia, II. 293.

Jean Teisseire (cas de), I. 98; II. 9.

Jean de Tourne (exhumation de), III. 295.

Jean de Varennes (hérésie de), I. 64.

Jean de Vienne (pouvoirs inquisitoriaux de), I. 317; ordonne des tournées d'enquêtes, I. 370; envoyé à Montpellier, II. 23.

Jean Vidal (cas de), I. 475.

Jean Vigoureux (cruauté de), II. 58.

Jean la Vitte, III. 519, 520, 523.

Jean de Wesel (cas de), II. 420; III. 556.

Jean de Wildeshausen, év. de Bosnie, II. 291.

Jean de Winterthur, sur Jean xxii, III. 154; sur la simonie, III. 625.

Jean de Zara assiste les hérétiques, II. 300.

Jean de Zurich, év. de Strasbourg, persécute les Béguins et les Béguines, II. 369.

Jeanne 1^{re}, de Naples, seconde l'Inq. II. 281; (prédiction de Cecco au sujet de), III. 442.

Jeanne II, de Naples, persécute les Juifs, II. 286.

Jeanne Darc, III. 338; visions et voix, III. 340; (foi du peuple en), III. 347; (discussions au sujet de), III. 352; faite prisonnière devant Compiègne, III. 356; (procès de), III. 361; (chefs d'accusation établis contre), III. 370; (relapse et désespoir de), III. 371; (exécution de), III. 373; (imitatrices de), II. 376; (réhabilitation de), III. 378.

Jeanne Daubenton, brûlée, II. 126.

Jeanne de Toulouse, L. 199, 202, 204; II. 56.

Jeanne de la Tour (cas de), I. 487.

Jérôme (Saint), sur la persécution, I. 214; sur la folie et l'ascétisme, I. 239.

Jérôme de Prague (carrière de), II. 495; brûle des bulles papales, II. 450; persuade à Huss d'aller à Constance, II. 456; (sauf-conduit offert à), II. 463; (procès de), à Constance, II. 497; (exécution de), II. 505.

Jérusalem (Inq. dans le Royaume de), L. 376; (Assises de), ne font pas mention de magie, III. 431.

Jesi *Fraticelli* persécutés à), III. 176.

Jesol, refuge d'hérétiques, II. 273.

Jésuates (Ordre des), II. 274; III. 471.

Jésuites (missions des), II. 567; (Clément XIV veut abolir l'Ordre des), III. 324; soutiennent *Lulle*, III. 588; défendent le dogme de l'Immaculée Conception, III. 610.

Jésus-Christ (Ordre de) en Portugal, III. 317.

Jeûnes des Cathares, II. 97; des Templiers, III. 275.

Jeunes gens admis au Temple, III. 268.

Joachim de Flore, L. 102; II. 197; III. 10; (prophéties de), L. 285; III. 11; (erreur de) concernant la Trinité, III. 13; (les trois Eres de), III. 15.

Joachites en Provence, III. 17, 25.

Joachisme d'Arnaud de Ville-neuve, III. 53; des Olivistes, III. 44, 48, 65, 79; des Guillemites, III. 91; des Frères Apostoliques, III. 108, 109; des Fraticelli, III. 163; des Lullistes, III. 583.

Jordan (Frère) brûle des Luciférains, L. 456; II. 375.

Joscelin d'Avesne (prudente piété de), L. 46.

Joselme (Guillaume) au C. de Sienne, II. 528.

Joseppini, L. 88.

Jotuns, III. 402, 404.

Joug de bois (pénitence du), L. 468.

Jourdemaïne (Margery) brûlé pour magie, II. 467.

Juan 1^{er} (Aragon) dénonce Eymerich, II. 176; III. 386.

Juan 1^{er} (Castille) condamne l'astrologie, III. 445.

Juan II (Castille) poursuit Alonso de Mella, III. 169; brûle les livres de Villena, III. 490.

Juan de Aragon, ses miracles en Bosnie, II. 303.

Juan, év. d'Elne, ses démêlés avec les Juifs convertis, II. 178.

Juan de Epila, inq. d'Aragon, II. 179.

Juan de Lotger persécute les Spirituels, III. 85; poursuit les Templiers, III. 310, 313.

Juan de Pera-Tallada, III. 86.

Juana de Aga Sainte), L. 248.

Jubilé de 1300 (pèlerins au), L. 465.

Judaïsants (chrétiens) livrés au bûcher, II. 184.

Judaïsme (destruction de la magie dans le), III. 396.

Judas Iscariote (hérésie relative à), II. 176.

Juge (récusation du), L. 449.

Jugement séculier, succédant à la sentence inquisitoriale, III. 516.

Juges (les sorcières impuissantes contre les), III. 510.

Juifs (astrologues) brûlés en Espagne, III. 429; (livres) condamnés, II. 439; convertis, II. 63

178, 273; condition dans le Midi de la France, L. 67; crime de les admettre à remplir une charge, L.

444; non contraints au baptême, L. 242; massacrés en Espagne en

1391, L. 242; apostats (persécution des), L. 396; II. 122, 287;

leurs plaintes à Boniface en 1299, L. 438; extorsions de Louis IX, L.

515; doivent payer les frais de l'inq., L. 532; leurs relations

avec l'inq., II. 63, 96; III. 449; protégés par Hugues Aubriot, II.

428; admis à nommer un assesseur à l'inq. dans les affaires les

concernant, II. 139; persécutés à Naples, II. 284; persécutés en Sicile, II. 288;

pillés par Philippe le Bel, III. 255; persécutés en France en 1321, II. 380;

persécutés pendant la Peste Noire, II. 379; persécutés par les Flagellants, II. 382; protégés par Reuch-

lin, II. 424; brûlés par Capistrano à Breslau, II. 549; contraints à la

conversion en Espagne, II. 187; (magie parmi les), III. 387; leurs

incantations auraient provoqué la Peste Noire, III. 459.

Jules II accorde des privilèges à la Savoie, L. 425; approuve la

suppression de l'inq. à Naples, II. 289; ordonne la persécution des

sortièrès; III. 516; étouffe l'hérésie relative à la Conception du

Christ, III. 693; approuve l'Ordre de l'Immaculée Conception, III.

607.

Jules III fait brûler le Talmud, L. 566.

Julien (l'empereur) sur l'intolérance des Chrétiens, L. 213; tolère la magie, III. 397.

Julien de Sidon, III. 271.

Jurados de Sardaigne, L. 311.

Juramentum de calumnia, III. 481, 482.

Juridiction spirituelle (extension de la), L. 2; universelle de l'inq. L. 347, des év. mise en doute, L.

358; royale (extension de la), II. 57; sur la sorcellerie, III. 511.

Jury, pour les affaires de magie, II. 422, 433, 458, 541.

Jus primæ noctis, L. 269.

Justi (Jayme) (cas de), III. 168.

Justificatio Ducis Burgundia, III. 331.

Justinien condamne le Talmud, L. 554.

K

KALEVALA (la magie dans le) III. 403.

Kaleyser (Henri) son *exequatur*, II. 139, 578.

Kaloosa efforts de pour conquérir la Bosnie, II. 293, 296.

Kerlinger (Walter) inq. II. 387, 388, 392.

Kethene (Jean), III. 8.

Ketzer (origine du mot), L. 415.

Keynkamp (Werner), II. 361.

Kilwarby (l'arch.), condamne des erreurs, L. 352; III. 562.

Klokot' Adamites brûlés à), II. 518.

Knyvet' Sir J., réprime la magie, III. 467.

Konigsaal (monastère de), II. 432.
 Kosti (le) des Cathares, L. 92.
 Kostka de Postubitz, II. 521.
 Krasa (Jean), son martyre, II. 515.
 Kritiya, III. 386.

Kuttenberg (Hussites persécutés à), II. 511, 514. (diète de), 1485, II. 559.
 Kyteler (dame Alice), son procès, L. 354; III. 456.

L

LABARUM (le), III. 391, 395.
 Lacha (Guido), saint hérétique, II. 242.

La Charité (l'hérésie à) en 1202, L. 130; (Robert le Bougre à), II. 114; (défaite de Jeanne Darc à), III. 353.

Lacordaire, sur saint Dominique, L. 300.

Lactance, sur la tolérance, L. 242.

Ladice de Cyrène, III. 418.

Ladislav 1^{er} de Bohême (minorité de), II. 540, 541; invite Capistrano à la modération, II. 551; s'enfuit de chez les Turcs, II. 553; (mort de), II. 556.

Ladislav II, de Bohême, tolère les Utraquistes, II. 559; persécute les Frères Bohêmes, II. 566; lettre écrite par les Vaudois de Savoie, II. 267.

Ladislav (Saint), de Hongrie (la magie dans les lois de), III. 419.

Ladislav IV, de Hongrie (irréligion de), II. 298.

Ladislav de Naples favorise Hrvoje Vukcic, II. 305.

Ladislav III (Pologne), ordonne la persécution, II. 430.

Ladislav V (Pologne), persécute les Hussites, II. 523.

Lagny (l'abbé de), inq. pontifical en Angleterre, III. 299.

Lagny (Jeanne Darc à), III. 353.

La Grasse (abbaye de), III. 641.

Laillier (Jean), son hérésie, L. 294; II. 142.

Laïque (société), son incrédulité

coupable touchant la sorcellerie, III. 516, 546; (corruption de la), III. 641.

Laiques (administration des sacrements par des), chez les Vaudois, I. 84.

Lambert le Bègue, II. 351.

Lambert de Foyseux (cas de), II. 403.

Lambert de Strasbourg, II. 395.

Lamberto del Cordiglio condamne des Gibelins, III. 201; condamne Cecco d'Ascoli, III. 443.

Lamiae ou Lamies, III. 494, 503.

Lance (coup de), reçu par Jésus sur la Croix, hérésie à ce sujet, III. 46, 206.

Landucci (Luca), sa désillusion III. 231.

Langham (arch.), condamne des erreurs, L. 352.

Langland (William), sur les marchands d'indulgences, III. 622; sur l'amour et la vérité, III. 646.

Langres (affaire du chanoine de), en 1211, L. 307; (hérétiques à), II. 578; (C. de), en 1404, sur la magie, III. 466.

Languedoc (prédominance de l'hérésie en), L. 68; Vaudois, L. 78; II. 579; Catharisme, L. 121, 127; l'Eglise, L. 134; Croisades L. 147; organisation de l'inq., L. 330; subordination du pouvoir civil, L. 340; premier emploi de la torture, L. 423; intervention du pape dans les travaux de l'inq., L. 452; pèlerinages ordinairement imposés

aux pénitents, L. 466; Clément V institue une enquête sur les abus de l'Inq., L. 492; confiscation, L. 504, 513, 515; dépenses de l'Inq., L. 526; histoire de l'Inq., II. 1; (relations de l'Inq. de), avec Paris, II. 119; activité d'Henri de Charnay, II. 124; suprématie du Parlement, II. 130; déchéance de l'Inq., II. 144; Vandois, II. 147-9; hérétiques poursuivis à Naples, II. 246, 384; Joachimisme, III. 17; *Fraticelli*, III. 167; Dolcinistes, III. 122, 124.

Langues de drap rouge, portées par les pénitents, L. 441.

Lantelmo de Florence, L. 476; II. 203.

Laon (magiciens à) en 1390, III. 460.

La Palu, sa croisade contre les Vaudois, II. 460.

Lapidation des magiciens, III. 408.

Lapina (Donna) condamnée pour l'hérésie, III. 125.

Laponie (magiciens en), III. 407.

Larneta (assemblée de la), en 1241, II. 26.

Las Navas de Tolosa (victoire de), L. 169.

Latins d'Orient (caractère des), III. 245, 620; l'Eglise grecque, III. 618.

Latran (C. de) en 1102 sur l'hérésie de la désobéissance, III. 181; (C. de) en 1114, annule les serments de Pascal II, III. 182; (C. de) en 1139, L. 6; condamne Arnaud de Brescia, L. 73; condamne les Cathares, L. 117; sur le devoir de la persécution, L. 224; (C. de) en 1179 (les Vaudois comparaissent devant le), L. 78; condamne l'hérésie, L. 123; sur le devoir de la persécution, L. 224; restreint les privilèges des Templiers, III. 240; (C. de), en 1215 (convocation du) L. 181; ordonne la prédication, L. 24; condamne des abus, L. 41, 46; (échec des

réformes du), L. 53; condamne Raymond VI, L. 182; sur les jugements entraînant effusion de sang, L. 223; (C. de) en 1215 (Dominique assiste au), L. 252; rétablit l'Ordre des *Crucigeri*, L. 267; rend obligatoire la confession sacramentelle, L. 278; interdit l'usage des ordalies, L. 306; ordonne une Inq. épiscopale, L. 314; (législation du) sur l'hérésie, L. 320; sur les suspects défaillants, L. 403; condamne l'Amaurisme, II. 323; condamne l'erreur de Joachim, III. 131; échoue dans sa tentative pour réprimer les Ordres non autorisés, III. 103; (C. de), en 1515, combat les privilèges excessifs des Mendians, L. 294; condamne les erreurs philosophiques, III. 574; établit la censure littéraire, III. 614.

La Trémouille fait opposition à Jeanne Darc, III. 347, 354, 355.

Laurent de Médicis appelle Savonarole à Florence, III. 211.

Lauro (l'abbé de) publie une défense des poèmes de Joachim de Flore, III. 12.

Lavour (siège de), L. 166; (amendes consacrées à l'édification de l'Eglise de), L. 473; (C. de), 1213, L. 170, 171; (C. de) 1364, condamne les Dolcinistes, III. 124.

Lazzaretti (David) d'Arcidosso, III. 426.

Ledrede, év. d'Ossory, poursuit Alice Kyteler, L. 354; III. 456.

Légatine (Inq.) (essai d'une), L. 315, 317; (abolition de l'), II. 27.
Légats pontificaux (exactions des), L. 16.

Législation séculière contre l'hérésie, L. 81, 113, 319; contre la magie, III. 409, 413, 420, 422, 427.

Lèges au profit de fondations pieuses, L. 28; Franciscains autorisés à accepter, III. 29, 30.

Leidrad convertit des Feliciens, L. 217.

Le Mans, prédication d'Henry de Lausanne, L. 69.

Lentisque (le) de Raymond Lulle, III. [579](#).

Léon I^{er} règlemente les profits des sépultures, [L. 30](#); stimule la persécution, [L. 215](#); sur l'exé. des morts, [L. 230](#).

Léon X (concordat de) avec la France, [II. 131](#); favorise les Mendians, [L. 294](#); sur les faux témoins, [L. 442](#); sur le refus de brûler les hérétiques, [L. 539](#); III. [547](#); hésitations dans l'affaire de Reuchlin, [II. 424](#); ses instructions au sujet de Luther, [II. 426](#); réorganise les Franciscains, III. [65](#), [173](#); condamne des erreurs philosophiques, III. [574](#); institue la censure littéraire, III. [614](#).

Léon (Frère) brise le coffre à aumônes, à Assise, III. [4](#).

Léon (Cathares à), [II. 181](#).

Leonardo de Tibertis obtient des biens confisqués au Temple, III. [329](#).

Léonhard de Formbach, III. [640](#).

Léonor de Limiuanna (cas de), III. [479](#).

Lépreux (charité des Franciscains pour les), [L. 260](#); (école vaudoise pour les), [II. 347](#); persécutés en 1321, [II. 380](#); (compassion des Olivistes pour les), III. [82](#).

Lerida (ignorance de la persécution à), [II. 168](#); (C. de) en 1237, persécute les hérétiques, [II. 165](#); (C. de) vers 1240, au sujet de la communion, [II. 472](#).

Lèse-majesté (confiscation dans le cas de), [L. 501](#).

Letser (Jean), visions de la Vierge, III. [605](#).

Lettres pontificales (abus des), [L. 18](#); (falsification des), [L. 19](#).

Leuchardis, brûlé à Trèves en 1251, [II. 331](#).

Leutard (hérésie de), [I. 108](#).

Leuvigild (persécution sous), [L. 216](#).

Le Vasseur (Nicaise), III. [639](#).

Levone (sorciers de), III. [503](#), [516](#).

Lhotka (assemblée de) en 1467, [II. 564](#).

Liber Conformitatum, [L. 262](#);

III. [11](#).

Liber de Tribus Impostoribus, III. [560](#).

Libération. — Voir Relaxation.

Liberato da Macerata, III. [33](#), [35](#), [38](#), [39](#), [40](#).

Liberté (Frères de l'Esprit de), III. [124](#).

Licinius (ruine de), III. [394](#).

Liège (Cathares de), [L. 109](#), [111](#); esprit de tolérance, [L. 219](#); Béguins et Béguines, [II. 350](#); manie dantesque, [II. 393](#); (C. de), en 1287, contre les Béguins et Béguines, [II. 354](#).

Lilith, III. [383](#).

Lille (confiscation à), [L. 521](#); hérétiques brûlés, [II. 115](#), [139](#), [142](#), [158](#).

Lille en Venaissin (C. de), en 1251, réclame la production des registres de l'Inq. [L. 350](#); accorde des confiscations aux év., [L. 514](#).

Limoges (poursuites contre des ecclésiastiques de), [II. 140](#); (C. de), en 1031, sur la prédication, [L. 23](#).

Limoux, mise en liberté des hérétiques, [L. 452](#); pendaison de citoyens, [II. 86](#).

Limoux Noir (hérésie de), [II. 109](#).

Lipan (bataille de), [II. 535](#).

Lisbonne, l'Eglise marchande aux mourants les secours de la religion, [L. 30](#); hérésie de Thomas Scotus, [II. 188](#).

Lisiard de Soissons persécute les Cathares, [L. 140](#).

Lisieux (Foulques de Neuilly emprisonné par le clergé de), [L. 244](#); (C. de), en 1448, sur les magiciens, III. [515](#).

Litanies dominicaines (pouvoir des), [L. 284](#); des saints Olivistes, III. [80](#).

Lititz, centre des Frères Bohèmes, [II. 563](#).

Litis contestatio, [L. 403](#); dans

le procès de Gilles de Rais, III. 480.

Liutgarde (l'abbesse), III. 419.
Liutprand, ses lois sur magie, III. 411.

Livin de Würzburg (hérésie de), III. 89.

Livres, brûlés, L. 554; de Luther (condamnation des), II. 284; de Huss, brûlés, II. 446; d'Arnaud de Villeneuve, brûlés, III. 85; d'astrologie, brûlés, III. 446; de magie, brûlés, III. 438, 453; de Villena, brûlés, III. 490; (censure des), III. 612.

Llobet (Jann), son zèle pour Lulle, III. 581.

Lodève (Olivistes brûlés à), II. 77.

Lodi (év. de), sur le devoir de la persécution, L. 226; son sermon sur Huss, II. 490; son sermon sur Jérôme de Prague, II. 504.

Loi (hommes de), requis au service des inq. L. 376.

Lois gênant l'exercice de l'Inq. (abrogation des), L. 338, 340; II. 275, 280.

Loki, III. 401.

Lollards (arrestation des), en Angleterre, L. 352; (secte des), II. 350; en Hainaut et Brabant, II. 368; se joignent aux Flagellants, II. 385; (persécution des), en 1395, II. 400; (la mendicité interdite aux), III. 411.

Lombard (droit), dispositions relatives à la magie, III. 411.

Lombarde (Ligue), sa rupture, II. 203.

Lombardie (Cathares en), L. 109; II. 493; refuges d'hérétiques, II. 49, 219, 229, 240; (Inq. épiscopale en), L. 359, efforts pour établir l'Inq. pontificale en), II. 498, 206; menacée par Grégoire IX, II. 199; (premier inq. en), II. 201; pacifiée par Giovanni Schio, II. 203; meurtre de Pierre Martyr, II. 214; (organisation de l'Inq. en), II. 224, 222, 233; déca-

ence de l'Inq. en), II. 269; Gibelins condamnés pour hérésie, III. 201; procédures contre les Templiers, III. 307; prédominance de la sorcellerie, III. 546; terreurs répandues au xvi^e siècle, III. 547.

Lombers (colloque de), L. 418.
Londres (Cathare brûlé à), L. 414; (C. de) en 1310, sur les Templiers, I L. 299; (C. de) en 1328, sur l'Immaculée Conception, III. 598.

Longino Cattaneo, lieutenant de Dolcino, III. 412, 419.

Lope de Barrientos interdit les messes imprécatoires, III. 447; brûle les livres de Villena, III. 490.

Loquis (Martin), II. 518, 519.

Lorenzo da Fermo (ascétisme de), III. 179.

Lorica de Saint Patrick, III. 400.

Lorraine (inq. nommés pour la), L. 302; II. 120; Vaudois, II. 147, 149; ruine des Templiers, III. 301.

Lotz (comte de) accusé d'hérésie, II. 339.

Louis VII, de France, demande la réforme de l'Eglise, I. 13; stimule la persécution, L. 112; invité à exterminer l'hérésie, L. 120.

Louis VIII (France), ses croisades albigeoises, L. 174, 180, 187, 190, 191, 196-200; ses lois sur l'hérésie, L. 319, 503.

Louis IX (France) restreint les immunités des croisés, L. 44, 148; Tertiaire franciscain, L. 268; sa législation sur l'hérésie, L. 221, 223; s'oppose à l'usage de la torture, L. 423; sur la procédure inquisitoriale, L. 443; fournit des prisons à l'Inq. L. 490; son intervention dans la confiscation, L. 503, 508, 509, 513, 514, 515, 517, 524; pour voit aux dépenses de l'Inq. L. 527; ordonne de brûler le Talmud, L. 555; ses relations avec Raymond VII, II. 3, 15, 24, 39, 47; son indépendance à l'égard de la papauté, II. 57; restitue des domaines, II. 410; sa haine de l'hérésie, II. 413;

soutient Robert le Bougre, II. 115;
stimule le zèle de l'Inq., II. 117;
favorisé les Béguins et Béguines,
II. 372.

Louis X (France) adopte les lois
de Frédéric II, L. 323; II. 102.

Louis XI (France) annule la
Pragmatique Sanction, II. 134;
supprime l'Inq. en Dauphiné, II. 159;
protège les Vaudois de Sa-
voie, II. 266.

Louis XII (France) protège les
Vaudois, II. 160.

Louis XIII (France) détruit le
livre de Saint-Amour, L. 288.

Louis de Bavière (empereur), son
élection contestée, III. 135; rompt
avec Jean XXII, II. 377; III. 145,
149; son alliance avec les Francis-
cains, III. 137; persécute les ecclé-
siastiques, III. 153; qualifié d'An-
téchrist, III. 87; mei à profit la ques-
tion de la Vision Divine, III. 593;
(mort de), III. 157.

Louis de Bourbon (cardinal),
sur la magie, III. 466.

Louis de Hongrie (intervention
de) en Bosnie, II. 303; croisade
contre les Maffredi, III. 203.

Louis d'Orléans (meurtre de),
III. 334; (accusation de magie por-
tée contre), III. 465, 466.

Louis, év. de Paris, favorise
Jean Laillier, II. 143.

Loup-garou, II. 145; III. 391.
Lubeck (Dolcinites brûlés à),
II. 402.

Luc, arch. de Gran., L. 18.

Luc (saint) (portrait de la
Vierge par), L. 48; (débat au sujet
des reliques de), II. 315.

Lucas de Prague rend visite aux
Vaudois de Savoie, II. 267.

Lucas de Tny, sur les serments
prêtés à des hérétiques, L. 229;
sur le crime d'hérésie, L. 236;
sur l'indifférence épiscopale, L. 315;
sur les Cathares de Léon, II. 181.

Lucchino Visconti s'efforce d'en-
sevelir Matteo en terre consacrée,
III. 202.

Luciférains, L. 106; secte dé-
rivée des Amauriens, II. 321; cas
de Henri Minneke, II. 325; à
Trèves en 1231, II. 331; persé-
cutés par Conrad de Marbourg, II. 334;
(rites hideux attribués aux),
II. 335; secte apparentée aux
Ortlibenses, II. 337; (persécution
des), L. 456; II. 375, 376; parmi
les Flagellants, II. 408; en Bohême,
II. 429.

Lucius III condamne les Arnal-
distes, L. 75; condamne les Vau-
dois, L. 78; (décret de) en 1184,
L. 126; sur le devoir de la persé-
cution, L. 224; exc. tous les hé-
rétiques, L. 231; interdit l'usage
des ordalies, L. 306; abolit l'exem-
ption monastique, L. 361; tente de
fonder une Inq. épiscopale, L. 313;
sur la confiscation, L. 502;
décrète la peine de mort pour les
relaps, L. 543.

Ludwig von Caliga inq. d'Al-
lemagne, II. 387.

Lugardi (Enri o) son faux di-
plôme de Frédéric II, II. 287.

Luigi di Durazzo (rébellion de),
II. 284; III. 165.

Lulle (Raymond), III. 563, 578;
condamné comme hérétique, II. 176;
III. 587, 588; (béatification
de), III. 589; (écrits de), III. 581;
(débat au sujet de), III. 584.

Lullistes (extravagances des),
III. 583, 585, 586; défendent
l'Immaculée Conception, III. 584,
599.

Lunel (Olivistes brûlés à), III. 77.

Lupold, év. de Worms, L. 11.

Luserna (vallée vaudoise de),
II. 195, 260, 265.

Luther n'est pas jugé par l'Inq.
II. 284; (début de la réforme de),
II. 425.

Lyblac, ou magie des Anglo-
Saxons, III. 420.

Lycanthropes, II. 145; III. 391.

Lyon (l'arch. de) se plaint des
quêteurs du Temple, III. 242;
(Fête de la Conception à), III. 596;

(C. de) en 1244, dépose Frédéric II, 1 275; (C. de) en 1274, sur les Ordres Mendiants, II, 367;

III, 32; ses décrets négligés, III, 107; projet de fusion des Ordres Militaires, III, 245.

M

MACÉPOING (Paulicianisme en), L, 107.

Maculistæ, III, 601, 605.

Madrid (Fête de la Conception à), III, 600.

Maëstricht (Flagellants chassés de), II, 403.

Maffredi (affaire des), III, 203.

Magdebourg (persécution des Béghards à), II, 374; (interdiction des Flagellants à), III, 382; (hérétiques brûlés par Kerlinger à), II, 390; (expulsion de l'arch. de), II, 532; sort des Templiers, III, 301; (C. de) persécute les Béghards, II, 401.

Magiciens (peine du bûcher pour les), L, 222; (hommage rendu à Satan par), III, 386.

Magie employée pour découvrir des hérétiques, L, 306; (mort de Benoit XI attribuée à la), III, 537; et arts occultes, III, 379; (antiquité de la), III, 386; prohibée à Rome, III, 392, 393; des peuples scandinaves, III, 402; tolérée sous les Barbares, III, 409; cas réservé au ^{xiii}^e siècle, III, 426; (législation séculière relative à la), III, 427; justiciable des tribunaux laïques et ecclésiastiques, III, 429; (l'hérésie de la), III, 435, 450; (interrogatoires de l'Inq. sur la), III, 448; traitée comme hérésie par l'Inq. III, 449; (accroissement de la) au ^{xiv}^e siècle, III, 454; connue sous le nom de Vauderie, II, 458; (définition de la) par l'Université de Paris, III, 464; des Franciscains à Venise, II, 274; III, 557; curative, III, 507; employée pour combattre la magie; III, 510; sacrée de la re-

ligion médiévale, II, 47; employée pour se défendre contre les sorcières, III, 506, 511; pour triompher de la « taciturnité », III, 540.

Magistrats (serment de punir l'hérésie exigé des), L, 321; épiscopaux (caractère des), L, 20, 22; séculiers, tenus de seconder les inq. L, 340.

Magnalata (destruction de) par Martin V, III, 177.

Magnus Hakonsen, ses lois sur la magie, III, 433.

Magonie, III, 415.

Maguelonne (l'év. de) achète Melgueil, L, 180.

Maguineth, III, 415.

Maheu, év. de Toul (procès de), L, 14.

Mahomet II conquiert la Bosnie, II, 313; (défaite de) à Belgrade, II, 534.

Maifreda da Pirovano, III, 91, 93, 95, 97, 98, 100, 101.

Maimonide, sur la Sagesse Divine, III, 558.

Mainatae, L, 125.

Mailloins délivrent Hugues Aubriot, II, 429.

Mainhard de Rosenberg, II, 540, 541.

Maine (l'Inq. étendue au), II, 126.

Maisons d'hérétiques (destruction de), L, 319, 321, 481; II, 163.

Maistre (Joseph de), son erreur, L, 228.

Majorales vaudois, L, 84.

Majorque (possessions françaises à), II, 88; (Inq. à), II, 177; querelles franciscaines à), III, 174; (poursuites contre les Templiers à), III, 314, 332.

Mal (personnification du), III.

379.

Malatesta (Gismondo), III. 569.

Malcolzati (Sibilia), III. 95. 101.

Malebranca (Latino), inq.-général, L. 398.

Malkaw (John), sa carrière, III. 205.

Malleus Maleficarum, III. 543.

Malveillance frappe les témoignages de caducité, L. 436; III; 517.

Malversations des inq. L. 511; II. 279.

Mandats des inq. (durée des), L. 343. 345; inquisitoriaux (abus des), II. 141.

Manenta Rosa (cas de), L. 366.

Manfred de Sicile met en liberté l'év. de Vérone, L. 12; (haine du pays contre), II. 228; (excitation à la croisade contre), III. 626; son procès pour hérésie, III. 193; sa défaite et sa mort, II. 232; sa tolérance pratique, II. 215; propage l'Averroïsme, III. 561.

Manfredo, inq. brûle Segarelli, III. 107.

Manfredo Clitro assassine des inq. II. 215.

Manfredo di Donavia, inq. III. 97.

Manfredo di Sesto (cas de), L. 461.

Manichéens dénoncés par leur paleur, L. 110. 214. 306; sous la domination romaine, L. 409; refusent le calice aux laïques, II. 472.

Manichéisme, L. 90. 107.

Mantone (év. Cathare à) en 1273, II. 239; (bulle *Ad extirpanda* imposée à), II. 339; (mont-de-piété établi à), II. 275; (assemblée de), II. 417.

Manuel de Portugal rétablit l'Inq. II. 190.

Mapes (Gautier) sur les Vaudois, L. 78; sur la propagation de l'hérésie, L. 127; sur les Ordres Militaires, III. 243.

Marc-Aurèle (croyance de) aux charmes, III. 391; a recours au Christ, III. 394.

Marchands florentins (arrestation des), II. 281.

Marchisio Secco, III. 91. 102.

Mare Magnum, L. 274.

Margherita di Trank, III. 112.

Margot de la Barre, brûlée pour magie, III. 461.

Marguerite la Porete, II. 123. 575.

Marguerite de Saluces (intolérance violente de), II. 267.

Mariage interdit parmi les Cathares, L. 97; (dissolution du) pour cause de charme magique, III. 418.

Maris trahis par leurs femmes, L. 432; tenus de dénoncer leurs femmes, L. 432.

Marianisme (Olivi blâmé pour son), III. 43; (croissance du), III. 597.

Maria Roberta (cas de), L. 520.

Marie d'Angleterre (persécution sous), L. 353.

Marie du Canech (cas de), L. 479; II. 133.

Marie de Rais, III. 488.

Marie de Valenciennes, II. 127. 405.

Marion l'Estalée, brûlée pour magie, III. 461.

Marmande (massacre de), L. 187.

Maroc (Inq. au), L. 355.

Marseille (querelles entre les Mendiants à), L. 302; (prise de) par Raymond VII, II. 23; (les quatre martyrs de), III. 73. 80; (rigueur de l'Inq à), III. 78.

Marsiglio de Padoue, sur l'hérésie, L. 289; théories politiques, III. 439; sur la corruption cléricale, III. 632.

Martin IV favorise les Mendiants, L. 289; accorde des privilèges spéciaux à Florence, L. 525; refuse aux hérétiques le bénéfice du droit d'asile, II. 121; ordonne

une croisade contre l'Aragon, II. 248; III. 120; confisque les dettes dues à Forli, L. 302.

Martin V (élection de), II. 510; favorise les Dominicains, L. 303; subordonne les inq. aux provinciaux, L. 346; ordonne une Inq. au Danemark, L. 355; accorde des dispenses d'âge, L. 374; rend Genève aux Dominicains, II. 438; autorise l'assesseur juif de l'Inq., II. 439; cas de Pedro Freserri, II. 478; essaye de fortifier l'Inq., II. 283; nomme des inq. à Naples, II. 287; protège les Frères de la Vie Commune, II. 361; protège les Béguins et les Béguines, II. 409; cite Huss à comparaître, II. 449, 481; ordonne une Inq. en Bohême, II. 511; efforts pour réformer l'Allemagne, II. 527; élude les réformes à Sienne, II. 528; contraint de convoquer le C. de Bâle, II. 529; persécute les *Fratricelli* d'Aragon, III. 469; cherche à rétablir l'union parmi les Franciscains, III. 473; s'efforce d'exterminer les *Fratricelli*, III. 474, 475, 476.

Martin l'Advenu, III. 366, 372.

Martin, roi d'Aragon, introduit la fête de l'Immaculée Conception, III. 598.

Martin, év. d'Arras, défend Jean Petit, III. 337.

Martin de Bobigny (vol de reliques commis par), L. 48.

Martin (cardinal) désintéressement du, L. 7.

Martin (Henri), sur les Templiers, III. 328.

Martin Gonsalvo de Cuenca, II. 175.

Martin, inq. persécute les Béghards, II. 395.

Martin de Mayence brûlé en 1393, II. 395.

Martin de Rotenburg, II. 418.

Martin de Sicile contient l'Inq., II. 285.

Martin (saint) de Tours (reli-

ques de), L. 47; sur l'exécution de Priscillien, I. 213.

Martino del Prete (secte cathare de), II. 258.

Martinique (condamnation sur des « soupçons », à la), L. 561.

Masaccio (*Fratricelli* chassés de), III. 176.

Masce, III. 494.

Mascate de Mosceri se plaint d'extorsions, L. 478.

Mas Deu (procès des Templiers de), III. 314.

Massacre d'Avignonet, II. 35; de Béziers, L. 154; de Marmande, L. 187.

Mathias Corvin (intervention de) en Bosnie, II. 313, 314; (croisade de) contre la Bohême, II. 559.

Mathias de Janow, II. 437, 471.

Mathieu Aychard, commune des pénitences, L. 474.

Mathieu de Bodici, anti, ape, III. 38.

Mathieu le Gaulois, abbé dominicain, L. 253.

Mathieu de Pontigny, L. 317.

Mathilde de Savoie, réforme des Franciscains, III. 472.

Matteo d'Acquasparta, III. 34, 44.

Matteo d'Agram, II. 300.

Matteo d'Aucône, III. 106.

Matteo de Catane, II. 286.

Matteo de Chieti persécute les Bizochi, III. 37.

Matteo de Rapica, ses démêlés avec les juifs convertis, II. 178.

Matteo da Tivoli fonde un Ordre ascétique, III. 180.

Matteo Visconti, accusé de guillemetisme, III. 96; (procès en hérésie de), III. 197, 200; (retraite et mort de), III. 499; (annulation de la condamnation de), III. 202.

Maupetit (Jacotin), III. 529.

Maures, contraints à la conversion en Espagne, II. 187.

Mauriac (prise de), L. 179.

Maurice, inq. de Paris, L. 451; II. 124.

Mauvais œil, III. 490.
 Mauvoisin (Robert), sa férocité, I. 162.
 Maxence (confiance de), en la magie, III. 395.
 Maximus exécute Priscillien, L. 213.
 Mayence (Vaudois brûlés à), en 1392, II. 397; Béguins et Béguines persécutés, II. 404; résistance aux exactions papales, II. 434; sort des Templiers, III. 303; (C. de), en 813, sur les legs, L. 29; (C. de), en 1233, sur l'hérésie, L. 507; II. 339; (assemblée de), en 1233, au sujet du comte de Sayn, II. 340; (C. de), en 1234, absout le comte de Sayn, II. 344; (C. de), en 1259, condamne Béguins et Béguines, II. 354; (C. de), en 1261, sur les marchands d'indulgences, L. 46; condamne l'hérésie, II. 348; (C. de), en 1312, condamne les Béghards, II. 367.
 Mazzolino (Silvestro). — Voir *Prieras*.
 Meaux (év. de), son hérésie, II. 143.
 Médecine (compétence des Vaudois dans la), II. 146; sacrée, III. 395, 410; (l'astrologie nécessaire en), III. 440.
 Médine (Cortés de), en 1464, II. 186.
Mekasshepha, III. 396.
 Melgueil (vente de), I. 180.
Melioramentum, L. 95.
 Mendians (ordres), I. 243; caractère particulier, L. 265; faveur papale, L. 273; services rendus à la papauté, L. 275; III. 490; travaux et missions, L. 297; démoralisation, L. 294, 304; III. 630, 631; immunités, L. 361; hostilité, L. 302, II. 76, 138, 171, 217; III. 98; non autorisés, leur nombre considérable, III. 32, 103.
 Mendians (les), affranchis de la juridiction épiscopale, L. 274; servent de commissaires pontificaux, L. 276; énormes pouvoirs qui leur sont conférés, L. 279; leurs que-

relles avec l'Université de Paris, L., 281, 288; leurs privilèges amoindris par Innocent IV, I. 283; leurs privilèges restaurés par Alexandre IV, I. 244; com ne inquisiteurs, L. 299, 318; leurs querelles avec le clergé, I. 278, 281, 290; leurs services pendant la Peste-Noire, L. 290; nommés inq en Allemagne, II. 333; attaqués comme hérétiques, II. 371; dénoncés par les Flagellants, II. 383; attaqués par Arnaud de Vileneuve, III. 53.
 Mendicité sainte, II. 352; ses mérites contestés, II. 367; III. 430; des Templiers, III. 242.
Menn forspair, III. 402.
 Merrato (Michele) nie l'immortalité de l'âme, III. 372.
 Merlin (l'enchanteur), fils d'un démon, III. 385.
 Mérovingiens (tolérance sous les), L. 216; (la magie sous les), III. 410.
 Merswin (Rulman), II. 364, 365; III. 631.
 Messe (vente de la), L. 28; employée comme incantation, I. 50; comminatoire, III. 447.
 Metz (Vaudois de), I. 131; II. 318; Béghards brûlés à), en 1335, II. 374; (Cornélius Agrippa défend une sorcière à), III. 543.
 Metza de Westhoven brûlé en 1366, II. 387.
 Michaëlistes, III. 164.
 Michel de Causis, II. 458, 459, 472, 499.
 Michel le Moine juge les Olivistes, III. 71; s'empare de Pierre Trencavel, III. 76.
 Michele de Cesena limite la durée des mandats inquisitoriaux, L. 345; impose l'obéissance à la bulle *Exivii*, III. 66; persécute les Olivistes, III. 72, 73; régleme les vêtements de l'Ordre franciscain, III. 78; défend la doctrine de la pauvreté du Christ, III. 132; cherche à maintenir la paix, III. 143; déchu du généralat, III. 148;

sur la Vision-Divine, III. 593, 594;
sa mort, III. 155,

Michele di Lapo, inq. de Florence, II. 279,

Michele da Pisa (mésaventure de), II. 273,

Michelet (argumentation de), au sujet des Templiers, III. 274,

Middleton (Richard) persécute les Olivistes, III. 44,

Mignard (théorie de), au sujet des Templiers, III. 265,

Miguel d'Aragon (cas de), L. 474,

Milan (les Cathares de Montforte brûlés à), L. 409; centre d'hérésie, L. 114; II. 193; (les

Pauvres Catholiques à), L. 246; (lois sur l'hérésie, en 1228, à), L. 320; II. 200; (essai d'Inq. épiscopale à), L. 359; (restriction des

ports d'armes à), L. 382; procédure criminelle à), L. 401; (exactions de l'Inq. en 1515), L. 480;

(les méthodes inquisitoriales adoptées à), L. 540; (école vaudoise à), II. 194; (Rolando de Cremona, inq. à), II. 203; (influence de

Pierre Martyr à), II. 208; (Rainerio Sacone, inq. à), II. 218, 222; se soumet à Uberto Pallavicino, II. 229; cas d'Amadeo de Landi, II. 271; Guillelmites, III. 90;

abandonne Matteo Visconti, III. 198; Matteo Visconti chasse l'Inq., III. 200; châtement de la magie, III. 459; (C. de), sur l'opposition à l'Inq., II. 238,

Milano Sola, III. 413,

Milice de Jésus-Christ, L. 267,

Milicz de Kremsier, L. 126,

Milita de Montemeano, L. 115,

Militaires (Ordres), III. 239; (projet de fusion des), III. 245, 246, 247, 248,

Milo (légal), sa duplicité à l'égard de Raymond, L. 156, 151,

Minerve, compagne de Diane au Sabbat, III. 491,

Minerve (Cathares brûlés à), L. 105, 162,

Minneke (Henri), II. 321,

Mineurs (bénéfices accordés à des), L. 25; II. 432; responsabilité, L. 402,

Minorites. Voir *Franciscains*,

Miolerin (Anne), sur les prêtres qui négligent leurs devoirs, III. 640,

Miracles, au cours des croisades albigeoises, L. 154; opérés par Capistrano, II. 547; des Cathares, L. 103,

Miravel (siège de), III. 311,

Mirepoix (les maréchaux de) réclament des confiscations, L. 514; réclament le droit de brûler des hérétiques, L. 537,

Mishna (châtiment de la magie dans la), III. 396,

Missi Dominici, L. 311,

Missions des Frères-Bohèmes, II. 567; des Cathares, L. 102; des *Fraticelli*, III. 166; des ordres

Mendiants, L. 297; des Vandois, L. 80, 85,

Mitre des hérétiques condamnés, II. 491, 504; III. 373, 521, 528,

Mladen Subic conquiert la Bosnie, II. 299,

Mladenowic (Pierre), son dévouement à Huss, II. 484,

Modèle (l'Inq.), L. 367,

Modestus met à mort des catholiques, L. 213,

Moines (mépris inspiré par les), L. 54,

Moïse (thaumaturgie de), III. 387,

Moissac (l'Inq. à), II. 40,

Molay (Jacques de), élu Grand-maître, III. 217; mandé en France par Clément V, III. 248; justifie l'Ordre aux yeux de Clément V, III. 258; (confession de), III. 262;

réserve pour le jugement du pape, III. 282; abandonne les Templiers, III. 290; livré au bûcher, III. 325,

Moldavie (Hussitisme en), II. 543, 545; Capistrano envoie des inq., II. 549,

Molitoris (Ulric), sur les incu-

bes, III. 385; sur le pouvoir des sorcières, III. 542.

Monachisme (caractère du), L. 263.

Monaldo, son attitude à l'égard des Spirituels, III. 35.

Monarque (devoir du) de s'associer à la persécution, I. 224, 320, 536.

Monastique (sévérité de l'emprisonnement), L. 487; (immunité) suspendue par l'hérésie, L. 314.

Monastiques (démoralisation des Ordres), L. 35; III. 630, 634, 640.

Monçon (Juan de) nie l'Immaculée Conception, III. 599.

Moneta (attentat à la vie de), II. 203.

Mongrano (château de), II. 219.

Mongrin (Guillen), de Tarragone, II. 164, 167.

Montauban (hérétiques à), II. 31; centre Vandois, II. 146.

Montcuq (hérétiques à), II. 31.

Montesa (Ordre de), III. 333.

Montoison (assassinat d'inquisiteurs à), II. 151.

Montpellier (disette d'églises), L. 278; le chapitre dominicain interdit les pénitences pécuniaires, I. 174; demande du secours contre les hérétiques, II. 23; (droits de Majorque sur), II. 89; Olivistes persécutés, III. 77; Parlement en 1293, II. 63; (C. de) en 1195, sur l'hérésie, L. 127, 133; (C. de) en 1215, dépose Raymond VI, L. 179; établit l'Inq. épiscopale, L. 314; (C. de) en 1224, L. 192.

Monts-de-piété, II. 275.

Montségur, II. 34, 35, 38, 42.

Mont Wimer (le Catharisme à), L. 108; II. 116.

Morale (la) séparée de la religion, II. 470; III. 641, 644.

Moraves (Frères). Voir *Bohèmes* (Frères).

Moravie (Vandois en), II. 438; indignation à la mort de Huss, II. 494 (succès de Capistrano en), II. 548; accordée à Mathias Corvin, II. 559.

Morée (biens du Temple en), III. 333.

Morosini (Mariano) son serment ducal, II. 550, 587.

Morret (P), son procès, L. 448.

Morselle (Jean), son hérésie à l'égard de la Vierge, III. 603.

Mort (pouvoir des sorcières pour causer la), III. 502 (rétractation au lit de) I. 436; (peine de) provoquée par l'Eglise, L. 224, 534; (fréquence de la), L. 549; pour sorcellerie, III. 515, 521, 532; (l'Eglise responsable de la) appliquée aux sorcières, III. 547.

Mortalité dans les prisons, I. 494.

Morts (poursuites contre les), L. 230, 404, 448, 497; II. 56; limitées en Espagne, II. 184; (défaut d'accomplissement de pénitence par des), L. 475; (confiscation des domaines des), L. 504, 522.

Mortuaires (messes), profits qu'on en tirait, L. 20; employées comme incantations, III. 447.

Motifs de la persécution, L. 233.

Mourad II conquiert une partie de la Bosnie, II. 307.

Mühlberg (Jean) persécute les Béghards, II. 403.

Mühldorff (bataille de) en 1322, III. 135.

Müller (Jean) prêche le Hussisme, II. 414.

Multitude des prisonniers de l'Inq. L. 485, 489; II. 154.

Mummolus (cas de), III. 411.

Municipale (liberté) en Languedoc, L. 67.

Muñoz (Pedro) arch. de Santiago, III. 429.

Muntaner (Arnaldo), son procès, III. 469.

Muratori (L. A.) sur l'Immaculée Conception, III. 611.

Muret (bataille de), L. 177.

Murus de l'Inq. L. 373, 462; *largus* et *strictus*, L. 486.

Muscata (Jean), év. de Cracovie, II. 630.

Musonius le Babylonien, III. 392.

Myndekin (Sophie), II. 398.
Mysticisme (tendances des Fran-

ciscains au), III. 2; allemand, au
xiv^e siècle, II. 359, 352, 364.

N

NAARVASA (martyre de), II.
514.

Naczeracz (Pierre), inq. en Mo-
ravie, II. 431.

Nævius (L.), massacre les ma-
giciens, III. 392.

Najac (amendes consacrées à
l'église de), L. 473; châtiments
des hérétiques; L. 518.

Nämd, III. 433.

Nantes (Cathares à), I. 412; exé-
cution de Gilles de Rais, III. 487.

Naples (l'inq. de), autorisé à
avoir un auxiliaire, L. 374; inquisi-
teurs français, L. 395; usage de
la torture par l'inq., L. 422; les
prisons royales utilisées pour les
hérétiques, I. 491; confiscations,
I. 514, 517; (l'inq. défrayée de ses
dépenses à), I. 525; Charles d'An-
jou, II. 231; III. 493; (l'inq. à), II.
244, 584; immigration des Vandois,
II. 247, 268, 284, 287; impossibilité
d'introduire l'inq. espagnole, II.
288; Flagellants en 1361, II. 293;
influence d'Arnaud de Villeneuve,
III. 54; les spirituels protégés,
III. 144; les *Fraticelli* protégés,
III. 159, 165; soumise à Innocent
IV, III. 190; arrestation des Tem-
pliers, III. 304; Eglise grecque,
III. 616, 621.

Napoléon I^{er} transfère à Paris les
archives pontificales, III. 319.

Narrous Boneta (cas de), III.
80, 82.

Narbona (Diego de), dénoncé à
l'inq., III. 610.

Narbonne (jugement de l'arch.
Bérenger de), L. 43; école juive,
L. 67; Colloque de 1190, L. 78;

achète son immunité pendant la
croisade, L. 155; démantèlement,
L. 180; se soumet à Montfort, L.
186; cédée à la couronne, L. 204;
l'inq. épiscopale, L. 330, 334; des-
truction des registres de l'inq. L.
389; les évêques forcés de con-
damner, L. 388; assemblée d'ex-
perts, en 1328, L. 389; querelle au
sujet du droit de brûler les héréti-
ques, L. 538; troubles, 1234-1238,
II. 13; (l'arch. de), assiège Mont-
ségur, II. 42; meurtre de magis-
trats, II. 46; Vandois, II. 147;
couvent de Spirituels, III. 62; Oli-
vistes brûlés, III. 77; fête de la
Conception, III. 598; (C. de), en
1227, L. 201; ordonne l'inq. épis-
copale, L. 315; (C. de), en 1229,
sur la pénitence des croix, L. 469;
(C. de), en 1244 sur le devoir de
la persécution, L. 226; règlemente
l'inq., I. 331, 395, 431, 438, 462, 463,
464, 471, 475, 484, 489, 495, 543,
548; (C. de), en 1374, condamne
les Dolcinistes, III. 124.

Nardi (Giacopo), sa loi en Savo-
naroie, III. 211.

Narsès stimule la persécution,
L. 216.

Naturelle (histoire), son étude
prohibée, II. 322.

Naturalistes, L. 99.

Nature (culte de la), à Lausanne,
II. 259; chez les Slaves, II. 311.

Nauker, év. de Breslau, II.
431.

Navarre (offrandes mortuaires
en), L. 30; nomination d'inquisi-
teurs, L. 302; législation locale, L.
320; confiscations, L. 504; l'in-

quisition, II. 166; poursuites contre les Templiers, III. 316.

Nécromancie chez les Scandinaves, III. 402; au XIII^e siècle, III. 421; (relations de la) avec l'astrologie, III. 444; nécessaire à l'alchimie, III. 473.

Nelipic (comte) attaque les Cathares de Bosnie, II. 302.

Neo-Platoniciens (magie des), III. 389; (christianisme des), III. 572.

Néron réprime la magie, III. 392.

Nestoriens (livres), brûlés, L. 534.

Neubourg (assemblée de) en 1453, II. 552.

Neulhaus (hérétiques de), II. 431.

Neuvième Pierre (la), II. 365.

Nevers (le doyen de), accusé d'hérésie, L. 130.

Newenhoffen, école vandoise, à l'usage des lépreux, II. 317.

Neysesser (Jean) abandonne les Franciscains observants, III. 436.

Nicéas, év. cathare, L. 112.

Niccolò da Cremona perçoit des amendes, L. 172.

Niccolò di Girgenti, II. 284.

Niccolo de Trau, inq. de Bosnie, II. 310.

Niccolò de Santa Maria, II. 279.

Niccolò da Verelli (cas de), L. 396.

Nicolas II, sur les prêtres concubinaires, L. 227; réprime l'hérésie à Anagni, II. 239.

Nicolas III, inq. général, L. 397; sur les juifs apostats, II. 63; venge Corrado Pagano, II. 237; offre le chapeau de cardinal à Jean de Parme, III. 25; lance la bulle *Exiit*, III. 30; confirme la condamnation de Roger Bacon, III. 554.

Nicolas IV intervient dans les querelles entre les Mendians, L. 303; donne aux év. le contrôle des amendes, L. 336; sur la perpétuité

de la charge d'inq. L. 344; ordonne une Inq. en Palestine, L. 356; ordonne des transferts de prisonniers, L. 366; sur le refus de brûler les hérétiques, L. 539; organise l'Inq. en Bourgogne, II. 120; met en vigueur les lois de Frédéric II en Provence, II. 148; au sujet des Stigmates, II. 216; stimule le zèle des inq. II. 243; ordonne une Inq. à Venise, II. 251, 252; ordonne une croisade contre la Bosnie, II. 298; envoie Jean de Parme en Grèce, III. 23; condamne un ouvrage d'Olivier, III. 43; réprime les Spirituels, III. 44; condamne les Frères Apostoliques, III. 107; s'efforce d'opérer la fusion des Ordres Militaires, III. 246; élargit la juridiction sur la magie, III. 512.

Nicolas V favorise les Mendians, L. 293; réorganise l'Inq. en France, II. 140; sépare la Catalogne de l'Aragon, II. 179; ordonne des poursuites contre Alonzo d'Almarzo, II. 186; (clémence de) à l'égard des Vandois, II. 267; impose silence à Amadeo de Landi, II. 272; persécute les Juifs, II. 287; son intervention en Bosnie, II. 311; introduit les Béguins et Béguines dans le Tiers Ordre, II. 413; envoie des légats en Bohême, II. 540; approuve les actes du C. de Bâle, II. 541; rejette les *Compactata*, II. 545; envoie Capistrano en Bohême, II. 546; brûle des *Fraticelli*, III. 178; accorde des dispenses pour l'emploi des pratiques de magie, III. 597; protège Lorenzo Valla, III. 567; ses rapports avec l'Eglise grecque, III. 621; sa mort, II. 552.

Nicolas V, antipape, III. 146.

Nicolas d'Abbeville (procédures arbitraires de), L. 445; II. 62, 67, 73; destitué, II. 81; son tombeau, II. 103.

Nicolas Bailly fait une enquête contre Jeanne d'Arc, III. 361.

- Nicolas de Bâle, II. 404.
 Nicolas de Bethléhem (cas de), II. 515.
 Nicolas de Buldesdorf (cas de), III. 88.
 Nicolas de Calabre (hérésie de), II. 175.
 Nicolas de Clemangis, sur la corruption de l'Eglise, III. 630.
 Nicolas de Corbie, légat pontifical, I. 200.
 Nicolas de Cusa (querelle de) avec Sigismond d'Autriche, II. 417; réprimandé par Capistrano, II. 473; demande la soumission de la Bohême, II. 550; combat la canonisation de Capistrano, II. 555; impose la réforme observantine, III. 173.
 Nicolas de Houppeland, III. 360.
 Nicolas, Jean, inq. au Danemark, I. 355.
 Nicolas de Nazareth, inq. à Prague, II. 456.
 Nicolas l'Oyseleur, III. 361, 366, 372.
 Nicolas le peintre, brûlé en 1204, I. 131.
 Nicolas de Péronne, inq. de Cambrai, I. 479; II. 133.
 Nicolas de Pilgram, II. 522, 524.
 Nicolas, provincial de France, III. 31.
 Nicolas de Rupella, sur les livres juifs, I. 554.
 Nicolas de Silésie, II. 416.
 Nicolas de Strasbourg, I. 361.
 Nicolas de Vilemonic, II. 417.
 Nicolinistes, II. 416.
 Nicolo Franco, légat-inq. de Castille, II. 188.
 Nicosia (C. de) en 1350, au sujet de l'Eglise grecque, III. 620.
 Nider (Jean), sur la conversion obtenue par la torture, I. 418; sur les Béghards, II. 412; sur les sorcières, III. 534; sur les vains efforts de réforme, III. 638.
 Nifo (Agostino), sa soumission à l'Eglise, III. 575; répond à Pomponazio, III. 576.
 Nilus (Saint), sa foi en l'efficacité de la prière, III. 395.
 Nîmes (torture répétée des Templiers à), III. 349.
 Ninoslav, Ban de Bosnie, II. 293-297.
 Niort (cas des Seigneurs de), I. 431; II. 21, 27.
 Nivelles (Béguinage de), II. 352.
 Nivernais (l'hérésie dans le), I. 130.
 Noffo Dei (histoire de), III. 255; intervient dans l'affaire de Guichard, év. de Troyes, III. 451.
 Nogaret (Guillaume de), arrête Boniface VIII, II. 58; prépare l'attaque contre les Templiers, III. 257; s'empare du Temple, III. 261; donne de bons avis à J. de Molay, III. 290; son rôle dans l'affaire de Guichard, év. de Troyes, III. 451; cité en jugement, III. 327.
 Noire (la Peste), II. 379; (services rendus par les Mendiants pendant), I. 290.
 Nominalistes, III. 555.
 Nomination des évêques, I. 6; des inq., I. 344; II. 272; des notaires, I. 379.
 Noms des témoins (refus de faire connaître les), I. 437; II. 477; III. 517.
Non compos (allégation de), I. 449.
 « Non prouvé » (verdicts de), I. 453.
 Norbert (saint), ses travaux à Anvers, I. 65.
 Nordhausen (réforme du convent féminin de), II. 330; (Béghards brûlés par Kerlinger à), II. 390.
 Normandie (sorcières en), 536, 537.
 Northfield (Thomas), accusé de magie, III. 467.
 Norvège (inq. ordonnée en), I. 355; magie, III. 403; répression de la magie, III. 421; législation sur la magie, III. 432.

Notables assemblés aux *autos de fé*, L. 388.

Notaires, L. 377; défense de dresser des actes de rétractation, L. 428; II. 63; danger de la rédaction des appels, L. 445, 446; II. 74; nommés par les inq. II. 391.

Notoire (*Art*), III. 436.

Nouveaux-nés voués à Satan, III. 501.

Nouveau Testament (versions cathares du), L. 102; corrections de Valla, III. 567.

Novati (Giacoffe de'), III. 93.

Noyade, châtiment de l'hérésie, II. 373; châtiment de la magie, III. 414.

Nudité, marque de l'état de grâce, II. 357, 367, 518.

Nuñez Sancho, de Rosellon, sur l'hérésie, L. 319.

Nuremberg abandonne Grégoire de Heimbourg, II. 418; restrictions apportées aux aumônes des Franciscains, III. 58; (protestation de), en 1324, III. 136.

O

ORÉISSANCE (VOU d'), chez les Franciscains, L. 263; III. 2; (serment d') exigé des magistrats, L. 385; implicite des Templiers, III. 253.

Observantins (fondation de l'Ordre des Franciscains), III. 172; la secte des *Clareni*, III. 65; leur zèle, II. 307; obtiennent la prédominance, III. 173; écrasent les *Fratricelli*, III. 179; appelés à la rescousse contre Savonarole, III. 218; condamnent l'imprimerie, III. 436.

Obstruction à l'Inq. (délit d'), L. 349, 381; II. 63, 74; causée par ceux qui ne croient pas au pouvoir des sorcières, III. 506.

Ocultes (arts), III. 379.

Ockham (Guillaume d'), affirme la pauvreté du Christ, III. 134; défend Louis de Bavière, III. 146, 148; fait revivre le Nominalisme, III. 556; sa mort, III. 156.

Octavien (légal), condamne Evêrard de Châteauneuf, L. 130, 307.

Odin, sa connaissance des runes, III. 401.

Œuvre de la Miséricorde, fondée par Vintras, III. 89.

Officiel épiscopal (fonctions de l'), L. 309.

Offrandes pour messes mortuaires, L. 30.

Oiseaux (divination par les), III. 403, 429.

Olaf (saint), ses expéditions de missionnaire, III. 406.

Olaf Tryggvesson, sa lutte contre le paganisme, III. 406; réprime la magie, III. 424.

Olaf le Grand, sur la magie, III. 433.

Oldegardi (Catella et Pietra), III. 101.

Oldenbourg (Comtes d') attaquent les Stedingers, III. 183.

Oldrado da Tressino, de Milan, II. 208.

Oler (Pedro), son procès, III. 85.

Olier (J. J.) côtoie le Manichéisme, L. 100.

Olivi (Pierre-Jean), sur les mérites de la vie contemplative, III. 2; reconnaît Boniface VIII, III. 38; sa carrière, III. 42; sa mort et ses reliques, III. 43; n'est pas condamné par le C. de Vienne, III. 46; (Joachisme attribué à), III. 48; les citoyens de Narbonne demandent l'autorisation de le vénérer comme saint, III. 57.

Olivi (Pierre Jean) (l'Inq. in-

terdit les écrits de), III. 73; sur le pouvoir papal de dispense, III. 79; (culte exagéré rendu à), III. 82; prescrit la pauvreté épiscopale, III. 132; sur la possession des biens, III. 133; cité dans la Protestation de Sachsenhausen, III. 138; vénéral par les *Fratricelli*, III. 164.

Olivistes (Joachisme des), III. 44; doctrines révolutionnaires, III. 65; contraints à la rébellion, III. 70; nient l'autorité du pape, III. 73, 79; sympathie populaire, III. 75; nombre d'entre eux livrés au bûcher, III. 77; leurs saints et leurs martyrs, III. 80; leur amour et leur charité, III. 82; leur genre de vie, III. 83; extinction de la secte, III. 84.

Oller (Geron) prédit la mort de Henri IV, III. 446.

Olmütz (Inq. à) en 1335, II. 431; (Jean de Prague brûlé à), II. 495.

Ombraida (meurtre d'inquisiteurs à), II. 215.

Oniromancie, III. 446.

Opizo, év. de Parme, et Segarelli, III. 106, 107.

Oppert explique le mot *Labarum*, III. 395.

Opstallesboom (lois d'), ne mentionnent pas la magie, III. 433.

Ordalie employée pour découvrir l'hérésie, L. 110, 305; II. 317; du feu dans l'affaire de Savonarole, III. 226.

Ordelaifi (Basilio), son procès, III. 238.

Ordelaifi (croisade contre les), III. 204.

Ordenamiento de Alcalá, II. 181.

Ordibarii. Voir *Ortlibenses*.

Ordinaires épiscopaux, L. 22, 309.

Ordo Romanus, sur la communion des enfants en bas-âge, II. 474.

Organisation de l'Inq. L. 369; son efficacité, L. 394.

Origène (démonologie d'), III. 381.

Origine du mal, III. 380; de la sorcellerie, III. 492.

Orléans (choix d'un év. pour), L. 9; Cathares, L. 108; II. 334; Pastoureaux, L. 270; siège, III. 339, 345.

Orozco (Geronymo), L. 248.

Orphelins (confiscation des biens des), L. 519.

Orphelins hussites, II. 525.

Orsini (Caetano), inq.-général, L. 397.

Orsini (Napoleone), protecteur des Spirituels, III. 35, 40, 56.

Ortliben- (origine des), II. 319; à Passaut, II. 318; en Souabe, II. 334; doctrine, II. 355; mysticisme, II. 358, 360, 365; condamnés par Boniface VIII, II. 367; condamnés par le C. de Vienne, II. 369; prosélytisme, II. 368; persécution par toute l'Allemagne, II. 373-6; se joignent aux Flagellants, II. 385; leur prédominance à Langres, II. 578; censure exercée contre leurs livres, III. 612. (Voir également *Frères du Libre Esprit*).

Ortlieb de Strasbourg, II. 322.

Orton (le démon), III. 383.

Orviété (le Catharisme à), L. 115; II. 238.

Osma (Diego d') stimule l'œuvre de la mission, L. 41.

Ossements (exhumation des), L. 232, 404, 553; III. 188.

Osthanès, III. 389.

Ostrogoths (lois des) contre la magie, III. 399.

Othert, inq. son salaire, L. 529.

Othon IV (Empereur) appelé à la rescousse par Raymond IV, I. 442; ses lois contre l'hérésie, I. 220, 319, 481, 502; persécute les hérétiques à Ferrare, II. 192; sa lettre aux Vaudois, II. 495.

Otto de Constance, son démêlé avec Huss, II. 439.

Otto de Magdebourg (clémence d'), II. 374.

Oxford (Cathares d'), L. 105, 113; fausses lettres de l'Université, II. 443; (C. d') en

1222, brûle un Juif, L. 222, 352-
Oxista (Michel) brûle des Bogo-
miles, L. 216.

Ozasco (mépris de l'Inq. à), II. 262.

P

Pace di Pesannola, II. 211.

Pace da Vedano, inq. III. 199, 202.

Pacte avec Satan, III. 424, 464.
Padoue, extorsions des inq. L. 477; l'extermination de l'hérésie encouragée, II. 210; (sac de) par les Croisés, II. 227; Pierre d'Albano, III. 441; l'Averroïsme, III. 577.

Pagan de Becède, L. 202; II. 15.

Paganisme restauré par la Renaissance, III. 570.

Pagano (Corrado), son martyre, II. 237.

Pagano di Pietra Santa, III. 37, 99.

Palennes (influences) sur le Christianisme, III. 400.

Pain bénit des Cathares, L. 94; des Vaudois, II. 146; trempé dans le vin pour l'administration de la communion, II. 472.

Pain et eau, régime de la prison, L. 488, 491.

Palatinat, forcières brûlées, III. 549.

Palercz (Etienne), sur l'hérésie, L. 236; III. 551; ses relations avec Huss, II. 445, 446, 449; banni de Prague, II. 452; attaque Huss à Constance, II. 461, 472, 476; confesse Huss, II. 487; accuse Jérôme de Prague, II. 499; sur la simonie, III. 627.

Palencia (hérétiques à), II. 182.

Palestine (Inq. en), L. 356.

Palestrina (*Fratricelli* chassés de), III. 176.

Pâleur, indice d'hérésie, L. 110, 214, 306.

Palma (église franciscaine de), III. 173; culte rendu à Lulle, III. 581.

Palmiere (Matteo), III. 573.

Pamiers (assemblée d'experts à), en 1329, L. 390; l'év. jugé pour trahison, II. 71, 77; Juifs soumis à la juridiction de l'Inq. II. 96.

Pampelune (querelle au sujet de cadavres, à) L. 280; introduction de l'Inq. II. 166.

Pandulfo de Castro Siriani, II. 238.

Pantaleone (Saint), inq. L. 355.

Panthéisme des Amauriens, II. 320; (application du) à Satan, II. 323, 358; développé par les *Ortliebenses*, II. 356; Maître Eckart accusé, L. 361; II. 359.

Paoluccio da Trinci, de Foligno, III. 166, 171.

Papauté (suprématie de la), L. 1; acquiert le pouvoir de nommer aux fonctions, L. 6; (appels à la), L. 450; (hérésie de la désobéissance à la), I. 229; III. 182, 192, 616, 617; (transfert à Paris des archives de la), III. 319; (les Olivistes contestent l'autorité de la), III. 73; (prétentions de la) sur l'Empire, III. 135; (croisades pour défendre les intérêts temporels de la), L. 44; III. 190; accorde des dispenses de vœux, III. III. 28, 77; exactions en Allemagne, II. 432, 556; faveur témoignée aux Ordres Mendiants, I. 273; faveur témoi-

guée aux Ordres Militaires, III. 511; ses intérêts priment ceux de la Palestine, III. 189, 193; intervention dans les actes de l'Inq. L. 452.

Papelards, II. 322.

Papes (appels aux), L. 450; peuvent seuls absoudre l'hérésie, L. 495; profitent des confiscations, L. 512; hérétiques, III. 165; suprématie universelle revendiquée, III. 192, 816; démêlés avec l'Eglise grecque, III. 616; peuvent-ils commettre des actes de simonie? III. 627, 628, 629; horreur pour les Conciles généraux, II. 530.

Paramo, sur le jugement d'Adam et d'Eve, L. 406; sur le nombre des sorcières brûlées, III. 549.

Pardons réservés au Saint-Siège, L. 333, 495.

Parenti (Giov.) général franciscain, III. 4, 5.

Parete Calvo (de), III. 114, 119.

Parfaits Cathares, L. 93, 103; Vaudois, L. 81.

Paris (Traité de) en 1299, L. 203; (l'Ordre dominicain introduit à), L. 255; restriction des ports d'armes, L. 382; premier *auto de fé*, II. 123; Turelupins, II. 126; procès de Hugues Aubriot, II. 127; Peste Noire, II. 379; extension de la juridiction de l'Inq. II. 51, 118, 119; réclame la mise en jugement de Jeanne Darc, III. 360; (C. de), en 829, sur la magie, III. 414; (C. de) en 1212, sur la magie, III. 423; (C. de) en 1350, sur l'Inq. épiscopale, I. 363. — Voir également *Université de Paris*.

Parjure (dispenses pontificales pour le), II. 470.

Parjures (pénitence des croix infligée aux), L. 468.

Parlement de Paris (extension de la juridiction du), II. 57; assume la juridiction suprême dans les affaires spirituelles, II. 130, 131, 133, 134; défend la Pragmatique Sanction, II. 131; condamne Jean Lail-

lier, II. 443; assume la connaissance des crimes de magie, III. 428, 460, 512; édicte des lois contre l'astrologie, III. 446; réhabilite les Vaudois d'Arras, III. 529.

Parme (Ordre des Chevaliers de Jésus-Christ fondé à), II. 210; révolte contre l'Inq., II. 237; Gherardo Segarelli, III. 103, 107.

Partage des confiscations, I. 510.

Parthenay (affaire du sire de), L. 451; II. 124.

Pascal II, sur les hérétiques convertis, L. 111; sur la communion, II. 472; son hérésie, III. 181.

Pasquale (Bart.) condamne des sorcières, III. 516.

Passagii, L. 88.

Passau (l'Inq. de), L. 54, 128; II. 347; (expulsion de l'év.), II. 532.

Passerino de Mantoue, III. 197, 201.

Pastoralis præeminentiæ (bulle) III. 278, 304, 307, 310, 314.

Pastoureaux, L. 269; II. 380.

Pastourel, émule de Jeanne Darc, III. 377.

Pastræ (Martin), son arrestation, II. 260.

Patarins, L. 114.

Paternon (Filippo), év. cathare, L. 326.

Patrick (saint), sa *Lorica*, III. 400.

Patrick (C. de), sur la magie, III. 417.

Paul II condamne Podiebrad comme hérétique, II. 558; ordonne une croisade contre la Bohême, II. 559; convertit des *Fratricelli*, III. 178; sur les *Agnus Dei*, III. 410; ses démêlés avec l'Académie, III. 570.

Paul III défend la mémoire de Savonarole, III. 236.

Paul IV examine les œuvres de Savonarole, III. 236; condamne Lulle, III. 587; interdit toute controverse sur l'Immaculée Conception, III. 608.

condamne Lulle, III. 588; interdit la controverse relative à l'Immaculée conception, III. 608; sur l'hérésie du martyr affronté pour la défense de l'Immaculée Conception, III. 610.

Paul (saint), sur la persécution et la tolérance, L. 209; et les magiciens païens, III. 394.

Paul Klesic, voïvode bosniaque, II. 305.

Paul de Samosate, L. 90.

Pauliciens (hérésie des), L. 90.

Pauvres Catholiques (ordre des), L. 247.

Pauvres d'Italie, L. 75.

Pauvres de Lyon, L. 77.

Pauvreté (Pons proclame les mérites de la), L. 72; professée par Durán de Huesca, L. 246; adoptée par les Dominicains, L. 254; imposée par la Règle franciscaine, L. 260; ardent de saint François, L. 264; (éloge de la) par Bonaventure, L. 286, 288; (exaltation exagérée des mérites de la), II. 352; concessions de Thomas d'Aquin, III. 1; (expédients des Franciscains pour se soustraire à l'observance de la), III. 5; des Franciscains (impossibilité de la), III. 75; parfaite des Frères Apostoliques, III. 121; (réaction contre la), III. 130; (mépris des Franciscains pour la), III. 170, 174.

Pauvreté du Christ (doctrine de la), affirmée par Bonaventure, L. 286; affirmée dans la bulle *Exiit*, III. 30; révoquée en doute, III. 130; proclamée doctrine hérétique, III. 134; devient une question européenne, III. 138; (abjuration de la croyance à la), III. 160; (l'hérésie des *Fraticelli* touchant la), III. 164.

Pavie (C. de), en 850, sur les philtres, III. 416.

Pavo (Antonio) assassiné à Bricarax, II. 261.

Paysans (condition abjecte des), L. 269; de Bosnie, secondent la

conquête turque, II. 306; de Bohême, réduits au servage, II. 536; (sympathie des) pour les Stedingers, III. 185.

Péages illégaux, condamnés par l'Eglise, L. 124.

Peckham (l'arch.) condamne l'Averroïsme, L. 352; III. 562.

Pécuniaires (pénitences), L. 331, 471.

Pedro Arbalate organise l'Inq. en Aragon, II. 167.

Pedro de Cadreyta (martyr de), II. 169.

Pedro de Ceplanes (hérésie de), II. 176.

Pedro Freserii (cas de), II. 178.

Pedro de Lugo, III. 106, 123.

Pedro de Luna, — voir *Ben* *et* *XIII*.

Pedro de Osma (procès de), II. 187.

Pedro de Therres, II. 168.

Pedro de Tonenes, inq. d'Aragon, II. 169.

Peine forte et dure, L. 447.

Peitavin Borsier, II. 11.

Pélage 1^{er} stimule la persécution, L. 215.

Pélagonia détruite par les Croisés, L. 207.

Pelayo (Alvaro), sur les malversations des Inq., L. 511; sur Dolcino, III. 123; sur la pauvreté, III. 131; sur les incubes, III. 385; nie l'Immaculée Conception, III. 598; sur la corruption du clergé, III. 632; sur la corruption de la société laïque, III. 642.

Pèlerinages (effets démoralisants des), L. 42; pénitence, L. 465.

Pelisson (Guillem), son activité, II. 10.

Pénalités de l'hérésie (incertitude des), L. 308; infligées par l'Inq., L. 459, 501, 534.

Penhaiben (cas de), III. 388.

Peniscola (pape des *Fraticelli* à), III. 175.

Pénitence (défaut d'accomplissement de), L. 396, 475, 548; inqui-

- sitoriale, L. 459, 462; (commutation de), L. 473; de l'emprisonnement, I. 484; (l'Inq. se réserve le droit de modifier la), L. 495; consistant à raser la tête du pénitent, II. 336; pour le sacrilège commis par les Templiers, III. 275; non reconnue des Flagellants, II. 383; pour magie, III. 413.
- Pénitence (Frères de la) L. 267.
- Pénitence (vente du sacrement de la), L. 27.
- Pénitents (enregistrement des confessions des), L. 379; (surveillance des), L. 386, 497; (abjuration des), lors des *autos de fé*, L. 392.
- Pensée (la) soumise aux investigations de l'Inq. L. 400; III. 644.
- Perfectibilité (doctrine de la), chez les Frères du Libre Esprit, II. 356; dans la secte de l'Esprit de Liberté, III. 124.
- Perfectionnistes (les) de Cincinnati, III. 402.
- Périgord (hérétiques du), L. 72; (l'év. de) torture des Templiers, III. 287.
- Péronne (hérétiques brûlés à), II. 115.
- Péronne de Bretagne, brûlée, III. 376.
- Perosa (les Vaudois de la vallée de), II. 195, 259, 263.
- Pérouse (lois restreignant les privilèges de l'Inq. à), II. 280; chapitre de 1322, sur la question de la pauvreté du Christ, III. 132; quartier général des *Fraticelli*, III. 164, 166.
- Persant (Jean de) brûlé pour magie, III. 455.
- Persécution, L. 209; alimentée par la confiscation, L. 529; (influence de la) sur la morale, III. 641; (conséquences de la), III. 645.
- Petit (Jean), III. 334; accuse Louis d'Orléans de magie, III. 466.
- Petit-fils d'hérétiques (incapacités frappant les), L. 324.
- Petosiris, III. 437.
- Pétrarque, sur Jean XXII, iii. 197; sur l'astrologie, III. 444; sur l'Averroïsme, III. 564; sur la cour papale, III. 633.
- Péto-brusiens (les), I. 68.
- Petroc (saint) (vol des reliques de), L. 48.
- Pétronille, brûlée pour magie, III. 457.
- Pétronille de Valette, brûlée pour magie, III. 428.
- Pexariacho (de), II. 127.
- Pézenas (Olivistes brûlés à), III. 77.
- Pfefferkorn (querelle de Reuchlin et de), II. 424.
- Pharees (cas de Simon), III. 446.
- Philadelphie (l'év. de), chef des *Fraticelli*, III. 164.
- Philippe I^{er} (France), son exc. L. 5; vend les évêchés, L. 8, 9.
- Philippe II (France), son désintéressement, L. 7; ses démêlés avec les Albigeois, L. 140, 143, 148, 149, 174, 183, 188; sa mort et les conséquences de sa mort, L. 190; ses legs aux Ordres Militaires, III. 240; abandonne lugeburge, III. 418.
- Philippe III (France) acquiert Toulouse, L. 206; visite le Languedoc, II. 56; (appel de Carcassonne à), II. 58; sa croisade contre l'Aragon, III. 190.
- Philippe IV (France), sur l'emploi de la torture, L. 423; son entente avec l'év. d'Albi, L. 516; condamne le Talmud, L. 555; réforme l'Inq., II. 62, 65, 80, 87; son attitude à l'égard des Juifs, II. 63, 64, 81; III. 225, 449; sa querelle avec Boniface VIII, II. 58, 66, 97; III. 258; son attitude à l'égard du Languedoc, II. 67, 77, 78, 79, 86, 88, 90, 91; accorde l'*exequatur* à l'Inq. de Champagne, II. 575; son attitude à l'égard des Templiers, III. 252, 253, 258, 260, 261, 278, 280, 281, 289, 290, 294, 321; sa mort, III. 326.

Philippe V (France) fait élire Jean XXII, II. 98; persécute les Lépreux et les Juifs, II. 380; (projet de donner les terres du Temple à), III. 254; dispositions prises au sujet des biens du Temple, III. 330.

Philippe VI (France subordonne le pouvoir civil à l'Inq. L. 385; II. 125; répare la prison de Carcassonne, L. 490; sur les dettes des hérétiques, L. 519; étend la juridiction royale, II. 130; réprime les Flagellants, II. 382; envahit la Lombardie, III. 497; confirme la juridiction de l'Inq., III. 454; sur la Visien Beatifique, III. 592, 593.

Philippe II (Espagne) favorise le Lullisme, III. 587, 588.

Philippe III (Espagne) demande la canonisation de Lulle, III. 588; tente un effort diplomatique en faveur de l'Immaculée Conception, III. 304.

Philippe 4^{er} (Flandre), persécute les Cathares, L. 112.

Philippe le Bon (Flandre), sur la confiscation, L. 521; donne mandat à Kalteisen, L. 335; II. 578; assiège Compiègne, III. 356; son rôle dans l'affaire des Vaudois d'Arras, III. 523, 525, 530.

Philippe, inq. d'Abyssinie, L. 298.

Philippe d'Achaïe arrête les Templiers, III. 301.

Philippe, chancelier de l'Université, L. 25.

Philippe de Dreux, év. de Beauvais, L. 11.

Philippe de Majorque, III. 81.

Philippe de Marigny, arch. de Sens, II. 576; III. 294.

Philippe de Montfort (avantages tirés de la confiscation par), II. 111.

Philippe le nécromancien, III. 121.

Philosophie (querelle entre la théologie et la), III. 557, 562.

Philtres en Égypte, III. 388; en Grèce, III. 389; à Rome, III. 391; chez les peuples scandinaves, III. 405; employés par Mummolus, III. 411; (pénitences infligées à ceux qui usent de), III. 413, 414, 416; rompant les liens du mariage, III. 418; répression au XIII^e siècle, III. 427, 430; d'après les Constitutions Siciliennes, III. 431; considérés comme hérésie, III. 435; affaire jugée au Châtelet de Paris, III. 461; affaire de la magicienne du Velay, III. 463; pouvoir des sorcières, III. 562.

Physiognomonie (science de la), III. 431.

Piagnoni, partisans de Savonarole, III. 214, 219, 227.

Pic de la Mirandole (Jean), sa foi en Savonarole, III. 214; ses erreurs, III. 573.

Pic de la Mirandole (Jean-François), sur le Sabbat, III. 498; réclame des réformes, III. 639.

Pichardus en Bohême, II. 518.

Pie II place les Franciscains sous la juridiction de leur pape général, L. 362; commue une pénitence, L. 474; obtient l'abrogation de la Pragmatique Sanction, II. 135; intervient dans les opérations de l'Inq. en Bourgogne, II. 141; sur la querelle au sujet du sang du Christ, II. 472; confirme l'Inq. de Barcelone, II. 179; intervient en Bosnie, II. 313; jette l'interdit sur le Tyrol, II. 417; son opinion sur Huss, II. 445, 505; estime que l'hérésie dénoue les pactes, II. 469; rapporte ce qu'il a vu au Mont Tabor, II. 522, 525, 560; ses démêlés avec la Bohême, II. 542, 545, 553, 557, 558, 559; sa tentative de croisade en 1454, II. 551; son opinion sur Capistrano, II. 554; consulte ses cardinaux au sujet d'une réforme à opposer au Luthéranisme, III. 69; son opinion sur les Franciscains, III. 173; sa tolérance, III.

569; ordonne de persécuter les sorcières, III. 537; défend le pouvoir temporel, III. 568; sur la moralité de l'Europe, III. 643; son médiocre respect pour les choses de la religion, III. 567; sur l'hérésie de la désobéissance à Rome, III. 617.

Pie III, ses offres à Savonarole, III. 220.

Pie IV subordonne les Mendicants à l'Inq., L. 363.

Pie V lance la bulle *Multiplices inter*, II. 469.

Pie VI, sur l'Immaculée Conception, III. 611.

Pie IX canonise les martyrs d'Avignonet, II. 36; béatifie Raymond Lulle, III. 589; adopte le dogme de l'Immaculée Conception, III. 611.

Piémont (Vaudois du), L. 425; II. 194, 259; confiscations, L. 512; catharisme, II. 235.

Pierre d'Abano, III. 440, 445.

Pierre Amiel, arch. de Narbonne, L. 296, 201, 330; II. 14, 28.

Pierre d'Aragon (affaire de), II. 244.

Pierre II, roi d'Aragon, soumet l'Aragon au Saint-Siège, L. 157; persécute les Vaudois, L. 81; ses relations avec Raymond VI, L. 132; refuse de persécuter, L. 130; son caractère, L. 157, intervient en Languedoc, L. 470; tué à Muret, L. 177.

Pierre III (Aragon) obtient la Sicile, II. 248; (croisade contre), III. 490.

Pierre IV (Aragon), sa foi en l'astrologie, III. 445; défend les Lullistes, III. 584.

Pierre le Cruel (Castille), sa foi en l'astrologie, III. 445.

Pierre (saint), son triomphe sur Simon le Mage, II. 393.

Pierre Autier, II. 405, 407.

Pierre Balsamo, L. 460.

Pierre de Bénévent (cardinal), sa « pieuse » fraude, L. 178.

Pierre de Berne, III. 504, 510, 534.

Pierre de Blois refuse un évêché, L. 13; sur les ordinaires épiscopaux, L. 22; sur le pouvoir de la magie, III. 418; sur la Vierge Marie, III. 597.

Pierre de Boulogne, III. 203, 296, 297.

Pierre le Brousart, inq. d'Arras, III. 520.

Pierre de Bruys, L. 68.

Pierre Cantor, sur les abus du clergé, L. 13, 20, 23, 28, 52; sa tolérance, L. 220; aide Foulques de Neuilly, L. 244; désapprouve l'emploi de l'ordalie, I. 306.

Pierre Cardinal (poèmes de), L. 55; II. 2, 14.

Pierre de Castelnau, légat papal, L. 157, 440, 442; (meurtre de), L. 145.

Pierre le Célestin, inq. L. 301, 398.

Pierre Cella, inq. L. 544; II. 8, 10, 17, 21.

Pierre Chelicky, ses reproches aux Taborites, II. 524; son influence, II. 561, 562.

Pierre de Cherrut, son initiation au Temple, III. 277.

Pierre de Colmieu — voir *Albano (cardinal d')*.

Pierre Damien, sur le caractère des ecclésiastiques, L. 7; sur le rachat de la pénitence, L. 41.

Pierre de Dresde propose la communion sous les deux espèces, II. 471.

Pierre Fabri, inq., sa pauvreté, L. 532; persécute les Vaudois, II. 157.

Pierre de Fenouillèdes, II. 411.

Pierre Flotte (influence de), II. 58.

Pierre de l'Hôpital, III. 481, 484, 486.

Pierre Julien (cas de), L. 390.

Pierre Lombard, sur le tourment des damnés, L. 241; sur Joachim de Flore, III. 13; nie l'Immaculée Conception, III. 596.

Pierre Martyr (saint), sa carrière, L. 49 ; II. 207 ; ses travaux à Florence, II. 211 ; inq. de Lombardie ; II. 213 ; son martyre, II. 215 ; sort de ses assassins, L. 460.

Pierre Mauciere conspire contre Louis VII, L. 199.

Pierre Mauran (cas de), L. 122.

Pierre, arch. de Mayence, favorise les Templiers, III. 303.

Pierre de Montbrun fait une enquête sur l'Inq. II. 72.

Pierre de Mulcone falsifie les registres, II. 72.

Pierre de la Palu, sur les Templiers, III. 327.

Pierre Paschal assassiné par les Vaudois, II. 150.

Pierre de Pilichdorf (le pseudo), II. 338.

Pierre de Poitiers (cas de), III. 428.

Pierre Probi, II. 82, 100, 101.

Pierre Raymond Domingue (cas de), L. 486.

Pierre de la Rive, ses erreurs, III. 556.

Pierre Roger de Mirepoix, II. 35.

Pierre Sanche, missionnaire cathare, II. 106.

Pierre de Saint-Chrysogone refuse de se laisser corrompre, L. 1.

Pierre de Tornamire (cas de), L. 377, 449.

Pierre Tort, sur les greniers et les caves des Franciscains, III. 78.

Pierre des Vaux, docteur Vaudois, II. 146.

Pierre le Vénérable réfute le Coran, L. 58 ; réfute les Pétrobrusiens, L. 69 ; sur le Talmud, L. 554.

Pierre de Voie, inq. d'Evreux, II. 136.

Pierre Waldo, — voir *Waldo*.

Pietro d'Aquila vend des ports d'armes, L. 383 ; ses extorsions, L. 179 ; ses malversations, L. 511 ; récompense de ses services, II. 276.

Pietro d'Assise (cas de), L. 417.

Pietro di Bracciano (meurtre de), L. 461 ; II. 215.

Pietro di Corbario, antipape, III. 146, 151.

Pietro da Lucca, son hérésie, III. 603.

Pietro di Parenzo (saint), son martyre, L. 116.

Pietro Ranzani, II. 288.

Pietro di Ruffia, assassiné à Suse, II. 260.

Pietro di Ser Lippo, II. 280.

Pifferi (Francesco), son commentaire sur Sacrobosco, III. 442.

Pifres, L. 115.

Pignerol (statuts édictés contre l'hérésie à), I. 319 ; II. 195 ; échec de l'Inq. II. 262.

Pikars en Bohême, II. 517.

Pilardi, L. 125.

Piombino (*Fratricelli* à) en 1471, III. 178.

Piphili, L. 115.

Pise (hérétiques brûlés à), II. 240, 282 ; Jean XXII brûlé en effigie, III. 149 ; non rendue à Florence par Charles VIII, III. 214 ; (C. de) en 1409, sa supplique à Alexandre V, III. 637.

Pison (Cneius tue Germanicus, III. 390.

Pistoie (restriction des ports d'armes), L. 382 ; lois restreignant les privilèges de l'Inq. II. 280.

Pitié du bras séculier (appel à la), L. 227, 534 ; III. 491.

Plaidier (refus de), L. 447.

Plaisance (Cathares à), L. 117 ; troubles de 1204, II. 196 ; troubles au sujet de l'hérésie, II. 202, 223, 235.

Platina, sa disgrâce sous Paul II, III. 570.

Pleurs (impossibilité pour la sorcière de verser des), III. 514.

Ploireri (François) persécute les Vaudois, II. 160.

Pluralités (abus des), L. 25.

Pœnæ confusibiles, L. 462, 468.

Pogge (Le), sur Jérôme de Prague, II. 502 ; sur la curie pontificale, III. 628 ; sa querelle

avec Lorenzo Vaila, III. 567.

Poisson, seul aliment admis par les Cathares, I. 97.

Poli, centre de *Fraticelli*, III. 178.

Police locale de l'Inq., I. 386.

Politien (Ange), II. 546, 582.

Politique (activité) des Mendians, I. 275; (utilité) de l'Inq., III. 190; (hérésie) utilisée par l'Eglise, III. 181; (hérésie) utilisée par l'Etat, III. 238; (rapports entre l'hérésie et la), II. 191; III. 191.

Pollentianus (cas de), III. 398.

Pollution causée par l'effusion du sang, I. 223; des sacrements, I. 62.

Pologne (Vandois en), II. 397; (Inq. en), II. 430, 431, 549; Hunsitisme, II. 496, 525; ligue pour exterminer l'hérésie, II. 544; visite de Capistrano, II. 551.

Poméranie (Vandois de), I. 84; II. 398, 445.

Pomili (Béranger), marchand d'indulgences, III. 623, 662.

Pomponazio, sur le pouvoir des démons, III. 547; sa doctrine, III. 574.

Pomponio Leto, III. 570, 571.

Ponce de Blanes (empoisonnement de), II. 167.

Pons (hérésie de), I. 72.

Pons, inq. et le comte de Foix, II. 54.

Pons Arnaud, faux témoin, I. 440.

Pons Botugati (martyre de), III. 47.

Pons Carbonelli (saint), III. 48.

Pons Delmont, inq. en Querci, II. 47.

Pons de l'Esparre (activité de), II. 23.

Pons Feugeyron (mandats de), II. 138; III. 204, 511.

Pons de Narbonne combat le Catharisme, I. 118, 124.

Pons de Poyet, inq. I. 528; II. 56, 111.

Pons de Rodelle (tolérance de), I. 141.

Pons de Saint-Gilles (activité de), II. 10, 16.

Ponsa, év. de Bosnie, II. 295.

Pont de l'Arche (C. de), en 1310, sur les Templiers, III. 295.

Pontificales (bulles), contre la magie, III. 453; contre la sorcellerie, III. 502, 506, 512, 537, 540, 546, 547.

Pontificaux (abus des brefs), I. 18; (falsification de brefs), I. 49.

Pontificaux (les Mendians employés comme commissaires), I. 276.

Ponts (amendes utilisées pour la construction de), I. 474.

Ponzinibio, sur la suspicion d'hérésie, I. 455; sur le Sabbat, III. 498.

Popelicans, I. 115.

Poppo, arch. de Trèves (cas de), III. 418.

Populaire (faveur) acquise aux Mendians, I. 280; (portée de l'opinion), I. 431; (souveraineté) au XIV^e siècle, III. 139; (incrédulité) touchant la sorcellerie, III. 533, 540, 546.

Ports d'armes (vente des), I. 383.

Portugal (exactions de l'Eglise sur les mourants, au), I. 30; échec de l'Inq., I. 530; histoire de l'Inq., II. 188; les Spirituels, III. 85; les Templiers protégés, III. 317.

Potho de Pruhm, sur l'Eglise, I. 52.

Pothon de Xaintrailles, III. 339, 356, 377.

Poursuites contre des év., I. 13; contre des avocats et des notaires, I. 445; III. 518; contre les morts, I. 448.

Poyet (cardinal-légit), III. 68, 197.

Pragelato (Vandois de), II. 160, 261, 263, 264.

Pragmatique Sanction de 1438, II. 134; III. 629.

Prague (Dolcinistes dénoncés à), II. 429; Inq. pontificale, II. 431, 447; assiégée par Sigismond, II. 517; massacre des Taborites à, II. 535; (C. de), en 1301, sur l'hérésie, II. 421; (C. de), en 1412, condamne les innovations, II. 442; (C. calixtin, en 1424, à), II. 520; (Concile de), sur la magie, III. 460.

Prato (Cathares à), L. 117.

Prêcheurs (Frères), L. 253.

Précurseurs de Huss, II. 436.

Prédestination, L. 217; doctrine de Wicliff, II. 442.

Prédication (négligence de la), L. 23; des Vaudois, L. 77; autorisations accordées par des légats, L. 142; (querelles de la), L. 278; restreinte en Angleterre, I. 353; libre parmi les Wicliffites, II. 441; libre en Bohême, II. 448.

Prégent de Coëtivy, III. 488.

Prelati (Francesco), III. 473, 477, 483.

Premysl Ottokar II, II. 428.

Prescription en matière d'hérésie, L. 322.

Présents reçus par des inq., L. 181.

Presse (censure de la), III. 613.

Prêtres (immunité des), L. 2; III. 629; supériorité sur les laïques, L. 4; doivent assister à la confection des testaments, L. 29; immoralité, L. 31; III. 636; supplantés par les moines, L. 279; tenus de seconder l'inq., L. 386; (témoignage des), I. 436; pratique de la magie, III. 422.

Prêtrise (caractère indélébile de la), L. 4.

Prière (efficacité de la), III. 395.

Prierias, sur les Indulgences, L. 43; condamne Luther, II. 284; affirme l'existence des incubes, III. 384; sur l'hérésie de la magie, III. 425; prouve la réalité du Sabbat, III. 499; sur la peine de mort pour les sorcières, III. 515; sur l'extension de la sorcellerie, III.

546; attaque Pomponazio, III. 576.

Princes (devoir de persécution incombant aux), L. 215, 224, 536; dépossédés pour avoir toléré l'hérésie, L. 321.

Priscillianistes dénoncés par leur paleur, L. 110, 214.

Priscillien (exécution de), L. 213.

Prisonniers (traitement des), L. 487; (querelles au sujet de l'entretien des), L. 489; (régime des), L. 491; (nombre considérable des), L. 485, 489; II. 454.

Prisons d'inq., I. 375; sous le contrôle des év., L. 231; fournies par la couronne, L. 342; (détention de rigueur dans les), L. 420; (amendes destinées aux), L. 471; (régime des), L. 488; II. 93; (la mortalité dans les), L. 494; (difficulté causée par le manque de), II. 4; réformes ordonnées par Philippe le Bel, II. 871; (difficulté d'entretenir les), II. 454; fournies à l'inq. germanique, II. 390.

Privation de nourriture, pour amener à résipiscence, L. 320, 421; non appliquée à Huss, II. 478.

Procédure inquisitoriale (la), L. 399; (nature sommaire de), L. 405; (secret de), L. 406.

Procès contre des év. (difficulté des), L. 43; d'hérésie (difficulté des), L. 387.

Procession du Saint-Esprit, III. 616.

Procope Rosa fait l'éloge des Vaudois, II. 522; su cède à Ziska, II. 525; son franc Parler à Bâle, II. 533; tué à Lipan, II. 535.

Prophétie (fréquence de la) au Moyen-Age, III. 210.

Propriété ecclésiastique (immunité de la), L. 3, 34; individuelle, chez les moines, L. 37; (expédients permettant aux Franciscains de détenir), III. 5, 8; du Temple, III. 282, 283.

Prosélytisme des Cathares, L. 402; des *Fraticelli*, III. 166; des Frères Bohêmes, II. 567; des Or-

dres Mendians, L. 297; des Vaudois, L. 80, 86.

Prouille (fondation du monastère de), L. 259.

Provence, cédée à l'Eglise, L. 204; rendue à Raymond VII, L. 206; II. 15; (inq. franciscains de), L. 301; (dépenses de l'Inq. en), L. 527; (l'Inq. en, II. 23, 51, 118; (introduction des lois de Frédéric II en), II. 138; (progrès du Joachisme en), III. 17; (*Fraticelli* en), III. 167; (arrestation des Templiers en), III. 304.

Provinciaux, autorisés à nommer des inq. L. 329; leur contrôle sur les inq. L. 344; justiciables de

l'Inq. L. 346; de Bourgogne (haute main exercée par les), II. 244.

Placek, chef calixtin de Bohême, II. 540.

Publicani, L. 115.

Puigcerros (Bernardo), inq. d'Aragon, II. 170.

Purgatio canonica, L. 310, 455.

Purgatoire (doctrine du), chez les Vaudois, L. 79, 83; II. 150, 166.

Purgatoire, nié par les Calixtins, II. 512; nié par les Taborites, II. 512, 523.

Puritanisme des Calixtins, II. 524.

Putagi (Guidone) organise les Frères Apostoliques, III. 106.

Q

QUADES (victoire de Marc-Aurèle sur les), III. 394.

Quæstuarii, L. 46; III. 621, 662; des Templiers, III. 242.

Quarante-cinq articles (les) de Wicliff, II. 466, 482.

Querci (l'Inq. dans le), II. 91, 30.

Querelles entre les Mendians et le clergé séculier, L. 281, 290; entre les Ordres Mendians, L. 299, 300, 302; II. 76, 138, 171, 217; III. 98, 173, 599; entre le clergé et les Ordres Militaires, III. 241; entre les Ordres Militaires, III. 245.

Quéribus (prise du château de), II. 52.

Querio (Jacopo da), brûlé à Avignon, III. 122.

Quia nonnunquam (bulle), III. 130, 143.

Quia quorundam (bulle), III. 138.

Quilibet tyrannus (proposition), III. 337.

Quintilla, sur le baptême, L. 210.

Quod super nonnullis (bulle), L. 344; III. 434.

Quorundam (bulle), III. 72, 73, 74.

R

Raban condamne Gottschale, L. 217.

Rachat de pénitence, L. 464; de vœux, L. 198, 203, 206.

Radak (trahison de), II. 314.

Radewyns (Florent), II. 36.

Radivoj appelle les Tures, II. 307.

Radomjer, *Djed cathare*, II. 205.

Raguse (le Catharisme à), II. 292.

Raimbaud de Caron (confession arrachée par la torture à), III. 266.

Rainaldo, arch. de Ravenne, favorise les Templiers, III. 307.

Rainaldo, pape des *Fratricelli*, III. 161.

Rainerio, év. de Verceil, attaque Dolcino, III. 114, 118.

Rainerio Saccone, évalue le nombre des Cathares, II. 49, 193, 297; (tentative de meurtre contre), II. 215; inq. de Milan, II. 218, 220, 222, 229; sa dernière apparition, II. 233.

Rainier, légat en Languedoc, L. 136.

Rais (Gilles de) accompagne Jeanne Darc, III. 345, 469; son procès, III. 468; prototype de Barbe-Bleue, III. 489.

Ramiro ☞ brûle des magiciens, III. 429.

Ramon Costa, év. d'Elne, juge les Templiers, III. 314.

Ramon de Malleolis (cas de), II. 167.

Ramon Sa Guardia de Mas Deu, III. 311, 314, 315, 316.

Ramon de Tarraga (hérésie de), II. 175.

Raoul de Fontfroide, légat pontifical, L. 137, 144.

Raoul de Nemours trahit les Amauriens, II. 321.

Rapports avec des hérétiques (crime constitué par les), II. 31.

Rasez (siège cathare de), L. 193.

Ratification de la confession sous l'effet de la torture, L. 427.

Rationalisme chez les Cathares, L. 29.

Ratishonne (Vaudois de), II. 348, 427; (Béghards persécutés à), II. 377, 412; (Henri Grünfeld brûlé à), II. 414; (hérétiques brûlés à), III. 509.

Rand le Fort, III. 406.

Ravenne (décret de Frédéric II à), L. 221; II. 333.

Ravenne (C. de) en 1311, sur les Templiers, III. 307.

Ravensburg (sorcières brûlées à), III. 540.

Raymond V (Toulouse) réprime le Catharisme, L. 128; son indifférence, L. 124; ses lois contre l'hérésie, L. 163.

Raymond VI (Toulouse), son avènement en 1195, L. 132; son indifférence en matière de religion, L. 133; jure de chasser les hérétiques, L. 137; (exc. répétée de), L. 142, 146; (pénitence et absolution de), L. 150; (nouvelle exc. de), L. 152; guide les Croisés, L. 153, 155; fait appel à Innocent III, III. 163; n'obtient pas audience, L. 165; prend les armes, L. 168; se soumet sans condition, L. 178; condamné par le C. de Latran, L. 182; défend Toulouse, L. 185; sa mort, L. 188; demeure sans sépulture chrétienne, L. 189.

Raymond VIII (Toulouse) encouragé par Innocent III, III. 483; prend la tête du soulèvement de Provence, L. 18; ses négociations, L. 189, 192, 193, 194; autorise la persécution, L. 197; résiste à la croisade, L. 195; accepte les conditions de paix, L. 203; sa situation et ses mobiles, L. 207; sa situation à l'égard de l'Eglise, II. 14; ses lois de 1234, L. 323, 469, 482, 503; II. 45; intervient à Toulouse, II. 17; obtient la suspension de l'Inq. II. 24; sa révolte en 1242, II. 38; sa réconciliation avec la papauté, II. 40; son zèle persécuteur, L. 537, 46, 47; sa cour, à Noël, en 1244, L. 132; finit par entreprendre la croisade, L. 467; II. 47; sa mort, II. 48.

Raymond (maître), condamnation de ses erreurs, III. 561.

Raymond d'Alfaro, II. 35, 37.

Raymond de Baimiac, L. 123, 124.

Raymond Bernard de Flascan, II. 54.

Raymond Calverie (confiscation des biens de), II. 112.

Raymond de Costiran, II. 36.

Raymond Delboc, II. 61.

Raymond Durfort, inq. de Marjorque, II. 477.

Raymond du Fauga élabore des lois contre l'hérésie, I. 323; nommé év. de Toulouse, II. 6; son activité, II. 8, 9, 11, 15, 28; chassé de Toulouse, II. 18.

Raymond Gaufridi favorise les Spirituels, III. 34, 35, 44; condamne Roger Bacon, III. 534; destitué par Boniface VIII, III. 36; sa mort, III. 58.

Raymond Godayl, II. 61.

Raymond de Goth (vénéralité de), II. 92.

Raymond Gros (conversion de), II. 22.

Raymond Gozin, inq. ses épreuves, II. 144.

Raymond Jean, Oliviste, III. 65, 76.

Raymond Martius fonde l'Inq. à Tunis, I. 355.

Raymond de Pennaforte, sur le devoir de la persécution, I. 229; sur le crime de relaps, I. 544; ses instructions, II. 163; refuse l'arch. de Tarragone, II. 167; son rôle au C. de Tarragone, II. 167.

Raymond de Péreille, II. 34, 43.

Raymond du Puy organise les Hospitaliers, III. 238.

Raymond Vitalis (cas de), I. 499.

Raymonde Barbaira, I. 475.

Raymonde Manificier, coupable d'avoir quitté les croix pénitentielles, I. 470.

Raynaud (Théophile), sur l'Immaculée Conception, III. 610.

Réalistes, III. 535; (Huss partisan des), II. 444; poursuivent Jean de Wesel, II. 421.

Récard, ses lois sur la magie, III. 399.

Rechute ou crime des relaps (peine du bûcher pour), I. 230, 343, 321, 543, 544; dans l'affaire de Jeanne d'Arc, III. 374; échappe à la peine de mort, I. 484, 545;

II. 587; des suspects, I. 546, 547; des fauteurs, I. 548; (la rétractation de confession tenue pour), II. 429, 543; III. 286, 295, 308, 324, 325.

Récollets, III. 180.

Récompenses à ceux qui trahissent leurs complices, I. 409.

Réconciliation (formalités préliminaires requises pour la), II. 487.

Réconciliés (confiscation frappant les pénitents), I. 507.

Recordi (Pierre), III. 454, 657.

Récusation du juge, I. 449.

Redwald (le roi, son christianisme, III. 400.

Réforme (la), favorisée par les hérétiques, II. 414, 416; influence des Frères de la Vie Commune, II. 362; signes précurseurs en France, II. 442; approche, III. 647; influence sur la philosophie, III. 577.

Réformée (Congrégation) de Dominicains, II. 145.

Refus de plaider, I. 447; d'accomplir une pénitence, I. 549; de brûler des hérétiques (châtiment du), I. 227, 538.

Régime des prisonniers de l'Inq. I. 49.

Registres de l'Inq. réclamés par les év., I. 350; (masse énorme des), I. 378; (soin apporté à la tenue des), I. 379; (falsification des), I. 380; II. 72; (tentatives pour détruire les), I. 380; II. 59; (ordre de transcrire les documents des), I. 397; (refus de fournir des extraits des), I. 406.

Regnans in cælis (bulle), III. 281.

Réhabilitation de Jeanne d'Arc, III. 378; des Vaudois d'Arras, III. 530.

Reichelm de Schöngau (démologie de), III. 381.

Reichstag de Francfort, affirme l'indépendance de l'Empire, III. 455.

Reims (Cathares à) au ^x^e siècle, I. 111; déclin de l'Inq., II. 133; sacre de Charles VII, III. 349; (C. de) en 1449, condamne les Cathares, L. 119; (C. de) en 1457, ordonne l'application de l'ordalie aux hérétiques, L. 306; (C. de) en 1287, contre les Mendiants, L. 290; (C. de) en 1301 et 1303, sur les excommuniés, II. 122.

Reinhold de Strasbourg fait appel à Innocent III, II. 317.

Reiser (Frédéric), II. 415.

Relaps (*Fraticelli*) doivent être réconciliés, III. 175; doivent être brûlés, III. 178.

Relaxation, L. 534; la sentence n'est pas lue dans l'Eglise, L. 392; des relaps, L. 429, 544.

Religieuses (immoralité des), III. 631, 635.

Religion (caractère de la) au Moyen-Age, L. 40; dissociée de la morale, III. 641, 644.

Reliques (pouvoir magique attribué aux), L. 47; (querelles au sujet des), II. 315; de Huss (vénération des), II. 493; des Olivistes (culte des), III. 80; de Savonarole (culte des), III. 235; (emploi magique des), III. 409; tournées en ridicule par Pomponazo, III. 575.

Renaissance (influence de la) sur la morale, III. 209; en Italie, III. 563; des lettres (paganisme de la), III. 571.

Renaud de Chartres refuse de brûler les relaps, L. 543.

Renaud de Chartres, arch. de Reims, III. 318.

Renand de Provins, III. 293, 296, 297.

Repentir (délation obligatoire pour prouver la sincérité du), L. 409.

Répétition de la torture, L. 427; III. 514.

Résistance à l'Inq. L. 321; à Narbonne, II. 13; à Toulouse, II. 17; à Carcassonne et à Albi, II.

59; à Florence, II. 210; de chefs gibelins, II. 223; à Parme, II. 237; à Viterbe, II. 239.

Responsabilité des mineurs, L. 402, 435; publique, à l'égard de l'hérésie, L. 234; éludée par l'Eglise, II. 215, 534; II. 166; de l'Eglise dans le développement de la sorcellerie, III. 544, 546.

Résurrection d'êtres dévorés par des sorcières, III. 503.

Rétractation de témoignages, L. 439, 441; de confessions, interdite, II. 63; (peine frappant la), I. 428; équivaut au crime de relapse, L. 429, 543; III. 286, 295, 324, 325; non considérée comme crime de relapse, III. 296, 308; de l'hérésie au lit de mort, I. 436.

Reuchlin (Jean), II. 423.

Revergade (Jeannette), brûlée pour magie, III. 463.

Ricchini, sur Saint-Dominique, L. 300.

Ricci (Sainte Catarina) invoque Savonarole comme un saint, III. 236.

Richard 1^{er} d'Angleterre et l'év. de Beauvais, L. 11; (réponse de) à Foulques de Neuilly, L. 245; vend Chypre aux Templiers, III. 240.

Richard III d'Angleterre accusé de magie Jaquette de Bedford, III. 468.

Richard d'Armagh et les Mendiants, L. 291.

Richard de Canterbury, sur les exemptions monastiques, L. 35.

Richard (frère) son dévouement à Jeanne Darc, III. 348; protège Catherine de la Rochelle, III. 376.

Richard Nepveu envoyé en Languedoc, II. 77.

Rienzo (Cola di), sa foi en Joachim, III. 41; s'associe aux *Fraticelli*, III. 161; condamné comme hérétique, III. 203.

Rieti (lois de persécution en vigueur à), L. 322; les Frères Apostoliques, III. 123.

Riez (l'év. de), légat du pape, I. 170, 172.

Rimini (lois de persécution imposées à), I. 322; Cathares, I. 117; II. 198.

Ripaille (l'abbaye de), II. 195.

Ripuaire (code), ses dispositions au sujet de la magie, III. 409.

Risques courus par les témoins, I. 439.

Rituel cathare, I. 94.

Rivara (procès de sorcellerie à), III. 518.

Robert le Pieux (Naples) brûle des Cathares, I. 400, 218; contribue à l'édification de la chapelle de Saint Pierre Martyr, I. 506; II. 247; seconde l'Inq., II. 284; s'adonne à l'alchimie, III. 52; essaye d'acquiescer la suprématie en Italie, III. 135; protège les Spirituels, III. 144; arrête les Templiers, III. 304; s'efforce d'accaparer les biens du Temple, III. 339; sur la Vision Béatifique, III. 594.

Robert, év. d'Aix, accusé de magie, III. 453.

Robert d'Arbrissel convertit des Cathares, I. 117.

Robert de Baudricourt, III. 312.

Robert le Bougre, II. 113.

Robert de Genève. Voir *Clément VIII.*

Robert Grosseteste, sur la corruption de l'Eglise, I. 17, 20, 54; explique l'hérésie par la corruption de l'Eglise, I. 129.

Robert le Hierosolymite, III. 181.

Robert de Rélines, traducteur du Coran, I. 58.

Robert, comte de Rosellon (cas de), II. 161.

Roberto Patta réduit à la soumission, II. 220.

Rocher des Cris (le), III. 421.

Rodez (l'év. de), son procès, I. 516; son Inq. I. 518.

Rodolphe de Habsbourg confirme des inq. II. 318.

Rodolphe de Würzbourg brûle

Hans de Niklaushausen, II. 419.

Rodrigo (Fran. Jav.), son plaidoyer en faveur de l'Eglise: I. 540.

Rodrigo de Cintra, inq. de Portugal, II. 189.

Rodrigo de Compostelle capture des Olivistes, II. 185.

Roger IV de Foix et l'Inq., II. 53.

Roger Bernard II. de Foix, I. 165, 166, 205; II. 52.

Roger Bernard III de Foix et l'Inq., II. 55, 169.

Roger Bernard IV de Foix, II. 56.

Roger de Briquerville, III. 479, 488.

Roger de Châlons et les Cathares, I. 109, 218.

Roger de Sicile introduit la confiscation, I. 504; ses lois sur la magie, III. 431.

Roger le Templier, III. 247.

Rognvald Rettelbein, III. 408.

Rohacz (Jean), son exécution, II. 539.

Rohle (Wenceslas) dénonce les indulgences, II. 428.

Rois, soumis à la juridiction de l'Inq., I. 347.

Rokyza (Jean), sur les saufs-conduits, II. 466, 461; administre la communion à des enfants en bas-âge, II. 474; ses idées au sujet de l'Eucharistie, II. 525; son ambition, II. 536, 545, 551, 552, 556, 557; s'enfuit de Prague, II. 537, 539; (concessions réactionnaires de), II. 546; condamné comme hérétique, II. 558; tolère les Frères Bohêmes, II. 563.

Roland de Crémone, son zèle à Toulouse, II. 6; sa carrière comme inq., II. 202; entame une Inq. contre Ezzelin II. 225.

Romanes (versions) de l'Ecriture, interdites, I. 324.

Romagne (Inq. de), II. 242, 234; (Gibelins condamnés comme hérétiques en), III. 201; poursuites contre les Templiers, III. 307.

Romain (droit), sa renaissance, L. 58; son influence, L. 309; II. 57; dispositions relatives aux demeures d'hérétiques, L. 481; incapacités des descendants, L. 498; la confiscation, L. 501.

Romano (cardinal-légat), L. 191, 193, 202, 316.

Rome (magie dans l'ancienne), III. 390, 392; astrologie, III. 437; magie au ^{viii}^e siècle, III. 412; troubles suscités par Arnaud de Brescia, L. 74; hérétiques envoyés à Rome, pour y recevoir leur châtiment, I 308; (l'hérésie à), II. 192, 248, 269; législation contre l'hérésie, en 1231, L. 324; II. 200; pénitences infligées aux *Fraticelli*, en 1467, III. 178; Thomas Connecte brûlé, III. 209; la mortalité de l'âme professée, III. 576; état sous Innocent VIII, III. 643; (C. de), en 1413, condamne Wickliff, II. 443.

Romolino (Francesco), juge Savonarole, III. 232; ne trouve pas d'hérésie dans les écrits de Savonarole, III. 236.

Rondinelli (Giuliano) offre d'affronter l'ordalie, III. 225.

Roric le Franciscain, L. 277.

Rosaire (dévotion au), L. 176, III. 691.

Rosell (Pedro), Lulliste, III. 383.

Roselli (Nicolas), inq. d'Aragon, II. 168, 169, 171.

Roskild (Inq. à), II. 402.

Rossano (le rite grec à), III. 616.

Rossi (de), leur triomphe à Florence, II. 212.

Rostain d'Embrun persécute les Vaudois, II. 160.

Rostack (femme brûlée à), II. 403.

Rotellinger (Nicolas) sa pénitence, III. 607.

Rotharis (la magie dans les lois de), III. 411.

Rouen (Jean Graveran inq. de), II. 110; procès de Jeanne Darc, III. 362; (C. de), en 1050, sur la simonie, I. 7; (C. de), en 1189, sur la magie, III. 423; (C. de), en 1231, sur les hommes de loi, L. 22; (C. de), en 1445, sur les sorciers, III. 515.

Roumanie (Templiers arrêtés), III. 304.

Roussel (persécution des hérétiques de), II. 118, 164.

Roussillon (Inq. indépendante en), II. 177; possession du Temple, III. 252; poursuites contre les Templiers, III. 314.

Rubello (Monte), III. 115, 120.

Ruddlan (statut de), muet sur la magie, III. 427.

Ruffach (religieuse accusée de magie à), III. 434.

Ruggieri Calcagni (travaux de), à Florence, L. 506, 544; II. 210.

Rumeur publique (crédit accordé à la), L. 426, 431.

Runcarii, L. 88.

Runes, III. 402, 404.

Ruptarii, L. 125.

Ruses pour obtenir la confession, L. 416; habituelles dans les procès de sorcellerie, III. 514, 522, 532; dans le procès de Jeanne Darc, III. 361.

Rustand demande des subsides au nom du pape, L. 17; prêche la croisade contre Naples, III. 193.

Ruteboruf, sur les vilains, L. 269.

S

SABRAT des sorcières, III. 408; origine de cette croyance, III. 493; controverse à ce sujet, III. 497; détails, III. 500; hommes et bêtes

dévorés, III. 503; crime capital, III. 516; préparatifs, III. 526; développement de la croyance, III. 534; est une illusion, III. 542;

nombre considérable des assistants, III. 547.

Sacerdotalisme de la religion médiévale, L. 47.

Sachsenhansen (protestation de), III. 137.

Sachsenspiegel (peine de l'hérésie dans le), L. 224; (destruction des maisons selon les lois du), L. 483; (la magie dans le), III. 432.

Sacquespée (Antoine), son procès, III. 524, 527.

Sacrements (trafic des), L. 27; III. 630; infernaux des Cathares, L. 101; des Vaudois, L. 83; II. 146; remplacés par la flagellation, II. 407; rejetés par le Joachisme, III. 13, 21; rejetés par les Olivistes, III. 80, 82; nuls entre les mains d'hérétiques, III. 439; viciés entre des mains impures, L. 62, 64, 75; suivant les Vaudois, L. 79, 80; II. 150, 160; les Cathares, L. 93; Jean Vitrier, II. 137; l'év. de Meaux, II. 143; les Frères Bohèmes, II. 563; les *Fraticelli*, III. 162, 163; théorie non admise par Wicliff, II. 441; ni par Huss, II. 476.

Sacrifices divinatoires, III. 402.

Sacrilège de l'initiation au Temple, III. 272.

Sacrobosco (la *Sphæra* de), III. 412.

Sadéré des Cathares, I. 92.

Saga, III. 391.

Sages-femmes (crimes de sorcières faisant office de), III. 501.

Saint Amour (Guillaume de), L. 283, 285; sa mission à Rome, L. 286; sur l'*Évangile Éternel*, III. 22, 23, 25; sa justification, III. 131.

Saint Esprit (incarnation du), III. 91.

Saint Gall (abbaye de), L. 10.

Saint Félix de Carman (C. cathare de), L. 119.

Saint Gilles (Pierre de Bruys brûlé à) L. 68; pénitence de Raymond, L. 150.

Saint Malo (Cathares à), L. 112.

Saint Marc, de Florence (siège de l'église), III. 227.

Saint Siège. Voir *Papauté*.

Saint Tron (abbaye de), L. 10, 36, 37.

Saint Guillaume du Désert (Ordre de), III. 107.

Sainte (Terre), moins importante que les intérêts de la papauté, III. 189, 193; causes de ses désastres, III. 245.

Saintes (l'év. de) torture les Templiers, III. 287.

Saints (le suffrage des) méconnu par les Vaudois, I. 83; II. 150, 160; par les Wicliffites, II. 440; hérétiques, II. 182, 241-2; exploitation, III. 93; Rome se réserve la canonisation, III. 422.

Saints (secte des) en Calabre, III. 127.

Salairé des inq., L. 525, 529, 532.

Salamanque (C. de) acquitte les Templiers, III. 316.

Salimbene (Joachisme de), III. 19, 21; sur l'exploitation des nouveaux saints, III. 93.

Saluces (persécution des Vaudois à), II. 267.

Salut exclusif (influence de la croyance au), L. 237.

Salvestro Maruffi, III. 214, 216, 228.

Salvo di Cassetta, II. 288.

Salzbourg (Luciféranisme à), en 1340, II. 376; (C. de), en 1291, sur les Ordres Militaires, III. 246; (C. de), en 1386, contre les Mendicants, L. 291.

Salzbourg (C. de) en 1418, reconnaît l'Inq., II. 411.

Samaritaine (croyance à la magie, III. 387.

Sang (interdiction au clergé de verser le), L. 223; (devoir de l'église de verser le), L. 536.

Sang du Christ (querelle au sujet du), II. 171, 175.

San Martino (vallée Vaudoise de), II. 195.

Sancha de Naples (Ferraro donnée à), III, 196.

Sanche II de Majorque, son rôle dans l'affaire des Templiers, III, 315, 332.

Sanche Mercadier, II, 106.

Sanche Moriana, II, 59.

Sancta Romana (bulle), III, 75, 81.

Sandalj Hranic' d'Herzégovine, II, 304, 307.

Sangerhausen (Flagellants brûlés à), II, 407, 408.

Santa Sabina (Cardinal de) revendique Florence, II, 277.

Sarabaitte, I, 37.

Sardaigne (antique hérésie en), I, 108; enquêtes séculières en), I, 311; (Inq. introduite en), II, 244; (poursuites contre les Templiers), III, 285.

Sarrasin (Jean), son hérésie, I, 275.

Sarrazins non contraints au baptême, I, 242; (la magie chez les), III, 429.

Satan vaincu par l'Eucharistie, I, 49; III, 426; (réconciliation finale de), II, 323, 408; (conception médiévale de), III, 379; (conception germanique de), III, 402; (pactes avec), III, 386, 424, 464; (rôle de Tentateur de), III, 436; (pouvoir de) pour transporter les êtres, III, 456, 496; (les sorcières nécessaires à), III, 501; (enfants voués à), III, 501; (limite du pouvoir de), III, 512; (mauvaise foi de), III, 513.

Sauf-conduit de Huss, II, 457, 462, 466.

Sauf-conduits donnés à des hérétiques (nullité des), II, 467.

Sauveur (Philippe de), III, 523, 527, 532.

Savi dell'eresia, à Venise, II, 252.

Savi (Domenico), brûlé à Ascoli, III, 123.

Savin (Nicolas), inq. persécute les sorcières, III, 445.

Savole (privilèges spéciaux ac-

cordés à la), I, 425; soumise à l'Inq. de Provence, II, 118; (Vaudois de), II, 195, 259, 260, 267; statuts de), en 1513, II, 268; (sorcières brûlées en), III, 549.

Savoir (mépris des Spirituels pour le), III, 8, 534.

Savonarole (carrière de), III, 209; sur l'astrologie, III, 438, 446; sur l'impiété de l'Eglise, III, 566, 577; son *Crucis Triumphus*, III, 583.

Sawtré, condamné au bûcher, I, 352.

Saxe (Provinciaux dominicains de), I, 348; (inquisition en), II, 375, 402; (Vaudois en), II, 398.

Saxons (troubles causés par les dimes chez les), I, 26; (lois de Charlemagne sur la magie, à l'usage des), III, 413.

Sayn (le comte de), son procès, II, 339, 340, 344.

Scandinave (magie), III, 402.

Scavius, créateur de la sorcellerie, III, 535.

Schandeland (Jean), inq. d'Allemagne, II, 378, 386.

Schismatiques (Inq. dirigée contre les), II, 157.

Schisme (le) est une hérésie, III, 616.

Schleswig (absence de lois sur la magie dans le), III, 433.

Schmidt (Conrad), Flagellant, II, 406.

Schöneveld (Eylard), son activité, II, 402.

Schöneveld (Henri), brûlé des Flagellants, II, 407.

Schorand (Ulrich), à l'exécution de Huss, II, 492.

Schwabenspiegel (peine de l'hérésie dans le), I, 221; II, 349; (version française du), II, 15; (la magie dans le), III, 432.

Schweidnitz (hérétiques brûlés à), II, 131.

Scobaces, III, 536.

Scot (Michel), sa réputation de magicien, III, 431; fait connaître Averroès, III, 561.

Scotistes, III. 556.
 Scribes (abus des), L. 382.
 Sebislav d'Usora, II. 295.
 Secco (Antonio), L. 372, 472; II. 255, 261.

Secret de l'Inq. L. 376, 380, 406; III. 99; imposé aux témoins, II. 93, non observé dans le procès de Gilles de Rais, III. 480; dans les rites de l'Ordre du Temple, III. 255; (soupçons causés par ce secret, III. 309).

Sécularisation de l'Eglise, L. 5.
 Sécularité (essai d'Inq.), L. 324; II. 164; (Inq.) à Venise, II. 250; (jurisdiction) sur la magie, III. 428, 450, 490; sur la sorcellerie, III. 511, 513, 544, 547.

Sécularité (législation), sur l'hérésie, L. 319; sur la magie, III. 427.

Séculiers (magistrats), subordonnés à l'Inq., L. 385; II. 51, 67, 575, 578; (tribunaux), leur procédure, L. 401, 408; (emploi de la torture dans les), L. 421; (influence de l'Inq. sur les), L. 559; (intérêts) servis par l'Inq., II. 277; III. 490.

Segarelli (Gherardo), III. 403; sa doctrine, III. 408.

Seid, III. 404, 406.

Sèleucie (un *Fratricello* archev. de), III. 467.

Senlis (controverse au sujet de la magie, à), III. 428; (C. de), en 1310, sur les Templiers, III. 295.

Sens (l'arch. de) se plaint de l'Inq., L. 330; II. 114; (C. de) en 1223, L. 190; (C. de) en 1310, sur les Templiers, III. 293, 294, 295.

Sentence (la), L. 459; rendue au nom des inq., L. 332; (coopération épiscopale à la), I. 332, 333, 335, 387.

Sentence (la) de « relaxation » n'est pas lue à l'intérieur de l'église, I. 392; (l'Inq. se réserve le droit de modifier la), L. 495.

Sentences (les) de Pierre Lombard, L. 241; III. 552.

Sépulture (interdiction de donner la) aux hérétiques, L. 132.

Sépultures (querelles au sujet des), L. 30, 280; III. 241.

Séquestration des biens, L. 517, 520.

Serbie (inquisiteurs délégués en), II. 314.

Serge III condamne le pape Formose, L. 231.

Serment des cardinaux en conclave, L. 6; de persécuter, exigé des chefs séculiers, L. 225; sans valeur quand il est prêté à des hérétiques, L. 228; II. 468; III. 482; de purgation canonique, L. 310; requis des inquisiteurs, L. 351; d'obéissance à l'Inq., L. 385; préliminaire des accusés, L. 399; (obligation pour les accusés de prêter le), L. 413; refus de prêter le), puni du bûcher, L. 532; imposé en Languedoc, II. 39; des inq. séculiers à Venise, II. 251; (dispenses de) accordées par le pape, II. 470; interdit par les Vaudois, L. 80, 87; II. 450; interdit par les Cathares, L. 97; par les Frères Bohèmes, II. 562; par les Frères Apostoliques, III. 109, 121; admis par les Wickliffites, II. 441.

Sermione purgée de l'hérésie, II. 235.

Sermo generalis, ou *auto de fé*, L. 389, 301.

Servants (frères) des Templiers, III. 243.

Serviteurs (témoignage des), L. 436.

Sévère (Septime) persécute les Chrétiens, L. 311.

Séville (C. de) en 618, sur la condamnation des morts, L. 231.

Sibylle Borell (cas de), L. 457.

Sibylle de Marsal, II. 353.

Sicard d'Albi persécute les Cathares, L. 117.

Sicard de Lavanr, inq. pontifical en Angleterre, III. 299.

Sicci da Vercelli (Antonio), ses

récits fabuleux, III. 256, 271.

Sicile (l'Inq. établie en), II. 246, 248; refuge des *Fraticelli*, II. 249, 284; III. 166; refuge des Spirituels, III. 38, 63; (entretien de l'Inq. en), II. 284; faux diplôme de Frédéric II, II. 287; (l'Inq. espagnole en), II. 288; (influence d'Arnaud de Villeneuve en), III. 54; (arrestation des Templiers en), III. 303; (l'Eglise grecque en), III. 616, 621.

Siciliennes (les Constitutions), contre l'hérésie, L. 221, 325, 350; dispositions relatives à la torture, L. 421; dispositions relatives à la magie, III. 431.

Sidon achetée par les Templiers, III. 271.

Sienne (lois gênant l'exercice de l'Inq. à), II. 275; (C. de) en 1423, stimule l'Inq. II. 414; stimule la persécution, II. 527; la réforme éludée, II. 528; sur les *Fraticelli*, III. 175.

Siete Partidas (*las*), leurs lois concernant la magie, II. 183; législation relative à la magie, III. 430.

Sigfried de Mayence réprime les excès de Conrad de Marbourg, II. 337; assemble le C. en 1233, II. 339.

Sigismond (empereur), son rôle en Bosnie, II. 305, 309; choisit Constance comme siège du C. II. 453; ses actes au C. II. 464, 483, 486, 493; ses efforts en vue d'une réforme, III. 637; ses démêlés avec les Hussites, II. 508, 511, 514, 515, 516, 531, 533, 538; sa mort, en 1437, II. 539.

Sigismond d'Autriche, exc. II. 417; consulte des savants au sujet de la sorcellerie, III. 542.

Signes distinctifs de l'hérésie, L. 432.

Silence opposé à la torture, L. 427; III. 510, 514.

Silésie (l'hérésie en), L. 431.

Silvestre II (serment exigé de)

à Reims, L. 408; sa réputation de magicien, III. 416.

Simon le Mage, III. 393.

Simon de Baeska exc. Giacomo della Marca, II. 544.

Simon de Bourges, L. 358.

Simon Brisetête protège les Juifs, II. 64.

Simon Duval (activité de), II. 120.

Simon de Montfort (caractère de), L. 158; accepte les conquêtes des croisés, L. 159; mène les croisades, L. 160, 161, 167, 177, 179, 182, 185; tué en 1218, L. 186; sa législation contre l'hérésie, L. 220.

Simon ben Shetach, III. 396.

Simon de Tournay (destin de), III. 558, 560.

Simone *da* Amatore (carrière de), II. 285.

Simone Filippi persécute les Dolcinistes, III. 123.

Simone de Montesarculo (torture de), L. 276.

Simone *da* Novara (ignorance de), II. 283.

Simone del Pozzo, II. 281, 284.

Simonie (prédominance universelle de la), L. 7, 72, 27; III. 624; pontificale en Bohême, II. 433; considérée comme hérésie, III. 625; controverse au sujet de la possibilité, pour un pape de commettre le crime de), III. 627, 628.

Sinibaldo di Lago poursuit Pandolfo, II. 238.

Siscidentis, L. 88.

Sixte IV, sur les stigmates de Sainte-Catherine, L. 262; II. 217; compromis avec les Mendiants, L. 293; limite les droits des inq., L. 303; sur le pouvoir de déplacer les inq. L. 345; sur la juridiction de l'Inq. sur les Mendiants, L. 363; rend l'Inq. aux Franciscains, L. 478; ordonne la persécution des Vaudois, II. 258; destitue Jayme Borell, II. 479; destitue Cristobal Gualvez, II. 480; ordonne la mise en jugement de Pedro de Osma,

II. 187; adresse des remontrances à Louis XI, iii. 266; ordonne l'extermination des Hussites, II. 416; lève la condamnation portée contre les écrits d'Olivi, III. 46; menacé par Giacomo della Marca, III. 174; sa terreur d'un C. général, III. 223; condamne la consultation des démons, III. 436; élude la question de l'Immaculée Conception, III. 601; rétablit l'Académie Romaine, III. 571; (immoralité de), III. 639.

Sordello, son aventure avec Ezzelin, II. 225.

Sort (consultation du), chez les Scandinaves, III. 402; chez les Frères Bohèmes, II. 564.

Sortes Sanctorum (emploi des), L. 159, 257.

Sotomayor (le comte de) fonde l'Ordre des Récollets, III. 180.

Souabe (*Ortlibenses* en), II. 323, 376; (Vaudois en), II. 397.

Soulechat (Denis), III. 168.

Southcote (Joanna), III. 402.

Souverain (devoir de persécution du), I. 224, 503, 536.

Spalatro (Cathares à), II. 291, 301.

Sperimento del Fuoco, III. 224.

Speronistes, L. 115.

Sphaera (la) de Sacrobosco, III. 444.

Spina (Bartolomeo de), sur le Sabbat, III. 499.

Spini (Doffo), chef des *Compagnacci*, III. 215, 226, 228.

Spire (Pierre Turman brûlé à), II. 414.

Spirituelle (juridiction) pour le recouvrement des créances, II. 278; — non admise en France en matière de sorcellerie, III. 544.

Spirituels (Franciscains), III. 1; leur origine, III. 7; composent les prophéties attribuées à Joachim, III. 12; adoptent le Joachisme, III. 48; leur révolte contre la papauté, III. 37; (la section italienne des), III. 38, 39, 62, 444; (la sec-

tion française des), III. 42; (Joachisme de), III. 48; (épreuves de), III. 51; persécutés par les Conventuels, III. 57; discussion devant Clément V, III. 58; obtiennent des couvents en Languedoc, III. 62; leurs antipapes, III. 63, 65, 80; persécutés par Jean XXII, L. 388; iii. 72; leurs vêtements simples, III. 79; subdivisions de leur secte, III. 81; en Aragon, III. 85; leurs relations avec les Guillemites, III. 99; leurs rapports avec les Frères Apostoliques, III. 108. Spirituels (tribunaux), leur juridiction, L. 2, 309; leur caractère, L. 21, III. 630, 632.

Spolète (hérésie de l'Esprit de Liberté à), III. 125.

Spontanée (confession), efforts pour la provoquer, L. 371; (formule de), L. 428; III. 266, 484.

Sprenger (Jacob) au procès de Jean de Wesel, II. 421; ses travaux, III. 540; *Malleus Maleficarum*, III. 543; sur la coopération des év. aux travaux des inq. L. 364; sur la peine capitale, I. 536; III. 515; sur la malignité sans cesse en éveil des démons, III. 382; sur les incubes et les succubes, III. 385; condamne l'astrologie, III. 445; sur ceux qui nient le pouvoir des sorcières, III. 465; explication du Sabbat, III. 498.

Squin de Florian (histoire de), III. 255.

Sreim (travaux de Giacomo della Marca à), II. 543.

Staedelin professe la sorcellerie, III. 535.

Stanislas de Znaim, II. 445, 446, 452.

Sixte V encourage le culte de Pierre Martyr, II. 216; sur le rôle de Dominique comme inq. L. 299.

Slaves (les) dans les croisades albigeoises, L. 149; (l'adoration de la nature chez les), II. 301; (croissance aux métamorphoses chez les), III. 405.

Slavonie (le christianisme en), II. 290.

Slavonie (le Catharisme en), II. 290; (l'Inq. organisée en), II. 299.

Société (état de la) au Moyen-Age, III. 611.

Soderini (Paolo Antonio), III. 222, 227.

Sodomie (fréquence de la), L. 9, 52; III. 256, 472, 639.

Soissons (incertitude au sujet du châtim. des hérétiques à), L. 308; (C de), en 1403, sur la magie, III. 466.

Soleil (adoration du), en Savoie, II. 259; réprochée par Marsile Ficin, III. 372.

Solenfant (Georges), brûlé à Rouen, III. 374.

Solidarité dans le crime d'hérésie, L. 234.

Solms (le comte de), sa purgation canonique, II. 344.

Sondershausen (les Flagellants de), II. 408.

Songes (traités arabes sur les), III. 429; (divination par les), III. 446.

Sophie de Bohême protège Huss, II. 443; s'efforce de maintenir la paix, II. 513; favorise les Pikars, II. 517.

Sorcellerie, III. 492; (absence de), au xiii^e siècle, III. 448; (origine de la), III. 497, 499, 534; (châtiment menaçant quiconque ne croit pas à la), III. 465, 506; (bulles pontificales contre la), III. 502, 506, 512, 537, 540, 546, 547; (la sorcellerie seule remède contre la), III. 507; (motifs de la propagation de la), III. 508, 539; (excitation à la), III. 538; soumise à la juridiction séculière, III. 512, 544, 547; (emploi de la torture dans les procès de), III. 520; (extension de la s.) au xvi^e siècle, III. 549.

Sorcerer, III. 512.

Sorcière d'Endor (la), III. 388.

Sorcière d'Eye (la), III. 467.

Sorcières (hommage rendu à Satan par les), III. 386; prosrites par la loi mosaïque, III. 396; (pouvoirs des), III. 407, 502; nécessaires à Satan, III. 501; perdent leur pouvoir une fois arrêtées, III. 509; leur pouvoir sur les juges, III. 535; tenues pour hérétiques, III. 542; de Brescia (discussion au sujet des), L. 539; III. 547, 661; (procédure suivie contre les), III. 514; (responsabilité de l'Eglise dans l'exécution des), III. 532, 574.

Statuts des Templiers, III. 266.

Stedingers (persécution des), III. 482.

Stefano Confaloniero (sentence de), L. 460; II. 214.

Steinecker (Henri), brûlé à Berne, III. 607.

Stertzer, L. 37.

Stettin (Vaudois persécutés à), II. 399.

Stigandi, III. 407.

Stigma diabolicum, III. 497.

Stigmates de Saint-François, L. 262; III. 4; querelles des Mendians au sujet des), L. 262; II. 217; attribués à Catherine de Sienne, II. 217; attribués à Guillaume de Milan, III. 21; de Guillaume le Berger, III. 377; de Jean Letser, III. 601, 605.

Stralsund (prêtre brûlé à), II. 403.

Strasbourg (persécution de 1212 à), II. 316; persécution réprimée, II. 346; persécution des Béghards, II. 369, 374, 387, 403; conduit au sujet de l'évêque, II. 370; Peste Noire, II. 379; Winklers persécutés en 1400, II. 400; Observantins établis, III. 472; aventures de Jean Malkaw, III. 205.

Strix, III. 391.

Stronconi (Giovanni), provincial des Observantins, III. 472.

Stürtzel (Conrad), sur la sorcellerie, III. 512.

Styrie (Vaudois persécutés en), II. 399.

Succubes, III. [383](#), [501](#), [542](#) ; au C. de Constance, II. [454](#).

Suède (Inq. ordonnée en), I. [355](#) ; II. [402](#) ; (lois sur la magie en), III. [433](#).

Suciro Gomès essaye d'introduire l'Inq. au Portugal, II. [188](#).

Suisse (l'hérésie au ^{xv} siècle en), I. [111](#) ; l'Inq. dans les cantons français, II. [120](#).

Suger de Verbanque (hérésie de), II. [121](#).

Summis desiderantes (bulle), III. [340](#).

Suprématie de la couronne de France, II. [130](#).

Surveillance exercée sur les pénitents, I. [197](#).

Suspects d'hérésie (purgation canonique imposée aux), I. [424](#) ; condamnés par défaut, I. [403](#) ; frappés d'incapacités publiques, II. [163](#).

Suspicion d'hérésie, I. [321](#), [433](#), [454](#) ; (peine de la, I. [543](#), [560](#) ; peine des relaps, I. [547](#) ; (incrédulité à l'égard de la sorcellerie, motif à suspicion), III. [465](#).

Suzerain (droits du) sur les terres du vassal hérétique, I. [149](#).

Symbole cathare servant de mot de passe, II. [194](#).

Synagogues (visites superstitieuses aux), II. [118](#).

Synodaux (témoins), I. [312](#), [315](#), [317](#), [350](#) ; II. [417](#).

T

TAA8 (défaites des croisés à), II. [530](#).

Tables (Lois des Douze), sur la magie, III. [392](#).

Tabor (Mont), II. [513](#), [515](#) ; pris par Podiehrad, II. [536](#), [540](#) ; décrit par Aeneas Sylvius, II. [560](#).

Taborites (doctrines des), II. [512](#), [518](#), [523](#) ; (relations des) avec les Vandois, II. [522](#) ; (défaite des) à Lipan, II. [535](#) ; (destruction des), II. [539](#), [540](#), [560](#).

Taciturnité (don de), III. [509](#), [514](#), [532](#).

Tocquet (Jean), III. [523](#), [525](#).

Tagliacozzo (bataille de), II. [232](#).

Taillebourg (bataille de), II. [39](#).

Taincture Jean), son traité sur la sorcellerie, III. [533](#).

Talion imposé à l'accusation, I. [310](#) ; III. [350](#) ; (danger du), I. [101](#) ; pour les faux-témoins, I. [142](#).

Talismans, I. [49](#).

Talmud (condamnation du), I. [554](#) ; II. [157](#) ; (peines édictées contre la magie par le), III. [396](#).

Talon (Bérenger), affirme la pauvreté du Christ, III. [130](#).

Tanchelm, I. [61](#).

Tarantaïse (persécution en), II. [153](#) ; soumise à l'Inq. de Provence, II. [260](#).

Taria, cardinal des Guillelmites, III. [95](#), [101](#).

Tarragone (C. de), en 1238, sur les pamphlets, II. [3](#).

Tarragone (C. de), en 1242, réglemente la persécution, I. [464](#) ; II. [167](#) ; (C. de), en 1291, soutient l'Inq. II. [169](#) ; (C. de), en 1297, persécute les Spirituels, III. [85](#) ; (C. de), en 1305, expulse les Apôtres, III. [106](#) ; (C. de), en 1310, sur les Templiers, III. [312](#) ; (C. de), en 1312, acquitte les Templiers, III. [313](#).

Tarralba (Eugenio), sa confession, III. [576](#).

Tartare (invasion), en Hongrie, II. [296](#).

Tartarie (Inq. en), I. [355](#).

Tauler (Jean), I. [100](#) ; II. [362](#) ; III. [154](#).

Taxes de Pénitencerie, III. 67, 626.

Telchines, III. 389.

Telesforo da Cosenza, sa foi en Joachim, III. 11 ; sur la corruption de l'Eglise, III. 636.

Telonarii, L. 115.

Témoignages, L. 430 ; justifiant la torture, L. 426 ; d'hérétiques admis, L. 321, 435 ; peu probants, suffisent pour condamner, L. 437 ; dissimulés à l'accusé, L. 316, 439 ; (interpellations dans les), L. 72, 73 ; III. 517 ; (rétractation de), L. 439, 441 ; dans les procès des Templiers, III. 267, 269 ; comment on recueillait les), III. 293 ; (comment on altérait les), III. 318, 321 ; dans les affaires de sorcellerie, III. 505, 508.

Témoins (dangers courus par les), L. 317, 438 ; admis à suivre la procédure, L. 376 ; (torture appliquée aux), L. 425, 436, 450 ; (caractère des), L. 431 ; (âge des), L. 435 ; récusés pour cause d'inimitié, L. 436 ; leurs noms tenus secrets, L. 437 ; II. 477 ; III. 517 ; prêtent serment en présence de l'accusé, L. 439 ; (l'inimitié des), seul moyen de défense, L. 446, 448 ; III. 517 ; (récusation des), dans le procès de Huss, II. 477 ; (secret imposé aux), II. 92 ; à décharge (rareté des), L. 447 ; rassemblés contre les Templiers, III. 257 ; synodaux, leur origine, L. 312, 315, 317, 350 ; II. 117 ; dans les poursuites contre Gilles de Rais, III. 479.

Tempelhaus, III. 328.

Tempestarii (peines contre les), chez les Wisigoths, III. 399 ; (pouvoirs attribués par les Scandinaves aux), III. 406 ; tantôt admis, tantôt niés par l'Eglise, III. 414, 416 ; (croyance universelle aux), dans le peuple, III. 415 ; (croyance aux) encouragée en Espagne, III. 430 ; tempêtes provoquées par des sorcières, III. 502.

Temple (Ordre du), aboli sans condamnation, III. 322 ; séquestration de ses biens, III. 285 ; dispositions prises à l'égard de ses biens, III. 322, 329.

Templiers, se plaignent des légats pontificaux, L. 16 ; (affaire des), III. 238 ; question de leur culpabilité, III. 264 ; leur sort en France, III. 277 ; les chefs réservés au jugement du pape, III. 282, 285, 302, 323 ; non reconnus coupables en Angleterre, III. 301 ; acquittés en Allemagne, III. 303 ; contraints à l'aveu à Naples, III. 305 ; acquittés à Bologne, III. 308 ; non reconnus coupables à Chypre, III. 310 ; acquittés en Aragon, III. 313 ; à Majorque, III. 315 ; en Castille, III. 316 ; au Portugal, III. 317 ; contraints aux aveux en Toscane, III. 318 ; (ordres de Clément de torturer les), III. 318 ; non condamnés au C. de Vienne, III. 321 ; leur sort définitivement réglé, III. 324 ; opinions concernant leur culpabilité, III. 327 ; destin des documents relatifs à leur procès, III. 319.

Temps de grâce, L. 371 ; (résultats du), II. 30.

Tento d'Agen, év. Cathare, II. 34.

Termes (siège de), L. 160, 162.

Terrie l'hérétique, brûlé, L. 130.

Tertiaires (Franciscains) connus sous le nom de Béguins et Béguines, II. 355 ; (les Béguins et Béguines deviennent), II. 371, 372, 413 ; franciscains deviennent Olivistes, III. 50, 75 ; persécutés en Aragon, III. 85.

Tertullien (intolérance de), L. 210, 212 ; se plaint de la théurgie païenne, III. 393 ; sur les songes prophétiques, II. 417.

Testament de Saint François, brûlé, III. 31.

Testaments (présence d'un prêtre nécessaire à la rédaction des), L. 29.

Testes synodales, L. 312, 315, 317, 350; II. 417.

Tête, prétendue idole des Templiers, III. 263, 270.

Tetzel, inq. II. 425.

Teutoniques (chevaliers) secondés par les Stedingers, III. 185; abandonnent l'Orient, III. 248; accusés d'hérésie en 1307, III. 257.

Texerant ou *Textores*, L. 415.

Theate (amende imposée à), L. 401.

Théodisius (légal), L. 150, 164, 170, 172, 192.

Théodore (l'astrologue), III. 431.

Théodore de Canterbury, sur la magie, III. 443.

Théodore de Montferrat, L. 41.

Théodore de Mopsueste, L. 252.

Théodore de Niem, sur la curie pontificale, III. 627.

Théodore (pape), sa façon d'administrer le vin dans l'Eucharistie, II. 474.

Théodoret de Cyrus (cas de), L. 230.

Théodoric (la magie dans les lois de), III. 399.

Théodoric de Thuringe, sur Conrad de Marbourg, II. 326, 330.

Théodose II, brûle des livres Nestoriens, L. 534.

Théodwin de Liège, son intolérance, L. 219.

Théologie scolastique, III. 551; sa supériorité sur l'Ecriture, III. 552; sa lutte avec la philosophie, III. 557, 562; ruinée par la Réforme, 578.

Théophile de Cilicie, III. 425.

Théurgie grecque, III. 389; chrétienne, rivalise avec la théurgie païenne, III. 393, 406, 409; magique, III. 464.

Thibaut de Champagne négocie avec Amauri, L. 188, 199, 203.

Thiébauld de Lorraine tue Maheu de Toul, L. 14.

Thiébauld de Lorraine, son rôle dans l'affaire des Templiers, III. 301.

Thierry d'Avesnes (sort de), L. 45.

Thierry, év. cathare, L. 130, 144.

Thomas d'Apulie (Joachisme de), II. 129; III. 88.

Thomas (saint) de Canterbury (pouvoir de l'invocation de), L. 50.

Thomas de Cantimpré (démonologie de), III. 381; admet le pouvoir des *Tempestarii*, III. 416; sur le pouvoir de Satan pour transporter les sorcières, III. 496, 497; sur les marchands d'indulgences, III. 622.

Thomas de Celano, sur la Règle franciscaine, III. 29.

Thomas de Courcelles, III. 362.

Thomas Germanus rend visite aux Vaudois de Savoie, II. 267.

Thomas Scot (hérésie de), II. 188.

Thomas de Stitny défend la consubstantiation, II. 446.

Thomistes, III. 556.

Thrace (Pauliciens transplantés en), L. 90, 107.

Thurgovie (Ortlibenses brûlés en), II. 323.

Thuringe (Flagellants brûlés en), II. 407, 408.

Tibère, ses lois contre les aruspices, III. 397.

Tiem (Wenceslas), II. 446, 458.

Tiepoli (Giacopo), son serment ducal, II. 250.

Tiers-Ordres, L. 267.

Todi (procédures inquisitoriales à), III. 449.

Toldos Jeschu, L. 556.

Tolède (influence de l'Ecole de), L. 58; (C. de) en 694, interdit les messes imprécatoires, III. 447; (C. de) en 633, sur les magiciens ecclésiastiques, III. 416; (C. de) en 1291, sur la négation de l'immortalité de l'âme, III. 561.

Tolérance des Barbares, L. 109, 216, 217; considérée comme hérésie, L. 224, 540; inquisitoriale, achetée à prix d'or, L. 480; en Languedoc, II. 1; pratiquée par les Turcs, II. 315; professée par les Amis de Dieu, II. 366.

Tommasino da Foligno, II. 281.
 Tommaso 1^{er} (Savoie), ses lois contre l'hérésie, I. 312; II. 195.
 Tommaso, d'Aquin, pape des *Fratricelli*, III. 163.
 Tommaso d'Aversa, I. 422; II. 216, 248; III. 39.
 Tommaso da Casacho, II. 256, 258, 261.
 Tommaso da Casteldemilio, III. 33.
 Tommaso di Como, inq. III. 98.
 Tommaso de Florence (béatification de), II. 272.
 Tommaso, év. de Lesina, II. 310, 311.
 Tommaso di Scarlino persécute les *Fratricelli*, III. 178.
 Tonale (le Sabbat à), III. 547.
 Tonsure (oblitération de la), II. 191.
 Torcy (magiciens à), III. 537.
 Torquemada, II. 180.
 Torriani (Giovacchino), III. 211, 232, 236.
 Torriani (Pier), podestat de Bergame, II. 201.
 Tors- (Conrad), II. 333, 342, 345.
 Torsello, év. cathare de Florence, I. 327; II. 209.
 Tortionnaire religieux en Aragon, III. 312.
 Torture employée contre Priscillien, I. 213; (les ecclésiastiques ne doivent pas assister à la), I. 223; (minimum d'âge pour la), I. 403; (introduction de la), I. 421; (rigueur de la), I. 423; (confession mentionnée comme obtenue sans torture), I. 425, 428; III. 266, 484; (règles pour l'emploi de la), I. 426; appliquée aux témoins, I. 436; employée par les tribunaux épiscopaux, I. 537; employée par les tribunaux séculiers, I. 560; interdite par Philippe le Bel, II. 62; employée contre les citoyens d'Albi, II. 71; employée contre Bernard Délicieux, II. 101; employée

par Bernard Gui, II. 107; interdite en Aragon en 1325, II. 170; employée contre les familiers de l'Inq. à Venise, II. 273; non employée contre Huss et Jérôme, II. 478, 502; appliquée aux Guillelmistes, III. 100; dans le procès de Savonarole, III. 229, 231, 233, 234; ordonnée contre les Templiers, III. 260, 286, 300, 310, 313, 318; employée impitoyablement contre les Templiers, III. 262, 266, 287, 300, 310, 313, 318; non employée à l'égard des Templiers de Castille, III. 316; non employée dans le procès de Jeanne Darc, III. 366; autorisée par Charlemagne contre les magiciens, III. 413; (efficacité de la) contre les magiciens, III. 415; effets de la t. prolongée III. 457, 462; non employée à l'égard de Gilles de Rais, III. 481; contribue à créer la sorcellerie, III. 492, 497, 505; (taciturnité pendant la), III. 509, 514; (rigueur de la) dans les procès de sorcellerie, III. 532.
 Toscane (nombre de Cathares en), II. 193; (faveur témoignée par Honorius IV à la), II. 213; (déclin de l'Inq. en), II. 275; (absence d'hérésie en), II. 276; (alarmes des Tertiaires en), III. 77; (*Fratricelli* de 1471, en), III. 178; (poursuites contre les Templiers en), III. 307, 318.
 Toul (procès de l'év. de), I. 144.
 Toulouse (l'hérésie en 1178, à), I. 122; (édit de 1202, ordonnant l'expulsion des hérétiques de), I. 137; (édits interdisant les poursuites contre les morts), I. 450; (l'interdit lancé contre), I. 163; (les trois sièges de), I. 167, 185, 187; fait retour à la famille royale, I. 201; (mortalité dans les prisons), I. 191; exc. pour refus de brûler des hérétiques, I. 538; II. 569; (protection des hérétiques à), II. 6; (première nomination d'Inq.), II. 8; (troubles en 1235,

à), II. 17; destitution de Foulques de Saint-Georges, II. 79; visite de Philippe le Bel, II. 86; l'Inq. sous Bernard Gui, II. 104; (serment prêté entre les mains de l'Inq. à), II. 131; (l'arch. de) suspend l'Inq. II. 132; querelle entre les inq. en 1113, II. 138; (déchéance de l'Inq. à), II. 155; (persécution des Vaudois), II. 149, 152; (Olivistes brûlés), III. 77; (magiciens frappés, en 1274, III. 428; (sorcières brûlées), III. 537; (C. de), en 1119, contre les Cathares, L. 117; (C. de), en 1229, impose le devoir de persécution, L. 226, 340; agit en qualité d'Inq. L. 316; interdit aux laïcs la lecture des Ecritures, L. 324; sur la destruction des maisons, L. 482; ordonne l'emprisonnement des pénitents, L. 484; sur l'entretien des prisonniers, L. 489; sur les incapacités, L. 498; sur les dépenses de l'Inq. L. 526; (comtes de), leur pouvoir, L. 132; (extinction de la Maison de), II. 48; (pauvreté du siège archi-épiscopal de), L. 131; (enrichissement du siège archi-épiscopal de), L. 301.
Touraine (l'Inq. étendue à la), II. 126.

Tournay (sorcières acquittées à), III. 533.

Tours (C. de) en 813, sur les legs, L. 29; (C. de) en 1163, sur la confiscation, L. 502; (C. de), en 1239, prescrit les témoins synodaux, L. 317; II. 117; (assemblée de), en 1308, III. 280.

Trahison des complices, L. 409.

Traité de Paris, en 1229, L. 203.

Transformation magique, III. 105; (pouvoir de) des sorcières, III. 502.

Transitus sancti patris, III. 45, 83, 161.

Transmigration dans le Catharisme, L. 91, 98.

Transsubstantiation (introduction de la doctrine de la), L. 218;

mise par Pierre de Bruys, L. 68; mise par Henry de Lausanne, L. 70; (croyances vaudois relatives à la), L. 82, 150, 160; II. 150, 396; mise par Wickliff, II. 442; professée par Huss, II. 476; conservée par les Calixtins, II. 520; (doctrines des Taborites au sujet de la), II. 524; éludée par les frères Bohêmes, II. 562; (incrédulité croissante, au xv^e siècle, au sujet de la), II. 444; III. 577.

Trapani (querelles au sujet des stigmates à), II. 217.

Trau (Catharisme à), L. 107; II. 301.

Travail, ordonné par la Règle des Bénédictins, III. 640; dans la Règle franciscaine, L. 260, 264.

Trencavel (Pierre), L. 367; III. 75.

Trencavel (Raymond), son insurrection, II. 25.

Trencavel (Roger), ses crimes, L. 123, 124.

Trente (C. de) réhabilite Lutle, III. 587; laisse en suspens la question de l'Immaculée Conception, III. 608; abolit le trafic des vendeurs d'indulgences, III. 624.

Treuga Henrici (la magie dans la), III. 432.

Trêve de Dieu (ordre d'observer la), L. 151; (les Templiers nommés conservateurs de la), III. 240.

Trêves (Cathares à), L. 112; (les hérétiques se servent de la Bible à), en 1231, L. 131; (querelle au sujet du siège de) en 1260, L. 277; (activité des hérétiques en 1231, à), II. 331; (acquiescement des Templiers), III. 303; (sorcières brûlées), III. 549; (C. de), en 1267, réprime les Béguins, II. 351; (C. de) en 1310, sur les hérétiques, II. 368; III. 123; sur la magie, III. 434.

Trévisane (Marche), querelles des Mendians, L. 303.

Trévise (Cathares à), L. 117; (l'hérésie tolérée), II. 197; trans-

férée aux Dominicains, II. 234; relations de) avec Venise, II. 249, 273.

Triaverdins, I. 125.

Tribunal (siège du), I. 373.

Tribunaux séculiers et spirituels, -- voir *séculiers* (tribunaux) et *spirituels* (tribunaux).

Trieste (Cathares chassés de), II. 291; l'insubordination à l'égard de Rome, en 1264, II. 298; (rébellion contre l'Inq. à), II. 300.

Trilles (Martin) brûle des Wickliffites, II. 179.

Trinacrie, ou Royaume de Sicile, II. 248.

Trinité (erreur de Joachim au sujet de la), III. 13.

Trithemius (abbé de Tritenheim), estime le nombre des Templiers, III. 250; sur la corruption monastique, III. 640.

Trois Anneaux (conte des) III. 564.

Trolla thing, III. 408, 483.

Trolldom, III. 406.

Trolls, III. 401.

Troubadours dénoncent l'Inq. II. 2.

Troyes (hérétiques brûlés à), L. 131; prise par Jeanne Darc, III. 348; (C. de) en 1128, organise les Templiers, III. 239.

Tunis (l'Inq. à), L. 355; (missionnaires des *Fratricelli*), III. 167.

Turbato corde (hulle, II. 63.

Turelupins, II. 126, 158.

Tures (tolérance des) à l'égard du Christianisme, II. 315.

Turque (conquête), secondée par les Chrétiens, II. 306.

Turin (Vaudois de), II. 259.

Tyrannicide (hérésie du), III. 335.

Tyrol (la sorcellerie dans le), III. 503, 541.

U

UBAN PRIJESDA, II. 294, 297.

Ubertino di Carleone échappe à l'Inq., II. 270.

Ubertino da Casale, III. 59; défend Olivi, III. 49; autorisé à entrer dans l'Ordre des Bénédictins, III. 70; trahit les Ségarclistes, III. 108; soutient la pauvreté du Christ, III. 132; s'enfuit auprès de Louis de Bavière, III. 143.

Uberto Pallavicino chasse les Flagellants, L. 272; vicair-général de Lombardie, II. 219; protège les hérétiques, II. 223, 229; ruine Ezzelin, II. 228; son procès devant l'Inq., II. 230; sa ruine et sa mort, II. 232.

Ucitelji ou docteurs cathares, II. 305.

Ugolin de Kaloesa cherche à obtenir la Bosnie, II. 293.

Uguccione Pileo bat Giovanni Schio, II. 205.

Ulchi (Français), brûlé à Berne, III. 607.

Ulm (Béghards persécutés à), II. 412.

Ulm (le Sire d') accusé de magie, III. 454.

Ulric III, abbé de Saint-Gall, L. 10.

Ulric de Hutten (Eleutherius Bizensus), contre Reuchlin, II. 424.

Ulric der Wilde, III. 138.

Ulric de Znaim, son franc parler à Bâle, II. 533.

Ulrich (le dynaste) menacé par les hérétiques de Neuhaus, II. 431.

Umberto de Romani sur les vendeurs d'indulgences, III. 622.

Umbilicani, III. 104.

Umiliati, L. 76; II. 194.

Unam sanctam (bulle), III. [192](#), [616](#).

Universidad Lulliana, III. [582](#).

Université de Bologne, professe la doctrine de la persécution, I. [322](#); adopte l'Averroïsme, III. [564](#).

Université de Cologne (I') et Jean Malkaw, III. [207](#); poursuit Jean de Wesel, II. [421](#); sur la sorcellerie, III. [506](#).

Université de Louvain, III. [556](#), [557](#).

Université de Padoue (l'Averroïsme à I'), III. [440](#), [564](#).

Université de Paris, sa querelle avec les *Mendiants*, I. [281](#), [292](#); condamne Marguerite la Poite, II. [123](#), [577](#); attaque Hugues Aubriot, II. [128](#); condamne Thomas d'Apulie, II. [129](#); défend la Pragmatique Sanction, II. [134](#); participe au gouvernement, II. [135](#); (suprématie théologique de I'), II. [136](#); supplante l'Inq., II. [137](#); refuse d'admettre Jean Laillier, II. [442](#); sur la question du sang du Christ, III. [174](#); condamne Arnaud de Villeneuve, III. [54](#); condamne Denis Soulechat, III. [168](#); favorable à un concile général en 1497, II. [224](#); consultée au sujet des Templiers, III. [280](#); condamne Jean Petit, III. [336](#); son zèle contre Jeanne Darc, III. [358](#), [360](#), [367](#); ne condamne pas l'astrologie, III. [438](#); condamne l'astrologie, III. [446](#); sur les messes imprécatoires, III. [448](#); ses articles sur la magie, III. [464](#); sa foi en la venue de l'Antéchrist, III. [527](#); poursuit Edeline, III. [536](#); son Nominalisme, III. [556](#); condamne Jean Fabre, III. [557](#); condamne les erreurs philosophiques, III. [561](#); (Lulle professe son Art à I'), III. [582](#); favorable à l'Immaculée Conception, III. [599](#), [600](#), [602](#).

Université de Prague (fondation de I', II. [432](#); (les livres de Wicliff lus à I'), II. [443](#); (révolution à I'), II. [446](#); défend Huss et Jé-

rôme, II. [508](#); se déclare en faveur de l'Utraquisme, II. [511](#); adopte les Quatre Articles, II. [519](#).

Université de Toulouse, I. [204](#); II. [5](#).

Université de Vienne suspecte de Hussitisme, II. [496](#).

Urbain II, exc. Philippe I^{er}, I. [13](#); accorde des indulgences à l'occasion des croisades, I. [42](#).

Urbain III impose des limitations aux privilèges des Templiers, III. [240](#).

Urbain IV demande la libération de l'év. de Vérone, I. [12](#); réproouve les Franciscains, I. [277](#); rétablit la coopération épiscopale à la sentence, I. [335](#); annule des lois gênant l'Inq. I. [341](#); II. [231](#); augmente les pouv. des inq. I. [357](#), [375](#); crée la charge d'inq. général, I. [397](#); met la main sur les confiscations, I. [510](#); réorganise l'Inq. d'Aragon, II. [168](#), [169](#); stimule la croisade contre Manfred, III. [193](#); destitue Etienne de Sissy, III. [242](#).

Urbain V approuve l'Inq. épiscopale, I. [363](#); persécute les Vaugeois, II. [152](#); persécute les *Fraticelli*, II. [284](#); III. [163](#), [165](#); intervient en Bosnie, II. [304](#); nomme des inq. pour l'Allemagne, II. [387](#); favorise Milicz de Kremsier, II. [436](#); approuve l'Ordre des Jésuites, III. [171](#); condamne Bernabo Visconti, III. [202](#); ordonne de remettre aux hospitaliers les biens du Temple en Castille, III. [323](#).

Urbain VI (cruauté d'), I. [557](#).

Urbain VIII réprime les excès des Mendiants, I. [304](#).

Urgel (l'év. d') exc. Roger Bernard, II. [165](#); (persécution d'hérétiques à), II. [167](#), [168](#), [169](#); (*Fraticelli* à), III. [169](#).

Uri (Béghards persécutés à), II. [412](#).

Urrea (Miguel de), sa nécromancie III. [459](#).

Usage et consommation question d'), III. [133](#).

Usure, justiciable des év., I. 358; soumise à l'Inq. I. 339; (hérésie de l'), L. 400; III. 644; pratiquée par les év., L. 479; (rigueur de la définition de l'), L. 460; (l'emprisonnement, peine des relaps en), L. 545.

Utraquisme (naissance de l') en Bohême, II. 471; devient prédominant, II. 511; (querelles à Iglau au sujet de l'), II. 538; empêche l'union de la Bohême, II. 545; obtient une tolérance forcée, II. 559.

Utraquistes (doctrine des), II. 549; (puritanisme des), II. 521; (victoire de Lipan, remportée par les), II. 535; obtiennent la haute main en Bohême, II. 540; leur réaction vers Rome, II. 546; leur extrême vénération pour l'Eucharistie, II. 562; leurs inquiétudes au sujet de la succession apostolique, II. 564.

Utrecht (hérétique emprisonné à) L. 491.

V

VALA, ou prophétesse scandinave, III. 402.

Valachie (Inq. en), L. 355.

Valcamonica (sorcières du), brûlées, III. 547.

Valence (les hérésies à), II. 176; (Inq. distincte à), II. 177; (*Fratricelli* à), III. 168; (propriétés du Temple à), III. 333; (lois sur la magie à), III. 430; plaintes d'Eymereich, III. 585; (C. de) en 1218, restreint les prérogatives des év., L. 333; menace les avocats d'hérétiques, L. 444; sur la pénitence des croix, L. 469; sur le défaut d'accomplissement des pénitences, L. 548; refuse à l'Inq. la connaissance de la magie, III. 434.

Valens fait périr des Catholiques, L. 213; persécute la magie, III. 397.

Valentine de Milan accusée de magie, III. 466.

Valentinien I^{er} persécute les magiciens, III. 398.

Valla (Lorenzo), sa carrière, III. 566.

Valladolid (faveur témoignée aux mendiants à), L. 293.

Valori (Francesco), III. 218, 222, 227.

Val Pute, ou Val Louise (Vaudois de), II. 147, 154, 157, 160.

Valsesia (souvenir laissé par Dolcino dans le), III. 120.

Vatteline (persécution des hérétiques en), II. 237.

Vasquez (Martino), premier Inq. portugais, II. 189.

Vaticinia pontificum, III. 12.

Vauderie, ou magie, II. 158; ou Sabbat, III. 522.

Vaudois d'Arras, III. 519; dans le *Schwabenspiegel*, II. 458; (Cathares appelés à tort du nom de), II. 257.

Vandois (origine de la secte des), I. 77; (variations de la doctrine des), L. 79, 82; II. 150, 396, 564; persécutés en Aragon, L. 81; II. 170; à Berg et à Puycerda, II. 168; (organisation des), L. 83; (vertus des), L. 85; à Metz, L. 131; II. 348; brûlés à Mauriac, L. 479; de Piémont, L. 349, 425; II. 495, 559; (signes distinctifs des), L. 433; renommés comme médecins, II. 32; leur histoire en

France, II. 145; leurs relations avec les Cathares, II. 146, 579; avec les Hussites, II. 157, 415; à Valence, II. 177, 179; leur nombre en Italie, II. 194; conférence de Bergame, II. 196; immigration à Naples, II. 247, 259, 268; de Strasbourg, II. 319; d'Allemagne, II. 347, 346; établis de bonne heure en Bohême, II. 427; leurs progrès en Bohême, II. 429, 430, 435, 438, 448, 512; s'unissent aux Tabornites, II. 512, 522; s'unissent aux Frères Bohêmes, II. 416, 564.

Vandoise (hérésie), cause de sa persistance, II. 254; sa parenté avec le Wickliffisme, II. 441.

Vaudoisie (caractère de la) III. 521.

Vénalité des tribunaux ecclésiastiques, I. 17, 20, 21, 22; III. 627, 632, 634; de la curie, I. 195; II. 90, 92; III. 628; des inq., I. 477.

Vence (procès de l'év. de), I. 15.

Vendôme (le Bâtard de) s'empare de Jeanne Darc, III. 356.

Vénération chez les Cathares, I. 95.

Vénétie (nombre des Vandois en), II. 269.

Venise (le bûcher, peine de l'hérésie à), I. 221, II. 587; restriction des familiers armés, I. 384; confiscation, I. 512; dépenses de l'inq. défrayées, I. 525; histoire de l'inq., II. 249, 271; rejette les lois de Frédéric II. III. 250, 252; refuge d'hérétiques, II. 251; exc. par Clément V, III. 195; humanité à l'égard des Templiers, III. 308; lois contre la magie, III. 431; protège les sorcières de Brescia, I. 539; III. 546, 661; les livres de Pomponazio brûlés à), III. 576; sort de l'Eglise grecque, III. 620.

Vente des bénéfices, I. 24; des indulgences, I. 43, 44; III. 621; des ports d'armes, I. 383.

Ventes passées par des hérétiques (nullité des), I. 520.

Venturino da Bergamo, II. 380.

Vèpres Siciliennes, II. 248.

Ver (Jean de), nie l'Immaculée Conception, III. 602.

Verberati, II. 404.

Vercruysse (Opinion de) sur la conception de la Vierge, III. 611.

Verfeil (échec de Saint-Bernard à), I. 71.

Vérone (l'év. de) capturé par Manfred, I. 12; statuts de 1228 contre les hérétiques, I. 227, 421, 481; (inq. séculiers à), I. 311; restriction des ports d'armes, I. 382; (cruauté de Giovanni Schio à), II. 204; (persistance de l'hérésie à), II. 239; (C. de) en 1184, — voir *Lucius III*.

Vertus (le Catharisme à), I. 108.

Vêtement sacré des Cathares, I. 92.

Vêtements d'hommes portés par des femmes (opinion de Jean de Fribourg au sujet des), III. 353; masculins de Jeanne Darc, III. 352, 368, 371; franciscains (querelle au sujet des), III. 70; (hérésie relative aux), III. 74, 78.

Vetter (Jean), brûlé à Berne, III. 607.

Veyleti (Jean) persécute les Vandois, II. 459.

Vézelay (Cathares en 1163 à), I. 111.

Viande, proscrite par les Cathares, I. 97.

Vicaires des inq. I. 375.

Vicente de Lisboa, inq. pour l'Espagne, II. 185, 189.

Vicence (extorsions des inq. à), 471; (Giovanni Schio emprisonné à), II. 205; (l'hérésie tolérée), II. 223; (réconciliation de), II. 234; (persistance de l'hérésie), II. 239; (accueil fait à Capistrano à), III. 179.

Vices ignobles attribués aux hérétiques, I. 85, 101; II. 450, 335, 357, 408, 474; III. 97, 127, 163; attribués aux sorcières, III. 501.

Vienne (Nicolas de Bâle brûlé à),

II. 405; (l'év. vaudois Etienne brûlé à), II. 416; (Jérôme de Prague prêche le Hussitisme à), II. 496; (C. de) en 1311, ses canons, II. 96; III. 60; sur les abus inquisitoriaux, L. 424, 478; condamne les Béguins, II. 369; sur les erreurs d'Olivé, III. 46; se prononce en faveur des Spirituels, III. 60; (C. de), sur le pouvoir du pape pour accorder des dispenses de vœux, III. 79; convoqué pour juger les Templiers, III. 282, 284; différé, III. 296; sort de ses archives, III. 319; refuse audience à l'Ordre du Temple, III. 329; dispose des biens du Temple, III. 322; fonde des collèges de langues orientales, III. 59; sur la Vision Divine, III. 591; sur les colporteurs d'indulgences, III. 6, 23.

Vierge (portrait de la) volé par les Vénitiens, L. 48; (vénération des Dominicains pour la), L. 255; III. 604; (l'Immaculée Conception de la), III. 596.

Vigores de Bocona, II. 22.

Vilgardus (hérésie de), L. 108.

Vilains (abjecte condition des), L. 269.

Villani (absence d'hérésie à Florence d'après), II. 276; (portrait de Jean XXII par), III. 68; son histoire des Templiers, III. 250.

Villehardouin (Isabelle de), III. 39.

Villemagne (les moines mariés de), L. 119.

Villena Enrique, marquis de), III. 489.

Vintras (l'Œuvre de la Miséricorde fondée par), III. 89.

Visconti (cruautés commises par les), L. 559; (querelle des) avec Jean XXII, III. 497; réconciliés avec la papauté, III. 202.

Visconti (Girolamo) persécute les sorcières, III. 540, 546.

Vision Béatifique, ou Vision Divine, III. 590.

Visites aux prisonniers, L. 486.

Viterbe (lutte contre les Cathares à), L. 416; attaque Capello di Chia, L. 342; (tentative pour établir l'Inq. à), II. 209; (hérétiques punis par Grégoire IX à), II. 210; (résistance rencontrée par l'Inq. à), II. 239; (croisade contre), en 1238, III. 480; (les Templiers de), III. 305, 306.

Vitrier (Jean) ses hérésies, II. 137.

Vivet, auxiliaire de Pierre Waldo, L. 77.

Viviano da Bergamo, inq. de Lombardie, II. 213.

Viviano Bogolo, II. 223, 234.

Vivien, év. cathare de Toulouse, II. 50, 245.

Vœux (commutation de), L. 44; (dispenses de), accordées par la papauté, III. 28, 77.

Vonet (Philippe de) menace les Templiers du bûcher, III. 286; atteste leur innocence, III. 295.

Voodooism, III. 519.

Voyle (Jean) persécute les Vaudois, II. 158.

Vox in excelso (bulle), III. 321.

Vulcan de Dalmatie, II. 291.

Vulgale (corruption du texte de la), III. 553; corrigée par Valla, III. 567.

W

Wadding (Luc) cherche à faire canoniser Capistrano, II. 555; sur l'état de la morale, III. 643.

Wainamoinen (pouvoir magique de), III. 403.

Waldemar de Brême soutenu

par les Stedingers, III. 184.
Waldemar de Schleswig (cas de),
L. 33.

Waldo (Pierre), L. 76; (fabuleuse mission de) en Bohême, II. 427.

Waleran de Cologne organise l'Inq. épiscopale, II. 374.

Walleys (Thomas), persécuté, III. 392.

Walpurgis (Nuit de), III. 408.
Walter von der Vogelweide, sur l'Eglise, L. 54.

Wazo de Liège et les Cathares, L. 109, 218.

Weiler (Anna), brûlée, II. 445.

Wenceslas (empereur) déposé pour négligence dans la persécution, L. 226; son indifférence en matière de religion, II. 395; soutient Huss, II. 445; révolutionne l'Université, II. 437; bannit les adversaires de Huss, II. 452; s'oppose à l'emploi du calice dans la communion des laïques, II. 474; menacé par Sigismond, II. 509; 511; sa mort, en 1419, II. 513; son goût pour la magie, III. 460.

Wenceslas le Chiliaste, brûlé en 1424, II. 519.

Wenceslas de Duba obtient un sauf-conduit pour Huss II. 457.

Wertheim (comte de), II. 419, 421.
Wilbald de Corvey, III. 422.

Wickliff (John), mesures prises contre lui, L. 352; sa carrière, II. 438; vénération témoignée à) en Bohême, II. 444, 446; condamné par le C. de Constance, II. 482.

Wickliffite (doctrine), II. 410; ressemble à la doctrine vaudoise,

II. 441; répandue en Bohême, II. 443, 445.

Wickliffites en France, II. 412; en Espagne, II. 477, 478.

Wilbrand, év. d'Utrecht, sa croisade contre les Frisons, III. 185.

Wilge Armen, II. 388.

Wilhelm, Dolciniste, brûlé, II. 402.

Willauime le Febvre, III. 541, 531, 533.

Willersdorf (destruction), II. 343.

Wimpfeling (Jacob) conseille une réforme, III. 639.

Windesheim (couvent de), II. 362.

Winkel (les Flagellants de), II. 408.

Winkeler (persécution des), II. 400.

Wirt (Wigand), sa querelle au sujet de l'Immaculée Conception, III. 605; sa rétractation, III. 607.

Wisigoths (lois sur la magie chez les), III. 399.

Wisnar (Dolciniste brûlé à), II. 403.

Wok de Waldstein brûlé des bulles pontificales, II. 450.

Wolsey (Cardinal), ses efforts en vue d'une réforme, II. 4.

Worcester (C. de) en 1240, sur les biens des hérétiques, L. 30.

Worms (Diète de), en 1231, sur la confiscation, L. 507; II. 331; (Jean Dränderof brûlé à) II. 414.

Würzbourg (*Orthilenses*) à) en 1342, II. 376; (la Hussitisme écrasé à), II. 417; (sorcières brûlées à), III. 549; C. de, en 1288, condamne des Frères apostoliques, III. 105; (C. de) en 1418, sur les Béghards, II. 412.

Y

YBAÑEZ (Rodrigo, Maître de Castille), III. 346.

Yolande de Savoie persécute les Vaudois, II. 265.

York (hérétiques découverts à), L. 414; (Templiers à), III 299, 301.

Ypres (disette d'églises), I 218.
Ysarn Arnaud, L. 396.

Yves de Chartres, sur la persécution, I. [224](#); sur la condamnation des morts, [L 231](#); sur la magie, III. [417](#).

Yves Favius (cas d'), III. [512](#).
Yvon de Narbonne, sur les Cathares, II. [493](#), [295](#).

Z

ZABARELLA (Card.) son rôle dans le procès de Huss, [II 481](#); offre à Huss une formule d'abjuration modifiée, [II 489](#); ses efforts pour Jérôme de Prague, II. 501.

Zaccaria (Matteo) son témoignage dans l'affaire des Templiers, III. [277](#).

Zacharie (pape), instructions au sujet de l'hérésie, [L 308](#); réprime l'adoration des anges, III. [412](#).

Zamberg (Michel de) fondateur de la secte des Frères Bohêmes, [II 563](#), [564](#).

Zanghino Ugolini, son traité sur l'hérésie, [L 229](#); II. [242](#); sur la responsabilité solidaire, [L 234](#); sur l'ignorance des inq., [L 376](#); sur les restrictions du nombre des familiers, [L 384](#); sur l'arbitraire de la procédure, [L 406](#); sur les confiscations, [L 506](#), [509](#); sur le culte des nouveaux saints, III. [92](#); sur l'astrologie, III. [439](#); sur la juridiction en matière de magie, III. 439.

Zanino del Poggio conduit des Vaudois à Naples, [II 247](#).

Zanino da Solcia (cas de), II. [271](#); III. [568](#).

Zaptati ou Vaudois, [L 77](#).

Zara (le Catharisme à), [II 295](#), [300](#), [301](#).

Zatce (Pierre de), [Chiliaste](#), [II 519](#).

Zbince de Prague, [II 443](#), [444](#), [446](#), [447](#).

Zeger, général des Observantins, II. [559](#).

Zegna (l'hérésie à), [II 391](#).

Zèle des Vaudois, [L 86](#); des Cathares, [L 104](#).

Zenon (empereur) refuse la tolérance, I. [216](#).

Zepperenses, II. [413](#).

Zimiskès (Jean) transplante les Pauliciens en Thrace, [L 90](#), [107](#).

Zion (prise de la citadelle taborigite de), [II 539](#).

Ziska (Jean) suscite des désordres à Prague, II. [513](#); détruit des églises, II. [514](#); fortifie le Mont Tabor, II. [515](#); brûle les Adamites, II. [518](#); sa mort, en 1424, II. [525](#); saint patron du Mont Tabor, II. [560](#).

Zoen d'Avignon, légat, [II 40](#); privé du pouvoir inquisitorial, [L 347](#); II. [51](#).

Zoen tient le C. d'Albi en 1254, [L 334](#); persécute les Vaudois, II. [447](#).

Zoppio propage l'hérésie dolciniste, III. [423](#).

Zurich (Béghards persécutés à), II. [414](#).

Zwestrionex, [II 401](#), [402](#).

Zyto, magicien au service de Wenceslas, III. [460](#).

ERREURS A CORRIGER

TOME I

- P. 30, l. 16. Rétablir en marge le chiffre **27**.
P. 49, l. 19. Lire : *Jean XXII*.
P. 53, l. 1 et l. 13. Lire : *Le bras de saint Jean*.
P. 93, l. 10. Lire : *Mayencé* au lieu de *Cologne*.
P. 174, l. 10. Rétablir en marge le chiffre **155**.
P. 199, en marge, lire : **177**.
P. 250, l. 23. Les *Établissements* dits de *Saint-Louis* lui ont été attribuées à tort.
P. 275, en haut. Rétablir en marge le chiffre **243**.
P. 284, l. 6. Lire **1214**.
P. 293, l. 20. Lire : *Cinq de ces Minorites*.
P. 347, en haut. Rétablir en marge le chiffre **305**.
P. 367. L'assertion contenue dans les cinq dernières lignes peut être contestée.
P. 400, dernière ligne. Lire : En **1400**.
P. 402, l. 5. Lire : **1677**.
P. 407, l. 19. Rétablir en marge le chiffre **359**.
P. 516, l. 26. Rétablir en marge le chiffre **458**.
P. 547, en haut. Lire en marge : **485**.
P. 603, l. 6. Lire : *Kalteisen*.
P. 604, note, l. 7. Lire : *Kalteisen*.

TOME II

- P. 87, l. 12. Lire : **1288**.
- P. 216, l. 4. Lire : *Assurément*.
- P. 275, l. 4. Lire : *Podestat*.
- P. 282, l. 5. Lire : *Quant aux hérétiques*.
- P. 294, l. 15. Lire : *Le chevalier Berardo*.
- P. 400, note 1, l. 2. Lire *Sächsische*.
- P. 406, l. 18. Lire : *Loos* et de *Sayn*. Rétablir de même de *Sayn* au lieu de *Sayn* aux p. suivantes.
- P. 411, l. 9. Lire : *Willersdorf*.
- P. 414, l. 6 : Lire : *Hans de Müllenheim*.
- P. 420, l. 3 avant la fin. Lire : *Beggan*.
- P. 435, note 1. Jundt, dans un livre publié en 1890 (*Rulman Merswin*) a retiré ses hypothèses et donné raison au P. Denifle. Cf. *Revue critique*, 1902, l. p. 325.
- P. 436, l. 18. Lire : *Scolastique*.
- P. 437, l. 9. Lire : *Grünes Wörth*.
- P. 444, note, dernier alinéa. Lire : *Jean de Dirpheim* au lieu de *Jean de Zurich* et écrire : *favori d'Albert II*.
- P. 449, l. 3. Lire : *Frères du Libre Esprit*.
- P. 465, l. 24. Lire : *Witzleben*.
- P. 468, l. 5 avant la fin. Lire *Mülhausen* (il ne s'agit pas de Mulhouse en Alsace.)
- P. 477, l. 16. Lire : *Klein-Würbitz*.
- P. 483, l. 5. Lire : *Lund*.
- P. 483, l. 21. Lire : *Wilhelm*.
- P. 495, l. 14. Lire : *Zeppern*.
- P. 501, l. 14 et 19. Lire : *Nuremberg*.
- P. 509, l. 13. Lire : **1515**.
- P. 510, l. 4 et 9. Lire : **1516, 1520**.
- P. 547, l. 21. Lire : *porte ce nombre à sept cents*.
- P. 562, note, l. 10. Lire : *rougir Sigismond*.
- P. 587, l. 3. Lire : *acceptait telle pénitence...*
- P. 623, l. 6 avant la fin. Lire : *Savetier*.

- P. 624, l. 2. Lire : *Compagnon*.
P. 650, l. 9. Lire : *Stuhlweissenburg*.
P. 653, l. 17. Lire : *Gran*.
P. 672, l. 6. Lire : *Persuasion*.
P. 676, note 1, l. 1. Lire : *Untersuchungen*.

TOME III

- P. 136. Rétablir en marge le chiffre 114.
P. 289, l. 11. Rétablir en marge le chiffre 243.
P. 409, l. 26. Rétablir en marge le chiffre 339.
P. 428, l. 4 avant la fin. Rétablir en marge le chiffre 355.
P. 466. Corriger en marge le chiffre 386.
P. 474. Corriger en marge le chiffre 393.
P. 510, l. 1. Rétablir en marge le chiffre 424.
P. 539. Corriger en marge le chiffre 447.
P. 611, l. 9. Corriger en marge le chiffre 510.
P. 688. Corriger en marge le chiffre 572.
P. 711, l. 24. Rétablir en marge le chiffre 591.
P. 712. Corriger en marge le chiffre 592.
-

Levall-Perret. - Imp. Crêt de l'Arbre.

